BnF Gallica

Encyclopédie des gens du monde, répertoire universel des sciences, des lettres et des arts : avec des notices sur les [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

. Encyclopédie des gens du monde, répertoire universel des sciences, des lettres et des arts : avec des notices sur les principales familles historiques et sur les personnages célèbres, morts et vivans, par une société de savans, de littérateurs et d'artistes, français et étrangers. T. 16.1 L-LEO. 1833-1844.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisation.commerciale@bnf.fr.

ENCYCLOPÉDIE

DES

GENS DU MONDE.

TOME SEIZIÈME.

Première Partie.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

ENCYCLOPÉDIE

DES

GENS DU MONDE,

RÉPERTOIRE UNIVERSEL

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS;

AVEC DES NOTICES

SUR LES PRINCIPALES FAMILLES HISTORIQUES

ET SUR LES PERSONNAGES CÉLÈBRES, MORTS ET VIVANTS;

PAR UNE SOCIÉTÉ

DE SAVANTS, DE LITTÉRATEURS ET D'ARTISTES, FRANÇAIS ET ÉTRANGERS.

TOME SEIZIÈME.



PARIS,

LIBRAIRIE DE TREUTTEL ET WÜRTZ,

RUE DE LILLE, N° 17;

A STRASBOURG, GRAND'RUE, N° 15.

1842

ENCYCLOPÉDIE

DES

GENS DU MONDE.

L.

L, la douzième lettre de l'alphabet français et la neuvième consonne, consonne très douce, très facile à prononcer, et qui est commune à tous les alphabets anciens et modernes. « Lorsqu'on la nomme *Elle*, dit l'Académie, suivant la prononciation ancienne et usuelle, le nom de cette lettre est féminin; lorsqu'on l'appelle *Le*, suivant la méthode moderne, ce nom est masculin. » Sous cette dernière forme, encore peu usitée, il est vrai, le nom rend le plus exactement possible cette articulation, qu'on ne peut guère prononcer sans faire entendre une faible voyelle; mais les noms hébreu et grec (*lamed*, *lambda*) en faisaient entendre une forte, et le nom d'*elle* a l'inconvénient plus grand de faire précéder l'articulation d'une voyelle qu'on prononce d'abord.

L'articulation *l*, toute linguale, est produite par un mouvement particulier de la langue, dont la pointe frappe rapidement contre le palais, vers la racine des dents supérieures, et se retire aussitôt. Le son s'échappe alors par les deux coins de la bouche. « On donne aussi à cette articulation, dit l'auteur de l'article L, dans l'Encyclopédie de Diderot, le nom de *liquide*, sans doute parce que, comme deux liqueurs s'incorporent pour n'en plus faire qu'une seule résultée de leur mélange, ainsi cette articulation s'allie si bien avec d'autres, qu'elles ne paraissent plus faire ensemble qu'une seule modification instantanée du même son. »

A en juger par un passage du grammairien Priscien, qui cite Pline comme son autorité, il y avait chez les anciens même différentes manières de prononcer cette lettre : une pleine, une fine et une moyenne. La pleine était peut-être analogue à la manière dont les Slaves prononcent l'*l*, au commencement et à la fin de certains mots, quand ils retirent la langue vers le fond du palais et font entendre un son plus sourd et, en quelque sorte, appesanti. Les Polonais ont même pour cela un signe particulier, l'*l* barrée (Ł, *ł*) : par exemple, dans *Łom*, bois chablis, syllabe que les Russes prononcent aussi de cette manière dans *Lomonossof*, etc. Pareillement, dans *skasal*, les Slaves font entendre à la fin une articulation forte et, pour ainsi dire, grasse et lourde. Mais par quelle nuance l'*l* fine se distinguait-elle de l'*l* moyenne? C'est ce qu'il serait difficile aujourd'hui de déterminer.

A la fin de certains mots français, tels que *sourcil*, *outil*, la lettre *l* n'est pas prononcée, de même qu'elle ne l'est pas dans *hérault* ou *héraut;* elle l'est au contraire dans *subtil*, *puéril*, etc.

Précédée d'un *i*, l'*l* devient quelquefois ce qu'on appelle *mouillée* en français, surtout quand elle est double, mais aussi quand elle est seule, comme dans *babil*, *péril*, *bail*, *écueil*, etc. La prononciation en est alors difficile pour les organes qui n'ont pas l'habitude de cette prononciation. Dans ces cas, l'*i* domine, et l'*l* y ajoute quelque chose qui n'est plus tout-à-fait une *l*, qui est au moins une *l* sans franchise. L'articulation est non moins sensiblement modifiée dans *fille*, *anguille*, *rouille*, où une voyelle sourde suit la

double *ll*; devant *a*, *o*, *u*, et aussi devant *eu*, la seconde *l* se change presque en un *i*, comme dans *pillage*, *sémillant*, *feuillage*, *pointilleux*.

Pour devenir mouillée, il faut, en conséquence, que l'*l* soit toujours précédée d'un *i*, excepté seulement dans quelques noms, comme *Choiseul*, *Santeul*, qui s'écrivent aussi quelquefois, mais à tort, Choiseuil, Santeuil. Ce n'est pas à dire pourtant que les *l* précédées d'un *i* soient toujours mouillées. *Ville*, *tranquille*, *illusion* et autres mots attesteraient le contraire. Il y a même des mots qui se prononcent des deux manières : ainsi, dans *mil*, l'*l* est mouillée ou non, selon que ce mot est pris pour millet ou pour mille, dans un millésime. L'*l* suivie d'un *h*, comme dans *Milhaut*, est également mouillée dans la plupart des cas, et cela se retrouve dans la langue portugaise.

Au commencement d'un mot, l'*l*, en français, n'est jamais mouillée; mais elle l'est en espagnol, par exemple dans *llamar*, appeler, *llegar*, parvenir, *llorar*, pleurer, *lluvia*, pluie, et dans le nom propre *Llorente*, qu'il faut prononcer comme si l'on écrivait *Liorennté*.

En italien, c'est la syllabe *gli* qui exprime l'*l* mouillée, par exemple dans *egli*, il, dans *miglio*, meilleur. Par cette raison, il ne faut point appuyer sur le *g* dans *Tuglioni*, *Castiglione*, mais prononcer comme s'il y avait *Talioni*, *Castilione*.

En anglais, il y a des mots où la lettre *l* s'élide complétement; mais la syllabe en devient un peu plus longue, par exemple *Calf*, prononcez Cahf.

L, comme sigue numéral romain, exprime 50, et, avec un trait horizontal par-dessus ($\bar{L}$), 50,000.

La même lettre, sur les monnaies françaises, désigne celles qui sont fabriquées à Bayonne.

Comme abréviation, dans les inscriptions latines, elle veut dire *Lucius* ou *Lælius*, ou bien *Lector*, *Liber*, ou bien encore *Libertus*. Dans certains auteurs, on trouve LLS pour indiquer le mot *sesterce*. Chez les modernes, L. peut signifier *Licencié* ou *Livre*; L. S. veut dire *Locus sigilli* (lieu où est apposé le sceau, le cachet), ou livre sterling, etc. J. H. S.

LAALAND, *voy.* Danemark.

LAAR (Pierre de), *voy.* Bamboche (*le*).

LA BALUE, *voy.* Balue.

LABAN, fils de Béthuel et petit-fils de Nacor, de la famille d'Abraham, habitait la Mésopotamie. La vue des riches présents de l'envoyé d'Isaac le fit consentir au mariage de celui-ci avec Rebecca, sa sœur. Jacob (*voy.*), fuyant la colère d'Ésaü, chercha un asile auprès de Laban, qui accueillit son neveu avec la plus grande bienveillance. En retour de sept années de service dans sa maison, il lui donna en mariage d'abord Lia, sa fille aînée, qu'il substitua par une adroite supercherie à sa sœur cadette, Rachel; pour obtenir celle-ci, Jacob dut encore rester sept autres années au service de Laban. Jacob fit ensuite avec son beau-père un arrangement d'après lequel certaines brebis devaient lui appartenir en propre; mais sa part devenant considérable, il indisposa Laban contre lui, et s'attira la jalousie de ses fils. Ayant résolu de retourner dans son pays, Jacob profita du moment où Laban était allé tondre ses brebis pour s'enfuir avec ses deux femmes, Lia et Rachel; et cette dernière s'empara des *dieux* de son père. Laban se mit à la poursuite de Jacob, et, l'ayant atteint vers les monts de Galaad, il lui reprocha amèrement sa conduite. Cependant le fils d'Isaac parvint à apaiser la colère de son beau-père et un sacrifice, un repas et un monument solennisèrent leur réconciliation. Le lendemain, après de tendres adieux, Laban retourna dans ses foyers. *Voir* la *Genèse*. Z.

LABANOF, *voy.* Rostofskii (princes de Rostof).

LABARRAQUE (Antoine-Germain), pharmacien de Paris, membre de l'Académie royale de médecine, né à Oléron (Basses-Pyrénées), le 29 mai 1777, a attaché son nom à une découverte importante : celle de la propriété qu'ont les chlorures (*voy.*) d'oxydes de détruire les mauvaises odeurs. Ce fut en recherchant les moyens d'assainir l'art du boyaudier, sujet que la Société d'encouragement avait mis au concours, que M. Labarraque, déjà connu par des travaux estimables en chimie pharmaceutique, parvint à cette belle découverte. En

1822, il remporta ce prix, proposé par le préfet de police, et rendit publics ses procédés. Sur le rapport de M. Thénard, l'Académie des Sciences lui accorda, en 1825, le prix Montyon, pour avoir démontré, par un grand nombre d'expériences, qu'on peut employer avec succès, économie et facilité, les solutions de chlorures de chaux et de soude, dissous dans l'eau, pour détruire instantanément les odeurs infectes des matières animales employées dans l'art du boyaudier (*voy.*), et celles des cadavres en putréfaction, ainsi que pour assainir les lieux où l'air est corrompu. Ses recherches à ce sujet le conduisirent à reconnaître que l'industrie et la science pouvaient compter sur un puissant moyen de désinfection, et à comprendre tout le parti qu'il était possible d'en tirer pour l'assainissement des amphithéâtres de dissection, des latrines, pour les exhumations judiciaires, enfin même pour le traitement des plaies gangréneuses. On ne saurait se faire une idée de l'extension que prit depuis l'emploi des chlorures et de l'importance commerciale qu'ils ont acquise.

M. Labarraque a publié les écrits suivants : *l'Art du boyaudier* (Paris, 1822, in-8°); *De l'emploi des chlorures d'oxyde de sodium et de chaux* (1825, in-8°); *Manière de se servir du chlorure d'oxyde de sodium soit pour panser les plaies de mauvaise nature, soit comme moyen d'assainissement des lieux insalubres et de désinfection des matières animales* (1825, in-4° de 4 pag.). On lui doit encore un grand nombre de mémoires insérés dans les journaux scientifiques. F. R.

LABARUM (peut-être de λάβω, prendre, et αἴρω, élever, *ce qu'on élève en l'air*). C'était la bannière qu'on portait à la guerre devant les empereurs romains, dès le temps même de Tibère, ainsi qu'on le voit sur des médailles. Cette enseigne impériale était formée d'une longue pique, traversée, à une certaine hauteur, par un bâton qui en faisait comme une croix, et d'où pendait une flamme ou banderole de pourpre, brodée en or et garnie de pierreries. Au lieu de l'aigle romaine qu'on y voyait d'abord, Constantin-le-Grand (*voy.*), après ses victoires sur Maxence et Licinius, fit mettre le monogramme du Christ. Le même monogramme était répété dans une couronne fixée sur la partie supérieure de la pique, et plus bas, au-dessus de la traverse, étaient quelquefois les images de l'empereur et de ses enfants. La garde du labarum, qu'Eusèbe appelle *l'étendard sauveur de l'empire*, était confiée à cinquante soldats d'élite, qui, par suite d'idées superstitieuses, ont passé pour invulnérables. Les médailles de Constantin et d'autres empereurs chrétiens nous représentent le labarum ordinairement porté par la Victoire, devenue ainsi un symbole chrétien. F. D.

LABBE (Philippe), un des jésuites français les plus laborieux, naquit à Bourges le 10 juillet 1607, et mourut à Paris le 25 mars 1667. *Voy.* Byzantine, Conciles * et Hardouin. Z.

LABÉ (Louise Charly, dame Perrin, dite), surnommée *la belle Cordière*, célèbre par sa beauté, son courage et ses talents, naquit à Lyon, en 1526; elle avait épousé Ennemond Perrin, riche fabricant de cordages de cette ville, et savait les langues grecque, latine, italienne, espagnole; elle excellait dans l'équitation et les arts militaires, cultivait la musique, les lettres, les beaux-arts, et réunissait dans ses jardins l'élite des poëtes tant français qu'étrangers. A peine âgée de seize ans, elle se distingua dans l'armée qui faisait le siége de Perpignan, sous le nom de capitaine Loys. Quelques satiriques ont soupçonné que son but était d'attirer sur elle l'attention du jeune Dauphin qui commandait le siége. Plus tard, assure-t-on aussi, sa passion pour les belles-lettres et pour les arts lui en inspira souvent pour ceux qui les cultivaient. Son mari ne lui en laissa pas moins en mourant la totalité de sa fortune. Elle n'eut pas le temps d'en jouir; car elle mourut un an après lui, en mars

(*) La collection des conciles connue sous son nom parut sous le titre *SS. Concilia ad regiam editionem exacta, cum duobus apparatibus*, Paris, 1671-72, 17 tomes partagés en 18 vol. in-fol. Cette collection, la plus correcte et la plus complète que nous possédions, a été faite sur l'édition de 1644, qui avait paru au Louvre, en 37 vol.; mais il l'a considérablement augmentée et enrichie de notes. Le P. Labbe n'a publié que les 8 premiers vol. de cet ouvrage, continué sur le même plan par le P. Cossart.

1566. Les *Poésies* de la belle Cordière (Lyon, 1555, pet. in-8°, caract. ital., et 1762, pet. in-8°; Brest, 1815, in-8°; et Lyon, 1824, in-8°) se composent de 24 sonnets (dont un en italien), de 3 élégies et d'un dialogue intitulé *Débat de Folie et d'Amour*. Cette allégorie, dont la fiction est si ingénieuse, a fourni à La Fontaine la fable (XII, 14) que Voltaire trouvait la plus jolie. VAL. P.

LABÉDOYÈRE (CHARLES-ANGÉLIQUE HUCHET, comte DE), une des victimes des réactions de 1815, était né à Paris, le 17 avril 1786, d'une ancienne famille de Bretagne dont le nom figure au combat des Trente (*voy.*). Entré, dès l'âge de 20 ans, dans les gendarmes d'ordonnance, il fit avec ce corps les campagnes de 1806 et 1807. Le maréchal Lannes se l'étant attaché en qualité d'aide-de-camp, il l'accompagna en Espagne, dans la campagne de 1808, et fut blessé à Tudela. Après sa guérison, il suivit son chef en Allemagne. A la prise de Ratisbonne, ce fut Labédoyère qui monta le premier sur le rempart. Cet exploit lui valut la croix de la Légion-d'Honneur. Blessé à la bataille d'Essling, à côté de son général mourant, il fut, après son rétablissement, attaché comme aide-de-camp au vice-roi d'Italie. La désastreuse campagne de 1812 lui fournit plusieurs fois l'occasion de se distinguer. Dès 1811, Eugène lui avait obtenu le grade de chef d'escadron. La veille de la bataille de Lutzen, Napoléon, qui l'avait nommé colonel, lui donna le commandement du 112e régiment d'infanterie. Il se fit remarquer à la tête de ce régiment à Lutzen, à Bautzen, et sur les hauteurs de Golberg (23 août), qu'il prit et défendit contre des forces supérieures. Blessé encore une fois dans cette dernière affaire, il fut obligé de rentrer en France pour se rétablir. Vers la fin de 1813, il épousa Mlle de Chastellux, dont la famille avait suivi les princes émigrés dans leur exil. Quand les alliés se présentèrent devant Paris, Labédoyère se mit à la disposition du maréchal qui commandait la place. Après l'abdication de Fontainebleau, ses parents cherchèrent à le rapprocher du gouvernement royal, et ils parvinrent même à lui faire donner par le roi la croix de Saint-Louis avec un nouveau commandement. Labédoyère avait rejoint son régiment et il se trouvait près de Vizille lorsque Napoléon le rencontra à son retour de l'île d'Elbe. Labédoyère s'unit à lui avec enthousiasme et rentra à Grenoble à sa suite. Nommé quelques jours après aide-de-camp de l'empereur, avec le grade de maréchal-de-camp, il fut bientôt promu au grade de lieutenant général et revêtu de la dignité de pair de France. Il combattit avec bravoure à Waterloo. Revenu à Paris, il assista, dans la Chambre des pairs, à la séance orageuse du 22 juin, où fut débattue la question de l'abdication. La véhémence de ses paroles le fit rappeler à l'ordre. Après la capitulation de Paris, Labédoyère suivit l'armée au-delà de la Loire. Le 3 juillet, il se disposait à partir de Riom pour l'Amérique, lorsqu'il éprouva le désir de faire ses adieux à sa femme et d'embrasser son jeune enfant. Mais, une demi-heure après son arrivée à Paris, il était arrêté. Traduit devant un conseil de guerre, Labédoyère se défendit lui-même. Sa défense fut pleine de simplicité et de noblesse; en terminant, il faisait des vœux pour que tous les Français ne formassent plus qu'une seule et même famille autour du trône de Louis XVIII. Le 15 août, le conseil le condamna, à l'unanimité, à la peine de mort, et, dès le 19, le conseil de révision avait confirmé le jugement. Quand on vint lui signifier le fatal arrêt, il l'écouta avec calme. Toutes les démarches faites par sa famille, dans l'intervalle des deux jugements, pour obtenir une commutation de peine, avaient été inutiles. Parvenu sur le lieu du supplice, dans la plaine de Grenelle, Labédoyère se mit à genoux pour recevoir la bénédiction de l'ecclésiastique qui l'assistait; après l'avoir embrassé, il s'avança au-devant des vétérans chargés de l'exécution, et leur indiquant son cœur: « C'est là qu'il faut frapper! » leur dit-il. Un instant après il n'existait plus. A des manières nobles et élégantes, Labédoyère joignait une taille élancée et des traits d'une mâle beauté. Ame ardente, esprit chevaleresque, son dévouement à l'empereur fut sans bornes, comme son admiration pour lui. EM. H-C.

LA BELLE. STEPHANO DELLA BELLA, peintre graveur, né à Florence, le 18 mai 1610, et mort dans la même ville, le 22 juillet 1664, n'a de rival que Callot (*voy.*) dans le genre de gravure qu'ils cultivèrent. Il était fils d'un sculpteur ; mais il perdit son père à deux ans et demi, et son enfance se passa dans la pauvreté. Son amabilité, ses dispositions pour le dessin, son application à l'étude lui méritèrent la protection et les leçons de plusieurs artistes. La Belle jouissait déjà de la considération due à ses talents et à ses qualités personnelles, lorsqu'en 1640, il vint à Paris à la suite d'un résident de Florence. Il fut bien accueilli par le cardinal de Richelieu qui le chargea de représenter *le siége d'Arras*, ville récemment tombée au pouvoir du roi. Cette gravure parut en 1641, et fit à La Belle une réputation qu'augmentèrent encore celles du *siége de La Rochelle* et d'autres faits d'armes du règne de Louis XIII qu'il publia successivement pendant les 12 années qu'il passa à Paris. Le cardinal de Mazarin lui continua la protection du gouvernement français ; mais sa qualité d'Italien pouvant lui devenir funeste dans les troubles de la Fronde, il retourna dans sa patrie, où le grand-duc le gratifia d'une pension et le choisit pour donner à son fils, Côme II, des leçons de dessin. Une maladie de langueur, qui avait dérangé ses facultés intellectuelles, mit fin à ses jours. La Belle voyait arriver la mort avec frayeur. Elle lui inspira ses dernières productions : il la représenta, dans cinq sujets, enlevant des hommes de tout âge, de toute condition.

L'œuvre de La Belle est fort intéressant et ne contient pas moins de 1,400 pièces dans l'*Essai* de catalogue dressé par Jombert, et précédé d'une vie de cet artiste (1772, in-8°). Il se compose de sujets d'histoire, de batailles, de chasses, de paysages, de vues d'édifices, de marines, d'animaux, d'ornements, etc. Tout ce qui est sorti de sa plume ou de sa pointe est du goût le plus exquis (*voy.* GRAVURE, T. XII, p. 801). Il n'a guère travaillé que d'après ses propres dessins. A son œuvre se joint ordinairement celui d'Israël Sylvestre, son ami, son émule, et l'héritier de la plupart de ses planches et de celles de Callot. L. C. S.

LABIÉES, famille de végétaux dicotylédones, dont les caractères essentiels sont les suivants : calice campanulé ou tubuleux, inadhérent, persistant, à orifice bilabié, ou quinquéfide, ou quinquédenté; corolle tubuleuse ou presque campanulée, non persistante, insérée sous le pistil, en général bilabiée *, moins souvent soit à une seule lèvre, soit à cinq lobes presque égaux ; étamines insérées au tube de la corolle, au nombre de quatre (dont deux supérieures, plus longues, et deux inférieures, plus courtes), ou seulement au nombre de deux (qui, dans ce cas, sont placées devant la lèvre inférieure de la corolle) ; pistil composé de quatre ovaires distincts, uni-loculaires, uni-ovulés, rangés symétriquement autour d'un style réceptaculaire, central, filiforme, terminé en deux stigmates; fruit formé de quatre petites noix juxtaposées, mais non cohérentes, évalves, recouvertes par le calice, caduques à la maturité ; chacune de ces noix renferme une seule graine qui en remplit la cavité et adhère à sa paroi; périsperme nul ou mince; embryon rectiligne ou moins souvent replié ; cotylédons plano-convexes ; radicule courte, infère; tiges et rameaux tétragones, articulés; rameaux opposés ou verticillés ; feuilles opposées ou verticillées, simples, veineuses, ponctuées, non stipulées, souvent dentées ou incisées; fleurs hermaphrodites, plus ou moins irrégulières, le plus souvent fasciculées ou glomérulées aux aisselles des feuilles ou des bractées.

Les labiées constituent un groupe très naturel, riche en espèces, et bien caractérisé, tant par le port que par la conformation des fleurs et des fruits; presque toutes sont fort aromatiques, propriété due à des huiles essentielles qui contiennent souvent une quantité notable de camphre (*voy.*). Beaucoup d'espèces renferment en outre un principe amer, de nature gommo-résineuse : aussi un certain nombre de labiées s'emploient-elles à titre de remèdes stimulants ou toniques ; telles sont surtout, parmi les labiées indigènes, les *menthes*, les *lavandes*, plusieurs *sau-*

(*) C'est à cette disposition du limbe de ses fleurs que cette famille doit son nom, dérivé de *labia*, lèvre.

ges, le *romarin*, l'*hysope*, la *mélisse*, les *germandrées* et autres. Plusieurs labiées, telles que le *thym*, la *sarriette*, la *marjolaine*, les *basilics* (*voy.* tous ces noms) et autres, se cultivent comme plantes condimentaires ou comme parfums; beaucoup enfin contribuent, par l'élégance de leurs fleurs, à l'ornement des parterres et des serres. ED. SP.

LABLACHE (LOUIS), basse-taille célèbre de l'Opéra italien, est né à Naples, en 1794, d'un père français et d'une mère irlandaise. Son père, ancien négociant de Marseille, chassé de cette ville par la révolution, trouva dans sa patrie adoptive une nouvelle révolution qui causa à la fois sa ruine et sa mort. Le jeune Louis, demeuré orphelin en 1799, fut placé sous la protection du roi Joseph Bonaparte, qui lui accorda une place au Conservatoire *della Pietà dei Turchini*, aujourd'hui *San-Sebastiano*. Ses premières études furent dirigées vers la musique instrumentale : il apprit le violoncelle, et fut même employé en qualité de contrebassiste au théâtre Saint-Onuphre. Mais cette carrière si restreinte ne suffisait pas à son ambition naissante. Tourmenté du désir de quitter l'orchestre pour s'élancer sur la scène, il se sauva jusqu'à cinq fois du Conservatoire de Naples. Enfin ses études s'achevèrent, et il avait à peine 17 ans, lorsqu'il commença cette carrière qui devait le placer à un si haut rang parmi les artistes les plus recommandables de notre époque. Après avoir parcouru toute l'Italie, et y avoir perfectionné ses études, il vint à Paris, au mois de novembre 1830. Son premier début dans *Il Matrimonio segreto* fut un véritable triomphe. Dès son apparition sur la scène italienne, au milieu de cette réunion de grands artistes qui en ont fait le premier théâtre du monde en ce genre, Lablache fut proclamé sans rival, comme basse chantante, et depuis ce moment l'arrêt du public ne s'est pas démenti. Chaque année, pendant la saison d'hiver, Lablache, fidèle à l'appel des *dilettanti* parisiens, redevient l'une des plus fermes colonnes de notre Opéra italien. Sa magnifique organisation musicale est bien faite pour justifier cet enthousiasme. Sa voix, peu étendue, mais d'une puissance incroyable, se prête également et avec le même bonheur au genre sérieux ou au genre bouffon. Mais c'est surtout dans ce dernier que le grand chanteur excelle. Tout Paris l'a applaudi dans *La Prova d'un' opera seria* et dans *Cenerentola*. Lablache ne se borne pas à être un artiste inimitable, c'est aussi un honnête homme dans toute l'acception du mot. Son urbanité, ses connaissances étendues et variées, son esprit fin et juste le font autant rechercher dans le monde que ses belles qualités musicales. Il a eu l'honneur de donner des leçons de son art à la reine Victoria. D. A. D.

LABORATOIRE, local où les chimistes font leurs expériences, exécutent leurs opérations. On y trouve un fourneau, auquel on adapte un gros soufflet; une table est nécessaire au milieu; des armoires ou tablettes tout autour reçoivent les bocaux et les flacons, qu'il faut toujours avoir soin d'étiqueter. Des ouvertures doivent être combinées de manière à donner assez de jour et à procurer au besoin une forte et subite ventilation. Les instruments ou appareils, matras, cornues, etc., doivent avoir leur place dans le laboratoire. Tout doit être rangé dans un ordre tel que l'opérateur trouve immédiatement sous sa main l'objet qu'il cherche : c'est le moyen d'éviter des accidents qui malheureusement arrivent si facilement. V. S.

LABORDE (FAMILLE DE). Cette famille du Béarn, du nom primitif de *Dort*, était établie à Bielle, chef-lieu de la vallée d'Essan; elle prit le nom de *Laborde*, en 1620, par suite de l'alliance de l'héritière de la plus grande partie des biens de la famille Dort avec le propriétaire de ce domaine. Depuis cette époque, la branche cadette, qui continua d'habiter Bielle, se distingua par le double nom de *Dort-Laborde*.

JEAN-JOSEPH, marquis de Laborde, né en 1724, à Jacca, en Aragon, où sa famille avait une petite maison de commerce, se voua de bonne heure à la carrière mercantile. Devenu lui-même chef de la maison, ses affaires prirent bientôt une telle importance qu'en 1758 le gouvernement français voulant emprunter au trésor espagnol une somme de 8 mil-

lions, le ministre de Charles III répondit à Laborde, par l'intermédiaire duquel la demande de l'emprunt avait été faite, que son gouvernement ne pouvait pas prêter cette somme à la France, mais qu'il lui prêterait volontiers 4 millions, à lui personnellement. La fortune de Laborde représentait alors, dit-on, un capital de 36 millions. Le gouvernement français eut, en diverses circonstances, recours au crédit de ce riche financier, et, par reconnaissance, le roi l'anoblit en érigeant en marquisat la terre de Laborde, sous le ministère du duc de Choiseul. Après la disgrâce de ce ministre, Laborde se retira des affaires, et il employa une partie de ses capitaux à l'acquisition de terres considérables, à la construction et à l'embellissement des châteaux de Saint-Ouen, de Saint-Leu, de La Ferté-Vidar, de Méreville. Dans Paris, il acquit les terrains de la chaussée d'Antin, et y construisit les plus beaux hôtels de ce quartier. La bonté, la bienfaisance caractérisèrent toujours le marquis de Laborde; il aimait à soulager toutes les misères et encourageait les arts.

Voltaire, dans quelques-unes des lettres qu'il lui adressa, dit ne l'avoir connu que par sa générosité. Il s'était chargé de placer les capitaux du philosophe de Ferney, de lui en faire toucher les rentes, sans exiger la moindre chose pour le change; et lorsque l'abbé de Terray, contrôleur général des finances, fit rendre un édit portant la suppression du paiement des inscriptions, quoique la fortune du marquis en eût ressenti un échec considérable, il voulut cependant réparer la perte que faisait Voltaire; mais le philosophe refusa cette offre généreuse.

Un si riche capitaliste ne put échapper à la haine que les fanatiques de 1793 vouèrent à tous les citoyens auxquels on imputait à crime leur position sociale et leur fortune. Un mandat d'amener fut lancé contre lui; il fut arrêté, vers la fin de décembre, dans son château de Méreville, et conduit à Paris. Il était considéré comme un des agents de Louis XVI pour la banque et les opérations commerciales, dans lesquelles il avait fait, en peu de temps, une fortune colossale : on l'accusait d'avoir eu des liaisons intimes avec divers agioteurs déjà frappés du glaive de la loi; on lui reprocha d'avoir fait passer à un de ses fils, émigré, plus de 2 millions en numéraire, d'avoir fait à ce fils une vente simulée de plusieurs de ses terres et d'objets précieux formant la plus belle partie de sa fortune, d'avoir fait passer à l'étranger pour plusieurs millions de lingots d'argent, afin d'épuiser le numéraire de l'état et de discréditer les assignats. La sentence de mort fut prononcée contre lui et l'arrêt fut exécuté le jour même, le 29 germinal an II (1794).

Le marquis de Laborde laissa quatre fils : l'aîné, François-Louis-Joseph, marquis de *Laborde-Méreville*, fit la guerre d'Amérique. Au commencement de la révolution, il remplissait les fonctions de garde du trésor royal. Député des communes aux États-Généraux pour le bailliage d'Étampes, et à l'Assemblée constituante, il siégea sur les bancs de la gauche, et fut un des signataires du serment du Jeu de Paume (1789). Il se fit remarquer dans les discussions relatives aux finances, et proposa l'établissement d'une banque publique. En 1790, il fut un des commissaires chargés de recevoir l'argenterie que les églises offraient comme don patriotique. Après la clôture de la Constituante, il se retira en Angleterre, y vécut loin des affaires politiques, et mourut à Londres en 1801.

Deux autres fils, *Laborde-Bouterville* et *Laborde-Marchainvillier*, firent partie de l'expédition de La Peyrouse. Ils périrent victimes de leur dévouement pour sauver quelques-uns de leurs camarades exposés, sur une embarcation légère, à toute la violence des brisants dans la baie des Français (Californie), avec Descures, lieutenant de vaisseau, et huit autres de leurs camarades.

Alexandre-Louis-Joseph, comte de Laborde, frère des précédents, naquit à Paris, le 15 septembre 1774. Ce fut au collége de Juilly qu'il fit ses premières études. La révolution lui ferma la carrière de la marine, à laquelle il était destiné, comme ses deux frères. Son père, auquel l'empereur Joseph II, pendant un long séjour chez lui, dans la terre de La Ferté, avait manifesté le désir qu'un

de ses fils prit du service en Autriche, profita de cette circonstance pour donner au dernier d'entre eux une position convenable : il l'envoya donc à Vienne, muni d'une lettre à l'Empereur, qui l'accueillit avec distinction. M. de Laborde fit ses premières armes avec le grade de sous-lieutenant dans le régiment du comte Venceslas Collorédo et devint aide-de-camp de ce général, chargé du commandement de l'armée qui se rassemblait sur les frontières de la Pologne. Deux ans après, il servit dans les chevau-légers de Kinsky, avec le grade de chef d'escadron, et fit cinq campagnes contre sa patrie, dans laquelle il fut blessé deux fois. Le traité de Campo-Formio mit fin à sa carrière militaire : M. de Laborde rentra alors en France.

Entraîné par un goût décidé pour les lettres et les arts, il parcourut bientôt l'Angleterre, la Hollande, l'Italie et l'Espagne. Dans ces deux derniers pays, il se livra surtout à leur étude sous le rapport archéologique. Ses relations avec Lucien Bonaparte, à l'ambassade duquel il était attaché, lui fournirent les moyens de se procurer tous les documents nécessaires pour la description de la péninsule. Telle fut l'origine de son *Voyage pittoresque en Espagne*, dans lequel il réunit tout à la fois la description des monuments, des vues pittoresques, et un précis de l'histoire politique et civile de la péninsule, où il parcourt les diverses époques de la civilisation apportée par les Romains, celle du moyen-âge et celle des temps modernes.

Sous l'empire, M. de Laborde fut successivement auditeur au conseil d'état (1808) et maître des requêtes (1810). Il avait été chargé, en 1809, près de l'armée, pendant la guerre d'Autriche, de diverses missions que la connaissance qu'il avait de ce pays lui rendait plus faciles à remplir. En 1811, le service des ponts et chaussées du département de la Seine lui fut confié. En sa qualité d'adjudant-major de la garde nationale, il fut envoyé, en 1814, au camp russe pour traiter de la capitulation de Paris, en ce qui concernait cette garde. A son retour, il fut nommé colonel d'état-major de la garde nationale, et obtint de Louis XVIII la croix de Saint-Louis et le grade d'officier de la Légion-d'Honneur, dont il était chevalier depuis 1809. En 1818, il rentra au conseil d'état, en qualité de maître des requêtes en service extraordinaire.

Ce fut en 1822 que M. de Laborde obtint les suffrages du grand collége du département de la Seine, pour la députation. Il prit place à la Chambre, au centre gauche; il se prononça souvent avec chaleur en faveur des institutions libérales, et s'opposa vivement à la guerre d'Espagne. En 1824, il fut rayé de la liste des maîtres des requêtes, et, aux élections générales de cette année, le pouvoir réussit à lui faire retirer momentanément son mandat. Réélu, en 1827, par le même collége, il ne se montra point hostile au ministère Martignac, qui lui rouvrit les portes du conseil d'état; mais il se retrouva dans l'Opposition dès que M. de Polignac arriva au pouvoir, et fit partie des 221 (*voy.* l'article).

Le comte A. de Laborde embrassa chaudement la cause populaire lors de la révolution de Juillet (*voy.*) : la première réunion de députés eut lieu dans sa maison, rue d'Artois (Laffitte), et celle des journalistes avait déjà été présidée par lui. Le 30 juillet, la commission municipale le nomma préfet provisoire de la Seine. Il contribua ainsi à l'établissement de la royauté nouvelle : aussi Louis-Philippe l'appela auprès de lui comme aide-de-camp représentant la garde nationale, avec le grade de maréchal-de-camp, et le nomma conseiller d'état. Destitué sous le ministère de Casimir Périer, le roi lui rendit sa place d'aide-de-camp, en juillet 1831, et le 7 juillet 1832, l'éleva au grade de commandant de la Légion-d'Honneur. M. de Laborde fut réélu, en 1831 et en 1834, par le 7e arrondissement de Paris, et la Chambre elle-même l'honora des fonctions de questeur. Aux élections de 1837, sa candidature échoua dans la capitale; mais M. de Laborde fut plus heureux à Étampes (Seine-et-Oise), qu'il représentait encore depuis les élections de 1839, lorsque des affaires personnelles le forcèrent à donner sa démission de député, datée de Florence, le 2 avril 1841. Son fils (*voy.* plus loin) l'a remplacé dans la députation.

Depuis 1819, M. de Laborde est membre de l'Institut (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres). Il a publié les ouvrages suivants : *Description d'un pavé mosaïque découvert dans l'ancienne ville d'Italica, aujourd'hui le village de Santipona, près de Séville, suivie de recherches sur la peinture en mosaïque chez les anciens* (Paris, 1802, in-fol.); *Itinéraire descriptif de l'Espagne* (1809-27, 5 vol. in-8° et atlas in-4°); *Les monuments de la France, classés chronologiquement* (1816 et suiv., in-fol.); *Voyage pittoresque et historique en Espagne* (1807-18, 4 vol. grand in-fol.); *Voyage pittoresque en Autriche* et *Précis hist. de la guerre entre la France et l'Autriche* (1821-23, ensemble 3 vol. in-fol.); *Collection des vases grecs du comte de Lamberg* (1824); *Paris municipe*, ou Tableau de l'administration de la ville de Paris, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours (1833, 1 vol. in-8°). En 1840, il a donné : *Versailles ancien et moderne* (1 vol. in-8°), ouvrage illustré, remarquable par la fraîcheur des idées, la légèreté et la grâce du style, l'érudition de l'auteur et la beauté de l'exécution typographique. Enfin on doit à M. de Laborde divers mémoires : *Sur l'embellissement de Paris ; Sur l'éducation des enfants pauvres, d'après les méthodes de Bell et de Lancastre combinées*, etc.

Léon-Emmanuel-Simon-Prosper, vicomte de Laborde, fils du précédent, est né à Paris, le 15 juin 1807, et fit ses études à l'université de Gœttingue. En 1825, il accompagna son père dans un voyage en Orient, et parcourut, pendant trois ans, la Grèce, l'Italie, la Turquie, la Syrie, l'Arabie-Pétrée et l'Égypte. Rentré en France, il publia, dans la *Revue française* (juillet 1829), *le Journal d'un Voyage dans le Fayoum ;* il avait rédigé ce journal pendant l'absence de son père, rappelé en France par son élection à la Chambre des députés. Presque dans le même temps, M. Léon de Laborde donna son *Voyage dans l'Arabie-Pétrée* (Paris, 1830, in-8°, et atlas in-fol.). Attaché, en 1828, en qualité de secrétaire, à M. de Châteaubriand, ambassadeur à Rome, il donna sa démission lorsque celui-ci se retira, sous le ministère Polignac (1829). En 1830, il fut nommé aide-de-camp du général La Fayette; puis il fut envoyé comme secrétaire d'ambassade près de Talleyrand, à Londres ; décoré de l'ordre de la Légion-d'Honneur, et, en 1832, attaché à la légation de La Haye. Ces fonctions n'arrêtèrent point sa carrière littéraire : il publia successivement les ouvrages suivants : *Flore de l'Arabie-Pétrée* (1833, in-4°); *Essai pour servir à l'histoire de la gravure sur bois* (1833, in-8°); *Histoire de la découverte de l'imprimerie* (1836, in-8°); *Débuts de l'imprimerie à Strasbourg*, et *Nouvelles recherches sur l'origine de l'imprimerie* (1840, in-8°). Son *Voyage en Asie-Mineure*, et celui *en Syrie*, parurent en 1838 (tous deux avec pl. in-fol.). En 1839, il rédigea le *Rapport du Jury central de l'exposition des produits de l'industrie française* de cette année. Enfin tout dernièrement, il a publié un *Commentaire géographique sur l'Exorde et le Livre des Nombres* (in-fol.). En 1840, M. Léon de Laborde a été élu député de Seine-et-Oise, en remplacement de son père. L. D. C.

LABOUR, Labourage. Le labour (du latin *labor*, travail) est la façon qu'on donne aux terres; le labourage est l'action de labourer, de remuer, de retourner la terre pour ameublir, nettoyer, aplanir, mélanger sa surface.

Les labours sont une des opérations les plus importantes de la culture. Ils agissent mécaniquement en divisant le sol; en facilitant l'introduction et l'extension des racines, la formation d'un abondant chevelu, et conséquemment la multiplication des bouches nourricières du végétal; en outre, ils détruisent les mauvaises herbes. Sous ce double point de vue, leur concours est indispensable. Mais leur utilité s'étend beaucoup plus loin. Toutes les plantes puisent une partie de leur nourriture dans l'atmosphère : l'oxygène, l'hydrogène, l'azote, le carbone, en sont les principaux éléments, et ceux-ci se répandent naturellement en quantité d'autant plus grande dans la couche labourable qu'elle est rendue plus poreuse. La terre, d'ailleurs, se laisse pénétrer plus intimement du fluide aérien, lorsqu'elle

est sous son influence directe; elle semble l'absorber entre chacune de ses molécules constituantes. Les labours facilitent puissamment une telle action en augmentant et en renouvelant les points de contact. Il est donc vrai de dire que le labourage peut suppléer jusqu'à un certain point à la fumure, comme l'avaient pressenti Duhamel et Tull, lorsque, dans l'exagération d'un principe vrai et la fâcheuse préoccupation qui en était résultée dans leur esprit, ils ont cru pouvoir soutenir l'excellence de la première pratique, en atténuant, en niant presque, le mérite de la seconde. Grâce à une appréciation plus rigoureuse des faits, nul agronome n'oserait sans doute aujourd'hui professer de telles doctrines. Il n'en est pas moins incontestable que, si les meilleures façons données à un champ sont insuffisantes pour remplacer, en aucun cas, les engrais, elles peuvent du moins doubler leur action, soit en les répartissant plus également dans toutes les parties accessibles aux spongioles, soit en hâtant leur décomposition normale, qui n'a jamais lieu sans oxygène, soit enfin en facilitant leur transmission dans la plante à l'état de solution dans l'eau.

La connaissance des propriétés physiques de chaque sorte de terres, connaissance bien incomplète encore, est cependant de nature à jeter un grand jour sur la théorie des labours. Les sols d'une compacité extrême sont ceux qui en profitent le mieux, non-seulement parce que, dans leur état naturel, ils se refuseraient, comme la pierre, à toute végétation, mais parce que, s'ils n'étaient divisés, ils deviendraient promptement imperméables aux agents atmosphériques et partant inféconds. Lorsqu'une argile battue par les pluies se revêt d'une couche dure et continue, l'eau même peut glisser quelque temps à sa surface sans l'imbiber; les plantes qui la couvrent languissent malgré la qualité du fond. Quand elle est exposée longtemps aux averses, elle acquiert une telle capacité pour les liquides qu'elle devient fangeuse. Si l'on parvient à l'ouvrir, ces inconvénients disparaissent : l'air introduit rétablit, dans la première circonstance, la fermentation des engrais; il s'interpose entre chaque motte pour arrêter une excessive dessiccation; il s'humecte de la fraîcheur des rosées, et les feuilles fanées reprennent bientôt leur verdure. Dans le second cas, le liquide s'écoule ou s'évapore plus promptement; la chaleur pénètre peu à peu, et le germe, près de pourrir, s'entr'ouvre aux influences printanières. Les terres légères, celles dans la composition desquelles le sable quartzeux domine, sont moins exigeantes. Naturellement perméables, elles ont peu besoin qu'on ajoute à la mobilité de leurs parties; elles ne peuvent devenir ni plus poreuses, ni moins brûlantes par l'effet d'un labour. Elles ne peuvent non plus acquérir la propriété, refusée à tous les corps d'une grande densité, de devenir intimement accessibles à l'eau et à l'air.

Dans la petite culture, les labours s'exécutent exclusivement à bras, au moyen tantôt du *pic*, de la *pioche* ou de la *houe;* tantôt de la *bêche* ou de la *fourche*. Dans la grande culture, on les opère avec le concours des animaux, soit à l'*extirpateur* ou au *scarificateur*, soit à l'*araire* ou à la *charrue* (*voy.*). Leur but n'est pas toujours le même, et chacun de ces instruments trouve, selon les lieux et les circonstances, une destination appropriée. Le pic convient aux défrichements: il attaque la terre la plus dure et la rejette irrégulièrement en mottes volumineuses; la bêche est le principal outil du jardinier sur les terres déjà ameublies; la fourche la remplace dans les sols pierreux. Les scarificateurs, les extirpateurs divisent superficiellement la couche labourable; les charrues la fouillent à une profondeur plus grande et la retournent: elles sont aux instruments agricoles, par la perfection de leur travail, ce que la bêche est aux outils de l'horticulture; car les conditions d'un bon labour ne sont pas seulement de rompre l'adhérence des molécules terreuses, mais de les atteindre en tous points, de les remuer et de les exposer successivement aux influences bienfaisantes de l'atmosphère.

La place occupée par la base du soc, lors du labourage, et laissée vide derrière la charrue, se nomme *raie;* la terre, qui en a été détachée, et qui se trouve reje-

tée sur la précédente raie, s'appelle *bande*; l'ensemble de la raie et de la bande forme le *sillon*. Les anciennes charrues à soc pointu et conique, comme on en rencontre encore trop souvent, marquaient seulement leur passage dans le sol de distance en distance; au lieu de la soulever, elles refoulaient la terre sur les côtés : aussi, bien que le *guéret* pût paraître convenablement préparé, la demi-régularité extérieure du travail cachait une couche labourable à peine effleurée çà et là, et d'une profondeur tout-à-fait inégale. Les charrues perfectionnées n'ont pas un semblable défaut : elles ouvrent horizontalement des raies contiguës dans leur parallélisme, de sorte que le labour est aussi régulier à sa base qu'à sa superficie; elles détachent des bandes d'une largeur et d'une épaisseur tellement combinées que le laboureur est maître de régler à son gré leur inclinaison. S'il donne plus d'entrure que d'obliquité au soc, la bande est épaisse, étroite, et elle s'appuie sur sa voisine à l'angle d'au moins 45°; s'il agit en sens inverse sur le régulateur, elle devient mince et large, et elle retombe plus ou moins à plat. Dans le premier cas, le champ est comme billonné *. Il offre la plus grande surface possible à l'air et la plus grande facilité à l'action de la herse (*voy.*). Aussi, de semblables labours précèdent-ils ordinairement l'hiver et s'appliquent-ils spécialement aux terres fortes. Dans le second cas, le sol est presque uni à sa surface, comme il doit l'être lors des dernières préparations; il est moins exposé aux effets d'une évaporation qui deviendrait aussi nuisible à l'époque des chaleurs et des sécheresses qu'elle était favorable quelques mois avant.

Du reste, ce n'est pas seulement pour régler la position relative des bandes les unes à côté des autres que le cultivateur doit se préoccuper de leur forme. Celle-ci se rattache, en effet, à la rapidité du travail, puisque plus la largeur de chaque raie est considérable, moins le nombre des sillons sera grand. Elle se rattache encore à la profondeur du labourage; car il est évident que, dans la plupart des cas, le tirage deviendrait excessif pour les animaux, si on voulait à la fois soulever des bandes larges et épaisses. Cette circonstance, jointe à l'imperfection de la plupart des charrues, à la faiblesse des animaux mal nourris qui les traînent, au manque d'engrais pour féconder une couche labourable plus épaisse, et à la crainte, parfois fondée, de mélanger avec la bonne terre un sous-sol de mauvaise qualité, a considérablement retardé les améliorations foncières, en détournant les fermiers de l'excellente pratique des labours profonds. Quelques-uns seulement ont jusqu'ici compris qu'à mesure que les racines trouvent mieux à s'étendre, les tiges doivent acquérir un plus beau développement; que, dans un réservoir plus vaste, les éléments de la nutrition sont plus abondants; que les terres deviennent moins humides lors des pluies excessives, parce que les eaux s'écoulent plus bas; moins sèches à une autre époque, parce que l'évaporation diminue en raison directe de l'éloignement du soleil et des vents; qu'elles ont enfin plus de richesse et de puissance, ou, en d'autres termes, qu'elles sont chimiquement et physiquement mieux appropriées à la végétation.

Dans les jardins, la disposition qu'on donne aux terrains par les labours est assez variable. Ici, on élève les plates-bandes au-dessus du niveau des allées pour faciliter l'écoulement d'une humidité surabondante; là, on les abaisse pour profiter de toute la fraîcheur que peut dispenser un climat trop sec, ou recevoir un sol trop perméable et trop chaud; ailleurs, on combine les deux dispositions pour soumettre aux mêmes irrigations des plantes diversement avides d'eau: on forme des *ados*, dont l'une des pentes s'incline au midi, de façon à recevoir les rayons solaires le plus perpendiculairement possible, etc. Dans les champs, on ne connaît que trois manières : les labours *à plat*, au moyen desquels la surface entière du champ présente uniformément des bandes appliquées les unes

(*) *Billonner*, c'est relever la terre en billons. On appelle *billons* des planches ou ados (*voy.*) plus ou moins larges et bombés, qu'on forme dans un terrain avec la charrue, et quelquefois à la pioche, et qui sont séparés par des raies profondes servant à l'écoulement des eaux. Le *billonnage* est la culture par billons.

sur les autres sans interruption; les labours *en planches*, plus ou moins larges, séparées par d'étroits sentiers; enfin, les labours *en billons*, plus ou moins bombés et plus ou moins multipliés. L'usage des billons prévalait généralement et prévaut encore dans une grande partie de la France, malgré les préceptes, peut-être un peu trop absolus, de la théorie et les exemples de Roville. Ils conviennent spécialement dans les localités humides et froides, d'un égouttement difficile, où l'on doit faire, pour ainsi dire, la part à l'eau, en sacrifiant une partie du sol au profit de l'autre; dans les fonds peu abondants en terre végétale, qu'il est nécessaire d'exhausser partiellement pour les rendre cultivables; dans les champs tellement pauvres qu'ils deviennent productifs alors seulement qu'on amoncelle les engrais à proximité des racines. Mais lorsque des travaux préalables ont convenablement assaini le sol; lorsque la couche labourable a été progressivement approfondie; lorsque enfin les fumures ont été suffisantes, les planches donnent à la fois plus de produits et des produits meilleurs. Elles sont donc une conséquence d'un bon sol et d'une culture avancée, comme les billons sont une obligation des pays pauvres et arriérés.

Les époques auxquelles il convient de labourer dépendent nécessairement de la nature des terres et des récoltes qu'on veut leur confier. Les façons de l'arrière-saison, en exposant les mottes aux alternatives de gelée et de dégel, divisent mieux que toutes les autres les sols résistants et compactes; les façons d'été détruisent énergiquement les mauvaises herbes. On ne peut conséquemment donner une meilleure préparation à une pièce difficile et enherbée qu'en la soumettant à une jachère nue, dont les travaux commencent aux approches des froids et ne se terminent, l'année suivante, qu'à celle des semailles d'automne. Il est des terres qui reçoivent ainsi jusqu'à 5 et 6 labours, dont malheureusement les frais ne sont compensés par aucun produit immédiat. Par cette raison, les bons cultivateurs n'admettent plus qu'accidentellement les jachères (*voy.*) complètes. Tantôt, ils préparent une culture hivernale par les labours qui suivent une récolte précoce de la même année; tantôt, ils entreprennent une culture printanière sur une demi-jachère d'hiver (*voy.* Assolements). Les façons d'entretien, devenues si faciles, qu'exigent les plantes sarclées, remplacent les labours de préparation plus nombreux d'autrefois. Le travail reçoit annuellement son salaire, et, en somme, le bénéfice augmente à mesure que la fatigue diminue. O. L. T.

LABOUR (Terre de), nommée par les Italiens *Terra di Lavoro*, d'après Pline, qui désigna sous le nom de *Campus laborinus* la Campanie fortunée des Latins (*Campania felix*). *Voy.* Naples.

LABOUR ou Labourd, en latin *Lapurdensis tractus*, en basque *Laphur-Duy*, solitude, pays désert, parce qu'en effet cette contrée était encore en friche lorsque les Romains y bâtirent une forteresse, qu'ils nommèrent *Lapurdum*, du nom indigène de ce pays, à l'endroit où s'élève aujourd'hui Bayonne. *Voy.* ce nom et les art. Basques, Guienne, etc. X.

LABOURDONNAIE (François-Régis, comte de), ministre de la Restauration, était né à Angers, en 1767. Officier municipal de sa ville natale, il ne se décida à embrasser le parti de l'émigration qu'en 1792. Il prit du service dans l'armée du prince de Condé, se comporta vaillamment, et ne quitta ses frères d'armes, après le licenciement, que pour se réunir aux chouans et plus tard aux Vendéens. Lors de la pacification générale des départements de l'ouest, il se rallia, comme tant d'autres, au gouvernement, fut réintégré dans une partie de ses biens et devint successivement membre du conseil général du département de Maine-et-Loire, maire d'Angers et candidat au Corps législatif. Dévoué sincèrement à l'ancien ordre de choses, il contribua de tout son pouvoir à son rétablissement. Sa conduite, pendant la première Restauration, lui valut un arrêt de proscription pendant les Cent-Jours. En 1815, la ville d'Angers le choisit pour son représentant à la Chambre des députés, et, dès son arrivée, le comte de Labourdonnaie se rangea parmi cette majorité connue sous le nom d'ultrà-royaliste. Homme froid et dénué d'éloquence, il arrivait

à son but à force de persévérance : les premières *motions* qu'il fit, et qui toutes portaient l'empreinte d'une rigueur excessive et d'une singulière énergie, lui firent décerner, par certains journalistes, le surnom de *Jacobin blanc*. M. Decazes, dont il s'évertuait à contrarier les projets, se vengea de lui en l'appelant *un tigre à froid*. Quelques-unes de ses propositions subsistent malheureusement pour justifier de semblables qualifications : celle, entre autres, dans laquelle il fit entrer trois catégories (*voy.*) de proscriptions, dont les deux premières entraînaient la mort, et la troisième la déportation. Envoyé de nouveau à la Chambre de 1816, malgré les difficultés que les ministres opposèrent à sa réélection, il devint bientôt le chef de l'extrême droite, et, dans sa haine contre la politique ministérielle, il ne craignit pas de faire alliance avec l'Opposition. En 1817, ses fréquentes apparitions à la tribune le firent surnommer, par *la Minerve*, l'Ajax du côté droit. Porté, en 1821, à la vice-présidence de la Chambre, il fut, l'année suivante, présenté le premier à la nomination du roi, comme candidat à la présidence; mais le choix tomba sur M. Ravez. A l'époque de la dissolution opérée par Charles X, en 1827, Labourdonnaie fut encore réélu par son département, et sa persistante opposition contribua à frapper de mort le ministère Villèle, qui fit place à celui de Martignac. En 1829, le prince de Polignac, de retour d'Angleterre, ayant été chargé de composer un nouveau ministère, Labourdonnaie reçut en partage le portefeuille de l'intérieur; mais, la majorité lui ayant fait défaut, il se vit contraint d'offrir sa démission, et reçut en dédommagement le titre de ministre d'état, celui de membre du conseil privé et la dignité de pair de France. Sa renonciation aux affaires était ainsi motivée : « Quand je joue ma tête, j'aime à tenir les cartes*. » Depuis ce moment, retiré dans ses terres, il vit passer la révolution de 1830, qu'il avait prévue (séance du 14 juillet 1828), sans donner signe d'existence politique, et il termina ses jours, le 28 août 1839, en son château de Mésangeau, près de Beaupréau (Maine-et-Loire). D. A. D.

Le comte Anne-François-Augustin de Labourdonnaie était aussi de cette ancienne famille de Bretagne. Né à Guérande, le 27 septembre 1747, il reçut une éducation toute militaire. S'étant trouvé en opposition avec Dumouriez, après la conquête de la Belgique, où il avait un commandement, il fut rappelé à Paris; mais il parvint à se justifier, et fut envoyé à l'armée des Pyrénées. Une ancienne blessure le força à se retirer à Dax, où il mourut en novembre 1793.

Le marquis de Labourdonnaie, maréchal-de-camp, mort en 1829, à l'âge de 77 ans, appartenait à une autre branche de la même famille : c'était le père de M. Arthur de Labourdonnaie, né à Paris le 29 janvier 1785, qui, parvenu au grade de maréchal-de-camp, était, à la révolution de Juillet, gentilhomme de la chambre du roi, et représentant du Morbihan à la Chambre des députés, depuis 1827. Il continua de siéger à la Chambre pendant la session de 1830; mais son mandat ne lui fut rendu qu'en 1837; il lui a été renouvelé aux élections de 1839. Z.

LA BOURDONNAIS (Bertrand-François Mahé de), gouverneur des îles de France et de Bourbon, naquit à Saint-Malo, le 11 février 1699. Destiné, dès son enfance, à la marine, il fit plusieurs campagnes dans les mers du Sud et les mers du Nord; et, en 1723, il était déjà second capitaine sur les bâtiments de la Compagnie des Indes. Ce fut en cette qualité qu'en 1724 il prit une part active à la conquête de Mahé, d'où lui vint le surnom de Mahé, ajouté depuis à son nom. Les sollicitations du vice-roi de Goa le firent entrer au service du Portugal; mais en 1733, La Bourdonnais retourna dans son pays, et, peu de temps après, il fut nommé gouverneur des îles de France et de Bourbon. La première de ces colonies, où il arriva au mois de juin 1735, se trou-

(*) « D'une vaste capacité, a dit M. de Chateaubriand (*Congrès de Vérone*, t. 1er, p. 304), mais un peu faible de caractère, comme les esprits entiers qui ne sont pas dominateurs, M. de Labourdonnaie ne fit que passer dans le conseil de Charles X. Sous le prétexte assez vrai qu'il était environné d'imbéciles, incapables de prendre un parti, il se retira habilement des affaires au bout de trois mois. Il est resté de lui une bonne ordonnance, l'ordonnance relative à l'École des chartes. » S.

vait dans l'état le plus déplorable. La Bourdonnais ne se laissa pas rebuter par les grandes difficultés qu'il avait à vaincre, et, en moins de quatre ans, l'île n'était plus reconnaissable, tant il y avait fait d'heureux changements. Ce fut lui qui y introduisit la culture du manioc, du sucre, du café et du coton. « Tout ce que j'ai vu dans cette île, écrit Bernardin de Saint-Pierre, de plus utile et de mieux exécuté, était son ouvrage. » L'île Bourbon lui dut aussi d'importantes améliorations. La croix de Saint-Louis fut, en 1737, la récompense de ses travaux. En 1740, La Bourdonnais fit un nouveau voyage en France. A cette époque, tout faisait présumer une rupture avec l'Angleterre. Nommé au commandement d'une escadre qui devait se rendre dans les mers de l'Inde, il arriva à Pondichéry en 1741, et, remettant immédiatement à la voile, il alla au secours de Mahé, assiégé par les Naïrs. Après plusieurs combats, où il paya de sa personne, il força Bayanor, chef des Naïrs, à lever le siége. Au moment où il se disposait à agir contre la Compagnie anglaise, on lui expédia l'ordre de renvoyer ses vaisseaux en Europe. Il obéit, mais en sollicitant son rappel, qui lui fut refusé de la manière la plus flatteuse. En septembre 1744, une frégate lui apporta de France la nouvelle de la déclaration de guerre contre l'Angleterre. Cependant ce ne fut pas avant 1746 qu'il put prendre la mer. Le 6 juillet, il rencontra, sur la côte de Coromandel, le commodore Peyton, avec 6 vaisseaux. Il n'hésita pas à l'attaquer. Des neuf vaisseaux qu'il commandait, trois furent d'abord mis hors de combat; mais, avec les six autres, il força le commodore à lui abandonner le champ de bataille. Le conseil supérieur de Pondichéry ayant résolu le siége de Madras (*voy.*), La Bourdonnais fut chargé de cette entreprise. Le 14 septembre de la même année, il était devant cette place, et, le 21, une capitulation était signée, en vertu de laquelle Madras ouvrit ses portes aux Français, à condition de rachat. Cependant, Dupleix* refusa de ratifier cette capitulation; et à peine La Bourdonnais eut-il quitté Madras, qu'un arrêt du conseil de Pondichéry (7 novembre) annula le traité, et que la ville Noire (*voy.* Inde, T. XIV, p. 602), qui alors ne renfermait pas moins de 80,000 habit. de toutes les nations, fut rasée. A son arrivée à Pondichéry, Dupleix lui exhiba un ordre de la cour, lui enjoignant de prendre le commandement des vaisseaux de la Compagnie qui se trouvaient dans les mers de l'Inde, et de les reconduire en Europe. Au mois d'avril 1747, il appareilla de l'île de France. Arrivé à la Martinique conformément à ses instructions, il résolut de passer en France pour se laver d'odieuses inculpations, qui ne tendaient à rien moins qu'à établir sa connivence avec les ennemis de l'état, dans le but d'amener la ruine de la Compagnie française. A cet effet, il prit passage sur un bâtiment hollandais. Mais, dans une relâche à Falmouth, il fut reconnu et fait prisonnier de guerre. Cependant, sur sa parole d'honneur qu'il retournerait se constituer prisonnier, le gouvernement anglais lui permit de passer sur le continent. Trois jours après son arrivée à Paris (mars 1748), il fut arrêté et enfermé à la Bastille, où on le traita avec la dernière inhumanité. Ce ne fut qu'après trois ans de détention que son innocence fut reconnue. Mais les privations et les souffrances qu'il avait endurées avaient entièrement détruit sa santé. Son existence ne fut plus qu'une douloureuse agonie. Il succomba le 9 septembre 1753. En 1774, le gouvernement accorda une pension à la veuve de La Bourdonnais, « mort, selon les propres expressions du brevet, sans avoir reçu aucune récompense ni aucun dédommagement pour tant de persécutions et tant de services. »

La Bourdonnais a publié de volumineux Mémoires pour sa justification. On lui doit aussi un *Traité sur la mâture des vaisseaux*. — Son petit-fils, né en 1795, et surnommé le *roi des échecs*, à cause de sa grande habileté à ce jeu, a publié l'histoire de la vie de son grand-père, indépendamment d'un *Traité du jeu des échecs* et d'une revue mensuelle, *le Palamède*, exclusivement consacrée

(*) Nous renvoyons pour Dupleix, à défaut d'article spécial, aux détails qu'on a donnés sur lui à l'occasion des possessions françaises dans l'Inde. *Voy.* Inde, T. XIV, p. 604. S.

au même exercice, revue qu'il a fait paraître pendant plusieurs années. Il mourut à Londres, en février 1840, dans un état voisin de l'indigence. J. F. G. H-N.

LABRADOR, pays de l'Amérique septentrionale, qui fait partie des possessions anglaises, nommées *Nouvelle-Bretagne*, *voy.* HUDSON (*baie d'*) et ESQUIMAUX.

LA BRUYÈRE (JEAN DE), célèbre écrivain moraliste français, naquit auprès de Dourdan (Seine-et-Oise), en 1639, suivant les uns, et en 1644, suivant les autres. Sa vie, qui fut celle d'un sage, n'offre que très peu de détails à la biographie.

Un de ses ancêtres, lieutenant civil à Paris, sous le règne de Henri III, avait joué un rôle considérable dans le parti de la Ligue. Quant à lui, il venait d'être pourvu d'une charge de trésorier de France à la résidence de Caen, lorsque, sur la désignation de Bossuet, il fut appelé à Paris pour enseigner l'histoire au petit-fils du grand Condé, si connu sous le nom de M. le Duc. Lorsque l'éducation de ce prince fut terminée, La Bruyère resta attaché à sa personne, avec une pension de 1,000 écus, et il conserva cette position jusqu'à sa mort.

Ce fut à Paris, en 1687, que La Bruyère fit paraître la première édition des *Caractères de Théophraste, traduits du grec, avec les mœurs de ce siècle* (in-12). Quoique, dans les nombreuses éditions qui ont suivi celle-ci, l'ouvrage du philosophe grec ait toujours été réimprimé avec celui du moraliste français, les *Mœurs de ce siècle*, ou plutôt les *Caractères de La Bruyère*, par les perfectionnements successifs qu'y apporta le travail de l'auteur, laissèrent bientôt dans l'ombre les *Caractères de Théophraste*, et, en cette occasion au moins, l'imitateur fit preuve d'une incontestable supériorité à l'égard du modèle. Consulté par La Bruyère sur son manuscrit, de Malézieux lui avait dit : « Voilà de quoi vous faire beaucoup de lecteurs et beaucoup d'ennemis. » L'effet de la publication ne démentit pas ce pronostic. Indépendamment de son immense mérite, l'ouvrage trouva un autre élément de succès dans la malignité publique, qui s'empressa de mettre des noms propres au bas de tous les portraits, auxquels la touche aussi forte qu'ingénieuse du peintre avait su imprimer le mouvement et la vie. Quoique les *clefs* des *Caractères de La Bruyère* n'aient été imprimées, comme annexes de l'ouvrage, qu'après la mort de l'auteur, les allusions qu'on y trouvait furent sur-le-champ divulguées et adoptées. Il les désavoua cependant toujours de la manière la plus formelle. « Sans doute, a dit Suard, La Bruyère, en peignant les mœurs de son temps, a pris ses modèles dans le monde où il vivait; mais il peignit les hommes, non en peintre de portrait qui copie servilement les objets et les formes qu'il a sous les yeux, mais en peintre d'histoire qui choisit et rassemble différents modèles, qui n'en imite que les traits de caractère et d'effet, et qui sait y ajouter ceux que lui fournit son imagination, pour en former cet ensemble de vérité idéale et de vérité de nature, qui constitue la perfection des beaux-arts. » Ajoutons que, malgré les changements survenus dans les habitudes et dans ce qu'on appelle le costume d'une époque, on croirait volontiers retrouver aujourd'hui, dans plus d'un visage contemporain, les traits si bien mis en relief par le moraliste du XVII^e^ siècle.

L'Académie-Française ouvrit ses portes à La Bruyère en 1693. Son discours, beaucoup plus remarquable de style que la plupart de ceux qui, jusque-là, avaient été prononcés, offrit cette innovation, que le récipiendiaire y désigna clairement, sous les formes de la louange, les grands hommes encore vivants, qui faisaient alors la gloire de l'Académie. Cette distinction devint une cause de reproches et une source de tracasseries contre La Bruyère, de la part de quelques-uns des confrères négligés dans son apologie; et ils le harcelèrent avec acharnement dans le *Mercure galant*, qui jouissait alors d'une grande vogue. De toute cette guerre de mots, il est à peine resté ce quatrain, plus mauvais encore que méchant :

Quand La Bruyère se présente,
Pourquoi faut il crier *haro?*
Pour faire un nombre de quarante,
Ne fallait-il pas un zéro?

La Bruyère, qui peut-être se montra trop sensible à de pareilles attaques, ne jouit que trois ans des honneurs académiques. Il mourut presque subitement à Versailles, le 10 mai 1696, d'une attaque d'apoplexie. Il laissa, en manuscrit, un ouvrage inachevé, publié en 1699, sous ce titre : *Dialogues posthumes du sieur de La Bruyère sur le quiétisme, continués et donnés au public par Louis-Ellies Dupin* (in-12). Dans cet ouvrage oublié, La Bruyère prenait parti pour Bossuet contre Fénélon.

Voici le portrait qu'a tracé de l'auteur des *Caractères* l'abbé d'Olivet, dans son histoire de l'Académie-Française : « On me l'a dépeint comme un philosophe qui ne songeait qu'à vivre tranquillement, avec des amis et des livres ; faisant un bon choix des uns et des autres; ne cherchant ni ne fuyant le plaisir ; toujours disposé à une joie modeste, et ingénieux à la faire naître; poli dans ses manières et sage dans ses discours ; craignant toute sorte d'ambition, même celle de montrer de l'esprit. » Comme écrivain, La Bruyère a été apprécié d'une manière qui ne laisse rien à désirer, par quatre auteurs du mérite le plus distingué : Suard, *Notice sur la personne et les écrits de La Bruyère*, publiée en 1782, réimprimée en 1808, en tête de l'édition stéréotype des *Caractères ;* Victorin Fabre, *Éloge de La Bruyère*, couronné par l'Académie-Française, en 1810; l'abbé Delille, préface du poëme de *La Conversation* et article de la *Biographie universelle ;* M. Sainte-Beuve, *Écrivains critiques et moralistes français* (*Revue des Deux-Mondes*, 1836).

La Bruyère n'a laissé qu'un seul ouvrage; mais cet ouvrage vivra autant que la langue française, dont il est un des chefs-d'œuvre, et il a suffi pour classer son auteur parmi nos plus profonds penseurs et nos plus grands écrivains. P. A. V.

Les éditions des *Caractères* qui suivirent la première, dont nous avons déjà parlé, offrent de notables augmentations. Les plus remarquables de ces éditions sont les suivantes : celle de Coste, avec la *clef* en marge et une Défense de La Bruyère (Amst., 1720, 3 vol. in-12); celle de M. J.-G. Schweighæuser, avec des additions et des notes (Paris, 1803 et 1816, 3 vol. in-18); celle de M^me^ de Genlis (Paris, 1812, in-12), avec une notice historique et littéraire ; celle de Suard, qui est précédée d'une notice sur la personne et les écrits de La Bruyère (Paris, 1813, 2 beaux vol. in-8°) : elle a souvent été réimprimée depuis. Z.

LABYRINTHE, de l'égyptien *Labari* et *thi*, ville ou monument de Labari, un des rois de la 12^e^ dynastie, dont le règne remonte à plus de 2,000 ans av. J.-C., suivant Manéthon.

La fable et l'histoire nous ont conservé le souvenir de quatre labyrinthes, monuments funéraires dont les détours, les ambages, étaient une image allégorique de la vie, de ses vicissitudes et de ses erreurs, et surtout un symbole des pérégrinations de l'âme dans l'autre vie et de l'impossibilité d'en sortir. Un de ces labyrinthes était en Égypte, au sud-est du lac Mœris, dans le nome Arsinoïtes ; un autre près de Gnosse, en Crète; le troisième à Lemnos, et le quatrième en Italie, près de Clusium (*voy.*), aujourd'hui Chiusi. D'après l'étude des monuments égyptiens et la tradition que Manéthon nous a conservée, le labyrinthe d'Égypte était le plus ancien, et servit de modèle aux autres. Hérodote, qui l'avait vu, nous en a laissé la description (II, 148; *voir* aussi Strabon, XVII, p. 811; Pomponius Mela, et Pline, XXXVI, 19). Suivant cet historien, à une époque où l'Égypte se trouvait partagée entre douze rois, 700 ans av. J.-C., ces rois voulurent laisser en commun un souvenir de leur règne, et à cet effet iis ordonnèrent la construction d'un labyrinthe pour leur sépulture ; mais il paraît plus vraisemblable que ce monument n'a été que réparé sous la dodécarchie (*voy.*), et que la construction en remonte à une date presque immémoriale. C'est le plus grand des ouvrages, ajoute Hérodote, qui soient sortis de la main des hommes; il l'emporte même sur les pyramides. On y voyait, en effet, douze cours ou grandes salles, couvertes d'un toit monolithe, toutes contiguës et sur une même ligne, enfermées par un mur extérieur et par des chambres doubles, les unes souterraines, les autres élevées sur les premières, au nombre de trois mille, quinze

cents à chaque étage. La variété infinie des communications entre ces chambres, des galeries rentrant les unes dans les autres, des passages qui se croisaient dans toutes les directions, rendaient presque impénétrable l'accès des grandes salles ou tombeaux ; la religion avait en outre consacré des temples dans les étages supérieurs pour mieux protéger ces royales sépultures. La solidité de cette construction égalait sa magnificence ; car il en reste encore des ruines considérables. Paul Lucas, en 1714, en a donné la description. Pour les visiter, il fut obligé d'user de la même précaution dont se servit Thésée (*voy.*) dans le labyrinthe de Crète. Éclairé par de nombreux flambeaux, il s'était muni de deux mille brasses de ficelle, afin de retrouver sa route ; il parcourut ainsi plus de 150 chambres, mais il ne put pénétrer partout. Le labyrinthe de Gnosse, en Crète, fut construit par Dédale (*voy.*), à l'imitation de celui d'Égypte, pour y renfermer le monstre né des amours infâmes de Pasiphaé. C'était le tombeau où Minos (*voy.*) voulait enterrer tout vivant le Minotaure. Des érudits pensent qu'il n'y a jamais eu d'autre labyrinthe en Crète que les carrières creusées dans le mont Ida pour bâtir la ville de Gnosse, et que celui de Dédale n'a jamais existé que dans la fable. Suivant Pline, le labyrinthe de Lemnos surpassait tous les autres en grandeur et en magnificence ; sa destination, sans doute aussi funéraire, n'est pas précisée. Quant au labyrinthe italique, c'était le tombeau que Porsenna, roi des Étrusques, se fit construire auprès de Clusium, sa capitale. Pline, qui nous en a laissé la description, nous apprend que, une fois entré, on ne pouvait retrouver la sortie sans un fil conducteur. Du temps de Pline, on voyait encore des restes du labyrinthe de Lemnos ; il n'en existait plus de celui de Crète ni de celui d'Italie.—Aujourd'hui, un labyrinthe est un enchevêtrement d'allées dans un parc, une décoration de jardinage, qui ne peut procurer qu'un amusement puéril, ne rappelant plus rien des idées religieuses et funéraires qui donnaient un sens et de la poésie aux anciennes nécropoles. F. D.

LAC, masse d'eau qui ordinairement remplit un bassin entre des montagnes ou entre des rochers ou berges, d'où les eaux ne peuvent s'échapper. Néanmoins, beaucoup de lacs paraissent avoir un écoulement souterrain ; d'autres donnent naissance à des rivières ou sont traversés par elles. Les lacs contiennent généralement de l'eau douce. En Asie pourtant il y a des lacs d'eau salée, et la mer Morte (*voy.*), dans la Palestine, est un lac d'eau saumâtre et amère. L'Europe offre un grand nombre de petits lacs, surtout dans les contrées montagneuses, telles que la Suisse : c'est là qu'on trouve les beaux lacs de Genève, de Zurich, de Neuchâtel et des Quatre-Cantons (*voy.* leurs art.) ; entre la Suisse et l'Allemagne s'étend le lac de Constance, et, vers le Milanez, le lac Majeur, si célèbre par les îles Boromées (*voy.* ces noms) qu'il renferme. L'Écosse et l'Irlande contiennent aussi beaucoup de lacs ; dans le nord de la Russie, on trouve ceux de Ladoga (*voy.*), d'Onéga, de Péïpous et d'Ilmen ; les lacs occupent une partie considérable du sol granitique de la Finlande. On connaît peu de lacs en Afrique : les principaux sont, le Tchad, que traverse le Niger ; le lac Fittré dans le Birgou, et le Dembea dans l'Abyssinie. C'est en Asie qu'on trouve un des plus grands lacs du monde, la mer Caspienne ; plus à l'est, la mer d'Aral n'est également qu'un grand lac ; plus loin, on rencontre le Baïkal (*voy.* ces noms) dans les monts Altaï, et le Koko-nor, ou lac Bleu, dans le pays des Kalmouks (*voy.*). L'Amérique septentrionale présente une longue suite de lacs immenses, communiquant en partie entre eux : tels sont les lacs de l'Esclave, des Montagnes, de Buffalo, Winnipeg, le lac Supérieur, les lacs Michigan, Érié, Ontario et Champlain (*voy.*). On suppose l'existence, dans l'intérieur de la Nouvelle-Hollande, de grands lacs absorbant en partie les eaux de ce continent, qu'on ne voit déboucher que faiblement dans la mer d'alentour. La zone torride a peu de lacs en comparaison des zones tempérées. D-G.

LA CAILLE (Nicolas-Louis de), savant et laborieux astronome, naquit à Rumigny (Aisne), le 15 mars 1713. Son père, capitaine des chasses de la duchesse de Vendôme, retiré à Anet, consacrait les

loisirs que lui laissait cette place à l'étude des sciences et principalement de la mécanique. Il réussit à en inspirer le goût à son fils et lui fit commencer de bonnes études. La mort de ce père ayant laissé le jeune La Caille sans ressource, le duc de Bourbon vint généreusement à son secours.

La Caille voulut embrasser l'état ecclésiastique ; mais il renonça à la théologie après avoir reçu le diaconat seulement, et toutes ses pensées se tournèrent de nouveau vers l'astronomie. Il vint à Paris, où il fut bien accueilli par J. Cassini, qui lui donna un logement à l'Observatoire. Maraldi l'ayant pris en amitié, ils relevèrent ensemble les côtes de la France depuis Nantes jusqu'à Bayonne. L'exactitude et l'habileté que La Caille déploya en cette occasion le firent juger digne d'être associé aux travaux de vérification de la méridienne de France, ce qui lui permit de rectifier la base mesurée par Picard en 1669. Pendant son absence, il fut nommé professeur de mathématiques au collége Mazarin. Ses opérations terminées, il rassembla ses matériaux et démontra, par la comparaison des différents arcs de la terre qu'il avait mesurés, que les degrés terrestres allaient en croissant de l'équateur vers le pôle ; proposition aujourd'hui suffisamment démontrée, mais qui était alors diamétralement opposée aux résultats des recherches précédentes.

Pour mieux remplir encore ses devoirs de professeur, il publia successivement : *Leçons élémentaires de mathématiques* (1re édit., 1741, souvent réimprimées); *Leçons de mécanique* (1743, in-8°); *Leçons d'astronomie* (1746, dont Lalande a donné une édition en 1780); *Éléments d'optique* (1750); pendant qu'il rédigeait des Éphémérides (1745 à 1775) et enrichissait de ses mémoires le recueil de l'Académie des Sciences, dont il était membre. Il calcula les éclipses de 1,800 ans pour la 1re édition de l'*Art de vérifier les dates*; enfin il entreprit la vérification des catalogues d'étoiles.

On construisit pour lui, au collége Mazarin, un observatoire qui a été démoli lorsque ce collége fut disposé pour recevoir l'Institut. Curieux de connaître et de vérifier les étoiles de l'hémisphère australe, il forma le projet d'un voyage au cap de Bonne-Espérance. En 127 nuits, il put déterminer les positions d'environ 10,000 étoiles, avec une célérité et une exactitude, dit Delambre, qu'on aurait cru impossibles, en considérant surtout les moyens dont il avait été forcé de se contenter. Toutes les constellations qu'il forma reçurent des noms empruntés aux sciences et aux arts. Il détermina au Cap la parallaxe de la lune, de Mars et de Vénus, tandis que Lalande (*voy.*), alors âgé de 19 ans, prenait les mesures correspondantes à Berlin, qui se trouve, à peu de chose près, sous le même méridien. La Caille mesura encore au Cap un degré de l'hémisphère austral, et reçut l'ordre de lever la carte des îles de France et de Bourbon.

Dans ses différentes traversées, il s'occupa du problème des longitudes (*voy.*); il choisit, comme étant la meilleure, la méthode des distances de la lune au soleil et aux étoiles, en démontra les avantages, et proposa une espèce d'almanach nautique. Il imagina des moyens graphiques ingénieux pour dispenser les navigateurs des longs calculs qu'exigeait la recherche des longitudes.

Il était de retour à Paris en 1754. Pour se soustraire à la curiosité publique, La Caille s'enferma dans son observatoire, partageant tout son temps entre ses calculs, ses devoirs d'académicien et de professeur, et la publication de différents ouvrages. Il fit paraître son *Astronomiæ fundamenta* (Paris, 1757, in-4°), ses *Tables solaires* (1758), etc., et il commença à s'occuper plus particulièrement de la lune et des étoiles zodiacales. Il publia le *Traité de la gradation de la lumière* dont Bouguer lui avait laissé le manuscrit en mourant, et donna une nouvelle édition du *Traité de la navigation* du même auteur.

Une violente attaque de goutte vint surprendre La Caille au milieu de ses travaux qu'elle ne put pas lui faire quitter. Le mal augmenta ; sentant son danger, il restitua les instruments qui lui avaient été prêtés, et mourut le 21 mars 1762, laissant tous ses manuscrits à Maraldi, qui publia le *Cœlum australe stelliferum*, 1763, in-4°.

Lalande a dit de La Caille qu'il avait fait à lui seul plus d'observations et de calculs que tous les astronomes ses contemporains réunis. « Cet éloge, ajoute Delambre, qui doit paraître une exagération, ne sera guère que la simple vérité si on le restreint aux vingt-sept années qui composent la carrière astronomique de La Caille. » On doit être plein d'estime pour un savant qui, avec des instruments plus imparfaits que ceux des astronomes de son temps, arrive à des résultats d'une exactitude extrême, grâces au soin qu'il avait de répéter les épreuves, à l'attention soutenue qu'il apportait dans ses observations et aux combinaisons ingénieuses que son esprit expérimenté lui fournissait. L. L.

LA CALPRENÈDE (Gauthier de Costes, sieur de) n'est plus guère connu aujourd'hui que par ces vers de Boileau (*Art poétique*) dont le troisième est devenu une sorte de proverbe :

Souvent, sans y penser, un écrivain qui s'aime
Forme tous ses héros semblables à soi-même ;
Tout a l'humeur gasconne en un auteur gascon :
Calprenède et Juba parlent du même ton.

Ce n'est pourtant point un écrivain digne d'un entier oubli que celui qui fit une révolution dans le roman français jusqu'alors exclusivement pastoral.

Né au château de Tolgou, près de Cahors, dans le commencement du xvii^e^ siècle, La Claprenède vint à Paris en 1632. Admis d'abord comme cadet, puis comme officier dans les gardes du roi, il s'y fit la réputation d'un conteur agréable et obtint une pension de la reine-mère. Bientôt il aspira aux lauriers de la scène et composa une douzaine d'assez mauvaises tragédies. Une seule à peine mérite d'être mentionnée, *le Comte d'Essex* (1639).

Ce qui commença véritablement la renommée de La Calprenède, ce fut son roman de *Cassandre* (1642, 10 vol. in-8°), puis celui de *Cléopâtre* (1650, 12 tom. en 23 vol. in-12), dont ce Juba passablement *gascon* est le héros. L'auteur était arrivé à l'impression du tome VII de *Faramond*, lorsqu'il mourut d'une blessure que lui fit un cheval, au mois d'octobre 1663. Pierre Dortigue de Vaumorière donna la suite de *Faramond* en 5 vol. Les *Nouvelles, ou les divertissements de la princesse Alcidiane* (1661, in-8°) publiés sous le nom de sa femme, sont de lui, d'après Nicéron.

La Harpe trouvait dans *Cléopâtre*, qu'il nomme le meilleur roman de La Calprenède, des caractères fortement dessinés : celui d'Artaban a effectivement passé en proverbe. M^me^ de Sévigné écrivait à sa fille : « *Cléopâtre* va son train ; mais sans empressement et aux heures perdues : c'est ordinairement sur cette lecture que je m'endors. Le caractère m'en plaît beaucoup plus que le style. Pour les sentiments, j'avoue qu'ils me plaisent et qu'ils sont d'une perfection qui remplit mon idée sur la belle âme. Vous savez aussi que je ne hais pas les grands coups d'épée... Le style de La Calprenède, dit-elle une autre fois, est maudit en mille endroits ; de grandes périodes de romans, de méchants mots... La beauté des sentiments, la violence des passions, la grandeur des événements et le succès miraculeux de leurs redoutables épées, tout cela m'entraîne comme une petite fille. » Mais le sévère Boileau accuse La Calprenède d'être tombé dans une grande puérilité en faisant parler les héros les plus considérables de l'histoire comme des bergers très frivoles. *Voy.* Roman. M. O.

LACÉDÉMONE, *voy.* Sparte.

LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Étienne de la Ville, comte de) naquit à Agen, le 26 décembre 1756, d'une famille considérée dans le pays, qui croyait pouvoir rattacher son origine à une maison connue en Lorraine dès le xi^e^ siècle, et prenant son nom du bourg de Ville-sur-Ilon. « Nous avons même vu, dit Cuvier (*Éloge de Lacépède*), un arbre généalogique dressé en Allemagne, où notre académicien prenait le titre de duc de Mont-Saint-Jean, et où il écartelait les armes de Ville de celles de Lorraine et Bourgogne ancien. » Un oncle maternel lui laissa la terre de Lacépède, à condition d'en prendre le nom.

Buffon fut du nombre des premiers écrivains qu'on laissa lire au jeune Lacépède : ce grand peintre de la nature fit un tel effet sur son esprit, qu'il l'apprit par cœur, et qu'il poussa plus tard l'imitation jusqu'à calquer la coupe et la dis-

position générale de ses écrits sur celles de l'*Histoire naturelle*. Malheureusement, il n'atteignit jamais à cette pompe de style, à cette beauté d'images, qui font la gloire de son modèle.

Cependant, l'étude de la nature n'avait pas seule absorbé les idées de Lacépède. Vivant au milieu des beaux sites du midi de la France, il avait souvent l'occasion d'entendre des concerts; car son père, son précepteur et presque tous ses parents étaient musiciens. Il fut bientôt en état d'écrire une langue qu'il comprenait déjà; et, d'essais en essais, il osa entreprendre de remettre l'*Armide* de Quinault en musique; mais apprenant que Gluck travaillait au même opéra, il renonça à son œuvre, qu'il envoya à ce grand compositeur : il en reçut un compliment bien flatteur, puisque Gluck déclara que le jeune amateur s'était plus d'une fois rencontré avec lui.

En même temps, il s'adonnait, avec ses camarades, à des expériences de physique dont il adressa le résultat à Buffon, qui l'encouragea par ses félicitations. C'était plus qu'il n'en fallait pour exalter l'imagination d'un jeune homme de 20 ans. Plein de feu, il accourt à Paris : Buffon, qu'il va voir le premier, feint de le prendre pour le fils de son correspondant d'Agen; Gluck l'embrasse avec tendresse bientôt après, et le conduit le soir à une représentation d'*Alceste*. Il dîne avec l'élite des académiciens chez l'archevêque de Lyon, Montazet, son parent; et, au milieu de cette espèce d'enchantement, Lacépède jure de se vouer désormais uniquement à l'étude de la nature et de la musique.

Mais ses parents le pressèrent de choisir un état : il allait peut-être abandonner ses projets chéris, par tendresse pour sa famille, lorsqu'un moyen inattendu vint le tirer d'embarras. Un prince allemand, qu'il avait connu à Paris, lui fit avoir un brevet de colonel au service des cercles de l'Empire, qui lui donnait un titre, un uniforme et des épaulettes, sans exiger aucun service; car le jeune colonel ne vit jamais son régiment.

Libre dans ses goûts, il prit alors des leçons de Gossec et suivit les cours du Jardin des Plantes. Sur l'invitation de Gluck, il termina l'opéra d'*Omphale*, qui fut accepté à l'Académie royale de Musique et répété après quelque attente. Tout promettait le succès, lorsque le caprice d'une actrice vint tout suspendre. Lacépède supporta cette contrariété sans trop se plaindre; mais il se promit en même temps de ne plus faire de musique que pour ses amis. Toutefois, il écrivit encore la partition de deux tragédies lyriques, *Scanderbeg* et *Alcine*, et il composa des symphonies concertantes, qui furent exécutées aux séances publiques de l'Académie des Beaux-Arts ou de la Société philotechnique; il fit des sonates, des sextuors, et s'attacha, dans une œuvre fort bizarre, à représenter toute l'action du roman de *Télémaque*.

Sa *Poétique de la Musique* (Paris, 1785, 2 vol. in-8°) fut accueillie avec faveur. Le parti de Gluck y reconnut les sentiments de son chef exprimés avec plus d'élégance et de chaleur qu'il ne l'aurait su faire lui-même; le grand Frédéric adressa une lettre flatteuse à l'auteur, et Sacchini lui témoigna sa satisfaction dans les termes les plus vifs.

Mais Lacépède était moins heureux dans la seconde partie de la tâche qu'il s'était imposée. Son *Essai sur l'Électricité naturelle et artificielle* (Paris, 1781, 2 vol. in-8°), et sa *Physique générale et particulière* (Paris, 1782-1784, 2 vol. in-12), dans lesquels il cherchait à appliquer la manière de Buffon à la physique, n'eurent aucun succès. Cette science, en effet, ne pouvait pas se contenter d'hypothèses dont l'imagination fait trop souvent les frais. L'auteur lui-même, s'apercevant plus tard du tort que ces livres pouvaient faire à sa réputation, en retira les exemplaires du commerce, ce qui les a rendus très rares. Par bonheur, ces livres plurent à Buffon, qui s'attacha davantage à son élève et lui ouvrit la carrière où il put trouver la gloire. Il lui proposa de continuer la partie de son *Histoire naturelle* qui traite des animaux; et, pour lui faciliter ce travail, il lui offrit la place de garde et sous-démonstrateur du Cabinet du roi, dont Daubenton le jeune venait de se démettre (1785). Cette place ne répondait guère à la fortune et au rang de Lacépède : il l'accepta pourtant et en

remplit les charges avec une ponctualité exemplaire.

Dès 1788, quelques mois avant la mort de Buffon, il publia l'*Histoire générale et particulière des quadrupèdes ovipares* (Paris, 1 vol. in-4°), et l'année suivante, celle *des serpents* (1 vol. in-4°), formant ensemble l'histoire des reptiles. « Cet ouvrage, dit Cuvier, par l'élégance du style, par l'intérêt des faits recueillis, fut jugé digne du livre immortel auquel il faisait suite, et on lui trouva même, relativement à la science, des avantages incontestables... On n'y voit plus rien de cette antipathie pour les méthodes et pour une nomenclature précise dont Buffon a répété si souvent les expressions. Lacépède établit des classes, des ordres, des genres; il caractérise nettement ses subdivisions; il énumère et nomme avec soin les espèces qui doivent se ranger sous chacune d'elles; mais s'il est aussi méthodique que Linnæus, il ne l'est pas plus philosophiquement. Ses ordres, ses genres, ses divisions de genres sont les mêmes, fondés sur des caractères bien apparents, mais souvent peu d'accord avec les rapports naturels, etc. » Buffon venait de mourir : Lacépède lui consacre une espèce de dithyrambe à la fin de son second volume, où les plus nobles sentiments du cœur s'exhalent dans un style pompeux, mais un peu emphatique.

De grandes commotions se préparaient à ébranler la France : ennemi des abus qui sont inséparables du pouvoir absolu, Lacépède apprit avec le plus vif intérêt la convocation des États-Généraux. Député extraordinaire de sa ville natale, il suivit les séances de l'Assemblée constituante avec une espérance qui ne tarda pourtant pas à s'affaiblir. Président de sa section, il devint commandant de la garde nationale du Jardin des Plantes, et enfin député de Paris à l'Assemblée législative, dont il fut élu président en novembre 1791. Il y montra des opinions modérées. Le roi lui proposa la place de gouverneur du Dauphin, qu'il refusa même aux instances expresses de la reine.

Les massacres de septembre excitèrent en lui une vive horreur, et il se compromit par ses énergiques représentations. Cependant la session de l'Assemblée législative terminée, il ne fut point arrêté. Pour se dérober aux malheurs de cette époque, il se réfugia au village de Leuville. Lacépède avait connu chez M^me^ Daubenton M^lle^ Jubé, sœur de deux généraux de ce nom, et veuve de Gautier, homme de lettres attaché à la bibliothèque du Jardin des Plantes, qui lui avait laissé un enfant âgé de deux ans. Cette femme, d'un esprit distingué, d'un caractère aimable, lui avait inspiré autant d'estime que d'attachement. Lacépède lui offrit sa main qu'elle accepta, et le jeune Charles devint son fils adoptif et l'héritier de son nom. La catastrophe du 9 thermidor lui permit de revenir à Paris, d'abord avec le singulier titre d'élève de l'École normale; mais il put bientôt reprendre sa place au Muséum, dans une chaire nouvelle créée pour lui et affectée à l'histoire naturelle des reptiles et des poissons. Son cours attira beaucoup d'auditeurs, et Lacépède se mit à publier l'*Histoire des poissons*, partie que Buffon s'était d'abord réservée et qu'il avait confiée à son jeune émule sur les derniers temps. C'est le plus important des ouvrages de Lacépède. Il en avait tracé le plan dans sa retraite, et, en 1798, il en fit paraître le premier volume; le cinquième et dernier est de 1803. Le sujet était difficile, cette classe d'animaux étant la moins connue de toutes, et se prêtant le moins à des développements intéressants. Il y traça l'histoire de 12 à 1,300 espèces véritablement certaines et distinctes, et c'était beaucoup dans un temps où la guerre absorbant les hommes et empêchant les livres étrangers de se répandre, la science n'offrait point encore au naturaliste les 4,000 espèces qui enrichissent aujourd'hui le Cabinet du roi.

L'*Histoire naturelle des poissons* fut suivie, en 1804, de celle *des cétacés* *, dernier legs de Buffon mourant, qui termine le grand ensemble des animaux vertébrés. C'est le plus achevé des ouvrages de Lacépède. « Il y a mieux fondu que dans aucun autre la partie descriptive et historique, celle de l'organisation et les caractères méthodiques. Son style

(*) Ces quatre ouvrages d'histoire naturelle ont souvent été réimprimés depuis, comme suite à Buffon.

s'y est élevé en quelque sorte à proportion de la grandeur du sujet (Cuvier). »

Mais une ère glorieuse était venue interrompre les travaux du savant en le jetant dans des fonctions politiques. En 1796, il avait été appelé à l'Institut, où il fut l'un des premiers secrétaires de l'Académie des Sciences. Le général Bonaparte, devenu, à son retour d'Égypte, premier consul, le nomma bientôt au Sénat conservateur, dont il fut président en 1801. Il s'attacha avec une conviction sincère à la fortune du César moderne, et Napoléon, flatté des hommages d'un savant dont la réputation était déjà européenne, l'appela, en 1803, à la grande-chancellerie de la Légion-d'Honneur. En 1804, Lacépède fut nommé titulaire de la sénatorerie de Paris, et décoré, en 1805, du grand-aigle de la légion, après avoir refusé le ministère de l'intérieur, dont il se croyait, disait-il, incapable de diriger utilement le vaste ensemble.

Lacépède eut la plus grande part à l'organisation des écoles des demoiselles de la Légion-d'Honneur. Son désintéressement, disons mieux, sa générosité était si grande, qu'il mangeait son patrimoine en occupant la haute position de grand-chancelier, qui lui semblait devoir être purement honorifique. Il lui fallut à la fin offrir sa démission; mais Napoléon, instruit du motif qui l'y forçait, attacha à cette place un traitement de 40,000 fr., obligeant Lacépède à accepter l'arriéré; les bienfaits ignorés retombèrent plus nombreux que jamais sur les légionnaires malheureux.

Cependant l'empire s'écroula. Lacépède, avec tous les sénateurs, alla rendre hommage à Louis XVIII à Saint-Ouen, et revint enchanté de l'accueil que le roi avait daigné lui faire. Il n'en fut pas moins aussitôt privé de la grande-chancellerie; mais, le 4 juin 1814, il fut appelé à la Chambre des pairs.

Il se trouvait à Hyères (Var) lorsque Napoléon débarqua à Cannes avec quelques soldats. Lorsqu'il revint à Paris, il apprit sa nomination à la place de grand-maître de l'Université; il n'accepta encore une fois que la grande-chancellerie. A la seconde restauration, il ne fut pas compris parmi les pairs de France; mais Louis XVIII répara cette injustice sous le ministère Decazes, et depuis Lacépède se montra toujours dévoué par ses votes aux principes constitutionnels si chers à son esprit.

Sa vie paisible se partageait entre ses fonctions et ses travaux scientifiques, lorsque, se rendant à l'Institut, il rencontra son ami, le docteur Duméril, qui venait de soigner des malades de la petite-vérole; ils se serrèrent longtemps les mains, et l'on pensa que Lacépède s'inocula ainsi le germe d'une maladie dont il espérait n'être jamais atteint. Il fut frappé du fléau dès le lendemain. « Je vais rejoindre Buffon, dit-il aussitôt à son médecin; » et il mourut à Épinay, près Saint-Denis, le 6 octobre 1825, laissant quelques manuscrits à son fils adoptif.

Le développement progressif des connaissances humaines laissait voir à Lacépède combien ses ouvrages seraient bientôt insuffisants. « Des naturalistes plus favorisés que moi, dit-il lui-même (*Discours sur la pêche*), peindront d'une manière digne de la nature les immenses tableaux et les grandes catastrophes dont je n'ai pu donner qu'une faible idée. Qu'ils daignent se souvenir que ma voix aura prédit leurs succès immortels, et qu'ils chérissent ma mémoire. » Il voulut alors porter ses idées sur un sujet dont la généralité lui assurât une plus longue vie : il entreprit une histoire des âges de la nature; mais il n'en laissa achevée qu'une partie, celle qui embrasse les établissements politiques et religieux des siècles écoulés depuis la chute de l'empire d'Occident. Cet ouvrage, dans lequel le naturaliste s'est fait historien, a paru après sa mort, en 18 vol. in-8° (Paris, 1826-27), sous le titre d'*Histoire générale physique et civile de l'Europe depuis les dernières années du* V^e^ *siècle jusqu'au milieu du* XVIII^e^ *siècle*, mais il n'a rien ajouté à la réputation de l'auteur.

Lacépède a encore publié deux romans qui n'eurent aucun succès, mais qui prouvent du moins son aimable sensibilité : *Ellival et Caroline*, par M. le comte de L*** (Paris, 1816, 2 vol. in-12), et *Charles d'Ellival et Alphonsine de Florentino*, suite du premier (Paris, 1817, 3 vol. in-12). Ce sont les personnages

de sa famille qu'il met en scène d'une manière peu intéressante. *Ellival* est l'anagramme de *Laville*, nom de l'auteur, Caroline est le prénom de sa femme, Charles celui de son fils adoptif et Alphonsine celui de sa bru.

Il a écrit en outre une *Vue générale des progrès de plusieurs branches des sciences naturelles depuis le milieu du dernier siècle* (Paris, 1819, 1 vol. in-8°). C'est un tableau de la formation, de l'enchaînement et des progrès de ces sciences. Ce morceau, placé à la fin du 12e volume d'une édition des œuvres complètes de Buffon mises en ordre par Lacépède (Paris, 1818, 12 vol. in-8°), a aussi été imprimé à part. Lacépède a encore donné de nombreux mémoires dans différents recueils scientifiques, et notamment dans la collection de l'Institut (1796-1800), dans les *Annales du Muséum* (1803-1818), et dans le *Magasin encyclopédique* (1795-1801). Il a fourni l'article *Homme* au *Dictionnaire des sciences naturelles*, qu'on a imprimé à part (Paris, 1827, in-8°). On lui doit des notices sur Buffon, sur Montesquieu, Vandermonde, etc.; des éloges de plusieurs de ses collègues de l'Institut et de la Chambre des pairs; l'éloge historique de Daubenton, de Dolomieu, etc.; dans sa jeunesse, il avait déjà composé celui du duc Léopold de Brunswic, mort par suite de son dévouement pour sauver des malheureux dans une inondation.

Comme homme privé, Lacépède est un modèle parfait de l'honnête homme, de l'homme de cœur. Les sentiments les plus délicats percent même à travers ses écrits sur l'histoire naturelle. Comme homme politique, « Dieu lui fit, a-t-il dit lui-même, la grâce de ne jamais manquer à l'obéissance due aux lois et au gouvernement établi. » Comme écrivain, il n'occupe qu'un rang secondaire. Il ne se distingue pas dans ses descriptions par les brillantes qualités de l'expression, par cette poésie qui anime, il n'est pas peintre enfin; son style, qui ne manque pourtant ni d'élégance ni de pureté, est souvent diffus et prolixe; mais Lacépède a servi la science en ramenant l'esprit de méthode. Cuvier a prononcé son éloge à l'Académie des Sciences, le 5 juin 1826. L. L.

LA CERDA, *voy.* CERDA.

LA CHAISE (FRANÇOIS D'AIX DE), jésuite, confesseur de Louis XIV, naquit au château d'Aix (Loire), le 25 août 1624. Il étudia d'abord au collége de Roanne, dirigé par les pères de la Société de Jésus, et, après avoir été reçu lui-même dans cette compagnie, il alla faire sa philosophie à Lyon, où, ses études terminées, il fut chargé du cours d'humanités et ensuite de celui de philosophie. Ce fut à cette époque qu'il fit paraître à Lyon un abrégé de son cours de philosophie (en latin, 1661-62, 2 pet. vol. in-fol.). Le P. de La Chaise était provincial de son ordre lorsque, à la mort du P. Ferrier, Louis XIV le choisit pour confesseur. Il se rendit à son nouveau poste au commencement de 1675. Placé, d'un côté, entre Mme de Montespan et Mme de Maintenon, entre Mme de Maintenon et Louis XIV, et, d'un autre, entre les Jésuites et les Jansénistes, entre Bossuet et Fénélon, le P. de La Chaise dut naturellement s'attirer, malgré tout son esprit de conciliation, une foule d'inimitiés; aussi est-il jugé très diversement par ses contemporains. Le duc de Saint-Simon, qui ne peut être suspect de flatterie à l'égard des Jésuites, dit de lui : « Le P. de La Chaise était d'un esprit médiocre, mais d'un bon caractère, juste, droit, sensé, sage, doux et modéré, fort ennemi de la délation, de la violence et des éclats; il avait de l'honneur, de la probité, de l'humanité. On le trouvait toujours poli, modeste et très respectueux. On lui rend ce témoignage qu'il était obligeant, juste, ni vindicatif ni entreprenant; fort jésuite mais sans rage et servitude. » Le P. de La Chaise dut prendre une part plus ou moins active aux affaires de la régale (*voy.* INNOCENT XI), à la déclaration du clergé touchant les libertés de l'Église gallicane (1682), à la révocation de l'édit de Nantes (1685), aux fameux débats sur le quiétisme (*voy.* tous ces mots et JANSÉNISME) et au mariage du roi avec Mme de Maintenon. « Quelque avis qu'il embrassât, dit M. Villenave, il se faisait des ennemis, et il lui arriva plus d'une fois de déplaire également aux partis opposés. » Mme de Maintenon ne lui pardonna sans doute jamais le peu de zèle qu'il avait mis à combattre les rai-

sons d'état qui s'opposaient à la publicité de son mariage avec le roi, bien que ce soit probablement d'après ses conseils qu'eut lieu cette union secrète.

Le P. de La Chaise se plaisait dans le commerce des savants; lui-même était particulièrement versé dans la science des antiquités. Lorsque l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres fut réorganisée, en 1701, le roi lui donna le titre d'académicien honoraire, et le P. de La Chaise s'y fit remarquer par son assiduité et ses connaissances. Pendant les 34 années qu'il occupa son poste de confesseur, il se maintint constamment dans les bonnes grâces du souverain, qui refusa toujours de se séparer de lui. Il mourut à l'âge de 85 ans, le 20 janvier 1709. Louis XIV lui avait fait bâtir une maison de campagne, appelée *Mont-Louis*, dont les vastes jardins occupaient l'emplacement consacré aujourd'hui au cimetière auquel il a donné son nom (*voy.* plus loin). Les écrits du P. de La Chaise n'ont plus d'importance aujourd'hui. Em. H-G.

Cimetière du Père-La-Chaise. Depuis que l'usage d'enterrer les morts dans les villes a été définitivement aboli en France, Paris n'a plus que trois cimetières hors de son enceinte: le cimetière de l'Est ou du Père-La-Chaise, le cimetière du Nord ou Montmartre, et celui du Sud ou du Mont-Parnasse. Le plus grand et le plus remarquable est sans contredit celui du Père-La-Chaise, ouvert le 21 mai 1804. Il a plus de 30 hectares de superficie, et plus de 40,000 pierres tumulaires le décorent.

C'est sur le sommet le plus oriental du plateau qui s'étend de Belleville à Charonne et domine le faubourg Saint-Antoine, qu'est situé ce vaste enclos. Les jésuites en firent l'acquisition en 1626; de là Louis XIV, encore enfant, vit se livrer, en 1652, le combat du faubourg Saint-Antoine entre Turenne et Condé. Les jésuites profitèrent de ce séjour du jeune prince pour donner à leur propriété le nom de *Mont-Louis*. Devenu confesseur du roi, le P. de La Chaise (*voy.* plus haut) y demeurait, et le monarque trouvant cette habitation trop modeste pour le directeur de sa conscience, ordonna d'y construire un petit château, sur une terrasse tournée vers Paris, et il agrandit son enclos. Tout ce qui pouvait rendre agréable un séjour champêtre fut alors réuni dans cette propriété, dont le nom royal devait plus tard être remplacé par celui du révérend confesseur. Parterre magnifique, eaux jaillissantes, bosquets, vergers, belvédère, orangerie, vignes, prairies, potager, serre, pépinière, etc., rien n'y manquait, pas même les courtisans, et des plus illustres encore, qui venaient briguer les faveurs du maître de ces lieux, alors si puissant. Après la mort du P. de La Chaise, le crédit des jésuites cessa, et lorsqu'ils furent expulsés du royaume, en 1764, Mont-Louis fut vendu pour payer leurs créanciers. Les nouveaux propriétaires le conservèrent d'abord dans sa beauté; mais le château tombait en ruines, et le parc était divisé entre une foule de locataires, lorsque Frochot, préfet du département de la Seine, en fit l'acquisition pour le convertir en cimetière. L'architecte Brongniart (*voy.*) fut chargé de disposer cette enceinte pour sa destination nouvelle. Cet homme habile conserva les restes des vieux bosquets, puis son crayon traça pour cet endroit sacré une distribution dont le plateau sur lequel s'élevait autrefois la maison du P. de La Chaise était le point central. Un terrain montueux et varié rendait cette opération difficile, en empêchant d'établir aucune symétrie parfaite entre ses diverses parties. Brongniart avait projeté la construction d'une pyramide colossale, dont la base devait servir de chapelle, et l'érection de douze monuments funèbres de grande dimension et de structure semblable sur les bords de la grande allée d'entrée; mais on a renoncé à ces projets.

En sortant de Paris, par la barrière d'Aulnay, la porte principale du cimetière se présente vis-à-vis, au milieu d'un hémicycle. Des inscriptions latines, tirées de l'Écriture sainte, décorent cette porte et les pilastres qui la soutiennent. On est d'abord frappé, en entrant dans ce lieu funèbre, de la sérénité du paysage qui se présente à la vue. Une allée d'ifs conduit aux pieds de la colline; peu de monuments se découvrent, tant ils sont religieusement couverts, sur la pente du

coteau, par les feuillages d'arbres verts. Cette large avenue s'arrête à l'allée de ceinture tournant à droite et à gauche; là se trouvent deux allées parallèles, couvertes de tilleuls qui, se prolongeant par une pente rapide formée en escalier, jusqu'au bord de la terrasse de la chapelle, s'avancent, au-delà, jusqu'à l'allée de ceinture supérieure: elles sont alors bordées de marronniers. Ces deux allées sont seules symétriques. Mais avant de les gravir, tournons à gauche un seul instant. A peine l'allée de ceinture est-elle formée; voici, à peu de distance, les *fosses communes*, immenses tranchées ouvertes de 4 pieds et demi de profondeur dans un vaste terrain. On y reçoit indistinctement tous ceux qui réclament leur sépulture gratuite. La place y est ménagée : rien n'y sépare les bières, jamais superposées néanmoins; l'espace qui reste vide se remplit des bières d'enfants; la terre les recouvre; une croix de bois, une branche d'arbre, un berceau marquent la sépulture du pauvre lorsqu'il n'est pas tout-à-fait oublié; souvent pourtant, quelques fleurs sont déposées là, loin du corps qu'elles devraient recouvrir, et les larmes ne coulent pas toujours sur celui qu'on y va pleurer. La destruction ne s'est pas arrêtée pour eux à la perte de la vie : au bout de quelques années, la pioche du fossoyeur renverse ces frêles ombrages qui n'ont pas eu le temps de croître; sa pelle relève la terre, disperse les restes des morts; puis il en reçoit de nouveaux dans sa tranchée, et les recouvre de la cendre des anciens hôtes de ces lieux. Que d'amis ont peut-être été ainsi réunis!

Revenons sur nos pas. Voici des arbustes plus grands, des fleurs plus fraîches; les morts y sont plus à l'aise : ce sont des *concessions temporaires*, le terrain est acheté pour cinq ans; au bout de ce temps, et faute de renouveler le bail, la place appartient à d'autres. Suivons l'allée de ceinture, à droite de la grande allée, nous y trouverons plus tôt les *concessions à perpétuité*, où l'homme aisé repose en paix sous une superficie d'au moins deux mètres carrés, dernière de toutes les possessions, reste misérable des biens de la terre. Là s'élèvent les monuments; là croissent vigoureusement les arbres et les fleurs; là brillent le marbre et le bronze; là viennent s'inspirer les arts; là, sous des caveaux profondément creusés, les membres d'une même famille sont réunis les uns sur les autres, séparés seulement par des lits de pierre et attendent ceux qu'ils ont aimés. Aucune inscription n'y peut être placée sans avoir été préalablement approuvée; on vérifie si elle ne présente rien de contraire à la morale publique et religieuse, ni au respect dû à la cendre des morts. Ces inscriptions sont, pour la plupart, d'une fatigante monotonie; bien peu sont capables de toucher le cœur du passant, mais, dans leurs variétés, elles nous rappellent ces grandes vérités : « La santé n'est qu'un nom, la vie n'est qu'un songe, la gloire n'est qu'une apparence, les grâces et les plaisirs ne sont qu'un dangereux amusement (Bossuet). »

L'allée de ceinture s'étendant à droite suit, dans ses contours sinueux, le pied du coteau sur lequel elle s'élève par une pente douce. Sa première partie est bordée de tilleuls; suivons-la. A droite, nous voyons d'abord le cimetière des juifs avec une clôture particulière; on y remarque les monuments de MM. Diaz-Carvalho et Lopez, Israélites portugais, et près d'eux celui de M^me^ Fould, la mère du pauvre. Non loin de là, voici la chapelle gothique où deux amants célèbres, Héloïse (*voy.*) et Abeilard, reposent sous des couronnes sans cesse renouvelées par les offrandes d'amoureux pèlerins. Il nous faudra passer sous silence bien des monuments remarquables; mais continuons. Nous arrivons à celui de Casimir Périer. C'était autrefois un tapis de verdure, une place circulaire, où s'arrêtaient les voitures et d'où le mort partait pour sa dernière demeure, porté sur les épaules des employés des pompes funèbres. La ville de Paris a donné ce terrain au ministre du 13 mars, dont la statue en bronze domine cette ancienne salle de gazon. Tout près de là, et vers la chapelle où l'on arrive par une allée de peupliers, se trouvent, comme groupés, des personnages célèbres : Haüy, Nicolo, Méhul, Suard, Ginguené, Boufflers, Delille, Grétry, Bernardin de Saint-Pierre, M^me^ Dufresnoy, Chénier, Parny, etc., etc. Reprenons toutefois

notre route : suivons l'allée de ceinture, dès lors couverte d'acacias, qui circule longtemps au pied de la colline, avant de parvenir à la partie la plus septentrionale du plateau, sur laquelle elle se dirige ensuite en ligne droite. Le reste de l'enceinte est partagé, par des chemins sinueux, en espaces de formes irrégulières analogues au mouvement du terrain, comme dans les jardins pittoresques. Cette disposition permet difficilement de se reconnaître dans ces lieux, mais elle contribue à les rendre moins tristes. Près du mur, un monument porte cette inscription : « Mon amour pour mon fils a pu seul me retenir à la vie ! » c'est le tombeau du malheureux Labédoyère (*voy.*). Plus loin, et de l'autre côté de la route, se trouve une grille de fer assez grande qui ne renferme que de l'herbe avec huit cyprès : c'est là que repose le *brave des braves* (*voy.* Ney). A l'est, nous trouvons d'autres célébrités militaires de cette époque : Davoust, Masséna, Lefebvre, Gouvion-Saint-Cyr, Serrurier, etc. (*voy.* tous ces noms); près de là, s'élève le fastueux monument de M^me^ Demidof (*voy.*), née comtesse Strogonof, temple magnifique orné de dix colonnes en marbre blanc de Carare, soutenant un riche couronnement, sous lequel un sarcophage élégant est surchargé d'un coussin épais qui supporte une couronne; ce monument ne coûta pas moins de 120,000 fr. Voici, sous un dais de pierre soutenu par quatre colonnes, le général Foy, haranguant encore à la tribune; tout près de lui, Manuel; à quelque distance, le spirituel Beaumarchais gît abandonné; plus loin repose Girodet. Plus haut, au nord, Cambacérès, l'abbé Sicard, Larevellière-Lépeaux, M^me^ Cottin, etc. Nous sommes dans la *charmette* des protestants; les inscriptions y sont plus simples : on n'y trouve guère inscrit sur leurs pierres tumulaires que les sentiments et les vertus de l'âme qui aspire à la félicité éternelle. Suivons maintenant la crête de cette hauteur, en marchant à l'ouest, pour nous diriger vers la chapelle. Volney repose à droite sous un reste de pyramide qui sort à peine de terre; nous trouverons à gauche les monuments de Molière et de La Fontaine, etc. Passons tous les autres, car nous n'en finirions pas s'il fallait citer soit les noms célèbres, soit les monuments remarquables que ces lieux renferment; mentionnons seulement cette ambitieuse lanterne dorée qui écrase le nom de Félix Beaujour, et faisons remarquer que, du même côté, mais plus bas, la tombe du satirique Geoffroy n'est couverte que de ronces et d'épines.

Enfin nous voici arrivés sur la terrasse de la *chapelle*, monument grave et simple; l'autel est presque nu comme ses murs; mais, en revanche, la herse aux cierges est toujours pleine de feux : respectons cette pieuse superstition qui s'unit à la prière. Quelle vue s'offre à nous en sortant de ce saint lieu ! C'est un des plus beaux panoramas de la ville de Paris; voilà ses dômes, ses tours, ses clochers, ses palais, ses monuments, ses innombrables masses de maisons; la colonne Vendôme et la colonne de Juillet; plus loin encore que la grande ville, c'est la tour de Montlhéry; en suivant à droite, les hauteurs de Châtillon, de Vanvres, de Meudon, de Saint-Cloud tout-à-fait à l'ouest, bornent la vue. Plus près, c'est la butte Montmartre, au loin les collines de Sannois et de Franconville. De l'autre côté, voici les rives de la Marne, Charenton, Vincennes avec son donjon, la barrière du Trône avec ses deux gigantesques colonnes; dans l'éloignement, les hauteurs de Champigny, de Sucy, de Valenton. Ce magnifique tableau nous fait oublier ces pierres funèbres qui sont sous nos yeux, et que la végétation, dans son aspect varié, nous dérobe, comme si l'idée de la mort avait besoin d'être voilée; comme si l'homme avait besoin d'effacer ce qui lui rappelle sa poussière; comme s'il voulait oublier que c'est ici l'abîme où viennent se confondre tant d'ambitions diverses, « de même, dit Bossuet, que ces fleuves tant vantés demeurent sans nom et sans gloire mêlés dans l'Océan avec les rivières les plus inconnues. »

Qu'il y a loin de ce théâtre des splendeurs passées à ces modestes cimetières que le poëte a souvent rêvés, où l'on dort en paix, près de l'église, sous une couverture de fleurs des champs, abrité par une simple croix, où chaque dimanche amène une rosée de larmes, où chacun

est enveloppé d'une terre légère! Ici, dans cette ville des morts, les passions s'agitent encore : c'est à qui dépassera le faste de son voisin, c'est à qui aura la plus riche et la plus solide demeure, comme si le temps devait rien respecter. Ne peut-on pas s'étonner de n'éprouver aucun effroi, de ne ressentir aucune émotion de tristesse au milieu de tant de désolation, de grandeurs évanouies, d'espérances détruites, de belles carrières éteintes, d'illustres noms effacés, d'amours envolés! Mais, pour obtenir cet oubli de la mort, que de richesses enfouies! Ne semble-t-il pas que pour vivre avec ce spectre hideux il ait fallu le revêtir de langes dorés? Mais aussi, quelle variété dans ce lieu funèbre! que de beautés diverses! que de grandeurs dans ces allées majestueuses et dans ces sentiers sinueux, dont la verdure est tantôt sombre et sévère, tantôt fraiche et colorée! Quels contrastes elle fait éclater sur les tombeaux où le triste feuillage des arbres toujours verts se marie avec la feuille argentée du saule pleureur, inclinant mollement ses rameaux auprès de l'acacia qui soutient sa tête pour couvrir les sépulcres du plus doux ombrage! L'opposition n'est pas moindre entre les arbustes et les fleurs qui croissent dans l'étroite enceinte de chaque tombe. Les grappes du lilas succèdent au lierre grimpant, au brillant chèvrefeuille, à la rose si tendre, au noble laurier, à l'innocent oranger, à l'odorant géranium, à l'humble violette, à la sombre pensée, au douloureux souci, cachant le plus souvent une modeste croix, tracée avec du buis, qui enserre un sable de choix. La même variété existe pour les sépultures elles-mêmes. Elles apparaissent tantôt groupées en masse comme les habitations d'une grande ville : là point d'arbres, point de verdure, tout est pierre; bronzes superbes, marbres rares et polis, verres de couleurs, fleurs artificielles; tantôt les monuments s'élèvent en étages sur les flancs du coteau, ici mystérieusement cachés par les plis du terrain, là s'élançant en pyramides, ou se montrant comme des palais au milieu d'une forêt de pierres sépulcrales, quelquefois façonnés en mausolées, en cryptes ou bien en caveaux; puis, au milieu de tout cela, des pierres tantôt couchées, tantôt debout, souvent brisées ou usées déjà, des cippes ou colonnes surmontées d'urnes funèbres et de croix, des statues, des figurines, des croix de bois, des couronnes d'immortelles toutes fraiches auprès de celles que le temps a effeuillées et noircies, quelques objets de prix autrefois aimés des défunts : tel est l'aspect général de ce lieu, où l'âme n'a pas le temps de méditer, le cœur de prier; où la distraction remplace la prière et la méditation; où l'esprit s'élève pourtant par ce besoin de se survivre qui annonce bien l'immortalité.

« Jetez les yeux de toutes parts, pouvons-nous dire encore avec Bossuet; voilà tout ce qu'a pu faire la magnificence et la piété pour honorer un héros : des titres, des inscriptions, vaines marques de ce qui n'est plus; des figures qui semblent pleurer autour d'un tombeau, et des fragiles images d'une douleur que le temps emporte avec tout le reste; des colonnes qui semblent vouloir porter jusqu'au ciel le magnifique témoignage de notre néant; et rien enfin ne manque dans tous ces honneurs que celui à qui on les rend. » L. L.

LA CHALOTAIS (Louis-René de Caradeuc de), procureur général au parlement de Rennes, naquit dans cette ville le 6 mars 1701. Il fut un des premiers magistrats qui provoquèrent l'abolition de l'ordre des Jésuites (*voy.*) en France, par ses comptes-rendus de leurs constitutions (1761, 1762; réimprimés à Paris, 1826, in-8°). On a prétendu que D'Alembert n'était point étranger à la rédaction de ces énergiques rapports. Attaqués et défendus, ils devinrent célèbres et donnèrent l'impulsion aux procureurs généraux des autres cours souveraines, qui imitèrent l'exemple de La Chalotais : les Jésuites furent supprimés. Mais ils étaient chargés de l'instruction publique; il fallut songer à l'institution d'un nouveau système d'éducation : La Chalotais développa ses idées dans son *Essai d'éducation nationale, ou Plan d'études pour la jeunesse* (1763, in-12, réimpr. à Paris, en 1825, in-18); Diderot donna bientôt son livre de l'*Éducation publique*, et Rousseau son *Émile*.

La Chalotais, par son courage, s'était fait de nombreux et implacables ennemis. Le parlement de Bretagne ayant refusé d'enregistrer des édits bursaux du gouvernement, comme attentatoires aux droits et franchises de la province, la lutte s'envenima, et les membres du parlement, à l'exception de douze, signèrent leur démission, en 1765. La même année, La Chalotais fut arrêté avec son fils et cinq autres conseillers au parlement, qui avaient partagé sa résistance. Le roi nomma pour les juger une commission qui s'assembla à Saint-Malo. On accusa La Chalotais d'avoir écrit au secrétaire d'état Saint-Florentin deux billets anonymes injurieux, que des experts déclarèrent être de sa main; mais il protesta toute sa vie contre cette calomnie. On lui imputait de plus d'avoir formé, avec le comte de Kerguezec, un complot contre les affaires du roi aux États de Bretagne. Le procès s'instruisit avec beaucoup d'animosité; il a été imprimé, en 1767, en 3 vol. in-4° et 6 vol. in-12. La Chalotais composa un premier mémoire justificatif, en 1766 : un curedent lui avait servi de plume; de la suie de cheminée délayée dans du vinaigre et de l'eau sucrée composait son encre, et il avait écrit sur des papiers d'enveloppe à sucre et à chocolat. Un second mémoire porte la date de la même année, et un troisième parut en 1767 (ils ont été réimprimés à Paris, 1826, in-18). Il accusait Calonne, d'Aiguillon (*voy.* ces noms), Flesselles, Saint-Florentin, de l'acharnement avec lequel on le poursuivait. Enfin le nouveau parlement de Rennes demanda à être saisi de l'affaire de La Chalotais. Mais la fermentation générale des esprits, les remontrances des cours souveraines et les conseils du duc de Choiseul déterminèrent le roi à arrêter le cours des procédures. Six des accusés furent exilés à Saintes. La Chalotais ne voulut point consentir à se démettre de sa place (*voy.* Duclos). Le parlement réclama ses deux procureurs généraux et ses quatre conseillers exilés. Bientôt les États et le parlement vengèrent La Chalotais en instruisant un procès contre le duc d'Aiguillon. Néanmoins, l'exil de La Chalotais ne finit qu'après la mort de Louis XV. Il revint alors à Rennes où il reprit ses fonctions près du parlement (1775). Il y mourut 10 ans après, le 12 juillet 1785. — Son fils, Aimé-Raoul de Caradeuc de La Chalotais, aussi procureur général au parlement de Bretagne, périt sur l'échafaud, le 17 janvier 1794. L. L.

LA CHATRE (Claude, baron de), qui prétendait descendre d'une ancienne famille princière du Berry, par Elbes, prince de Déols, qui vivait au x^e^ siècle, fut d'abord page du célèbre connétable Anne de Montmorency. A l'exemple de ce grand capitaine, sa bravoure et ses exploits se trouvèrent malheureusement dirigés contre ses compatriotes dans les guerres de religion du xvi^e^ siècle. Sancerre, assiégée par lui pendant 19 mois, ne se rendit, en 1573, qu'après avoir subi toutes les horreurs de la famine. Plus heureuse, la ville d'Aubigny fut défendue avec succès contre le baron, par une belle veuve, Catherine de Balzac, qu'il ne tenait pas moins à réduire que la place même.

Ligueur obstiné, il ne se soumit à Henri IV qu'en 1594, après la reddition de Paris. Encore cette soumission fut-elle au prix de la conservation de ses gouvernements du Berry et de l'Orléanais, et de sa dignité de maréchal de France.

Intrépide guerrier, mais assez mauvais général, le baron de La Châtre, mort en 1614, à 78 ans, a laissé quelques relations historiques imprimées seulement dans les collections de Mémoires, etc., et qui ne lui assignèrent, comme écrivain, qu'un rang très médiocre.

Louis de La Châtre, son fils, mort en 1630, servit avec son père et obtint la survivance du gouvernement du Berry. Il s'en démit en 1616, en faveur du prince de Condé, et reçut en échange une somme d'argent et la dignité de maréchal de France, quoiqu'on ne connaisse de lui aucune expédition militaire.

Edme, comte de La Châtre-Nançay, qui se rattache à la même famille, fut maître de la garde-robe du roi et colonel général des Suisses sous Louis XIV. Blessé et fait prisonnier à Nœrdlingue (1646), où il se distingua, il vint, après avoir payé sa rançon, mourir de ses blessures à Philippsbourg. Il a laissé des Mémoires sur la fin du règne de Louis XIII et les com-

menacements de la régence d'Anne d'Autriche.

Son fils, CLAUDE-LOUIS, comte, puis duc de La Châtre, né, le 30 sept. 1745, à Paris, servit, parmi les émigrés, à la tête d'un régiment nommé *Loyal-émigrant.* A la rentrée des Bourbons, il fut nommé lieutenant général et pair de France, et mourut à Meudon en juillet 1824.

Un marquis de La Châtre, qui figure parmi les brillants seigneurs de la cour de Louis XIV, n'est guère connu de nous que par ce *bon billet* dont chacun sait l'histoire (*voy.* NINON), mais c'est encore une sorte d'illustration, dans la postérité, que d'avoir été « aimé de la belle Ninon, » et même raillé et trompé par elle. M. O.

LA CHAUSSÉE (PIERRE-CLAUDE NIVELLE DE), auteur qui introduisit le drame (*voy.*) sur la scène française, naquit à Paris, en 1692. Il combattit le paradoxe de Lamotte sur l'inutilité de la versification dans la tragédie et dans l'ode, et c'est à cette occasion qu'il publia son *Épître de Clio à M. de Berci* (Paris, 1731), qui eut un assez grand succès. Il donna d'abord au théâtre *La fausse antipathie* (1734, in-12), où il laissait déjà voir le genre auquel il se destinait. Une actrice d'esprit contribua à le lui faire tout-à-fait adopter. M^lle^ Quinault crut voir dans une parade de société qu'on jouait alors, le sujet d'une pièce fort attendrissante : elle en proposa le sujet à Voltaire, et, sur son refus, à La Chaussée, qui fit le *Préjugé à la mode* (1735). Quelques succès l'enhardirent jusqu'à s'élever au genre tragique dans *Maximien* (1738); mais il échoua et s'en vengea par de nouveaux succès dans le drame. *Mélanide* (1741) parut comme l'ouvrage d'un jeune homme inconnu. *L'école des mères* (1745) et *La gouvernante* (1747) sont les meilleures pièces de La Chaussée; aucune pourtant n'est véritablement restée au théâtre. Créateur, pour ainsi dire, d'un genre dans lequel il fut bien vite dépassé, La Chaussée n'a plus d'autre titre à la gloire que celui d'avoir ouvert une nouvelle carrière où d'autres se sont illustrés. Ayant été accusé de ne savoir traiter que des sujets tristes et lamentables, La Chaussée fit une parade en vers d'une gaîté fort graveleuse et quelques contes dans le genre libre. Tandis que Voltaire lui prodiguait l'encens, Piron ne cessait de lui lancer des épigrammes, et l'on dit que, par rancune, La Chaussée contribua fortement à l'empêcher d'arriver à l'Académie-Française. Il avait aussi refusé son suffrage à Bougainville, qui lui succéda dans son fauteuil académique. La Chaussée mourut d'une fluxion de poitrine, le 14 mai 1754. Ses œuvres ont été publiées en 5 vol. in-12, Paris, 1762 et plusieurs fois réimprimés depuis. L. L.

LACHAUX DE FONDS, *voy.* CHAUX DE FONDS.

LACHÉSIS, *voy.* PARQUES.

LACHETÉ, manque de courage (*voy.*), qui fait qu'on n'ose s'exposer au danger. Elle diffère de la *poltronnerie* en ce que celle-ci ne suppose pas la même bassesse de sentiments, et n'est qu'une faiblesse momentanée résultant de la surprise, laquelle n'empêche pas toujours celui qui en est atteint d'affronter le danger. Le poltron craint le danger, mais s'y expose malgré sa crainte; le lâche s'y soustrait et n'a pas même la force de l'envisager. X.

LACLOS (PIERRE-AMBROISE-FRANÇOIS CHODERLOS DE), auteur du fameux roman scandaleux intitulé *les Liaisons dangereuses*, naquit à Amiens, en 1741, d'une famille noble. A 18 ans, il entra comme aspirant dans le corps royal du génie, et y devint bientôt sous-lieutenant. Sans négliger son instruction militaire, le jeune officier cultivait les lettres et la poésie. Quelques écrits sur la guerre, les finances, l'économie politique commencèrent à le faire connaître. Une *Épître à Margot*, dans laquelle on vit une satire ingénieuse contre la favorite Dubarry, le signala à l'attention publique d'une manière plus prononcée, mais aussi plus périlleuse pour lui.

Capitaine du génie en 1778, on lui confia le soin de diriger la construction d'un fort à l'île d'Aix. Que faire de ses loisirs dans un pareil désert? Laclos les occupa à composer son roman, sous forme de lettres. La 1^re^ édition des *Liaisons dangereuses* parut en 1782. Ce fut un grand succès, mais un prodigieux scandale dans cette société gangrenée qui voyait sa corruption mise à nu dans cet ouvrage; ses vices hideux se reprodui-

saient dans un trop fidèle miroir. Aussi le déchaînement fut-il général; les femmes surtout déclarèrent qu'un monstre comme la marquise de Verteuil ne pouvait exister que dans une imagination pervertie, et, quant au vicomte de Valmont, on ne trouva rien de mieux contre l'auteur que de voir son propre portrait dans ce personnage.

Nous emprunterons à M. J. Janin l'analyse de ce livre. « M^me^ de Verteuil, dit-il, trouvant en son chemin une douce et jolie fille, une enfant bien ignorante et bien naïve, s'amuse en manière de passe-temps à corrompre cette enfant de fond en comble, et à la jeter à moitié déshonorée dans les bras de Valmont, qui reçoit la malheureuse victime en souriant de mépris d'une conquête si facile. Valmont, de son côté, à ce cœur de roche, cet esprit de l'enfer, vil oisif à qui nulle femme ne résiste, rencontre en son chemin une noble et rare personne, pleine de religion et de vertu. Aussitôt Valmont se met à la poursuite de cette noble femme. Il appelle à son aide toutes ses horribles ressources et toutes les hontes de l'hypocrisie. D'abord, la jeune femme, si faible et si forte à la fois, regarde Valmont en pitié... Peu à peu, Valmont fait d'insensibles progrès dans ce chaste cœur. Bientôt Valmont triomphe. C'en est fait, sa victime lui appartient tout entière; c'est une vertu qui succombe sous les coups de l'infâme Valmont : quelle joie pour M^me^ de Verteuil! Puis quand ces deux vices mâle et femelle ont jeté tout leur venin et toute leur bave, quand ils ont tout saccagé et tout flétri, quand il n'y a plus autour d'eux ni la vertu ni l'innocence, ils se regardent l'un l'autre et ils demeurent épouvantés de se voir si affreux à regarder. Voilà ce livre; il a dû surtout son horrible succès à sa brutalité; il n'a pas déguisé le vice, mais, au contraire, il l'a mis en pratique, il en a fait un enseignement. »

En 1789, Laclos était devenu l'un des secrétaires du duc d'Orléans. Ses relations avec ce prince et les préventions que son ouvrage principal avait fait naître contre son caractère, ont peut-être influé sur l'opinion de quelques biographes qui lui ont prêté une part, sans doute trop importante, à certains actes de la révolution. Ainsi on a prétendu, sans preuves bien authentiques, qu'il avait rédigé la pétition demandant la déchéance de Louis XVI, et qu'en 1793, il avait présidé de tumultueuses délibérations des anarchistes. Ses *Instructions aux bailliages*, écrites en 1789, sont pourtant d'un patriotisme sage et modéré; d'ailleurs Laclos fut incarcéré deux fois sous le régime de la Terreur, et ne dut sa liberté qu'au 9 thermidor.

Quoi qu'il en soit, depuis 1792 maréchal-de-camp du génie, il n'avait point cessé, pendant les orages révolutionnaires et même sous les verrous, de cultiver la branche de l'art militaire à laquelle il s'était voué dès l'enfance. Ses expériences sur une nouvelle sorte de projectiles avaient très bien réussi à La Fère et à Meudon. Le premier consul le fit passer dans l'artillerie, et lui confia différents commandements en Italie. Mais la santé de Laclos, qui avait toujours été faible, se trouvant entièrement altérée par les fatigues de la guerre, il termina ses jours à Tarente, le 5 octobre 1803. On s'accorde à dire que, par une compensation dont il faut lui tenir compte, celui qui avait si énergiquement dépeint les *rouerries* de Valmont fut aussi bon fils que bon père et bon époux. M. O.

LA CONDAMINE (Charles-Marie de) naquit à Paris, le 28 janvier 1701. Il s'engagea d'abord comme volontaire, et partit pour le siége de Roses, où il manqua de se faire tuer par sa curiosité. Mais bientôt las d'une carrière qui ne lui offrait qu'un avancement très lent, ne lui promettait qu'une vie monotone et répugnant à son infatigable activité, il quitta le service militaire pour entrer à l'Académie des Sciences en qualité d'adjoint chimiste. Après un voyage dans la Méditerranée, sur les côtes de l'Afrique et de l'Asie, il trouva l'Académie occupée d'un projet de voyage à l'équateur dans le but de déterminer la grandeur et la figure de la terre (*voy.* Aplatissement de la terre). Il se proposa aussitôt, et réussit à se faire attacher à l'expédition ; on attribue à l'accès qu'il avait auprès du ministre et à ses manières aimables et insinuantes la prompte exécution de ce projet important,

Il fit donc avec Bouguer et Godin, deux autres membres de l'Académie, ce voyage de dix ans qui leur coûta tant de fatigues, que tant de malheurs signalèrent, et dont ils revinrent avec une inimitié réciproque qui causa le chagrin de leur vie. Cependant, Bouguer et La Condamine, avec des talents et des caractères bien différents, avaient concouru également au succès de l'entreprise. « Le premier était sans doute bien supérieur à son collègue comme savant, a dit M. Biot. Tout ce qui concernait la construction des instruments, leur disposition, leur usage, tout ce qui tenait à l'art de préparer des observations exactes, doit être accordé à Bouguer; mais pour développer ces moyens, il fallait se concilier l'esprit des habitants, se faire écouter des autorités, surmonter les obstacles, sans cesse renaissants, qu'un peuple ignorant et superstitieux oppose toujours à des étrangers; il fallait se faire respecter, et imposer aux malveillants à force de courage et de persévérance : voilà ce qu'a fait La Condamine. Tant de soins, de démarches, d'inquiétudes auraient épuisé l'activité de tout autre; mais lui, quand il pouvait s'y dérober, c'était pour venir aussitôt partager avec ses collègues les travaux astronomiques, dans lesquels il ne leur était pas inférieur sous le rapport de l'exactitude. »

De retour en Europe, La Condamine publia ses observations, qui devinrent pour lui un sujet de querelle avec ses collègues. Bouguer l'attaqua avec humeur; La Condamine mit de la gaîté dans sa réponse, et le public prit parti pour celui qui l'amusait. Débarrassé de cette discussion, La Condamine s'occupa d'un projet de mesure universelle, et proposa de choisir pour unité la longueur du pendule (*voy.*) simple à l'équateur. Il écrivit aussi en faveur de l'inoculation variolique, dont il contribua efficacement à répandre la pratique.

En 1737, il fit un voyage en Italie, et mesura exactement les dimensions des édifices de Rome les mieux conservés; supposant qu'elles devaient toujours contenir un nombre entier de pieds romains, il chercha à retrouver la longueur de cette mesure par leur comparaison. Il visita aussi l'Angleterre; mais, peu de temps après son retour de ce dernier voyage, il fut attaqué d'une paralysie presque totale et d'autres infirmités graves. Apprenant un jour qu'un jeune chirurgien venait d'entretenir l'Académie d'une opération très hardie et nouvelle pour une des maladies dont il était affecté, La Condamine fait aussitôt venir le médecin et le force, pour ainsi dire, à répéter sur lui son expérience. Avec un courage étonnant, La Condamine cherchait à voir tous les détails de l'opération dont il voulait, disait-il, rendre compte à l'Académie. Mais il fut victime de son zèle : il mourut le 4 février 1774. Dans les derniers temps de sa vie, souffrant avec philosophie, il égayait ses douleurs par des chansons et des pièces de vers qui ne manquent pas de facilité; en général, il écrivait d'une manière simple et négligée, mais claire et quelquefois piquante. L'Académie-Française l'avait appelé dans son sein, en 1760.

Parmi les ouvrages de La Condamine relatifs au grand voyage qui a fait sa réputation, nous citerons : *Relation abrégée d'un voyage fait dans l'intérieur de l'Amérique méridionale*, Paris, 1745, in-8°; *La figure de la terre déterminée par les observations de MM. de La Condamine et Bouguer*, Paris, 1749, in-4°; *Mesure des trois premiers degrés du méridien dans l'hémisphère austral*, 1751, in-4°; *Histoire des pyramides de Quito*, 1751, in-4°; *Journal du voyage fait par ordre du Roi à l'équateur*, 1751, in-4°. Outre ses mémoires, insérés dans le recueil de l'Académie des Sciences, on a encore de lui différents ouvrages sur l'inoculation, une *Lettre critique sur l'éducation*, Paris, 1751, in-12; *Le pain mollet*, poëme, 1768, in-12, etc., etc. On cite, parmi ses vers, l'*Épître d'un vieillard*, *La dispute d'Ajax et d'Ulysse pour les armes d'Achille*, etc. Delille, qui lui succéda à l'Académie-Française, a fait son éloge. L. L.

LACONIE (*Laconica**), province du

(*) Ce nom paraît dérivé de λάκος ou λάκκος, lambeau, morceau arraché, la Laconie offrant comme une espèce de déchirure formée par la mer entre les caps Malée et Ténare. D'autres rattachent, mais avec moins de vraisemblance, le nom de Laconie à celui du roi Lacédémon, gendre et successeur d'Eurotas, dont la fille, ap-

Péloponnèse (*voy.*). Elle était bornée, au sud et à l'ouest, par la mer de Cythère et de Myrtos; au nord, par l'Argolide et l'Arcadie; à l'ouest, par la Messénie. Du côté de la terre, on n'y pénètre que par des collines escarpées et par des défilés faciles à défendre. Vers le midi, le pays est moins montueux et plus fertile, quoique presque partout l'inégalité du terrain augmente les difficultés et les frais de la culture. Les productions consistent en orge, en seigle, en figues et raisins, en miel surtout, en huile et en troupeaux; les oliviers y sont aussi très abondants, et les pâturages y donnent d'excellents produits, à cause du grand nombre de ruisseaux et de rivières. La plus remarquable de ces rivières est l'Eurotas (du nom du père de Sparte, aujourd'hui *Basilipotamo*), qui prend sa source sur les confins de l'Arcadie, et traverse la Laconie du nord au sud. De nombreux affluents grossissent ce petit fleuve qui était célèbre dans l'antiquité par ses cygnes, ses lauriers-roses et la limpidité de ses ondes. Presque parallèlement à l'Eurotas, et à l'ouest, se prolonge la chaîne du Taygète, ou Pentédactylon, dont l'extrémité méridionale forme le promontoire de Ténare (aujourd'hui cap Matapan). Neptune y avait un temple célèbre. Au-dessous des escarpements du cap, il y a une caverne si profonde que les poëtes en ont fait un soupirail de l'enfer. C'est par-là que, suivant la fable, Hercule descendit chez Pluton et qu'Orphée ramena Eurydice (*voy.* ces noms). A l'autre pointe sud-est de la Laconie, est le cap Malée (aujourd'hui Saint-Ange), dont les parages sont, comme autrefois, redoutés des marins.

On prétend que la Laconie a contenu jusqu'à cent villes; mais c'était sans doute quand le plus petit bourg se parait de ce titre. Quoi qu'il en soit, elle était très peuplée. Ses villes principales étaient Sparte (*voy.*) ou Lacédémone, capitale de la Laconie, sur l'Eurotas; Amycles (Slavochori), qu'embellissaient un temple et une statue d'Apollon d'une haute antiquité, à 20 stades (4 kilom.) au-dessous de Sparte; Thérapné, aussi sur l'Eurotas, où Castor et Pollux et leur sœur Hélène avaient été élevés; Thalame, sur la côte occidentale, où Pasiphaé, l'épouse de Minos, avait un temple et un oracle; au sud, et au fond d'une anse appelée *golfe Laconique* (golfe de Colochine), Gythium, qui était comme le port et l'arsenal de Sparte, où Tolmide, général athénien, brûla la flotte lacédémonienne (Thucydide, I, 108); Hélos, à l'est de Gythium, dont les habitants sont connus, par leur infortune, sous le nom d'*Hélotes* ou *Ilotes* (*voy.*); sur la côte orientale, Épidaure (*voy.*), célèbre par son temple d'Esculape et ses colléges de prêtres-médecins.

Aujourd'hui, la Laconie forme un des 24 gouvernements du royaume de Grèce (*voy.*), ayant pour chef-lieu *Mistra*, ou Lacédémone, et pour villes principales Marathonisi, dans le Magne, canton montueux, habité par la peuplade belliqueuse des Maïnotes *, qui n'a jamais été entièrement soumise; Napoli di Malvasia (l'ancienne Monembasie), importante par son port, ses fortifications, et renommée pour son excellent vin.

En résumé, l'ancienne Laconie n'avait guère, dans sa plus grande longueur, que 700 stades (140 kilom.), sur une largeur moyenne d'au plus 400 stades (80 kilom.). Ses villes étaient sans commerce, presque sans monuments; mais le patriotisme de ses habitants, leurs mœurs austères, leurs institutions politiques lui ont fait dans les annales de l'antiquité une place immense et immortelle. *Voy.* SPARTE, GRÈCE, etc. F. D.

LACONISME. C'est la brièveté dans le langage, avec la condition que le sens ne souffre pas de cette brièveté. Le laconisme diffère de la concision (*voy.*), en ce que cette dernière a pour contraire la diffusion plutôt que la longueur du discours. Au reste, le laconisme et la concision doivent avoir pour objet et pour résultat de renfermer un sens complet,

pelée Sparte, laissa son nom à la ville célèbre bâtie par son époux. Plus anciennement, cette contrée était nommée *Lélégie*, de Lélex (*voy.*), aïeul d'Eurotas, et que l'on croit être son premier roi; et ensuite *OEbalie*, d'OEbalus, un des descendants de Lacédémon. S.

(*) Ce sont les anciens *Éleuthéro-Lacons* ou Lacons libres, ainsi appelés parce que, sous Auguste, les habitants de la côte maritime de la Laconie prirent partie pour les Romains contre les tyrans qui régnaient à Sparte, et furent déclarés libres par le chef de la république. S.

sous le moindre nombre possible de mots: c'est l'adage *multa paucis*, qui devrait être adopté par tous les orateurs.

Nul peuple n'ayant porté aussi loin que les Spartiates, habitants de la Laconie (*voy.* l'art. précédent), l'habitude de la brièveté du langage, cette brièveté même a été caractérisée par le mot de *laconisme*. Il suffisait quelquefois aux Lacédémoniens d'un monosyllabe pour répondre à un long discours. Ainsi Philippe, roi de Macédoine, leur ayant écrit que s'il entrait sur leur territoire il y mettrait tout à feu et à sang, *Si* fut toute leur réponse.

L'écueil du laconisme est l'obscurité. Il exclut nécessairement toutes les figures qui font l'ornement du langage. Peu propre à la narration, sur laquelle il répand du froid et de la sécheresse, il convient éminemment aux proverbes, aux sentences, aux devises armoriales, aux inscriptions monumentales. Le *Veni, vidi, vici* de César, et le *Sinon, non* des Aragonais, sont des modèles dans ce genre. P. A. V.

LACRETELLE. Deux frères, dont l'un est encore vivant, ont porté ce nom avec distinction.

L'aîné, Pierre-Louis Lacretelle, naquit en 1751, à Metz. Son père, avocat estimé dans cette ville, le destinait à la même profession. Du barreau de Nancy, le jeune Lacretelle passa, en 1778, à celui de Paris. Chargé en partie de la rédaction du *Grand Répertoire de Jurisprudence*, et voué presque exclusivement aux travaux de cabinet, il ne se livra que bien rarement à la plaidoirie. L'application des principes de la philosophie à la réforme de la législation criminelle devint surtout l'objet de ses études et le but de ses écrits. A cette vocation, qui fut celle de toute sa vie, se joignit l'attrait des travaux académiques. Lié avec les encyclopédistes Turgot, Suard, D'Alembert, Garat, Lacretelle balança, en 1781, le succès de ce dernier, qui obtint le prix du concours ouvert par l'Académie Française pour l'*Éloge de Sainte Maure, duc de Montausier:* l'accessit fut décerné à Lacretelle; mais, en 1784, il fut couronné par l'Académie de Metz, pour un *Discours sur le préjugé des peines infamantes*. Dans ce concours, dont Rœderer (*voy.*) fut le rapporteur, un second prix fut remporté par un jeune avocat au conseil souverain d'Arras; le nom de ce dernier était *Maximilien Robespierre;* et Lacretelle, qui dès lors travaillait au *Mercure de France*, dirigé par Marmontel, y rendit un compte avantageux du travail de son concurrent, dont il loua fortement les intentions philanthropiques, tout en en critiquant le style peu châtié. En 1786, l'Académie-Française adjugea le prix fondé par Montyon en faveur de l'ouvrage le plus utile aux progrès de la morale, à ce même discours de Lacretelle sur les peines infamantes. Ce succès mit le sceau à la réputation de l'auteur. Aimé et protégé par Necker et le vertueux Malesherbes, celui-ci le fit adjoindre, en 1787, à la commission que Louis XVI avait chargée de préparer la réforme du Code pénal. Premier membre élu de la Commune de Paris, en 1789, député suppléant à l'Assemblée constituante, membre de la Législative, Lacretelle soutint constamment la cause de la royauté constitutionnelle; il fut l'un des fondateurs du club des Feuillants (*voy.*), et, après la séance du 9 août, il faillit payer de sa tête sa courageuse résistance au parti de l'insurrection.

Vivant dans la retraite jusqu'au 9 thermidor; sous le régime de la constitution de l'an III, attaché aux fonctions de haut-juré; en l'an 1801, membre du Corps législatif, il fut appelé, lors de l'organisation de l'Institut, en 1802, à faire partie, comme successeur de La Harpe, de la seconde classe, qui remplaçait l'Académie Française. Mais, à l'époque où Napoléon échangea les faisceaux consulaires contre la pourpre impériale, Lacretelle disparut de la scène politique. Comme il avait attendu de la révolution autre chose que le despotisme, il ne voulut plus prendre part aux affaires: aussi le vit-on, en 1814, applaudir à la chute du système qui avait tué la liberté au profit de la gloire. De 1802 à 1807, Lacretelle fit paraître 5 volumes sous le titre de *OEuvres diverses, Mélanges de philosophie et de littérature*. Les *Fragments poétiques et littéraires*, publiés en 1817, devinrent, par la hardiesse de certaines proposi-

tions, l'occasion de discussions animées entre divers journaux. Dans la même année, Lacretelle reprit, avec Benjamin-Constant, MM. Jay, Jouy, etc., la publication du *Mercure;* l'année suivante, le *Mercure* changea son nom en celui de *Minerve française*, journal ouvertement hostile au système de gouvernement établi par la Charte de 1814, et à la fortune littéraire et politique duquel ne contribuèrent nullement les articles de Lacretelle, dont l'âge semblait avoir éteint la verve et engourdi la plume. La *Minerve* ayant cessé de paraître au mois d'avril 1820, Lacretelle s'occupa de préparer une édition complète de ses œuvres. Elles devaient se composer de 14 à 15 vol., dont six seulement avaient paru à l'époque de sa mort, arrivée à Paris, le 5 septembre 1824.

Outre les ouvrages déjà cités, on lui doit les dictionnaires de *Logique*, *Métaphysique, et Morale* (1786-91, 4 tom. in-4°), faisant partie de l'*Encyclopédie méthodique*, et une foule d'écrits sur des sujets de philosophie, de littérature, de jurisprudence et d'économie politique. Il a aussi composé une espèce d'œuvre dramatique, sous le titre de *Charles Artaud-Malherbe, roman théâtral*, divisé par journées. Le nom de Malherbe n'était qu'un pseudonyme de D'Alembert, fils naturel de M^me^-de Tencin. Des écrits de Lacretelle, un seul a obtenu un succès vraiment durable : c'est son *Discours sur le préjugé des peines infamantes*.

M. Charles-Joseph de Lacretelle, frère puîné du précédent, naquit à Metz, le 27 août 1763. Il n'habitait Paris que depuis peu de temps, lorsque la révolution vint à éclater. Il débuta dans la carrière des lettres comme rédacteur du *Journal des débats de l'Assemblée nationale* (*voy.* Débats), travail où il eut Duclos pour associé. On peut reconnaître, dès lors, dans M. Charles Lacretelle, l'esprit méthodique, la sûreté de vues et la précision correcte de narration, qui sont les qualités essentielles de l'historien; mais, tant que dura la tourmente révolutionnaire, l'histoire, qui se faisait partout, ne s'écrivait nulle part, et n'avait guère pour archives que les journaux. Ce fut aux feuilles où l'on essayait encore de faire prévaloir un système de modération, que M. Ch. Lacretelle prêta l'utile secours de sa plume. Il travaillait au *Précurseur*, lorsqu'il fut proscrit, après la journée du 13 vendémiaire an IV, comme l'un des chefs du mouvement sectionnaire dirigé contre la Convention. Une seconde proscription, de même nature, l'atteignit après le 18 fructidor an VI; et il subit, à la Force et au Temple, une captivité qui dura près de deux ans. La révolution du 18 brumaire an VIII (1799), qui semblait devoir clore celle de 1789, mit fin à ces persécutions; et, en 1800, M. Lacretelle fut nommé membre du bureau de la presse. L'année suivante, il commença la publication de son *Précis historique de la révolution française* (Assemblée législative, Convention nationale et Directoire exécutif, 5 vol. in-18).

Depuis le retour de l'ordre en France, M. Ch. Lacretelle dirigeait avec succès *Le Publiciste*, où M. Lochet et M^lle^ Pauline de Meulan (*voy.* M^me^ Guizot) faisaient, avec indépendance, de la critique judicieuse, sans être jamais passionnée. Cette indépendance devait déplaire, et déplut en effet au chef de l'état, qui, par une mesure extrà-légale, réunit, en 1810, *Le Publiciste* à la *Gazette de France* (*voy.*), alors inféodée au pouvoir. Au reste, M. Lacretelle fut plus que dédommagé de cette perte par sa nomination à l'Université, en qualité de professeur d'histoire à la Faculté des lettres. Déjà, il remplissait les fonctions de membre de la commission de censure dramatique, et enfin, en 1813, l'Académie-Française lui ouvrit ses portes, en remplacement d'Esménard. En 1814, rallié, comme son frère, un des premiers à la cause royale, il ne se tourna pas ensuite contre elle, comme fit son frère; mais, quoi qu'on en ait pu dire, sa fidélité ne fut jamais servile, et il le prouva bien, lorsqu'à l'apparition de la fameuse loi sur la police de la presse, présentée, en 1827, par M. de Peyronnet, et dite *Loi d'amour*, il provoqua, dans le discours le plus énergique, les remontrances de l'Académie-Française contre une mesure d'où devait sortir l'avilissement et la ruine des lettres. En répondant ainsi aux diatribes de ses détracteurs, M. de Lacretelle s'attira les rigueurs d'un

pouvoir qui courait à sa perte : il fut destitué de sa place de censeur dramatique. Loin de se ranger parmi les ennemis du pouvoir qui le frappait si injustement, il ne cessa de l'avertir, sans jamais l'injurier; et, à un âge qui, pour tant d'autres, doit être celui de la retraite ou d'un silence prudent, il est encore l'honneur de la chaire académique, par la verve de sa parole et par l'élégance de sa diction.

M. de Lacretelle s'est placé au premier rang parmi les écrivains, qui, de nos jours, se sont appliqués à retrouver les faits essentiels dont se compose l'histoire nationale; nul, mieux que lui, n'en a compris l'esprit et l'ensemble, n'en a reconnu et exprimé les détails. Observateur judicieux, publiciste exempt de préventions comme de préjugés, il juge les événements et les hommes avec cette véritable philosophie qui prend sa source dans l'amour de l'humanité. Il voit loin et juste, décrit avec exactitude, peint avec force, et instruit avec agrément. Aussi exempt de sécheresse que sobre d'ornements ambitieux, grave, mesuré, et d'une clarté que n'obscurcit jamais le néologisme, son style a toujours la dignité calme qui convient au genre historique.

Avec le *Précis historique de la révolution française* (Paris, chez Treuttel et Würtz, 1801-1806, 6 vol. in-18, le 1er volume, s'occupant de l'Assemblée nationale, est de Rabaut-Saint-Étienne) déjà mentionné, on doit à M. de Lacretelle : *Histoire de France pendant les guerres de religion* (1814-16, 4 vol. in-8°); *Histoire de France pendant le* XVIIIe *siècle* (1808, 6 vol. in-8°), ouvrage auquel fait suite l'*Histoire de la révolution française jusqu'au* 18 *et* 19 *brumaire* (Treuttel et Würtz, 1821-26, 8 vol. in-8°); *Histoire de France depuis la Restauration* (1829 et suiv., 4 vol. in-8°, le 4e vol. n'a pas encore paru). Il a écrit des *Considérations sur la cause des Grecs* (1825, in-8°); un *Tableau historique de la Grèce depuis la fondation de ses divers états jusqu'à nos jours* (2 vol. in-8°), et son *Testament politique et littéraire* (1840, 2 vol. in-8°). M. de Lacretelle a rédigé le texte du *Voyage pittoresque de Constantinople*, etc., publié par M. Melling (*voy.* T. VI, p. 643); il s'est chargé de la suite de l'Histoire de France pour la 3e partie de l'*Art de vérifier les dates*. Il a encore composé un grand nombre de discours et de fragments académiques, aussi remarquables par la pensée que par le style. P. A. V.

LACROIX (SILVESTRE-FRANÇOIS), membre de l'Institut et de la Légion-d'Honneur, professeur au Collége de France, naquit en 1765. Il professa successivement à diverses écoles spéciales et enfin à l'école Polytechnique. L'Académie des Sciences, qui avait couronné son travail sur les assurances maritimes, en 1787, et qui, deux ans après, l'avait choisi pour correspondant, l'appela, en 1799, à faire partie de l'Institut, où il remplaça Borda. A la réorganisation de l'Université, M. Lacroix fut nommé professeur de mathématiques transcendantes à la Faculté des sciences, dont il eut en même temps le décanat. En 1815, il succéda à Mauduit dans la Chaire du Collége de France qu'il occupe encore aujourd'hui, et pour laquelle il se démit bientôt de tous ses autres emplois.

L'ouvrage le plus remarquable de M. Lacroix est son *Traité du calcul différentiel et du calcul intégral* (Paris, 1797, 2 vol. in-4°), dans lequel il a réuni tout ce qui avait été écrit de plus savant sur cette matière, et que le jury chargé de la proposition des grands prix décennaux avait placé immédiatement après le traité de *Mécanique analytique* de Lagrange (*voy.*). Il le fit suivre, en 1800, d'un *Traité des différences et des séries* (Paris, in-8°). Dans son *Traité élémentaire du calcul des probabilités* (1816, in-8°), M. Lacroix a démontré les résultats fondamentaux de ce calcul difficile, soit qu'il s'agisse de l'appliquer aux chances trompeuses des jeux, soit qu'on veuille s'en servir pour l'étude des sciences économiques et politiques, etc. Il en a fait un ouvrage éminemment moral, en se servant, pour raisons, de chiffres qui sapent toutes les séduisantes erreurs par lesquelles on se laisse trop souvent tromper. M. Lacroix a encore publié les *Éléments d'algèbre* de Clairaut avec des notes, etc. (Paris, 1797, 2 vol. in-8°); une *Introduction à la géographie mathématique*

et critique, et à la géographie physique, pour la *Géographie de Pinkerton* de M. le baron Walckenaer (1810, in-8°, avec cartes; imprimée à part); un petit *Manuel d'arpentage* à la portée de tout le monde (1826, in-18), une *Introduction à la connaissance de la sphère* (1828, in-18). On lui doit l'*Éloge de Borda*, etc. Mais un ouvrage qui a mis le sceau à la réputation de M. Lacroix, c'est son cours de mathématiques. Cette publication, qui a produit une révolution dans l'enseignement des sciences exactes, se compose ainsi qu'il suit : *Traité élémentaire d'arithmétique* (Paris, 1797; 19e éd., 1836); *Éléments d'algèbre* (1799; 18e éd., 1836); *Éléments de géométrie* (1799; 15e éd., 1836); *Traité élémentaire de trigonométrie rectiligne et sphérique, et d'application de l'algèbre à la géométrie* (1798; 8e éd., 1837); *Complément des Éléments d'algèbre* (1799; 6e éd., 1835); *Complément des Éléments de géométrie*, ou *Géométrie descriptive*, ou *Essai de géométrie sur les plans et les surfaces courbes* (1796; 6e éd., 1829); *Traité élémentaire de calcul différentiel et de calcul intégral* (1801; 5e éd., 1837). Chacun de ces traités forme 1 vol. in-8°.

M. Lacroix a développé ses doctrines d'enseignement dans un livre aussi profondément pensé que bien écrit, intitulé : *Essais sur l'enseignement en général, et sur celui des mathématiques en particulier* (Paris, 1805, in-8°; 4e éd., 1838). Il a introduit, le premier, la méthode analytique dans les livres élémentaires. Puisqu'il faut choisir une méthode, se disait-il, pourquoi ne pas se servir de celle qu'emploient les géomètres supérieurs; pourquoi ne pas amener de suite les élèves à la méthode des Lagrange et des Laplace, qu'ils ne pourraient pas comprendre en suivant la synthèse des anciens éléments? Sans doute, avec un professeur aussi savant, aussi expérimenté que M. Lacroix, avec un esprit aussi juste, aussi clair que le sien, avec son élocution facile et brillante, il pouvait espérer de mettre à la portée de disciples qu'il aimait les vérités les plus abstraites. Mais, dans l'enseignement, la méthode analytique a au moins l'inconvénient d'exiger des maîtres d'une grande force, comme il s'en trouve malheureusement bien peu. L. L.

LACRYMA-CHRISTI (larme de Christ), vin célèbre d'Italie, ainsi nommé, dit-on, parce qu'avant d'être soumis à aucune pression, les raisins qui le produisent laissent déjà échapper de leurs grappes des gouttelettes semblables à des larmes. Ce vin des plus suaves est d'un rouge foncé. Il provient des vignes cultivées aux pieds et à une certaine hauteur de la terre volcanique du Vésuve (*voy.*). On évalue sa récolte annuelle à quelques milliers de bouteilles seulement : aussi ce vin est-il excessivement rare; mais il donne lieu à une contrefaçon très active. On recueille encore dans ces contrées deux autres sortes de vin, un vin grec et un vin muscat de couleur jaune, qu'il ne faut pas confondre avec le lacryma-christi. L. L.

LACRYMATOIRE. Ce nom, formé du mot latin *lacryma*, larme, a été donné à des vases ou fioles de verre, et quelquefois de terre, que l'on trouve fréquemment dans les tombeaux des anciens. L'opinion que ces vases avaient servi à recueillir les larmes des parents ou des pleureuses gagées, avait été émise par le savant Chifflet, médecin et antiquaire, qui écrivait vers le milieu du XVIIe siècle : il s'appuyait sur la forme ronde et évasée des goulots, qu'il supposait ainsi faite, pour recevoir le globe de l'œil. Cette explication, malgré son invraisemblance, fut accueillie par quelques savants; mais elle fut combattue par d'autres. Du reste, l'opinion des larmes recueillies dans les lacrymatoires n'est fondée sur aucun usage ancien, ni sur aucun passage bien entendu, et le mot latin qui exprimerait *lacrymatoire* n'existe pas.

Il est constant, aujourd'hui, que ces vases ont dû contenir les baumes destinés à arroser le bûcher ou les cendres des morts. Sur un bas-relief en marbre, conservé au Capitole, et représentant les funérailles de Méléagre, on voit une femme s'approcher du bûcher, tenant un vase long, mince, semblable à ceux qu'on appelle lacrymatoires, et qui sont publiés dans plusieurs ouvrages d'antiquités, tels que ceux de Caylus et de

Montfaucon. Beaucoup de vases semblables se trouvent dans les cabinets d'Antiques, et particulièrement dans celui de la Bibliothèque royale de Paris. D. M.

LACTANCE (Lucius-Cælius ou Cæcilius Firmianus), né vraisemblablement en Afrique vers le milieu du IIIe siècle, étudia sous Arnobe-l'Ancien, qui professait la rhétorique à Sicca, en Numidie. Tout jeune encore, il composa en hexamètres la collection d'énigmes que Heumann a publiée sous le titre de *Symposium* (le Banquet). Appelé à Nicomédie comme professeur d'éloquence, Lactance commença par faire en vers le récit de son voyage. Le peu de succès qu'il eut dans une ville toute grecque lui donna le loisir d'écrire des livres latins. Ayant embrassé le christianisme, il combattit les philosophes païens avec une érudition rare et un style si entraînant, qu'il reçut le surnom de *Cicéron chrétien*. Constantin lui confia, lorsqu'il était déjà fort avancé en âge, l'éducation de son fils Crispus. Lactance vint pour cela d'Asie en Gaule, et, chrétien dans sa conduite comme dans ses écrits, il vécut pauvre et modeste près du fils de l'empereur. On sait que l'élève fut mis à mort, l'an 325; mais on ignore où et quand se termina la carrière du maître.

Le principal ouvrage de Lactance est intitulé : *Institutions divines en VII livres;* le Ier livre traite *de la fausse religion;* le IIe, *de l'origine de l'erreur;* le IIIe, *de la fausse sagesse des philosophes;* le IVe, *de la vraie sagesse et de la religion;* le Ve, *de la justice;* le VIe, *du vrai culte;* le VIIe, *de la vie heureuse.* Les *Institutions* de Lactance, publiées séparément par Davisius (Cambr., 1718), ont été trad. en français par René Famé, Paris, 1752, in-fol. Lactance a fait lui-même un abrégé de son ouvrage : *Epitome institutionum divinarum ad Pentadium fratrem.* Ce Pentadius n'était probablement son frère qu'en religion. On a encore de Lactance un livre *De la colère de Dieu;* ainsi qu'un autre *De la mort des persécuteurs*, édité par Baluze, et disputé à Lactance par dom Le Nourry. Quant aux poëmes sur *le Phénix* et sur *la Passion*, l'auteur en est inconnu : les distiques sur *Pâques* sont de Fortunat. Ces pièces se joignent cependant aux œuvres de notre auteur, peut-être en compensation de plusieurs de ses écrits qui sont perdus.

Les littérateurs trouvent un grand charme dans la lecture de Lactance; les casuistes y relèvent des erreurs assez graves. Pour la forme et pour le fond, la postérité est de l'avis de saint Jérôme, qui reconnaît à Lactance la beauté de l'élocution, mais qui pense en même temps qu'il détruit mieux le paganisme qu'il n'établit le christianisme.

Dès 1465, Lactance fut imprimé en un vol. in-fol. La meilleure édition donnée en France est celle de Lenglet-Dufresnoy, Paris, 1748, 2 vol. in-4°. Une édition étrangère plus récente est celle d'Oberthür, Würzbourg, 1783, 2 vol. in-8°. J. T-v-s.

LACTATION (de *lac*, lait). Considérée par rapport à la mère, la sécrétion du lait (*voy.*) constitue une fonction importante pour la santé de l'individu. On sait qu'elle n'a lieu d'ordinaire qu'après l'accouchement (*voy.*), et qu'elle se tarit aussi d'elle-même lorsque le nourrisson, pourvu de dents, peut et doit passer à un autre genre de nourriture. Cependant des faits certains, bien qu'exceptionnels, prouvent que le lait peut venir dans les mamelles chez des filles vierges, chez des femmes ayant cessé d'être aptes à devenir mères, et même chez des personnes du sexe masculin, sous l'influence de succions réitérées. Quelquefois la sécrétion laiteuse se prolonge beaucoup au-delà du terme ordinaire et même pendant la grossesse entière, comme aussi on la voit s'arrêter subitement dans les cas de maladie, par suite d'affections morales, etc.

La lactation est le complément de la génération (*voy.*), et il importe au maintien de la santé que la femme remplisse la fonction dont la nature lui a fait une loi, qu'elle ne viole jamais impunément. Détournées de leur cours naturel, les humeurs se précipitent avec violence sur les organes faibles ou déjà malades, et y occasionnent des congestions ou des engorgements qui exigent ensuite les secours de l'art. Telle est même cette tendance que, dans les cas où la lactation peut devenir nuisible à l'enfant aussi bien qu'à

la mère (comme dans les affections de poitrine), les médecins conseillent, dans l'intérêt de celle-ci, un allaitement de quelques semaines qu'on ralentit peu à peu. C'est pour la même raison qu'à l'époque du sevrage (*voy.*), soit à son époque naturelle, soit lorsque la mort de l'enfant ou tel autre accident le rend nécessaire, on a recours aux purgatifs, aux sudorifiques, à la diète et à d'autres moyens pour arrêter la montée du lait.

Dans les conditions normales, quelque temps avant l'accouchement, les mamelles déjà développées depuis le commencement de la grossesse fournissent quelques gouttes d'un lait séreux et sans consistance (*colostrum*), qui, plus abondant au moment où l'enfant est né, forme pour lui le premier aliment et le premier médicament. Peu à peu, la sécrétion se modifie selon les besoins du nouveau-né; elle se régularise suivant les heures de ses repas, et, lorsqu'elle est bien dirigée, suffit à sa nourriture. *Voy.* ALLAITEMENT.

Des accidents divers peuvent entraver la fonction qui nous occupe, et la rendre même totalement impossible : ce sont les affections du mamelon ou de la glande mammaire, et les maladies qui compromettent plus ou moins la santé générale. On voit quelquefois aussi la sécrétion du lait se faire avec une surabondance qui lui donne tous les caractères d'une évacuation colliquative, et qui oblige à l'arrêter sous peine de voir la consomption survenir.

Pour que le lait acquière les qualités désirables, il faut qu'il séjourne un certain temps dans l'organe sécréteur; et l'on observe que le volume de la glande mammaire (et non pas celui de la mamelle en général) est la garantie d'une abondante sécrétion.

Ajoutons qu'au moment où l'action de la glande mammaire est sollicitée par la plénitude de ses vaisseaux et en même temps par la titillation exercée à l'extrémité des canaux excréteurs, ceux-ci se dressent et se contractent, et lancent avec plus ou moins de force le lait au dehors; la succion le fait ensuite couler jusqu'à épuisement de la quantité sécrétée. F. R.

LACY (don LOUIS DE), général espagnol, naquit, le 11 janvier 1775, à Saint-Roch, près de Gibraltar, d'une illustre famille irlandaise qui s'était établie en Espagne. Entré de bonne heure comme cadet dans un régiment, il monta rapidement en grade. Capitaine en 1794, il se signala en plusieurs rencontres dans la guerre contre la France; mais, en 1803, il quitta le service de l'Espagne, à la suite d'une querelle avec le capitaine général des îles Canaries, et s'engagea dans l'armée française comme simple soldat. En 1807, il demanda son congé pour ne pas porter les armes contre sa patrie, et l'ayant obtenu, il rentra dans les troupes espagnoles avec le grade de lieutenant-colonel. Il fut un des défenseurs les plus actifs de l'indépendance nationale et un des plus chauds partisans des Cortès. Après plusieurs actions d'éclat, il fut nommé, en 1812, lieutenant général de l'armée de Galicie et capitaine général de cette province, poste dans lequel il continua à déployer de grands talents militaires. Cependant, au lieu de le récompenser de ses services, Ferdinand VII le destitua, à son retour. En 1817, Lacy se mit, avec le général Milans, à la tête d'une conspiration pour rétablir les Cortès; mais, dénoncé par deux traîtres, il fut arrêté et condamné à mort. Embarqué secrètement, le 20 juin, pour l'île de Majorque, il fut fusillé, la nuit du 4 juillet, dans les fossés du château de Belver. Z.

LACY (comte), *voy.* LASCY.

LACY-EVANS, *voy.* EVANS.

LADAKH, pays de l'Inde septentrionale (*voy.* T. XIV, p. 586), voisin des sources de l'Indus (*voy.*) et longtemps connu sous le nom de Karakorum, qui appartenait au Grand-Tibet (différent du Tibet). On y confectionne du cachemyr. Sa capitale, qui porte aussi le même nom de Ladakh ou Leh (Karakorum), est située sur l'Indus. Le titre du roi de Ladakh est *Ghielpo;* c'est, dit-on, un radjah tributaire du dalaï-lama (*voy.*). — *Voir* le Voyage de Moorcroft, et Ch. Ritter, *Géographie de l'Asie*, t. II, p. 546, 615 et suiv. Z.

LADISLAS ou, plus exactement, VLADISLAF, et non pas *Uladislas*, *voy.* POLOGNE, PIASTES, JAGELLONS et WASA. *Voy.* aussi BOHÈME et HONGRIE.

L'ADMIRAL, *voy.* ADMIRAL.

LADOGA, le plus grand lac de l'Europe, situé entre la grande-principauté de Finlande et les gouvernements russes d'Olonetz et de Saint-Pétersbourg. Long de 44 milles géogr. et large de 26, sa superficie est d'environ 292 milles carrés. Il reçoit les eaux de 70 rivières, dont la principale est le Volkhof qui établit une communication entre le lac Ilmen et le lac Ladoga. Ce dernier se décharge, par la Néva (*voy.*), dans le golfe de Finlande. Il contient une grande quantité de poissons, surtout des saumons. Ses bords sont fort sinueux ; il est parsemé de bas-fonds, de bancs de sable et d'écueils; les ouragans y sont fréquents. Afin d'en rendre la navigation moins dangereuse et d'y faciliter la pêche, Pierre-le-Grand fit commencer, en 1719, le canal du même nom (*voy.* T. IV, p. 600). Ce canal, achevé en 1732 et perfectionné encore depuis, s'étend depuis Schlüsselbourg jusqu'au Nouveau-Ladoga, en côtoyant le lac dans une longueur de 104 verstes (26 lieues); il contribue à établir la communication entre la mer Baltique et la mer Caspienne.

La ville de *Nouveau-Ladoga* s'est élevée sur les bords du lac par les soins du même empereur. Son nom la distingue du *Vieux-Ladoga*, en russe *Staroïé Gorodichtché*, qui est l'*Aldeïoborg* des vieilles chroniques scandinaves. Ce dernier nom paraît venir d'*Aldoga* qui ne serait qu'une transposition de *Ladoga*. S.

LADY, *voy.* Lord.

LÆNDLER, *voy.* Valse.

LÆNSBERG (Mathieu), *voy.* Almanach. D'après une tradition conservée dans la famille Bourguignon, qui avait succédé aux Streel, premiers imprimeurs de cet almanach, Mathieu Lænsberg aurait été un chanoine de Saint-Barthélemy, à Liége, vers la fin du XVI^e^ siècle ou au commencement du XVII^e^. Un portrait représentait en effet un chanoine de cette église *lorgnant l'histoire du beau temps*, suivant l'expression de Gresset; mais les initiales inscrites sur ce tableau ne sont pas celles du nom de Mathieu Lænsberg, qui ne se retrouve pas non plus sur la liste des chanoines : ce qui a fait penser que l'ecclésiastique figuré dans ce portrait serait bien l'auteur des premiers almanachs de Liége auxquels on aurait donné le nom d'un auteur imaginaire. Quoi qu'il en soit, le plus ancien almanach liégeois qu'on ait découvert est de l'année 1636. Z.

LAERTE, *voy.* Ulysse.

LÆTARE, nom que l'on donne quelquefois au 4^e^ dimanche du carême qui précède celui de la *Passion* (*voy.*). Ce nom lui vient de ce que l'introït (*voy.* Messe) que l'église catholique chante ce jour-là, commence par ce mot emprunté à Ésaïe, LXVI, 10. L. L.

LA FARE, nom d'une famille dont l'illustration remonte au XI^e^ siècle, et dans laquelle deux personnages méritent principalement d'être distingués.

Charles-Auguste, marquis de La Fare, né en 1644, à Valgorge, dans le Vivarais, était, dès l'âge de dix-huit ans, mestre-de-camp au régiment de Languedoc. Il suivit le comte de Coligny en Allemagne, et revint en France en 1665. Guidon dans la compagnie des gendarmes du Dauphin, il servit sous le prince de Condé et le maréchal de Turenne, et sut conquérir l'estime et l'amitié de ces deux grands hommes. Mais sa valeur et ses services ne suffirent pas pour le protéger contre la malveillance de Louvois, irrité de trouver en lui un rival auprès de la maréchale de Rochefort. Convaincu de l'inutilité d'une lutte avec ce favori hautain et vindicatif, La Fare se défit de sa charge de guidon, qu'il vendit, en 1697, au jeune marquis de Sévigné.

Il partagea alors ses loisirs entre l'amour et le jeu. La charmante M^me^ de La Sablière lui inspira une vive passion, qui cependant fut de courte durée, et dont son goût pour *la bassette*, jeu alors en vogue, prit trop tôt la place. Marié en 1684, veuf en 1691, il passa plus de 20 ans au sein de cette élégante indolence épicurienne dont, au Temple, le grand-prieur et son frère, le duc de Vendôme, étaient les patrons, et dont Chaulieu était l'apôtre et le poëte. La liaison intime qui s'établit entre ce dernier et le marquis de La Fare fit du militaire homme de cour, un émule de l'abbé bel-esprit. A plus de 50 ans, La Fare devint poëte à la suite de Chaulieu (*voy.*), et leurs œuvres, toujours publiées ensemble, sont devenues

inséparables comme leurs noms. Quoique Chaulieu, par l'abandon assez gracieux de son style, l'emporte sur La Fare, tous deux sont de médiocres écrivains. Les vers de La Fare sont négligés comme ceux de Chaulieu, mais remplis d'une douce insouciance et d'une aimable gaîté. Il a dit lui-même :

Vers aisés, par qui je m'assure
Moins de gloire que de plaisir,
Coulez, enfants de ma paresse.
Mais si d'abord on vous caresse,
Refusez-vous à ce bonheur;
Dites qu'échappés de ma veine
Par hasard, sans force et sans peine,
Vous méritez peu cet honneur.

Un titre littéraire plus réel de La Fare, ce sont ses *Mémoires et réflexions sur les principaux événements du règne de Louis XIV*, qui parurent pour la première fois à Rotterdam, en 1715, petit in-8°, et qui ont été plusieurs fois réimprimés depuis. Il était mort, en 1712, avant leur publication. Ses poésies, comme nous l'avons dit, sont ordinairement imprimées avec celles de Chaulieu. Saint-Marc en a donné une édition séparée en 1755, petit in-12, dans laquelle il relève le jugement que Voltaire porte de La Fare dans le *Temple du Goût*. La Fare a encore fait quelques traductions et un opéra, *Penthée*, dont le duc d'Orléans avait eu partie composé la musique. Il laissa un fils qui devint maréchal de France, et un autre évêque de Laon.

Anne-Louis-Henri, cardinal de La Fare, était fils du maréchal; il naquit le 8 septembre 1752, auprès de Luçon. Après avoir fait, à Paris, de brillantes études, il entra dans les ordres sacrés. Vicaire général du diocèse de Dijon, en 1778, il fut élu, en 1784, général du clergé des États de Bourgogne et chef de l'administration de la province; la manière dont il remplit cette éminente fonction lui mérita l'estime générale. Successivement évêque de Nancy, membre de l'assemblée des notables, député du clergé aux États-Généraux, ce fut lui qui, le 5 mai 1789, prononça, à la messe du Saint-Esprit, la harangue d'ouverture. Pendant toute la session de l'Assemblée constituante, il fit partie de la minorité qui siégeait au côté droit. Dans la séance du 12 février 1790, il émit et soutint avec véhémence la proposition de déclarer le culte catholique religion de l'état; plus tard, il s'opposa, avec la même énergie, à la mise en vente des biens du clergé, à la sécularisation des communautés religieuses et à l'émancipation civile et politique des Israélites. Menacé et inquiété de toutes parts pour ses opinions et pour ses votes, il quitta l'assemblée, au commencement de 1791, et se réfugia à Trèves, auprès de l'archevêque, son métropolitain. Après la chute du trône, il se rendit à Vienne, où il devint l'intermédiaire de la correspondance des princes français entre eux et avec toutes les puissances européennes. Ce fut lui qui reçut, dans cette ville, au nom de Louis XVIII, la fille de Louis XVI, et qui négocia son mariage avec le duc d'Angoulême.

Rentré en France en 1814, il fut d'abord nommé membre de la commission chargée de donner une nouvelle organisation au clergé, et, le 19 décembre, il fut fait aumônier de la duchesse d'Angoulême. Archevêque de Sens, en 1817, il reçut successivement les titres de pair de France, de ministre d'état et de commandeur des ordres du roi. Le pape Pie VII lui ayant donné, en 1823, le chapeau de cardinal, il assista à Rome aux deux conclaves où furent élus les papes Léon XII et Pie VIII, et il y exerça une haute et honorable influence. Au mois de juin 1825, ce fut lui qui, par le choix de Charles X, prononça à Reims le discours religieux dans la cérémonie du sacre de ce prince.

Le cardinal de La Fare mourut à Paris, en décembre 1829, laissant une fortune très considérable, dont héritèrent ses neveux, fils de Gabriel-Joseph-Marie-Henri, comte de La Fare-Vénéjan, son frère aîné, brigadier des armées du roi, mort en 1786, à l'âge de 37 ans. Celui-ci avait, dit-on, un talent pour la poésie supérieur à celui de son grand-père; mais aucune de ses compositions n'a été mise au jour. P. A. V.

LA FAYETTE (Marie-Madeleine Pioche de Lavergne, comtesse de), une des femmes les plus distinguées du XVII^e^ siècle, naquit en 1633. Son père, Aymar de Lavergne, était maréchal-de-camp et gouverneur du Havre. Homme ins-

truit et spirituel, il dirigea lui-même l'éducation de sa fille, à laquelle Ménage et le P. Rapin enseignèrent la langue latine. Elle fit dans cette étude des progrès surprenants. Admise aux réunions littéraires de l'hôtel de Rambouillet, à son entrée dans le monde, la sûreté de son jugement la mit en garde contre l'influence du faux esprit qui régnait au sein de cette coterie. En 1655, M^lle de Lavergne épousa le comte de La Fayette, qu'elle perdit de bonne heure, et elle en eut deux fils, dont l'un fut militaire et l'autre ecclésiastique; c'est à peu près tout ce qu'on sait de cette union. Ségrais, secrétaire de M^lle de Montpensier, ayant encouru la disgrâce de cette princesse, dont il désapprouvait la passion pour Lauzun (*voy.* ces noms), M^me de La Fayette le recueillit dans sa maison. Consulté par elle sur la composition de ses deux romans de *Zaïde* et *la Princesse de Clèves*, il eut part à la disposition du plan de l'un et de l'autre; mais, quoique M^me de La Fayette les eût fait paraître sous le nom de Ségrais, il déclara hautement que ces deux ouvrages n'avaient qu'elle pour auteur, et son témoignage à cet égard était confirmé par celui du savant Huet (*voy.*), évêque d'Avranches. On sait que celui-ci publia, comme discours préliminaire de Zaïde, son *Traité de l'origine des romans*, et M^me de La Fayette lui disait à cette occasion : « Nous avons marié nos enfants ensemble. »

Douée d'un cœur aussi excellent que son esprit, la comtesse de La Fayette préféra toujours les jouissances de l'amitié à celles de l'amour-propre. La liaison de cette nature qu'elle forma avec le duc de La Rochefoucauld (*voy.*), l'auteur des *Maximes*, fut la grande affaire de sa vie. Leur intimité dura 25 ans, et la mort seule put y mettre un terme. M^me de La Fayette disait de La Rochefoucauld : « Il m'a donné de l'esprit, mais j'ai réformé son cœur. » M^me de Sévigné, que son penchant à un peu de malignité ne porta jamais à médire de cette liaison, et qui fut toujours pour l'auteur de *Zaïde* une amie aussi sincère que dévouée, disait de celle-ci, après la mort de La Rochefoucauld : « Ils étaient nécessaires l'un à l'autre; tout se consolera, hormis elle. » En effet, elle ne fit plus que languir jusqu'à sa mort, arrivée, dix ans après, au mois de juin 1693. Depuis longtemps elle s'était vouée, sous la direction de l'abbé Duquet, célèbre janséniste, aux pratiques les plus austères de la religion.

La comtesse de La Fayette est la première qui, en France, ait traité avec succès le genre du roman fondé sur le développement de la passion ; et, à cet égard, *la Princesse de Clèves* (Paris, 1678, 4 parties in-12; souvent réimprimée depuis) est un chef-d'œuvre (*voy.* FEMME, T. X, p. 612 et *littérature* FRANÇAISE, T. XI, p. 479), où, au sentiment de La Harpe, « jamais l'amour combattu par le devoir n'a été peint avec plus de délicatesse. » Le roman de *Zaïde* (Paris, 1679-71, 2 vol. in-8°; souvent réimprimé), moins parfait, offre pourtant une action attachante, fondée sur la donnée la plus ingénieuse. Les autres compositions du même auteur présentent les mêmes qualités, quoique à un degré inférieur. En voici les titres : *la Comtesse de Tende*; *la Princesse de Montpensier*; *Histoire de Henriette d'Angleterre* (roman historique, Amst., 1720, in-8°); *Mémoires de la cour de France, pour les années* 1688 *et* 1689 (Amst., 1731, in-12; souvent réimprimés). P. A. V.

LA FAYETTE (MARIE-JEAN-PAUL-ROCH-YVES-GILBERT MOTIER, marquis DE) naquit, le 6 septembre 1757, au château de Chavagnac, en Auvergne (Haute-Loire). Ce nom, qu'il devait rendre si populaire parmi les contemporains, n'était pas sans illustration dans le passé. Au XV^e siècle, Gilbert Motier de La Fayette, mort en 1464, maréchal de France, gagnait, contre les Anglais, la bataille de Beaugé et figurait au sacre de Charles VII. Lors du siége de Marseille, en 1524, un La Fayette coulait bas trois bâtiments au commandant de l'escadre espagnole, Hugues de Moncade. Au XVII^e siècle, les femmes prêtaient à ce nom une célébrité d'un autre genre, en le rattachant aux platoniques amours de Louis XIII* et

(*) Par LOUISE Motier de La Fayette, fille d'honneur de la reine Anne d'Autriche, dont la beauté, la modestie et la douceur attirèrent l'attention du roi Louis XIII (*voy.*). Elle reçut avec discrétion les épanchements du cœur de ce monarque. Richelieu chercha inutilement à

aux gloires littéraires de Louis XIV (*voy.* l'art. précédent).

L'éducation du jeune La Fayette, commencée en Auvergne, s'acheva dans la capitale, au collége du Plessis. La mort de son père, tué à la bataille de Minden, avait précédé de peu sa naissance; celle de sa mère suivit de près son séjour à Paris. Héritier, par cette dernière, d'une fortune considérable, que son mariage (11 avril 1774) avec M^lle^ de Noailles, fille du duc d'Ayen, vint encore accroître, allié à des familles puissantes, La Fayette pouvait, à 16 ans, prétendre aux plus hautes faveurs de la cour, et déjà on lui avait ménagé une place auprès de Monsieur, comte de Provence; mais son humeur indépendante répugnait à ces arrangements. Au rebours des courtisans, il se donna beaucoup de mal pour déplaire : il y réussit, et resta maître de suivre son inclination pour l'état militaire. Une passion irrésistible devait décider de toute sa vie : « L'enthousiasme de la religion, l'entraînement de l'amour, la conviction de la géométrie, » c'est ainsi qu'il définissait lui-même son amour pour la liberté*. La France n'était pas encore mûre pour de pareilles idées; mais l'Amérique du Nord offrait alors au jeune enthousiaste un théâtre favorable pour y essayer sa vocation. Déjà, treize colonies avaient pris les armes et s'étaient constituées en république fédérative. Washington (*voy.*) venait de recevoir une dictature qui devait sauver la cause américaine, compromise par de récentes défaites, et Franklin s'efforçait d'obtenir de Louis XVI des secours indispensables au succès de la lutte. L'opinion se prononçait vivement en faveur des *insurgents*, comme on les appelait alors; mais la cour de France leur refusait tout appui direct. La Fayette se trouvait en garnison à Metz, lorsque les premières nouvelles de l'insurrection américaine y furent apportées par le duc de Glocester, frère du roi d'Angleterre. « Aussitôt, dit-il, mon cœur fut enrôlé, et je ne songeai plus qu'à rejoindre mes drapeaux. »

En effet, au retour d'un voyage en Angleterre, il se mit en relation avec un agent américain, équipa un bâtiment à ses frais, et, malgré l'opposition de sa famille et la défense formelle de la cour, malgré la douleur de sa femme, enceinte de leur premier enfant, il parvint, à travers mille obstacles, à Georgestown, en Caroline, dans l'été de 1777. Il n'avait alors que 20 ans. Pour éviter d'être confondu avec la foule d'aventuriers de tous pays, qui venaient offrir leurs services au congrès, La Fayette, en arrivant à Philadelphie, lui fit présenter le billet suivant : « D'après mes sacrifices, j'ai le droit d'exiger deux grâces : l'une est de servir à mes dépens, l'autre est de commencer à servir comme volontaire. » Le congrès, par une résolution très flatteuse, en date du 31 juillet, le nomma major général dans l'armée américaine. Washington se trouvait alors près de Philadelphie avec ses troupes. Ce fut là que La Fayette le vit pour la première fois, et que se forma entre eux cette amitié qui ne devait finir qu'avec leur vie. « Washington, dit M. Guizot, dans le bel *Essai* qu'il lui a consacré, portait à M. de La Fayette une amitié vraiment paternelle, la plus tendre peut-être dont sa vie offre la trace. A part les services rendus, l'estime personnelle, l'attrait du caractère, le dévouement enthousiaste que celui-ci lui témoignait, ce jeune gentilhomme élégant, chevaleresque, qui s'était échappé de la cour de Versailles pour apporter aux planteurs d'Amérique son épée et sa fortune, plaisait singulièrement au grave général américain. »

La première affaire à laquelle La Fayette prit part fut celle de Brandywine (11 septembre), où il eut la jambe traversée d'une balle, tandis qu'il s'efforçait de ral-

la mettre dans ses intérêts. Craignant peut-être que le tendre attachement qu'elle avait pour le roi ne se changeât en amour, elle se renferma, en 1637, chez les religieuses de la Visitation et prit le nom de *sœur Angélique*. Le roi lui continua ses visites; cependant elle lui conseilla, dit-on, de retourner à la reine, et le fruit de cette réconciliation fut la naissance de Louis XIV, après 22 ans d'un mariage stérile. Mme de La Fayette mourut, en 1665, au couvent de Chaillot, qu'elle avait fondé. Mme de Genlis a publié un roman historique sur cette pieuse et sage favorite.

(*) Lettre au bailli de Ploen, dans les *Mémoires, Correspondance et manuscrits du général La Fayette*, publiés par sa famille, 1836-37, 6 vol. in-8°, que nous avons principalement suivis dans cette notice.

lier les troupes. Pendant six semaines qu'il souffrit de sa blessure, et plus encore de son inaction, il rêva des diversions contre l'Angleterre au Canada, dans les Florides, aux Antilles et aux Indes-Orientales, projets favoris qu'il caressa longtemps, et au sujet desquels il correspondait avec les ministres de France. A peine rétabli, il contribua au succès remporté à Glocester, et prit le commandement de la division de Virginie. Au commencement de 1778, il fut envoyé dans le Canada, avec le titre de général de l'armée du Nord; mais cette opération mal combinée échoua « faute d'hommes, de temps et d'argent. » La retraite de Barren-Hill, louée par Washington, le combat de Monmouth, où La Fayette commandait l'avant-garde, le rembarquement du corps de Sullivan, quand l'attaque combinée contre Rhode-Island eut manqué par la retraite de l'escadre du comte d'Estaing (*voy.*), tels furent les principaux événements auxquels le jeune officier prit part dans cette campagne, où il eut à défendre l'honneur français contre les commentaires malveillants des Américains et contre la hauteur des commissaires anglais. Il envoya à l'un d'eux, lord Carlisle, un cartel chevaleresque, que celui-ci refusa. A cette époque (octobre 1778), des bruits de guerre entre la France et l'Angleterre ayant pris de la consistance, La Fayette écrivit au congrès que « tant qu'il s'était cru libre, il avait soutenu la cause sous les drapeaux américains; que, son pays étant en guerre, il lui devait un hommage de ses services; qu'il espérait revenir, et que partout il porterait son zèle pour les États-Unis. » Le congrès répondit par l'offre d'un congé illimité, le don d'une épée, qui lui fut remise à Paris, au nom du peuple américain, et une lettre pour Louis XVI, ainsi conçue : « Nous recommandons ce noble jeune homme à l'attention de V. M., parce que nous l'avons vu sage dans le conseil, brave sur le champ de bataille, patient au milieu des fatigues de la guerre. »

Son départ avait eu de l'éclat : son retour (février 1779) en eut bien plus encore. Tous les écrits du temps en déposent, et lui-même en a rendu compte en ces termes : « En passant à la cour, qui ne m'avait encore écrit que des lettres de cachet, M. de Poix me présenta aux ministres. Je fus interrogé, complimenté et exilé.... à l'hôtel de Noailles. Quelques jours après, j'écrivis au roi pour reconnaître *ma faute*. J'en reçus une légère réprimande... et le régiment Royal-Dragons. Consulté par tous les ministres, et, ce qui vaut mieux, embrassé par toutes les femmes, j'eus à Versailles la faveur, à Paris la célébrité. » Mais au milieu de ces ovations, il pensait toujours à l'Amérique, dont l'indépendance venait enfin d'être officiellement reconnue par la France. Il calculait ce qu'aurait rapporté aux États-Unis le prix de chaque fête dont il était le héros, et, comme le disait le vieux ministre Maurepas, « pour remonter l'armée américaine, il eût volontiers démeublé Versailles. »

On avait d'abord songé à une expédition sur les côtes d'Angleterre, pour y lever des contributions destinées à fournir aux Américains l'argent qu'on ne pouvait tirer du trésor de France. Paul Jones (*voy.*) devait y commander la marine; le maréchal de Vaux, les troupes de terre; et une division était réservée à La Fayette; mais ce projet ayant dégénéré en une simple croisière, La Fayette s'abstint d'y prendre part. Enfin, il obtint du cabinet de Versailles un corps auxiliaire de 4,000 hommes, commandé par le comte de Rochambeau (*voy.*), qu'il précéda lui-même aux États-Unis, au commencement de 1780.

L'Amérique, trois ans auparavant, l'avait reçu avec joie : elle l'accueillit cette fois avec reconnaissance. On lui confia la défense de la Virginie, menacée par Arnold et Cornwallis (*voy.* ces noms), poste important, auquel était attaché le sort de tout le midi de l'Union. Remonter le matériel et le moral de sa petite armée, éviter une bataille, former des jonctions, garantir les magasins et, après une suite de manœuvres et d'actions partielles, enfermer Cornwallis et ses troupes dans une position calculée d'avance, telle fut la tâche peu brillante, mais difficile, dont La Fayette s'acquitta avec une prudence et une habileté des plus honorables pour un général de 24 ans *. Tandis que le comte

(*) La Fayette parlant depuis avec Bonaparte

de Grasse (*voy.*), venu des îles, bloque les Anglais par mer, La Fayette leur ferme le passage du côté de Glocester et de Williamsbourg, et donne le temps à Washington d'amener de New-York les corps de Lincoln et de Rochambeau. C'est alors que Cornwallis, acculé dans Yorktown, est forcé de capituler après deux assauts conduits par La Fayette et Vioménil (17 octobre 1781). Cette campagne décida du sort de la guerre. *Voy.* États-Unis, T. X, p. 159-160.

Lors du départ de La Fayette pour la France, le congrès, par une faveur toute spéciale, décida que les ministres et agents américains, dans toute l'Europe, seraient tenus de s'entendre avec lui. Il se montra digne de cette confiance. A peine de retour, il se rendit à Madrid, où il enleva, pour ainsi dire, les délibérations de ce cabinet formaliste, et obtint, pour les États-Unis, un traité de commerce, qui fut bientôt converti en déclaration de guerre contre l'Angleterre. Il était même sur le point de s'embarquer à Cadix, avec 8,000 hommes qu'il avait amenés de Brest pour une grande expédition combinée par les deux nations contre les possessions anglaises (*voy.* Estaing et Dumas), lorsqu'on apprit que les commissaires américains venaient de signer la paix à Paris. Dès lors, son troisième voyage en Amérique (1784-85) fut donné tout entier aux joies du triomphe et aux témoignages de reconnaissance du peuple qui saluait en lui l'un de ses libérateurs.

Cependant, au moment même où l'Amérique venait de clore sa révolution, la France préludait à la sienne. La Fayette avait dit dans un discours au congrès, imprimé partout, excepté dans la *Gazette de France* : « Puisse cette révolution servir de leçon aux oppresseurs, et d'exemple aux opprimés ! » Il écrivait des États-Unis : « J'ai toujours pensé qu'un roi était un être au moins inutile; il fait d'ici une bien plus triste figure. » Son républicanisme, passant à la faveur de son existence américaine, n'avait d'abord paru qu'un peu étrange; mais à mesure qu'il eut à se prononcer sur les actes du gouvernement français, on le jugea plus sérieusement. Déjà, en effet, son nom se trouvait mêlé à chacune des protestations qui s'élevaient de toutes parts contre les abus. Réclamations pour faire rendre l'état civil aux protestants, suppression de la gabelle, réforme de la procédure criminelle, surtout plaintes énergiques contre la dilapidation des deniers publics et contre les marchés par lesquels, sous prétexte d'échanges, des millions avaient été prodigués aux princes et aux favoris, tels furent les principaux griefs dont il se rendit l'organe, soit individuellement, soit à l'Assemblée des notables (1787). Ce fut alors, qu'à la fin d'une opinion sur le déficit, il exprima le vœu de la convocation d'une assemblée nationale. « Quoi! monsieur, dit le comte d'Artois, vous demandez la convocation des États-Généraux? — Oui, monseigneur, et même *mieux que cela!* » répondit-il. La cour, qui reculait devant cette mesure, tâcha de l'éluder par l'organisation des assemblées provinciales. La Fayette porta dans celle d'Auvergne la même indépendance. Mais bientôt ce vœu, qui avait paru si hardi dans sa bouche deux ans auparavant, fut répété par tout un peuple. Il fallut convoquer les États-Généraux, qui ne tardèrent pas à devenir l'Assemblée constituante (1789).

La Fayette y fut député par la noblesse d'Auvergne. Il y parla pour la première fois le 8 août, à l'appui de la célèbre motion de Mirabeau pour l'éloignement des troupes. Le 11, il présenta un projet de *Déclaration des droits*, qui servit de base à celui qu'on adopta plus tard (*voy.* Droits de l'homme). Le 13, il fit déclarer les ministres responsables des événements actuels et de leurs suites. Vice-président de l'Assemblée en permanence pendant les nuits terribles des 13 et 14 juillet, il se rendit à Paris, le lendemain de la prise de la Bastille, à la tête d'une députation de 60 membres, et félicita les citoyens « de la liberté qu'ils avaient conquise par leur courage, de la paix et du bonheur dont ils seraient redevables à la justice d'un monarque bienfaisant et détrompé. » Dès le 13, une

de la guerre d'Amérique, disait avec une modestie, concevable en présence d'un pareil interlocuteur : « Ce furent des rencontres de patrouilles qui décidèrent des plus grands intérêts de l'univers. »

garde bourgeoise s'était organisée; il lui fallait un chef. Le 15 au matin, Moreau de Saint-Méry, président des électeurs, montra de la main le buste de La Fayette, donné par l'état de Virginie à la ville de Paris, et placé dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville. Il fut proclamé au milieu d'acclamations unanimes. Le 26, le nouveau commandant des milices citoyennes, auxquelles il donna le nom de *garde nationale* (*voy.* l'art.), joignant l'ancienne couleur française aux couleurs de la ville, que la révolution venait d'adopter, présenta aux électeurs assemblés la cocarde tricolore, en leur disant : « Cette cocarde fera le tour du monde! »

Ce commandement marquait pour La Fayette l'ouverture d'une carrière nouvelle. Après avoir défendu la liberté, il allait avoir l'ordre à défendre. Fort de sa popularité, il assumait une tâche peut-être au-dessus des forces d'un homme, celle de contenir une immense population exaltée jusqu'à l'enivrement, remuée jusqu'à la lie. Il s'y dévoua courageusement, arracha des victimes à la fureur populaire, et arrêta les assassins de sa propre main. Mais il ne fut pas toujours aussi heureux. Dès l'abord, Berthier et Foulon, massacrés sous ses yeux, lui firent sentir que son pouvoir sur la multitude avait des bornes. Il était réservé à bien d'autres épreuves. Plus d'une fois, navré de douleur, abreuvé de dégoûts, il voulut donner sa démission, et ne consentit à la retirer que sur des promesses d'obéissance sans cesse violées.

Les soupçons mutuels du peuple et du roi, exploités par des intrigants monarchiques ou démagogues, amenèrent les journées des 5 et 6 octobre. Le premier jour, La Fayette, après avoir résisté, jusqu'à 4 heures, à la foule qui voulait l'entraîner à Versailles avec la garde nationale, fut forcé de suivre le mouvement pour le modérer. On connaît les détails de cette nuit malheureuse : on sait comment il pourvut à la défense des postes extérieurs, les seuls qui lui furent confiés; comment, après avoir pris toutes les mesures d'ordre possibles en pareille circonstance, il se jeta sur un lit au point du jour pour jouir de quelques instants de repos. Tout à coup l'alarme est donnée : des misérables ont fait irruption dans le château ; deux gardes ont été tués, les appartements de la reine envahis. La Fayette accourt, sauve en passant un groupe de gardes-du-corps, confie aux gardes nationaux qu'il rencontre dans les appartements le salut de la famille royale, et la trouve réunie dans la chambre du roi. Au-dessous s'agitait une populace furieuse, mal contenue par une haie de gardes nationaux qui garnissait les trois côtés de la cour. Ne pouvant se faire entendre, La Fayette entraîne la reine sur le balcon et lui baise la main; puis, saisissant un garde-du-corps, il l'embrasse et lui donne sa cocarde. Aussitôt la foule crie : Vive le général! vive la reine! vivent les gardes-du-corps! L'annonce du départ immédiat de la cour pour Paris achève de la désarmer, et cette masse de 60,000 personnes, tumultueuse encore, mais non plus agressive, s'écoule lentement dans la même direction. Pendant cette pénible marche, La Fayette se tint constamment à la portière du roi, et le conduisit de l'Hôtel-de-Ville aux Tuileries. C'est alors que madame Adélaïde, se jetant dans ses bras, lui dit : « Général, vous nous avez sauvés*! » A la suite de cet événement, La Fayette profita de son influence pour éloigner le duc d'Orléans, soupçonné de n'y être pas étranger. Après une conversation « très résignée d'une part et très impérieuse de l'autre », le prince partit pour Londres.

Absorbé par les soins de son commandement, La Fayette n'avait pu prendre qu'une part très secondaire aux travaux de l'Assemblée constituante. Cependant il demanda des garanties pour les accusés, le jury anglais et américain, appuya l'abolition des titres de noblesse, vota pour deux chambres électives et pour le *veto* suspensif. Dans la fameuse discussion sur le droit de paix et de guerre, il embrassa, comme Mirabeau, l'opinion la plus favorable au pouvoir exécutif. Il se prononça contre la constitution civile du clergé, et proposa de laisser chaque culte s'entretenir lui-même, comme aux États-

(*) On peut voir sur ces journées les *Mémoires* du comte Mathieu Dumas, t. Ier, p. 451 et suiv.

Unis. Ce fut en février 1790, dans un débat sur les troubles des provinces, qu'il prononça ces paroles, souvent citées d'une manière inexacte: « L'ordre ancien n'était que servitude, et, *dans ce cas, l'insurrection est le plus saint des devoirs.* »

A la fête de la Fédération (*voy.*), il proclama le premier, en qualité de major général, la formule du serment que des milliers de voix répétèrent après lui. Ce moment peut passer pour l'apogée de sa popularité, qui commença dès lors à décliner. La fuite de Varennes lui porta une première atteinte. Pour apaiser les soupçons qui lui revenaient de toutes parts, il avait cru pouvoir répondre *sur sa tête* que le roi ne quitterait pas Paris. Aussi, à la première nouvelle de son départ, la fureur du peuple fut extrême contre La Fayette. Danton s'écria au club des Jacobins : « Il nous faut la personne du roi, ou la tête du commandant général ! » et la surprise de la reine, quand l'aide-de-camp porteur des ordres de l'assemblée lui apprit que La Fayette existait encore à la tête de la garde nationale, dit assez quel sort lui était réservé, si le roi n'avait pas été arrêté. Après cette arrestation, ce fut la garde sous les ordres du commandant général qui dut désormais veiller à la sûreté de l'infortuné monarque, et répondre de sa personne. La Fayette donnait le mot d'ordre, et, malgré les égards par lesquels il essayait de tempérer une consigne rigoureuse, il cessa dès lors de rendre à Louis XVI les honneurs royaux. Néanmoins, il était encore du nombre de ceux qui étaient d'avis de le conserver sur le trône. Le 15 juillet 1791, il appuya un discours éloquent de Barnave dans ce sens, et, le 17, quand des attroupements séditieux se portèrent au Champ-de-Mars pour demander la déchéance du roi, il s'y présenta aux côtés de Bailly (*voy.*), avec le drapeau rouge, et, après les sommations légales, il fit tirer sur les mutins, action courageuse qui coûta à l'un la vie, à l'autre sa popularité.

Après la discussion de l'acte constitutionnel, à laquelle il prit part, et son adoption par le roi, La Fayette proposa un projet d'amnistie qui fut agréé, fit ses adieux à la garde nationale, remit ses pouvoirs à la commune et se retira en Auvergne (octobre 1791). On ne tarda pas à l'en tirer pour le mettre à la tête de l'une des trois armées dont la création suivit les premières démonstrations hostiles de la coalition de Pilnitz. La Fayette eut le commandement de l'armée du Nord, placée depuis Philippeville jusqu'aux lignes de Wissembourg. Il réussit à établir la discipline parmi les troupes, travaillées en sens divers par les menées jacobines ou royalistes. Dumouriez (*voy.*), l'âme du nouveau ministère girondin, venait de faire prévaloir sur le système défensif suivi jusqu'à ce jour son plan qui consistait en une rapide invasion de la Belgique. Un triple mouvement fut combiné dans ce but. La Fayette devait y concourir en se portant rapidement de Metz sur Namur; mais il apprit, au moment où il arrivait à Bouvines, que les deux corps de Dillon et de Biron venaient d'être battus, et il crut devoir opérer sa retraite. Rochambeau ayant donné sa démission, il ne resta plus que deux commandements généraux, ceux de Luckner et de La Fayette. Ce dernier avait constamment l'œil sur Paris, plus peut-être qu'il ne convenait à un général en présence de l'ennemi. L'influence toujours croissante des Jacobins l'inquiétait : aussi, dans une lettre datée du camp de Maubeuge, 16 juin 1792, il osa les dénoncer à l'assemblée, demander la fin du règne des clubs, l'indépendance et l'affermissement du trône constitutionnel. Cette lettre d'un jeune général à la tête de son armée parut à quelques membres une démarche à la Cromwell : elle souleva de vifs débats. La Gironde, qui dirigeait alors le mouvement, feignit de ne pas croire que La Fayette en fût l'auteur, et en renvoya l'examen à un comité ; mais 75 départements y adhérèrent. Les choses en étaient là, lorsque La Fayette apprit les outrages commis, le 20 juin, envers le chef constitutionnel de l'état. Alors il quitte brusquement son armée, et, seul avec un aide-de-camp, il paraît, le 28 juin, à la barre de l'assemblée, revendique hautement la lettre dont il est l'auteur, et renouvelle ses demandes. Le côté droit applaudit, la gauche hésite; mais Guadet (*voy.*) prend la parole, et usant

d'un tour adroit, il se demande si les ennemis sont vaincus, si la patrie est délivrée, puisque le général La Fayette est à Paris. « Non, ajoute-t-il, la patrie n'est pas délivrée ! notre situation n'a pas changé, et cependant le général de l'une de nos armées est à Paris ! » Il termine en déclarant que La Fayette a manqué à la constitution en se faisant l'organe d'une armée légalement incapable de délibérer, et à la hiérarchie des pouvoirs militaires, en venant à Paris sans l'autorisation du ministre de la guerre. La pétition est renvoyée à une commission extraordinaire. Peu satisfait de ce résultat négatif, rebuté par la cour qui le reçoit avec une froideur marquée, l'ancien commandant de la garde nationale se tourne vers cette milice citoyenne qui lui fut longtemps dévouée; mais une revue sur laquelle il comptait est contremandée par l'influence du château. Il indique un rendez-vous chez lui aux compagnies d'élite qui passent pour les mieux disposées : il ne se présenta pas trente hommes. Ayant ainsi vainement tenté de rallier à la cause de la constitution et de la défense commune la cour et la garde nationale, se voyant délaissé par tous ceux qu'il venait secourir, La Fayette repartit pour son armée après avoir perdu le peu qui lui restait de popularité. Cette tentative fut le dernier signe de vie du parti constitutionnel.

Les départements assignés aux deux corps d'armée venaient d'être changés. La Fayette allait avoir la gauche de la frontière depuis la mer jusqu'à Montmédy. Dans ce mouvement, il devait passer à 20 lieues du château royal de Compiègne. Cette circonstance lui suggéra l'idée d'un plan qu'il soumit à la cour. Le roi devait s'y rendre, et, protégé par l'armée, se prononcer librement pour la constitution. Mais la cour se refusa opiniâtrément à avoir des obligations à La Fayette. Pour toute réponse, on lui donna le conseil « de bien remplir son métier de général; que c'était le vrai moyen de servir le roi. » C'en était fait de son influence; sa liberté, sa vie même ne tardèrent pas à être menacées. Dénoncé aux Jacobins par Robespierre, à l'assemblée par Collot d'Herbois, cette accusation fut écartée, le 8 août, par 446 voix contre 224 ; mais ses partisans furent insultés à la sortie de la séance, son effigie fut brûlée au Palais-Royal, et la médaille que lui avait votée la ville, trois ans auparavant, brisée, quelque temps après, par la main du bourreau, sur le réquisitoire de Danton.

A la nouvelle des événements du 10 août (*voy.*), La Fayette songea à former une espèce de congrès des départements qui avaient adhéré à sa lettre du 16 juin; mais cette tentative de fédéralisme (*voy.*) n'eut pas même de commencement d'exécution. Le seul département des Ardennes, dans lequel il se trouvait, se montra disposé à le seconder. D'accord avec lui, la municipalité de Sedan fit arrêter les commissaires qui venaient au nom de l'assemblée; la portion d'armée qui se trouvait au camp retranché sous cette ville prêta le serment constitutionnel; mais d'ailleurs tout manquait à la fois à La Fayette : de nouveaux commissaires arrivaient ; il était destitué; on allait le décréter d'accusation. Après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour le salut de son armée, il se décida à chercher un asile en pays neutre (19 août). Vingt et une personnes l'accompagnèrent. Tombés dans un poste autrichien, ils demandèrent en vain le passage : malgré leurs protestations, on les transféra à Namur, à Nivelle, puis à Luxembourg. La Fayette et trois autres membres de l'Assemblée constituante, Latour-Maubourg, A. Lameth et Bureaux de Puzy (*voy.* ces noms) furent envoyés à Wesel comme prisonniers d'état. Le premier repoussa avec le plus froid mépris les ouvertures qui lui furent faites, à diverses reprises, par les princes ennemis de la France; et comme le duc de Saxe lui faisait demander le trésor de l'armée qu'on supposait qu'il avait dû emporter : « Il paraît, dit-il, que son Altesse Royale n'y eût pas manqué à ma place. » Cette conduite n'était pas de nature à désarmer ses ennemis. Jeté successivement dans les cachots de Magdebourg, de Glatz, de Neiss, on le transporta enfin dans ceux d'Olmütz, en Moravie, lorsque le roi de Prusse fit sa paix avec la France. Désormais sous la garde de l'Autriche, La Fayette eut à souffrir ces traitements rigoureux si éloquemment dénoncés depuis par d'autres victimes.

Une tentative d'évasion concertée par MM. Huger et Bollmann, et qui fut sur le point de réussir, n'aboutit en définitive qu'à faire resserrer sa captivité. Mme de La Fayette, à peine échappée aux cachots de Robespierre où elle avait passé 15 mois, accourut avec ses filles réclamer une place à côté de son mari dans les prisons d'état de l'Autriche.

Cependant de toutes parts, en Europe, en Amérique, se manifestait un vif intérêt pour les prisonniers d'Olmütz. Le 16 décembre 1796, le général Fitz-Patrick fit à la chambre des Communes une motion tendant à supplier le roi d'Angleterre d'intercéder pour leur délivrance. Sheridan, Grey, Fox l'appuyèrent de leurs voix éloquentes. Pitt se retrancha dans la neutralité de la Grande-Bretagne, et la réponse invariable de l'Autriche à toutes les démarches faites dans le même but était « que la liberté de M. de La Fayette était incompatible avec la sûreté des gouvernements de l'Europe. » Pour triompher de ses refus obstinés, il ne fallut rien moins que la voix impérieuse du vainqueur de l'Italie, du rude négociateur de Campo-Formio. Encore a-t-on entendu dire à Bonaparte que, de tous les sacrifices qu'il avait demandés à l'Autriche, aucun ne lui avait coûté autant de peine à obtenir que la délivrance des prisonniers d'Olmütz *.

Ce fut le 19 septembre 1797 que La Fayette, après 5 années de captivité, fut rendu à la liberté, sous la condition expresse qu'il ne mettrait jamais les pieds sur le territoire autrichien. De son côté, le Directoire, qui avait chargé Bonaparte de stipuler sa délivrance, ne se souciait pas de le voir en France dans ce moment. Entre l'Océan dont les Anglais étaient maîtres, l'Empire qui lui était fermé, et le gouvernement français auquel il était suspect, il ne lui restait que la Hollande. Ce fut là qu'il s'établit, toujours attentif à ce qui se passait en France, épiant l'occasion de faire cesser une exclusion qui le blessait, et vivement préoccupé, sa correspondance l'atteste, de jouer un rôle dans les événements qui se préparaient. Mais la scène avait changé depuis 1789, ce que La Fayette était porté à oublier parfois : un nouvel acteur occupait le théâtre, et celui-là n'était pas d'humeur à le partager. La Fayette dut se contenter, après le 18 brumaire, de voir cesser son exil, d'obtenir un grade dans l'armée pour son fils Georges (*voy.* plus loin), la radiation sur la liste des émigrés de son nom et de celui des compagnons de sa fuite, enfin sa pension de retraite au *maximum* de son grade *.

Il eut avec le premier consul plusieurs entretiens où, comme on peut le croire, ils ne furent point d'accord sur la politique, mais dont le ton fut bienveillant de part et d'autre, et qu'il a racontés d'une manière fort piquante (*Mes rapports avec le premier consul*, t. V de ses *Mémoires*). Il est probable qu'il eût été nommé sénateur s'il l'avait voulu; mais il n'accepta que le titre de membre du conseil général de la Haute-Loire. Du reste, il vota publiquement contre le consulat à vie et contre l'empire. Retiré dans son château de Lagrange, en Brie (Seine-et-Marne), qui lui provenait de l'héritage de sa belle-mère, il s'y occupait d'exploitation agricole, sans perdre de vue les événements politiques. « Tout le monde, en France, disait Napoléon, est corrigé des idées extrêmes de liberté; il n'y a qu'un homme qui ne le soit pas, et cet homme, c'est La Fayette. Vous le voyez tranquille : eh bien ! s'il y avait une occasion de servir ses chimères, il reparaîtrait plus ardent que jamais. »

En 1814, il revit les Bourbons avec plaisir, « trouvant de meilleures chances, nous citons ses propres paroles, dans leur maladroite et pusillanime malveillance que dans la vigoureuse perversité de leurs antagonistes. » Par instinct, La Fayette n'aimait pas les gouvernements forts. Il se présenta chez Louis XVIII et chez Monsieur : ils lui firent un bon accueil, et, à la nouvelle du débarquement de Napoléon, La Fayette fit savoir au roi qu'il était prêt, lui et ses amis, à lui rendre

(*) Quand ils furent présentés au premier consul, après le 18 brumaire, il leur dit, en s'adressant particulièrement à La Fayette : « Je ne sais ce que diable vous leur aviez fait; mais ils ont eu bien de la peine à vous lâcher. »

(*) Sous la Restauration, La Fayette fut compris dans le milliard de l'indemnité pour 450,682 fr.

tous les services compatibles avec la liberté.

Lorsque Napoléon, vainqueur sans combattre, essaya de remonter l'esprit public en évoquant les souvenirs des premières années de la révolution, Joseph Bonaparte, qui avait toujours entretenu des relations amicales avec La Fayette, fut chargé de l'attirer à Paris, de lui offrir une place dans la Chambre des pairs et de tenter un rapprochement entre lui et le gouvernement impérial. Tout ce qu'il en obtint fut une adhésion avec réserves à l'Acte additionnel (*voy.*). Bientôt, élu représentant par le collége de Seine-et-Marne, et vice-président de l'assemblée, La Fayette prit une part des plus actives à l'opposition de cette Chambre, qui eut le tort de s'occuper de théories et de déclarations des droits quand l'ennemi était à nos portes, et de ne songer qu'à la liberté quand il fallait avant tout sauver l'indépendance. Le 21 juin, à la nouvelle du désastre de Waterloo (*voy.*), il prit la parole pour faire déclarer « que la chambre était en permanence, que toute tentative pour la dissoudre était un crime de haute trahison, et que quiconque s'en rendrait coupable serait regardé comme traître à la patrie et sur-le-champ jugé comme tel; enfin, que les ministres seraient invités à se rendre dans l'assemblée pour s'entendre avec elle sur toutes les mesures que la circonstance exigeait. » Napoléon, dont cette suite de résolutions entravait tous les actes, envoya, avec les ministres, son frère Lucien pour tâcher de conjurer l'orage. Celui-ci, dans son discours, accusa la France de légèreté envers ses souverains. « De quel droit, dit alors La Fayette, l'accuse-t-on d'avoir manqué de persévérance envers l'empereur Napoléon? C'est pour l'avoir suivi que nous regrettons le sang de trois millions de Français. » Dans un grand conseil tenu aux Tuileries, il fit une motion pour demander à l'empereur d'abdiquer. Cette motion n'ayant pas été adoptée, il lui fit dire le lendemain que, si l'on n'avait pas l'abdication, il proposerait la déchéance : Napoléon abdiqua en faveur de son fils.

Malgré le rôle qu'il avait joué dans cette circonstance, La Fayette ne fut nommé ni membre du gouvernement provisoire ni commandant de la garde nationale. On n'était pas fâché de l'éloigner *, et il fit partie des commissaires envoyés à Haguenau près des puissances alliées pour tâcher d'arrêter leur marche, mission qui fut sans résultat. De retour à Paris, il apprit la capitulation, la retraite de l'armée sur la Loire; et bientôt, cette Chambre, qui n'avait pas voulu se laisser dissoudre par Napoléon, se dispersa d'elle-même, après une inutile protestation, devant un poste de Prussiens qui vint s'installer aux portes du Corps législatif.

La Fayette se retira alors à Lagrange, où il continua de vivre dans la retraite jusqu'en 1817, époque à laquelle il fut porté, comme candidat à la députation, dans les collèges électoraux de Paris et de Melun. Les efforts du parti constitutionnel échouèrent cette fois devant la vive résistance du pouvoir; mais, l'année suivante, il fut nommé par le département de la Sarthe, et celui de Seine-et-Marne finit aussi par lui assurer la majorité des suffrages. Jusqu'en 1824, il continua de siéger à la Chambre comme député de l'arrondissement de Meaux. Il y prit souvent la parole dans le sens de l'opposition la plus avancée, et avec une faconde où la bonhomie n'excluait pas la malice, ni l'urbanité constante des formes la hardiesse des idées. Les principales discussions auxquelles il prit part furent : la proposition Barthélemy (*voy.*) tendant à modifier la législation électorale (22 mars 1819), le rappel des bannis (17 mai), le budget de la guerre (4 juin), le droit de pétition (2 mars 1820), la censure, la liberté individuelle (8 et 23 mars), les affaires étrangères (4 mai 1821), etc., etc. Dans le discours qu'il prononça dans cette dernière occasion, et que la chancellerie autrichienne jugea digne d'une réponse, attribuée à Gentz (*voy.*), on remarquait la phrase suivante : « La tyrannie de 93 ne fut pas plus une république que la Saint-Barthélemy ne fut une religion. » C'était surtout dans les questions qui se

(*) « J'avais lieu d'être mécontent, dit-il à ce sujet : j'aurais bien préféré rester *pour jeter en avant de bons principes de constitution.* » (*Mémoires*, t. V.)

rapportaient aux révolutions de France et d'Amérique, aux principes qu'elles avaient proclamés, aux institutions qu'elles avaient fondées, que La Fayette aimait à prendre la parole, et, quoique cette prédilection naturelle ait souvent servi de texte aux plaisanteries de ses ennemis, on ne peut nier qu'il n'y ait puisé plus d'une fois des leçons utiles et de nobles inspirations.

En 1821, il ne cacha pas ses sympathies pour les révolutions d'Espagne, de Portugal, de Naples, de Piémont, et l'on peut regretter qu'à la même époque, il ait paru vouloir substituer à l'opposition hardie, mais franche, de la tribune une complicité au moins morale dans des complots ténébreux et dans des tentatives imprudentes. La Fayette ne sut jamais rien refuser à ceux qui s'adressaient à lui au nom de la liberté *. On se servit au moins de son nom dans le complot militaire de 1821 (Nantil et consorts). « Il eût été possible, dit M. de Lacretelle (*Histoire de la Restauration*), d'arriver jusqu'à lui dans l'affaire Berton, » et il était en route pour Béfort lorsque la conspiration qui devait y éclater fut découverte.

Son mandat n'ayant pas été renouvelé aux élections de 1824, il profita de ce repos forcé pour réaliser le projet, dès longtemps conçu, de visiter encore une fois l'Amérique, théâtre de ses premiers succès. Ce voyage de plus d'une année (juillet 1824 à septembre 1825) ne fut qu'une longue suite d'ovations. Il parcourut successivement tous les États de l'Union, harangué par MM. Webster et Everett, entouré des John Adams, des Jefferson, des Madison, des Monroe; il fêta à Bunkers-Hill l'anniversaire d'un des premiers combats de la liberté, et rendit à Mount-Vernon un pieux hommage au tombeau du grand homme dont l'amitié avait été l'une des gloires de sa vie. Un acte de la munificence nationale vint couronner toutes ces manifestations individuelles : une somme de 200,000 dollars et des terres choisies parmi les plus fertiles de l'Union lui furent assignées en récompense des sacrifices qu'il avait faits autrefois pour elle, et qui, suivant le calcul présenté au sénat par M. Haynes, ne s'élevaient pas à moins de 700,000 fr.

En revenant en France, il trouva sur le trône un nouveau monarque, celui-là même qui disait de lui à M. de Ségur : « M. de La Fayette est un être complet, savez-vous? Je ne connais que deux hommes qui aient toujours professé les mêmes principes, c'est moi et M. de La Fayette : lui comme défenseur de la liberté, et moi comme roi de l'aristocratie. J'estime M. de La Fayette. » Le ministère Martignac (*voy.*), par sa modération et ses velléités libérales, retarda quelque temps la rupture entre le trône et la nation. La Fayette caractérisait ainsi sa marche : « Trois pas en avant, deux en arrière nous laissent le produit net de ce petit pas. » Vers la fin de la session de 1829, il avait entrepris, dans l'Auvergne et le Dauphiné, un voyage qui devint l'occasion de vives manifestations de l'esprit public, au moment où l'avénement du prince de Polignac et de ses collègues soulevait une répulsion presque universelle.

Le premier bruit des événements de juillet 1830 lui parvint à Lagrange. Le 27, il accourut se joindre aux députés, ses collègues; il déclara, le 28, à la réunion de midi, qu'il s'agissait d'une révolution, et que déjà son nom se trouvait placé, de son aveu, à la tête du mouvement; il réitéra les mêmes déclarations à la réunion du matin 29, chez M. Laffitte, et se rendit à l'Hôtel-de-Ville au moment où le Louvre et les Tuileries venaient de tomber au pouvoir du peuple. Porté par acclamation au commandement de la garde nationale, il publia immédiatement plusieurs ordres du jour et proclamations, dont l'une se terminait par ces mots : *La liberté triomphera, ou nous périrons ensemble!* Le 31, il répondit publiquement à M. de Sussy, porteur de la lettre qui annonçait un nouveau ministère, composé de MM. le duc de Mortemart, Casimir Périer, Gérard, et qui le

(*) Voici là-dessus sa profession de foi : « En 1812, un de mes amis m'ayant annoncé la visite de certains conspirateurs assez peu sûrs, que Carnot avait repoussés, je répondis qu'il ne m'était pas permis de décourager, pour ma sûreté personnelle, *un projet quelconque* en faveur de la liberté, tant ma conscience était timorée à cet égard. » (*Mémoires*, t. V, p. 302.)

confirmait lui-même dans son commandement, par ces mots décisifs : *Il n'est plus temps !* Le même jour, il reçut le lieutenant général à l'Hôtel-de-Ville et formula ainsi le programme de la révolution nouvelle : *Un trône populaire, entouré d'institutions républicaines;* programme contesté d'une part, comme l'a été de l'autre cette définition du nouvel état de choses encore attribuée à La Fayette : «Voilà la meilleure des républiques! » *Voy.* JUILLET (*révolution de*), T. XV, p. 524.

Le procès des ex-ministres (20-23 oct.) ayant réveillé les passions populaires encore mal éteintes, le nouveau commandant de la garde nationale retrouva, pour combattre l'émeute, l'énergie de ses beaux jours de 1789, et prouva que ce n'était pas en vain qu'il venait de faire inscrire cette devise : *Liberté, ordre public*, sur les drapeaux de la milice citoyenne. Mais il ne commandait qu'en vertu de l'ordonnance du 16 août 1830 qui s'appliquait à toutes les gardes nationales de France; et la Chambre des députés ayant, dans sa séance du 4 décembre, adopté un article de loi qui supprimait tout commandement général, il crut devoir donner immédiatement sa démission. Cette circonstance, jointe à la marche du gouvernement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, marche que La Fayette jugeait contraire aux intérêts de la France et à des promesses dont il se regardait personnellement comme le garant *, amenèrent entre lui et le pouvoir un refroidissement sensible. Le ministère Périer (*voy.*), qui érigea cette marche en système, lui paraissait, malgré les liens d'alliance et d'amitié qui l'unissaient à son chef, suivre une mauvaise route, et il manifesta son dissentiment dans plusieurs circonstances. En mai 1832, il signa le *Compte-rendu*. A l'émeute du 7 juin, qui le suivit de près, il se trouvait auprès du corps du général Lamarque (*voy.* l'art.), lorsque l'apparition d'un bonnet rouge, qu'on voulut le forcer de couronner, devint le signal du désordre. Il était monté dans un fiacre, auquel des hommes du peuple s'attelèrent, espérant faire du vétéran de la liberté un instrument de leur coupable entreprise. Mais un détachement de dragons rencontra leur cortége, et des coups de feu furent aussitôt échangés. Le sang coula dans les rues de Paris.

Ces tristes événements, les réactions qui en furent la suite, les injustices des partis extrêmes, répandirent de l'amertume sur la fin de cette vie qui avait été consacrée tout entière, malgré quelques erreurs, au culte de la liberté, à la défense de l'ordre, au patronage, quelquefois indiscret, mais toujours consciencieux, de toutes les idées d'émancipation. Les derniers mots que La Fayette prononça à la Chambre (26 janvier 1834), eurent pour objet d'appuyer une pétition relative aux réfugiés politiques; les dernières lignes qu'il traça avaient rapport à l'affranchissement des noirs. Par suite de cette exactitude religieuse qu'il apportait à tout ce qui lui paraissait l'accomplissement d'un devoir politique, il avait voulu suivre à pied, quoique déjà souffrant, le convoi du député Dulong, mort dans un duel avec le général Bugeaud (30 janvier). En rentrant, il se mit au lit, et ne se releva plus jusqu'au 19 mai, jour de sa mort. Il est enterré au cimetière Picpus.

L'honnêteté de La Fayette a été reconnue par tous les partis. M^me^ Dupaty, fille de Cabanis, disait de lui : « Il était trop honnête homme pour ne pas laisser toujours ses clefs aux serrures, même en politique. » Mirabeau l'avait surnommé *Cromwell-Grandisson*. Napoléon l'appelait *un niais ;* mais il disait lui-même que, de sa part, cette épithète était toujours un brevet d'honnête homme.

La Fayette avait eu de sa femme, morte en 1807, trois enfants, dont deux filles, Anastasie de La Fayette, mariée à M. Charles de Maubourg, et Virginie de La Fayette, veuve du colonel de Lasteyrie. Nous devons au fils une mention un peu plus développée.

GEORGES-WASHINGTON de La Fayette, né pendant la guerre d'Amérique, fut le filleul de Washington. Il embrassa d'abord la profession des armes, et obtint

(*) A la séance du 29 mars 1831, La Fayette ayant parlé de *marche conforme à nos promesses*, le président du conseil se leva avec vivacité : « Quelles sont ces promesses ? dit-il ; car il faut enfin s'expliquer. Je demande à M. de La Fayette de dire si c'est lui ou nous qui avons fait ces promesses. »

le grade de lieutenant après l'élargissement de son père des cachots d'Olmütz. Aide-de-camp du général Grouchy, il fit avec distinction les campagnes d'Italie, d'Autriche, de Prusse et de Pologne. Mais, ayant perdu tout espoir d'avancement par suite de l'éloignement de Napoléon pour son père qui avait refusé d'adhérer au consulat à vie, il abandonna bientôt cette carrière. En 1815, il fut nommé membre de la Chambre des représentants. Lors des élections de 1822, il fut envoyé à la Chambre des députés par le grand-collége du Haut-Rhin; mais il ne fut pas réélu dans celles de 1824. Cette même année, il accompagna le général, son père, dans son voyage en Amérique, et fut, en quelque sorte, associé à toutes les ovations qui lui furent faites. En 1827, l'arrondissement de Coulommiers (Seine-et-Marne) le choisit pour son représentant à la Chambre, et lui a continué son mandat jusqu'à ce jour. Depuis la révolution de juillet, à laquelle M. Georges de La Fayette prit une part honorable, il est demeuré fidèle aux principes politiques qui ont constamment dirigé sa conduite : il siége sur les bancs de l'extrême gauche. R-Y.

LA FERRONNAYS, ancienne famille de la Bretagne, dont deux membres méritent une mention particulière.

Jules-Basile Ferron de La Ferronnays, évêque de Lisieux, naquit au château de Saint-Mards-lès-Ancenis, le 2 janvier 1735. Nommé évêque de Saint-Brieuc en 1769, il passa à l'évêché de Bayonne en 1774, et, en 1784, au siége épiscopal de Lisieux, où il resta jusqu'en 1790, se signalant par de nombreux actes de bienfaisance. Il refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé, et quitta la France, en 1791. Pourchassé par les armées françaises, il mourut à Munich, le 15 mai 1799.

Pierre-Louis-Auguste Ferron, comte de la Ferronnays, ancien pair de France, maréchal-de-camp, chevalier des ordres du roi, et ministre des affaires étrangères vers la fin de la Restauration, est le neveu du précédent. Émigré en 1791, et nommé premier gentilhomme de la chambre du duc de Berry (*voy.*), il ne rentra en France qu'en 1814, à la suite de ce prince. Louis XVIII le récompensa de ses services par le grade de maréchal-de-camp, le 4 juin de la même année, et le 17 août de l'année suivante, il le créa pair. Ministre plénipotentiaire en Danemark, en 1817, il fut rappelé, en juillet 1819, et envoyé en cette même qualité près la cour de Saint-Pétersbourg, où il occupa plus tard le rang d'ambassadeur. Il arriva à son poste au mois de novembre de la même année. En 1820, il suivit l'empereur Alexandre au congrès de Troppau. En 1821, il assista au congrès de Laybach; et en 1822, il prit part à celui de Vérone, où la fermeté avec laquelle il insista sur la nécessité de la campagne d'Espagne et sans doute aussi ses préférences pour la Russie que l'Autriche contrariait dans ses vues sur l'empire othoman, lui attirèrent l'inimitié de M. de Metternich. « L'Autriche, écrivait-il à M. de Chateaubriand, son ministre, me fait l'honneur de me détester sans trop le déguiser, ce qui me met fort à mon aise *. » Cette même guerre d'Espagne réunissait contre lui, disait-il encore, tout le monde diplomatique. « Pourquoi? ajoutait-il; d'abord parce que nous sommes *nous;* que, de plus, nous sommes francs et ne cherchons point à tromper l'empereur. *Si nous voulions le jouer, je trouverais autant de compères que j'ai de collègues.* » Cette observation, très curieuse, mérite d'être reproduite. La France était alors avec la Russie dans une grande intimité, et elle le devait en partie à la faveur et au crédit dont M. le comte de La Ferronnays jouissait à Saint-Pétersbourg. Le 19 février 1823, le grade de grand-officier de la Légion-d'Honneur lui fut conféré. Il remplissait encore ses fonctions d'ambassadeur à la cour de Russie, lorsqu'une ordonnance du 4 janvier 1828 le nomma ministre d'état au département des affaires étrangères. L'un des collègues les plus marquants de M. de Martignac (*voy.*), il fut cependant moins maltraité par les partis extrêmes qu'aucun autre de ses collègues, et, par son in-

(*) Ces lignes ne se trouvent pas dans la lettre publiée par M. de Chateaubriand (*Congrès de Vérone, Guerre d'Espagne,* t. II, pag. 19); mais elles y étaient avant qu'un carton fût intercalé en cet endroit. S.

fluence, il contribua sans doute à retenir encore, pendant quelque temps, dans sa chute la monarchie selon la Charte de 1814 qui se précipitait vers sa ruine. Des raisons de santé ne tardèrent pas à lui faire demander un congé : bientôt il se démit de sa place et fut remplacé, le 14 mai 1829, par M. le comte de Portalis, qui remplissait l'intérim depuis le 11 janvier. Après la révolution de Juillet, M. de La Ferronnays, se retirant tout-à-fait de la scène politique, ne prêta pas le serment à la nouvelle constitution, et cessa dès lors de faire partie de la Chambre des pairs.

Son parent, le marquis de La Ferronnays, chef de cette famille et, comme le comte, maréchal-de-camp, est mort près d'Ancenis, le 17 juillet 1838, à l'âge de 81 ans. L. L.

LA FERTÉ (Henri de Senneterre, ou Saint-Nectaire, plus connu sous le nom de maréchal de), descendait d'une illustre maison d'Auvergne, connue depuis le XIII^e^ siècle, laquelle comptait parmi ses membres François, comte de Senneterre, qui défendit Metz contre Charles-Quint, en 1553. Son fils Henri, lieutenant général au gouvernement de Champagne, successivement chargé des ambassades d'Angleterre et de Rome, et qui mourut le 4 janvier 1662, fut le père du maréchal en faveur duquel Louis XIV éleva la terre de La Ferté-Avrain (Loir-et-Cher) en duché-pairie, vers 1661.

Ce dernier naquit à Paris, en 1600. Il avait à peine achevé ses études, lorsqu'il fut pourvu d'une compagnie dans un régiment d'infanterie. Il se distingua au siége de La Rochelle, dans le Languedoc, dans le Piémont. En 1639, il empêcha le général des Impériaux Piccolomini de ravitailler Hesdin, et, le jour de la prise de cette ville, il fut fait sur la brèche maréchal-de-camp. A la bataille de Rocroi, où il commandait l'aile gauche, il fit des prodiges de valeur. Maréchal de France, en 1651, il reçut le commandement d'un corps destiné à agir de concert avec celui de Turenne dans la guerre de la Fronde. Il servit avec distinction dans cette guerre, de même que dans celles d'Alsace et de Flandre; mais, aveuglé par sa jalousie contre Turenne qu'il était chargé de seconder, il négligea les précautions ordonnées par lui au siége de Valenciennes, en 1656, fut forcé dans ses lignes et fait prisonnier. Racheté par Louis XIV, au prix de 100,000 livres, La Ferté ne tarda pas à prendre sa revanche : il s'empara de Montmédy, en 1657, et de Gravelines, l'année suivante. Ce fut là sa dernière campagne. La paix des Pyrénées (1659) lui permit de jouir tranquillement des honneurs qu'il avait obtenus. Il mourut le 27 septembre 1681, dans son château de La Ferté en Sologne, à 4 lieues d'Orléans.

• La maréchale de La Ferté, Madeleine, née d'Angennes, dame de la Loupe, sœur de la comtesse d'Olonnes, est surtout connue par ses aventures galantes. Du vivant de son mari, elle eut un fils du duc de Longueville (*voy.*), qui parut dans le monde sous le nom de chevalier de Longueville, et fut tué par l'imprudence d'un soldat, au siége de Philippsbourg, en 1688. La maréchale fut aussi compromise dans l'affaire des poisons. Devenue vieille, elle se convertit.

Le maréchal de La Ferté avait eu deux fils : Henri-François, duc de La Ferté, né en 1657, suivit Louis XIV à la conquête de la Hollande, en 1672, et se distingua dans les campagnes d'Allemagne et d'Italie ; il avait le grade de maréchal-de-camp, lorsqu'il mourut à Paris, le 1^er^ août 1703. Son frère, Louis de La Ferté, né en 1659, entra dans l'ordre des Jésuites, et mourut à La Flèche, en 1732.

La maison de La Ferté a encore produit un maréchal de France qui fut élevé à cette dignité sous le règne de Louis XV et qui mourut en 1771.

Nous devons aussi une mention à une héroïne de cette maison, Madeleine de Senneterre, sœur de François, comte de Senneterre, dont nous avons parlé, et veuve de Gui d'Exuperi, seigneur de Miremont. Elle se distingua dans les guerres de religion. A la tête de 60 gentilshommes, elle défit deux compagnies que commandait Montal, lieutenant du roi en Auvergne. En 1575, ce même officier étant allé mettre le siége devant le château de Miremont, dans le Limousin, avec 1,500 hommes de pied et 200 chevaux, Madeleine fait une sortie et taille en pièces un détachement; mais au retour,

trouvant les issues du château occupées par l'ennemi, elle court à Turenne, en amène 4 compagnies d'arquebusiers à cheval, attaque Montal qu'elle blesse mortellement, disperse sa troupe, et rentre triomphante dans son château.

L'histoire parle encore de plusieurs autres familles du nom de La Ferté, nom de ville assez commun en France, qui signifie lieu fort, bâti sur quelque roche ferme, et que l'auteur des annales de Metz appelle *firmitates;* mais l'origine de ces familles est loin de se rattacher à celle dont nous venons de nous occuper. Les La Ferté-Imbaut (Loir-et-Cher) se confondent avec la maison d'Estampes (*voy.*), et la fille de M^me^ Geoffrin (*voy.*) a encore porté ce nom avec honneur à la fin du siècle dernier. Elle mourut à Paris en 1791. La maison de La Ferté-Fresnel (Orne) était de Normandie et remontait au x^e^ siècle : un de ses membres, JACQUES-FRANÇOIS, fut grand-maître de l'ordre de Malte, et mourut en 1755, après avoir remporté plusieurs victoires sur les Turcs. Z.

LA FEUILLADE (FRANÇOIS, vicomte D'AUBUSSON, duc DE ROANNAIS et DE), maréchal de France, prétendait descendre d'Ébon, prince d'Aubusson, qui signa, en 750, une donation de Pepin-le-Bref, et de Turpion d'Aubusson, dont il est parlé dans une confirmation de cette même donation datée de 803. Dépouillés par les nouveaux comtes de La Marche, ses aïeux n'étaient plus que des vicomtes de La Marche et d'Aubusson (*voy.*) depuis 950. François de La Feuillade, né vers 1628, arriva à la cour jeune, pauvre et sans appui, et pressentit, dès son début, que le seul expédient pour faire son chemin était la flatterie : aussi sa fortune fut-elle rapide et brillante.

D'une extrême bravoure d'ailleurs, il fut blessé à la bataille de Rhétel, à l'attaque des lignes d'Arras, où il franchit des premiers les retranchements espagnols; il le fut encore au siége de Landrecies où il fut fait prisonnier. Après la paix des Pyrénées, poussé par son esprit aventureux, il alla servir, sous le vieux Raimond Montécuculli, avec les Français commandés par Coligny. De retour en France en 1667, il épousa la sœur du duc de Roannais, homme dévot et retiré, acheta à prix d'or le duché de son beau-frère, et prit de ce moment le titre de duc de Roannais. En 1668, il conduisit à Candie (*voy.* CRÈTE, T. VII, p. 240) une troupe de braves gentilshommes, dont il ne ramena pas le quart; puis, sa faveur aliant toujours croissant, il fut nommé, sur la démission du maréchal Antoine de Gramont, colonel des gardes françaises, et, par un insigne honneur, Louis XIV voulut remettre de sa main la pertuisane au nouveau colonel, formalité que remplissait d'ordinaire un commissaire royal. Enfin, après avoir fait les campagnes de Flandre en 1672, 1673 et 1674, pris Salins, Besançon et Dôle, ce favori fut créé maréchal de France en 1675. Bouillant, emporté, opiniâtre, glorieux, impatient de la moindre contradiction, on le voyait, au champ de bataille comme dans la vie du monde, se précipiter contre les obstacles hors de toute mesure, de toute raison, de toute humanité.

Il dépensa 500,000 liv. pour la construction de la place des Victoires, où il éleva à ses frais une statue pédestre de Louis XIV en bronze doré, avec cette inscription : *Viro immortali*, et une Victoire qui plaçait une couronne de laurier sur la tête du monarque. Ce monument offrait encore quatre bas-reliefs et quatre esclaves enchaînés, de proportion colossale, qui seuls ont été sauvés de la destruction en 1793. Le maréchal de La Feuillade mourut le 19 septembre 1691, après avoir succédé au duc de Lesdiguières dans le gouvernement du Dauphiné.

Son fils LOUIS, duc de La Feuillade, né en 1673, fut aussi élevé à la dignité de maréchal de France, en 1724. C'était un des plus brillants chevaliers de la cour. Son mariage avec la fille du ministre Chamillart le fit choisir pour le commandement de l'armée d'Italie; mais il échoua dans le siége de Turin, en 1706. Il mourut le 28 janvier 1725, sans laisser de postérité. X.

LAFFITTE (JACQUES) est né à Bayonne, le 24 octobre 1767. Son père était charpentier, et n'avait pas moins de dix enfants à nourrir. Jacques vint à Paris, et, à peine âgé de 20 ans, il entra dans la maison de banque Perregaux, dont le chef

reconnut bien vite la capacité du jeune commis, et lui accorda sa confiance entière. Devenu sénateur, Perregaux l'associa pour une part notable dans toutes ses affaires, et M. Laffitte se trouva le directeur réel de sa maison. Le vieux banquier fit son ami d'un jeune homme qui avait su captiver son estime par une grande régularité de conduite et par un amour constant du travail. Pour dernière preuve de confiance et d'affection, il le nomma son exécuteur testamentaire et son successeur.

L'habileté de son administration lui acquit bien vite une réputation européenne et éleva sa maison à un très haut degré de prospérité. Bien jeune encore, M. Laffitte fut nommé régent de la Banque; quelque temps après, juge au tribunal de commerce de Paris, puis président de la chambre de commerce. Dans ces diverses fonctions, il apporta un grand fond de connaissances spéciales, beaucoup de sagacité dans la solution des questions difficiles, et, par-dessus tout, un esprit d'équité qui lui fit de nombreux amis.

A la chute de l'empire, le 25 avril 1814, sous le gouvernement provisoire, alors que le crédit était gravement ébranlé, il fut nommé gouverneur de la Banque. Il donna l'exemple d'un noble désintéressement, en refusant le traitement attaché à cette fonction, qui était à peu près de cent mille francs. Ses comptes-rendus, comme gouverneur, sont de véritables traités où il explique, avec un talent remarquable, les grandes lois du crédit public, dont il fut un des créateurs en France.

Lorsque l'étranger eut envahi la capitale, la ville fut frappée d'une contribution de guerre, et le Trésor était vide. Toutes les notabilités de la Banque, convoquées à cet effet, délibéraient sur les moyens d'y subvenir par un emprunt; M. Laffitte proposa une souscription nationale qui serait remboursable plus tard sur l'état, et signa le premier pour une somme considérable. Mais pas un nom ne s'inscrivit à la suite du sien. Quand Napoléon revint de l'île d'Elbe, Louis XVIII eut recours à M. Laffitte pour une opération de plus de 5 millions. Un trait de désintéressement fut, à la même époque, le premier germe d'une liaison qui devait plus tard amener de si grands résultats. Le duc d'Orléans, aujourd'hui roi des Français, voulant réaliser pour 1,600,000 fr. de valeurs à 20 p. $^{0}/_{0}$ de perte, ne trouva que M. Laffitte qui osât s'en charger, mais en les prenant au pair avec les risques des accidents ultérieurs. A son tour, Napoléon forcé par les désastres de Waterloo de chercher un asile sur une terre étrangère, lui confia sur parole quelques millions qui lui restaient de sa vaste fortune et dont il a disposé dans son testament. Bientôt l'étranger revient sous les murs de Paris. Il faut de l'argent pour faire rétrograder l'armée derrière la Loire et la licencier. On parle d'un emprunt forcé à la Banque : M. Laffitte s'y oppose, et sa propre caisse verse 2 millions entre les mains du ministre des finances.

M. Laffitte avait fait partie de la Chambre des représentants pendant les Cent-Jours. Il fut envoyé par le collége de Paris à la Chambre des députés constituée d'après la Charte, et il siégea sur les bancs de l'Opposition. Il ne prit pourtant la parole que lorsque les questions financières lui donnaient l'occasion de développer ses idées en matière de crédit public. Ses discours, dans lesquels il exposait à la tribune son système et les moyens de remédier à l'état déplorable de nos finances, attirèrent l'attention publique sur lui, et le roi le désigna, en 1816, pour faire partie de la commission des finances présidée par le duc de Richelieu. M. Laffitte y combattit les projets d'emprunts forcés, de cédules hypothécaires, la banqueroute enfin, demandant un système d'impôt, basé sur la confiance publique; ses raisons l'emportèrent sur les dispositions connues de la Chambre introuvable (*voy.*), et le roi prit le parti de la dissoudre. En même temps, il offrit à M. Laffitte la croix de la Légion-d'Honneur.

Aux élections de 1817, dans les vingt sections du collége électoral de Paris, un seul nom sortit de l'urne : c'était celui de M. Laffitte. La nouvelle législature le vit conserver l'attitude calme d'un homme impartial, repoussant les lois de réaction et prêtant son vote aux mesures d'intérêt général. En 1819, le duc de

Gaëte (*voy.*) fut appelé à le remplacer dans le gouvernement de la Banque; mais, en 1822, M. Laffitte en fut réélu régent. Après s'être fortement prononcé contre l'intervention en Espagne, en 1823, il s'exposa, l'année suivante, aux reproches de ses amis politiques en soutenant le ministère Villèle (*voy.*) dans la mesure de la réduction des rentes et la création du *tiers consolidé*. M. Laffitte fut amené à publier, pour sa défense, les *Réflexions sur la réduction de la rente et sur l'état du crédit* (Paris, 1824, in-8°; 2 éd.), où il expose, avec netteté et précision, ses vues relativement à cette opération. Son but est de réduire les charges du peuple en diminuant celles de l'état : « J'ai toujours regardé, dit-il dans cet ouvrage, le bien matériel comme le moins problématique, comme le plus à notre portée, comme le moins traversé par les gouvernements; et j'ai toujours pensé que lorsque tous les autres nous étaient presque impossibles, il fallait nous replier sur celui-là. On ne peut donner la liberté à un pays? qu'on lui donne la fortune, qui le rendra bientôt plus éclairé, meilleur et libre. Les gouvernements l'accepteront toujours par l'appât de la richesse, et seront bientôt surpris en voyant que tout développement des hommes, quel qu'il soit, conduit toujours à la liberté! »

Mais M. Laffitte ne tarda pas à se retrouver dans les rangs de l'Opposition, et, en 1827, après que le ministère Villèle eut mis le comble à son impopularité par la brusque dissolution de la Garde nationale, M. Laffitte souleva l'orage en osant proposer à la tribune la mise en accusation des ministres. Il leur avait déjà demandé compte du sang versé par la gendarmerie dans les émeutes. « Placé à l'avant-garde des défenseurs de la Charte, a dit un modeste biographe, populaire autant par ses opinions que par ses générosités princières, l'opulent banquier voyait se ranger autour de lui toutes les notabilités de la presse et de la tribune. Ouvrant sa bourse à toutes les infortunes, protégeant efficacement toutes les industries, encourageant avec son or les lettres et les arts, versant des sommes énormes dans les caisses des bureaux de bienfaisance, M. Laffitte savait joindre toujours à la grandeur du service la noble délicatesse du procédé. » On sait, en effet, avec quel artifice ingénieux, par exemple, il releva la fortune du général Foy, ruiné par des jeux de bourse dont la caisse de M. Laffitte comblait les déficits.

Une occasion solennelle s'offrit à M. Laffitte de manifester son amour pour la gloire militaire de la France. Plusieurs partis sollicitaient la main de sa fille. Il préféra le fils du maréchal Ney. Ne voulant s'allier qu'à une famille issue de la révolution, il donna sa fille et sa fortune au prince de la Moskowa.

« Prévoyant avec tous les bons esprits, dit M. Pagès de l'Ariége, une catastrophe prochaine, grand propriétaire, grand capitaliste, esprit d'ordre, et timide par cela même, il craignit qu'une révolution nouvelle ne prit la propriété, la liberté, la sécurité publique, la France enfin, au dépourvu. Il chercha, si la couronne venait à se briser, sur quelle tête on pourrait en replacer les débris. Par une affection sincère et par une profonde conviction, M. le duc d'Orléans lui parut le plus propre à maintenir les destinées de la France. Il était curieux de le voir alors proclamer ses craintes et ne pas déguiser ses espérances. Par ses insinuations, il cherchait à séduire, à recruter, à embaucher des partisans au prince... Ce n'est certes pas qu'il y eut, chez M. Laffitte, haine contre la branche aînée de la maison de Bourbon; mais il voyait sa chute comme certaine, et il voulait garer le pays contre l'anarchie. »

Les événements de juillet 1830 durent donc trouver M. Laffitte prêt. Cependant, le 28, encore incertain du succès, après avoir signé la protestation des députés résidant à Paris, au moment où arrivait de Saint-Cloud l'ordre de l'arrêter, et accompagné de MM. C. Périer, Mauguin, Gérard et Lobau, il va trouver le maréchal Marmont, et l'engage à user de son influence pour faire retirer les ordonnances et changer le ministère, menaçant de se jeter corps et biens dans la révolution. On connaît la réponse du duc de Raguse. Dès lors, M. Laffitte fait de son hôtel un quartier-général, où se réunissent les chefs du mouvement et d'où partent les proclamations qui en-

couragent l'insurrection, les ordres qui la régularisent, et l'argent qui l'anime et la soutient. Songeant toujours au prince qu'il veut faire élever sur le pavois, il lui recommande, le 28, d'*éviter les filets de Saint-Cloud*, et lui écrit le lendemain : *Plus d'hésitation! choisissez entre une couronne et un passeport! Voy.* JUILLET (*révolution de*).

Le 30, sur la proposition de M. Laffitte, une députation fut envoyée au duc d'Orléans pour lui offrir la lieutenance générale du royaume. Réunis le soir au Palais-Bourbon, les députés lui déférent officiellement cette dignité. Le 31, à 4 heures du matin, M. Laffitte fait rédiger dans son cabinet par M. Thiers un *factum* en faveur du prince, destiné à être inséré dans le *National* et d'autres journaux libéraux. Les députés s'assemblent de nouveau sous la présidence de M. Laffitte : une adresse est rédigée, et la Chambre en masse l'apporte au Palais-Royal, où se trouvait le duc d'Orléans. Cependant un autre pouvoir s'organisait à l'Hôtel-de-Ville : une foule de jeunes hommes se groupaient autour de La Fayette (*voy.*), dans l'espérance de fonder avec lui une république nouvelle; mais le vieux général hésitait. Pour parer à ce danger, M. Laffitte propose au prince d'aller à l'Hôtel-de-Ville recevoir la sanction populaire : les barricades s'ouvrent devant le cortége, et bientôt l'accolade de La Fayette confirme le choix de M. Laffitte. Le 7 août, il lut au roi la déclaration de la Chambre et l'acte de constitution.

L'avénement de Louis-Philippe marqua pour M. Laffitte le commencement d'une période de lutte et de ruine où il perdit ses forces, sa fortune et sa popularité. « Les hommes qui font les révolutions sont rarement ceux qui les terminent et les consolident, a dit, avec raison, un jeune publiciste. La fougue impétueuse qui a renversé l'ancien ordre social doit faire place à la prudence éclairée, à l'esprit d'organisation qui doit fonder le nouveau. » M. Laffitte croyait pourtant se devoir encore à la royauté qu'il venait de fonder. Il se mit tout entier à son service, et entra dans le premier ministère, où il se heurtait avec MM. Molé, Dupont de l'Eure, Guizot, de Broglie et Bignon. Les partisans de la résistance durent se retirer; et comme l'émeute grondait toujours, comme la population restait armée à l'approche du procès des ministres, le roi fit appel au dévouement de M. Laffitte, qui accepta la présidence du conseil et forma le ministère du 3 novembre 1830, avec MM. Soult, d'Argout, Montalivet, etc. L'appui de la gauche lui donna d'abord une majorité assez compacte; mais elle trouva bientôt M. Laffitte trop peu progressif. Sa loi sur les communes qui déférait au roi la nomination directe des municipalités, sa loi sur la presse qui paraissait bien sévère, sa loi d'élection qui maintenait le cens à 300 fr., la demande de 18 millions de liste civile et d'apanage, le blâme des prétentions de la Belgique sur tout ou partie du Luxembourg, la présence de MM. de Montalivet et d'Argout au ministère, lui aliénèrent cette partie avancée de la Chambre, tandis que la droite, réclamant contre l'intervention des masses dans les affaires de l'état, lui refusait son concours.

A ces difficultés se joignaient des dissentiments intérieurs et des embarras extérieurs très pénibles. La Fayette avait déposé son épée de commandant de la garde nationale. L'inquiétude était partout. Les faillites se multipliaient rapidement. Le Trésor était aux abois. Le principe de non-intervention continuait à être proclamé. La Belgique était reconnue; mais l'Italie se soulevait : l'Autriche menacée voulait intervenir. M. Laffitte crut devoir résister ouvertement; les autres ministres pensaient pouvoir attendre les événements. L'émeute du 14 février vint montrer la faiblesse du pouvoir. Une messe commémorative de la mort du duc de Berry avait été célébrée, le 13, à Saint-Germain-l'Auxerrois, et un portrait du duc de Bordeaux avait été attaché sur le catafalque. Aussitôt les troubles s'organisent au milieu des fêtes du carnaval, et l'église est dévastée. Le lendemain, on se porta contre l'archevêché qui fut pillé et démoli; puis les croix furent arrachées du sommet des églises. La garde nationale réprima mollement ces désordres, et nulle autre force publique ne se montra avant le soir. A la suite de ces événements, le préfet de police, M. Baude, et le préfet de

la Seine, M. Odillon-Barrot, donnèrent leur démission.

M. Laffitte ne tarda pas à suivre leur exemple. « Sans majorité pour influer sur les Chambres, sans force pour comprimer les émeutes, le ministère ne pouvait subsister. La position de son chef, M. Laffitte, avait toujours été singulière et difficile, en ce qu'il ne s'appuyait ni sur l'opinion en faveur auprès du trône, ni sur l'opinion représentée par les centres. On avait eu besoin de sa popularité pour agir, en dehors du système parlementaire, sur les masses, dont on prévoyait que le procès des ministres réveillerait l'énergie : il avait rempli sa mission. Depuis cette époque, il s'était affaibli successivement par la retraite des hommes avec lesquels on devait lui supposer l'union politique la plus intime : il ne lui restait plus qu'à se retirer lui-même, et à se retirer seul, car dans son ministère il n'y avait que lui dont le nom eût un sens et se rattachât à un principe. » (Lesur, *Annuaire historique* pour 1831, p. 156.)

Casimir Périer (*voy.*) fut mis à la tête du nouveau cabinet, le 13 mars 1831. Depuis longtemps, d'ailleurs, la vie ministérielle pesait à M. Laffitte ; l'état de ses affaires personnelles le réclamait impérieusement. La révolution de Juillet avait porté un coup funeste à son crédit ; son entrée aux affaires, en le forçant d'abandonner la direction de sa maison de banque, acheva sa ruine ; il se vit tout à coup assailli par une foule de demandes en remboursement. En juillet, il avait mis sa caisse à la disposition du gouvernement provisoire, et l'on y avait puisé à pleines mains ; la crise financière qui suivit la tarit complétement. Le roi lui avait acheté, sur parole, la magnifique forêt de Breteuil et ses dépendances, 10 millions, le 17 octobre 1830 ; mais le domaine privé n'en tira pas le revenu qu'avait annoncé M. Laffitte : de là, plus tard, des accusations réciproques d'ingratitude. « Il ne m'a été rendu qu'un seul service, a dit M. Laffitte à la tribune (20 février 1839, discussion de la dotation du duc de Nemours), celui d'avoir acheté quand je me trouvais dans la nécessité de vendre. Ce service est immense, je l'ai toujours dit ; mais la vérité et la justice ne peuvent admettre que celui-là. » M. Laffitte avait emprunté à la Banque 13 millions, le roi garantit encore le second versement de 6 millions. M. Laffitte sortait donc ruiné du ministère ; il liquida 50 millions en se dépouillant de tous ses biens, et pour satisfaire aux exigences de la Banque, il mit son hôtel en vente. La France s'émut alors d'une telle catastrophe, et une souscription nationale assura à son propriétaire le berceau de la révolution.

Malgré la menace de Casimir Périer de se retirer du ministère si M. Laffitte lui succédait au fauteuil de la Chambre, il ne s'en fallut pourtant que de trois voix pour qu'il y arrivât. Aussitôt, il choisit sa place dans les rangs de l'Opposition, et repoussa avec elle, mais inutilement, toutes les mesures réactionnaires des ministères qui se sont succédé depuis. Il signa le compte-rendu (*voy.*). Le 6 juin, il se rendit aux Tuileries, avec MM. Arago et Odillon-Barrot, au nom de l'Opposition, pour engager le roi à donner à son gouvernement des bases plus populaires.

Il avait été réélu député par le 2e arrondissement de Paris, en 1831 ; il opta pour Bayonne, et M. J. Lefebvre fut élu à sa place : depuis cette époque, M. Laffitte n'eut plus aucun succès en invoquant les suffrages de ces électeurs. Rouen le nomma, aux élections de 1834. En 1837, il était resté sans mandat ; mais M. Arago ayant opté pour Perpignan, le 6e arrondissement de Paris choisit M. Laffitte à sa place. Enfin, aux élections qui suivirent la coalition de 1839, la ville de Rouen l'appela de nouveau à la représenter à la Chambre élective.

M. Laffitte est maintenant enrôlé sous les bannières du radicalisme. Revenu à ses premiers travaux, il a reconstitué sa maison, sous forme de *banque* sociale, et fondé une caisse d'escompte en 1837 ; mais les malheurs des temps n'ont pas permis de rendre cette institution aussi utile au petit commerce que le fondateur l'avait promis et l'eût sans doute désiré. Banquier et l'un des premiers actionnaires de la compagnie anglo-française adjudicatrice du chemin de fer de Paris à Rouen, il aura contribué pour une bonne part à doter son pays de la ligne la plus importante de

rail-way qui ait encore été entreprise en France. L. L.

LAFOES ou **LAFOENS** (don JEAN, duc DE), prince portugais de la famille de Bragance (*voy.* ce nom, T. IV, p. 117). Le duché de Lafoës, apanage de sa famille, dont le roi Joseph I^er^ dépouilla son parent, est situé dans la province de Beira et faisait partie du *correiçao* de Viseu. On y comptait 47 paroisses et 24,000 âmes. X.

LAFON (PIERRE), un des acteurs contemporains qui ont laissé sur la scène française une honorable renommée, est né, en 1775, dans la petite ville de La Linde (Dordogne). Fils d'un médecin, et destiné à succéder à son père, ses études furent dirigées dans ce sens; mais le goût du théâtre et celui de la poésie emportèrent le jeune homme, et le firent bientôt renoncer à la carrière paternelle. A 17 ans, il avait composé une tragédie, *la mort d'Hercule*, qui fut représentée au grand théâtre de Bordeaux; et Lafon, qui y remplissait le rôle de Nessus, reçut, comme auteur et comme acteur, de doubles applaudissements.

Engagé bientôt dans une troupe exploitant la Provence, et encouragé par le poëte-littérateur Raynouard, qui avait su apprécier son talent, Lafon vint à Paris, où, après l'avoir perfectionné par les leçons de Dugazon, il débuta, le 8 mai 1800, par le rôle d'Achille d'*Iphigénie en Aulide*, au Théâtre-Français. Le succès qu'il y obtint, et qui se continua dans Orosmane, Tancrède, Zamore, etc., fut d'autant plus flatteur pour lui que, sans être parvenu encore à l'apogée de sa gloire, Talma avait déjà atteint un haut degré dans la faveur publique. Outre cette dangereuse concurrence, contre laquelle il devait lutter, il avait fallu au nouveau tragédien de grands efforts et un long travail pour perdre l'accent très prononcé de son pays natal.

Sans avoir atteint la profondeur et le fini du jeu de notre grand acteur tragique, Lafon prêta beaucoup d'éclat aux rôles que nous venons de citer, à ceux aussi de Rodrigue, d'Abner, etc., etc., et à plusieurs autres créés par lui dans le nouveau répertoire. Il fut surtout remarquable dans les rôles des personnages qui expriment avec franchise, avec chaleur, des sentiments passionnés. Il semble que La Harpe, plusieurs années auparavant, dans une *Épître à M^lle^ Dumesnil*, avait deviné cet acteur, quand il traçait ces deux vers :

D'un organe imposant la noblesse orgueilleuse,
D'un débit cadencé la pompe harmonieuse.

Ils sont, en effet, le résumé fidèle des qualités et des défauts de Lafon, dont la belle tenue, les gestes nobles, la diction correcte et pompeuse n'étaient pas toujours exempts de quelque roideur et de quelque emphase. On lui a reproché aussi avec justice de trop faire sentir la rime et la césure des vers, et d'avoir ainsi pris à tort pour l'acteur le précepte que Boileau adressait seulement au poëte.

En 1806, Lafon fit une excursion très heureuse dans le domaine de la comédie. Il joua les premiers rôles de ce genre, *Alceste*, *le Glorieux*, etc.

Après 29 ans de succès, Lafon quitta la scène, et se borna à ses fonctions de professeur au Conservatoire, qu'il cessa aussi d'exercer après la révolution de Juillet, la classe de déclamation ayant été supprimée. Il vit aujourd'hui à Paris dans une modeste aisance, acquise par ses travaux, en cultivant les lettres qu'il a toujours chéries. Son Éloge funèbre de Talma fait honneur à la fois à son esprit et à son cœur. Il s'occupe actuellement de Mémoires sur sa carrière théâtrale et sur l'art où il a brillé.

Il ne faut pas confondre avec ce comédien célèbre le chanteur LAFONT, de l'Opéra, mort à Paris, le 15 août 1838, à un âge peu avancé. M. O.

LAFOND (CHARLES-PHILIPPE), célèbre violoniste, était né à Paris, en 1776. Il parut d'abord comme chanteur aux fameux concerts de Feydeau; mais les succès qu'il y obtint, en 1787 et 88, ne le détournèrent pas de l'étude du violon, et il finit bientôt par s'y livrer exclusivement. Après s'être fait admirer dans les plus brillants concerts de la capitale, il se rendit à Saint-Pétersbourg, où il resta premier violon de l'empereur Alexandre jusqu'en 1814. La Restauration le ramena en France, et, bientôt après, il fut nommé premier violon de la chambre du roi. Les connaisseurs s'accordaient à voir dans le jeu de Lafond de la facilité, de l'élégance et

de la pureté. Aussi l'avait-on surnommé le *violoniste des dames*. La musique simple et légère était plus particulièrement dans le caractère de son talent. — On a de lui quelques morceaux dans ce genre, composés d'airs connus, mais encadrés avec plus de goût que d'habileté et de science. Outre deux opéras, qui ont été représentés, l'un à Paris, en 1803, et l'autre à Saint-Pétersbourg, Lafond est encore auteur de sept concertos, qui ont eu peu de succès, et d'un grand nombre de romances agréables. Blessé mortellement à la suite de la chute d'une diligence dans laquelle il se trouvait avec M. Herz (*voy.*), en allant à Bagnères, il périt, le 25 août 1839, à l'âge de 49 ans. — Il ne faut pas le confondre avec Lafont, de l'Opéra, dont nous avons dit un mot à la fin de l'article précédent. Em. H-g.

LA FONTAINE (Jean de) naquit, le 8 juillet 1621, à Château-Thierry, où son père était maître des eaux et forêts. Ce que lui enseignèrent de méchants maîtres de village, lui inspira le plus grand mépris pour les pédants et ne fit pas soupçonner son génie. A Reims, où l'on croit généralement qu'il acheva ses cours, il se livra plus au plaisir qu'à l'étude :

Il n'est cité que je préfère à Reims,

dit-il au commencement d'un de ses contes ; mais ce n'est point par reconnaissance pour des maîtres : il ne se rappelle que des maîtresses, ces

gentilles Galloises,
Ayant trouvé telle de nos Rémoises,
Friande assez pour la bouche d'un roi.

Le peu de latin qu'il avait appris, sa paresse et son insouciance naturelles, le laissaient fort indécis sur le choix d'une carrière, lorsqu'un de ses parents, chanoine de Soissons, le fit entrer chez les oratoriens, le 27 avril 1641. La régularité monastique ne convenait point à un homme du tempérament de La Fontaine, en qui se développaient des penchants impérieux et des goûts d'inconstance et d'indépendance. Au bout d'un an, il quitta l'Oratoire, et bientôt il acquit une célébrité de petite ville par ses distractions et ses galanteries. Son père le maria à une demoiselle Héricart, fille du lieutenant au bailliage de la Ferté-Milon, et lui transmit sa charge. Mais sans rien changer à son genre de vie, ennuyé des soins du ménage et des fonctions administratives, La Fontaine abandonna l'une et se démit des autres le plus tôt qu'il put. Il avait 22 ans, et rien ne lui avait fait encore pressentir qu'il était poëte. L'Ode de Malherbe,

Que direz-vous, races futures, etc.,

lue avec emphase par un officier qui était en quartier d'hiver à Château-Thierry, le jeta dans de tels transports d'étonnement et d'admiration, qu'il eut de soudaines révélations de son propre génie, et qu'il se mit à l'étude des poëtes en commençant par Malherbe.

Pintrel, l'un de ses parents, De Maucroix, l'un de ses amis, lui conseillèrent d'étudier les anciens. Il le fit, et se passionna pour leurs chefs-d'œuvre. Il lut et relut Homère et Virgile, Horace et Térence ; Phèdre le charma ; Platon et Plutarque firent ses délices. « J'ai tenu, dit d'Olivet, les exemplaires qu'il en avait : ils sont notés de sa main à chaque page, et j'ai pris garde que la plupart de ses notes étaient des maximes de morale ou de politique qu'il a semées dans ses fables. » La Fontaine a dit lui même :

Je pris certain auteur autrefois pour mon maître :
Il pensa me gâter ; à la fin, grâce aux dieux,
Horace, par bonheur, me dessilla les yeux.

A l'étude des anciens, La Fontaine joignit celle de quelques modernes. Il s'attacha surtout à Rabelais, puis encore à Marot, à Voiture, à d'Urfé, chez nous ; à l'Arioste, à Machiavel, à Boccace, chez les Italiens. Il dit encore :

Je chéris l'Arioste et j'estime le Tasse,
Plein de Machiavel, entêté de Boccace,
J'en parle si souvent qu'on en est étourdi ;
J'en lis qui sont du Nord et qui sont du Midi.

Son père l'encouragea dans ses premiers travaux ; sa femme et sa sœur furent les confidentes de ses premiers vers.

Son début ne fut pas heureux : il publia, en 1654, *l'Eunuque* de Térence, imitation trop servile ou traduction trop libre, pièce froide, qui n'eut point de succès. Aussi l'auteur s'écrie-t-il dans des vers faits à une époque postérieure :

Hélas ! pour moi qui n'ai *rien* fait encore !

Les circonstances lui permirent de faire *quelque chose ;* elles lui furent même singulièrement favorables. Jannard, oncle de sa femme, substitut de Fouquet dans la charge de procureur au parlement de Paris, présenta La Fontaine, comme son parent, au surintendant des finances. Celui-ci goûta beaucoup le poëte : il se l'attacha, et lui fit une pension dont chaque quartier devait être acquitté par une pièce de vers.

Les succès de La Fontaine dans les salons du surintendant seraient inexplicables si certains portraits de notre fabuliste étaient exacts. On s'est complu à les charger sans vraisemblance. Comment le provincial de Château-Thierry gagna-t-il, à Paris, l'affection de tous ceux qui le connurent ? Son génie n'aurait pas servi d'excuse à ses travers ; il était encore ignoré. On a d'ailleurs observé qu'alors comme aujourd'hui, on savait très bien, au besoin, applaudir aux écrits d'un auteur et négliger sa personne : témoin Corneille. Il faut répondre avec M. Walckenaër : « La Fontaine avait des qualités aimables, puisqu'il se faisait aimer ; mais, ennemi de toute dissimulation, ces qualités ne se manifestaient qu'avec les personnes dont il était particulièrement connu, ou lorsque la joie qu'il éprouvait le faisait sortir de son habituelle apathie. Concentré dans ses propres pensées, distrait, rêveur, il était souvent dans la société d'une nullité complète. » — « Si pourtant, dit d'Olivet, il se trouvoit entre amis, et que le discours vînt à s'animer par quelque agréable dispute, surtout à table, alors il s'échauffoit véritablement, ses yeux s'allumoient, c'étoit La Fontaine en personne et non pas un fantôme revêtu de sa figure. On ne tiroit rien de lui dans un tête-à-tête, à moins que le discours ne roulât sur quelque chose de sérieux et d'intéressant pour celui qui parloit. Si des personnes dans l'affliction et dans le doute s'avisoient de le consulter, non-seulement il écoutoit avec grande attention ; mais, je le sais de gens qui l'ont éprouvé, il s'attendrissoit, il cherchoit des expédients, il en trouvoit, et cet idiot qui, de sa vie, n'a fait à propos une démarche pour lui, donnoit les meilleurs conseils du monde. »

Un jour vint où le cœur et le talent de La Fontaine se signalèrent dans une même épreuve. L'arrestation de Fouquet (*voy.*) lui inspira cette élégie célèbre, œuvre à la fois de reconnaissance et de courage, où l'auteur ne craint pas d'encourir la disgrâce du grand roi et de ses ministres. Aussi, que l'on ne cherche pas une autre cause à l'éloignement du roi pour le poëte, à la haine que lui voua Colbert et qui le fit écarter à toujours de la liste des gens de lettres pensionnés.

Jannard fut exilé à Limoges ; La Fontaine l'y suivit. Il a fait la description de son voyage dans six lettres en prose et en vers, adressées à sa femme, en août et septembre 1663. Lorsque La Fontaine revint à Château-Thierry, il y trouva exilée la jeune et jolie duchesse de Bouillon, qui se plut beaucoup dans son commerce, et qui l'emmena à Paris quand elle y rentra. C'est pour elle qu'il composa quelques-uns de ses contes, dont le premier recueil, intitulé : *Contes et nouvelles en vers*, petit in-12 de 92 pages, parut en 1665.

Depuis longtemps, La Fontaine était lié avec Racine ; mais, vers cette époque, une grande intimité s'établit entre eux, Molière et Boileau. Ce sont les quatre amis dépeints au commencement de *Psyché*, « qui regardaient moins les Muses que le plaisir. » Dans leurs joyeux repas, les distractions de La Fontaine le rendaient souvent le jouet des autres convives : l'excellence de son caractère le fit surnommer par eux *le bonhomme*, et la postérité lui a confirmé ce sobriquet honorable. Un jour qu'on l'avait raillé plus vivement que de coutume, Molière dit en sortant de table : *Ils ont beau se trémousser, ils n'effaceront pas le bonhomme*. L'insouciance de La Fontaine pour ses affaires le forçait à vendre chaque année quelque portion de son patrimoine ; pour cela, il se rendait à Château-Thierry avec Racine et Boileau : on les fêtait, et ils revenaient à Paris reprendre leurs travaux et leurs plaisirs.

A une certaine époque, les intimes de La Fontaine voulurent le raccommoder avec sa femme : l'antipathie était invincible. Il céda cependant à leurs importunités. Il part pour ce raccommodement ; il arrive à Château-Thierry, va droit chez

sa femme, et apprend qu'elle est au salut. Un ami le rencontre, l'emmène, l'héberge deux jours, au bout desquels La Fontaine revient à Paris. Quand on lui demanda si la réconciliation avait eu lieu : « J'ai été, répondit-il, pour voir ma femme; mais je ne l'ai pas trouvée : elle était au salut. » Il oublia dès lors qu'il était marié, et entra bientôt comme gentilhomme chez Madame, Henriette d'Angleterre, première femme de Monsieur.

Un nouveau recueil de contes avait été publié par La Fontaine, en 1666. En 1668, parurent, in-4° avec figures, les six premiers livres de fables, sous ce titre : *Fables choisies, mises en vers*. Ces six livres sont dédiés au Dauphin. Les cinq suivants, dédiés à M^me^ de Montespan, parurent en 1678 et 1679. Le 12^e^ et dernier livre parut en 1693, et fut dédié au duc de Bourgogne. C'est ce recueil en douze livres, qui assure à jamais la gloire de La Fontaine.

Quel livre, en effet, que ce recueil ! un livre qui plaît à l'enfance, charme l'âge mûr, et fait les délices du vieillard; un livre où l'ignorant s'amuse, et où s'instruit le philosophe; un livre qui nous montre à nous-mêmes dans le gracieux miroir des fictions, et qui crée parmi les animaux des empires et des républiques où nous reconnaissons nos travers, où nous lisons notre histoire. L'auteur n'a point inventé ses sujets, et cependant où le cachet de l'invention est-il plus fortement imprimé que dans ses fables? N'est-ce pas un prodige, qu'une collection d'imitations soit l'ouvrage le plus original de notre littérature et l'un des chefs-d'œuvre de l'esprit humain? L'invention, l'imitation (*voy.* ces mots) sont donc telles que nous les avons définies; et La Fontaine qui, dans son épître à Huet, indique si bien comment son « imitation n'est pas un esclavage (*voy.* T. XIV, p. 506), » flétrit justement, dans *Clymène*, les esprits faibles et timides qui suivent pas à pas les traces des autres.

« Le véritable titre de gloire pour La Fontaine est dans ses fables, dit M. Tissot, de l'Académie-Française; on a beaucoup loué ces ouvrages, cependant on n'a point encore épuisé le sujet. Ses principaux apologues tels que *le Chêne et le Roseau*, *les Animaux malades de la peste*, *le Berger et le Roi*, *les deux Pigeons*, *le Chat et les Rats*, *la Laitière et le pot au lait*, brillent d'abord par le mérite de la composition, et peuvent passer pour autant de comédies aussi vraies, aussi gaies que celles de Molière. Ainsi que le contemplateur et grand peintre de mœurs, il observe, il censure jusqu'au bout les caractères de ses personnages et les représente d'une manière encore plus saillante que La Bruyère, parce qu'il les met en scène et les place dans une action. Ésope est trop simple et trop nu; Phèdre trop sévère et même triste quelquefois; La Fontaine sème l'enjouement à pleines mains, sans manquer pourtant ni d'élévation, ni de sérieux, ni de sensibilité, bien moins encore de raison, qui est au contraire le fond de la trame de ses écrits. Philosophe, moraliste, ami de l'humanité, indulgent pour ses semblables, plein de pitié pour le pauvre et pour l'opprimé, La Fontaine est un conseiller que l'on trouve à toute heure et qui vous enseigne le devoir en toutes choses. Avec les traits épars dans ses fables, on formerait un recueil de maximes dignes de Socrate et de Salomon, et ces maximes, revêtues le plus souvent de toutes les grâces de l'expression poétique, se graveraient aisément dans la mémoire. Si nous considérons La Fontaine sous le rapport du style, nous ne pourrons lui refuser un éloge tout-à-fait particulier : il est de tous les écrivains de notre langue celui qui a le mieux connu le secret de répandre de la variété dans un récit, d'unir tous les tons sans aucune disparate et avec un agrément infini pour le lecteur: témoin la fable des *Animaux malades de la peste*, où l'ode, l'élégie, la satire, la comédie se trouvent si heureusement fondues ensemble. » *Voy.* FABLE et FRANÇAISE (*littérature*), T. XI, p. 477.

Les contemporains du fabuliste ne semblent pas, quoi qu'on en ait dit, avoir reconnu toute sa valeur. Le législateur de notre Parnasse fut déconcerté à la vue de ces apologues, qui n'avaient pas l'élégante concision de Phèdre, et que pourtant il ne pouvait mettre au-dessous. Les mettre au-dessus, était-ce possible? un moderne supérieur à un ancien ! les règles d'un

genre bouleversées par le bonhomme! quel embarras!... Pour s'en tirer, Boileau supprima la fable dans son *Art poétique*. A cette faute, il en ajouta une autre, celle de désigner son ami à l'animadversion des honnêtes gens, comme

Trahissant la vertu sur un papier coupable.

Évidemment, La Fontaine n'est pas à l'abri du reproche pour ses contes; toutefois il faut l'entendre, dans sa préface, établir avec sa bonne foi ordinaire, qu'il *ne pèche point contre la morale*. « S'il y a, dit-il, quelque chose dans nos écrits qui puisse faire impression sur les âmes, ce n'est nullement la gaîté de ces contes : elle passe légèrement. Je craindrais plutôt une douce mélancolie où les romans les plus chastes et les plus modestes sont très capables de nous plonger, et qui est une grande préparation pour l'amour. » Dans le prologue du *Fleuve Scamandre*, il ajoute :

J'ouvre l'esprit, et rends le sexe habile
A se garder de ces piéges divers.
Sotte ignorance en fait trébucher mille,
Contre une seule à qui nuiraient mes vers.

Psyché, roman mêlé de prose et de vers, qui parut en 1669, n'est pas exempt de longueurs, mais il abonde en charmants détails. Là, comme ailleurs, l'âme de La Fontaine se révèle dans ses vers transparents. Le poëme d'*Adonis* était à la suite de *Psyché*. On met au rang des beaux morceaux de notre langue le tableau des amours de Vénus et d'Adonis. La faveur qui accueillit ses productions engagea l'auteur à donner une foule de pièces qu'il avait en portefeuille. On eut ses fragments du songe de Vaux, des élégies, des ballades, des épîtres, etc., toutes pièces qui peignent l'écrivain. Rien de plus franc que cet aveu dans sa 3e élégie :

Que faire? Mon destin est tel qu'il faut que j'aime.
On m'a pourvu d'un cœur peu content de lui-même,
Inquiet et fécond en nouvelles amours;
Il aime à s'engager, mais non pas pour toujours.

Ce défaut de constance, il l'avait également avec les Muses, au grand regret de Mme de Sévigné. A cette occasion, elle écrivait à sa fille : « Je voudrais faire une fable qui lui fît entendre combien cela est misérable, de forcer son esprit à sortir de son genre, et combien la folie de vouloir chanter sur tous les tons fait une mauvaise musique : il ne faut pas qu'il sorte du talent qu'il a de conter. » La Fontaine s'accuse à son tour, et tout est pardonné :

Papillon du Parnasse et semblable aux abeilles,
Je suis chose légère et vole à tout sujet ;
Je vais de fleur en fleur et d'objet en objet.
A beaucoup de plaisirs, je mêle un peu de gloire.
J'irais plus loin peut-être au temple de mémoire,
Si dans un genre seul j'avais usé mes jours;
Mais quoi! je suis volage en vers comme en amours.

Ajoutons que la plupart du temps le poëte ne composa hors de son genre que par condescendance. Il écrivit le poëme de *la Captivité de saint Malc*, pour complaire à MM. de Port-Royal ; le poëme sur *le Quinquina*, pour obéir à la duchesse de Bouillon. Le comte de Brienne, retiré à l'Oratoire, fit un *Recueil de poésies chrétiennes et diverses*, pour l'éducation du jeune prince de Conti : on pria La Fontaine de l'éditer, il l'édita (1671, 3 vol. in-12).

Après la mort de Madame, notre fabuliste trouva un asile chez Mme de La Sablière. Cette amie dévouée sut le soustraire pendant vingt ans à tous les tracas de la vie. Alors même qu'elle rompit avec la société, après la mort de son mari et l'infidélité du marquis de La Fare (*voy.*), elle regarda son ami comme partie intégrante de sa maison. « J'ai renvoyé tout mon monde, disait-elle un jour; je n'ai gardé que mon chien, mon chat et La Fontaine. » Une telle amitié unit à jamais le souvenir de la bienfaitrice et celui du poëte. Quand bien même ce dernier n'eût pas chanté

....Ses traits, son souris, ses appas,
Son art de plaire et de n'y penser pas,
(Fables, XII, 15).

Mme de La Sablière n'en serait pas moins immortelle pour avoir préservé le poëte de l'indigence où l'eût réduit son incapacité absolue dans les affaires et sa facilité inconcevable à dissiper les dons de ses protecteurs. Chez elle vécut aussi l'abréviateur de Gassendi, Bernier, qui donna sans doute à La Fontaine des notions sur les sciences naturelles : grâce à ces notions, celui-ci est le premier, en France, qui ait su revêtir des couleurs de la poésie les spéculations philosophiques.

La Fontaine aimait peu l'opéra; mais

Lully vint un jour le trouver et lui arracha la promesse d'un poëme. Quand il l'eut tourmenté, quatre mois durant, pour changer des scènes, allonger ou raccourcir des vers, il laissa là le poëte et son opéra de *Daphné*, pour remettre en musique la *Proserpine* de Quinault. Le bonhomme se fâcha tout rouge, et il écrivit la satire du *Florentin*, mais elle ne fut jamais imprimée de son consentement : il s'était d'ailleurs raccommodé avec Lully.

Colbert, en mourant, le 6 septembre 1683, laissa un fauteuil vacant à l'Académie-Française : La Fontaine et Boileau se mirent sur les rangs ; et, contre le vœu bien connu du roi, le premier eut 16 voix, le second 7. Louis XIV refusa son agrément à cette nomination, et dit qu'il ferait connaître ses intentions à l'Académie. Des vers furent alors adressés au roi par le poëte, qui le priait de rassurer ses *Muses inquiètes*. Il voulut les présenter lui-même ; mais, en présence de Louis XIV, le bonhomme retourne en vain ses poches ; il avait oublié sa pièce. « Eh bien ! M. de La Fontaine, dit le monarque, ce sera pour une autre fois. » Plusieurs mois se passèrent ; Boileau ayant été nommé, le 24 avril 1684, à la place de Bezons, le roi leva l'interdit : « Le choix qu'on a fait de Despréaux m'est agréable, dit-il, et sera généralement approuvé. Vous pouvez recevoir incessamment La Fontaine ; il a promis d'être sage. » La Fontaine fut reçu dans la séance publique du 2 mai suivant.

Un an après, le libraire Barbin fit paraître 2 vol. in-12, intitulés : *Ouvrages de prose et de poésie des sieurs Maucroix et de La Fontaine*. Le second s'associait au premier pour le débit de quelques traductions du grec et du latin ; il composa la préface, l'épître dédicatoire, et grossit la collection de poésies disparates. Maucroix, alors chanoine de Reims, était peut-être son plus ancien et son meilleur ami ; il avait présidé à l'éducation de son fils, dont M. de Harlay se chargea ensuite. Chose étrange toutefois : le père soigne les œuvres du chanoine, le chanoine élève le fils de son ami *.

(*) Ce fils se nommait Charles. Il était né, suivant les uns, en 1653, selon les autres, en 1660. D'après l'opinion commune, La Fontaine s'était marié vers 1648. On sait que son fils se maria en 1712 et qu'il mourut en 1722, laissant un fils, nommé Charles-Louis, qui était né en 1720. Ce petit-fils du célèbre fabuliste eut deux filles qui ont conservé la postérité de La Fontaine, et un fils, Hugues-Charles, qui ne se maria point. Il vivait encore en 1823.

Le surnom de *fablier*, qui peint avec bonheur ce caractère de facilité apparente qui exclut l'idée de travail, ne s'applique point à La Fontaine :

Je fabrique à force de temps,

dit-il quelque part, et ce n'est pas une exagération poétique : les manuscrits de ses fables sont pleins de ratures, et, en comparant une première composition de la fable intitulée *le Renard, les Mouches et le Hérisson*, à celle qu'il a fait imprimer, on voit qu'il n'a conservé que deux vers de sa première version. Chamfort l'a donc bien jugé dans ces lignes : « Il déroba, sous l'air d'une négligence quelquefois réelle, les artifices de la composition la plus savante, fit ressembler l'art au naturel, souvent même à l'instinct, et cacha son génie par son génie même. »

On a souvent répété qu'il ignorait son propre mérite. Il le connaissait si bien, qu'il se vante d'avoir *le secret de rendre exquis et doux cet encens qu'on recueille au Parnasse*. Il parle à Mme de Montespan du *livre favori par lequel il ose espérer une seconde vie*. Il dit à une princesse :

J'ai rang parmi les nourrissons
Qui sont chers aux doctes pucelles.

Enfin, il se met à côté d'Anacréon :

Qui n'admettroit Anacréon chez soi ?
Qui banniroit Waller et La Fontaine ?

Notre fabuliste fit, en 1686, son dernier voyage à Château-Thierry. On croyait qu'il s'y occupait d'affaires et de poésie, lorsqu'il écrivit à Racine : « Mes affaires m'occupent autant qu'elles en sont dignes, c'est-à-dire nullement ; mais le loisir qu'elles me laissent, ce n'est pas la poésie, c'est la paresse qui l'emporte. » La paresse, en effet, avait pour lui des charmes très puissants ; il avait dit au sommeil :

Je t'offre plus d'encens que pas un des mortels ;

et rien de plus sincère que son enthousiasme, dans son éloge de Papimanie :

Ah ! par saint Jean ! si Dieu me prête vie,
Je le verrai ce pays où l'on dort.
On y fait plus, on y fait nulle chose :
C'est un emploi que je recherche encor.

Il fut troublé dans cet *emploi* par la querelle de Furetière (*voy.*), exclu de l'Académie-Française, le 22 avril 1685, querelle dans laquelle il répondit par une ou deux épigrammes aux grossières injures de son ancien ami. Puis Mme de La Sablière finit par être presque toujours aux Incurables : La Fontaine ne la voyait presque plus. Peu s'en fallut que l'ennui, le mauvais état de sa fortune et les instances de la duchesse de Bouillon ne le déterminassent à passer en Angleterre. Les largesses des princes de Conti, de Vendôme, du duc de Bourgogne, et l'amitié de d'Hervart le retinrent dans sa patrie.

L'âge n'amortissait pas son goût pour le plaisir, et, à 67 ans, il fut la fable de Paris, pour avoir raffolé pendant plusieurs jours de Mlle de Beaulieu, jeune fille de 15 ans. Il conta gaîment sa faiblesse dans une lettre à Vergier, dont la réponse renferme les vers suivants sur La Fontaine :

Les soins de sa famille ou ceux de sa fortune
Ne causent jamais son réveil :
Il laisse à son gré le soleil
Quitter l'empire de Neptune,
Et dort tant qu'il plaît au sommeil.
Il se lève, au matin, sans savoir pourquoi faire;
Il se promène, il va sans dessein, sans sujet;
Il se couche, le soir, sans savoir d'ordinaire
Ce que dans le jour il a fait.

Tel fut notre fabuliste. L'amitié, l'amour ou la poésie, pouvaient seuls l'arracher à son indolence. Il en sortit pour la représentation de sa tragédie lyrique d'*Astrée*, en 1691 ; car il n'avait point pour le succès de ses ouvrages l'indifférence qu'on a supposée.

A la fin de l'année suivante (1692), il tomba dangereusement malade. Pouget, vicaire de Saint-Roch, lui fit quelques visites. La Fontaine, non pas incrédule, mais indifférent, lut alors les Évangélistes; et, comme autrefois, frappé d'une prière de Baruch, il avait demandé à tout le monde : « Avez-vous lu Baruch? c'était un beau génie ! » il dit avec une naïveté plaisante: « Je me suis mis à lire le Nouveau-Testament : je vous assure que c'est un fort bon livre; oui, par ma foi! c'est un fort bon livre. » Seulement il ne pouvait accorder la bonté de Dieu avec l'éternité des peines. Pouget eut pendant dix à douze jours des conférences avec le malade, et parvint à lever tous ses doutes. Ce fut au milieu de ces discussions que la garde-malade dit au zélé convertisseur : « Eh ! ne le tourmentez pas tant : il est plus bête que méchant. Dieu n'aura jamais le courage de le damner. » Tel fut le changement opéré dans les idées de La Fontaine, qu'il consentit à tout ce qu'on exigea de lui. Il renonça au profit d'une nouvelle édition de ses contes, et brûla une comédie inédite. Le 12 février 1693, il reçut le viatique, et, devant le saint sacrement et une députation de l'Académie, il exprima son repentir d'avoir composé ses contes, et son intention de ne plus faire que des ouvrages de piété.

Quand sa santé se rétablit, Mme de La Sablière était morte; il fallait quitter sa maison. Le poëte en sort pour n'y plus rentrer, et rencontre d'Hervart, qui lui dit : « Mon cher La Fontaine, je vous cherchais pour vous prier de venir loger chez moi. — J'y allais, » répond La Fontaine. De tels mots ne se commentent que du cœur.

Sincère après sa conversion, comme dans toute sa vie, il se mit à traduire en vers les hymnes de l'Église; et, la première fois qu'il alla à l'Académie, il y lut une paraphrase du *Dies iræ*.

Son dernier écrit est du 10 février 1695 : il annonce à Maucroix qu'il n'a plus à compter sur quinze jours de vie. Il mourut peu de temps après, le 13 avril, âgé de 73 ans 9 mois 5 jours. Alors on connut à quelles austérités il s'était condamné. « J'ai vu, dit d'Olivet, entre les mains de son ami, M. de Maucroix, le cilice dont il se trouva couvert lorsqu'on le déshabilla pour le mettre au lit de mort. » Louis Racine s'inspira de cette circonstance dans ces vers sur La Fontaine :

Vrai dans tous ses écrits, vrai dans tous ses discours,
Vrai dans la pénitence à la fin de ses jours,
Du maître qui s'approche il prévient la justice,
Et l'auteur de Joconde est armé d'un cilice.

Depuis plus de 30 ans, le bonhomme avait fait pour lui, avec sa causticité can-

dide, avec sa gaîté insouciante et naïve, cette épigrammatique épitaphe :

Jean s'en alla comme il étoit venu,
Mangea le fonds avec le revenu,
Tint les trésors chose peu nécessaire.
Quant à son temps, bien sut le dispenser :
Deux parts en fit, dont il souloit passer,
L'une à dormir, et l'autre à ne rien faire.

Il fut enterré au cimetière des Innocents, et son corps, réuni plus tard à celui de Molière, repose aujourd'hui au cimetière du Père-Lachaise. Le vide laissé par la mort de La Fontaine ne fut senti par aucun écrivain mieux que par Fénélon, qui laissa tomber de sa plume poétique l'éloge du plus grand de nos poëtes.

Les œuvres de La Fontaine se sont grossies de pièces posthumes, jusqu'à nos jours. Nous citerons seulement l'édition de M. Walckenaër (Paris, 1819-20, 18 magnifiques vol. in-18; réimprimée depuis sous différents formats), qu'il a accompagnée d'une Histoire de la vie et des ouvrages de La Fontaine. Une notice plus courte de Des Renaudes, se trouve en tête des Fables de La Fontaine, dans la *Nouvelle Bibliothèque classique*, de MM. Treuttel et Würtz, Paris, 1832, 2 vol. in-8°.

Les sources où La Fontaine a puisé les sujets de ses fables ont été l'objet de minutieuses recherches. On a aussi rapproché de son recueil de curieux apologues du moyen-âge. Nous mentionnerons particulièrement l'ouvrage intitulé : *Fables inédites des* XII^e^, XIII^e^ et XIV^e^ *siècles, et Fables de La Fontaine, rapprochées de celles de tous les auteurs qui avaient avant lui traité les mêmes sujets, précédées d'une notice sur les fabulistes*, par A.-C.-M. Robert, Paris, 1825, 2 vol. in-8°.

Parmi les commentateurs des fables, on remarque Coste, Chamfort, Mongez, MM. Guillon, Solvet, Nodier, et ce même M. Walckenaër, qui a savamment annoté la plupart des petites pièces de circonstances composées par La Fontaine.

En 1681, La Fontaine avait édité les *Épîtres de Sénèque*, traduites par Pintrel, 2 vol. in-8°. Ce travail a été réimprimé, en 1838, dans les Classiques latins de M. Nisard, qui attribue à l'illustre éditeur la traduction en vers de toutes les citations. Quelques-uns de ces vers sont dignes de La Fontaine, mais la plus grande partie doit rester à la charge de Pintrel.

Nous ne pouvons terminer cette notice sans dire que, de nos jours, M. Granville a *illustré* les fables avec une originalité qui eût ajouté quelque chose à la gloire et à la popularité du poëte, si rien pouvait ajouter encore à la gloire et à la popularité de l'inimitable La Fontaine. J.T-v-s.

LAFONTAINE (AUGUSTE-HENRI-JULES), un des plus célèbres et des plus féconds romanciers allemands, appartenait à une de ces familles protestantes que l'intolérance de Louis XIV contraignit à aller demander un asile à l'étranger. Fils d'un peintre, et né à Brunswic, le 10 octobre 1759, Auguste Lafontaine fut destiné par ses parents à l'état ecclésiastique. Mais, après avoir fait son cours de théologie à l'université d'Helmstædt, il préféra se vouer à l'instruction. La guerre de 1792 vint l'enlever à ses paisibles travaux, et le général prussien Thadden, dont il élevait les enfants, l'emmena avec lui comme aumônier d'un régiment.

Heureux de pouvoir, lors de la paix de Bâle, suivre une carrière plus tranquille et plus conforme à ses goûts, Lafontaine fut attaché à l'université de Halle, ville où il continua de résider jusqu'à un âge avancé. C'est dans ses loisirs qu'il y composa cette foule de romans qui portèrent bientôt sa renommée au-delà du Rhin, et dont quelques-uns, entre autres, les *Tableaux* et les *Nouveaux Tableaux de famille* (trad. par M^me^ de Montolieu, Paris, 1802, 7 vol. in-12), sont des modèles de grâce, de naturel et de douce sensibilité. Fatigués des souterrains, des châteaux sombres, des lugubres peintures, importés de la Grande-Bretagne, les lecteurs français accueillirent avec une grande faveur la traduction de ces naïves et touchantes scènes de la vie de famille tracées par le pinceau du romancier allemand, surtout dans la première période de son talent; car, dans les romans publiés depuis 1808, on remarque la répétition fréquente des mêmes scènes et des mêmes situations, et une sentimentalité outrée en rend quelquefois la lecture fatigante. Auguste Lafontaine n'a pas produit moins de 200 vol. in-12. Il nous suffira de citer parmi

ses nombreux ouvrages : *Blanche et Minna*, ou *les Mœurs bourgeoises* (trad. par Breton, Paris, 1813, 4 vol. in-12); *la Famille de Halden* (trad. par M. H. Villemain, 1805, 4 vol.); *Walther*, ou *l'Enfant du champ de bataille* (par le même, 1816, 4 vol.); *le Presbytère au bord de la mer* (trad. par MM. J.-J. Guizot et Sauvan, 1816, 4 vol.); *Charles et Emma* (trad. par M. Chazet, 1810, 2 vol.); *le Frère et la Sœur, ou le Repentir* (trad. par M^me^ la comtesse de Montholon, 1819, 3 vol.); *Rosaure, ou l'arrêt du Destin* (par la même, 1818, 3 vol.); *Marie Menzikof* (trad. par M^me^ de Montolieu, 1804, 2 vol.); *Aristomène* (par la même, 1804, 2 vol.); *le Hussard, ou la Famille de Falkenstein* (trad. par M^me^ Él. Voïart, 1819, 5 vol.); *le Suédois, ou la Prédestination* (par la même, 1819, 4 vol.); *Silvius et Valeria, ou le Pouvoir de l'Amour* (par la même, 1819, 2 vol.); *la Croix du meurtre*, dernier roman de Lafontaine (par la même, 1831, 4 vol.). C'est à Aug. Lafontaine que MM. Scribe et Mélesville ont emprunté le sujet de *Valérie* (1822), cette jeune aveugle que M^lle^ Mars savait rendre si intéressante.

Trop de diffusion dans les détails, des plans quelquefois peu indiqués, parfois aussi des plaisanteries d'un genre fade ou commun, telles sont les taches qu'on regrette de trouver trop souvent dans ces gracieuses fictions. Mais un grand mérite qu'elles ont presque toutes, c'est ce parfum de vertu, d'innocence, de candeur, que l'on y respire! Ajoutons que, dans ses œuvres de première ligne, la morale ne nuit jamais à l'intérêt; c'est à l'égard de celles-là que l'auteur a pu justement se rendre ce témoignage qui forme l'épigraphe des *Nouveaux Tableaux de famille* : « Il y aura toujours des pères, des enfants, des époux, et comme c'est pour eux que j'ai écrit avec mon âme, je suis bien sûr de trouver toujours des lecteurs. »

Auguste Lafontaine n'était pas seulement romancier fécond et habile : vivant dans une ville de science, il prit goût à l'érudition et s'occupa beaucoup de la lecture des anciens. Dans un âge déjà très avancé, il essaya de grandes innovations dans la critique des poëtes grecs, et s'efforça de rétablir les textes, corrompus, suivant lui, par les copistes. C'est ainsi qu'il publia une curieuse édition de l'*Agamemnon* et des *Choéphores* d'Eschyle (Halle, 1821 et 22, 2 vol. in-8°), à laquelle se bornent cependant ses essais un peu trop arbitraires de reconstruction.

Auguste Lafontaine a terminé son honorable carrière à Halle, le 20 avril 1831. M. O.

LA FORCE (FAMILLE DE CAUMONT DE). Cette famille, originaire de la Guienne, était déjà connue dans le XI^e^ siècle. Elle ne prit le nom de La Force qu'après l'union (1594) de François, 18^e^ seigneur de Caumont, avec Philippe de Beaupoil, dame de La Force, en Périgord. Les ducs de Lauzun (*voy.*) descendaient de la branche cadette. Le marquisat de La Force fut érigé en duché-pairie, en 1637, par Louis XIII, en faveur de Jacques Nompar de Caumont, dont la lignée s'est perpétuée jusqu'à nous dans la personne du duc de Caumont de La Force, pair de France depuis 1839. Nous consacrerons une courte notice aux membres les plus remarquables de cette grande famille.

JACQUES Nompar de Caumont, duc de La Force, maréchal et pair de France, était né vers 1559. Son père, François de Caumont, et Armand, son frère aîné, furent tous deux au nombre des victimes de la Saint-Barthélemy, et lui-même n'échappa au massacre que par une circonstance toute providentielle. Plus tard, s'étant rangé sous les drapeaux de Henri IV, il se distingua dans plusieurs rencontres, et notamment à la bataille d'Arques. Durant tout son règne, ce prince ne cessa de l'honorer de sa confiance. Sous Louis XIII, quelques sujets de mécontentement l'ayant éloigné de la cour, La Force se mit à la tête des réformés de la Guienne; des revers le forcèrent à se jeter dans Montauban, en 1621. Le comte d'Orval, un des fils du duc de Sully, lui ayant cédé le commandement de cette place, il la défendit avec 4 à 5,000 hommes de garnison contre Louis XIII en personne, et le contraignit à lever le siége après lui avoir fait essuyer des pertes considérables. L'année

suivante, il se retira avec toute sa famille à Sainte-Foy, dont le gouverneur, de Théobon, avait aussi embrassé le parti des protestants, mais ayant réussi à s'emparer du commandement de cette ville, il en ouvrit les portes au roi (1622), moyennant une indemnité de 20,000 écus et le bâton de maréchal. Dans la guerre de la succession de Mantoue, La Force prit une part active à toutes les opérations dans le Piémont; il contribua à la prise de Saluces, et battit les Espagnols au pont de Carignan. De 1631 à 1633, il envahit plusieurs fois la Lorraine. En 1634, il se rendit maître de La Mothe, après un siége de 5 mois. Ce fut, dit-on, à ce siége que les troupes françaises firent pour la première fois usage de bombes. Nommé, en 1635, au commandement d'un corps d'armée qui devait opérer en Allemagne, il bat le duc Charles de Lorraine près de Montbéliard et le contraint à lever le siége de cette place; entre en Alsace, ravitaille Heidelberg et prend Spire. En 1636, il contribue à la reprise de Corbie. En 1638, après divers avantages remportés sur les Espagnols, il est forcé par le général Piccolomini à lever le siége de Saint-Omer. Son grand âge lui faisant désirer le repos, il se démit alors de son commandement, et se retira dans sa terre de La Force, où il mourut le 10 mai 1652, âgé d'environ 93 ans. Il a écrit des *Mémoires* qui se conservent, dit-on, dans sa famille *.

Des huit fils de Jacques Nompar, plusieurs se distinguèrent sous lui : nous citerons JACQUES, seigneur de Masdurant, qui fut tué au siége de Juliers, en 1610; JEAN, seigneur de Montpouillan, qui fut blessé à mort à Tonneins, dans une sortie contre les catholiques, en 1622; HENRI Nompar, dans la maison duquel passa le duché de La Force, et dont le fils aîné, JACQUES, marquis de Boesse, fut tué au siége de La Mothe; mais aucun d'eux n'est aussi connu qu'ARMAND Nompar, 2e duc de La Force, fait maréchal de France, en 1652. Il servit avec distinction dans les guerres d'Italie et d'Allemagne. Au combat de Raon (Vosges), il battit 2,000 Impériaux et fit prisonnier le général Colloredo. Le 18 mars 1636, il emporte les travaux des Espagnols en avant de Corbie, et contribue puissamment à la reprise de cette ville. Il mourut le 16 décembre 1675, en son château de La Force, à l'âge de près de 90 ans. Il doit avoir laissé un recueil de *Lettres*, écrites de 1630 à 1638.

Une petite-fille de Jacques de La Force, CHARLOTTE-ROSE, de l'Académie des *Ricovrati* de Padoue, s'est acquis un nom dans les lettres. Née vers 1650, au château de Casenove, en Bazadois, elle mourut à Paris, en 1724. Elle a laissé quelques ouvrages, qui ne sont pas sans mérite littéraire. Son *Épître* en vers à Mme de Maintenon, et son *Poëme* à la princesse de Conti, annoncent de la verve. Ses productions en prose sont : *Les Fées, contes des contes* (Paris, 1692, in-12, sans nom d'auteur); *Histoire secrète de Bourgogne* (1694, 2 vol. in-12, recueil d'aventures galantes, réimpr. en 1782, 3 vol. in-12, par J.-B. de Laborde); *Histoire de Marguerite de Valois* (1696, 2 vol. in-12; plusieurs fois réimpr.); *Gustave Vasa* (Lyon, 1698, 2 vol. in-12), roman historique; *Histoire secrète de Catherine de Bourbon, duchesse de Bar, avec les intrigues des règnes de Henri III et de Henri IV* (Nancy, 1703, in-12; réimpr. à Amst., en 1709, sous le titre de *Mémoire historique, ou Anecdotes galantes*, etc.).

Parmi les autres membres de la famille de La Force qui se sont fait connaître dans l'histoire, nous citerons HENRI-JACQUES Nompar, duc de La Force, né le 5 mars 1675, reçu, le 28 janvier 1715, un des quarante de l'Académie-Française, et nommé, en 1716, vice-président du conseil des finances. D'après Saint-Simon, c'était un homme de beaucoup d'esprit et d'instruction. Ses liaisons intimes avec Law (*voy.*) lui attirèrent la haine du parlement. Accusé de monopole devant cette cour, il fut blâmé sévèrement par un jugement rendu le 12 juillet 1721. Il mourut le 20 juillet 1726.

(*) C'est par erreur que la *Biographie universelle* dit que ces Mémoires ont été imprimés dans le *Mercure* de novembre 1765. Nous n'y avons trouvé qu'un récit succinct des événements auxquels Jacques Nompar dut son salut dans la trop fameuse nuit de la Saint-Barthélemy. Ces détails ont été insérés comme note rectificative dans une des éditions de la Henriade.

Il ne nous reste plus à parler que de Louis-Joseph Nompar de Caumont, duc de La Force, pair de France, petit-fils par sa mère du maréchal de Tourville, né le 22 avril 1768. Il embrassa de bonne heure la profession des armes. Lors de la révolution, il émigra, devint aide-de-camp du comte de Provence (Louis XVIII) et servit contre sa patrie. Rentré en France, en 1809, il se distingua dans différentes affaires. Sa conduite, à la bataille de la Moskowa, où il reçut plusieurs blessures, lui valut le grade d'officier de la Légion-d'Honneur. Membre du Corps législatif et membre de la Chambre des pairs, à la première Restauration, il fut arrêté dans les Cent-Jours, comme il se rendait auprès du duc d'Angoulême, à Nîmes, et conduit à Paris, où il resta en prison jusqu'à la chute de Napoléon. En 1815, il reprit son siége à la Chambre des pairs et mourut à Saint-Brice, le 27 octobre 1838. Son fils, qui avait été également membre du Corps législatif, de 1811 à 1814, et plusieurs fois élu député, de 1815 à 1827, l'a remplacé à la Chambre des pairs, en vertu d'une ordonnance en date du 7 mars 1839. Em. H-g.

LA FOSSE (Antoine d'Aubigny de), fils d'un orfévre et neveu d'un peintre célèbre*, naquit à Paris, vers 1653. Attaché d'abord comme secrétaire à l'envoyé français à Florence, ce fut dans la langue du Tasse qu'il fit son début poétique par une ode qui lui valut son admission à l'Académie des *Apathistes*. Il était d'usage, dans les discours de réception, de traiter une question littéraire ou autre. Le jeune Lafosse prit pour sujet du sien : « *Quels yeux sont les plus beaux, des noirs ou des bleus ?* » Il y avait loin de cette galante thèse aux énergiques accents de *Manlius*; mais on sait que Corneille lui-même avait aussi commencé par des vers amoureux.

Devenu ensuite secrétaire du marquis de Créqui, et témoin de sa fin précoce au combat de Luzzara, La Fosse revint dans sa patrie, y rapportant le cœur de son protecteur et des vers à sa louange. Bientôt il retrouva une place semblable chez le duc d'Aumont, et consacra au théâtre les loisirs qu'elle lui laissait. Composant péniblement ses vers, qui, même dans sa meilleure tragédie, ne portent que trop l'empreinte de ce travail, ses productions tragiques se bornèrent à quatre sujets tous empruntés à l'antiquité, dont il possédait parfaitement les deux belles langues : *Polyxène*, *Thésée*, *Corésus et Callirhoé*, et *Manlius Capitolinus*.

Vrai philosophe, plein de probité, de désintéressement et de modestie, La Fosse mourut le 2 décembre 1708. Une des tentatives malheureuses de sa carrière poétique avait été une froide et diffuse imitation des odes d'Anacréon. De son *théâtre*, publié en 1747 (2 vol. in-12), *Manlius* a seul surnagé, grâce à Talma (*voy.*), qui révéla les mâles beautés de cette tragédie, froidement accueillie autrefois du public. M. O.

LA GARDIE (comtes de), famille du Languedoc établie en Livonie, depuis le milieu du XVI^e^ siècle, et dont plusieurs membres se sont rendus célèbres. Pont de La Gardie quitta le service de la France, pour celui du Danemark, puis de la Suède. Nommé feldmaréchal des armées suédoises, il remporta plusieurs victoires sur les Russes, en 1581, prit successivement les villes de Hapsal, Narva, Ivangorod, Koporié, et remplit de son nom la Russie. Il se noya en 1585. — Son fils, Jacques, né en 1583, marcha sur ses traces. Ses nombreuses victoires lui valurent une haute réputation, et il mourut, en 1652, président du département de la guerre. — Magnus-Gabriel, comte de La Gardie, son fils, ne se signala pas moins que lui. Il vit le jour à Revel, en 1622, étudia à Upsal, voyagea en France, et, à son retour, obtint un tel crédit auprès de la reine Christine qu'elle l'envoya à Paris en qualité d'ambassadeur. Mais quelque grande que fût son influence sur cette princesse, il ne put la décider à renoncer à son projet d'abdication. Sous le règne de Charles-Gustave, vers 1656, La Gardie prit le commandement en chef de l'armée suédoise et obtint des succès contre les Russes. Après la mort du roi, il fut membre de la régence, et il mourut chancelier, en 1685. Upsal lui doit la possession du

(*) Charles de Lafosse, né à Paris en 1640, qui excella surtout dans la peinture à fresque (*voy.*), et qui mourut dans sa ville natale en 1716. *Voy.* Française (*école*), T. XI, p. 437.

manuscrit d'Ulfilas (*voy.* Gothique, T. XII, p. 641) que les Suédois avaient conquis à Prague et qu'on regardait comme perdu. Il le découvrit en Flandre et l'acheta 600 florins. — Une comtesse de La Gardie, morte en 1763, se rendit célèbre par ses actes d'humanité. X.

LAGIDES (les), *voy.* Ptolémée (fils de Lagus).

LAGONI. Ce mot italien, qui est le pluriel de *lagone*, lagune (*voy.*), s'applique spécialement à des flaques d'eau que l'on trouve en Toscane, surtout dans les environs de Pise, de Volterre, de Viterbe et de Sienne. Ces marais proviennent de sources minérales qui sortent de terre, à travers les cendres et les tufs volcaniques dont est recouvert le sol. Il s'en exhale des vapeurs chargées d'hydrogène sulfuré, qui infectent l'air à de grandes distances. C'est de ces matières, à moitié liquides, qu'on extrait l'acide borique (*voy.* ce mot, T. III, p. 708). Em. H-g.

LAGRANGE (Joseph-Louis), illustre géomètre, naquit à Turin, le 25 janvier 1736. Son père et sa mère étaient tous deux d'origine française. Une entreprise hasardeuse détruisit la fortune de ses parents, et le força de très bonne heure à se créer une position indépendante. Son goût pour les sciences exactes qui devaient faire sa grande réputation, ne se manifesta pas dès ses premières études, et il a dit plus tard que s'il avait eu de la fortune, il n'aurait pas fait son état des mathématiques. Il étudia d'abord les géomètres anciens par leurs propres méthodes; mais la lecture d'un mémoire de Halley, qui faisait ressortir la supériorité des méthodes analytiques, changea les idées de Lagrange, alors âgé de 17 ans. Aussitôt, seul et sans guide, il se jette dans l'étude des meilleurs ouvrages d'analyse, et, en moins de deux ans, il s'approprie toutes les acquisitions de la science, jusqu'aux découvertes les plus récentes.

Lagrange n'avait guère plus de 18 ans lorsqu'il publia une lettre à Fagnano, où il faisait connaître une série de son invention pour les différentielles et les intégrales d'un ordre quelconque, analogue à celle de Newton pour les puissances et les racines. L'année suivante, il écrivit à Euler pour lui communiquer ses premiers essais sur la méthode des variations (*voy.*), qu'il avait inventée afin de satisfaire au désir d'Euler qui invoquait, dans son ouvrage sur les isopérimètres (*Methodus inveniendi*, etc.), un procédé de calcul analytique, indépendant de toute considération géométrique, pour la solution de ces questions difficiles. Quelle surprise pour Euler de recevoir ainsi d'un inconnu, si jeune encore, la réponse à cet appel fait en vain depuis plus de dix ans à tous les savants de l'Europe! En 1756, Lagrange lui envoya une nouvelle application de sa méthode non moins étonnante, dans ce qu'on appela plus tard le *principe de la moindre action*. Depuis longtemps, frappés de l'ordre qui règne dans le monde, les philosophes avaient pensé que la nature parvient toujours à son but par les voies les plus simples. En appliquant cette manière de voir à la mécanique, ils ont recherché l'économie que la nature avait eue pour objet dans l'emploi des forces et du temps. Ptolémée avait reconnu que la lumière réfléchie parvient d'un point à un autre par le chemin le plus court, et par conséquent dans le moins de temps possible. Fermat généralisa ce principe en l'étendant à la réfraction de la lumière. Euler adapta ces données à la dynamique, en prouvant que la vitesse d'un point mu dans une surface courbe et qui n'est sollicité par aucune force, étant constante, il parvient d'un point à un autre par la ligne la plus courte sur cette surface. Mais Euler fit de vains efforts pour étendre cette théorie au mouvement des corps agissant les uns sur les autres d'une manière quelconque. Lagrange, dérivant ce principe des lois générales du mouvement, étendait ce beau théorème à tous les systèmes de corps, et le généralisa de manière à le rendre applicable à la solution de toutes les questions de dynamique.

Cependant, tandis que Lagrange marquait ainsi sa place auprès des savants, il professait les mathématiques aux écoles d'artillerie de Turin, et, en relation avec les hommes les plus distingués de son pays, il y forma, sous les auspices du duc de Savoie, une société qui publia des mémoires comme les autres Académies de l'Europe. Lagrange les enrichit de ses

travaux sur les points les plus importants et les plus difficiles d'analyse et de mécanique. On y remarqua principalement des recherches sur la propagation du son, et une savante discussion sur la question des cordes vibrantes. Le succès de ces publications fut prodigieux. L'Académie de Berlin lui ouvrit ses portes, en 1759, et Euler fit valoir tous les droits de Lagrange à la gloire de la découverte de la méthode des variations, en commentant plus tard l'invention de son jeune émule.

L'Académie des Sciences de Paris avait proposé un prix sur la théorie de la libration de la lune. Lagrange le remporta, en 1764, et son travail fut reçu avec admiration. Impatient de connaître les savants français avec lesquels il était en correspondance, Lagrange vint à Paris. Il y fut dignement reçu par D'Alembert, par Clairaut, etc.; mais une maladie dangereuse dont il fut attaqué lui fit abréger son séjour en France. De retour à Turin, il se remit à ses travaux favoris, et, parmi d'autres recherches, il donna, le premier, les expressions exactes des variations d'un système de trois corps en mouvement, savoir : le corps prédominant central, le corps troublant et le corps troublé, posant ainsi les fondements de cette grande théorie à laquelle son nom reste désormais attaché. En 1766, il remporta le prix proposé par l'Académie des Sciences de Paris, sur la théorie des satellites de Jupiter. Dans la suite, il fut encore couronné trois fois, et toujours les plus belles et les plus difficiles questions de l'astronomie physique étaient résolues dans ces concours.

Vers le même temps, Euler quittait Berlin pour Saint-Pétersbourg. Il engagea D'Alembert à venir le remplacer dans la direction de l'Académie de Berlin; en refusant cet honneur, D'Alembert désigna Lagrange qu'Euler avait déjà indiqué lui-même au monarque. Le roi de Sardaigne refusait par des paroles flatteuses l'autorisation nécessaire; mais ayant lu dans la lettre qui l'appelait à Berlin : « Il faut que le plus grand géomètre de l'Europe se trouve auprès du plus grand de ses rois, » un mouvement d'humeur fit cesser la résistance. « Allez, monsieur, lui dit le prince, allez joindre le plus grand roi de l'Europe! » Lagrange était à Berlin, à la fin de l'année 1766.

Lagrange fut bien accueilli du roi de Prusse, et sut se concilier l'estime de tout le monde en évitant les discussions sur les sujets hardis qui occupaient la cour. Mais la perte de sa femme, qui mourut peu de temps après son mariage, lui inspira pour Berlin un éloignement, que la mort du grand Frédéric vint encore augmenter. On le sut : plusieurs cours firent des offres au savant géomètre ; Mirabeau, alors dans la capitale de la Prusse, ayant découvert le secret penchant de Lagrange pour la France, entreprit des négociations qui aboutirent à l'appeler à Paris avec une pension de 6,000 fr., un logement au Louvre, et le titre de pensionnaire vétéran à l'Académie, pour lui donner droit de suffrage dans toutes les délibérations. Depuis 1772, il était associé étranger de cette compagnie. Il quitta Berlin en 1787.

Jusque-là pourtant aucun ouvrage spécial de Lagrange n'avait encore paru. Au milieu de ses travaux de Berlin, il avait composé un livre immortel, qui devait marquer une ère nouvelle dans l'étude des sciences exactes, la *Mécanique analytique*. Ce livre était terminé en 1786, il l'apporta à Paris. L'abbé Marie, ami de Lagrange, fut longtemps sans trouver de libraire qui voulût s'en charger, et il n'y réussit enfin qu'avec l'engagement formel de prendre à son compte ce qui resterait de l'édition dans un temps fixé. Legendre se chargea de la révision de ce travail. Il parut en 1788, dans le temps où l'auteur éprouvait pour la géométrie une indifférence inexplicable qui le rendait silencieux et rêveur dans les réunions de ses collègues. Dégoûté, disait-il, de ce genre de combinaisons, il garda le volume deux ans sans l'ouvrir. A cette époque, il avait changé l'objet de ses méditations. Sa pensée s'était portée vers l'histoire comparée des religions, la théorie de la musique, celle des langues et de la médecine même. Ami de Lavoisier, entouré de savants qui allaient porter dans le chaos obscur de la chimie ancienne le flambeau de la philosophie, il les suivit dans l'établissement d'une théorie et d'une langue nouvelles, et prêta son concours à cette coordination des faits, à cette liai-

son rationnelle dont l'heureuse découverte se résumait si bien dans ce mot de Lagrange, souvent cité : « La chimie est aisée maintenant; elle s'apprend comme l'algèbre. »

La révolution le surprit au milieu de ces occupations. Lagrange aimait sincèrement la liberté ; mais son naturel doux et pacifique ne comprenait rien à ces mouvements tumultueux qui devaient emporter plusieurs de ses amis. Il ne connaissait d'autre chemin que la science pour arriver aux réformes : aussi ne resta-t-il pas indifférent lorsque la France provoqua l'établissement d'un système métrique uniforme, dont la base fût prise dans la nature. En 1791, sur la proposition de Duséjour, l'Assemblée nationale lui confirma sa pension de 6,000 fr. dans les termes les plus honorables. Plus tard, pour compenser la dépréciation des assignats, on s'empressa de le nommer d'abord membre d'un bureau de consultation chargé de récompenser les inventions reconnues utiles, et ensuite l'un des trois administrateurs de la Monnaie; mais Lagrange ne conserva cette dernière place que six mois : son attention ne pouvait se prêter aux détails que ses fonctions exigeaient. En mai 1792, il épousa M^lle^ Lemonnier, fille et nièce d'académiciens distingués. Un décret du 16 octobre 1793 forçait à sortir de France tous les individus nés en pays étrangers : Lagrange allait être proscrit, sans l'intervention de Guyton-Morveau (*voy.*), qui obtint un arrêté du Comité de salut public mettant le géomètre *en réquisition pour continuer des calculs sur la théorie des projectiles*.

Les mauvais jours passèrent. L'École normale fut établie pour relever l'instruction publique de ses ruines : Lagrange fut appelé à y professer. Cette institution eut peu de durée; mais elle répandit de nouvelles méthodes, car tout était à créer. C'est d'elle que date l'introduction des méthodes analytiques dans les éléments. Bientôt l'École polytechnique est fondée: Lagrange placé en tête de ses professeurs, sortit de son apathie, et c'est pour cette école qu'il écrivit sa *Théorie des fonctions* (Paris, 1797, in-4°; 2^e^ éd., 1813), et ses *Leçons sur le calcul des fonctions* (Paris, 1805, in-8°; plusieurs éd.). Lors de la création de l'Institut, le nom de Lagrange fut le premier inscrit sur la liste de ses membres, et il fut l'objet de la même distinction à la formation du Bureau des longitudes. Ces honneurs ne furent pas stériles; ils ranimèrent l'ardeur du savant pour les études qu'il avait dédaignées pendant quelque temps. Le gouvernement voulant payer un juste tribut à l'homme dont l'éclat semblait se refléter sur l'administration, fit adresser des félicitations publiques au père de Lagrange, qui vivait encore à Turin, lorsque le Piémont tomba sous l'influence française.

Bien d'autres faveurs étaient encore réservées à Lagrange. Le vainqueur de l'Italie, que l'Institut avait appelé dans son sein, rendit de suite un hommage flatteur à cet homme de génie. Lorsqu'il assistait aux séances de cette société savante, c'était auprès de Lagrange qu'il aimait à s'asseoir, et dans toute son élévation, il ne cessa jamais de témoigner la considération que lui inspirait ce mélange si heureux de réserve et de dignité naturelle, de facultés éminentes et de naïve simplicité. Lagrange fut successivement nommé membre du Sénat, grand-officier de la Légion-d'Honneur, comte de l'empire, grand'croix de l'ordre de la Réunion, etc. Cette fortune, qu'il n'avait pas cherchée, ne changea rien aux habitudes du modeste savant, mais elle lui inspira une sincère reconnaissance pour l'homme qui l'avait si bien apprécié.

L'âge n'avait diminué en rien les forces de l'esprit de Lagrange. Chaque découverte était pour lui le sujet de nouvelles recherches. Il en développa une de M. Gauss (*voy.*) dans deux savants mémoires dont il enrichit une nouvelle édition de ses *Équations numériques*, publiée en 1808. La même année, un perfectionnement remarquable dans la théorie du système du monde dû à M. Poisson, l'un de ses anciens élèves, vint comme électriser son génie et le faire briller d'un nouvel éclat dans l'application qu'il fit de la théorie générale de la variation des constantes arbitraires aux grandes questions de dynamique et de mécanique céleste : il en fit le sujet de trois mémoires insérés dans le recueil de l'Institut. Il se

décida en même temps à réimprimer sa *Mécanique analytique* à laquelle il se proposait, depuis plusieurs années, de faire d'importantes augmentations, particulièrement relatives au système du monde, dont il voulait traiter les grands phénomènes par ces élégantes méthodes qui lui étaient propres. Le premier volume de cet ouvrage parut en 1811. Il s'occupait des autres volumes, quand, avec plus d'ardeur que de prudence, il entreprit simultanément de revoir et d'augmenter sa *Théorie des fonctions analytiques*, dont il donna une nouvelle édition au commencement de 1813. Cet excès de travail épuisa ses forces : il n'avait pas achevé la rédaction des trois premières sections du second volume de sa *Mécanique*, lorsqu'à la suite de plusieurs défaillances qui ne l'arrêtèrent pourtant point, il fut atteint d'une fièvre à laquelle il succomba, le 10 avril 1813. Trois jours après sa mort, ses restes furent solennellement déposés au Panthéon, d'où ils ont été retirés sous la Restauration.

Il ne nous est pas permis de suivre Lagrange dans ses travaux sublimes. La place nous manque autant que leur savante abstraction nous arrête. Dans les questions qu'il attaque, on le voit toujours s'élever à la plus grande généralité dont elles sont susceptibles, et de la hauteur où le porte son génie, il domine sur les difficultés qu'elles présentent et ne tarde pas à en triompher. Mais l'instinct qui l'entraînait vers ce que la théorie a de plus pur et de plus profond lui faisait négliger les longs et pénibles calculs qu'exigent les applications. C'est donc comme fondateur de théories, comme créateur de méthodes et d'un style réputé classique en analyse, que ce savant est digne de toute notre admiration. « Lagrange, qu'on a surnommé le Racine des mathématiques, a dit M. Libri, ne se contentait pas d'avoir fait une découverte, il voulait donner à son analyse la forme la plus élégante; il s'efforçait de la généraliser et de l'exposer de la manière la plus simple. » Une autre citation achèvera de caractériser son talent : elle est de Laplace. « Parmi les inventeurs qui ont le plus reculé les bornes de nos connaissances, dit-il, Newton et lui me paraissent avoir possédé au plus haut point ce tact heureux qui, faisant discerner dans les objets les principes généraux qu'ils recèlent, constitue le véritable génie des sciences, dont le but est la découverte de ces principes. Ce tact, joint à une rare élégance dans l'exposition des théories les plus abstraites, caractérise Lagrange. »

Pour avoir une idée juste de son influence, il faut tenir compte de la part qu'il eut à la révolution que les mathématiques subirent à la fin du siècle dernier. Euler l'avait commencée, Lagrange la compléta. Leurs travaux réunis firent régner partout les considérations et les méthodes purement analytiques, et disparaître de l'appareil des solutions ces constructions (*voy.*) compliquées qui leur ôtaient l'élégance et la simplicité. Établir les équations fondamentales d'une question sur une construction si simple qu'on est dispensé de la figurer, puis, s'abandonnant à toute la puissance du calcul, déduire de ces préliminaires ce que peuvent donner d'ingénieuses combinaisons de formules qui se correspondent presque toujours, savoir lire enfin dans les résultats obtenus l'effet des forces ou les propriétés de l'étendue, voilà ce que Lagrange apprit à faire aux géomètres de son école.

Les qualités privées de Lagrange égalaient sa science. D'une pénétration très grande, d'un esprit très fin, il était doué d'une candeur agréable, d'une aménité parfaite. Son jugement était porté au scepticisme; mais le doute était chez lui le résultat d'une vaste science, effrayée néanmoins de tout ce qu'elle ne pouvait expliquer. Jusqu'à la fin de sa vie, il suivit, la plume à la main, le cours de ses immenses lectures sur des sujets très variés. Il leur devait une profonde érudition qui lui permettait de rendre justice aux travaux de ses prédécesseurs et de ses contemporains; aimant d'ailleurs à remonter aux sources des inventions et des découvertes.

Lagrange a donné plus de cent mémoires dans les collections académiques de Turin, de Berlin et de Paris, ou d'autres recueils. Le 2ᵉ volume de sa *Méca-*

nique analytique a paru en 1815, par les soins de MM. Prony, Garnier et Binet; ses *Leçons d'arithmétique et d'algèbre, données à l'École normale*, ont été plusieurs fois imprimées dans des collections différentes. Il avait ajouté des *Additions à l'Algèbre d'Euler*, dans une traduction de cet ouvrage, imprimée à Lyon, 1774, 2 vol. in-8°, et réimprimée en 1796; et il a rédigé un *Essai d'arithmétique politique*, pour la collection publiée par Rœderer (*voy.*), en 1796. Carnot fit acquérir par le gouvernement, en 1815, les nombreux manuscrits que Lagrange avait laissés, et les donna à l'Institut. Delambre a prononcé son éloge devant ce corps savant. L. L.

LAGTHING, *voy.* STORTHING.

LAGUNES. On donne ce nom à des espèces de petites baies qui, sur les bords du golfe de Venise (*voy.*), sont séparées de la mer par des barrages naturels appelés *lidos*. Ces barrages forment une cinquantaine d'ouvertures donnant passage au flux et au reflux, ou plutôt aux flots agités par les vents, et constituant autant de ports naturels. La formation de ces petits lacs, ou de ces flaques d'eau, est due aux sables, aux graviers et aux limons charriés par les cours d'eau qui viennent déboucher dans le golfe ou mer Adriatique (*voy.*), et notamment par l'Adige, la Brenta et le Pô. Ces dépôts d'alluvion (*voy.* ce mot et ATTÉRISSEMENT) s'accumulent à l'embouchure de ces fleuves, par l'effet de la résistance qu'oppose à leur marche l'action en sens opposé des vagues de la mer. Sur plusieurs points de la côte l'accumulation de ces dépôts de transport a reculé les rivages et accrédité l'opinion que la mer s'éloigne du continent par des progrès assez rapides. Quelques savants, qui ont admis cette opinion, n'ont point pris le soin d'examiner les différents points du littoral de la mer Adriatique, car autrement ils auraient reconnu qu'une grande partie de son rivage n'a point éprouvé de changements depuis les temps historiques. J. H-T.

LA HARPE (JEAN-FRANÇOIS) occupe un rang assez distingué parmi ces littérateurs du second ordre qui, pendant la seconde moitié du XVIII^e^ siècle, marchèrent en humbles satellites à la suite de Voltaire. Poëte dramatique médiocre, c'est surtout comme critique qu'il a conservé une réputation qui a commencé à être attaquée dans les dernières années de la Restauration.

Il naquit à Paris, le 20 novembre 1739, de parents inconnus, et fut recueilli par les sœurs de la Charité, dans la rue de la Harpe, d'où il prit son nom. Plus tard, il obtint une bourse au collége d'Harcourt, où il fit d'assez brillantes études, et même il remporta le prix d'honneur dans les concours de l'Université. Au sortir du collége, son premier essai littéraire fut une satire contre ses maîtres, et contre le principal du collége qui avait été le protecteur de ses jeunes années. Ce trait d'ingratitude le fit enfermer, pendant quelques mois dans une maison de correction appelée le For-l'Évêque. Ce fâcheux début, joint à la position fausse que sa naissance lui donnait dans le monde, dut sans doute contribuer à aigrir son caractère, et lui communiquer cette âpreté, ces sentiments amers et haineux qu'on a souvent reprochés à ses écrits ainsi qu'à sa conduite.

N'ayant ni fortune, ni position dans la société, La Harpe chercha à s'en créer une dans la profession d'homme de lettres, qui alors plus que jamais avait de quoi séduire un jeune homme lorsqu'il se sentait quelque talent. Il se livra donc à son goût naissant pour la poésie, et s'essaya d'abord dans les héroïdes, genre alors fort à la mode, et où Colardeau obtenait d'assez brillants succès. Mais c'est le théâtre qui était en possession d'attirer les jeunes imaginations, parce que de tout temps un succès dramatique donne une prompte célébrité. Ce fut au mois d'octobre 1763 que La Harpe fit représenter sa première tragédie, *Warwick*; il n'avait pas encore accompli sa 24^e^ année. Ce début fut vivement applaudi; on trouva le caractère principal assez heureusement esquissé, et la pièce sagement conduite. Toutefois, l'esprit fin et mordant de Grimm caractérisait déjà, par une sorte de divination, la nature du talent de La Harpe : « On dirait, écrit-il, que c'est le coup d'essai d'un jeune homme de soixante ans. J'aimerais

bien mieux y remarquer plus d'inégalité et de force, et moins de sagesse. »

Voltaire régnait alors sur la littérature. Le jeune débutant n'hésita pas à s'enrôler sous ses drapeaux, et lui dédia son premier ouvrage. Le succès encouragea puissamment en lui les dispositions vaniteuses qu'on sait être si naturelles aux poëtes : il prit dès lors ce ton arrogant et tranchant qui lui fit tant d'ennemis. Cependant, trois chutes consécutives, en trois années, durent porter une rude atteinte à son amour-propre : *Timoléon*, joué le 1er août 1764, tomba; cet ouvrage avait le plus grand de tous les défauts, celui auquel rien ne peut remédier, la froideur, le défaut d'intérêt. *Pharamond*, représenté le 14 août 1765, et *Gustave Wasa*, le 3 mars 1766, furent également sifflés. Après ces échecs, La Harpe cessa, pendant quelques années, de travailler pour le théâtre.

Encouragé par la réussite de *Warwick*, il s'était marié; il avait épousé, en 1764, la fille d'un limonadier qui faisait des vers. Mais bientôt il lui fallut chercher ailleurs des ressources que la scène française ne lui offrait plus. Déjà il avait passé plusieurs mois de l'année 1765 chez Voltaire, qui disait de lui : « C'est un four qui chauffe toujours et ne cuit jamais. » Un peu plus tard, il alla vivre avec sa femme à Ferney, où il passa plus d'un an à jouer des rôles dans les tragédies de son maître. Il en revint vers le mois de février 1768, après quelques démêlés fâcheux avec Voltaire, qui l'accusait d'avoir donné des copies d'un chant de la *Guerre de Genève*.

Depuis quelque temps, l'Académie-Française proposait pour sujet du prix d'éloquence qu'elle décernait annuellement, l'éloge des hommes célèbres. Le genre académique était tout-à-fait dans la nature du talent de La Harpe, qui s'y essaya avec succès, et remporta plusieurs prix. Son éloge de Fénélon fut couronné en 1771, puis l'éloge de Catinat. Son mérite principal, comme écrivain en prose, était la correction, la pureté du style, et une élégance continue. Toutefois Diderot, de qui nous avons une critique du premier morceau, dit de l'auteur : « Son ton est partout celui de l'exorde, » et il lui applique ce mot de Juvénal,

Lævâ in parte mamillæ
Nil salit Arcadico juveni.

En 1774, La Harpe avait concouru à l'Académie de Marseille, pour l'éloge de La Fontaine; le prix fut remporté par Chamfort. A la même époque, il publia un éloge de Racine, et, en 1780, l'éloge de Voltaire, qui passe pour un de ses meilleurs écrits en prose. En même temps, il concourait à l'Académie-Française pour les prix de poésie. En 1771, il obtint le prix pour la pièce intitulée : *Des talents dans leur rapport avec la société et avec le bonheur*. En 1775, il fut couronné pour les *Conseils aux jeunes poëtes*. En 1770, il composa le drame de *Mélanie ou la Religieuse*, dont il faisait des lectures dans les principaux cercles de Paris. Le duc de Choiseul, après l'avoir entendu, envoya mille écus à l'auteur, qui vendit en outre son manuscrit 4,000 livres. A la fin de la même année, il publia sa traduction de Suétone, pour satisfaire à un désir du duc de Choiseul, qui avait demandé s'il existait une bonne traduction de cet historien. Vers cette époque, il se présenta à l'Académie-Française sans succès : il avait soulevé contre lui trop d'inimitiés, et l'on réveilla le souvenir de son aventure du For-l'Évêque. Ce fut en 1776, le 20 juin, qu'il fut reçu à l'Académie, à la place de Colardeau.

La Harpe se remit alors à travailler pour le théâtre, avec une alternative de succès et de revers. *Les Barmécides* (joués le 11 juillet 1778) se traînèrent péniblement pendant onze représentations. Il donna successivement *Philoctète*, traduction libre de Sophocle; *Jeanne de Naples* (21 déc. 1781); *les Brames* (15 déc. 1783); *Coriolan* (3 mars 1784); *Virginie* (11 août 1786). Trois ou quatre de ces ouvrages, *Warwick*, *Philoctète*, *Coriolan*, et *Mélanie*, ont seuls été repris quelquefois au théâtre.

La Harpe se fit connaître comme critique, d'abord dans le *Mercure de France*, dont il eut la rédaction en 1770. Sa censure avait quelque chose d'âpre et de personnel : de là, bien des querelles avec les gens de lettres, tels que Dorat, Blin de

Saiumore, Linguet et tant d'autres. Depuis 1775, il adressait au grand-duc Paul de Russie une correspondance littéraire, où il lui rendait compte de toutes les nouveautés qui paraissaient. Cette correspondance a été publiée en 6 volumes, après sa mort. On a trouvé que l'auteur s'étendait avec une complaisance excessive sur ses propres ouvrages, tout en déployant une extrême sévérité envers ses rivaux.

Enfin, en 1786, fut fondé le *Lycée*, (aujourd'hui l'*Athénée*), où La Harpe fut chargé de professer la littérature. Là est le véritable titre qui a fait vivre son nom jusqu'à nous. Le *Cours de littérature* est sans doute loin d'être un ouvrage irréprochable. On peut y relever un défaut de proportion entre les diverses parties, tantôt des lacunes, tantôt des superfétations. Tout ce qui concerne les anciens y est par trop superficiel; et d'un autre côté, une fois arrivé au XVIII^e^ siècle, les petites rancunes de La Harpe usurpent une place démesurée. Mais il y a des parties qui sont traitées avec un vrai talent, avec un goût sûr et une connaissance réelle de l'art. L'appréciation du théâtre de Racine et du théâtre de Voltaire se recommande particulièrement par ce genre de mérite. La pénurie de la littérature française en fait d'ouvrages de haute critique a maintenu en crédit celui de La Harpe, qui reste encore à peu près le seul. Depuis 1813, époque où il est tombé dans le domaine public, il a été réimprimé bien souvent, et, pendant douze ou quinze ans, c'est peut-être le livre français dont il s'est vendu le plus d'exemplaires, qui a trouvé le plus de lecteurs. Mais dans les dernières années de la Restauration, l'invasion des théories nouvelles et des innovations dramatiques ébranla fort le crédit de La Harpe; et l'on peut dire aujourd'hui que la réaction qui nous a valu tant d'œuvres monstrueuses n'a pas été moins exagérée dans les théories, et que la défaveur jetée alors sur La Harpe et sur son Cours de littérature a été jusqu'à l'injustice.

Quand la révolution éclata, La Harpe, élève de Voltaire, et l'un des soldats de cette milice littéraire et philosophique qui avait tant frondé les abus, fut au nombre des chauds partisans de la régénération sociale. Mais comme tant d'autres, il fut bientôt dépassé; il fut à son tour mis en prison, et sa vie fut menacée. Il abjura dès lors les principes qu'il avait défendus autrefois, et devint l'adversaire de cette philosophie dont il avait été un des adeptes. La violence de ses déclamations le fit même proscrire de nouveau, au 13 vendémiaire et au 18 fructidor; il ne reparut dans sa chaire du Lycée que sous le consulat, et il mourut bientôt après, le 11 février 1803.

Un des jugements les plus impartiaux qu'on ait émis sur La Harpe est encore celui que Grimm exprimait ainsi, en 1779: « M. de La Harpe a beaucoup plus d'esprit que de connaissances, beaucoup moins d'esprit que de talent, et beaucoup moins d'imagination que de goût; mais il sait parfaitement Racine et Voltaire; et quoiqu'il n'ait pas encore justifié toutes les espérances qu'on avait pu concevoir de l'auteur de *Warwick*, c'est encore le meilleur élève qui soit sorti de l'école de Ferney. Il est malheureux que les circonstances l'aient obligé à perdre tant de temps à dire du mal des autres, et à se défendre ensuite contre les ennemis qu'il se faisait tous les jours en exerçant un si triste métier. » A-D.

LAHARPE (FRÉDÉRIC-CÉSAR DE), ex-directeur de la république helvétique, général titulaire au service de Russie, naquit à Rolle, en 1754, dans une famille noble du pays de Vaud. A l'âge de 14 ans, il fut confié à Nesemann, célèbre instituteur demeurant à Haldenstein (canton des Grisons), à l'école duquel il puisa des idées très exaltées sur la liberté et l'indépendance. Il se rendit ensuite à Genève, où il suivit les leçons de De Saussure et de Bertrand; puis, il passa à Tubingue, pour étudier le droit, et reçut, à 20 ans, le titre de docteur. Ayant embrassé la carrière du barreau, ses succès lui valurent bientôt une patente d'avocat près la cour souveraine siégeant à Berne; mais cet état ne pouvait s'allier longtemps avec la fierté de son caractère: il forma le projet de quitter son pays, et se disposait à partir pour les États-Unis, alors en guerre avec l'Angleterre, lorsqu'on lui proposa d'accompagner un seigneur russe

en Italie, en Sicile et à Malte. Il accepta, et se trouvait à Rome quand il reçut de l'impératrice Catherine II l'invitation de se rendre à Saint-Pétersbourg, pour être placé auprès des jeunes grands-ducs Alexandre et Constantin (*voy.* ces noms) en qualité de précepteur.

Il sut gagner l'affection de ses élèves, tout en leur imposant des épreuves difficiles, tout en leur rappelant sans cesse que les autres hommes étaient leurs semblables, et qu'on devait respecter en eux les droits de l'humanité. Lorsque la révolution française éclata, Laharpe en embrassa les principes avec chaleur, et voulut, malgré son absence, travailler à l'affranchissement de son pays. A cet effet, il adressa, au nom de ses concitoyens, une requête au gouvernement de Berne, dans laquelle il demandait une convocation des États pour l'abolition des abus. Cette requête, qui fut précédée et suivie de plusieurs autres écrits destinés à exciter chez le peuple vaudois le mécontentement contre l'administration bernoise et à lui inspirer le désir de se rendre indépendant, occasionna des troubles qui durent être réprimés par la force; Laharpe ayant été reconnu comme le principal auteur de ces troubles, le gouvernement de Berne adressa des plaintes contre lui à l'impératrice de Russie, qui saisit l'occasion des fiançailles d'Alexandre pour l'éloigner, lui témoignant son déplaisir en ne lui accordant qu'une pension de retraite fort modique, sans lui assigner aucun nouvel emploi. Laharpe obtint seulement la permission de séjourner encore quelques mois dans le pays, et il quitta Pétersbourg en 1790.

De retour à Genève, il ne put rentrer dans sa patrie, dont il avait été banni; il prit le parti de se retirer à Paris, où il s'efforça de faire partager ses vues au gouvernement français, et d'obtenir pour lui et ses partisans cette puissante protection. En effet, le Directoire fit consentir le conseil de Berne à une amnistie en faveur des Vaudois qui avaient pris part aux derniers troubles; mais on excepta de cette mesure ceux qui, par des écrits, avaient été les instigateurs des désordres, et Laharpe se trouva ainsi exclu du bénéfice de l'amnistie pour laquelle il avait travaillé. Il n'en fut que plus irrité: il publia de nouveaux pamphlets, dans lesquels il déclarait une guerre à mort au patriciat de Berne et au gouvernement de ce canton; et enfin, il présenta au Directoire une adresse, signée par 22 patriotes vaudois et fribourgeois, où il demandait à la France sa garantie pour l'exécution du traité de Lausanne, de 1565, provoquant, de la sorte, l'arrêté du 8 nivôse an VI, par lequel le Directoire prit sous sa protection immédiate les citoyens vaudois qui réclamaient les droits de leur pays.

Lorsque les partisans des principes proclamés par la république française furent assurés de l'appui de cette puissance, ils ne tardèrent pas à faire éclater la révolution en Suisse et à instituer la république helvétique une et indivisible. Laharpe, resté à Paris, leur servait d'interprète auprès du Directoire français. Appelé à entrer dans le Corps législatif helvétique, il refusa cette nomination, en déclarant qu'il ne se croyait pas assez impartial pour prendre part à l'administration publique, dans les circonstances où l'on se trouvait. Néanmoins, deux mois plus tard, nommé par le Corps législatif membre du Directoire exécutif, il accepta cette haute magistrature, et devint bientôt le principal promoteur des mesures violentes et impitoyables adoptées par le pouvoir exécutif pour soutenir l'œuvre de la révolution. Laharpe poursuivait son système avec la plus opiniâtre rigueur, lorsque enfin un décret du Corps législatif prononça la dissolution du Directoire helvétique, que Laharpe voulait dominer. Il se retira à Lausanne, où l'on se contenta de le tenir en surveillance; il était sur le point de quitter cette ville pour se rendre à Paris, lorsqu'une lettre, signée par le secrétaire général Mousson, et dans laquelle il était question d'une conspiration tramée par le gouvernement helvétique contre la sûreté de l'armée française en Italie, lettre qui tomba entre ses mains et dont il s'empressa de transmettre une copie à la commission exécutive, le fit arrêter en même temps que Mousson. Laharpe fut conduit à Berne, sous bonne escorte; mais il réussit à s'évader de Payerne, traversa la principauté de Neuchâtel,

rentra en France et se rendit à Paris, où il fut accueilli froidement par le premier consul, qui l'invita à ne plus se mêler des affaires publiques de la Suisse.

Dès lors, Laharpe vécut au Plessis-Piquet, près de Paris, dans une campagne, où, s'efforçant d'oublier la politique, il s'occupa d'agriculture et de sciences naturelles. Il fit, en 1802, un voyage en Russie, à l'occasion de l'avénement d'Alexandre au trône des tsars, et le jeune prince lui donna des témoignages flatteurs de sa reconnaissance et de son affection. En 1814, il reçut sa visite au Plessis-Piquet, et sut reprendre sur son esprit un ascendant qui exerça une puissante influence sur la tournure des affaires de la Suisse à cette époque; il assura, en particulier, l'indépendance du canton de Vaud contre les prétentions de Berne, et même il protégea contre toute espèce de réaction les personnes qui avaient pris une part active à la révolution du canton de Vaud et avaient réussi, pendant plus de dix ans, à se maintenir à la tête de l'administration de ce petit état. Après le congrès de Vienne, Laharpe alla demeurer à Lausanne, où il sut se concilier l'affection de ses concitoyens par ses manières aimables et bienveillantes, et par la protection éclairée dont il entourait les sciences, les lettres et ceux qui les cultivaient. Il continua à recevoir des marques répétées de l'estime que ses augustes élèves lui portaient. En 1834, il se prononça ouvertement et avec énergie contre la tentative des Polonais réfugiés, qui avaient abusé de l'hospitalité suisse pour envahir la Savoie, et il mourut le 30 mars 1838, âgé de 84 ans. — Vivement attaqué par Seigneux, dans son *Précis de la révolution du canton de Vaud* (Lausanne, 1831, 2 vol. in-8°), il se défendit dans des *Considérations sur le Précis*, etc., qu'il publia dans la même ville, en 1832. *C. L. m.*

LA HIRE, *voy.* La Hyre.

LA HOGUE, *voy.* Hougue.

LAHOR ou Lahore, contrée de l'Asie qui, dans la partie supérieure du bassin de l'Indus, forme le noyau de l'état des Sikhs (*voy.*). Elle s'étend du 30° au 34° de lat. N. On lui donne 340 milles anglais de long, et 200 de large, avec une superficie de 50,000 milles carrés. Elle est bornée, au nord, par le Cachemyr et le cours de l'Indus; à l'orient, par le petit Tibet, dont elle est séparée par l'Himalaya; au midi, par les provinces de Delhy, de l'Adjemyr et du Moultan; à l'occident, par l'Afghanistan.

Le Lahore se divise naturellement en deux parties: le Kohestan, pays montagneux dont le sol, sans être stérile, n'est pourtant pas très propre à la culture, et le Pandjab (*voy.*), province riche et fertile, couverte de gras pâturages, où la végétation présente une excessive activité. Mais c'est plus particulièrement le Pandjab qui reçoit le nom de Lahore, de son antique capitale. Le voisinage de l'Himalaya (*voy.*), les vents fréquents qui règnent dans ces deux régions, y font éprouver les variations atmosphériques les plus marquées et les plus subites. Jamais le ciel ne présente cette pureté habituelle qui caractérise le climat de l'Indostan (*voy.* ce nom).

Différentes populations habitent le Lahore; chacune a son genre de vie particulier. Elles constituent comme autant de castes que la nature et les circonstances ont établies et que les mêmes causes conservent séparées. La plupart sont Hindous et sectateurs des religions de l'Inde; mais on compte aussi parmi eux beaucoup de Musulmans. Guerriers et fanatiques, les Sikhs, qui sont les plus nombreux, disposent de l'autorité civile et militaire; ce sont eux qui ont proclamé l'indépendance de leur patrie, au moment où s'écroulait la vieille monarchie mogole. Après eux, viennent les Singhs, entre les mains desquels sont le commerce et l'industrie; les Djats, tribu indigène paisible et agricole, soumise, mais respectée par les dominateurs successifs du pays; les Kattias, également indigènes, tribu adonnée à la vie pastorale; les Afghans (*voy.*), plus turbulents que braves; enfin les Ghikers, peuplade encore mal connue.

Le Pandjab et le Kohestan se subdivisent en districts; nous citerons au nombre des villes les plus remarquables: Tchak ou Amretsyr (Umritsir), la meilleure forteresse et la ville sainte des Sikhs, placée sur le lac du Breuvage de l'Immortalité; et Nagrakot ou Kangrah, capitale

du Kohestan, dont le temple attire des milliers de pèlerins hindous, et voisine du souterrain Dehouva-Lamotchi, dont les flammes mystérieuses rendent sacrées les cendres des objets qu'elles dévorent. *Voir* l'ouvrage de sir A. Burnes : *Voyages de l'embouchure de l'Indus à Lahor, à Caboul, à Balkh, à Boukhara et retour par la Perse*, traduit par M. Eyriès, 3 vol. in-8° et atlas.

C'est au mot PANDJAB que nous aurons à parler des productions et de la géographie de ce pays ; de même que son histoire se trouvera naturellement placée dans l'article que nous consacrerons aux SIKHS. *Voy.* aussi RUNDJET-SINGH, KABOUL, CACHEMYR, INDOSTAN, etc., pour l'histoire moderne.

Ici nous avons plus spécialement à nous occuper de la capitale du Pandjab. Bâtie sur la rivière de Ravy, Lahore est une antique cité qui faisait, dit-on, partie des états de Porus (*voy.*), et dont l'importance a subi des phases diverses *. Les Musulmans s'en emparèrent au x^e^ siècle ; Baber ou Babour (*voy.*) la prit en 1520, et bientôt elle devint le siége de l'empire mogol (*voy.*). Abandonnée ensuite, Rundjet-Singh (*voy.*) lui a rendu, dans ces derniers temps, une partie de son antique splendeur. On y voit encore l'ancien palais des monarques mogols, la grande mosquée construite par Aureng-Zeyb (*voy.*) et le Chah-Doura ou mausolée de l'empereur Djéhanghir. Le premier de ces monuments, qui a servi de résidence à Rundjet-Singh, est une véritable merveille de l'Asie ; l'or, le lapis-lazuli, le granit rouge, le porphyre, le cristal y ont été prodigués. Monument inconcevable du luxe oriental, c'est là qu'on a placé une treille d'or massif, d'où pendent des grappes de perles et de pierres précieuses. Les jardins de Djéhanghir, appelés Chahlimar, sont dignes de figurer à côté d'un pareil palais. De ses magnifiques terrasses, on découvre toute la ville, dont les rues étroites et malpropres contrastent avec les minarets élégants et les édifices somptueux qui les décorent. La ville moderne, qui forme l'angle occidental, n'offre point de monuments d'architecture qui puissent fixer l'attention.

A. M-Y et S.

(*) Sir Al. Burnes pense que c'est le Sangala des Macédoniens (Arrien, V, 22), et M. Ch. Ritter se range de son avis (*Géographie de l'Asie*, t. IV, 1^re^ partie, p. 461). Ce même géographe, dans une autre partie de son livre (t. V, p. 53 et suiv.), affirme que Lahore était très anciennement la résidence de radjas hindous assez puissants, avant de devenir le siége de la première puissance mahométane dans l'Inde. Il lui donne une population de 80,000 âmes On place sa situation au 31° 34' 52" de lat. N., et au 109° 22' de long. orient. de l'île de Fer. S.

LA HOUSSAYE, *voy.* AMELOT.

LA HYRE. ÉTIENNE VIGNOLES, connu sous le nom de La Hyre, est un de ces braves chefs d'aventuriers qui servirent Charles VII contre les Anglais. Ce nom de La Hyre paraît être une épithète injurieuse que lui donna le parti bourguignon. Suivant un chroniqueur du temps : « *Hyrr* est un mot tiré de nos anciens Gaulois, lesquels s'en accommodaient pour dire et imitation du grognement d'un chien furieusement en colère, et pour ce ledit Vignole, capitaine des Armagnacs, fut nommé *La Hyrr*, car il était en grand renom par sa mauvaiseté et colère. » Descendant d'une illustre famille dépouillée de ses biens par les Anglais, La Hyre avait pour ainsi dire sucé la haine de cette nation avec le lait. Il servit activement Charles VII, mais sans pouvoir rester maître des places qu'il prenait. A la malheureuse journée des Harengs, il protégea la retraite et sauva les débris de l'armée royale. Il était avec la Pucelle (*voy.*) à Orléans, et, après la levée du siége de cette ville, il poursuivit les Anglais. Il fit des prodiges de valeur aux combats de Jargeau et à la bataille de Patai ; surprit Louviers par escalade, au milieu de l'hiver, et s'avança jusqu'à Rouen ; mais il tomba entre les mains des Anglais et fut conduit au château de Dourdan. La Hyre parvint à s'échapper, et contribua à la prise de Chartres, en 1432. Il rejoignit ensuite Xaintrailles, son ami et son compagnon d'armes, et, à la tête de leurs bandes, ils ravagèrent plusieurs provinces françaises, traitant avec la même rigueur amis et ennemis. La Hyre s'empara du château de Clermont, en Beauvoisis, puis de Soissons, et continuant la guerre contre les Anglais et contre le duc de Bourgogne, il fit une nouvelle tentative contre Rouen : blessé par

une pierre dans cette dernière affaire, il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Le roi l'invita inutilement de rendre les places qu'il avait prises; mais ayant été fait prisonnier, il les remit par rançon. La Hyre accompagna Charles VII à Montauban, en 1442, y tomba malade à la suite de ses blessures et y mourut. Le roi fit de lui cet éloge devant sa cour : « Je perds aujourd'hui le plus grand en armes que j'aye oncques vu et verrai. » C'est à lui que, dans les cartes à jouer, le valet de cœur doit son nom. L. L.

LA HYRE, famille qui a donné un membre à l'Académie de peinture, et trois membres à l'Académie des Sciences de Paris.

Laurent de La Hyre, peintre et graveur, né à Paris, en 1606, et mort dans la même ville en 1656, eut pour maître son père Étienne de La Hyre, assez bon peintre, qui avait beaucoup travaillé en Pologne, et Simon Vouët (*voy.*). La hardiesse qu'il eut de s'écarter de la manière de ce dernier, alors en faveur, contribua puissamment à lui donner de la célébrité. Il ne vit pas l'Italie, et ce ne fut que d'après les productions du Primatice, du Rosso, de Paul Véronèse, répandues dans les maisons royales, qu'il perfectionna son talent. Son style est agréable et facile; ses compositions simples, nettes, enrichies d'ornements d'architecture et de paysages qu'il a peints avec beaucoup de légèreté, mais où l'on ne retrouve pas assez la nature. Il s'est beaucoup attaché à rendre les effets de la perspective aérienne. Son dessin est assez généralement faible et dénué d'expression; cependant dans quelques-uns de ses tableaux, cette partie de l'art est portée à un assez haut degré de perfection. Les compositions qu'il fit pour être exécutées en tapisserie ne sont pas ses moindres titres à l'estime des artistes. Son histoire de saint Étienne surtout, dont les dessins sont conservés au musée du Louvre, est un chef-d'œuvre. La Hyre fut reçu à l'Académie de peinture en 1648. Il a gravé à l'eau-forte, d'une pointe légère et spirituelle, plusieurs de ses compositions, parmi lesquelles il faut citer *La conversion de saint Paul*, pièce capitale, *Le repos de la Sainte Famille en Égypte*, etc. On a beaucoup gravé d'après lui. Les tableaux qui font le plus d'honneur à La Hyre, sont : *Laban cherchant ses idoles*, *L'apparition du Christ aux trois Maries*, et *Nicolas V visitant le tombeau de saint François d'Assise*, qui est sans contredit le plus parfait de ses ouvrages. La Hyre n'avait pas plus de 34 ans quand il exécuta ce tableau. L. C. S.

Philippe de La Hyre, fils du précédent, changea l'orthographe de son nom en La Hire, et devint un des mathématiciens français les plus célèbres du XVII^e^ siècle. Né à Paris, le 18 mars 1640, il fut d'abord destiné à la profession de son père; il apprit parfaitement le dessin et la perspective, et fit de grands progrès dans la gnomonique (*voy.*). Il perdit son père à l'âge de 17 ans, et fit le voyage d'Italie, en 1669. C'est à Venise qu'il s'appliqua fortement à la géométrie des anciens, et surtout aux sections coniques d'Apollonius. De retour à Paris, il se fit connaître par une application de la théorie des coniques à la coupe des pierres, imprimée en 1672, in-fol. Sa réputation s'accrut à la suite d'autres écrits, et l'Académie des Sciences l'appela dans son sein, en 1678. L'année suivante, il publia, en un vol. in-12, trois traités qui ont pour titres : *Nouveaux éléments des sections coniques ; Les lieux géométriques*; *La construction ou effection des équations ;* ces ouvrages développaient certaines parties de la géométrie de Descartes.

Envoyé par Colbert, en Bretagne et en Guienne, pour achever une carte générale du royaume plus exacte que les précédentes, il corrigea avec Picard la côte de Gascogne, et, en 1651, il détermina seul la position de Calais et de Dunkerque. Il mesura aussi la largeur du Pas-de-Calais, puis il s'occupa, l'année suivante, de la côte de Provence. Il donna en même temps un *Traité de Gnomonique*, qu'il réimprima en 1698. En 1683, il continua la méridienne de Paris du côté du nord; mais Colbert étant mort, ce travail fut abandonné, et le géomètre fut employé aux nivellements qu'on projetait pour amener les eaux à Versailles, ainsi qu'à d'autres travaux du même genre.

En 1685, parut son grand ouvrage in-

titulé : *Sectiones conicæ in novem libros distributæ*, in-fol. Pour la première fois, toute la théorie des sections coniques (*voy.*) y était réunie en un corps et déduite de principes très simples et nouveaux ; malheureusement, fondé uniquement sur la synthèse ancienne, l'analyse moderne a bien vite dépassé ce livre, qui fit alors à l'auteur une réputation européenne. Deux ans après, La Hire se montra comme astronome, en donnant des tables du soleil et de la lune et des méthodes plus faciles pour le calcul des éclipses. Il corrigea ensuite ces tables, et composa sur les mêmes fondements celles de toutes les autres planètes alors connues. Il publia le tout, en 1702, sous le titre de *Tabulæ astronomicæ, Ludovici Magni jussu et munificentiâ exaratæ*. Il s'occupa ensuite des épicycloïdes (*voy.*), et découvrit l'avantage de leur emploi dans les engrenages (*voy.*).

La Hire était aussi bon physicien : il expliqua l'anatomie de l'œil en le décomposant comme une lunette vivante, animée. En 1695, il donna un traité de mécanique, où il s'attachait à ce qu'il y a de principal dans la pratique des arts, et s'élevait même à la mécanique céleste. « On eût pu avoir, dit Fontenelle, en M. de La Hire seul, une Académie entière des sciences. » Et encore était-il professeur de l'Académie d'architecture, place qu'il remplissait comme si elle avait été son unique occupation. Il dessinait bien, et il était habile comme peintre de paysage. Il publia, en 1684, le *Traité du nivellement*, dont Picard lui avait laissé les matériaux, et, en 1686, le *Traité du mouvement des eaux* de Mariotte. Il mourut subitement le 21 avril 1718.

Deux de ses fils furent aussi membres de l'Académie des Sciences, l'un au même titre que son père, l'autre comme botaniste. L'aîné, Gabriel-Philippe de La Hire, naquit en 1677, et mourut en 1719, après avoir publié des Éphémérides (1701-1703) et quelques autres ouvrages. Jean-Nicolas, son frère, né en 1685, se consacra à la médecine et publia un recueil de plantes parfaitement bien dessinées par un art dont le secret s'est perdu avec lui. Il mourut en 1727. L. L.

LAI ou Lay, espèce de poëme ancien. Dans les idiomes qui semblent se rapprocher le plus de l'ancienne langue gauloise ou celtique, comme l'irlandais et le gaëlique, les mots *llais* ou *laoidh* ont encore le sens de vers, chant ou récit poétique. Telle fut, en tout cas, la première interprétation que nos ancêtres les Romains, les Gaulois et les Germains donnèrent au mot *lai*, et l'on peut en voir une preuve suffisante dans deux vers de la 1re épître de Fortunat, adressée au Germain Wolf ou Lupus, duc de Champagne :

Hos tibi versiculos, dent carmina barbara leudos,
Sic variante tropo, laus sonet una viro.

A leurs yeux, toute poésie bretonne, toute tradition historique dont l'origine semblait remonter aux Gaulois, était un *lai*, quelle que fût d'ailleurs la forme du récit, le caractère de la composition et le rhythme des vers. Ainsi, plus tard, dans les romans de la Table ronde empruntés aux chansons orales des jongleurs bretons et gaulois, toutes les fois que le traducteur signale quelque morceau poétique attribué à l'un de ses héros, c'est un lai qu'il fait composer, réciter ou chanter. Un chevalier félon, nouveau sphynx, propose-t-il au voyageur quelque énigme à deviner, cette énigme rimée porte le nom de lai. Tristan arrange-t-il pour sa harpe le récit douloureux de ses amours et de ses anciens travaux, il compose un lai; transmet-il le fruit de son expérience dans l'art de la chasse ou de la pêche, c'est dans un lai qu'il s'exprime encore. Enfin, Marie de France, cette femme illustrée par un véritable talent poétique, enrichit-elle, vers la fin du XIIe siècle, la langue française de nombreux fabliaux empruntés aux traditions de l'Armorique, elle donne ou plutôt elle conserve à ces fabliaux le nom de lai, et c'est sous cette désignation qu'ils nous sont presque tous parvenus.

Tels furent donc les premiers morceaux poétiques qui, dans les langues vulgaires, usurpèrent le nom de *lai*. Vouloir, d'après ces incomplets souvenirs, assigner un rhythme spécial, une coupe déterminée au véritable lai, c'est tenter de fixer la mesure des odes d'Horace ou des *Canzoni* de Pétrarque d'après nos traductions

françaises en rimes plates. Il fallait d'abord déterminer la patrie originelle du lai, puis distinguer les conditions poétiques de cet ouvrage des traductions libres qu'on avait tenté d'en faire; et pour n'avoir pas jugé cette distinction nécessaire, on a pris les idées les plus fausses et les plus contradictoires de ce poëme. Les uns, tels que Legrand-d'Aussy (*Fabliaux*, t. III, p. 168), ont cru que c'était une composition analogue à nos modernes *romances*, et comme il a vu l'exemple de ces premières romances dans les poésies d'Audefroi le bâtard, trouvère artésien, il a dit que l'inventeur des lais était Audefroi le bâtard. Les autres, remarquant dans certains lais beaucoup d'analogie avec les contes débités par les jongleurs sur les places publiques, ont affirmé que les lais n'étaient autre chose que des fabliaux; puis ils en ont conclu que les fabliaux se chantaient (Roquefort, *État de la poésie française aux* XII^e^ *et* XIII^e^ *siècles*, p. 220). Barbazan s'est montré plus hardi encore : ayant vu dans les miniatures de certains recueils de lais la représentation d'un amant qui tient à la main une bande de vélin, il a pensé que le lai venait de *ligatum*, et, qu'on donnait ce nom à de petits poëmes destinés à être envoyés soit à des dames, soit à des protecteurs. L'abbé de La Rue entrevit le premier la vérité quand il rappela l'antériorité des lais bretons sur les lais français. Il ne lui restait rien à ajouter, sinon que les traducteurs français du Tristan, du Lancelot et des autres récits bretons n'avaient pas écrit de lais, mais seulement qu'ils avaient reproduit les récits qui faisaient le fond des lais bretons.

Au reste, les trouvères ne se contentèrent pas d'enrichir notre langue française de nouveaux récits aventureux. Les ménestrels, de leur côté, remarquèrent le rhythme habituel et les notes de prédilection des harpeurs armoricains, et c'est à l'imitation de cette espèce de psalmodie qu'ils introduisirent dans les domaines de la musique française une nouvelle forme de poésie, divisée en un certain nombre de couplets à rimes tour à tour plates et entrelacées. Ainsi naquit le *lai français*, dont on trouve déjà de nombreux essais dans les poésies du XIII^e^ siècle, et dont la vogue se soutint durant tout le XIV^e^ siècle et même dans la première partie du XV^e^. Mais comme les premiers lais français étaient modelés sur des chants bretons dont la forme était variée, les professeurs de poésie, aussi nombreux au moyen-âge qu'ils le sont aujourd'hui, furent toujours embarrassés pour fixer, avec autorité, les règles du lai. Tantôt ils lui prescrivirent douze, et tantôt vingt-quatre couplets; les uns défendirent certaines répétitions que les autres recommandèrent. Cependant, on peut dire, en général, qu'au XIV^e^ siècle il fallait, pour satisfaire aux conditions de ce poëme, réunir vingt-quatre couplets de quatre, six, huit ou douze vers chacun; et ces couplets devaient être tous doublés, c'est-à-dire ne pas changer plus de douze fois de mesure et de *lisières* ou rimes. Il faut avouer qu'un versificateur déjà fort habile pouvait seul entreprendre et terminer un ouvrage aussi difficile; et certes il eût été permis d'appliquer au lai ce que Boileau a dit un peu légèrement du sonnet, que, *sans défaut*, il valait un long poëme. Les versificateurs qui réussirent le mieux dans cet exercice poétique, pendant le XIV^e^ siècle, sont Christine de Pisan, Guillaume de Machau, Froissart, et Eustache Deschamps. Avouons cependant que la facture du *lai français* était hérissée de si grandes difficultés que la postérité ne peut aujourd'hui prendre un grand plaisir à la lecture de ceux que les manuscrits nous ont conservé. Les complications de la forme poétique ont toujours été funestes au développement de la pensée et à l'essor de l'imagination.

Walter Scott a fait un poëme rempli d'allusions archéologiques, sous le titre de *Lay of the last minstrel*. Ce titre est mauvais, en ce que le poëme est fait à l'imitation non pas des lais notés des ménestrels français ou anglais, mais des anciens *lais bretons* qui ne furent pas composés par des *ménestrels*, mais par des *bardes* ou *harpeurs*.

On peut voir, sur l'origine et les développements de l'ancien *lai*, le savant ouvrage récemment publié par M. Ferdinand Wolf de Vienne, *Ueber die Lais, Sequenzen und Leiche* (Heidelb., 1841,

1 vol. in-8°). Depuis les lais de Marie de France publiés en 1820 par Roquefort, M. Francisque Michel a donné, avec le soin qui préside à toutes ses publications, un grand nombre de lais bretons anciennement traduits en vers français, entre autres *Hareloc* le *Désiré*, l'*Ombre*, le *Conseil*, et le *Mantel mautaillé*. Remarquons, en terminant cet article, qu'une multitude d'aventures amoureuses attribuées à des chevaliers français du moyen-âge ont été empruntées aux traditions conservées dans les lais bretons. Pour n'en citer qu'un exemple, les prétendus malheurs du châtelain de Coucy, agréablement versifiés par un trouvère français du XIV^e^ siècle, sont évidemment empruntés au fond du plus célèbre des anciens lais, celui de Goron ou Gorion. P. P.

LAI (FRÈRE). Ce nom, abréviation du mot laïque (*voy.*), était donné, dans les couvents, à l'homme illettré attaché au monastère pour servir les religieux. L'introduction des frères lais ou convers (*voy.* FRÈRE) dans les monastères date du XI^e^ siècle. L'abus ne tarda pas à s'emparer de cette institution; les frères lais, dépouillés des priviléges et de l'habit des autres religieux, devinrent les serviteurs des clercs, qui négligèrent alors tout travail manuel. Plus tard, on appela *moines lais* des laïcs, souvent hommes de guerre invalides (*voy.*), que le roi plaçait dans une abbaye de nomination royale pour y être entretenus. Les religieuses reçurent aussi des filles pour le service des couvents, qui prirent le nom de *sœurs laies*, ou sœurs converses, en les distinguant des dames de chœur, ainsi nommées parce qu'elles avaient seules une place dans cette partie de l'église dont l'entrée était également interdite aux frères lais. L. L.

LAIBACH ou LAYBACH (en italien *Lubiana*, en slavon *Lublan*), chef-lieu du duché de Carniole (*voy.*), qui fait partie du royaume autrichien d'Illyrie (*voy.*). Cette ville, bâtie sur les deux rives de la Laibach, rivière navigable qu'on traverse sur cinq ponts, a, en y comprenant les faubourgs, une population de 13,000 âmes. Siége du gouvernement de la Carniole et de la Carinthie, ainsi que d'un évêché, elle possède un lycée avec une bibliothèque considérable et un jardin agronomique, un gymnase, un séminaire, un musée avec des collections nationales dans le palais d'Auersberg, un théâtre et plusieurs sociétés savantes. La cathédrale contient des fresques de Quallia; l'hôtel-de-ville est dans l'ancien style allemand. La langue du peuple est le vinde, dialecte slavon mêlé d'une foule de mots allemands et italiens. Le commerce d'expédition et de commission avec l'Autriche, la Bavière, la Hongrie et la Turquie n'est pas sans importance, quoiqu'il ait beaucoup souffert dans ces derniers temps. De 1809 à 1813, Laibach a été le siége du gouvernement français des provinces Illyriennes.

Au mois de décembre 1820, le congrès réuni à Troppau (*voy.*) se transporta à Laibach, afin de se rapprocher du théâtre des événements, et parce qu'on jugea la présence du roi des Deux-Siciles nécessaire. Le mois suivant, les empereurs d'Autriche et de Russie, le roi des Deux-Siciles et le duc de Modène s'y rendirent pour aviser en commun aux mesures à prendre contre le carbonarisme (*voy.*) qui menaçait de bouleverser l'Italie (*voy.* T. XV, p. 156). Le congrès se composait en outre du ministre autrichien Metternich, des ministres russes Capo d'Istria (Kapodistrias), Nesselrode, Pozzo di Borgo, et des ministres prussiens Hardenberg et Bernstorff, avec leurs chancelleries et le secrétaire Gentz; des envoyés français de Caraman, de La Ferronays et de Blacas; de l'envoyé anglais lord Stewart (*voy.* tous ces noms); de ceux de Sardaigne, marquis de Saint-Marsan et comte d'Aglié; de celui du pape, le cardinal Spina; de celui de Sicile, Ruffo (*voy.*) et de ceux des autres petits états d'Italie. Il s'ouvrit le 26 janvier 1821, et dura jusqu'au mois de mai, la révolte du Piémont et l'entreprise d'Hypsilantis (*voy.*), dans la Moldavie, ayant retardé les délibérations. Le congrès s'occupa d'abord des affaires de Naples, et ensuite de celles du Piémont. L'Autriche, la Russie et la Prusse firent adopter, comme maxime du droit politique européen, l'intervention armée d'un état dans les dissensions intérieures d'un état voisin. La tranquillité rétablie dans le royaume de Naples et en

Piémont, les deux empereurs firent paraître, le 12 mai, une déclaration signée par leurs ministres et par l'envoyé prussien Krusemark, portant qu'ils ne s'écarteraient jamais des principes établis dans les conférences de Laibach. La France souscrivit aux résolutions qui y furent adoptées, mais sans coopérer à leur exécution. La Grande-Bretagne, au contraire, les rejeta dans une circulaire de lord Castlereagh, en date du 19 janvier 1821. *Voy.* Vérone. *C. L.*

LAIC ou Laïque (du grec λάος, peuple), s'entend de tout ce qui n'est point ecclésiastique, ou qui n'appartient pas temporellement à l'Église. Toutes personnes qui ne sont point engagées dans les ordres ou du moins dans la cléricature (*voy.*) sont des personnes laïques. On appelle biens laïques ceux qui ne font point partie de la dotation de l'église. Comme adjectif, le mot laïque est souvent remplacé aujourd'hui par le mot *temporel* qui s'oppose à spirituel, comme on opposait laïque à ecclésiastique. — *Voy.* Clergé. L. L.

LAIDEUR. La laideur est l'opposé de la beauté (*voy.* Beau) : c'est une défectuosité dans les proportions ordinaires qui nous choque et même nous repousse. Si ce sentiment va jusqu'à l'horreur, le laid devient *horrible; affreux*, s'il cause de l'effroi; *hideux*, s'il fait naître le dégoût. Au contraire, si le manque d'harmonie ne nous inspire qu'une sensation désagréable, l'objet qui l'aura produit sera simplement *laid* ou *vilain*. La laideur n'est point, comme on l'a dit, synonyme de *difformité:* ce dernier mot exprime l'altération à un haut degré, le renversement, la négation des formes proportionnelles; le premier désigne seulement l'irrégularité, le défaut d'harmonie dans ces mêmes formes. On qualifie particulièrement de laideur le manque de beauté dans le visage. Elle a alors pour principe la disproportion relative ou la disposition choquante et désagréable des divers traits qui la composent. On sait combien d'accidents peuvent en varier les nuances, en modifier les effets, depuis ce degré de laideur qui souffre les épithètes de hideuse et d'épouvantable, jusqu'à cette imperfection de formes, obligeamment qualifiée de *laideur aimable.*

Suivant certains juges, les caractères de la laideur sont purement arbitraires, et il est, en effet, impossible de les déterminer d'une manière absolue, bien que la nature les ait rendus évidents aux yeux de tous. Comme son contraire, la beauté, la laideur est soumise, dans l'appréciation, à des différences d'opinion si tranchées que tel visage, odieux pour une personne, est presque agréable pour une autre. C'est surtout en une pareille question qu'il est permis de dire *quot capita, tot sensus.* N'oublions pas, d'ailleurs, que la laideur matérielle des traits, celle qui résulte de leur irrégularité, de leur disproportion, peut être rachetée par l'expression de la physionomie, reflet de l'âme et miroir de l'intelligence. Si l'absence de cette expression enlève tout charme aux traits d'une forme irréprochable, animée par elle, la figure la plus irrégulière saura plaire encore, et toujours une laideur *spirituelle* sera préférable à une beauté *bête.*

Quoique la laideur soit une imperfection physique, elle offre à la morale quelques considérations intéressantes. On a dit il y a longtemps, et on a dit avec raison, quant à la réalité du fait, qu'une figure heureuse portait avec elle sa recommandation. C'est qu'en effet, l'impression reçue par nos sens est presque toujours le premier élément de nos impressions morales. Rien de moins fondé en général, pourtant, que cette prévention, et trop souvent rien de plus dangereux. *Nulla fronti fides.* Quelques individus, néanmoins, abondent dans ce sens jusqu'à supposer une corrélation nécessaire entre les formes extérieures et les qualités de l'âme, et à leurs yeux la laideur est l'enseigne du vice : les exemples d'Ésope, de Socrate et d'Épictète dans l'antiquité, ceux de Sully et de Vincent de Paul dans les temps modernes, suffisent pour réduire à sa valeur cet ignoble préjugé.

Les femmes, pour qui le désir de plaire est un besoin, pour qui les moyens d'y réussir sont une condition essentielle du bonheur, regardent la privation de toute beauté comme une infortune réelle, que souvent elles accroissent par l'amertume de leurs regrets, les souffrances de la ja-

lousie, et les poignantes déceptions d'un amour-propre d'autant plus exigeant qu'il éprouve plus d'humiliations. Les dons les plus distingués de l'esprit, même les dons brillants du génie, ne mettent pas toujours à l'abri de ces faiblesses d'une vanité instinctive.

Les Grecs avaient fait de Thersite (*voy.*) un type de la laideur, au physique et au moral. P. A. V.

LAINE, du latin *lana*. La laine est un amas de poils blancs ou bruns provenant de la dépouille du mouton (*voy.*), dépouille qu'on appelle *toison* lorsqu'elle est entière, et qu'on obtient par la tonte de l'animal, une ou deux fois par an dans la belle saison. La chimie nous apprend encore fort peu de chose sur le brin de laine, et sur la nature, la formation et le développement de ce corps, espèce de mucus durci auquel s'unit une matière huileuse et savonneuse. Tout le monde sait que la partie solide n'est soluble ni dans l'eau froide ni dans l'eau chaude. Quant à la matière huileuse, elle existe dans l'intérieur et à l'extérieur du brin, et constitue, dans le premier cas, la *sève* ou la *moelle*, et, dans le second cas, le *suint* et le *surge*. Le suint se dissout dans l'eau froide; le surge ne part qu'à l'eau chaude; encore cette opération exige-t-elle le mélange d'autres substances, et notamment du suint lui-même. La partie médullaire, protégée sans doute par l'enveloppe, résiste aux agents qui opèrent la dissolution du suint et du surge; de là, probablement, l'impossibilité de faire un dégraissage complet de la laine, et la réapparition du *gras* après un certain temps; circonstance à laquelle nous devons peut-être la douceur et le moelleux des étoffes.

Le brin de laine prend naissance au sein du tissu cellulaire qui se trouve sous la peau, dans un bulbe tantôt rond, tantôt ovale, et plein d'une humeur visqueuse qui lui sert de nourriture. Voilà ce qui semble bien constaté. Mais ce brin sera-t-il *fin*, *lisse*, *ondulé*, etc., suivant que le pore de la peau sera étroit, droit ou tortueux? c'est encore une question pour les physiologistes.

Le brin peut être 1° *plat*, *uni*, ou *lisse*; 2° *frisé*, ou *ondulé*, s'il offre plusieurs sinuosités plus ou moins régulières; 3° *vrillé*, si ces sinuosités se développent en spirale, ou *crépu*, s'il décrit des courbes qui s'enchevêtrent ensemble. Excepté dans l'agneau, chez lequel il s'effile en pointe, le brin est plus fin à sa base qu'à son extrémité. Les connaisseurs ne jugent de la finesse de la laine que par comparaison, et l'habitude seule peut rendre ce jugement plus ou moins exact. Il en est de même pour la longueur, la souplesse, la force, l'élasticité, la crispation et tous les autres caractères de cette matière textile.

Ainsi qu'on le verra à l'article qui leur sera consacré, les moutons présentent un grand nombre de variétés, dont quelques-unes paraissent devoir leur origine à la nature des climats : le mouton d'Angleterre produit une laine fine, droite et longue; le mouton d'Espagne, ou mérinos, a la laine touffue, molle et crépue; le mouton de France porte une grosse laine non frisée et divisée en mèches; le mouton d'Afrique a le poil ras; le mouton des Indes, importé par les Hollandais, fluet et *flandrin*, comme on le nomme, donne une laine longue et fine; le mouton sauvage des iles Faroër, d'Islande et de Norvége, est riche de trois sortes de poils : un jarre, une laine commune et un duvet fin; enfin, le mouton de la Crète ou de Candie, transporté du mont Ida en Valachie, en Bohême et en Hongrie, est remarquable par une laine ondulée, propre à faire des pelisses, etc. Quant à l'étoffe des châles cachemyres, elle est produite par le poil d'une espèce de chèvre particulière à ce pays (*voy.* CACHEMYR).

On comprend la généralité des laines en trois grandes classes : les laines *communes*, les laines *mérinos* et les laines *métis*. Les laines mérinos sont assez caractérisées; quant aux laines communes et aux laines métis, elles présentent d'innombrables variétés dont la connaissance précise exige une longue pratique. Telle est la classification par races, si nous pouvons nous exprimer ainsi; mais on doit encore considérer les laines sous le rapport de l'usage auquel on les destine et en faire alors deux classes principales : les laines servant à la fabrication des tissus *foulés*, ou des *draps*, et les laines qui sont

bonnes pour les étoffes *rases*, ou tissus ne subissant pas le foulage. Sous le rapport de leur préparation, on peut même les distinguer en laines *de carde* et en laines *de peigne*. Il y a encore les *mères-laines* et les laines *d'agneaux;* les laines *en suint* ou *surges*, et les laines *lavées à dos*. Enfin, et dans tous les cas, on peut faire un triage des laines *fines*, des laines *communes* et des laines *intermédiaires*. Mais on comprend que ces dénominations ne peuvent point exprimer une ligne de démarcation absolue. La nomenclature des variétés est inabordable, car la division est compliquée, jusque sur le même animal, et les connaisseurs ne confondent point le dos, le cou, la croupe, le ventre, les reins, et puis encore le garrot, le poitrail, etc., etc.

Laines communes. Parmi les laines communes, il y en a fort peu qui présentent de la finesse, de la douceur et de la souplesse; dans ce cas, elles sont *frisées*, *ondulées* et *courtes*. Leur longueur réelle ne dépasse pas $0^{m}.12$ à $0^{m}.13$; toutefois, les plus courtes n'ont pas moins de $0^{m}.08$. Les laines communes, *plates* ou *lisses*, sont très grossières et peu propres au foulage; elles ne manquent pas d'une certaine douceur provenant de l'uni du brin; leur longueur varie de $0^{m}.12$ à $0^{m}.27$. Celles du Rio de la Plata atteignent cette dernière longueur et ressemblent à du crin de cheval. Il y a aussi des laines communes *crépues*, dont la longueur peut atteindre $0^{m}.27$; quelques mauvais mérinos ont également une laine crépue qui dépasse la toison, et qu'on appelle *bigotte*, *poil de chèvre*, *poil de culotte*. Quant au *jarre*, ce n'est pas, à proprement parler, une laine, mais un véritable poil roide et à la manière des soies de porc qui se mêle à la laine.

Laines métis. On désigne particulièrement, en France, par le nom de métis l'agneau d'une brebis française ou de race commune avec le bélier espagnol ou mérinos. En ne comprenant même sous le nom de laines métis que les laines provenant de bêtes ainsi obtenues, on trouve des modifications innombrables. Toutefois, comme le métissage a obtenu un succès complet en Saxe, les laines de ce pays, dites laines *électorales*, sont considérées comme le type des laines métis.

Laines mérinos. La race d'Espagne est sans contredit la plus précieuse de celles qui existent en Europe. Elle paraît tirer son origine de sujets importés de la Barbarie, et c'est d'elle que sortent tous les troupeaux à laine fine dispersées en France, en Angleterre et dans les autres contrées du globe. On a fait quatre classes des laines mérinos : les laines de *haute finesse*, de *belle finesse*, de *finesse médiocre* et de *finesse inférieure ;* et on les caractérise autant que possible par la forme de la mèche et du brin. La mèche est une agglomération de 15 à 35 brins, tellement parallèles et si conformément ondulés qu'on les prendrait pour un filament unique. Les agglomérations de brins sont bien prononcées dans la première classe, moins dans la seconde, peu dans la troisième, et presque point dans la quatrième. En outre, les mèches de la troisième classe sont pointues, moins cependant que celles de finesse inférieure.

Un œil exercé peut trouver dans l'aspect intérieur de la toison des indications sur le mérite d'une bête. Ainsi, les toisons *rondes* et *unies* ou *fermées*, c'est-à-dire présentant une surface rase, annoncent la régularité des mèches et plus souvent encore la roideur de la laine. Les toisons *noueuses* (dont les mèches se terminent par des nœuds) sont un indice de brins ténus et élastiques qui ne se soutiendraient même pas sans le crottin qui les réunit.

Laines de carde. Toutes les laines se feutrent plus ou moins bien. Le feutrage (*voy.*) s'opère au moyen de croisements et de chevauchements des brins par suite d'un battage qui les étend, les étire, les rompt et développe le frisé, le retirement et les crispations nécessaires. Ce battage se fait au moyen de gros marteaux mis en action par un moteur quelconque (*voy.* Foulon). C'est dans cette opération que la pièce de drap (*voy.*) prend l'épaisseur que nous lui connaissons. Les laines les plus favorables pour le feutrage sont celles qui réunissent la finesse et la souplesse. Or, ces deux qualités donnent au drap d'autant plus de durée, d'imperméabilité, de finesse, de légèreté, de douceur et de moelleux, qu'elles sont plus développées.

Autrefois, la laine se cardait (*voy.* CARDEUR) à la main avec la carde ordinaire; on en formait de petits boudins que la fileuse présentait à la broche d'un rouet. Aujourd'hui, ce traitement se fait à la mécanique, au moyen d'un système de cylindres cardeurs et nettoyeurs, qui convertit d'abord la laine en nappes : c'est le *scriblage*, le *droussage* ou le *cardage en gros*. Ensuite, la laine est réduite en loquettes prêtes à être filées : cette opération exige que la laine soit *graissée* avec de l'huile d'olive dans la proportion de 10 à 25 p. $^{0}/_{0}$, suivant que le drap doit être grossier ou très fin. On file (*voy.* FILATURE) aussi presque partout à la mécanique; pourtant cette industrie ne date en France que de 1825. Quant au cardage, il est plus ancien : le célèbre John Cockerill l'importa d'Angleterre, entre 1809 et 1812.

Laines de peigne. Si, pour les draps, on recherche dans la laine une plus grande susceptibilité de feutrage, qualité qu'on développe d'ailleurs par le *cardage* qui rend le fil velu, on comprend sans peine que ce doit être le contraire pour les étoffes rases. En effet, c'est l'uni du fil qui fait le mérite de ces tissus. Or, pour obtenir un fil lisse et doux, il faut que tous les brins soient parallèles, c'est-à-dire que la laine doit être peignée, et par conséquent qu'elle doit être *longue*. En résumé, la laine de peigne doit présenter une grande finesse, une grande souplesse et une égalité soutenue. L'industrie française n'en a pas assez de cette qualité précieuse. Les laines mérinos que nous avons seraient assez fines, mais elles n'ont pas la longueur nécessaire. Quant aux autres, elles pèchent par l'absence des trois autres qualités que nous venons d'énumérer.

Laines d'agneaux, mères-laines. En général, les agneaux participent des qualités des troupeaux auxquels ils appartiennent; mais ils ont, chacun dans leur classe, plus de douceur, plus de souplesse que la *mère-laine*, et se filent plus fin. L'agneau apporte en naissant une toison de petites mèches bouclées et une espèce de duvet, variété de jarre, assez fin et quelquefois même crépu. Dans les mérinos, on peut avoir des agneaux sans duvet ou *ras*, ou bien des agneaux avec duvet ou *poilus*.

Laines en suint ou surge et laines lavées. En général, le cultivateur livre ses laines au commerce dans leur état de suint. On les dit alors laines *en suint* ou *surges*. Cependant, d'après ce qu'on a vu au commencement de cet article, la dernière expression s'appliquerait mieux aux laines lavées à froid. En Allemagne et dans plusieurs provinces de France, le producteur exécute ce lavage même sur le dos de l'animal. Le marchand ou *laveur* reçoit la laine lavée en suint ou lavée à dos, et la passe au fabricant, après avoir procédé au triage et à l'assortissage convenables, et après avoir soumis la laine à un lavage à chaud, dit *lavage marchand*. Cette opération peut être précédée d'un lavage à froid après la tonte. Enfin le fabricant, avant d'employer la laine, lui fait subir un dégraissage à fond, par l'eau et d'autres agents.

Laines de France. Il y en a de fines, de communes et d'intermédiaires. Les laines fines proviennent de mérinos ou de métis; on les récolte dans toute la France, mais surtout aux environs de Paris, dans un rayon de 30 lieues. Les mérinos proviennent des plus belles races espagnoles, qu'on a su conserver pures et qu'on a même améliorées. Les laines fines de Brie conviennent à la belle draperie, celles du Berry et du Midi, en général, sont maigres et se prêtent difficilement aux apprêts.

Parmi les laines *intermédiaires*, on distingue : les laines du Roussillon, qui ont de la finesse et du nerf et qui se prêtent aux apprêts; les laines du Poitou, douces, blanches, soyeuses, se prêtant assez bien aux apprêts; les laines de Provence, plus rudes, mais pouvant servir encore aux apprêts; les laines du Berry, encore plus dures, sèches et se prêtant difficilement aux apprêts. Toutes ces productions sont employées pour la draperie moyenne et commune, et pour les couvertures. Reims absorbe, en grande partie, la production du Berry pour la petite draperie.

Les laines *communes* sont le produit des animaux de races indigènes non métissées; elles sont grossières, hautes de mèche. Les beauceronnes et les picardes sont longues, fortes et nerveuses; les solo-

gnes, plus courtes, plus fines, mais molles, maigres, et accompagnées de poils roux et de jarre; celles de Médoc, molles et chargées de bruyères; les bayonnaises et les béarnaises surtout sont mécheuses et feutrées. Ces laines servent pour les tapis, les couvertures, les matelas, les lisières; les beauceronnes et les picardes servent, en outre, à la bonneterie et à la draperie commune; celles de Sologne, aux couvertures teintes; et celles de Médoc, aux *étoffes à poil*.

En Bourgogne, dans le Soissonnais, en Champagne, dans le pays de Caux et en Picardie, on lave généralement les laines sur le dos de l'animal, aux dépens de sa santé, avant la tonte. Les laines les plus fines, celles de Bourgogne, et les plus hautes, celles du Soissonnais, sont destinées au peigne et servent pour les *étoffes-mérinos*; celles de Champagne et autres, plus maigres, moins fines, moins nerveuses, sont destinées aux gros usages.

Les laines d'*agneaux* surges ou lavées à dos sont filées pour la fabrication des étoffes légères, des draperies inférieures et même de la grosse chapellerie, quand elles sont communes. Les belles laines de ce genre, lavées ou blanches, sont transformées en flanelles, en châles, en articles de nouveautés de toute espèce, en draps et en casimirs; pour les étoffes légères, on les combine avec le coton.

Outre ces variétés déjà si nombreuses, le commerce utilise encore la pelure, les écouailles, la laine de peau et la pelade. On appelle *pelure* la laine détachée au moyen de la chaux des peaux *de course* (d'animaux tués dans les fermes), ou des peaux *de boucherie*. Cette matière est en *grappes* (morceaux), ou bien en *avalies* (peaux entières). Il y a des *bas fins*, des *hauts fins* et des *communs*. On les lave pour en faire des écouailles, ou bien on les consacre à la couverture et aux bonneteries. Les *écouailles* sont des pelures lavées et triées, susceptibles d'être filées fin et bonnes pour les draps, le broché des châles et les tissus légers, tels que flanelles, circassiennes, etc. Quand la laine est abattue en suint, on la dit *laine de peau*, ou *écouaille au procédé*; en général, elle n'est pas arrivée à maturité: aussi elle est tendre, et comme elle n'a point été altérée par la chaux, elle a plus de souplesse, de douceur et de nerf que l'écouaille. La *pelade* (mot patois) est une pelure de Provence et du Midi, dure, sèche, altérée par la chaux et réussissant mal en teinture, mais assez bonne pour la grosse draperie, la bonneterie et la couverture.

Laines étrangères. Les laines fines se trouvent en Allemagne, en Espagne, en Russie, en Angleterre et dans la Nouvelle-Hollande. Parmi les laines d'*Allemagne*, on distingue particulièrement celles de Saxe, de Moravie, de Hongrie, de Silésie, de Bohême, de Bavière, de Wurtemberg et de Prusse, toutes lavées à dos, souvent battues sur la claie et pelotées en manchons formés de plusieurs toisons. Toutes ces laines sont douces et soyeuses, et quelquefois même trop molles, parce qu'elles sont tondues deux fois par an. Les meilleures sont celles de Saxe, dites *électorales*. Ce sont d'ailleurs les plus fines et les plus belles qu'on connaisse, et elles possèdent au plus haut degré les qualités nécessaires pour les draps supérieurs. Elles sont employées concurremment avec nos mérinos et nos métis. Les laines *d'Espagne* varient pour la finesse. Les plus connues sont les léonaises, les ségoviennes et les sorianes; elles sont fortes, nerveuses, mais souvent trop dures. Les laines *de Portugal* sont, en général, inférieures. La terre et le climat de l'*Australie* et de *Van-Diemen* sont tout-à-fait propices à la production de la laine. Les Anglais s'en sont aperçus, et maintenant ils en importent chez eux de ce pays-là, concurremment avec les laines d'Allemagne et d'Espagne. Les laines *de Russie* nous arrivent de la Russie méridionale, souvent par la voie d'Odessa. Elles sont maigres et tendres, et analogues aux françaises. Comme les précédentes, elles sont employées pour les draps. — La nomenclature des laines étrangères *communes* est plus longue. Elles sont, en général, fort sales, et peuvent perdre au lavage jusqu'à 60 p. %. On les emploie pour les matelas, les lisières, les couvertures et la grosse draperie. On peut signaler les laines *d'Afrique* (Maroc, Fez, Tunis, Alger, Oran), jaunies par un sable fin, plus ou moins fortes, et chargées de jarre et de

chardons : quelques-unes sont bonnes pour le peigne, la passementerie et la bonneterie; les fabriques du Languedoc en faisaient autrefois un grand usage; les laines *du Levant* (Salonique, Constantinople, Smyrne, Taganrok), molles, laiteuses après le lavage, chargées d'un sable grisâtre et quelquefois de jarre; les laines *des principautés* (Galatz, Valachie, Transylvanie), plus fines que les précédentes, venant aussi par Marseille; les laines *de Hongrie*, *de Pologne* et *du Mecklembourg*, fortes et grisâtres; les laines *de Franconie* et *de l'Allemagne intérieure*, lavées à dos et meilleures que les précédentes; les laines *de Brême*, portant les noms de *pompes de Brême* (tonte d'hiver) et *poils de Brême* (tonte d'été) : cette dernière qualité est plus tendre; toutes deux sont grises et noires; les laines *danoises* (la première qualité est connue sous le nom d'*agneau de Hambourg*): ces trois dernières espèces servent pour la chapellerie, les lisières et les gros draps; les laines *d'Amérique* (Buénos-Ayres, Montevidéo, Rio-Janeiro), lavées, hautes, fortes, avec des chardons, et mêlées de noir et de blanc. Cette variété tend à s'améliorer depuis l'importation d'un troupeau de mérinos, faite par les Anglais, en 1806.

Il y a des laines *intermédiaires* partout où il y a des troupeaux métissés. Les plus connues de cette classe sont celles *d'Aragon*, *de Navarre*, et les *burgalaises*, divisées en entrefines et en fleurtons. Celles de la *Pouille* et de la *Romagne* sont tendres et bonnes pour les étoffes à poil.

Laines anglaises; laines longues. Les Anglais se sont attachés surtout à la production des belles laines longues, luisantes et soyeuses. Mais, depuis quelques années, les propriétaires d'outre-Manche semblent sacrifier la qualité à la quantité. Les bêtes qui produisent cette laine sont d'une race particulière qui réussit fort bien en Angleterre, surtout dans les pâturages du Lincoln et du Leicester, ainsi qu'en Belgique. Le brin de laine a souvent un tiers de mètre (un pied), et la toison pèse 3, 4 et 5 kilogrammes. Cette laine forme tout le profit de l'agriculture (car l'animal n'engraisse pas), et cette circonstance explique sa cherté relative. Par sa longueur et sa force, elle convient, malgré sa grosseur, de préférence à toute autre, aux étoffes rases : étoffes à gilet, tapis, crêpes, popelines, bombasines, mérinos, napolitaines, flanelles, alépines, stoffs, escots, etc.

La production et le commerce des laines a subi, vers la fin du siècle dernier, une révolution immense par l'introduction des mérinos en Allemagne et en France. L'industrie française réclame aujourd'hui une diminution des droits élevés qui protégent l'agriculture en l'énervant peut-être au détriment de nos manufactures et de notre commerce. Ces droits étaient de 33 p. $^{o}/_{o}$ sur la valeur, sous la Restauration; ils ont été abaissés à 22 p. $^{o}/_{o}$ en 1834; mais une nouvelle réduction est encore nécessaire, et l'on comprend combien d'intérêts cette question doit soulever, en se rappelant que l'industrie drapière peut être évaluée à 250 millions, dont la moitié au moins représente la valeur de la matière première. Le système protecteur a fait un grand tort à nos manufactures, et l'agriculture qu'on voulait protéger en a ressenti le contre-coup. La Prusse, l'Italie, l'Autriche, la Bavière, la Saxe, ne pouvant plus nous vendre leurs laines, en ont fabriqué des draps qui concourent maintenant avec les nôtres. Les établissements de la Prusse et de la Saxe notamment se perfectionnent dans la manipulation, ils ont la main-d'œuvre à bas prix et de bonnes laines en grande quantité. Ce résultat n'a rien qui doive surprendre; on le constate partout où les lois sont inspirées par le système protecteur. L'Angleterre en a fait la triste expérience, de 1660 à 1825, époque à laquelle l'illustre Huskisson (*voy.*) rendit libre l'exportation des laines longues. L'importation fut libre jusqu'en 1802; mais l'opinion prohibitive prit alors le dessus, et, en 1819, on mit à l'entrée des laines un droit de 60 p. $^{o}/_{o}$; aujourd'hui la douane ne réclame que un demi sheling à 1 sh. par livre suivant la qualité; cet abaissement date de 1825, et c'est depuis cette époque que les manufactures anglaises ont pris leur développement actuel. Rien de plus simple à comprendre : les laines anglaises ne sont pas propres

à tout, et il faut souvent les combiner avec des laines étrangères pour obtenir de bons résultats. Pareillement, en France, les laines nationales ne paraissent pas pouvoir remplacer les laines longues, et par conséquent, il faut laisser passer celles-ci au meilleur marché possible ; et, d'autre part, comme il est bien démontré que nos agriculteurs ne peuvent pas alimenter nos fabriques, il faut accorder les mêmes licences aux laines d'Allemagne, d'Espagne, de Russie et d'Australie.

La laine est la matière première la plus anciennement et la plus universellement connue. Nous avons vu sur le dos des Bédouins les mêmes couvertures mal tissées que portaient les sujets de Mithridate ; tous les Romains, maîtres et esclaves, prolétaires et sénateurs, femmes et guerriers, étaient vêtus de serge fabriquée dans l'intérieur de chaque maison ; et l'on estime, sans s'appuyer pourtant sur aucune base certaine, la production de tissus de laine, à Rome, à 300 millions de francs. L'industrie des laines remonte en Espagne jusqu'aux temps les plus reculés, et s'il faut en croire ce qu'on rapporte, ce pays devrait la beauté de ses laines à Columelle (*voy.*), qui fit servir dans ses troupeaux, à Cadix, quelques beaux béliers venus d'Afrique pour les jeux publics. L'Espagne, exclusivement agricole, s'est toujours beaucoup occupée de la production des laines ; mais elle a trop longtemps cru que les nations industrielles ne pourraient pas se passer de ses produits, et elle mit des droits sur la sortie de la laine, qui, en contribuant à la rendre plus chère, excitèrent les autres peuples à produire la même matière. On retrouve aussi de bonne heure les Anglais possesseurs de nombreux troupeaux ; ce sont eux qui ont si longtemps fourni cette matière première aux Flamands et aux Hollandais, restés sans rivaux jusqu'au XVI^e^ siècle. A cette époque, les Anglais se mirent à fabriquer eux-mêmes, et firent aux Pays-Bas une concurrence redoutable, qui finit par leur enlever le monopole de cette production utile. On donne à l'Angleterre environ 32 millions de têtes à laine, fournissant des toisons variant entre 15 et 35 hectogr. Depuis le commencement de ce siècle, un grand changement s'est opéré dans la qualité et la quantité des laines que ce pays importe. Avant 1800, il recevait 1,500,000 kilogr., en grande partie d'Espagne ; à cette époque, les importations s'élevèrent à 4,500,000 kilogr., et elles dépassent aujourd'hui 30 millions, dont la moitié vient d'Allemagne. L'Espagne a beaucoup perdu de son ancienne prépondérance dans le commerce des laines, et l'Australie semble destinée à lui porter un nouveau coup, sans compter la guerre civile.

En France, l'industrie des laines trouva un zélé partisan dans Sully, qui, malgré ses préventions contre les arts manufacturiers, protégea les fabricants de drap, dans le but d'encourager les éleveurs de bestiaux. Plus tard, Colbert faisait venir Van Robais à Abbeville, pour introduire la fabrication des draps fins, façon Hollande. Vingt ans avant, Nicolas Cadeau créait la fabrique de Sedan (*voy.*) dont les produits sont encore renommés. La révocation de l'édit de Nantes fit émigrer, en partie, cette belle industrie déjà nationalisée, et porta les procédés et les capitaux en Angleterre, en Prusse, en Saxe et dans toute l'Allemagne. Ces divers pays sont devenus, dans la suite, nos rivaux, l'Angleterre surtout, qui n'avait pas comme nous à se débattre contre l'hydre des corporations. La fin du siècle dernier, témoin de tant de merveilles, vit l'abolition de ces entraves par l'illustre Turgot, et l'introduction des mérinos (1785), véritable révolution dans la production des laines. On avait déjà à Montbard quelques bêtes de cette espèce, mais elles étaient peu nombreuses, et le gouvernement espagnol ayant prohibé la sortie des bêtes à laine, nos éleveurs ne pouvaient s'en procurer pour améliorer les types nationaux. On imagina un expédient qui eut une réussite complète : on fit écrire par Louis XVI au roi d'Espagne ; celui-ci fit cadeau d'un troupeau tout entier qui fut placé à la ferme-modèle de Rambouillet. Plus tard, la Convention exigea un nouveau troupeau qu'on réunit au premier. Deux établissements ont depuis contribué à la conservation de nos laines, celui de Naz, près de Gex (M. F. Girod de l'Ain) et celui de Calvados (M. de Polignac),

et ont servi de modèle aux producteurs français. En 1818, Chaptal comptait 766,000 mérinos, 3,578,000 métis et 30,843,000 moutons communs, en tout 35 millions environ. MM. Perrault de Jotemps, Fabry et Girod de l'Ain donnaient, en 1824, les chiffres suivants : 1,500,000 mérinos, 6,500,000 métis, 38,500,000 moutons communs, en tout, 46,500,000. Nous pouvons compléter cette statistique par le chiffre de la consommation et des importations et exportations : en portant à $0^m.5$ ou $0^m.6$ la consommation de chaque individu, environ 1 kilogr. et demi, on trouve, pour 34 millions d'habitants, 51 millions de kilogr. de laine. L'exportation ne dépasse guère 800,000 kilogr. et l'importation s'élève jusqu'à 10 millions, dont un quart en laines fines.

Il y a 40 ans, l'Allemagne exportait fort peu de laine, et encore était-ce de la laine commune ; depuis, l'introduction des mérinos et des laines françaises a donné à cette industrie une importance considérable et la Saxe est devenue l'heureuse émule de l'Espagne. L'exportation des laines allemandes ne dépassait pas, en 1820, 2 millions et demi de kilogr., et voilà que la Prusse et la Saxe comptent par 16 millions et plus. Les fabriques ont marché avec la production agricole : aussi les Anglais trouvent-ils sur les marchés les tissus allemands, surtout depuis l'association des douanes. Plusieurs émigrés saxons et prussiens établis à Sidney viennent puiser aux foires de Leipzig. Enfin, la Saxe elle-même a des concurrents en Allemagne : la Silésie semble avoir accaparé les races pures.

Ainsi, en un demi-siècle, le croisement des mérinos a vivifié l'industrie lainière dans toute l'Europe, et changé sur plusieurs points la politique industrielle des états influents; tels sont pourtant les résultats d'une simple expérience agricole, de quelques règlements de douanes, et de l'application des principes de l'économie politique. J^h G-R.

LAINÉ (Joseph - Henri - Joachim, vicomte), pair de France, membre de l'Académie-Française, naquit à Bordeaux, le 11 novembre 1767. Avocat à 22 ans, il adopta avec ardeur les principes d'une révolution qui lui semblait devoir réaliser des réformes indispensables dans l'ordre social. Appelé à la place d'administrateur du district de la Réole, en 1793, et chargé de la partie des subsistances, il rendit les plus grands services dans ces circonstances difficiles. A la fin de 1795, élu membre de l'administration départementale, il se démit au bout de trois mois de cette place, où son court passage fut marqué par l'adoucissement des mesures de rigueur alors prescrites contre les parents d'émigrés et les prêtres réfractaires. Lainé reprit alors ses travaux comme avocat; et, pendant 12 ans marqués par les plus grands succès, le produit en fut presque exclusivement consacré à soutenir la famille de son frère aîné, honorable négociant, dont la fortune avait été détruite par les hasards du commerce. En 1808, Lainé fut nommé candidat au Corps législatif, et il fut admis ensuite à y siéger par le choix du sénat. Napoléon ayant présenté à l'approbation législative une disposition du nouveau Code criminel où le principe de la confiscation était consacré, Lainé signala l'indépendance de son caractère, en provoquant la formation d'un comité secret où il se proposait de combattre ce principe. Le comité secret n'eut pas lieu, tant la docilité parlementaire excluait alors tout semblant d'opposition, mais, ce qui est à l'éloge du pouvoir, l'auteur de la proposition écartée fut immédiatement décoré de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

La fermeté du généreux orateur devait paraître dans tout son jour, lorsqu'à la fin de 1813, l'invasion du territoire français par les troupes étrangères eut porté au dernier degré les dangers de la patrie. Napoléon ayant envoyé plusieurs pièces à l'examen du Corps législatif, pour en obtenir une nouvelle levée d'hommes et d'argent, une commission spéciale, composée de MM. Raynouard, Gallois, Flaugergues, Lainé et Maine de Biran, fut chargée d'exposer à l'empereur que le vœu de la nation était pour la paix. Rapporteur de cette commission, Lainé lut en comité secret, le 28 décembre, le travail arrêté entre lui et ses collègues. Après l'expression du vœu de tout l'empire, *pour une paix honorable et durable*, le rapport finissait par deman-

der des garanties constitutionnelles en faveur de la liberté individuelle et de la sûreté des propriétés, ainsi que du libre développement des droits politiques de la nation. On sait de quel débordement de colère, de quelle violence d'invectives et de menaces, de quel arbitraire de mesures fut suivi cet essai d'émancipation parlementaire. Le 31 décembre, la salle des séances fut fermée, la session législative ajournée, les membres de la commission mandés chez le ministre de la police, duc de Rovigo, qui prépara, par sa mercuriale soldatesque, l'audience impériale du 2 janvier 1814, où, dans une allocution mémorable, Napoléon disait que M. Lainé était *un méchant homme, un factieux, vendu au gouvernement anglais*. La session étant close ainsi, au moment où elle venait de s'ouvrir, Lainé se retira à Bordeaux. Quoiqu'il n'eût point pris part au mouvement qui, le 12 mars, ouvrit les portes de cette ville au duc d'Angoulême (*voy.*), celui-ci le nomma aux fonctions de préfet provisoire de la Gironde, qu'il n'accepta que provisoirement. Le Corps législatif ayant été rappelé par Louis XVIII, lors de son avénement, sous la dénomination de Chambre des députés, Lainé en fut nommé président par le roi : alors commença pour lui cette longue carrière de dévouement aux institutions constitutionnelles et de fidélité envers le trône qui les avait reconnues et consacrées par la proclamation de la Charte. Dans la session de 1814, il quitta le fauteuil de la présidence pour s'élever avec force, à la tribune, contre une proposition qui semblait porter atteinte au maintien de l'aliénation des biens nationaux. A la clôture de la session, il présenta le tableau des travaux qui en avaient rempli le cours, et dont il tirait, pour l'avenir, les plus heureux présages, trop tôt démentis par les événements qui marquèrent les premiers mois de l'année 1815.

A la nouvelle du débarquement de Napoléon, les Chambres, dont l'ouverture ne devait avoir lieu qu'au mois de mai, furent immédiatement convoquées. La première séance eut lieu le 11 mars, sous la présidence de Lainé. Dans celle du 16, il s'écria : « Que les hommes de tous les partis oublient aujourd'hui leurs ressentiments, pour ne se souvenir que de leur qualité de Français ! Nous réglerons nos différends après; mais, aujourd'hui, réunissons nos efforts contre l'ennemi commun. » Son départ pour Bordeaux ne précéda que de quelques heures l'entrée de Napoléon à Paris. Le 28 mars, il publia, au nom de la Chambre des députés, une protestation contre la dissolution de ce corps, et contre tous les actes futurs du gouvernement impérial. Le 2 avril, Lainé s'embarqua en même temps que la duchesse d'Angoulême, et il se retira en Hollande. De retour à Paris, le 10 juillet, il reprit, à la Chambre des députés, le fauteuil de la présidence. Il y fut encore rappelé, comme candidat, par ses collègues, et comme titulaire par le roi, à la suite des élections qui eurent lieu au mois d'août 1815. Ces élections ayant donné une majorité formidable au parti ultrà-royaliste, dont l'arrière-pensée était le retour au régime du pouvoir absolu, Lainé, qui voulait sincèrement le maintien des institutions libérales et du système monarchique dont elles émanaient, eut à soutenir une lutte incessante contre les organes les plus véhéments de ce parti destructeur. Il défendit, avec non moins de véhémence, contre eux, le principe écrit dans la Charte, du renouvellement par cinquième de la Chambre des députés, à chaque nouvelle session. Il demandait aussi l'élection à un seul degré, et le cens à 300 fr., comme condition du droit électoral. Dans cette discussion, un membre de l'extrême droite ayant donné un démenti grossier au président, celui-ci quitta sur-le-champ le fauteuil et ne le reprit, le lendemain, que sur une lettre du duc de Richelieu, président du conseil des ministres, qui, au nom du roi, lui en faisait un devoir.

L'Académie-Française ayant été arbitrairement réorganisée, par une ordonnance du roi, en date du 21 mars 1816, Lainé fut appelé à y prendre place, le 17 mai suivant. On se rappelle les calamités qui affligèrent la France, pendant les six derniers mois de l'année 1816. A la suite des pluies continuelles qui avaient désolé l'été, on put craindre que la di-

sette ne vînt encore aggraver les fléaux de l'occupation étrangère. Mais des mesures dictées par la plus sage prévoyance parvinrent à assurer l'approvisionnement de Paris, et même celui de la France entière. L'ancienne expérience de Lainé, nommé ministre de l'intérieur le 7 mai 1816, eut la plus grande part à ces mesures salutaires. Il rendit à l'état un service non moins signalé, en provoquant l'ordonnance de dissolution de cette Chambre de 1815, si étrangement qualifiée d'*introuvable* (*voy.*), et qui, par l'entraînement de son zèle aveugle pour faire revivre un système réprouvé par l'opinion publique, compromettait incessamment la stabilité de l'ordre social. Cette mémorable ordonnance du 5 septembre 1816 déclarait, en outre, que *aucun article de la Charte ne serait révisé*. Dans la discussion du budget de 1817, plusieurs députés siégeant au côté droit réclamèrent avec force la suppression des secours accordés aux réfugiés espagnols, désignés sous le nom d'*afrancesados* (*voy.*). Lainé termina une chaleureuse et brillante improvisation contre cette demande, par ces généreuses paroles : « Un sentiment plus doux encore que la bienfaisance s'oppose à la radiation d'un article maintenu par l'humanité. Les rois, qu'on a justement comparés à des pères de famille quelquefois irrités, comme eux ferment l'entrée de leur pays à des enfants égarés; au fond du cœur, ils ne sont pas fâchés que des parents ou des voisins recueillent ces fugitifs, pour les leur rendre au jour de la miséricorde. » Cet appel à un sentiment tout français fut entendu de l'assemblée, et la trouva presque unanime.

Une loi électorale, basée sur les principes que nous avons énoncés plus haut, et soutenue par Lainé, fut adoptée le 5 février 1817. Mais, destructive des espérances du parti de l'ancien régime, cette loi avait ranimé celles de deux autres partis non moins hostiles au gouvernement monarchique constitutionnel, le bonapartisme et le libéralisme républicain. L'effet rapidement progressif du renouvellement de la Chambre par cinquième ajoutait, chaque année, de telles forces à l'Opposition de toutes les nuances, que le maintien de l'ordre de choses établi par la Charte devenait de plus en plus problématique, pour ne pas dire improbable. Dès les premiers résultats électoraux, Lainé put prévoir le danger, et craindre de l'avoir provoqué lui-même. Une influence rivale de la sienne, et qui lui était supérieure, le contrariait d'ailleurs et l'inquiétait chaque jour davantage, au sein même du ministère, par la force qu'elle rendait aux partis contraires au gouvernement royal, en leur faisant de continuelles concessions. Après avoir vainement lutté, pendant plus de deux ans, contre cette influence, Lainé sortit du ministère, le 29 décembre 1818 : il eut M. Decazes (*voy.*) pour successeur. La dotation du clergé, la création de nombreux établissements de bienfaisance, entre autres de douze bureaux de charité à Paris, l'amélioration du régime des maisons de détention, la reconstitution de l'École polytechnique et du Conservatoire des arts et métiers, la réorganisation de la maison royale de Saint-Denis et de ses succursales, tels furent les principaux actes d'un ministère d'où Lainé sortit aussi pauvre qu'il y était entré. Partisan éclairé du système de la centralisation administrative, il eût voulu, toutefois, étendre davantage certaines franchises locales, et donner plus de liberté d'action aux autorités départementales.

Après avoir quitté le pouvoir, Lainé continua sa lutte contre les deux partis rivaux. Le marquis Barthélemy (*voy.*) ayant, au commencement de la session de 1819, proposé à la Chambre des pairs des modifications à la loi électorale, Lainé, principal auteur de cette loi, mais à qui l'expérience l'avait fait envisager comme antimonarchique, ne balança pas à soutenir à la Chambre des députés la proposition issue de la Chambre des pairs. Dans la séance du 6 décembre, Lainé réussit à faire prononcer la nullité de l'élection de l'abbé Grégoire (*voy.*), qu'il motivait sur l'*indignité* de l'élu. Lainé accepta encore les fonctions de rapporteur de la commission chargée de présenter des modifications à la loi du 5 février 1817. On sait que la longue et orageuse discussion qui s'établit sur ce projet se termina, le 12 juin 1820, par une sorte

de transaction formulée dans l'amendement conciliateur de M. Boin.

Le duc de Richelieu, étant redevenu président du conseil des ministres, après le renvoi de M. Decazes, fit obtenir à Lainé le cordon bleu et la présidence du conseil royal de l'instruction publique. Réélu député par le département de la Gironde, en novembre 1820, il fut, le 21 décembre, nommé ministre secrétaire d'état sans portefeuille. L'affaiblissement de sa santé le força alors à se démettre de ses fonctions universitaires. Pendant la session de 1821, en butte aux provocations hostiles de l'extrême gauche, il soutint constamment la dignité de son caractère. Le 14 décembre 1821, un nouveau ministère est formé. Lorsqu'en 1823, on agita la question de l'intervention de la France dans les affaires intérieures de l'Espagne, Lainé n'hésita pas à se prononcer pour le parti d'une sage neutralité. A l'époque de l'échauffourée qui aboutit à l'expulsion illégale de Manuel (*voy.*), il fit de vains efforts pour faire prévaloir les conseils de la modération. Le 23 décembre 1823, il fut élevé à la dignité de pair de France, avec le titre de vicomte. Dans cette nouvelle lice ouverte à sa vertueuse éloquence, il continua à se montrer le zélé défenseur de la légalité et de tous les principes généreux et conservateurs. Ainsi, le 5 février 1825, il s'éleva contre un projet de loi tendant à attribuer aux communautés de femmes le droit d'acquérir à un titre quelconque; ainsi, dans la discussion sur la piraterie et la barraterie, il plaida la cause de l'affranchissement des Grecs avec un entraînement qui se communiqua à toute la Chambre; ainsi encore, à l'occasion de la pétition du comte de Montlosier (*voy.*) contre les jésuites, il réclama l'application des lois qui devaient garantir la société des entreprises de cette remuante et ambitieuse corporation.

Lainé avait trop de lumières et d'expérience pour méconnaître les vices et les dangers du système de politique intérieure adopté par le successeur de Louis XVIII. On ne saurait donc douter qu'il n'eût pressenti le terme fatal où devaient aboutir tant d'erreurs et tant de fautes. Après la chute d'un trône, miné par la folie de ceux qui avaient prétendu l'asseoir sur la ruine des libertés publiques, Lainé, ne consultant que ses devoirs envers la patrie, prêta le serment qui lui assurait la possession de son siége à la Chambre des pairs. Mais ses forces abattues, son courage ébranlé, ne lui permirent plus d'y faire entendre sa voix. Le dernier mot qu'on ait retenu de lui : *Les rois s'en vont!* a déjà reçu un caractère historique. Une maladie de poitrine, aussi longue que douloureuse, amena, le 17 décembre 1835, la fin de Lainé. Il voulut être enterré comme un pauvre de la paroisse, sans autre cérémonie qu'un prêtre et son cortége; il repose aujourd'hui près de sa mère, sous le clocher du modeste village où s'écoula son enfance. — Le vicomte Lainé n'avait jamais été marié. Un fils de son frère, le contre-amiral Lainé, soutient dignement dans la marine française l'honneur d'un nom illustré par tant de talent uni à tant de vertu. — Si Lainé eut toutes les qualités qui font l'homme de bien et le grand citoyen, il n'eut pas au même degré celles qui font le véritable homme d'état. Il ne connaissait qu'imparfaitement les hommes, et, invariable dans ses principes, il ne le fut pas toujours dans ses opinions. Son éloquence chaleureuse, entraînante, soutenue par la conviction, animée par le sentiment, était quelquefois trop sentencieuse, et paraissait viser à l'effet. Mais rien n'égalait la bienfaisance de son caractère et la simplicité de ses habitudes. Membre du Corps législatif sous l'empire, il envoyait son traitement de 10,000 fr. aux indigents de Bordeaux. Ministre de la Restauration, sa noble indigence ne dédaignait pas de recourir à ses collègues pour l'emprunt des riches accessoires d'ameublement qui lui étaient indispensables dans les jours de représentation. Louis XVIII a peint en une seule phrase ce caractère antique lorsqu'il a dit de lui : « Je n'oserais jamais demander une injustice à mon ministre, tant je sais qu'il a l'âme d'un Spartiate. »

M. Lainé mérita d'être de l'Académie-Française, plutôt comme orateur que comme écrivain; mais quoiqu'il n'ait rien laissé, il était doué d'autant de goût que de savoir. Il a été dignement loué par

M. Emmanuel Dupaty, son successeur à l'Académie. A la Chambre des pairs, la même tâche a été remplie avec non moins de succès par M. le baron Mounier. P. A. V.

LAINEZ ou LAYNEZ (JACQUES), 2e général des jésuites, naquit à Almançario (Castille), en 1512. Après avoir achevé ses humanités, il fit son cours de philosophie à l'université d'Alcala, et vint rejoindre Ignace de Loyola à Paris. Il mourut à Rome, le 19 janvier 1565. *Voy.* JÉSUITES. X.

LAING (ALEXANDRE GORDON), un de ces intrépides voyageurs qui succombèrent en Afrique (*voy.* T. Ier, p. 236), victimes de leur zèle pour la science. Laing naquit à Édimbourg, le 27 décembre 1794. Il était fils d'un maître de pension. Entré comme enseigne dans le corps des volontaires d'Édimbourg, il ne tarda pas à prendre tant de goût pour l'état militaire, qu'en 1811 il partit pour les Barbades, où son oncle commandait un régiment. Il revit l'Écosse en 1819, et se rembarqua bientôt après pour Sierra-Leona, avec le grade de lieutenant et d'adjudant. Chargé, par le gouverneur, de pénétrer dans la Gambie et le pays des Mandingues, afin de recueillir des renseignements sur ces contrées et de sonder les dispositions des chefs, relativement à l'abolition de la traite, il s'acquitta de cette mission avec tant d'habileté, qu'on lui en confia une seconde auprès du roi de Soulimana. L'important commerce d'ivoire qui se fait dans ce pays ne pouvait manquer d'attirer son attention, et, sur sa demande, il obtint la permission d'exécuter un plan de voyage qu'il avait conçu. Il explora le cours de la Rokelle, détermina la position du mont Loma, où le Djoliba (*voy.* NIGER) prend sa source, etc., et avait déjà jeté beaucoup de jour sur la géographie de cette partie de l'Afrique, lorsque éclata tout à coup la guerre des Aschantys (*voy.* ASHANTEES). Il dut donc retourner à son régiment, et commanda, avec le grade de capitaine, un corps considérable sur la frontière de l'empire d'Aschanty. A la mort du commandant M'Carthy, en 1824, Laing fut envoyé en Angleterre pour instruire le gouvernement de l'état des affaires en Afrique. Bientôt après, il vit s'accomplir son désir le plus cher : le gouvernement le chargea d'explorer le Niger. Élevé au grade de major, il partit, au mois de février 1825, débarqua à Tripoli et se mit en devoir de pénétrer jusqu'à Ten-Bouktou, non par le Bornou (*voy.*), comme ses devanciers, mais par la route la plus directe, c'est-à-dire par l'oasis d'Agably (*voy.* AFRIQUE, T. Ier, p. 236). Pendant son séjour à Tripoli, le 14 juillet 1825, il épousa la fille du consul anglais Warrington, et, dès le surlendemain de ses noces, il se mit en route, laissant sa femme dans sa famille. Une lettre, en date du 21 septembre 1826, qu'il laissa à Ten-Bouktou pour son beau-père, apprit à ce dernier qu'il était arrivé dans cette ville sous la conduite d'un chef nommé Attila, qu'il avait rencontré à Gadames. Il annonçait son intention de se rendre par eau à Gény ou Djenny, parce que les Foullahs rendaient les chemins peu sûrs, et que leur sulthan Bello avait manifesté des dispositions hostiles à son égard. Caillé (*voy.*), qui arriva peu de temps après lui à Ten-Bouktou, apprit des habitants que la caravane à laquelle il s'était joint avait été attaquée, à trois journées de marche, au nord de la ville, par les Touariks, tribu nomade, voisine du Djoliba. Reconnu comme chrétien à son costume européen, Laing avait été horriblement maltraité, laissé pour mort sur la place, mais rapporté à Ten-Bouktou par les Maures de la caravane, et guéri. Quoique parfaitement accueilli à Ten-Bouktou, il en était reparti au bout de deux mois afin de poursuivre son entreprise, et avait pris, accompagné d'un seul serviteur, la route d'El-Araoun, où il comptait se joindre à une caravane de marchands maures, qui portait du sel à Sansanding. Après cinq journées de marche, dans la direction du nord, il avait été arrêté par le cheikh Ahmet-Ald'habid, chef fanatique de la tribu Zauad, qui avait voulu le contraindre à embrasser le mahométisme. Laing ayant refusé, on l'avait étranglé au moyen d'un turban *. On ne sait pas ce que sont devenus ses manuscrits, qui, à ce que pré-

(*) Ce récit, plus circonstancié, paraît aussi plus fidèle que ce qu'on trouve sur la mort de Laing à l'art. AFRIQUE, déjà cité. S.

tendent les Anglais, doivent avoir été envoyés de Ten-Bouktou à Tripoli et remis par l'Arabe Hassouen entre les mains du consul français Rousseau. — On a publié le *Voyage dans le Timanni, le Kouranko et le Soulimana, contrées de l'Afrique occidentale, fait, en* 1822, *par le major Gordon Laing*, trad. de l'angl. par MM. Eyriès et de Larenaudière, Paris, 1826, in-8°, avec cartes et planches. *C. L.*

LAIQUE, *voy.* Laïc.

LAIS. Il y a eu deux Laïs que l'on a souvent confondues, l'une et l'autre célèbres entre toutes les courtisanes (*voy.*) de la Grèce. La première naquit à Hyccara, en Sicile, vers l'an 420 av. J.-C., et fut, à sept ans, amenée captive en Grèce, sur la flotte de Nicias. Affranchie par son maître, qui la consacra sans doute à Vénus, elle s'établit à Corinthe, et là elle vendit ses faveurs à des prix excessifs, étant la plus belle des prêtresses de la déesse (*voy.* Hiérodule). La foule de princes, d'artistes, d'orateurs et de philosophes, qui venaient lui offrir leur or, prouve toute la puissance de sa grâce, de son esprit et de sa beauté. C'est à cause d'elle qu'on a dit qu'il n'était pas permis à tout le monde d'aller à Corinthe. Les Corinthiens, enrichis par l'affluence d'étrangers qu'elle attirait dans leur ville, lui érigèrent, après sa mort, un magnifique tombeau, dont Pausanias (II, 2) nous a conservé la description. Ce n'est point cependant à Corinthe qu'elle mourut : étant allée en Thessalie, elle y fut tuée par des femmes du pays, jalouses de son amour pour un jeune Thessalien, pendant qu'elle offrait un sacrifice dans un temple de Vénus. Un tombeau lui fut élevé près de là sur les bords du Pénée, avec une inscription que l'Anthologie nous a conservée (Brunck, t. III, 284). — L'autre Laïs, qui vécut cinquante ans plus tard, était fille de Timandra, la maîtresse d'Alcibiade. C'est celle-ci qui demanda à Démosthène, épris de ses charmes, dix mille drachmes. L'orateur eut la sagesse de répondre qu'il n'achetait pas si cher un repentir. Aristippe, Platon, Diogène même, furent au nombre de ses adorateurs. C'est à Platon qu'on attribue la charmante inscription du miroir que, devenue vieille, Laïs consacra à Vénus (Brunck, t. Ier, 170)*.

Qu'on n'oublie pas, pour comprendre l'existence sociale des Laïs et des Phryné (*voy.*), que toute la mythologie hellénique, la philosophie même, préconisaient l'idolâtrie de la forme et de la beauté, et que l'amour, la volupté, avaient en Grèce des dogmes et un culte, dont la courtisane était à la fois le pontife et la déesse. F. D.

LAIT. Tout le monde connaît les propriétés générales et caractéristiques du lait : on sait que c'est un liquide blanc et opaque, d'une saveur douce, agréable et légèrement sucrée; qu'il constitue le premier aliment de tous les jeunes animaux mammifères (*voy.*), et de l'homme enfant (*voy.* Allaitement, Lactation). Il est sécrété par les glandes mammaires des femelles (*voy.* Mamelle). Il varie avec les espèces, avec les races; il varie avec les individus d'une même race, d'une même espèce. Des différences, moins sensibles, à la vérité, existent encore pour le lait d'un même individu, suivant le régime alimentaire auquel il est soumis, la localité qu'il habite, ou toute autre circonstance pouvant exercer une influence quelconque sur son état physique ou moral : les émotions violentes, les passions vivement ressenties, modifient la nature du lait, peuvent le rendre nuisible, en arrêter le cours. Les alliacées, les crucifères lui communiquent leur odeur; la gratiole le rend purgatif; l'absinthe, amer; le tithymale, âcre. Certaines matières colorantes, telles que l'indigo, la garance, lui donnent même une teinte particulière. M. Péligot a retiré du lait d'une ânesse, nourrie de carottes pendant un mois, un résidu orangé, exhalant l'odeur de cette racine.

Le lait de vache, que nous prendrons pour type, est principalement formé de beurre, de caséum (*voy.* ces mots), de sucre de lait, ou *lactine*, de différents sels et d'eau. La quantité de principes organiques et salins contenus dans le lait pur est de 12 à 13 p. $^{0}/_{0}$, et la quantité d'eau de 87 à 88.

(*) Voltaire l'a traduite ainsi :

Je le donne à Vénus, puisqu'elle est toujours belle ;
Il redouble trop mes ennuis :
Je ne saurais me voir en ce miroir fidèle,
Ni telle que j'étais, ni telle que je suis.

Vu au microscope, le lait présente un nombre infini de globules sphériques, dont le volume varie depuis le point perceptible jusqu'à $\frac{1}{100}$ de millimètre environ. Déjà Leeuwenhœck avait reconnu, à l'aide de cet instrument, que le lait, dans son état physique, contenait une infinité de globules semblables, par leur volume, à la sixième partie d'un globule du sang *.

Un point était resté obscur dans l'organisation du lait : c'était de savoir à quel état les matières caséeuse et butyreuse y existaient. M. Berzélius avait dit : « Le lait est blanc et opaque, qualités qu'il doit à une combinaison émulsionnée de matière caséeuse et de beurre. Le liquide dans lequel nagent les parties émulsives tient en dissolution une quantité considérable de matière caséeuse, du sucre de lait, des sels et de l'acide lactique libre, auquel le lait, même frais, doit la propriété de rougir sensiblement un papier de tournesol qu'on y plonge. » M. Orfila avait déclaré franchement « qu'on ne sait pas si le caséum est en dissolution ou en suspension dans le lait. » M. Raspail définissait le lait : « Un liquide aqueux tenant en dissolution de l'albumine et de l'huile, à la faveur d'un sel alcalin ou d'un alcali pur, et, en suspension, un nombre immense de globules albumineux et de globules oléagineux. » Turpin considérait le lait comme formé par une association de petits êtres de nature végétale. M. Donné avait dit, dans le feuilleton du *Journal des Débats* (27 septembre 1839) : « L'idée que l'on doit se faire du lait est celle d'une véritable émulsion analogue à ce que l'on obtient dans un looch (*voy.*), par exemple, en suspendant une matière grasse ou huileuse dans un liquide sucré. Le beurre est suspendu dans le lait, à l'état de globules d'une extrême petitesse, nageant dans un sérum contenant le caséum et le sucre en dissolution ; le lait est donc, sous ce point de vue, analogue au sang, où les globules nagent dans un sérum tenant également en dissolution la fibrine et des sels, ainsi que l'a démontré le professeur Müller, de Berlin. » M. Quevenne (dont un important travail sur le lait, qui n'a pas encore complétement paru, nous a beaucoup servi), vient de définir le lait : « Un liquide blanc, émulsif, tenant en suspension 1° des globules formés par la matière butyreuse ; 2° des particules de caséum suspendu ; et, à l'état de dissolution, le caséum dissous, une matière de nature albumineuse, la lactine, des matières extractives, des sels et une trace de matière grasse. » D'après le même auteur, les éléments de l'analyse chimique du lait sont : « Beurre, caséum suspendu, caséum dissous, matière albumineuse coagulée, matière albumineuse précipitée par l'alcool, lactine, lactates alcalins et souvent de l'acide lactique libre, sels à base d'ammoniaque, phosphates et chlorures potassiques et sodiques, phosphate magnésique, phosphate et carbonate calciques, fluorure calcique, phosphate de fer, silicate de fer (?) soufre (?) alcali libre ou combiné avec les matières organiques. »

La densité du lait est différente suivant qu'il a été écrémé, ou qu'on n'a pas levé la crème (*voy.* plus loin) : non écrémé, il pèse de 1.029 à 1.033 ; écrémé, de 1.033 à 1.037. Le lait est acide : MM. Berzélius et Thénard le disent formellement. M. Quevenne cite 75 laits provenant de 51 vaches, sur lesquels 45 sont notés simplement acides, 6 faiblement acides, 17 neutres et 7 alcalins. M. Donné dit cependant « que le lait, à l'état frais, est alcalin, et que c'est seulement après la séparation de la crème qu'il tend à passer à l'état acide : l'acidité se prononce au bout d'un certain temps à un haut degré. La partie caséeuse se coagule sous l'influence de cet acide, et bientôt une sorte de fermentation s'établit, pendant laquelle se développent une foule d'animalcules infusoires de l'ordre des vibrions, puis des moisissures composées de végétaux microscopiques. »

La traite du lait se fait généralement deux fois par jour, à douze heures d'intervalle, et la quantité de fluide fournie journellement est très variable, suivant les conditions de pays, de climat, de nourriture, de saison, etc. En prenant pour

(*) *Vidi quidem multos globulos similes sextæ parti globuli sanguinis, et etiam alios quorum bini, terni, aut quaterni sibi invicem modo erat contigui, fundum versùs descendere, et multos variæ molis globulos in superficie fluitantes, inter quos posteriores adipem sive butyrum esse judicabam.*

extrêmes 2 et 24 litres, la moyenne pour toute une année peut être estimée à 11 litres par jour, pour une vache. Le lait au commencement de la traite est beaucoup moins riche en crème que celui de la fin ; celui des deux trayons de derrière est aussi un peu plus abondant et plus riche en matière grasse; la traite du matin donne généralement un lait supérieur à celui de la traite du soir, et la quantité fournie est sensiblement plus forte, le repos étant plus favorable à l'élaboration de ce produit.

Le lait, à sa sortie des organes sécrétoires, ne présente d'abord aucun phénomène qui puisse faire soupçonner un changement dans l'union de ses éléments. Bientôt, par le repos, la matière grasse, ou beurre, monte peu à peu à la surface du liquide, entraînant avec elle une certaine quantité de lait, et forme une couche épaisse, d'un blanc jaunâtre, qu'on appelle la *crème* (*voy.* ce mot). Cette séparation de la crème tient à la moindre densité des petits globules de matière grasse, relativement au liquide, et elle est d'autant plus complète que le vase est plus large, le repos plus parfait, la température plus voisine de + 10 à 12° cent.

Abandonné à un repos suffisamment prolongé, le lait présente trois couches : la première, bien distincte, ou la crème, formée par la réunion de la plus grande partie des globules gras; puis, le lait proprement dit, offrant deux couches moins tranchées, dont la limite n'est jamais exacte : l'une, supérieure, d'un beau blanc mat; l'autre, inférieure, un peu bleuâtre, ou verdâtre, et légèrement transparente. Après la séparation de la crème, le lait conserve, en partie, l'onctuosité, l'aspect blanc - mat, la saveur douce, agréable qui lui sont propres.

L'ébullition modifie les éléments du lait et change son goût et son odeur, qui devient un peu albumineuse. Dans l'usage médical, les praticiens ont établi une différence entre le lait frais et non bouilli, et celui qui a subi l'action de la chaleur. Boerhaave exprimait cette différence, qu'il regardait comme très grande, en disant que ce fluide perdait en bouillant ses propriétés les plus saines et les plus balsamiques.

Pour empêcher le lait de tourner lorsqu'on le fait bouillir, inconvénient qui arrive quelquefois très promptement en été, dans les jours caniculaires, par un temps orageux, surtout lorsque les vaches qui l'ont fourni sont nourries avec de la drèche, substance qui communique au lait la propriété de se cailler plus vite, les marchands ajoutent ordinairement au lait un peu de bi-carbonate de soude. En employant ce sel à la dose de $\frac{1}{400}$ seulement, on peut retarder de 10 à 24 heures le moment où, par suite de son altération spontanée, le lait devient susceptible de se coaguler par l'ébullition. Sa saveur n'est pas sensiblement changée ; elle est à peine rendue plus saline; sa réaction alcaline, après cette addition, n'est pas beaucoup plus prononcée que celle qu'il possède parfois naturellement après la traite.

L'eau ajoutée au lait le rend plus fluide, diminue sa teinte blanc-jaunâtre, et lui en communique une offrant quelque chose de bleuâtre : cet effet est encore plus prononcé lorsque le lait a été écrémé; sa saveur est altérée. La crème, aromatique et sapide, lorsqu'elle a été levée à la surface d'un lait pur, perd successivement ces propriétés, de telle sorte que pour un lait contenant la moitié d'eau, elle est pâle, d'un goût fade, désagréable. Le beurre extrait d'un lait primitivement mélangé d'eau est de qualité fort inférieure.

Tout récemment, M. Quevenne a proposé, sous le nom de *lacto-densimètre*, un instrument à l'aide duquel on peut toujours déterminer la quantité d'eau ajoutée à du lait. On avait déjà différents *galactomètres* * (*voy.* ARÉOMÈTRE) pour mesurer sa densité.

C'est une croyance dans le monde, que le lait, indépendamment de l'eau qu'on y mêle, subit un grand nombre de falsifications, avant d'être livré aux consommateurs des grandes villes; cependant l'addition de substances étrangères au lait n'est pas aussi facile qu'on se l'imagine généralement. Pour qu'une substance puisse servir à falsifier le lait, il faut qu'elle réunisse au moins cinq conditions : 1° qu'elle soit à bas prix dans le com-

(*) Γάλα,-κτος, lait, et μέτρον, mesure.

merce; 2° qu'elle soit insipide par elle-même; 3° qu'elle soit inodore; 4° qu'elle ne fasse pas tourner le lait en bouillant; 5° qu'elle augmente assez fortement la densité de l'eau en s'y dissolvant. Mais les laitiers ne se donnent pas tant de peine : ils enlèvent tout bonnement la crème et ajoutent de l'eau. Seulement, quand la crème est levée et qu'on a ajouté l'eau, on met un peu de jaune d'œuf ou quelques gouttes de caramel pour faire perdre au lait sa teinte bleuâtre, et lui restituer son aspect blanc-jaunâtre primitif; ou bien encore, un peu de blanc d'œuf pour lui rendre la propriété de mousser par l'agitation, comme fait le bon lait. La *Gazette des Hôpitaux* (n° du 25 sept. 1841) parle d'une nouvelle fabrication de lait au moyen de la *cervelle de mouton;* mais la police de Paris n'a jamais eu à constater cette pratique frauduleuse.

Un autre inconvénient que présente le lait, c'est de brûler en bouillant; mais le dépôt formé dans le lait bouilli, qui pourrait faire croire à une addition de farine, etc., n'est pas toujours un indice de falsification, à moins qu'il ne soit très abondant. Ce dépôt peut être dû à la faible quantité d'albumine naturelle contenue quelquefois dans le lait, ou bien à la partie séreuse qui possède aussi la propriété de déposer des flocons après l'ébullition, mais seulement au bout de 8 ou 10 heures. Plus souvent, cet effet tient à ce que la décomposition du lait dans lequel on a mis de l'eau marche plus vite et tend à le faire cailler. Le lait de vaches nourries avec de la drèche brûle encore plus facilement que d'autres. On a également observé que le lait, à la température ordinaire, commence ordinairement à se coaguler par la partie inférieure, souvent aussi immédiatement au-dessous de la couche crèmeuse, tandis que le milieu reste plus longtemps liquide, ce qui pourrait, quand on le décante, faire supposer un dépôt de matières étrangères. C'est cette albumine que contient le lait, qui le fait monter rapidement dans le premier moment de l'ébullition, alors qu'elle n'est pas entièrement coagulée, tandis que, plus tard, il monte beaucoup moins, et seulement en raison de la viscosité qui lui est communiquée par le caséum suspendu.

Le lait, immédiatement avant et après la parturition, change de nature, et il n'est plus propre alors à l'alimentation de l'homme bien portant. Mais cette époque dure peu; le lait diffère principalement de son état normal pendant les quatre ou cinq premiers jours qui suivent le vélage. A partir de ce temps, il commence à supporter l'ébullition sans s'épaissir en refroidissant, et les nourrisseurs le mêlent avec le reste du lait de l'étable. Il est plus rationnel de laisser écouler un espace de trois semaines à un mois, avant de considérer le lait comme étant complétement normal et pouvant servir d'aliments. Pendant le premier âge du lait (les nourrisseurs appellent *âge de lait* le temps qui s'écoule depuis le moment du vélage jusqu'à celui où l'animal cesse de fournir ce fluide), la partie butyreuse offre surtout une couleur jaune très prononcée, un goût et une odeur peu agréables; la proportion de beurre est ordinairement augmentée dans la *mouille*. D'après M. Lassaigne, le lait de vache, quarante jours avant le part, est alcalin, très chargé d'albumine, privé de matière caséeuse, de sucre de lait, d'acide lactique. Dix jours avant cette époque, il a une saveur légèrement sucrée et présente une notable acidité. Quatre à six jours après le vélage, il n'offre plus de traces d'albumine.

On cherche encore le moyen de conserver le lait sans lui faire subir d'ébullition. Si le lait bouilli a moins de tendance à s'aigrir, il est plus prompt à se putréfier. M. Gay-Lussac en a cependant conservé des mois entiers sans altération, en ayant soin de le chauffer tous les deux jours, et en été tous les jours, jusqu'à 100°. Plusieurs moyens ont été proposés : MM. Grimaud et Gallais ont conseillé de le soumettre à un courant d'air froid, et l'amenant ainsi au quart de son volume, on le régénère en ajoutant une proportion d'eau égale à celle qui a été enlevée. M. Braconnot a fait des tentatives pour conserver le lait un temps illimité : il versait, à plusieurs reprises, dans le lait, maintenu à + 45°, de l'acide chlorhydrique étendu. Le jour où le problème de la conservation du lait sera résolu, on pourra amener de Nor-

mandie et de Bretagne l'énorme quantité de ce fluide nécessaire à la consommation de la population parisienne, et Paris ne sera plus alors sous la dépendance de ses environs, où le lait trop étendu d'eau est en outre trop cher, et de ses vacheries intérieures, où le régime est souvent peu favorable à la santé des vaches.

Lorsque, après la séparation de la crème, le lait, abandonné à lui-même, à la température ordinaire, dans des vases ouverts ou fermés, s'est coagulé, si on brise le coagulum, il se sépare un liquide d'un jaune verdâtre, transparent, d'une saveur douce : c'est le *sérum* ou *petit-lait*. La préparation artificielle du petit-lait est fondée sur cette propriété des acides, pour peu qu'ils aient de force, de coaguler le lait à la température ordinaire, surtout à l'aide de la chaleur. On prend du lait écrémé, on le porte à l'ébullition, et on y verse peu à peu de l'acide tartrique dissous dans huit fois son poids d'eau, jusqu'à ce que le coagulum soit bien tranché et qu'il nage dans un liquide clair. Le lait étant coagulé, on le passe, sans expression, à travers un linge; on y ajoute un blanc d'œuf délayé dans quatre à cinq fois son poids d'eau; on porte de nouveau la liqueur à l'ébullition, et on la jette sur un filtre de papier non collé. Quand on peut se procurer de la *présure* (*voy.* CAILLETTE), qui agit sur le lait en le coagulant à la manière des acides, on l'emploie avec avantage; le petit-lait est plus sapide et plus coloré.

Il nous reste maintenant à parler de quelques variétés importantes du lait.

Lait de femme. Il est alcalin; sa pesanteur spécifique est de 1.020 à 1.025. Au microscope, les globules gras paraissent nombreux; on n'y distingue point de granules caséeux. Il est plus riche en sucre de lait que le lait de vache; il contient moins de matière caséeuse; sa saveur est plus douce. Le lait de femme est, du reste, le plus variable de tous : il diffère par la couleur, la saveur, la consistance, la composition. La séparation de la crème s'y fait rapidement; quelquefois cette crème est sans couleur ni consistance, elle ne fournit pas de beurre par le battage; le lait écrémé ressemble à de l'eau de savon. Dans un lait de bonne qualité, la crème est tenace, épaisse; elle donne, par la percussion, un beurre jaune, consistant, d'une saveur fade; le lait écrémé conserve la couleur blanche. La matière caséeuse du lait de femme est coagulable par les acides acétique et chlorhydrique, comme le caséum de l'autre lait. Il peut arriver cependant, quand on veut en opérer la coagulation dans le lait pur, que les flocons formés ne soient pas visibles à l'œil nu. La présure produit le même effet; mais le coagulum, au lieu d'être en masse comme celui du lait de vache, présente l'aspect de flocons isolés. « Le colostrum (*voy.* p. 38) rencontré chez les femmes, pendant le dernier mois de la grossesse, a dit M. Donné, présente trois principales variétés : 1° sécrétion presque nulle, liquide visqueux contenant à peine quelques globules laiteux, mêlés de corps granuleux rares; 2° colostrum plus ou moins abondant, mais pauvre en globules laiteux, petits et mal formés, et souvent mêlés de corps granuleux, de globules muqueux; 3° enfin colostrum riche en globules laiteux, réguliers et d'une bonne grosseur, et n'étant mélangé d'aucune autre substance que des corps granuleux particuliers au colostrum, caractère d'un lait abondant, riche et de bonne qualité. »

Lait d'ânesse. Il est très fluide, blanc-bleuâtre, alcalin comme le lait de femme; il s'en rapproche plus que de tout autre; il a la même consistance, la même odeur, la même saveur; il est très doux et contient, comme lui, beaucoup de sucre de lait; il renferme un peu moins de crème, un peu plus de matière caséeuse. Sa densité varie entre 1.020 et 1.035. La crème qu'on en retire fournit, par une longue agitation, un beurre mou, blanc, fade, qui se rancit avec une extrême facilité. L'acide acétique le coagule à la manière du lait de vache. Il passe très facilement à la fermentation alcoolique. Son usage en médecine est très fréquent.

Lait de jument. Il tient le milieu, pour la consistance, entre celui de femme et celui de vache; il est plus sucré que le dernier; la petite quantité de crème qui s'en sépare peu à peu ne fournit point de beurre par l'agitation; il est très riche en sucre de lait. Les aci-

des le coagulent facilement. Les Tatars préparent, avec cette espèce de lait, une liqueur enivrante appelée *koumiss* (*voy.*). Pallas dit qu'on l'enferme dans des outres de peau qu'on ne nettoie jamais; cette condition paraît être indispensable pour exciter la fermentation.

Lait de brebis. Son poids spécifique est variable de 1.035 à 1.041. Il fournit une crème abondante, jaunâtre, onctueuse, d'une saveur douce, agréable; mais le beurre qu'elle donne n'a pas beaucoup de consistance, il se rancit facilement. Le lait de brebis diffère de celui de vache par sa matière caséeuse, qui a un aspect graisseux et visqueux. C'est avec ce lait et celui de chèvre que l'on fabrique les fromages de Roquefort. *Voy.* FROMAGE.

Lait de chèvre. Ce lait semble être neutre, c'est-à-dire que son action sur la teinture de tournesol paraît nulle; sa densité peut varier de 1.031 à 1.036. Le lait de chèvre a beaucoup d'analogie avec celui de vache; sa crème est d'un blanc mat, épaisse, douce, agréable; le beurre qu'on en extrait est blanc et ferme, il est d'une conservation facile et prolongée. Porté à l'ébullition, il donne naissance à un coagulum abondant; les acides le coagulent comme le lait de vache; en contact avec la présure, il se prend en gelée sensiblement plus vite que celui de vache, et présente un coagulum plus ferme. Le lait de chèvre doit à la présence de l'acide hircique, une odeur et une saveur très caractérisées; on remarque qu'elles sont plus développées lorsque le pelage de la chèvre qui l'a fourni est foncé en couleur, ou que l'animal appartient à l'espèce pourvue de cornes. De même que le lait d'ânesse, il est fort en usage dans la thérapeutique. V. S.

L'importance du lait dans l'économie domestique nous force à ajouter quelques mots sur cet aliment, considéré sous le rapport de la nourriture de l'homme au-delà de la première enfance. Il joue un grand rôle dans l'alimentation des peuples anciens et modernes. Chez les nations nomades, le lait des brebis, des chèvres et même des juments est d'un emploi journalier, et ce n'est guère qu'avec les développements de l'agriculture que nous voyons se multiplier l'espèce bovine.

Le lait pur constitue un aliment essentiellement substantiel et réparateur, mais d'une digestion si facile et si prompte, qu'il ne tient pas au corps, suivant l'expression vulgaire. C'est pour cela qu'insuffisant pour les personnes qui se livrent à des travaux violents et soutenus, il convient d'une manière toute particulière à celles dont l'existence a été dérangée par des excès antérieurs, et qui exercent plus leur esprit que leur corps. Chez ces personnes, on voit même souvent le lait occasionner d'abord de la diarrhée; mais bientôt un état opposé succède et vient attester que la digestion s'exécute parfaitement.

C'est, dans le monde, une question de savoir si le lait frais est préférable au lait qui a bouilli : l'ébullition ne fait guère que diminuer un peu la proportion de l'eau, et le léger changement de saveur qu'on observe ne constitue pas une altération importante. Le lait caillé est dans le même cas; ce sont les mêmes principes; et d'ailleurs on sait que le lait, parvenu dans l'estomac, s'y coagule instantanément, et que, suivant l'expression de J.-J. Rousseau, quiconque boit du lait digère du fromage.

Le régime lacté exclusif, ou *diète blanche*, comme on l'appelle, est d'un grand secours dans les maladies chroniques, et rendrait de plus grands services encore si les malades avaient la sagesse de le continuer assez longtemps, ce qu'on ne voit presque jamais. Hors ce cas, il a, comme tout régime absolu, de l'inconvénient et même du danger, en développant le tempérament lymphatique, surtout lorsque les autres conditions de ce développement se trouvent réunies. *Voy.* RÉGIME.

Quant aux parties du lait, la crème et le beurre (*voy.* ces mots) qui en provient, substances grasses et huileuses, sont pesantes à l'estomac, mais puissamment nutritives; le sérum ou petit-lait, qui contient une grande quantité d'albumine et des sels, agit comme laxatif lorsqu'on le prend seul et en grande quantité, tandis que, combiné avec d'autres principes par la nature dans de justes proportions, il constitue une substance alimentaire parfaite.

Nous n'avons point à considérer ici certains produits fournis par le lait, tels

que les fromages (*voy.*), dont les qualités sont si différentes, non plus que les liqueurs alcooliques qui résultent de la fermentation du lait, et qui sont usitées chez les peuplades galactophages. En effet, le lait n'existe plus : ce sont ses éléments qui sont entrés dans de nouvelles combinaisons. Il en est de même du lait qui entre comme assaisonnement dans diverses préparations culinaires.

Le lait a été employé comme médicament interne; on en fait des cataplasmes émollients, mais qui ont l'inconvénient de se rancir très vite et de prendre alors des propriétés tout opposées; la crème et le beurre sont dans le même cas et à un plus haut degré encore. F. R.

LAITE, *voy.* Frai, Poissons, Batraciens.

LAITERIE, lieu destiné à recevoir le lait et la crème, à faire le beurre et le fromage (*voy.* tous ces mots). On peut distinguer trois sortes de laiteries : les laiteries à lait, celles qui sont destinées à la fabrication des fromages, et les laiteries disposées pour la fabrication du beurre. Une laiterie proprement dite sera d'autant meilleure que sa température constante se rapprochera de celle des bonnes caves. On doit éloigner d'une laiterie toute émanation fétide, les odeurs végétales ou animales, les gaz acides, etc., qui altèrent la qualité du lait. Les murs doivent être percés d'ouvertures qui facilitent la ventilation. En un mot, la fraîcheur et la propreté sont les conditions les plus indispensables d'une bonne laiterie. X.

LAITIER, *voy.* Fer, T. X, p. 652.

LAITON ou Cuivre jaune, alliage de cuivre et de zinc qu'on obtient par la voie de la cémentation (*voy.*). Le laiton se fabrique en grandes quantités, soit en alliant directement le zinc et le cuivre, soit en fondant le cuivre avec de la calamine (*voy.*) grillée. Quand on peut se procurer des *cadmics* ou *kiess* provenant des hauts-fourneaux où l'on traite des minerais de fer zincifères, on les fait servir à la fabrication du laiton, pour laquelle on peut encore se servir de *blende* (*voy.*). Mais, en général, on fait entrer dans sa composition une certaine quantité de *mitraille* ou de vieux cuivre de rebut.

Le laiton est d'un jaune plus ou moins vif, ductile, malléable, et susceptible d'être rétreint à froid, cassant à chaud, facilement fusible et pouvant être coulé dans des moules. Sa densité est de 8.20 à 8.90. Lorsqu'on plonge dans l'eau le laiton rougi, sa dureté et sa ténacité diminuent ainsi que sa densité. Le laiton est moins altérable par l'air que le cuivre pur.

Le laiton sert particulièrement dans les arts. Les instruments de précision se construisent en partie avec ce métal, de même que les pièces d'horlogerie et différentes pièces de mécanique. On le tire à la filière et il se convertit en fils métalliques (*voy.*). Enfin, il sert à la confection des épingles (*voy.*), etc. Z.

LAITUE, *voy.* Chicoracées. On distingue les laitues *pommées*, les laitues *frisées* et les laitues *romaines*. La laitue *vireuse* est une plante vénéneuse. On ignore la patrie originaire des laitues; mais les Romains en faisaient déjà un de leurs mets favoris. X.

LAIUS, *voy.* OEdipe.

LAKÉDIVES (iles), *voy.* Maldives.

LAKISTES (poètes), *voy.* Coleridge, Southey, Wordsworth.

LALANDE (Joseph-Jérôme Lefrançais de), astronome distingué, naquit à Bourg (Ain), le 11 juillet 1732. Il manifesta de bonne heure cet amour de la célébrité qui l'entraîna plus tard dans de tristes écarts. Ses pieux parents le placèrent chez les jésuites de Lyon, et, à l'âge de dix ans, il composait des romans mystiques et même des sermons. Pendant sa rhétorique, il se passionna pour l'éloquence et voulut se destiner au barreau. Mais ayant vu le P. Béraud, son professeur de mathématiques, observer une éclipse, le jeune Lefrançais sentit naître en lui du goût pour l'astronomie, et afin de s'y livrer avec assiduité, il désira prendre l'habit des jésuites. Pour le détourner de cette fantaisie, ses parents l'envoyèrent à Paris; il y fit son droit et fut reçu avocat. Mais l'étude du procureur chez lequel il était en pension se trouvait dans l'hôtel Cluny, où Delisle avait établi un observatoire, et cette proximité fit renaître sa passion assoupie. Le jeune avocat demanda et obtint la permission d'assister

et de prendre part aux observations de l'astronome, qu'il suivait assidûment au cours que Messier faisait au Collége de France. En même temps, Lemonnier ouvrit au Collége royal un cours de physique mathématique, et le jeune étudiant suivit ce cours avec autant de zèle que le premier. Les deux professeurs s'attachèrent à leur élève, et Lemonnier ne tarda pas à lui être utile.

La Caille (*voy.*), partant pour le cap de Bonne-Espérance, avait répandu un avis pour inviter les astronomes à le seconder dans la mesure de la parallaxe de la lune, c'est-à-dire de la distance de ce satellite à la terre, par des observations correspondantes. L'observatoire de Berlin, à peu près sur le même méridien que le Cap, était situé le plus avantageusement, et cet observatoire ne renfermait ni d'assez bons instruments, ni d'astronome assez exercé pour une pareille opération. Lemonnier annonça qu'il ferait ce voyage; mais lorsqu'il eut obtenu l'autorisation nécessaire, il réussit à se faire remplacer par son élève, dont il répondait. C'est alors que Lefrançais changea son nom en celui de De Lalande, sous lequel il est connu.

Lalande partit avec les instructions nécessaires. Maupertuis le présenta au roi de Prusse, et Frédéric II ne put s'empêcher de témoigner quelque surprise de sa jeunesse; « mais, s'empressa-t-il d'ajouter, puisque l'Académie vous a nommé, vous justifierez son choix. » Au fond, la mission dont il était chargé n'exigeait qu'une certaine habitude d'observation et de calculs dont Lalande était parfaitement capable. Reçu à l'Académie de Berlin, il passait les nuits dans son observatoire, les matinées chez Euler qui lui faisait étudier l'analyse, et les soirées avec les philosophes de la cour de Prusse, dont il finit par adopter les principes.

De retour à Bourg, il plaida plusieurs causes pour faire plaisir à son père, et suivit sa mère dans ses exercices de piété. A Paris, il rendit compte à l'Académie de la manière dont il avait rempli sa mission. Une place d'astronome était vacante depuis plusieurs années à l'Académie, Lalande y fut nommé, en 1753, à peine âgé de 21 ans. Bientôt il se livra à l'étude de la gnomonique (*voy.*). Il chercha d'abord à expliquer quelques cadrans solaires curieux, et il y revint plus tard en réunissant différentes méthodes dans l'article *Cadran* de l'*Encyclopédie méthodique* (*Dictionnaire des mathém.*).

Lorsque Maraldi dut abandonner la rédaction de la *Connaissance des temps*, Lalande se mit sur les rangs pour lui succéder. Il se servit, pour les calculs de cet ouvrage, dont il publia 16 vol. (de 1760 à 1775), des meilleures tables alors connues. « Lalande enrichit cette éphéméride de tout ce qui pouvait être utile aux navigateurs, dit Delambre; il y introduisit les distances de la lune aux étoiles et au soleil, calculées avec soin et à grands frais en Angleterre, d'après le plan de La Caille. Enfin, il fit de ce livre des espèces d'annales pour l'astronomie, en y insérant tout ce qui se faisait de nouveau pour perfectionner les calculs, des tables subsidiaires très nombreuses, le récit de tous les événements qui pouvaient intéresser l'astronomie, et les notices biographiques des savants qu'elle venait à perdre. Cet exemple a été suivi pas ses successeurs; et la *Connaissance des temps* présente encore aujourd'hui la forme qui lui a été donnée par Lalande. » C'est aussi dans le but d'être utile aux navigateurs, en expliquant les calculs et les méthodes qui leur sont nécessaires, qu'il publia son *Exposition du calcul astronomique*, Paris, 1762.

Delisle ayant résigné sa chaire du Collége de France en sa faveur, Lalande donna à son cours un éclat tout nouveau, et, pendant 46 ans, il en remplit les devoirs avec exactitude, formant une foule d'élèves, dont plusieurs devinrent célèbres; d'autres peuplèrent les observatoires ou répandirent sur les vaisseaux l'usage des instruments et des méthodes astronomiques. Les services qu'il rendit dans cette partie de l'instruction le firent recevoir à l'Académie de marine de Brest, et lui valurent du gouvernement une pension de 1,000 fr. qu'il consacra à l'instruction d'un jeune élève.

En 1764, il donna la première édition de son grand *Traité d'astronomie* (Paris, 2 vol. in-4°). C'est le premier ouvrage où l'on ait réservé à la partie pra-

tique, aux méthodes du calcul, à la description et à l'usage des instruments la place qui leur appartient.

L'époque du passage de Vénus sur le soleil, annoncé par Halley (*voy.*), approchait. Lalande n'accepta pas les invitations qu'on lui faisait de suivre ce phénomène dans quelque lieu plus favorable que Paris; mais il recommanda des astronomes capables de bien remplir cette mission, se réservant le soin de calculer et de comparer toutes les observations qu'il pourrait recueillir, et d'en déduire la distance du soleil à la terre. Cette distance se trouva enfin déterminée aussi bien qu'il est nécessaire pour les opérations les plus délicates de l'astronomie.

En 1773, Lalande publia ses *Réflexions sur les comètes qui peuvent approcher de la terre*. La même année, il appela l'attention sur la disparition de l'anneau de Saturne, et se transporta même à Béziers pour observer ce phénomène. Sa vue trop faible avait rendu son observation moins bonne que celles des astronomes de Paris et de Londres: Cassini de Thury attaqua Lalande, à trois reprises différentes; celui-ci répondit par des invectives et des personnalités. Son pamphlet produisit une telle rumeur à l'Académie, que Lalande songeait sérieusement à se retirer à Berlin; Macquer, son ami, alors directeur de l'Académie, se porta médiateur avec succès : Cassini retira sa plainte, et Lalande supprima soigneusement son écrit.

Lalande continua les *Éphémérides* de La Caille. En 1775, il fit paraître un globe céleste d'un pied de diamètre; en 1776, il donna plusieurs articles curieux dans les suppléments de l'Encyclopédie, et plus tard, en 1789, il revit et compléta les articles de D'Alembert pour le dictionnaire de Mathématiques de l'*Encyclopédie méthodique*. En 1778, il publia des *Réflexions sur les éclipses de soleil*. Il donna une 4e édition des *Leçons élémentaires d'astronomie* de La Caille, en 1780, auxquelles il ajouta quelques notes. Il fit paraître une traduction française de la *Description d'une machine pour diviser les instruments de mathématiques*, par Ramsden. Lalande continua un bon travail de Bailly, tout occupé de politique, sur les diamètres des satellites de Jupiter et sur la portion de leurs disques qui est encore éclairée à l'instant où ils disparaissent à nos yeux. Tous les ans, Lalande faisait imprimer l'*Histoire de l'Astronomie*, espèce d'annales qui ne sont souvent qu'un recueil de titres et de dates, et qui n'en sont que plus faciles à consulter. En 1792, il donna la 3e édition de son *Astronomie*, 3 vol. in-4°; puis il publia un catalogue des étoiles qu'on ne trouvait plus dans le ciel aux places marquées par les astronomes, soit qu'elles eussent en effet disparu, soit qu'elles ne dussent ces places qu'à des erreurs d'observation ou à des fautes d'impression. En 1793, il fit paraître son *Abrégé de navigation historique, théorique et pratique, avec des tables horaires* calculées par Mme Lalande, sa nièce, in-4°. Il reprit, en 1794, la direction de la *Connaissance des temps*, qu'il continua jusqu'en 1807. En 1795 parut la seconde édition de son *Abrégé d'astronomie*, in-8°, et son *Astronomie des Dames*, in-18. Il donna, l'année suivante, un *Catalogue de mille étoiles circumpolaires* et un *Mémoire sur la hauteur de Paris au-dessus du niveau de la mer*. C'était le 150e dont il enrichissait le recueil de l'Académie. Enfin, il publia ses dernières tables de Mercure, en se servant cette fois de toutes les observations connues jusqu'à lui. En 1802, il fit paraître 2 volumes qui forment suite à l'*Histoire des mathématiques* de Montucla, laissée imparfaite par la mort de l'auteur. Sa *Bibliographie astronomique*, ouvrage très utile, dont il s'occupait depuis longtemps, fut imprimée aux frais du gouvernement sous les auspices de François de Neufchâteau, 1802, in-4°; son *Histoire céleste française, contenant les observations de plusieurs astronomes français*, t. Ier, Paris, 1801, avait été imprimée de même aux frais du Trésor. Pour expliquer cette abondante fécondité, il faut se rappeler que Lalande avait consacré à l'astronomie tout ce qui l'entourait; il n'était souvent que l'éditeur d'observations ou de calculs qu'il avait seulement indiqués; mais il avait formé les observateurs et les calculateurs. Il avait eu assez de crédit pour faire bâtir l'Observatoire, et contribua beaucoup au rétablissement

du Collége de France. L'astronomie lui doit une bonne partie des livres qui ont formé les savants plus modernes. Plein d'enthousiasme pour la science qu'il cultivait, il fonda un prix que l'Académie distribue toujours annuellement *à l'auteur de l'observation la plus intéressante ou du mémoire le plus utile aux progrès de l'astronomie*.

Indépendamment de ces travaux, Lalande a encore publié une multitude d'écrits sur différents objets. C'est lui qui fit connaître le premier, en France, le métal connu sous le nom de platine, dans le *Journal des Savants*, dont il était l'un des rédacteurs. Il a fourni au *Journal de Physique*, en 1802, quatre articles sur la planète Cérès, découverte par Piazzi, son ancien élève, et il travaillait à une foule d'autres recueils. Il mourut peu d'hommes célèbres dont il ne fit aussitôt l'éloge; il eut même le courage de publier ceux de Lavoisier et de Bailly peu de temps après leur mort. Il a écrit un *Voyage en Italie*, entrepris en 1765 et 1766 (1re édit., 1768, 8 vol. in-12). On lui doit plusieurs discours *sur la douceur*, *sur la préférence que l'on doit à la monarchie sur toute autre forme de gouvernement*, etc., etc., dont plusieurs furent couronnés par différentes académies.

Missionnaire intrépide des doctrines athées dont il était imbu dans les derniers temps, il cherchait partout à leur faire des prosélytes. On s'étonna de voir les noms de *Jésus* et de *Bonaparte* dans le supplément qu'il donna au Dictionnaire des athées de Sylvain Maréchal. Dans sa lettre, datée de Schœnbrunn, le 18 janvier 1805, et adressée à ce sujet à l'Institut, dont toutes les classes furent convoquées pour en entendre la lecture, Napoléon disait « que Lalande, dont le nom avait été jusqu'alors attaché à d'importants travaux dans les sciences, venait de tomber dans un état d'*enfance*, soit par de petits articles indignes de sa réputation, qu'il faisait imprimer dans les journaux, soit par la profession qu'il faisait de l'athéisme, doctrine désolante qui démoralise le corps social. »

En 1767, un travail forcé lui avait causé une jaunisse et un grand dépérissement. L'exercice du cheval lui rendit alors la santé, et il voulut toujours continuer un régime de fatigue et de diète qui finit par l'accabler. Attaqué, depuis quelques années, d'une phthisie pulmonaire, il succomba le 4 avril 1807. Delambre prononça son éloge à l'Institut (*voir* les *Mém. de l'Institut*, et le *Moniteur* des 10 et 11 janvier 1808). Ayant entendu l'éloge funèbre d'un littérateur par la princesse de Salm, Lalande voulut qu'elle lui promît de faire aussi le sien. On le trouve dans le *Magasin encyclopédique* (1810). Il est suivi d'un tableau que Lalande avait lui-même tracé de ses goûts et de son caractère. Il aimait à faire remarquer qu'il ressemblait à Socrate, et en effet il était très laid, petit et maigre.

Son neveu, Michel-Jean-Jérôme Lefrançais de Lalande, né à Paris en 1765, eut l'honneur de siéger avec lui à l'Institut. L. L.

LALLATION ou LAMBDACISME (de *lambda*, nom grec de la lettre *l*), deux mots exprimant un vice de prononciation qui consiste à doubler les *l* sans nécessité, et même à les introduire dans les mots où elles n'existent pas. Ce vice paraît dépendre fréquemment de l'absence ou de l'écartement anormal des dents antérieures, et se guérit lorsqu'on remédie à cette condition matérielle. L'exercice en est le remède lorsqu'il tient à une habitude vicieuse. *Voy.* BÉGAYEMENT et PAROLE. F. R.

LALLEMAND (CHARLES-FRANÇOIS), professeur à la Faculté de médecine de Montpellier, et un des chirurgiens les plus distingués de l'époque, est né à Metz, le 26 janvier 1790. Il embrassa par goût la carrière médicale. En 1811, il était chirurgien militaire; mais bientôt rendu à la vie civile et aux études par les événements politiques d'alors, il entra comme élève dans les hôpitaux civils de Paris, où il suivit les leçons de Dupuytren, de M. Récamier, et autres maîtres célèbres dont il devint bientôt l'ami. C'est là qu'il commença les recherches d'anatomie et de physiologie pathologiques, auxquelles il dut plus tard sa réputation, et dont il donna quelques fragments dans sa dissertation inaugurale, en 1818. Une année après, il était nommé professeur de clinique chirurgicale à Montpellier, où il publia, de

1820 à 1823, ses belles *Recherches anatomico-pathologiques sur l'encéphale et ses dépendances* (2 vol. in-8°), dans lesquelles, sous la forme épistolaire qu'avait adoptée Morgagni, il se montre égal à ce savant observateur, et a sur lui l'avantage de l'époque où il paraissait.

Ces travaux ne nuisirent en rien à l'éclat de son enseignement, qui fut extrêmement goûté des élèves. Aussi la destitution qui vint le frapper, en 1823, pour des motifs politiques, fit-elle vivement murmurer. L'autorité rendit, en 1826, à M. Lallemand la chaire qu'il occupe encore aujourd'hui avec le même succès. Toujours actif, il s'est occupé d'une manière spéciale des maladies des organes génito-urinaires, et, dans ces derniers temps, il a publié sur les pertes séminales un traité remarquable à bien des égards, mais dans lequel il semble accorder à cet accident plus d'importance qu'il n'en mérite peut-être. F. R.

LALLY (Thomas-Arthur, comte de), baron de Tullendally ou Tollendal*, lieutenant général des armées du roi et commandant de tous les établissements français aux Indes-Orientales, était né à Romans, dans le Dauphiné, en 1698. Son père, sir Gérard Lally, commandait le régiment irlandais, dont son oncle, le général Dillon (*voy.* T. VIII, p. 218), était colonel propriétaire. Ses études classiques achevées, le jeune Lally entra avec le grade de capitaine dans ce régiment. Au siége de Kehl (1733), il se fit remarquer par son instruction et par sa valeur. Major en 1741, il déploya tant d'habileté dans la défense de la Flandre, que le maréchal de Noailles le demanda pour aide-major général. En 1744, on créa pour lui un régiment irlandais de son nom. On sait quelle part la brigade irlandaise eut à la victoire de Fontenoi (*voy.*). Après le combat, le roi fit appeler Lally à la tête de l'armée et le nomma brigadier sur le champ de bataille. L'année suivante, le gouvernement français ayant décidé l'envoi de secours au petit-fils de Jacques II, qui venait de débarquer en Écosse, Lally fut créé maréchal-des-logis de l'expédition que devait commander le duc de Richelieu. Cependant, des obstacles imprévus ayant fait renoncer à ce projet, Lally, qui avait pris les devants avec quelques piquets irlandais, aborda seul en Écosse, où il servit d'aide-de-camp au prince Charles-Édouard (*voy.*), à la bataille de Falkirk. Puis, il se rend à Londres, en Irlande, en Espagne, retourne à Londres, où sa tête est mise à prix, et, à la faveur d'un déguisement, parvient à quitter l'Angleterre et à regagner la France.

En 1747, il se distingua à la défense d'Anvers, à la bataille de Lawfeld (*voy.*) et surtout au siége de Berg-op-Zoom. Blessé au siége de Maëstricht, il fut fait maréchal-de-camp hors de ligne, le jour de la prise de cette ville. Lally semblait réservé aux plus brillantes destinées. En 1756, il est nommé lieutenant général, grand'-croix de Saint-Louis, commissaire du roi, syndic de la Compagnie et commandant général de tous les établissements français aux Indes-Orientales. En même temps, une escadre de 4 vaisseaux, avec 4 bataillons, est mise sous ses ordres : Crillon, Montmorenci, d'Estaing, Conflans, Latour-du-Pin, La Fare, etc., forment son état-major. Le 2 mai 1757, l'expédition mit à la voile, et, après une pénible traversée de 12 mois, elle arriva à sa destination. A peine débarqué, Lally s'empare de Goudalour; et le 2 juin 1758, après 17 jours de tranchée ouverte, le fort Saint-David se rend à discrétion. « La réussite seule de l'entreprise a pu en apprendre la possibilité, dit le comte d'Estaing. » Après avoir donné l'ordre de raser la place, Lally marche sur Devicottah, qui ouvre ses portes. Des quatre forts qui couvraient la *nababie* d'Arcote (*voy.* Karnatic), deux sont emportés d'assaut et les deux autres capitulent. Bientôt après, la ville noire de Madras est au pouvoir des Français, et Lally presse le siége du fort Saint-Georges, où les Anglais se sont renfermés; mais au moment où, après des efforts inouïs, il préparait un assaut général, une escadre de 6 vaisseaux, apportant un secours inespéré aux assiégés, le contraignit à lever le siége de la place. Quelques légers avantages, la prise de Seringham, précédèrent encore

(*) Ses ancêtres portaient le titre de *chieftain*. En 1541, lors de leur soumission à la couronne d'Angleterre, ils substituèrent à ce titre celui de baron de Tullendally.

sa défaite sous les murs de Vandarachi. Pondichéry ne tarda pas à être menacé. Le 18 mars 1760, une escadre et une armée anglaises vinrent investir et bloquer la place. Après avoir tenu en échec, pendant six mois, un ennemi vingt fois supérieur en nombre, Lally soutint encore quatre mois de blocus, dans une ville en proie à l'anarchie; haï de tous et menacé à chaque instant dans sa vie même; n'ayant pas un esquif à opposer à une flotte de 14 vaisseaux de ligne, et disposant, pour toute armée, de 700 hommes exténués de fatigues et de privations. Le 14 janvier 1761, le conseil le somma de capituler; mais le commandant des forces anglaises, Coote, ne voulut pas entendre parler de capitulation, et, le 16, Pondichéry lui ouvrit ses portes. Lally, fait prisonnier de guerre avec la garnison, est embarqué et conduit en Angleterre. Arrivé à Londres, le 23 septembre, il apprend qu'un orage se forme en France contre lui, à l'instigation des nombreux ennemis qu'il s'était faits dans les Indes, en cherchant, « à corriger le despotisme du gouverneur et du conseil, » selon les propres termes de ses instructions, et à réprimer les abus de toute espèce qui désolaient notre colonie. « Eût-il été le plus doux des hommes, écrit Voltaire, il eût été haï. » Les ministres anglais lui refusèrent sa liberté; mais ils lui permirent de passer en France pour se justifier. Pendant un an, on lui promit justice; et il espérait enfin l'obtenir, lorsque toutes les belles promesses du ministre de la guerre aboutirent à une lettre de cachet. Enfermé à la Bastille, il y resta 19 mois, sans être interrogé. A la fin, des lettres-patentes attribuèrent la connaissance du procès à la Grand'-chambre du parlement de Paris, et, le 6 mai 1766, Lally fut condamné à être décapité, comme convaincu « d'avoir trahi les intérêts du roi et de la Compagnie des Indes. » Trois jours après, la sentence était mise à exécution. Dix ans s'étaient écoulés depuis cet événement, lorsque le fils du malheureux Lally (*voy.* plus loin) présenta une requête au conseil du roi pour demander la révision du procès de son père. Le 21 mai 1778, le roi, en son conseil, cassa l'arrêt de son parlement de Paris; mais le parlement de Rouen, devant qui fut renvoyée l'affaire, décida le bien jugé de l'arrêt attaqué. *Voy.* D'ÉPRÉMESNIL.

TROPHIME-GÉRARD, marquis de Lally-Tollendal, pair de France et membre de l'Académie-Française, était fils du précédent. Né à Paris, le 5 mars 1751, il fit ses études au collége d'Harcourt, et dès qu'il les eut achevées, il s'empressa de réclamer devant les tribunaux la révision du procès de son père (*voy.* plus haut). Nommé député aux États-Généraux par la noblesse de Paris, Lally se réunit au tiers-état avec la minorité de son ordre. Cependant effrayé par les tendances démocratiques de la majorité de l'assemblée, il ne tarda pas à se rapprocher du parti de la cour (*voy.* CONSTITUANTE, T. VI, p. 657). Rapporteur du comité de constitution, il essaya de faire adopter un système de gouvernement à peu près semblable à celui qui nous régit actuellement (*voir* son *Rapport sur le gouvernement qui convient à la France*, 1789, in-8°); mais tous ses efforts échouèrent, le comité de constitution fut dissous. Les journées des 5 et 6 octobre le déterminèrent à donner sa démission de député. Retiré en Suisse, il s'occupa de la publication d'un pamphlet virulent, intitulé: *Quintus Capitolinus aux Romains, extrait du troisième livre de Tite-Live* (1790, in-8°), dans lequel il blâme, entre autres, les décrets qui abolissent les priviléges et les titres féodaux. Cependant à l'approche des dangers qui menaçaient la royauté, il ne balança pas à rentrer en France (1792). Arrêté après les événements du 10 août (*voy.*), il fut enfermé à l'Abbaye; mais la veille même des massacres de septembre, ses amis parvinrent à le faire sortir de prison; il passa aussitôt en Angleterre. Lors du procès de Louis XVI, il s'offrit à la Convention pour défendre ce prince; n'ayant pas reçu de réponse à sa lettre, il publia le plaidoyer qu'il avait préparé à cet effet. Quelques années après, Lally-Tollendal fit paraître une *Défense des émigrés français, adressée au peuple français* (1797, 2 vol. in-8°; nouv. édit., Paris, 1825, in-8°; cet ouvrage eut, en moins de deux mois, 10 éditions françaises), dans laquelle il faisait une juste dis-

tinction entre les émigrés que les événements avaient forcément jetés sur la terre étrangère, et ceux qui, s'étant volontairement expatriés, avaient porté les armes contre leur pays. Rentré en France après le 18 brumaire, Lally se fixa à Bordeaux où il vécut, occupé de travaux littéraires, jusqu'à la première Restauration.

Le loyal défenseur de Louis XVI s'empressa de se ranger sous la bannière des Bourbons. Louis XVIII l'ayant nommé membre de son conseil privé, il suivit ce prince à Gand à l'époque des Cent-Jours, et au mois d'août 1815, il fut élevé à la pairie. Quelques paroles qu'il prononça dans la discussion relative à la saisie des livres (25 février 1817), caractérisent bien la conduite qu'il a invariablement tenue dans cette chambre. « Point de gouvernement représentatif, disait-il, qui n'ait pour objet et pour fondement la liberté publique et individuelle ; point de liberté ni publique ni individuelle sans la liberté de la presse ; point de liberté de la presse ni des journaux partout où les délits de la presse et des journaux sont jugés autrement que par un jury, soit ordinaire, soit spécial ; enfin, point de liberté d'aucun genre, si à côté d'elle n'est une loi qui en garantisse la jouissance, par là même qu'elle en réprime les abus. » Souvent, néanmoins, et notamment dans la discussion du projet de loi sur les successions et les substitutions, Lally prit le parti de la cour. Une aristocratie et un patriciat de famille lui paraissaient nécessaires pour servir de base au trône constitutionnel. Dans les premiers jours de mars 1830, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie dont les suites l'enlevèrent le 11 du même mois.

Comme homme politique, Lally ne dévia jamais des principes dont il s'était fait le défenseur dans l'Assemblée nationale ; doué d'une grande sensibilité et d'une mémoire prodigieuse, il réunissait ainsi deux des principales qualités de l'orateur. Comme écrivain, son style noble et brillant n'est pas toujours exempt d'enflure ; bienveillant et plein de dévouement, toutes les entreprises vraiment philanthropiques trouvaient en lui un zélé protecteur ; il était un des fondateurs de la Société royale pour l'amélioration des prisons. L'ordonnance du 21 mars 1816 l'avait fait entrer à l'Académie-Française. Dès 1825, il était grand-officier de la Légion-d'Honneur, et, en 1829, il avait été créé chevalier commandeur grand-trésorier du Saint-Esprit. — Outre ses ouvrages déjà cités, nous indiquerons encore : *Mémoires et plaidoyers*, 1779, et ann. suiv. ; *Mémoire au roi de Prusse pour lui demander la liberté de La Fayette*, Paris, 1795, in-8°, avec pièces justificatives et une correspondance de La Fayette ; *Le comte de Strafford*, tragédie en 5 actes et en vers, Londres, 1795, in-8° ; reçue au théâtre, en 1792, cette pièce ne fut pas représentée ; *Essai sur la vie de Thomas Wentworth, comte de Strafford*, Londres, 1795, in-8° ; réimprimé à Paris en 1814. Lally-Tollendal est encore auteur de plusieurs lettres ou brochures relatives aux événements politiques auxquels il a pris part. EM. H-G.

LAMA (hist. nat.). C'est le chameau (*voy.*) de l'Amérique méridionale. Néanmoins, bien que pouvant, sous le rapport de l'organisation interne, autant que par l'analogie des services qu'il rend en domesticité, être comparé à ce ruminant d'Afrique, le lama en diffère à de notables égards. Ainsi, l'infériorité de sa taille, sa conformation générale, ses jambes droites et dépourvues de callosités, la riche toison dont il est revêtu, enfin l'absence de bosses sur le dos, lui donneraient plus de ressemblance avec un bélier, si ce n'était sa petite tête que supporte un très long cou. Il manque d'ailleurs de cet appendice celluleux de la panse, ou de ce cinquième estomac qui sert au chameau de réservoir pour l'eau. Ses sabots, courts et divisés, ne couvrant qu'une petite partie des doigts, ne lui permettraient pas les longs voyages dans la plaine : aussi se tient-il habituellement sur les montagnes, où il vit en troupes nombreuses, et montre un caractère doux, mais farouche. Des différentes espèces qui composent ce genre, il n'y en a qu'une d'apprivoisée, le *lama proprement dit* (*auchenia lama*), grand comme un cerf, et revêtu d'un pelage grossier, variant pour la nuance, mais le plus souvent châtain. C'est un animal docile et patient ; les Péruviens s'en servaient exclusivement comme bête de somme avant l'introduc-

tion des chevaux sur leur continent. Depuis, son utilité a beaucoup diminué, bien que la sûreté de son pas le rende encore d'un précieux secours pour le transport des fardeaux dans les chemins montueux et difficiles. Si l'on emploie les mauvais traitements pour accélérer sa marche assez lente, il se couche et refuse obstinément d'avancer. Le lama se trouve principalement sur les plateaux élevés du Chili, où les naturels le tiennent parqué. Les Indiens donnent aux individus sauvages le nom de *guanaco*.

Une seconde espèce, que quelques zoologistes considèrent comme une simple variété du guanaco, c'est l'*alpaga* (*voy.*), ou plutôt l'*alpaca* (*auchenia paco*), plus petit, et qui se distingue surtout du lama proprement dit par la longueur et la finesse de ses poils, qui pendent en longues mèches laineuses sur le dos et les flancs. Cette belle toison, qui ne le cède en finesse qu'à celle des chèvres du Tibet, serait une conquête pour les montagnes de la France méridionale.

La *vigogne* (*auchenia vicugna*) constitue une troisième espèce. Elle est grande comme une brebis; ses formes sont plus sveltes, ses jambes plus déliées que celles du lama; sa laine, d'une grande finesse, est de couleur fauve. La vigogne habite les neiges perpétuelles des Andes, où on lui fait une chasse active. On met à profit, pour aller à sa poursuite, l'habitude où elle est, ainsi que les autres espèces de ce groupe, de déposer toujours ses excréments dans le même lieu; des cordes tendues dans les issues environnantes, et auxquelles sont suspendus des chiffons rouges, forment autour du timide animal une barrière qu'il n'ose franchir. Sa toison, dont la douceur égale celle de la soie, sert à confectionner des étoffes auxquelles leur moelleux et leur finesse donnent un haut prix.

La chair de ces différentes espèces de lama, notamment celle de l'alpaca et de la vigogne, est d'un excellent goût. C. S-TE.

LAMA, mot tibétain qui signifie *chef* ou *grand-prêtre* (c'est par erreur que Pallas le traduit par *Mère des âmes*), et d'où est venu le nom de *religion lamaïque* ou de *lamisme*, par lequel on désigne la religion des Mongols et des Kalmouks bouddhistes. *Voy.* BOUDDHA, T III, p. 784.

Le dieu suprême, Bouddha ou Chakia-mouni, a pour représentant sur la terre le *dalaï-lama* ou mieux *talaï-lama*, c'est-à-dire le lama de l'Océan ou le lama suprême. Ce dalaï-lama est, sous la suzeraineté de la Chine, le chef du pouvoir spirituel et temporel au Tibet (*voy.*), dont le gouvernement peut être regardé, par conséquent, comme une théocratie. Il n'est pas seulement le lieutenant visible de la divinité sur la terre, mais une divinité réelle habitant parmi les hommes. La croyance à la perpétuité de son existence se rattache à l'idée dominante de la métempsycose ou des transmigrations successives des âmes et surtout de celle de Chakia-mouni. Les Bouddhistes croient que cette divinité, en quittant le corps du dalaï-lama qu'elle habitait, prend, à l'instant même et d'une manière surnaturelle, possession d'un autre corps, en sorte qu'il n'y a de changement que dans la forme et non dans l'essence. Le dalaï-lama habite alternativement deux couvents, situés dans le voisinage de L'hassa, capitale du Tibet. Il est constamment entouré d'une foule de prêtres; mais il est défendu à toute femme de passer la nuit dans le même endroit que lui. Assis, les jambes croisées, sur un magnifique coussin qui surmonte une espèce d'autel, il reçoit les adorations des nombreux sectateurs de son culte que professent, entre autres, toutes les hordes mongoles de l'empire russe. Les Tatars ne sont pas pénétrés pour lui d'un moins grand respect que les Tibétains. Ce dieu terrestre ne salue personne, ne se découvre et ne se lève jamais, se contentant de poser la main sur la tête de ses adorateurs, qui croient recevoir ainsi la rémission de leurs péchés. Ils sont convaincus que le Dieu suprême habite en lui, qu'il sait et voit tout, qu'il lit au fond des cœurs et qu'il n'a pas besoin qu'on lui apprenne rien. S'il interroge, c'est uniquement pour ne donner aucun sujet de plainte aux incrédules et aux malintentionnés. Quelquefois, il distribue de petites boulettes de pâte bénite, dont les Tatars se servent dans toutes sortes de pratiques superstitieuses, mais au sujet des-

quelles on a répandu bien des fausselés.

La puissance du dalaï-lama était autrefois plus grande qu'aujourd'hui; il dépend davantage de l'empereur de la Chine, quoique ce dernier reconnaisse son autorité en matière religieuse. Deux mandarins, avec une garnison de 1,000 hommes, occupent L'hassa, sous le prétexte de veiller à la sûreté du dalaï-lama; et l'empereur entretient dans son palais, à Péking, un sous-lama, envoyé du Tibet en qualité de nonce. Il fait offrir annuellement des présents au dalaï-lama.

Celui-ci vient-il à mourir, il s'agit de découvrir où il lui a plu de renaître. On s'en rapporte, à cet égard, à quelques lamas, qui seuls connaissent les indices auxquels on peut le reconnaître, ou plutôt qui savent quel enfant le défunt a choisi pour son héritier.

Les lamaïtes sont des Tibétains et des Mongols bouddhistes. Ils se divisent en *bonnets jaunes* et *bonnets rouges*, et chacune de ces deux sectes a trois lamas : la première, le *Dalaï-lama*, le *Bogdo-lama*, appelé par les Chinois *Bandjine Erdeni* ou *Bandjine Rimbotsi**, et le *Taranaout-lama*; la seconde, les trois Chammar (Djarma?). Le dalaï-lama est le plus élevé en dignité. Après lui vient le Bandjine-lama, qui habite Téchou-loumbou ou Djassi-lhumbo, à dix journées de marche de L'hassa. Les trois Chammar demeurent dans différents couvents. Le plus considérable des trois a son palais à Tassisoudon, capitale du Boutan (*voy.*)**. Leur autorité s'étend sur une multitude de prêtres de rangs différents qui ne sont pas lamas, mais portent différentes dénominations, telles que celle de *ghilongs*, etc., et habitent les innombrables couvents de ce pays. Ils jouissent tous d'une grande considération, sont chargés de l'enseignement et vivent en partie dans le célibat et sous certaines règles. Les bourchanes ou divinités des lamaïtes, au nombre de 108, sont des êtres créés qui, avant la création du monde, se sont élevés au rang de divinités, par leur sainteté éprouvée dans quarante transmigrations successives. Chakia-mouni, le fondateur de cette religion, est venu au monde 1,000 ans av. J.-C., et il exerce encore aujourd'hui la domination sur ce siècle corrompu. La terre est peuplée d'esprits du monde supérieur déchus et devenus hommes. Selon qu'elle supporte bien ou mal l'épreuve de la vie, l'âme humaine, après la mort du corps, s'élève plus ou moins haut. Cette doctrine rend les lamaïtes bienfaisants, charitables et moraux. Leur culte consiste en chants assourdissants et en prières, accompagnés d'une musique bruyante, en processions solennelles, en certaines fêtes célébrées à époques fixes, en pèlerinages et en mortifications. *C. L.*

(*) *Voir* Ch. Ritter, *Géogr. de l'Asie*, t. IV, p. 264. S.

(**) M. Ritter, *Géogr. de l'Asie*, t. IV, p. 147, lui donne le titre de *Dharma* ou *Dharma Radjah*. S.

LAMANEUR, ou PILOTE CÔTIER, le *loadsman* des Anglais, l'homme qui a la charge ou la responsabilité du navire (*voy.* PILOTE). A. J-L.

LAMANTIN, *manatus* (de l'espagnol *lo manato*, l'animal *à mains*, ainsi nommé de la ressemblance grossière de ses membres antérieurs avec des mains). Les lamantins constituent un genre de mammifères aquatiques, de la famille des cétacés herbivores (*voy.*). Un corps oblong, dépourvu de membres postérieurs, et terminé en arrière par une queue ou nageoire arrondie et horizontale; une tête terminée par un museau charnu, garni de poils; des membres antérieurs disposés, comme chez les autres cétacés, en forme de nageoires, mais munis, par une exception qui leur est propre, de 4 ongles rudimentaires, ce qui leur permet de s'en servir comme de pattes pour ramper et porter leurs petits, tels sont les traits généraux de l'organisation propre à ces mammifères. Ajoutons, comme particularité caractéristique, qu'ils n'ont point d'incisives ni de canines dans l'âge adulte, et que leurs molaires sont à couronne carrée, et au nombre de 16 à chaque mâchoire. Leurs 2 mamelles pectorales, la forme de leur tête, leurs habitudes herbivores, leur ont fait donner tour à tour les noms vulgaires de *femme marine*, de *sirène*, de *vache marine*. Leur peau, assez épaisse, grise, à peu près dépourvue de poils, est semblable à celle des pachydermes; leur taille dépasse souvent 5 mètres. Ces animaux montrent une certaine intelligence; ils ont des mœurs

douces, et se témoignent beaucoup d'attachement entre eux. Ils vivent près des côtes, en troupes plus ou moins nombreuses, qui paissent sur le rivage, et viennent même souvent à terre; on peut en approcher assez facilement. Leur chair se mange; elle a le goût de celle du veau; la graisse en est fort délicate.

On trouve les lamantins dans les parties les plus chaudes de l'océan Atlantique, vers l'embouchure des rivières, qu'ils remontent quelquefois assez loin. Le lamantin d'Afrique (*manatus americanus*), espèce plus grande, est aussi le mieux connu; il atteint quelquefois, dit-on, jusqu'à 8 et 10 mètres de longueur. On a comparé sa tête à celle du bœuf; de très longs poils hérissent son museau obtus; ses yeux sont petits, l'organe de l'ouïe est dépourvu de conque. La femelle met bas un à deux petits à chaque portée, et les nourrit de son lait. On prétend que ces mammifères sont susceptibles d'apprivoisement. On les trouve particulièrement à l'embouchure des fleuves qui baignent les côtes occidentales de l'Amérique du Sud. — Le lamantin des côtes occidentales d'Afrique (*m. senegalensis*) ne diffère guère de l'espèce précédente que par sa taille plus petite, et par quelques caractères ostéologiques, tirés de la conformation de la tête. — On a trouvé des lamantins *fossiles* dans plusieurs parties de l'Europe, et même de la France, où ils paraissent avoir vécu à une époque postérieure à celle de la formation de la craie. C. S-te.

LA MARCK (comté de). L'ancien comté de La Marck tire son nom d'un château situé près de Hamm (province prussienne de Westphalie). Les comtes de La Marck descendaient de la maison de Berg (*voy.*) par Éberhard, comte d'Altena, troisième fils d'Adolphe IV, comte de Berg. Engilberg II épousa Mathilde, fille de Jean, comte d'Aremberg (1298). Il en eut trois fils, dont l'un forma la branche des comtes d'Aremberg. Le comté de La Marck passa ensuite dans la maison de Clèves (xv^e^ siècle). Guillaume de La Marck, dit le *sanglier des Ardennes*, et dont Walter Scott nous a retracé le hideux portrait, s'empara du duché de Bouillon (*voy.*), et fut décapité, en 1485, par ordre de Jean de Horn, évêque de Liége, de concert avec l'archiduc Maximilien. Le nom de La Marck se conserva dans la famille d'Aremberg (*voy.* cet article). Z.

LAMARCK (Jean-Baptiste-Pierre-Antoine de Monet, chevalier de), 11^e^ enfant de Pierre de Monet, naquit au village de Bazantin, en Picardie (département du Pas-de-Calais), le 1^er^ août 1744. Son père, seigneur de ce lieu, appartenait à une ancienne famille du Béarn, mais ne jouissait que d'une existence peu aisée, à raison de sa nombreuse famille. Cette circonstance le décida à destiner un de ses fils à l'église. Le jeune Monet fut donc envoyé au collége des jésuites d'Amiens. Loin de partager les vues de son père, il aurait préféré le sort de deux de ses frères engagés dans la carrière militaire; mais son respect pour la volonté de sa famille le retint près des révérends pères. Cependant son père étant mort, en 1760, il quitta le collége et se rendit à l'armée d'Allemagne. Dès le lendemain de son arrivée (16 juillet 1761), il assista au combat de Fillinghausen (*voy.* Broglie), il y déploya tant de courage qu'il fut nommé officier sur le champ de bataille; peu après, il reçut un brevet de lieutenant, et fut envoyé en garnison à Monaco.

Là devait finir sa carrière militaire : un accident qu'il éprouva le força à venir réclamer à Paris (1765) les soins des médecins les plus habiles. Sa guérison se faisant trop attendre, il quitta le service.

Réduit à une pension alimentaire de 400 fr. qu'il recevait de sa famille, il dut songer à embrasser quelque profession; il choisit la médecine, et, pendant la durée de ses études, il ajouta à son petit revenu les faibles appointements que lui rapportait son travail dans les bureaux d'un banquier. Il suivit les cours pendant 4 ans, et les abandonna pour s'occuper exclusivement de la botanique, dont il fit une étude sérieuse durant 10 années. En 1779 parut son premier ouvrage, sa *Flore française*, en 3 vol., dont la rédaction ne lui coûta que six mois de travail. Dans ce travail, Lamarck avait cherché à concilier les méthodes de Bernard de Jussieu, de Linné et de Tournefort

(*voy.* ces noms), de manière à créer une méthode particulière pour l'étude des plantes (*voy.* Botanique, T. III, p. 741). Buffon, qui avait obtenu pour lui l'impression de ce livre aux frais du gouvernement et la remise de l'édition entière à l'auteur, contribua encore à son succès par ses éloges. Lamarck fut appelé à l'Académie des Sciences, et Buffon voulant donner un guide à son fils dans son voyage en Europe, le choisit pour cette place de confiance. Afin que Lamarck ne fût pas considéré comme un simple précepteur, il le fit nommer botaniste du roi et charger de visiter les jardins et les cabinets étrangers. Pourvu de recommandations puissantes, Lamarck parcourut la Hollande, l'Allemagne et la Hongrie, pendant les années 1781 et 1782, et fut alors rappelé à Paris par Buffon, instruit de la mésintelligence survenue entre son fils et le précepteur qu'il lui avait donné.

En 1788, Lamarck fut adjoint à Daubenton, dans la garde du Cabinet du Jardin du roi. La même année, après le décès de Buffon, le comte d'Angiviller, allié à la famille de Lamarck, fit créer pour lui la modeste place de garde des herbiers. Le jardin et le cabinet du roi ayant été reconstitués sous le nom de Muséum d'histoire naturelle, en 1793, tous les fonctionnaires supérieurs furent chargés du professorat; une chaire fut assignée à chacun d'eux, en raison de sa spécialité, et en rapport avec ses précédents emplois. Lamarck, si nouveau dans cette hiérarchie, ne fut pas libre de son choix; forcé d'accepter ce qu'on lui donnait, il se vit chargé des deux dernières classes du règne animal, qui, selon la nomenclature de l'époque, se composaient des insectes et des vers.

Si l'on en excepte quelques légères connaissances sur la conchyliologie, Lamarck n'était nullement préparé pour la partie de la zoologie qu'il avait à professer. Parvenu à sa 50e année, il lui fallut s'armer de courage et étudier à fond une matière toute nouvelle pour lui. La science doit à la persévérance de ses études les observations les plus exactes sur les coquilles et les polypiers; une classification basée sur la forme, les proportions, la structure; des descriptions claires et précises. Ses connaissances profondes des coquilles vivantes le mirent à même d'étudier avec fruit les coquilles fossiles, dont l'histoire avait été jusque-là si superficielle et si incomplète (*voy.* Histoire naturelle, T. XIV, p. 80). Ce fut d'après la seule disposition organique commune à tous les insectes, l'absence des vertèbres, que Lamarck désigna cette classe d'animaux sous le nom d'*animaux invertébrés*. Il était prouvé d'ailleurs qu'une classe entière de ces êtres a le sang rouge : on ne pouvait donc plus adopter l'ancienne distinction d'animaux à sang blanc. Cette étude, souvent microscopique, affaiblit graduellement la vue de Lamarck, qui, plus d'une fois, se vit forcé de recourir à l'obligeante coopération de Latreille (*voy.*), et bientôt une cécité complète le força d'abandonner des travaux qui avaient pour lui tant d'attraits.

Une carrière bien plus vaste était ouverte devant lui : il chercha l'explication des phénomènes qu'offrent les corps vivants, celle des lois générales de la physique, de la chimie, de l'origine et des révolutions du globe. Enfin, la psychologie et la métaphysique furent aussi l'objet de ses méditations les plus profondes. Si Lamarck a traité ces diverses matières avec cette indépendance d'opinion, cette hardiesse qu'inspire le génie, il a échoué quelquefois, comme tant d'autres, contre l'écueil qui marque la limite de l'intelligence humaine, et n'a pu la dépasser qu'en appelant à son secours les opinions les plus bizarres. Toutefois son système, malgré les erreurs qui y font tache, présente souvent des idées profondes et lumineuses.

Lamarck mourut à Paris, le 19 décembre 1829. Il a publié : *La Flore française*, 1778-80, 3 vol. in-8°; édit. de 1795, 5 vol. in-8°, par Decandolle; plusieurs observations météorologiques insérées dans divers recueils; *Recherches sur les causes des principaux faits physiques*, Paris, 1801, 2 vol. in-8°; *Système des animaux sans vertèbres*, 1801, in-8°; *Recherches sur l'organisation des corps vivants, leur origine, leur développement*, etc., Paris, 1812, in-8°; *Physiologie zoologique*, 1809, 2 vol. in-8°; *Système analytique des connaissances positives de l'homme*, 1820, in-8°;

Histoire des animaux sans vertèbres, 1815-1822, 7 vol. in-8°; plusieurs mémoires insérés dans la collection de l'Académie des Sciences, dans les Annales du Muséum d'histoire naturelle, le Journal de physique, le Magasin encyclopédique, dans les premiers volumes du Dictionnaire de botanique, et les 4 premiers vol. du Dictionnaire de *Botanique* de l'Encyclopédie méthodique. L. D. C.

LAMARQUE (MAXIMILIEN, comte), lieutenant général et député, naquit à Saint-Sever (Landes), le 22 juillet 1770. Son père, qui devint membre de l'Assemblée constituante, lui inspira de bonne heure l'amour de la patrie et de la liberté, et ces deux sentiments restèrent en effet toute sa vie le mobile de ses actions. Entré au service, en 1791, comme simple soldat, il atteignit bien vite au grade de capitaine des grenadiers dans la colonne infernale que commandait Latour-d'Auvergne (*voy.*). En Espagne, il s'empara avec une audace inouïe de Fontarabie : pour récompense de ce haut fait, il fut chargé de porter à la Convention les drapeaux pris dans cette ville, et, à 20 ans à peine, un décret de cette assemblée, en le nommant adjudant général, déclara que le capitaine Lamarque avait bien mérité de la patrie. Successivement appelé dans les armées d'Italie, d'Irlande, d'Angleterre, du Rhin, il maintint sa réputation à la hauteur de son premier fait d'armes, et il se signala particulièrement à la bataille de Hohenlinden. Après la paix de Lunéville, Lamarque, renvoyé en Espagne avec le grade de général de brigade, eut un commandement sous le général Leclerc; puis il se retrouva dans l'armée qui termina si glorieusement la campagne d'Allemagne à Austerlitz. Pendant la paix qui suivit cette victoire, Lamarque dut aider Joseph Bonaparte à la conquête du royaume de Naples. Une avalanche l'engloutit en traversant le Tyrol; mais, comme par miracle, il fut retiré vivant de dessous les neiges; puis une bande de brigands, commandée par Fra Diavolo (*voy.*), attaqua sa faible escorte; pourtant Lamarque arriva devant Gaëte et contribua à la prise de cette place.

Dans le royaume de Naples, Lamarque remporta d'importants succès sur les Anglais et sur les bandes de malfaiteurs qui avaient su rendre leur cause nationale. Le roi Joseph le choisit pour aide-de-camp; mais comme il aurait fallu abandonner sa qualité de Français, Lamarque refusa, en acceptant toutefois le poste de chef d'état-major du prince. Le 6 décembre 1807, Napoléon lui conféra le grade de général de division. Murat, ayant succédé à Joseph sur le trône de Naples, résolut de s'emparer de Caprée, que les Anglais avaient surnommé le *petit Gibraltar*. Joachim chargea Lamarque de la prise de cette île en lui donnant une troupe de 1,600 soldats d'élite, et c'est avec cette poignée de braves qu'il se rendit maître (oct. 1808) de cette position, défendue par le trop fameux Hudson Lowe. Salicetti, ministre à Naples, étant venu à Caprée, écrivit : « J'y ai trouvé les Français, mais je ne puis pas croire qu'ils y soient entrés. »

L'empereur mit ensuite Lamarque à la tête d'une division de l'armée du vice-roi d'Italie; Laybach, Wagram, et bien d'autres combats, appelèrent sur lui l'attention de ses frères d'armes. A Wagram (1809), il eut quatre chevaux tués sous lui, et Napoléon le nomma grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il fut ensuite envoyé à Anvers; mais le roi Joachim, voulant tenter une expédition contre la Sicile, redemanda le *preneur de Caprée*. Puis, des montagnes de la Calabre, Lamarque est rappelé de nouveau en Espagne. Durant cette malheureuse guerre, qui devait finir par l'évacuation de ce pays, Lamarque ne se signala pas moins par son courage que par son désintéressement et son humanité. Il sut rendre son nom cher même aux ennemis qu'il avait tant de fois combattus. Pendant la retraite, il eut pour sa part le poste le plus périlleux : l'arrière-garde fut confiée à sa bravoure et à sa prudence.

A la première restauration, il fut fait chevalier de Saint-Louis; mais on le laissa sans emploi. Au retour de l'île d'Elbe, Napoléon lui donna successivement le commandement de Paris et celui d'une forte division sur les frontières de la Belgique; et enfin, dans le mois de mai, il fut nommé général en chef de l'armée de la Vendée. C'est sur ce nouveau théâtre qu'il se montra éminemment

patriote et guerrier habile autant que généreux; à Laroche Servière, il trouva le moyen de terminer la guerre par une seule bataille. « Je ne rougis pas de vous demander la paix, écrivait-il aux chefs vendéens; car, dans les guerres civiles, la seule gloire est de les terminer. » Il poursuit les Vendéens bien plus par ses propositions que par ses colonnes. Maintenant la plus sévère discipline au milieu de ses soldats, les habitants, les propriétés, aussi bien que les prisonniers et les blessés, sont l'objet de sa sollicitude. Un assassin lui tire un coup de fusil à bout portant : il lui fait grâce. Enfin, la paix est signée à Chollet, le 26 juin 1815, et Lamarque, nommé le pacificateur de la Vendée, voit les chefs royalistes lui témoigner le vœu de se réunir à ses troupes et de combattre sous ses ordres comme Français, pour s'opposer à toutes tentatives des puissances étrangères qui auraient pour but le démembrement de la France. La Chambre des Cent-Jours déclara que le général Lamarque avait bien mérité de la patrie.

Après le désastre de Waterloo, son nom fut placé sur la liste des proscrits. Lamarque chercha un refuge en Belgique; mais, pour se défendre des calomnies qui le suivaient dans l'exil, il écrivit la *Défense de M. le lieutenant général Lamarque*, 1815, in-4°, et plus tard la *Réponse au lieutenant général Canuel.* Rappelé en France, en 1818, il prit en main la cause de ses compagnons d'exil, et, en 1820, il écrivit sur la *Nécessité d'une armée permanente, et projet d'une organisation de l'infanterie plus économique que celle qui est adoptée en ce moment*, Paris, in-8°; puis un *Mémoire sur les avantages d'un canal de navigation parallèle à l'Adour*, 1825, in-8°; et enfin *De l'esprit militaire en France, des causes qui contribuent à l'éteindre, de la nécessité et des moyens de le ranimer*, 1826, 2 éd., in-8°.

Depuis sa rentrée en France, le général Lamarque s'était vainement mis plusieurs fois sur les rangs pour la députation. A la fin, ses concitoyens de Mont-de-Marsan (Landes) l'envoyèrent à la Chambre, le 23 décembre 1828. Une nouvelle carrière s'ouvrit alors au général patriote. Membre du parti libéral, Lamarque figura naturellement parmi les 221 (*voy.*). La révolution de Juillet ne le fit guère sortir de son opposition. Le ministère de M. Laffitte (*voy.*) lui-même, arrivé, disait-il, trop tard au pouvoir, et se croyant obligé de continuer la politique de ses prédécesseurs, n'eut pas son appui. Il lui demandait la réunion de la Belgique à la France, et s'indignait qu'on se crût obligé de respecter les traités de 1815. Il se déclara ouvertement en faveur des Polonais, excitant les murmures de la majorité en disant que quelques membres voulaient peut-être la *paix à tout prix*. Un propos qui lui échappa et que le général Sébastiani, son collègue, prit pour une injure, amena une rencontre entre eux, qui n'eut pourtant pas de résultats fâcheux. Lamarque se prononça contre l'hérédité de la pairie et demanda une forte organisation de la garde nationale mobile. Le ministère Périer, qui trouvait en lui un de ses plus énergiques adversaires politiques, lui retira le commandement supérieur de la Vendée, auquel il avait été nommé au moment où les troubles s'organisaient dans cette partie de la France. Dans la session suivante, Lamarque se plaça le plus souvent sur le terrain de la politique étrangère et défendit surtout avec chaleur la cause des Polonais, rappelant les promesses faites à leur égard et s'opposant de toutes ses forces aux mesures de sûreté qu'on proposait à la sanction des Chambres relativement à ces malheureux proscrits. « Ah ! s'écria-t-il, si ceux qui les proposent, ces mesures, avaient éprouvé les tourments de l'exil, s'ils savaient tout ce que l'on souffre quand on a été arraché à sa famille, aux amis de l'enfance, aux lieux qui nous virent naître, à cette patrie qu'on chérit encore plus quand elle est absente, ils ne voudraient pas ajouter une douleur à tant de douleurs et jeter une goutte d'absinthe dans ce vase d'amertume. »

Attaqué de l'épidémie qui ravageait la France, il signa d'une main mourante le compte-rendu (*voy.*) de l'Opposition et expira le 1er juin 1832. Tout le monde rendait justice à son beau caractère et à la bonne foi de ses opinions. Casimir Périer l'avait précédé de quelques jours dans

la tombe : on voulut faire servir les funérailles du général Lamarque à une protestation contre le système du 13 mars, qu'il avait combattu. Il avait exprimé le désir d'être inhumé dans le département des Landes : son convoi, parti le 5 juin, vers les dix heures du matin, de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, devait donc s'arrêter sur la place de la Bastille, pour que le corps fût ensuite transporté à sa destination dans une chaise de poste. Malgré les mesures de précaution prises par l'autorité et les nombreux détachements de troupes envoyés au cortége, des symptômes alarmants se manifestèrent sur les boulevards que parcourait le convoi funèbre. Sur la place de la Bastille, des discours furent prononcés. Le général La Fayette finissait le sien en invitant le peuple à la tranquillité; mais aussitôt un drapeau rouge est déployé, des hommes du peuple coupent les harnais de la chaise de poste et des cris : *Au Panthéon !* se font entendre. Des dragons placés en observation essuyèrent des coups de feu; on leur jeta des pierres et des poignards furent levés contre eux ; enfin les dragons répondirent par une décharge de mousqueterie. Aussitôt, une panique générale s'empara des assistants. Le général La Fayette et d'autres députés, accompagnés d'officiers de la garde nationale, étaient montés dans des voitures publiques. Les gardes nationaux qui suivaient le cortége le quittèrent en désordre; les insurgés crièrent aux armes et s'enfuirent dans différentes directions, s'emparant des postes de Paris, brisant les réverbères et élevant des barricades. Néanmoins, le corps du général Lamarque avait pu prendre la route du boulevard de l'Hôpital.

L'émeute continua le lendemain, 6 juin. La nuit avait interrompu les opérations militaires; mais la garde nationale s'était réunie en force au château des Tuileries, où bivouaquèrent aussi de forts détachements de troupes. Le roi accourut de Saint-Cloud et parcourut, dans la nuit même, les rangs ou les bivouacs de ces forces imposantes réunies sur la place du Carrousel. Le 6 au matin, les insurgés étaient encore maîtres de certains quartiers, dont l'église Saint-Merry paraissait être le centre. Après avoir assuré contre leurs tentatives l'Hôtel-de-Ville et le Palais-de-Justice, les troupes se retirèrent à distance, cernant pour ainsi dire l'insurrection. Les révoltés étaient trop faibles pour sortir de leurs retranchements; ils fortifiaient leurs barricades, pendant que Louis-Philippe, sortant à cheval des Tuileries au milieu d'un brillant état-major, parcourait toute la ligne des quais et des boulevards, où la troupe de ligne et la garde nationale se trouvaient échelonnées. Le passage du roi excita un enthousiasme général; le combat s'engagea avec acharnement aussitôt que le roi fut rentré; et les barricades opiniâtrément défendues furent enlevées. Enfin la prise de l'église Saint-Merry, dernier refuge des insurgés, mit fin à cette horrible lutte. Telles furent les journées des 5 et 6 juin. Elles coûtèrent, dit-on, à l'armée 55 morts et 240 blessés; 18 morts et 104 blessés à la garde nationale; et l'on assure qu'il y eut, en outre, dans les rangs du peuple 93 morts et 291 blessés.

A la suite des troubles, une ordonnance royale mit Paris en état de siége, et un conseil de guerre fut saisi du jugement des individus arrêtés. Mais la Cour de cassation déclara ses jugements illégaux et renvoya la procédure devant la Cour d'assises, où quelques condamnations à mort furent prononcées; la clémence royale n'en permit point l'exécution. Les Écoles polytechnique et d'Alfort, dont quelques élèves, bravant la consigne, s'étaient échappés pour assister au convoi, furent licenciées ainsi que l'artillerie de la garde nationale, généralement hostile au gouvernement. Les mesures de rigueur devinrent plus sévères envers les réfugiés étrangers dont plusieurs avaient été remarqués portant, aux funérailles du général qui avait si chaudement servi leurs intérêts, des drapeaux aux couleurs libérales de leurs nations. L. L.

LAMARTINE (ALPHONSE DE PRAT, DE) est né à Mâcon (Saône-et-Loire), en 1791 ou 1792. Son père, mort en 1840, à l'âge de 90 ans, était chevalier de Saint-Louis et ancien officier de cavalerie. Au service, depuis l'âge de 16 ans, il y était resté jusqu'en 1790 et avait épousé, à cette époque, Marie Alix Des Roys, chanoinesse du chapitre noble de Salles, fille de Des

Roys, intendant des finances du duc d'Orléans et de M^me^ Des Roys, sous-gouvernante des enfants de ce prince. De ce mariage, naquirent huit enfants : l'aîné de cette nombreuse famille fut notre illustre poëte. A la révolution, M. de Prat père ne voulut pas émigrer. Le 10 août 1792, il alla volontairement défendre, avec la garde constitutionnelle de Louis XVI, ce qui restait de la royauté et de la constitution. Blessé dans le jardin des Tuileries et poursuivi par les Marseillais, il traversa la Seine dans une barque et fut arrêté à Vaugirard. Il allait être massacré lorsqu'il fut reconnu, réclamé et sauvé par un officier municipal de Vaugirard, jardinier de M. Henrion de Pansey; ce jurisconsulte était grand-oncle de M^me^ de Prat. Revenu dans sa famille, de Prat fut emprisonné de nouveau. Il dut à la journée du 9 thermidor d'être mis en liberté et se retira à la campagne. Depuis, il a siégé, pendant 20 ans, dans le conseil général du département.

Plus heureux que beaucoup de ses contemporains, le jeune de Prat, qui prit plus tard le nom de Lamartine, conserva donc l'auteur de ses jours et passa dans l'obscure terre de Neilly les années de son enfance, sous les yeux d'une mère pieuse et tendre. Grâce à cette influence protectrice, le futur poëte résista aux atteintes d'une époque matérialiste; aussi a-t-il pu dire :

Heureux l'homme à qui Dieu donne une sainte mère !
En vain, la vie est dure et la mort est amère,
Qui peut douter sur son tombeau ?

L'éducation qu'il reçut plus tard au collége de Belley fortifia la tendance religieuse de son esprit.

Sous l'empire, il ne chercha point à entrer dans une carrière active; sa famille, fidèle à des penchants royalistes et ne conservant de la révolution que des souvenirs pénibles, se tenait à l'écart. Occupé de littérature et de poésie, le jeune homme fit, en 1813, un voyage à Naples, que, dans une pièce de vers composée à cette époque, il qualifia de ville

A d'indignes Césars maintenant asservie ;

c'est dire assez à quelle opinion il appartenait alors. La splendeur impériale ne l'avait donc point ébloui; il ne s'était point laissé entraîner par le courant électrique qui surexcitait alors la jeunesse française et la poussait au-devant des combats. La littérature devait profiter de cette attitude exceptionnelle du jeune rêveur qui errait dans les montagnes du Mâconnais ou se laissait bercer mollement sur le golfe de Naples. En présence des ruines de l'Italie et des catastrophes contemporaines, M. de Lamartine sentit de bonne heure le néant des grandeurs terrestres ; qu'on y ajoute l'inspiration de la solitude* et d'un premier amour, l'étude de Chateaubriand, de M^me^ de Staël, de Bernardin de Saint-Pierre, de la Bible, et l'on aura tout le secret de ses premières poésies.

On sait combien la littérature versifiée s'était appauvrie dans les dernières années de l'empire, époque « orgueilleusement stérile** , » soit que l'action eût étouffé la parole, soit que l'éducation soldatesque des lycées eût flétri tout élan poétique. Dès les premières années de la Restauration, quelques timides essais annoncèrent pourtant une ère nouvelle aux esprits qui se détournaient d'une littérature de convention et étaient avides de poésie puisée dans le cœur de l'homme. Casimir Delavigne pleurait noblement sur les malheurs de la France; Béranger redisait notre glorieux passé; bientôt (1820), les *Méditations poétiques* vinrent emporter toute une génération vers des régions situées bien loin du domaine de la politique. A cette génération, à laquelle il appartenait lui-même, M. de Lamartine parlait de foi, d'espérance, d'immortalité, dans un langage qui empruntait tantôt aux prophètes de nos livres saints leur fougue véhémente et leurs splendides images, tantôt aux poëtes mondains leurs accents les plus suaves et les plus séduisants; il lui parlait surtout de ces adorables souffrances qui font le bonheur d'une jeunesse non corrompue. On respire l'amour dans ces premiers vers de M. de Lamartine, mais un amour épuré par le malheur; et grâce à une lyre, où les sons d'une ineffable langueur se mêlaient aux

(*) M. de Lamartine était entré dans les gardes-du-corps, en 1814; mais il quitta le service après les Cent-Jours.

(**) Expression de M. de Lamartine.

accords vibrants d'une inspiration presque sainte, le poëte gagnait plus d'une âme à une école de plus en plus nombreuse, qui repoussait, en fait d'art et de poésie, le sensualisme grossier et l'imitation du XVIII^e^ siècle. M. de Lamartine faisait révolution; mais, comme tous les grands novateurs, il la faisait sans esprit de système et sans le savoir. Son cœur battait à l'unisson de beaucoup de ses contemporains, qui demandaient une littérature appropriée aux besoins d'une époque d'inaction. M. de Lamartine avait beaucoup aimé et rêvé; il devint l'oracle des jeunes femmes et le patron des rêveurs, soit qu'ils le fussent sincèrement ou par affectation.

Qui de nous, Lamartine,
Ne sait par cœur ce chant d'un amant adoré?
Qu'un soir, au bord d'un lac, tu nous as soupiré?
Qui n'a lu mille fois, qui ne relit sans cesse
Ces vers mystérieux où parle ta maîtresse,
Et qui n'a sangloté sur ces divins sanglots,
Profonds comme le ciel et purs comme les flots* ?

Le succès des premières Méditations fut immense. Il devait l'être, malgré les attaques d'une étroite critique : la forme de ce petit volume est aussi parfaite que le fond; l'harmonie rhythmique de ces strophes musicales enveloppe la pensée comme un large vêtement flotte sans gêne autour d'un beau corps, dont il voile et trahit tour à tour les formes gracieuses. Dans son entrevue avec lady Esther Stanhope, le poëte a pu dire, comme une chose toute simple, que des milliers de bouches avaient répété ses vers. Le nom d'Elvire prit place auprès de celui de Laure, tant les circonstances et les détails de cette passion idéale sont indiqués dans les élégies du poëte français avec une réserve extrême; le voile vaporeux à travers lequel on entrevoyait les traits de la jeune femme souffrante si tôt enlevée à son amant, fut assurément pour l'auteur des Méditations un des principaux éléments de succès. D'un autre côté, certains vers, où le doute et le désespoir dominent, eurent presque autant d'écho que les chants passionnés; car l'époque byronnienne durait encore, et M. de Lamartine ne s'est jamais renfermé dans un dogmatisme rigide, qui sert sans doute à enchâsser la foi, mais qui étouffe la poésie.

Des premières aux secondes méditations (1823), le passage est insensible; c'est encore la même poésie de souffrance intime, d'espoir et d'élan vers un monde invisible; mais à côté de ces impressions personnelles, on remarque quelques morceaux où l'individualité du poëte disparaît complétement. L'ode à Napoléon, quoique la pensée première en soit due à Manzoni, peut se placer hardiment à côté des plus belles productions qu'ait inspirées le souvenir de l'empereur. Quelques fragments épiques et dramatiques se mêlent aux élégies harmonieuses, aux hymnes inspirées : dans les *Chants d'amour*, ce n'est plus une passion toute individuelle qui s'exhale; et dans les *Préludes*, le poëte, après des accents de tendresse et des souvenirs pieux consacrés aux champs paternels, fait résonner les fanfares guerrières, et jette le lecteur palpitant sur un de ces champs de bataille avec lesquels la période impériale n'avait que trop familiarisé les imaginations. Mais, malgré d'incontestables beautés de détail, le volume des secondes Méditations a quelque chose d'incohérent et de fragmentaire, tandis que les premières Méditations forment un tableau d'ensemble dans lequel s'encadre toute la jeunesse de l'auteur, avec sa passion terrestre, ses luttes philosophiques et ses velléités néo-catholiques.

La même année parut *la Mort de Socrate*, espèce de poëme didactique, sans action, et partant sans intérêt romanesque. A cela près, il est impossible de condenser dans un espace restreint plus de nobles pensées revêtues d'un style plus éblouissant. Le demi-jour de cette époque de transition, où le sage d'Athènes, inspiré par son génie familier, annonçait quelques-unes de ces vérités que le Christ devait révéler plus complétement quelques siècles plus tard, convenait à un poëte qui se complaît dans un dogmatisme plus vague que ne le comporte l'orthodoxie chrétienne.

Après la mort de lord Byron, M. de Lamartine publia *Le dernier chant du pèlerinage d'Harold* (1825). Certes, l'entreprise était hardie; elle n'était permise

(*) M. Alfred de Vigny, *Lettre à M. de Lamartine*.

qu'à un poëte d'un nom déjà européen. Enrôlé, dès 1821, au service du roi en qualité de secrétaire d'ambassade, il résidait à Naples et à Florence : aussi l'inspiration du ciel du Midi se trouve-t-elle dans toutes les pages de cette nouvelle production. Depuis que la lyre de Byron était muette, aucune voix n'avait chanté l'Italie, son ciel, ses golfes et ses femmes, aucun poëte n'avait flétri l'apathie politique de ces hommes avec des accents aussi passionnés que M. de Lamartine dans son dernier chant de Childe-Harold. Cependant ce poëme fut accueilli avec assez de tiédeur ; il valut à l'auteur un duel avec le colonel Pépé, qui se croyait offensé dans son honneur national, duel dans lequel M. de Lamartine fut grièvement blessé. Ce fut le seul incident qui vint troubler, à cette époque, l'existence heureuse du poëte, car, depuis 1820, M. de Lamartine avait trouvé le bonheur conjugal dans son mariage avec une jeune Anglaise, et grâce à l'héritage d'un oncle maternel dont il prit le nom, il avait acquis l'indépendance personnelle.

Pendant quatre ans, M. de Lamartine ne fit paraître aucune publication; néanmoins, lorsqu'au printemps de 1830, il vint occuper à l'Académie-Française le fauteuil laissé vacant par la mort de Daru, il se trouva en face d'un public qui n'avait point oublié les premières *Méditations*, et qui applaudit, dans son discours de réception, plus d'un passage où la haute et noble intelligence du penseur se mariait à l'âme du poëte. M. de Lamartine venait de perdre sa mère par un accident cruel; même la partie indifférente de l'assemblée sentait quelle profonde amertume devait se mêler pour lui aux joies de cette ovation académique. Quelques semaines plus tard parurent les *Harmonies poétiques et religieuses* (2 vol. in-8°), et, sans que la renommée de M. de Lamartine en grandit précisément, ces vers montrèrent que la sève printanière n'était nullement tarie dans son cœur. L'admiration passionnée des amis de M. de Lamartine s'efforça même de voir dans ce volume un immense progrès: il est certain que, dans les Harmonies, le poëte arrive aux plus sublimes élans de l'ode, mais il n'échappe point à la monotonie de l'enthousiasme lyrique joint à une méditation presque constamment appliquée à des sujets religieux ou philosophiques. Les pièces détachées de ce recueil ne laissent point, dans l'esprit du lecteur, comme celles des premières Méditations, une impression précise et distincte; ce qui séduit et attache le plus au milieu de ces hymnes, ce sont quelques morceaux où dominent les sentiments terrestres; c'est *le premier amour*, ce sentiment suave et parfumé comme les côtes de Sorrente et d'Amalfi, qui lui servent de cadre; c'est la promenade avec M. Sainte-Beuve, remplie de ravissants détails, à la façon de l'élégie *lakiste*. La pièce capitale de ce recueil, celle qui échappe à toute critique, tient à la fois de l'élégie, de l'ode et du poëme méditatif : nos lecteurs l'ont déjà nommée, *Novissima verba*, ce cri sublime d'une âme tourmentée, qui se réfugie dans le souvenir d'un bonheur passé, et d'une nature majestueuse, pour échapper au poignant malaise de la réflexion, et qui, à la fin, se laisse absorber par la divinité.

Après la chute de la branche aînée des Bourbons, qu'il avait célébrée dans son *Chant du sacre* (1825), M. de Lamartine, par un motif de délicatesse, quitta la carrière diplomatique*, et, cédant à un désir qu'il nourrissait depuis sa première enfance, il fit voile pour l'Orient (juin 1832). Sa femme et sa fille l'accompagnaient dans ce poétique pèlerinage, entrepris parce qu'il lui semblait que les doutes de l'esprit, que les perplexités religieuses devaient trouver là leur solution et leur apaisement. Hélas ! le doute est la maladie de notre époque, et ce n'est point la vue de Jérusalem qui peut nous en guérir.

Pour ce voyage, M. de Lamartine avait nolisé un navire marchand (*l'Alceste*). Il longe les côtes de la Morée, voit en passant l'Acropole d'Athènes, et arrive

(*) Voici comment il s'en expliqua lui-même à la tribune, dans la séance de la Chambre des députés du 25 mars 1840 :

« Lorsque la royauté de juillet a été personnifiée dans une autre famille, famille avec laquelle j'avais l'honneur d'avoir précédemment des liens de respectueuse intimité (si elle me permet de me servir de ce mot), j'ai écrit au roi lui-même, je lui ai dit quel motif de délicatesse me faisait, suivant moi, un devoir d'abdiquer entre ses mains les titres, les honneurs que je

sur les côtes de Syrie. Après avoir établi sa famille à Beyrouth, il s'achemine seul avec quelques amis vers Jérusalem, où il arrive le 28 octobre 1832. La peste régnait dans la ville sainte : les voyageurs y pénètrent néanmoins, et s'agenouillent à la place où *Godefroi de Bouillon* était venu s'humilier, en y déposant son épée victorieuse. De retour à Beyrouth, il s'abandonne tout entier au bonheur de se promener avec sa fille dans cet admirable Liban, qui réunit les enchantements de toutes les zones et les sites des plus beaux pays de la terre; il ne se lasse point de parcourir avec elle ce paradis, comme s'il avait pressenti le coup qui allait le frapper. Après la mort de Julia, cette fille chérie, il ne voit plus qu'à travers un voile noir les cèdres de Salomon, les gigantesques ruines de Baalbek, Damas la ville aux vergers odorants, Byzance et le Bosphore, admirable même pour le pèlerin qui vient de traverser les campagnes bibliques ; il se hâte de revenir à Saint-Point, pour y déposer les restes de Julia.

M. de Lamartine rentra dans ses foyers, le cœur brisé, et l'esprit préoccupé de la grande lutte politique à laquelle il allait prendre une part active. Le collége électoral de Bergues (Nord) venait de le choisir pour son représentant (8 janvier 1833); la carrière parlementaire s'ouvrait devant le poëte dans un moment où peut-être il se serait laissé absorber par une immense douleur. Nous apprécierons bientôt son influence comme député et comme orateur.

L'activité littéraire de M. de Lamartine ne se ralentit point au milieu des séances de la Chambre. Les *Souvenirs, impressions, pensées et paysages, pendant un voyage en Orient, ou Notes d'un voyageur*, parurent en 1835 (4 vol. in-8°). L'auteur se défend tout d'abord, avec une modestie sincère, contre la prétention d'avoir voulu faire un livre. « Un voyage à écrire n'était point dans ma pensée; il fallait du temps, de la liberté d'esprit, de l'attention, du travail: je n'avais rien de tout cela à donner... Mon esprit était ailleurs; il fallait ou brûler ou laisser aller ces notes telles quelles... Ces notes sont presque exclusivement pittoresques; c'est le regard écrit; c'est le coup d'œil d'un passager, assis sur son chameau ou sur le pont de son navire, qui voit fuir des paysages devant lui. »

Malgré l'état fragmentaire de cet ouvrage, il est impossible de ne point se plaire dans cette belle galerie de portraits de femmes orientales, de tableaux de marine et de montagnes. En lisant les retours que fait le poëte sur lui-même, sur notre époque, sur notre avenir, on se sent irrésistiblement entraîné à aimer l'homme, autant au moins qu'on admire le peintre et l'écrivain.

Nous avons entendu contester très sérieusement la vérité, la ressemblance de ces tableaux et la sincérité de ces impressions. Quant à ces dernières, nous les tenons pour aussi vraies qu'elles sont profondes; le noble caractère de l'auteur nous interdit même le lointain soupçon d'un arrangement. Pour la vérité des paysages, il se peut que M. de Lamartine ait prêté au Liban plus de charmes que ne lui en trouverait un observateur moins ardent; mais qui de nous ne sait combien la même contrée peut impressionner différemment des esprits également sincères, également disposés à ne retracer que les contours les plus précis, à n'indiquer que les couleurs dont ils ont été réellement frappés. La nature, dans ses grands aspects, échappera toujours à une analyse uniforme; les intelligences les mieux douées n'en saisiront jamais qu'une face, et les descriptions du voyageur sont nécessairement incomplètes, sans cesser d'être vraies. Le voyage de M. de Lamartine est le digne pendant de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem* (*voy.* CHATEAUBRIAND); le lecteur chrétien y recherchera toujours les pages éloquentes sur la cité de Dieu; pendant que l'homme d'état y trouvera les preuves du tact prophétique de l'auteur, qui annonça sans hésitation les événements accomplis aujourd'hui sur les rives du Bosphore et du Nil, dans les gorges du Liban, et dans toutes les provinces de la Turquie.

En 1836 parut *Jocelyn*, ce poëme

tenais de la monarchie tombée; je lui ai dit que d'une main lui offrant ma démission de mes emplois diplomatiques, de l'autre, je croyais devoir, comme patriote et comme Français, lui offrir mon serment à lui et au gouvernement de juillet. » S.

idyllique dont les premières données sont empruntées à la vie réelle, mais que le poëte a su enrichir de scènes dignes d'un monde arcadien, tel que nous l'avons rêvé dans les plus heureux jours de notre jeunesse. Un critique a déjà fait cette remarque : il y a chez M. de Lamartine du naturel même dans l'invraisemblable. Or, dans les plus gracieux incidents de *Jocelyn*, dans les scènes de la grotte aux aigles, dans ces pages que l'on dirait découpées dans *Paul et Virginie*, et enchâssées dans le rhythme facile de notre poëte, le lecteur possédé du démon de l'analyse est obligé de reconnaitre une vérité relative qui fait passer sur l'impossibilité matérielle de la situation. *Jocelyn*, en dépit de beaucoup de longueurs, en dépit d'un style qui n'a point la précision et le fini des premières *Méditations*, est destiné à prendre rang parmi les ouvrages choisis qui prêchent, dans un beau langage et sous le voile de la fiction, le christianisme pratique, la résignation, le dévouement et l'abnégation de soi-même.

Une réprobation tellement unanime a accueilli *La chute d'un ange*, poëme publié en 1838, que nous aurions mauvaise grâce de trop insister sur le côté défectueux de cette magnifique ébauche. L'auteur lui-même s'accuse avec tant de naïveté, il s'avoue si incapable de limer, que la critique, sous ce rapport, se trouve sinon désarmée, du moins prévenue. Ce qui manque malheureusement à ce poëme, c'est un plan logique et nécessaire. On y trouve une imagination puissante et capricieuse, mais point de raison modératrice. Le monde antédiluvien et le royaume des géants, au milieu desquels le poëte nous entraine, ne blesse pas notre bon sens; ce qui nous choque, ce sont les scènes inattendues qui se passent dans ce monde titanique. La part ainsi faite au blâme, il faut bien, pourtant, reconnaitre dans ce crayonnage épique une étonnante vigueur, une audace qu'on ne pouvait attendre du caractère primitivement élégiaque de l'auteur, et surtout une fraicheur de coloris, qui prouve jusqu'à quel point sont intarissables les sources où se renouvelle son inspiration toujours juvénile. La fatigue qui s'est emparée si vite de tant de poëtes contemporains, n'a point eu jusqu'ici de prise sur M. de Lamartine; on peut lui souhaiter de la modération, et du choix dans l'abondance, mais du moins ne regrettera-t-on jamais l'absence de ce dieu qui dispense au poëte les pensées neuves et grandes, les émotions fortes et vraies. On dirait que M. de Lamartine a conçu la pensée première de ce poëme au milieu d'un orage, dans une grotte solitaire du Liban, mais que, redescendu dans notre monde de futilités, il ne s'est souvenu que de quelques pensées décousues du plan primitif.

En 1839 parurent les *Recueillements poétiques*, précédés d'une remarquable préface. Sans déprécier pour cela les vers du volume, nous mettons ces pages, dans lesquelles le poëte décrit avec un abandon plein de grâce sa vie de campagnard à Saint-Point, au nombre de ses plus heureuses inspirations, tant il y a de poésie répandue sur ces détails, tant il y a d'art caché dans cette prose que l'auteur prétend ne point savoir manier. Dans les morceaux lyriques qui composent le volume des *Recueillements*, se dessine nettement la seconde manière de M. de Lamartine, manière qui commence à poindre dans les *Harmonies*, et qui prend déjà le dessus dans *Jocelyn*. C'est, pour la forme, un laisser-aller qui diffère peu de l'improvisation; c'est, quant au fond, un adieu définitif à la poésie *individualiste*. M. de Lamartine jette un regard de souverain mépris sur son passé, lorsque, absorbé par une passion violente, il n'avait qu'une seule corde à sa lyre. Que cette corde résonnait bien pourtant! la poésie *humanitaire* vaudra-t-elle en dernière analyse le charmant égoïsme du jeune auteur, égoïsme qui, aux yeux d'un immense public, n'en était point, puisque chaque lecteur se mirait lui-même dans les souffrances et les joies de son poëte favori.

Sans faire une profession de foi absolue, M. de Lamartine, dans les *Recueillements*, laisse assez bien entrevoir le fond de sa pensée, qui se dégage de plus en plus des chaines d'un symbolisme exclusif. Ce n'est plus aujourd'hui le poëte prétendu catholique des premières Méditations : c'est le prophète d'une ère nouvelle, le chantre précurseur de la

grande association, où tous les peuples viendront se donner la main, et où toutes les douleurs trouveront leur remède et leur consolation efficace. L'utopie du poëte n'est point nettement formulée; mais, au fait, ces contours indécis conviennent mieux à notre époque, elle-même si indécise, si tourmentée, si flottante, et entraînée vers un avenir que ne saurait prévoir l'intelligence humaine la mieux organisée.

Suivez M. de Lamartine sur le terrain de la réalité politique, et vous lui trouverez au contraire des vues positives et nettement formulées. Son entrée à la Chambre des députés, où il prit place le 24 décembre 1833, fut accueillie, sinon avec défaveur, du moins avec ce sentiment peu bienveillant qu'on réserve en France aux vocations doubles. Il ne nous semble pas qu'un poëte puisse être homme d'état, et nous aimons à transporter le principe économique de la division du travail dans le domaine de l'intelligence. A l'égard de M. de Lamartine, on ignorait à peu près ses antécédents diplomatiques; le public n'était point initié à ses études. Cependant, comme secrétaire d'ambassade et comme homme de cabinet, M. de Lamartine s'était occupé de toutes les questions internationales et sociales; il arrivait à la Chambre avec un système que les esprits soi-disant positifs devaient poursuivre de leur persiflage, parce que l'auteur de ce système ne se faisait l'homme d'aucun parti, qu'il soutenait ou attaquait le ministère, sans dessein préconçu, sans calculer la valeur ou le résultat matériel de son vote. Timon (M. de Cormenin) s'est fort spirituellement moqué de cette politique sentimentale; mais au bout de huit années d'essais, M. de Lamartine s'est fait chef de file à la Chambre, et il se pourrait bien qu'un jour il renvoyât à ses détracteurs leurs railleries et leur dédain. Ses efforts constants tendaient à constituer un parti social, qu'on pourrait appeler le parti des honnêtes gens énergiques et organisateurs; parti qui s'élève au-dessus des formes passagères et des personnifications du pouvoir, et ne s'occupe que des idées et des choses. M. de Lamartine est démocrate-conservateur, en ce sens, qu'il accepte les résultats de nos deux révolutions; mais il sent aussi que la liberté n'est qu'un moyen, non point un but, et qu'il faut aujourd'hui organiser la démocratie avec un esprit de charité *. Dans les questions internationales, M. de Lamartine veut que la bonne foi règle les rapports entre les peuples, ni plus ni moins que ceux de la vie civile. Il veut le bien de l'humanité, plutôt que le bonheur exclusif d'une nation aux dépens d'une autre. Son but, comme on voit, est haut placé et difficile à atteindre; mais quel est le programme politique dont toutes les parties soient mises à exécution? Dans une lettre écrite, le 29 mai 1833, à un jeune saint-simonien qui venait d'envoyer un ouvrage d'économie politique au poëte, celui-ci répondit : « *Je retourne en France porter, comme les autres, ma pierre à l'édifice moderne, s'il est donné toutefois à notre génération de fonder quelque chose.* » Ainsi M. de Lamartine ne se fait nullement illusion sur ce que sa tâche a d'ingrat et sur le peu de probabilité d'une réussite complète; mais il a l'immense avantage de suivre une oriflamme et de braver les obstacles, en tenant les yeux fixés sur un principe élevé. M. de Lamartine est un homme d'application inspiré par une doctrine générale. Loin d'attendre encore une révélation de la Providence, pour savoir dans quelle voie cheminer, il est d'avis que cette révélation sociale s'est déjà faite, et pour ainsi dire incarnée dans la presse « qui « travaille la société par le dedans, comme « l'âme organise ou transforme le corps; « qui a pour armes l'expansion, ainsi que « le christianisme, et qui perdra tous les « pouvoirs qui se refuseront à la com- « prendre. » Le salut du monde politique, il ne le voit plus que *dans la lumière et la raison de tous*.

Dans toute la durée de sa carrière politique, M. de Lamartine n'a point varié; il ne traverse point des phases diverses, ainsi qu'il l'a fait comme poëte. Orateur, il n'a point deux manières : tous ses discours, constamment dictés par l'âme, tendent vers un seul but, l'amé-

(*) *Voir* le feuilleton de *la Presse*, du 2 septembre 1840, auquel nous avons emprunté quelques-unes des idées qui précèdent.

lioration sociale. Jamais il n'use sa force dans l'escrime parlementaire; il ne prend la parole qu'à propos de questions auxquelles il peut appliquer ses idées de moralisation et de politique organisatrice; et dès son début (4 janvier 1834, discussion de l'Adresse), il a déclaré qu'il n'était le mandataire d'aucun parti, comme il proteste aujourd'hui même qu'il cherche, dans la carrière parlementaire, de la force pour ses idées et non des dignités pour sa personne.

La Chambre ayant été dissoute, après la session dans laquelle M. de Lamartine fit ses premières armes, les deux villes de Bergues et de Mâcon élurent à la fois l'auteur des *Méditations*, qui opta pour la seconde. Il fit sa rentrée (1834) en demandant l'amnistie pour les accusés politiques que la Chambre des pairs allait juger. Dans toutes les occasions, le député de Mâcon s'est prononcé avec véhémence contre la peine de mort. En 1830, il avait écrit *Contre la peine de mort, au peuple du* 19 *octobre* 1830; et la Société de la morale chrétienne, qui avait mis l'abolition de la peine capitale au concours, n'a pas entendu sans émotion le beau rapport qu'il rédigea. M. de Lamartine a des entrailles pour le peuple et ses souffrances (3 février 1835), pour l'esclave et ses tortures (25 mai 1836), pour les enfants abandonnés, etc. Il n'est partisan ni du monopole universitaire, ni de l'éducation exclusivement industrielle (24 mars 1837), ni du monopole de la propriété, tout propriétaire-agriculteur qu'il est lui-même, ni des prohibitions douanières.

Quoique M. de Lamartine plaide ainsi toutes les questions d'humanité, et se maintienne en dehors de tout système exclusif, il ne s'en passionne pas moins; souvent il défend son opinion avec une extrême véhémence.

Réélu, en novembre 1837, par l'arrondissement de Bergues et les deux colléges électoraux de Mâcon, M. de Lamartine se dessina de plus en plus comme un conservateur progressif qui veut le développement moral du principe de la liberté. Il soutint le ministère Molé (*voy.*), surtout lorsqu'un an plus tard se forma la *coalition*, si peu morale, entre tous les partis extrêmes (*voy.* Guizot, Thiers, Odillon-Barrot, etc.). Le sens droit du député de Mâcon protestait à l'avance contre des ministres énigmatiques, « dont les uns auraient le pied dans le compte-rendu, les autres dans les lois de septembre. » On a gardé le souvenir de cette belle séance du 2 juillet 1839, où la question d'Orient fut reprise et traitée sous un nouveau point de vue par l'orateur, qui, plusieurs fois déjà, avait émis à ce sujet des opinions, sans doute neuves et originales, mais qui ne méritaient pas d'être dédaigneusement mises à l'écart comme des utopies. Dès l'avénement du ministère du 1er mars (*voy.* Thiers), M. de Lamartine annonça à ce cabinet sans base une chute prochaine. On se souvient encore de son opposition véhémente contre le projet de fortifier Paris (31 janvier 1841), et de son mémorable rapport sur la propriété littéraire (mars 1841), qui malheureusement n'aboutit à rien.

En ajoutant aux discours parlementaires de M. de Lamartine plusieurs brochures politiques, et un traité sur les devoirs civils du curé, nous aurons épuisé la liste de ses ouvrages jusqu'ici publiés. Mais la double carrière du littérateur et de l'homme politique est, il faut l'espérer, fort éloignée de son terme, et l'avenir seul nous dira de quel côté penchera la balance dans le développement ultérieur de cet esprit si richement doté. L. S.

LAMB, *voy.* Melbourne.

LAMBALLE(Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan, princesse de) naquit à Turin, le 8 septembre 1749. Elle était fille de Louis-Victor-Amédée-Joseph, prince de Carignan (*voy.* T. IV, p. 741), et de Catherine-Henriette, princesse de Hesse-Rheinfeld-Rothembourg. Sa mère, femme du plus rare mérite, se plut à présider elle-même à son éducation. Elle avait à peine atteint sa 17e année, lorsque le comte de Choiseul-Gouffier, alors ambassadeur de France à Turin, la demanda en mariage au nom du duc de Penthièvre, pour son fils, Louis-Alexandre-Joseph-Stanislas de Bourbon, prince de Lamballe*. Louis XV, qui portait

(*) Lamballe est une ville du département des Côtes-du-Nord. Le château, qui dépendait de la succession des ducs de Penthièvre (*voy.*) et qui

un vif attachement à la maison de Savoie, avait engagé le duc de Penthièvre à solliciter cette alliance; et le roi Charles-Emmanuel III s'empressa d'y acquiescer. La jeune princesse fut présentée à la cour de France, le 5 février 1767; son amabilité, la douceur de son caractère et les grâces de sa personne lui gagnèrent tous les cœurs.

Tout semblait lui promettre le bonheur. Cependant des amis corrompus avaient entraîné le prince de Lamballe, même avant son mariage, dans les plus grands désordres; sa jeune épouse était parvenue à l'attacher pendant quelque temps, mais comme il retomba bientôt dans tous ses excès, sa santé s'altéra; une maladie affreuse vint exercer sur lui les plus funestes ravages; et enfin, à l'âge de 20 ans, après 15 mois seulement d'une union dont il n'avait pas su apprécier le charme, l'unique héritier du vertueux duc de Penthièvre descendit au tombeau. La princesse se retira à l'abbaye Saint-Antoine, pour y passer le temps de son veuvage.

Le mariage de M^lle^ de Penthièvre, sa belle-sœur, avec le duc de Chartres (avril 1769), ramena M^me^ de Lamballe à la cour. A l'époque de son mariage avec le Dauphin, Marie-Antoinette, dont l'âme sensible et bonne était avide d'amitié, trouvant dans la princesse un cœur qui sympathisait avec le sien, ne tarda pas à l'admettre dans sa plus grande intimité. Son époux étant parvenu au trône, la nouvelle reine profita de son élévation pour attacher encore plus étroitement M^me^ de Lamballe à sa personne. Elle la fit nommer chef du conseil et surintendante de sa maison.

Cependant le temps marqué pour l'adversité s'annonçait: on était en 1789. L'orage politique grondait sourdement. A cette époque, des intrigues de cour avaient depuis quelque temps éloigné M^me^ de Lamballe de la reine, mais les événements des 5 et 6 octobre (*voy.*) la ramenèrent auprès de cette malheureuse princesse. Elle prit son logement aux Tuileries, et, dès ce moment, devenue pour ainsi dire la compagne inséparable de sa souveraine, elle lui prodiguait les consolations, et cherchait à lui inspirer une sécurité qu'elle-même, hélas! n'avait pas.

Louis XVI résolut de se soustraire aux dangers qui le menaçaient. La reine prévint M^me^ de Lamballe du projet de fuite du roi. Il fut convenu que la princesse quitterait immédiatement Paris, qu'elle se rendrait en Angleterre, d'où elle viendrait ensuite rejoindre la reine à Montmédy. On sait comment le roi fut arrêté à Varennes (*voy.*). M^me^ de Lamballe, au contraire, était parvenue à Londres; elle y était accueillie, fêtée, lorsqu'elle apprit les tristes événements arrivés à la famille royale. N'écoutant que la voix du dévouement et de l'amitié, elle se décide à retourner auprès de Marie-Antoinette. En vain ses amis, ses parents, la pressent de ne pas s'exposer à de nouveaux dangers. Elle s'embarque à Douvres, passe à Ostende, et se retrouve près de son amie à la fin du mois de juillet 1792. On touchait à cette sanglante et fatale journée (*voy.* 10 Aout) qui fut le tombeau de la monarchie et le dernier jour de tant d'illustres victimes du devoir et de la fidélité. Pendant ce désastre, elle ne quitta pas un instant la reine. Enfin, lorsque l'infortunée famille royale fut conduite au Temple, M^me^ de Lamballe, dont l'active amitié ne connaissait aucun danger, obtint, non sans peine, la faveur de partager sa captivité. C'était pour elle une grande consolation; mais elle n'en jouit pas longtemps. Un ordre de la Commune vint l'arracher des bras de son amie, pour être conduite à la Force. Les massacres de septembre (*voy.*) s'organisaient alors. Le 3 au matin, lorsque des flots de sang ruisselaient déjà aux portes de la prison, on annonça à la princesse de Lamballe qu'elle allait être transférée à l'Abbaye. « Prison pour prison, répon-« dit-elle, j'aime autant rester dans celle-« ci que d'aller dans une autre. » Un misérable, revêtu de l'uniforme de la garde nationale, s'approchant alors d'elle, lui dit qu'il fallait obéir et que sa vie en dépendait. Elle se donna à peine le temps de passer une robe, et prenant le bras de cet homme, elle se laissa conduire au fatal guichet.

Là, elle se trouva en présence des

passa ainsi à la maison d'Orléans, a été concédé, en 1840, par le domaine privé du roi Louis-Philippe, pour un établissement de sourds-muets. S.

scélérats qui s'étaient érigés en juges de leurs victimes. On commença par lui faire subir une espèce d'interrogatoire. « Vous étiez, lui dit-on, de la conspiration du 10 août contre le peuple ? — Je proteste que j'ignore cette conspiration. — Jurez avec nous haine au roi, à la reine et à la royauté! — Ce serment n'est pas dans mon cœur, et je ne puis le faire. » A cette réponse, l'horrible tribunal prononce le mot fatal : *A l'Abbaye!* Aussitôt la victime est violemment entraînée ; à peine a-t-elle franchi le seuil de la porte qu'elle est frappée d'un coup de sabre derrière la tête ; son sang jaillit, et en même temps sa longue chevelure tombe sur ses épaules. La vue de ce sang excite la rage des cannibales. Un d'eux lui assène sur la tête un coup de massue, et l'étend à ses pieds. Son corps fut bientôt déchiré. Sa tête et son cœur placés au bout d'une pique, après avoir été promenés comme des trophées dans les rues de la capitale, furent portés au Temple, où les assassins essayèrent, par leurs cris, d'attirer les regards de la famille royale. N'ayant pu y réussir, deux d'entre eux montèrent dans la prison, et s'adressant à la reine, ils lui dirent : « Nous voulions te montrer la tête de ton amie Lamballe. » A ces mots, la princesse s'évanouit.

La nature en frémit, et l'amitié tremblante
A des traits si chéris recule d'épouvante!
(DELILLE.)

Ainsi périt, à l'âge de 43 ans, l'infortunée princesse de Lamballe, victime de son attachement et de son amitié pour sa souveraine *. J. F. G. H-N.

LAMBDACISME, *voy.* LALLATION.

LAMBEL. On appelle ainsi, dans la langue du blason, une barre ou *filet*, placée horizontalement à la partie supérieure de l'écu, dont elle ne touche pas les côtés ; il y a, le plus souvent, deux pendants en forme de trapèze aux extrémités, et un au milieu. Le lambel constitue une *brisure* (modification, changement), qui indique une autre branche (inférieure) de la famille ; c'est, dans ce genre, le signe le plus honorable : il distingue les cadets de leurs aînés. On en voit un exemple dans l'écusson de la famille d'Orléans.

Quelques-uns de nos écrivains héraldiques se sont servis du mot plus moderne de *lambeau*, qui s'est conservé dans le langage ordinaire. Le P. Ménestrier dit que le *lambeau* fut imité d'un ruban que les jeunes gentilshommes portaient au cou, comme ornement. C. N. A.

LAMBERT (SAINT), apôtre de la Zélande, évêque de Maëstricht et de Tongres, mort assassiné vers l'an 708 (17 septembre). *Voy.* HUBERT (*saint*).

LAMBERT D'ASCHAFFENBOURG, chroniqueur du moyen-âge, né vraisemblablement dans la ville d'Aschaffenbourg vers le commencement du XI^e^ siècle, prit l'habit de bénédictin en 1058, et entra dans un couvent de Hersfeld. Il fit, à ce qu'on croit, un pèlerinage à Jérusalem, au retour duquel il aurait écrit, en langue latine, sa chronique (*Chronicon*, *sive historia Germanorum*), embrassant l'histoire de l'Allemagne depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1077, époque voisine de la mort de l'auteur. Cette chronique se distingue par la clarté et la grâce du style, ainsi que par la bonne disposition des matières et l'impartialité avec laquelle Lambert traite son sujet. Un moine d'Erfurt l'a continuée jusqu'en 1472 ; mais la continuation est peu estimée. La chronique de Lambert a été trouvée dans un monastère du Wurtemberg par Mélanchton, qui la fit publier par Gasp. Schurrer (Tub., 1525, in-8°). Elle a été plusieurs fois réimprimée. La meilleure édition de cet ouvrage est celle de Krause (Halle, 1797). *Voir* Piderit, *De Lamberto Schafnaburgensi* (Hersfeld, 1828). Z.

LAMBERT (ANNE-THÉRÈSE DE MARGUENAT, DE COURCELLES, marquise DE), née à Paris, en 1647, était fille d'un maître des comptes. Dès sa plus tendre enfance, au lieu de se livrer aux jeux de son âge, elle se retirait à l'écart pour étudier, et faisait des extraits raisonnés de ses lectures. Mariée, en 1666, au marquis de Lambert, elle le perdit en 1686, lorsqu'il était lieutenant général

(*) Mme C. Hyde, marquise Govion Broglio Solari, attachée au service confidentiel de Mme de Lamballe, a publié, d'après le journal, les lettres et les entretiens de cette infortunée princesse, les *Mémoires relatifs à la famille royale de France pendant la révolution* (Paris, chez Treuttel et Würtz, 1826, 2 vol. in-8°).

des armées, et gouverneur de la ville et du duché de Luxembourg. De quatre enfants nés de ce mariage, il ne restait à M^me^ de Lambert qu'un fils et une fille, en bas âge, dont l'éducation partagea ses soins, avec ceux que demandait un procès d'où dépendait presque toute la fortune de sa famille. Elle suivit ce procès avec une activité et une intelligence peu communes, et parvint à le gagner. Elle se trouva alors dans la plus heureuse position, et fit de sa maison le rendez-vous de la meilleure société et des gens de lettres les plus distingués; mais elle en bannit le jeu qui, alors, régnait avec fureur à Paris. Ce fut dans ce cercle d'amis qu'elle fit quelques lectures confidentielles de ses deux excellents ouvrages d'éducation, intitulés *Avis d'une mère à son fils* et *d'une mère à sa fille*. Un zèle, assez hasardé, profita de ces communications intimes pour soustraire ces ouvrages, et en faire jouir le public. Douée, à tout autre égard, d'une grande fermeté de caractère, M^me^ de Lambert tremblait devant l'opinion, et ce qu'elle redoutait, par-dessus tout, c'était l'espèce de blâme et de ridicule qui s'attache, dans le monde, à la réputation de femme auteur. Loin que le succès de ses *Avis* la consolât de leur publicité subreptice, elle racheta avant publication l'édition entière d'un autre ouvrage, également dérobé à sa confiance. Ses écrits sont cependant parvenus jusqu'à nous, et la perte en eût été trop regrettable. Jamais la plus haute raison n'a parlé un langage plus pur; jamais la tendresse maternelle et l'amitié n'ont exprimé des sentiments aussi élevés, avec autant de grâce et de simplicité. Fontenelle dit avec raison que « ses écrits sont surtout remarquables par le ton aimable de vérité qui y règne partout. »

Chez la marquise de Lambert, les précieuses qualités de l'âme étaient encore au-dessus des dons de l'esprit. Fénélon professait pour elle la plus haute estime: les lettres qu'il lui adressa en font foi. Saint-Aulaire, Fontenelle, Lamotte-Houdard furent ses amis particuliers. Après une vieillesse consacrée à la pratique des vertus, mais affligée d'infirmités douloureuses, elle mourut, regrettée de tous, et plus qu'octogénaire, le 12 juillet 1733. Son fils parvint, comme son père, au grade de lieutenant général; sa fille épousa le comte de Beaupoil Saint-Aulaire.

Les œuvres de M^me^ de Lambert, rassemblées pour la première fois en 1748, ont obtenu plusieurs éditions, dont la dernière est de 1829. Outre les deux ouvrages déjà cités, on y trouve un *Traité de l'amitié*, un *Traité de la vieillesse*, des *Réflexions sur le goût, sur les femmes, sur les richesses*; des discours sur différents objets; un choix de ses *Lettres* avec celles qui lui ont été adressées; des *Portraits* et une nouvelle intitulée *La femme ermite*. P. A. V.

LAMBERT (Jean-Henri), mathématicien, naquit à Mulhouse (alors ville suisse), le 29 août 1728, d'une famille française réfugiée par suite de la révocation de l'édit de Nantes. Son père, pauvre tailleur chargé d'une nombreuse famille, ne put guère cultiver les heureuses dispositions que manifesta dès l'âge le plus tendre le jeune Lambert. A peine apprit-il les rudiments des langues latine et française au gymnase de sa ville natale. A 17 ans, il entra comme secrétaire chez un conseiller du margrave de Bade: là, il employa ses loisirs à étudier avec ardeur la philosophie dans les livres, puis il s'éprit d'une véritable passion pour les mathématiques, qui par leurs méthodes rigoureuses lui découvraient de nouveaux moyens d'arriver à la vérité. En 1748, le comte Pierre de Salis (*voy.*) l'appela à Coire pour lui confier l'éducation de ses petits-fils; mais, avant d'enseigner, Lambert avait beaucoup à apprendre : il fut son propre maître; heureusement, la bibliothèque nombreuse du comte, les entretiens journaliers de cet homme instruit et des savants qui fréquentaient sa maison, offrirent de précieuses ressources au précepteur. Ses études embrassaient tout, la physique, la mécanique, la théologie, la philosophie, l'éloquence, la poésie; en même temps, il apprenait l'italien et le grec, et se perfectionnait dans le latin, l'allemand et le français. Enfin, il se sentit la force de publier ses écrits; il fit d'abord des pièces fugitives, des mémoires, puis des traités approfondis. Alors les sociétés savantes s'empressèrent de l'appeler dans leur sein. Lorsqu'il dut voyager avec ses élèves, il

en profita pour connaître les savants, visiter les établissements scientifiques, et faire des recherches dans les bibliothèques des pays qu'il parcourait. En 1759, il quitta le comte de Salis, et s'établit à Augsbourg, où il resta jusqu'en 1761 ; à cette époque, il revint à Coire. Vers la fin de 1764, la générosité du grand Frédéric le fixa à Berlin, où il mourut, le 25 septembre 1777.

D'un esprit juste et positif uni à une imagination vive, si Lambert n'a pas été un de ces géomètres du premier ordre, qui remuèrent la science par de profondes découvertes, il obtint au moins des succès dans chacune de ses branches. Ses recherches mathématiques avaient un but essentiellement pratique; à toutes ses découvertes il voulait une application. Dans l'algèbre, il s'occupa de la théorie des nombres et découvrit une formule de série, dans laquelle Lagrange (*voy.*) a puisé le germe de la série qui porte son nom. En géométrie, Lambert écrivit sur la théorie des parallèles, démontra l'incommensurabilité du cercle par le diamètre, imagina une géométrie qui n'admet pas d'autre instrument que la règle (*voir* ses nombreux mémoires dans les *Mémoires de l'Académie de Berlin*, dont il était membre; *Beytræge zur Mathematik*, Berlin, 1765-72, 4 vol. in-8°, et autres recueils scientifiques). Puis il perfectionna les méthodes géodésiques (*Supplément au Traité du nivellement de Picard*, en allemand, Augsbourg, 1761, in-12), la perspective (*Perspective libre*, etc., en français, Zurich, 1759, in-8°). Dans l'astronomie, les orbites des comètes fixèrent son attention (*Insigniore orbitæ cometarum proprietates*, Augsbourg, 1761, in-8°); il découvrit le rapport qui existe entre le temps qu'emploie l'astre à parcourir un arc de son orbite, la corde de cet arc, et les deux rayons vecteurs extrêmes, c'est-à-dire les lignes qui joindraient le soleil aux deux extrémités de la corde, rapport dont l'expression simple et élégante a reçu le nom de *théorème de Lambert*, quoique Euler l'eût entrevu avant lui. Dans ses *Lettres cosmologiques* (*Cosmologische Briefe über die Einrichtung des Weltbaus*, Augsbourg, 1761, in-8°, traduit en français par d'Arquier, Amsterdam, 1801, in-8°), il développa une théorie du système du monde, qui offre, en certains points, quelque analogie avec les idées émises par Kant (*voy.*), six ans auparavant, dans son *Histoire générale de la nature*. En physique, il rechercha les lois de la lumière, du feu, de l'air, et autres éléments (*Propriétés les plus remarquables de la route de la lumière par les airs et en général par les milieux réfringents*, en français, La Haye, 1759, in-8°; *Photometria sive de gradibus luminis colorum et umbræ*, Augsb., 1760, in-8°; *Hygrométrie*, en allemand, *ibid.*, 1770, in-4°; *Pyrométrie*, en allemand, Berlin, 1779, in-4°). En mécanique, il s'occupa des moteurs; il écrivit des mémoires sur les forces de l'homme, sur les roues hydrauliques, sur les moulins à vent, puis sur le frottement, sur la ballistique, etc. Dans toutes ces publications, les questions sont traitées d'une manière propre à l'auteur. Son esprit d'application le portait à perfectionner les instruments : il s'adjoignit un mécanicien d'Augsbourg, Brander, qui, sous sa direction, fabriqua des instruments recherchés ; puis il se mit à calculer des tables utiles et commodes (*Supplementa tabularum logarithmicarum et trigonometricarum*, Berlin, 1770, in-8°). Il ne s'éleva pas moins haut dans la dialectique par son *Novum organon* (en allemand, Leipzig, 1763, 2 vol. in-8°; *voir* aussi *Logische und philosophische Abhandlungen*, Berlin, 1787, 2 vol. in-8°), et se montra profond métaphysicien dans son *Architectonik* (en allemand, Riga, 1771, 2 vol. in-8°), ou théorie de ce qu'il y a de simple et de primitif dans les connaissances philosophiques et mathématiques. Les manuscrits laissés par ce savant et achetés par l'Académie de Berlin ont été mis en ordre et publiés successivement par J. Bernoulli. Sa correspondance (*Deutschergelehrter Briefwechsel*, Berlin, 1781-87, 5 vol. in-8°) en est une partie importante. L. L.

LAMBREQUINS, *voy.* Blason.

LAMBRIS. On fait dériver ce nom du grec λαμπρὸς, brillant, ou encore du latin *ambrices*, qui peut se traduire par feuillet, latte, petite planche fort mince. Ces deux étymologies se rapportent à

lambris, en indiquant, l'une qu'il sert à l'ornement, l'autre en rappelant la matière dont on le fait ordinairement.

Le lambris est un revêtement en marbre, en stuc et plus souvent en menuiserie, qui s'applique sur les murs, soit pour les orner, soit pour garantir les appartements de l'humidité. Les maçons appellent aussi lambris un enduit de plâtre ou de blanc-en-bourre sur lattes jointives.

On connaît deux espèces de lambris dans la menuiserie : le lambris *d'appui* et le lambris *de hauteur*.

Le premier est fort usité dans les appartements; son nom indique qu'il n'a jamais plus de 0m.80 à 0m.90 de haut. Il se compose de panneaux entourés de moulures plus ou moins délicates et ornées, avec une cymaise pour couronnement.

Le lambris de hauteur, fréquemment employé autrefois, est maintenant abandonné depuis que le papier de tenture a atteint un haut degré de perfection dans le dessin et dans le ton des couleurs. Cependant il y a encore des personnes qui tiennent à l'antique lambris de hauteur, surtout à la campagne, pour mieux se garantir de l'humidité. Des amateurs le recherchent dans les cabinets de travail et les boudoirs : au premier conviennent le chêne et le palissandre au ton sévère; le second demande les bois d'un ton tendre dont les moulures ne se heurtent pas. Dans nos résidences royales, on voit encore l'uniforme lambris peint en *blanc-de-roi* avec les moulures dorées.

Les lambris servent aussi de revêtement au plafond : de là vient que des auteurs ont traduit, à tort, *laquearia* ou *lacunaria* par lambris, au lieu de traduire par plafond ou mieux par *caisson* qui est le vrai sens de ces mots.

Les anciens employèrent sur les murs des lambris en bois rares avec des incrustations de matières précieuses, mais plus souvent en marbre et en stuc. Sénèque, dans une de ses lettres, critique vivement le luxe outré qu'on apportait dans le revêtement des murs. A Pompéi, les parois des murs sont fort souvent couvertes de peintures : ce sont alors des lambris peints. Ce luxe est presque inconnu chez nous; on doit toutefois citer les beaux lambris peints de la chambre de Marie de Médicis au Luxembourg.

Le mot *boiseries*, qu'on emploie quelquefois pour désigner le lambris, a un sens plus général et désigne tout ouvrage de menuiserie servant de revêtement et d'ornement dans l'intérieur des édifices. On sait avec quelle ardeur les antiquaires recherchent ces boiseries d'églises et de couvents qui datent le plus souvent de la renaissance. On en voit de fort belles à l'hôtel de Cluny, à Paris. Les monuments religieux de la Normandie en possèdent aussi un grand nombre qui se distinguent par la délicatesse du travail.

De nos jours, le goût pour les boiseries ouvragées de la renaissance prévaut dans la décoration des maisons où l'on apporte quelque recherche. Fort heureusement, qu'avec les machines ingénieuses de M. E. Grimpé pour travailler le bois sous toutes les formes, on pourra mettre dans les appartements des lambris ouvragés semblables à ceux de la renaissance, à un prix presque égal à celui des lambris unis. ANT. D.

LAMBTON, *voy.* DURHAM.

LAME (du latin *lamina*), planche plate, longue, étroite et mince, le plus souvent métallique. Ce mot s'emploie particulièrement pour désigner la portion tranchante de certains instruments. Quelquefois, une lame courte prend le nom de *languette*. *Laminer*, c'est amincir en lames (*voy.* LAMINOIR). X.

Dans le langage maritime, on appelle *lame* ce qu'on désigne communément par le mot de *vague*. Les effets de la lame constituent presque tous les dangers de la navigation. Un navire, par sa forme, échapperait facilement à l'effort des vents les plus violents, s'il n'avait à lutter en même temps contre l'action des eaux soulevées par la tempête. La plupart des avaries qu'éprouvent les bâtiments, telles que chutes de mâture, voies d'eau, bris de bordage, n'ont pas d'autre cause que le choc ou l'irruption des lames.

Les marins assignent à la lame divers caractères. Elle est *longue* ou *courte* : dans le premier cas, qui s'observe d'ordinaire au large et dans les grandes eaux soumises à l'influence d'un vent régulier et durable, elle fatigue beaucoup moins

les navires que dans le second, plus fréquent aux attérages et sur les bas-fonds, où la mer est fouettée par des brises inconstantes. La lame est *sourde* quand, par un mouvement propre, elle sourdit inopinément renvoyée par le fond. Lorsque, poussée par des vents éloignés ou à la suite d'une tourmente, la mer chasse uniformément ses masses ondulantes, la lame prend le nom de *houle*. Tout le monde connaît l'expression de *mer houleuse*.

Les opinions ont beaucoup varié sur la plus grande hauteur des lames. Dans une notice récente, M. Arago ne l'estime qu'à 8 ou 10 mètres. Sans doute cette mesure est rapportée au niveau des eaux, ce qui porterait au double la hauteur absolue. Nous n'avons que le témoignage des apparences à opposer à ce calcul si difficile et qui représente bien imparfaitement à l'esprit les vastes proportions du volume d'eau, semblable à des montagnes, que la mer soulève dans ses fureurs. Cap. B.

LAMEGO, ville de 8,900 habitants dans la province portugaise de Beïra, à l'embouchure du Balsamao dans le Douro, célèbre par l'ancienne assemblée constitutionnelle qui s'y est tenue. *Voy.* Cortès, et Alfonse Ier, roi de Portugal.

LAMENNAIS (Félicité Robert, abbé de), un des premiers écrivains de notre siècle, non moins célèbre par l'éclat de son talent, que par la véhémence avec laquelle il a servi tour à tour deux causes bien diverses, celle du catholicisme et celle de la démocratie. Toutefois, qu'on ne se hâte pas trop d'accuser de contradiction l'homme dont l'histoire intellectuelle offre le spectacle d'une transformation si étrange! A une époque indécise comme la nôtre, sur un sol labouré depuis cinquante ans par les révolutions, au milieu des doutes orageux dont les intelligences les plus élevées sont la proie, qui peut se flatter d'avoir toujours persisté invariablement dans les mêmes convictions? Qui aurait droit de s'étonner des changements imprévus que les événements ont pu produire sur les génies les plus fermes? Peut-être n'était-il pas impossible de pressentir le tribun populaire dans le défenseur passionné de l'autorité de l'Église. Pour qui sait observer, dans le dogme du consentement universel, si énergiquement soutenu par M. de Lamennais dans son premier ouvrage, il y avait déjà une tendance démocratique. Pourquoi d'ailleurs suspecterions-nous la sincérité d'un aveu tel que celui-ci : « Si nous jetons un regard attentif sur le passé de notre esprit, dit M. de Lamennais, nous ne pouvons méconnaître l'action successive exercée sur lui par l'intelligence générale. Il a, pour ainsi dire, végété dans ce sol; il y a puisé la sève que le travail intime lui a rendu propre, et, se modifiant toujours, il a parcouru de la sorte, selon la mesure de sa faiblesse, que nul ne connaît mieux que lui, les phases de sa croissance individuelle. Nous n'avons à désavouer aucune de nos paroles en tant que sincères; mais nous nous sommes souvent trompé, et même gravement. »

Né le 19 juin 1782, à Saint-Malo, d'une famille d'armateurs et de négociants, qui venait d'être anoblie, sous Louis XVI, pour avoir nourri la population dans un temps de disette, M. de Lamennais annonça, dès sa première enfance, un caractère fougueux, vif et pétulant, d'autant plus difficile à contenir, que, très jeune encore, il perdit sa mère, dont la douce influence aurait pu le modérer. Cependant, à l'âge de 8 ou 9 ans, le goût de la lecture et de la piété s'empara de lui, et tourna son activité vers l'étude. Mais la révolution, qui était alors dans son effervescence, ayant bientôt fermé les écoles, ce fut son frère, plus âgé que lui de quelques années, qui lui enseigna le latin. Il ne tarda pas à être livré à lui-même, et, dans son ardeur d'apprendre, armé d'une volonté opiniâtre, on peut dire qu'il se forma tout seul. Retiré à la campagne, chez un oncle dont la riche bibliothèque offrait un aliment à sa curiosité, il lut indistinctement tous les livres qui se trouvèrent sous sa main : historiens, philosophes, poëtes dramatiques, romans, voyages; néanmoins il conçut une prédilection particulière pour les *Essais de morale* de Nicolle, et pour les ouvrages de J.-J. Rousseau, qu'il avait lus à l'âge de dix ans. Il y a moins à s'étonner du nerf et du coloris de son style, quand on voit à quelle école il s'est formé. Vers 12 ans, il se mit à

étudier le grec, sans maître. On pouvait craindre que cette éducation abandonnée pour ainsi dire au hasard, et cette multitude de lectures si peu choisies, ne portassent le trouble et la confusion dans une jeune intelligence, avide de tout connaître; mais les sentiments de piété, profondément enracinés dans son âme, la préservèrent de bien des aberrations; et si, par la suite, au moment de l'éveil des passions, quelques doutes tumultueux vinrent la traverser, il s'y maintint toujours un fond de croyances qui se retrouvèrent quand le jeune homme, tournant un regard sérieux sur lui-même, résolut de donner à sa vie un but et une direction.

Pressé par son père de choisir un état, et de prendre la suite de ses affaires commerciales, M. de Lamennais résista à ses instances, et préféra imiter l'exemple de son frère, qui s'était consacré au sacerdoce. Ce fut assez tard toutefois, à l'âge de 29 ans, en 1811, qu'il reçut la tonsure, et seulement six ans après, en 1817, qu'il fut ordonné prêtre. Mais déjà, en 1807, il avait publié une traduction du *Guide spirituel*, petit livre ascétique de Louis de Blois, et, en 1808, les *Réflexions sur l'état de l'Église*, qui furent arrêtées par la police impériale. Quoique les principes défendus dans cet ouvrage fussent de nature à plaire au pouvoir d'alors, qu'il attaquât la philosophie du XVIII^e^ siècle, le dogme de la souveraineté du peuple, et qu'il prêchât des doctrines monarchiques, on y sentait pourtant une indépendance de pensée faite pour choquer un despotisme ombrageux.

De 1811 jusqu'à l'époque de la Restauration, M. de Lamennais passa trois ou quatre ans au petit séminaire de Saint-Malo, où il enseignait les mathématiques, tout en se livrant à ses études théologiques, sous la direction de son frère. C'est là qu'il composa la *Tradition de l'Église sur l'institution des évêques*. Les relations de sa famille, la direction de ses idées, le genre de vie dans lequel il était engagé, tout se réunissait pour le ranger parmi les zélés partisans de la Restauration. Toutefois, il est à propos de remarquer l'instinct libéral qui se joignait dès lors à ses opinions monarchiques. La loi sur la presse et la censure, proposée, en 1814, par l'abbé de Montesquiou, fut sévèrement critiquée par lui dans des lettres particulières: « J'ai bien peur, écrivait-il, que l'heureuse révolution ne se borne à l'échange d'un despotisme fort contre un despotisme faible. » Pendant la tempête des Cent-Jours, il chercha un asile en Angleterre, où un Français, l'abbé Caron, le fit entrer comme maître d'étude dans une institution.

De retour à Paris, il prépara l'ouvrage qui a commencé sa célébrité, l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, 4 vol. in-8°, dont le 1^er^ parut en 1817. On se souvient encore de la vive sensation que produisit l'apparition de ce livre; l'auteur avait saisi le fait capital de l'esprit du siècle, et il l'attaquait avec une verve peu commune: croyants, incrédules, indifférents, tous admirèrent cette hardiesse de pensées, ce style nerveux, grave, et suffisamment coloré, formé à l'école de Port-Royal et de Rousseau. Ses doctrines devinrent sur-le-champ l'objet d'une vive controverse. Les hommes politiques ne pouvaient lui passer cette rénovation des idées ultramontaines, et cette subordination de l'état à l'Église, même sous les rapports purement spirituels; les philosophes devaient combattre à outrance sa théorie de la certitude, telle qu'il l'expose dans le second volume de l'Essai sur l'indifférence, et qu'il fait reposer sur le témoignage universel. M. de Lamennais, dans ce qu'on peut appeler sa première manière, qui du reste est celle de l'école catholique, poussait si loin l'horreur de la raison, qu'il cherchait la preuve de Dieu dans les traditions plutôt que dans le cœur de l'homme. A son principe de l'autorité on objecta, non sans avantage, que même pour recevoir l'enseignement divin et le comprendre, des facultés, c'est-à-dire les sens et la raison, sont nécessaires; que même pour croire au témoignage, il faut apprécier ce témoignage, et qu'on est donc ramené forcément à admettre la légitimité des facultés humaines.

Un début si éclatant, qui attirait tous les regards sur M. de Lamennais, faisait de lui un homme précieux à acquérir pour les partis. Il se joignit aux écrivains royalistes qui créaient alors le *Conserva-*

teur; mais quand il vit de près les intrigues et les menées souterraines de la politique active, il ne tarda pas à se séparer du gros de l'armée dans laquelle on l'avait enrôlé. Une allure indépendante comme la sienne ne pouvait guère se laisser discipliner à la tactique et aux calculs des partis. Il commença dès lors à prêcher la séparation de l'Église et de l'État. Après un voyage à Rome, où il fut accueilli avec distinction par le pape Léon XII, il publia, en 1825, *La religion considérée dans ses rapports avec l'ordre civil et politique*, où il attaquait la déclaration (*voy.*) de 1682, qui consacre les libertés de l'Église gallicane. Ce livre fut cité en police correctionnelle, ce qui donna à M. de Lamennais l'occasion de dire : « Je leur ferai voir ce que c'est qu'un prêtre ! » Malgré la défense de M. Berryer, il fut condamné à l'amende (avril 1826). Il n'était déjà plus au gré des meneurs du clergé ; sa raison vigoureuse et son éloquence un peu âpre n'étaient pas des instruments assez flexibles pour servir une politique cauteleuse : ni les censures, ni les mandements de l'archevêque de Paris ne lui furent épargnés.

Ce fut dans les rangs du jeune clergé que M. de Lamennais recruta quelques disciples choisis, entre lesquels brillaient l'abbé Gerbet et l'abbé Lacordaire. Sauver l'Église en l'affranchissant du joug de l'état, former une étroite alliance entre le christianisme et la liberté, tel était dès lors le but auquel tendaient ses vœux et ses efforts.

Le livre qu'il publia en 1829, sous ce titre : *Progrès de la révolution*, contenait ces passages remarquables : « Les ministres, depuis quatorze ans, semblent avoir ignoré que le monde aujourd'hui est travaillé de l'insurmontable besoin d'un ordre nouveau, qu'il s'efforce de réaliser sans le connaître ; qu'on n'arrête pas le mouvement progressif de la société, qu'on le dirige tout au plus... Jamais on n'aspira avec une si vive ardeur à un nouvel ordre de choses ; tout le monde l'appelle, c'est-à-dire appelle sans se l'avouer et s'en rendre compte, une révolution... Oui, elle viendra, parce qu'il faut que les peuples soient tout ensemble instruits et châtiés ; parce qu'elle est indispensable selon les lois générales de la Providence, pour préparer une vraie régénération sociale. La France n'en sera pas l'unique théâtre, elle s'étendra partout où domine le libéralisme, soit comme doctrine, soit comme sentiment, et sous cette dernière forme, il est universel... Le despotisme et l'anarchie continueront longtemps encore de se disputer l'empire, jusqu'à ce que les vérités d'où dépend le salut du monde aient pénétré dans les esprits, et disposé toutes choses pour la fin voulue de Dieu. » Qu'on n'oublie pas que ceci était écrit un an avant la révolution de juillet.

Sans doute ce cœur de tribun, qui battait sous la robe du prêtre, ne resta pas sans émotion au bruit de l'insurrection populaire. Quoi qu'il en soit, 1830 ouvre un nouvel ordre d'idées à cet esprit tourmenté du besoin d'agir ; ou plutôt le journal *l'Avenir* ne fit que développer des germes déjà contenus dans ses écrits antérieurs. En effet, les rédacteurs de ce journal se mirent à réclamer l'indépendance absolue de l'Église catholique, et sa séparation d'avec l'état : elle devait renoncer à tout salaire du gouvernement, pour devenir maîtresse de son culte, de son enseignement et de sa discipline, et se régénérer par la liberté. Les opinions aventureuses de *l'Avenir* ne furent, pour la masse du clergé, que des nouveautés factieuses qui ébranlaient l'Église. Déjà une sourde rumeur de réprobation circulait de Paris jusqu'à Rome, lorsque M. de Lamennais résolut d'aller soumettre ses doctrines au jugement du pape, et la publication de *l'Avenir* fut suspendue après un an d'existence. On sait quel fut le résultat de cette démarche. Une lettre encyclique de Grégoire XVI (*voy.*), en date du 15 août 1832, sans nommer M. de Lamennais, condamna formellement ses opinions ; elle disait qu'il est « tout-à-fait absurde et souverainement injurieux pour l'Église, que l'on mette en avant une certaine restauration et régénération, comme nécessaire pour pourvoir à sa conservation et à son accroissement. » Ceux qui forment de tels desseins sont avertis qu'au pape seul appartient le droit de prononcer sur les règles anciennes. La liberté de la presse et de la

pensée y était traitée de *liberté funeste, et dont on ne peut avoir assez d'horreur.* M. de Lamennais se soumit au pape, et, le 10 septembre 1832, une déclaration des rédacteurs de *l'Avenir* annonça que ce journal ne reparaîtrait plus. Cependant cette soumission toute passive ne satisfit pas le Saint-Siége : le pape, dans une lettre adressée, le 5 octobre 1833, à l'évêque de Rennes, attend une déclaration plus explicite de M. de Lamennais; il ne se contente pas de ce que l'illustre écrivain s'engage à rester à l'avenir totalement étranger aux questions qui intéressent l'Église et la cause de la religion; cela ne suffit pas : il faut non-seulement qu'il sacrifie sa propre opinion, mais qu'il embrasse celles qui ne sont pas les siennes; il faut qu'il s'engage à suivre uniquement et absolument la doctrine exposée dans l'encyclique, c'est-à-dire à proscrire la liberté de conscience et la liberté de la presse. Enfin, le 28 décembre 1833, le pape félicite M. de Lamennais de sa déclaration humble et simple.

Telle était la situation, lorsqu'en 1834, parurent les *Paroles d'un croyant*. On sait quel retentissement prodigieux eut ce chant révolutionnaire, de quels cris d'enthousiasme il fut salué dans les rangs nouveaux où l'auteur était entré, et à quel point furent contristés ceux qu'il abandonnait. Cette indépendance absolue de la pensée dont il avait toujours usé pour lui-même, cette liberté qu'il avait su indiquer dans l'ordre religieux, il l'appliquait dans toute son étendue à l'ordre politique. Une nouvelle lettre encyclique, du mois de juillet 1834, anathématisa les *Paroles d'un croyant*, « livre peu considérable par son volume, disait le pape, mais immense par sa perversité. Nous souffrons de rappeler ici tout ce qui, dans cette détestable production d'impiété et d'audace, se trouve entassé pour produire le bouleversement des choses divines et humaines. Nous réprouvons, condamnons, et voulons qu'à perpétuité on tienne pour réprouvé et condamné le livre qui a pour titre, etc. »

Sans doute ce ne fut pas sans bien des combats intérieurs, et sans de cruels déchirements, que l'ancien défenseur de l'Église put se décider à rompre avec son passé. Quand il se voyait ainsi récompensé d'avoir dépensé son génie à soutenir une vieille cause déjà compromise, le contraste de sa nature indépendante avec l'humble soumission imposée au sacerdoce dut produire en lui bien des angoisses. Mais enfin la grande métamorphose s'accomplit le jour où l'incompatibilité de l'autorité pontificale avec l'esprit du siècle lui fut démontrée. Le Saint-Siége, dans l'affaire de *l'Avenir*, venait de manifester une haine irréconciliable contre toute espèce de progrès social, et contre la liberté, qui en est l'instrument nécessaire. Le livre publié en 1836 sous ce titre : *Affaires de Rome*, fut une révélation terrible. Les pièces justificatives étaient le bref du pape Grégoire XVI aux évêques de Pologne (juillet 1832), dans lequel il accuse les malheureux Polonais de s'être *révoltés contre l'autorité légitime ;* la lettre encyclique déjà citée (15 août 1832), où tout appel en faveur de la liberté de conscience est nommé *un délire ;* la lettre du pape à l'évêque de Rennes; la 2e lettre encyclique à l'occasion des *Paroles d'un croyant*, etc.

Le théologien devenu tribun s'est-il toujours renfermé dans les limites de la modération? Ne s'est-il jamais laissé emporter au-delà des bornes par son ardeur révolutionnaire? Nous ne voulons pas renouveler un procès qui s'est instruit ailleurs, surtout quand M. de Lamennais expie encore sous les verrous les torts de sa polémique trop véhémente *. Qu'on nous permette une seule observation : cette ardeur militante, qui semble aujourd'hui faire le fond de son caractère, n'était pas, selon lui, dans les dispositions primitives de son naturel, fait surtout pour goûter les jouissances contemplatives. C'est, assure-t-on, par un effort violent sur lui-même qu'il entre dans l'action : de là l'espèce d'irritation qui l'emporte. Comme un coursier ardent s'anime dans la lice, ainsi la contradiction l'échauffe, et le jette parfois dans les extrêmes. Raison de plus pour souhaiter qu'un esprit si élevé ne s'égare

(*) On sait que M. de Lamennais a été condamné, le 26 décembre 1840, à un an de prison et 2,000 fr. d'amende, pour la publication d'une brochure intitulée : *Le pays et le gouvernement.*

pas hors des régions de la science, où ses puissantes facultés peuvent faire jaillir de si vives lumières : témoin le grand ouvrage dans lequel il a déposé récemment le fruit de ses longues études.

Il nous reste bien peu de place pour parler convenablement de l'*Esquisse d'une philosophie* (1841, t. I-III). Ce n'est pas en quelques lignes qu'il est possible d'apprécier un livre dans lequel se résument tous les travaux intellectuels d'un homme tel que M. de Lamennais. Contentons-nous d'indiquer quelques-unes des idées principales. Son point de départ est l'idée de Dieu, base de toute philosophie : l'idée de Dieu gouverne le monde, et le monde est bien ou mal gouverné, suivant que Dieu est bien ou mal défini. M. de Lamennais, qui, en d'autres points, n'a pas hésité à rejeter les dogmes chrétiens, a fait de la Trinité la base de son système. Il prend les abstractions scolastiques de la Trinité comme autant d'êtres réels. Que l'*intelligence* appartienne à Dieu, comme un de ses attributs essentiels, voilà ce qui ne peut être l'objet d'un doute : qu'elle constitue une *personne*, voilà ce qui devient obscur, ce qui n'a plus de sens. Le *père*, ou la *puissance*, lorsqu'il se détermine, devient, dites-vous, l'*intelligence*; l'*intelligence* est la forme essentielle de l'être infini : donc, concluez-vous, la puissance ou le père *engendre* l'intelligence ou le fils. Ne voyez-vous pas que le mot *engendre* est une pure métaphore, et sur cette métaphore vous bâtissez un système. Plus loin, pour mettre ses théories physiques en accord avec sa théologie, l'auteur identifie l'*amour* avec le *calorique*, l'*intelligence* avec la *lumière*, et la *puissance* avec le fluide *électro-magnétique*. En vérité, n'est-ce pas abuser un peu trop de la manie systématique? Dans la seconde partie, qui traite de l'homme, on remarque une réfutation complète de la doctrine du péché originel. Ici, l'auteur rompt hardiment avec le christianisme; et il s'engagea bientôt encore davantage dans cette voie en publiant les *Discussions critiques et pensées diverses sur la religion et la philosophie* qui suivirent de très près (avril 1841) la publication de son vaste système de philosophie.

Quels que puissent être nos dissentiments sur plusieurs parties de ce système, ils n'altèrent pas notre admiration pour les profondes études qui s'y révèlent, pour l'art avec lequel il est construit, et pour le merveilleux talent de style qui éclate en bien des pages. Il y a surtout un chapitre d'une beauté incomparable, qui explique comment la conception du temple chrétien a enfanté successivement tous les arts, architecture, sculpture, peinture, musique, poésie. La 3e partie, qui n'a pas encore paru, traitera de la société. Puisse la sphère orageuse des passions politiques ne pas absorber un génie qui honore notre époque, et lui permettre d'achever le monument dont il a esquissé un plan si grandiose, et dont il a si habilement édifié les premières parties. A-D.

LAMENTIN, *voy.* LAMANTIN.

LAMETH, nom d'une des plus anciennes familles de la noblesse de Picardie, dont le représentant, au XVIIIe siècle, était officier général, chef d'état-major du maréchal de Broglie. De son mariage avec la sœur du maréchal, il eut quatre fils, qui tous se sont distingués dans les armées françaises et ont figuré dans nos assemblées législatives.

AUGUSTIN-LOUIS-CHARLES, marquis de Lameth, l'aîné, mais le moins connu des quatre frères, né le 20 juin 1755, ne prit aucune part aux événements de la révolution. Appelé au Corps législatif en 1805, par le collége du département de la Somme, il y siégea jusqu'en 1810.

THÉODORE, comte de Lameth, naquit à Paris, le 24 juin 1756. Entré d'abord dans le corps de la marine royale, il s'y distingua comme enseigne de vaisseau. Il devint ensuite capitaine de cavalerie, et prit part, en 1778, à la guerre de l'indépendance d'Amérique. De retour en France, il fut fait successivement colonel de cavalerie, puis brigadier des armées. En 1791, député du département du Jura à l'Assemblée législative, il y siégea constamment au côté droit, et se rendit très utile dans la discussion des questions militaires. L'humanité trouva en lui, au 2 septembre, un défenseur plein de zèle et de courage; mais l'apathie et la terreur de la plupart des membres de l'assem-

blée, et la complicité sanguinaire de quelques autres, rendirent vains ses efforts. Ils furent plus heureux en faveur de son frère Charles de Lameth, arrêté à Rouen peu de jours après le 10 août, et dont, à la dernière séance de la Législative, il parvint à obtenir la mise en liberté en vertu d'un décret. Retiré en Suisse, pendant toute la durée du régime révolutionnaire, et rentré en France sous le consulat, il indisposa le premier consul, dans une entrevue qu'il eut avec lui, par une réponse dont la fierté n'avait rien que d'honorable, et ne fut point employé. En 1814, quoique le second par ancienneté sur le tableau des maréchaux-de-camp, il n'obtint pourtant pas le grade de lieutenant général. Envoyé par le département de la Somme, en 1815, à la Chambre dite des représentants, après la seconde reddition de Paris, il protesta, auprès du président Lanjuinais contre l'investissement du lieu des séances législatives par les baïonnettes étrangères. Depuis cette époque, il n'a point reparu sur la scène politique.

Charles-Malo-François, comte de Lameth, né à Paris le 5 octobre 1757, figura honorablement, ainsi que ses deux frères Théodore et Alexandre, dans la guerre de l'indépendance américaine. Attaché au corps d'armée du général Rochambeau (*voy.*), en qualité d'aide-major général des logis, il fut blessé au siége d'Yorktown, ce qui lui valut le grade de colonel en second du régiment des dragons d'Orléans. De retour en France, il fut fait colonel des cuirassiers du roi, et devint gentilhomme d'honneur du comte d'Artois, place qui était alors un titre aux plus hautes faveurs de la cour. Il s'empressa cependant de la quitter, aussitôt qu'il eut été nommé député aux États-Généraux par la noblesse de l'Artois: ainsi doivent tomber les reproches d'ingratitude, si souvent adressés à sa conduite. Lors de la lutte des deux ordres privilégiés contre le tiers-état, au sujet de la vérification des pouvoirs, il fut l'un des premiers de sa chambre à se réunir aux communes, et siégea constamment au côté gauche, après la réunion des ordres en assemblée nationale. Opposant à l'institution du marc d'argent, comme condition du droit d'éligibilité, parce que, selon lui, c'était favoriser l'aristocratie des richesses, il demanda la liberté de la presse et la liberté des cultes; il opina pour que l'armée fût appelée à voter sur la constitution, et pour que les affaires civiles et criminelles fussent soumises à la décision des jurés; il réclama la suppression des justices prévôtales, ainsi que celle des titres honorifiques, et l'abolition du droit de faire grâce, comme attribution du pouvoir royal. Au mois de mars 1790, Charles de Lameth ayant, en qualité de membre du Comité de surveillance, fait une perquisition nocturne dans le couvent des Annonciades de Pontoise, pour y rechercher l'ex-garde-des-sceaux Barentin, compromis par une dénonciation, Lameth riait tout le premier du rôle qu'on lui faisait jouer dans cette expédition; mais sérieusement provoqué ensuite par le duc de Castries, il l'appela en duel, et en reçut un coup d'épée. Tandis qu'une députation de patriotes se portait chez le blessé pour lui adresser une harangue civique, la foule se rua sur l'hôtel de Castries qu'elle mit au pillage. Lorsque vint la discussion sur le *livre rouge*, Charles de Lameth fit verser au trésor public 60,000 fr., dont il avait bénéficié par cette voie. Plus tard, il proposa de retirer au roi, pour l'attribuer à l'assemblée, le droit de déclaration de guerre; il combattit, le 28 juillet 1790, la motion de Mirabeau, tendant à faire déclarer le prince de Condé traître à la patrie; et le 11 décembre suivant, contrairement encore à l'opinion de Mirabeau, il demanda que, le roi et l'héritier présomptif exceptés, tous les autres membres de la famille royale ne jouissent d'aucun privilége en dehors de la loi commune; enfin, il provoqua la privation de toutes fonctions salariées, à l'égard des prêtres insoumis aux décrets sur la constitution civile du clergé.

Après la fuite de Louis XVI, dans la nuit du 20 juin 1791, Charles de Lameth proposa : 1° de faire tirer le canon d'alarme; 2° de renouveler, par un acte législatif, le serment de fidélité à la nation; 3° de décréter d'arrestation le marquis de Bouillé (*voy.*), ainsi que tous les officiers suspectés d'aristocratie. Ces me-

sures furent adoptées. Le 5 juillet suivant, élu président de l'Assemblée nationale, il s'éleva fortement contre les opinions qui tendaient à la déchéance de Louis XVI, et soutint de tous ses efforts l'établissement du régime constitutionnel. A l'ouverture de la campagne de 1792, il commanda, en qualité de maréchal-de-camp, la division de cavalerie de l'armée du nord. A la suite des événements du 10 août, étant en congé, il se dirigeait avec sa femme et sa fille vers le Havre, lorsque, sur un ordre du ministre Clavière, il fut arrêté à Rouen, et retenu au secret pendant 27 jours. Rendu à la liberté, et bientôt après dénoncé de nouveau, il parvint à se réfugier à Hambourg, où, rejoint, à la fin de 1795, par son frère Alexandre (*voy.* plus loin), tous deux, de concert avec le duc d'Aiguillon (*voy.*), leur ami, établirent une maison de commerce, où ils firent des gains considérables. Au mois de juin 1797, ils crurent pouvoir sans danger reparaître en France; mais la catastrophe du 18 fructidor (*voy.*) les força à s'expatrier de nouveau; enfin la révolution du 18 brumaire (*voy.*) vint mettre un terme à leur exil. Charles de Lameth vécut dans la retraite jusqu'en 1809, où il reçut l'ordre de rejoindre, à Hanau, l'armée d'observation; à la fin de la campagne, il fut fait gouverneur de Wurtzbourg. Rentré en France en 1810, envoyé en 1812, comme gouverneur, à Santona, sur la côte de Biscaye, il rendit cette place à Ferdinand VII, le 16 mai 1814, d'après les ordres de Louis XVIII. Le 22 juin suivant, il obtint le grade de lieutenant général. A dater de cette époque, il disparut de la scène politique, et on ne l'y retrouve qu'à la fin de 1827, où il fut envoyé à la Chambre des députés par l'arrondissement de Pontoise. Après avoir figuré en 1830 parmi les 221, il protesta contre les ordonnances du 25 juillet, et lutta ensuite contre les principes anarchiques qui tendaient à fausser les conséquences de la révolution faite en faveur des principes constitutionnels, avec non moins de persévérance qu'il en avait mise autrefois à combattre les abus du pouvoir royal. Dans la discussion sur l'hérédité de la pairie, il en vota le maintien, et ne cessa de prendre une part active aux travaux de la Chambre jusqu'à sa mort arrivée le 28 décembre 1832.

Alexandre de Lameth, le plus jeune des quatre frères de ce nom, porta successivement les titres de chevalier, de baron de l'empire et de comte. Il naquit à Paris, le 28 octobre 1760, et se distingua aussi sous les ordres du général Rochambeau, dans la guerre d'Amérique. Il commanda, en qualité d'adjudant général, l'attaque contre la Jamaïque, et à son retour en France, il fut fait colonel du régiment d'artillerie Royal-Lorraine. Député de la noblesse de Péronne aux États-Généraux de 1789, Alexandre de Lameth se réunit à la chambre du tiers-état, et il fit partie, avec son frère Charles, de cette section de gauche de l'Assemblée nationale, désignée sous le nom de *camp des Tartares*. Dans la célèbre nuit du 4 août 1789, où, selon l'expression pittoresque de Rivarol, il fut fait *une Saint-Barthélemy de priviléges*, Alexandre de Lameth se distingua par l'ardeur avec laquelle il fit l'abandon de ceux qu'il tenait de sa qualité de membre des États de l'Artois. Il ne mit pas moins de chaleur à poursuivre l'abolition de tous les priviléges dont jouissait le clergé. Dès le 8 août, il demanda que ses biens fussent affectés au paiement des créanciers de l'état, et qu'il fût privé de tous les avantages qui consacraient la prédominance de la religion catholique sur les autres cultes. Dans la séance du 15 mai 1790, de concert avec son frère Charles et avec Barnave, il soutint le principe de l'intervention nationale dans le droit de déclarer la guerre. Au sortir de la séance, Barnave et Alexandre de Lameth reçurent une ovation populaire. Ce dernier ayant présenté un plan d'organisation militaire, d'après lequel le mérite et l'ancienneté étaient les seuls titres reconnus à l'avancement, ce plan fut accueilli avec acclamation par l'assemblée. Le 13 juin, il fit la proposition d'abattre les statues des nations enchaînées aux pieds de Louis XIV, dans le monument de la place des Victoires (*voy.* p. 54); le 29 août, il combattit avec force l'opinion de Mirabeau, en faveur du *veto* absolu; il soutint le principe de la liberté illimitée de la presse,

appliquée aux journaux, et, tout en adoptant celui de la liberté des noirs, il demanda qu'elle ne fût réalisée que par un affranchissement progressif. Le 3 novembre, un décret rendu sur sa proposition fit défense aux parlements de se rassembler, sous peine de forfaiture, et, le 20 du même mois, il fut appelé au fauteuil de la présidence.

Lorsque le roi eut été arrêté à Varennes, dans sa fuite vers la frontière, et que le parti, qui déjà aspirait au renversement du trône, eut fait au Champ-de-Mars un appel à l'insurrection, Alexandre de Lameth demanda qu'une députation de l'Assemblée nationale se rendit auprès de Louis XVI, afin de le garantir, ainsi que sa famille, des effets de l'irritation populaire. Membre du comité de révision de l'acte constitutionnel, il y dénonça les manœuvres de Robespierre et des jacobins pour introduire dans l'armée l'esprit d'insubordination. Il insista aussi pour qu'après l'acceptation de la constitution par le roi, l'assemblée continuât à siéger comme simple législature; mais cette sage proposition échoua contre les scrupules d'une imprévoyante majorité. A cette époque, un rapprochement eut lieu entre Louis XVI et Alex. de Lameth. Le faible monarque demanda au député des conseils, et ne suivit point ceux qu'il en reçut, entraîné par l'influence contraire du baron de Breteuil (*voy.*) et d'autres encore. Lorsque la guerre eut été déclarée à l'Autriche, au mois d'avril 1792, Al. de Lameth, alors maréchal-de-camp, prit du service dans l'armée du Nord, commandée par le maréchal Luckner, et il traça le camp de Maulde qui, plus tard, fut occupé par Dumouriez. De l'armée de Luckner, il passa à celle de La Fayette (*voy.*); après le 10 août, décrété d'accusation, en même temps que ce général, il sortit de France avec lui et, pendant trois ans, il partagea, en Autriche, sa captivité; enfin, à la suite d'un échange de prisonniers, il recouvra la liberté, grâce aux instances de sa mère, sœur du dernier maréchal de Broglie. Retiré à Londres, dans les derniers jours de 1795, il y fut accueilli avec le plus vif empressement par Fox, Grey et les autres chefs du parti whig. Mais Pitt, inquiété par sa présence, lui fit donner l'ordre de quitter l'Angleterre, d'où il passa à Hambourg, auprès de son frère (*voy.* plus haut).

Quand la révolution du 18 brumaire eut fait renaître l'ordre en France, Al. de Lameth fut successivement appelé à administrer, comme préfet, les départements des Basses-Alpes (1802), de Rhin-et-Moselle (1805), de la Roër (1806), et du Pô (1809). A l'époque de la Restauration, il quitta le titre de baron de l'empire pour prendre celui de comte, fut promu au grade de lieutenant général et nommé préfet de la Somme. Au retour de Napoléon, il accepta de lui un siége à la Chambre des pairs, et il y fit entendre ces belles paroles par lesquelles il repoussait les mesures de rigueur adoptées à la Chambre des représentants contre les royalistes : « Cette révolution-ci passera comme les autres, mais les principes ne passent pas. Les lois d'exception ne sont jamais que des lois de partis. Aujourd'hui, on veut vous faire appliquer des lois rigoureuses aux royalistes : qui sait si, près comme nous le sommes de grands événements, on ne se prépare pas déjà à vous poursuivre avec des lois dont vous ne pourriez vous plaindre, puisque vous les auriez faites vous-mêmes? » Les événements qui survinrent donnèrent bientôt raison à ces paroles. Exclu de la pairie après la seconde restauration, Al. de Lameth fut, en 1819, envoyé à la Chambre des députés par le département de la Seine-Inférieure. Il y siégea pendant quatre sessions, et fit constamment partie de l'Opposition de gauche. Peu de discussions importantes eurent lieu sans qu'il y prît part, et souvent d'une manière remarquable. Dans la session de 1822, il signala la marche du ministère de M. de Villèle, qui, selon lui, tendait ouvertement au renversement de la Charte et à la destruction de l'ordre constitutionnel.

Al. de Lameth ne vit point la révolution de 1830. Réélu député par le collége de Seine-et-Oise, à la fin de 1828, il mourut, à Paris, le 18 mars 1829. Avec moins d'ardeur que son frère, c'était un orateur plus distingué; ce fut surtout un habile administrateur. On lui doit différentes brochures politiques; il a fourni

plusieurs articles à la *Minerve française*, à la *Revue encyclopédique*, et il a travaillé au *Logographe* et au *Précis des événements militaires*, par le général M. Dumas.

Le marquis de Lameth eut deux fils : ALFRED, né en 1784, entré au service militaire à l'âge de seize ans, doué d'une bravoure brillante, successivement aide-de-camp des généraux Soult et Murat, fut massacré en Espagne par un parti de guérillas; ADOLPHE, son frère, entré dans la marine à l'âge de 15 ans, après s'être distingué, autant par son humanité que par sa valeur, dans la guerre de Saint-Domingue, mourut à Sainte-Lucie de la fièvre jaune. P. A. V.

LAMETTRIE (JULIEN OFFRAY DE)* fut un des enfants perdus de la philosophie, un des tirailleurs les plus aventureux de cette armée du XVIII^e^ siècle, qui commença par mettre en question tous les principes métaphysiques, religieux, politiques, avant d'en venir à démolir la société elle-même. Il était né à Saint-Malo, le 25 déc. 1709. Son père, riche négociant, l'éleva avec soin. Après avoir fait ses humanités à Paris, il fit sa rhétorique à Caen, chez les jésuites; de là, il revint à Paris suivre le cours de logique de l'abbé Cordier, fameux janséniste, dont il embrassa les opinions avec vivacité. Son père le destinait à l'état ecclésiastique; mais un penchant décidé l'entraîna vers la médecine, et, après avoir pris ses premiers grades à la faculté de Reims, en 1728, il alla, cinq ans après, à Leyde, étudier sous le célèbre Boerhaave, dont il traduisit même plusieurs ouvrages. A son retour à Paris, en 1742, le chirurgien Morand, son ami, lui procura la protection du duc de Gramont, colonel des gardes françaises, qui le choisit pour médecin de ce régiment. Lamettrie le suivit à l'armée, et assista à la bataille de Dettingen (*voy.*), puis au siége de Fribourg, où il tomba malade. Ayant observé que, pendant sa maladie, l'affaiblissement des facultés morales avait suivi celui des organes, il en conclut que la pensée n'était qu'un produit de l'organisation, et il osa publier ses idées dans l'*Histoire naturelle de l'âme* (La Haye, 1745). L'orage que ce livre souleva lui fit perdre sa place de médecin des gardes. Cependant il avait obtenu un emploi dans les hôpitaux de l'armée; mais il ne tarda pas à tourner ses confrères en ridicule dans un autre livre, *La politique du médecin de Machiavel ou le chemin de la fortune ouvert aux médecins* (Amst., 1746). Cet ouvrage fut condamné au feu par arrêt du parlement du 9 juillet 1746. Il quitta la France et se réfugia à Leyde. Il ne se montra pas plus sage dans ce nouveau séjour, où il fit paraître une nouvelle satire contre les médecins. Puis ayant publié à Leyde, en 1748, *L'homme-machine*, cet ouvrage, où il professait le plus grossier matérialisme, fut brûlé par arrêt des magistrats, et l'auteur fut chassé de Hollande.

Frédéric II lui fit offrir, par Maupertuis, un asile en Prusse: en conséquence, il se rendit à Berlin, en février 1748, où le roi lui accorda une pension avec le titre de lecteur, et une place à l'Académie. Il se mit sur un pied de familiarité à la cour de Frédéric, et Thiébaut, dans les souvenirs de son séjour à Berlin, raconte que Lamettrie entrait dans le cabinet du roi comme chez un ami, et se couchait sans façon sur les canapés. Cependant il se lassa bientôt de cette vie, et pria Voltaire de négocier son retour à Paris. Celui-ci écrivait à M^me^ Denis, le 2 septembre 1751 : « Lamettrie brûle de retourner en France. Cet homme si gai, et qui passe pour rire de tout, pleure quelquefois comme un enfant d'être ici. »

Un peu plus de deux mois après cette lettre, le 11 novembre 1751, Lamettrie mourait d'une indigestion dans la maison de lord Tyrconnel, envoyé d'Angleterre à Berlin. Il n'avait pas tout-à-fait achevé sa 42^e^ année. Voltaire écrivait, le 14 novembre, à M^me^ Denis : « Les bienséances n'ont pas permis qu'on eût égard à son testament; son corps a été porté dans l'église catholique, où il est tout étonné d'être. »

Malgré l'éloge de Lamettrie, que Frédéric composa et qu'il fit lire à l'Académie de Berlin par son secrétaire des commandements Darget, sa réputation

(*) Il ne faut pas le confondre avec Jean-Claude de La Métherie, aussi médecin, naturaliste et physicien, et qui mourut, professeur-adjoint des sciences naturelles au Collége de France, le 1^er^ juillet 1817. On lui doit un grand nombre d'ouvrages. S.

n'a fait que perdre de jour en jour, et il n'est pas un seul de ses ouvrages qu'on puisse lire encore aujourd'hui. Outre ceux que nous avons déjà mentionnés, il avait publié une traduction du *Traité de la vie heureuse de Sénèque* avec l'*Anti-Sénèque* (Potsdam, 1748); *L'homme-plante* (*ibid.*, 1748); *Réflexions sur l'origine des animaux* (Berlin, 1750); *L'art de jouir* (*ibid.*, 1751); *Vénus métaphysique, ou Essai sur l'origine de l'âme humaine* (*ibid.*, 1751). De son temps même, les coryphées de la troupe philosophique dans laquelle il était enrôlé témoignaient fort peu d'estime pour ses écrits. D'Argens (dans sa traduction d'Ocellus Lucanus) dit : « Tous ces ouvrages sont d'un homme dont la folie parait à chaque pensée, et dont le style démontre l'ivresse de l'âme; c'est le vice qui s'explique par la voix de la démence: Lamettrie était fou au pied de la lettre. » Diderot, dans son *Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, peint Lamettrie comme un auteur sans jugement, « dont on reconnaît la frivolité d'esprit dans ce qu'il dit, et la corruption du cœur dans ce qu'il n'ose dire; dont les sophismes, grossiers mais dangereux par la gaîté dont il les assaisonne, décèlent un écrivain qui n'a pas les premières idées des vrais fondements de la morale; dont le chaos de raison et d'extravagance ne peut être regardé sans dégoût, et dont la tête est si troublée et les idées sont à tel point décousues que, dans la même page, une assertion sensée est heurtée par une assertion folle, et une assertion folle par une assertion sensée... Lamettrie, dissolu, impudent, bouffon, flatteur, était fait pour la vie des cours et la faveur des grands. Il est mort comme il devait mourir, victime de son intempérance et de sa folie; il s'est tué par ignorance de l'état qu'il professait. » A-D.

LAMIA, Guerre Lamiaque. Lamia (aujourd'hui *Zeitoun*) est une ville de Thessalie, située à peu de distance de la mer, au fond du golfe Maliaque. Le port voisin de Phalara lui servait de débouché. Cette ville, où Antipater (*voy.*) s'enferma pour défendre la puissance macédonienne en Grèce, a donné son nom à la guerre *lamiaque* (*voy.* Grèce, T. XIII, p. 25).

A la nouvelle de la mort d'Alexandre, l'an 323 av. J.-C., les Athéniens crurent voir dans cet événement, non-seulement une occasion de recouvrer leur indépendance, mais même de faire secouer le joug macédonien à la Grèce entière. Malgré les remontrances de Démade et de Phocion (*voy.* ces noms), ils déclarèrent ouvertement la guerre à Antipater, gouverneur de toute la partie européenne de l'empire d'Alexandre, et invitèrent tous les Grecs à se joindre à eux. Les Étoliens (*voy.* Étolie), une partie des Thessaliens et plusieurs autres peuples du nord répondirent à leur appel, et Léosthène, général athénien, chargé par les alliés de diriger la guerre, se vit bientôt à la tête d'une armée de 30,000 hommes. La Macédoine, épuisée par les renforts continuels envoyés en Asie, ne pouvait fournir à Antipater que des forces bien inférieures; mais celui-ci sentant la nécessité de réprimer au plus tôt la rébellion des Grecs, qui prenait de jour en jour un caractère plus alarmant, envoya en Asie demander des secours à Léonnat et à Cratère (*voy.* ces noms), et entra en Thessalie, malgré la faiblesse de son armée, qui comptait à peine 13,000 fantassins et 600 chevaux. Les alliés, commandés par Léosthène, occupaient les Thermopyles. Antipater vint se poster aux environs d'Héraclée, où Léosthène, pressé d'en venir aux mains, l'attaqua et mit sa petite armée en déroute. Cette victoire facile produisit un grand effet sur l'esprit impressionnable et versatile des Grecs. Tout le Péloponnèse (excepté Sparte, Corinthe et l'Achaïe) se joignit aux alliés, et les Thessaliens leur envoyèrent 2,000 cavaliers, qu'ils avaient d'abord promis à Antipater.

Privé de ce renfort et hors d'état de tenir la campagne, Antipater se jeta dans Lamia, pour y attendre les secours qu'il avait mandés d'Asie, et se prépara à y soutenir un siége en règle. Il restaura et augmenta les moyens de défense de cette ville, que Léosthène ne tarda pas à attaquer avec vigueur. Mais les efforts de cet habile capitaine et les assauts presque quotidiens qu'il livra ne purent rien contre Antipater, qui se tenait strictement sur la défensive. On convertit le siége en

blocus. Les assiégés, près d'être réduits par la famine, allaient capituler, lorsque malheureusement Léosthène fut tué d'un coup de fronde. Cette mort jeta la désunion et le découragement dans le camp des alliés. Une partie des troupes, et notamment les Étoliens, rentrèrent dans leurs pays, en quartiers d'hiver.

Sur ces entrefaites, Léonnat arriva d'Asie avec 20,000 hommes. Les alliés levèrent immédiatement le siége de Lamia et marchèrent contre lui pour empêcher sa jonction avec Antipater. Leur armée était réduite à 20,000 fantassins, commandés par Antiphile, et 3,500 cavaliers, conduits par le Thessalien Ménon. On en vint aux mains non loin de Lamia, et, grâce à la cavalerie thessalienne, les alliés furent vainqueurs. Léonnat lui-même fut tué dans le combat. Mais les Grecs tirèrent peu de profit de leur victoire. Le lendemain même de la bataille, Antipater rejoignit les troupes de Léonnat et occupa avec elles toute la partie septentrionale et montagneuse de la Thessalie, pour couvrir ainsi les frontières de la Macédoine, tandis que les alliés restèrent dans les plaines du midi. L'hiver mit fin aux hostilités.

Pendant ce temps, la flotte athénienne avait été battue deux fois par celle des Macédoniens. Ceux-ci avaient même fait une descente en Attique. Phocion, à la tête des bourgeois d'Athènes, les mit en fuite et les força à regagner leurs vaisseaux.

Au printemps de l'année suivante (322), Cratère arriva d'Asie avec 10,000 vétérans macédoniens, 1,000 archers perses et 1,500 cavaliers. Ayant fait sa jonction avec Antipater, il lui céda le commandement. Celui-ci, disposant alors de forces très considérables, attaqua les alliés, et les battit au mois d'août, dans la plaine de Cranon, sur la rive droite du Pénée. Cette défaite anéantit la ligue des Grecs. Tous les peuples qui en faisaient partie obtinrent des conditions de paix assez honorables, à l'exception des Athéniens, qui avaient été les promoteurs de la guerre. Les Macédoniens allaient entrer en Attique et ravager ce pays, lorsque Phocion fut envoyé vers Antipater pour implorer sa clémence et lui annoncer l'entière soumission d'Athènes, que Démade, l'orateur du parti macédonien, avait enfin obtenue de ses concitoyens. Antipater exigea qu'on lui livrât Démosthène, Hypéride (*voy.* ces noms) et les autres instigateurs de la guerre. Il plaça une garnison à Munychie, et, pour donner plus de stabilité au gouvernement d'Athènes et exclure du pouvoir l'élément démocratique, il défendit d'accorder les droits de citoyen à quiconque ne posséderait pas 2,000 drachmes de fortune. Démosthène s'empoisonna. Les autres orateurs, qui avaient poussé Athènes à la guerre, furent livrés et cruellement mis à mort. Ainsi finit, après avoir duré près de deux ans, la guerre lamiaque, où, pour la dernière fois, Athènes sembla ressaisir un moment l'hégémonie de la Grèce. S-F-D.

LAMIE (en grec λάμια, qu'on dérive de λαιμὸς, gosier), vampire femelle, ayant une tête de femme avec le corps d'un dragon. Fille de Neptune, selon les uns, de Bélus et de Libye, selon les autres, elle unissait à une grande beauté une extrême férocité. On la supposa transformée en bête sauvage, et on lui donna un antre pour demeure. Comme elle exerçait principalement ses fureurs sur les enfants, on voyait en elle une autre Niobé. Dans la suite, on admit des troupes entières de lamies : c'étaient les goules des Arabes, les vampires (*voy.* ces noms) des Hongrois. *Voy.* aussi Larves.

En histoire naturelle, on appelle *Lamie* une espèce de requin d'une grandeur extraordinaire, ainsi qu'un genre d'insectes de l'ordre des coléoptères. Les *dents de lamie*, ou lamiodontes, sont des dents de requins fossiles. Em. H-G.

LAMINOIR. On désigne sous ce nom des machines composées de cylindres destinés à réduire en lames les métaux qu'on fait passer entre eux, et aussi les cylindres qui, dans les forges anglaises, sont employés à la fabrication des fers en barres.

Un laminoir, quelle que soit la nature du métal sur lequel il doit opérer, se compose essentiellement de cylindres de révolution, tournés avec le plus grand soin, placés parallèlement et sur un plan horizontal, assujettis à se mouvoir en sens

nverse, et susceptibles de s'éloigner ou de se rapprocher l'un de l'autre, afin qu'on puisse régler à volonté l'épaisseur de la lame qu'on veut produire. Les cylindres sont portés par un bâti en fer nommé *cage* dont la force est proportionnée à la grandeur du laminoir et à l'effort qu'il doit supporter. Des roues à engrenages réciproques, fixées sur les tourillons des cylindres prolongés en dehors de la *cage*, font mouvoir les deux cylindres en sens contraire, bien qu'il n'y en ait qu'un qui soit mis en communication avec le moteur. Le cylindre supérieur s'éloigne ou se rapproche du cylindre inférieur au moyen de vis de pression que l'on fait mouvoir, au-dessus du bâti, par un mécanisme qui doit tendre à conserver un parallélisme parfait entre les deux cylindres. Il y a des laminoirs qu'on fait mouvoir à bras, au moyen d'une manivelle; ceux d'une plus grande dimension sont mis en mouvement par des chevaux; dans les usines considérables, on emploie pour moteur une chute d'eau ou une machine à vapeur.

Il est facile de comprendre comment opère un laminoir : le rouleau supérieur tournant de gauche à droite, et le cylindre inférieur de droite à gauche, si l'on y engage le bout d'une lame métallique, cette lame est entraînée, par l'effet du frottement des rouleaux sur ses faces, à passer tout entière entre eux. Dans ce mouvement, la lame sera nécessairement amincie, si son épaisseur surpasse la distance qui sépare les deux cylindres. Par cette diminution d'épaisseur, les autres dimensions de la lame devraient augmenter dans un rapport inverse, et comme la largeur varie ordinairement peu, une lame amincie de moitié devrait doubler de longueur : cela est loin d'avoir lieu; le volume de cette lame ne reste pas le même, parce que les métaux soumis à l'action du laminoir augmentant de densité, diminuent de volume, leurs pores se trouvant plus serrés. Ainsi le poids d'un pied carré de plomb laminé sur une ligne d'épaisseur est de 3 kilogr., tandis que d'après la pesanteur spécifique de ce métal, il ne devrait peser que 2 kil. 722. Les autres métaux sont loin de subir au même degré cette altération de densité.

Les métaux que l'on soumet à l'action du laminoir peuvent se diviser en deux classes : ceux qui sont assez malléables pour être traités à froid, comme le plomb; et ceux qui ont besoin d'être élevés à une certaine température pour être laminés, comme le fer.

Le plomb se lamine très bien et à froid lorsqu'il est pur : on le coule d'abord sur une table garnie de sable fin bien nivelé et uni, puis lorsque le métal est refroidi, on le passe au laminoir.

Le cuivre rouge et le laiton se laminent à froid; mais comme l'action du laminoir écrouit le métal et le rend aigre (cassant), pour lui restituer sa malléabilité, on fait rougir les feuilles de métal et on les plonge dans l'eau froide, puis on les fait repasser sous le laminoir jusqu'à ce qu'on ait obtenu l'épaisseur désirée.

C'est surtout dans la fabrication de la tôle que le laminoir a une plus grande importance. Nous aurons à y revenir au mot TÔLE.

On a souvent besoin dans les arts d'obtenir des lames de métaux précieux d'une épaisseur si petite que la pression de deux rouleaux ne suffirait pas à la produire. On fait alors passer sous le laminoir plusieurs feuilles à la fois, de manière que la compression agissant sur elles en raison de leurs épaisseurs réciproques, on en obtient d'aussi minces que cela est nécessaire. La fabrication du plaqué (*voy.*) arrive ainsi à des résultats inouïs, en soudant préalablement les métaux précieux sur une plaque métallique intermédiaire.

Le but des laminoirs à fer n'étant plus de produire des lames, mais des barres, les cylindres, au lieu d'être unis, sont creusés dans le sens de leur circonférence, c'est-à-dire que pendant qu'ils sont sur le tour, loin de leur donner une surface unie, on les sillonne de cannelures, qui, par le rapprochement de deux cylindres assortis, offrent la forme qu'ils doivent donner à la barre. Les cylindres à fer sont fixés l'un par rapport à l'autre, et chaque cannelure présente toujours les mêmes dimensions, de sorte que, pour faire subir au fer toutes les manipulations que nécessite l'échantillon à obtenir, il faut présenter le fer successivement à des cannelures différentes et progressi-

vement plus petites. Ces cannelures sont donc des espèces de filières (*voy.*) d'une grande dimension, sur lesquelles on agit par un moyen plus puissant. On fabrique ainsi des fers carrés, plats ou ronds: dans le premier cas, les cannelures sont angulaires, dans le second elles sont rectangulaires, et dans le troisième elles sont creusées en gorges présentant une demi-circonférence. On distingue deux espèces de cylindres: ceux qui servent à étirer la *loupe*, *puddling-rolls* ou *roughing-rolls*, qu'on appelle cylindres dégrossisseurs ou ébaucheurs; et ceux qui traitent le fer devenu malléable par le recuit sont nommés *rollers*, cylindres étireurs.

Suivant quelques auteurs, ce serait Antoine Brucher ou Bruckner, qui aurait eu l'idée de substituer l'action des cylindres tournants à celle du marteau, dans la production des lames métalliques. Sa machine aurait été employée pour la première fois à la Monnaie de Paris, en 1553. Ce serait donc à tort qu'on attribuerait l'invention du laminoir à Aubry Olivier, qui n'était que le gardien de cette machine. C'est en 1663 seulement qu'un Hollandais établit à Shew, près de Richemond, le premier laminoir qu'on ait vu en Angleterre, et le laminage du fer par le moyen des rouleaux y fut aussi substitué au travail à main d'hommes par Henri Cert de Gosport. Chaselden fut le principal auteur de ce changement d'opération que Cort et Parnell perfectionnèrent en 1787. L'usine qui, avec un marteau, fabriquait autrefois 10,000 kilogr. de fer par semaine, en fournit maintenant 150,000, dans le même temps, avec les cylindres mus par une machine à vapeur de trente chevaux. L. L.

LAMISME ou LAMAÏSME, *voy.* LAMA et BOUDDHISME, T. III, p. 785.

LAMOIGNON (FAMILLE DE), une des plus anciennes du Nivernais. Elle tire son nom d'un fief situé dans le faubourg de Donzy, où se voyaient encore, vers la seconde moitié du siècle dernier, les ruines d'une vieille tour qui en dépendait. Cette famille possédait aussi d'autres terres dans la même province, notamment celles d'Arthe, de Nannay, et le fief de Cœurs, sur les confins de Varzy et de Marcy.

Le nom de Lamoignon est un des plus vénérés dans les fastes de la magistrature française. S'il ne lui a pas fourni ses plus grands hommes, ses caractères les plus énergiques, l'orateur auquel nous devons l'oraison funèbre du premier président de Lamoignon n'en a pas moins eu raison de peindre cette famille comme « une « de celles où l'on ne semble né que pour « exercer la justice et la bienfaisance; où « la vertu se communique avec le sang, « s'entretient par les bons conseils, s'excite par les grands exemples. »

CHARLES de Lamoignon, dont les ancêtres s'étaient distingués dans les armes, est le premier qui entra dans la magistrature. C'est pour cela, et aussi parce que ce fut lui qui fit l'acquisition de la terre de *Baville*, qu'on l'a considéré comme le fondateur de cette branche. Il était né à Nevers, le 1er juin 1514. Il alla, selon l'usage du temps, étudier le droit en Italie, suivit les cours d'Alciat, et recut le doctorat à Ferrare. A son retour, il se fit remarquer au barreau et devint *avocat du duc de Nevers*, qui le nomma *chef de son conseil*. Aidé de ce haut patronage, Charles de Lamoignon devint successivement conseiller à la table de marbre et au parlement de Paris, maitre des requêtes et conseiller d'état. Il mourut en 1572, avant le chancelier de L'Hospital, auquel il aurait probablement succédé.

PIERRE de Lamoignon, 3e fils de Charles, mourut sans postérité en 1584, à l'âge de 29 ans. Ce fut, comme un autre Pic de la Mirandole, un prodige de science dès sa plus tendre jeunesse. A peine âgé de 15 ans, il composa en vers latins, sur les malheurs de la France, deux poëmes qu'il traduisit ensuite en grec. Ils ont été imprimés, en 1570, sous ce titre : *Calamitatum Galliæ deploratio*. Celui de ces poëmes que possède la Bibliothèque royale a pour premier titre : *Cliviades Nivernius*, petit in-4° de 20 pages, sur la mort prématurée du prince de Clèves, duc de Nevers.

CHRÉTIEN de Lamoignon, 10e fils de Charles, suivit de plus près les traditions de son père. Né en 1567, il étudia le droit sous Cujas, qui tenait à Bourges le sceptre du professorat, fut conseiller au parlement en 1595, puis président aux

enquêtes, conseiller de grand'chambre et président à mortier en 1633. C'était un magistrat intègre, pieux et bienfaisant. Bèze en parle avec éloge dans ses poëmes.

Guillaume de Lamoignon, seigneur de Baville, second fils de Chrétien de Lamoignon, 10e fils de Charles, naquit en 1617. Le savant Jérôme Bignon lui donna des leçons et le dirigea dans ses études. D'abord conseiller au parlement, puis maître des requêtes au conseil d'état, sous la minorité de Louis XIV (en 1644), le jeune roi disait de lui : « Je n'entends bien que les affaires que M. de Lamoignon rapporte. » La réputation qu'il s'était acquise dans cette dernière place lui valut l'honneur d'être appelé à la tête du parlement de Paris, après la mort du premier président de Bellièvre, en 1658. En conférant de pareilles dignités, il faudrait que les rois pussent dire ce que Louis XIV dit à Lamoignon en lui annonçant sa nomination : « Si j'avais connu un plus homme de « bien que vous, et un plus digne sujet, « je l'aurais choisi. » Lamoignon justifia pleinement cette distinction. Il soutint les droits de sa compagnie, éleva souvent la voix en faveur du peuple, et montra toute l'élévation et l'intégrité de son caractère dans l'affaire du surintendant Fouquet (*voy.*) avec lequel il était brouillé depuis quelques années. Nommé président de la Chambre de justice qui devait prononcer sur le sort de l'ex-ministre, Lamoignon lui fit donner un conseil qui n'était gêné par la présence d'aucun témoin, chose assez extraordinaire alors pour être remarquée comme une sorte de faveur faite à l'accusé. Colbert, le plus ardent ennemi du surintendant, s'en émut et voulut sonder le premier président sur ses dispositions, en lui demandant ce qu'il préjugeait de l'affaire; le magistrat répondit au ministre : « Un juge ne dit son avis qu'une fois et sur les fleurs-de-lys. » Blessé de cette réponse, Colbert engagea Louis XIV à témoigner du mécontentement au premier président. Celui-ci offrit au roi sa démission, qui ne fut point acceptée. Du reste, Lamoignon se retira de la commission pour ne point prendre part à une condamnation qui, au fond, pouvait être méritée, mais que l'on poursuivait par de mauvaises voies. Les efforts passionnés qu'il vit faire aux ministres dans ce procès, furent peut-être cause de la générosité et de la constance avec lesquelles ce grand magistrat soutint les droits des accusés dans la discussion de l'ordonnance de 1670, où il eut à lutter contre les tendances despotiques de Pussort et de Colbert.

On doit à des *Conférences* tenues chez lui par les meilleurs avocats de son temps, le volume in-4° connu sous le nom d'*Arrêtés de Lamoignon*. Ces conférences attestent son désir de voir améliorer nos lois. Il rêvait pour la France une législation complète et uniforme : c'était un premier pas vers un *Code civil;* il aurait voulu que Louis XIV joignît cette gloire à toutes les autres.

Il montra de la fermeté et de l'habileté dans la discussion des affaires ecclésiastiques qui, sous ce règne, offrirent tant de difficultés. Ce fut lui qui prononça, sur les conclusions de son fils, l'abolition de l'indécente et ridicule procédure du congrès. Il était lié avec tous les grands écrivains du siècle de Louis XIV, et c'est à lui que le *Lutrin* de Boileau fut en quelque sorte dédié.

Dans le Ve chant de son *Prædium rusticum*, Vannières célèbre le goût du premier président de Lamoignon pour l'agriculture, dans des vers qu'on croirait avoir été composés pour Malesherbes.

Il mourut le 10 décembre 1677. Son oraison funèbre a été prononcée par Fléchier.

Chrétien-François de Lamoignon, fils aîné du premier président, naquit à Paris, le 16 juin 1644. « Son père voulut « être son premier maître, et ne se reposa « sur personne du soin de son éducation. » Il exigea que son fils parût d'abord au barreau comme simple avocat : ce grand magistrat ne comprenait pas que l'on voulût débuter par requérir et par juger, et disposer des intérêts les plus précieux des citoyens, sans avoir d'abord mérité leur confiance, en se mettant à leur service. Le jeune Lamoignon plaida pendant deux ans. En 1666, il entra dans la magistrature et fut nommé conseiller au parlement, ensuite maître des requêtes,

On a souvent rappelé la cause de ces étrangers, que l'espoir du gain avait attirés du Levant pour porter en Europe les richesses de l'Asie. Des armateurs français, contre la foi des traités et la liberté des mers, leur avaient enlevé leur cargaison et le vaisseau qui la portait ; ceux qui devaient les secourir aidaient même à les opprimer. Sans connaissances, sans appuis, sans amis, ils eurent recours à Chrétien-François de Lamoignon comme à un homme incorruptible. Il prit leur défense, dévoila le mystère d'iniquité dont ils étaient victimes, rapporta l'affaire pendant trois jours au conseil du roi, et fit restituer à ces malheureux ce qu'ils croyaient avoir perdu.

Devenu avocat général, ce fut, comme nous l'avons dit, sur ses conclusions que l'arrêt d'abolition du congrès fut prononcé par le premier président, son père. Il devint président à mortier en 1690, se démit en 1707, et mourut le 7 août 1709.

Ce magistrat courageux sut résister même à Louis XIV, dans une occasion où on voulait l'obliger à livrer à ce monarque un dépôt de papiers qu'il tenait de la confiance d'une personne compromise aux yeux du gouvernement. Cette conduite a fourni depuis l'un des plus forts arguments à la défense dans les accusations pour prétendu crime de *non-révélation*.

A l'exemple du premier président, son père, Chrétien-François de Lamoignon fut lié avec Bourdaloue, Boileau, Racine ; il les réunissait souvent à Baville, avec d'autres hommes distingués. A cette époque si florissante pour tous les genres de littérature, il mérita d'être membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et c'est à lui qu'est adressée la 6e épître de Boileau.

Guillaume, 2e du nom, second fils du premier président, distingua sa branche par le nom de *Blancmesnil*, partie de la seigneurie de Malesherbes. Il naquit le 6 mars 1683, fut conseiller au parlement le 4 juin 1704, avocat général le 27 juin 1707, président à mortier le 20 décembre 1723, premier président de la Cour des aides le 9 mai 1746, chancelier de France le 9 décembre 1750, mais sans avoir les sceaux. En 1763, Maupeou, qui voulait le supplanter, se fit donner le titre de *vice-chancelier*, que le parlement refusa de reconnaître et qui lui valut plus d'une épigramme. Mais, en 1768, Lamoignon donna sa démission de la chancellerie. Il mourut le 12 juillet 1772, âgé de 90 ans.

Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, né à Paris le 6 décembre 1721, était fils du chancelier et petit-fils du premier président. Élevé chez les jésuites, il put connaître encore le P. Porée et profiter de ses conseils. Sa destination naturelle était de suivre la carrière de son père : il s'y prépara sous la direction du célèbre abbé *Pucelle*, neveu de Catinat, conseiller au parlement, janséniste comme presque tous les parlementaires, habile homme, « que Malesherbes appelait toujours *le dernier des Romains*, quand il parlait de la magistrature. » Ce fut auprès de lui qu'il s'instruisit des premiers éléments de la politique, de la véritable situation de la monarchie, du droit public de la France et de l'étendue des devoirs qu'il aurait à remplir.

Le père de Malesherbes voulut qu'il débutât par une fonction qui était regardée comme une excellente école pour les jeunes magistrats, celle de substitut du procureur général. Le 3 juin 1744, étant dans sa 24e année, il fut nommé conseiller au parlement, à la 4e Chambre des enquêtes. Le 14 décembre 1750 (à 29 ans), son père étant devenu chancelier, il lui succéda dans la première présidence de la Cour des aides. C'est comme chef et organe de cette cour qu'il porta devant Louis XV les remontrances de 1770 et de 1771.

En même temps que Lamoignon de Malesherbes succéda à son père dans la première présidence, il fut placé par lui à la tête de la librairie, dont la direction était dans les attributions du chancelier.

Lors de la suppression du parlement et de la Cour des aides, en 1771, une lettre de cachet exila Malesherbes dans sa terre.

Rappelé sous Louis XVI, en 1775, après le rétablissement de la magistrature, il reparut à la tête de la Cour des aides et présenta, cette même année, les célèbres remontrances de cette compa-

gnie relative aux *impôts*. Elles produisirent une sensation prodigieuse. Le gouvernement s'en émut au point qu'il fit enlever la minute du greffe pour en empêcher la publication. Toutefois, le roi, dans sa réponse officielle, promit de s'occuper des *réformes proposées*, ajoutant que ce serait *le travail de tout son règne*.

En même temps, le monarque conçut une telle estime pour Malesherbes, qu'il voulut absolument qu'il entrât dans le conseil des ministres. Malgré sa répugnance personnelle et les vifs regrets de la Cour des aides, Malesherbes se démit de sa première présidence, le 12 juillet 1775. Il entra dans le cabinet comme ministre secrétaire d'état de la maison du roi et de Paris, à la place de La Vrillière, qui remplissait cette fonction depuis 51 ans.

On a remarqué, comme une singularité, que Malesherbes avait ainsi occupé deux places les plus opposées à ses goûts. Ami de la liberté de la presse, à une époque où l'on osait à peine en prononcer le nom, il devint le chef de la censure; ami de la liberté individuelle, on lui confia le ministère qui délivrait des lettres de cachet.

Il est des temps malheureux où il est bien difficile qu'un honnête homme puisse rester longtemps ministre. Dès que son caractère est connu, il a contre lui tous ceux que sa probité empêche de faire leurs affaires, et dont sa droiture contrarie l'ambition ou les projets : surtout s'il annonce l'intention de réformer quelques abus, à l'instant même il voit se former contre lui la ligue intraitable de tous ceux qui sont en possession d'en profiter. Les intrigues eurent bientôt dégoûté Malesherbes : il sortit du conseil, ainsi que son ami Turgot, avec lequel il était entré et avec lequel il se hâta de se retirer lorsqu'ils virent, l'un et l'autre, que leurs vues de bien public, sans cesse traversées par d'autres influences, ne pouvaient pas prévaloir. Malesherbes surtout s'y déplaisait, et il a dit de lui-même : « Qu'un magistrat, ami de la règle, accoutumé à résister à tous les excès de pouvoir, dans l'intérêt des principes, et à lutter contre les abus de l'administration, était peu propre à des fonctions ministérielles, et qu'on avait eu tort de les lui confier. » Il donna sa démission le 12 mai 1776.

Les lettres et les sciences occupèrent ses loisirs. Il était devenu membre de l'Académie des Sciences en 1750, de celle des Inscriptions en 1759, et de l'Académie-Française en 1775. Sa réception fut brillante; son discours produisit un grand effet : on applaudit surtout avec un véritable enthousiasme le passage où il parle de l'*opinion publique* (dont il se faisait sans doute une juste définition), comme d'une souveraine sous l'autorité de laquelle dorénavant tout devra plier. « Il s'est élevé, dit-il, un tribunal indé-« pendant de toutes les puissances, et que « toutes les puissances respectent; qui « apprécie tous les talents, qui prononce « sur tous les genres de mérite; et dans « ce siècle éclairé, dans un siècle où cha-« que citoyen peut parler à la nation par « la voix de l'imprimerie, ceux qui ont « le talent d'instruire les hommes et le « don de les émouvoir, les *gens de let-« tres*, en un mot, sont, au milieu du pu-« blic dispersé, ce qu'étaient les orateurs « de Rome et d'Athènes au milieu du « peuple assemblé. »

Désormais sans fonctions publiques et maître de son temps, Malesherbes entreprit des voyages pour son instruction et son agrément. Il parcourut différentes contrées de la France, de la Hollande et de la Suisse, allant à pied, explorant tous les sites, les plantes, les cultures, les mœurs, les lois, en gardant un incognito qui lui valut plus d'une anecdote où son amour-propre, d'abord compromis en apparence, finissait par être largement indemnisé. Il rapportait avec lui tout ce qui lui avait paru susceptible d'être utilement transporté dans sa patrie. Assez instruit en histoire naturelle et surtout en botanique pour lutter même avec Buffon, on conçoit tout ce qu'il dut recueillir de notions utiles.

A son retour, en 1787, peu de temps après la convocation de l'*Assemblée des notables*, on rappela Malesherbes au ministère; mais comme on voulait seulement se couvrir de la faveur de son nom pour donner couleur aux actes du gouvernement, on ne lui confia aucun pouvoir. Il fut ministre sans portefeuille; triste condition dans un cabinet! Les avis

qu'il donna furent à peine écoutés, les mémoires qu'il prenait la peine de rédiger furent à peine lus, et, chose bien plus étrange, qu'on croirait difficilement si elle ne nous était attestée par des témoignages irrécusables, il n'avait pas même la faculté d'entretenir le roi hors de la présence du premier ministre, tant celui-ci était jaloux de son autorité et craignait de voir partager son crédit. Lassé d'une position aussi fausse, Malesherbes se hâta de la quitter, en abjurant pour toujours tout exercice du pouvoir (1788).

Le peu d'années qu'il devait passer au sein de la vie privée, après avoir si bien payé sa dette à la chose publique, furent partagées entre les jouissances de la famille et celles de l'amitié : il coulait doucement les jours de sa vieillesse, occupé de sciences, d'arts, de botanique, d'agriculture, et donnant à la bienfaisance tout ce qu'il entendait réserver de sa fortune pour ses menus plaisirs. A peine si les premiers éclats de la tourmente révolutionnaire avaient pu troubler le calme de cette retraite du sage et vertueux Malesherbes; à peine si l'émigration avait marqué du vide dans le petit cercle de gens de bien qui composaient sa société intime. Cependant on lui apprend tout à coup que Louis XVI, arrêté à Varennes, est ramené prisonnier à Paris; que son procès va s'instruire... Alors il se hâte d'écrire au président de la Convention cette lettre dont le texte a mérité de passer à la postérité :

« Paris, le 11 déc. 1792 (l'an Ier de la rép.).

« J'ignore si la Convention nationale « donnera à Louis XVI un conseil pour « le défendre, et si elle lui en laissera le « choix. Dans ce cas-là, je désire que « Louis XVI sache que, s'il me choisit « pour cette fonction, je suis prêt à m'y « dévouer... J'ai été appelé deux fois au « conseil de celui qui fut mon maître, « dans le temps que cette fonction était « ambitionnée par tout le monde; je lui « dois le même service lorsque c'est une « fonction que bien des gens trouvent « dangereuse... »

La démarche de Malesherbes allait droit au cœur de Louis XVI : il fut agréé. L'infortuné monarque connut alors que celui qui avait été son conseiller le plus sincère était aussi resté son ami le plus fidèle.

Après la mort de son malheureux roi, Malesherbes retourna à sa maison des champs. Le repos qu'il y cherchait fut bientôt converti en deuil par l'arrestation de son gendre, le président Peletier de Rosanbo. Le lendemain, ce fut son tour. On l'arrêta, non pas seul, mais avec sa fille aînée, sa petite-fille et le mari de celle-ci, M. de Chateaubriand. Tous ensemble furent conduits dans une prison qui, par dérision sans doute, avait reçu le nom de *Port-libre*.

A quoi servirait de raconter en détail ce que chacun sait de cette arrestation, du mouvement spontané de ces bons villageois, qui se constituaient garants de la *bonne conduite* de M. de Malesherbes et qui s'offraient naïvement pour ses *cautions* et ses otages; de l'honneur que voulurent lui faire les prisonniers, se levant tous à son aspect quand il entra dans la maison d'arrêt? Qui n'a retenu dans sa mémoire et le mot admirable que sa fille, marchant au supplice, adressa à Mlle de Sombreuil : « *Mademoiselle, vous avez eu le bonheur de sauver la vie de votre père; j'aurai du moins la consolation de mourir avec le mien!* » et ce qu'il dit lui-même lorsque, dans ce fatal trajet, la faiblesse de sa vue, éclairant mal ses pas, son pied vint à heurter contre une pierre : « *Voilà un mauvais présage; un Romain, à ma place, serait rentré chez lui.* » Il devait périr victime de sa fidélité et de son zèle! Pour un homme aussi vertueux, c'était la palme du martyre!

Malesherbes a mérité l'épitaphe qu'une main royale a voulu tracer elle-même au bas du monument qui décore la grand'. salle du Palais de Justice : *Strenuè semper fidelis, regi suo in solio veritatem, præsidium in carcere, attulit.*

Malesherbes a attaché son nom à quatre questions principales, qui depuis ont pris place dans notre droit public : la liberté religieuse, la liberté de la presse, la liberté individuelle, la législation des impôts. Nous avons fait de l'examen de ces questions, quant à la part que Malesherbes y a prise, le principal sujet de son Éloge, lu à l'Académie-Française le 4 et

à la Cour de cassation le 8 novembre 1841. On trouve, à la suite des notes qui complètent ce discours, le catalogue des ouvrages de Malesherbes et celui des écrits qui ont été composés en son honneur. D.

LAMOTHE ou LA MOTTE (M^me^ DE), *voy.* GUYON.

LAMOTHE-LE-VAYER (FRANÇOIS DE) naquit en 1588, à Paris. Son père était substitut du procureur général au parlement de Paris. Il lui succéda d'abord dans cette charge; mais l'étude des lois l'empêchant de se livrer à l'étude des autres sciences pour lesquelles il se sentait un goût irrésistible, il renonça à la magistrature. Ce ne fut pourtant qu'à l'âge de 50 ans qu'il mit au jour sa première production. Le cardinal de Richelieu était son protecteur déclaré, il lui fit ouvrir les portes de l'Académie-Française en 1639, et il le destinait à faire l'éducation du Dauphin, depuis Louis XIV, lorsque sa mort vint renverser ce projet. La reine-mère repoussa Lamothe-Le-Vayer, sous prétexte qu'il était marié; mais elle ne put se refuser à le faire précepteur de son second fils, le duc d'Orléans. La conduite sage qu'il tint dans cet emploi fit enfin revenir Anne d'Autriche de ses préventions, et il fut chargé de terminer l'éducation du jeune roi, jusqu'au moment de son mariage, qui le rendit exclusivement à Monsieur. Lamothe était âgé de 78 ans, lorsqu'il songea pour la seconde fois à prendre une compagne; son choix tomba sur la fille d'un M. de La Haye, qui avait été ambassadeur à Constantinople. Il mourut en 1672, à l'âge de 85 ans. Il avait eu un fils, mort bien longtemps avant lui, et auquel Boileau adresse une de ses satires. Il était abbé, et cultivait aussi la littérature; ce fut lui qui réunit les œuvres de son père, pour la première fois, en 1653.

Lamothe-Le-Vayer a écrit sur toute sorte de sujets, mais principalement sur l'histoire, ce qui lui valut, de son temps, le surnom de Plutarque français. Il avait plus de savoir que d'imagination, et plus de jugement que de goût. Son esprit, égaré par de trop nombreuses lectures, tournait au scepticisme; on l'accusa, mais à tort, de manquer de religion. La meilleure édition de ses œuvres est celle qui a été faite à Dresde, en 1756-59, formant 14 volumes réunis par les soins de Roland Le-Vayer de Boutigni, neveu de l'auteur. Il a composé différents traités, *la Géographie*, *la Rhétorique*, et autres (1651-56), pour servir à l'éducation du Dauphin. On remarque encore parmi ses écrits : *Jugement sur les anciens et principaux historiens grecs et latins* (1646); *Discours pour montrer que les doutes de la philosophie sceptique sont d'un grand usage dans les sciences* (1668); *Du peu de certitude qu'il y a dans l'Histoire* (1668), et les *Dialogues faits à l'imitation des anciens*, qui parurent sous le nom d'Horatius Tubero (Francf., 1698, in-4°). D. A. D.

LAMOTTE (JEANNE DE LUZ, DE SAINT-REMY, DE VALOIS, comtesse DE), femme intrigante du siècle dernier, issue de la race des Valois, et fameuse par le rôle qu'elle joua dans le *procès du collier*.

Elle était née à Fontète (Champagne), le 22 juillet 1756. Elle descendait, ainsi que son frère, le baron de Valois, mort capitaine de frégate pendant le procès de la comtesse, et sa sœur, M^lle^ de Saint-Remy, qui devint chanoinesse en Allemagne, d'un baron de Saint-Remy, fils naturel de Henri II et reconnu pour tel. « Mon père avait vu, dit le comte Beugnot dans ses *Mémoires*, le chef de cette triste famille : il le peignait comme un homme de formes athlétiques, qui vivait de la chasse, de dévastations dans les forêts, de fruits sauvages et même du vol de fruits cultivés. Les Saint-Remy menaient depuis deux ou trois générations cette vie héroïque, qu'enduraient les habitants et les autorités, les uns par crainte, les autres pour quelque retentissement d'un nom longtemps fameux. Le Saint-Remy, dernier du nom, n'avait pas assez vécu pour conduire son fils sur ses traces. Il retomba avec ses sœurs, et comme tous les indigents, sous la tutelle du curé de la paroisse. » Une seule chose s'était conservée sous les derniers débris de la famille, c'était sa généalogie. Chérin, alors généalogiste des ordres du roi, certifia la descendance directe des Saint-Remy par les mâles du fils naturel de Henri II. Ce certificat leva tous les doutes, et alors le gouvernement intervint. Le roi accorda au baron de Valois le brevet

d'une pension de 1,000 liv., et l'admission gratuite à l'école de marine. Chacune des demoiselles reçut un brevet de 600 liv., et elles furent placées gratuitement à l'abbaye de Longchamps, près Paris. On espérait décider le baron à faire des vœux dans l'ordre de Malte, et ses sœurs à embrasser la vie religieuse; mais l'esprit aventureux de l'aînée des demoiselles de Saint-Remy renversa ce plan. Le frère était parvenu dans la marine au grade de lieutenant de vaisseau, et ses sœurs avaient déjà passé six ans à Longchamps, lorsqu'un beau matin elles s'évadèrent du couvent, et se rendirent à Bar-sur-Aube, où elles furent recueillies par une dame de Surmont. « Elle était dénuée de toute espèce d'instruction, dit le comte Beugnot en faisant le portrait de M^me^ de Lamotte; mais elle avait beaucoup d'esprit, et l'avait vif et pénétrant. En lutte depuis sa naissance avec l'ordre social, elle en bravait les lois et ne respectait guère mieux celles de la morale. » Elle resta un an chez cette dame de Surmont, et finit par remarquer le neveu de son mari, nommé de Lamotte, qu'elle épousa. « Dénué de toute espèce de fortune, dit encore Beugnot, il avait cependant eu le talent de se noyer de dettes, et ne vivait qu'à force d'industrie et de la pension obligée de 300 liv. que son oncle lui faisait pour le soutenir. » Un mois après son mariage, M^me^ de Lamotte, qui prit alors le titre de comtesse, accoucha de deux garçons qui ne vécurent que quelques jours. M^me^ de Surmont ne voulut plus garder chez elle les époux qui l'avaient trompée, et les renvoya. Leur position était bien gênée; alors M^me^ de Lamotte résolut d'aller tenter la fortune à Paris.

Avec un caractère si bien disposé à l'intrigue, M^me^ de Lamotte obtint une entrevue du cardinal de Rohan (*voy.*), qu'elle réussit à renouveler; puis elle alla s'établir à Versailles. « A son arrivée à Versailles, dit le comte Beugnot, M^me^ de Lamotte fut bien vite entourée de ces fripons patentés, qui, repoussés de toute carrière honnête, cherchent des intrigues à exploiter, en trouvent et en vivent tant bien que mal. M^me^ de Lamotte apportait au jeu un nom et du malheur; les autres se chargèrent de tenir les cartes. Mais il faut placer ici une triste réflexion et qui donne la clef du roman de M^me^ de Lamotte. La reine avait alors une réputation de légèreté que sans doute elle n'a jamais méritée. On la supposait aux prises avec des besoins d'argent que provoquait son goût pour la dépense. On citait d'elle des traits, des paroles qui la faisaient descendre du rôle de reine à celui de femme aimable... Avant que parût M^me^ de Lamotte, il ne manqua pas de femmes intrigantes pour exploiter cette dangereuse disposition des esprits... Elle sema doucement autour d'elle le mensonge de ses relations mystérieuses avec la reine. Le bruit en glissa jusqu'à M. le cardinal, que des exemples du passé disposaient à y croire. Elle soutint d'ailleurs cette partie de son roman par des apparences de discrétion et de retraite propres à en imposer... Le sentiment que M. le cardinal avait porté à M^me^ de Lamotte dès les premières entrevues prit, par ces révélations, un caractère plus vif, et bientôt M. le cardinal eut tant d'intérêt à ce que les bruits que semait cette femme fussent vrais, qu'il finit par n'en plus douter... Le cardinal de Rohan était de tous les courtisans sans faveur celui que sa position rendait le plus malheureux; il ne cessait pas d'en être tourmenté. C'est de M^me^ de Lamotte qu'il attendait sa réconciliation avec la souveraine... A l'époque où ses rapports avec M^me^ de Lamotte étaient devenus intimes, une ardente ambition se confondait chez lui avec une affection très tendre. Chacun de ces deux sentiments s'exaltait l'un par l'autre, et ce malheureux homme était livré à une sorte de délire. »

Suivant Georgel, secrétaire du cardinal de Rohan, M^me^ de Lamotte s'était déjà fait remettre, en deux paiements, 120,000 livres dont la reine était censée avoir demandé par écrit au cardinal de lui faire l'avance. Enfin, elle put tenter l'escroquerie du fameux collier. Deux joailliers, Bœhmer et Bassange, avaient réuni à grands frais des diamants d'une rare beauté et en avaient composé un collier qu'ils voulaient vendre 1,800,000 livres, mais qu'ils avaient en vain offert plusieurs fois à la reine. M^me^ de Lamotte persuada au cardinal que la reine dési-

rait ardemment ce collier ; que, voulant l'acheter à l'insu du roi et le payer successivement avec ses économies, elle donnerait une preuve de sa bienveillance au cardinal en le chargeant de faire cette emplette en son nom. Pour décider le prince de Rohan, il lui fut remis de faux billets d'autorisation signés du nom de la reine, et écrits par un nommé Reteaux de Villette qui était parvenu à contrefaire l'écriture de Marie-Antoinette. Le cardinal conclut le marché avec les joailliers, au prix de 1,600,000 livres, dont le paiement devait s'effectuer en quatre échéances, la première au 31 juillet 1785. Reteaux de Villette écrivit au bas et en marge de chaque article de cet arrangement que M^me^ de Lamotte devait faire voir à la reine : *Approuvé, Marie-Antoinette de France.* Le cardinal montra ces approuvés aux bijoutiers, et la parure lui fut livrée le 1^er^ février 1785. Il s'empressa de la remettre aux mains de M^me^ de Lamotte pour la porter à la reine ; mais les pierres en furent démontées et vendues pour la plupart en Angleterre.

Cependant il fallait entretenir le cardinal dans ses illusions. Il est étonnant que ces grands coupables n'aient pas cherché leur salut dans la fuite, même lorsque l'époque de la première échéance approchait. M^me^ de Lamotte espérait sans doute profiter encore de l'enfantine crédulité du prince de Rohan, ou peut-être le croyait-elle assez compromis pour qu'il lui fût impossible de rien révéler. Une scène incroyable fut pourtant jouée à Versailles pour continuer à lui fasciner les yeux. M^me^ de Lamotte promit au cardinal de lui ménager une entrevue nocturne avec la reine. En effet, au mois de juillet, vers l'heure de minuit, une demoiselle d'Oliva dont la tournure et la taille avaient une ressemblance frappante avec la reine, se laissa conduire auprès du prince dans les bosquets de Versailles ; elle eut à peine le temps de lui dire à demi-voix qu'il pouvait espérer que le passé serait oublié. Le cardinal était à ses genoux, mais un homme prévint aussitôt que Madame et la comtesse d'Artois se promenaient de ce côté. On entendit du bruit. La prétendue reine s'enfuit aussitôt, en laissant tomber une rose dans la main du prince comme gage de satisfaction, et cet incident valut à l'événement le nom de la *chute de la rose*, qu'on lui donna dans le temps. Cette scène rapide parut produire son effet sur l'esprit du cardinal. On le prévint de l'impossibilité où la reine se trouvait de remplir son premier engagement. Le prince de Rohan invita néanmoins les joailliers à remercier Marie-Antoinette par écrit, et, le 12 juillet, ils remirent en effet un mémoire où ils lui témoignaient leur reconnaissance de son achat ; puis ils pressaient le remboursement de ce qui leur était dû. La reine les fit venir. On s'expliqua. Marie-Antoinette, indignée, dénonça au roi l'outrage dont elle était l'objet de la part de son grand-aumônier, et, le 15 août 1785, jour triplement férié, le roi fit arrêter le prince de Rohan à Versailles, et le fit conduire le lendemain à la Bastille. Par une fermeté maladroite, Louis XVI soumit cette affaire au parlement de Paris, et grâce à l'esprit de malveillance qui régnait à cette époque contre la royauté, ce procès scandaleux ne manqua pas de tourner à la dérision du souverain.

M^me^ de Lamotte fut arrêtée, le 18 août, à Bar-sur-Aube ; son mari s'était enfui le 17, et passa en Angleterre. Elle dénonça le fameux Cagliostro (*voy.*) qui fut aussi arrêté. Le cardinal s'était rejeté sur la scène des bosquets qui, disait-il, avait été cause de ses erreurs : on obtint l'extradition de la demoiselle d'Oliva qui s'était enfuie à Bruxelles avec son amant ; plusieurs autres personnes furent encore arrêtées. Le cardinal avait réussi à faire brûler sa correspondance avec M^me^ de Lamotte, laquelle en avait fait autant de son côté. Rien ne se découvrait relativement aux fausses signatures de la reine. Il était reconnu qu'elles n'étaient pas de l'écriture de M^me^ de Lamotte. Le hasard mit sur la voie de ce faux. Reteaux de Villette, arrêté à Genève pour un autre fait, se crut dénoncé : il entra dans des révélations qui permirent d'en finir avec cette procédure. Le parlement n'en fit plus qu'une affaire d'escroquerie ; il ne vit qu'une dupe dans le cardinal, qu'il acquitta. Par son arrêt du 31 mai 1786, la Cour condamna le comte de Lamotte,

contumace, au fouet, à la marque et aux galères à perpétuité; Reteaux de Villette au bannissement perpétuel, sans fouet ni marque; M^me^ de Lamotte, *ad omnia citrà mortem*, c'est-à-dire qu'elle serait fouettée et marquée par le bourreau sur les épaules de deux V, la corde au cou, et enfermée à l'hôpital pour le reste de ses jours; M^lle^ d'Oliva fut mise hors de cour, attendu que, quoique innocente au fond, il a été regardé comme juste qu'il lui fût imprimé cette tache pour le crime purement matériel qu'elle avait commis. Tous les autres prévenus furent déchargés de l'accusation.

La cour de Versailles ne dut pas être satisfaite de ce jugement, qui acquittait celui qu'elle regardait comme le plus coupable. Le châtiment infamant infligé à M^me^ de Lamotte semblait aussi trop violent. On ne tarda pas à dire que les débats étaient loin d'avoir éclairci toutes les questions. Ce qui est certain, c'est que ce procès eut le plus fâcheux résultat par le discrédit qu'il jeta sur les plus hauts personnages de la cour. Cependant, après quelques jours de délais, le parlement put faire exécuter son arrêt. Quand il en fut donné lecture à M^me^ de Lamotte, elle se roula à terre en poussant des hurlements affreux. On eut toutes les peines du monde à la transporter dans la cour du palais, où elle devait subir sa peine. Il était 6 heures du matin, et peu de personnes se trouvaient présentes. Elle saisit l'exécuteur au collet, lui mordit les mains, et tomba dans des convulsions violentes. Il fallut déchirer ses vêtements pour lui imprimer les marques d'infamie, et l'un des fers chauds porta en partie sur son sein; enfin on la jeta dans un fiacre qui la conduisit à la salpétrière, où elle devint l'objet d'une curiosité inconvenante. Marie-Antoinette, oubliant bientôt les chagrins que les intrigues de cette femme lui avaient causés, s'occupa d'adoucir son sort. Pendant qu'on cherchait les moyens d'arrêter le mari en Angleterre, celui-ci menaçait de publier des mémoires où la reine ne serait pas ménagée si l'on poursuivait sa femme avec rigueur. Ils parurent en effet, et la police en acheta une édition entière, que l'intendant de la liste civile fit brûler à la manufacture de Sèvres, en 1792. On en retrouva quelques exemplaires aux Tuileries après le 10 août. Cet ouvrage a reparu sous le titre de *Vie de Jeanne de Saint-Remy de Valois, comtesse de Lamotte*, etc., *écrite par elle-même*, Paris, l'an I^er^, 2 vol. in-8°. Elle a aussi publié des mémoires justificatifs, Londres, 1788 et 1789, in-8°. On a pu croire avec raison que son évasion, le 5 juin 1787, avait été favorisée. Elle rejoignit son mari en Angleterre, où elle mourut des suites d'une chute à Londres, le 23 août 1791, après une vie d'intrigues bien peu digne de sa haute naissance. L. L.

LA MOTTE-FOUQUÉ (FRÉDÉRIC, baron DE), littérateur allemand, est né, le 12 février 1777, au sein d'une de ces familles que la révocation de l'édit de Nantes chassa du sol de la France, et qui allèrent se réfugier en Prusse. Mais, en dépit de son nom français, le baron de La Motte-Fouqué est allemand de cœur et d'esprit; il n'a conservé pour le pays de ses ancêtres qu'une certaine affection poétique, dont les traces se retrouvent dans plusieurs de ses ouvrages. Son grand-père était général au service de Prusse *; lui-même a suivi d'abord la noble carrière des armes, vers laquelle son caractère, éminemment chevaleresque, devait l'entraîner de préférence. Il fit les campagnes de 1793, 1794 et 1795 comme lieutenant de cavalerie dans un régiment prussien. Après la paix de Bâle, il devint propriétaire-agriculteur, et voua ses loisirs au culte des Muses. Pendant la mémorable année de 1813, il fit la guerre de partisans comme capitaine d'un régiment de cuirassiers brandebourgeois, et se battit vaillamment dans les journées de Lutzen, de Kulm, de Leipzig; mais, déjà malade avant la grande mêlée européenne qui eut lieu dans les plaines de cette der-

(*) HENRI-AUGUSTE, baron de La Motte-Fouqué, était né à La Haye en 1698 et appartenait à une des plus anciennes familles de Normandie. Il devint l'ami du grand Frédéric, même avant son avénement. Fait prisonnier à Landshut (1760), il ne fut mis en liberté qu'à la paix (1763). Il se retira dans sa prévôté de Brandebourg, où il mourut le 2 mai 1774. Sa correspondance avec Frédéric a été publiée dans les œuvres de ce souverain lettré, et son petit-fils, qui fait l'objet de la notice ci-dessus, a écrit sa biographie (Berlin, 1824, in-8°).

nière ville, il fut obligé de prendre son congé au moment où les armées alliées allaient franchir le Rhin. Il reçut avec sa retraite le grade de major.

M. de Fouqué s'était déjà fait connaître dans le monde littéraire sous le pseudonyme de *Pellegrinus*. Élève et partisan de M. G. Schlegel, il avait fait des vers dans le genre espagnol, traduit la *Numance* de Cervantes, publié des *Essais dramatiques*, le roman d'*Alwin*, et celui qui porte le titre d'*Histoire du noble chevalier de Galmy et d'une belle duchesse de Bretagne*, enfin les *Funérailles de Schiller*, espèce de prologue dont la facture appartient en partie à une femme d'esprit (Sophie Bernhardi). Mais ce n'étaient là que des préludes. Les véritables succès de M. de La Motte-Fouqué datent de 1815 à 1818.

Depuis plusieurs années, on commençait à s'occuper en Allemagne de littérature scandinave : des fragments traduits de l'Edda avaient paru ; les *Nibelungen* (*voy.* ces noms) fixaient de plus en plus l'attention des littérateurs. M. de Fouqué popularisa les légendes du Nord; il s'en inspira et les reproduisit, refondues et mises à la portée du public, dans des romans pleins d'intérêt, ou dans des poëmes, tels que *le Héros du Nord*, trilogie que notre auteur dédia au philosophe Fichte, et qu'il signa pour la première fois de son vrai nom. Vers la même époque, il fit successivement paraître le délicieux conte d'*Ondine* (Berlin, 1813, et souvent depuis), *les Migrations de Thiodolf* (Hamb., 1815, 2 vol.), *l'Anneau magique* (Nuremb., 3 vol.), *l'Amour du Troubadour*, etc. L'Ondine de M. de Fouqué, le seul de ses romans qui soit traduit en français (Paris, 1817), est sans contredit son chef-d'œuvre : c'est une des créations les plus heureuses de la littérature allemande. Dans un cadre très restreint, et avec une fiction empruntée aux légendes populaires, le poëte réussit à faire naître un intérêt irrésistible, intérêt qui porte sur un être en dehors de la réalité, mais dont l'existence mystérieuse captive le lecteur et endort sa raison en séduisant son imagination. Quoique privée d'âme, Ondine, avec son inaltérable gaité, sa passion naïve, sa raillerie taquine et son repentir enfantin, est un être plein de charme. Lorsqu'elle nous échappe, on la pleure comme un être idéal qu'on voudrait retenir en dehors du pays des songes. Dans *l'Anneau magique* et *l'Amour du Troubadour*, M. de Fouqué fait passer sous nos yeux des scènes animées, des passions chevaleresques; il nous montre au fond de ses tableaux le paganisme et le mahométisme en lutte avec la religion chrétienne, et pour acteurs des personnages, sinon réels, du moins possibles ; des paysages d'une admirable fraîcheur encadrent les batailles ou les rencontres isolées des chevaliers. L'auteur sent la poésie de la guerre en vrai connaisseur et en optimiste, décidé à ne voir que les grands coups de lance, les blessures délicatement soignées, la valeur unie au point d'honneur, à la pureté, à la résignation. Les images du printemps et des combats s'allient dans le cœur et dans l'esprit de ce romancier. Religion, amour, loyauté, bravoure chevaleresque, tels sont les éléments du talent de M. de Fouqué; et plus d'une fois il s'est noblement inspiré à ces sources exclusives de la poésie du moyen-âge. Mais nous ne saurions dissimuler que très souvent il tombe dans l'afféterie, et qu'il choque le lecteur par des formes prétentieuses, par des combinaisons invraisemblables, et par des personnages qui n'appartiennent à aucune époque.

Nous citerons encore parmi les ouvrages de M. de La Motte-Fouqué une épopée romantique en *ottave rime*, intitulée *Corona* (1814); des chants guerriers ; des chants en l'honneur de la reine de Prusse; *Bertrand Dugueselin*, roman en 3 vol. ; *Les victimes* (*die Verfolgten*); *La lutte des poëtes de la Wartbourg* (ce poëme a paru en 1828); de nombreux travaux dans les recueils périodiques, et les almanachs des Muses, dont quelques-uns (tels que *les Muses*, *les Saisons*, *l'Almanach des légendes*, *l'Almanach des femmes*), ont paru sous la direction de notre auteur. Depuis longtemps, M. de La Motte-Fouqué n'a point produit d'ouvrage saillant; mais il est bien permis de se reposer après une carrière littéraire aussi active, car nous n'avons pu énumérer tous les ouvrages de ce polygraphe.

Sa femme, M^me^ Caroline baronne de La Motte-Fouqué, est aussi connue dans la littérature allemande. Elle est l'auteur de plusieurs romans estimés, tels que *Feodora; Rodrigue; La femme du Falkenstein*, etc. *Clara*, *Ida* et *Vingt-et-un ans* ont été traduits en français. Elle a écrit, en outre, des *Lettres sur l'éducation des femmes* (Berlin, 1811), et d'autres *Lettres sur la Mythologie grecque* (1812). Elle est morte en 1831. L. S.

LAMOTTE-HOUDAR (ANTOINE DE) naquit, à Paris, le 17 janvier 1672, d'un riche marchand chapelier appelé Houdar, et qui possédait, dans le diocèse de Troie, la petite terre de la Motte. Le jeune Lamotte étudia d'abord le droit; mais ses goûts l'entraînaient vers le théâtre. A peine âgé de 21 ans, il donna, au Théâtre-Italien, une petite pièce intitulée *les Originaux*, qui eut une telle chute que, de désespoir, il se retira au célèbre couvent de la Trappe; mais l'abbé de Rancé, informé du véritable motif de cette subite vocation, le renvoya, au bout de deux mois, à Paris, et dès cet instant, le jeune Lamotte ne songea plus qu'à regagner le temps perdu, pour se faire un nom dans tous les genres de littérature. Il travailla d'abord pour l'Opéra : *l'Europe galante*, *Issé*, *Le triomphe des arts*, et vingt autres pièces témoignèrent de sa facilité en ce genre, dans lequel il excella et prit place immédiatement après Quinault. Il fut moins heureux à la Comédie-Française : son association avec Boindin produisit *Les trois Gascons* et *Le port de mer*. La Fontaine lui fournit le sujet d'une grande partie de ses autres comédies, au nombre desquelles on distingue *le Magnifique*, qui, au dire de La Harpe, est une des plus jolies petites pièces du XVIII^e^ siècle. Il s'essaya aussi dans le genre tragique, et, sur quatre tragédies, il compta trois chutes et un très beau succès qu'il dut moins à son style, dur et rocailleux, qu'à l'intérêt du sujet, *Inès de Castro* (*voy.*). L'œuvre importante de la vie littéraire de Lamotte est une prétendue traduction de l'*Iliade*, qui souleva contre lui une nuée de critiques. Il abrégea maladroitement ce grand poëme, et d'un corps brillant de tout l'éclat de la jeunesse et de la santé, dit Voltaire, il fit un squelette décharné. On ne lui épargna ni les épigrammes ni les satires; M^me^ Dacier (*voy.* ce nom et l'art. ANCIENS) publia contre lui un livre intitulé : *Des causes de la corruption du goût*. Lamotte riposta par ses *Réflexions sur la critique*, et la querelle s'envenima si bien que le pauvre Lamotte fut poursuivi, pendant toute sa vie, par les plus grossières invectives, auxquelles toutefois il dédaigna de répondre. Il n'en continua pas moins ses travaux, et composa des *Églogues* et des *Fables* qu'on lit encore aujourd'hui avec plaisir (*voy.* FABLES). Lamotte-Houdar fut reçu à l'Académie-Française, le 8 février 1710, et la protection du régent lui valut la place de censeur royal. En cette qualité, il eut à juger l'*OEdipe* de Voltaire, et, dans son approbation, il devina et annonça à la France le successeur de Racine et de Corneille. Accablé d'infirmités, aveugle depuis l'âge de 35 ans, il mourut le 26 décembre 1731, laissant la réputation d'un médiocre poëte, d'un prosateur paradoxal, mais d'un parfait honnête homme. Sa douceur était telle, qu'un jour, dans la foule, ayant été frappé par un jeune homme qu'il avait coudoyé, il se contenta de lui dire : « Monsieur, vous allez être bien fâché, je suis aveugle. » Ses œuvres, recueillies en 1754, forment 10 vol. in-12, y compris un vol. de suppl. qui contient sa correspondance avec la duchesse du Maine. D. A. D.

LAMPADAIRE, *voy.* LAMPE (archéol.).

LAMPADOMANCIE, *voy.* DIVINATION et l'art. suiv.

LAMPE (archéol.), du mot grec λαμπάς, flambeau, quoique une lampe s'appelât λύχνος. Ce petit vaisseau de terre ou de métal, fait pour contenir de l'huile ou une matière grasse propre à entretenir une mèche, est d'une très haute antiquité; cependant il semble qu'on n'en connaissait pas encore l'usage au temps du siége de Troie, puisque Homère dit, dans l'Odyssée : « Les poursuivants de Pénélope placèrent dans la salle trois brasiers pour éclairer, et les remplirent d'un bois odoriférant... Ils allumèrent d'espace en espace des torches, et les femmes du palais d'Ulysse éclairaient tour à tour. » L'in-

vention des lampes est attribuée aux Égyptiens. *Hérodote en fait mention en parlant* du roi Mycerinus, qui fit éclairer son palais d'un grand nombre de lampes pour doubler par leur clarté le nombre des jours qui lui restaient à vivre. L'usage des lampes, dans l'Orient, est indiqué dans les livres saints comme antérieur à Job et même à Abraham. Il paraît qu'en Italie on ne les connut qu'assez tard, plus de 300 ans après Tarquin l'Ancien. Il est vrai qu'on n'a pas trouvé de lampes dans les tombeaux de Nola et de Capo di Monte, *d'où l'on a tiré beaucoup de vases* peints et d'instruments qui y avaient été déposés avec les cadavres; mais on voit des lampes figurées sur quelques vases grecs et étrusques, entre autres sur celui où est représenté Mercure éclairant Jupiter qui s'apprête à monter par la fenêtre chez Alcmène.

Les lampes furent employées à des usages religieux et brûlaient dans les temples devant les images des dieux. Salomon consacra, dans le temple de Jérusalem, dix candélabres d'or avec des lampes. Alexandre consacra à Apollon, dans la ville de Cyme, un *lychnuchus* ou candélabre, ayant la forme d'un arbre, dont les lampes pendantes étaient comme les fruits; ce candélabre, qu'il avait pris à Thèbes, fut ensuite transporté dans le temple d'Apollon-Palatin, à Rome. Callimaque consacra une lampe d'or devant la statue de Diane à Athènes.

Pline parle d'une espèce de magie qui s'exerçait au moyen des lampes (*voy.* T. VIII, p. 333). Saint Jean Chrysostôme dit que, quand on devait donner un nom à un enfant, on allumait plusieurs lampes; on donnait un nom à chacune d'elles, et l'enfant recevait celui de la lampe qui s'était éteinte la dernière.

Les lampes faisaient partie des présents qu'on donnait à ceux qui avaient assisté aux festins : elles se donnaient aussi comme étrennes.

Les lampes antiques ont la forme de nacelles, d'animaux, d'oiseaux, ou d'autres formes élégantes et bizarres; elles sont ornées de figures, de sujets mythologiques, d'inscriptions relatives à l'usage auquel on les destinait. Elles sont à un ou à plusieurs becs. Les lampes des chrétiens portent souvent le monogramme du Christ.

Les lampes communes ont toutes une anse qui permettait de les porter à la main, surtout celles en terre; celles en bronze ont souvent des chaînettes par lesquelles on les suspendait à des candélabres.

Les lampes servaient aux illuminations dans les réjouissances publiques : on les suspendait aux fenêtres. Pendant la durée des jeux scéniques que Caïus Augustus donna au peuple de Rome, toute la ville fut illuminée. Sous Domitien, une fête eut lieu dans le cirque à la lueur des lampes. Lorsque Néron revint de son voyage en Grèce, on illumina même en plein jour.

Dans l'église de Constantinople, on portait devant l'empereur et l'impératrice un bougeoir élevé pendant qu'ils assistaient au service divin. L'homme chargé de cet office et du soin du luminaire de l'église était désigné sous le nom de *lampadaire*.

Les premiers antiquaires à qui l'on doit des recueils de lampes antiques, croyaient que ces monuments n'avaient appartenu qu'aux tombeaux. Passeri publia, le premier, une collection de lampes, qu'il a distinguées en lampes de temples, lampes domestiques et lampes sépulcrales.

Le musée de Portici renferme dans sa sixième salle une grande quantité de lampes trouvées dans les fouilles de Pompéi et d'Herculanum (*Antiq. d'Ercol.*, t. IX). Les plus belles lampes des musées d'Italie passèrent dans le riche cabinet de M. Townley, à Londres; ce cabinet a été réuni, à sa mort, au musée Britannique. Le cabinet des antiques et médailles de la Bibliothèque royale de France possède un assez grand nombre de lampes en bronze et en terre, la plupart décrites dans les recueils de Caylus et de Montfaucon. D. M.

LAMPE (techn.). Parmi les différents modes d'éclairage (*voy.*), l'un des plus commodes et des plus économiques est la combustion de l'huile dans des vaisseaux ou appareils plus ou moins compliqués qui ont reçu le nom de lampe (*voy.* l'art. précédent).

Les lampes se composent de plusieurs parties principales : le réservoir où l'on met l'huile, le conduit qui la dirige vers la mèche, laquelle est maintenue par le bec

et le porte-mèche, la cheminée en verre qui sert à alimenter la flamme de l'air nécessaire, le garde-vue ou réflecteur, et les globes, demi-globes, etc. ; puis le pied qui soutient la lampe ou les chaînes qui servent à la suspendre, un godet destiné à recueillir l'huile qui s'échappe goutte à goutte, etc.

On sait que l'huile monte naturellement dans la mèche par l'effet de la capillarité (*voy.*). Pendant un grand laps de temps, la mèche ne fut qu'un long fil de lin, et plus tard de coton, plongé dans un vase rempli d'huile et sortant seulement par le bout. Cette mèche pleine était ou cylindrique ou aplatie, et toujours formée de fils parallèles en plus ou moins grande quantité. Plus tard, on imagina une sorte de mèche plate formée d'un tissu lâche en coton et semblable à un ruban étroit : on cire ordinairement ces mèches pour leur donner plus de roideur et les rendre moins promptes à se charbonner. Une troisième sorte de mèche, inventée par Argand (*voy.*), est de forme cylindrique, mais vide intérieurement, c'est-à-dire qu'elle ressemble à un tube ou tuyau. Elle est tissue au métier, en coton lâche, mais jamais cirée. Les lampes *Locatelli* emploient des mèches carrées et compactes de façon particulière. Il est généralement avantageux d'élever beaucoup la mèche, et, dans certaines lampes bien construites, on peut le faire sans produire de fumée : c'est ce qu'on appelle *brûler à blanc*. Dans toutes les lampes, on monte et on descend la mèche à volonté. L'appareil inventé par Argand, qui consistait dans une longue crémaillère, était peu commode, et on l'a successivement remplacé par plusieurs autres.

La forme des becs a varié autant que celle des mèches. On distingue les becs plats et les becs d'Argand ou cylindriques. Les becs plats sont de deux sortes : les becs à mèches plates sans cheminée ou becs nus, et les becs ayant une cheminée en verre. Cette disposition des becs est la plus mauvaise, principalement celle des becs nus. C'est encore ce dernier genre de becs qu'on emploie dans les réverbères pour l'éclairage des rues, des corridors, etc. Ils ont subi une grande amélioration quand lord Cochrane eut, le premier, l'idée de disposer le plan de la mèche dans une situation telle, que le bec présente en avant sa paroi la plus mince. En substituant aux becs plats et à leurs mèches pleines à fibres parallèles un bec et une mèche en forme de cylindre creux, Argand trouva le moyen d'augmenter la lumière des lampes en faisant éclairer la partie intérieure de la flamme. Depuis cette époque (1786), toutes les lampes, à peu près, sont disposées d'après ce système. Les premiers becs construits par cet inventeur avaient leur mèche pincée par en bas entre deux anneaux de cuivre ; elle pouvait monter et descendre entre ces deux anneaux à l'aide d'une tige de fer deux fois coudée, dont une branche glissait dans un conduit ménagé le long du grand cylindre. Dans l'origine, la cheminée employée par Argand était en tôle, sa partie inférieure était placée au-dessus de la flamme, où elle était maintenue par un collier fixé à une tige. Cette cheminée a été remplacée par un cylindre de verre dont le diamètre est plus grand que celui de l'enveloppe extérieure de la mèche et qui descend verticalement jusqu'au-dessous de la flamme. Ainsi, comme l'air a non-seulement accès à l'extérieur de la mèche cylindrique, mais encore qu'il monte dans l'intérieur pour alimenter la flamme, la combustion s'opère plus rapidement, et l'on obtient une plus belle lumière avec la même quantité d'huile brûlée, parce qu'il s'en vaporise très peu, et l'on n'a ni odeur ni fumée.

Sous le rapport de leur appareil, on peut diviser les lampes en trois classes principales : les lampes à réservoir de niveau avec le bec; les lampes à réservoir supérieur au bec; et les lampes à réservoir inférieur au bec, dans lesquelles se rangent les lampes *hydrostatiques* et les lampes *mécaniques*.

Les lampes à réservoir de niveau avec le bec sont très simples. Une condition nécessaire, c'est que la partie de la mèche dans laquelle s'opère la combustion soit à une très petite distance du bain d'huile. Cette condition est toujours remplie dans les *veilleuses*, parce que la mèche ayant peu de longueur, et se trouvant placée sur un flotteur qui reste tou-

jours à la surface de l'huile, il y a constamment la même distance entre le sommet de la mèche et le réservoir. On classe encore dans cette catégorie une foule de lampes, et entre autres la lampe *astrale*, inventée par M. Bordier-Marcet, et la lampe *sinombre*, inventée par M. Philipps, avec sa couronne servant de réservoir, et dont le bec ou porte-mèche est maintenant adopté pour toutes les lampes.

Les lampes à réservoir supérieur au bec sont presque toutes connues sous le nom de *quinquets*, nom qui leur vient dun pharmacien de Paris qui avait eu l'idée des cheminées. Elles étaient autrefois très employées. Le réservoir était porté sur une tige verticale servant de pied; mais comme elles ont l'inconvénient de projeter une ombre derrière le réservoir, on ne les emploie plus guère qu'en les attachant sur les murailles des lieux qu'on veut éclairer.

Dans les lampes à réservoir inférieur au bec, il faut que l'huile soit maintenue dans le bec à la hauteur convenable par une certaine force; et comme l'huile doit arriver continuellement à mesure qu'elle est consommée, ce mouvement ne peut être produit que par une action motrice équivalente. Ainsi, dans ces sortes de lampes, il est nécessaire d'employer un mouvement constant. Ce mouvement est tantôt produit par une application de la théorie de l'équilibre des liquides, tantôt par un mécanisme plus ou moins ingénieux ou compliqué. C'est ce qui fait diviser les appareils à réservoir au-dessous du bec en lampes *hydrostatiques* et en lampes *mécaniques*.

Dans les lampes *hydrostatiques* l'huile est élevée du pied, où on l'a versée, jusqu'à la mèche qu'elle baigne, par une force de pression, à l'aide d'un liquide, précisément comme dans la fontaine de Héron (*voy.*). Mais outre cette espèce de lampes hydrostatiques, qui ne contiennent que de l'huile et de l'air, il y en a encore d'une autre sorte qui renferment de l'huile et une liqueur d'une plus grande densité. Ces dernières sont plus modernes et plus répandues que les premières.

Les lampes *mécaniques* sont sans contredit les plus belles. L'idée de prendre le pied même de la lampe pour réservoir, et de faire monter l'huile à l'aide d'une pompe mise en action par un mouvement d'horlogerie est due à Carcel et Careau, et c'est pour cela qu'on les a nommées lampes Carcel. Depuis eux, MM. Gagneau, Gotten, et autres, ont seulement perfectionné ou changé le mécanisme.

A l'art du lampiste se rapporte encore la fabrication des *lanternes* de toute espèce, et dans le genre plus élevé, il est juste d'y rattacher de même la construction des lustres splendides aux mille facettes de cristal.

Ce qu'on nomme *lampe philosophique* est un petit appareil dans lequel on fait dégager du gaz hydrogène qu'on enflamme à l'embouchure. Voici, en général, comment se construit la lampe philosophique, inventée bien longtemps avant qu'on songeât à étendre son principe à l'éclairage public (*voy.* Gaz). On introduit dans une fiole à médecine de la limaille de fer étendue d'eau, sur laquelle on verse de l'acide sulfurique. On la bouche soigneusement avec un bouchon de liége traversé par un tube de verre effilé : il y a aussitôt production de gaz hydrogène. En approchant une bougie allumée de l'extrémité de ce tube, le gaz s'enflamme et brûle avec une flamme bleue. L. L.

LAMPE (cul de). En conservant l'usage des lampes sacrées, nos églises nous en ont transmis la forme antique. Trois chaînes en métal soutiennent une espèce de cône métallique renversé, chargé de ciselures et d'ornements; un cordon réunit les extrémités supérieures des chaînes et suspend le tout à la voûte devant le sanctuaire. L'architecture gothique, qui a gravé tant de souvenirs dans la pierre des temples chrétiens, trouva une place pour cette lampe symbolique : elle l'attacha au pied des nervures de ses ogives. Il lui fallait une pierre en saillie pour soutenir, à la naissance de la voûte, l'arceau qui s'élance vers le ciel, elle en fit une lampe mystique qu'aucune main sacrilége ne pouvait enlever sans ébranler le monument. Le sculpteur copia la forme de la lampe qui brûlait devant l'autel, et cet ornement, finissant comme une lampe ou fait en *cul de lampe*, reçut ce nom.

Mais cet ornement ne resta pas en propre à l'architecture : les monuments im-

primés l'empruntèrent aux monuments de pierre. D'abord, presque à l'origine de l'imprimerie, pour marquer la fin des livres, puis des chapitres, on eut l'idée de les terminer par des lignes raccourcies également des deux côtés et diminuant graduellement à chacune d'elles, de manière à former une sorte de triangle, dont le sommet se trouverait en bas. La dernière ligne n'avait donc plus qu'un seul mot au milieu, quelquefois même qu'une partie de mot. Plus tard, les chapitres mieux divisés furent renvoyés à un commencement de page, et la gravure appelée à décorer les livres dut combler les vides ou blancs que laissaient ces nouvelles dispositions. On enrichit le titre d'un fleuron composé d'une simple fleur, d'un bouquet, d'un arbre, de petites figures, de couronnes, etc.* En tête des chapitres, on mit un filet ou bien un cordon de vignettes représentant des feuilles de vigne ou toute autre arabesque, puis on composa des fleurons rectangulaires plus grands avec des fleurs, des arabesques, ou même de petits sujets allégoriques, des paysages, etc. La première lettre, l'*initiale*, fut ornée avec autant de soins qu'elle l'avait été sur les manuscrits. Enfin le triangle de la fin des chapitres fut remplacé par des fleurons gravés, ou par des combinaisons de vignettes assez semblables aux ornements architecturaux en *cul de lampe*, et ce nom prévalut, bien qu'il parût plus tard inconvenant. De simples filets remplacent aujourd'hui tous ces ornements, excepté dans les ouvrages de luxe, dits *illustrés*, où d'habiles artistes couronnent dignement les chefs-d'œuvre de l'esprit humain. L. L.

LAMPE DE SURETÉ. On sait qu'il se dégage souvent des mines de houille un gaz qui, mêlé avec l'air, fait explosion en s'allumant au contact de la lumière. Rien ne peut prévenir les ouvriers du danger qui les menace : les mineurs ont quelquefois, d'un seul coup de *pic*, ouvert des dépôts de cet air inflammable d'où il ne s'en échappait pas moins de 700 litres par minute. Un petit bruissement, un léger pétillement se fait alors entendre; un courant, qu'ils nomment souffleur, très sensible à la main, sort des fissures de la houille. Tout à coup la flamme de leur ancienne lanterne changeait d'aspect; ils la voyaient offrir, à sa pointe, un élargissement extraordinaire d'une couleur bleue de plus en plus foncée. Ils savaient quels périls cela leur signalait; aussitôt, se jetant à plat ventre, ils cherchaient à regagner les parties saines de la mine en rampant. Mais ils n'en avaient presque jamais le temps : une détonation terrible se faisait aussitôt entendre, et une sorte de *trombe* d'air enflammé, d'une force inculculable, balayant tout sur son passage, les jetait contre la houille à demi brûlée ou les écrasait sous le poids des masses détachées par la commotion. La mine, changée pour ainsi dire en une immense pièce d'artillerie, lançait au dehors une épaisse décharge de poussière, de pierres, de pièces de charpente, avec des membres mutilés. Les malheureux qui avaient échappé à cette catastrophe périssaient asphyxiés dans l'air irrespirable dont se remplissait la mine.

Toutes les explosions présentaient des faits analogues. Les ouvriers appelaient ce gaz houiller *feu terrou**, de son origine de la terre sans doute; ou le plus souvent *brisou* ou *grisou*, de ses effets; ou bien encore *feu sauvage*, parce qu'il échappait à toutes les prévisions et déjouait tous les calculs. Cherchant de tous leurs yeux leur ennemi invisible, « ils attribuaient, écrit M. Dumas (*Chimie appliquée aux arts*, t. I^er^), ces désastres à des filaments blanchâtres qu'ils voyaient voltiger dans l'intérieur de la mine. Ces filaments, semblables à des toiles d'araignée, étaient l'objet continuel de leur attention; ils les saisissaient au passage et les écrasaient avec leur main, regardant alors le danger comme passé... Cette sécurité, ajoute M. Dumas, a dû leur être souvent funeste, bien qu'elle ne fût pas sans fondement réel. Comme ce gaz est comprimé dans la houille et qu'il la dilate au moment où il en sort, il se refroidit et détermine une précipitation de vapeur d'eau formant un nuage blanchâtre... Les ouvriers, croyant briser des filaments, opéraient le mélange du gaz

(*) Ce fleuron sert quelquefois à caractériser les éditions; on connaît, par exemple, ceux des Elzevirs, etc.

(*) Le nom anglais est *fire-damp*.

inflammable avec l'air, et la détonation était réellement retardée jusqu'au moment où l'atmosphère entière était formée d'un mélange détonant. Dans l'intervalle, diverses causes pouvaient contribuer à l'assainissement de l'air, et venir confirmer un préjugé facile à concevoir. »

Ces affreux malheurs s'étaient souvent renouvelés; une multitude de mineurs avaient déjà péri; des mines avaient été abandonnées. L'Angleterre avait eu le plus de catastrophes de ce genre à déplorer, et, le 25 mai 1812, l'explosion de la houillère de Felling, près de Sunderland (Durhamshire), coûta la vie à 92 ouvriers. Sur la proposition d'un avocat de Londres, M. Wilkinson, une société fut fondée à Bishop-Wear-Mouth, le 1er octobre 1813, dans le but spécial de prévenir les accidents dans les houillères; mais cette société ne produisit par elle-même aucun résultat. Cependant l'un de ses membres, le docteur Gray, depuis évêque de Bristol, qui avait eu quelques relations avec le célèbre chimiste Humphry Davy (*voy.*), eut l'idée de lui écrire, en août 1815, pour appeler son attention sur ce sujet. « A tout autre, dit G. Cuvier, il eût semblé que c'était demander l'impossible, demander de porter du feu dans un magasin à poudre, et de l'empêcher de sauter. M. Davy ne désespéra pas, et son génie, dans ce travail, se montra peut-être plus admirable que dans tous ceux qui l'avaient précédé. »

Davy commença par analyser le gaz houiller. Il s'assura que le *fire-damp* était, comme on l'avait toujours supposé, un hydrogène carboné. Il reconnut qu'il ne fait pas explosion quand il est mêlé à moins de six fois ou plus de quatorze fois son volume d'air atmosphérique, et d'expérience en expérience, après avoir proposé une lampe de sûreté, fermée à l'air des côtés, ayant des tubes, pour l'introduction et la sortie de l'air en bas et en haut, il découvrit que les mélanges détonants ne s'allumaient pas en des tuyaux de certaines longueurs et de certains diamètres. Enfin, ses observations l'ayant conduit à mettre à l'épreuve des cribles en toiles métalliques, ou bien des plaques de métal percées d'un grand nombre de petits trous, il reconnut qu'il était impossible de faire détonner les mélanges explosifs à travers ces petites ouvertures. Davy pensa qu'un degré de chaleur très élevé étant nécessaire pour l'inflammation du *fire-damp*, et la combustion de ce gaz ne produisant elle-même qu'une chaleur comparativement faible, l'effet de l'acide carbonique et de l'azote qui l'empêchent d'éclater lorsqu'ils sont unis avec lui, dépendait de leur pouvoir réfrigérant, aussi bien que l'effet des surfaces des petits tubes, c'est-à-dire l'obstacle apporté par ces gaz accessoires ou par ces tubes à l'explosion. Puis il fut amené à construire la lampe tout entière en toile métallique, et alors le *fire-damp*, qui auparavant éteignait la lumière de la lampe et laissait le mineur sans secours, dompté maintenant, devenait utile à l'ouvrier en brûlant dans la lampe, lorsqu'il avait eu la force d'en éteindre la flamme. Davy s'assura ensuite qu'une toile métallique, formée de fil de fer d'un quarantième à un soixantième de pouce en diamètre, et contenant 28 fils ou 784 ouvertures par pouce carré, était de sûreté en toute circonstance. Dès le mois de janvier 1816, sa lampe était adoptée dans quelques houillères. Davy trouva encore le moyen de procurer de la lumière lors même que l'air ne contient plus assez d'oxygène pour brûler dans la lampe avec le *fire-damp*, en adaptant au-dessus un fil de platine que la *combustion obscure* du gaz houiller est encore suffisante pour rougir, pourvu que le fil de platine ait été précédemment chauffé, à la chaleur de la flamme, par exemple.

Le corps de la lampe de sûreté est un réservoir plein d'huile où baigne la mèche allumée, et qui est muni d'un crochet avec lequel on peut élever, baisser et moucher la mèche sans ôter l'enveloppe métallique; cette enveloppe est soudée par sa base à un anneau de cuivre, qui se visse sur le corps de la lampe, et est maintenu en place par une vis dont la tête carrée ne peut tourner qu'à l'aide d'une clef semblable aux clefs de pendules; à sa partie supérieure, l'enveloppe métallique est garnie d'une doublure en cuivre rouge laminé et convenablement percée; la spirale de platine destinée à conserver de la clarté au milieu du gaz houiller, après

que la lampe a été éteinte, est suspendue dans l'intérieur de l'enveloppe; enfin un petit réflecteur en fer étamé ou argenté sert à augmenter l'intensité de la lumière.

La *lampe de sûreté*, ou mieux la *lanterne de sûreté* a reçu, dans les mines anglaises, le nom de son illustre inventeur, et la confiance des houilleurs dans leur *Davy* est telle, qu'avec son secours ils pénètrent dans l'atmosphère la plus explosive et explorent les cavernes les plus reculées sans la moindre crainte de leur ancien ennemi, le grisou.

Voici ce que Davy écrivit lui-même de sa lampe de sûreté : « J'en fais plus de cas que d'aucun autre de mes ouvrages. Elle fut le résultat d'une longue suite de recherches et d'efforts; mais si l'on suit mes indications, elle conservera la vie à bien des milliers de pauvres travailleurs. Je n'ai jamais été plus touché, ajoutait-il, que par une adresse que m'apportèrent les ouvriers mineurs pendant que je voyageais dans le Nord, me remerciant en leur nom et au nom de leurs familles pour leur propre existence. » A l'occasion de l'invention de sa lampe de sûreté, Davy fut élevé à la dignité de baronnet.

L'usage de ce précieux instrument ne se borne pas à l'éclairage des houillères : il est utile partout où la présence d'une atmosphère détonante commande d'isoler la flamme des lumières qu'on y porte, dans les fabriques et magasins de spiritueux par exemple, et spécialement dans l'atmosphère mêlée de gaz à éclairage, *fire-dump* artificiel plus carboné seulement que celui des mines, véritable *grisou* qu'une flamme portée dans une boutique, dans un magasin, dans une cave, dans un lieu où se manisfeste une fuite, dans une usine à gaz enfin, peut allumer et faire détonner d'une manière bien funeste.

Ce fut sans doute un grand service rendu aux mineurs que cette application faite par Davy des principes de la lampe de sûreté; mais l'expérience a prouvé que ce moyen ne suffisait malheureusement pas toujours. Sans parler des déchirures occasionnées par des accidents et malgré lesquelles les imprudents mineurs continuent à se servir des lampes; sans parler de la chute d'une masse qui écraserait ou déformerait beaucoup la cage métallique, ni de la facilité avec laquelle cette cage s'encrasse, on a vu que quand la masse d'air ambiant (environnant la lampe) a une vitesse de plus de 2 mètres par seconde, la flamme peut se propager au dehors de la lampe et donner lieu à l'explosion. Cet effet peut être produit par un assez grand nombre de causes, telles que l'issue rapide d'un courant de gaz combustible par une fissure, le courant produit par la chute de quelques matériaux, etc. « En général, dit M. Gauthier de Claubry, on peut dire qu'un mélange qui, conservé en repos, ne s'enflammerait pas lors même qu'une partie de la toile métallique serait rouge, produirait immédiatement une détonation s'il frappait la toile ou quelque point comme le dard d'un chalumeau. » On comprend en effet que si c'est le refroidissement produit par la division de la flamme à travers la toile métallique qui empêche la détonation, l'action soufflante du courant analogue à celui d'un chalumeau ramène de la chaleur en condensant la flamme sur un seul point, et rend la toile inutile.

Un ouvrier mineur anglais, nommé Roberts, auquel l'expérience avait démontré ces inconvénients, apporta des modifications très importantes à cet appareil; seulement sa lampe est un peu lourde. Un manchon en verre épais enveloppe le réseau de toile métallique, et l'air ne peut s'introduire que par de très petites ouvertures placées au-dessous de la hauteur de la mèche et en traversant deux diaphragmes de toile métallique; il est peut-être encore à craindre que la poussière qui voltige dans l'atmosphère, mêlée avec l'huile et la fumée grasse qui en provient, n'obstrue trop facilement ces orifices et ne donne lieu à une trop grande diminution de lumière. — On consultera avec fruit le *Simple discours sur la lampe de sûreté* de la *Science populaire de Claudius*, Paris, 1839, petit vol. in-24. L. L.

LAMPRIDIUS (Ælius), *voy.* Auguste (*histoire*).

LAMPROIE (*lampetra* ou *petromyzon*, suceur de pierres, *de lambendo petras*, nom tiré des habitudes de cet ani-

mal, et dont le mot *petromyzon* n'est que la traduction grecque). C'est ainsi que l'on désigne le principal genre de poissons cartilagineux de la famille des suceurs. Ce sont les plus imparfaits des vertébrés, sous le rapport du squelette. Leur forme cylindrique, allongée; leur peau visqueuse, dépourvue d'écailles; leur extrême flexibilité et jusqu'à l'habitude qu'ils ont de s'attacher par la succion aux corps solides, les ont fait considérer autrefois comme des *vers*. Ajoutez à cela qu'ils manquent de nageoires pectorales et ventrales, et que celles qu'ils ont en dessus et en dessous de la queue ressemblent, par l'absence de rayons, à une sorte de crête longitudinale ou d'appendice cutané. Néanmoins, l'analogie de leur organisation avec les chondroptérygiens prouve qu'ils appartiennent réellement à cette série de vertébrés. Les parties solides de leur corps consistent uniquement en une suite d'anneaux ou en un long cordon cartilagineux renfermant la moelle épinière. Un anneau cartilagineux armé de fortes dents et de tubercules cornés supporte, à l'extrémité antérieure de leur corps, leur bouche, formée d'une lèvre charnue, circulaire, et dans l'intérieur de laquelle se meut en avant et en arrière, comme un piston, une langue armée de deux rangées longitudinales de petites dents. Le genre lamproie est spécialement caractérisé par 7 ouvertures disposées en ligne droite, derrière chaque œil (ce qui les a fait nommer *poisson-flûte*), et qui sont les orifices extérieurs des espèces de bourses ou sacs qui, dans cette famille, remplacent les feuillets des branchies; de telle sorte que l'eau parvenue de la bouche dans ces organes, par un canal situé au-dessous de l'œsophage et percé de trous latéraux, en sort par les ouvertures extérieures. Quelquefois cependant elle s'échappe directement de la cavité buccale par un trou ou *évent* (*voy.*) que ces poissons ont sur le derrière de la tête, et d'où ils font, comme les cétacés, jaillir l'eau à une assez grande hauteur. On trouve souvent les lamproies adhérentes, par leur disque buccal, aux rochers qui bordent la mer ou à des corps submergés, se dérobant, dans leur retraite marine, à leurs nombreux ennemis, et n'en sortant que pour aller pondre ou féconder leurs œufs dans les grands fleuves ou dans les rivières qui y débouchent. Quoique dénués de moyens de défense, ces poissons peuvent adhérer avec tant de force aux corps sur lesquels ils s'attachent, qu'ils parviennent quelquefois à percer de leurs dents aiguës et à dévorer les plus gros poissons. On les voit, d'ailleurs, recevoir des blessures assez considérables, perdre même, dit-on, de notables portions de leur corps sans succomber. Des animaux morts, des chairs corrompues, forment ordinairement leur nourriture. Ils peuvent vivre assez longtemps hors de l'eau. On trouve les lamproies dans presque tous les climats, dans la mer et dans les fleuves. Leur chair est délicate et d'assez bon goût, à moins qu'elles n'aient fait un trop long séjour dans les eaux douces. On les pêche quelquefois en si grand nombre que, pour les conserver, on les enferme dans des barils avec des épices, après les avoir grillées. On en a pris qui pesaient 3 kilogr.

Nous citerons les espèces bien connues. La *grande lamproie* (*l. marinus*), longue d'environ 1 mètre, marbrée de brun, sur un fond jaunâtre, est assez commune dans l'Océan et dans la Méditerranée, d'où elle remonte dans les fleuves qui s'y jettent : c'est un poisson estimé. La *lamproie de rivière* (*l. fluviatilis*), vulgairement *pricka* ou *sept-œil*, inférieure de moitié à la précédente, est olivâtre en dessus, argentée en dessous. On la trouve dans la Seine; elle sert d'appât pour la pêche de plusieurs poissons de mer. La *petite lamproie de rivière*, vulgairement *sucet* (*l. planeri*), n'a que quelques centimètres de long; sa couleur est la même que celle de la dernière espèce dont nous venons de parler. C. S-TE.

LANCASTER, qu'on écrit quelquefois en français LANCASTRE, est le nom d'un des comtés de l'ouest de l'Angleterre, érigé en *comté palatin* par Édouard III (1349), en faveur de Jean de Gand, son fils, avec des priviléges et une juridiction qui en faisaient comme un petit royaume. De là vient qu'encore aujourd'hui ce comté est considéré comme une annexe de la couronne d'Angleterre, dont les souverains prennent le titre de comtes

et ducs de Lancaster, et ont, pour administrer la province, des officiers particuliers, ainsi qu'un chancelier qui fait ordinairement partie du ministère.

Le comté de Lancaster, situé entre l'Écosse et le pays de Galles, est une bande étroite de terre, bornée au nord par le Cumberland et le Westmoreland, et au sud par le Cheshire; resserrée par les côtes de la mer d'Irlande et les montagnes du Yorkshire; sèche et aride dans les parties supérieures; humide et marécageuse dans les parties voisines de la mer. Sa superficie est d'environ 1,765 milles carrés anglais. Sa population était, en 1831, de 1,335,800 habitants. Quatre grandes rivières : la Loyne ou Lune, l'Irwell, la Ribble et la Mersey, qui reçoivent dans leurs cours une multitude d'affluents, sillonnent cette contrée et y causent de fréquentes inondations. Le sol du Lancashire est généralement peu fertile et la température fort variable; les vents qui y règnent sont très froids : aussi un tiers de la surface de ce comté reste-t-il improductif, et la propriété y est très morcelée. C'est pourtant avec des conditions aussi défavorables, que l'industrie persévérante des habitants a fait du Lancashire un des plus florissants comtés de la Grande-Bretagne. Il contient les riches bassins houillers de West-Derby, de Blackburn, de White-Haven, de Wigan, de Halewood, de Leigh, dont les produits alimentent aujourd'hui toutes les manufactures environnantes.

Lancaster est aussi le nom du chef-lieu du comté, situé sur la rivière de Lune et remarquable par son château-fort, ainsi que ce nom l'indique (*Lun-Ceaster*). L'accroissement considérable de Liverpool (*voy.*) lui a beaucoup fait perdre de son ancienne importance. Cependant le canal qui ouvre une communication avec les houillères voisines, et qui passe à un mille de la ville, au-dessus de la rivière de Lune, sur un superbe aqueduc construit par l'ingénieur J. Rennie, a rendu quelque mouvement au port. On comptait à Lancaster, en 1831, 12,613 habitants. Les autres villes principales de ce comté sont : Liverpool, avec 165,175 hab.; Manchester (*voy.* ces deux noms), avec 142,026 hab.; Preston (33,112 h.), sur la Ribble; Oldham (32,381 h.); Bolton (28,299 h.); Blackburn (27,091 h.); Wigan (20,774 h.); Warrington (16,018 h.); Bury (15,086 h.), etc.

Roger de Poitou, Guillaume, fils du roi Étienne, et Jean, depuis roi d'Angleterre, furent successivement seigneurs de Lancaster. Edmond, dit *le Bossu*, fils cadet de Henri III, fut le premier comte du même nom. Thomas son fils, premier prince du sang sous Édouard II, se mit à la tête des barons ligués contre le favori Gaveston. Après avoir dicté des conditions au roi, il fut enfin vaincu, fait prisonnier et puni du dernier supplice (1322). Nous avons vu comment Jean de Gand, 3e fils d'Édouard III (*voy.*), fut créé duc de Lancaster. C'est de ce puissant seigneur, protecteur du poëte Chaucer, et dont il est souvent question dans Froissart, qu'est issue cette branche de Lancaster qui disputa si longtemps le trône à celle d'York (voy. *guerres des deux* Roses), et qui régna d'abord dans la personne de Henri IV (*voy.* T. XIII, p. 672), puis dans celle de Henri V et de Henri VI, son fils et son petit-fils, et enfin définitivement dans la personne de Henri VII, issu d'une branche bâtarde de la maison de Lancaster. *Voy.* T. XIII, p. 674. R-y.

LANCASTER (sir James) est le premier marin anglais qui ait commandé une flotte équipée dans la Grande-Bretagne pour les Indes-Orientales. Il partit de Plymouth le 10 avril 1591, avec 3 vaisseaux, dont l'un se perdit dans le canal de Mozambique. Il aborda à la presqu'île de Malacca, à l'île de Ceylan, s'efforçant partout d'établir des relations commerciales, et se remit en route pour l'Europe au mois de décembre 1592; mais une tempête le jeta dans les parages des Bermudes et l'obligea à débarquer dans un îlot, près de Saint-Domingue. Pendant qu'il était à terre avec 21 des siens, le reste de l'équipage mit à la voile et s'enfuit. Un navire français recueillit ces infortunés et les conduisit à Saint-Domingue, d'où ils regagnèrent heureusement leur patrie, en 1593. En 1601, Lancaster fut envoyé de nouveau dans les mers de l'Inde. Il eut pour pilote, dans cette expédition, John Davis (*voy.*), que ses découvertes ont rendu célèbre. Malgré les

obstacles de toute espèce que les Portugais lui suscitèrent dans sa route, il réussit à nouer des rapports commerciaux fort utiles à l'Angleterre. Il essuya encore une tempête violente; mais il atteignit enfin les dunes, à travers mille dangers. Sur son rapport, on envoya Weymouth et Hudson (*voy.*) à la recherche du passage du nord-ouest. Baffin (*voy.*), qui s'avança le plus loin dans ces régions, voulant honorer celui qui, le premier, avait donné l'idée de chercher une route aux Indes par le nord-ouest, appela *détroit de Lancaster* un détroit situé par le 74° de lat. N., entre le Devon septentrional et la Terre de Baffin, et formant l'entrée de la mer polaire occidentale. Lancaster fut créé chevalier et mourut en 1620. Z.

LANCASTER (Joseph), né à Londres, le 25 novembre 1778, a donné son nom à une méthode perfectionnée d'enseignement, dont il fut, sinon l'inventeur, du moins l'introducteur en Angleterre. Quoique issu de parents peu aisés, il avait néanmoins reçu quelque éducation, et, dès l'âge de 19 ans, une vocation irrésistible, le désir d'épargner aux enfants de la classe inférieure les difficultés dont il avait fait la triste expérience, le portèrent à ouvrir, dans le quartier de Saint-Georges-Fields, l'un des plus pauvres de Londres, une école où, moyennant le prix modique de 25 fr. par an, il s'engageait à donner des leçons de lecture, d'écriture et de calcul. C'est ainsi qu'il se trouva amené à résoudre le problème d'instruire le plus grand nombre d'élèves à la fois avec le moins de dépense possible. Distribuer ses auditeurs en masses qui obéissaient, comme un seul homme, à la direction du maître, remplacer les auxiliaires par des *moniteurs* pris parmi les élèves, économiser les frais de livres à l'aide d'un seul exemplaire dont les feuillets suspendus au mur servaient à toute une classe, remplacer les plumes et le papier par l'ardoise et le sable : telles étaient les principales innovations de la méthode lancastérienne, premier germe de l'*enseignement mutuel* (*voy.* l'article).

Dès l'année 1800, 300 élèves fréquentaient l'école de Lancaster. Lord Somerville et le duc de Bedford lui accordaient leur protection, et son ouvrage : *Améliorations dans l'éducation*, 1803, in-8°*, excitait l'attention générale. Bientôt un nouveau local, construit à l'aide de souscriptions, recevait 800 élèves, puis 1,000; et une école s'ouvrait à côté de la sienne sous la surveillance de ses sœurs, où 200 filles étaient exercées à la lecture, à l'écriture et aux travaux de leur sexe. La faveur royale vint mettre le sceau aux succès de l'heureux innovateur. George III se trouvant à Weymouth, en juillet 1805, se le fit présenter, et les souscriptions réunies de la famille royale, montant à 700 guinées, lui permirent de donner de nouveaux développements à son enseignement, qu'il décora du titre de *Système royal lancastérien d'éducation*.

Ici s'arrêta la prospérité de Lancaster, et commencèrent pour lui les tribulations qui sont d'ordinaire le partage des promoteurs d'idées nouvelles. Le haut clergé prit ombrage d'un système où, sous la direction d'un dissident (Lancaster était quaker), les enfants recevaient un enseignement religieux également applicable à toutes les sectes. L'intolérance suscita l'envie. Non content de disputer à Lancaster l'invention d'un système qu'il avait eu le mérite incontestable de populariser et d'organiser sur une vaste échelle, on lui opposa le docteur Bell (*voy.*), autrefois inspecteur d'une école à Madras, qui, dans un rapport fort ignoré, fait à la Compagnie en 1797, avait consigné les détails d'une méthode usitée depuis longtemps dans l'Inde**, et offrant de l'analogie avec celle de Lancaster. Encouragés par le régent, par les archevêques d'York et de Cantorbéry, et par 28 évêques, une concurrence écrasante s'organisa contre le pauvre Lancaster qui, au génie des inventeurs, joignait malheureusement leur incurie ordinaire en matière d'argent. Déjà il se voyait endetté, menacé d'une ruine prochaine, lorsque deux amis généreux répondirent pour lui, et, se chargeant de tous les soins

(*) Traduit en français par le duc de Larochefoucault-Liancourt (*voy.*) sous ce titre : *Système anglais d'instruction, ou Recueil complet des améliorations mises en pratique par Joseph Lancaster*, Paris, 1815, in-8°.

(**) Elle se trouve décrite dans l'ouvrage de Pietro della Valle, imprimé à Paris, en 1665,

d'administration, le mirent à même de reprendre le cours de son enseignement. A la suite de plusieurs voyages entrepris par lui dans les trois royaumes, 92 écoles s'y trouvaient fondées en 1811, où 30,000 enfants étaient élevés d'après son système. Mais impatient du contrôle dont il était l'objet de la part d'un comité de surveillance, il renonça, pour s'y soustraire, aux avantages qu'on lui avait assurés; aigri par l'injustice, il n'épargna pas même dans ses attaques ceux qui l'avaient obligé; enfin une seconde crise amena sa ruine, qui cette fois fut sans remède. Il s'embarqua, en 1816, pour l'Amérique, et, depuis ce temps, il ne cessa de lutter contre la misère et l'obscurité.

Il se trouvait, en 1822, dans la Colombie, où, grâce à la protection de Bolivar, il était parvenu à établir dans l'Amérique du Sud un assez grand nombre d'écoles primaires. « Nous l'avons vu souvent, dit un de ses biographes, arrêter le cheval du libérateur dans les rues de Carracas, et lui dire dans son langage radical : Simon, mes pauvres petits enfants n'ont plus de souliers ni de livres, il faut leur en donner! » La chute de son protecteur le força à aller chercher des ressources aux États-Unis; mais sa méthode y était connue et exploitée depuis longtemps, et l'auteur y vécut dans la misère au milieu d'établissements qui s'enrichissaient du fruit de sa pensée. Il fallut que la pitié publique vînt à son aide par des souscriptions. Il mourut à la suite d'un accident à New-York, le 24 octobre 1838, laissant des *Mémoires* qui sont une page de plus à ajouter aux plaintes des bienfaiteurs de l'humanité contre l'injustice des hommes. R-Y.

LANCE, arme d'hast (*voy.*) consistant en un long bois ou hampe qui se termine par un fer pointu, en latin *lancea* et quelquefois *hasta*. En France, cette arme a été désignée, suivant les époques, par différents noms, tels que *haste*, *bois*, *glaive*, *bourdon*, *lancegaye*, *otelle*, *ruste*, etc. On appelle généralement *pique* la lance d'infanterie, et lance celle dont on se sert à cheval.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur l'origine de la lance. C'est sans doute une des premières armes dont l'homme se soit servi. Elle était commune parmi les Grecs et les Romains : la phalange macédonienne en était armée; et c'était l'arme principale de l'infanterie romaine; la javeline (*voy.*) ou *pilum* ne venait qu'en second. Les anciens Germains et les Francs avaient la framée (*voy.*), l'angon. La lance fut introduite dans les armées françaises sous François Ier; mais on l'abandonna à la suite de l'invention des armes à feu. Sous le règne de Henri IV, on n'en faisait plus guère usage. Il en fut de même dans les autres états de l'Europe occidentale; mais la lance, la première des armes blanches (*voy.* ARMES), se conserva parmi les Turcs, les Albanais, les Tatars, les Kosaques, les Polonais et les Russes. Avec l'introduction des hussards (*voy.*) dans nos armées, la lance reparut en France sous forme de longue épée, appelée *pansterèche*; mais elle disparut de nouveau, et ce n'est qu'après la formation de régiments de lanciers polonais, sous l'empire, que l'on adopta la lance actuelle (*voy.* LANCIER).

La lance joue un grand rôle dans la chevalerie. Il n'était permis qu'aux chevaliers et aux gens d'armes de la porter dans les armées. Les capitulaires en défendaient l'emploi au vilain; tandis que la pique était une arme roturière qui ne s'est ennoblie que sous les noms de demi-pique, d'esponton (*voy.*), de canne d'armes, de pertuisane (*voy.*). La lance était faite de bois de frêne ou d'orme. On l'ornait souvent d'une banderole auprès du fer, coutume qui existait déjà au temps des Croisades. Dans les tournois, la lance reposait sur un faucre (*voy.*) ou avait son point d'appui contre le rempart ou l'une des battes de la selle d'armes; sa hampe, creuse en partie, était fragile : aussi volait-elle en éclats au premier choc. On appelait *lance à outrance*, ou *lance à fer émoulu*, la lance dont on se servait dans les combats singuliers qui ne devaient se terminer que par la mort de l'un des deux champions. La lance *courtoise*, lance *mousse*, lance *frétée* ou lance *mornée*, était une sorte de lance dont le fer, au lieu d'être acéré, était garni d'une espèce d'anneau appelé *frette* ou *morne*. La lance *brisée* était à demi sciée près du bout, afin de se rompre plus facilement

dans la rencontre des deux chevaliers. On dit encore *rompre*, *briser une lance*, pour disputer; *baisser la lance*, pour céder, fléchir. La lance était le symbole de la force virile : c'est dans ce sens qu'on dit que la France ne tombe point de *lance en quenouille*. Après l'accident qui causa la mort de Henri II (*voy.*), les joutes à la lance cessèrent en France.

Lance fournie ou *lance garnie*. On désignait ainsi un homme d'armes avec tout son accompagnement, qui consistait en un certain nombre de soldats, de valets et de chevaux. On trouve déjà cet usage chez les Gaulois. Les hommes de suite s'appelaient *servientes armorum* ou *sergenterie*. Le nombre de ces serviteurs ou *clients* a souvent varié. En certaines contrées, d'après les capitulaires, 50 ou 60 clients à cheval, sous un bachelier (*voy.*), formaient une *bachèle* ou *bacèle*, et 5 bacèles constituaient un ban, sous la conduite d'un banneret (*voy.* Bannière). Sous le roi Jean, chaque chef de lance avait sous ses ordres 3 ou 4 cavaliers, sans compter les non-combattants. Plus tard, sous Charles V, le nombre des *sergents* était de 10 à 12, ce qui fait qu'une compagnie de cent lances était forte de 1,000 à 1,200 hommes. Au moment de l'action, les chefs de lance, ordonnés sur un seul rang, mais sans contiguïté, devenaient de simples soldats; leurs archers voltigeaient autour d'eux ou engageaient le combat; le page se tenait à leurs côtés et les assistait en cas de chute; leurs *guisarmiers*, ou *coutilliers*, achevaient l'ennemi terrassé. On disait *servir sous la lance*, comme on dit encore servir sous la bannière ou le drapeau. L'usage de la lance fournie se maintint jusque sous Henri IV. A cette époque, les lanciers furent enrégimentés à la manière espagnole, et l'on adopta le combat par escadron ou par *eschelles*.

On donne le nom de lance à différents objets qui affectent la forme de cette arme. Les *lances à feu* sont des fusées emmanchées servant à mettre le feu à des pièces d'artillerie ou d'artifice. Les anciens Sabins représentaient sous la forme d'une lance leur dieu Quirinus. Em. H-g.

LANCELOT (dom Claude), habile grammairien de Port-Royal, naquit à Paris en 1615, et mourut exilé à Quimperlé, le 15 avril 1695. *Voy.* Port-Royal et Grammaire.

LANCELOT DU LAC, *voy.* Table Ronde.

LANCETTE (de *lanceola*, petite lance), instrument de chirurgie le plus élémentaire de tous, si l'on peut ainsi dire, formé, comme on sait, d'une lance de cinq centimètres environ de longueur enfermée entre deux châsses mobiles sur un axe commun. Cette lance, tranchante sur les deux côtés, est plus ou moins aiguë, ce que l'on désigne par les expressions bizarres de lancette *à grain d'orge*, *à grain d'avoine* et *à langue de serpent*. Il paraît que les anciens ne connaissaient pas l'usage de cet instrument si simple. On l'emploie plus particulièrement pour l'opération de la saignée, mais quelquefois aussi on s'en sert pour ouvrir des abcès peu volumineux et superficiels, pour disséquer de petites tumeurs, etc.

Les lancettes doivent être d'acier pur et bien trempé; leur tranchant doit être fin et leur pointe bien acérée. Avant de s'en servir on doit les essayer sur un canepin, pellicule très fine préparée pour cela. Une bonne lancette est précieuse. *Voy.* Saignée. F. R.

LANCIER. Comme il a été dit à l'art. Lance, l'invention des armes à feu fit peu à peu abandonner l'emploi de la lance dans les armées. Mais l'usage s'en conserva chez quelques peuples, et notamment chez les Russes et les Polonais. Frédéric-le-Grand, appréciant tout l'avantage que ces derniers retiraient de la lance, en arma une partie de sa cavalerie et forma ensuite un régiment entier de lanciers. Les Autrichiens suivirent son exemple, et bientôt ils eurent trois régiments d'oulans ou hulans dans leurs armées. Les lanciers reparurent en France à peu près vers le même temps, lorsque Louis XV eut autorisé le maréchal de Saxe à former un régiment de hulans de 1,000 chevaux (1742); mais, après la mort du maréchal, ce régiment perdit son arme spéciale. Depuis, il ne fut plus question de lanciers dans nos armées. En l'an IX, le 3^{e} régiment de hussards arma de lances un de ses escadrons. Sous l'empire, des hulans polonais prirent rang dans la

garde; et, en 1808, 4 régiments de lanciers de ligne furent créés. En 1812, il y en avait 9 régiments, forts d'environ 10,000 hommes. Après avoir encore subi diverses modifications, ce corps fut définitivement supprimé, à l'exception des lanciers de la garde royale, par une ordonnance du 30 août 1815. Mais bientôt les lanciers reparurent dans notre armée de ligne, et, depuis 1831, le nombre de leurs régiments s'est élevé successivement jusqu'à 8. Aujourd'hui, presque tous les états de l'Europe ont des régiments de lanciers dans leurs armées. Em. H-G.

LANDAMMAN, *voy.* Amman.

LANDAU, forteresse de la Confédération germanique, située, dans la Bavière rhénane, sur la rivière de la Queich, au pied des Vosges, à 24 kilomètres de l'extrême frontière de la France. Il y a une église collégiale que les catholiques et les protestants possèdent en commun. La ville peut être approvisionnée par eau au moyen d'un canal. Sa population est de 7,500 hab.

En 1689, un incendie consuma la majeure partie de cette ville, qui fut rétablie sur un plan plus régulier. Dès cette même année, Louis XIV la fit fortifier par le maréchal de Vauban.

L'histoire ne fait aucune mention de Landau avant le XIII^e^ siècle; cependant on en a attribué l'origine tantôt aux Romains, tantôt aux Francs. En 1291, l'empereur Rodolphe I^er^ de Habsbourg acquit cette ville du prince de Linanges, et en fit une cité impériale, soumise à des magistrats élus dans son sein et régie par une constitution libérale. L'empereur Maximilien I^er^ l'incorpora à la province d'Alsace.

Pendant la guerre de la succession d'Espagne, Landau fut prise, en 1702, par l'armée impériale que les Français en délogèrent l'année suivante; les alliés s'en étant rendus maîtres de nouveau en 1704, Landau redevint ville impériale. Les Français la reprirent en 1713, et le traité de Bade (1714) la céda à la France. Elle fit partie du département du Bas-Rhin jusqu'en 1815, et se défendit vaillamment en 1793, 1814 et 1815 contre les armées coalisées. Quoique ayant appartenu à l'ancienne France, Landau a été cédée à la Bavière par les traités de 1815, mais à condition de former une forteresse fédérale. S-R, p.

LANDER (les frères), *voy.* Afrique (T. I^er^, p. 237) et Clapperton.

LANDES, étendue de terres arides, désolées, formées de couches imperméables d'argile, de cailloux, de matières ferrugineuses liées par une sorte de ciment, recouvertes quelquefois d'une mince couche de terre végétale, et présentant une immense nappe d'eau fangeuse dans la saison des pluies, ou un désert de poussière dans la saison sèche. Telles sont, en France, les landes des ci-devant provinces de l'Anjou, de la Bretagne et surtout de la Gascogne, qui ont particulièrement retenu ce nom.

Ces dernières, dont l'étendue est immense, forment un département entier (*voy.* l'art. suiv.), et occupent encore une portion plus ou moins considérable de trois autres (Gironde, Lot-et-Garonne, Gers). La totalité de leur plateau embrasse une étendue de 3,000 kilomètres carrés. M. Laterrade décrit ainsi l'aspect général de ces contrées : « C'est un spectacle, dit-il dans sa *Flore bordelaise*, tout à la fois triste et majestueux, grand et extraordinaire pour l'habitant des pays cultivés, que celui de ces landes, où la vue se perd dans un horizon intercepté de distance en distance par quelques bouquets de pins; de ces plaines immenses qui, en hiver, ressemblent à un grand lac, et qui, dans une saison plus douce, deviennent de vastes pâturages, où l'on voit çà et là des troupeaux nombreux sur lesquels veille un pâtre, revêtu de la toison de ses brebis, et monté sur de hautes échasses. »

Suivant plusieurs naturalistes, la formation géologique de ces terrains qu'ils assimilent aux déserts sablonneux de l'Afrique, aux bruyères de la Westphalie et de la Basse-Saxe, serait due aux détritus des roches quartzeuses que les fleuves auraient entraînées dans les mers qui couvrirent jadis ce vaste bassin. D'autres rapportent cette formation à la destruction des grès qui couvraient autrefois le sol. Enfin, Deluc (*voy.*) considère ces sables comme le résidu d'un précipité chimique, le dernier qui aurait eu lieu dans les mers avant leur retraite de dessus les continents.

La seconde de ces opinions paraît réunir aujourd'hui le plus grand nombre de suffrages. Ainsi, la formation des landes devrait être rapportée à l'époque tertiaire, puisque les grès blancs, dont ces contrées offrent de nombreux débris, appartiennent aux terrains de cette période.

La plus grande élévation des landes au-dessus du niveau de la mer est de 80 mètres seulement : partout elles offrent l'aspect d'un terrain de transport ou d'alluvion marine. Des couches de coquilles n'ayant aucun rapport avec celles qui vivent dans nos mers, s'y rencontrent également. Le sol supérieur est un mélange de sable fin, siliceux ou quartzeux, d'argile et de détritus d'ajonc et de bruyère. Sur plusieurs points même, ce sable, d'une pureté et d'une finesse extrêmes, est encore mobile, le vent l'agite, le déplace, comme il agite et déplace celui des dunes. Çà et là, sur les bords des ruisseaux, dans les bas-fonds où croupirent jadis les eaux, des terres plus fortes, plus tenaces, plus argileuses se rencontrent. Celles-là, l'agriculture a su dès longtemps en tirer parti, surtout lorsque la couche inférieure, le sous-sol, vient, par sa nature, ajouter encore à ce premier avantage.

Partout ailleurs, ce sous-sol n'est autre qu'un poudingue ou grès ferrugineux, appelé *alios* dans le pays. Cette agglutination de sable et d'oxyde de fer se rencontre à une profondeur qui varie suivant les localités, bien que presque partout elle soit un obstacle puissant au développement des racines des végétaux et à l'infiltration des eaux qui, retenues ainsi à la surface durant tout l'hiver, deviennent une des causes déterminantes de la stérilité de ces tristes contrées. Il n'y a jamais qu'une seule couche d'*alios*, laquelle varie avec les ondulations de la surface supérieure du sol. Son épaisseur est en raison inverse de sa dureté : 20 à 50 centimètres en sont les limites extrêmes. Ici, très friable, facile à être réduit en poussière par la simple pression des doigts, il conserve le nom générique d'*alios*. Ailleurs, d'une grande dureté, capable de résister au marteau, de servir à la construction des maisons, il prend le nom de *pierre de fer*. Il ne paraît pas déraisonnable de supposer que la formation de ce produit naturel continue encore de nos jours, puisqu'il est le résultat, comme nous venons de le dire, de l'agglutination des parties ferrugineuses, très abondantes dans ces contrées. L'eau rencontre ces parties dans le sable, les entraîne, les accumule et en fait un ciment qui lie ensemble les parties sablonneuses. Les végétaux qui vivent sur ce sol, la bruyère particulièrement, offrent aussi, après leur décomposition, des résidus ferrugineux, mais en quantité très minime.

Telle est, en abrégé, l'origine, l'aspect, la constitution minérale des landes. Expression directe de ces premiers faits, le règne végétal et le règne animal y affectent aussi des caractères qui leur sont particuliers et dont l'ensemble achève de donner à la contrée cet aspect singulier qui en fait un sujet d'étonnement pour tous ceux qui la visitent. Là où l'*alios* n'est recouvert que de quelques centimètres de sable, si le sol n'est pas entièrement stérile, dépouillé, quelques rares végétaux, tels que le gourbet, le roseau des sables, le gaillet à gros fruits, etc., témoignent de sa faible puissance. Ailleurs, ce sont les fougères, les bruyères, les ajoncs qui le recouvrent. Les forêts de pins, les bouquets de chêne, les cultures de seigle et de millet sont le partage des landes que la nature ou la main de l'homme ont disposées à donner des produits plus avantageux.

L'homme et les animaux qu'il emploie témoignent aussi, par leur état physique, de l'influence qu'exerce sur eux le triste climat des landes. Le *landais* est petit, maigre, basané. Si, pendant sa jeunesse, il offre des qualités qui le rapprochent du Basque, son voisin, bientôt, grâce à des travaux longs et pénibles, à la nourriture que lui fournit le sol qu'il cultive, à l'eau de mauvaise qualité dont il fait ordinairement sa seule boisson, on le voit se courber, dépérir et présenter tous les symptômes d'une vieillesse anticipée.

Quant à l'exploitation des landes, elle ne doit pas être jugée d'une manière absolue. S'il y a des points susceptibles de répondre aux avances des agriculteurs, comme la vaste plaine de *Cazeaux*, par exemple, que la compagnie *agricole et*

industrielle d'Arcachon a déjà enrichie de magnifiques cultures, il en est d'autres aussi qui ne peuvent être utilisés que pour pâturages, pour parcours, ou pour des semis de pins. Le pin est la providence de ces contrées : ni l'aridité des sables, ni la dureté, l'imperméabilité du sous-sol, ni toutes les autres circonstances qui s'opposent au développement des autres essences ne peuvent empêcher ce conifère de croître dans les landes avec une rapidité extrême. Ses produits sont nombreux et d'un débit toujours facile. Des essais qui ont maintenant tous les caractères de la certitude ont également prouvé que les autres conifères, tels que le pin de Riga ou à mâture, les pins de Haguenau, de Corse, etc., pouvaient réussir dans les landes et y atteindre un haut degré de prospérité.

Dans ces tristes contrées, la culture est pénible, dispendieuse, et pour atteindre l'état de prospérité qui pourra être un jour leur partage, il faut que les hommes que cette prospérité intéressent y travaillent avec mesure, prudence et discernement. A. P. L.

LANDES (DÉPARTEMENT DES). Ce département français est borné à l'est par ceux de Lot-et-Garonne et du Gers, au midi par celui des Basses-Pyrénées, au nord par celui de la Gironde (*voy.* ces noms), et à l'ouest par l'Océan. Il a 915,139 hect., ou environ 463 lieues carrées de superficie; 168.44 hect. seulement se composent de terres labourables, et 392,000 de landes; cette quantité de terres incultes (*voy.* l'art. préc.), qui n'est aussi forte dans aucun autre département, a fait donner à celui-ci le nom de département des Landes. Les bois y occupent 226,645 hect.; il n'y a que 20,679 hect. de vignes, et 9,711 d'étangs. Dans le midi, le sol est fertile en grains, pastel et fruits; le long de la mer règne une chaine de dunes (*voy.*) qui arrête les eaux et s'avance peu à peu vers l'intérieur. Pour fixer ces dunes, le gouvernement a fait faire des semis de pin maritime. Au pied des dunes se prolonge une suite d'étangs dont plusieurs communiquent entre eux. Parmi ces étangs, cause de l'insalubrité du climat, on remarque ceux de Cazau, Biscarosse, Parentis, Mimizan, Saint-Julien, Léon, Soustons, Tosse et Orx. On a eu autrefois le projet de les lier par un grand canal. Depuis longtemps, on est d'accord sur la nécessité d'en creuser un qui puisse recevoir les eaux maintenant stagnantes, servir à l'irrigation du plateau des landes et au transport des productions du pays; seulement les avis sont partagés entre le projet de le faire passer par les petites landes et les villes, et le projet de couper les grandes landes.

Les landes, formant un vaste plateau uni et sablonneux, ne produisent que des bois de pins appelés *pignadas*, dont on tire du goudron, du brai et de la résine; le reste est couvert de bruyères. De loin en loin seulement, on trouve des habitations, d'un aspect misérable en général, et occupées par des familles pauvres, qui ont peu de communication avec la population des villes, et qui font paître dans les landes des troupeaux de moutons, leur principale ressource. On sait que les pâtres ont l'habitude de marcher sur de hautes échasses (*voy.*) dans les landes où la terre, pendant quatre mois de l'année, est trempée et presque impraticable pour les piétons. L'Adour traverse ce département de l'est à l'ouest. La Leyre, qui prend sa source à peu près au milieu, coule vers le nord pour se rendre dans le département de la Gironde; quelques petites rivières flottables se perdent dans les étangs ou les traversent pour arriver jusqu'à la mer. Les étangs et les côtes de l'Océan donnent lieu à une pêche productive : on y trouve des huîtres, des turbots, des raies, des soles, des aloses, des perches, etc.; il y a beaucoup d'oiseaux aquatiques. Dans les landes, le gibier est assez abondant; on y prend aussi des palombes ou pigeons ramiers, des tourterelles et des faisans sauvages. Cinq à six cent mille moutons de petite race, fournissant 330,000 kilogr. d'une laine grossière, les chevaux et les porcs presque sauvages des landes font l'objet d'un commerce assez considérable. On apprête le fer dans plus de 20 forges; mais, du reste, l'industrie se borne à la grosse draperie, à la tannerie et à la fabrication des toiles à voile. Outre les pins, ce département produit de beaux chênes, entre autres l'espèce qui donne le liége; il y a

des lauriers, des cystes, des robiniers et des aliziers. On envoie à Bordeaux pour 180,000 fr. de bois par an, et des matières résineuses pour 150,000. Les vignes donnent d'assez bons vins, tels que ceux de Chalosse, du Vieux-Boucaut, de Soustons, etc. Le département produit aussi de bons fruits, surtout dans les vergers soignés. Le sol contient des mines de fer, de houille et de bitume; les landes fournissent beaucoup de tourbe, du miel et de la cire. Dax est renommé pour ses eaux minérales; Préacq, Gamarde, Laurède, Bergouey ont des sources d'eaux sulfureuses: les premières sont très chaudes, et les boues thermales de Préacq sont employées avec succès contre les maladies rhumatismales; à Pouillon jaillit une source à la fois chaude et salée; une fontaine d'eau bitumineuse coule à Gaujac, qui en possède aussi une d'eau salée; on compte dans le département au moins une douzaine de sources d'eaux ferrugineuses. La chaleur du climat est tempérée par le voisinage des Pyrénées et de l'Océan. Dans les parties marécageuses, la vie moyenne de l'homme n'est que de 20 ans. Le département est traversé par la grande route royale qui mène de Paris en Espagne par Bayonne.

En 1836, le département avait une population de 284,918 habitants dont voici le mouvement : naissances, 8,145 (4,180 masc., 3,965 fém.), dont 718 enfants illégitimes; décès, 7,138 (3,499 masc., 3,639 fém.); mariages, 2,293. Le nombre des enfants-trouvés s'élève chaque année de 12 à 1500 et même au-delà. Il y a beaucoup de préjugés et de superstition, et très peu d'instruction dans la population agricole, surtout chez les landais, que les citadins appellent *couziots* ou *mareinsins*. On n'y compte qu'environ 600 indigents secourus à domicile.

Le département des Landes comprend les trois arrondissements de Mont-de-Marsan, Saint-Sever et Dax, dont chacun nomme un représentant à la Chambre des députés, et est subdivisé en 28 cantons et 334 communes. Compris dans la 11e division militaire, qui est celle de Bordeaux, il appartient au ressort de la cour royale de Pau, ainsi que de l'académie de cette ville, et forme le diocèse d'Aire. Il a quatre colléges, une école normale primaire, un séminaire diocésain et cinq communautés religieuses de femmes. Le nombre des électeurs était, en 1837, de 1,103.

Mont-de-Marsan, chef-lieu du département et ville de 3,800 âmes, est situé au confluent du Midou et de la Douze, qui de là jusqu'à la mer est navigable et reçoit le nom de Midouze. La ville est assez bien bâtie, arrosée par des fontaines et entourée de jardins. Dax, ville de 4,700 habitants, sur la rive gauche de l'Adour, tirait son nom latin de *Aquæ Turbellicæ* de ses sources d'eaux thermales, dont la principale a jusqu'à 50° R., et renferme plusieurs sels ainsi que de l'acide carbonique. L'établissement des *baignots* est situé hors de la ville. Dax avait autrefois un évêché; on y voit encore des restes de ses murs romains. Le chef-lieu d'arrondissement le plus considérable du département est Saint-Sever, auprès de l'Adour; sa population est de 5,500 habitants. Il y avait autrefois un fort romain près de la ville. Aire, siége de l'évêque, est également située sur l'Adour, et était autrefois fortifiée; elle a successivement été prise par les Visigoths, les Francs, les Gascons, les Anglais et les Normands. Cette ville, d'environ 4,000 habitants, a un collége et un petit séminaire. Sur l'Océan, le département possède le havre du Vieux-Boucaut dans lequel se déchargeait l'Adour avant que cette embouchure fût obstruée par les sables. Le Saint-Esprit, ville de près de 6,000 âmes, sur l'Adour, ne peut être considérée que comme un faubourg de Bayonne, quoiqu'elle soit la plus grande du département des Landes. Elle est défendue par une citadelle; elle compte parmi ses habitants beaucoup de juifs d'origine espagnole. Le cap Breton a perdu son importance, depuis que l'Adour n'a plus son embouchure dans le voisinage. Parmi les autres villes du département, il faut remarquer Hagetmau, située sur le Louts, et renfermant 3,060 âmes; puis Tartas, ancien vicomté, situé sur la pente d'une colline au bord de la Midouze.

Les landes ont récemment donné lieu à plusieurs spéculations de colonisation,

et à quelques écrits utiles tels que les *Études administratives sur les Landes*, par le baron d'Haussez (*voy.*), Paris, 1826; *Les Landes en* 1826, par Billaudel, Bordeaux, 1826, etc. D-G.

LANDGRAVES (de l'allemand *Land*, terre, et *Graf*, comte). On appelait ainsi, en Allemagne, par opposition aux margraves (*voy.*), des comtes de l'intérieur du pays. Après avoir obtenu l'hérédité de leur charge, ils ne tardèrent pas à se rendre indépendants. Ce titre se rencontre pour la première fois dans l'histoire du XI^e^ siècle. Vers la fin de ce siècle déjà, les margraves de Thuringe (*voy.*) prirent le titre de landgraves, lequel, dans le siècle suivant, fut accordé également aux comtes de la Hesse (*voy.*), dont les descendants le portent encore aujourd'hui, dans les lignes directes et collatérales, à l'exception des souverains de Hesse-Darmstadt et de Hesse-Cassel, et de leurs héritiers présomptifs. X.

LANDI (GASPARD), peintre d'histoire contemporain, que les Italiens placent auprès de leurs meilleurs artistes du siècle des Médicis, naquit à Plaisance, en 1756, et mourut à Rome en 1830. Descendant d'une famille noble mais peu aisée, son éducation fut pourtant à la hauteur de sa naissance. De bonne heure, ses dispositions pour le dessin se développèrent, excitées par la vue des peintures des Carraches et du Pordenone qui étaient à Plaisance. Après avoir étudié ces ouvrages, il alla à Rome où Battoni et Corvi furent successivement ses maîtres. A 25 ans, il remporta le premier prix de l'Académie de Parme pour son tableau de *Sara*. Son nom se répandit alors à l'étranger, et de toutes parts des demandes d'ouvrages lui furent faites. La Bible, Homère, Virgile, Sophocle, le Dante, le Tasse et l'Arioste lui fournirent des sujets de tableaux et inspirèrent tour à tour son génie. Landi a joui des honneurs et des distinctions que lui méritaient ses talents; il était, depuis longues années, directeur de la classe de peinture à l'Académie de Saint-Luc, lorsqu'en 1817, il en devint le président perpétuel. Les ouvrages capitaux de cet artiste se voient à Rome, à Naples, à Plaisance. On cite comme ses chefs-d'œuvre l'*Assomption de la Vierge*, *la Vierge admise à siéger dans le ciel à côté de Jésus-Christ*, tableaux du dôme de Plaisance; *Jésus portant sa croix rencontré par les saintes femmes*, très grand tableau; *OEdipe à Colonne*, et *Marie Stuart quittant la France après la mort de François II, son époux*. Ces ouvrages se recommandent par une savante variété d'invention, par le choix et la force de l'expression, une couleur agréable, mais trop souvent de convention, une grande liberté de pinceau. Comme peintre de portrait, Landi s'est acquis aussi une haute réputation. L. C. S.

LANDSMANNSCHAFT, *voy.* ÉTUDIANTS.

LANDWEHR, LANDSTURM. On appelle *Landwehr* (de *Land*, terre, et *Wehr*, défense), en Allemagne, *Garde nationale* en France, *Schuttery* en Hollande, *Milice* en Angleterre, dans les États-Unis et en Espagne, par opposition à l'armée régulière ou permanente, cette partie de la force armée qui n'est rassemblée sous les drapeaux qu'en temps de guerre ou à certaines époques déterminées pour les manœuvres. Par *Landsturm* (de *Land*, et *Sturm*, ouragan, assaut), on entend la levée en masse de toute la population dans le cas de danger de la patrie.

Dans l'antiquité, tout homme en état de porter les armes était obligé de servir, de 20 à 60 ans, chez les Grecs; de 17 à 47 ans, chez les Romains. Les armées grecques, jusqu'à la guerre du Péloponnèse, et les armées romaines, jusqu'au temps des Gracques, étaient donc des milices nationales, une espèce de landwehr; mais plus tard on y admit des mercenaires, et cet abus fut même poussé si loin que, sous le règne de Marc-Aurèle, les légions romaines ne comptaient plus de véritables Romains dans leurs rangs.

Chez les Germains, comme dans les beaux jours de Sparte et de Rome, tout homme valide devait concourir à la défense du pays, depuis l'âge de 19 ans, et même de 13 ans chez certaines peuplades. On peut dire que ce fut à la tête de la landwehr qu'Arminius détruisit les légions de Varus, et que Clovis conquit les Gaules. Cette institution se maintint sous le nom de *ban* (*voy.*) et *d'arrière-ban*,

dans les royaumes fondés sur les débris de l'empire romain, jusqu'à ce que la féodalité vînt faire triompher l'intérêt individuel de l'intérêt général. Il eût été par trop dangereux pour les petits tyrans féodaux de laisser des armes entre les mains de leurs malheureux serfs; la landwehr fut donc abolie partout, excepté dans quelques villes qui, jalouses de leurs priviléges, en confièrent la garde à leurs bourgeois armés. Les rois virent d'abord avec plaisir l'établissement de ces gardes bourgeoises, et plus d'une fois ils les opposèrent avec succès à la noblesse féodale. Mais ils finirent par les redouter, non sans raison, comme nous l'apprend l'histoire des premières années du xv^e^ siècle, et en 1446, Charles VII institua la première armée permanente, sous le nom de *Compagnies d'ordonnance*. *Voy.* ARMÉE.

Les autres souverains l'imitèrent, et les armées permanentes remplacèrent les milices citoyennes dans toute l'Europe occidentale, si ce n'est dans la Suisse républicaine et dans la Hollande, où, sous le nom de *schuttery*, elles avaient déjà rendu et rendirent encore dans la suite les plus grands services, en combattant vaillamment contre les Flamands et les Espagnols. On retrouvait aussi quelques légères traces de cette institution en Angleterre, où elle avait été créée par Alfred-le-Grand.

Cependant les énormes dépenses que nécessitaient l'entretien et le recrutement des armées, firent bientôt songer à réorganiser des milices. A l'époque de la guerre de Trente-Ans, nous trouvons dans l'armée suédoise 21 régiments de milice nationale. Cette milice était convoquée chaque année pour des manœuvres qui duraient trois semaines, et pendant lesquelles elle recevait la paye entière comme en campagne. L'armée danoise était également composée, en majeure partie, de miliciens entretenus par les propriétaires fonciers, qu'ils devaient à leur tour aider dans leurs travaux. En Allemagne, la *Landmiliz* fut organisée vers le même temps; mais le manque d'exercices réguliers, l'incapacité des chefs, qui pour la plupart étaient choisis cependant parmi les officiers en retraite, et le mauvais esprit dont elle était généralement animée, firent abolir, après la guerre de Sept-Ans, une institution qui était d'ailleurs peu utile, puisque cette milice n'était guère employée qu'à augmenter les garnisons des places fortes lorsqu'on manquait de soldats réguliers.

Tel était l'état des milices nationales au moment où la révolution française éclata. On sait qu'un des premiers actes de l'Assemblée constituante fut de créer une garde nationale (*voy.*), en proclamant de nouveau le grand principe que tout citoyen est soldat. Lorsque les armées victorieuses de la France eurent repoussé l'invasion ennemie et porté la guerre au sein de l'Allemagne, les gouvernements allemands sentirent la nécessité de s'appuyer sur la population et d'organiser les soulèvements qui éclatèrent, à plusieurs reprises, en Bavière, en Franconie et dans le Tyrol. Les premiers essais ne furent pas heureux. Ce ne fut qu'en 1799 que l'on parvint à discipliner jusqu'à un certain point les partisans tyroliens, qui reçurent alors le nom de *Landwehr*. Les services qu'ils rendirent jusqu'en 1805 engagèrent à introduire la même institution en Bohême, en Moravie et en Autriche. Cependant l'archiduc Charles, le promoteur de cette mesure, eut à lutter contre des obstacles de toute espèce, et il ne parvint à mettre ses plans à exécution dans les provinces allemandes et bohémiennes qu'en 1808, lorsqu'il fut placé à la tête du département de la guerre. En Hongrie, au contraire, l'établissement de la landwehr offrit d'autant moins de difficultés que, comme en Pologne, la loi obligeait, de tout temps, les nobles à monter à cheval avec leurs vassaux, au premier bruit de guerre. (*Voy.* INSURRECTION et POSPOLITE). En 1809, la landwehr autrichienne fournit près de 300,000 combattants. Dans les campagnes de 1813 à 1815, elle fut répartie entre les régiments de ligne, qu'on augmenta ainsi d'un 4^e^ bataillon. Sans avoir été licenciée, elle n'est plus appelée aujourd'hui à un service actif; on ne la convoque pas même pour des manœuvres. Elle se compose des soldats qui ont fait leur temps de service dans l'armée régulière. On en compte 80 bataillons.

Nous ne parlerons pas de la milice anglaise, réorganisée en 1803, ni des volontaires à cheval (*voy.* YEOMANRY), non plus que des milices que la Russie leva en 1807, et qui, quoique mal armées et mal exercées, firent beaucoup de mal aux Français en 1812. Nous ne nous occuperons pas davantage des gardes bourgeoises rétablies, depuis 1830, dans la Saxe, la Hesse électorale et le duché de Brunswic. Leur organisation ne présente rien de remarquable. Il n'en est pas de même de la landwehr de la Prusse; nulle part cette institution n'a été perfectionnée comme dans ce dernier pays, où la landwehr constitue essentiellement la base de la force armée.

Lorsqu'en 1813, le roi appela le peuple prussien aux armes, il ordonna que tous les hommes valides jusqu'à l'âge de 48 ans entrassent dans la *Landwehr*, et que ceux qui auraient passé cet âge formassent le *Landsturm*. L'édit du 3 septembre 1814 chargea chaque province d'équiper à ses frais ses milices. Les officiers devaient être nommés par les États provinciaux; les sous-officiers, élus par les miliciens. La landwehr fut divisée en bataillons d'après les cercles; quatre bataillons formaient une brigade. Bientôt elle put rivaliser de courage et d'instruction avec la troupe de ligne. Une partie fut incorporée à l'armée, l'autre fut employée pour bloquer les forteresses. En 1815, la Prusse put mettre sur pied 67 régiments d'infanterie et 28 régiments de cavalerie de landwehr, présentant un effectif de 150,000 hommes de pied et 20,000 chevaux. D'après les lois actuellement en vigueur, tous les jeunes Prussiens, à l'exception des seuls princes médiatisés, doivent entrer dans l'armée régulière à l'âge de 20 ans. Après avoir passé trois ans sous les drapeaux, ils sont mis en disponibilité, et pendant deux ans encore ils sont considérés comme appartenant à la réserve. Ceux qui se destinent à quelque profession libérale, et qui, dans un examen particulier, prouvent qu'ils ont déjà reçu une certaine instruction, ne servent qu'un an dans la ligne; cependant cette faveur ne leur est accordée qu'autant qu'ils s'équipent et s'entretiennent à leurs frais. Le temps de leur service expiré, tous, sans exception, entrent dans le premier ban de la landwehr que l'on convoque en temps de guerre pour soutenir la ligne soit à l'intérieur soit à l'extérieur. Afin qu'ils n'oublient pas le maniement des armes et les évolutions militaires, on a établi des exercices annuels alternativement de quinze jours et d'un mois, pendant lesquels ils reçoivent une solde. Le gouvernement se charge aussi de fournir des chevaux à ceux d'entre eux qui ont servi dans la cavalerie. Hors l'époque des exercices, on ne conserve que les cadres, composés d'un major, d'un capitaine, des sergents-majors de chaque bataillon, de quelques sous-officiers et employés. Les officiers sont nommés par le roi qui les prend ordinairement parmi les officiers de la ligne, et ils choisissent à leur tour les sous-officiers parmi les miliciens. Ils jouissent d'ailleurs du même rang et des mêmes droits que les officiers de la ligne. A l'âge de 33 ans, les hommes du premier ban passent dans le second, qui n'est jamais appelé sous les drapeaux qu'en temps de guerre et même alors employé de préférence à renforcer les garnisons. Ils y restent jusqu'à 39 ans accomplis, et entrent dans le landsturm. On évalue le premier ban de la landwehr à 228,000 hommes, et le second à 180,000. L'armée régulière n'en compte que 122,000. E. H-G.

LANGAGE, *voy.* LANGUE, PAROLE, GRAMMAIRE GÉNÉRALE, etc.

LANGBEIN (AUGUSTE-FRÉDÉRIC-ERNEST), poëte et romancier allemand, naquit à Radeberg près de Dresde, le 6 septembre 1757. Après avoir terminé ses études en droit à l'université de Leipzig, il obtint la charge de greffier aux archives secrètes. Il se rendit à Berlin, en 1800, où il accepta, en 1820, les fonctions de censeur des ouvrages de littérature; il s'en acquitta avec beaucoup de conscience jusqu'à sa mort, arrivée le 2 janvier 1835.

Les poésies de Langbein se distinguent toutes par une savante versification et par la finesse des plaisanteries; mais c'est surtout dans les contes en vers, qui se rapprochent, pour la forme, de la ballade, qu'il s'est montré inépuisable de verve et de gaîté. Ses romans et ses contes en prose

n'ont pas eu moins de succès : aussi plus d'un auteur s'est-il permis de lancer, sous son nom, dans le public, des productions plus que médiocres. Parmi celles qui sont de Langbein, il nous suffit de citer les suivantes : *Poésies* (Leipz., 1788); *Poésies nouvelles* (Tubing., 1812 et 1823, 2 vol.); *Facéties* (Dresde, 1792, 2 vol.); *Petits romans et contes* (Berlin, 1812-14, 2 vol.); *Couronne de chansons allemandes* (Berl., 1820); *Contes et fables* (Berl., 1821), etc. *C. L.*

LANGLÈS (Louis-Matthieu), orientaliste, né à Péronne, près Montdidier en Picardie, en 1763. Il commença auprès de ses parents des études superficielles qu'il vint terminer à Paris. Les langues orientales l'attirèrent particulièrement, et comme il fut nommé, en 1785, lieutenant dans la garde du tribunal des maréchaux de France, il eut tout le loisir d'étudier l'arabe et le persan. Il venait de publier, en 1787, les *Intérêts politiques et militaires de Tamerlan*, in-8°, non d'après la version persane d'Abou-Taleb al Hoceiny, mais d'après la traduction anglaise de Davy, lorsque Bertin, chargé de la correspondance avec les missions françaises en Chine, lui proposa de publier le Dictionnaire mandchou-français du P. Amyot (*voy.*). Avant de s'occuper de ce travail, Langlès publia son *Alphabet tatar-mandchou*, 1787, in-4°; il l'avait composé en réduisant les 13 ou 1400 sons de cette langue, qu'il ignorait, à 29 lettres, dont il fit graver les poinçons. Mais il avait principalement fait usage de l'alphabet que Deshauterayes, vingt ans auparavant, avait fait graver dans l'Encyclopédie, et il fut forcé d'en convenir dans une seconde édition. Ces deux ouvrages néanmoins fixèrent sur Langlès l'attention de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et lui firent obtenir, de la part du vieux maréchal de Richelieu, une des douze pensions disponibles en faveur des officiers du tribunal qu'il présidait. Mais l'importance que l'auteur attachait dès lors à ses travaux et les éloges outrés qu'il reçut éveillèrent la sévérité de la critique. Après avoir publié sous le voile de l'anonyme, en 1788, le *Voyage sur les côtes de l'Arabie-Heureuse*, par H. Rooke, in-8°, et les *Contes, fables et sentences*, tirés de différents auteurs arabes et persans, in-18, il donna le *Dictionnaire tatar-mandchou-français*, 1789-90, 2 vol. in-4°, composé d'après celui du P. Amyot, et il présenta à l'Assemblée constituante une adresse sur l'*Importance des langues orientales*, etc., 1790, in-8°. Partisan exalté de la révolution, quoiqu'elle contrariât son projet d'être employé dans l'Inde, et malgré les motifs qui devaient l'attacher à l'ancien gouvernement, il obtint, après le 10 août 1792, une des trois places de sous-gardes des manuscrits de la Bibliothèque nationale, s'y maintint sous le régime de la terreur, et ne partagea point la détention de ses anciens chefs et collègues. Il devint ensuite membre de la commission temporaire des arts, adjoint au comité d'instruction publique de la Convention nationale, et, en 1794, conservateur du dépôt littéraire des capucins de la rue Saint-Honoré. Comme il n'y avait point de chaire de langues orientales vacante au Collége de France, il parvint à faire créer, le 30 mars 1795, l'École spéciale des langues orientales vivantes. Il fut chargé de l'organiser, de l'administrer, et y obtint la chaire de persan, de mandchou et de malai; cependant il ne professa jamais les deux dernières langues. Enfin, la même année, à la réorganisation de la Bibliothèque nationale, il fut nommé conservateur des manuscrits orientaux, et dès la création de l'Institut, il y fit partie des deux derniers tiers. La même année, il essaya de ressusciter le *Journal des Savants* qui ne vécut que six mois, et que son collaborateur Daunou (*voy.*), mieux secondé, releva quelques années après. Il publia, en 1796 et 1797, le *Voyage de Thunberg au Japon* et les *Œuvres complètes de Poivre*. Langlès n'obtint rien, pas même la croix de la Légion-d'Honneur, sous le gouvernement consulaire et impérial : on a prétendu à tort que sa disgrâce auprès de Bonaparte provenait de ce qu'il avait refusé de le suivre comme interprète dans l'expédition d'Égypte.

Le hasard nous a fait découvrir que le *Voyage de la Perse dans l'Inde* par Abd'oul Rizzak, qui forme la moitié du t. II de sa *Collection portative de Voya-*

ges traduits de différentes langues (1798-1820, 6 vol. in-18), n'avait pas été traduite par Langlès, mais prise en entier dans une traduction française, manuscrite et inédite, d'une Histoire des successeurs de Tamerlan du même auteur, par Galland (*voy.*). Quelques années après la mort de Langlès, Silvestre de Sacy signala dans le *Journal asiatique* quelques-unes des nombreuses erreurs qu'il a commises dans les 2,000 notes de son édition des *Voyages de Chardin*, publiée en 1811. A la Restauration, il fut maintenu dans sa chaire de persan et dans son fauteuil à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Il était, en outre, membre honoraire de la Société de Calcutta et de l'Académie impériale de Saint-Pétersbourg, et président de la Société des antiquaires de France, dont il était un des fondateurs. Il reçut aussi la décoration de la Légion-d'Honneur. Klaproth publia deux brochures anonymes contre Langlès, lequel proposa un duel qui n'eut pas de suite; mais les deux savants restèrent à jamais ennemis. Un des fondateurs de la Société de géographie, Langlès ne fit point partie de la Société asiatique de Paris, à laquelle il rendit néanmoins quelques services. Il mourut le 28 janvier 1824. Dacier a prononcé son éloge à l'Académie des Inscriptions.

Langlès a moins fait peut-être pour l'orientalisme par ses ouvrages et par son système bizarre d'orthographe, que par ses réunions littéraires et par la communication bienveillante des livres qui composaient sa riche bibliothèque, dont la vente a produit 117,626 fr. Ses principaux ouvrages sont ses *Mémoires sur l'Indoustan*, in-fol.; sa traduction du *Voyage* de Forster *du Bengale à Saint-Pétersbourg*, 3 vol. in-8°; etc. H. A-D-T.

LANGOUSTE (corruption du nom latin *locusta*), *palinurus*, genre de crustacés décapodes (*voy.*), de la famille des macroures, au milieu de laquelle ils se distinguent par leur grande taille; par leur carapace hérissée d'un grand nombre d'épines, et que terminent antérieurement deux grosses pointes recourbées en avant; par la longueur de leurs antennes latérales, sétacées et armées de piquants; enfin par leurs pattes en pointe ou monodactyles, ce qui suffirait pour les distinguer des écrevisses, dont la première paire de pattes se termine, comme on sait, par une pince. Leur corps n'est pas comprimé, comme dans d'autres genres voisins, mais cylindrique; l'abdomen est très grand; le test nuancé de vert, de rouge et de jaune. La queue présente souvent des bandes transverses ou des taches, quelquefois en forme d'yeux disposés par séries. Parmi ces crustacés, il en est qui peuvent atteindre, avec l'âge, jusqu'à 2 mètres de longueur (y compris les antennes). L'espèce que l'on trouve dans nos climats quitte nos côtes à l'approche de la mauvaise saison pour aller habiter les fentes des rochers, dans les profondeurs de la mer, où elle se nourrit de poissons et de divers animaux marins. Elle ne se rapproche du rivage qu'au retour du printemps. C'est là, sur les plages les plus rocailleuses, que la femelle pond un grand nombre d'œufs, auxquels leur belle couleur rouge fait donner vulgairement le nom de *corail*.

On trouve des langoustes dans les mers tempérées et dans les mers intertropicales principalement. On pêche ces crustacés avec des *nasses*. Leur chair, surtout celle des femelles, avant et après la ponte, est très estimée; on en fait une très grande consommation. Pour les expédier, il faut préalablement les faire cuire, car, sans cette précaution, ils se corrompraient en route.

L'espèce commune (*pal. vulgaris*) est de grande taille. Chargée de ses œufs, elle pèse jusqu'à 6 et 7 kilogr. Sa carapace, hérissée de poils courts et roides, est d'un brun-verdâtre ou rougeâtre sur le dos; sa queue est ponctuée de blanc-jaunâtre; les pieds nuancés de jaunâtre et de rougeâtre. On la trouve particulièrement sur les côtes de la Méditerranée. C. S-TE.

LANGUE (anat.), organe charnu, mobile et sensible, situé dans la cavité buccale, qu'il remplit. Sa forme est conique et aplatie; elle est fixée, par sa base, au fond de la bouche (*voy.*), dont elle forme la paroi inférieure. Elle est recouverte d'une membrane muqueuse sans cesse humectée par la salive et les fluides sécrétés par les follicules. A l'intérieur, sa structure est toute musculaire; les anatomistes modernes y

ont attentivement suivi des faisceaux doubles se réunissant à une ligne médiane, et dont les directions expliquent les divers mouvements que prend l'organe pour exécuter ses fonctions. On sait, en effet, que la langue s'allonge pour sortir de la bouche, se retire en arrière, se replie en dessous et sur les côtés, se courbe en cuiller, et peut de sa pointe atteindre avec facilité tous les points de l'arcade dentaire du palais, des lèvres et des joues. Chez les oiseaux, un ou même deux os fournissent un point d'appui à cet appareil musculaire sans ajouter à la perfection des mouvements, lesquels offrent, chez l'homme, le plus haut degré de précision et de variété. Des nerfs nombreux se distribuent à la langue: les uns lui donnent la sensibilité gustative (*voy.* Gout et Saveur); les autres, la mobilité et la faculté tactile, ainsi qu'une foule d'expériences sur l'homme sain et malade tendent à le démontrer. Les vaisseaux artériels et veineux y sont abondants, de même que les lymphatiques. Enfin, la membrane muqueuse qui enveloppe le tout, présente, à sa face supérieure (dos de la langue), des aspérités nombreuses et d'un volume variable, qu'on nomme *papilles*, et dont les antérieures et les moyennes paraissent être l'expansion des nerfs gustatifs, tandis que les autres sont des follicules. Cette membrane est recouverte d'un épiderme assez épais, qui devient manifeste dans les cas de brûlure ou de pustules de cette partie. Mentionnons, en finissant cette description, le *frein* ou *filet* de la langue, repli inférieur de la membrane muqueuse, dont le prolongement peut gêner l'articulation des sons, mais dont la section a été bien souvent faite sans une nécessité réelle.

Dans les diverses classes d'animaux vertébrés, la langue perd peu à peu les caractères qu'elle offre chez l'homme. Enfin, chez certains poissons, elle ne se montre plus qu'à l'état rudimentaire.

Les fonctions de la langue sont multiples et se rapportent à la mastication pour recueillir les parcelles d'aliments et les rallier au bol alimentaire; à la déglutition, en les conduisant jusqu'à l'entrée du pharynx (*voy.*), sur un plan incliné, en même temps qu'elle l'y pousse en s'appliquant contre le palais; enfin, à l'articulation des sons (*voy.* l'art. suiv.). L'absence de la langue ou les vices de conformation dont elle peut être le siége font bien voir quelle part active elle prend à ces différents actes.

Au médecin, la langue fournit des renseignements si nombreux, que son exploration a eu lieu de tout temps. Sa couleur, rouge-blanchâtre ou jaunâtre, sont des indices insuffisants peut-être de l'état des organes de la digestion, mais qui ne sauraient être négligés cependant. Sa sécheresse, sa couleur noire, son aspect fendillé, son tremblement ou ses mouvements convulsifs, sont au nombre des symptômes fâcheux. Sa complète immobilité ne s'observe que dans les cas les plus graves; et sa déviation latérale est un signe certain de l'épanchement cérébral.

Glossalgies ou maladies de la langue. La langue peut elle-même être affectée d'inflammation (*glossite*), outre qu'elle participe à celle des parties environnantes. Elle peut, dans ce cas, acquérir un volume extraordinaire et faire saillie hors de la bouche, au point d'entraver la déglutition et la respiration. On a recours alors, avec succès, à de profondes scarifications, faites dans son épaisseur. Des ulcérations plus ou moins profondes peuvent également s'y manifester; mais bien souvent elles sont dues à la présence d'un fragment aigu, d'une dent, qui est une cause permanente d'irritation, et dont l'arrachement amène la guérison. Souvent, il suffit de garantir la langue du contact au moyen d'une petite plaque de plomb. Enfin, dans des cas heureusement assez rares, on voit la langue devenir le siége de tumeurs cancéreuses qui en envahissent une partie plus ou moins considérable et qui ont toutes les conséquences du cancer. On a proposé et pratiqué avec succès l'extirpation de ces tumeurs, et l'on a vu ainsi qu'on pouvait retrancher impunément le tiers, le quart et presque la moitié de l'organe. Les fastes de la chirurgie offrent des observations de développement extraordinaire de la langue sans dégénération, et auxquels il a fallu remédier par des opérations souvent très difficiles. F. R.

LANGUE (anthr.). Une des questions

les plus difficiles, et en même temps une des plus intéressantes de l'anthropologie, c'est celle de l'origine et de la nature du langage articulé de l'homme (*voy.*). S'il n'y avait sur la terre qu'une seule langue, ou du moins qu'une seule espèce de langues, on pourrait en indiquer les principaux caractères d'une manière générale; mais comme il y a pluralité de langues et qu'elles diffèrent toutes entre elles par leur conformation, leur ancienneté et leur génie, ce ne peut être qu'en retraçant exactement l'histoire de la formation du langage, que nous pourrons parvenir à éclaircir les différents développements de cette question si importante pour la philosophie et la linguistique. Nous diviserons cette histoire en deux périodes: dans la première, nous aurons à expliquer l'origine des *langues primitives;* et dans la seconde, nous décrirons la formation et la nature des *langues dérivées*.

I. Les *langues primitives* ont disparu, il est vrai, avec les hommes qui les ont parlées, mais comme elles ont laissé des traces dans les langues dérivées, tant anciennes que modernes, on peut arriver, par induction, à en déterminer la nature, et, par suite, à en expliquer l'origine. Les résultats de cette induction ont même toute la certitude des faits historiques, étant basés sur la connaissance des lois qui président à la formation et au développement du langage. La connaissance de ces lois, puisée dans l'étude comparative des langues dérivées, nous met en état de retrouver les principaux caractères des langues primitives. Dans cette induction, on est quelquefois guidé, et très souvent les faits sont confirmés, par les phénomènes qu'on observe encore aujourd'hui dans le langage des enfants et des peuples sauvages; car ces phénomènes présentent de nombreuses analogies avec ceux des langues primitives. En se fondant donc sur les résultats fournis, d'un côté, par la philologie comparée, de l'autre, par l'idéologie et la psychologie, on peut aborder hardiment les hautes questions sur l'origine et la nature des langues primitives.

On peut établir, en général, trois degrés dans le développement de l'âme ou de l'esprit. Le premier est celui où l'âme éprouve des impressions, sans cependant avoir conscience des causes ou des objets qui les produisent: ce premier degré, nous l'appellerons le degré de la *sensation*. Le second degré est celui où, par le moyen des sens et principalement par celui de la vue, l'âme, frappée par les objets extérieurs, réagit sur ces impressions, c'est-à-dire acquiert la conscience de l'existence ou de la présence de ces objets. Cette impression n'est plus simplement une sensation, renfermée dans le sujet, mais c'est la perception d'un objet existant hors du sujet: c'est pourquoi nous nommerons ce second degré le degré de la *perception*. L'image qui, dans l'individu, résulte ainsi de la perception d'un objet, est nécessairement vague, puisque le sujet n'y distingue encore aucune qualité ni aucun caractère essentiel de l'objet; il ne remarque et ne perçoit que l'existence, la présence et tout au plus la forme générale des objets qui frappent sa vue. Après la perception vient le troisième degré, où l'esprit n'est pas seulement frappé par l'existence ou la présence des objets, mais aussi par une de leurs particularités ou par une de leurs qualités plus ou moins essentielles. Ces qualités sont les signes caractéristiques des objets auxquels elles sont inhérentes, de sorte que l'idée de la qualité et celle de l'objet se confondent dans l'entendement, et que par conséquent, en exprimant cette qualité, l'homme primitif entendait toujours désigner l'objet lui-même ou exprimer ce qu'il savait de la nature de cet objet. Ce troisième degré, nous l'appellerons le degré de la *notion* ou de l'*idée*.

Examinons plus en détail la nature de ces notions. Si l'homme primitif avait eu tout d'abord un grand nombre d'idées innées, il aurait pu les comparer entre elles, c'est-à-dire qu'il aurait pu réfléchir ou méditer. Par cette réflexion, il serait devenu capable d'analyser les objets qu'il voyait, de remarquer en eux un plus grand nombre de qualités, et de se faire ainsi une idée plus ou moins complète de la véritable nature de ces objets. Mais les hommes primitifs n'ayant qu'un petit nombre d'idées, toute l'activité de leur esprit consistait non à combiner, mais à se former des notions, et ces notions, ils

les acquéraient sans choix, et presque à leur insu, leur esprit étant frappé involontairement par une particularité saillante dans les objets, laquelle, en se gravant dans la mémoire, se transformait en notion ou idée. Les notions n'étaient donc pas le résultat de la réflexion, ni le produit d'un choix libre, raisonné ou arbitraire; mais elles se formaient d'une manière naturelle et nécessaire, parce que, dans l'origine, l'esprit humain était encore purement instinctif. Les idées de l'homme primitif s'étant formées d'une manière naturelle et nécessaire, il s'ensuit que les mêmes objets, vus dans les mêmes conditions et par des hommes de la même race, ont dû faire naître les mêmes notions; car on ne saurait admettre raisonnablement une différence d'intelligence dans les hommes *primitifs*, puisque, en toutes choses, plus on remonte vers l'origine, plus les différences s'effacent, tandis qu'elles deviennent de plus en plus nombreuses à mesure que les choses s'éloignent de leur origine, c'est-à-dire à mesure qu'elles se développent. Se développer n'est autre chose, en effet, que s'individualiser, et s'individualiser c'est se différencier. Or les hommes primitifs étant sous l'empire de la nature, ne comptaient pas parmi eux des personnalités distinctes, des individualités caractéristiques, des intelligences particulières; ces différences, que nous remarquons aujourd'hui dans les hommes, n'avaient pas encore eu le temps ni l'occasion de se développer, et par conséquent, tous ayant la même intelligence, les idées qu'ils se formaient des objets devaient aussi être les mêmes pour tous. Ainsi, deux hommes primitifs ayant vu ensemble l'éclair ont dû être frappés, de la même manière, de ce qu'il y a de caractéristique dans ce phénomène, c'est-à-dire de l'éclat de l'éclair : c'est pourquoi l'un et l'autre ont dû concevoir l'idée d'éclair en concevant l'idée de *chose éclatante*. Comme toutes les idées ainsi conçues consistaient dans le signe caractéristique ou dans une des qualités des objets, elles avaient naturellement la plus petite compréhension possible et par conséquent une très grande étendue. Par exemple, l'idée d'*éclair*, qui était identique avec l'idée d'*éclatant*, ne comprenait qu'un seul attribut, et s'étendait par cela même sur un très grand nombre d'objets auxquels ce même attribut pouvait convenir. Ce qu'on appelle aujourd'hui qualité ou attribut renfermait alors tout ce qu'on savait sur la nature de l'objet, et désignait par conséquent cet objet lui-même. Or, comme on ne considérait jamais la qualité hors de son objet et que l'idée de la qualité se fondait dans celle de l'objet, il s'ensuit qu'il n'y avait pas encore d'idées abstraites, mais que toutes les idées étaient *concrètes* ou inhérentes à leurs objets. De plus, comme on ne connaissait que des objets visibles, les idées que nous nommons aujourd'hui *métaphysiques*, ou n'existaient pas encore, ou, si elles existaient, avaient un caractère encore plus concret et plus matériel. Enfin, comme les hommes primitifs ne pouvaient concevoir ni idée abstraite ni idée métaphysique, nous devons en conclure que le cercle et le nombre de leurs idées étaient naturellement fort restreints.

Nous venons d'indiquer quelles étaient les principales espèces et la nature des impressions que le monde extérieur faisait sur l'esprit des hommes primitifs. Ces impressions produisirent en eux des sensations, des perceptions et des notions, lesquelles ne résultaient point de la réflexion libre, mais s'imposaient à l'homme à son insu, d'une manière naturelle et nécessaire. Ces impressions étaient d'autant plus vives que les sens des hommes primitifs n'étaient pas émoussés et que leur esprit, ne se repliant pas sur lui-même par la réflexion, portait toute son activité sur les objets extérieurs. Ces objets, par cela même qu'ils étaient entièrement nouveaux pour eux, les frappaient d'un plus grand étonnement et excitaient d'autant plus leur attention. Plus ces impressions étaient fortes, plus la réaction sur elles devait l'être aussi, c'est-à-dire que l'action et la réaction devaient être presque simultanées. Or la réaction de l'esprit sur les idées se manifestant dans le langage, on peut dire que le langage, provoqué par les impressions ou les idées, naquit presque simultanément avec elles.

Connaissant l'action que les objets extérieurs exerçaient sur l'esprit, examinons

maintenant comment s'est manifestée la réaction de l'esprit, ou comment se sont formés les mots ou les expressions correspondantes à ces impressions.

Pour exprimer ses sensations, ses perceptions et ses notions, l'homme primitif pouvait disposer de deux espèces de signes, les uns tombant sous le sens de la vue, comme le dessin et la gesticulation (*voy.* IDÉOGRAPHIE et GESTES), les autres perceptibles par l'ouïe, comme les sons articulés de la voix. Le langage le plus imparfait sans doute eût été celui du dessin; car, pour être significatif et intelligible, il exige non-seulement une certaine habileté dans le tracé des figures, mais il rend aussi nécessaire un grand nombre de signes symboliques et conventionnels pour exprimer les sensations, les perceptions et certaines espèces d'idées. D'ailleurs, comme les figures, pour être tracées et aperçues, supposent l'usage d'une matière et de certains instruments, le mouvement libre de la main, la présence de la lumière, une distance et une position convenables pour celui qui regarde, on conçoit que le dessin aurait été impossible et de nul effet partout où l'on n'aurait pas eu le concours de toutes ces circonstances.

Un langage plus commode et plus parfait, il est vrai, eût été celui des gestes. En effet, les hommes primitifs, sans avoir besoin de recourir à des signes conventionnels, eussent trouvé dans les seuls mouvements de leur corps ou de leurs membres un moyen convenable et significatif d'exprimer leurs sensations, leurs perceptions, et jusqu'à leurs notions. Ils devaient posséder instinctivement et dans la perfection l'art de la mimique et l'intelligence de la gesticulation; car encore aujourd'hui cet art et cette intelligence se trouvent à un degré plus élevé dans l'homme de la nature que dans l'homme cultivé, et cela par la raison que le geste perd de son importance à mesure que le langage articulé se perfectionne. Cependant, comme les gestes, de même que le dessin, supposent toujours le mouvement libre du corps pour être exécutés, et en outre la présence de la lumière, et une position ou une distance convenable pour être aperçus, on conçoit que cette espèce de langage eût encore été impossible en l'absence de ces différentes conditions. C'est pourquoi le dessin et la gesticulation ne sont, pour ainsi dire, qu'un langage secondaire ou supplémentaire pour l'homme, dont le principal moyen de manifester ses sentiments, sa pensée et sa volonté, consiste dans les sons articulés de sa voix. Cette nouvelle espèce de manifestation n'est soumise à aucune restriction; partout, et indépendamment des circonstances extérieures, l'homme peut se faire entendre. Cependant les sons articulés de la voix n'auraient pu devenir un moyen de manifestation s'ils n'étaient déjà significatifs par eux-mêmes. Mais heureusement il existe une liaison intime entre tel son et telle sensation ou perception. On dirait que le son articulé, par la nature de ses vibrations, indique l'état de l'âme, de la même manière que les sons acoustiques révèlent la composition moléculaire des corps plus ou moins sonores. C'est pourquoi les sons articulés, étant significatifs par eux-mêmes, ont pu devenir et sont devenus en effet l'expression nécessaire et naturelle des sensations, des perceptions et par suite des notions. C'est ce que nous allons faire voir plus en détail.

La *sensation* s'exprimait naturellement et nécessairement par les sons clairs qui sortent librement du larynx, et que nous appelons *voyelles*. Ces voyelles, ordinairement précédées ou suivies de l'aspiration, ont formé des *particules exclamatoires*. En effet, le soupir, le cri de douleur ou le cri de joie se prononcent par les voyelles avec aspiration, lesquelles, par leur nature, peignent les émotions de l'âme. Ainsi la sensation indéterminée ou vague s'exprimait par la voyelle *e*, *œ* ou *eu*, qui est encore aujourd'hui la première voyelle que prononcent les enfants nouveau-nés, chez lesquels les sensations n'ont pas encore un caractère déterminé. Quand, plus tard, la sensation vague se différencia dans les sensations de la douleur, de la joie et de l'admiration, la voyelle primitive *e* se différencia également dans les trois voyelles principales *u*, *i* et *a*. La voyelle *u*, et surtout *ou* (aussi une voyelle et non une diphthongue, car ces deux lettres ne représentent qu'un seul son), la plus sourde

de toutes, et qui se forme au fond du palais, exprimait une sensation profonde, une passion repliée sur elle-même, comme la douleur, la crainte, l'horreur. La voyelle *i*, dont la prononciation a quelque chose de comprimé, marquait une sensation vive et concentrée, comme la joie intérieure. Enfin la voyelle *a*, dont le nom s'échappe librement du larynx, exprimait un épanouissement de l'âme, comme dans le contentement, l'admiration. C'est ainsi que se sont formées, d'une manière naturelle, les particules *exclamutoires* qui exprimaient les sensations des hommes primitifs. Comme toute sensation est simple de sa nature, les particules qui l'expriment se composent aussi d'une seule syllabe ou d'un son simple; et de même que la sensation est le degré le plus bas dans la manifestation de la vie psychique, de même les exclamations occupent parmi les mots un rang inférieur ou secondaire. En effet, l'essence du langage de l'homme n'est pas l'expression immédiate de la sensation par le cri, mais l'expression médiate de la sensation, de la perception et de la notion, analysées et figurées par des sons articulés. Il y a une aussi grande différence entre l'exclamation *o!* et le mot *je souffre* qu'entre la figure dessinée d'un cheval et l'expression en caractères alphabétiques du mot qui signifie cheval; et de même que l'hiéroglyphe figuratif fait plutôt partie du dessin ou de la peinture que de l'écriture proprement dite, de même le cri fait plutôt partie du langage ou de la manifestation immédiate de l'animal que du langage analytique de l'homme. Aussi les interjections sont-elles très peu nombreuses dans les langues; et comme elles y sont d'une nature, pour ainsi dire, exotique, elles sont restées stériles, et n'ont pu former des *thèmes* ni des souches de mots communes à un certain nombre de dérivés.

Quant aux *perceptions*, elles s'exprimaient par des particules qui ne se composaient pas seulement d'une voyelle, comme les particules exclamatoires, mais dans lesquelles la voyelle était précédée d'une consonne. Cette consonne est la partie significative de la particule, la voyelle n'étant ajoutée à la consonne que pour en rendre la prononciation possible ou pour en nuancer la signification. Dans cette seconde espèce de mots, l'intime liaison entre la signification et le son qui l'exprime est tout aussi naturelle que dans les particules exclamatoires; mais elle est plus cachée et moins généralement sentie. Les thèmes des particules primitives qui expriment les différentes perceptions sont les suivants : la particule *Te*, qui exprimait la désignation précise d'une chose présente, qu'on montre pour ainsi dire du doigt : on peut la traduire par le pronom démonstratif *ce;* la particule *Ne*, qui désignait une chose éloignée : elle s'employait communément par opposition à *Te*, et répond au démonstratif *là;* la particule *Ke*, qui désignait un objet ou un endroit, non pas d'une manière absolue comme *Te*, mais par rapport ou relativement à un autre objet ou un autre endroit désigné : on peut la traduire par le démonstratif *ceci*, ou par le pronom relatif *qui;* la particule *Pe*, qui désignait la proximité, la superposition, et répond par conséquent au mot *sur, auprès;* enfin la particule *Re* ou *Le*, qui exprimait l'idée d'élan ou de saillie, de tendance vers un objet ou de direction vers un endroit. Telles sont les particules qui exprimaient les perceptions ou les différents rapports de lieu. Dans ces particules, ce sont les consonnes qui en déterminent la signification, et cette signification peut se nuancer par les différentes voyelles. Ainsi, *iN* (là) désigne la direction *d'ici-là* vers l'intérieur, tandis que *aN* désigne la direction d'ici-là le long d'une chose ou à l'extérieur d'un objet. La particule *uT* (afin) exprime une tendance allant de l'intérieur vers l'extérieur; *aT*, au contraire, indique le mouvement d'un objet vers l'extérieur d'un autre objet, etc., etc.

La signification des différentes consonnes est la même pour toutes les consonnes homorganiques, telles que *T*, *D*, *T'H*, ou *P*, *B*, *F*, etc. La différence entre les consonnes, dans les moyennes et les aspirées, n'existant pas dans l'origine, la prononciation des consonnes tenait le milieu entre la consonne dure et la consonne moyenne. Cette prononciation ambiguë se trouve encore chez les enfants et dans la plupart des dialectes populaires

ou des patois. C'est aussi de là que provient la difficulté de discerner dans la prononciation des peuples sauvages les consonnes dures d'avec les moyennes, puisqu'on y entend des articulations qui ne sont ni entièrement dures, ni entièrement douces. Plus tard, seulement, la prononciation indécise se précisa et se différencia dans les consonnes homorganiques, lesquelles résultaient, soit de l'euphonie, sur laquelle repose principalement la différence des dialectes d'une même langue et des langues d'une même famille, soit de la dérivation lexicologique, qui, par une légère différence dans la prononciation des consonnes, a exprimé les différentes nuances de la même idée.

Les particules qui expriment des perceptions ou des rapports de lieu ont été les souches dont dérivèrent, dans la suite, non-seulement les pronoms et les articles, mais aussi les prépositions, les conjonctions et plusieurs adverbes. Ces particules de lieu, désignant une perception simple, étaient aussi exprimées dans l'origine par une seule syllabe, signe naturel et nécessaire, comme nous l'avons vu, de la perception qu'elle représente.

Il nous reste à expliquer comment les *notions* et les idées s'exprimaient par des sons articulés. Les mots qui désignent des notions sont de deux espèces, selon que le signe caractéristique qui représente la notion est une qualité perceptible par l'ouïe, et alors les mots qui l'expriment portent le nom d'*onomatopées*, ou par la vue, et dans ce cas les mots qui la désignent se nomment mots *mimiques*.

L'onomatopée imite, par des sons articulés, les sons, la plupart du temps inarticulés, qu'émettent les objets qu'on veut désigner. Ainsi, les sons *coucou* désignent l'oiseau dont l'attribut caractéristique est de crier *coucou*. La liaison intime et naturelle qu'il y a entre ces sons et l'objet désigné est sentie, dans l'onomatopée, d'une manière aussi immédiate que dans les particules exclamatoires. Les onomatopées étant l'imitation des sons, et non pas l'expression analytique d'une idée, il s'ensuit que les consonnes n'y peuvent pas avoir une signification déterminée et logique comme dans les particules de lieu, et que les voyelles n'y servent pas non plus à spécifier cette signification. Les onomatopées se composent d'une ou de plusieurs syllabes, selon que les sons qu'elles expriment sont simples ou composés. Les véritables onomatopées, de même que les particules exclamatoires, sont peu nombreuses dans les différentes langues. Les onomatopées n'ont pu former des souches d'où dérivât toute une famille de mots; elles n'ont produit tout au plus qu'un ou deux mots de seconde formation : ainsi du substantif latin *cuculus* s'est formé le verbe dérivé *cuculare*.

Les mots mimiques, qui, par métaphore seulement, expriment différentes espèces de sons, ont été souvent confondus avec les onomatopées. Par exemple, le thème *kraka* (craquer) appartient proprement à la classe des mots mimiques, puisqu'il exprimait dans l'origine le fait *visible* d'éruption, de fraction. Mais comme il y a de grandes analogies entre les sensations des différents sons, le mot qui désignait originairement l'idée de fraction ou d'éclat servait aussi à désigner métaphoriquement les différents sons éclatants; de sorte que le thème *kraka* signifiait, non-seulement l'éruption visible, mais aussi l'éruption qu'on entend.

Après avoir indiqué la différence qui existe entre les onomatopées et les mots mimiques, il nous reste à voir comment se sont formés les mots mimiques, ou, en d'autres termes, comment les idées qui sont des attributs *visibles* ont pu être exprimées par des *sons*. Les attributs, quels qu'ils soient, désignent tous une action ou un état; mais tout état est à considérer comme la suite d'une action: c'est pourquoi, dans l'origine, les attributs exprimaient une action avant d'exprimer un état. Il suffit donc d'expliquer comment l'action désignée par l'attribut a pu être exprimée par des sons. Toute action se présente à l'œil comme une suite de mouvements, ou comme une modification des rapports de lieu : ainsi, en indiquant par des gestes ou par des particules de lieu qui correspondent à ces gestes, les différents mouvements que l'œil aperçoit, on exprime par cela même l'action qu'on veut désigner. Pour exprimer, par exemple, l'idée

d'un objet qui s'étend ou d'un objet étendu, l'homme primitif avait à figurer l'action d'*étendre*. Or, voyant que l'action d'étendre consiste en ce que le point extrême de l'objet qui auparavant était ici s'est transporté là, l'homme exprimait ce qu'il avait vu, ou l'idée d'étendre qu'il avait aperçue, en faisant le geste qui signifiait *ici* et puis le geste qui signifiait *là;* ou bien il prononçait la particule de lieu *ta* qui signifie *ce, ici,* et puis la particule *na* qui signifie *là,* et c'est ainsi que s'est formé le mot *tana* (ici-là) qui exprime naturellement et nécessairement l'idée d'*étendre* (grec, *teino;* lat., *ten(d)ere;* allem., *de(h)nen;* etc.). Les mots ainsi formés exprimaient, dans leurs éléments, des rapports de lieu, des mouvements ou des gestes, et c'est pourquoi nous les avons désignés sous le nom de *mots mimiques*. Les éléments des mots mimiques étant des particules de lieu, et la signification de ces particules résultant de la signification des consonnes qui les composent, il s'ensuit que la signification des mots mimiques est exprimée par leurs consonnes seules, et que les voyelles, et surtout la voyelle radicale, ne servent qu'à indiquer les différents rapports logiques de cette signification, tels que le temps, le mode, le passif, etc. Ainsi, par exemple, en allemand, les mots *wird, ward, wurde, worden, werden,* ayant tous les mêmes consonnes radicales, expriment aussi la même idée; seulement cette idée est diversement modifiée par les différentes voyelles radicales. Comme il ne peut pas y avoir de particule de lieu composée uniquement d'une voyelle, les mots mimiques ne peuvent pas, non plus, être composés uniquement d'une voyelle. Si cependant dans les langues chinoise, sanscrite, latine, etc., on rencontre des radicaux composés seulement d'une voyelle, c'est que la consonne qui précédait originairement cette voyelle s'est effacée dans la prononciation. Le verbe sanscrit *i* (aller) et le verbe latin *ĭ* (aller) dérivent de *ga* ou *ka*, le premier par l'intermédiaire de *yi*, et le second par l'intermédiaire de *ji*. Il en est de même des mots chinois *a, e, o, æ, ui,* etc., dont les formes primitives, qu'on retrouve encore dans quelques dialectes, étaient *ya, ne, gæ, yu,* etc.

Les éléments des mots mimiques se composent donc toujours, pour le moins, d'une consonne et d'une voyelle. Le nombre de ces syllabes, composées d'une consonne et d'une voyelle, augmente à mesure que le mot mimique exprime des mouvements plus composés. Cependant, dans les thèmes primitifs ou de première formation, les syllabes ou éléments ne dépassent jamais le nombre de trois. Les mouvements simples s'expriment par une seule particule de lieu. Ainsi, l'action de donner ou de déposer un objet s'exprime par la particule *ta* (*ce* ou *là*) : lat., *da*-re (donner), grec, *tha* (poser). L'idée du mouvement simple s'exprime par la syllabe *ka* : sansc., *ga* (aller); grec, *heo;* lat., *e-o;* allem., *ge-en;* ital., *gire,* etc. Le mouvement d'éruption, qui est plus composé, s'exprime en plaçant devant l'élément *ka*, la syllabe déterminative *ra* (saillie), de sorte que *raka* signifie saillir : allem., *recke-n*, *rage-n;* sansc., *ra^{d}ja;* gr., *archo;* lat., por-*rige*-re, etc. L'idée de *percer, éclater,* qui est un mouvement encore plus composé, s'exprime en plaçant devant le thème *raka*, la particule déterminative *ba* (dans), de sorte que *baraka* signifie le mouvement d'éruption dans une chose : sansc., *bra^{d}ja;* héb., *barak;* lat., *frange*-re; all., *breche-n*, etc., etc.

Dans les langues indo-européennes *, la plupart des thèmes sont de deux syllabes, c'est-à-dire qu'ils se composent de deux consonnes suivies de leurs voyelles respectives; dans les langues sémitiques, au contraire, les éléments sont ordinairement de trois syllabes; et enfin dans les langues chinoises, ils sont tous monosyllabiques. Si l'on admet que ce caractère monosyllabique était général et propre à la langue chinoise dès son origine, on ne saurait expliquer cette particularité qu'en supposant que cette langue, pour une cause ou pour une autre, aurait passé de très bonne heure de l'état de langue *instinctive* à celui de langue *raisonnée*, de sorte que le développement progressif et harmonique de l'idée et du son eût été tout à coup interrompu et que par consé-

(*) Nous nous occuperons de la filiation des langues et de leurs familles à l'art. LINGUISTIQUE.

S.

quent le mot monosyllabique, arrêté au premier degré du développement phonique serait devenu un symbole auquel se rattachaient non-seulement les idées simples dont ce monosyllabe était l'expression naturelle, mais aussi les idées composées pour lesquelles, si le développement avait été complet et normal, la langue eût créé des mots de plusieurs syllabes. Cependant, en examinant attentivement la composition des mots chinois, on est porté à croire qu'un grand nombre d'entre eux étaient, dans l'origine, tout au moins bisyllabiques, et que seulement dans la suite, à une époque fort ancienne, il est vrai, ces mots sont devenus monosyllabiques, la prononciation en ayant retranché d'abord la voyelle finale et plus tard la consonne finale. Ce qui confirme cette supposition, c'est que quelques dialectes chinois ont conservé des mots terminés par une consonne. Ainsi, les mots qui dans la langue mandarinique (kouan-hoa) se prononcent *cha*, *che*, *la*, etc., se prononcent encore dans le dialecte de Canton *chat*, *chek*, *lap*, etc. Cette tendance de retrancher d'abord la voyelle finale et ensuite la consonne finale des mots bisyllabiques est propre à la langue chinoise encore à une époque bien postérieure. Par exemple, le nom sanscrit de *Bouddha-s* est prononcé *Bout-s* par les Japonais, *Fot* par les Cochinchinois, et *Fo* par les Chinois du nord; de la même manière, du mot latin *catu-s*, on a fait en français *chats* et plus tard *chat* qu'on prononce maintenant *cha*. D'après cela, il semblerait que la forme monosyllabique d'un grand nombre de mots chinois provenait de la dégénération de cette langue, qui, dans l'origine, paraît avoir suivi les mêmes lois de formation grammaticale que les autres langues, sans cependant avoir porté, comme quelques langues indo-européennes, cette formation au dernier degré de perfection.

Nous venons d'expliquer successivement la formation des particules exclamatoires, des particules de lieu et des mots mimiques, qui sont les trois espèces de mots dont se compose le langage, expression des sensations, des perceptions et des notions. Le principal caractère de cette formation, c'est qu'elle s'est faite d'une manière naturelle et nécessaire; et ici il importe de répondre à une objection qui porte précisément sur ce caractère. S'il est vrai, dira-t-on, qu'il existe une liaison *naturelle* et *nécessaire* entre les mots et l'idée qu'ils expriment, d'où vient que les mêmes choses sont désignées différemment dans les différentes langues; d'où vient, par exemple, que l'idée d'*éclater* s'exprime en sanscrit par le mot $b^h ra^d ja$, en latin par *frangere* et *fulgere*, en grec par *hrègnu* et *flegein*, en allemand par *brechen* et *bliken*, en anglais par *break* et *flash*, en arabe par $bala^d ja$, en hébreu par *barak*, etc., etc.? Nous répondrons que ces mots qui semblent différer essentiellement entre eux ne sont pourtant, en réalité, que des variations d'un seul et même thème primitif. Cette grande diversité des formes qui, dans l'origine, n'existait pas, du moins au même degré, résulte de la permutation *euphonique* ou *eustonique**, ou d'une différence de prononciation qui s'est établie postérieurement. Mais, pourra-t-on ajouter, il y a des mots qui, tout en exprimant la même idée, ont cependant une étymologie différente, laquelle constitue une différence essentielle et *primitive* entre ces mots. Ainsi, l'idée de *chien* est exprimée en allemand par le mot *hund*, et en arabe par le mot *kelb*, deux appellatifs qui ne sont pas simplement des variations euphoniques du même thème, mais qui dérivent de deux thèmes essentiellement différents l'un de l'autre. Pour répondre à cette objection, il nous suffira de rappeler que les hommes répandus sur différents points de la terre ont dû rencontrer des individus d'animaux, de plantes, etc., appartenant à des espèces diverses, lesquelles, à mesure que les différences climatiques et géologiques s'étaient établies de plus en plus sur le globe, encore inhabité par l'homme, avaient eu le temps de se diversifier ou de suivre leur

(*) Si le premier de ces mots, sur lequel on peut voir d'ailleurs l'article EUPHONIE est, d'un usage vulgaire, le second a besoin d'une explication. Dérivé de στόμα, bouche, composé avec εὖ, bien, il signifie ce qui est à la convenance de la bouche, ce qui s'accommode à l'organe, ce qu'il lui est facile ou commode de prononcer. On voit qu'il est subjectif, tandis que l'autre est objectif. S.

développement naturel. C'est pourquoi l'idée que dans telle contrée les hommes primitifs se sont formée de ces individus ne pouvait pas être exactement la même que celle que les hommes primitifs s'en sont formée dans telle autre contrée. Ainsi, dans telle contrée, le chien appartenait à une espèce propre à la chasse, et pour cette raison l'homme désigna naturellement cet animal par le nom de *preneur* (allem., *hund*). Dans une autre région, le chien appartenant à une race peu propre à la chasse, l'homme devait le désigner par le nom plus général de *jappant* (arabe, *kelb*, clappant; allem., *klaffer*). Mais toujours est-il que les mots *kelb* et *hund*, bien qu'il y ait entre eux une différence radicale, sont cependant l'un et l'autre des expressions naturelles et par suite nécessaires, l'une de l'idée de *preneur*, et l'autre de l'idée de *jappant*.

Les thèmes ou mots primitifs, dont nous avons expliqué la formation, sont, pour ainsi dire, la matière qui, différemment élaborée, a produit la multiplicité des appellatifs dans les langues dérivées. Ces thèmes considérés en eux-mêmes ne constituent pas encore le langage, puisqu'ils n'en sont que les éléments ou les matériaux. Le langage ne consiste pas dans les mots pris isolément, mais dans la *proposition* ou l'arrangement syntactique des mots; car, à l'exception des particules exclamatoires, les mots pris isolément n'énoncent rien. Or, la nature et le but du langage consistent dans l'énonciation, soit de quelque sensation, soit d'une perception ou d'une notion. C'est pourquoi l'homme primitif, du moment qu'il se mit à parler, dut émettre une proposition plus ou moins explicite, et renfermant par conséquent au moins deux ou trois mots. Quand il émettait un mot tout seul, ce mot avait encore, dans l'entendement de celui qui parlait et de celui qui écoutait, la valeur de toute une proposition dont ce mot était, pour ainsi dire, l'expression implicite ou elliptique. Aussi est-il vrai de dire que la proposition logique et grammaticale a existé avant les éléments qui la constituaient, en d'autres termes, les idées et les mots étaient considérés dans leurs rapports de synthèse avant d'être considérés isolément comme parties disjonctives de la proposition. L'essence du langage consistant dans la proposition, il importe, après avoir expliqué l'origine et la nature des mots ou éléments du langage, d'indiquer les caractères essentiels de la proposition logique et grammaticale dans les langues primitives.

Toute proposition, dans son expression la plus simple, énonce qu'une chose est : elle doit par conséquent se composer au moins de deux termes, d'une idée ou d'un mot *déterminant*, et d'une idée ou d'un mot *déterminé*. Dans les propositions exclamatoires, l'un des termes est sous-entendu : ainsi l'exclamation *manger!* équivaut à la proposition *je mange*, ou *tu manges*, ou *nous mangeons*, etc. Bien que la proposition, dans les langues primitives, fût composée de deux ou de plusieurs termes, ces derniers n'étaient pas encore considérés séparément et isolément comme parties analytiques de la proposition-phrase, mais les thèmes étaient aussi intimement liés entre eux dans la proposition, que l'étaient les éléments ou les syllabes dans les mots. En effet, ce n'est que par la réflexion ou l'analyse que l'on découvre les parties qui constituent la phrase. Or, comme dans l'entendement les idées n'existent pas isolément et qu'elles n'ont de signification que par leurs rapports avec d'autres idées, les hommes primitifs peu habitués à la réflexion et à l'analyse ne savaient pas considérer un mot en lui-même, mais seulement dans ses rapports avec d'autres mots. Encore aujourd'hui, les peuples sauvages ne savent pas distinguer ce que c'est qu'un mot : si on leur demande comment, dans leur langue, ils disent *manger*, ils ne répondent pas d'une manière abstraite en énonçant tout simplement le mot qui exprime cette idée, mais ils répondent d'une manière concrète en plaçant le mot en question dans ses rapports naturels, c'est-à-dire dans une phrase, comme celles-ci : *je mange de la chair*, *je voudrais manger*, etc. Quelques voyageurs trompés par cette particularité, et prenant toute une phrase pour un seul mot, ont prétendu que, dans les langues de ces peuples sauvages, les mots étaient d'une longueur dé-

mesurée; ce qui est contraire à la vérité.

Comme dans les langues primitives il y avait une liaison aussi intime entre les thèmes composant la proposition qu'entre les éléments composant les thèmes ou les mots, ce qu'on appelle les *parties du discours* n'existait pas encore. Les idées, et par suite les mots qui les représentaient dans la phrase, se déterminaient les uns les autres uniquement par leur juxtaposition, sans avoir un caractère logique et une forme grammaticale nettement définis. C'est seulement plus tard, quand les idées devinrent plus précises, que, dans les différentes langues, les thèmes primitifs s'individualisèrent plus ou moins et formèrent des mots grammaticaux ou des parties du discours. Ce sont les interjections qui, par suite de leur nature particulière, se sont détachées les premières des autres mots, tout en gardant le plus souvent leur forme primitive ou la forme de thèmes. Après elles, les substantifs se constituèrent logiquement et grammaticalement. Dans l'origine, les substantifs impliquaient aussi l'adjectif et le pronom. Et en effet, les particules démonstratives ayant, comme nous l'avons vu, une signification concrète, portaient par cela même le caractère distinctif du substantif. Plus tard, le démonstratif s'est différencié du substantif, en devenant déterminatif.

Le substantif et l'adjectif ne se distinguaient pas d'abord l'un de l'autre, car tous deux exprimaient une qualité concrète ou inhérente au sujet. L'adjectif s'est séparé du substantif, en devenant simple déterminatif du sujet, c'est-à-dire en exprimant d'une manière abstraite la qualité inhérente au substantif. Il n'y avait pas non plus de différence entre l'adjectif et le verbe. Ce furent les déterminatifs suivis d'un régime direct qui donnèrent naissance au verbe. Aussi la principale différence entre l'adjectif et le verbe consiste-t-elle en ce que le verbe est un déterminatif marquant l'*action*, tandis que l'adjectif est un déterminatif marquant plus particulièrement une *qualité* ou un *état*. Le verbe, tenant de la nature de l'adjectif, détermine toujours quelque substantif ou quelque démonstratif; et, réuni grammaticalement à ce démonstratif, il forme une proposition complète. De même que les substantifs et les adjectifs, les verbes exprimaient tous, dans l'origine, des actions ou une qualité active avant d'exprimer une qualité passive ou un état. Aussi le verbe substantif *être*, ayant une signification abstraite et passive, n'existait pas dans les langues primitives. Les mots ayant une signification concrète, l'idée d'existence était déjà inhérente aux particules démonstratives et aux substantifs, et c'est pourquoi le verbe *être*, renfermé logiquement dans le sujet, n'était pas indispensable pour compléter la proposition. Le verbe substantif n'existe encore ni dans les langues chinoises, ni dans les langues indiennes de l'Amérique, ni dans les langues de la Polynésie*; il y est remplacé soit par le pronom démonstratif, soit par le verbe concret *faire*. Ainsi en chinois, pour dire *c'est un lettré*, on dit : *lui* (chi) *un lettré*, ou bien : *lui fait* (wei) *le lettré*. Dans les langues américaines, on dit également *faire le cacique*, pour *être cacique*. Le verbe *être*, tel qu'il s'est formé grammaticalement dans les langues indo-européennes et sémitiques, n'y est pas un verbe *primitif*, mais seulement un verbe de seconde formation, et la preuve en résulte de ce qu'il dérive de thèmes qui, dans l'origine, avaient une signification à la fois concrète et active. Ainsi, dans les langues indo-européennes le verbe *être* dérive soit d'un thème *BaVa* (grec, *phu-*; lat., *fu-*) qui signifiait proprement *agiter*, *souffler*, *vivre*, soit d'un thème *aSa* (gr., *es-ti*; lat., *es-t*; allem., *is-t*) qui était originairement identique avec le démonstratif *Sa* (ce, là), et signifiait proprement (*être*) *là*. Dans les langues sémitiques, les verbes substantifs sont : *hayah* et *kâna*; le premier signifiait primitivement *respirer*, *vivre*; le second, *être debout*, *être placé*, d'où s'est formée la signification abstraite d'*être*, de même qu'en français le verbe *être* (ester) dérive du latin *stare* (se tenir debout, exister).

Nous venons d'expliquer la formation logique et grammaticale du démonstratif,

(*) Dans les langues slavonnes, on ne se sert pas non plus du verbe être, du moins au présent : on dit *ceci bon*, et non pas *ceci est bon*. S.

du substantif, de l'adjectif et du verbe. Ces quatre principales parties du discours suffisaient, dans le commencement, pour former les propositions simples plutôt que précises des langues primitives. Les autres parties du discours, d'une signification plus abstraite et d'un usage moins indispensable, se sont formées dans la suite. L'article est dérivé du démonstratif; la préposition et la conjonction se sont formées des particules de lieu; l'adverbe dérive de différentes parties du discours, mais principalement de l'adjectif abstrait. La formation des parties du discours ou l'origine des différentes formes grammaticales marque la transition des langues primitives aux langues dérivées. Ces formes s'étant diversement développées dans les différentes langues, il serait trop long et hors de propos de les décrire ici. C'est à la grammaire particulière de montrer comment, dans chaque langue, les mots ont pris des formes plus ou moins spéciales.

II. *Langues dérivées*. L'homme, entièrement sous l'empire de la nature, suivait primitivement ses instincts, sans liberté et sans réflexion; mais il était destiné à devenir un être intelligent, qui, se posant en face de la nature, devait la contempler, la comprendre et la reproduire par la pensée et la volonté. C'est la nature elle-même qui a fourni à l'homme, subjugué par l'instinct, les moyens de s'arracher à ces liens grossiers en provoquant la raison, l'intelligence à la connaissance d'elle-même. En se distinguant de la nature par la réflexion ou la raison, l'homme secoue le joug de l'instinct; un changement complet s'opère en lui; l'homme *raisonnable* devient pour ainsi dire l'antithèse de l'homme *instinctif*. Ce changement se remarque principalement dans ses idées et, par suite, dans son langage, lesquels forment un constraste frappant avec les idées et le langage de la première période. Aussi aurait-on tort de juger des langues primitives d'après les langues dérivées. Cependant on ne doit pas oublier que beaucoup de phénomènes du langage primitif se reproduisent encore aujourd'hui dans le langage des enfants et dans celui des hommes peu cultivés. Car l'esprit des uns et des autres a naturellement beaucoup d'analogie avec l'esprit des hommes primitifs; seulement ces analogies sont souvent modifiées et disparaissent quelquefois entièrement par l'influence de la civilisation qui empêche les phénomènes de se produire dans leur développement naturel. En général, il faut se rappeler que les différents degrés du développement de l'esprit humain ne sont pas seulement *émanants* ou dérivants les uns des autres, mais aussi *immanants* ou inhérents les uns aux autres; de sorte que tout ce que l'esprit humain devient un jour, il l'est déjà en germe et qu'à chaque degré de son développement, il reproduit quelques-uns des phénomènes de son état antérieur. Ainsi l'intelligence de l'homme mûr existe déjà en germe dans l'enfant, et plusieurs phénomènes de l'enfance se reproduisent sans cesse dans l'adolescence, dans l'âge mûr et dans la vieillesse. Cela s'applique non-seulement à l'homme comme individu, mais à l'humanité entière.

Dans cette seconde période, les sensations se différencient et se spécifient de plus en plus; du reste, elles portent le même caractère que dans la première période. Il en est de même des perceptions et des onomatopées ou de cette espèce particulière de notions qui consistent dans un attribut perceptible par l'ouïe. Mais quant aux idées proprement dites, ou aux mots mimiques, il y a entre la première et la seconde période des différences essentielles qu'il importe de signaler.

1° Dans la période actuelle, les idées se forment principalement par la réflexion, tandis que les idées des hommes primitifs, tenant de la nature des sensations et des perceptions, se formaient aussi comme elles d'une manière immédiate, sans le secours du raisonnement. 2° Les idées naissant de l'activité réfléchie de l'esprit, elles ne sauraient être, comme dans la première période, identiquement les mêmes dans tous les hommes; mais elles diffèrent d'individu à individu. En effet, les hommes ne se trouvant pas tous dans les mêmes conditions, et n'ayant pas tous ni la même expérience, ni la même activité intellectuelle, ils doivent avoir sur les mêmes objets des idées plus ou moins différentes les unes des autres, de sorte qu'on peut dire que les idées de la raison

sont individuelles, et qu'il y a presque autant de manières d'envisager les choses qu'il y a d'individus, *quot capita, tot sensus*. 3° Les idées ne sont pas compréhensives comme dans la première période, c'est-à-dire qu'elles ne se composent pas uniquement d'un seul attribut; mais à mesure que la raison se développe, elles gagnent en compréhension ce qu'elles perdent en étendue. Cependant les idées n'embrassent jamais, comme le fait l'intelligence, tous les attributs à la fois, ou la nature entière des objets; elles n'en renferment qu'une partie, laquelle diffère plus ou moins d'individu à individu. 4° La raison étant essentiellement analytique, les idées ne conservent plus la nature concrète qu'elles avaient dans la première période; mais beaucoup d'entre elles deviennent par l'analyse plus ou moins abstraites. Dans ses opérations, la raison passe de l'idée concrète de l'individu ou de l'objet à l'idée plus abstraite du genre, et ensuite de l'idée du genre à celle de l'espèce. 5° C'est par les idées générales que la raison s'élève du monde visible au monde invisible et métaphysique, et plus elle se développe, plus les idées métaphysiques se multiplient. Aussi la somme des idées de la raison est-elle incomparablement plus grande que n'était celle des idées dans la première période.

Après avoir indiqué les caractères essentiels des idées de la raison, examinons maintenant la nature des mots qui doivent exprimer ces idées. Si la raison avait le sentiment de la liaison nécessaire et naturelle qu'il y a entre les idées et leurs expressions phoniques, les thèmes ou les mots des langues primitives ne pourraient plus servir dans cette seconde période. En effet, les idées ayant entièrement changé, les mots, pour en être les expressions naturelles et nécessaires, devraient aussi être remplacés par d'autres mots. La raison aurait donc à créer de nouveaux thèmes, à former une nouvelle langue; mais il suffit d'examiner quelle serait la nature d'un tel langage créé par la raison, pour se convaincre que non-seulement l'usage, mais jusqu'à la formation de ce langage serait difficile et même impossible. Les idées de la raison ayant une grande compréhension, il faudrait que les mots, pour en être les expressions exactes, en fussent, pour ainsi dire, les définitions, et qu'elles fussent par conséquent un composé de mots d'une longueur démesurée, ce qui serait certainement un des plus grands inconvénients dans le langage. En second lieu, comme les idées de la raison sont *individuelles*, les mots qui devraient désigner les mêmes objets changeraient d'individu à individu, et l'emploi de différents mots pour désigner les mêmes objets amènerait d'innombrables malentendus. En troisième lieu, comme presque chaque individu se servirait, pour désigner le même objet, d'un mot particulier, il faudrait, pour se comprendre et pour former un langage commun, adopter certains mots par convention ou les imposer d'autorité. Mais il n'y aurait pas de raison d'admettre le mot de tel individu, plutôt que celui de tel autre; chacun préférerait naturellement le mot qui exprimerait le mieux son idée à lui. Il y a plus : comme les sons ne peuvent exprimer, d'une manière naturelle et nécessaire, que des sensations et des perceptions, et par suite seulement les idées des objets qui tombent sous les sens, les idées abstraites et métaphysiques de la raison ne trouveraient jamais une expression naturelle et nécessaire. Le mot pour les désigner pourrait tout au plus être un signe conventionnel, sur le choix duquel on s'entendrait d'autant moins facilement que les idées métaphysiques sont plus difficiles à définir et que par cela même elles se prêtent à un plus grand nombre d'explications. On voit, d'après cela, que lors même que la raison sentirait encore, comme l'instinct des hommes primitifs, l'intime liaison entre le mot et la chose exprimée, elle ne pourrait cependant pas créer des expressions naturelles pour toutes les idées, ni former un langage convenable et intelligible pour tous. Aussi, la formation des thèmes a-t-elle cessé au moment où la raison, la réflexion est venue dominer l'instinct. Si l'homme n'avait pas commencé par l'instinct, et que, dès l'origine, il eût été doué de raison, il aurait été incapable de se créer son langage.

C'est donc un grand bonheur pour l'homme de trouver dans la période ac-

tuelle le langage tout fait. Les enfants ne créent pas leur langue, ils s'approprient celle de leurs parents ou des personnes qui les entourent. Comme nous avons perdu le sentiment du rapport intime entre le mot et l'idée, la langue naturelle n'est plus pour nous intelligible par elle-même, comme l'était la langue primitive pour les hommes primitifs; nous l'apprenons comme les langues étrangères, en cherchant à connaître les signes traditionnels ou les mots, et la signification également traditionnelle attachée à ces mots. Ce caractère distinctif des mots, dans les langues dérivées, d'être des signes d'une signification connue seulement par la tradition, n'est pas un inconvénient ni une marque de décadence dans le langage. Car les mots étant des signes pour exprimer nos idées, l'essentiel dans le langage c'est de connaître la signification de ces signes; et il importe fort peu que cette signification nous soit connue par tradition ou par le sentiment immédiat de la valeur des mots. Nous pouvons très bien parler et nous faire comprendre sans avoir les moindres connaissances en étymologie. Il y a plus : si nous avions encore le sentiment du rapport qui existe entre l'idée et le mot, il en résulterait de grands inconvénients pour l'usage et le développement des langues : le nombre des mots s'accroîtrait alors indéfiniment, puisque, pour chaque nuance d'idées, on créerait une expression particulière. Cet inconvénient n'existe pas actuellement; la signification du mot peut s'étendre sans que sa forme subisse le moindre changement, puisqu'au même signe se rattache traditionnellement, outre la signification primitive, un plus ou moins grand nombre de significations dérivées. D'un autre côté, les mots, tels qu'ils sont maintenant, peuvent subir des changements de forme sans que la signification en soit changée ou effacée. Ainsi, le mot grec *éléémosynè* s'est successivement transformé en *almosine*, *almosne*, *aulmosne* et *aumône*, et cependant il a pu conserver traditionnellement dans toutes ces transformations sa signification primitive; ce qui eût été impossible si nous avions eu le sentiment immédiat de la valeur des formes. La plupart de ces changements de formes proviennent de l'*euphonie* ou *eustomie* (*voy.* la note p. 178). Or, si la signification des mots ne nous était connue que par le sentiment immédiat des formes, il faudrait, pour que les mots fussent toujours reconnaissables, que les formes en fussent toujours immuables et par conséquent les changements euphoniques, et les tendances qu'on remarque dans les langues dérivées, de simplifier la forme des mots et de la rendre plus harmonieuse, seraient impossibles ou du moins inadmissibles. Enfin, la différence des idiomes et des dialectes reposant principalement sur l'euphonie, ces idiomes et ces dialectes n'auraient jamais pu se produire; par conséquent, les avantages qui résultent de la diversité des langues eussent été perdus pour l'humanité, et l'esprit, au lieu de dominer librement la forme, en eût subi le joug tyrannique.

Dans les langues dérivées, les mots sont donc de simples signes dont la valeur n'est connue que par tradition. Mais ces signes traditionnels ne sont pas pour cela conventionnels ou arbitraires. Ce sont des signes *naturels*, bien que le rapport qui, dans l'origine, existait entre eux et la chose qu'ils signifient ne soit plus généralement senti. Il n'y a pas de langue dont les mots soient purement des signes de convention; car aucun peuple n'est tenté d'abandonner sa langue naturelle ou maternelle pour une langue factice et conventionnelle; et si, par impossible, il existait un peuple qui n'eût pas encore de langue, il ne pourrait jamais s'en créer une par convention. C'est tout au plus si, ayant déjà une langue, on pourrait, à l'imitation des langues naturelles, former une langue factice dont les mots seraient des signes purement arbitraires; et en supposant qu'un certain nombre d'hommes s'entendissent pour l'apprendre et pour s'en servir, à peine pourrait-elle, jusqu'à un certain point, tenir lieu de langue naturelle. Tant il est vrai que, si l'on considère l'usage, il importe peu que les mots soient des signes arbitraires ou naturels. Il existe même déjà de ces langues factices : telle est la langue *balaïbalan*, inventée vers le XI^e^ siècle de l'hégire, par le cheikh Mohyi-eddin, et telle est aussi la langue imaginée par John Wilkins, évê-

que de Chester, qui en a publié la grammaire et le dictionnaire, en 1668.

Ne pouvant rien créer dans le langage, la raison ne fait que modifier et diversifier plus ou moins les thèmes déjà existants des langues primitives, et elle ajoute aux langues dérivées quelques particules exclamatoires, quelques onomatopées, et un plus ou moins grand nombre de mots composés et de mots empruntés à d'autres langues. Quant aux particules exclamatoires, ce n'est pas précisément la raison mais la sensation ou le sentiment qui les crée ; il en est de même des onomatopées qui se produisent plus facilement dans le langage populaire et instinctif que dans le langage cultivé et raisonné. Dans cette seconde période, une véritable création de nouvelles particules démonstratives et de mots mimiques est impossible : dans les langues dérivées, la formation avec des éléments déjà existants est seule praticable. C'est ainsi que la raison peut, au moyen d'un thème de la langue, former un mot nouveau, en suivant les lois de formation indiquées par l'analogie; elle peut, de plus, enrichir la langue de mots empruntés aux langues étrangères, en conservant à ces mots leur signification et quelquefois même jusqu'à leur forme grammaticale; enfin, elle peut, dans certaines langues, former des mots composés, dans lesquels cependant il n'y a de nouveau que la composition, puisque les éléments de ces mots existent déjà séparément dans le langage. Aussi faut-il dire que les mots composés sont plutôt des mots *formés* que des mots *créés*.

Après avoir indiqué le caractère particulier des mots dans les langues dérivées, il nous reste à parler de la nature de la proposition. De même que dans la première période, il se forme encore dans cette seconde des propositions *exclamatives* qui renferment implicitement toute une proposition. Ainsi, l'exclamation *oui* équivaut à la proposition, *cela est ainsi; non*, équivaut à *cela n'est pas ; chut*, équivaut à *je veux que vous fassiez silence*, etc. A l'exception de ces propositions exclamatoires, toutes les autres propositions sont explicites; car la principale tendance de la raison c'est de rendre les phrases aussi claires, aussi précises, aussi explicites qu'il se peut. C'est pourquoi, dans cette seconde période, les langues atteignent leur dernier degré de perfection sous le rapport de la clarté, et, ce degré une fois atteint, elles restent stationnaires pendant quelque temps, puis elles vieillissent, se décomposent et sont remplacées peu à peu par des dialectes plus jeunes.

La raison étant essentiellement analytique, les éléments qui composent la phrase, dans les langues dérivées, ne sont pas uniquement considérés, comme dans les langues primitives, sous leur rapport synthétique, mais ces éléments de phrase ou les mots sont envisagés séparément : c'est pourquoi leur forme grammaticale est mieux déterminée, c'est-à-dire que les parties du discours sont mieux précisées et plus nettement dessinées. Ainsi, outre l'exclamation, le démonstratif, le substantif, l'adjectif et le verbe qui sont les parties strictement nécessaires de la proposition et auxquels les langues primitives ont pu se borner, il s'est formé encore, dans les langues dérivées, les parties du discours suivantes : 1° la *préposition*, qui jusqu'alors était confondue avec la particule démonstrative; 2° l'adverbe, qui est au verbe ce que l'adjectif est au substantif; 3° la *conjonction*, qui dérive des particules de lieu et qui sert de liaison non-seulement entre les mots, mais aussi entre les différentes propositions de la phrase. Il s'est même formé, dans quelques langues, des particules improprement nommées *explétives* qui dérivent, pour la plupart, des particules démonstratives, et servent à exprimer ces nuances délicates du sentiment qu'on indique dans les autres langues par l'inflexion de la voix ou par l'accent oratoire. En résumé, la proposition, dans les langues dérivées, étant plus développée et mieux précisée par le raisonnement, ces langues sont naturellement de beaucoup plus parfaites que ne l'étaient les langues primitives.

La raison étant une faculté qui a conscience d'elle-même et de ses opérations, c'est dans la période de la raison que commence la *science*. Le langage devient de plus en plus objectif, c'est-à-dire que les phénomènes qui en constituent la nature se présentent de plus en plus à l'ob-

servation et à la réflexion, lesquelles engendrent la science. Ce sont principalement l'écriture (*voy.*) et l'étude des langues étrangères qui, dans cette seconde période, donnent au langage ce caractère objectif. En effet, dans l'écriture, l'homme voit, pour ainsi dire, sa langue hors de lui-même, comme un objet qu'il peut soumettre à son examen, tout aussi aisément que les autres objets de la nature; et comme, dans les langues étrangères, presque tout nous est inconnu, l'étude que nous sommes obligés d'en faire nous force à observer les détails du langage avec plus de soin que nous ne pouvons le faire à l'égard de la langue maternelle, laquelle, par cela même qu'elle est plus subjective ou qu'elle nous est plus familière, ne provoque pas autant notre attention et notre réflexion sur les différents phénomènes linguistiques.

Plus la raison se développe, plus les études grammaticales se développent aussi et se perfectionnent; et ces dernières ont, aux différentes époques, les mêmes imperfections et les mêmes défauts qu'on peut reprocher à la raison elle-même. Ainsi, au commencement, l'étude philologique est trop exclusive : elle se borne à une seule langue, la langue maternelle. Comme, par les raisons déjà indiquées, cette langue n'est pas assez objective, la raison n'y peut observer qu'un très petit nombre de faits. Cependant, elle généralise ces faits, les croyant communs à toutes les langues. Le système ainsi formé n'est ni complet, puisqu'il ne repose que sur un petit nombre d'observations, ni général, puisqu'il n'a pour base que l'étude d'une seule langue. C'est ainsi, par exemple, que le système grammatical des grammairiens grecs a été appliqué, jusque dans les temps les plus récents, à toutes les langues qu'on a étudiées, quelque grande que fût la différence entre ces langues et la langue grecque. Aussi, ce système a-t-il été cause que les grammairiens n'ont pas remarqué ce qui appartient en propre à chaque langue, et qu'ils ont cru y trouver ce qui réellement n'y était pas. Plus tard, l'étude se porta principalement sur le grec, le latin et l'hébreu (*voy.* Philologie), et bien que ces langues ne fussent pas suffisantes pour baser sur leur connaissance un système complet, on a cependant composé, d'après elles, des grammaires prétendues *générales*. Dans ces grammaires, on a fait abstraction de tout ce que ces langues avaient de particulier, pour ne s'occuper que de leurs caractères les plus généraux; on y examinait, d'après le système des grammairiens grecs, la signification logique des parties du discours et la formation de la proposition. Aussi, ces grammaires générales (*voy.* l'art.) renferment-elles d'excellentes remarques sur la logique appliquée, mais elles sont de peu d'utilité pour la philologie proprement dite; car, en philologie, l'essentiel n'est pas de savoir quelles sont les lois générales de la logique appliquée, mais de connaître l'origine et la valeur des formes grammaticales dans les différentes langues. Tel est cependant le besoin de la raison de généraliser ses notions et de faire abstraction de tout ce qui est particulier, spécial et individuel, que non-seulement on a composé des grammaires prétendues *générales*, mais qu'on a aussi songé à inventer une *langue générale* au moyen de laquelle on pût exprimer, comme par un langage algébrique, toutes les propositions de l'esprit humain. Cette idée d'une langue générale, pour être née dans la tête d'un philosophe aussi éminent que Leibnitz (*voy.*), n'en est pas moins chimérique, et la *spécieuse générale*, comme il l'appelait, doit être placée sur la même ligne que la *pasigraphie* (*voy.*) ou l'écriture générale dont parle le même philosophe. En effet, il est bien possible d'imaginer, à l'instar du langage algébrique, une langue générale et mathématique, où l'on fait abstraction de tout ce qu'il y a de particulier aux différentes langues; mais une langue universelle, qui soit en même temps l'expression adéquate ou la traduction fidèle de chaque langue en particulier, n'est pas imaginable. Du reste, cette *spécieuse générale* serait possible qu'elle serait encore une invention superflue ou inutile; car pourquoi imaginer une langue nouvelle, puisque chacune des langues déjà existantes pourrait tout aussi bien être élevée au rang de langue universelle? Il suffirait pour cela que les hommes con-

vinssent entre eux d'apprendre, outre leur langue maternelle, encore une des langues existantes, soit la langue française, ou l'arabe, ou telle autre quelconque, pour s'en servir avec l'étranger.

Non-seulement la raison aime à généraliser les notions, mais c'est encore pour elle un besoin de se rendre compte de l'origine des choses. Aussi la question sur l'origine du langage a-t-elle été souvent débattue. Les uns l'ont rapportée à Dieu même, élevant orgueilleusement la créature jusqu'à son Créateur, ou abaissant le Créateur au niveau de la créature. D'autres ont imaginé que Dieu, en créant l'homme, lui avait donné une langue toute faite. Mais, de deux choses l'une, ou bien cette langue communiquée par Dieu était la langue absolue ou la plus parfaite possible, et n'était plus susceptible de développement, ou bien elle était encore imparfaite et susceptible de développement. En admettant qu'elle ait été parfaite, il faudrait aussi admettre que l'esprit des hommes primitifs eût été également parfait, c'est-à-dire au moins supérieur à l'esprit d'un Platon, d'un Leibnitz : or, l'histoire des langues et de la philosophie prouve que l'esprit humain et le langage n'ont cessé de se développer depuis l'origine jusqu'à nos jours, et que plus on remonte vers cette origine, plus les langues, de même que les idées, sont imparfaites et peu développées. Par conséquent, l'humanité a commencé en toutes choses, non pas par l'état le plus parfait, mais par l'état le plus imparfait. Si l'on admet, au contraire, que la langue communiquée par Dieu était conforme ou adéquate à l'état encore imparfait de l'esprit des hommes primitifs, cela revient à dire que Dieu a communiqué à l'homme la faculté de se créer peu à peu une langue parfaite, et cette opinion rentre dans le système de ceux qui attribuent l'origine du langage à l'homme, c'est-à-dire aux facultés ou aux germes implantés par Dieu dans l'esprit humain.

On peut néanmoins différer sur cette dernière opinion, par rapport à la manière dont on conçoit la formation du langage. Il y a des philosophes qui considèrent le langage comme une fonction purement organique ou physiologique de la nature humaine. Mais les fonctions organiques sont indépendantes de l'esprit et de la réflexion, tandis que le langage ne l'est pas. Les fonctions organiques se font également sans notre volonté, tandis que l'action de parler dépend entièrement de la volonté de l'homme. Ces différences étant essentielles, le langage ne saurait être considéré comme une fonction purement organique. D'après une autre opinion, le langage serait une invention de la raison. Mais si le langage était une invention, il n'aurait pas un caractère nécessaire et naturel ; de sorte que, si par hasard le langage n'eût pas été inventé, l'homme aurait pu s'en passer sans préjudice de sa véritable nature. Or, le langage est aussi naturel et nécessaire à l'homme que la faculté de penser, et l'un et l'autre constituent un des caractères essentiels de l'humanité. C'est pourquoi ni le langage ni la pensée ne sont des inventions, lesquelles sont, de leur nature, plus ou moins fortuites, plus ou moins artificielles. Si l'on dit que le langage est une invention naturelle et nécessaire de l'homme, on énonce une contradiction dans les termes, et à la véritable idée d'invention on substitue, sans s'en apercevoir, l'idée d'une formation nécessaire et naturelle. Enfin, d'après une autre opinion, le langage est le résultat d'une convention. Mais on remarquera que pour faire une convention il faut déjà avoir un langage. Si l'on suppose que cette convention se faisait d'une manière naturelle, tous les hommes possédant d'avance ce dont ils voulaient convenir, on détruit par cela même l'idée de convention et on lui substitue l'idée d'une formation naturelle.

Pour être en état d'approfondir ces questions, il est nécessaire de se livrer à l'étude des langues (*voy.* Linguistique et Philologie). Cette étude est d'abord purement *grammaticale* ; on constate la signification et la forme grammaticale des mots de telle ou telle langue pendant une certaine période ; puis on étudie cette langue dans ses différentes périodes, depuis son origine jusqu'à son entier développement et son extinction. De cette manière, l'étude devient *historique*. On reconnaît alors par cette étude qu'à tra-

vers les différentes périodes chaque langue subit des changements quant au sens et quant à la forme des mots. Le sens devient plus précis, plus abstrait et plus varié par les significations dérivées; la forme se contracte et gagne en concision, et les terminaisons s'effacent de plus en plus. Connaissant ainsi l'histoire du développement d'une langue, on compare cette langue avec ses dialectes (*voy.*), si elle en a. C'est ainsi que l'étude devient *comparative*. Cette comparaison fait voir que, dans les différents dialectes, les mêmes mots ont une prononciation différente. On remarque que les formes grammaticales sont plus altérées, c'est-à-dire s'éloignent plus du type primitif dans tel dialecte que dans tel autre; et comme dans les langues, de même que dans la nature en général, la transition d'une forme à une autre n'est jamais brusque, on peut, en suivant la filiation des changements, déterminer l'âge relatif des formes grammaticales. Ces mêmes résultats, et d'autres plus importants encore, se présentent lorsque, de la comparaison des dialectes entre eux, on passe à celle des langues d'une même famille. On reconnaît alors les nombreux changements que les mots peuvent subir quant au sens et quant à la forme; et comme tous ces changements suivent certaines lois de dérivation logique et grammaticale, on peut, à travers ces modifications successives, remonter jusqu'à la forme et à la signification primitives des mots. C'est alors que l'étude devient *étymologique*. Quand on a trouvé l'étymologie (*voy.*) des mots qui se correspondent dans les différentes langues d'une même famille, ou, en d'autres termes, quand on est remonté aux radicaux ou aux thèmes de ces mots, alors on soumet, à leur tour, ces thèmes à l'analyse étymologique, et en suivant encore la méthode comparative, on parvient à déterminer la signification des éléments des mots, c'est-à-dire la signification des consonnes et des voyelles dont se composent les thèmes. C'est ainsi qu'on découvre de plus en plus l'intime liaison, à la fois naturelle et nécessaire, qui existe entre le son et l'idée qu'il exprime, et par cela même on pénètre de plus en plus dans le mystère de l'origine du langage. Quand on a appris à connaître par ces études successives les lois qui président à la formation et au développement du langage, on peut entreprendre de reconstruire par la pensée les langues primitives, ou du moins d'en indiquer la nature et les caractères principaux. Si ensuite à ce tableau des langues primitives on rattache l'histoire des langues dérivées, il se forme de la sorte une *histoire générale des langues*, laquelle nous fait connaître la nature multiple du langage, depuis ses origines jusqu'à nos jours, où il s'est spécialisé et multiplié à l'infini dans les différentes langues, idiomes et dialectes répandus sur le globe. Si enfin, dans l'exposition de cette histoire, on suit exactement le même ordre que la nature elle-même a suivi dans la production des phénomènes du langage, on trouve que tous ces phénomènes se tiennent par un lien naturel, et qu'ils dérivent les uns des autres d'une manière *nécessaire;* en un mot, qu'il y a dans le langage un développement progressif et harmonique, et que, bien que la raison modifie quelquefois certains phénomènes d'une manière qui semble plus ou moins arbitraire, il y a cependant dans ces modifications arbitraires quelque chose qui ressemble encore au développement naturel d'un *organisme physiologique*. Et quand on est arrivé à savoir que tout dans le langage a sa cause, quand on connaît ces causes, on est, par cela même, arrivé à la *philosophie du langage* ou à la véritable science philologique. F. G. B.

Dans les temps modernes, on a appelé *linguistique* (*voy.*) la connaissance ou l'étude générale et comparée des langues, *mortes* ou *vivantes*. Cette étude reçoit aussi le nom de *philologie comparée;* mais généralement les modernes réservent le mot de *philologie* (*voy.*), bien connu déjà des anciens dans un sens encore plus restreint, à la connaissance des langues mortes et par conséquent anciennes, au grec et au latin par excellence, auxquels on joint quelquefois l'hébreu et les autres langues sémitiques.

On vient de voir par ce qui précède quels progrès remarquables la philologie comparée a faits de nos jours, puisqu'elle tend à reconstruire une langue primitive.

Il resterait encore à faire connaître la filiation des langues ou les familles auxquelles chaque idiome (*voy.*) se rattache ; mais cette matière importante devant former le principal sujet de notre article LINGUISTIQUE, nous pouvons nous borner ici à y renvoyer le lecteur. J. H. S.

LANGUEDOC, une des plus grandes provinces méridionales de la France, a pris son nom de l'idiome roman qu'on y parlait au moyen-âge, la *langue d'oc* ainsi désignée par opposition à la langue d'oil, usitée dans les provinces du nord (*voy. langue* FRANÇAISE, T. XI, p. 443). Le Languedoc se divisait en haut et bas Languedoc, dont les capitales étaient Toulouse et Montpellier. Aujourd'hui, dans notre nouvelle division territoriale, il comprend huit départements : l'Aude, le Tarn, la Haute-Garonne, l'Hérault, le Gard, la Lozère, l'Ardèche et la Haute-Loire (*voy.* ces noms). Il était borné à l'est par le Rhône, au nord par l'Auvergne, à l'ouest par la Garonne et les Pyrénées, au midi par le Roussillon et la Méditerranée. Cette province, traversée par les Cévennes et par diverses ramifications des chaînes voisines, est couverte de montagnes d'origine volcanique. Ses richesses minérales, ses produits agricoles et surtout ses excellents vignobles la rendent l'une des plus fertiles provinces du midi de la France.

Au temps des Gaulois, le Languedoc faisait partie de la Gaule celtique, occupée par les Volces tectosages et arécomiques. Le proconsul Domitius la conquit l'an 121 av. J.-C., lui donna le nom de *province romaine* (d'où est venu le nom de *Provence*), et y fonda une colonie à Narbonne (*Narbo Martius*), sorte d'avant-poste contre les Gaulois, et lieu de station et de passage pour les légions qui se rendaient en Espagne. Lorsque César eut repeuplé Narbonne (*voy.*) presque abandonnée, elle ne tarda pas, grâce à l'activité des citoyens romains, ses nouveaux colons, à reproduire le luxe et la splendeur de la métropole. Elle eut, à l'instar de Rome, un capitole, un amphithéâtre, des temples, des cirques, des basiliques, et ses institutions se modelèrent sur le type des municipalités romaines. Auguste y convoqua l'assemblée générale des Gaules, et donna à tous les pays environnants le nom de Gaule *narbonnaise*. Agrippa protégea encore la colonie naissante, et fit creuser un magnifique canal au milieu des étangs qui la séparaient de la mer. Le christianisme pénétra de bonne heure dans la Gaule méridionale, et même, s'il fallait en croire les récits naïfs des légendes, il y eût été prêché par les premiers apôtres. Il est certain qu'au temps des Antonins, Narbonne et Toulouse comptaient déjà des églises, et qu'il en était sorti plus d'un glorieux martyr de la religion nouvelle. Lorsque Constantin fit monter le christianisme sur le trône, la Narbonnaise devint, dans la nouvelle organisation de l'empire, l'une des sept provinces du vicariat de l'Aquitaine, sous le nom de première *Narbonnaise*. Les querelles religieuses ne tardèrent pas à troubler le midi de la Gaule. Parmi les hérésies qui s'y répandirent successivement, il faut nommer surtout l'arianisme et le priscillanisme, dont les doctrines firent plus tard, au XII^e^ siècle, une si terrible explosion sous le nom d'hérésie des Albigeois.

Mais un fléau bien plus redoutable encore allait s'abattre sur les florissantes cités du Midi. Les Barbares avaient envahi la Gaule : les Vandales, les Alains, les Suèves (*voy.* ces noms) traversèrent la Narbonnaise pour passer en Espagne, laissant de toutes parts des traces sanglantes de leur passage. En 412, Narbonne fut pillée par les Visigoths (*voy.*), et leur chef Ataulf (*voy.*) ou Adolphe y épousa Placidie, sœur d'Honorius. Mais bientôt assiégé dans cette ville par le général romain Constance, le roi visigoth se sauva en Espagne et fut assassiné à Barcelonne. Sous son successeur Vallia, la deuxième Narbonnaise et la Novempopulanie lui furent formellement concédées par l'empereur, à la condition de repousser les invasions des Vandales. Dès lors, Toulouse (*voy.*) devint la capitale de l'empire des Visigoths qui, maîtres de l'Espagne et de toute la Gaule jusqu'à la Loire, commencèrent à former un peuple puissant et redouté. Mais les Visigoths étaient ariens, et comme tels, odieux aux évêques catholiques qu'ils persécutaient. Les évêques invitèrent le nouveau roi des Francs, Clovis, converti

au catholicisme, à combattre les Visigoths. Clovis traversa la Loire, et, uni avec les populations gallo-romaines, il vainquit les Barbares à la bataille de Vouillé ou Vouglé, s'empara de Toulouse, et rejeta en Espagne les Visigoths qui ne conservèrent en-deçà des Pyrénées que la province de Narbonne appelée *Septimanie*, à cause du nombre des cités qui la composaient. Le Languedoc fit alors partie de ce qu'on appela *Aquitaine*, et c'est à ce mot (*voy.* aussi GASCOGNE) qu'on trouvera l'histoire des événements qui suivirent la bataille de Vouglé.

Sous Louis-le-Débonnaire, Charles-le-Chauve et Louis-le-Bègue, l'Aquitaine et la Septimanie, tour à tour révoltées ou soumises, ne tardèrent pas à se constituer en fiefs indépendants. Du temps de Charles-le-Gros, les comtes de Toulouse, les marquis de Narbonne, gouvernaient en toute liberté, sur un vaste territoire, couvert de villes enrichies par leur commerce et leur industrie. Toutefois, de cruelles invasions inquiétaient à chaque instant cet état de prospérité. Les Sarrazins, les Normands vinrent s'abattre sur ces contrées fertiles, ravageant les terres, massacrant et dépouillant les habitants. En outre, l'activité des seigneurs féodaux ne pouvait se contenir dans leurs forteresses crénelées, et leurs dissensions intérieures étaient un nouveau fléau pour le pays.

Le pouvoir des évêques intervint, plus d'une fois, en faveur des bourgeois et des colons (*voy.*) contre le despotisme féodal. En 1004, Guy, évêque du Puy, réunit tous les prélats de la province en un concile, où il fut défendu de troubler la culture des terres et de dépouiller les clercs. Un nouveau concile, tenu en 1041, cimenta ce premier essai de trève de Dieu (*voy.*), et le sanctionna par des peines religieuses et civiles. Bientôt Jean XIX rétablit par une bulle le siége archiépiscopal de Maguelone (non loin de Montpellier, Hérault), qui devint dès lors un nouveau centre de lumières et de richesses, où se portèrent en foule les plus savants d'entre les clercs et les plus puissants d'entre les laïcs. C'est là qu'Urbain II donna le signal de la première croisade, et, peu après, 100,000 combattants, sous les ordres du comte de Toulouse, Raymond de Saint-Gilles, partirent pour la guerre sainte. Alors on vit se développer, dans le midi de la France, une activité nouvelle qui s'empara de toutes les villes du littoral de la Méditerranée. Les vieilles municipalités romaines, dont les institutions n'avaient jamais été entièrement abolies, se reformèrent avec éclat, et reparurent sous le nom de *communes* (*voy.*). Le pouvoir des seigneurs, ailleurs tout-puissants, se réduisit à une sorte de suzeraineté, de protectorat, qui leur donnait droit à de simples tributs ou *redevances*. Ce mouvement d'émancipation imprima un nouvel essor au commerce des villes du midi, qui prit une extension prodigieuse et rivalisa avec celui des républiques italiennes. Montpellier (*voy.*) envoyait ses vaisseaux et ses consuls de mer à Constantinople et dans tout l'Orient. L'hérésie des Albigeois (*voy.*) vint porter le trouble et la désolation au sein de ces florissantes provinces. Béziers, Carcassonne, les châteaux de Minerve et de Termes étaient déjà tombés au pouvoir de Simon de Montfort lorsqu'il vint assiéger Toulouse; mais cette ville fut délivrée par les seigneurs des Pyrénées, unis pour la cause de Raymond. Un instant vaincu, Simon de Montfort ressaisit l'avantage dans la bataille de Muret, où il battit le roi d'Aragon. Dès lors, la possession de la province du Languedoc fut assurée au vainqueur, et, en 1216, Philippe-Auguste lui accorda l'investiture qui inféodait à la couronne de France le comté de Toulouse, le duché de Narbonne, les vicomtés de Béziers et de Carcassonne, et préparait ainsi l'unité politique et territoriale du midi de la France. En effet, le fils de Simon de Monfort, Amauri, pour obtenir l'alliance de Louis VIII, lui fit cession de ses provinces, et le fils de Raymond, replacé un instant sur le trône de ses aïeux par les populations du midi, fut bientôt réduit au seul diocèse de Toulouse, et maria sa fille au comte de Poitiers, frère de Louis IX. Il mourut sans laisser d'enfants, et le pays de Toulouse fut réuni à la couronne de France, sous la condition formelle que le nouveau gouvernement respecterait les

institutions et les franchises communales. Les villes du midi, Carcassonne entre autres, prirent dès lors l'importance de villes frontières, et en creusant le port d'Aigues-Mortes (*voy.*), Saint-Louis ouvrit un nouveau débouché à la navigation commerciale. Dans ce nouvel état de liberté et de sécurité, le Languedoc ne tarda pas à recouvrer son ancienne splendeur, jusqu'au moment où les guerres des Anglais, trop bien secondés par les rivalités des seigneurs féodaux et l'indiscipline des *routiers*, lui firent supporter, pendant cent ans, des désastres plus affreux encore. Cette province cependant, malgré le poids des impôts dont l'accabla Louis XI, se releva peu à peu, et au temps de François 1^er^, elle avait reconquis sa richesse et le libre exercice de ses franchises. Au XVI^e^ siècle, la réforme trouva dans le Languedoc de nombreux et zélés sectateurs, et ce mouvement d'émancipation religieuse s'y combina avec la défense des libertés municipales, menacées par les progrès toujours croissants du pouvoir absolu. L'édit de Nantes, en rassurant toutes les consciences, apaisa un instant le feu de la révolte, qui se ralluma sous le despotisme intolérant de Richelieu. Après avoir repoussé l'armée de Louis XIII des murs de Montauban, les protestants traitèrent avec lui de puissance à puissance au siége de Montpellier. Mais l'invincible ascendant du cardinal les contraignit de se rendre, et peu après le gouverneur du Languedoc, le maréchal de Montmorency, paya de sa tête une insurrection d'un jour contre les ordres du tout-puissant ministre. Dès lors, Richelieu sépara l'autorité civile du gouvernement militaire, et un simple intendant administra la province au nom du roi. A cette époque, le Languedoc perdit, en quelque sorte, sa personnalité historique, en passant sous le niveau du régime commun à toutes les provinces de la France.

Sous Louis XIV, Riquet (*voy.* CARAMAN) creusa le magnifique canal qui joignit l'Océan à la Méditerranée (*voy. canal du* MIDI), et le port de Cette (*voy.*) remplaça celui d'Aigues-Mortes, depuis longtemps obstrué par des ensablements. Colbert établit dans cette province de nombreuses manufactures, et en peu de temps ses revenus furent doublés. Cet état de prospérité fut violemment troublé par la révocation de l'édit de Nantes, et les déplorables désordres qu'entraînèrent les *dragonnades* et la guerre des Camisards (*voy.* ces noms). Un grand nombre de Languedociens quittèrent la France, emportant avec eux de grandes richesses et les secrets de leur industrie manufacturière. Toutefois, la reconnaissance des bienfaits dont le Languedoc était redevable à Louis XIV dura plus longtemps que le souvenir de ses fautes, et une partie des États de la province lui vota une statue, avec cette inscription donnée par Voltaire : *A Louis XIV après sa mort.* Le nom de Voltaire se rattache encore à un événement peu honorable dans l'histoire du Languedoc, au supplice du malheureux Calas (*voy.*), dont le parlement de Toulouse fut le déplorable auteur. AL. D-Ï.

LANGUES ORIENTALES (ÉCOLE DES), *voy.* ORIENTALES et LANGLÈS.

LANIER, *voy.* FAUCON.

LANJUINAIS (JEAN-DENIS, comte), pair de France, membre de l'Institut, était fils d'un avocat au parlement de Rennes. Né dans cette ville, le 12 mars 1753, le jeune Lanjuinais se fit remarquer de bonne heure par son esprit laborieux. Il fut reçu successivement, par dispense d'âge, avocat en 1771, docteur en droit en 1772, et, trois ans plus tard, il obtint, à la suite d'un brillant concours, une chaire de droit ecclésiastique. Député aux États-Généraux, par l'assemblée du tiers-état de la sénéchaussée de Rennes, Lanjuinais s'y montra partisan d'une sage liberté. Une chose digne de remarque, c'est que le cahier (*voy.*) qui contenait les vœux de ses commettants, et dont il était le rédacteur, exprimait, en termes formels, la demande d'une constitution monarchique et représentative. Au sein de l'Assemblée nationale, il prit part aux délibérations les plus importantes. La religion catholique et les libertés de l'Église gallicane trouvèrent aussi en lui un zélé défenseur. Après la session de l'Assemblée constituante, il fut appelé à remplir une chaire de droit constitutionnel, fondée à Rennes, et nommé professeur de grammaire générale et membre de la

haute cour nationale. Député du département d'Ille-et-Vilaine à la Convention nationale, il lutta avec la plus grande énergie contre le débordement de l'anarchie (*voy.* GIRONDE, GIRONDINS, T. XII, p. 495-96). Le 5 novembre 1792, il appuya la dénonciation de Louvet contre Robespierre. Dans le procès de Louis XVI, il vota pour la réclusion et le bannissement après la paix, en demandant que le jugement, quel qu'il fût, ne pût être exécutoire que dans le cas où il réunirait les deux tiers des suffrages. Combattant la création du tribunal révolutionnaire, dénonçant le comité d'insurrection, il prit deux fois la parole, au milieu du plus violent tumulte, pour faire cesser les arrestations arbitraires. Mais sa noble et courageuse conduite le désigna aux persécutions des Jacobins. Un décret de la Convention ordonna qu'il fût gardé à vue; cependant il parvint à s'échapper, et, muni d'un faux passeport, il se rendit à Caen et de là à Rennes, où il resta caché dans sa propre maison, pendant 18 mois*.

Sept mois après la révolution du 9 thermidor (*voy.*), Lanjuinais fut réintégré dans ses fonctions de député à la Convention. Il y rentra le 8 mars 1795. Élu président de l'assemblée, il se montra constamment fidèle à ses principes de modération. Après la création de deux conseils législatifs, 73 départements le portèrent à la fois au Conseil des Anciens, dont il fut secrétaire. Au mois de mai 1797, il cessa, par le sort, de faire partie de cette assemblée. Après la révolution du 18 brumaire, il fut nommé deux fois candidat au sénat par le Corps législatif, et ce choix fut confirmé par le sénat, le 22 mars 1800. Toujours indépendant dans ses opinions, Lanjuinais se prononça contre le consulat à vie, puis contre l'établissement du gouvernement impérial. Mais plein d'estime pour son caractère, Napoléon ne l'en nomma pas moins comte de l'empire et commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

Après s'être opposé constamment aux décrets et aux mesures arbitraires de l'empereur, Lanjuinais vota, le 1er avril 1814, la déchéance et l'établissement d'un gouvernement provisoire. Louis XVIII l'appela dans la Chambre des pairs, le 4 juin de la même année. Pendant les Cent-Jours, les électeurs de Paris et ceux du département de Seine-et-Marne l'ayant envoyé à la Chambre des représentants, il fut élu président de l'assemblée, à la presque unanimité. Après la seconde Restauration, il reprit son siége à la Chambre des pairs, où son zèle pour le bien public ne se démentit jamais. Toutes les propositions qui lui parurent contraires au système constitutionnel, il les combattit, et, deux jours encore avant d'être atteint de la maladie à laquelle il succomba, il s'occupait de la rédaction d'un discours en faveur de la liberté de la presse. Il mourut à Paris, le 13 janvier 1827.

Le comte de Ségur a prononcé son éloge à la Chambre des pairs (séance du 1er mars). « Homme éminemment de bonne foi, dit-il, Lanjuinais exprimait sans ménagement toute opinion qui lui paraissait juste et conforme à l'intérêt général... Ceux même dont il combattait les opinions rendaient hommage à la pureté de ses intentions, à cette verdeur de vieillesse qui étonnait la jeunesse la plus ardente, à cette franchise sans bornes qui ne lui permettait de contenir aucune de ses pensées et qui donnait à ses discours, quelquefois impétueux, une empreinte d'originalité qui peignait fidèlement son caractère. »

Lanjuinais n'était pas moins remarquable par sa vaste érudition que par son infatigable activité pour le bien. Parmi ses nombreux écrits, nous citerons : *Constitutions de la nation francaise*, précédées d'un essai historique et politique sur la Charte, Paris, 1819, 2 vol. in-8°, ouvrage regardé comme classique par M. Dupin; *Appréciation du projet relatif aux trois concordats* (décembre 1817), qui eut cinq éditions successives; *De l'organisation municipale en France* (1821), fait en société avec M. de Kératry. Lanjuinais est encore auteur d'un grand nombre d'écrits de moindre importance sur des questions religieuses ou politiques. Parmi ses ouvrages philologiques, nous indiquerons son édition de l'*Histoire natu-*

(*) Legouvé, dans son poëme du *Mérite des femmes*, célèbre le dévouement de Mme Lanjuinais en cette occasion.

relle de la parole, par Court de Gébelin, avec un discours préliminaire sur l'histoire de la grammaire générale et des notes (1806, in-8°); et ses *Extraits de la grammaire de la Carniole*, du *Mithridate* d'Adelung. Lanjuinais était surtout versé dans les langues orientales, dont il faisait son étude principale après celle du droit public. Membre de l'Institut (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres) en remplacement de Bitaubé, dès le 16 décembre 1808, il faisait, en outre, partie de la Société asiatique de Paris et de la Société philosophique de Philadelphie.

Son fils aîné, le comte Paul-Eugène Lanjuinais, né à Rennes, le 6 août 1789, lui succéda dans la Chambre des pairs, en mars 1827. Un autre de ses fils est député de la Loire-Inférieure (Pont-Rousseau), depuis le 23 février 1838. Em. H-g.

LANNES (Jean), duc de Montebello, maréchal de France, naquit à Lectoure (Gers), le 11 avril 1769, d'un simple garçon d'écurie. Il prit du service en 1792, dans un bataillon de volontaires du Gers, et fit ses premières armes aux Pyrénées-Orientales. En moins de 3 ans, son bouillant courage le porta à travers tous les grades, jusqu'à celui de chef de brigade. Mais le représentant Aubry, chargé, en 1795, d'un travail de réforme dans toute l'armée, donna à Lannes, en le destituant, un brevet d'incapacité. Par bonheur, le général Bonaparte faisait en cet instant un appel à tous les hommes de cœur et d'avenir : aussitôt le brave volontaire du Gers prit l'héroïque parti de recommencer toute sa carrière sous les auspices du jeune général de l'armée d'Italie.

Dès son début, Bonaparte reconnut à qui il avait affaire, et il résolut de réparer l'injustice du représentant Aubry, en rendant à Lannes son grade de chef de brigade. Millesimo, Bassano, Dego vinrent justifier sa noble confiance et valurent à Lannes le grade d'adjudant-général. Le 17 mai 1796, il sauva l'armée en passant le Pô sous le feu des Autrichiens qui l'entouraient de toutes parts, et en culbutant leurs bataillons. A la célèbre journée de Lodi (*voy.*), il fut un de ceux qui suivirent le général en chef et montrèrent l'exemple aux soldats enthousiasmés, en traversant le pont que la mitraille d'une batterie autrichienne balayait incessamment. Le 8 septembre, à la seconde journée de Bassano, il prit deux drapeaux à l'ennemi. Une insurrection ayant éclaté en Lombardie, il fut chargé de la réprimer et s'acquitta de cette difficile mission avec autant de fermeté que de prudence.

Devenu général de brigade, après la prise de Pavie, Lannes rendit de grands services au siége de Mantoue, et fut sur le point de pénétrer dans la place avec ses braves que son courage électrisait. Une blessure qu'il reçut à Arcole (*voy.*) ne l'éloigna de l'armée que le temps nécessaire à sa guérison; il entra avec Bonaparte dans les États romains, et fut détaché pour enlever Imola. Envoyé à Rome, afin de presser la ratification du traité de paix par le pape, il y fut reçu avec les plus grands égards. Il dirigea ensuite une colonne mobile dans les fiefs impériaux voisins de Gênes, et cette utile diversion y ramena le calme si nécesaire aux opérations de l'armée.

La paix de Campo-Formio rendit Lannes à ses foyers; mais à peine de retour en France, on lui confia le commandement des départements de la Drôme, de l'Isère, de l'Ardèche et du Gard. En 1798, lorsque Bonaparte eut le choix des officiers qui devaient l'accompagner dans son expédition d'Égypte, il n'eut garde d'oublier son fidèle lieutenant d'Italie. Attaché à la division Kléber, Lannes se distingua toujours au premier rang, depuis la prise de Malte jusqu'à l'expédition de Syrie. Il chassa les Turcs de Gaza, prit part au siége de Jaffa, et, le 8 mai, il conduisit sa division à l'assaut de Saint-Jean-d'Acre. Placé à l'arrière-garde de l'armée, il protégea sa retraite. Le 24 juillet, après des prodiges de valeur, il fut blessé à Aboukir (*voy.* ces mots), mais il n'en dirigea pas moins le siége de cette ville qui se rendit le 2 août.

Le 22 septembre suivant, il quitta l'Égypte avec le général en chef, et fut un de ses plus fermes soutiens à la révolution du 18 brumaire (*voy.*). Il était alors général de division, et, en cette qualité, il fut chargé de commander le quartier-gé-

néral placé aux Tuileries. Des troubles venaient d'éclater à Toulouse; il fut envoyé dans cette ville pour les réprimer, et il reçut, à cette occasion, le commandement des 9^e^ et 10^e^ divisions militaires. Nommé, le 16 avril 1800, commandant en chef et inspecteur de la garde consulaire, il fut placé à l'avant-garde pendant la seconde campagne d'Italie.

Après avoir, le premier, franchi le mont Saint-Bernard, il prit d'assaut la citadelle d'Ivrée et marcha immédiatement sur Turin qui lui ouvrit ses portes. Le 7 juin, il s'empara de Pavie, où il trouva 200 pièces de canon. Toujours à l'avant-garde, il enleva les positions de Stradella, de Casteggio, et, le 9, il battit l'ennemi à Montebello, bourg de la délégation de Vicence (roy. Lombardo-Vénitien), qui plus tard lui donna son nom. A la bataille de Marengo (*voy.*), il commandait deux divisions, avec le titre de lieutenant général du premier consul, et, par sa belle conduite, il contribua si puissamment au succès de la journée, que les consuls lui décernèrent, au retour, un sabre d'honneur.

Le 14 novembre 1801, il fut nommé ministre plénipotentiaire près la cour de Portugal. Devenu empereur, Napoléon le créa maréchal d'empire et duc de Montebello, le 19 mai 1804. Le 1^er^ février 1805, il reçut le grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Le prince-régent de Portugal le décora en même temps de son ordre du Christ. Rappelé en France, il fut placé à l'avant-garde de la Grande-Armée dirigée, en 1805, contre les Autrichiens. Toujours prêt à justifier la confiance de l'empereur, le 25 septembre, le duc de Montebello passe le Rhin, et le 8 octobre le Danube. Il contribue au succès de Wertingen; la prise d'Ulm (*voy.*) lui est due en partie; il s'empare de Braunau et marche sur Lintz, qui tombe en son pouvoir. A peine entré à Vienne, il en sort pour se porter au-devant de l'armée russe; les deux avant-gardes se rencontrent à Hollabrunn, où un combat acharné a lieu, le 16 octobre. Le 2 décembre, à Austerlitz (*voy.*), il commande l'aile gauche de l'armée, et quand la victoire est remportée, il se met, avec Murat, à la poursuite des fuyards et leur enlève tous leurs bagages. Après l'armistice du 7 décembre, il reçoit l'ordre d'occuper la Moravie.

L'année suivante, à l'ouverture de la campagne contre les Prussiens, il est chargé de commander l'aile gauche, et bat, le 9 octobre, le prince de Hohenlohe (*voy.* T. XIV, p. 124). Le 14, à Iéna, il dirige le centre. Le 21, il s'empare de la forteresse de Spandau. Dès le début de la campagne contre les Russes, qui accourent pour venger les Prussiens, il entre en Pologne, et Varsovie lui ouvre ses portes, le 30 novembre. Le 26 décembre, il bat l'ennemi à Pultusk; mais, blessé dangereusement dans cette affaire, il se voit forcé de quitter l'armée pour attendre son rétablissement à Varsovie.

Lorsqu'il se trouve enfin en état de reprendre les armes, Napoléon lui donne le commandement du corps de réserve et le charge de faire le siége de Dantzig, qui ne peut lui résister, et capitule le 24 mai 1807. De retour à l'armée, il prend part au combat de Heilberg, le 10 juin, et commande le centre à Friedberg, le 14. Après cette campagne si glorieuse pour lui, l'empereur lui décerna le titre de colonel général des Suisses (20 septembre 1807). L'année suivante, il accompagne Napoléon en Espagne, bat Castaños et Palafox à Tudela, le 22 novembre, et dirige les opérations du fameux siége de Saragosse (*voy.*). Pendant 29 jours, on ouvre la tranchée et on se bat pour entrer dans la place; puis, pendant 23 autres jours, on s'attaque corps à corps dans la place même, on fait le siége de chaque maison. Enfin, le 20 février, les Espagnols capitulent et remettent aux Français un monceau de ruines fumantes.

Après ce sanglant fait d'armes, le duc de Montebello est envoyé en Bavière pour combattre les Autrichiens, et, à la bataille d'Abensberg (*voy.*), le 20 avril 1809, il dirige les divisions Morand et Gudin. Il assiste ensuite, le 22, au combat d'Eckmühl (*voy.*), et, le 23, à la prise de Ratisbonne (*voy.*). Chargé de commander l'avant-garde de l'armée qui est en marche sur Vienne, le 10 mai, il paraît devant les murs de cette capitale, commence aussitôt le bombardement, et y entre le 12. Le 21, à la bataille d'Ess-

ling (*voy.*), il commande encore le centre de l'armée française, et, dans une de ces charges à l'aide desquelles Napoléon décidait si souvent du sort de la journée, il traverse toute l'armée autrichienne et la sépare en deux. Mais les ponts placés sur le Danube sont rompus, et l'archiduc Charles, mettant habilement cet incident à profit, reprend aussitôt l'offensive. Le duc de Montebello comprend qu'il lui reste un dernier effort à faire pour remonter le moral de ses soldats : il traverse toute la ligne en les animant du ges e et de la voix, et il se disposait à les conduire en avant, lorsqu'un boulet de canon lui emporte les deux jambes. Ramassé sur le champ de bataille et transporté dans l'île de Lobau par douze grenadiers qui lui font un brancard avec leurs fusils, il rencontre Napoléon qui se jette en pleurant dans ses bras, et qui reçoit ses dernières paroles. Dirigé aussitôt sur Vienne, il y meurt le 31 mai; mais sa dépouille transportée à Strasbourg, fut d'abord placée aux Invalides et obtint ensuite les honneurs du Panthéon, si bien dus à son courage et à son génie militaire.

Le fils aîné de Lannes, NAPOLÉON-AUGUSTE, duc de Montebello, né en 1802, créé pair de France en 1815, par le roi Louis XVIII, a reçu, depuis la révolution de 1830, plusieurs missions diplomatiques. Après avoir été ministre plénipotentiaire en Suède, il succéda au général Rumigny près des cantons helvétiques, et sa note du 18 juillet 1836, dans laquelle il demanda l'éloignement des réfugiés qui menaçaient la paix des états voisins, ne fit pas une moins grande sensation que l'affaire Conseil qui vint ensuite. Ce fut aussi le duc de Montebello qui réclama des cantons l'expulsion du prince Louis-Napoléon, domicilié à Arenenberg. Le 1^er^ avril 1839, il entra dans le ministère provisoire avec le portefeuille des affaires étrangères, qu'il céda, le 12 mai suivant, au maréchal Soult, lorsque le ministère fut définitivement constitué; et peu de temps après, il fut nommé ambassadeur à Naples, poste qu'il occupe encore aujourd'hui. D. A. D.

LANOUE (JEAN SAUVÉ DE), comédien et auteur dramatique, né à Meaux, le 20 octobre 1701, fit une partie de ses études dans sa ville natale, et vint achever son éducation à Paris, au collége d'Harcourt. Emporté par un penchant irrésistible vers le théâtre, il débuta, à Lyon, dès l'âge de 20 ans, et malgré les désagréments extérieurs de sa personne, il obtint, grâce à sa rare intelligence, un succès qui ne se démentit pas, jusqu'à la fin de sa longue carrière dramatique de Lyon. Successivement applaudi à Strasbourg et à Rouen, il se disposait, en 1741, à passer à Berlin, où il était appelé par Frédéric II, en qualité de directeur d'un théâtre français, lorsque la guerre qui vint à éclater fit échouer cette entreprise. Ruiné par la nécessité où il se trouva de licencier à ses frais la troupe qu'il avait dû diriger, il se releva de cet échec, grâce au succès qu'il obtint à Fontainebleau, sur le théâtre de la cour, où il débuta le 14 mai 1742, par le rôle du *Comte d'Essex*. Il ne fut pas moins bien accueilli à Paris, où il partagea, avec le célèbre Lekain (*voy.*), les faveurs du public, jusqu'à sa retraite, qui eut lieu le 26 mars 1757, dans le rôle de *Polyeucte*.

Mais, dès 1739, Lanoue s'était acquis, comme auteur, un titre à la célébrité plus durable que ceux qu'il tenait de son talent d'acteur. Ce fut en cette année (23 février) qu'il fit représenter, au Théâtre-Français, son *Mahomet II*, l'une de nos meilleures tragédies, après les chefs-d'œuvre des maîtres de la scène, et que recommanderont toujours les rôles fortement tracés et éminemment dramatiques du sulthan et de l'aga des janissaires. Sa comédie, *La Coquette corrigée*, en 5 actes et en vers, parut pour la première fois en 1756, et fut alors froidement accueillie. A une troisième reprise, les talents réunis de Molé, de Fleury et de M^lle^ Contat (*voy.* ces noms) procurèrent une vogue soutenue à cette comédie, tableau de mauvaises mœurs, mais de mœurs trop réelles, animé d'ailleurs par d'heureux contrastes de caractères, par des scènes à effet et par un style trop souvent de mauvais ton, mais semé de traits piquants et vrais. La Harpe, dans son *Cours de Littérature*, a jugé beaucoup trop rigoureusement cette pièce, qui, malgré de nombreux défauts, n'est pas sans mérite.

Lanoue mourut le 15 novembre 1761. Il n'était pas moins recommandable par ses qualités morales que par ses talents. Ses œuvres dramatiques ont été recueillies en 1765, Paris, 2 vol. in-12. Outre les deux grands ouvrages dont nous avons parlé, on y trouve trois pièces épisodiques et quelques poésies fugitives. P. A. V.

LANSDOWNE. Le nom primitif de la vieille et noble famille à laquelle appartient le marquis de Lansdowne est celui de FITZ-MAURICE, qui remonte au XII^e^ siècle, où Thomas Fitz-Maurice, issu de la même race que les Fitz-Gerald (*voy.*), fut créé baron de Kerry. Le 21^e^ de ces barons épousa, en 1692, la fille unique du docteur sir William Petty, savant presque universel, né en 1623, mort en 1685, et dont le fils, Henry Petty, fut créé comte de Shelburne, en Irlande, titre dont les Fitz-Maurice furent investis en 1753. L'un d'eux, WILLIAM, plus connu sous le nom de lord SHELBURNE, mais qui devint le premier marquis de Lansdowne, né en 1734, fut premier ministre en 1782 et se retira devant la coalition North et Fox. Après avoir signalé la fin de sa carrière parlementaire par une vigoureuse opposition aux mesures hostiles contre la France, il mourut en 1805.

Les Fitz-Maurice joignirent à ce nom celui de Petty, quoiqu'il rappelât un simple marchand de draps, souche de cette famille. Ils furent créés comtes de Kerry (en Irlande), en 1722; vicomtes Calne et Calntone, comtes de Wycombe et marquis de Lansdowne (en Angleterre), le 6 déc. 1784.

Lord HENRY PETTY (c'est ainsi qu'on le nomma pendant la vie de son père et de son frère aîné), 3^e^ marquis de Lansdowne, est né le 2 juillet 1780. Il eut pour maîtres les docteurs Priestley et Price, et le célèbre Dugald-Stewart (*voy.*). Au sortir de Cambridge, il voyagea sur le continent, accompagné de Dumont (*voy.*), l'ami de Mirabeau et le traducteur de Bentham. Les élections de 1802 le firent entrer à la Chambre des communes; il y prit place sur les bancs de l'Opposition, et se fit remarquer, malgré sa jeunesse, par un talent facile et mesuré, qui brilla surtout dans l'accusation portée contre lord Melville. En 1806, n'ayant encore que 25 ans, il entra dans le ministère de coalition formé par Fox et Grenville, et remplaça Pitt (*voy.* ces noms) à la fois comme chancelier de l'Échiquier et comme représentant de l'université de Cambridge. Sa position officielle était assez difficile, en ce qu'elle l'obligeait à soutenir devant la Chambre des communes les nouvelles taxes que la guerre continentale rendait alors nécessaires. Sans réussir toujours à les faire adopter, il fit preuve d'habileté pendant sa courte administration, à laquelle il faut faire honneur des premières mesures prises pour l'abolition de la traite, grand acte d'humanité que lord Lansdowne ne cessa, dans la suite, d'appuyer avec zèle et succès.

En sortant du ministère (mars 1807), lord Henry Petty reprit sa place sur les bancs de l'Opposition; mais il ne tarda pas à se trouver appelé à la Chambre haute, avec le titre de marquis de Lansdowne, après la mort de son frère (1809). Là, il continua de se montrer partisan d'une politique libérale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Bien qu'hostile aux tories, il ne se livrait pourtant aux whigs qu'avec réserve, et cette attitude, en lui attirant la froideur des deux partis, jeta aussi quelque chose d'équivoque et d'embarrassé sur sa conduite. En 1827, cédant aux instances de Canning, il accepta le secrétariat de l'intérieur, puis celui des affaires étrangères, sous l'administration éphémère de lord Goderich (*voy.* RIPON). Il se retira à l'arrivée de lord Wellington aux affaires, et reprit son rôle d'opposant modéré. Ennemi de l'intolérance religieuse, il combattit les actes de corporation et du test, les incapacités des catholiques, les mesures hostiles à l'Irlande. Il s'occupa aussi avec zèle de la réforme de la jurisprudence criminelle, et attacha son nom à l'un des actes (*Lansdown-Act*) destinés à en tempérer les rigueurs.

En 1830, quoique ses vœux en matière de réforme parlementaire n'allassent pas aussi loin que ceux de plusieurs de ses amis politiques, il entra dans le ministère de lord Grey (*voy.*), comme président du conseil, et continua d'exercer, pendant toute la durée de celui de lord Melbourne

(1835-41), ces fonctions qui n'emportent pas en Angleterre la prépondérance réservée au chef du cabinet (*premier*), fonctions assez bien appropriées, du reste, à la nature de son talent. En effet, membre utile d'un ministère, lord Lansdowne le soutient, mais ne saurait prétendre à le diriger. Il n'a ni la taille ni les opinions d'un chef de parti. Il représenta constamment la nuance la plus faible du cabinet libéral, celle des whigs modérés, qui, tout en s'associant à la marche suivie par leurs collègues, cherchaient à en ralentir le mouvement. Parmi ses discours ministériels, ses réponses à lord Lyndhurst (*voy.*), dans la question des corporations municipales d'Irlande, et à lord Brougham (*voy.*), sur la marine de Sardaigne, méritent d'être distinguées. On assure que le marquis de Lansdowne fit partie des membres du cabinet qui, avec les lords Holland et Clarendon, accédèrent avec le plus de peine au traité du 15 juillet 1840. En août 1841, il fut un des commissaires délégués par la reine pour l'ouverture du parlement, qui vit bientôt après la défaite du ministère dont il faisait partie, et l'avénement de sir Robert Peel (*voy.*) au pouvoir. R-Y.

LANSQUENET, de l'allemand *Lanzenknecht*, valet de lance ou porte-lance. *Voy.* INFANTERIE, T. XIV, p. 664.

LANTERNE MAGIQUE, un des instruments d'optique les plus étonnants par ses effets merveilleux. Au milieu de l'obscurité, voici des figures grotesques, des monstres épouvantables, d'effroyables fantômes, d'horribles spectres, qui apparaissent, grandissent, passent et s'évanouissent; ou bien, comme au milieu d'un doux rêve, une figure charmante vient frapper notre imagination d'une séduisante illusion; ou bien enfin, des paysages, des points de vue, des effets de neige, de lune, de soleil couchant, d'incendie, des intérieurs même se peignent à la clarté de la lanterne. *Voy.* FANTASMAGORIE.

Pour opérer ces prodiges, il suffit pourtant d'une lanterne ordinaire fermée par un corps opaque de tous côtés, et au-devant de laquelle on adapte un tube renfermant deux verres lenticulaires, dont la propriété est d'écarter les rayons en les faisant diverger, et par conséquent, de projeter sur la muraille opposée des images beaucoup plus grandes que les objets peints en couleurs transparentes, sur des lames de verre minces interposées entre la lumière de la lanterne et les lentilles de son tube.

On attribue l'invention de la lanterne magique au père Kircher (*voy.*), qui en donne effectivement la description dans son *Ars magna lucis et umbræ*, etc. Musschenbroek et l'abbé Nollet se sont occupés en détail de cet instrument, qu'Euler n'a pas dédaigné de perfectionner.

C'est à tort que l'on nomme vulgairement lanternes magiques ces *optiques* où l'on voit, à travers des verres grossissants, de petits tableaux coloriés, éclairés par une lumière posée devant et qu'un réflecteur renvoie sur les images. Placés les uns derrière les autres, ces petits tableaux s'enlèvent successivement à l'aide de ficelles qui s'attachent en dehors de la boîte, dans la partie supérieure de laquelle elles les retiennent. L. L.

LANTIER (E.-F. chevalier DE), né à Marseille en août 1734, et mort dans la même ville le 31 janvier 1826, est l'auteur des *Voyages d'Anténor en Grèce et en Asie, avec des notions sur l'Égypte*, etc. (Paris, 1798, 3 vol. in-8°; 16 édit.). Ce roman leste et léger, dont les mœurs de la Grèce forment le sujet, et qui a fait surnommer son auteur l'*Anacharsis des boudoirs*, est le seul ouvrage qui soit resté de Lantier, à qui l'on doit encore différentes comédies, contes, etc. X.

LAOCOON, fils de Priam et d'Hécube, selon les uns, de Capys et de Thémis, suivant d'autres, était prêtre d'Apollon ou de Neptune. Il chercha vainement à dissuader les Troyens de recevoir dans leur ville le cheval de bois que les Grecs y introduisirent; il osa même lancer un dard contre les flancs de cette machine; mais le même jour, il en fut puni, suivant la fable, par deux serpents monstrueux qui l'étouffèrent lui et ses deux fils.

GROUPE DE LAOCOON. Le supplice de Laocoon, qui fait le sujet de ce groupe célèbre, est décrit par Virgile dans l'*Énéide* (II, 199 et suiv.); la traduction de Delille reproduit élégamment l'original dans ces vers :

Prêtre du Dieu des mers, pour le rendre propice,
Laocoon offrait un pompeux sacrifice,
Quand deux affreux serpents, sortis de Ténédos,
(J'en tremble encor d'horreur) s'allongent sur les flots, etc., etc.

« De même que la mer, dit Winckelmann en parlant de ce groupe, demeure calme dans ses profondeurs, quelque agitée que puisse être sa surface, ainsi dans les figures grecques, au milieu même des passions, l'expression annonce encore une âme grande et rassise. Une telle âme est peinte sur le visage de Laocoon, au milieu des souffrances les plus cruelles; la douleur qui se découvre dans tous les tendons et les muscles, et que la contraction pénible d'une partie de son corps nous fait presque partager, n'est mêlée d'aucune expression de rage sur les traits ou dans l'attitude entière. On n'entend point ici cet effroyable cri du Laocoon de Virgile, l'ouverture de la bouche ne permet pas de le supposer, elle indique plutôt un soupir d'angoisse étouffée. La douleur du corps et la grandeur de l'âme sont réparties en forces égales dans toute la construction de la figure, et sont pour ainsi dire balancées. »

On a fait beaucoup de commentaires sur le groupe du Laocoon, soit pour en découvrir l'auteur, soit seulement pour connaître l'époque à laquelle il a été exécuté. On a recherché si Virgile s'était inspiré de la contemplation de la sculpture, ou si, au contraire, le sculpteur avait puisé son inspiration dans la poésie de Virgile. Winckelmann (*voy.*), qui lui donne une origine grecque, croit qu'il a été exécuté, du temps d'Alexandre-le-Grand, par le sculpteur Lysippe. Lessing (*voy.*), qui a écrit un volume entier sur le Laocoon, traduit en français par Vanderbourg, attribue cette œuvre à trois sculpteurs grecs, Agésandre, Polydore et Athénodore, nés tous trois à Rhodes et contemporains de l'empereur Titus. Cette opinion s'appuie sur un passage de l'*Histoire natur.* (XXXVI, 5) de Pline, où il est fait mention d'un groupe de Laocoon composé d'un seul bloc de marbre, qui était un grand objet d'admiration pour les Romains. Le Laocoon a en effet été trouvé, en 1506, par Félix de Fredis, dans la place de *Setti-Sale* sous une voûte souterraine qui paraît avoir appartenu aux thermes de Titus. Il est vrai qu'il n'est pas d'une seule pièce; mais il ne faut peut-être pas prendre les assertions de Pline à la lettre.

Fredis céda cette belle découverte au pape, moyennant une pension. Le bras droit de Laocoon avait été mutilé et perdu : on en confia la réparation à Michel-Ange, qui ne l'acheva pas. Ce fut le Bernin qui eut cet honneur.

La France a possédé pendant quelques années ce groupe célèbre, par droit de conquête; à la chute de l'empire, il est retourné à Rome, où on le voit dans la cour du Belvédère, au Vatican. Le jardin des Tuileries en possède une copie en bronze sur un modèle du Sansovin. Une autre belle copie, de Bandinelli, se trouve dans la galerie *Médicis de Florence*. L. L.

LAODICÉE. Plusieurs villes d'Asie ont porté ce nom. L'une d'elles, l'ancienne *Cydrara* d'Hérodote (VII, 30), aujourd'hui *Ladik*, était située sur le fleuve Lycus, aux confins de la Phrygie, de la Carie et de la Lydie, d'où les écrivains ecclésiastiques l'ont appelée *Trimetaria*. Son nom de Laodicée lui fut donnée, vers l'an 280 avant J.-C., par Antiochus Théos, roi de Syrie, en l'honneur de sa femme Laodice. Sous les Romains, et grâce à sa position, cette ville devint très riche et très commerçante, au point que Tacite (*Ann.*, XIV, 27) la compte parmi les cités les plus illustres, les plus opulentes de l'Asie. Il s'y est tenu un concile particulier, vers l'an 372. Ce concile, auquel 32 prélats assistèrent, s'occupa surtout de la réforme des mœurs, des rites et de la vie cléricale. Nous en avons les 30 canons, où l'on voit des preuves du saint sacrifice de la messe, du jeûne du carême, etc. (*voir* Fleury, *Hist. ecclés.*, liv. XVI). Un autre synode s'y assembla, l'an 476, en faveur d'Étienne II, évêque d'Antioche et contre les Eutychiens (*voir* Baronius tom. IV des *Ann. ecclésiastiques*).

Une autre Laodicée, en Syrie, est connue sous le nom de *Laodicea ad Libanum* ou avec l'épithète de *Scabiosa*, cause des maladies cutanées qui y étaient endémiques. — Une autre, également en Syrie, et fondée comme la précédente par Séleucus Nicanor, s'appela du nom de la mère de son fondateur et à cause de

position *Laodicea ad mare ;* c'est aujourd'hui *Latakieh*, une des plus florissantes échelles du Levant, qu'on peut regarder comme le port et l'entrepôt d'Alep. F. D.

LAOMÉDON, roi de Troie, fils d'Ilus et père de Priam (*voy.*), est fameux dans la mythologie par son insigne mauvaise foi et par la construction des digues ou murailles qu'Apollon et Neptune, alors bannis du ciel, élevèrent pour lui autour de Troie. Ce travail terminé, Laomédon refusa à ces dieux leur salaire. Aussitôt Troie et son territoire furent ravagés par des inondations et par la peste. Un oracle ayant déclaré que pour être délivré de ces fléaux, il fallait livrer tous les ans une jeune fille à un monstre marin, le roi, pendant six ans, offrit les victimes désignées par le sort; mais le tour d'Hésione, sa fille, étant venu, il refusa de la sacrifier. Les inondations et la peste recommencèrent. Hésione allait être enfin abandonnée au monstre, lorsque Hercule (*voy.*) survint, qui promit de délivrer les Troyens de ce sanglant tribut, si Laomédon voulait lui donner sa fille et douze superbes chevaux. Le monstre fut tué, mais le roi refusa d'accomplir sa promesse. Hercule fit alors le siége de Troie, prit cette ville, tua Laomédon, et donna sa fille en mariage à son compagnon d'armes, Télamon. Priam, dont les Troyens payèrent la rançon, monta sur le trône de son père dont il expia aussi les parjures. Les evhéméristes (*voy.* EVHÉMÈRE) ne voient dans Neptune, Apollon et Hercule, que d'habiles constructeurs de digues, luttant contre les inondations du Simoïs et du Scamandre, dont le monstre marin est aussi un symbole. F. D.

LAON (BATAILLE DE). Laon (prononcez *Lan*), ville très ancienne, chef-lieu du département de l'Aisne (*voy.*), autrefois capitale du *Laonnais*, est située sur le sommet d'une montagne isolée, au milieu d'une plaine vaste et fertile. Sa population est de 8,400 habitants. On remarque à Laon la tour penchée, l'église cathédrale, qui est un fort beau vaisseau gothique, etc. La bibliothèque publique renferme 16 à 17,000 volumes. Cette ville est le siége d'un évêché fondé, dit-on, en 496. Laon n'était dans l'origine qu'un château très fort par sa situation, qui reçut le nom de *Laudunum*, *Laodunum*, et plus anciennement *Ludgudum*. Les souverains de la race carlovingienne en firent la capitale de leurs états.

Après la bataille de Craonne (*voy.*), Napoléon dirigea toutes ses forces sur Laon. Mais les alliés étant maîtres d'un défilé, au milieu des marais, l'empereur rétrograda jusqu'à Chavignon, où il apprit la rupture des conférences de Lusigny. Dans la nuit du 8 au 9 mars 1814, un fait d'armes heureux et hardi ouvrit le défilé au maréchal Ney. Gourgaud avait surpris les grand'-gardes des alliés. L'armée se trouva au pied des hauteurs de Laon. Le 9, Marmont, Ney et Mortier firent leurs dispositions pour aborder, le lendemain à la pointe du jour, cette forte position défendue par l'armée de Blücher, beaucoup plus nombreuse que l'armée française. Mais dans la nuit qui précéda l'attaque, Marmont, à son tour, se laissa surprendre, et son corps fut dispersé. Ainsi fut perdu pour la seconde fois et d'une manière irréparable le fruit d'une marche pénible et savante. Napoléon montait à cheval à 4 heures du matin pour engager l'action, lorsqu'il apprit le désastre de son lieutenant. Il dut alors se retirer sur Soissons. *Voy.* FÈRE-CHAMPENOISE. L. L.

LAOS, le pays des Chân (Shan), *voy.* ANNAM et INDE.

LAO-TSEU, philosophe chinois qui fut le précurseur et le contemporain de Khoung-tseu ou Kong-fou-tseu (*voy.*). Il naquit le 14e jour du 9e mois de l'an 604 avant notre ère. Comme pour tous les personnages qui ont exercé par leurs actions ou leurs écrits une grande influence sur les destinées d'une portion du genre humain, les admirateurs et sectateurs de Lao-tseu ont cherché à entourer la naissance et la vie de ce philosophe des circonstances merveilleuses qu'ils jugèrent les plus propres à faire naître l'idée d'une manifestation divine qui s'y serait rattachée. Selon une *sainte légende* que l'auteur de cette notice a traduite du chinois*, la mère de Lao-tseu conçut

(*) *Voir* les *Mémoires sur l'origine et la propagation de la doctrine du Tao ou de la Raison suprême, fondée en Chine par Lao-tseu*, etc., Paris, 1831.

par l'influence d'une grande étoile tombante, et elle porta 81 ans son fruit dans son sein. Ce prodige mécontenta, dit-on, le maître qu'elle servait : il la renvoya de sa maison, ce qui la força d'errer longtemps dans la campagne. Enfin, s'étant reposée sous un prunier, elle mit au monde un fils dont les cheveux et les sourcils étaient blancs. Elle lui donna d'abord le nom de l'arbre sous lequel il était né, *Li*. S'étant aperçue ensuite qu'il avait les lobes des oreilles fort allongés, elle l'appela *Li-culh*, c'est-à-dire *prunier-oreille*. Mais le peuple, frappé, dit-on, des cheveux blancs que ce philosophe avait en naissant, l'appela *Lao-tseu*, c'est-à-dire *vieillard-enfant*. Il porte aussi le nom de *Lao-Kiun*, *vieux prince*.

Les annales historiques de la Chine, rédigées par des écrivains opposés aux doctrines de Lao-tseu, ne font pas mention de ce philosophe, ou si elles en font mention, elles s'étendent peu sur ce qui le concerne. Il n'y a guère que Sse-ma-thsian qui, dans son *Sse-Ki*, recueil de Mémoires historiques (l. LXIII, f° 1), ait donné une notice assez étendue sur Lao-tseu, sans cependant désigner l'époque de sa naissance autrement qu'en disant que Lao-tseu occupait à la cour de Tchéou un emploi d'historiographe et d'archiviste, et que Khoung-tseu fit exprès le voyage du pays de Tchéou pour consulter Lao-tseu sur les rites et les cérémonies.

Malgré ce témoignage du premier historien de la Chine, l'époque de la naissance de Lao-tseu était reculée par quelques écrivains chinois jusqu'à plus de mille ans avant notre ère. Une découverte toute récente et qui est d'une haute importance pour l'histoire orientale, celle de plusieurs parties perdues de la grande *Histoire du monde* de Raschid-ed-din, est venu déterminer d'une manière précise l'époque de la naissance de Lao-tseu. « Sous le règne de Dîn-Ouang (Ting-wang), le 20° roi de cette dynastie (des Tchéou), Tâï-chânk-laï-Kioun (Taï-chang-lao-Kium, *le vieux prince très élevé*) vint au monde. On dit que ce personnage est regardé comme un prophète par le peuple du Khataï, comme Chakia-mouni (Bouddha); on dit qu'il fut conçu par la lumière, et on raconte que sa mère le porta dans son sein non moins de 80 ans. Sa naissance arriva 347 ans après celle de Chakia-mouni. » Selon la chronologie chinoise, Ting-wang régna de 606 à 585 ans avant notre ère. C'est dans cet intervalle de temps que l'on doit placer, selon Raschid-ed-din, la naissance de Lao-tseu.

On ignore le lieu et l'époque de sa mort. Une tradition bien accréditée le fait voyager à l'occident de la Chine, probablement dans l'Inde ou dans la Bactriane, où l'on a pensé qu'il avait pu connaître Pythagore. Qu'il nous soit permis d'extraire d'une *Notice historique sur l'Inde*, traduite du chinois par l'auteur de cet article*, le passage suivant : « Le contenu des livres de Fou-thou (Bouddha) s'accorde parfaitement avec le livre de Lao-tseu du royaume du milieu. Or, Lao-tseu est considéré généralement comme étant sorti de la Chine, à l'occident, et comme ayant traversé le Si-Yu (ou les contrées occidentales de l'Asie) pour aller dans l'Inde instruire les Barbares. »

Lao-tseu avait composé un livre intitulé *Tao-te-King* ou le *Livre de la raison suprême et de la vertu*, en 81 chapitres, dont l'auteur de cette notice a entrepris la publication, accompagnée d'une version latine, d'une traduction française et d'un commentaire complet**. La 1re livraison a paru en 1838. On peut voir en outre, pour plus de détails, le *Mémoire sur la vie et les opinions de Lao-tseu*, par Abel Rémusat, et la notice dans le 1er vol. de notre *Description de la Chine*, p. 110 et suiv. G. P.

LA PÉROUSE (Jean-François Galaup, comte de), célèbre navigateur, naquit à Albi en 1741. Il venait d'atteindre sa quinzième année, lorsqu'il fut fait garde de la marine, le 19 novembre 1756. Il prit part en cette qualité au combat désastreux pour notre marine qui se livra, le 20 novembre 1759, à la hauteur de Belle-Ile, entre l'escadre du

(*) Voir *Nouveau Journal asiatique, années* 1839 *et* 1840, et l'ouvrage intitulé : *Documents historiques sur l'Inde*, traduits du chinois, Paris, 1840, in-8°.

(**) M. St. Julien vient de le publier, complet, sous le titre de *Livre de la voie et de la vertu*, texte chinois, trad. fr., et comm. perpétuel, Paris, 1841, in-8°, Imp. royale. S.

maréchal de Conflans et l'escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Hauke. Il fut grièvement blessé, et fait prisonnier. Cependant sa captivité ne fut pas de longue durée. Après plusieurs nouvelles campagnes, il fut promu au grade d'enseigne de vaisseau, le 1er octobre 1764, et à celui de lieutenant de vaisseau, le 4 avril 1777. L'année suivante vit se rallumer la guerre entre la France et l'Angleterre. La Pérouse fut alors nommé au commandement d'une frégate, qui faisait partie de l'armée navale aux ordres du comte d'Estaing (*voy.*). Au mois d'avril 1780, il fut promu au grade de capitaine de vaisseau; puis, en 1782, chargé d'aller attaquer les établissements anglais dans la baie d'Hudson; cette entreprise réussit complétement.

Un voyage scientifique autour du monde ayant été résolu au commencement de 1783, La Pérouse fut choisi pour l'exécuter. Les instructions pour ce voyage furent rédigées par Louis XVI lui-même, et deux frégates furent armées à Brest. La Pérouse prit le commandement de *la Boussole*, et le capitaine de Langle celui de *l'Astrolabe*. Le 1er août 1785, l'expédition mit à la voile, et, après avoir doublé le cap Horn, elle arriva, le 23 juin 1786, au mont Saint-Élie, situé, par environ 60° lat., à la côte nord-ouest de l'Amérique. C'est de ce point que devait commencer la mission de La Pérouse. Il parcourut la côte pendant plusieurs jours et y découvrit une baie, qu'il nomma *baie de Monti*, du nom de l'officier qu'il avait chargé de son exploration. Le 2 juillet, étant par 58° 36′ de lat. et 140° 31′ de long., il découvrit encore une autre baie, qui avait échappé aux recherches du capitaine Cook : il la nomma *baie du port des Français*, et il donna le nom d'*île du Cénotaphe* à la petite île qui s'élève au milieu, en mémoire de la perte qu'il fit en cet endroit de plusieurs officiers de son équipage, au nombre desquels étaient les deux frères de Laborde (*voy.*). Il se dirigea ensuite de manière à passer à peu de distance au nord des îles Sandwich. Le 5 novembre, à environ 100 lieues dans le nord-ouest, on découvrit une petite île stérile, qui fut nommée *île Necker*. On mouilla, le 3 janvier 1787, dans la rade de Macao, où l'on passa environ un mois. De là, on fit route pour Manille, chef-lieu des Philippines. Après avoir reconnu l'île Quelpaert, La Pérouse se dirigea à l'est, vers le Japon. Le 23 juin, les frégates laissèrent tomber l'ancre dans une baie, qui fut nommée *baie de Ternai*. Ayant appareillé de nouveau, le 27, des brumes épaisses les enveloppèrent bientôt; mais le 4 juillet, dans une éclaircie, on distingua une grande baie dans laquelle coulait une rivière de 15 à 20 toises de largeur: elle reçut le nom de *baie de Suffren*. En quittant cette baie, les frégates continuèrent leur route vers le nord, et bientôt on s'aperçut qu'on naviguait dans un canal qui paraissait se rétrécir à mesure qu'on s'avançait dans cette direction. Le 12 juillet, on mouilla à 2 milles d'une petite anse, dans laquelle coulait une rivière. On en fit la reconnaissance, et cette anse reçut le nom de *baie De Langle*, du nom du commandant de *l'Astrolabe*. Après avoir passé deux jours dans cette baie, les frégates dirigèrent leur route au N.-O., vers la côte de la Tatarie chinoise, louvoyant à petites voiles dans le canal, en attendant la fin des brumes qui les environnaient. Le 19, elles aperçurent la terre : on fit route pour s'en approcher, et l'on découvrit une belle baie, où les frégates jetèrent l'ancre. Cette baie, la meilleure qu'on eût encore rencontrée depuis le départ des frégates de Manille, fut nommée *baie d'Estaing*. Le canal n'avait pas en cet endroit plus de quatre lieues de largeur. Le 28, les frégates se trouvèrent sur la côte de Tatarie, à l'ouverture d'une baie dans laquelle elles mouillèrent, et qui fut nommée *baie de Castries*. Cette baie, située au fond d'un golfe, est, de toutes celles que l'expédition visita sur les côtes de Tatarie, la seule qui mérite la dénomination de baie; car elle assure aux bâtiments un bon abri contre le mauvais temps. Les frégates appareillèrent de la baie de Castries le 2 août 1787. Par 45° 10′ lat., au sud du cap Crillon, elles découvrirent le détroit qui porte aujourd'hui le nom de La Pérouse. Jusqu'alors, les missionnaires avaient confondu sous la dénomination de Jesso toutes les terres au nord du Japon ; mais on reconnut que

ces terres forment deux îles, dont l'une, l'île Ségalien, est détachée par le *détroit de La Pérouse*, et l'autre, l'île Chika, est séparée de la grande île du Japon par le détroit de Sangaar. Après avoir vérifié les découvertes des Hollandais, reconnu l'île des États, l'île de la Compagnie, relevé les îles des Quatre-Frères et l'île Malikan, La Pérouse donna dans une passe qui reçut le nom de *canal de la Boussole*, et il vint ensuite relâcher au Kamtchatka, dans le havre de Saint-Pierre et Saint-Paul, où il mouilla le 7 septembre 1787. L'impératrice de Russie avait donné des ordres pour qu'on lui fît une réception distinguée. Ce fut de là qu'il expédia, par la voie de terre, M. de Lesseps chargé de porter au ministre les journaux, cartes, dessins, et en général tout ce qu'il avait recueilli jusqu'alors.

Les deux frégates quittèrent la baie d'Avatcha le 29 du même mois; elles dirigèrent leur route vers l'hémisphère austral, et, après avoir coupé la Ligne pour la troisième fois, elles eurent connaissance de l'île la plus orientale de l'Archipel des Navigateurs et relâchèrent à Maouna, le 8 décembre. Mais un grand malheur les attendait dans cette île. Douze hommes de l'expédition, parmi lesquels se trouvaient le capitaine De Langle et le naturaliste Lamanon, furent massacrés par les naturels. La Pérouse eut hâte de quitter ce lieu de désolation. Le 14 décembre, il leva l'ancre et fit route pour l'île d'Oyolava et ensuite pour l'île de Pola. Le 20, il eut connaissance des îles des Cocos et des Traîtres, et, en les quittant, il se dirigea sur l'Archipel des Amis. Le 27, il découvrit l'île de Vavao, la plus considérable des îles des Amis; le 31, il reconnut Tongatabou; et, le 26 janvier 1788, il mouilla à Botany-Bay, après s'être arrêté un moment à l'île de Norfolk.

Ici se termine le journal du voyage de La Pérouse. Depuis son départ de Botany-Bay, on n'a plus eu aucune nouvelle de lui. Longtemps, on en fut réduit aux conjectures sur le sort de l'expédition. En septembre 1791, le contre-amiral d'Entrecasteaux (*voy.*) partit avec ordre de visiter tous les points où devait toucher La Pérouse après son départ de Botany-Bay, mais ses recherches n'eurent aucun résultat. C'est en 1826 que le hasard fit découvrir au capitaine anglais Pierre Dillon le lieu qui doit avoir été témoin du naufrage de La Pérouse: ses deux frégates se seraient perdues sur les côtes de l'île de Mannicolo ou Vanikoro. Les objets, tels que canons, saumons de plomb, pierriers, ancre, etc., que l'on a retrouvés en cet endroit, et qui se voient dans le Musée naval du Louvre, ne permettent plus aucun doute à cet égard; il paraîtrait même, au rapport des vieillards du pays, qu'une partie des hommes de l'équipage auraient échappé au naufrage. On peut consulter à ce sujet le *Voyage aux îles de la mer du Sud, en* 1827 *et* 1828, *et Relation de la découverte du sort de La Pérouse*, par le capitaine Dillon, ainsi que le rapport de M. Freycinet, auquel cet ouvrage a donné lieu à l'Académie des Sciences. Depuis, l'île de Vanikoro a été visitée par le capitaine Dumont-d'Urville (*voy.*) dans son voyage scientifique autour du monde, et les faits avancés par le capitaine Dillon ont été reconnus parfaitement exacts. Le capitaine d'Urville ne voulut pas s'éloigner de ces lieux si tristement célèbres sans payer un tribut de regret à la mémoire de La Pérouse et de ses compagnons d'infortune. Il leur fit élever, le 14 mars 1828, une pyramide, sur l'une des faces de laquelle est une plaque de plomb avec une inscription. J. F. G. H-N.

LAPIDAIRE. Ainsi que l'indique l'étymologie latine de son nom, le lapidaire (de *lapis*, pierre) est l'artiste qui taille et polit les pierres précieuses, pratique qui figure très anciennement dans les fastes du luxe et de l'industrie. Cependant nous avons déjà vu (T. VIII, p. 138) que l'art de tailler les diamants en les frottant l'un contre l'autre, et de les polir avec leur propre poussière, appelée *égrisée*, ne date que du XV^e^ siècle. Les lapidaires parisiens sont aujourd'hui reconnus pour avoir porté cet art au plus haut degré de perfection.

Les instruments que le lapidaire emploie sont peu nombreux et toujours les mêmes, quelle que soit la pierre qu'il travaille. C'est d'abord un appareil appelé *moulin du lapidaire*, et dont les

deux meules chargées du frottement forment la partie essentielle; puis le *cadran*, pièce importante qui sert à tenir la pierre pendant qu'on la taille et qu'on la polit, et le *bâton à ciment*, à l'extrémité duquel elle est attachée, soit avec du mastic, soit avec de la soudure d'étain. Les meules seules varient ainsi que les substances destinées à donner le poli. En effet, le diamant est la seule pierre précieuse qui se taille et se polit avec de la poudre de diamant imbibée d'huile d'olive, sur une meule d'acier très doux. Les rubis, les saphirs, les topazes d'Orient, veulent une meule de cuivre; les émeraudes, les hyacinthes, les améthistes, les grenats, les agates, une meule de plomb, d'étain ou de zinc; les pierres plus tendres et les pierres artificielles, une meule de bois dur : on les polit avec du tripoli ou de la potée d'étain.

On a dit au mot DIAMANT (T. VIII, p. 137) quelles formes les lapidaires donnent à cette pierre éclatante. Les autres pierres précieuses naturelles ou artificielles se taillent de même. On abrége en certaines occasions l'opération de la taille de deux manières, en sciant le diamant au moyen d'un fil de fer très délié enduit de poussière de diamant, ou bien en le *clivant*, c'est-à-dire en profitant du sens des lames qui le composent pour les fendre dans ce sens avec une lame d'acier bien trempée, et produire ainsi plusieurs facettes.

On nomme aussi *lapidaire* un instrument dont se servent les polisseurs d'acier pour les pièces d'horlogerie, et les fabricants de verres de montre à bords polis. V. R.

LAPIDAIRE (STYLE), *voy.* INSCRIPTIONS, T. XIV, p. 715.

LAPIDATION, supplice qui consiste à tuer à coups de pierre. Il était principalement usité chez les Hébreux (*voy.* *droit* JUIF). Les rabbins font un grand dénombrement des crimes soumis à cette peine. Ce sont, en général, presque tous ceux que la loi punit du dernier supplice sans exprimer le genre de mort : l'inceste, l'adultère, le viol, le crime de sodomie, l'idolâtrie, le blasphème, la violation du sabbat, etc. Le patient était ordinairement mené hors de la ville, précédé par un homme portant une pique au haut de laquelle était attaché une espèce de drapeau, afin d'être aperçu de plus loin. Si quelqu'un se présentait pour parler en faveur du condamné, celui-ci était ramené en prison afin d'écouter ce qu'on pouvait dire pour sa justification. Lorsqu'il ne se présentait personne, on le conduisait au lieu du supplice, on l'exhortait à confesser sa faute, le repentir assurant la vie future; puis, après cela, on le lapidait. Les témoins lui jetaient les premiers la pierre, et il en était bientôt accablé de tous côtés. Ce supplice ne s'appliquait pas toujours judiciairement, et la fureur populaire s'en servait souvent : la vie de Jésus-Christ fut ainsi plusieurs fois menacée; saint Étienne (*voy.*) reçut de cette manière la couronne du martyre. L. L.

LAPIN (*lepus cuniculus*), espèce de rongeur du genre *lièvre* (*voy.*), dans lequel il se distingue, pour les naturalistes, par ses oreilles un peu plus courtes que la tête et sans noir au bout, par sa queue plus courte que la cuisse et brune au-dessus, et par sa taille moindre que celle du lièvre proprement dit. Sous le rapport des habitudes, il diffère d'une manière non moins tranchée de ce dernier. Vivant en troupes au fond des terriers qu'il creuse, et où il se réfugie quand il est poursuivi, il s'habitue très bien à l'état de domesticité, et y prend à la longue des couleurs très variées. A l'état sauvage, il est ordinairement gris-jaunâtre en dessus, blanc en dessous. La femelle, appelée *hase*, porte 30 jours, et telle est sa prodigieuse fécondité qu'elle peut produire par année de 60 à 120 *lapereaux*. Quand elle veut mettre bas, elle se retranche dans un nouveau terrier qu'elle creuse en zigzag, et se dépouille le ventre pour faire de son pelage un lit commode à ses petits. A 8 mois, le mâle, arrivé au terme de sa croissance, peut se reproduire : il s'attache d'ordinaire 6 à 7 femelles. A 5 ans, il est épuisé; c'est alors qu'il faut l'engraisser pour la table. Cependant la durée totale de sa vie paraît être de 8 à 9 ans. Il faut, pendant l'allaitement, le séparer de ses petits qu'il dévorerait impitoyablement. Malgré sa ressemblance avec le lièvre, le lapin est l'ennemi de cet animal, qu'il ne rencontre jamais sans qu'il s'ensuive un combat acharné.

Originaire d'Espagne, le lapin est aujourd'hui répandu dans toute l'Europe. Parmi les principales variétés, nous citerons : le lapin *d'Angora* et le lapin *riche* dont le beau poil, d'un gris argenté, est très recherché dans la chapellerie pour la fabrication du feutre (*voy.*), et dont la peau fournit une colle excellente. La chair du lapin, blanche, saine et de bon goût, quand il est bien nourri, acquiert surtout une saveur très délicate par la castration. On peut en tirer un bon bouillon. Le lapin de toute race s'élève dans des clapiers, dans des tonneaux, et préférablement dans des garennes (*voy.*). C'est à tort qu'on a prétendu que dans de grands rassemblements de lapins il se dégageait des miasmes dangereux pour l'homme et les animaux. La malpropreté dans laquelle on les laisse trop souvent peut seule avoir ce résultat, et amener ces fréquentes mortalités qui détruisent en quelques heures des portées entières.

On désigne quelquefois sous le nom impropre de *lapin du Brésil* le cobaie, et sous celui de *lapin d'Amérique* l'agouti (*voy.* ces noms). C. S-TE.

LAPIS-LAZULI, nom vulgaire d'une substance minérale que les minéralogistes nomment aujourd'hui *lazulite* (d'un mot arabe qui désigne cette pierre, et l'azur du ciel); et que l'on a essayé d'appeler *outremer*, comme la couleur bleue préparée avec cette matière (*voy.* plus loin). Les Grecs la nommaient Κύανος, qui était aussi le nom du bluet.

Cette substance est pierreuse, dure et d'une belle couleur bleue d'une nuance particulière. C'est un composé de silice, d'alumine et de soude. Elle cristallise en dodécaèdre rhomboïdal; mais ses cristaux sont fort rares; ordinairement elle se présente en masses compactes ou lamellaires, souvent veinées de sulfure jaune de fer que l'on a quelquefois pris pour de l'or.

On trouve le lazulite ou le lapis-lazuli dans le terrain granitique de certaines contrées, principalement près des bords du lac Baïkal en Sibérie, dans la petite Boukharie, au Tibet, et dans diverses autres provinces de l'empire chinois.

La dureté du lapis-lazuli qui le rend susceptible d'un beau poli, sa belle couleur bleue, les veines de fer sulfuré qui le traversent, en font une des plus riches substances que l'on emploie comme ornement, en en plaquant des pendules, des cheminées, des candélabres, etc. Mais il est toujours d'un prix très élevé. Une pièce du château impérial de Tsarskoïé-Célo est revêtue de lapis-lazuli. Les anciens peintres en composaient une couleur bleue très éclatante et presque inaltérable, qu'ils nommaient *outremer* (*ultramarino*), parce que cette substance ne venait en Europe qu'en traversant les mers. Elle était fort en usage dans la peinture sur porcelaine : c'est cette couleur qui fait rechercher les anciennes porcelaines de Sèvres. On l'emploie encore pour le même usage*; mais son prix élevé lui fait souvent préférer l'oxyde de cobalt. J. H-T.

LAPITHES. Le pays habité par les Lapithes était situé vers le mont Olympe, sur les confins de la Thessalie et de la Macédoine, à l'endroit où le fleuve Pénée prend sa source. Ces peuples reçurent, dit-on, leur nom de Lapithe, fils d'Apollon et de Stilbé, fille du fleuve Pénée. Le voisinage du fleuve fut sans doute l'origine de cette fable. Les Lapithes rendaient un culte particulier à Apollon, ce que prouve une médaille en bronze que l'on connaît de ce peuple.

Les noces de Pirithoüs (*voy.*), roi des Lapithes, occasionnèrent une guerre sanglante entre ce peuple et les Centaures (*voy.*); ceux-ci, échauffés par le vin, voulurent s'emparer des femmes, mais ils furent exterminés par la valeur d'Hercule, de Thésée, de Pirithoüs, de Cénée et des autres Lapithes. Le combat des Centaures et des Lapithes a été représenté sur plusieurs monuments de l'antiquité. Virgile (*Géorg.*, III) et Pline (*H. N.*, VII, 56) attribuent aux Lapithes l'invention de la selle et de la bride**, comme ayant été

(*) Voici comment on prépare le bleu d'outremer : on réduit en poudre impalpable le lazulite après l'avoir grillé; on mêle cette poudre avec un mastic composé de poix, de cire et d'huile de lin; on broie cette pâte avec de l'eau tiède qui se colore bientôt en bleu, puis on décante : il se dépose alors le plus beau bleu d'outremer. On recommence le broyage jusqu'à ce que l'eau ne laisse plus déposer qu'une matière grise connue sous le nom de *cendre d'outremer*. X.

(**) Pline dit que ce fut Pelethronius (roi des Lapithes). S.

d'habiles cavaliers. Cependant, sur les monuments, on les voit toujours combattant à pied; mais cela s'explique sans doute par cela qu'étant opposés aux Centaures, un tel contraste convenait mieux aux artistes. D. M.

LAPLACE (PIERRE-SIMON, marquis DE), un des plus grands géomètres de notre époque, naquit à Beaumont-en-Auge (Calvados), le 23 mars 1749. Fils d'un pauvre cultivateur, les premières années de cet homme célèbre sont enveloppées d'une certaine obscurité, sur laquelle il avait la faiblesse de se montrer très discret. Il paraît cependant que, doué d'une excellente mémoire, il sut se faire distinguer au milieu de ses camarades d'études. De bonne heure, il manifesta quelque aptitude pour la théologie : il traitait, dit-on, avec talent et une sagacité extraordinaire les points de controverse les plus difficiles. On ignore comment il passa de la philosophie aux questions les plus élevées de la géométrie dont il s'était approprié de lui-même les recherches les plus nouvelles lorsqu'il vint à Paris.

Muni de lettres de recommandation, Laplace se présenta en vain chez D'Alembert. Il prit alors le parti de lui adresser une lettre dans laquelle il lui développait les principes de la mécanique. D'Alembert étonné des capacités du jeune savant, lui écrivit alors : « Vous voyez que je fais assez peu de cas des recommandations; vous n'en aviez pas besoin : vous vous êtes fait mieux connaître, et cela me suffit. Mon appui vous est dû. » Quelques jours après son entrevue avec Laplace, à peine âgé de 19 ans, D'Alembert le fit nommer professeur de mathématiques à l'École militaire de Paris, et plus tard Laplace remplaça Bezout dans les fonctions d'examinateur des élèves du corps royal d'artillerie. Il rencontra dans le président Saron, un généreux Mécène qui fit imprimer à ses frais les ouvrages du jeune savant dont la réputation, due à d'heureux débuts, devint si grande, qu'à 24 ans il put frapper avec succès aux portes de l'Académie des Sciences.

Laplace justifia ce choix flatteur par les travaux qu'il entreprit aussitôt sur la théorie des planètes. Il se livra avec ardeur à la recherche des lois qui régissent le système du monde, et il s'occupa de l'établissement de théories analytiques d'une application féconde, en même temps qu'il songeait déjà à étendre et à perfectionner le calcul des probabilités qu'il devait rapprocher de plus en plus de la certitude. En 1784, il publia la *Théorie du mouvement de la figure elliptique des planètes*, in-4°; il le fit suivre, en 1785, de la *Théorie des attractions des sphéroïdes et de la figure des planètes*, in-4°. La publication de son *Exposition du système du monde* (1796, 2 vol. in-8°; 5e éd. revue et augmentée, 1824, in-4° ou 2 vol. in-8°), et celle du *Traité de mécanique céleste* (1799-1825, 5 vol. in-4°), le placèrent au rang qui lui appartient dans la science.

Professeur à l'École normale, Laplace entra l'un des premiers à l'Institut, à l'École polytechnique et au Bureau des longitudes. Il proposa à ses collègues de l'Institut d'offrir aux représentants du peuple le compte annuel de leurs travaux, et il parut à la tête des membres désignés pour remplir cette mission. Après le 18 brumaire, Laplace fut nommé ministre de l'intérieur par les consuls; mais il dut, peu de temps après, céder ce portefeuille à Lucien Bonaparte. « Géomètre du premier rang, a écrit Napoléon, Laplace ne tarda pas à se montrer administrateur plus que médiocre; dès son premier travail, nous reconnûmes que nous nous étions trompés. Laplace ne saisissait aucune question sous son vrai point de vue; il cherchait des subtilités partout, n'avait que des idées problématiques, et portait enfin l'esprit *des infiniment petits* dans l'administration. » Après six semaines de ministère, Laplace fut appelé au sénat, en décembre 1799. Vice-président de ce corps en 1803, il en devint chancelier la même année, et reçut le grand-cordon de la Légion-d'Honneur lors de l'institution de cet ordre. Laplace fit au sénat un rapport sur la nécessité de rétablir le calendrier grégorien. En 1806, il fut créé comte de l'empire, et, en 1813, grand-officier de l'ordre de la Réunion. Ces honneurs ne l'empêchèrent pas de se livrer à l'étude : il fit paraître, en 1812, la *Théorie analytique des probabilités*, in-4° (3e éd., 1820), et, en 1814, l'*Essai*

philosophique sur les probabilités, in-8° (5° éd., 1825).

En 1814, Laplace souscrivit à la déchéance de l'empereur, et en fut récompensé par le titre de marquis et une place dans la Chambre des pairs. Pendant les Cent-Jours, il ne reparut pas aux Tuileries, ce qui lui fit conserver ses titres à la seconde rentrée des Bourbons. En 1816, l'Académie-Française l'appela dans son sein, et il en fut président en 1817. Il publia, en 1821, le *Précis de l'histoire de l'astronomie*, in-8°, et, en 1825, un 4^e^ supplément à la théorie des probabilités, in-4°. On a encore de Laplace d'importants mémoires insérés dans la collection de l'Académie et d'autres recueils scientifiques. Il était l'un des fondateurs de la célèbre société d'Arcueil (*voy.*), et il appartenait à presque toutes les grandes Académies de l'Europe. On lui a reproché un orgueil excessif qui n'était peut-être que le sentiment de ses puissantes facultés. Il mourut à Paris, le 5 mars 1827, à la suite d'une longue maladie. Comme les personnes qui assistaient à ses derniers instants lui rappelaient ses titres de gloire et ses plus éclatantes découvertes, il répondit : « Ce que nous connaissons est peu de chose; ce que nous ignorons est immense. » Fourier prononça son éloge à l'Académie des Sciences.

Son fils, CHARLES-ÉMILE-PIERRE-JOSEPH, marquis de Laplace, hérita de sa pairie et siége encore aujourd'hui dans la noble assemblée.

Laplace est un des plus grands savants de notre époque. Il avait déjà résolu plusieurs questions principales de l'astronomie théorique, lorsqu'il conçut le vaste plan qui devint le but constant de ses efforts et de ses travaux, celui de refaire la théorie du ciel, en coordonnant les grands systèmes, en réformant les erreurs dont elle avait été l'objet, en exposant enfin les causes encore inconnues de quelques phénomènes importants. C'est à ce projet, qui remplit toute la vie de Laplace, que nous devons la *Mécanique céleste*, ouvrage admirable qui marque une nouvelle ère dans l'astronomie, et que Fourier appelle *l'Almageste (voy.) du* XVIII^e^ *siècle*. Non-seulement il y a réuni tout ce que les sciences mathématiques et physiques avaient déjà établi comme certain et pouvant servir de fondement à l'astronomie, mais il a ajouté à cette science des découvertes capitales. Ainsi l'on observait dans les mouvements de la lune une accélération dont on n'avait pu découvrir la cause. Laplace chercha d'abord si l'on arriverait à expliquer cette accélération des mouvements lunaires en supposant que l'action de la gravité n'est pas instantanée, mais assujettie à une transmission successive comme celle de la lumière. Ce moyen ne remplissant pas le but, il fallut imaginer une autre solution, et, en 1787, il la donna à l'Académie des Sciences en prouvant que cette accélération est un effet nécessaire de la gravitation universelle. Cette découverte inattendue lui fournit le développement de toute une théorie du système du monde; elle lui fit connaître que si l'action de la gravitation des astres n'est pas instantanée, il faut supposer qu'elle se propage plus de 50 millions de fois plus vite que la lumière, dont la transmission s'opère déjà dans une vitesse de 70,000 lieues par seconde. En même temps, il reconnut que le milieu dans lequel les astres se meuvent n'oppose qu'une résistance insensible. Enfin il put conclure de sa théorie que le mouvement de la terre sur son axe est invariable, et que la durée du jour n'a point changé de la centième partie d'une seconde depuis 2,000 ans. Il démontra que la forme même du globe terrestre se reflète dans certaines inégalités du cours de la lune, qui n'auraient pas lieu si la terre était parfaitement sphérique; puis déterminant, par l'analyse l'aplatissement de la terre à l'aide de ces inégalités, il arriva précisément aux mesures que donnèrent les voyages géodésiques en différentes contrées.

Les recherches de Laplace sur l'équation séculaire de la lune, et sa belle découverte de l'invariabilité des distances moyennes des planètes au soleil, avaient été précédées de la découverte non moins importante de la cause des grandes inégalités de Jupiter et de Saturne. Il a donné de plus une théorie complète du mouvement des satellites de Jupiter, et c'est d'après ses théories que Delambre a calculé ses tables pour les mouvements de

Saturne et de Jupiter. Enfin les lois du flux et du reflux de la mer, malgré tous les éléments arbitraires dont elles dépendent, ont été exprimées par ses formules, qui représentent avec une singulière exactitude des observations séparées par un intervalle de plus de cent années.

Newton, qui ne pouvait pas expliquer certaines perturbations, pensait que l'action des corps célestes les uns sur les autres augmenterait sans cesse l'inégalité des mouvements, et que l'intervention du Créateur serait nécessaire à la fin pour remettre le système en ordre. Leibnitz critiqua vivement cette idée d'une intervention de la Divinité pour remettre en ordre le système solaire. Newton eut aussi beau jeu avec l'harmonie préétablie de Leibnitz, qu'il qualifia de miracle perpétuel. Il était réservé à Laplace de prouver par l'observation et le calcul, et en faisant rentrer ces inégalités dans le système de la gravitation découvert par Newton, que les mouvements des planètes et de leurs satellites satisfont aux conditions de stabilité qui assurent leur continuation dans tous les temps, et fixent les limites de leurs variations.

Dans l'*Exposition du système du monde*, Laplace a voulu réduire en un seul volume tous les faits et toutes les théories qui composent le domaine de l'astronomie, en omettant les calculs profonds et compliqués sur lesquels cette science s'appuie. « Il se met ici à la portée des lecteurs médiocrement instruits, a dit M. Francœur, et les initie aux plus hautes connaissances astronomiques; il leur épargne les difficultés et la sécheresse des calculs, les détails qui feraient perdre de vue l'ensemble et la généralité des faits; la pensée, conduite avec ordre vers les différentes parties du mécanisme de l'univers, s'accoutume à la grandeur des objets, saisit leurs rapports, distingue les différents mouvements et prévoit les résultats. »

« Laplace, qui a tant fait pour achever l'édifice dont Newton a posé les fondements, dit M. Libri, ne voyait dans l'analyse qu'un moyen d'arriver à des résultats importants, et ne s'appliquait guère à aplanir la route qui devait le conduire au but. » C'est là ce qui le distinguait le plus de Lagrange, dont l'opinion du monde s'était habituée à toujours unir le nom avec le sien. Comme on l'a dit avec raison : « Lagrange semblait le plus souvent ne voir dans les questions qu'il traitait que les mathématiques dont elles étaient l'occasion; de là vient le haut prix qu'il mettait à l'élégance des formules et à la généralité des méthodes. Pour Laplace, au contraire, l'analyse mathématique était un instrument qui se pliait aux applications les plus variées, mais toujours en subordonnant la matière spéciale au fond même de chaque question. Peut-être la postérité jugera-t-elle que l'un fut un grand géomètre, et l'autre un grand philosophe qui cherchait à faire connaître la nature en y faisant entrer la géométrie. » L. L.

LAPONIE*, vaste pays du nord de l'Europe, contigu à la mer Blanche, à l'océan Glacial arctique et au golfe de Bothnie; il s'étend entre 64 et 71° lat. N., et entre 12 et 40° de long. or. Sa superficie est d'environ 10,000 lieues carrées. Des ramifications des monts Dofrines, hauts d'environ 1,000^{m} et couverts toute l'année de glace et de neige, en traversent l'intérieur et alimentent des fleuves et des rivières qui se rendent dans les diverses mers, surtout dans le golfe de Bothnie, aux approches duquel le sol est très bas. L'Alten et le Tana débouchent dans la mer Glaciale; le Panoï se réunit à la mer Blanche; le Kemi, le Tornea **, le Munoïo, le Lulea, le Pitea, le Skellefstea, l'Umea, et l'Anguerman, déversent leurs eaux dans le golfe de Bothnie. Beaucoup de lacs, dont la surface reste gelée une grande partie de l'année, se trouvent entre les montagnes et dans les steppes. Dans le sud de la Laponie, on voit encore des forêts de pins et de sapins; on y cultive de l'orge, du seigle, quelques légumes et des fleurs; dans l'intérieur, il n'y a plus que des sapins, des bouleaux et des saules rabougris; en fait de fruits, on n'y trouve que quelques baies savoureuses. Le gneiss

(*) L'étymologie de ce mot n'est pas certaine; cependant il paraît qu'il est un surnom (*Lap* ou *Lop*) qu'on a donné à ce peuple. Il s'appelle lui-même *Same*, ce qui est presque le nom des Finnois, *Souomes*. S.

(**) Cette terminaison en *a* ou en *aa* se prononce, chez les Suédois, comme *o*.

constitue la charpente des montagnes, qui ont jusqu'à une hauteur de 3,000 pieds, des stries, même sur les roches les plus dures ; dans l'est de la Laponie, ces stries se dirigent vers la mer Glaciale. Jusqu'à une élévation de 800 pieds, on remarque des traces d'une retraite successive de la mer. Dans quelques endroits, ces montagnes contiennent d'abondantes mines de fer, de cuivre, de zinc et d'arsenic ; on y trouve même un peu d'or ; mais l'exploitation en est difficile, faute de combustible et de routes praticables. On recueille pour la nourriture la farine fossile, consistant en débris siliceux d'animaux infusoires. Les fleuves abondent en saumons et autres poissons; sur les côtes, on pêche des baleines, des morues, des harengs, etc.; et l'on prend beaucoup d'oiseaux aquatiques. Les contrées montagneuses sont habitées par des ours, des loups, des renards, des loutres, des martres et des hermines. L'animal le plus utile de la Laponie est le renne, qui trouve sous la neige la mousse, sa seule nourriture. Ces contrées boréales, que le soleil abandonne pendant les mois d'hiver, éprouvent un froid assez intense pour faire geler l'esprit-de-vin; sur les côtes de la mer Glaciale, pourtant, le climat n'est pas aussi rigoureux que le ferait croire la latitude des lieux; en hiver, la gelée y est fréquemment interrompue par d'épais brouillards et des pluies : aussi la température moyenne y est-elle 0°, et les golfes y sont souvent débarrassés des glaces. Un naturaliste suédois, Wahlenberg, a publié à Stockholm, en 1808, le résultat de ses observations sur la hauteur et la température des Alpes de la Laponie, et, en 1812, il a donné la *Flore* de ce pays.

La race laponne est remarquable par sa taille petite et trapue, qui ne s'élève guère au-dessus de 4 pieds 6 pouces, par sa laideur et par sa malpropreté. Grâce aux poissons et aux rennes, les Lapons parviennent pourtant à rendre leur existence supportable dans un pays où le sol ne leur offre presque aucune ressource. Ils sont d'origine finnoise (*voy.* FINNOIS), se nomment eux-mêmes *Sames*, et parlent un dialecte finnois (*voy.* T. XI, p. 63); dans ces derniers temps, ce dialecte a attiré l'attention des philologues *. Convertis au christianisme par des missionnaires suédois, les Lapons pratiquent maintenant le culte luthérien ; mais en y mêlant encore des idées païennes ; c'est ainsi qu'ils rendent un culte à des figures grossièrement sculptées en pierres qui sont censées représenter leurs anciens dieux Thor et Storiunchar, ou le tonnerre et le soleil. Il existe parmi eux des chamanes, et l'on attribue une influence magique à des espèces de tambours en peaux de rennes, marqués de signes mystérieux. Les Lapons habitent des huttes en terre, n'ayant qu'une ouverture très étroite, et constamment enfumées. Chez les vieillards, la cécité est assez commune ; du reste, il règne peu de maladies parmi les Lapons. Ils attachent si peu d'importance à la fidélité conjugale, qu'ils offrent eux-mêmes leurs femmes et leurs enfants aux étrangers, qui ne sont guère tentés de les prendre au mot. L'eau-de-vie et le tabac sont les deux articles que les Lapons recherchent le plus et à la séduction desquels ils ne peuvent résister. Outre ces deux articles, les bâtiments russes apportent, par la mer Glaciale, des farines et d'autres vivres ; et, par le golfe de Bothnie et la Norvège, le pays reçoit quelques marchandises d'Europe. On n'en tire en échange que des poissons et des fourrures.

Les Lapons sont nomades, étant obligés de chercher de la pâture pour leurs rennes, dont les habitants ont quelquefois des troupeaux de plusieurs centaines, et même de 1,000 à 1,500. Il est vrai que ce sont les plus riches : aussi les propriétaires de ces grands troupeaux sont au rang des électeurs dans la Laponie norvégienne. En été, la plupart des familles se portent vers les côtes, tant pour se livrer à la pêche que pour échapper aux nuées d'insectes qui alors tourmentent les hommes et les rennes.

La Laponie se divise en trois parties, d'après la domination sous laquelle elle

(*) Lindahl et OEhrlingh ont rédigé chacun une grammaire laponne. On peut voir aussi Possart, *Kleine lappländische Grammatik*, Stuttgart, 1840, in-8°. Nous citerons comme une singularité la dissertation de Nordin : *Specimina affinitatis linguæ Laponicæ cum latiali*, insérée dans le tome VII des *Nova acta societatis Upsaliensis*.

est placée. Ces parties sont : la Laponie russe, à l'est; la Laponie suédoise, au midi, et la Laponie norvégienne au nord-ouest. Celle-ci est désignée aussi sous le nom de Finmark (*voy.*). La Laponie suédoise comprend les districts de Tornea, Lulea, Pitea, Umea et Asele, qui ont de pauvres villages ou hameaux pour chefs-lieux. Tous sont situés à l'embouchure de rivières du même nom, et font partie de la Bothnie. Le nombre des Lapons ne s'y monte pas au-delà de 2,000 âmes; les autres habitants sont des colons suédois. A Tornea, il y a des forges pour l'apprêt du fer de la Laponie, ou plutôt du *Lappmark*, qui est le nom de la Laponie suédoise. La Laponie russe enfin, la plus considérable de toutes, compte 8,000 Lapons, dont une partie ont été convertis à la religion grecque. On y trouve quelques hameaux, tels que Sosnovetz, sur la côte méridionale où les Lapons deviennent sédentaires, et Enare, auprès du lac de ce nom, où il se tient une foire fréquentée par les Russes de Kola, par des Lapons, tant de la partie russe que du Finmark, et par des Norvégiens. Les districts sont subdivisés en paroisses : celle d'Enare a une superficie de près de 500 lieues carrées. — *Voir*, sur la Laponie en général, le Voyage (*Reise nach Lappland und dem nœrdlichen Schweden*) du major baron d'Hogguer (Berlin, 1841, avec atlas), et sur la Laponie russe en particulier, Schnitzler, *La Russie, la Pologne et la Finlande*, p. 624. Un voyage scientifique entrepris dans cette partie de la Laponie, en 1840, par MM. Bær et Middendorf, a donné lieu à plusieurs découvertes intéressantes. D-G.

LAPPI, *voy.* BRUNELLESCHI.

LAQUE, matière résineuse, plus généralement connue sous le nom de *gomme-laque*, qui exsude, sous forme d'un liquide laiteux, des rameaux et des petites branches de plusieurs arbres de l'Inde, et dont la sécrétion est déterminée par les piqûres du *coccus lacca*, petit insecte hémiptère, rangé par les naturalistes au nombre des *cochenilles* ou *gallinsectes*. Les femelles de cet insecte, de même que celles de la cochenille et du kermès, se fixent, à une certaine époque de leur vie, sur les jeunes branches des arbres dont elles tirent leur nourriture, s'y rassemblent en grand nombre, et se serrent de manière à ne laisser aucun vide entre elles. Les arbres qui produisent la laque sont les *ficus religiosa*, *ficus indica*, les *mimosa corinda* et *cinera*, le *rhamnus jujuba*, le *croton lacciferum*, etc.

Suivant James Kerr, la résine laque serait produite par l'insecte lui-même. Ainsi les femelles se souderaient à l'instant de leur ponte, au moyen de la matière résineuse ou la laque qui exsude de leur corps, s'accumule, se réunit, et finit par former une croûte commune semblable à celles que produisent plusieurs espèces de polypes. Les cellules sont remplies d'un liquide rouge, au milieu duquel se trouvent les œufs pondus par les femelles. Ces œufs éclosent, les larves se nourrissent du liquide, et sortent ensuite à l'état d'insectes parfaits, laissant leur dépouille dans la cellule qui les contenait. La récolte de la laque se fait en coupant les tiges et les branches enduites de résine et de couvée.

On trouve la laque, dans le commerce, sous trois formes différentes : 1° *Laque en bâtons* (*stick lac*), qui est la résine dans son état naturel, encore attachée à l'extrémité des branches de l'arbre. Souvent plusieurs de ces branches sont agglomérées par la résine, formant ainsi un faisceau de 12 à 15 centim. de longueur. Cette laque est d'un rouge brun foncé, transparente sur les bords, brillante dans sa cassure; elle offre à l'intérieur un grand nombre de cellules disposées circulairement tout autour du bois, et dont plusieurs contiennent encore l'insecte entier. 2° *Laque en grains* (*seed lac*), qui est la même que la précédente, mais réduite en poudre grossière, que l'on fait bouillir avec une faible dissolution de carbonate de soude pour en extraire la matière colorante. 3° *Laque plate, en feuilles ou en écailles* (*schell lac*), qu'on obtient en fondant, au-dessus d'un feu de charbons, la laque en grains dans un sac de coton; lorsqu'elle est fondue, on la fait passer à travers le sac, et on la coule sur le tronc uni d'un bananier, ou sur une pierre plate. Cette laque varie en couleur, suivant qu'elle a été plus ou moins privée de son principe colorant : de là, la distinction

de la laque en écailles *blonde*, *rouge* ou *brune*.

On donne le nom de *laque de résine-laque* (*lac-lake*) à un produit des Indes obtenu en précipitant par l'alun une dissolution alcaline de résine-laque. On l'emploie en teinture. On reçoit également de l'Inde une autre composition du même genre : c'est le *lac-dye*, *laque à teindre;* elle diffère peu de la précédente.

La laque est employée comme dentifrice ; elle est usitée dans la préparation des vernis, pour luter les pièces de faïence, de terre, principalement en teinture, et dans la fabrication de la cire à cacheter.

On donne encore le nom de *laques* à différents produits chimiques qu'on emploie comme couleurs dans la peinture. Dans l'origine, cette dénomination paraît avoir désigné uniquement une couleur rouge ou cramoisie, préparée dans l'Inde avec la résine laque, et, à ce que l'on croit, analogue au *lac-lake* et au *lac-dye*. Ensuite, on l'a étendue à diverses pâtes également colorées en rouge, et maintenant on désigne indistinctement sous le nom de *laque* toute pâte colorée dont l'alumine, la craie, et même l'amidon forment la base, quelle que soit d'ailleurs la matière colorante ajoutée. Ainsi, on a des laques *rouges*, *vertes*, *jaunes*, *bleues*, etc.

Les laques s'obtiennent ordinairement en dissolvant la matière colorante dans l'eau, en y versant une dissolution d'alun et quelquefois du bi-chlorure d'étain et en ajoutant ensuite une quantité suffisante de soùde, de potasse, d'ammoniaque, ou mieux de carbonate de ces bases en liqueur. Par un excès de sel alumineux, toute la matière colorante peut être précipitée. Les précipités obtenus sont lavés, recueillis sur un filtre, et desséchés à une chaleur modérée. On les livre au commerce sous forme de petits trochisques.

Les laques rouges employées en peinture sont faites soit avec la cochenille (*voy.*), et elles prennent le nom de *laques carminées* (*voy.* CARMIN, CARMINE), soit avec le bois de Brésil, la garance (*voy.* ces mots), etc. Les premières sont beaucoup plus riches de ton que la laque garance, mais elles n'en ont pas la solidité. M. Mérimée, le premier, a préparé, avec la garance, une laque qui peut remplacer la laque carminée. La graine d'Avignon (*voy.* NERPRUN) sert à préparer la laque d'un brun jaunâtre connue sous le nom de *still de grain*.

On donne aussi le nom de *laques* à des ouvrages, le plus souvent en carton, recouverts d'un très beau vernis, ornés de figures et de dorures, qui viennent de la Chine. Les artistes français ont fait beaucoup de tentatives pour atteindre, dans ce genre de travail, le degré de perfection des Chinois. Ils ont donné à leurs produits le nom de *laques français*, pour les distinguer des *laques de Chine*. V. S.

LARA (FAMILLE DE), maison puissante d'Espagne, qui tirait son nom d'une petite ville de la Vieille-Castille, située à quelques lieues de Burgos. Elle est fameuse dans l'histoire de son pays par les troubles qu'elle suscita en tentant plusieurs fois, aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, de s'emparer de la régence.

D'abord la légende des sept infants de Lara est célèbre en Espagne : elle raconte que leur oncle, don Rodrigue de Lara, pour venger une injure que sa femme avait reçue de l'un des infants, les livra, ainsi que leur père, don Gonzalo Gustoz, au khalife de Cordoue. Un jour, le khalife importuné des plaintes de Gustoz sur l'éloignement où il le tenait de ses fils, les fit mettre à mort et invita leur père à un horrible festin où figuraient les sept têtes livides des infants dans des plats d'argent. Le malheureux Gonzalo fut ensuite remis en liberté. Cependant il avait eu, de ses amours secrètes avec une femme mauresque, un enfant qu'on appela Mudarra. Élevé dans la tente du khalife et instruit tout à coup de sa naissance, de la trahison de Rodrigue, du malheur de son père et du supplice de ses frères, Mudarra s'échappa du camp des Arabes, tua Rodrigue de sa main, et vint jeter sa tête aux pieds du vieux Gonzalo. Tel est le sujet d'un long drame, en six actes et en prose, de M. Mallefille (1836), qui n'a pas eu de succès.

Lorsque Sanche III mourut en 1158, Alphonse IX, son fils, qui lui succéda, n'était âgé que de trois ans. Sa tutelle, disputée à don Guttiere de Castro par don Manrique de Lara, fut l'origine d'une querelle entre ces deux puissantes mai-

sons, à laquelle prirent part presque tous les seigneurs du royaume. Les Lara l'emportèrent enfin. En 1160, les seigneurs de Lara s'étant opposés aux projets de Ferdinand II sur la Castille, ce roi marcha contre eux et les défit. L'an 1163, ce même roi de Léon tint à Soria une grande assemblée dans laquelle il termina les différends de la maison de Lara avec celle de Castro. Les Cortès, assemblés à Burgos en 1169, décidèrent la majorité d'Alphonse IX, et, en 1176, Ferdinand épousa dona Thérèse, fille de Nunez de Lara, qui mourut en 1180. La mort d'Alphonse IX (1214) fit naître de nouveaux troubles pour la régence du roi Henri I^er^, dont Alvar de Lara s'était emparé. L. L.

LA RAMÉE, *voy.* RAMUS.

LARCHER (PIERRE-HENRI), connu principalement comme traducteur d'Hérodote, naquit à Dijon, le 12 octobre 1726; sa famille avait compté plusieurs membres dans le parlement de Bourgogne, et elle était alliée à celle de Bossuet. Il perdit son père de très bonne heure, et fut élevé par sa mère, femme d'un caractère sévère, qui le destinait à la magistrature. Après avoir fait ses premières études à Dijon, il alla terminer ses humanités à Pont-à-Mousson, sous la direction des jésuites, et ensuite il obtint d'être placé dans un collége de Paris. Dès que Larcher se sentit libre, il se consacra entièrement à l'étude des lettres et des sciences; il acquit surtout une connaissance assez approfondie de la langue grecque, et cultiva avec ardeur la littérature anglaise; il se rendit même en Angleterre, à l'insu de ses parents, dans le but de se perfectionner dans la langue du pays, et d'y former des liaisons avec des hommes de lettres. Afin de pourvoir aux frais de ce voyage, il vendit ses livres, et se servit de l'entremise d'un ami pour entretenir sa correspondance avec sa famille, de crainte qu'on ne soupçonnât son absence.

Le premier ouvrage qu'il publia fut une traduction de l'*Électre* d'Euripide, qui parut anonyme en 1750. Il travailla pour quelques-uns des journaux littéraires du temps, et fit paraître, soit dans ces recueils, soit séparément, quelques traductions d'ouvrages anglais. Cependant il n'avait point abandonné la littérature grecque : il publia une bonne traduction des *Amours de Chereas et de Callirrhoé*, par Chariton (*voy.*). En 1767, cédant aux instances de quelques amis, il entreprit de réfuter les assertions plus que hasardées dont Voltaire, caché sous le pseudonyme de l'abbé Bazin, avait rempli sa *Philosophie de l'histoire;* il s'acquitta de cette tâche difficile et dangereuse d'une manière qui faisait honneur à son érudition et à son amour pour la vérité; mais il blessa au vif l'irascible vieillard, qui, tout en convenant que le *Supplément à la Philosophie de l'histoire* méritait d'être lu par les savants, se déchaîna contre l'auteur, avec la plus grande violence, dans un libelle intitulé *La défense de mon Oncle*. Larcher lui répliqua, mais il ne parvint pas à mettre les rieurs de son côté; il ne savait pas, comme son redoutable adversaire, manier l'arme de la raillerie, ni donner à ses arguments une tournure agréable et spirituelle : il prit donc le sage parti de renoncer à cette lutte inégale, et ne s'affecta pas trop des traits malins que son implacable ennemi ne cessait de décocher contre lui.

Un travail plus digne d'occuper ses talents et de faire valoir ses rares connaissances vint bientôt le captiver tout entier. Des libraires de Paris lui ayant proposé de revoir et de préparer pour l'impression une traduction d'Hérodote, laissée par l'abbé Bellanger, qui avait déjà traduit les Antiquités romaines de Denys d'Halicarnasse, Larcher se chargea de cette révision; mais il ne tarda pas à reconnaître les défauts de cette traduction, et ne pouvant plier son style à celui de Bellanger, il résolut d'en faire une nouvelle. Il se prépara à cette grande entreprise par de longues études; il revit soigneusement le texte d'Hérodote, sur les manuscrits de la Bibliothèque royale, et recueillit dans les auteurs anciens, ainsi que dans les voyageurs modernes, tout ce qui pouvait contribuer à éclaircir ou à justifier les récits de l'historien grec. Cette œuvre importante, à laquelle il consacra environ quinze années, fut accueillie du public d'une manière très flatteuse, et plaça Larcher au nombre

des savants qui ont fait le plus d'honneur à l'érudition française. Si le style du traducteur ne rappelle pas la simplicité antique et naïve d'Hérodote, s'il n'a ni l'élégante facilité de Barthélemy, ni la correction de Ricard, on doit cependant reconnaître que le sens de l'auteur est bien compris, et que le travail de l'interprète a été fait avec conscience; on doit rendre justice à la richesse et à l'intérêt du commentaire, à l'importance des recherches géographiques et chronologiques; enfin on doit estimer la sagacité et la prudence avec lesquelles ont été traitées un certain nombre de questions, dont l'examen impartial était rendu difficile par les opinions qui régnaient alors. Cette traduction fut mise au jour en 1786, en 5 vol. in-8°; une 2e édition revue avec soin, enrichie de nouvelles notes et dans laquelle la table géographique et l'essai sur la chronologie ont reçu d'importantes améliorations, parut en 1802, en 7 vol. in-8°. Les nombreuses recherches auxquelles Larcher se livra pour accomplir dignement la tâche qu'il s'était imposée, attirèrent son attention sur divers sujets qu'il étudia d'une manière plus approfondie et donnèrent ainsi naissance à de savants mémoires qu'il présenta à l'Académie des Inscriptions, et qui se trouvent dans les tomes XLIII à LI de son recueil. Il était membre de ce corps savant depuis 1778; sa traduction de la *Retraite des dix mille* de Xénophon et un mémoire sur Vénus couronné par l'Académie lui avaient valu cette honorable distinction.

Larcher traversa les orages de la révolution sans être inquiété; il vivait dans une retraite profonde, ne s'occupant que de littérature. Lorsque les esprits furent calmés et que l'on sentit de nouveau le prix de la culture des lettres et des sciences, il ne tarda pas à faire partie de l'Institut. Il fut d'abord attaché à la section des langues anciennes de la classe de littérature et beaux-arts; puis il rentra dans la 3e classe, qui répondait plus directement à l'Académie des Inscriptions. Lorsque l'Université impériale fut organisée, en 1810, Larcher fut nommé professeur de littérature grecque dans la faculté des lettres de l'académie de Paris, et, comme il était trop âgé pour remplir les fonctions de cette place, on lui donna pour suppléant le savant M. Boissonade (*voy.*). Larcher mourut, le 22 décembre 1812, des suites d'une chute. L. V.

LARD, graisse qui se trouve entre la couenne du porc (*voy.* Cochon) et sa chair. On s'en sert surtout dans l'art culinaire. Cette graisse se distingue par la solidité de son tissu; c'est un aliment qui ne convient qu'aux estomacs robustes. Comme le lard est sujet à rancir (*voy.* Graisse), on le sale afin de le conserver plus longtemps. Z.

LARDNER (Denis), professeur de philosophie naturelle et d'astronomie à l'université de Londres, est un des savants qui ont le plus contribué, de nos jours, à populariser la science en Angleterre, et qui, par cette raison, ne sauraient être passés sous silence dans cette Encyclopédie. Il était déjà connu par ses leçons et par quelques ouvrages, entre autres par un *Système de géométrie algébrique*, 1823, in-8°, lorsqu'en 1826, la fondation de la Société pour la propagation des connaissances utiles (*Society o useful knowledge*) détermina un mouvement général en faveur de l'instruction populaire. Le docteur Lardner fut un des membres les plus actifs de cette société et le collaborateur assidu, pour la partie scientifique, des publications émanées d'elle ou d'autres du même genre. Ce fut alors que la maison Longman et Cie, à Londres, lui confia la direction d'une double entreprise : celle de l'Encyclopédie de cabinet (*Cabinet cyclopædia*), et celle de la Bibliothèque de cabinet (*Cabinet library*), sur le plan suivi par la Société des connaissances utiles. Vers la même époque, le nom de Lardner se trouve parmi les rédacteurs de *la Revue encyclopédique*, publiée en France. Lorsque l'ouverture du chemin de fer de Liverpool à Manchester amena le besoin d'une démonstration scientifique des procédés dont on voyait les merveilleux résultats, il ouvrit, avec un immense succès, un *Cours sur les machines à vapeur*, qu'il publia sous ce titre : *Popular lectures on the steam-engine*, 2e édit., Londres, 1828, traduit par M. Pelouze, dans la collection Audot, 1827-28. Plus tard, au congrès scientifique tenu à Dublin en

1835, il lut un Discours remarquable *sur l'état actuel des moyens de transport par la vapeur sur les chemins en fer.*

L'*Encyclopédie de cabinet*, à laquelle le nom du docteur Lardner restera plus particulièrement attaché (1826-1841, environ 130 vol. pet. in-8°), diffère de la plupart des recueils qui portent le même nom, en ce que, au lieu d'offrir une série d'articles classés par ordre alphabétique, elle se compose d'une suite de traités substantiels sur chaque matière. Elle se divise en cinq classes principales, savoir : histoire, biographie, philosophie naturelle, arts et manufactures, et histoire naturelle. Dirigée avec talent par le docteur qui a composé pour elle plusieurs traités, et qui en outre a su s'assurer des collaborateurs tels que Walter Scott, Southey, Thomas Moore, Brewster, Herschel, Mac-Intosh, Sismondi, etc., cette utile entreprise a dû son succès à la régularité de sa publication, à la modicité de son prix et à la forme méthodique qu'on y a suivie. Plusieurs traités faisant partie de l'*Encyclopédie de cabinet*, celui d'*astronomie* ainsi que le *Discours sur l'étude de la philosophie naturelle*, par sir J. Herschel (*voy.*), le traité de *mécanique*, par le capitaine Kater, etc., ont été traduits par MM. Cournot et Peyrot. Ce dernier en a aussi traduit les *Vies de Galilée* et *de Newton*. Enfin, c'est pour l'*Encyclopédie de cabinet* que M. de Sismondi a composé l'*Histoire de la chute de l'empire romain et du déclin de la civilisation*, publiée en français par MM. Treuttel et Würtz, Paris, 1835, 2 vol. in-8°. R-r.

LARES. Ces dieux latins d'un ordre inférieur et d'origine étrusque, fils de Mercure et de Lara, présidaient à la garde des maisons et des familles; ils en étaient les génies tutélaires. Très anciennement, on les avait identifiés avec les âmes des justes, avec les *mânes* (*voy.*) qui, du royaume des morts, venaient sur la terre protéger leurs parents et leurs amis. Aussi donnait-on également aux lares la nymphe Mania pour mère. Quant aux mânes qui revenaient pour effrayer, pour tourmenter les vivants, on les appelait Lémures (*voy.* Larves). C'étaient des divinités hostiles et malfaisantes, également étrusco-romaines, mais n'ayant avec les lares qu'une même origine funèbre, et d'ailleurs essentiellement dissemblables. Avec le temps, le pouvoir des lares s'étendit du foyer domestique jusque sur la campagne et la mer. De là les *lares urbani*, protecteurs des villes; *rustici*, protecteurs des champs; *compitales*, des carrefours; *viales*, des routes; *marini*, des mers. Les lares, figurés par deux petites statues avec un chien fait de la même pierre*, emblème de leur vigilance, étaient placés dans une niche près de la porte ou du foyer, et chez les riches dans un oratoire appelé *laraire*. On leur offrait tous les jours des fleurs, des fruits et de l'encens. Au mois de mai, une fête solennelle se célébrait à Rome en leur honneur : c'était les *compitales* (*voy.* l'art.). Les statues des lares étaient alors couronnées de violette et de myrte; on leur immolait des truies, et, comme aux saturnales (*voy.*), l'esclavage se trouvait suspendu, rien ne devant altérer la joie de la grande fête de la famille.

Peut-être faut-il rapporter à l'Égypte la première origine du culte des dieux *lares;* l'usage de conserver dans chaque maison la momie des parents peut fort bien lui avoir donné naissance. Quoi qu'il en soit, le culte des génies domestiques se retrouve chez toutes les nations de l'antiquité (*voy.* Pénates); chez les chrétiens, le culte des saints et la croyance en un ange gardien (*voy.* ces mots) le rappelle, et l'on en reconnaît aussi des traces dans les grossiers *fétiches* (*voy.*) des peuples sauvages. F. D.

LAREVELLIÈRE - LÉPEAUX (Louis-Marie), un des membres de cette génération célèbre appelée, il y a un demi-siècle, à accomplir la grande rénovation sociale, naquit à Montaigu (Vendée), le 25 août 1753. Ses premières années, confiées à un ecclésiastique d'un caractère violent et atrabilaire, ne furent pas heureuses. Les mauvais traitements qu'il en recevait journellement finirent par altérer sa santé, et, à la suite, son épine dorsale se déforma. Retiré des mains de ce maître impitoyable, il fut mis au collége de Beaupréau, puis il alla plus tard achever ses études chez les oratoriens d'Angers.

(*) *Saxo fabricatus eodem* (Ovide, *Fast.*, V, 125)

Sa famille, qui voulait en faire un avocat, l'envoya à Paris en 1775; il était déjà licencié en droit; mais des goûts irrésistibles l'entraînaient vers d'autres études. Bientôt il quitta le procureur chez lequel il était entré, et retourna à Angers où il se maria un an après; il y vécut pendant quelques années principalement adonné à la botanique, science qu'il enseignait publiquement. La révolution éclata. L'estime générale dont jouissait Larevellière le fit nommer à l'unanimité député aux États-Généraux par l'assemblée du bailliage d'Angers. Il y figura comme un partisan déclaré des idées démocratiques; cependant on remarqua dans un discours qu'il prononça en 1791 ces paroles dont l'avenir fit une frappante prophétie : « Le jour où la France cessera d'avoir un roi, elle perdra sa liberté et son repos pour être livrée au despotisme effrayant des factions. » Mais bientôt les intrigues du parti aristocratique devenant menaçantes pour la cause de la Révolution, Larevellière oublia sa déclaration en faveur de la royauté, et se rangea parmi ses plus ardents adversaires; il voulut qu'on ôtât le titre de prince aux membres de la famille régnante, et appuya vivement l'opinion de Robespierre tendant à empêcher l'admission des constituants dans la nouvelle assemblée, opinion dont le triomphe contribua si puissamment, selon toute apparence, à donner une triste issue à cette première tentative de monarchie constitutionnelle. Pendant la session de la Législative, Larevellière, après avoir rempli à Orléans les fonctions de juré près la haute cour nationale, étant de retour dans l'ouest, manifesta un grand zèle pour la propagation des nouveaux principes; il parcourut les campagnes au péril de sa vie, et s'attacha à fonder une vaste association destinée à neutraliser l'action du parti contre-révolutionnaire, si puissante dans cette contrée. Le département de Maine-et-Loire récompensa ses efforts en l'envoyant à la Convention nationale où il se signala d'abord en votant la mort du malheureux Louis XVI, sans appel et sans sursis. Il fut ensuite le rédacteur du fameux décret par lequel la République, répondant au manifeste du duc de Brunswic, appela tous les peuples à briser le joug de leurs tyrans héréditaires, et leur promit l'appui de la nation française. Ces actes associaient naturellement Larevellière à la faction qui allait si cruellement peser sur les destinées de la France; toutefois, quand vint la mémorable lutte entre la Gironde (*voy.*) et la Montagne, pur de cet esprit de haine et d'intrigue qui animait quelques hommes influents de ce dernier parti, Larevellière n'hésita pas à prendre ouvertement la défense de ceux dont il avait su apprécier le patriotisme sincère, bien qu'il eût été en dissidence avec eux sur plusieurs questions. Après le 31 mai, il combattit les actes de la nouvelle majorité, au milieu des vociférations et des menaces. Bientôt épuisé par cette lutte, il continua néanmoins de venir protester devant l'assemblée contre les mesures, suivant lui atroces et extravagantes, qu'elle adoptait journellement. Ne pouvant, malgré d'énergiques efforts, obtenir l'appel nominal pour constater son opposition, il déclara un jour qu'il cesserait d'assister aux séances tant qu'on persisterait à insérer au procès-verbal ce mensonge officiel que tous les décrets rendus avaient été votés à l'unanimité. Il sortit alors de la salle assailli par les cris : « Au tribunal révolutionnaire! » Quelques instants après, un décret de mise hors la loi fut porté contre lui. Ainsi proscrit, il trouva d'abord un refuge chez le peintre Bose, à l'ermitage de Sainte-Radegonde, près de Montmorency. Plus tard, un de ses anciens collègues à l'Assemblée constituante, de Buire, qui lui avait prédit qu'un jour il deviendrait victime de cette révolution dont il était alors l'apôtre si ardent, lui offrit secrètement un asile dans sa maison, située aux environs de Péronne, où il vivait à l'abri des orages de l'époque. Larevellière céda à ses généreuses instances, et y resta caché pendant une année. Le 9 thermidor le rendit à la liberté, et bientôt il fut appelé par un décret à reprendre sa place au sein de la Convention.

Ainsi ramené sur la scène politique, il continua avec la même énergie le rôle de modérateur qu'il avait embrassé après la chute de la monarchie. Défendant également la révolution contre les royalistes et contre les jacobins, il contribua

puissamment au maintien des principes au nom desquels elle s'était faite en 1789. Il fut, en qualité de membre de la commission des onze, l'un des auteurs de la constitution de l'an III, et lorsqu'elle eut été promulguée, Larevellière, dernier président de la Convention, passa immédiatement à la présidence du Conseil des Anciens.

La haute considération dont il jouissait le porta bientôt à un poste encore plus élevé : le vote des deux conseils le désigna pour prendre rang parmi les cinq directeurs qu'appelait au pouvoir cette même constitution de l'an III (*voy.* DIRECTOIRE). Un peu plus tard, la division s'étant introduite dans le Directoire, Larevellière se rangea du côté où il crut voir ces principes auxquels il fut toujours fidèle, et forma ainsi la majorité qui opéra le coup d'état du 18 fructidor (*voy.*); mais il s'opposa énergiquement aux mesures attentatoires à la liberté que les amis du despotisme révolutionnaire voulaient amener comme complément de cette journée marquée par de si regrettables proscriptions. Toutefois, elle porta une irréparable atteinte à l'existence du Directoire, et, par suite, de la République elle-même. Le 30 prairial, ce furent les conseils qui firent à leur tour un autre coup d'état, en obligeant la majorité de ses membres à se retirer devant l'opinion publique soulevée contre la marche que suivait le gouvernement. Larevellière faisait partie de cette majorité : il donna donc sa démission ainsi que Merlin (de Douai) et Treilhard (*voy.* ces noms). Là finit sa vie politique.

Chargé surtout, pendant l'exercice des fonctions de la plus haute magistrature républicaine, de cette partie de l'administration publique qui comprend la direction morale des esprits, Larevellière reconnut bientôt l'indispensable nécessité d'un culte extérieur. Une première tentative, le culte de la raison, n'avait pas eu de succès; on venait d'en faire une seconde, le culte des théophilanthropes (*voy.* ce mot) : Larevellière accorda sa protection à ce nouvel essai de religion, et cette protection devint le prétexte des accusations haineuses et des amers sarcasmes dont il fut longtemps poursuivi. Ses intentions honorables auraient pourtant dû les lui faire épargner, et peut-être, après tout, était-ce une transition nécessaire pour arriver au rétablissement de la religion chrétienne. Quoi qu'il en soit, placé désormais en dehors de la sphère des affaires publiques, Larevellière reprit l'étude des lettres qui avait occupé sa jeunesse, et suivit les séances de l'Institut dont il avait fait partie dès sa première formation. Sous l'empire, il en fut exclu, ayant refusé son vote et son serment à Napoléon, qui néanmoins lui offrit une pension; mais fidèle à sa vie entière et satisfait d'une modique existence, Larevellière n'accepta point. Vivant d'abord en province, et, depuis 1810, à Paris dans une retraite absolue que la Restauration sut respecter, il occupa ses loisirs à dicter à son fils, notre collaborateur*, des Mémoires qui, selon ses désirs, ne doivent paraître qu'à une époque reculée. Ce travail fut terminé en 1823; à la fin de cette même année, il fut atteint d'une affection de poitrine à laquelle il succomba le printemps suivant; il expira, le 27 mars 1824, sans agonie, et envisageant la mort avec le calme d'un sage des temps anciens. P. A. D.

LARGO (mus.), *voy.* MOUVEMENT.

LARGUE. Ce terme de marine est principalement usité dans cette locution, *vent largue*, qui se dit lorsque le vent s'écarte au moins d'un quart de vent de la direction que l'on suit, c'est-à-dire lorsque le vaisseau reçoit le vent dans une direction oblique par rapport à la quille : *Aller*, *avoir vent largue*. Un vaisseau court *petit* ou *grand largue*, selon qu'il reçoit le vent un peu de l'avant du travers, par le travers même, ou de l'arrière du travers. Le *largue* est la meilleure allure, parce que, dans ce cas, toutes les voiles reçoivent le vent sans s'abriter les unes les autres. Le mot de largue se prend aussi dans le sens de haute mer : *Prendre*, *tenir le largue*. *Larguer*, signifie lâcher une manœuvre, lâcher ou filer un cordage qui retient une voile par le bas : larguer les écoutes, la grande amure, etc. X.

LA RIBOISIÈRE (JEAN-AMBROISE BASTON, comte DE), général de division d'artillerie sous l'empire, débuta comme

(*) *Voy.* les art. CHAMBRES, COMITÉ DE SALUT PUBLIC, ÉLECTIONS, FOY, GARDE NATIONALE, HUSKISSON, etc. S.

officier dans cette arme, quelque temps avant la révolution. Il était né, en 1759, à Fougères (Ille-et-Vilaine), d'une famille ancienne. Sa bravoure et ses connaissances spéciales lui valurent un avancement rapide. Général de brigade en 1794, il fut fait général de division en 1805. Employé en cette qualité à la Grande-Armée, en 1806, il fut chargé, en Pologne, de jeter un pont sur la Vkra, et exécuta cet ordre avec une telle promptitude, qu'en moins de deux heures, l'armée put continuer sa marche. En 1807, placé sous les ordres du maréchal Lefebvre (*voy.*), il contribua, par la manière dont il commanda l'artillerie au siége de Dantzig, à la reddition de cette place importante. Ce fut lui qui, le 24 juin suivant, établit sur le Niémen (*voy.*) le radeau qui servit à l'entrevue des deux empereurs. En 1809, le comte de La Riboisière commandait l'artillerie de la garde qui rendit de si grands services à Essling et à Wagram. Nommé, en 1811, premier inspecteur général de l'artillerie, il fut chargé de veiller aux préparatifs de la guerre de Russie, et s'acquitta de cette mission avec zèle et talent. Témoin de la mort de l'un de ses fils à la bataille de la Moskowa (Moskva), il ne put supporter la douleur que lui causa une telle perte, et mourut à Kœnisgberg le 29 décembre 1812. Il était grand-officier de la Légion-d'Honneur, et grand'croix de l'ordre de la Couronne-de-Fer. — Son second fils, le comte Honoré Baston de La Riboisière, né à Fougères (Ille-et-Vilaine), devint aide-de-camp de son père, puis officier d'ordonnance de l'empereur. Député de sa ville natale depuis 1829, il fut créé pair de France le 11 septembre 1835, et depuis plusieurs années il est colonel de la cinquième légion de la garde nationale de Paris. Il a épousé une des filles du comte Roy. D. A. D.

LARISTAN, un des sept districts de la grande province persane de Fars ou Farsistan (*voy.*), situé sur le golfe Persique, non loin de son entrée. Le Laristan, ainsi nommé de la ville de Lar, son chef-lieu, a longtemps formé un royaume indépendant, auquel Chah-Abbas mit fin. *Voir* Ch. Ritter, *Géographie de l'Asie*, t. VI, 1re partie, p. 753 et suiv.

Il ne faut pas confondre le Laristan avec le Loristan ou *Louristan*, autre province persane située au nord de celle de Fars, et qu'on divise en grand Louristan et en petit Louristan, séparés par la rivière de Dizful. Elle a pris son nom du peuple lour, dont Ibn-Haukal, au xe siècle, parle déjà, et dont les deux principales tribus sont les Bakhtiyaris et les Lourikoutchonk. *Voir* Ch. Ritter, *ibid.*, t. VI, 2me partie, p. 209 et suiv. S.

LARIVE (Jean Mauduit de), un des acteurs les plus distingués de la fin du siècle dernier, naquit à La Rochelle en 1749. Ses premiers essais sur le théâtre de Lyon attirèrent l'attention de Mlle Clairon, dans une de ses excursions dramatiques. Enthousiasmée des talents du jeune Larive, elle l'engagea à venir à Paris, et sollicita pour lui des débuts au Théâtre-Français, où il parut, pour la première fois, le 3 décembre 1770, dans le rôle de Zamore d'*Alzire*. Malgré son physique avantageux, un jeu déjà très remarquable à plusieurs égards, et l'appui de la grande actrice, il n'obtint d'abord qu'un succès médiocre. Le public pardonnait difficilement à l'ambition de tout débutant qui osait se montrer dans l'emploi de Lekain (*voy.*), à côté du célèbre tragédien.

Larive dut reprendre pour quelque temps la route de la province; mais lorsqu'il revint, en 1779, faire un nouveau début sur la scène française, Lekain avait été ravi au public, et celui-ci rendit plus de justice, sinon à son successeur, du moins au seul acteur tragique qui pût lui rendre avec succès un assez grand nombre des rôles que Lekain remplissait avec tant d'éclat. Achille, Vendôme, Orosmane, Ladislas, OEdipe, etc., trouvèrent en lui un digne représentant, et il créa avec non moins de bonheur divers rôles du répertoire contemporain, entre autres ceux de Philoctète, Bayard, Spartacus. La noblesse de ses attitudes, la beauté de son organe, la chaleur de son jeu et de son débit furent toujours justement admirées; mais on regretta de voir ces qualités souvent ternies par une déclamation emphatique, et l'expression vraie de la sensibilité parfois remplacée par les cris.

Larive jouissait de la faveur publique

lorsque survint la révolution de 1789, dont il se montra partisan. Il fut appelé par elle dans le corps électoral de Paris; sous le double rapport du talent et du caractère, elle ne pouvait faire un meilleur choix pour protester contre l'absurde préjugé qui avait exclu les artistes dramatiques du rang et des droits de citoyen.

En 1793, Larive partagea la détention de quelques-uns de ses camarades de la Comédie-Française. Mis en liberté après le 9 thermidor, il trouva en remontant sur la scène une concurrence écrasante pour lui dans les succès de Talma (*voy.*), dont le public appréciait de plus en plus le jeu profond et la nouvelle méthode. Achille, piqué, se retira sous sa tente. En 1801, Larive quitta le théâtre et même la capitale, pour aller habiter Monlignon, campagne dans la vallée de Montmorency, dont il fit, par de nombreux travaux, une propriété délicieuse.

Il n'avait point cependant entièrement renoncé à son art. En 1804, il ouvrit à Paris un cours de déclamation, dont il a depuis publié les leçons en 3 vol. in-8°. Déjà il avait tenté quelques essais littéraires, en donnant au théâtre et faisant imprimer, en 1784, *Pyrame et Thisbé*, scène lyrique dans le genre du *Pygmalion* de Jean-Jacques, et en faisant paraître, en 1801, des *Réflexions sur l'art théâtral*.

Larive se rendit à Naples en 1806, comme lecteur de Joseph Bonaparte, qui le récompensa généreusement des exercices tragiques composés de scènes que débitait devant lui l'acteur émérite. Larive revint en France lorsque Joseph fut appelé au trône d'Espagne. En 1816, il joua encore le rôle de Tancrède à Paris; puis rentra dans sa retraite champêtre. Il fut maire de sa commune et décoré (1817) du titre d'associé correspondant de l'Académie de Naples, dont il avait été membre. Il termina son honorable carrière le 30 avril 1827. M. O.

LARIX, *voy.* MÉLÈZE.

LARMES, APPAREIL LACRYMAL. Pour le physiologiste, les larmes (mot formé par contraction du mot *lacryma*) sont une humeur limpide et un peu salée que sécrète une glande (*voy.*) particulière située dans l'orbite de l'œil : cette humeur est destinée à humecter la surface de la conjonctive (*voy.* OEIL), et après avoir servi à cet usage, elle se rend dans les fosses nasales par des voies que nous ferons connaître. Dans l'état normal, la sécrétion des larmes est réglée de telle sorte qu'il n'y a pas d'excédant; mais sous l'influence de causes diverses d'irritation, et plus fréquemment encore par suite d'impressions morales, on voit leur quantité notablement augmentée, et même leur qualité tellement altérée, qu'elles deviennent âcres et irritent les parties qu'elles touchent, de manière à justifier l'expression poétique de *larmes brûlantes*. Au reste, leur composition chimique est bien connue, c'est de l'eau, du mucus avec quelques sels de soude en petite proportion et auxquels elles doivent la saveur qu'on leur connaît.

La glande lacrymale est située derrière la paupière, à la partie externe de l'orbite : son volume, chez l'homme, est peu considérable; sa structure est granuleuse, et chacun des petits grains qui la composent est pourvu d'un petit canal excréteur; elle reçoit d'ailleurs des vaisseaux sanguins et des nerfs. Les canaux excréteurs, au nombre de sept ou huit, s'ouvrent à la surface libre de la conjonctive, et versent continuellement le fluide que les mouvements des paupières étendent incessamment. Ce qui n'est point vaporisé au contact de l'air coule dans une sorte de rigole formée par la face antérieure du globe de l'œil et le bord libre de la paupière inférieure, et se dirige vers l'angle interne de l'œil, dans un petit évasement appelé *lac lacrymal*. La nature a eu soin de garnir ces parties de follicules sébacés qui s'opposent, par l'humeur grasse qu'ils fournissent, à l'écoulement des larmes sur les joues. Deux petits tubes capillaires, appelés les *points lacrymaux*, prennent ce trop plein et, par le *canal lacrymal* qui est creusé dans les os maxillaires, le conduisent dans les fosses nasales. C'est l'obturation accidentelle de ce canal qui produit le larmoiement et même la fistule lacrymale. *Voy.* FISTULE.

La sécrétion des larmes présente quelques indications dans la pratique de la médecine. C'est, en général, un signe d'aliénation mentale que des larmes invo-

lontaires et sans motifs ; les paralytiques pleurent souvent ainsi. On a observé aussi que l'éruption des larmes chez les aliénés, après une longue insensibilité, signale une crise salutaire. F. R.

LARMIER. C'est la partie saillante d'une corniche dont la face est droite et creusée en dessous, de manière à empêcher les gouttes d'cau que la pluie réunit au bas, de s'écouler le long de l'édifice. Cette partie creuse s'appelle coupe-larmes, de là le nom de *larmier* donné à toute la moulure. J. H.

LAROCHE (Marie-Sophie), femme spirituelle qui occupe une place honorable parmi les auteurs allemands, naquit à Kaufbeuren (Bavière), le 6 décembre 1731, et reçut l'éducation la plus libérale à Augsbourg, où son père, médecin instruit du nom de Gutermann, alla s'établir. Elle était entrée chez le pasteur Wieland, son parent, lorsqu'en 1750, elle y vit pour la première fois le célèbre poëte du même nom (*voy.*) qui bientôt demanda sa main. Un malentendu l'ayant empêchée de l'épouser, elle accepta, autant par dépit que par obéissance, les propositions de mariage de G.-M. Laroche, alors conseiller de cour de l'électeur de Mayence et intendant des biens du comte de Stadion. Laroche, homme distingué, introduisit sa femme dans la meilleure société allemande, et le poste auquel il fut appelé à la cour de l'électeur de Trèves, mit M^me^ Laroche en rapport avec une foule de personnages éminents. La publication de ses *Lettres sur le monachisme* (Zurich, 1771 et années suiv.) lui ayant fait perdre sa place de conseiller privé, il alla habiter Spire, puis Offenbach, où il mena une vie retirée, jusqu'à sa mort qui eut lieu en 1789. Sa femme lui survécut jusqu'au 18 février 1807. On s'accorde à louer le caractère et les mœurs de M^me^ Laroche ; elle réunissait tous les agréments physiques aux charmes les plus rares de l'esprit. Ses études favorites étaient l'histoire, les sciences naturelles, les beaux-arts, la morale, la pédagogique. Ses romans et ses contes en forme de lettres ont obtenu surtout beaucoup de succès, et elle a imité avec bonheur la manière de Richardson. A la vérité, ses ouvrages manquent d'imagination et de verve poétique ; mais dans presque tous, des caractères bien tracés annoncent une profonde connaissance du cœur humain. Le style en est toujours noble, simple et animé. Sa première composition, l'*Histoire de M^lle^ de Sternheim*, a été publiée par Wieland (Leipz., 1771) ; nous citerons encore les *Lettres de Rosalie* (1779), les *Contes moraux* (1782), la *Belle image de la résignation* (1795), et les *Chants d'été de Mélusine*, aussi publiés par Wieland (Halle, 1806). *C. L.*

LA ROCHEFOUCAULD (famille de). La famille de La Rochefoucauld est une des plus anciennes et des plus illustres de France, et en même temps une des plus nombreuses puisqu'elle a fourni jusqu'à quinze branches.

Originaire de La Roche-Foucauld, petite ville située sur la Tardouère, à 5 lieues d'Angoulême (Charente), cette famille y était établie avant le XI^e^ siècle ; mais on n'a sur elle que des données vagues et très incomplètes jusqu'au XII^e^ siècle : une tradition immémoriale la fait descendre des Lusignan (*voy.*), dont, en effet, elle a toujours conservé les armoiries.

On ne peut donc guère dater sa généalogie que de Foucauld I^er^ du nom, seigneur de La Roche, baron de La Rochefoucauld, vivant vers l'an 1026, sous le règne de Robert-le-Pieux, et qualifié, dans une charte d'une abbaye d'Angoulême, du titre de *vir nobilissimus Fulcaudus*, dont la munificence envers plusieurs abbayes fit toute la réputation. Ce ne fut que sous Aymar I^er^, mort en 1140, que parut dans cette famille l'esprit chevaleresque qui, depuis, l'a éminemment distinguée. Foucauld II, servit Philippe-Auguste dans la guerre contre Richard-Cœur-de-Lion ; fait prisonnier à la bataille de Gisors (1198), il assista, après sa mise en liberté, au mariage de Jean-sans-Terre avec Isabelle d'Angoulême.

François I^er^, baron de La Rochefoucauld, issu au 16^e^ degré, de Foucauld I^er^, fut conseiller et chambellan des rois Charles VIII et Louis XII. En 1494, il fut parrain de François I^er^, futur roi de France, auquel il donna son prénom. Arrivé au trône, ce prince le fit son chambellan ordinaire, et érigea, en 1515,

la baronnie de La Rochefoucauld en comté. Le comte de La Rochefoucauld mourut en 1517. Depuis lui, tous les aînés de la famille prirent le nom de François.

François II, fils du précédent, comte de La Rochefoucauld, fut qualifié, le premier, du titre de prince *de Marsillac*. Sa femme, Anne de Polignac, eut l'honneur de recevoir, en 1539, en son château de Vertueil, l'empereur Charles-Quint avec les enfants de France. A cette occasion, ce prince dit : « N'avoir jamais entré en maison qui mieux sentît sa grande vertu, honnêteté et seigneurie que celle-là. » Conformément aux volontés testamentaires de son mari, Anne de Polignac acheva la magnifique chapelle de La Rochefoucauld qui devint l'un des plus beaux morceaux d'architecture de l'époque.

Un des trois fils de François II, Charles, fondateur de la branche de *Randan*, ayant fait profession de la religion réformée, servit sous Henri III avec la plus grande distinction.

François III, comte de La Roche et *de Roucy*, gouverneur et lieutenant général en Champagne, se distingua au siége de Metz. Fait prisonnier à Saint-Quentin, il paya une rançon de 100,000 livres. Ayant pris, plus tard, le parti des calvinistes, il déploya une rare valeur devant les murs de Saint-Denis, aux siéges de Chartres, de Montereau, de Poitiers, etc. Dans la nuit de la Saint-Barthélemy (*voy.*), réveillé par des assassins masqués, il fut aussitôt poignardé par un gentilhomme auvergnat, nommé La Barge. Dans la soirée qui précéda cette nuit désastreuse, Charles IX avait voulu le faire coucher dans le Louvre; mais, sur son refus, ce prince le laissa sortir en disant : « Je vois bien que Dieu veut qu'il périsse. »

François IV, comte de La Rochefoucauld, fils du précédent, servit fidèlement Henri IV; il se distingua surtout à la bataille d'Arques, et fut tué, le 15 mars 1591, par les Ligueurs qui le surprirent devant Saint-Yrier-la-Perche.

François V, né le 5 septembre 1588, fut gouverneur du Poitou et de Château-Randan. S'étant laissé convertir au catholicisme, il assista, en 1610, au couronnement de la reine Marie de Médicis, femme de Henri IV. Louis XIII lui donna le collier de ses ordres (1619), et érigea le comté de La Rochefoucauld en duché-pairie, en 1622. Le duc prit part au combat de l'île de Ré, à la reprise de La Rochelle (1628). Il mourut, le 28 février 1650, en son château de La Rochefoucauld. Un de ses fils, Louis, né en 1615, fut tenu sur les fonts de baptême, à Poitiers, par Louis XIII et la reine, et devint évêque de Lectoure. L. D. C.

François VI, duc de La Rochefoucauld, fut un des héros de la Fronde, et un des écrivains remarquables du XVII^e^ siècle; il naquit en 1613. Sa jeunesse se passa sous le règne de Louis XIII et de Richelieu, son âge mûr sous la régence d'Anne d'Autriche, et sa vieillesse sous la domination absolue de Louis XIV. Chacune de ces trois époques laissa sur lui son empreinte, et donna à sa vie des directions diverses. Son éducation avait été négligée, mais il était de ces esprits qui doivent plus au monde qu'à l'école, et que le commerce des hommes forme bien mieux que les livres.

A peine âgé de seize ans, le jeune prince de Marsillac (ce fut le nom qu'il porta jusqu'à la mort de son père) était mestre-de-camp au régiment d'Auvergne, et il fit en cette qualité la campagne d'Italie avec le comte d'Harcourt, pour secourir Casal. La disgrâce de son père, impliqué dans l'affaire du duc de Montmorency, le précipita parmi les adversaires de Richelieu, et il fit dès lors son apprentissage des intrigues politiques. Exilé par le cardinal, avec la belle duchesse de Chevreuse (*voy.*), confidente de la reine Anne d'Autriche, il fit cause commune avec elle, et prit part à ses complots pour délivrer la reine de la tyrannie de Richelieu.

La Rochefoucauld avait 30 ans lorsque Louis XIII mourut. Empressée de gagner ses anciens ennemis, la régente n'avait plus que de l'indifférence pour les amis de sa mauvaise fortune. Cette première leçon sur l'ingratitude des cours ne fut sans doute pas perdue pour l'esprit observateur de La Rochefoucauld. En attendant, il se jeta dans la cabale des *importants*, où dominaient la duchesse

de Chevreuse, le duc de Beaufort et Mme de Montbazon. L'emprisonnement de Beaufort mit cette cabale en déroute. La Rochefoucauld finit par se rallier, et il était gouverneur du Poitou, lorsque la Fronde (*voy.*) éclata.

On sait comment l'opposition du parlement contre Mazarin (*voy.*) provoqua cette guerre civile. Le fameux coadjuteur, depuis cardinal de Retz (*voy.*), était l'âme de cette opposition; il voulait conquérir dans le ministère la place à laquelle ses talents lui permettaient d'aspirer. A côté de ce parti, s'agitait celui des princes, qui tantôt s'alliait au parlement et tantôt le combattait, toujours dans des vues intéressées, puisqu'on a pu accuser, non sans fondement, le prince de Condé d'avoir voulu renverser à son profit l'ordre de succession à la couronne.

C'est à ce parti des princes que se rattachait le duc de La Rochefoucauld, entraîné surtout par sa passion pour l'héroïne de la Fronde, la sœur du grand Condé, la duchesse de Longueville. On sait qu'alors la galanterie se mêlait aux intérêts les plus graves, et l'on connaît la part qu'eurent les femmes à la guerre de la Fronde, cette dernière campagne de l'aristocratie contre la couronne. La biographie peut donc, sans la moindre indiscrétion, rappeler comme un fait suffisamment historique, que La Rochefoucauld était l'amant de la duchesse de Longueville (*voy.*), à l'époque où celle-ci fit ses couches à l'hôtel-de-ville; les correspondances du temps donnent même assez à entendre que le fils qu'elle eut alors était le fruit de ses amours.

Dans le temps de sa passion, La Rochefoucauld s'était appliqué ces deux vers de l'*Alcyonée* de Du Ryer (*voy.*) :

Pour mériter son cœur, pour plaire à ses beaux yeux,
J'ai fait la guerre aux rois : je l'aurais faite aux dieux.

Quand l'inconstance de la duchesse de Longueville eut rompu leur liaison, il parodia ainsi ces vers :

Pour ce cœur inconstant, qu'enfin je connais mieux,
J'ai fait la guerre aux rois : j'en ai perdu les yeux.

Ce dernier trait fait allusion à la blessure qu'il avait reçue au combat de la porte Saint-Antoine, où un coup de mousquet lui fit perdre quelque temps la vue.

Le cardinal de Retz a dit de lui qu'il s'engageait aisément dans une intrigue, mais que bientôt il montrait, pour en sortir, autant d'impatience qu'il en avait mis à y entrer. Mais une autre cause vint mettre fin à toutes les intrigues politiques: ce fut l'ascendant décidé du pouvoir royal. La bourgeoisie, dont le concours faisait la force réelle du parlement ou des grands seigneurs, ne tarda pas à se lasser de servir de marchepied à l'ambition des uns et des autres; son heure n'était pas encore venue : elle se rallia franchement autour du trône. Le parlement rentra dans une soumission profonde, une fois que le jeune Louis XIV y eut paru, la cravache à la main, pour signifier ses volontés. La noblesse se résigna au servage de cour, seul rôle qui lui fût dès lors permis.

Tout ce qui avait participé aux troubles de la Fronde resta dans une sorte de suspicion auprès du jeune monarque. Cette apparence de disgrâce préserva le duc de La Rochefoucauld du métier de courtisan. Il avait en lui-même de quoi suppléer aux vides jouissances de la faveur; il sut goûter les douceurs de la vie privée, qu'embellirent pour lui les plaisirs de l'esprit et les charmes de l'amitié. Dans cette dernière phase de sa vie, un tendre attachement l'unit pendant plus de 20 ans à Mme de La Fayette (*voy.*), qui disait de lui : « Il m'a donné de l'esprit; mais j'ai réformé son cœur. » Sa maison devint le rendez-vous de tout ce que la ville et la cour offraient de plus distingué par les talents autant que par la naissance. Son nom revient continuellement dans les lettres de Mme de Sévigné ; Molière faisait chez lui des lectures de ses comédies. C'est à cette époque qu'il commença ses *Mémoires*, qui sont écrits avec une noble élégance et un grand air de sincérité (ils parurent en 1662 et ont été souvent réimprimés depuis). En même temps, cet esprit sérieux et doué du talent d'observer, éprouvé par les passions, et riche de l'expérience qu'il avait acquise des hommes et des partis, se mit à en

consigner les résultats dans les *Maximes et réflexions morales* (1665, et souvent depuis). Voltaire a dit : « Les Mémoires du duc de La Rochefoucauld sont lus, et l'on sait par cœur ses pensées... Un des ouvrages qui contribuèrent le plus à former le goût de la nation et à lui donner un esprit de justesse et de précision, fut le recueil des Maximes... On lut avidement ce petit recueil; il accoutuma à penser et à renfermer ses pensées dans un tour vif, précis et délicat. » Ce livre atteste que l'auteur vivait au sein d'une nation vaniteuse, pour qui le *paraître* est l'important. Il met à nu toutes nos faiblesses, toutes les infirmités de notre nature; il surprend tous les secrets de l'amour-propre, et révèle tout ce qu'il y a d'alliage dans nos meilleures qualités. Il dévoile la fausseté de nos vertus apparentes; enfin il n'est pas une de nos actions à laquelle il ne veuille voir un motif intéressé. Sans aucun doute, prise comme système philosophique, une telle doctrine détruirait toute morale; mais ce petit livre n'affiche pas la prétention d'un système : c'est une suite d'observations particulières et d'expériences individuelles, mises sous des formes sentencieuses ou piquantes. Le plus souvent, sous chacune de ces maximes, on pourrait écrire un nom propre : pour celui qui connaît l'époque, sous ce voile transparent passent tour à tour Condé, Mazarin, Paul de Gondy, Anne d'Autriche, la duchesse de Longueville, et l'auteur lui-même. En un mot, La Rochefoucauld est le moraliste de la Fronde, dont le cardinal de Retz a été l'historien. A-D.

François VII, fils du précédent, duc et pair, gouverneur du Poitou, grand-veneur de France, marquis *de Liancourt**, chevalier des ordres du roi, grand-maître de la garde-robe, comte *de la Roche-Guyon*, etc., naquit en 1634. Il suivit Louis XIV en Franche-Comté, et fit, en 1667, la campagne de Flandre. Il assista au siége de Landrecies, prit une part active aux victoires de Torcy, de Lille, de Cambrai, se distingua au passage du Rhin (1672) où il fut blessé. Il mourut en 1714.

(*) Bourg du district de Clermont, département de l'Oise. On y voit encore le château, « séjour célèbre, depuis plus d'un siècle, dit M. Villenave, par ses jardins, son parc et ses eaux. »

François VIII, fils du précédent, naquit le 14 août 1663; il fut grand-veneur en survivance de son père. Simple colonel du régiment de Navarre, il assista au siége de Luxembourg, aux batailles de Fleurus, de Neerwinde, etc. En récompense de ses services, Louis XIV érigea, en sa faveur, le comté de La Roche-Guyon en duché, et le nomma, en 1724, chevalier de ses ordres. Il mourut à Paris, le 22 avril 1728. De son mariage avec la fille de Michel Le Tellier, marquis de Louvois, naquirent 8 enfants. Nous ne parlerons que d'un seul, Alexandre, duc de La Rochefoucauld, qui, avant le décès de son père, portait le titre de comte *de Montignac*. En 1707, garde-marine, puis enseigne de vaisseau, lieutenant, capitaine, il obtint, en 1712, le régiment de son frère décédé, Michel-Camille, et fut un des officiers les plus distingués des escadres du comte de Forbin (*voy.*). Il fit les campagnes d'Allemagne, se trouva aux siéges de Douai, du Quesnoy, à la prise de Landau et de Fribourg. Nommé, en 1719, brigadier des armées du roi, il servit en cette qualité, sous le régent, dans la guerre d'Espagne. Il fut créé duc et pair, en 1729. L'activité qu'il déploya pendant la campagne de 1744, dont l'invasion des Pays-Bas fut l'heureux résultat, excita la jalousie de quelques courtisans qui travaillèrent à sa disgrâce. Il fut exilé dans sa terre de La Roche-Guyon; mais plus tard le roi, reconnaissant ses torts, lui permit de revenir à Paris, et se borna à lui interdire l'entrée de la cour.

Parmi les membres de cette famille qui contribuèrent le plus à son illustration, nous devons citer, quoique n'appartenant pas à la branche aînée, François, né à Paris, le 8 décembre 1558, de Charles de Randan et de Fulvie Pic-de-la-Mirandole, dame d'honneur de la reine. Destiné au sacerdoce par un de ses oncles, abbé de Marmoutier et maître de la chapelle du roi, il fit de brillantes études au collége de Clermont. A l'âge de 15 ans, il fut pourvu par le cardinal de Guise de la riche abbaye de Tournus; à peine dans sa 27^{e} année, Henri III le nomma à l'évêché de Clermont (1585).

Au milieu des fureurs de la Ligue, il resta étranger aux querelles qu'elles soulevèrent, et cependant il ne reconnut Henri IV qu'après son abjuration. En 1607, ce prince le nomma commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, et obtint pour lui, du pape Paul V, la pourpre romaine : ce fut le premier cardinal que donna à l'église la famille de La Rochefoucauld. Le roi, pour le rapprocher de lui, le fit passer du siége de Clermont à celui de Senlis. Le cardinal travailla à la réforme des ordres des Augustins et des Bénédictins, et de son abbaye de Sainte-Geneviève-du-Mont (*voy.* Génovéfains). Après avoir été successivement grand-aumônier de France (1618), président du conseil d'état (1622), il mourut, sous-doyen du sacré collége, le 14 février 1545, âgé de 87 ans, et fut inhumé dans l'église de Sainte-Geneviève. Ce prélat, aussi remarquable par la pureté de ses mœurs que par son zèle pour l'encouragement des arts, enrichit les bibliothèques de collections de manuscrits grecs et latins.

Frédéric-Jérôme de Roye de La Rochefoucauld, de la maison des comtes de Roucy-Rochefoucauld, fils de François de Roye de La Rochefoucauld, lieutenant général et commandant de la gendarmerie de France, fut nommé à l'archevêché de Bourges en 1729; coadjuteur de l'abbé de Cluny, en 1738; titulaire de cette abbaye après la mort du cardinal d'Auvergne, en 1742, et cardinal dans la même année. Il fut envoyé en ambassade près la cour de Rome en 1748. De retour en France, le roi lui donna l'abbaye de Saint-Vandrille (1755) et le chargea de la feuille des bénéfices. Ce prélat présida les assemblées du clergé, en 1750 et 1755, et employa tous ses efforts pour mettre fin aux troubles qui agitaient l'église gallicane. Louis XIV lui avait confié depuis peu la charge de grand-aumônier, lorsqu'il mourut le 29 avril 1757.

Louis-Alexandre, duc de La Roche-Guyon et de La Rochefoucauld *d'Enville*, pair de France avant la révolution, suivit la carrière des armes. Successivement membre de l'Assemblée des notables (1787), député de la noblesse de Paris aux États-Généraux (1789), il fut un des premiers membres de cet ordre qui se réunirent au tiers-état. Ce député appela l'attention de l'assemblée sur le sort des noirs; proposa la vente des biens du clergé; vota contre le projet de loi tendant à exclure les députés des places du gouvernement (1790); se prononça pour l'abolition des monastères; réclama la liberté illimitée de la presse, etc. La part qu'il prit à la délibération départementale qui suspendit Pétion et Manuel, pour leur conduite dans la journée du 20 juin 1792, l'ayant rendu l'objet de la haine populaire, il donna sa démission et s'enfuit de la capitale; mais il fut arrêté à Forges, et pendant qu'on le conduisait à pied à travers la ville de Gisors, une émeute se forma contre lui; il fut atteint d'une pierre qui lui ôta la vie, en septembre 1793, dans les bras de sa femme et de sa mère, la duchesse d'Enville, à l'âge d'environ 60 ans. Les sciences et les arts avaient trouvé en lui un zélé protecteur.

François-Joseph de La Rochefoucauld *Bayers*, né à Angoulême, en 1735, évêque de Beauvais, en 1772, et, à ce titre, pair de France, fut député aux États-Généraux et à l'Assemblée constituante, et vota constamment dans les intérêts de la monarchie et du clergé.

Pierre-Louis de La Rochefoucauld-Bayers, frère du précédent, né dans le diocèse de Périgueux, en 1744, fut pourvu, en 1770, du prieuré commandataire de Nanteuil par le cardinal de La Rochefoucauld, à qui sa qualité d'abbé de Cluny permettait de disposer de ce bénéfice. En 1775, il fut nommé agent général du clergé, office qu'il remplit jusqu'en 1780, et évêque de Saintes, en 1782. Son frère, l'évêque de Beauvais, ayant été dénoncé par le représentant Chabot à l'Assemblée législative, comme faisant partie d'un comité anti-révolutionnaire, ils s'enfuirent tous deux chez leur sœur, abbesse de Notre-Dame de Soissons. Pour ne pas la compromettre, ils sortirent de cet asile et prirent la route de Paris; arrêtés et enfermés aux Carmes, ils y furent massacrés, le 2 septembre 1792.

Marie-Charlotte de La Rochefoucauld, cette sœur des précédents dont nous venons de parler, naquit en 1732. Elle se consacra à la vie religieuse. D'abord abbesse au Paraclet, elle passa, en

1778, à l'abbaye de Notre-Dame de Soissons, une des plus anciennes et des plus riches de France. Il s'en fallut peu qu'après avoir été torturée de toutes les manières par les soldats qui pénétrèrent dans son monastère pour se saisir de ses frères, elle n'expiât sur l'échafaud son dévouement pour eux. Après avoir quitté sa communauté avec une pauvre religieuse infirme et à sa charge, elle passa quinze années dans la plus profonde misère, et devint aveugle. Elle mourut à Soissons, en 1806, à l'âge de 74 ans.

Nicolas de La Rochefoucauld, marquis *de Surgères*, né en 1707 ou en 1709, mort en 1760, parcourut en même temps la carrière des armes et celle des lettres. Il fut capitaine des chevau-légers de la reine en 1734, et lieutenant général en 1748. Il est auteur d'une comédie, *l'École du Monde*, et de quelques traités sur l'art de la guerre.

Dominique de La Rochefoucauld, de la branche des comtes *de Saint-Elpis*, naquit à Saint-Elpis (Lot), en 1713. Il était issu d'une branche pauvre et ignorée de la maison de La Rochefoucauld, que l'évêque de Mende, de Choiseul, découvrit dans une de ses visites pastorales. Frédéric-Guillaume de La Rochefoucauld, évêque de Bourges, averti de cette découverte, se chargea de diriger les études du jeune Dominique; il le plaça au séminaire de Saint-Sulpice, en fit par la suite un de ses grands-vicaires et lui fit donner l'archevêché d'Alby, en 1747. Membre des assemblées du clergé en 1750 et 1755, ce prélat défendit avec énergie les droits de l'église gallicane, et fut pourvu de l'abbaye de Cluny en 1757; deux ans après, il fut transféré au siége de Rouen, et promu au cardinalat en 1778. Député aux États-Généraux, il repoussa toutes les innovations de l'église constitutionnelle, émigra et mourut à Munster, en 1800. L. D. C. et H-G.

François-Alexandre-Frédéric, duc de La Rochefoucauld-Liancourt, né le 11 janvier 1747, était fils du duc *d'Estissac*, qui mourut en 1783, et de Marie de la Roche-Guyon, fille du duc Louis-Alexandre de La Rochefoucauld. Sa première éducation fut assez négligée. Il prit d'abord du service dans les carabiniers, et se maria fort jeune, en 1764. En 1768, le duc d'Estissac, son père, grand-maître de la garde-robe royale, obtint pour lui la survivance de sa charge. Le duc de Choiseul sut apprécier le jeune duc de Liancourt (c'est ainsi qu'on l'appelait alors); mais il déplut à Mme Du Barry. Jugeant donc sa présence inutile à Versailles, il n'y fit que de très courtes apparitions; il visita l'Angleterre, en 1769, et vint mettre en pratique, dans sa terre de Liancourt, les améliorations industrielles et agricoles qu'il avait étudiées dans son voyage. Son premier soin fut d'établir une ferme-modèle, à l'aide de laquelle il chercha à propager la culture des prairies artificielles, à supprimer le système des jachères, et à élever des bestiaux venus de Suisse et d'Angleterre. Il fonda en même temps à Liancourt une école d'arts et métiers en faveur des enfants des militaires pauvres. Cette institution, à laquelle l'*École des arts et métiers* de Châlons doit son origine, prit bientôt une grande extension. Le roi Louis XVI l'honora de sa protection, et, en 1788, elle compta jusqu'à 130 élèves. Elle reçut alors le nom d'*École des enfants de la Patrie*.

Le duc de Liancourt interrompit ses travaux pour aller visiter la Suisse, et, en 1786, il accompagna Louis XVI dans un voyage en Normandie, et lui fit les honneurs de tous les établissements industriels et agricoles, en même temps que le cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen, bénissait le roi d'avoir entrepris ce voyage *pour cause d'utilité publique*.

Lorsque les États-Généraux furent convoqués, le duc de La Rochefoucauld fut élu par la noblesse du bailliage de Clermont, en Beauvoisis. Sa position à l'Assemblée constituante fut celle d'un défenseur tout à la fois de la royauté et des libertés publiques. Un écrit qu'il fit paraître à cette époque, sous le titre de *Finances et crédit*, prouva qu'il avait approfondi les causes qui devaient bientôt bouleverser la France. Le 12 juillet 1789, le duc de Liancourt, qui était l'ami sincère du roi, mais non son courtisan, paraît à Versailles, et rend compte de l'agitation qui règne dans la capitale. « Mais c'est donc une révolte, s'écrie Louis XVI

étonné? — Non, sire, lui répond gravement le duc, c'est une révolution.» Deux jours après, la Bastille tombait au pouvoir du peuple.

Le 18 juillet, le duc de Liancourt fut investi de la présidence de l'Assemblée nationale. Ses discours et ses votes, comme député, portèrent toujours l'empreinte de sentiments généreux et philanthropiques. L'assemblée accueillit avec faveur ses rapports sur la mendicité, sur l'état des hôpitaux du royaume, sur la formation d'ateliers de secours pour les indigents, etc. Il s'opposa de toutes ses forces à la loi contre les émigrants, qui n'en fut pas moins adoptée, et qui eut, par suite du déplacement du numéraire, de si déplorables résultats. Il éleva la voix en faveur de la liberté de conscience et de la liberté individuelle. Le premier, il proposa l'abolition du supplice de la corde. Ses travaux législatifs ne l'empêchèrent pas de poursuivre le cours de ses essais industriels; en 1790, il fonda à Liancourt des ateliers pour la filature du coton, où de nouveaux procédés furent mis en œuvre.

Après la session de l'Assemblée nationale, il fut chargé, en sa qualité de lieutenant général, du commandement des cinq départements de la Normandie, et sut y maintenir le repos, au milieu des agitations du reste de la France. Lorsque l'horizon commença à se rembrunir, il engagea Louis XVI à venir chercher un refuge à Rouen; mais n'ayant pu le décider à accepter cet offre, il parvint au moins à le servir de sa bourse, et mit à sa disposition une somme de 150,000 livres, ce qui fit une brèche considérable à sa fortune.

Le 10 août porta bientôt un coup mortel à la monarchie et aux amis du malheureux Louis XVI. Profitant d'un avis officieux, le duc de Liancourt prit la fuite, tandis que son cousin, le duc Alexandre-Louis de La Rochefoucauld (*voy.* plus haut) était tué dans une émeute populaire. Un pêcheur le fit passer en Angleterre, où il fut accueilli par le célèbre Arthur Young. Ses ressources étaient fort restreintes: une vieille demoiselle anglaise, qui ne le connaissait que sur son honorable réputation, lui légua par testament toute sa fortune; mais le duc de Liancourt ne l'accepta que pour en faire la remise aux héritiers naturels de la testatrice.

Exilé et proscrit, il voulut encore être utile à son malheureux roi: lors de son procès, il écrivit à Barrère, président de la Convention, pour lui demander à témoigner en sa faveur; mais cette démarche n'eut aucun succès. Après la mort de Louis XVI, le duc de La Rochefoucauld (il avait pris ce nom depuis la mort tragique de son cousin) quitta l'Europe, et passa aux États-Unis qu'il parcourut en observateur sérieux. Il poussa ses excursions scientifiques jusque chez les Indiens du Haut-Canada. Vers cette époque, Louis XVIII, du fond de sa retraite, lui écrivit pour lui redemander, comme s'il avait été déjà sur son trône, la charge de grand-maître de la garde-robe, que son père avait payée 400,000 livres. Le duc répondit aussitôt par un respectueux refus, et telle fut sans doute l'origine de la disgrâce dans laquelle il tomba si vite sous la Restauration.

En 1799, ne pouvant plus supporter son existence nomade, il revint en France, et vécut quelque temps à Paris, caché à tous les yeux, et cherchant néanmoins à doter l'humanité de nouveaux bienfaits. Ses premières études sur la vaccine datent de cette époque. Lorsque la radiation des émigrés fut prononcée, le duc de La Rochefoucauld continua ouvertement ses essais, et fonda un comité de vaccine, exemple que le gouvernement imita. Sous le consulat, il ouvrit aussi une souscription pour l'établissement du *Dispensaire* (*voy.*) qui rendit depuis de si grands services aux malheureux de la capitale.

Une bien douce satisfaction était réservée à tant de louables efforts. Quand le duc parut à Liancourt, il retrouva ses institutions dans l'état où il les avait laissées: tous les gouvernements issus de la révolution, en proscrivant l'homme utile, avaient respecté ses créations. L'empereur donna même à leur fondateur la décoration de la Légion-d'Honneur; mais il affecta de le traiter en manufacturier, et ne lui rendit pas son titre de duc.

Peu jaloux des faveurs impériales, le duc de La Rochefoucauld, retiré à Lian-

court, s'occupait à revoir les épreuves de la seconde édition de ses *Voyages dans les États-Unis d'Amérique* (8 vol. in-8°). Il fit paraître, en 1800, un volume intitulé *les Prisons de Philadelphie*, par un Européen, et saisit cette occasion pour développer ses idées déjà émises sur l'abolition de la peine de mort. Il donna ensuite au public plusieurs ouvrages sur *les établissements d'humanité*, sur *l'état des pauvres*, etc., poursuivant ainsi, à travers les grandes questions qui agitaient alors la société, sa tâche philanthropique.

En 1809, seulement, Napoléon, mieux inspiré, lui rendit ses grandes entrées à la cour. Le duc de La Rochefoucauld n'en profita que rarement et attendit dans sa retraite la Restauration, qui ne lui restitua pas sa charge, reprise par Louis XVIII pendant l'émigration, et qui se contenta de lui ouvrir les portes de la Chambre des pairs. Pendant les Cent-Jours, le duc de La Rochefoucauld, fidèle au parti des libertés constitutionnelles, consentit à siéger dans la Chambre des représentants. Mais, au retour de Louis XVIII, il reprit sa place parmi les pairs, et y resta l'ami de la royauté, tout en appuyant les progrès d'une sage liberté. Nommé, en 1816, membre du conseil général des hôpitaux, il s'occupa activement de ces nouvelles fonctions. Le 20 novembre 1821, il inaugura, en qualité de président, les séances de la *Société de la morale chrétienne*, dont il dirigea longtemps les travaux, et à qui l'on doit les principes féconds de l'abolition de la traite des noirs et de la suppression des loteries et des jeux. Pendant 23 ans, l'*École des arts et métiers*, dont il était le fondateur, et qui avait été depuis transférée à Châlons sous les auspices du gouvernement, le conserva en qualité d'inspecteur général. Il remplissait en même temps les fonctions de membre du conseil général des manufactures, du conseil d'agriculture, du conseil général des prisons, du conseil général des hospices, et de président du comité de vaccine. En 1823, le ministère, pour le punir de son opposition éclairée, lui retira à la fois huit fonctions publiques, mais gratuites. N'osant pas lui enlever son titre de président du comité de vaccine, on supprima ce comité lui-même. Mais, pour venger cette injustice, l'Académie des Sciences s'empressa de l'admettre dans son sein, et l'Académie de médecine l'appela dans la commission destinée à remplacer le comité de vaccine.

La disgrâce du duc de La Rochefoucauld n'eut d'autre effet sur lui que d'exalter son zèle ; il fit à Liancourt les premiers essais de l'enseignement mutuel, qui prit une si rapide extension, et fonda la première caisse d'épargnes (*voy.* ces mots), qui servit de modèle à toute la France.

Le 23 mars 1827, le duc de La Rochefoucauld siégeait à la Chambre des pairs, lorsqu'il fut subitement atteint de la maladie qui l'enleva le 27 du même mois. Une dernière rigueur du pouvoir l'attendait encore après sa mort. Le jour de ses funérailles, les anciens élèves de l'École des arts et métiers, s'étant rendus en foule à l'église, et ayant voulu porter son cercueil sur leurs épaules, furent tout à coup chargés, dans la rue Saint-Honoré, par la gendarmerie : le cercueil tomba dans la boue, ainsi que les insignes de la pairie qui le décoraient. Une enquête fut commencée par la Chambre des pairs, mais étouffée presque aussitôt.

Le duc de La Rochefoucauld avait témoigné le désir d'être enterré à Liancourt ; il fut accompagné à sa dernière demeure par les populations dont il avait été si longtemps le bienfaiteur, digne récompense de ses immenses travaux et de ses créations philanthropiques. — *Voir* la *Vie* du duc écrite par son fils M. Gaëtan de La Rochefoucauld, et l'excellente notice que M. Villenave a consacrée à cet homme vénérable dans la *Biographie des Hommes utiles*. D. A. D.

François XIII, duc de La Rochefoucauld, fils aîné du précédent, né le 8 septembre 1765, colonel de dragons avant la révolution, depuis, maréchal-de-camp, commandeur de la Légion-d'Honneur et pair de France. Son fils aîné, François, duc de Liancourt, fut menin du duc d'Angoulême, et est aujourd'hui un des administrateurs des hospices. Son frère, le comte Hippolyte, né à Liancourt, en 1814, est ministre de France à Darmstadt.

Alexandre, comte de La Rochefoucauld, second fils du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, naquit en 1767. Il prit, en 1792, du service dans l'armée de La Fayette, mais il fut bientôt déclaré hors la loi, à cause des tentatives qu'il avait faites, de concert avec son père et son frère, pour sauver le roi et la reine. Afin d'échapper à la mort, il prit la fuite, et vécut dans la retraite jusqu'au moment où Bonaparte vint mettre fin au gouvernement révolutionnaire. Il avait, en 1788, épousé la fille du comte de Chastulé, officier aux gardes françaises, riche propriétaire de Saint-Domingue allié à la famille de Joséphine. Napoléon, qui avait apprécié le mérite du comte de La Rochefoucauld, saisit toutes les occasions pour l'attacher à son gouvernement. Sous l'empire, Mme de La Rochefoucauld devint dame d'honneur de l'impératrice, et plus tard, l'empereur maria la fille aînée du comte au frère du prince Aldobrandini Borghèse, qui avait épousé la princesse Pauline, sœur de Napoléon. Le comte de La Rochefoucauld fut nommé préfet du département de Seine-et-Marne, en 1800, et successivement chargé d'affaires en Saxe (1802), ambassadeur à Vienne en remplacement de M. de Champagny (1805); ambassadeur en Hollande, en 1808. Dans ces diverses missions diplomatiques, sa loyauté, sa fermeté et sa prudence aplanirent bien des difficultés. La réunion de la Hollande et de la France étant opérée, le comte de La Rochefoucauld se fixa à Paris, renonça aux affaires et ne s'occupa plus que de répandre ses inépuisables bienfaits parmi les malheureux. L'estime générale qu'il avait si légitimement acquise se manifesta par le suffrage unanime de ses concitoyens qui le porta à la députation en 1822, en 1828, en 1830 et en 1831. En 1833, il fut élevé à la pairie, dignité dont l'avait revêtu Napoléon dans les Cent-Jours, et dont il avait été dépouillé par la seconde restauration. Il mourut le 2 mars 1841. Son éloge a été prononcé à la Chambre des pairs par M. le marquis de Pange.

Le comte Jules de La Rochefoucauld, fils du précédent, né en 1796, entra au service en 1812. Il se distingua en 1815, dans les divers engagements qui eurent lieu sous les murs de Paris. Pendant le ministère du maréchal Gouvion Saint-Cyr (1819), il fut chargé, pour le dépôt de la guerre, d'écrire l'histoire de la campagne d'Allemagne. Il fut, en 1828, aide-de-camp du duc d'Orléans, et, depuis 1830, le roi l'a attaché à sa personne avec le même titre. En 1830, il fut porté à la Chambre des députés par les électeurs d'Orléans, et de 1831 à 1837, par l'arrondissement de Pithiviers. Il a été élevé à la dignité de pair de France le 7 novembre 1839.

Polydore, comte de La Rochefoucauld, son frère, est aujourd'hui ministre résident de France à Weimar.

Frédéric-Gaëtan, comte de La Rochefoucauld, dernier fils du duc de La Rochefoucauld-Liancourt, naquit à Paris, vers l'an 1780. Il fut nommé sous l'empire à la sous-préfecture de Clermont (Oise), puis à celle des Andelys (Eure). A la première restauration, il se montra partisan zélé des Bourbons, et quitta la France, lors du retour de Napoléon en 1815; il fut alors chargé par Louis XVIII d'une mission sur les frontières de la Suisse. En 1827, il fut nommé député par le département du Cher. L'année suivante, il siégea sur les bancs de l'opposition libérale, se montra un des ardents défenseurs de la liberté parlementaire, et soutint, dans la séance du 13 février 1828, que la souveraineté réside essentiellement dans la Chambre des députés. M. Gaëtan de La Rochefoucauld fait encore partie de la Chambre des députés. Il a publié les ouvrages suivants : *Cent fables*, en vers, 1800, in-18; *Midi ou un Coup d'œil sur l'an VIII*, vaudeville en un acte, en société avec G. Duval, 1808, in-8°; l'*Esprit des écrivains du* XVIIIe *siècle*, 1809, in-12; *Notice historique sur l'arrondissement des Andelys*, 1813, in-8°; *Églogues de Virgile*, trad. en vers français, 1814, in-12. Le comte de La Rochefoucauld a encore publié *OEuvres complètes de La Rochefoucauld, avec des notes et variantes, précédées d'une notice biographique et littéraire*, 1825, in-8°; une *Vie du duc de La Rochefoucauld-Liancourt*, 1827, et diverses brochures en prose et en vers.

Nous avons déjà consacré une notice à

MICHEL de La Rochefoucauld, duc *de Doudeauville*, mort, le 3 juin 1841, en son château de Montmirail. Son corps a été porté dans la chapelle du couvent des dames de Nazareth à Montléon, sépulture de sa famille.

SOSTHÈNES, vicomte de La Rochefoucauld, aujourd'hui duc de Doudeauville, fils du précédent et de Mlle de Montmirail, petite-fille du marquis de Louvois (*voy.*), est né vers 1782; il devint, en 1814, aide-de-camp du général Dessolles, puis du comte d'Artois. A l'époque de la première invasion, il proposa d'abattre la colonne de la place Vendôme : il est probable que ce fut cette circonstance qui détermina Napoléon à ne point le comprendre dans l'amnistie accordée à tous les partisans de la Restauration. A son retour de Gand, où il s'était rendu en 1815, on le nomma commandant de la 5e légion de la garde nationale. Envoyé, dans la même année, à la Chambre des députés, il ne fut pas réélu après la dissolution de cette chambre en 1816. Son père ayant été nommé ministre de la maison du roi, en 1824, il obtint la direction du département des beaux-arts. Aux élections de 1827, le département de la Marne le porta à la députation. Le vicomte Sosthènes a publié ses *Mémoires* (5 vol. in-8°), le *Pèlerinage à Goritz;* un petit volume de *Pensées* (1835) dont plusieurs sont pleines de sens et d'originalité; et une brochure politique sous ce titre : *La vérité à tous* (1839). L. D. C. et EM. H-G.

LA ROCHE GUYON, *voy.* l'article précédent.

LA ROCHEJAQUELEIN (HENRI DU VERGER, comte DE), si célèbre dans les fastes militaires de la Vendée, était né au château de la Durbellière, près Châtillon, dans le Poitou, le 30 août 1772. Son père, le marquis de La Rochejaquelein, chevalier de Saint-Louis et colonel du régiment de Royal-Pologne cavalerie, fut fait maréchal-de-camp, en 1788. Le dévouement de ce seigneur de vieille maison aux principes monarchiques le jeta, dès le commencement de la révolution, dans le parti de l'émigration. Mais son fils Henri, resté en France, préféra se dévouer à la défense de la royauté, et, en 1791, il entra, avec le grade d'officier, dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Ce ne fut qu'après la journée du 10 août que, jugeant ses services inutiles à Paris, il alla rejoindre, en Vendée, le marquis de Lescure, son ami et son parent.

L'insurrection prenant chaque jour d'immenses développements, La Rochejaquelein se réunit aux principaux chefs du mouvement dans l'Anjou et contribua à la levée en masse de plusieurs communes, qui le choisirent pour chef. Fier de ce premier succès, il se mit aussitôt à leur tête et acheva d'enflammer tous les courages par ces mémorables paroles : « Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi! » Puis, sans perdre un instant, et suivi d'une foule d'hommes armés seulement de bâtons et de faux, il marcha sur le village des Aubiers et en chassa les républicains qui l'occupaient. Le 5 mai 1793, il contribua puissamment à la prise de Thouars. Le 25, au combat de Fontenay, La Rochejaquelein, chargé de commander la gauche de l'armée royale, fit des prodiges de valeur. Les succès des Vendéens amenèrent, le 10 juin suivant, la reddition de l'importante ville de Saumur, après un engagement dans lequel La Rochejaquelein poursuivit les républicains jusqu'au milieu de la grande place, accompagné d'un seul cavalier. Le 14 juillet, la reprise de Châtillon fut due en grande partie à ses efforts. Mais en dépit des avantages remportés à Martigné-Briand et à Doué, les Vendéens se virent forcés, le 12 août, de céder le champ de bataille de Luçon aux républicains, et ils eussent été anéantis sans l'héroïque résistance de La Rochejaquelein, qui protégea leur retraite et les vengea à Chantonnay. Le 19 octobre, après la perte de Chollet, d'Elbée lui-même désigna La Rochejaquelein pour son successeur; et dociles à la voix de leur malheureux chef, les Vendéens reconnurent leur jeune héros pour généralissime.

Ce choix, justifié par tant et de si éminentes qualités, porta l'enthousiasme des Vendéens à son comble. La Rochejaquelein mit habilement à profit cette disposition des esprits, et débuta par deux victoires remportées à Condé et à Château-Gonthier. Il s'empara ensuite de Laval, et défit les généraux Westermann

et Léchelle à Entrasme et à Fougères. Il marcha sur Granville, et lui fit donner un assaut, qui échoua, malgré des efforts inouïs. Une victoire remportée à Antrain lui ouvrit la route d'Angers; mais la résistance que fit cette ville le força de battre en retraite devant un ennemi supérieur. Il se jeta sur La Flèche, dont il réussit à s'emparer, et il osa accepter la bataille que lui offrirent, le 21 décembre, les généraux Westermann, Müller, Marceau et Tilly, qui avaient concentré toutes leurs forces sur ce point. L'issue d'une lutte aussi disproportionnée ne pouvait être longtemps douteuse : les royalistes succombèrent. Séparé des siens au passage de la Loire, La Rochejaquelein échappa comme par miracle aux recherches actives des républicains, et resta quelque temps caché dans la petite ville de Saint-Aubin. N'ayant pu parvenir à s'entendre avec Charette, qui possédait encore une armée, il passa dans le Haut-Poitou, se mit à la tête de quelques rassemblements d'insurgés et remporta d'abord plusieurs avantages. Mais, le 4 mars 1794, comme il poursuivait les républicains à la suite d'un combat livré à Nouaillé, près Chollet, un grenadier, qu'il invitait à se rendre lui tira un coup de fusil qui le renversa mort sur la place. La Rochejaquelein était à peine âgé de 22 ans. Il laissait après lui deux frères, qui suivirent ses traces et marquèrent dans les fastes de la Vendée.

Louis du Verger, marquis de La Rochejaquelein, le premier des deux, était né, en 1777, à Saint-Aubin de Beaubigné, petit bourg de la Bretagne. Il suivit son père dans l'émigration, et fit ses premières armes en Allemagne, sous les yeux du prince de Condé. Il passa ensuite au service de l'Angleterre, et prit part à deux attaques dirigées contre Saint-Domingue. En 1801, profitant de la loi d'amnistie des consuls, il rentra en France, et épousa la fille du marquis de Donnissan, veuve de Lescure, son parent. Pendant toute la durée de l'empire, il vécut retiré dans ses terres du Poitou, et sut résister aux offres de Napoléon, qui cherchait à le rapprocher de sa personne. Ce ne fut qu'au moment de la Restauration qu'il parut pour la première fois sur la scène politique. Il profita habilement des chances qui s'offraient en faveur des Bourbons dans la ville de Bordeaux, et y introduisit le duc d'Angoulême qu'il alla lui-même chercher à Saint-Jean-de-Luz. Louis XVIII lui donna pour récompense le commandement des grenadiers à cheval de sa garde. Ce fut en cette qualité qu'il se mit à la tête de la colonne qui protégea la retraite du roi à Gand, en 1815. Arrivé en cette ville, il reçut de Louis XVIII des pouvoirs assez étendus pour opérer une nouvelle insurrection dans la Vendée. Il partit aussitôt pour l'Angleterre, où il sollicita et obtint des secours au nom du prince exilé, et le 16 mai, il tenta un débarquement sur la côte de Saint-Gilles. Le général Travot, chargé de protéger la côte, l'attaqua sans perdre un instant, et dispersa les rassemblements qui commençaient à se rallier à lui, grâce à une surprise nocturne. Retiré sur la flotte anglaise, La Rochejaquelein ne tarda pas à reparaître avec un second convoi que lui avaient envoyé ses alliés, et cette fois les efforts de Travot ne purent s'opposer au débarquement. Le 3 et le 4 juin, il se battit en désespéré, quoique placé entre les deux divisions de Travot et du général Estève. Il venait de se porter au pont des Mathes, près Saint-Gilles, pour essayer de rallier les siens, lorsqu'il tomba frappé d'une balle dans la poitrine, au moment même où son frère Auguste (*voy.* plus loin) était aussi blessé, non loin de lui. Le marquis de La Rochejaquelein, mort glorieusement, comme son frère Henri, et pour la même cause, laissait huit enfants, une veuve et un frère. Le roi créa l'aîné de ses fils, Henri, pair de France. Le second, Louis, très jeune encore à l'époque des événements de 1830, rêva une troisième insurrection en Vendée; mais poursuivi et traqué de retraite en retraite, il quitta, blessé, en 1832, cette terre baignée du sang de plus de quarante de ses proches, et passa en Portugal, où il alla tomber sur un champ de bataille, en défendant la cause de don Miguel. Le comte Henri de La Rochejaquelein, sorti de la Chambre des pairs en 1830, vit retiré, depuis cette époque, à Nantes et à Orléans, donnant tous ses soins à des entreprises industrielles,

La veuve du marquis de La Rochejaquelein, MARIE-LOUISE-VICTOIRE DE DONNISSAN, née à Versailles, le 25 octobre 1772, et filleule de madame Victoire, tante du roi Louis XVI, épousa à 17 ans le marquis de Lescure, son cousin-germain. A la suite de la journée du 10 août, elle accompagna son mari en Vendée, et partagea toutes ses fatigues et tous ses dangers. Ce fut elle qui distribua dans ces contrées les premières cocardes blanches. Blessé mortellement à la bataille de Chollet, Lescure expira entre ses bras; mais cette perte cruelle ne put l'arracher à ce qu'elle regardait comme un noble devoir. Elle ne quitta l'armée vendéenne qu'au moment de la déroute de Savenay, et parvint, à force de courage et de sang-froid, à échapper aux soldats républicains chargés de son arrestation. Rentrée en France après l'amnistie de 1795, elle se retira dans son château de Citran, près de Bordeaux, et y vécut dans la retraite jusqu'à la révolution de fructidor qui la força de nouveau à s'expatrier. Le marquis de La Rochejaquelein devint son mari, à son second retour, à l'époque du consulat. Le 20 mars 1815 la rejeta encore une fois sur la terre étrangère, et elle ne rentra en France que pour apprendre la mort de son second époux, et pour consacrer ses loisirs à la publication de ses *Mémoires* (Bordeaux, 1815, in-8°, et plusieurs fois réimprimés depuis)*, dans lesquels elle se plaît à retracer les titres glorieux des deux héros dont elle a porté le nom. Elle vit aujourd'hui à Orléans dans la plus profonde retraite.

AUGUSTE, comte de La Rochejaquelein, second frère de Henri, naquit dans le Poitou, vers l'année 1783. Il émigra avec son père, suivit son frère Louis en Angleterre et à Saint-Domingue, et l'accompagna en France lorsqu'il leur fut permis d'y rentrer. En 1809, la police ayant conçu des soupçons contre lui, il fut arrêté et jeté en prison. Il se décida à accepter du service dans l'armée, et entra en qualité de sous-lieutenant dans un régiment de cavalerie. Blessé dangereusement à la bataille de la Moskowa, il resta entre les mains des Russes, qui, sur la recommandation de Louis XVIII, le traitèrent avec les plus grands égards. En 1814, il reçut un commandement dans les grenadiers à cheval de la garde, sous les ordres de son frère Louis. Pendant les Cent-Jours, il se porta en Vendée, tandis que le marquis faisait une démarche auprès du cabinet de Saint-James, et donna le signal de l'insurrection. Blessé au combat des Mathes, il ne survécut à son frère que pour protéger les débris de la petite armée vendéenne. Nommé commandant du quatrième corps, il ne consentit à déposer les armes, que lorsqu'il se vit abandonné des autres chefs qui venaient d'entrer en arrangement avec les chargés de pouvoirs de l'empereur. A la seconde restauration, le roi Louis XVIII acquitta la dette qu'il avait contractée envers sa famille, en donnant au comte Auguste le commandement du 1er régiment de grenadiers à cheval de la garde royale. Maréchal-de-camp, en 1822, il commanda, dans la guerre d'Espagne, une brigade attachée à la division du général Bourke, et au retour, il reçut le commandement de la 2e brigade de la 1re division de cavalerie de la garde royale. Depuis les événements de 1830, le comte Auguste a subi, à l'époque de l'apparition de la duchesse de Berry en Vendée, un procès devant le tribunal de Versailles. Défendu par M. Berryer, et acquitté par le jury, il est rentré dans une retraite profonde; sa femme, veuve en premières noces du prince de Talmont (*voy.* LA TRÉMOILLE), qui avait été également compromise dans l'échauffourée de 1832, comparut devant le jury d'Orléans et fut de même acquittée. D. A. D.

(*) *Mémoires de Mme de La Rochejaquelein*, écrits par elle-même et rédigés par M. de Barante. Ils se trouvent aussi dans la Collection des Mémoires relatifs à la révolution française, de Berville et Barrière. S.

LA ROCHELLE (en basse latinité *Rupella*), ville maritime de France, sur l'Océan, chef-lieu du département de la Charente-Inférieure (*voy.*), tire son nom d'un petit fort, bâti sur un rocher, et appelé *Rocca;* elle est située au 46° 9′ de lat. N., et au 3° 29′ de long. occ. du méridien de Paris, à 48 myriamètres de cette capitale.

En face du port, les deux îles de Ré et d'Oleron forment une immense rade, dont l'entrée est le pertuis d'Antioche.

Cette rade n'a pas moins de 2,500 mètres d'étendue.

Le hâvre, qui forme le milieu du port, est renfermé dans l'intérieur de la ville; son barrage ne peut être franchi que par le flot. Les jusans le laissent à sec et il est nettoyé par deux écluses de chasse. La construction des deux tours qui en défendent l'accès appartient au règne de Charles V. Le bassin de carénage ou arrière-port, commencé en 1778 et terminé en 1808, est un parallélogramme de 140 mètres sur 110; il tient à flot les navires de 400 tonneaux. La jetée qui protége l'avant-port a 655 mètres de développement.

On fixait à 14,857 le nombre des habitants de La Rochelle, en 1836. C'est sur les plans de Vauban qu'ont été faites les fortifications de cette ville.

L'hôtel des monnaies (lettre H), qui existait à La Rochelle depuis l'époque de la domination anglaise sur la Saintonge et l'Aunis, au XIV^e^ siècle, a été supprimé en 1838. Les principaux monuments sont: la cathédrale, le séminaire diocésain et le temple protestant; l'hôtel-de-ville, construction gothique fort curieuse, qui remonte à l'an 1486; la bourse, édifice dont la partie la plus remarquable est la porte de l'horloge, formant l'entrée du port du côté de la ville; l'hôtel de la préfecture, construction récente et du meilleur goût, et la tour dite la Lanterne, servant de prison militaire. La place d'armes de La Rochelle passe pour une des plus belles de France.

Cette ville possède une bibliothèque d'environ 20,000 volumes, un jardin botanique et un cabinet d'histoire naturelle. Elle a une Académie des belles-lettres, sciences et arts, fondée en 1732, et une société d'agriculture.

L'existence de La Rochelle remonte à peine au milieu du X^e^ siècle: il est certain que jusqu'à l'an 1152, ce n'était encore qu'un groupe de misérables huttes de pêcheurs avec quelques moulins. Il n'y avait d'abord qu'un château-fort nommé *Vauclair*, construit pour repousser les attaques des Normands. Les habitants de Châtel-Aillon, qu'ils avaient ruinés, vinrent s'établir à l'entour. La sûreté du port voisin en fit une des places les plus importantes de la côte. Passée de la domination des ducs d'Aquitaine ou des comtes de Poitiers en la possession des rois d'Angleterre par le mariage de Henri II avec Éléonore (*voy.*) de Guienne, La Rochelle s'accrut rapidement dans les quinze premières années du XII^e^ siècle, par l'affluence des étrangers qui vinrent s'y établir. Ils y soutinrent un siége contre le roi Louis VIII, qui la reconquit à la couronne de France (1224). A partir de l'an 1352, on trouve La Rochelle à l'état régulier de commune, et complétement enceinte de murailles. Par le traité de Brétigny (*voy.*), elle dut, malgré la célèbre protestation de ses habitants, rentrer sous la domination anglaise, mais elle s'en affranchit bientôt en se remettant aux mains du connétable Du Guesclin (1372).

Toute l'importance historique de La Rochelle date de la réformation et de la lutte sanglante qui s'ensuivit. Le calvinisme y domina dès l'année 1567, et bientôt, à raison de sa position topographique et maritime, elle devint comme la métropole de la république calviniste en France. C'est sous ses murs qu'à diverses reprises se vidèrent les questions capitales de la politique générale du royaume pendant tout un siècle.

Après la Saint-Barthélemy, La Rochelle fut assiégée par le duc d'Anjou (*voy.* HENRI III). Le parti religionnaire aux abois s'y défendit avec l'exaltation du désespoir, et obtint des conditions meilleures que celles que lui avaient procurées jusque-là ses succès et l'assistance étrangère (1573). Nonobstant ce résultat, il y eut, l'année suivante, une nouvelle levée de boucliers du parti calviniste, et La Rochelle, des premières, se déclara en état d'insurrection.

Péripétie de ce long drame, la prise de La Rochelle, en 1628, appartient au cardinal de Richelieu (*voy.*), qui avait conçu et dirigé les opérations du siége. Afin de réduire la ville, ce ministre imagina d'emprisonner les flots de l'Océan, qui lui apportaient les secours et l'assistance de l'Angleterre. A deux reprises, la digue presque achevée fut enlevée par la fureur de la mer; à la fin, il s'en rendit maître *.

(*) On peut voir la description très détaillée de ce travail colossal dans l'*Histoire de la ville de La Rochelle*, par l'oratorien d'Arcère (La Ro-

La famine, qui fut la conséquence presque immédiate d'un semblable blocus, terrassa bientôt les plus indomptables courages; après quatorze mois et seize jours de siége, la ville capitula. Richelieu n'eut garde d'user envers les vaincus d'une cruauté inutile : les habitants eurent la vie sauve; la liberté de conscience leur fut garantie; mais la commune fut dépouillée de ses priviléges, précaution dont l'à-propos avait été surabondamment démontré par l'énergique direction que le maire Guiton, élu pendant le siége même, avait imprimée à la défense.

Synodes de La Rochelle. Les circonstances politiques au milieu desquelles s'assembla, en 1571, le premier synode de La Rochelle, ont été indiquées à l'article Jeanne d'Albret. Quant à son objet religieux, c'était d'accorder les esprits sur le sens de l'article 36 de la confession de foi présentée au roi Charles IX, article relatif à la Cène. Théodore de Bèze fut appelé de Genève pour présider le synode de La Rochelle. La reine de Navarre s'y trouva avec les princes et l'amiral de Coligny. On y entendit les députés des religionnaires de l'Ile-de-France et de Brie, points où le schisme avait éclaté. Après une assez longue conférence, dans laquelle se signalèrent particulièrement les ministres Antoine Chantée et Nicolas Galasse, l'article 36 fut maintenu, et la doctrine des morellistes rejetée; toutefois, on déclara que, par « le mot *sub-* « *stance*, le synode n'entendait aucune « conjonction, ni mélange, ni change- « ment, ni transmutation de quoi que ce « soit d'une façon charnelle et grossière, « qui ait du rapport avec la matière des « corps; mais une conjonction vraie, très « étroite, et d'une façon spirituelle, par « laquelle Jésus-Christ lui-même est tel- « lement fait nôtre, et nous siens, qu'il « n'y a aucune conjonction de corps, ni « naturelle, ni artificielle, qui soit si « étroite, etc. »—Le second synode, tenu à La Rochelle le 28 juin 1581, est le 11e synode national des calvinistes de France. On y convint de 50 articles*. L'un prohibe l'usure; d'autres interdisent le mariage entre beau-frère et belle-sœur, et disent que c'est au roi, et non au pape, que doivent être demandées les dispenses pour mariage. P. C.

(*) *Voir* les *Actes de tous les synodes nationaux des églises réformées de France*, in-4°; t. I, p. 46 151.

LAROMIGUIÈRE (Pierre), philosophe français, né à Lévignac, dans le Rouergue, en 1756, et mort à Paris, le 12 août 1837. Après avoir étudié au collége de Villefranche, alors dirigé par les pères de la Doctrine chrétienne (*voy.*), il entra dans leur congrégation, l'une des principales, avec celle de l'Oratoire, parmi les corporations enseignantes. Il parcourut successivement tous les degrés du professorat dans les colléges que la Doctrine possédait à Moissac, à Lavaur, Toulouse, où il devint répétiteur de philosophie en 1777. Dès ce moment, la philosophie ne cessa point de l'occuper tout entier. C'était sa vocation. Il y consacra ses pensées, sa parole et ses écrits. Mais, avant de paraître sur un théâtre digne de lui, il alla enseigner cette science, comme professeur titulaire et par ordre de ses supérieurs, à Carcassonne, à Tarbes, à l'École militaire de La Flèche et à Toulouse (de 1778 à 1784).

Les corporations enseignantes ayant été supprimées à l'époque de la révolution, Laromiguière se trouva sans emploi. Il embrassa néanmoins la cause de la liberté, et il utilisa ses loisirs en faisant paraître, en 1793, à Toulouse, sans nom d'auteur, un *Projet d'Éléments de metaphysique*, commencement d'un ouvrage qui ne fut point achevé, et contenant en germe les idées développées plus tard dans les *Leçons de philosophie*. Un exemplaire de cet essai tomba entre les mains de Sièyes qui, le trouvant remarquable, le fit connaître à Condorcet, à Cabanis et à Destutt de Tracy, et Laromiguière fut appelé à Paris en 1795. Il y vint d'abord en qualité d'élève de l'École normale. Un jour Garat (*voy.*), qui enseignait la philosophie générale ou l'analyse de l'entendement humain, débuta par ces paroles : « Il y a ici quelqu'un qui devrait être à ma place; » et il se mit à lire des observations d'un anonyme sur la leçon précédente. Elles étaient de Laromiguière. Garat l'avait déjà distingué avec Thurot, et il devint

pour toujours l'ami de l'un et de l'autre.

A la fin de 1795, l'Institut ayant été fondé, la classe des sciences morales et politiques s'associa Laromiguière. Il en fréquenta fort assidûment les séances et y lut des observations touchant la grande question d'alors, celle de l'analyse des sensations et du sens du mot *idée*. Cependant, cette classe de l'Institut ayant été supprimée en 1803, il ne devint membre de ce corps savant que lors du rétablissement de l'Académie des sciences morales en 1832.

En 1797 furent fondées les écoles centrales de Paris, et Laromiguière y fut nommé professeur de logique. Sièyes voulut en vain l'attacher à la légation de Berlin : le studieux philosophe ne consentit point à quitter ses modestes habitudes; son peu d'ambition, son éloignement pour le tumulte du monde et des affaires, sa timidité presque enfantine, lui firent préférer l'enseignement. Plus tard, il refusa, dit-on, d'être sénateur; mais il a été tribun pendant trois ans. Au reste, malgré sa prudence et sa modération, il devait déplaire au gouvernement du premier consul et être écarté de toute fonction publique : il faisait partie d'une société qui se réunissait trois fois par mois pour s'entretenir de littérature et de philosophie, et composée de ces hommes que Napoléon appelait *idéologues*, et qu'il haïssait à cause surtout que plusieurs d'entre eux siégeaient au sénat ou au tribunat dans les rangs de l'Opposition. Cette inimitié toute-puissante n'empêcha pas Laromiguière d'être attaché au Prytanée français, d'abord comme examinateur des boursiers, puis comme professeur de morale, et plus tard comme conservateur de la bibliothèque qui est aujourd'hui la bibliothèque de l'Université.

Jusque-là, le nom de Laromiguière n'avait jeté dans le monde aucun éclat. Mais peu de temps après l'institution de la Faculté des lettres de Paris, il fut appelé à y remplir la chaire de philosophie : c'est de cette époque que date sa renommée. Il ne la soutint pas longtemps comme professeur; car, dès la fin de 1812, il renonça à l'exercice de ses fonctions, et il eut Thurot pour adjoint. De Fontanes, alors grand-maître de l'Université, ne pouvant le déterminer à reprendre ses cours, l'engagea, comme par compensation, à publier le résultat de son enseignement, pendant les années 1811 et 1812. Deux de ses auditeurs fournirent des notes ou des copies. L'ouvrage parut pour la première fois, en 1813, sous ce titre : *Leçons de philosophie sur les principes de l'intelligence ou sur les causes et les origines des idées* *. Seul populaire en France et seul classique depuis le commencement du XIX^e^ siècle, ce livre de philosophie a eu déjà cinq éditions; succès presque inouï pour un écrit de ce genre, mais qui s'explique en partie par les qualités d'un style d'une simplicité, d'une clarté, d'une correction et d'une élégance admirables. Tout y respire la candeur, la bonne foi, la sérénité d'une belle âme. C'est une sorte de bonhomie assez semblable à celle de La Fontaine, et qui se remarque surtout dans les digressions. Or, en France, on estime au-dessus de tout ce qui est français et on ne goûte généralement parmi les ouvrages philosophiques que ceux qui portent le cachet des qualités constitutives du sage.

Dans l'histoire de la philosophie française, Laromiguière se place à côté de M. Royer-Collard (*voy.*), ancien doctrinaire comme lui, et son collègue à la Faculté des lettres de Paris. Ils travaillèrent dans le même temps à détruire théoriquement le condillacisme. Mais, tandis que M. Royer-Collard ne gardait avec la philosophie régnante aucune mesure, et renouvelait contre elle les attaques violentes et décisives des Écossais contre Locke, Laromiguière, novateur timide, nourri dans l'école et, sous le double point de vue de la forme et du fond, attaché de cœur aux traditions de la philosophie française, la seule qu'il connût bien, ne modifiait les doctrines condillaciennes qu'en les continuant.

Il admet en principe, avec Condillac (*voy.*), une faculté primitive, la sensibilité, dont toutes les autres ne sont que des transformations, et à laquelle il rapporte toutes nos idées, d'une part, et, de l'au-

(*) Il existe du même auteur un opuscule intitulé : *Paradoxes de Condillac, ou Réflexions sur la langue des calculs*, Paris, an XIII, in-8°; 2^e^ édit., 1825, in-8°.

tre, toutes les déterminations de notre volonté. Mais le disciple fait à la théorie du maître deux changements considérables qui en préviennent les plus fâcheuses conséquences. Répugnant à croire que les idées les plus sublimes et les sentiments les plus nobles aient leur source dans la sensation, phénomène grossier, à moitié matériel et qui nous est commun avec les animaux, il reconnaît d'autres manières de sentir, également primitives, d'où il déduit nos idées les plus spirituelles en quelque sorte, les plus relevées. Ainsi se trouvent sauvées tout ensemble la doctrine fondamentale du sensualisme et la dignité de la nature humaine. D'un autre côté, Condillac avait considéré ou paru considérer l'idée comme sortant de la sensation fatalement, d'une manière passive, sans l'intervention spontanée de l'esprit; ce qui menait à faire de l'esprit un être essentiellement inerte, et partant matériel. Laromiguière assigne expressément un rôle actif à l'âme humaine dans la production de l'idée : suivant lui, nous la tirons de la sensation ou du sentiment à l'aide de l'attention.

Mais ce système repose sur une hypothèse toute gratuite que nous avons cherché à réfuter à l'art. INTELLIGENCE, à savoir que la sensation ou le sentiment engendre l'idée : la transformation prétendue du premier de ces phénomènes dans le second est impossible. Apparemment le philosophe entend par les mots *sensation* et *sentiment* autre chose que ce qu'ils expriment à la rigueur; il leur fait signifier sans doute les notions vagues et obscures acquises par l'intelligence quand elle se développe spontanément, sans la participation de la volonté, réservant le nom spécial d'*idées* aux connaissances claires et distinctes qui sont le fruit d'une application volontaire. Mais est-il permis de détourner ainsi le sens des mots pour maintenir un principe erroné? L-F-E.

LARREY (JEAN-DOMINIQUE, baron), un des chirurgiens les plus connus de notre époque, et dont le nom, qui se rattache à notre gloire militaire, a reçu, en quelque sorte, une nouvelle consécration dans le testament de l'empereur, où il est signalé comme l'*homme le plus vertueux* qu'il ait rencontré, naquit, en juillet 1766, à Beaudéan, près Bagnères. Orphelin à l'âge de treize ans, il fit ses premières études, avec beaucoup de succès, sous la direction de son oncle, chirurgien honorablement connu à Toulouse; il obtint au concours, en 1787, la place de chirurgien de la marine et s'embarqua sur la frégate *la Vigilante*, qui partait pour l'Amérique du Nord. Dès lors, il commença ses travaux de recherches et d'observation sur tout ce qui se présentait à ses regards. De retour en France, il concourut pour une place d'élève aux Invalides, et là, il fut bientôt apprécié par Sabatier, son maître : c'était en 1792. Envoyé à l'armée peu de temps après, il y commença le service actif, intelligent et dévoué qui a gravé son souvenir dans le cœur des soldats de l'empire. Tous nos champs de bataille l'ont vu, se multipliant, se prodiguant sans cesse, panser les blessés sous le feu de l'ennemi, les enlever, au moyen de transports ingénieux qu'il avait organisés lui-même, et créer ce beau corps de chirurgiens militaires qui adoucissaient les maux d'une guerre cruelle (*voy.* AMBULANCE). Il faudrait, à la lettre, faire l'histoire des campagnes de la république et de l'empire pour dire tout le bien qu'a fait cet homme respectable et désintéressé. Au milieu de la vie laborieuse et pénible des camps, M. Larrey, infatigable, sut toujours trouver le temps de rédiger ses notes et ses *Mémoires de médecine et de chirurgie militaires* (Paris, 1812 et ann. suiv.), recueil inépuisable de documents précieux qu'il a continué jusqu'à ce jour. Il fut collaborateur de la *Description de l'Égypte* pour la partie médicale, et on a de lui, en outre, une *Relation historique et chirurgicale de l'expédition de l'armée d'Orient* (1803, in-8°). Les récompenses méritées n'ont pas manqué à une carrière si noblement, si pleinement parcourue. Parvenu au plus haut point où le chirurgien militaire puisse arriver, c'est-à-dire celui de membre du conseil supérieur de santé des armées, M. Larrey, baron de l'empire, décoré de tous les ordres de l'Europe, est membre de l'Institut et d'un grand nombre d'Académies. Entouré de l'estime publique,

des affections de famille, et se voyant revivre dans un fils, déjà distingué par ses talents, M. Larrey n'a rien à envier et peut regarder avec une égale tranquillité le passé et l'avenir. F. R.

LARRONS (ILES DES), *v.* MARIANNES.

LA RUE (CHARLES DE), né à Paris, en 1643, entra chez les Jésuites, où il professa les humanités. En 1667, il signala son goût pour la poésie par un petit poëme, en vers latins, sur les conquêtes de Louis XIV, que le grand Corneille ne dédaigna pas de mettre en vers français. Après s'être fait une réputation comme professeur, le P. de La Rue abandonna cette carrière pour se livrer exclusivement à la prédication. Il se fit entendre souvent devant Louis XIV. « La Rue, dit Thomas dans son *Essai sur les Éloges*, a moins d'art, plus d'éloquence naturelle, mais aussi moins d'éclat, et surtout moins d'imagination dans le style que Fléchier... Il sera plutôt cité comme orateur que comme un grand écrivain. » Son zèle à remplir les devoirs de son ministère, ne l'empêcha pas de continuer à se livrer à la poésie. Ses tragédies latines, *Lysimachus* et *Cyrus*, furent honorées, ainsi que sa tragédie française de *Sylla*, du suffrage de Pierre Corneille. Parmi les autres productions du P. de La Rue, nous citerons : *Caroli Ruæi S. J. carminum libri IV*, Paris, 1668, et Anvers, 1693 : Barbou en a donné, dans le siècle dernier, une édition magnifique; puis son édition de *Virgile*, avec des notes estimées, *ad usum delph.*, 1682, in-4°, souvent réimprimée, en 3 vol. in-12 ou in-8°; Londres, 1804; *Panégyriques et Oraisons funèbres*, 4 vol. in-8°, parmi lesquels on remarque l'Éloge funèbre du duc de Bourgogne, l'élève de Fénélon, et celle du maréchal de Boufflers que Thomas cite comme le chef-d'œuvre de La Rue; des *Sermons*, 4 vol. in-8°, réimpr. en 4 vol. in-12, parmi lesquels on distingue les sermons du *Pécheur mourant* et du *Pécheur mort*. Le P. de La Rue était un homme affable, qui se faisait généralement aimer. Il mourut, le 27 mai 1725, à Paris, au collége de Louis-le-Grand, à l'âge de 82 ans. EM. H-G.

LARVE (hist. nat.), *voy.* INSECTES.

LARVES. C'était, chez les anciens, une des nombreuses classes d'esprits malfaisants qui se plaisaient à effrayer et à tourmenter les hommes; hommes eux-mêmes jadis, mais qui, ayant été méchants pendant leur vie, l'étaient encore après leur mort. Les âmes des hommes méchants, dit Platon, cité par saint Augustin (*Civ. Dei*, IX, 2), deviennent, lorsqu'ils meurent, des *larves*, des *lémures*. Apulée, dans son livre du *Dieu de Socrate*, explique ainsi les mânes : L'âme de l'homme dégagée de ses liens, devient une espèce de génie, qu'on appelle *lémure*. Les bons constituaient les *lares* (*voy.*) domestiques, protecteurs du foyer de la famille, tandis que les méchants, condamnés à errer continuellement et sans repos, épouvantaient tous les hommes, et surtout faisaient du mal aux méchants qui leur ressemblaient. Ces génies malfaisants troublaient aussi les esprits faibles, les poussaient à la folie, et le mot latin *larvatus* s'appliquait à l'homme qui paraissait égaré comme s'il avait vu un spectre. Le mot larve est aussi employé dans le sens de fantôme, de spectre, et ironiquement, dans la comédie du *Marchand*, Eutychus dit à Demiphon : « Tu parles aussi, Larve ! » C'est sans doute de cette acception qu'est venue celle du même mot pour exprimer un masque qui n'a que l'apparence humaine, et que les anciens nommaient *Larva scenica* (masque scénique). Une semblable analogie a fait appeler *larve* l'insecte (*voy.*) qui, en sortant de l'œuf, est encore caché sous une espèce de masque, d'enveloppe, d'où il sort pour passer à l'état de nymphe. Les anciens croyaient que tous ceux qui périssaient de mort violente, ou qui ne recevaient point les honneurs de la sépulture, devenaient des larves. Le retour des âmes sur la terre était un des dogmes du platonisme. Suivant les philosophes de cette secte, il y avait des âmes à qui leur ancien corps était si cher qu'elles y rentraient le plus souvent qu'il leur était possible pour jouir de la compagnie des vivants. On apaisait les mânes (*voy.*) et les larves en leur sacrifiant un porc. Pour honorer l'ombre d'un grand homme et se le rendre favorable, on lui élevait une statue à laquelle on offrait tous les ans des sacrifices. Les squelettes qu'on voit

sur quelques monuments antiques représentaient les larves, ou les mânes errants : mais ils n'étaient pas l'emblème de la mort, que les anciens ne présentaient pas sous une image hideuse et repoussante.

Au mois de mai, on célébrait, à Rome, en l'honneur des larves ou lémures des fêtes nocturnes, qu'on appelait *lémuries* pendant lesquelles tous les temples étaient fermés et les mariages suspendus. Ces fêtes furent instituées par Romulus, qui voulait apaiser les mânes de son frère *Remus ;* on croit que le mot de lémuries est pris pour *Rémuries*, ou fêtes en l'honneur de Rémus. D. M.

LARYNX, organe de la voix chez les vertébrés, situé chez l'homme à la partie supérieure du canal aérien, à la partie antérieure du cou, au-devant de l'œsophage et presque immédiatement sous la peau. Le larynx, à proprement parler, est un tube cartilagineux et membraneux, dont l'ouverture supérieure, la glotte (*voy.*), se trouve dans la gorge et est recouverte par l'épiglotte dont nous aurons à nous occuper en parlant du pharynx (*voy.* ce mot et DÉGLUTITION); à sa partie inférieure, il se continue avec la trachée-artère (*voy.*). Triangulaire par dehors, cylindrique en dedans, le larynx présente en avant un angle saillant, plus marqué chez l'homme que chez la femme, et qu'une tradition populaire a fait nommer la *pomme d'Adam*. Il est formé de deux grandes pièces, les cartilages *thyroïdes* (de θυρεὸς, bouclier, et εἶδος, forme), de deux petites appelées *aryténoïdes* (de ἀρύταινα, entonnoir, et εἶδος) et enfin d'un anneau solide situé en bas et nommé *cricoïde* (de κρίκος, anneau). C'est dans l'espèce d'évasement formé par les cartilages aryténoïdes, lesquels sont, comme toutes les autres parties du larynx, réunis par des liens ligamenteux, que se trouve la glotte. Un appareil musculaire imprime des mouvements variés de dilatation et de resserrement à ces orifices, tandis que le larynx est lui-même porté en haut ou en bas par un mouvement de totalité. Une membrane muqueuse qui se continue avec celle des poumons, tapisse toutes ces parties et en maintient la souplesse et le jeu. Il y a des nerfs spécialement affectés au larynx et qui lui donnent la sensibilité propre à sa fonction, outre qu'il reçoit encore des filets des nerfs qui abondent dans ces parties.

Nous ne devons point nous occuper ici des fonctions du larynx qui seront exposées à l'article VOIX; disons seulement que cet organe n'existe que dans les animaux ayant une respiration pulmonaire et par conséquent pourvus d'organes vocaux. Les oiseaux chanteurs présentent cette particularité, que chez eux le larynx est double, un second se trouvant placé à l'extrémité inférieure de la trachée-artère, ce qui explique la continuité des sons qu'ils émettent. L'homme a un larynx plus développé que la femme; l'adulte a cet organe beaucoup plus volumineux que l'enfant : l'âge de puberté est l'époque où l'accroissement de cette partie a lieu; c'est alors que s'observe la mue. Nous avons dit, au mot CASTRATION, quelle liaison existe entre l'appareil génital et celui qui sert à la production de la voix. Pour les maladies du larynx, *voy.* ANGINE, CROUP, ENROUEMENT, etc. F. R.

LASALLE (ANTOINE-CHARLES-LOUIS comte DE), un des premiers généraux de notre cavalerie légère, était né à Metz, le 10 mai 1775, d'une famille anoblie par les ducs de Lorraine. Entré au service, en 1786, en qualité de cadet gentilhomme dans un régiment d'infanterie, il passa comme volontaire, au commencement de la révolution, dans un régiment de chasseurs à cheval. Ses débuts brillants lui valurent rapidement le grade d'officier, et il fit la première campagne d'Italie en qualité d'aide-de-camp du général Kellermann, fils du maréchal de ce nom. Fait prisonnier dans la ville de Brescia, le 29 juillet 1796, il fut conduit devant le feldmaréchal Wurmser, qui l'interrogea sur l'âge que pouvait avoir le général Bonaparte. « L'âge qu'avait Scipion quand il vainquit Annibal, » lui répondit Lasalle sans hésiter. Renvoyé peu de temps après, il obtint successivement sur le champ de bataille les grades de capitaine et de chef d'escadron de hussards. En 1798, il répondit à l'appel de Bonaparte, et le suivit en Égypte. Le 21 juillet, à la bataille des Pyramides, sa conduite héroïque, qui fut comparée à celle de Bayard au pont du Garigliano, lui valut

le grade de colonel du 22e régiment de chasseurs à cheval. Dans tout le reste de cette immortelle campagne, il prit part à toutes les actions les plus meurtrières, et y donna de nouvelles preuves de la valeur la plus intrépide. A son retour, nommé colonel du 10e régiment de hussards, il fit en cette qualité la seconde campagne d'Italie. Lors de la création de la Légion-d'Honneur, Lasalle fut fait commandant de cet ordre, et, peu après, général de brigade. En 1805, pendant la campagne d'Allemagne, il se distingua à la bataille d'Austerlitz, où il commandait deux régiments de dragons. L'année suivante, à Iéna et à Prentzlau en Prusse, il fit des prodiges de courage, força le prince de Hohenlohe à mettre bas les armes avec tous les gendarmes de la garde du roi de Prusse, et, le 29 octobre, il contraignit à se rendre la forteresse de Stettin, où l'on trouva 160 bouches à feu et des magasins considérables. Le 30 décembre, à la suite de plusieurs autres actions d'éclat, il fut nommé général de division. En 1807, il fit la campagne de Pologne et contribua à la victoire d'Eylau. A Heilsberg, le 10 juin, il eut le bonheur de sauver la vie à Murat, qui, deux heures après, lui rendit le même service, et lui dit en lui tendant la main : « Général, nous sommes quittes! » Employé en Espagne l'année suivante, il fit, à Medina-del-Rio-Seco, une des charges les plus brillantes, qui décida du succès de la journée, et lui valut, quelque temps après, le titre de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Il se distingua de nouveau à Burgos, à Villa-Vicija, à Médellin, et fut envoyé, en 1809, à l'armée d'Allemagne, où il prit part, le 22 mai, au combat d'Essling. La bataille de Wagram, le 6 juillet, fut le dernier théâtre de ses exploits : il y reçut glorieusement la mort, à la tête de sa division, bien jeune encore, et laissant après lui la réputation la plus intacte et la plus héroïque de toute l'armée. D. A. D.

LASCA (LE), *voy.* GRAZZINI.

LASCARIS. Dans l'illustre famille des Lascaris qui occupa le trône de Constantinople et de Nicée, et qui, plus tard, régna dans les lettres avec non moins d'éclat, se distinguent entre tous Théodore, Jean et Constantin.

Alexis III, après avoir usurpé le trône de Constantinople sur Isaac l'Ange (*voy.* ce nom et *empire* BYZANTIN, T. IV, p. 388), son frère, qu'il enferma dans un cachot, comprit que pour se défendre contre les invasions et les révoltes, pour se livrer avec plus de sécurité à ses goûts d'indolence et de volupté, il avait besoin d'avoir dans sa famille et près de lui un gendre actif, intrépide et dévoué. C'est dans cette vue qu'il donna sa fille Anne en mariage à THÉODORE Lascaris. Trois ans après ce mariage, au mois de juin 1203, les Croisés et le jeune fils d'Isaac qui était allé implorer leur secours, parurent devant Constantinople. L'empereur, livré aux plaisirs, n'avait fait aucun préparatif de défense; mais Lascaris, qui avait rassemblé des troupes, tenta de disputer l'entrée du Bosphore. Les Grecs furent battus, et le siége commença. Un assaut général qui fut donné par les Croisés, le 17 juillet, les aurait rendus maîtres de Constantinople, si Théodore Lascaris n'eût réussi à faire partager sa bravoure aux assiégés. La nuit fit suspendre les hostilités. Le lendemain, Constantinople apprit avec étonnement que l'empereur Alexis s'était enfui, qu'Isaac l'Ange avait été tiré de sa prison, et remis sur un trône que son fils Alexis allait partager avec lui. Bientôt de nouvelles et plus déplorables révolutions s'accomplirent. Alexis et son père perdirent la vie. Leur assassin, Murzuphle, qui se fit couronner empereur, ne tarda pas à s'attirer la haine des Croisés, qui prirent la résolution de se partager l'empire. Aussitôt des assauts terribles furent livrés par terre et par mer. Comme Alexis, Murzuphle se sauva de Constantinople, laissant Lascaris déployer sur la brèche et dans les rues un héroïque mais inutile courage. Le plus affreux désordre régnait dans la ville dont une partie était au pouvoir des Croisés et en proie aux flammes, tandis que, d'un autre côté, une foule immense inondait Sainte-Sophie, où deux concurrents se disputaient un empire qui n'était plus, Ducas et Lascaris. Celui-ci l'emporta, et cette élection faite au milieu du tumulte et de l'incendie, mais consacrée par le clergé, sauva la nationalité grecque. Le nouvel empereur, forcé de quitter immédiate-

ment sa capitale, donna rendez-vous en Asie à tous ceux qui protestaient contre la victoire et l'usurpation des Latins. Là, il rallia ceux des Grecs qui préféraient la guerre à la servitude, et s'étant avec eux rendu maître de la Bithynie, des côtes de l'archipel jusqu'à Éphèse et d'une partie de la Phrygie, il fonda un nouvel empire et se fit couronner dans la cathédrale de Nicée (1206). Pendant qu'il soutenait des guerres presque continuelles contre les empereurs latins, Baudouin et Henri, Alexis, son beau-père, après avoir fait réclamer inutilement par son allié, le sulthan d'Iconium, la couronne que Lascaris ne devait qu'à sa valeur, marcha contre lui avec des forces considérables; mais Lascaris le défit, s'empara de sa personne et tua le sulthan. Plusieurs années du règne de Théodore furent encore signalées par de nouvelles guerres contre les Français de Constantinople. La politique le porta ensuite à s'en rapprocher. Après la mort de la fille d'Alexis, il avait épousé celle d'un prince d'Autriche; mais il la répudia pour la fille de Pierre de Courtenay, troisième empereur français. Afin de resserrer davantage son alliance avec les Latins, il se proposait de donner une de ses filles au fils de son beau-père, lorsque la mort le surprit à Nicée, en 1222, âgé d'environ 50 ans. C'est à l'esprit de nationalité grecque que Lascaris entretint et conserva, qu'il faut attribuer, en grande partie, la restauration de l'empire grec par Michel Paléologue (*voy.*), en 1261, événement qui glorifie sa mémoire.

Constantin Lascaris, après la prise de Constantinople par les Turcs, le 26 mai 1453, se réfugia en Italie, n'emportant de toutes ses richesses que les manuscrits de sa bibliothèque. François Sforce, duc de Milan, accueillit avec bonté ce descendant des empereurs de Nicée, et lui confia l'éducation de sa fille Hippolyte. C'est pour elle qu'il composa la grammaire *, encore employée aujourd'hui dans les écoles de la Grèce. Constantin, après le mariage de son auguste élève, enseigna le grec dans plusieurs villes d'Italie, et se retira à Messine où il mourut, en 1493. Cette ville lui avait accordé le droit de cité, et, par reconnaissance, il lui légua sa bibliothèque, depuis transportée à l'Escurial. C'est Constantin Lascaris qui est mis en scène dans le tableau plein de poésie et d'intérêt, intitulé *Lascaris*, t. II des Mélanges historiques et littéraires de M. Villemain.

André-Jean ou Janos Lascaris, de la même famille que Constantin et comme lui réfugié, trouva l'accueil le plus hospitalier auprès du cardinal Bessarion (*voy.*), ce généreux protecteur des Grecs fugitifs. Émerveillé des manuscrits qu'il avait apportés, Laurent de Médicis l'envoya en Grèce pour qu'il en recueillît d'autres, et, ce qui est remarquable, Bajazet II, l'empereur turc, facilita ses recherches. A son retour, Laurent de Médicis ne vivait plus; c'est à ses fils qu'il remit les trésors qu'il avait rapportés : l'un d'eux fut le pape Léon X (*voy.*). Après les événements de 1494, qui expulsèrent les Médicis de Florence, Charles VIII invita Lascaris à le suivre en France. Ce fut pendant son séjour à Paris qu'il fit imprimer à Florence la 1re édition de l'Anthologie (*voy.*). A cette même époque, Guillaume Budé (*voy.*) profita de ses conseils pour l'exécution de ses travaux philologiques. Louis XII l'envoya deux fois comme ambassadeur à Venise, en 1503 et 1505. Aussitôt qu'il apprit l'exaltation de Léon X au trône pontifical, il se rendit auprès de cet ancien ami de sa jeunesse, et fut immédiatement placé à la tête du collége que ce pontife avait créé à Rome pour l'instruction des jeunes Grecs. Ce fut alors, en 1517, qu'il publia ses scholies anciennes de l'Iliade, et, en 1518, celles de Sophocle. Dans cette même année, il revint en France pour répondre à l'invitation de François Ier, et partagea avec Budé le soin d'établir la bibliothèque de Fontainebleau. Il se fixa de nouveau à Rome sous Paul III, en 1534, et y mourut l'année suivante à l'âge de 90 ans. C'est à Jean Lascaris que nous devons les fameuses éditions *principes* de l'Anthologie, d'Apollonius de Rhodes, d'Euripide, de Callimaque et de Musée. Nous lui devons surtout, ainsi qu'à Constantin, une active

(*) La Grammaire de Constantin Lascaris est le premier livre grec qui ait été imprimé, Milan, 1476, in-4°.

participation à la renaissance des lettres en Europe. F. D.

LAS CASAS (don Barthélemi de). Tout est gigantesque dans la prise de possession du Nouveau-Monde, et la découverte en elle-même, et la science, et la persévérance de celui qui découvre, mais surtout l'énergie, l'audace, l'avarice, la férocité des conquérants. C'est au milieu de leurs forfaits accumulés que la Providence, dans ses décrets impénétrables, fait briller une de ces pures vertus dont l'apparition rassure et calme l'humanité effrayée, dont le souvenir se transmet d'âge en âge et dont l'influence s'étend sur les siècles, comme un rayon consolateur, pour ranimer et entretenir dans le cœur des hommes les sentiments évangéliques de l'espérance et de la charité.

Don Barthélemi de Las Casas, si justement surnommé l'*Apôtre des Indes*, naquit à Séville en 1474, d'une famille noble et d'origine française. Casaus, chef de la famille, était venu de France, vers 1220, pour combattre les Maures sous Ferdinand III, roi de Castille. Une branche de cette famille existe encore à Calahorra. Une autre habite la France et a pour chef le comte de Las Cases, celui qui a suivi l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène et qui a écrit le Mémorial. *Voy.* l'art. suiv.

Anthoine, père de Barthélemi, fut du premier et du deuxième (1493) voyage de Christophe Colomb. Barthélemi accompagna son père dans ce dernier, ainsi qu'on le voit dans l'ouvrage du P. Augustin Saluchi (Traité des monnaies des Hébreux); il avait alors 19 ans et venait de terminer de brillantes études. Il fut aussi des troisième et quatrième voyages de Colomb.

A 36 ans (1510), le licencié Las Casas fut ordonné prêtre à Saint-Domingue par le premier évêque de cette île, et chanta la première grand'messe qu'on eût entendue d'un prêtre ordonné dans le Nouveau-Monde. Cette messe offrit une circonstance très remarquée et vivement discutée alors, c'est qu'on ne s'y servit point de vin; il n'y en avait pas dans l'île.

Quelque temps après, Las Casas fut nommé curé de Zanguarama, dans l'île de Cuba. La vue des forfaits commis par ses compatriotes avait ému au plus haut degré son cœur rempli d'amour divin et de charité chrétienne. Il considéra les Indiens comme des orphelins dont la Providence l'appelait à être le père : il se constitua leur protecteur et entreprit contre leurs tyrans cette lutte acharnée qui n'a fini qu'avec sa vie.

Les infortunés Indiens surent apprécier tant de zèle, et l'historien Herrera raconte qu'ils respectaient et aimaient Las Casas comme leur père.

La lutte qu'entreprenait Las Casas devait avoir pour résultat non-seulement de déposséder, dans les colonies, les principaux conquérants, mais encore de ruiner, en Europe, la plupart des courtisans et des membres du gouvernement qui possédaient des commanderies dans les Antilles et en tiraient des sommes énormes aux dépens de la liberté et de la vie des Indiens. Las Casas savait bien qu'il s'attaquait à tout ce que l'Espagne avait de plus puissant. Mais rien ne put affaiblir son zèle.

En 1517, Charles-Quint le nomma son chapelain et l'admit à plaider devant lui, à Barcelone, la cause des Indiens contre l'évêque de Darien. Las Casas obtint des réformes. Il partit bientôt pour les faire exécuter et fonder à Cumana une colonie sans soldats, avec le seul secours de la prédication évangélique. Charles-Quint lui accordait, à cet effet, 250 lieues de côte. Des obstacles imprévus et insurmontables empêchent de commencer l'expérience. Arrêté, mais non abattu, Las Casas, qui touchait à sa 50^{e} année, va prêcher l'Évangile dans les provinces de Nicaragua et Guatémala. C'est là que, sans armée, par sa seule parole, il soumit à la couronne d'Espagne 50 lieues de pays, ce qui fit donner à cette province, par Charles-Quint, le nom de Vera-Paz.

Après ce succès, il va prêcher l'Évangile au Pérou, au Mexique, puis retourne en Europe pour y exposer devant l'empereur et son conseil la situation des Indes et obtenir encore quelques réformes.

Charles-Quint voulant récompenser tant de vertu créa pour Las Casas le riche évêché de Cuzco (Pérou). Sa richesse fut justement ce qui le lui fit refuser. Las Casas poursuivait la richesse mal acquise : il devait rester pauvre. Mais l'année sui-

vante, on fonda un évêché à Chiapa, province pauvre, sans métaux, sans perles, sans commerce. Des fatigues, des dangers, au milieu d'un peuple exaspéré par la cruauté des soldats, voilà ce qui attendait le nouvel évêque. Charles-Quint offrit ce siége à Barthélemi, qui l'accepta. A l'âge de 70 ans, ce saint homme quitta l'Espagne pour la huitième fois.

Toujours protecteur des infortunés Indiens, il fit refuser l'absolution aux Espagnols qui en retenaient en esclavage, jusqu'à ce qu'ils les eussent rendus à la liberté.

Las Casas avait déjà blessé bien des intérêts. Cette fois, l'envie qui dénature tout, l'accusa de prêcher que l'Empereur manquait de titres légitimes pour conserver sous sa puissance les royaumes qu'avaient conquis ses sujets. Sepulveda, aumônier et premier historiographe de Charles-Quint, porta l'accusation, et Las Casas reçut ordre de venir rendre compte de sa conduite. Il obéit; mais toujours vrai chrétien, craignant que son troupeau ne souffrît de son absence, il donna sa démission avant de partir. Il parut devant le conseil des Indes, plaida sa cause pendant plusieurs séances, et malgré l'acharnement de ses ennemis, il en sortit victorieux. Charles-Quint décréta l'abolition de l'esclavage des Indiens et augmenta leurs droits.

Las Casas n'avait rien épargné pour remplir sa mission providentielle. Il comptait 16 traversées transatlantiques à une époque où une seule était une merveille. Il avait fait un grand nombre de voyages en Espagne; pendant 66 ans, il avait prêché l'Évangile dans les Antilles, au Pérou, au Mexique, à Nicaragua, à Guatémala, à Chiapa, au milieu de dangers toujours imminents et en butte à la haine des hommes puissants dont il dénonçait les crimes. Il avait toujours montré une âme sublime, une vertu et un caractère à toute épreuve. Mais ce grand homme touchait à la fin de sa glorieuse carrière. Il mourut à Madrid, à l'âge de 92 ans.

De Paw, et après lui Raynal et Robertson, ont reproché à Las Casas d'avoir établi dans le Nouveau-Monde le commerce des esclaves africains et d'être ainsi l'auteur de la traite des noirs. Mais le docteur Funes, doyen de la cathédrale de Cordoue de Tucuman, le docteur Mier, chanoine de Mexico, l'abbé Grégoire, dans un mémoire lu à l'Institut le 13 mai 1801, enfin Llorente, ont démontré que cette accusation n'avait pas le plus léger fondement.

Las Casas a écrit un très grand nombre d'ouvrages. Les plus célèbres sont : l'*Histoire générale des Indes* et le *Traité sur le pouvoir des rois*. Voir *Obras*, etc. (Séville, 1552, in-4°).

Llorente a publié les œuvres de don Barthélemi de Las Casas, Paris, 1822, 2 vol. in-8°. L. C.

LAS CASES (Auguste-Dieudonné-Emmanuel, comte de), l'auteur pseudonyme d'un des ouvrages les plus populaires du commencement de ce siècle, l'*Atlas historique de Le Sage*, l'historiographe de Napoléon à Sainte-Hélène, et l'un des fidèles compagnons de sa captivité, naquit, en 1766, au château de Las Cases, près de Revel (Haute-Garonne), de la même famille, dit-on, que le vertueux évêque de Chiapa, l'immortel apôtre des Indes (*voy.* Las Casas). La branche à laquelle appartient M. de Las Cases rentra en France dès l'année 1230, fait qui se trouve mentionné dans une *Chronique languedocienne*, au sujet d'un seigneur Pons de Las Casas, dit *le Vrai chevalier, la Fleur de noble famille*, qui vivait en 1560.

Après avoir fait de brillantes études chez les Oratoriens, au collége de Vendôme, le jeune Las Cases fut admis à l'École militaire et bientôt il passa à l'École de marine. Au bout de quelques campagnes, son instruction le fit nommer lieutenant de vaisseau, à 23 ans seulement.

On sait quel était, en général, au commencement de la révolution, l'engouement des officiers de mer pour les idées aristocratiques: M. de Las Cases, qui les partageait, fut des premiers à émigrer. Il fit, dans l'armée de Condé, la campagne de 1792; puis, ayant suivi le comte d'Artois à Quiberon, il fut ramené de l'Ile-Dieu en Angleterre, où, jusqu'à la paix d'Amiens, il trouva un refuge.

Profitant de l'amnistie proclamée après le 18 brumaire, il rentra en France; mais il demeura à l'écart pendant près de six

ans, uniquement occupé de travaux littéraires et de la composition de son *Atlas historique*, qu'il publia sous le nom de *Le Sage*. La vogue de cet ouvrage, secondée par l'éclat d'une démarche chevaleresque de l'auteur, qui s'embarqua comme volontaire pour aller à la défense de Flessingue attaquée par les Anglais, appela enfin sur lui l'attention de Napoléon, qui se l'attacha en qualité de chambellan.

Bientôt après, M. de Las Cases joignit à ce titre celui de maître des requêtes au conseil d'état; il fut successivement chargé de diverses missions au dehors, et à l'intérieur, de celle de visiter les établissements publics de bienfaisance. En 1814, l'empereur le nomma colonel de la 10e légion de la garde nationale de Paris.

A la restauration de 1814, M. de Las Cases s'abstint de toute participation aux affaires politiques et se retira en Angleterre. En 1815, Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, le nomma immédiatement chambellan et conseiller d'état, et, après le désastre de Waterloo, il l'agréa parmi les compagnons de son exil. Une mesure de police le sépara de l'empereur, en novembre 1816; on s'empara de ses papiers, et, sous prétexte qu'il dénigrait l'autorité anglaise dans ses correspondances, on le retint prisonnier au Cap de Bonne-Espérance, puis en Angleterre; il ne recouvra sa liberté qu'au bout de 13 mois. Il erra encore sur le continent, et lorsqu'il put enfin rentrer en France, Napoléon était mort. Au moment où l'on arrachait M. de Las Cases de ses côtés, il lui avait écrit ces mots dans une longue lettre que la famille conserve précieusement : « Votre conduite à Sainte-Hélène a été, comme votre vie, honorable et sans reproche; j'aime à vous le dire...Comme tout porte à penser qu'on ne vous permettra pas de venir me voir avant votre départ, recevez mes embrassements, l'assurance de mon estime et mon amitié. Soyez heureux! » De retour dans sa patrie, M. de Las Cases crut accomplir une tâche pieuse en publiant le *Mémorial de Sainte-Hélène*, journal des paroles et des actes de Napoléon sur son rocher d'exil. Cet ouvrage parut en 1823, formant 8 vol. in-8°, avec un atlas.

Depuis 1830, M. le comte de Las Cases a représenté, pendant trois sessions, l'arrondissement de Saint-Denis à la Chambre des députés; il y siége encore dans ce moment (1842) sur les bancs de l'extrême gauche.

Emmanuel-Pons-Dieudonné, baron de Las Cases, fils du précédent, membre de la Chambre des députés, conseiller d'état, commandeur de la Légion-d'Honneur, est né, le 8 juin 1800, à Vieux-Châtel, près de Brest (Finistère). A l'exemple de son père, il a pris soin de retracer avec détail les circonstances de son séjour à Sainte-Hélène, près de l'empereur Napoléon, qui l'employa comme son secrétaire, et auquel il a payé tout aussi largement le tribut de sa reconnaissance pour les témoignages d'amitié et de confiance qu'il en a reçus. Le *Journal écrit à bord de la frégate la Belle-Poule* par M. le baron de Las Cases, Paris, 1841, in-8°, sera désormais le complément nécessaire du *Mémorial*.

Depuis le mois de septembre 1830, M. le baron de Las Cases, qui avait pris une part active à la lutte des trois journées de juillet, représente à la Chambre des députés le département du Finistère. Il y a fait preuve de zèle et d'indépendance sous tous les ministères, et s'est constamment montré le partisan ferme et éclairé des doctrines constitutionnelles que la révolution de 1830 a fait prévaloir. Après avoir été, en 1837, l'un des commissaires chargés de la dernière négociation du gouvernement avec celui d'Haïti (*voy.*), il accompagna, en 1840, M. le prince de Joinville (*voy.*), à qui le roi avait confié la mission sacrée de ramener de Sainte-Hélène la dépouille mortelle de l'empereur Napoléon. M. le baron de Las Cases siége à la Chambre dans le parti conservateur. P. C.

LASCY ou Lacy (Pierre, comte de), descendant d'un de ces barons normands qui débarquèrent en Angleterre avec Guillaume-le-Bâtard, était né à Killidy en Irlande, le 19 ou le 29 septembre 1678. Après la conquête de l'Irlande par Guillaume III (1691), il entra au service de France et suivit le maréchal Catinat au-delà des Alpes. La paix de Ryswick l'engagea à aller chercher ailleurs de nouveaux dangers. Il servit alors l'Au-

triche contre les Turcs. De la Hongrie, le duc de Croy (*voy.*) l'emmena devant Riga qu'assiégeait le roi de Pologne, et il ne se sépara pas de son général lorsque ce dernier eut accepté les propositions de Pierre-le-Grand. Lascy prit part à la bataille de Narva (*voy.*) où le duc fut créé généralissime russe. Devenu colonel, il fut blessé à Poltava, en 1709, et il assista, l'année suivante, à la prise de Riga, dont il fut nommé commandant. Les événements de la guerre ne tardèrent pas à l'appeler en Poméranie où il reçut le grade de général-major (1712), puis en Pologne et devant Dantzig. Il était à peine de retour à Riga, en 1719, qu'il dut se rendre à Saint-Pétersbourg pour prendre part aux opérations contre la Suède. Il fut fait lieutenant général en 1720. Pierre II le choisit pour gouverneur de la Livonie, et sous l'impératrice Anne, il entra en Pologne, conjointement avec Munnich (1733), afin d'assurer l'élection d'Auguste III. Bientôt après, il fut employé contre les Turcs et obtint le grade de feldmaréchal (1737). Après avoir pris Azof, il fit une guerre heureuse dans la Crimée; puis il fut envoyé de nouveau contre les Suédois en Finlande, et retourna enfin dans son gouvernement de Livonie. Il mourut en 1751. *Voir* le journal des campagnes du maréchal Lascy par le prince de Ligne. S.

JOSEPH-FRANÇOIS-MAURICE, comte de Lascy, fils du précédent, naquit à Saint-Pétersbourg, le 21 octobre 1725, mais il fut élevé à Vienne, et entra au service de l'Autriche (1743). Il fit sa première campagne en Italie sous les ordres du général Browne. Nommé capitaine après l'affaire de Velletri, il fut employé dans la guerre contre la Prusse, puis renvoyé en Italie, où il conquit le grade de major sur le champ de bataille de Plaisance. Il était colonel, lorsque éclata la guerre de Sept-Ans. Les services qu'il rendit à Lowasitz, à Hochkirchen, à Maxen et dans une foule d'autres circonstances lui valurent successivement les titres de lieutenant-feldmaréchal, de maître de l'artillerie, d'inspecteur général de l'armée, et, en 1766, de président du conseil de la guerre, poste où il déploya des talents et une activité remarquables. Dans la campagne de 1778, Lascy prit une excellente position sur l'Elbe, près de Iaromierz; et, après la conclusion de la paix de Teschen, il conseilla la construction de la forteresse de Josephstadt sur la frontière de la Silésie. En 1788, il fit encore, comme lieutenant de l'empereur et avec le grade élevé de feldmaréchal, la campagne contre les Turcs; il contribua puissamment à la prise de Sabacz; mais son système de cordons n'eut aucun des heureux résultats qu'il en espérait. Lorsque Loudon (*voy.*) fut mis à la tête de l'armée, Lascy se retira à Vienne, où il mena dès lors une vie retirée. Il mourut, le 24 novembre 1801, universellement regretté. Joseph II, qui l'aimait comme un père, fit placer son buste dans la salle du conseil de la guerre, et sa statue dans la forteresse de Josephstadt. X.

LASSEN (CHRISTIAN), professeur à l'université de Bonn et un des plus savants linguistes de notre époque, est né à Bergen, en Norvège, le 22 octobre 1800. A la mort de son père, il quitta l'université de Christiania pour suivre en Allemagne sa mère que sa santé délicate obligeait à vivre sous un climat plus doux. En 1822, il se rendit à Heidelberg et de là à Bonn, pour suivre les cours de M. A.-W. de Schlegel, qui le prit en affection et lui fit obtenir du gouvernement prussien les moyens nécessaires pour passer deux années à Londres et à Paris. Il se perfectionna dans le sanscrit et dans les autres langues de l'Inde, et se lia avec plusieurs savants, notamment avec M. Eugène Burnouf (*voy.*), qu'il aida à déchiffrer plusieurs manuscrits écrits en pali, langue que jusque-là on ne connaissait que de nom. Le résultat de leurs travaux communs a été publié par la Société asiatique sous le titre d'*Essai sur le pali* (Paris, 1826). De retour à Bonn, M. Lassen se mit à étudier l'arabe et le persan. Pour obtenir le grade de professeur privé, il rédigea et soutint la thèse intitulée *De Pentapotamiâ indicâ* (Bonn, 1827), où il cherche à mettre d'accord les données des écrivains grecs et latins avec les poëmes épiques de l'Inde, éclaircissant bien des points obscurs dans la géographie de ces contrées. Lorsqu'il fut nommé professeur extraordinaire, en 1830, il s'occupait avec M. de Schlegel de la publication de

la grande épopée *Râmâyana* et du recueil de fables *Hitopadesa* (Bonn, 1829-31, 2 vol.), et, bientôt après, il entreprit celle des principaux ouvrages philosophiques des Indiens sous le titre de *Gymnosophista sive indicæ philosophiæ documenta* (1re livr., 1832), avec la traduction latine en regard. Ces importants travaux furent suivis à de courts intervalles des *Institutiones linguæ pracriticæ* (1837), ouvrage indispensable aux philologues; du *Gitagovinda, Jayadevæ poetæ indici drama lyricum*, une des plus belles productions de la poésie lyrique indienne; et d'une *Anthologia sanscritica, glossario instructa* (1838), qui contient une foule de morceaux inédits. Tous ces ouvrages sont des monuments de la sagacité, de la patience et de la profonde érudition de M. Lassen. On peut en dire autant de ses travaux paléographiques. S'il n'a pas expliqué d'une manière parfaitement satisfaisante l'énigme des *Tables eugubines* (*voy.*), il a été plus heureux dans son essai sur les *Inscriptions de Persépolis* (1836). Nous ne parlerons pas des nombreux articles qu'il a insérés dans la *Bibliothèque indienne*, dans le *Musée rhénan*, et dans le *Journal pour la connaissance de l'Orient*; mais nous ne pouvons passer sous silence son *Histoire des rois grecs et indo-scythes de la Bactriane, du Kaboul et de l'Inde* (1838, en allem.), où, mettant à profit les récentes découvertes de sir Al. Burnes et d'autres voyageurs, il a essayé de présenter une histoire aussi complète que possible de ces contrées depuis Alexandre-le-Grand jusqu'à la conquête des Musulmans. M. Lassen travaille actuellement à une syntaxe de la langue sanscrite et à un manuel des antiquités indiennes. L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (Institut de France) l'a choisi pour membre correspondant, en février 1841. E. H-G.

LASSO (Orlando di), ou Orlandus Lassus, un des plus grands compositeurs du XVIe siècle, et le dernier de l'école belge qui se soit illustré, naquit, en 1520, à Mons, dans le Hainaut. Son vrai nom était *Roland de Latter*. La beauté de sa voix le fit enlever, dit-on, plusieurs fois dans son enfance; ce qui est plus certain, c'est qu'elle lui valut la protection de Ferdinand Gonzague, vice-roi de Sicile, qui l'emmena avec lui en Italie, et lui fit donner des leçons de musique. Ayant perdu la voix à 18 ans, il se mit à enseigner la musique, et il trouva dans la profession de cet art des moyens d'existence jusqu'en 1541 où il fut appelé à Rome en qualité de maître de chapelle de Saint-Jean-de-Latran. Mais au bout de deux ans, il retourna dans sa patrie. Il parcourut ensuite l'Angleterre et la France avec J.-C. Brancaccio, visita la Hollande, se fixa pendant quelques années à Anvers, et partit enfin (1557) pour Munich, où le duc Albert le nomma son maître de chapelle. Le roi de France Charles IX l'ayant rappelé à Paris, Lassus était en route pour s'y rendre, lorsqu'il apprit la mort de ce prince. Il retourna donc à Munich, et le duc de Bavière s'empressa de l'attacher de nouveau à sa chapelle. Il mourut dans cette ville en 1595, honoré de l'estime de l'empereur Maximilien lui-même, qui lui accorda des lettres de noblesse. Lassus, qui a le mérite d'avoir amélioré le contrepoint figuré, n'est pas moins célèbre par ses compositions profanes que par ses compositions religieuses. Ses œuvres sont très rares, malgré les nombreuses éditions qui en ont été faites en divers pays. Un recueil de ses motets a été publié par ses fils, sous le titre *Magnum opus musicum* (Munich, 1604, 7 vol. in-fol.). On conserve à la bibliothèque de Munich la collection la plus complète de ses compositions, dont quelques-unes sont encore manuscrites, entre autres les *Sept psaumes pénitentiaux*, écrits sur parchemin.

Lassus a laissé quatre fils, dont l'un, Rodolphe, a été organiste, et un autre, Ferdinand, maître de chapelle du duc Maximilien de Bavière. *C. L. m.*

LATANIER, *voy.* Palmier.

LATICLAVE et Angusticlave, *voy.* Toge.

LATIN (empire), nom que l'on a donné aux règnes de quelques princes d'Occident à Constantinople, de 1204 à 1261. *Voy.* Constantinople (T. VI, p. 640), *empire* Byzantin (T. IV, p. 388), Croisades (T. VII, p. 283), Flandres (T. XI, p. 100), Courtenai, ainsi que

LASCARIS, COMNÈNE, *l'*ANGE, *Michel* PALÉOLOGUE, etc. Z.

LATINE (ÉGLISE), *voy.* ÉGLISE, PAPAUTÉ, UNION, etc.

LATINE (LANGUE). De toutes les langues qui ont été parlées par un grand peuple, il n'en est peut-être pas une seule qui ait exercé une plus grande influence que la langue latine sur le développement de l'esprit humain. Si la langue grecque (*voy.*) peut se glorifier d'une littérature plus riche, plus originale et plus variée, si elle peut réclamer la littérature latine comme sa fille, nourrie par elle, ayant tout reçu de ses mains, ne s'étant jamais affranchie de sa tutelle, et morte avant sa mère, la langue latine peut revendiquer l'honneur d'avoir répandu sur toute la surface de l'Europe la connaissance et la pratique de la science administrative et de la législation, d'avoir ainsi déposé dans la civilisation moderne les plus puissants éléments d'ordre et de stabilité, d'avoir été presque exclusivement, jusqu'à une époque encore peu éloignée de notre siècle, la langue de la religion et de la science, d'avoir donné naissance à la plupart de nos langues vivantes, enfin de contribuer encore aujourd'hui, par la grande place qu'elle occupe dans l'éducation, au développement des idées sur lesquelles s'appuie la civilisation moderne.

Le caractère dominant de cette langue n'est ni philosophique ni poétique. Pauvre en expressions abstraites, et n'employant pas même volontiers celles qu'elle possède, elle se prête difficilement à exprimer les opérations de l'esprit replié sur lui-même. D'autre part, exacte et précise, peu hardie dans ses métaphores, grave et solennelle dans ses formes, elle ne semble faite ni pour la rêverie ni pour l'expression exaltée des passions ; elle conserve souvent quelque roideur dans la causerie et le dialogue. L'action puissante exercée par ses comiques n'a pas été d'assez longue durée, et la vie de famille était à Rome trop peu de chose pour que l'influence des femmes, remarquée toutefois par Cicéron, pût prévaloir sur celle du Forum. Le latin est surtout la langue de la tribune, et même avant d'avoir étudié son histoire, on reconnaîtrait que cette langue a été faite par des orateurs. Ses mots sont simples et d'une composition facile, presque toujours conservant dans leur valeur usuelle l'empreinte fortement marquée d'un sens primitif qui rappelle un objet matériel ou un mouvement du corps, par conséquent expressifs et pittoresques. On y remarque fort peu de ces composés qui sentent l'analyse philosophique, et parlent à la réflexion plus qu'au sentiment et à la passion. Ses constructions sont claires et naturelles en même temps que variées. Ce n'est pas la nature grammaticale du mot qui décide de la place qu'il doit occuper dans la phrase, c'est la valeur de l'idée qu'il exprime, son importance dans le raisonnement ou dans le tableau qu'on veut présenter à l'esprit. La conformité des désinences qui fait reconnaître le rapport des mots, même aux deux extrémités de la phrase, lui permet de plier ses constructions aux besoins les plus divers de l'imagination et de la pensée, et ses participes déclinables rattachent souvent d'une manière élégante à une phrase déjà complète une proposition tout entière. Le latin se prête aisément au développement de la période; il se complaît dans cette forme qui lie les propositions les unes aux autres comme dans une sorte de syllogisme oratoire dont les variétés sont infinies. Toutefois, lorsqu'il a besoin de rapidité, il n'y a pas de langue qui puisse être plus concise. Un verbe y fait souvent une phrase en un seul mot, et pour traduire sans l'allonger la fameuse lettre de César, *Veni*, *vidi*, *vici*, le grec même aurait besoin de se faire violence et de renoncer à ses particules. Moins sonore que le grec, plus monotone dans son accent, plus lourd en général dans la quantité de ses syllabes, le latin sans doute laisse à désirer sous le rapport musical et poétique, mais il a, de toutes les qualités que nous venons d'indiquer, ce qui peut suffire à l'action oratoire.

La question des origines de cette langue, malgré les nombreux travaux de ces derniers temps, en est presque restée aux termes de Denys d'Halicarnasse : *La langue latine n'est ni tout-à-fait grecque, ni tout-à-fait barbare*. La critique moderne, en découvrant dans les langues de

l'Inde la source plus ou moins éloignée de la plupart des langues de l'Europe, y a reconnu celle du latin. Mais les analogies de cette langue avec le grec, tellement nombreuses que l'on a cru pouvoir calquer entièrement une grammaire sur l'autre, autorisent à penser qu'en descendant des langues de l'Inde, la langue latine a traversé la langue grecque, et s'est formée immédiatement du dialecte éolien. Une autre opinion, appuyée sur les savantes recherches de Niebuhr, et qui n'est guère qu'une modification de la première, trouvant dans les débris de l'idiome des Pélasges les traces d'une langue distincte de celle des Hellènes, mais analogue, et particulièrement rapprochée du dialecte éolien, rapporte à cette source l'origine de la langue latine. D'autres enfin regardent le latin et le grec comme découlant parallèlement d'une même source asiatique.

Parmi ces différentes manières d'envisager l'élément grec qui est entré dans la composition du latin, il est difficile de décider en s'appuyant sur des données historiques solides ou sur l'analogie des langues. L'origine des populations italiques est fort incertaine, et les monuments qui nous restent du latin, sous leur forme primitive, appartiennent à une époque trop éloignée de ses premiers temps pour que les rapports, quelque nombreux qu'ils soient, des deux grammaires et des deux vocabulaires, puissent établir avec certitude l'origine grecque de cette langue, et l'on conçoit qu'on veuille attribuer ces rapports en grande partie à l'influence que les lettres et la civilisation des Grecs exercèrent à Rome dès qu'elles y furent connues.

Quant à l'élément barbare, reconnu par Denys d'Halicarnasse, et qu'un assez grand nombre de savants croient avoir été l'élément principal et primitif de l'idiome latin, soit qu'on le cherche dans les langues celtiques et germaniques, soit qu'on le confonde avec cette langue osque (*voy.* ces mots) dont il est bien hardi de vouloir faire la grammaire quand on est si peu avancé dans l'interprétation des monuments, on revient toujours à une origine orientale. Ainsi l'opinion qui regarde l'osque comme la langue primitive du Latium (*voy.*) rentre dans celle qui veut que le latin dérive immédiatement du sanscrit, ou d'une autre langue asiatique.

Dans ce système, en effet, l'osque et le latin n'étaient que deux dialectes d'une même langue. Le premier, refoulé par la langue grecque à mesure que des colonies nouvelles venaient s'établir sur les côtes, et, d'un autre côté, par le dialecte latin que les Romains portaient partout avec leurs armes, finit par disparaître vers le 1er siècle de l'ère chrétienne, longtemps après que l'existence nationale des peuples qui le parlaient eut été détruite. L'autre, placé au point de contact où se rencontraient plusieurs races et plusieurs idiomes, parlé d'ailleurs par cette population mélangée de Rome qui se faisait gloire d'admettre les améliorations en tout genre, se perfectionna rapidement au contact de la langue grecque, et devint capable de produire d'admirables monuments littéraires.

Ce système se présente sans doute avec bien des caractères de vraisemblance, mais sans plus de certitude que les deux premiers, et il a besoin de s'appuyer encore sur des faits plus nombreux et mieux établis. Surtout il est difficile d'admettre entre l'osque et le latin une telle analogie, qu'on ait pu se comprendre d'un dialecte à l'autre. Plusieurs passages d'auteurs anciens distinguent formellement les deux idiomes; Caton va jusqu'à repousser comme une calomnie des Grecs l'origine opique ou osque des Romains, et l'idée que les atellanes (*voy.*) étaient ordinairement représentées en osque sur les théâtres de Rome, et cependant comprises des spectateurs, ne repose, comme on l'a déjà fait entrevoir dans l'article cité, que sur une fausse interprétation d'un passage de Strabon. Il est encore plus impossible d'admettre l'existence d'une prétendue langue rustique ou patois, distincte de la langue de la ville, qui aurait eu ses règles particulières et n'eût été qu'une modification moins éloignée de la langue osque. Les faits qu'on a prétendu citer à l'appui de cette hypothèse prouvent seulement : 1° que chez les Romains, comme ailleurs, le langage était moins pur à la campagne et dans les der-

niers rangs de la société; 2° que la langue latine avait un plus ou moins grand nombre de mots qui appartenaient également aux autres langues ou dialectes de l'Italie.

Quant aux systèmes qui font dériver la langue latine d'une origine celtique ou germanique, tout ce qu'on pourrait leur accorder, c'est que cette filiation, si elle existe, est bien éloignée. Les mots qui appartiennent évidemment à ces deux origines, à l'exclusion du grec, sont si peu nombreux en comparaison des mots grecs, qu'il est difficile de s'arrêter à cette opinion. Nous ne citerons guère que pour mémoire celle qui attribue l'origine du latin à la langue des Turseni ou Tusci (*voy.* Étrusques), peuple venu, dit-on, des Alpes rhétiennes à l'époque de l'invasion celtique. C'est une de ces hypothèses pour lesquelles on peut dépenser beaucoup d'érudition et d'esprit sans réussir à leur donner une véritable valeur historique.

En résumé, ce qu'il y a de certain, au milieu de tant de systèmes, c'est 1° l'origine asiatique de la langue latine; 2° la réunion, dans cette langue, de deux éléments, l'un grec, l'autre barbare et probablement osque; celui-ci plus ancien peut-être, celui-là plus influent, parce qu'il appartenait à une civilisation plus développée.

La grammaire est grecque, et c'est encore aux Grecs que les Latins ont dû l'écriture et l'alphabet. Nous ne voyons pas, en effet, de motifs sérieux pour contester l'authenticité de l'ancienne tradition qui rapporte aux Arcadiens ou aux Pélasges l'introduction de l'alphabet. Plusieurs grammairiens latins disent que, dans l'origine, il ne se composait que de 16 lettres; et selon Tacite et Pline, l'alphabet grec, dans les temps les plus reculés, n'en comptait pas davantage. Il est difficile de décider quelles étaient ces 16 lettres. Ce qu'il y a de certain, c'est que le plus ancien monument authentique et original de la langue latine, l'inscription du tombeau de Scipion Barbatus, consul en l'an de R. 456, donne toutes les lettres de l'alphabet latin, à l'exception des lettres *h*, *k* et *x*, et qu'il remplace cette dernière lettre par le *c*. L'*h* et l'*x* se retrouvent dans le sénatus-consulte sur les bacchanales, qui est de l'an 568. Ainsi l'alphabet latin se trouve complet dès cette époque; il se compose de 21 lettres, dont deux, *i* et *u*, sont à la fois voyelles et consonnes. Toutes les lettres avaient les mêmes noms qu'elles ont encore chez nous, à l'exception de l'*h*, dont le nom se prononçait *ha*. Au temps d'Auguste, on ajouta deux autres signes, *y* et *z*, qui conservèrent leurs noms grecs et ne furent employés que pour les mots grecs. Ces lettres n'étaient point considérées comme latines, et Quintilien appelle l'*x* la dernière lettre de l'alphabet romain. Claude essaya d'ajouter trois autres signes; mais cette innovation n'eut de durée que celle de son règne. Enfin, pour indiquer tous les rapports qui existent entre le grec et le latin, nous retrouvons encore, à l'origine de la langue latine, l'ancienne manière d'écrire des Grecs, boustrophédon (*voy.*), d'où vient, dit-on, l'étymologie du mot *versus* et de quelques autres.

Quoi qu'il en soit de l'origine du latin, cette langue ne tarda pas à se modifier par ses rapports avec toutes les populations voisines. Nous ne pouvons juger que par conjecture des changements qu'elle subit jusqu'aux guerres puniques. Tous les monuments antérieurs à ceux que nous avons cités ne nous sont arrivés qu'après des transcriptions successives qui ont pu les altérer. Nous savons seulement, par le témoignage de Polybe, que certains monuments de l'ancienne langue étaient déjà inintelligibles pour les Romains de son temps. Remarquons cependant que les lois des XII Tables (*voy.*) et les annales des pontifes paraissent avoir été généralement comprises; peut-être, il est vrai, avaient-elles été modifiées quand on en rassembla les débris après la prise de Rome. Il semble toutefois que ces changements de la langue se bornèrent à quelques modifications dans l'orthographe, et à l'introduction d'un certain nombre de mots nouveaux empruntés à des langues qui, pour la plupart, avaient quelque analogie avec le latin, de sorte que le caractère primitif de la langue et sa grammaire n'en durent pas être altérés.

Dans cette première période, si nous

en jugeons par les ouvrages écrits dans le siècle suivant, le langage, limité comme les besoins du peuple qui en fait usage, n'est riche qu'en termes de guerre, d'agriculture et de droit. Les métaphores sont généralement puisées à ces sources, ou empruntées à l'aspect général du pays, de la mer, des plaines, des montagnes. Quelques-unes sont tirées de la chasse, mais en moins grand nombre que dans notre langue; dans la suite, elles continuèrent d'être le plus ordinairement puisées dans les mêmes idées.

Un fait bien important dans l'histoire de la langue latine, c'est sa propagation dans tous les pays où la langue grecque n'était pas en usage. Dès cette première époque, la langue est propagée par la guerre et par l'établissement des colonies romaines et latines dans les pays conquis. Elle se maintint dans ces colonies, parce qu'il n'y avait pas moyen de parvenir aux honneurs sans la parler. Même chez les alliés, qui n'avaient pas le droit de cité, on avait intérêt à la connaître. C'était la langue d'un maître avec lequel on se trouvait en contact tous les jours, qui affecta longtemps de n'en point parler d'autre, et se servait d'interprètes même avec ceux dont il savait parfaitement la langue. Néanmoins les populations italiques conservaient encore toutes leurs différents idiomes; Rome n'éprouva le besoin d'assurer sa puissance en Italie, par l'unité du langage, que quand elle étendit ses conquêtes hors de la péninsule.

Le contact des populations grecques que Rome avait rencontrées dans le sud de l'Italie, avait dû sans doute agir déjà sur la langue latine; ce ne fut toutefois que dans la période suivante que l'influence de la langue grecque se fit plus fortement sentir. Étudiée, parlée, écrite par tous les Romains instruits, elle fut, pour leur langue encore pauvre, une source où l'on puisa continuellement des mots et des locutions nouvelles. Dans les premiers temps de cette ferveur pour les études grecques, quelques écrivains, comme Pacuvius, allèrent même au-delà des bornes raisonnables. Ils méconnurent le génie de la langue et voulurent donner au latin, formé du mélange de plusieurs idiomes et parlé par des hommes d'action, cette facilité de former des mots composés, qui n'appartient qu'à des langues plus homogènes et à des peuples familiarisés avec l'analyse de la pensée. Cette tentative, qu'on a comparée avec raison à celle de Ronsard et de son école (*voy.* T. XI, p. 449), ne laissa que peu de traces, surtout dans la prose. La poésie n'usa même qu'avec réserve de cette ressource, et la philosophie, quand elle écrivit en latin, aima mieux latiniser des mots grecs que de combiner des racines latines pour former des expressions nouvelles. Cependant la langue devint plus régulière et plus élégante; les vieilles formes, sans analogie avec les formes grecques, s'effacèrent et disparurent; mais la langue conserve encore à cette époque une physionomie plus originale, elle est moins grecque qu'au siècle d'Auguste, et Cicéron n'hésite pas à dire que le siècle des Scipions est le siècle de la véritable latinité.

La langue de la conversation, qui fut perfectionnée la première, est déjà faite, et à l'exception de quelques formes grammaticales, elle n'alla pas dans la suite au-delà de ce qu'elle est dans Plaute et dans Térence. Dans l'intérieur des familles, l'influence des femmes sur l'éducation maintenait la pureté de la véritable langue latine, mêlée à quelques formes de l'ancien langage, qui avaient alors les grâces naïves du vieux temps. La langue oratoire vint ensuite. Déjà riche d'images dans le style familier, piquant et énergique du vieux Caton, elle s'essaye bientôt aux développements passionnés; puis elle aspire, même avant le temps des Gracques, à un mérite d'artiste, et devient curieuse d'élégance et d'harmonie. Elle était faite à la fin de cette période, quand Cicéron la reçut des mains de Crassus (*voy.* tous ces noms) pour la plier, dans ses éloquents discours, à toutes les exigences de l'oreille, de la passion et de la pensée.

Les travaux des grammairiens commencent déjà vers cette époque : on étudie les vestiges de l'ancien langage, on s'occupe d'étymologies; le maître de Varron, Ælius Stilon, vivait avant la mort de Sylla.

Cependant continuait cette marche

envahissante de la langue latine qui suivait de loin le progrès des armes romaines. Elle devient la langue officielle des municipes de l'Italie, qui tantôt sollicitent comme un privilége le droit de l'employer, tantôt la reçoivent comme une des conséquences de leur dépendance. Ils y renoncèrent dans la guerre sociale, comme à un signe de servitude; mais après la défaite, l'usage des langues nationales fut abandonné plus complétement encore qu'auparavant. Les dialectes italiques, préparés par leur analogie même avec le latin à se fondre plus aisément dans cette langue, disparurent tout-à-fait et il ne reste plus de traces de l'osque que dans les farces atellanes. Chez les peuples même dont la langue était tout-à-fait différente, chez les Gaulois d'Italie, par exemple, et chez les Étrusques, l'influence de la conquête et la supériorité de la civilisation romaine produisirent des résultats identiques. Les Gaulois devinrent même assez promptement des parleurs habiles et donnèrent à Rome son premier rhéteur. Ainsi, à la mort de Sylla, qu'on peut assigner comme terme de la seconde période, il n'y avait plus en Italie que deux langues officielles, le latin et le grec. La langue étrusque, conservée par les livres sacrés, était à peine parlée depuis les effroyables dévastations de Sylla. De toutes ces contrées où pénétrait la langue latine, revenaient naturellement à Rome des mots nouveaux, mais en petit nombre. On aurait peine à signaler quelques locutions tirées de ces sources étrangères, et la langue eut moins à souffrir de ce mouvement que le goût; cependant cette sorte d'influence même fut plus sensible dans la période suivante.

Le temps qui s'écoule de la mort de Sylla à la mort d'Auguste est, pour nous servir de l'expression usitée, l'âge d'or de la langue latine. Mais alors commencent déjà les symptômes de décadence, et cette période elle-même pourrait se diviser en deux parties, la fin de la république et le commencement de l'empire. Jusqu'à l'avénement d'Auguste, la langue latine avait été faite surtout par les orateurs; les études littéraires et la culture de l'esprit l'avaient polie; la pratique des affaires l'avaient rendue forte et vivante, digne et populaire à la fois. Sous l'empire, la vie publique disparaît, la vie littéraire et l'usage de la cour maintiennent la pureté du langage; mais rien ne vient l'alimenter et le nourrir. Dans la première partie de ce siècle, la langue oratoire se développe dans tout l'éclat de ses richesses acquises, auxquelles se joint, pour la première fois, un fond d'idées philosophiques qui la féconde encore et l'élève. La langue philosophique, timidement essayée par quelques épicuriens, se forme dans les écrits de Lucrèce et de Cicéron (*voy.* ces noms); mais la précision rigoureuse du premier ne s'appliquant guère qu'à un ordre d'idées toutes matérielles, n'ajoute pas beaucoup aux richesses de la langue, et quoique Cicéron ait exposé tous les systèmes et qu'il connût parfaitement toutes les ressources des deux idiomes, il y a tant de souplesse dans son langage d'orateur, et un si grand besoin d'élégance et d'harmonie dans son esprit d'artiste, qu'il réussit à faire comprendre sa pensée quand les mots lui manquent et plie la langue oratoire à l'expression de ses idées plutôt qu'il ne fait la langue philosophique. Aussi reste-t-elle, après ces deux auteurs, plus élégante qu'exacte et étendue. La langue poétique, déjà souple et gracieuse dans les sujets légers, devient assez flexible, assez riche et assez harmonieuse pour aborder la haute poésie lyrique et se montrer élégante et noble, riche en images, et féconde en effets de versification dans l'épopée. Il lui manque toutefois cette simplicité et cette franchise qu'une langue employée si longtemps par les orateurs, et déjà travaillée par les grammairiens, n'avait pu conserver, et que pouvait encore moins lui rendre l'imitation d'une école raffinée comme celle des alexandrins. Dans quelques-uns de ces poëtes, et particulièrement dans Horace, elle est remplie d'hellénismes dont la plupart lui sont restés, mais qui lui ôtaient de plus en plus cette physionomie vraiment latine que regrettait déjà Cicéron. Ces traits s'effacent encore à mesure que la langue s'étend dans les provinces. Il y avait déjà longtemps qu'on avait distingué l'*urbanité*, c'est-à-dire l'allure et le tour dégagés et faciles que le langage avait à Rome, non pas seulement de la *rusticité*,

mais encore de l'élégance un peu roide ou étudiée qu'on apportait des municipes et des provinces. Quand la littérature devient en quelque sorte plus provinciale, la langue prend, pour ainsi dire, un goût de terroir, et l'atticisme sévère de Pollion trouve dans Tite-Live lui-même de la *patavinité*. L'influence des écoles qui se multiplient, celle des déclamateurs (*voy.* ce mot), des lectures publiques, jointes au silence de la tribune, rendent de jour en jour la langue plus savante et moins franche. On commence alors à se rejeter sur le passé. L'usage des archaïsmes maladroitement essayé par Sisenna est presque mis à la mode par Salluste, et deux écoles rivales, celle des *attiques* et celle des *asiatiques*, nous montrent une simplicité trop nue en face de la recherche la plus bizarre et la plus ridicule dont quelques fragments de Mécène, cités par Sénèque, peuvent nous donner une idée. Les travaux des grammairiens prennent plus d'importance. Varron rédige son grand traité sur la langue latine, et César (*voy.* ces noms) lui-même n'avait pas dédaigné d'examiner la question intéressante de l'analogie et de l'usage. A la fin de cette période, Verrius Flaccus composa un lexique, aujourd'hui perdu, dont celui de Festus (*voy.*) n'était que l'abrégé.

Si les travaux des grammairiens faisaient les langues, celle de Rome, à partir du siècle d'Auguste, eût marché de progrès en progrès. Mais c'est la vie d'un peuple qui fait sa langue, et à mesure que la nation perd de sa grandeur, la décadence littéraire suit la dégradation des caractères et de la société. De Tibère au siècle des Antonins, l'éclat et la politesse de la cour des Césars, l'importance que plusieurs d'entre eux attachaient à la littérature, maintiennent l'élégance, et jusqu'à un certain point la pureté du langage. Mais la décadence était déjà partout. L'abaissement des caractères, la servilité des grands, la bassesse de leurs flatteries, l'enthousiasme de commande, l'élan sanguinaire des délateurs, entretenaient dans le style une chaleur factice qui usait promptement les expressions les plus fortes et poussait d'exagération en exagération. Cette tendance n'était que trop bien secondée par l'influence croissante des déclamateurs, qui, de tous les coins du monde, apportaient à Rome les défauts de leurs pays. Les Gaulois dénaturaient le langage par l'abus des figures et des antithèses, par la recherche de la finesse et du trait. Les Asiatiques y mettaient leur enflure vide, leurs effets outrés, leurs ornements de mauvais goût; tandis que l'école espagnole, dont l'influence commence même avant Sénèque dans la personne de Porcius Latro, apportait à son tour la violence, l'exagération et l'emphase. Chez un grand nombre, au contraire, la mollesse et l'habitude de la débauche énervaient l'expression de la phrase et l'harmonie du vers. A la cour de Néron, Virgile semblait dur et raboteux. A tout cela joignez des causes d'une autre nature, la manie de l'imitation, avec le désir, toutefois, d'enchérir sur le modèle; l'emploi multiplié de mots complétement grecs avec leurs formes grammaticales. Il arrivait, en un mot, tout ce qui doit arriver quand une langue, parvenue à une certaine perfection, ne peut plus guère acquérir sans renoncer à son caractère, et qu'elle se trouve tiraillée en tous sens par des écrivains qui n'ont ni idées élevées, ni but sérieux, n'écrivant que pour user leurs loisirs et pour briller.

Quelque chose de grand pouvait naître du stoïcisme, si les défauts de l'école ne s'y étaient mêlés. Toutefois, cette philosophie qui ne sortait guère de la morale, et par conséquent trouvait dans la langue tous les mots qui lui étaient nécessaires, lui donna souvent un ton noble et énergique; et ce fut elle qui l'empêcha de s'étioler entièrement dans les savantes puérilités des écoles. De nombreux historiens, la plupart hommes politiques, lui conservèrent des habitudes sérieuses; l'étude du droit, avec son respect religieux pour les textes, sauva de l'oubli beaucoup de traditions du bon langage. Il s'éleva de temps à autre quelques hommes de goût qui rappelèrent aux vrais modèles, et la langue admirable de Tacite se ressent à la fois et de la réforme de Quintilien (*voy.*), et de la vigueur que le stoïcisme avait donnée au langage, et de cette netteté d'idées qui naît de la pratique d

la vie positive et des affaires. Le coloris brillant des déclamateurs et le besoin du trait s'y font sentir comme on retrouve leur véhémence emphatique dans Juvénal, et leur esprit recherché dans Pline-le-Jeune. *Voy.* ces noms.

A partir des Antonins, la langue latine n'acquiert plus rien que ce qui doit la défigurer et la perdre. Elle se traîne dans les écoles, occupée d'études minutieuses et sophistiques tout-à-fait étrangères au génie romain, et par conséquent à celui de la langue. Aussi dans cette invasion de la scolastique des Grecs, le grec est autant que le latin la langue de Rome, et le latin même est envahi de tous côtés par un torrent de locutions et de mots africains, gaulois, espagnols. Ce n'est pas à Rome, au milieu de ce concours d'étrangers et de soldats parvenus, c'est dans les provinces depuis longtemps livrées à la culture des lettres, c'est dans l'Espagne et dans la Gaule surtout, à Bordeaux, à Autun, que la langue est parlée avec le plus d'élégance et de pureté, mais toujours pleine de faux et de vide. Noyée dans des flots de périphrases et de métaphores, traînée par les rhéteurs d'adulations en adulations, perdue dans des discussions philosophiques et religieuses pour lesquelles elle n'était pas faite et qui la remplissent d'expressions et de locutions abstraites, elle tombe dans cet état de décrépitude appelé basse et moyenne latinité (*voy.* plus loin), auquel se rattache toutefois un grand intérêt par la formation des langues modernes.

Ce siècle est celui de la plupart des grammairiens qui nous sont restés et dont les travaux rassemblés dans la collection de Putsch* et dans celle que poursuit M. Lindemann, n'ont pas besoin d'être énumérés ici. *Voy.* GRAMMAIRE, T. XII, p. 725**. J. R.

(*) *Grammaticæ latinæ auctores antiqui*, Hanau, 1605, in-4°, ouvrage auquel il faut joindre le suivant : *Auctores latinæ linguæ in unum redacti corpus* (Genève), 1584, in-4°. S.

(**) Après la renaissance, les premières grammaires latines dont le souvenir mérite d'être conservé, furent celles de Sanctius (Salam., 1587), de Scioppius (Milan, 1628), de Vossius (Leyde, 1607), de Cellarius (Merseb., 1659; nouv. éd., par Gesner, Gœtt., 1740), etc. La *Méthode de Port-Royal* (Paris, 1644, etc., *voy.* aussi LECLERC) et ensuite la grammaire de Lhomond, furent en

LATINE (LITTÉRATURE). La littérature latine se ressent des qualités de la langue et de celles du peuple auquel elle appartient. Rome, qui vit surtout pour l'action, ne voit dans les idées qu'un instrument de domination et de puissance. Elle réfléchit pour soumettre, conduire et organiser. Aussi sa littérature est-elle éminemment positive, et pour ainsi dire pratique. La poésie est à Rome une importation étrangère; l'éloquence et l'histoire sont des fruits du sol, des conséquences de l'organisation de la société. Lorsque tous les genres sont cultivés, la connaissance du cœur humain fait encore le principal mérite de la littérature latine. Ce qui la distingue peut-être par-dessus tout, c'est ce bon sens parfait et cette justesse d'esprit dont ses meilleurs critiques ont fait la base de l'art d'écrire et la première condition du talent. Elle n'admet rien de fantastique, rien qui s'écarte de la vie réelle; elle craint l'excès plus que la froideur, et pour elle la première de toutes les règles est celle qui prescrit d'éviter les extrêmes. Dans les genres sérieux, pleines de grandeur et de fermeté, mais toujours un peu en scène, donnant beaucoup aux dehors, elle fait tout pour

France les livres élémentaires dont on se servit le plus longtemps pour l'enseignement du latin. Ils ont été remplacés depuis par la grammaire de M. Dutrey, et surtout par celle de M. Burnouf (Paris, 1841, in-8°). Mais, à l'époque contemporaine, c'est à l'Allemagne que nous devons les meilleures grammaires latines. M. Grotefend (*voy.*), qui s'est livré à de savantes recherches sur la langue ombrienne, a aussi donné une nouv. édition (7e éd., 1817, 2 vol. in-8°) de la grammaire latine de Wenck (Francf., 1791), dont celles de Schneider (Berlin, 1819), de Schulz, de Zumpt (grande et petite gramm., Berlin, 1818 et suiv.), de Ramshorn (Leipzig, 1824), etc., ont aujourd'hui pris la place, souvent remaniées comme elle dans de nouvelles éditions.

Quant aux dictionnaires, nous avons parlé sous ce mot des grands travaux lexicologiques sur la langue latine, et le lecteur peut consulter en outre les articles ESTIENNE (*Rob.*), GESNER (*Jean-Math.*) et FORCELLINI. Le Lexique cicéronien de Nizolius (Brescia, 1535) et le *Thesaurus eruditionis scholasticæ* de Faber (Leipz., 1571, et souvent depuis) méritent aussi d'être mentionnés. Dans nos écoles françaises, on se sert du Dictionnaire latin de Noël, comme en Allemagne de ceux de Scheller, de Lunemann, de Kærcher et autres.

Enfin, pour ce qui est des dictionnaires poétiques, nous en avons suffisamment parlé au mot GRADUS AD PARNASSUM. J. H. S.

le public. Dans les genres légers, où les convenances de la vie politique ne la retiennent plus, elle a l'esprit que donne l'expérience du monde, l'habitude d'une société polie et cultivée, la connaissance des passions; mais elle a en même temps les sentiments grossiers d'une civilisation matérialiste et la licence des camps.

L'histoire de cette littérature se divise naturellement en deux grandes périodes, séparées par la révolution qui donna l'empire à Auguste. Rome libre cultive de préférence et presque exclusivement les genres qui se rattachent à la vie politique; l'éloquence y domine; Rome sous les empereurs donne plus aux sentiments individuels : c'est le tour de la poésie et de la philosophie. Chacune de ces périodes peut encore se diviser en deux parties : 1° Rome libre abandonnée à son propre génie, et Rome libre sous l'influence du génie grec; 2° Rome sous les Césars et jusqu'aux Antonins, conservant la physionomie et l'esprit romain, mais de plus en plus *grécisé;* puis, à partir des Antonins, Rome devenue, selon son expression, *le monde*, soumise à des empereurs presque tous étrangers à l'Italie, les uns grecs, les autres barbares, perdant peu à peu son caractère sous l'influence non plus seulement de la Grèce, mais de l'Orient, du christianisme et des Barbares, jusqu'au moment où ces derniers achèvent sa ruine.

Dans cette division, nous n'avons guère tenu compte que de Rome. En effet, quoique la langue latine ait été parlée dès l'origine hors de Rome, cette ville a tellement réduit à rien tous les peuples du Latium et de l'Italie, que son esprit influa seul sur les destinées de sa littérature. Bien qu'il y eût plus d'instruction peut-être et plus d'amour des lettres dans les municipes, Rome seule leur donnait le ton. Presque tous les écrivains qui ont illustré les lettres latines, tous, peut-être, à l'exception de César, étaient nés hors de ses murs; mais c'est à Rome que tous ces écrivains, péligniens, volsques, sabins, campaniens, gaulois, se sont formés, et qu'ils ont composé leurs ouvrages. Il en fut de même sous l'empire, tant que dura la suprématie de Rome, et les écoles nombreuses fondées dans les provinces ne substituèrent leur influence à la sienne qu'après le règne de Constantin.

I. La première période est presque sans littérature. Rome, formée par l'amalgame de populations différentes, qui se rencontraient près du Tibre, sans cesse recrutée parmi elles par la guerre et l'adoption des vaincus, ne forme un peuple que par la force de ses institutions. Son unité est dans la nécessité de la défense commune, par conséquent dans la discipline militaire, dans l'*imperium*. Elle a des lois avant d'avoir des mœurs; la cité naît avant la famille. Dans une pareille société, l'ensemble était tout, l'individu rien : aussi tout ce qui tient à l'organisation sociale se développe assez vite. Les Romains ont cultivé de bonne heure, et poussé plus loin que tout autre peuple, la science du droit et celle de l'administration. Quant à la culture de l'esprit et au développement individuel des facultés, Rome n'y songea que quand elle n'eut rien de mieux à faire, comme le père de famille du vieux Caton : *Ne cessetur, munditias facito.*

Ce n'est pas que son berceau n'ait été jusqu'à un certain point entouré de traditions poétiques; mais il semble qu'elle prenne cette poésie autour d'elle pour la réduire à la prose. On trouve dans les premiers temps quelques chants comme ceux *des Saliens* et *des Arvales*, empruntés probablement aux nations étrangères; on les répète sans y rien ajouter, sans y rien changer, et, dans les derniers temps, sans y rien comprendre. Quelques chants grossiers paraissent s'être fait entendre autour du char des triomphateurs; on assure même que, dans les festins, on chantait des vers en l'honneur des grands hommes. Rien de tout cela ne s'est développé; tout est si bien resté dans l'enfance, que l'existence même de ces chants est assez douteuse, et que l'usage au moins en avait disparu, lorsqu'au VI^e^ siècle de Rome, les Grecs lui donnèrent une poésie par l'imitation. On cite encore les *vers des devins;* mais ces vers faisaient partie des superstitions étrangères interdites à Rome. On les apportait probablement des villes voisines, et le sénat les faisait brûler. Les *chants magiques* appartenaient surtout aux Marses et aux Sabins. Les *Nénies*, ou chants

funèbres, étaient fort peu de chose, et quelques vers de chansons populaires sur l'agriculture sont d'une date bien incertaine. Tout cela était écrit dans un rhythme grossier, appelé vers saturnien, qu'on essaya de ramener plus tard à la mesure des vers grecs.

Ce qui prouve l'esprit prosaïque de Rome, c'est que le seul genre de poésie qui se développe chez elle spontanément, c'est la poésie moqueuse. La moquerie lui donne, dans les *vers fescennins* (*voy.*), sa première poésie lyrique. Elle fait naître de ces mêmes vers un théâtre bouffon qui survit au théâtre sérieux et traverse les siècles pour produire plus tard la *commedia dell' arte*. Elle prépare enfin par ces mêmes vers le seul genre vraiment original que Quintilien ose réclamer pour Rome, la *satire*. *Voy.* ce mot.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est que ce peuple, qui confiait si peu de choses à la poésie, tenait cependant beaucoup à son passé. Les rites du culte public, les décisions des jurisconsultes, les noms des magistrats, les traditions relatives à l'exercice des magistratures, les généalogies des familles, tout cela se conservait avec un soin religieux. Les pontifes rédigeaient des espèces d'*annales*. Voilà les origines de l'histoire. Elles sont bien étrangères à la poésie.

L'éloquence non plus n'a pas manqué à Rome. Dès sa fondation, les délibérations du sénat, les diètes des villes fédérées, les assemblées pour le vote des lois, étaient déjà des occasions de parler en public. Les funérailles d'un noble ne se passaient pas sans éloge funèbre. Cicéron croit que l'éloquence a dû jouer un rôle dans l'expulsion des rois : il est certain qu'au moins l'éloquence politique naquit dès qu'il exista des tribuns. Quant à l'éloquence judiciaire, il est difficile de penser que, dans les causes publiques et les jugements populaires, des hommes accoutumés à compter sur la parole dans les assemblées politiques n'aient pas essayé d'en faire usage devant le même peuple réuni en assemblée judiciaire.

Sans doute l'éloquence de ces premiers temps n'était pas cette éloquence savante et cette parole d'artiste que faisaient entendre plus tard les élèves des rhéteurs grecs (*voy.* ÉLOQUENCE). Mais trouvant de fréquentes occasions de s'exercer, elle dut rencontrer peu à peu les principes les plus importants de l'escrime oratoire. Peut-être l'habitude de conserver les éloges funèbres avait-elle conduit à conserver les discours écrits. Cicéron nous atteste qu'on avait le discours prononcé par le vieil Appius pour détourner de faire la paix avec Pyrrhus. Or, dès que l'on conserva les discours, on dut étudier un commencement de composition oratoire et de style.

On pourrait être tenté de croire, avec Cicéron, que la philosophie de Pythagore pénétra à Rome pendant ses premières années. Sa renommée y parvint sans doute, puisque, l'an 411, on lui érigea une statue comme à l'un des deux citoyens les plus illustres de la Grèce; mais on en avait probablement entendu parler comme d'un sage qui avait donné des lois à un grand peuple : aussi fit-on Numa son disciple. Les traces que Cicéron croit découvrir de son influence sont douteuses, et lui-même n'en parle que par conjecture. On peut affirmer que pendant toute cette période Rome fut tout-à-fait étrangère à la philosophie : sa philosophie à elle, c'était le droit.

Telles furent les richesses littéraires de Rome pendant cinq siècles. Ces commencements permettent de croire qu'elle ne se fût jamais élevée bien haut sans le secours des modèles grecs.

Les expéditions des Romains dans la Grande-Grèce (*voy.*) et dans la Sicile avaient éveillé leur curiosité par l'aspect nouveau d'une civilisation plus brillante et plus polie. La langue grecque, déjà répandue par le besoin de communication entre les deux peuples, initiait quelques esprits aux jouissances nouvelles des études littéraires. Bientôt on entreprit de faire passer les chefs-d'œuvre des Grecs dans la langue romaine. Des esclaves affranchis, que le sort des armes avait jetés dans les fers, et que leur mérite avait rendus à une liberté précaire, quelques Grecs amenés à Rome et vivant dans cet état de dépendance, appelé *clientelle*, qui touchait à la condition d'affranchi, traduisirent d'abord, puis imitèrent les

grands poëtes de leur pays. L'an de Rome 514, un édile crut donner un nouvel intérêt à ces fêtes qui préparaient des suffrages pour la préture, en faisant représenter un drame régulier. Son exemple eut des imitateurs, et la poésie latine commença par le drame, parce que le drame peut se mettre au service d'un intérêt politique.

La comédie réussit d'abord mieux que la tragédie (*voy.* ces mots). Les Romains ne cherchaient dans la littérature qu'un délassement, et la tragédie d'ailleurs devait être bien froide, quoi qu'on en ait dit, auprès des catastrophes terribles dont on voyait la réalité dans les triomphes, et des dénouements sanglants qui terminaient les combats de gladiateurs. Toutefois, dans la deuxième moitié du VI^e^ siècle de Rome, et la plus grande partie du VII^e^, elle jeta un certain éclat, tantôt franche et rude chez l'ancien soldat Ennius (*voy.*), tantôt avec une force un peu plus factice et plus maniérée chez le docte Pacuvius, avec une vigueur un peu tendue et visant à l'effet chez Attius. Mais elle se borna souvent à traduire, d'autres fois elle imita, et fut rarement, peut-être jamais, originale, même lorsqu'elle traita dans quelques occasions des sujets de l'histoire nationale. Peu importait toutefois à la plupart des spectateurs : ce qui leur plaisait surtout dans la tragédie, c'était l'expression des sentiments énergiques ; ils étaient moins sensibles au pathétique et à la pitié. Lorsque la grandeur des théâtres rendit plus difficile d'entendre les paroles et d'apprécier le jeu de la physionomie, la tragédie essaya en vain de se sauver par la pompe des costumes et la richesse des décors ; l'art se perdit alors dans les accessoires, et la tragédie finit par céder presque entièrement la place à la pantomime. Les tragédies qu'on fit dans la suite n'étaient guère destinées qu'à des lectures.

La comédie, reçue avec plus de faveur, parce qu'elle était préparée par les scènes bouffonnes dont nous avons déjà parlé, voulut essayer à Rome les méchancetés politiques de l'ancienne comédie grecque ; mais l'aristocratie réprima bien vite cette tentative dangereuse. Après l'exil du Campanien Névius, Plaute, Cécilius et Térence (*voy.* ces noms) se bornèrent à des peintures générales, et cette prudence tourna au profit de l'art. Il fallut compter sur le talent plus que sur des allusions malignes pour intéresser les spectateurs. Il est vrai cependant que la comédie latine manqua trop de liberté. Elle osait peu toucher, même en général, à la vie romaine, et tout au plus présentait timidement les mœurs du pays sous des noms grecs. Heureusement il y avait assez de rapport entre les deux civilisations pour que cette réserve nuisît peu à la vérité des peintures. Un inconvénient plus grave c'est que la comédie ne pouvait offrir d'autres portraits de femmes que ceux des courtisanes de tout étage, ce qui la fait tomber souvent dans des détails révoltants pour nous. Elle a su pourtant quelquefois se ménager les moyens d'offrir les figures de femmes les plus gracieuses. En général, la comédie latine est pleine de verve et d'esprit dans Plaute, de grâces et de charmes dans Térence. Les caractères y sont légèrement tracés, mais vrais, l'action est vive, les mœurs sont bien peintes, les situations souvent piquantes, et le dialogue, dans Plaute du moins, plein de mordant et d'entrain. La plupart des défauts qu'on reproche à ce comique tiennent à deux causes, l'une c'est l'état même de la société romaine, l'autre la nécessité de plaire à la partie bruyante de l'assemblée, et de satisfaire par des bouffonneries les exigences des derniers gradins. Térence, plus sévère et moins gai que Plaute, vit parfois ses pièces abandonnées pour des funambules, des combats d'ours ou de gladiateurs. La comédie finit même d'assez bonne heure par céder la place au mime et à l'atellane (*voy.*), et, à partir du temps de Sylla, on ne retrouve guère de poëte comique. Voilà peut-être pourquoi Quintilien, connaissant médiocrement l'ancienne littérature, dédaigne, du haut de sa rhétorique, la comédie dont les plus beaux monuments appartiennent aux premiers temps de la littérature. Horace, l'élève un peu exclusif des Grecs, montre la même injustice. Si nous avions le théâtre grec, peut-être en comparant, comme le fait Aulu-Gelle, le modèle et l'imitation, serions-nous aussi sévères.

Presque en même temps que le drame,

naissait à Rome la poésie épique (*voy.* Épopée), favorisée par l'amour-propre national. A peine Livius Andronicus (*voy.*) avait-il traduit l'Odyssée, que le Campanien Névius chanta le dernier triomphe de Rome, la première guerre punique; et bientôt après lui, Ennius embrassa, dans une grande chronique en vers, toute la vie du peuple romain. La poésie prit, dans ces ouvrages, un ton assez élevé. L'invention poétique paraît même avoir tenu assez de place dans le poëme de Névius; mais Ennius donna au sien un caractère historique malheureusement trop conforme à l'esprit positif de Rome. Le merveilleux, d'ailleurs, et l'influence providentielle des dieux auraient eu peu de chances de succès au milieu de l'incrédulité propagée par les Grecs et par Ennius lui-même. Il est remarquable que le premier grand poëte de Rome, le poëte héroïque et tragique de ces anciens temps, Ennius traduisit le traité de l'incrédule Evhémère (*voy.*) sur l'origine des dieux, et un poëme du Sicilien Archestrate sur la gastronomie. Ainsi se trouve, à la naissance de la littérature latine, cet esprit sceptique et moqueur que Voltaire ne mit en vogue chez nous qu'après notre grand siècle littéraire. Ce fut un grand obstacle au développement de l'épopée: aussi Virgile (*voy.*) est-il le seul poëte épique de Rome qui ait fait autre chose que versifier l'histoire ou copier l'épopée grecque.

Aux genres que nous venons de parcourir, si l'on ajoute quelques épigrammes (*voy.*), un ou deux hymnes religieux, quelques causeries en vers sur divers sujets qu'Ennius intitula *satires*, et que Varron imita plus tard dans ses satires Ménippées, on aura tout ce que produisit la poésie romaine jusqu'à la fin du VI^e^ siècle.

Ce n'était pas, en effet, sans obstacle que la poésie et les lettres grecques se développaient à Rome. Caton (*voy.*) était à la tête d'une opposition énergique qui défendait pied à pied les vieilles mœurs romaines contre l'invasion des idées étrangères. Caton, cependant, était instruit; mais c'était l'homme des anciens temps. Il avait écrit sur la guerre, sur l'agriculture, sur le droit, ces trois sciences du vieux romain; orateur éloquent et spirituel, il jugeait inutile et dangereuse la rhétorique des Grecs. Il écrivait l'histoire, mais repoussait la poésie, quoiqu'il eût, dit-on (nous ignorons dans quel dessein), amené Ennius à Rome. Dans cette lutte où il ne pouvait vaincre, l'opiniâtre Romain ne se décourageait pas. Outre tous ces Grecs que l'esclavage ou l'appât du gain conduisaient à Rome, mille otages achéens, pris dans les premières familles, remplissaient la ville et l'Italie, répandant par leurs entretiens, souvent même par leurs leçons, la philosophie, la rhétorique, la grammaire et la poésie des Grecs. Caton fait expulser les philosophes; il fait renvoyer précipitamment une députation d'Athènes pour empêcher les philosophes qui la composent de corrompre la jeunesse romaine. Cependant Caton échoua. Après lui, l'influence du second Scipion (*voy.*) propage le goût des études grecques. Quelquefois encore dans la suite, les hommes instruits cachèrent leurs connaissances devant les préjugés populaires; mais, avant la 3^e^ guerre punique, la barbarie romaine était vaincue, selon l'expression d'Horace, par la civilisation des vaincus.

Depuis Caton, les orateurs lettrés se multiplient; les Gracques, Antoine et Crassus (*voy.* ces noms) font faire d'immenses progrès à l'éloquence; les historiens deviennent assez nombreux pour que les pontifes cessent de rédiger les *grandes Annales*. Au temps des Gracques, on essaie déjà de donner à l'histoire un mérite littéraire. Quelquefois elle prend une forme plus familière et plus personnelle; Scaurus, Rutilius, Catulus et Sylla laissent des mémoires. Cette revue rapide suffit pour indiquer où en était la prose: continuons de suivre les progrès de la poésie.

Avant le milieu du VII^e^ siècle, un nouveau genre, la satire élève la raillerie et le sarcasme au rôle imposant de la censure. Née de l'exemple des orateurs et des invectives des partis, plus que de l'imitation de la comédie grecque, elle devint une des gloires de la littérature latine. Rome avait repoussé de son théâtre les personnalités de l'ancienne comédie athénienne; mais ici, ce n'est pas un

affranchi, un étranger qui s'érige en censeur des citoyens et les expose en plein théâtre à la risée de la populace et des esclaves : c'est Lucilius (*voy.*), un chevalier, un ami des Scipions, qui s'adresse à des lecteurs éclairés. Il fallait être citoyen pour avoir le droit de juger les citoyens dans la satire; comme à la tribune, et même, pendant longtemps, dans l'histoire, tout ce qui touchait aux affaires publiques était réservé aux Romains. Aux clients et aux affranchis, la poésie, c'est-à-dire le soin d'amuser ou de chanter leurs maîtres; aux citoyens, l'éloquence, l'histoire quand la carrière des emplois publics est entièrement parcourue ; des poésies fugitives dans leurs moments de loisir, et, dans ces petits vers, encore le privilége de la raillerie. Ce privilége, le Romain l'avait même sur la scène contre l'étranger. Car dans les atellanes introduites au temps de Sylla et dans lesquelles s'essaya Sylla (*voy.*) lui-même, on mit en scène les mœurs politiques : c'est que là, les personnages étaient des Osques, les auteurs et les acteurs des Romains, dont la causticité s'exerçait aux dépens des populations italiques récemment soumises.

A partir du temps de Sylla, non-seulement on n'essaie plus de lutter sérieusement contre l'influence de la Grèce, mais on rivalise avec elle. Dans l'éloquence, Cicéron (*voy.*), son disciple, n'a pas d'égal parmi les Grecs de son temps, et il est peut-être le premier des orateurs dans le genre judiciaire; déjà même, l'éloquence romaine a différentes écoles. Hortensius (*voy.*) adopte le genre asiatique; Cicéron y touche, quoiqu'il proteste sans cesse de sa préférence pour Démosthène. L'école attique, représentée par Calvus, ose lutter contre Cicéron. Les théories oratoires s'élèvent à l'éloquence dans les traités de ce dernier; la philosophie grecque est exposée dans un style plein de grandeur oratoire et souvent d'esprit; la Grèce contemporaine ne peut rien opposer aux commentaires de César, si parfaits dans leur simplicité, ni aux histoires politiques de Salluste (*v.* ces noms). La correspondance de Cicéron montre à chaque page une société riche en lumières et en talents distingués. Le goût des lettres est universel. Les leçons des grammairiens, selon la singulière expression d'un ancien, *font* une foule de poëtes dont l'esprit s'exerce le plus souvent dans la poésie légère, mais quelquefois aussi dans des genres plus élevés. D'autres grammairiens, comme Varron (*voy.*), se livrent à toutes sortes de recherches sur les antiquités grecques et romaines.

Ces nombreux poëtes éclos dans l'école nous expliquent comment la poésie didactique (*voy.*) si peu en rapport, à ce qu'il semble, avec le génie romain, trouve tant de faveur à Rome, et comment Cicéron, Varron d'Atace, et plus tard Ovide et Germanicus (*voy.*), traduisent ces poëmes d'Aratus, aussi ennuyeux dans leur ingénieuse élégance que les hymnes si vantés de Callimaque. La poésie didactique est, avec la poésie descriptive, une de celles où l'art et l'habitude peuvent le plus aisément suppléer au talent. Toutes les deux étaient en honneur dans l'école d'Alexandrie, dont la gloire était alors dans tout son éclat, et l'influence toute-puissante à Rome. Ses nombreux imitateurs méprisaient la vieille poésie de Rome, si énergique dans sa rudesse et qui s'était inspirée des chefs-d'œuvre de la poésie athénienne. Ainsi, le siècle d'Auguste était préparé par l'étude d'une poésie spirituelle et savante, polie et fine, mais dépourvue de force et de grandeur. A la tête de cette école était Gallus, qui introduisit l'élégie et dont les ouvrages sont perdus. Catulle (*voy.*), quoique l'élève et l'admirateur des Alexandrins, est surtout remarquable comme représentant, par son élégance aisée et sa spirituelle licence d'artiste, cette jeune aristocratie moqueuse, désabusée, insouciante et indisciplinée qui brave le pouvoir du vainqueur et décore ses priviléges du nom de liberté. Nous indiquerons, en passant, plusieurs poëmes historiques que rien ne signale à notre attention, de nombreux poëmes sur des sujets grecs et des traductions parmi lesquelles il faut remarquer celle de l'Iliade. Dans tout cela, nous ne voyons nulle part la poésie prise au sérieux comme le langage des grandes choses et des grandes pensées. Lucrèce (*voy.*), antérieur de quelques années à Catulle, est peut-être le seul qui n'y voie pas un

jeu de l'esprit. Mais pour lui ce n'est encore qu'un moyen de faire passer la philosophie, une concession à la faiblesse de ceux pour qui la vérité a besoin d'ornements et de parure. De là tant de sécheresse de logique à côté d'une inspiration quelquefois si ardente et si vraie. Ce siècle est encore celui de la prose. Le règne de la poésie commence où finit la vie publique pour les citoyens.

II. Sous Auguste (*voy.*), le mouvement donné aux esprits par la guerre civile se continua dans la paix au profit des lettres. Le besoin de repos et de sécurité faisait accepter à beaucoup de caractères généreux le pouvoir d'un seul qui conservait les dehors de la liberté, et la fierté nationale trouvait à se consoler d'ailleurs dans le spectacle de la puissance romaine consolidée par la paix. Ce fut là ce qui donna de la grandeur au siècle d'Auguste; ce fut là l'inspiration d'Horace dans ses odes sérieuses, de Virgile dans l'*Énéide*, de Tite-Live dans son *Histoire romaine*, peut-être même deTrogue-Pompée (*voy.* tous ces noms) dans son grand tableau de cette monarchie macédonienne qui soumit l'Orient et la Grèce pour venir se fondre dans l'empire romain. Les faiblesses et les misères, les lâchetés et les apostasies des guerres civiles, tant de masques tombés, tant de mots démentis par les faits, le découragement, et pour ainsi dire, le désabusement, suite ordinaire des grandes révolutions, ont fait la satire d'Horace clairvoyante et indulgente à la fois. Brutus s'était tué quand il avait cessé de croire à la toute-puissance de la vertu : Horace, revenu de ses illusions, pardonne à l'humanité, adopte la paix d'Auguste sans aimer l'homme, et se réfugie dans le plaisir. L'imitation des poëtes alors en vogue parmi les Grecs, et la corruption des mœurs au milieu des loisirs d'une jeunesse inactive, développent aisément la poésie érotique. Tibulle, avec une tendresse un peu molle; Properce, avec un esprit plus ardent, plus varié, mais malheureusement entaché d'érudition; Ovide (*voy.* ces noms), avec sa poésie d'artiste, son expérience de la coquetterie plutôt que du cœur des femmes, et son libertinage sans passion, donnent à l'élégie tout ce qu'on peut attendre de l'amour sensuel. L'élégie sérieuse qui n'existe guère, pour nous du moins, que dans Ovide, ne sait pas conserver de dignité dans l'expression de la douleur. C'est encore l'imitation alexandrine qui produit les Bucoliques (*voy.*) de Virgile, qui perfectionne la poésie didactique dans ses Géorgiques, dans le poëme perdu pour nous de Macer, et probablement aussi dans le spirituel badinage de l'*Art d'aimer*. Ovide la suit encore dans ses poëmes descriptifs des *Métamorphoses* et des *Fastes*. Il faut ajouter aux productions de cette époque un assez grand nombre de poëmes historiques ou mythologiques en tout semblables à ceux des derniers temps de la période précédente, et deux tragédies, le *Thyeste* de Marius, la *Médée* d'Ovide, que Quintilien met de pair avec les chefs-d'œuvre des Grecs. Tous ces travaux poétiques, encouragés par la faveur du maître, applaudis dans des lectures publiques par une société élégante et polie, qui n'était encore ni dégradée par une basse servitude ni aussi corrompue qu'elle le fut depuis par d'infâmes débauches, se recommandent par la pureté du goût, par la délicatesse de la forme; mais la poésie a peu d'élévation et de profondeur. Toujours appuyée sur l'imitation, bien qu'elle imite avec intelligence et avec une certaine originalité, le principe de vie n'est pas assez fort en elle pour qu'elle le transmette à ses successeurs.

Dans la prose, l'histoire (*voy.*) profite du silence de la tribune. De nombreux écrivains y déposent, comme d'autres l'avaient fait dans l'épopée, les souvenirs pleins d'émotion de la guerre civile. Un de ces ouvrages, d'une violence emportée contre tous ceux qui appartenaient au parti vainqueur, fut brûlé sur la demande du sénat. Des preuves nombreuses semblent attester cependant que l'histoire jouit sous Auguste d'une assez grande liberté. Quant à l'éloquence, elle avait perdu la tribune et les jugements populaires; il lui était impossible de rester à la même hauteur quand son plus beau théâtre lui était enlevé. Les orateurs, obligés de renoncer aux grands développements oratoires, durent compter davantage sur une énergie concise ou une vivacité piquante. A côté d'eux naît dans les écoles

une éloquence factice qui s'exerce sur des sujets imaginaires, et, n'ayant à soutenir aucun intérêt sérieux, donne tout à l'effet et à l'imagination. L'influence de ces déclamateurs fut désastreuse, et l'on s'accorde à leur attribuer l'origine de ce ton emphatique et faux qui corrompit plus tard l'éloquence et la poésie.

A partir d'Auguste (*voy.* Romains), un despotisme successivement sombre, sophistique, imbécile, efféminé, toujours sanguinaire, toujours dépravé dans ses mœurs, puis des guerres civiles auxquelles succède un court repos, et enfin la tyrannie de Domitien, forment une longue période où la littérature ne saurait trouver une seule idée élevée dans la réalité qui l'environne. D'abord, le règne de Tibère impose silence aux lettres. Les seuls historiens de ce règne sont, avec Tibère (*voy.*) lui-même dont les mémoires étaient le manuel de Domitien, un misérable délateur dont j'oublie le nom, un soldat aveugle sur les crimes de son général, Velleius Paterculus, et Valère Maxime (*voy.*), compilateur sans jugement, sans goût, sans cœur et sans style. L'éloquence est celle des délateurs; les déclamations même semblent se taire; la philosophie craint de partager la disgrâce de quelques malheureux sectaires. La grammaire seule est encouragée, sans doute parce qu'elle est inoffensive; Celsus (*voy.*) même peut, probablement au même titre, publier son traité *des arts*, espèce d'encyclopédie des écoles, dont il ne nous reste que les livres sur la médecine. La poésie ne compte que des noms obscurs et ne nous a légué qu'une traduction d'Aratus par Germanicus, le poëme de Manilius sur l'astrologie, et les fables connues sous le nom de Phèdre. *Voy.* ces noms.

Les deux règnes suivants n'offrent rien de remarquable que la tentative de Caligula pour anéantir les chefs-d'œuvre de Virgile et de Tite-Live. Les recherches souvent puériles des grammairiens, de fades élégics, des épigrammes, des poésies de circonstance, des atellanes, des pantomimes, voilà toutes les richesses littéraires heureusement perdues de ce temps-là. Mais dans ce silence des lettres, les études philosophiques offraient à quelques âmes d'élite une occupation noble et une consolation. Le stoïcisme, déjà en faveur à Rome dès le temps des Scipions, recommandé par l'élévation de sa morale à des esprits généreux qui n'en examinaient que rarement les subtilités, lié d'ailleurs au souvenir des derniers défenseurs de la liberté, convenait peut-être par sa roideur et son exagération même à ces temps de douloureuse servitude. Il fallait alors se renfermer en soi-même, se retrancher dans sa propre énergie, s'animer, s'exciter à tout souffrir et à se passer de tout. L'application ne manquait pas à ces énergiques doctrines.

Ce fut sous Néron que le stoïcisme (*voy.*) fit surtout sentir son influence littéraire. L'analogie malheureuse qui existait entre ses ambitieuses doctrines et l'emphase prétentieuse des déclamateurs rendit cette influence fâcheuse sous plusieurs rapports, et ses défauts sont partout sensibles dans les ouvrages de Sénèque (*voy.*); mais il donna de l'élévation à l'esprit et de la vigueur à la pensée. Dans la satire de Perse (*voy.*), l'exagération de la critique est compensée par l'ardente énergie des convictions. Lucain (*voy.*) doit au stoïcisme de grandes beautés, malgré l'enflure du déclamateur, les prétentions vaniteuses du poëte, les singulières contradictions du courtisan et du républicain exagéré, et surtout malgré la pauvreté des caractères et des jugements politiques.

La tragédie, comme on le voit dans Cicéron, tendait chez les Romains à exciter plutôt l'admiration pour le courage que la pitié pour le malheur. Le stoïcisme outra cette tendance de l'esprit romain. Les femmes, les enfants, les jeunes filles moururent en rivalisant avec Caton. Ces tragédies n'étaient pas représentées et n'avaient plus rien de dramatique; c'était un composé de récits descriptifs, de longs monologues philosophiques, de dialogues épigrammatiques et saccadés, où les interlocuteurs faisaient assaut d'esprit et se renvoyaient des sentences; tout était calculé pour la lecture; tout visait au trait plutôt qu'à l'effet scénique. C'était une œuvre de déclamateurs sur un fond d'idées stoïciennes. Sénèque et Pomponius Secundus sont les seuls noms

connus ; et nous n'avons aucun ouvrage du second.

Le plus beau monument philosophique de cette époque, c'est, en latin, le recueil des traités et des lettres de Sénèque. Ces ouvrages d'un homme honnête et de bonne foi, trop doux et trop faible pour sa rude et sèche philosophie, mais qui y croit et qui la pratique, avaient des défauts qui firent secte plus que ses qualités, car son talent était né de l'école et se ressentit de son origine. On lui prit donc la recherche du trait, l'habitude d'épuiser une idée en la présentant sous toutes ses faces, tous ces défauts, en un mot, qu'il a reçus de ses devanciers, qu'il a critiqués tous dans une de ses lettres, et qu'il a cependant propagés par son exemple et par l'influence de son talent ; mais on ne lui prit pas la finesse de ses observations et cette connaissance des hommes et de lui-même en particulier, qui fait le principal mérite de ses ouvrages.

Beaucoup de passages des auteurs anciens nous montrent à côté de cette littérature stoïcienne une école épicurienne, non pas à la manière de Lucrèce, mais d'un épicuréisme superficiel et mondain. Sans doute la poésie de Néron appartenait à cette école, et c'était elle qui trouvait Virgile dur et raboteux. Le seul monument qui nous en reste, c'est le roman satirique de Pétrone (*voy.*), peinture exécrable, mais par cela même vraie, des mœurs du temps. Les vers qui s'y trouvent ont pour la forme beaucoup de rapport avec ceux de Lucain, et c'est une preuve de plus que cette forme est beaucoup plus l'œuvre des déclamateurs que celle du stoïcisme.

Les troubles qui suivirent la mort de Néron remuèrent les esprits, et, reportant l'attention sur des événements réels, purent affaiblir l'influence littéraire des idées philosophiques ; mais ils ne mirent à la place rien qui pût donner une autre inspiration à la poésie. Aussi ne vécut-elle que d'imitation. Silius (*voy.*) versifie Tite-Live en essayant d'imiter Virgile, et ne fait honneur à aucun de ses deux modèles. Valérius Flaccus (*voy.*) revient encore sur l'éternelle expédition des Argonautes, en vers faciles quelquefois, mais sans couleur. Stace (*voy.*), imitateur faible et sans génie de Lucain et de Virgile en même temps, rappelle dans ses caractères l'exagération de Sénèque le tragique et des déclamateurs, dans l'harmonie sans expression de ses vers les vers ridicules que Perse nous a cités de Néron. Stace est cependant, après tout, une des grandes renommées de son temps, et un des modèles des siècles suivants. La poésie matériellement descriptive, triste ressource des littératures qui manquent d'idées, s'exerçait, comme nous le voyons dans les silves du même auteur, sur une foule de sujets insignifiants.

Il reste cependant une source d'inspiration à ce siècle dégradé : c'est sa dégradation même ; ce sont ses infamies et ses bassesses. C'est là qu'ont puisé les deux vrais poëtes de l'époque. Martial, avec une verve piquante, les persifle dans ses épigrammes comme des ridicules ; un peu plus tard, le plus âpre des satiriques romains, Juvénal (*voy.* ces noms), dans ses énergiques déclamations, les attaque avec plus de fiel encore que d'indignation. Leurs vers nous révèlent toutes les pauvretés de la littérature de l'époque. Leurs éloges comme leurs moqueries nous signalent une foule de poëtes inconnus, les uns vivant de leurs flatteries, les autres achetant ces flatteries par une protection avare. Aussi tout est oublié, épîtres, odes, élégies ; rien ne pouvait surnager de tout cela.

En prose, l'école des déclamateurs peut encore réclamer Pline-l'Ancien (*voy.*). La science prêtait, chez les Romains, à la déclamation. Comme la nullité de l'industrie les laissait en grande partie sans applications, les observations étaient rares et peu précises ; la philosophie réclamait les sciences comme étant de son domaine. Elle les envisageait souvent d'un point de vue moral et en faisait un texte de lieux communs. Mais la réforme de Quintilien (*voy.*) rendit le goût plus sévère. Son livre *De l'éducation de l'orateur* reproduit, sous une forme plus sèche, la plupart des idées de Cicéron, en y mêlant toutefois bien des subtilités de l'école. Sa critique est faible, mais ses principes sont sages et appuyés sur la pra-

tique. Cette réforme cependant porte principalement sur la forme, puisqu'elle a surtout en vue l'art oratoire, et elle n'a rien qui puisse donner un nouvel essor à la pensée. Nous avons, du reste, peu de monuments de l'éloquence de cette époque. Ce qui peut le mieux nous en donner une idée, c'est, avec Quintilien, le dialogue *sur les Orateurs*, généralement attribué à Tacite, et qui traite de main de maître toute la question de la décadence. Tacite lui-même est cité comme un grand orateur par Pline-le-Jeune (*voy.*), qui ne devait avoir rien de commun avec sa sévère éloquence. Pline représente une classe d'écrivains probablement nombreuse à cette époque; littérateur de profession, quoiqu'il suive la carrière des emplois publics, sans idées sérieuses, écrivant pour écrire et ne voyant rien au-delà, c'est, au fond, un honnête homme et un homme de beaucoup d'esprit, admirateur passionné de Cicéron, dont il reproduit surtout l'élégance, l'harmonie et la vanité. Ses lettres, fort prétentieuses, écrites, il l'avoue presque, pour la postérité, sont d'excellents mémoires littéraires; son panégyrique de Trajan, plein d'idées minutieuses et recherchées, a plus d'esprit qu'il n'en faudrait pour gâter quatre discours semblables; et son plus grand tort est d'avoir eu, dans les siècles suivants, beaucoup d'imitateurs qui ne le valent pas.

C'est à l'histoire qu'appartient la plus grande gloire littéraire de cette époque. Sous Vespasien, elle avait déjà donné, dans Quinte-Curce (*voy.*), un écrivain élégant, formé à l'école des rhéteurs, mais d'un style pur et coloré en même temps; riche dans ses descriptions; habile à peindre, dans ses discours, le caractère de ses personnages; mais laissant beaucoup à désirer pour l'exactitude, parce qu'il semble ne s'être occupé que du style. Tacite (*voy.*) est un homme d'état, formé assurément par la pratique des affaires, mais d'une trempe stoïcienne; cherchant peut-être l'effet, mais pour le besoin de la pensée; moraliste comme tous les grands écrivains qui ont paru sous l'empire; le second peut-être des prosateurs latins et le plus grand historien de l'antiquité.

A partir des Antonins (*voy.*), la littérature latine va toujours dépérissant au milieu de l'anarchie et des invasions. Tout ce qu'il y a d'esprits actifs et vigoureux se jette dans le christianisme, qui seul offre un aliment réel et fort à la pensée. Mais, à part les ouvrages de polémique et de philosophie religieuse, le christianisme tient peu de place dans la poésie ancienne; il nous donne à peine quelques hymnes sans valeur. Un grand nombre de chrétiens méprisent les lettres; d'autres craignent toute instruction profane, souvent même la persécutent et cherchent à la détruire. La société païenne abonde en esprits cultivés, mais qui manquent de fond pour écrire. En vain beaucoup d'empereurs favorisent les lettres : ils ne peuvent rendre aux esprits, pas plus qu'aux caractères, le ressort et la vie. La littérature est tout entière un produit des écoles, et se traîne d'imitations en imitations. On emprunte à Stace ce qu'il a pris à Virgile; à Pline-le-Jeune, ce qu'il a enjolivé d'après Cicéron.

Sous les Antonins, cette influence de Rome sur la littérature, qui avait conservé jusqu'à un certain point les traditions du bon goût, commence à disparaître. L'extension du droit de cité, qui diminue l'importance de Rome et de l'Italie, la destruction graduelle du pouvoir du sénat, la préférence que beaucoup d'empereurs accordent à la langue grecque, sont déjà autant de causes de pauvreté et de décadence. La protection que ces empereurs, la plupart éclairés, accordent aux lettres, ne porte aucun fruit hors de l'école. Les plus grandes célébrités de leur temps sont : le grammairien Aulu-Gelle, dont la critique, un peu minutieuse, est souvent juste et piquante; le rhéteur Fronton, dont la réputation eût gagné à ce qu'on ne retrouvât rien de ses ouvrages; le déclamateur Calpurnius Siculus, pauvre et sec, et bien inférieur à ses devanciers; enfin, le rhéteur Florus, qui nous a laissé une assez bonne esquisse de l'histoire romaine; et Justin (*voy.* tous ces noms), dont l'abrégé nous a fait perdre probablement le grand ouvrage de Trogue-Pompée. La poésie est stérile, à moins qu'on ne fasse entrer en compte quelques petits vers d'Adrien et le petit poëme de *La veillée de Vénus* dont la date est incertaine.

Au III^e^ siècle de l'ère chrétienne, nous

rencontrons quelques poëtes : Némésien, qui semble avoir appartenu à la famille impériale, vainqueur dans quelques-unes de ces luttes littéraires qui ne relevaient pas la poésie; Calpurnius Siculus, dont les églogues sont plus précieuses pour quelques détails de mœurs que pour leur mérite intrinsèque; Commodianus, le plus ancien poëte chrétien, fort mauvais d'ailleurs, dont on reconnaît l'origine africaine à quelques solécismes; Serenus Sammonicus, qui donne, sous le nom de poëme, 65 recettes en vers, précédées d'une invocation.

L'histoire nous présente, à cette époque, une multitude de noms obscurs. Mais que pouvait être l'histoire dans un temps où rien ne sortait du palais des empereurs? L'*Histoire Auguste* (*voy.*), au siècle suivant, peut nous en donner une idée. La seule perte regrettable est celle des mémoires de l'empereur Sévère (*voy.*). Ce qu'il y a de plus curieux parmi les monuments du IIIe siècle, ce sont les ouvrages d'Apulée (*voy.*). Son roman satirique, à la manière de Pétrone, est un précieux tableau de la société, et le merveilleux qu'il y mêle peint encore l'esprit du temps et la croyance aux sortiléges. Sa philosophie nous montre le néoplatonisme introduit à Rome avec un mélange de superstitions orientales; sa vie nous donne une idée de ce qu'étaient alors ceux qui faisaient le métier de philosophes. Son plaidoyer pour lui-même est un chef-d'œuvre d'esprit et de bonne foi dans un langage expressif et barbare. La dissolution de la société, l'avilissement des caractères, la corruption du langage, le siècle entier est représenté par Apulée*.

Au IVe siècle, le régime établi par Dioclétien et Constantin (*voy.* ces noms et ROMAINS) relève le pouvoir sans régénérer la société, et introduit dans le langage ordinaire une multitude de formes serviles. La seule éloquence du temps, hors du christianisme, est celle des panégyriques, où les rhéteurs gaulois excellent, bien au-dessous toutefois de Pline-le-Jeune, qui est leur modèle. L'histoire peut citer, avec les écrivains insipides de l'Histoire Auguste, Aurelius Victor, Eutrope, et, plus tard, un homme qui mérite de faire exception, barbare et boursouflé dans son style, car Ammien Marcellin (*voy.* ces noms) est un Grec qui parle mal la langue latine, mais judicieux, impartial, montrant bien la suite des événements et peignant bien les caractères. C'est un homme pratique qui se sépare de la foule des rhéteurs, et qui, dans un autre siècle, eût été un écrivain distingué. Quand nous aurons cité les lettres de Symmaque, l'imitateur de Pline-le-Jeune; celles de Sidoine Apollinaire, si maniérées, mais si curieuses par la peinture des mœurs barbares; quelques grammairiens comme Macrobe, Servius et Donat (*voy.* ces noms), sans compter ceux du recueil de Putsch*, nous aurons achevé cette revue des derniers temps de la prose latine; peut-être parmi les rhéteurs insignifiants du recueil de Capperonnier** faut-il distinguer, pour son imagination emphatique et bizarre, l'Africain Martianus Capella (*voy.* ce dernier nom, et ENCYCLOPÉDIE, T. IX, p. 497). Pour la philosophie, elle est alors toute chrétienne, et nous ne voyons à citer, avec les Pères de l'Église, que la touchante figure de Boëce. *Voy.* son article.

La poésie, aux IVe et Ve siècles, a deux inspirations, dont on ne peut attendre rien de bien élevé : celle de la cour, et de là les panégyriques en vers de Claudien (*voy.*), les invectives contre les favoris déchus, les petites pièces sur les harnais du cheval de l'empereur, etc.; et celle de l'école qui produit les mythes grecs de Pentadius, les descriptions fleuries et minutieuses d'Ausone (*voy.*), les poëmes mythologiques de Claudien, des élégies, des épigrammes, qui descendent même aux centons (*voy.*) et à ces jeux puérils où l'on imite, par la différente longueur des vers, la forme d'un œuf, d'un autel, d'une croix ou d'une flûte. Quelques vers de Rutilius Numatianus et quelques passages trop rares de Sidoine Apollinaire nous offriront à peine la trace de cette généreuse tristesse qui, à la vue de

(*) Parmi les monuments du IIIe siècle se placent encore les œuvres de Lactance (*voy.* son article); mais on a omis, à dessein, dans ce coup d'œil sur la littérature classique latine, les Pères de l'Église et autres écrivains chrétiens. S.

(*) *Voy.* la note de la p. 248. S.
(**) *Rhetores antiqui*, Strasb., 1756, in-4°. S.

l'empire en ruines, aurait pu être une muse féconde pour la poésie. Mais dans une société où le sentiment national est détruit par la servitude, où le sentiment religieux n'a jamais eu beaucoup de puissance, le talent même de Claudien s'épuise en déclamations et en lieux communs. Les poëtes chrétiens sont encore plus faibles, et les plus célèbres oublient même quelquefois jusqu'à la quantité des syllabes. Quelques-uns y manquent si souvent qu'il faut supposer une autre base à leur versification.

Ainsi s'éteint la littérature latine. Elle a eu deux sources d'inspiration poétique : d'une part, le sentiment de la grandeur romaine et celui de l'énergie individuelle; de l'autre, la moquerie et la censure. A l'exception de la satire et de l'atellane, toutes les formes de cette poésie sont empruntées à la Grèce. En prose, elles sont les mêmes que chez les Grecs, à cause de la ressemblance des deux sociétés. Cependant, on peut dire que dans l'histoire, l'historien moraliste Tacite lui appartient tout entier. Un des trois grands orateurs qui aient existé dans le monde est Romain. Toutefois, la littérature de Rome n'est pas au niveau de sa grandeur; et, en lisant ses auteurs, on ne pourrait, comme pour la Grèce, prendre la mesure de son génie : c'est dans la politique et la législation qu'il faut la chercher*. J. R.

LATINI (Brunetto), célèbre grammairien, né à Florence vers le commencement du XIII^e^ siècle. Il fut le premier maître du Dante, et mourut dans un âge avancé, en 1494 (*voy. langue* Italienne, T. XV, p. 161). Son *Tesoretto* est un véritable poëme. Le livre qui a le plus contribué à sa réputation a été composé en français, à Paris, sous le titre de *li Thresors* (*voy. langue* Française, T. XI, p. 446) : c'est un recueil de différents morceaux, extraits ou traduits des anciens auteurs, sur toutes les sciences. Buono Giamboni et Nicolo Garanta ont traduit ce livre en italien. Z.

LATINISME. Un latinisme est proprement un idiotisme latin, c'est-à-dire une expression ou un tour de phrase particulier à la langue latine; mais dans un sens plus étendu, on donne ce nom à toute locution imitée du latin, qu'elle soit ou non conforme à la construction grammaticale et logique. La plupart de nos gallicismes ne sont que des latinismes que l'usage a consacrés. Les latinismes sont de trois espèces : latinismes par suite de figure, latinismes par suite d'ellipse, et latinismes par suite d'abus. Nous citerons des exemples des uns et des autres, en choisissant de préférence des idiotismes qui ont passé dans notre langue.

Latinismes par suite de figure. Le plus grand nombre de nos expressions métaphoriques sont des emprunts que nous avons faits au latin, dès l'enfance même de notre langue. *Cordi id est mihi* (Cic.), j'ai cela à cœur; *desiderio mori*, mourir d'envie; *ungues arrodere* (Hor.), se ronger les ongles, réfléchir profondément, etc. Quelquefois le latinisme consiste dans un pléonasme : *Vivere vitam*, vivre sa vie; *venire viam*, aller son chemin, suivre sa route. On remarquera que, dans cette catégorie d'idiotismes, la métaphore se combine le plus souvent avec l'ellipse; mais nous les désignons par leur caractère dominant.

Latinismes par suite d'ellipse. Cette classe d'idiotismes est la plus nombreuse. Nous lui avons emprunté la plupart de nos expressions adverbiales : *dextrâ*, *sinistrâ*, à droite, à gauche; *meo judicio*, *meâ sententiâ*, à mon sens; *meo modo*, à ma manière, à ma fantaisie; *ad litteram*, à la lettre, ponctuellement. C'est par ellipse que l'on dit : *est boni judicis* (Cic.), il est d'un bon juge, du devoir d'un bon

(*) Les principaux ouvrages à consulter sur la littérature latine, indépendamment de la *Bibliotheca latina* de Fabricius (*voy.*), sont : Schœll (*voy.*), *Histoire de la littérature romaine*, Paris, 1815, 4 vol. in-8°; Manso, *Ueber das Gepræge der rœmischen Literatur*, Breslau, 1818, in-8°; Cavriani, *Delle scienze, lettere ed arti dei Romani dalla fondazione di Roma fino al Augusto*, Mantoue, 1822, 2 vol. in-8°; Bæhr, *Geschichte der rœmischen Literatur*, 2^e^ éd., Carlsruhe, 1828, in-8°, avec 2 vol. de supplém.; Bernhardy, *Grundriss der rœmischen Literatur*, Halle, 1830, in-8°. *Voir* aussi les *Etudes de mœurs et de critique sur les poëtes latins de la décadence*, par M. Nisard, Paris, 1834, 2 vol. in-8°.

Nous avons parlé des principales collections d'auteurs latins aux mots Elzévir, Barbou, Deux-Ponts (Bipontine), Amar, Lemaire, Panckouke, etc., etc. En 1840, M. Nisard en a commencé une nouvelle, avec la traduction en français. Elle est annoncée en 25 vol. gr. in-8°, et il la poursuit avec une louable persévérance. S.

juge ; *habere pro certo*, avoir, tenir pour certain ; *amittere è conspectu*, perdre de vue ; *benè, malè velle alicui*, vouloir du bien, du mal à quelqu'un, etc. A cette classe d'idiotismes appartiennent aussi les ablatifs absolus : *Deo juvante, peragam*, Dieu aidant, je terminerai ; *hoc facto, effugit*, cela fait, il s'enfuit ; *redit horâ dictâ*, il revint à l'heure dite, etc. Des analogies plus ou moins grandes doivent nous faire voir également dans des tours particuliers à la langue latine l'origine d'un grand nombre de nos idiotismes français. Nous en citerons quelques cas : *nescio quid agam*, je ne sais que faire ; *quòd sciam* (Cic.), que je sache ; *quisquis es*, qui que tu sois ; *ubi loci res est*, où en est l'affaire ; *turba ruêre*, une foule d'hommes se précipitèrent, etc.

Latinismes par suite d'abus. L'emploi de la forme passive pour la forme active est certainement une des anomalies les plus remarquables de la langue latine, et cette irrégularité, que rien n'explique, a passé dans notre langue. C'est vraisemblablement aux verbes déponents (*voy.*) du latin, que nous avons emprunté la forme passive de nos verbes pronominaux et d'un certain nombre de nos verbes neutres, dans leurs temps composés. Exemples de verbes pronominaux : *queri*, se plaindre, *questus sum*, je me suis plaint ; *pasci*, se repaître ; *pastus sum*, je me suis repu ; *irasci*, se mettre en colère ; *iratus sum*, je me suis mis, etc. Exemples de verbes neutres : *fieri*, devenir ; *fio*, je deviens ; *factus sum*, je suis devenu ; *ingredi*, entrer ; *ingressus sum*, je suis entré ; *proficisci*, partir ; *profectus sum*, je suis parti, etc. On pourrait aussi considérer comme un latinisme par suite d'abus l'emploi que nous faisons de la particule *ne* avec certains mots, tels que personne, *nemo* ; rien, *nihil* ; jamais, *nunquàm* ; moins, *minùs*, etc., et après certains verbes, tels que craindre, empêcher, etc. : *vereor* NE *cadat*, je crains qu'il *ne* tombe ; *majus* NE *veniat malum*, de crainte, de peur que pis *ne* vous arrive. Un latinisme que nous rangerons encore dans la classe des idiotismes abusifs, c'est l'emploi de l'imparfait du subjonctif dans les cas où le verbe est régi par un conditionnel présent : je voudrais que tu fisses, *vellem ut faceres*. La forme régulière serait : je voudrais que tu fasses, c'est-à-dire je désire que tu fasses ; car l'action doit avoir lieu dans un temps futur par rapport au présent, et l'imparfait du subjonctif ne contient une idée de futur que relativement à un temps passé. EM. H-c.

LATINITÉ (BASSE). Plaute distingue deux dialectes, la *lingua plebeia* et la *lingua nobilis* ; plus tard, ces deux manières de s'exprimer furent appelées, l'une *urbana*, parce que, étant celle des premières classes de la société, elle se parlait surtout dans Rome (*urbs*), l'autre *rustica*, parce qu'elle était en usage dans les campagnes et dans les provinces (*voy. langue* LATINE, p. 246). Tant que ces deux formes d'élocution furent bien distinctes, la pureté de la langue latine n'éprouva pas d'altération notable ; mais quand ces deux dialectes, faute de grands écrivains pour les tenir à distance, se rapprochèrent, quand ce furent des hommes originaires des diverses provinces de l'empire qui eurent la prépondérance littéraire, les Sénèque d'Espagne, les Tertullien d'Afrique, etc., la décadence de la langue fit des progrès plus sensibles ; et lorsque à cette influence provinciale vinrent se joindre des causes religieuses et politiques, on arriva du même pas et rapidement au bas empire et à la basse latinité. C'est qu'en effet la langue d'un peuple est la vivante image de ses institutions et de ses mœurs, et que les révolutions qui les changent font aussi subir à l'idiome national de profondes altérations. La langue latine en est une éclatante preuve. A la simplicité, à la grandeur des écrivains de la république, avaient succédé, sous les premiers empereurs, l'emphase et la recherche. L'accumulation des figures, leur singularité devinrent la perfection du style. Non contents de dénaturer le sens des mots, les beaux-esprits s'évertuèrent bientôt à créer des expressions nouvelles, sans respect pour ce précepte de Jules-César : *Tanquam scopulum, sic fugias insolens verbum* (Aulu-Gelle). Tibère lui-même, en plein sénat, ne craignit pas de latiniser le mot grec μονοπώλιον et d'autres, devançant de plus de deux siècles les hellénismes de Constantin qui, notamment dans une loi, emploie *cre-*

mare, du verbe κρεμάω, dans le sens de suspendre. Aussi Pomponius Marcellus, blessé du néologisme impérial, osa-t-il dire à Tibère : « Vous pouvez donner le droit de bourgeoisie romaine aux hommes, mais non pas aux mots; votre autorité ne s'étend pas jusque-là. »

L'autorité du mauvais goût public alla malheureusement bien plus loin ; mais ce ne fut pas immédiatement. A cette époque et jusqu'à Trajan (117 après J.-C.), l'altération de la phraséologie latine peut se comparer à celle qui affecte aujourd'hui notre propre langue, au grand déplaisir des admirateurs de la littérature du siècle de Louis XIV, notre siècle d'Auguste.

Après Trajan, ou, pour mieux dire, après les deux Plines, l'altération de la langue fut d'autant plus rapide qu'il y eut moins d'écrivains capables de la modérer, et que la révolution morale et religieuse des idées chrétiennes faisait de plus grands progrès dans l'empire. Le christianisme, prêché aux esclaves, aux gens de la campagne, dans la langue vulgaire, avait aussi nécessité des ouvrages écrits dans cette même langue, tels que l'ancienne version italique des Psaumes (*voy.*). A cette même époque, vers 200, que d'expressions nouvelles déparent déjà les plus belles pages du premier des Pères de l'Église latine! entre autres, *captatela*, pour *captatio; diminoratio*, pour *diminutio; extremissimus; inuxorus*, non marié; *irremissibilis; linguatus; multinubentia*, pour *polygamia; nullificamen*, pour *contemptus; temporalitas*, etc., etc. A cette foule de barbarismes, on reconnaît les premières usurpations de la basse latinité. Son règne va s'établir et se consolider avec les révolutions politiques qu'amena la translation du siége de l'empire à Byzance (l'an 329 de J.-C.).

C'est de cette émigration, aussi fatale à la politique qu'aux lettres latines, que datent une masse de mots grecs qui se mêlent au fond de la langue latine et l'altèrent de plus en plus, comme *acarpia* pour *sterilitas; acribiosè*, d'ἀκριβῶς; *actinosus* pour *radiatus; ænigmaticus* et le verbe *ænigmatiso; agoræus, botanice, problematicus, symbiosis, monasticus, symbolicus, sylloge, xylinus*, etc., etc. Le mal devint plus grand, plus incurable, lorsqu'un siècle et demi après, les Barbares du Nord envahirent les provinces occidentales de l'empire et l'Italie tout entière. La victoire et la barbarie, cependant, ne prévalurent pas encore complétement, tant il y avait de puissance et de force dans la langue des anciens maîtres du monde. Le latin avait été promptement absorbé par le grec, en Orient; mais il continuait, en dépit de la conquête, à être écrit et parlé dans l'Italie et la Gaule, dans la Gaule surtout, où les écoles de Lyon et de Bordeaux fournirent encore des écrivains qui retardèrent l'envahissement de l'âge de fer qui menaçait les lettres.

Cet âge fatal arriva enfin pour la langue latine. Après le siècle de Charlemagne, le latin est une langue morte, dans ce sens qu'on ne le parle plus, qu'on ne l'écrit plus d'instinct et spontanément comme une langue maternelle. C'est un idiome savant que les clercs se piquent d'apprendre, dont ils étudient surtout les flexions et les désinences. Appliquant les terminaisons latines aux termes nouveaux de la scolastique, de la féodalité, on créa, en effet, un jargon nouveau qui n'avait du latin que l'apparence externe, et dont le fond, la substance, était germanique, gaulois ou visigoth, suivant les lieux. Pour avoir une idée de cet immense et singulier vocabulaire, il faut jeter les yeux sur les chartes du moyen-âge qui en sont comme les annales, il faut consulter l'admirable glossaire de la moyenne et basse latinité de Ducange (*voy.*) *. On ne saurait imaginer jusqu'où alla la latinisation des mots. Comme échantillon, on pourrait citer l'*enfoncavit squadrones et regimentos*, et les formules de réception du *Malade imaginaire*. L'Église, et c'est une de ses gloi-

(*) A l'article cité, nous avons fait connaître les éditions de ce Glossaire (*voy.*); ajoutons ici que le supplément, sous le titre de *Glossarium novum ad scriptores medii ævi*, est de Charpentier; il parut en 1766, 4 vol. in-fol. Le célèbre Adelung a publié un abrégé de ces glossaires, Halle, 1772, 6 vol. in-8°. Enfin, une nouv. édit. revue et augmentée par M. Henschel, contenant en entier et en un seul corps d'ouvrage le glossaire de Ducange accru des travaux des Bénédictins, et le supplément de Charpentier, devant former 8 vol. in-4°, est en cours de publication à Paris, chez MM. Firmin Didot frères.

res, conserva pieusement la tradition du latin, qu'elle avait sans doute contribué à altérer, mais qui, associé par la Vulgate et ses offices au culte et à la foi, ne cessa jamais d'avoir toutes ses sympathies studieuses. Enfin, au XIV^e^ et au XV^e^ siècle, les poésies macaroniques (*voy.*), en exagérant le ridicule de la latinité de convention, contribuèrent utilement à la faire peu à peu disparaitre des actes publics, des discussions de l'école et des harangues du parlement, déblayant ainsi les terrains de l'ignorance et préparant les voies aux Muret, aux Bembo (*voy.*), à tous les cicéroniens de la cour de Léon X, qui saluèrent la renaissance des lettres et le réveil de la civilisation dans des périodes d'une latinité dont la pureté rappelait l'âge d'or de la vieille langue latine. F. D.

LATINS, ancien peuple du Latium (*voy.*), provenant du mélange des aborigènes avec des colonies arcado-pélasgiennes et, si la tradition dit vrai, troyennes, qui s'établirent dans ce pays à une époque très reculée. On ne sait d'où leur était venu le nom de Latins; mais il n'est guère probable qu'ils l'eussent reçu du roi Latinus. On regarde comme leurs premiers rois Janus, Saturne, Picus et Faune, qui furent placés par eux au rang des dieux. Peut-être, dans le principe, ces noms avaient-ils été ceux de divinités pélasgiennes. Ce fut sous le règne de Faune qu'Hercule et Évandre arrivèrent dans le Latium. Ce dernier, qui enseigna aux aborigènes l'écriture, la musique et d'autres arts utiles, porta le sceptre après le demi-dieu. Environ soixante ans plus tard, Énée (*voy.*) vint chercher un asile auprès d'un de ses successeurs, Latinus, dont il épousa la fille Lavinie (*voy.*), et à qui il succéda. Ascagne, fils d'Énée, bâtit Albe-la-Longue (*voy.*) où les rois du Latium établirent leur résidence. Tous ces rois portaient le surnom de Sylvius; mais c'est là tout ce que l'histoire nous apprend sur leur compte jusqu'à la fondation de Rome.

La jalousie alluma bientôt entre la nouvelle ville et sa métropole une guerre qui se termina par la soumission des Latins et la ruine de leur capitale. Servius Tullius unit intimement les deux peuples, et le temple de Diane sur le mont Aventin devint le centre de cette espèce d'amphictyonie. La grandeur et la puissance de Rome datent proprement de cette époque; car sans la bravoure et l'amitié des Latins, il est vraisemblable qu'elle ne serait jamais devenue la maitresse du monde. Tarquin-le-Superbe chercha à resserrer encore les liens qui attachaient les Latins aux Romains; mais après son expulsion, il les excita à prendre les armes en sa faveur. Cependant la victoire du lac Régille les rendit plus dépendants que jamais de la puissance romaine. L'ancienne alliance fut renouvelée et observée fidèlement jusqu'à l'an 339 av. J.-C. A cette époque, les Latins ayant déclaré la guerre aux Samnites, ceux-ci appelèrent les Romains à leur secours. Il en résulta des discussions violentes entre les Romains et les Latins. Ces derniers demandèrent que l'on choisît parmi eux un consul et la moitié du sénat; mais ils ne purent l'obtenir et la guerre éclata, guerre opiniâtre qui exigea les plus grands efforts de la part des Romains, et qui se termina enfin par la soumission du Latium. L'an 90 av. J.-C., c'est-à-dire lorsque Rome avait déjà conquis l'empire du monde, les Latins firent une nouvelle tentative pour recouvrer leur liberté. Ils furent plus heureux cette fois; car après une longue alternative de victoires et de défaites, les Romains furent obligés de leur rendre, ainsi qu'à leurs alliés, une partie de leurs priviléges. *Voy.* ALLIÉS (*guerre des*). C. L.

LATITUDE, *voy.* LONGITUDE.

LATIUM, la principale province de l'Italie ancienne, habitée par les Latins (*voy.* ci-dessus), et s'étendant, selon l'opinion commune, du Tibre au promontoire de Circeium, aujourd'hui Monte Circello; mais il n'est pas sûr que ses limites, qui, du reste, paraissent avoir varié à différentes époques, soient jamais allées jusque-là. Selon Strabon, ce pays était occupé, outre les Latins, par les Rutules, les Volsques, les Herniques et les Éques. A la fondation de Rome, il n'avait ainsi tout au plus qu'une étendue moyenne de 10 milles géogr., et était borné à l'ouest par le Tibre, au nord par l'Anio, à l'est par le mont Algidus, et au sud par la ville d'Ardée. Plus tard, le Latium s'étendit jus-

qu'au Liris (aujourd'hui Garigliano); mais ses limites au nord et à l'est restèrent les mêmes. Dans les temps les plus reculés, la côte, depuis le Tibre, était couverte d'un bois de lauriers, qui donna son nom à la ville de *Laurentum* et à la contrée voisine, appelée *Laurentinus ager*. Ce fut entre le Tibre et Laurentum qu'Énée établit son camp. En partant de Laurentum et en s'avançant à l'est, on rencontrait successivement le Numicius, les sources du Juturne et la ville de Lavinium. Au-delà des sources du Numicius et du Juturne s'élevait une colline, sur laquelle fut bâtie Albe-la-longue, 30 ans après la fondation de Lavinium. Derrière cette colline, vers le territoire des Herniques, était située Aricie, et plus loin encore, à l'extrême frontière N.-E., Préneste (Palestrina). Entre cette dernière ville et celle de Tibur (Tivoli), au nord, et celle de Rome, au sud, se trouvaient Gabies et Tusculum (Frascati). Toutes ces villes étaient des colonies d'Albe-la-longue (*voy.*). La première colonie romaine fut Ostie (*voy.*), bâtie au-dessous de Rome, sous Ancus Marcius. Le Latium était si peu peuplé que, cent ans après la fondation de Rome, on se plaignait déjà que c'était un pays désert et malsain. Mais, plus tard, les richesses enlevées à la Grèce et à l'Asie servirent aux grands de Rome à y faire élever une foule de maisons de campagne, autour desquelles se formèrent des villes et des villages qui ont été abandonnés et détruits depuis. Les rivières du Latium étaient le Tibre, le Liris, l'Anio, le Numicius, l'Ufens, l'Amasenus et l'Almo. L'Ufens traversait les marais Pontins (*voy.*), qui étaient connus dès les temps les plus anciens, et s'étendaient entre cette rivière et le Nymphæus sur une immense étendue. Le Latium avait aussi quelques lacs, dont le plus célèbre était le Regillus. Ses montagnes n'étaient guère que des collines. Les plus remarquables, celle d'Albe et l'Algidus, sont d'origine volcanique, ainsi que toute la plaine de Rome, longue de 100 milles et large de 20, à l'exception des marais Pontins. — *Voir* l'ouvrage allemand de Westphal, *La campagne de Rome sous le rapport de la topographie et des antiquités* (Berlin, 1829, in-4°, avec cartes), et notre article Campagne de Rome. *C. L.*

LATOMIES (du grec λατομεῖον, carrière, composé de λᾶς, pierre, et τομή, coupe, de τέμνω, couper). Outre les carrières, ce nom désignait encore chez les anciens quelques contrées qui en renfermaient de considérables.

Les latomies servirent quelquefois de prison, comme en Sicile, pour les malheureux prisonniers grecs de la guerre du Péloponnèse. On cite celles où fut enfermé le poëte Philoxène, par ordre de Denys de Syracuse, dont il avait osé blâmer les vers. Plutôt que de les louer : *Qu'on me ramène aux Latomies!* répondit le poëte. V. R.

LATONE, fille de Cœus et de Phébé, ou, selon d'autres, de Chronos ou Saturne, fut aimée de Jupiter, ce qui lui attira la haine jalouse de Junon. Cette déesse la fit poursuivre par le serpent Python (*voy.*), et, pendant toute sa grossesse, elle erra de côté et d'autre à travers mille périls, jusqu'à ce qu'elle trouvât enfin un asile dans l'île de Délos (*voy.*), que Neptune, touché de compassion, fit sortir du sein des flots; car il était prédit que la malheureuse amante du maître des cieux ne pourrait accoucher nulle part sur la terre. Une île flottante la fit échapper aux effets des imprécations de Junon. Latone mit au monde Apollon et Diane (*voy.* ces noms). Plusieurs fois aussi elle se vit exposée aux embûches du géant Tityus, qui, ayant cherché à lui faire violence, avant sa grossesse selon les uns, ou beaucoup plus tard selon d'autres, fut foudroyé par Jupiter ou bien tué par Diane et Apollon. Chassée de Délos par Junon, Latone, toujours errante, arriva sur les bords d'un étang, en Lycie, où elle voulut se désaltérer; des paysans l'en ayant empêchée, ils furent changés en grenouilles par Jupiter*. On la peint comme une déesse douce et affable, et on lui donne des vêtements de la couleur de la mer. Elle guérit, avec Diane, la blessure d'Énée, et le couvrit de gloire. Lorsque Diane, maltraitée par Junon, s'enfuit de l'Olympe, Latone lui

(*) Ce mythe a donné l'idée du fameux bassin de Latone à Versailles, appelé aussi la *pièce aux grenouilles*. S.

porta son carquois qu'elle avait oublié. Elle était adorée en Lycie, à Délos, à Athènes et dans d'autres villes de la Grèce. Une fête particulière, appelée *Ecdysies* (ἐκδυσία), se célébrait en son honneur, en Crète. Quelquefois on prend aussi Latone pour le symbole de la nuit, dont nait, pour ainsi dire, le soleil. *C. L.*

LA TOUR D'AUVERGNE, *voy.* Bouillon et Turenne.

LATOUR D'AUVERGNE (Théophile-Malo Corret de), surnommé *le premier grenadier de France*, descendait d'une branche bâtarde de la maison de Bouillon (*voy.*); il était né à Carhaix (Finistère), le 23 novembre 1743. En 1767, il entra, en qualité de sous-lieutenant, dans une compagnie de mousquetaires. Le désir de servir la cause de l'Amérique le fit entrer, comme simple volontaire, dans les armées d'Espagne. Il était aide-de-camp du duc de Crillon au siége de Mahon. On le vit, sous le feu le plus vif, charger sur ses épaules un blessé, le rapporter au camp des Espagnols, et retourner combattre. Pour récompenser cette belle action, une pension lui fut proposée; mais Latour d'Auvergne la refusa.

La révolution ne tarda pas à éclater. Admirateur passionné de la liberté, Latour d'Auvergne se déclara pour elle et offrit de nouveau ses services à la France. Il fut d'abord employé dans l'armée des Pyrénées-Orientales, commandant 8,000 grenadiers qui formaient l'avant-garde, sans vouloir prendre ni accepter le titre de général. Cette masse, à laquelle il apprit à vaincre à la baïonnette, fut surnommée la *colonne infernale*, parce qu'elle culbuta presque toujours l'ennemi au premier choc.

Après la paix de Bâle, il s'embarqua en Bretagne, fut fait prisonnier par un corsaire anglais et resta un an sur les pontons. Il revint ensuite à Paris, où il s'occupa d'antiquités.

Dévoué à son pays, patient, Latour d'Auvergne était doué d'une âme forte et indépendante. Faisant le bien autant par humanité que par devoir, il détestait la louange, et déchira les pages d'un livre dans lequel on faisait son éloge. Son désintéressement égalait sa modestie.

Ayant appris qu'un de ses amis venait d'être séparé, par la réquisition, d'un fils, l'unique appui de ses vieux jours, il se présenta pour remplacer le jeune soldat et se rendit à l'armée du Rhin, commandée par Masséna. Il reçut, avec l'arrêté qui le nommait *premier grenadier* des armées françaises, un sabre d'honneur que lui décerna le premier consul, sur la proposition de Carnot. Mais, le 27 juin 1800, dans le combat qui eut lieu sur les hauteurs en avant de Neubourg (Bavière), il tomba percé d'un coup de lance au cœur, et l'un des grenadiers de la 46e demi-brigade qu'il commandait tourna son visage inanimé du côté de l'ennemi, Son corps fut enseveli au champ d'honneur. Pour preuve de l'attachement de l'armée à ce héros modeste et désintéressé, chaque soldat consacra sa solde d'un jour pour payer l'urne dans laquelle fut renfermé son cœur. Cette urne, longtemps portée en tête de la compagnie par un sergent, fut ensuite déposée au Panthéon, d'où elle a été retirée sous la Restauration. A l'appel de son nom, conservé dans les feuilles, une voix répondait : *Mort au champ d'honneur!*

Latour d'Auvergne n'était pas seulement un brave militaire : plein d'instruction, il parlait plusieurs langues; son érudition égalait sa bravoure. L'histoire de son pays natal était le principal objet de ses études. On lui doit les *Nouvelles recherches sur la langue, l'origine et les antiquités des Bretons, pour servir à l'histoire de ce peuple*, avec un excellent glossaire breton-polyglotte (Bayonne, 1792, in-12; édition très rare); et les *Origines gauloises*, celles des plus anciens peuples de l'Europe, puisées dans leur vraie source, ou recherches sur la langue, l'origine et les antiquités des Celto-Bretons de l'Armorique, pour servir à l'histoire ancienne et moderne de ce peuple et à celle des Français (3e édit., Hamb., 1801).

Le roi de Bavière a ordonné la restauration du monument élevé, à Neubourg, au brave Latour d'Auvergne. Un autre monument lui a été consacré, en 1841, dans son pays natal. — M. Buhot de Kersers a publié l'*Histoire de La Tour d'Auvergne*, Paris, 1841, gr. in-18. P.

LATOUR-MAUBOURG (famille

DE). Cette maison tire son origine de la famille de Fay, une des plus anciennes du Languedoc, ainsi nommée de la terre de Fay, dans le Haut-Vivarais : elle remonte jusqu'à l'an 1000. De cette famille sont sortis un grand nombre de chevaliers de Malte, deux prélats, un chambellan de Charles VII et un maréchal de France. Elle se divisa en plusieurs branches, dont une fut celle des seigneurs de Latour-Maubourg.

Une héritière du nom de Maubourg apporta dans la branche aînée de la maison de Fay la terre de ce nom, avec celle de Latour, en Velai. Un de ses fils, JEAN FAY, 2e du nom, seigneur de Saint-Quentin, chevalier de l'ordre du roi, sénéchal et gouverneur de Velai, maréchal général des logis de la cavalerie de France en-deçà des Alpes, sous le règne de Charles IX, fut le premier baron de Latour-Maubourg. En 1562, il se joignit, avec deux autres seigneurs, à la noblesse du Velai, et obligea l'armée du baron des Adrets à abandonner les faubourgs du Puy, qu'elle avait saccagés.

JEAN-HECTOR de Fay, chevalier de Malte en 1664, commandeur de Chambéry, appelé le commandeur de Latour, conduisit les troupes du pape et de Malte devant Coron, en Morée, et fut tué pendant le siége de cette place : il s'était distingué déjà au siége de Candie. Son frère, JACQUES de Fay, baron de Latour-Maubourg, fut le père de JEAN-HECTOR Fay, marquis de Latour-Maubourg, né vers l'année 1684, qui devint maréchal de France le 24 février 1757, et mourut à Paris, le 15 mai 1764.

Trois frères de cette noble famille se sont particulièrement distingués à l'époque de la révolution.

L'aîné, MARIE-VICTOR de Fay, marquis de Latour-Maubourg, était né le 11 février 1756. Capitaine de cavalerie, il entra, en 1789, dans les gardes-du-corps, avec le grade de sous-lieutenant. Les événements de cette époque lui offrirent diverses occasions de faire preuve de dévouement pour la famille des Bourbons. Dans la nuit du 6 octobre, Latour-Maubourg veillait sur les jours de la reine. Il était l'un des trois officiers qui reçurent Marie-Antoinette au moment de sa fuite, et la conduisirent auprès du roi. Colonel d'un régiment de chasseurs à cheval, il fit la campagne de 1792, dans l'avant-garde de l'armée de La Fayette (*voy.*), prit part aux affaires de Philippeville, de Griswel, près de Maubeuge, et sortit de France avec son général et son frère (*voy.* plus loin). Il tomba, comme eux, entre les mains des Autrichiens; mais il fut mis en liberté un mois après son arrestation. Alors, il passa en pays neutre, et ne quitta sa retraite, pour se présenter au quartier-général de Bonaparte, qu'au moment où on négociait la délivrance des prisonniers d'Olmütz. Aide-de-camp de Kléber, dans l'expédition d'Égypte, il reçut ensuite le commandement du 22e régiment de chasseurs à la tête duquel il fut grièvement blessé en défendant la place d'Alexandrie contre les Anglais. A Austerlitz, l'empereur le nomma général de brigade. Il fit les campagnes de Prusse et de Pologne, fut blessé à Deypen et obtint le grade de général de division. Il fut atteint de nouvelles blessures à Friedland. En 1808, il commanda en Espagne la cavalerie de l'armée du Midi, fit des prodiges de valeur à Cuença, au siége de Badajoz, etc., et gagna par sa modération et son intégrité la confiance même des Espagnols. De l'Espagne, Latour-Maubourg passa à la Grande-Armée du Nord (1812). Aux batailles de Mojaïsk, de Dresde, de Leipzig, où il eut la cuisse emportée, il déploya un courage héroïque. L'empereur l'avait créé successivement comte de l'empire et grand-officier de la Légion-d'Honneur. En 1814, le général donna son adhésion à la déchéance de Napoléon. Appelé par le comte d'Artois dans le sein d'une commission chargée de l'organisation de l'armée, il fut nommé par Louis XVIII membre de la Chambre des pairs (1814), et grand'-croix de la Légion-d'Honneur (23 août). Pendant les Cent-Jours, il se tint à l'écart. Créé marquis en 1817, grand'-croix de Saint-Louis le 30 septembre 1818, chevalier du Saint-Esprit (1820), il était ambassadeur à la cour d'Angleterre, lorsqu'il fut chargé du portefeuille de la guerre, le 19 novembre 1819. Il resta à la tête de cette administration jusqu'au 14 décembre 1821. Gouverneur des Invalides depuis

1822, il donna sa démission après la révolution de Juillet, et se retira dans une de ses terres, près de Melun. Ayant rejoint les Bourbons de la branche expulsée, il a été nommé gouverneur du duc de Bordeaux en 1835.

Marie-Charles-César Fay, comte de Latour-Maubourg, lieutenant général et chevalier de Saint-Louis, frère du précédent, naquit le 22 mai 1758. Colonel du régiment de Soissonnais à l'époque de la révolution, il fut député aux États-Généraux par la noblesse du Puy, en Velai, qui lui donna la préférence sur le duc de Polignac dont la famille était cependant en grande faveur. Il se réunit, un des premiers, au tiers-état, et renonça aux priviléges de la baronnie qu'il possédait dans le Languedoc. A l'époque des troubles d'Avignon, il vota pour la réunion d'Avignon à la France. En 1791, il prêta le serment de fidélité à la nation et fut un des commissaires chargés de ramener le roi à Paris, lors de son arrestation à Varennes. En qualité de maréchal-de-camp, il accompagna La Fayette (*voy.*) à l'armée du Centre, où il eut le commandement de la réserve des grenadiers et des chasseurs, et celui de l'avant-garde après la mort du général Gouvion. Ayant participé à la résistance du général La Fayette, il quitta la France avec lui et partagea sa longue captivité. Mis en liberté en 1797, Latour-Maubourg, au nom de ses collègues, adressa au général Bonaparte une lettre dans laquelle il l'assurait que, durant leur captivité, ils avaient été consolés par la pensée que leur liberté était attachée au triomphe de la république et à la gloire personnelle du général. Après l'extradition définitive, il attendit non loin de Hambourg, dans une paisible retraite, qu'il lui fût possible de rentrer en France.

Rappelé par Bonaparte, après le 18 brumaire, Latour-Maubourg fut élu, en 1801, membre du Corps législatif, et, en 1806, membre du sénat conservateur. On lui confia aussi le commandement militaire de la division de Cherbourg, où il s'occupa utilement des travaux du port. Il commandait à Caen en qualité de commissaire du gouvernement, lors de la déchéance de l'empereur, à laquelle il donna son adhésion. N'ayant alors aucun ordre du gouvernement provisoire, il cessa ses fonctions; mais le comte d'Artois l'envoya à Montpellier pour disposer les esprits en faveur du rétablissement de la dynastie des Bourbons. Créé pair par Louis XVIII, il défendit avec énergie les principes constitutionnels durant la session de 1814. Au retour de Napoléon, il accepta la pairie dans la nouvelle chambre, ce qui le fit regarder comme démissionnaire. Cependant une ordonnance du 5 mars 1819 lui rendit la dignité de pair. Il est mort dans la retraite, le 28 mai 1831, laissant sept fils.

L'aîné, Just-Pons-Florimont de Fay, marquis de Latour-Maubourg, né en 1781, entra dans la carrière diplomatique. Auditeur au conseil d'état, il fut ensuite attaché au ministère des relations étrangères, et se rendit, en 1806, en qualité de second secrétaire, auprès du comte Sébastiani, ambassadeur à Constantinople, où il résida jusqu'en 1812 comme chargé d'affaires. Lors de la révolution qui renversa le grand-visir Mustapha Baïraktar, le marquis de Latour-Maubourg s'empressa d'ouvrir son hôtel à tous les étrangers, pour les mettre à l'abri des mouvements séditieux. Rentré en France, il fut nommé, en 1813, ministre plénipotentiaire près la cour de Wurtemberg, et, en 1814, chargé d'affaires à Hanovre, où il résida, en 1816, comme ministre plénipotentiaire de Louis XVIII. Au mois de mars 1819, il fut appelé à l'ambassade de Londres, en remplacement du marquis d'Osmond; mais il n'occupa ce poste que peu de temps. Depuis (1823), il remplit l'ambassade de Constantinople, où il fut remplacé par le général Guilleminot (*voy.*). Nommé ambassadeur près le roi des Deux-Siciles, en 1830, et, l'année suivante, près la cour de Rome, il mourut dans cette ville le 24 mai 1837.

Rodolphe, vicomte de Latour-Maubourg, second fils du compagnon d'infortune de La Fayette, entra au service, en 1806, avec le grade de sous-lieutenant. Il fit la campagne d'Espagne comme aide-de-camp du général Caffarelli et se distingua par son extrême bravoure. Son général ayant été atteint d'un coup de feu à la tête, il s'élança seul vers lui, le

chargea sur ses épaules et l'enleva sous le feu de l'ennemi. Il fut décoré à Leira. La Restauration le fit colonel, puis maréchal-de-camp. Il est aujourd'hui lieutenant général.

ARMAND-CHARLES-SEPTIME de Fay, comte de Latour-Maubourg, frère des précédents, remplit d'abord, pendant quelque temps, les fonctions de ministre plénipotentiaire et d'envoyé extraordinaire de France à Bruxelles, et fut plus tard nommé ambassadeur à Madrid, en 1836. Après la mort de son frère, il le remplaça à l'ambassade de Rome, où il est encore aujourd'hui. Une ordonnance du 20 juillet 1841 l'éleva à la dignité de pair.

CHARLES de Fay, comte de Latour-Maubourg, frère du prisonnier d'Olmütz, émigra avec lui, en 1792, et fut rappelé en 1800. Pendant l'émigration, il épousa la fille aînée du général La Fayette. Il ne prit du service qu'en 1813, pour repousser l'invasion étrangère. Sous la Restauration (1815), il fut fait chevalier de Saint-Louis et lieutenant des gardes-du-corps. L. D. C. et S.

LATRAN, place de Rome qui, jusqu'au temps de Néron, appartint avec tous ses bâtiments à une ancienne famille dont elle avait pris le nom. Néron ayant fait mettre à mort Plautius Laterancs et confisqué ses biens, le palais de Latran devint une propriété du domaine impérial. Constantin-le-Grand en fit don aux évêques de Rome, qui y établirent leur demeure jusqu'à l'époque où le Saint-Siége fut transféré à Avignon. Mais ce palais était tombé en ruines quand Grégoire XI reporta la chaire de Saint-Pierre à Rome (1377) : les papes fixèrent alors leur résidence au Vatican (*voy.*).

La chapelle dite *san Giovanni in fonte*, et primitivement bâtie par l'empereur Constantin, près du palais de Latran, fut l'origine de l'église sous l'invocation de Saint-Jean, qui prit le nom de ce palais. C'est l'église épiscopale du pape et la première en rang parmi toutes celles de Rome, comme l'indique cette inscription au-dessus du portail : *Omnium urbis et orbis ecclesiarum mater et caput.* Sa haute antiquité, les onze conciles* qui s'y sont tenus, les précieuses reliques qui s'y conservent et sa magnifique architecture la distinguent entre toutes les autres. Au-dessus de son portail est le balcon d'où le pape donne la bénédiction au peuple. Le souverain pontife a seul le droit d'officier au maître-autel de Saint-Jean-de-Latran : un second autel en bois y est renfermé, et l'on prétend que l'apôtre saint Pierre y a célébré la messe. On montre dans cette église les deux siéges de marbre rouge percés au milieu, qui servaient, dit-on, à constater le sexe du pape nouvellement élu (*voy. papesse* JEANNE); mais il est vraisemblable qu'ils étaient employés à un tout autre usage dans les bains de Caracalla où on les a trouvés. Aujourd'hui encore, le nouveau pape se rend à cheval en procession solennelle dans cette église pour en prendre possession. On voit en outre, sur la place de Latran, une chapelle qui renferme la *scala santa*, escalier de 28 marches, provenant, à ce qu'on prétend, de la maison de Pilate et que les fidèles montent à genoux. La coupole de cette chapelle est supportée par 8 colonnes de porphyre qui sont regardées comme les plus belles de Rome. *C. L.*

LATREILLE (PIERRE-ANDRÉ), né le 29 novembre 1762, à Brives (Corrèze), appartenait à une famille distinguée, mais pauvre. Des personnes étrangères prirent soin de son éducation, et ce fut au zèle du baron d'Espagnac, gouverneur des Invalides, que Latreille dut son admission au collége du cardinal Lemoine, où le jeune écolier se fit remarquer et aimer par le savant Haüy. Parvenu à la fin de ses études littéraires, Latreille fut destiné au sacerdoce. Ordonné prêtre en 1786, il se retira dans sa ville natale, où il consacra à l'étude des insectes tous les instants de loisir que lui laissaient les devoirs de sa profession. Deux ans après, il revint à Paris où il se lia avec plusieurs savants naturalistes, Fabricius, Olivier, Bosc et Lamarck surtout, auquel il fit hommage de quelques plantes rares et curieuses. Aidé des lumières d'hommes aussi distin-

(*) Sur ces onze conciles, quatre sont œcuméniques : ils eurent lieu sous les pontificats de Calixte II, d'Innocent II, d'Alexandre III et d'Innocent III. Les autres furent tenus de 629 à 1512 ; c'est dans ce dernier que fut abolie la pragmatique sanction entre la France et le souverain pontife, à laquelle on substitua le concordat de Léon X et de François Ier.

gués, libre de se livrer à ses études favorites, Latreille débuta dans la carrière par un mémoire sur les mutilles de France, insecte de l'ordre des hyménoptères. Vers le même temps, il donna dans l'*Encyclopédie méthodique* quelques articles sur l'entomologie. Bientôt l'orage révolutionnaire le força à s'enfuir de la capitale : il se retira à Brives où sa qualité de prêtre le fit arrêter; dirigé sur Bordeaux, il fut incarcéré dans le fort du Hâ et condamné à la déportation avec 73 autres proscrits. Rendu à la liberté par la protection de quelques amis, Latreille reprit ses études avec une assiduité et une persévérance nouvelles : il publia à Brives, en 1796, un *Précis des caractères génériques des insectes*, aperçu qu'il développa plus tard dans d'autres ouvrages et particulièrement dans ses *Genera crustaceorum et insectorum*, etc. (1807-9, 4 vol. in-8°), ouvrage qui établit la base de la science. *Voy.* HISTOIRE NATURELLE, T. XIV, p. 80.

Proscrit de nouveau, en 1797, comme émigré, Latreille dut encore son salut au dévouement de ses amis. Après son retour à Paris, en 1798, il fut nommé membre correspondant de l'Institut, et obtint un emploi au Muséum d'histoire naturelle où on lui confia le soin du classement méthodique des insectes. En 1814, il fut admis à l'Académie des Sciences, en remplacement d'Olivier. La mort l'enleva, à Paris, le 6 février 1833.

En 1822, Latreille avait déjà publié plus de 80 mémoires sur la science entomologique. Depuis, il continua ses travaux, dont un des plus importants est la part qu'il prit à la rédaction du traité de Cuvier sur *le règne animal*. Sans donner l'énumération complète de ses ouvrages, nous citerons encore l'*Histoire naturelle des salamandres*, précédée d'un tableau méthodique *des autres reptiles indigènes* (1800, in-8°), ouvrage qui a préparé les progrès de l'erpétologie; l'*Histoire naturelle des singes* (1801, 2 vol. in-8°); les *Familles naturelles du règne animal*, etc. (1825). Latreille a été l'un des collaborateurs du recueil d'observations de zoologie et d'anatomie comparée du *Voyage* de MM. de Humboldt et Bonpland; il a enrichi l'*Encyclopédie méthodique* et le *Dictionnaire d'histoire naturelle* de Déterville, etc., de divers articles d'entomologie et de dissertations sur quelques autres sujets. L. D. C.

LA TRÉMOILLE ou **LA TRIMOUILLE** (MAISON DE), une des plus anciennes maisons de France, qui tire son nom de la terre de La Trémoille en Poitou, et dont les premiers auteurs remontent au règne de Philippe-Auguste. Plusieurs La Trémoille figurent dans les rangs des croisés, et leurs descendants prirent une part glorieuse à l'expulsion des Anglais hors du territoire de France. Toutefois, l'illustration de cette famille ne date guère que du XV^e^ siècle, où elle produisit le grand capitaine qui traversa avec tant d'éclat les règnes de Louis XI, de Charles VIII, de Louis XII et de François I^er^.

Louis de La Trémoille, II^e^ du nom, vicomte *de Thouars* et prince *de Talmont*, naquit le 20 septembre 1460, de Louis de La Trémoille et de Marguerite d'Amboise. Dès l'âge de 27 ans, il commandait en chef les troupes de Charles VIII, et en 1488, il gagna la bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, qui fit tomber entre ses mains le duc d'Orléans et le prince d'Orange, et amena le traité du Sablé par lequel le duc de Bretagne se reconnut vassal du roi de France. Bientôt les guerres d'Italie ouvrirent une nouvelle carrière à ses talents. En 1495, il conduit à travers l'Apennin la formidable armée de Charles VIII; il dirige le transport de l'artillerie, et, par son exemple et par ses paroles, relevant le courage des pionniers et des soldats, leur fait franchir des obstacles presque insurmontables. Lui-même, dit son biographe Jean Bouchet, « ses vêtements laissés fors chausses et pourpoint, se mit à pousser aux charroys, et à porter gros bouletz de fer, en si grant labeur et diligence que, à son exemple, la plupart de ceulx de l'armée, mesment les Alemans, de son grant et bon vouloir esbaiz, se rengèrent à cette œuvre; et par ce moien fut toute l'artillerie passée par les montagnes et vallées. » Vainqueur à Fornoue (*voy.*), le seul fait d'armes de cette campagne, Louis de La Trémoille fut nommé, à son retour en France, lieutenant général du Poitou, de l'Angoumois, de l'Aunis, de l'Anjou et des Marches de Bretagne.

A son avénement au trône, Louis XII oublia que La Trémoille l'avait fait prisonnier à la bataille de Saint-Aubin. « Le roi de France ne venge point, dit-il, les querelles du duc d'Orléans. Si La Trémoille a bien servi son maître contre moi, il me servira de même contre ceux qui seraient tentés de troubler l'état. » La Trémoille reprit le commandement des armées, et, en 1500, dans la nouvelle campagne qui s'ouvrit en Italie, il conquit le Milanez et fit prisonniers le duc Louis Sforze et son frère. Le gouvernement de Bourgogne et le grade d'amiral de Guienne, puis de Bretagne, furent sa récompense. En 1503, La Trémoille fut chargé d'envahir le royaume de Naples et d'en chasser les Espagnols que commandait Gonsalve de Cordoue (*voy.*); mais l'habileté du *grand capitaine* et la discipline de l'infanterie espagnole l'emportèrent sur le brillant courage des gens d'armes français, et La Trémoille, étant tombé malade, se vit contraint de revenir en France.

Nous le retrouvons, en 1509, faisant des prodiges de valeur à la bataille d'Agnadel (*voy.*), sous les yeux de Louis XII. En 1513, surpris et battu, à Novare, par les Suisses, il prend aussitôt sa revanche, et, par l'habileté de ses dispositions, il parvient à leur faire évacuer la Bourgogne, au moment où l'on croyait cette province sans défense et près de tomber en leur pouvoir. Deux ans après, il combattit près de François I^er^, à la bataille de Marignan; mais il eut la douleur d'y perdre un fils de la plus grande espérance, le prince de Talmont, qui tomba criblé de 62 blessures. Enfin, après avoir défendu, avec succès, la Picardie contre les armées combinées de l'Empire et de l'Angleterre, le vieux général trouva une mort glorieuse sur le champ de bataille de Pavie où, au fort de la mêlée, une balle vint le frapper au cœur (1525).

Louis de La Trémoille fut non-seulement un guerrier illustre, mais encore un négociateur habile, un administrateur intègre, un homme de bien, dont les vertus obtinrent l'hommage de tous les partis. On l'appela, de son temps, le *chevalier sans reproche*, et il mérita de tout point ce glorieux surnom. Il avait épousé, en 1485, Gabrielle de Bourbon, fille de Louis de Bourbon I^er^, comte de Montpensier, princesse du plus noble caractère et de l'esprit le plus distingué, qui nous a laissé plusieurs ouvrages de piété. Sous ce titre, *Le panégyric du chevalier sans reproche*, Jean Bouchet nous a laissé une biographie de Louis de La Trémoille aussi intéressante par la vérité des détails que par la naïve peinture des mœurs de cette époque. Elle fait partie des *Mémoires relatifs à l'histoire de France.*

François de La Trémoille, petit-fils de Louis II, épousa, en 1521, Anne de Laval, fille de Charlotte d'Aragon, princesse de Tarente. Elle apporta dans la maison de La Trémoille ses prétentions sur la couronne de Naples, que ses descendants ont fait valoir dans plusieurs congrès et qui leur ont fait accorder quelquefois le titre d'altesse.

Parmi les membres de cette grande famille qui, depuis, ont joué un rôle important dans l'histoire, nous rencontrons encore, selon l'ordre des temps :

Henri-Charles, duc de La Trémoille, prince de Tarente, né, en 1620, de Henri, duc de La Trémoille, qui s'était montré fort attaché au cardinal de Richelieu, et qui contribua à faire lever aux Espagnols le siége de Corbie. Après avoir terminé d'assez brillantes études au collége de Poitiers, Henri-Charles prit du service en Hollande et fit ses premières armes sous le prince Louis-Frédéric d'Orange, son grand-oncle. En 1638, il accompagna le prince Guillaume en Angleterre, et assista à son mariage avec la fille aînée de Charles I^er^; puis il revint en Hollande. Il ne quitta ce pays qu'en 1647, après avoir vu avec douleur la princesse d'Orange, qu'il aimait et dont il était aimé, contrainte d'épouser l'électeur de Brandebourg. Rentré en France, il obtint du roi la permission de lever deux régiments, l'un d'infanterie, l'autre de cavalerie, et, dans les premiers démêlés de la Fronde (*voy.*), il embrassa chaudement le parti de la cour et du cardinal. Mais, dupé par Mazarin, qui ne tint aucune des belles promesses qu'il lui avait faites, il entra dans la ligue *des princes*, souleva la Saintonge et le Poitou, tandis que le prince de Condé

faisait la guerre en Guienne. Au combat du faubourg Saint-Antoine, il eut un cheval tué sous lui. Forcé de se replier devant les troupes royales, il s'empara de plusieurs villes de Champagne, que le manque d'argent le força bientôt d'abandonner. Retiré de nouveau en Hollande, après la ruine de son parti, le duc de La Trémoille obtint, quelques années plus tard, du cardinal et de la reine-mère, la permission de rentrer en France, et reçut de la cour un très gracieux accueil. Toutefois, son inaltérable fidélité aux intérêts du prince de Condé excita la colère du cardinal Mazarin qui le fit arrêter à Compiègne et garder plusieurs mois dans la citadelle d'Amiens. Libre enfin, mais toujours disgracié, La Trémoille repassa en Hollande où, à la prière des États-Généraux, il prit le commandement des troupes dans la guerre engagée contre l'évêque de Munster. De retour en France, en 1669, il présida la noblesse aux États de Bretagne, et sut habilement concilier les intérêts du roi avec ceux de la province. Peu de temps après, en 1670, le duc de La Trémoille abjura le calvinisme, qu'il n'avait embrassé que par les conseils de sa mère, et rentra dans le sein de la religion catholique. Il mourut le 14 septembre 1672, et fut inhumé dans le tombeau de sa famille à Thouars. Il a laissé des *Mémoires* (Liége, 1767, in-12), adressés à ses enfants, où il raconte, d'une manière facile et naturelle, les principaux détails de sa vie et ses relations avec tous les personnages historiques de cette époque.

A.-Ph. de La Trémoille, prince de Talmont, à l'époque de la révolution de 1789, se montra l'un des plus énergiques défenseurs de la royauté. Après avoir, en 1792, servi dans les rangs des émigrés, en qualité d'aide-de-camp du comte d'Artois, il vint en France, en 1793, pour organiser l'insurrection vendéenne. Arrêté et transféré dans les prisons d'Angers, il gagna ses gardes et accourut à Saumur, dont les Vendéens venaient de s'emparer. L'éclat de son nom, sa belle figure enthousiasmèrent les paysans; il fut nommé sur-le-champ général de la cavalerie, et prit place au conseil. A l'attaque de Nantes, le 28 juin 1793, avec Cathelineau et d'Elbée, il fit des prodiges de valeur : plusieurs fois, il rallia par ses paroles et ramena à la charge ses troupes découragées. On le vit sans cesse figurer au premier rang dans toutes les rencontres, où rien n'égalait son impétuosité et son ardeur. Il protégea la retraite de l'armée royaliste refoulée vers la Loire, et contribua puissamment à la victoire qu'elle remporta près de Laval. Néanmoins, après de nouveaux échecs, les violentes divisions qui éclatèrent au sein de l'armée royaliste, l'insurrection des paysans qui refusaient de leur obéir, découragèrent le prince de Talmont, et il résolut de s'embarquer pour l'Angleterre. Stofflet, détaché à sa poursuite, l'ayant ramené au camp, on le vit bientôt réparer sa faute par son habile et valeureuse conduite à la bataille livrée entre Dol et Antrain. Mais, après la déroute du Mans, le prince, mécontent de l'armée qui lui avait préféré Fleuriot pour général en chef, abandonna ses troupes, et, suivi d'un seul domestique, erra dans les environs de Laval et de Fougères. Reconnu pour le prince de Talmont, il fut arrêté et traîné dans les prisons de Rennes, de Vitré et de Laval. Il supporta avec courage toutes les vexations qu'on lui fit endurer, et répondit aux commissaires de la Convention avec une noblesse, une fermeté qui les frappèrent d'étonnement. Enfin, sur l'ordre de la Convention, il fut exécuté à Laval, et sa tête, fichée au bout d'une pique, fut exposée au-dessus de la porte de cette ville. Il lui a été élevé, en 1822, un monument expiatoire. AL. D-I.

Charles-Bretagne-Marie-Joseph, prince de Tarente, duc de La Trémoille, lieutenant général et pair de France, naquit à Paris le 24 mars 1764, de Jean-Bretagne, duc de La Trémoille et de Marie Maximilienne, princesse de Salm-Kybourg; il fut le filleul de la province de Bretagne. Entré au service à l'âge de 15 ans, il était déjà colonel, en 1787. A la révolution, il émigra avec sa famille; Il servit sous le prince de Condé, passa sous les drapeaux de l'empereur François II, et de là dans les armées napolitaines. En 1798, il donna sa démission et parut dans la Vendée, qui ne tarda pas à être pacifiée. Il menait depuis longtemps

la vie la plus retirée lorsque les Bourbons revinrent en France. Louis XVIII lui conféra le grade de lieutenant général, et l'appela à la Chambre des pairs (4 juin 1814). Fidèle à ses sentiments monarchiques et aux principes constitutionnels, le duc de La Trémoille traversa l'époque de la Restauration sans attirer sur lui l'attention publique. En juillet 1830, il se rallia à la nouvelle monarchie et lui prêta l'appui de son vote. Il est mort, à Paris, le 9 novembre 1839. Z.

LATRINES, partie supérieure des fosses d'aisance (*voy.*) destinée à recevoir les siéges. Cette localité n'est pas sans importance dans les constructions, surtout lorsqu'il s'agit de grands établissements tels que les colléges, les hôpitaux, les prisons, etc., où les émanations qui s'en exhalent peuvent causer au moins de graves incommodités. Pour les éviter, outre qu'une extrême propreté est nécessaire, il faut prendre en considération la disposition des portes, qui doivent être doubles et ouvrir en sens contraire; celle du sol qui doit être à l'abri des infiltrations; celle des siéges, dont la clôture exacte a lieu par le moyen de l'eau. Le constructeur doit aussi songer à une ventilation facile qu'il pourra établir par un tuyau d'appel partant de la fosse, et recevant un courant d'air chaud d'une cheminée voisine ou d'une lampe qu'on allume à la partie supérieure; il satisfera aux convenances par l'établissement de cabinets isolés, ayant de faciles abords, et permettant une surveillance nécessaire dans certains établissements. *Voy.* Aisances (*lieux d'*).

Les améliorations survenues dans les grandes villes sous le rapport de la salubrité ont amené l'établissement de latrines publiques telles qu'on les voit à Paris aux environs des halles et marchés. F. R.

LATUDE (Henri Masers de) naquit, en 1725, à Montagnac, dans le Languedoc. Destiné à l'état militaire, il entra dans le corps du génie. Après la paix de 1748, il revint à Paris pour continuer ses études. C'est là que lui vint l'idée la plus extravagante à laquelle il dut cette longue captivité arbitraire qui seule a fait sa célébrité. Le 28 avril 1749, il part pour Versailles afin de prévenir M^me^ de Pompadour (*voy.*) qu'un horrible complot se trame contre elle. La marquise reçut en effet un paquet contenant des poudres malfaisantes. C'était Latude lui-même qui avait mis ce paquet à la poste avant de partir, dans l'espoir d'être récompensé d'une révélation importante. L'artifice ayant été découvert, Latude fut arrêté et conduit à la Bastille où il avoua tout. Transféré à Vincennes, il parvint à s'évader; mais, reconnu, il fut ramené à la Bastille, d'où il se sauva, le 25 février 1756, avec un autre prisonnier, au moyen d'une échelle fabriquée avec leur linge et des morceaux de bois à brûler. Repris à Amsterdam, Latude fut reconduit à la Bastille dont la mort de M^me^ de Pompadour ne put même lui faire ouvrir les portes, et où il parvint, dit-on, à apprivoiser des rats, tristes hôtes de son réduit, qui obéissaient à sa voix et à son moindre geste. Transféré à Vincennes, il s'échappa de nouveau (1765), mais il fut rattrapé dans les environs de Fontainebleau et réintégré dans sa prison. En 1775, on le mit à Charenton. Il en put sortir en 1777, mais avec ordre de ne pas quitter sa ville natale. Il voulut revoir Paris: on le mit à Bicêtre. Enfin, en 1784, il obtint sa liberté par l'intercession courageuse d'une dame Legros, marchande à Paris, chez laquelle il put se retirer. Il salua avec joie la révolution, et il obtint, en 1793, une indemnité contre les héritiers de M^me^ de Pompadour, fixée par jugement à 60,000 livres, mais dont il toucha seulement le sixième. Il mourut à Paris, le 1^er^ janvier 1805, dans la plus profonde obscurité. M. Thierry, avocat, a publié: *Le despotisme dévoilé, ou Mémoires de Latude rédigés sur les pièces originales*, Paris, 1791-92, 3 vol. in-18; 1793, 2 vol. in-8°. L. L.

LAUBARDEMONT (Jacques Martin, plus connu sous le nom de), conseiller d'état dévoué au cardinal de Richelieu, fameux par le rôle indigne qu'il joua dans les procès d'Urbain Grandier, de Cinq-Mars (*voy.*) et de De Thou, en poursuivant la condamnation de ces malheureux par les moyens les plus infâmes. Ces deux procès ont attaché au nom qu'il s'était donné lui-même l'idée d'un honteux servilisme. La mort de Richelieu le fit

rentrer dans l'obscurité. Il y mourut tranquillement ; mais son fils fut tué, en 1651, au milieu d'une bande de brigands auxquels il s'était associé. L. L.

LAUDANUM, préparation d'opium, d'un usage très vulgaire et pour ainsi dire domestique. C'est une dissolution vineuse d'extrait d'opium dont on connaît deux formules. L'une, le *laudanum liquide de Sydenham*, a pour base le vin d'Espagne et pour accessoires quelques aromates tels que le girofle, la cannelle, etc.; l'autre, qui se nomme *laudanum de Rousseau, gouttes de Rousseau*, du nom de l'inventeur, est une macération d'opium dans du miel qu'on fait fermenter, et qui par conséquent devient alcoolique : elle est plus puissante que la première, car 8 gouttes représentent un grain d'extrait aqueux d'opium, tandis qu'il faut 18 gouttes de laudanum de Sydenham pour faire l'équivalent. *Voy.* Opium. F. R.

LAUDERDALE, ancienne famille écossaise qui, sous le nom de Maitland, auquel vinrent se joindre successivement les titres de Thirlestane, de Lethington, et enfin de Lauderdale, a figuré dans la politique et dans la littérature.

Sir William Maitland de Lethington, premier secrétaire d'état sous Marie Stuart, prit une part active aux troubles de ce règne, et périt de mort violente en 1573. John, qui fut créé comte de Lauderdale, le 24 mars 1624, eut pour fils le second comte du même nom, d'abord zélé *covenanter*, puis royaliste et membre du ministère de Charles II surnommé *la Cabale* (*voy.*), mort en 1682, et dont Burnet a tracé le portrait. Un de ses descendants, Richard, connu par une traduction de Virgile, mourut en France où il avait suivi Jacques II.

James Maitland, huitième comte de Lauderdale, né le 26 janvier 1789, fut d'abord, à la Chambre des communes, sous le nom de lord Maitland, l'un des membres les plus ardents de l'Opposition. Il débuta en même temps que Pitt (février 1778) dans la discussion du fameux bill de la liste civile, appuya, en 1783, celui que proposa Fox sur le gouvernement de l'Inde, et fit partie, en 1787, de la commission d'accusation contre Warren Hastings (*voy.*). A la mort de son père (août 1789), il entra à la Chambre des lords où il continua de se faire remarquer par la véhémence de ses attaques. Homme d'opposition, on pourrait presque dire de contradiction, on l'a vu combattre avec énergie pour la liberté de la presse, l'*habeas corpus*, etc., et défendre tour à tour contre l'ambition britannique Tippo-Saïb, la Russie, le Danemark et la France. En 1792, il visita ce dernier pays, se lia avec les Girondins et vit de près notre révolution dont il se constitua hautement l'apologiste.

A l'avénement de Fox au ministère, lord Lauderdale devint pair de la Grande-Bretagne, membre du conseil privé et garde du grand sceau d'Écosse. Nommé gouverneur général de l'Inde, il éprouva une telle opposition de la part des directeurs de la Compagnie, que le gouvernement se vit obligé de donner cette place à lord Minto. Il fut alors (1806) envoyé près de Napoléon, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour traiter de la paix ; mais il échoua dans ses négociations, et quitta Paris lorsque l'empereur partit pour la campagne de Prusse. Bientôt la mort de Fox lui fit perdre ses emplois et le rejeta dans l'Opposition. Dans la séance du 8 avril 1816, il soutint avec force et dignité la motion de lord Holland (*voy.*) contre la détention de l'empereur Napoléon dans l'île de Sainte-Hélène. Depuis, il a voté en 1832 contre la réforme parlementaire. Lord Lauderdale a publié plusieurs ouvrages sur les fonds publics, le papier monnaie, le gouvernement de l'Inde, les manufactures, les grains, etc., où il se montre publiciste éclairé et financier profond. Nous citerons surtout ses *Recherches sur l'origine et la nature de la richesse publique*, 1804, in-8°, qui renferment, à côté de quelques opinions hasardées, des vues très solides sur plusieurs questions d'économie politique. R-y.

L'amiral sir Frédéric Maitland, qui, n'étant encore que capitaine de vaisseau et commandant du *Bellérophon*, reçut à son bord, le 15 juillet 1815, l'empereur Napoléon, lorsqu'il se mit sous la protection de l'Angleterre, est un cousin de lord Lauderdale.

Quant à sir Thomas Maitland, lord haut-commissaire des îles Ioniennes, de

1815 à 1823, et qui s'était d'abord fait un nom aux Indes-Orientales, il ne paraît pas qu'il appartienne à la même famille écossaise. S.

LAUDES, *voy.* HEURES CANONIALES.

LAUDON, *voy.* LOUDON.

LAUENBOURG (DUCHÉ DE SAXE-), situé dans la Basse-Saxe, appartenant au Danemark, et faisant partie de la Confédération germanique.

D'une superficie de 19 mill. carr. géogr., avec une population de 36,000 âmes, ce duché s'étend sur la rive droite de l'Elbe, et est borné par le royaume de Hanovre, le duché de Holstein, le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, la principauté de Lubeck, et les territoires des villes libres de Hambourg et Lubeck. L'élève des bestiaux, l'agriculture et le commerce d'expédition constituent la richesse du pays auquel les lacs de Mœlln, de Ratzebourg et de Schall, ainsi que l'Elbe, la Bille, la Stecknitz et la Wagnitz offrent de nombreuses facilités pour le transport des marchandises. De vastes forêts fournissent à l'exportation beaucoup de bois à brûler et de construction. Les tourbières sont très abondantes. Comme les autres parties du royaume de Danemark, le duché de Lauenbourg a reçu, en 1833, une nouvelle constitution d'États. Ratzebourg est le siége des autorités supérieures et le chef-lieu du duché.

Le duché de Lauenbourg a reçu son nom de la ville de Lauenbourg qui fut bâtie pendant les guerres de Henri-le-Lion (*voy.*). Habitée d'abord par les Polabes, cette ville passa, vers 1227, sous l'autorité d'Albert I^er^, duc de Saxe de la branche Ascanienne, malgré l'opposition de la maison de Brunswic; cependant un traité, conclu en 1369, assura la possession du pays au duc Georges-Guillaume de Brunswic-Celle, lorsque la branche de Lauenbourg s'éteignit en 1689. L'électeur de Saxe qui, comme beaucoup d'autres encore, élevait des prétentions sur cet héritage, y renonça moyennant une somme de 1,100,000 florins, en se réservant néanmoins de les faire valoir de nouveau à l'extinction de la maison de Brunswic-Lunebourg. Ce ne fut qu'en 1716, que Georges I^er^ reçut l'investiture impériale et un siége dans le collége des princes de l'Empire. La levée du séquestre mis sur le pays de Hadeln, qui appartenait également à la succession du duc de Lauenbourg, eut lieu seulement en 1731. En 1803, le Lauenbourg passa avec le reste du Hanovre sous la domination française. En 1813, l'ancienne constitution y fut rétablie; mais, le 16 juillet 1816, le duché entier, à l'exception du pays de Hadeln à l'embouchure de l'Elbe, d'une étroite langue de terre sur la rive gauche de ce fleuve, et du bailliage de Neuhaus sur la rive droite, fut donné à la Prusse, qui le céda à son tour au Danemark, et reçut pour indemnité la Poméranie suédoise (*voy.* T. XI, p. 634 et 648). On stipula que tous les droits et priviléges du duché seraient respectés et que sa dette publique retomberait à la charge du nouveau souverain. Z.

LAUFENBOURG, *voy.* SCHAFHOUSE.

LAURAGUAIS (LOUIS-LÉON-FÉLICITÉ, comte DE), depuis duc de BRANCAS, appartenait à la branche cadette de la maison de Brancas (*voy.*), et naquit à Paris, le 3 juillet 1733. Il fut un de ces grands seigneurs du XVIII^e^ siècle, qui, imprégnés de l'esprit critique de leur temps, s'enrôlèrent gaîment dans l'armée philosophique qui faisait la guerre aux préjugés et aux vieux abus, sans prévoir peut-être que ces attaques n'étaient que le prélude de la démolition générale, dans laquelle devait disparaître l'ancien ordre social tout entier. Le nom du comte de Lauraguais ne s'attache à aucun des événements sérieux de ce siècle; toute son histoire consiste en un certain nombre d'anecdotes remarquables par quelque mot piquant ou par quelque trait d'originalité.

Dès qu'il parut dans le monde, il y porta le goût de se singulariser, et ce qui n'avait d'abord été qu'un désir de faire de l'effet, finit par devenir le tour habituel de son esprit et un trait essentiel de son caractère. Livré tour à tour aux plaisirs et à l'étude, s'occupant à la fois de sciences, de littérature ou d'histoire, ses travaux en chimie furent cependant assez sérieux pour le faire admettre à l'Académie des Sciences. Il prétendit même avoir découvert une porcelaine supérieure à toutes les autres.

En 1759, le comte de Lauraguais fit

don à la Comédie-Française d'une somme de 12,000 livres, pour l'indemniser de la suppression, demandée par Lekain (*voy.*), des places que l'usage avait laissé envahir des deux côtés de la scène par les élégants de la cour. On conçoit combien ce mélange des spectateurs au milieu des acteurs devait nuire à l'illusion théâtrale. Le jour de la rentrée, le public applaudit vivement à cette amélioration ; ce fut le commencement de la réforme qui se fit bientôt après dans les décorations et dans le costume. Voltaire, dans sa dédicace de l'*Écossaise* au comte de Lauraguais, lui rendit grâce de cette heureuse innovation.

En 1763, le parlement, sur le réquisitoire de l'avocat général Joly de Fleury, avait rendu un arrêt qui défendait de se faire inoculer jusqu'à ce que les facultés de médecine et de théologie eussent prononcé sur le fait de l'inoculation. A l'occasion de cet arrêt, le comte de Lauraguais lut un mémoire sur l'inoculation à l'Académie des Sciences, qui ne lui permit de l'imprimer qu'à condition qu'il supprimerait toutes les personnalités contre Joly de Fleury. Ce mémoire parut donc, et sa publication amena entre l'auteur et Saint-Florentin une correspondance qui finit par une lettre de cachet. Lorsque l'exempt chargé de la lettre de cachet la présenta au comte de Lauraguais, celui-ci demanda où était alors le roi, auquel il voulait sans doute exposer son affaire. L'exempt lui répondit qu'il était allé à Saint-Hubert chasser trois cerfs qu'il avait manqués la veille. « Eh ! que ne les faisait-il arrêter par lettres de cachet ? » repartit Lauraguais.

La plus originale peut-être de ses plaisanteries est celle qu'il imagina pour se débarrasser des assiduités du prince d'Hénin auprès de Sophie Arnould (*voy.*). Il envoya la question suivante à la Faculté de médecine : « Messieurs de la Faculté sont priés de donner en bonne forme leur avis sur toutes les suites possibles de l'ennui sur le corps humain, et jusqu'à quel point la santé peut en être altérée. » La Faculté répondit que l'ennui pouvait rendre les digestions difficiles, empêcher la libre circulation, donner des vapeurs, etc., et qu'à la longue même il pouvait produire le marasme et la mort. Bien muni de cette pièce authentique, Lauraguais va chez un commissaire, qu'il force de recevoir sa plainte contre le prince d'Hénin, comme homicide de Sophie Arnould, depuis cinq mois et plus qu'il n'a bougé de chez elle.

Il fit imprimer, en 1781, une tragédie de *Jocaste*, ouvrage passablement bizarre: on dit assez plaisamment que ce qu'il y avait de plus clair dans sa tragédie, c'était l'énigme du sphinx. Environ vingt ans auparavant, il avait publié une *Clytemnestre* à peu près aussi étrange.

Aux approches de la Révolution, lorsque l'on commença à parler de la convocation des États-Généraux, il s'enferma dans la bibliothèque des bénédictins de Saint-Germain-des-Prés, et se mit à compulser les documents relatifs à l'histoire de notre droit public et de nos assemblées nationales; le résultat de ces élucubrations fut deux brochures, qu'il fit paraître, en 1788, sous les titres suivants : 1° *Lettre sur la convocation des gens des trois États, et sur l'élection de leurs députés* ; 2° *Dissertation sur les assemblées nationales et sur les trois races des rois de France*.

Après avoir été un des propagateurs de l'anglomanie dans les choses frivoles, il ne se démentit pas lorsque la nation fit l'essai plus sérieux d'imiter la Grande-Bretagne dans sa constitution. Mais il fut, à son tour, en butte à la persécution révolutionnaire: sa femme périt sur l'échafaud, et il ne dut lui-même son salut qu'au 9 thermidor. A la Restauration, il fut nommé membre de la Chambre des pairs, et il mourut le 9 octobre 1824, dans sa 92e année *. A-D.

LAURE (SAINTE). Ce mot, très usité en russe et en grec moderne sous la forme de *lavra*, et que les écrivains ecclésiastiques ont latinisé en *laura*, n'a rien de commun ni avec *laurus*, le laurier, ni avec une sainte du nom de Laure. Il servait, et sert encore, dans l'Église orientale à désigner une série de petites cellules, habitées par des anachorètes, et primitivement construites dans le désert. De telles

(*) Le comte de Ségur parle beaucoup de Lauraguais dans ses *Souvenirs et Anecdotes*. *Voir* surtout, t. I, p. 142 et suiv. S.

laures existent encore chez les chrétiens de Syrie et d'Égypte. Ces retraites étaient réputées plus saintes que les couvents ou monastères (*voy.*). Cependant, en Russie, ce sont aujourd'hui les trois ou quatre couvents les plus renommés, principaux sanctuaires de la nation, qui reçoivent exclusivement la dénomination de sainte laure. Ces couvents sont celui de Kief (*voy.*), dit Petcherskii, le plus saint de tous; celui de saint Serge, dit de la Trinité (Troïtzkii), au-delà de Moscou; et celui de saint Alexandre Nevskii à Saint-Pétersbourg, auxquels on peut ajouter celui de l'Assomption à Potchaïef, gouvernement de Vitebsk.

Au reste, le mot λαύρα appartient au grec ancien; peut-être le connaissait-on alors sous la forme de λάβρα, qui, dans Homère et Hérodote, signifie galerie, allée, ruelle, chemin creux. Le nom de Labranda des Cariens (*voy.*) le rappelle, et il semble même être entré comme élément dans le mot de labyrinthe. Ce fut dans le sens de *rue* que les chrétiens s'emparèrent de ce mot : les cellules de leurs anachorètes et les couvents des cénobites formaient des rues, des quartiers entiers, et *laure* devint alors synonyme de vaste enceinte. S.

LAURE, *voy.* Pétrarque.

LAURÉAT. Depuis qu'Apollon, consacrant à la gloire les restes d'une amante adorée, avait ceint le feuillage toujours vert de l'arbre de Daphné (*voy.*), dont les rameaux devaient perpétuellement orner la tête, la lyre et les armes du dieu des arts, le laurier se tressait pour former la couronne dont on décorait le front des poëtes et des triomphateurs. *Voy.* Couronne.

Imitateurs des Grecs, les Latins appelèrent *laurea* la couronne de laurier qu'ils donnaient aux athlètes (*voy.*) vainqueurs et aux héros triomphants. Ceux à qui elle était décernée se nommaient *laureati* : de là notre mot de *lauréat*. Pour rappeler les solennités des jeux antiques, quelques peuples modernes ont offert ce prix à des poëtes : Pétrarque reçut les honneurs de ce triomphe. Par extension, on nomme lauréats ceux qui remportent le prix dans un concours académique. Presque toutes nos Académies décernent des prix soit pour des mémoires ou des pièces de poésie sur des sujets qu'elles ont proposés, soit pour des actes de vertu, celle des Beaux-Arts offre le ciel d'Italie pour couronne à ses jeunes lauréats. *Voy.* Concours et École des Beaux-Arts.

En Angleterre, on donnait le nom de *lauréat* à un poëte qui était attaché à la cour et pensionné par le souverain pour chanter les événements remarquables de son règne. On peut faire remonter l'origine de cette institution aux bardes et aux skaldes (*voy.* ces noms) qui suivaient les rois. Si toutes les cours n'ont pas eu ce personnage, il n'est pourtant guère de princes auxquels la flatterie n'ait adressé des couronnes poétiques. L. L.

LAURENT (saint), diacre et martyr, était né à Rome dans le IIIe siècle. Sixte II, qui l'aimait, lui confia la garde du trésor de l'Église. Lorsque Valérien renouvela la persécution contre les chrétiens, Sixte fut une des premières victimes. Laurent, le voyant aller au supplice, lui criait en sanglotant : « Père, où allez-vous sans votre fils ! » Le pontife arrêta cet élan et lui ordonna de distribuer aux pauvres les richesses dont il était dépositaire. Bientôt Laurent est appelé devant le préfet, qui lui demande les trésors de l'Église : le diacre sollicite un délai pour les rassembler; puis il montre au préfet les vieillards, les veuves et les orphelins qu'il a secourus, lui disant que la richesse la plus précieuse étant la lumière divine, ces pauvres tout couverts de haillons, mais instruits dans la vérité, sont la perle de la couronne de l'Église et son plus estimable trésor. Irrité, le préfet le fit déchirer à coups de fouet et attacher ensuite sur un gril sous lequel on avait placé un brasier ardent. Laurent endura son martyre avec le plus saint courage, bénissant ses bourreaux, et les invitant gaiment, ajoute la légende, à le retourner, parce qu'il était assez cuit. Cette mort héroïque produisit quelques conversions. Son corps fut enlevé pendant la nuit et enterré près du chemin de Tibur, le 10 août 258, jour consacré par l'Église pour honorer sa mémoire. Depuis le règne de Constantin, une église dédiée à saint Laurent est élevée sur son tombeau. Plusieurs peintres

ont reproduit le supplice barbare de ce saint martyr, entre autres Lesueur, Rubens et Titien. L. L.

LAURENT (FLORINS ET ÉCUS DE SAINT-), monnaies allemandes, l'une et l'autre à l'effigie du saint diacre. Les florins, frappés à Nuremberg, étaient en or; on en connaît 41 espèces différentes, qui datent des XV^e^, XVI^e^ et XVII^e^ siècles. Les écus, en argent, se rapportent aux années de 1506 à 1600, et appartiennent aux villes de Lubeck, Hambourg, Lunebourg et Wismar. X.

LAURIER. Le genre laurier ou *laurus* de Linné est le type de la famille des laurinées dont on connaît aujourd'hui plus de 400 espèces, réparties entre un grand nombre de nouveaux genres. Ces végétaux sont caractérisés par des fleurs dépourvues de corolle, à calice inadhérent, plus ou moins profondément fendu en 4, 6 ou 8 segments disposés en deux séries alternes, et imbriqués en préfloraison; par des étamines en nombre déterminé (double, ou triple, ou quadruple, ou quintuple, ou sextuple de celui des segments du calice, ou quelquefois en même nombre que ces segments), bisériées ou pluri-sériées, insérées au fond du calice, celles des séries intérieures ordinairement déformées et stériles, celles des deux séries extérieures opposées aux segments du calice; les filets des étamines sont libres, roides, les intérieurs en général munis de 2 glandes; les anthères dressées, à deux loges collatérales s'ouvrant chacune de bas en haut par un opercule valvulaire, ou bien à quatre loges superposées deux à deux, et s'ouvrant de même par des opercules. Le pistil se compose d'un ovaire inadhérent, terminé en style columnaire, couronné d'un stigmate soit en forme de disque, soit à deux ou trois lobes; la cavité de l'ovaire est à une seule loge, qui contient un ovule solitaire, attaché vers le sommet d'un placenta pariétal. Le fruit est une baie charnue, remplie par une graine ovale ou globuleuse, dépourvue de périsperme, à tégument souvent osseux ou coriace; l'embryon est gros, huileux, rectiligne, dicotylédoné, à radicule courte, supère.

Les laurinées sont des arbres ou des arbrisseaux, la plupart très aromatiques, à rameaux cylindriques, ou irrégulièrement anguleux, inarticulés; les feuilles sont alternes, simples, très entières, point stipulées, pétiolées, en général coriaces et persistantes, ponctuées en dessous; les fleurs hermaphrodites ou unisexuelles, axillaires, ou terminales, ou latérales, petites, régulières.

Le laurier des poëtes, qui est le *laurus nobilis* des botanistes, et qu'on désigne par les noms vulgaires de *laurier franc*, ou *laurier commun*, et même par ceux de *laurier-sauce*, ou *laurier-jambon*, est, à proprement dire, la seule espèce de son genre; c'est aussi la seule laurinée qui vienne spontanément en Europe. Ce végétal, célèbre à tant de titres, abonde non-seulement dans l'Europe méridionale, mais aussi en Orient et dans tout le nord de l'Afrique. Il forme, dans les localités propices, un arbre de 30 à 40 pieds de haut, dont la forme svelte et pyramidale est assez semblable au peuplier d'Italie; son tronc droit et élancé se garnit d'un grand nombre de branches et de rameaux redressés, touffus, effilés, flexibles et tenaces; l'écorce est d'un brun verdâtre; les feuilles, longues de 3 à 6 pouces, sur environ un pouce de large, sont d'un vert gai et luisantes en dessus, d'un vert pâle en dessous, lancéolées, courtement pétiolées, ordinairement pointues. Les fleurs, petites et de couleur jaunâtre, sont dioïques; elles naissent aux aisselles des feuilles, en petits faisceaux courtement pédonculés, écailleux avant l'épanouissement. Le calice tombe après la floraison. Les fleurs mâles ont douze étamines, qui sont toutes parfaites, à filets glanduleux, à anthères bivalvulées. La baie est d'un bleu noirâtre, de la forme et du volume d'une olive.

Toutes les parties du laurier sont aromatiques, toniques et stimulantes. Les feuilles, comme l'on sait, servent à l'assaisonnement de beaucoup de mets. L'amande des graines fournit, par expression, ou en les faisant bouillir dans de l'eau, une substance grasse, verdâtre, de la consistance du beurre, d'une saveur et d'une odeur pénétrantes; cette matière, qu'on appelle *huile de laurier*, passe pour avoir des propriétés résolutives très efficaces, et s'emploie fréquem-

ment dans l'art vétérinaire. Le laurier, grâce à son port élégant, est très recherché comme arbre d'ornement ; mais dans le nord de la France on ne le rencontre guère que sous forme de buissons, et encore ne résiste-t-il aux hivers qu'à la faveur de situations très abritées.

Plusieurs autres laurinées, qu'on comprenait jadis dans le genre laurier, ne sont pas moins intéressantes que le vrai laurier. De ce nombre sont surtout les espèces qui fournissent les différentes sortes de cannelle (*voy.*) : ces végétaux, naguère encore confondus sous le nom général de cannellier ou *laurus cinnamomum* constituent maintenant le genre *cinnamomum*, genre propre à l'Asie équatoriale, et qui compte environ 30 espèces. Le cannellier culilawan (*cinnamomum culilawan*, Blume; *laurus culibaban*, Linn.; vulgairement *laurier culibaban* ou *culitlawan*), le cannellier rouge (*cinnamomum rubrum*, Blume; *laurus caryophyllus*, Loureiro)*, le cannellier sintoc (*cinnamomum sintoc*, Blume), le cannellier luisant (*cinnamomum nitidum*, Hook.; *laurus malabatrum*, Roxb.), le cannellier de Java (*cinnamomum javanicum*, Blume; *laurus malabatrum*, Linn.), et probablement plusieurs autres espèces, produisent les écorces connues sous les noms de *cannelle giroflée* ou *culiwawan*, écorces qui ne s'emploient qu'en thérapeutique, et dont l'arome plus âcre que celui des véritables cannelles, est d'une saveur de clous de girofle et quelquefois un peu camphrée; les feuilles de ces mêmes végétaux se désignent en pharmaceutique par le nom de *feuilles de malabatre*. La cannelle de Ceylan provient principalement de plusieurs variétés du *cinnamomum zeylanicum*, Blume (*laurus cinnamomum*, Linn.), ainsi que du *cinnamomum tamala*, Nees. (*laurus tamala*, Hamilt.); la cannelle de Malabar (en pharmaceutique *xylo-cassia*, ou *cassia lignea*), sorte médiocrement aromatique, et qui ne sert en général qu'à des préparations pharmaceutiques, provient du *laurier-casse* (*laurus cassia*, Linn.), qui n'est qu'une variété du cannellier de Ceylan. La cannelle de Chine est fournie par le cannellier aromatique (*cinnamomum aromaticum*, Nees.; *persea cassia*, Spreng.; *laurus cinnamomum* de plusieurs auteurs), le cannellier de Chine (*cinnamomum chinense*, Blume; *cinnamomum dulce*, Nees.; *laurus dulcis*, Roxb.), et par plusieurs autres espèces.

L'Amérique équatoriale possède aussi plusieurs laurinées dont l'écorce a une saveur aromatique agréable et approchant plus ou moins de celle de la cannelle, mais qui n'appartiennent point au même genre que les vrais cannelliers. Les plus notables sont le cannellier de la Nouvelle-Grenade (*nectandra cinnamomoides*, Nees.; *laurus cinnamomoides*, Kunth), cultivé aux environs de Mariquita, où on l'appelle *canela*; le cannellier de l'Orénoque (*mespilodaphne pretiosa*, Nees.; *laurus quinos*, Lamk.), dont l'écorce a une saveur analogue à celle d'un mélange d'essence de bergamotte et de cannelle; le boldou du Chili (*boldu chilanum*, Nees.; *laurus belloto*, Miers.). Jusqu'aujourd'hui, l'emploi de ces cannelles américaines s'est borné aux contrées où elles sont indigènes. L'écorce d'une laurinée (*orcodaphne cupularis*, Nees.; *laurus cupularis*, Lam.), qui croît aux îles de France et de Bourbon, où on l'appelle *bois de cannelle*, peut aussi se substituer à la cannelle. L'écorce, les feuilles et les fruits du *ravensara* de Madagascar (*agathophyllum aromaticum*, Willd.; *ravensara aromatica*, Sonnérat), sont pénétrés d'un arome délicieux.

Le *camphrier*, ou *laurier-camphrier* (*camphora officinarum*, et *cinnamomum camphora*, Nees.; *laurus camphora*, Linn.), fournit le camphre (*voy.*) que le commerce européen retire de la Chine et du Japon, où cet arbre est indigène. Du reste, on extrait aussi du camphre, dans l'Inde, de la racine et des vieux troncs de plusieurs espèces de cannelliers, ainsi que de quelques arbres de la famille des diptérocarpées (notamment du *shorea robusta*). Le camphre de Sumatra, qui est la sorte la plus estimée, provient aussi d'un arbre de la famille des diptérocarpées, le *dryobalanops*

(*) C'est par erreur qu'on a écrit, T. IV, pag. 636, *myrtus caryophyllata*. Nous ajoutons ce qui suit pour rectifier ou compléter cette partie de l'art. CANNELLE. S.

camphora, et non du laurier-camphrier.

L'avocatier (corruption du mot espagnol *aguacate*), laurier-avocatier, ou laurier-avocat (*persea gratissima*, Gærtn.; *laurus persea*, Linn.), arbre indigène des Antilles, et fréquemment cultivé dans toute l'Amérique intertropicale, donne le fruit connu sous le nom d'*avocat* ou *poire-avocat*, que les créoles estiment comme l'un des meilleurs fruits propres à l'Amérique; ce fruit, verdâtre et du volume d'une grosse poire, contient sous une peau coriace une chair épaisse, fondante, butyracée, presque inodore, d'une saveur particulière ayant de l'analogie avec celle de l'artichaut et de la noisette; on le mange soit comme condiment des viandes, soit en l'assaisonnant avec du sucre et du jus de citron; presque tous les animaux, même les chiens et les chats, en sont très friands. Une autre espèce du même genre (*persea drymifolia*, Nees.) produit aussi un fruit mangeable, mais d'une saveur moins agréable que celle de l'avocatier; cette espèce croît au Mexique, où on l'appelle avocatier odorant (*aguacate oloroso*).

Le laurier d'Inde, ou laurier royal (*persea indica*, Spreng.; *laurus indica*, Linn.), est une espèce très élégante, indigène des Canaries et de Madère, et fréquemment cultivée comme arbre d'ornement dans l'Europe méridionale, ainsi que dans les collections de serre. Son bois, qui est presque aussi beau que l'acajou, est recherché pour l'ébénisterie. Il en est de même du laurier-bourbon, ou laurier rouge (*persea carolinensis*, Nees.; *laurus borbonia*, Linn.), qui habite les Carolines et les provinces plus méridionales des États-Unis.

Le benjoin, faux-benjoin, ou laurier-benjoin (*benzoin odoriferum*, Nees.; *laurus benzoin*, Linn.), petit arbre qu'on trouve dans l'Amérique septentrionale, depuis le golfe du Mexique jusqu'au Canada, produit des baies très aromatiques, d'une saveur de piment, et que les habitants des États-Unis substituent souvent à cette épice. On a donné à cette espèce le nom de benjoin, parce qu'on a cru, par erreur, qu'elle produisait la gomme-résine benjoin (*voy.* ce mot).

Le sassafras, ou laurier-sassafras (*sassafras officinale*, Nees.; *laurus sassafras*, Linn.), est fameux par les propriétés aromatiques, toniques, sudorifiques et fébrifuges de son bois et de son écorce. Cet arbrisseau, indigène des États-Unis, est du petit nombre des laurinées qui résistent sans abri au climat du nord de la France.

Enfin, on a donné le nom de laurier, accompagné de différentes épithètes, à un certain nombre de végétaux qui n'ont de commun avec les laurinées qu'une ressemblance plus ou moins parfaite de leurs feuilles avec celles du laurier commun. Ainsi, on appelle vulgairement *laurier-rose*, ou *laurose*, le *nerium oleander*, de la famille des asclépiadées; *laurier-cerise*, laurier-amandier, laurier de Trébisonde, ou laurier impérial, le *cerasus lauro-cerasus*, qui est une rosacée (*voy.* ce mot et CERISIER); *laurier de Portugal*, l'azaréro, qui est également une espèce de cerisier à feuilles persistantes; le laurier épineux n'est autre chose qu'une variété du houx (*voy.*); le *laurier épurge*, ou lauréole, est le *daphne laureola*, de la famille des thymélées; le *laurier de Saint-Antoine* est l'épilobe à épis (*epilobium spicatum*, Linn.), herbe vivace, de la famille des onagraires; le *laurier-tin* est synonyme de la viorne-tin (*viburnum-tinus*, Linn.), arbuste de la famille des caprifoliacées; le nom de *laurier tulipier* se donne au *magnolia grandiflora* et à quelques autres magnoliacées. ED. SP.

LAURIER-ROSE ou LAUROSE, *voy.* l'art. précédent.

LAURISTON (ALEXANDRE-JACQUES-BERNARD LAW, marquis DE) était fils d'un maréchal-de-camp, gouverneur des possessions françaises dans les Indes, et petit-neveu de Law (*voy.*), dont le frère était resté en France après la catastrophe qui ruina le système du fameux financier. Né à Pondichéry, le 1er février 1768, le marquis de Lauriston fut destiné de bonne heure à l'état militaire. Il entra dans l'artillerie, et y obtint, par son aptitude, un si rapide avancement qu'en 1793, il était déjà capitaine, et colonel en 1795. Bonaparte, qui n'avait pas tardé à le distinguer, le choisit pour aide-de-camp lorsqu'il devint premier consul, et, peu de

temps après, lui confia le commandement de l'École d'artillerie de La Fère, avec le grade de général de brigade. En avril 1801, il débuta dans la diplomatie par une mission en Danemark, où on lui fit un brillant accueil. Chargé, le 10 octobre suivant, de porter à Londres la ratification du traité de paix entre la France et l'Angleterre, il fut reçu par le peuple avec un enthousiasme difficile à décrire. A son retour, Bonaparte l'envoya en Italie, et lui donna le commandement du dépôt d'artillerie de Plaisance. C'était une sorte de disgrâce, dont on n'a pas connu la cause réelle.

Quoi qu'il en soit, l'empereur lui rendit ses bonnes grâces, en lui conférant, le 14 juin 1804, le grade de commandant de la Légion-d'Honneur. En 1805, il fut chargé de diriger les troupes qui montèrent à bord de l'escadre de l'amiral Villeneuve, pour aller essuyer une défaite à Trafalgar (*voy.*). Napoléon le rappela aussitôt en France et l'envoya à la Grande-Armée d'Allemagne, avec le titre de général de division; il fut fait, en cette qualité, gouverneur général de la place importante de Braunau. En mai 1806, il reçut la mission de présider, en exécution du traité de Presbourg, à la remise des magasins et des arsenaux de Venise. L'année suivante, Napoléon, usant de représailles contre les Russes, qui s'étaient emparés, sans déclaration préalable, des bouches du Cattaro, ordonna au général Lauriston d'occuper, de son côté, la république de Raguse. Sa belle défense, à cette occasion, contre les Monténégrins et les Russes, est un de ses principaux titres de gloire. En 1808, Napoléon l'emmena avec lui en Espagne, où il se distingua à l'attaque des faubourgs de Madrid. Il suivit ensuite le prince Eugène en Italie, et l'accompagna, en 1809, en Hongrie, où il prit une part active, le 14 juin, à la bataille de Raab. Le siége de la ville de ce nom lui fut confié, et il y entra vainqueur le 24 du même mois. A la célèbre bataille de Wagram (*voy.*), il dirigea une charge d'artillerie qui eut le plus grand succès et qui contribua puissamment au gain de la journée.

A la suite de cette guerre, le général Lauriston eut l'honneur d'être choisi par Napoléon pour aller chercher, à Vienne, sa fiancée Marie-Louise (*voy.*), et pour l'amener en France. Il reçut en récompense le titre de comte et l'ambassade de Russie, où il alla remplacer Caulaincourt, et où il resta jusqu'en 1812, époque de la rupture avec l'empereur Alexandre.

Chargé d'un commandement à la Grande-Armée, il fut détaché, après la prise de Moscou, pour obtenir de Koutousof une suspension d'armes, qui ne fit que retarder de quelques jours notre désastreuse retraite. Placé à la tête du corps d'observation de l'Elbe, le général Lauriston sut contenir l'ennemi et l'empêcher de pénétrer dans le Hanovre.

Il combattit à Lutzen, sous les ordres du prince Eugène, ainsi qu'à Bautzen et Wurtschen, et fut chargé d'occuper Breslau, capitale de la Silésie. Enfin, le 18 octobre 1813, après plusieurs autres faits d'armes non moins glorieux, il fut fait prisonnier à la fatale journée de Leipzig (*voy.*) et conduit à Berlin, où il resta jusqu'à la Restauration.

Le roi Louis XVIII lui donna successivement la décoration de Saint-Louis, le grand-cordon de la Légion-d'Honneur et un commandement dans la compagnie des mousquetaires gris. Pendant les Cent-Jours, il se tint éloigné de la scène politique; et la seconde Restauration le trouva retiré paisiblement dans sa terre de Richemont. De nouvelles faveurs l'attendaient encore: nommé pair de France, le 17 août 1815, il obtint, au mois de septembre suivant, le commandement de la première division d'infanterie de la garde royale. Le 12 octobre, il fut choisi pour faire partie de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers de tout grade pendant les Cent-Jours. Créé marquis en 1817, il reçut le portefeuille du ministère de la maison du roi, le 21 février 1820. Grand'-croix de Saint-Louis, le 1er mai 1821, maréchal de France, en 1823, on lui confia le commandement du 2^{e} corps de l'armée de réserve en Espagne, où il se distingua par la capitulation de Pampelune. Le 4 août 1824, le duc de Doudeauville le remplaça au ministère, et il vivait, depuis cette époque, éloigné des affaires, lorsqu'il fut atteint, le 10 juin 1828,

d'une attaque d'apoplexie foudroyante qui l'enleva sur-le-champ. D. A. D.

LAUSANNE, *voy.* VAUD (*canton de*).

LAUTERN, *voy.* KAISERSLAUTERN.

LAUTREC (ODET DE FOIX, vicomte DE), maréchal de France, un des plus braves capitaines de son temps, entra dans la carrière des armes dès que son âge le lui permit. Il suivit Louis XII dans son expédition d'Italie, et assista à l'entrée de ce prince dans la ville de Gênes, en 1507. Chargé de protéger, avec 300 lances, les pères du concile de Pise, il fut blessé dans une émeute en voulant rétablir l'ordre en cette ville. Il combattit vaillamment à la bataille de Ravenne (*voy.*), en 1512, suivant dans la mêlée son cousin Gaston de Foix (*voy.*), qu'il défendit avec le plus grand courage : il y reçut tant de blessures qu'il fut laissé pour mort. Il contribua puissamment à la conquête du Milanez, et le connétable de Bourbon, qui l'aimait, lui laissa le gouvernement de ce duché. Lautrec reprit Brescia, Vérone, et força les Impériaux à lever le siége de Parme, en 1521. L'année suivante fut le terme de ses succès.

L'indiscipline des Suisses mal payés fut cause des malheurs de la journée de la Bicoque (*voy.* ce mot), en faisant échouer la sage temporisation, les savantes dispositions stratégiques et la bravoure de Lautrec. On peut voir dans les explications données par M. de Sismondi (*Hist. des Français*, t. XV, p. 154 et suiv.) sur cette bataille, que l'on n'a rien à reprocher à la conduite du général. Cette défaite força les Français à évacuer l'Italie. Lautrec se hâta de se rendre auprès de François Ier, qui refusa de le voir. Mais le connétable parvint à lui ménager une entrevue avec le roi, à Moulins; Lautrec se justifia par le manque absolu d'argent, et le roi découvrit que sa mère s'était approprié les fonds que le surintendant avait destinés à l'armée d'Italie.

Lautrec, rentré en grâce, fut nommé gouverneur de la Guienne et chargé de défendre cette frontière contre les invasions des Espagnols : il vint s'enfermer dans Bayonne (1523), investi par eux; ses discours et son exemple ayant déterminé les habitants à défendre leur ville, les Espagnols se retirèrent sans avoir osé attaquer une place dont ils avaient espéré s'emparer par un coup de main.

En 1525, Lautrec repassa en Italie; il voulut détourner François Ier d'attaquer les Espagnols devant Pavie : ses conseils n'ayant pu prévaloir, il combattit au moins auprès du roi et reçut une blessure. En 1527, il reprit le commandement de l'armée en Italie, malgré lui, mais sur la demande expresse du roi d'Angleterre. Il commença par s'assurer de la ville de Gènes, s'empara d'Alexandrie et vint fondre sur Pavie, qu'il enleva et abandonna au pillage. Pour venger l'affront que les Français avaient reçu devant cette ville, « il ne voulut, dit Brantôme, entrer dedans par les portes, mais par la brèche, tout à cheval, la faisant un peu aplanir, pour manifester un plus grand triomphe dominatif. » Partout il était reçu en vainqueur. Il allait marcher sur Naples; son armée était nombreuse et bien aguerrie : l'argent manqua de nouveau; pour s'en procurer, Lautrec eut recours à des exactions qui indisposèrent le pays. Ce fut seulement le 1er mai 1528 qu'il vint camper devant Naples; il ne crut pas devoir presser le siége de cette ville, qu'il voulait prendre par famine. Mais les privations de toute espèce et la chaleur de la saison ne tardèrent pas à développer dans son armée une maladie contagieuse très meurtrière. Lui-même en fut atteint, et il succomba le 15 août 1528. Après sa mort, l'armée, que lui seul tenait unie, leva le siége précipitamment et fut détruite dans sa retraite par le fer des Espagnols. Le corps de Lautrec fut placé sous une tombe sans ornement, mais le duc de Serra, neveu de Gonsalve de Cordoue, lui fit élever un tombeau magnifique à Naples, dans l'église Sainte-Marie-la-Neuve, en 1556.

La parenté de Lautrec avec Mme de Châteaubriant (*voy.*), maîtresse de François Ier, causa à la fois son élévation et ses malheurs; le roi, partagé entre sa mère et la comtesse, abandonna trop souvent un général capable, qu'il aurait dû soutenir de toute sa puissance, et que ses premiers succès recommandaient si bien. L. L.

LAUZUN (ANTONIN NOMPAR DE CAUMONT*, comte, puis duc DE), favori de

(*) *Voy.* LA FORCE (*famille de*).

Louis XIV, un des exemples les plus curieux de la bonne et de la mauvaise fortune qui peut ballotter les courtisans. C'est de lui que La Bruyère a dit : « Sa vie est un roman : non, il lui manque le vraisemblable. Il n'a point eu d'aventures, il a eu de beaux songes, il en a eu de mauvais; que dis-je? on ne rêve point comme il a vécu. » (*Voir* le chap. *de la Cour*). Cadet de Gascogne, né en 1633, il vint à la cour, sans aucuns biens, sous le nom de marquis *de Puyguilhem*. Il fut accueilli par le maréchal de Grammont, allié à sa famille, et dont le fils aîné, le comte de Guiche, alors en grande faveur auprès du roi, introduisit le marquis de Puyguilhem chez la comtesse de Soissons, nièce de Mazarin, de chez laquelle le roi ne bougeait pas. Il se fit remarquer de Louis XIV, qui le traita bientôt en favori, lui donna son régiment de dragons, puis le fit maréchal-de-camp, et créa pour lui la charge de colonel général des dragons.

En 1669, le duc de Mazarin voulut se défaire de sa charge de grand-maître de l'artillerie : Puyguilhem en eut vent des premiers; il la demanda au roi, qui la lui promit, mais sous le secret pour quelques jours. Par suite de son indiscrétion, Louvois le sut, et supplia le roi de ne pas confier cette charge à un homme dont il ne pourrait supporter les manières hautaines et capricieuses. La nomination fut donc ajournée. Puyguilhem saisit le moment d'un tête-à-tête avec le roi, et le somma audacieusement de tenir sa parole. Le roi lui répondit qu'il n'y était plus tenu, puisqu'il ne la lui avait donnée que sous le secret, et qu'il y avait manqué. Là-dessus, Puyguilhem tire son épée, en casse la lame avec son pied, et s'écrie qu'il ne servira de sa vie un prince qui lui manque si vilainement de parole. Le roi, transporté de colère, ouvre la fenêtre, et jette sa canne dehors, en disant qu'il aurait trop de regret d'avoir frappé un homme de qualité. Le lendemain, Puyguilhem fut conduit à la Bastille, d'où il sortit presque aussitôt pour recevoir la charge de capitaine des gardes, en échange de l'artillerie, qui fut donnée au comte de Lude.

A la mort de son père, il prit le nom de comte de Lauzun. Ce fut au mois de décembre 1670, qu'il obtint le consentement de Louis XIV pour épouser la princesse de Montpensier (*voy.*); mais il fit la faute de différer son mariage de quelques jours, pour obtenir qu'il fût célébré à la messe du roi; ce qui donna le temps aux princes de faire des représentations au roi, et le mariage fut rompu.

Cette même année, Louis XIV avait fait avec la cour un voyage en Flandre, pour en visiter les places fortes, et il avait donné à Lauzun le commandement du corps d'armée qui l'accompagnait. Cette haute faveur ne fit qu'indisposer davantage contre lui le ministre Louvois, qui s'unit à M^me^ de Montespan pour le perdre. On peut voir dans Saint-Simon par quels griefs il s'était attiré l'inimitié de cette dernière. Le ministre et la favorite travaillèrent si bien à sa perte, pendant l'année 1671, qu'au mois de novembre il fut arrêté. Dans sa surprise, il voulut savoir pourquoi : il demanda à voir le roi ou M^me^ de Montespan, ou du moins à leur écrire. Ce fut en vain, il fut conduit à la Bastille, et de là à Pignerol, où il passa dix ans dans la captivité.

Là était détenu depuis sept ans le surintendant Fouquet (*voy.*). Ils trouvèrent les moyens de tromper la surveillance de leurs gardiens, et de communiquer ensemble par un trou de cheminée. Mais Fouquet, qui avait vu les débuts modestes du jeune cadet de Gascogne à la cour, ne put ajouter foi aux récits de la haute fortune qu'il y avait faite, et il le crut fou, à la lettre, lorsqu'il l'entendit se vanter d'avoir pu épouser M^lle^ de Montpensier. Il fallut, pour vaincre son incrédulité, le témoignage de la femme de Fouquet, qui, quelque temps après, obtint la permission de le visiter dans sa prison.

Cependant M^lle^ de Montpensier, inconsolable de la captivité de Lauzun, faisait toutes les démarches possibles pour le délivrer. Le roi résolut de faire tourner ce désir au profit du duc du Maine, et il lui fit offrir la liberté de celui qu'elle aimait, à la condition d'assurer après elle, au duc du Maine et à sa postérité, le comté d'Eu, le duché d'Aumale, et la principauté de Dombes. Les deux premiers avaient été donnés à Lauzun, avec le du-

ché de Saint-Fargeau et la terre de Thiers en Auvergne, au moment où le mariage avait dû se conclure. Il fallait donc la renonciation de Lauzun, pour que Mademoiselle pût disposer de ces biens en faveur du duc du Maine. Ce ne fut qu'avec une extrême répugnance qu'elle finit par consentir à cet arrangement, qui dépouillait son amant. Mais, pour que la renonciation fût valide, il fallait que Lauzun fût en liberté. On prit donc le prétexte qu'il avait besoin des eaux de Bourbon, où il se rencontra avec Mme de Montespan pour traiter de cette affaire.

Lauzun fut amené à Bourbon avec un détachement de mousquetaires. Mais après plusieurs entrevues avec Mme de Montespan, il fut si indigné de la dureté des conditions qu'on lui imposait, qu'il ne voulut plus en entendre parler, et on le reconduisit à Pignerol. Cependant les amis de Lauzun s'entremirent : un second voyage à Bourbon fut résolu, dans l'automne de 1680. Lauzun y consentit à tout, et Mme de Montespan revint triomphante. De Bourbon, il eut la permission d'aller à Angers, et il resta quatre ans en exil dans les deux provinces de l'Anjou et de la Touraine. Mademoiselle, toujours désespérée de son absence, se plaignit hautement de Mme de Montespan et de son fils, disant qu'après l'avoir impitoyablement rançonnée, on la trompait encore en tenant Lauzun éloigné ; elle fit tant de bruit, qu'enfin elle obtint son retour à Paris, avec liberté entière, à condition de ne pas approcher plus près de deux lieues de tout endroit où le roi serait. Il vint donc à Paris, où il vit assidûment sa bienfaitrice.

Si, comme on l'a supposé, il y a eu un mariage secret entre lui et Mademoiselle, il dut être contracté vers cette époque. Les liens qui l'attachaient à la princesse ne l'empêchaient pas de courir d'autres amourettes, ce qui amenait souvent entre eux des scènes violentes. « Il se lassa d'être battu, dit Saint-Simon, et à son tour battit bel et bien Mademoiselle, tant qu'à la fin, lassés l'un de l'autre, ils se brouillèrent une bonne fois pour toutes, et ne se revirent jamais depuis. » Lorsqu'elle mourut, en 1693 (il était alors rentré en grâces auprès de Louis XIV), il osa se présenter devant le roi en manteau de deuil, et fut très mal reçu, dit Dangeau.

Vers l'année 1688, Lauzun, poursuivi par l'ennui de ne pouvoir reparaître à la cour, fit demander au roi la permission de se rendre en Angleterre. Quelques mois après éclatèrent les premiers orages de la révolution qui renversa Jacques II du trône. Ce prince chargea secrètement Lauzun de conduire la reine et le prince de Galles en France. Ils débarquèrent à Calais, le 21 décembre. De là, Lauzun écrivit au roi, et lui manda qu'il avait fait serment à Jacques II de ne remettre la reine et son fils qu'entre ses mains ; que, comme il n'était pas assez heureux pour voir Sa Majesté, il la priait de vouloir bien le dispenser de son serment, et de lui faire savoir entre les mains de qui il devait les remettre. Le roi lui répondit qu'il n'avait qu'à revenir à la cour. C'est ainsi que, selon l'expression de Mme de Sévigné, il avait enfin trouvé le chemin de Versailles en passant par Londres.

Cette action aventureuse lui rouvrit donc le chemin de la fortune. Les ministres craignirent d'abord qu'il ne reprît son ancien ascendant ; mais ses manières affectées déplurent à Louis XIV. « Il jeta ses gants et son chapeau aux pieds du roi, dit Mme de La Fayette, et tenta toutes les choses qu'il avait autrefois mises en usage pour lui plaire. Le roi fit semblant de s'en moquer. » Cependant les grandes entrées lui furent rendues. Le roi d'Angleterre lui donna l'ordre de la Jarretière, et s'entremit pour lui faire obtenir le titre de duc. Au mois de novembre 1689, il conduisit 6,000 hommes en Irlande, pour soutenir la cause jacobite. On connaît le mauvais succès de cette expédition. En 1695, à l'âge de 63 ans, il épousa la seconde fille du maréchal de Lorges, qui n'en avait pas 16. Il mourut le 19 novembre 1723, à 90 ans et 6 mois. — Voici le portrait que Saint-Simon nous en a laissé : « Le duc de Lauzun était un petit homme blondasse, bien fait dans sa taille, de physionomie haute, plein d'esprit, qui imposait, mais sans agrément dans le visage ; plein d'ambition, de caprices, de fantaisies, jaloux de tout, voulant toujours passer le but, jamais content de rien, sans lettres, sans aucun ornement ni

agrément dans l'esprit, naturellement chagrin, solitaire, sauvage ; fort noble dans toutes ses façons, méchant et malin par nature, encore plus par jalousie et par ambition; toutefois bon ami quand il l'était, ce qui était rare, et bon parent volontiers ; ennemi même des indifférents, et cruel aux défauts et à trouver et donner des ridicules; extrêmement brave, et aussi dangereusement hardi ; courtisan également insolent, moqueur, et bas jusqu'au valetage, et plein de recherches, d'industrie, d'intrigues, de bassesse pour arriver à ses fins; avec cela dangereux aux ministres, à la cour redouté de tous, et plein de traits cruels et pleins de sel qui n'épargnaient personne.» A-D.

Le duc de Lauzun, ne laissant point d'enfants de son mariage, légua son immense fortune à son petit-neveu, le duc de Biron, dont un neveu, ARMAND-LOUIS DE GONTAUT-BIRON, porta jusqu'en 1788 le nom de duc de Lauzun. *Voy.* GONTAUT (T. XII, p. 620). S.

LAVAGNA, *voy.* FIESQUE.

LAVAL (SEIGNEURS DE), ainsi nommés de la ville, chef-lieu du département de la Mayenne (*voy.*). Ils commencent à paraître dans l'histoire du temps de Hugues-Capet, et la plupart portèrent le nom de Guy. La fille de Guy VI épousa en secondes noces (1221) Matthieu II de Montmorency, connétable de France, dans la maison duquel elle apporta le duché de Laval. *Voy.* MONTMORENCY. Z.

LAVALETTE (MARIE CHAMANS, comte DE), directeur général des postes sous l'empire, né en 1769, à Paris, où il est mort le 15 février 1830, a dû en grande partie sa fortune politique à son union avec M^lle^ de Beauharnais, nièce de l'empereur Napoléon ; et c'est à l'admirable dévouement de cette héroïne de l'attachement conjugal qu'il devra surtout l'immortalité de son nom. Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, il en avait quitté l'habit, aux approches de la révolution, pour embrasser la carrière du droit; puis, après s'être compromis, en 1792, dans diverses manifestations anti-anarchiques, il avait cherché dans les rangs de l'armée un abri contre la fureur des réactions.

Simple volontaire dans la légion des Alpes, Lavalette s'était élevé en peu de temps au rang d'officier ; il servit avec distinction aux armées du Rhin et d'Italie. Après la bataille d'Arcole, Bonaparte se l'attacha comme aide-de-camp, et l'employa particulièrement à sa correspondance secrète avec Paris. Il remplit avec intelligence et dévouement plusieurs missions confidentielles du jeune général en chef de l'armée d'Italie, qui le laissa aux conférences de Rastadt avec ses pouvoirs secrets, et l'associa plus étroitement à sa fortune en lui faisant épouser ÉMILIE-LOUISE, fille du marquis François de Beauharnais, beau-frère de Joséphine, et alors en émigration (*voy.* T. III, p. 214).

Lavalette accompagna son général en Égypte : ce fut sa dernière campagne ; il en revint avec lui, et le seconda dans la journée du 18 brumaire. Le premier consul le nomma commissaire général des postes ; et il continua de remplir ces hautes fonctions sous l'empire avec le titre de directeur général et celui de conseiller d'état.

Après les événements de 1814, le comte de Lavalette fut remplacé par le comte Ferrand (*voy.*), l'homme sûr de la Restauration, et qui toutefois donna des marques d'une singulière estime à son prédécesseur, en le consultant souvent sur d'importantes questions relatives au service général des postes. Au 20 mars 1815, le neveu de l'empereur vint reprendre, d'autorité, ses anciennes fonctions; et par une activité égale à son intelligence et à son dévouement, il aida puissamment au coup d'état dont le peuple et l'armée étaient les premiers complices. A raison de ce fait, qui, dans sa conscience, était un acte de fidélité, le comte de Lavalette fut arrêté le 18 juillet, mis au secret, et livré aux assises le 19 novembre.

Après deux jours de débats, dans lesquels s'agitèrent les passions de cette époque, un verdict de culpabilité suivi d'une condamnation à mort fut rendu contre le comte de Lavalette. La veille du jour de l'exécution (23 décembre 1815), sa femme, après avoir tout préparé pour le succès d'une évasion, pénètre dans la prison avec l'autorisation du procureur général; on n'a pu refuser à cet infortuné, que l'échafaud attend, la triste faveur de dîner une dernière fois avec sa femme et sa

fille. La comtesse de Lavalette s'est munie de vêtements sous lesquels, d'autant mieux travestie que la consternation lui servira d'égide, son mari, autre elle-même, que paraissent soutenir, défaillante, le bras de sa fille et celui d'une gouvernante, franchit lentement les guichets, enveloppé de fourrures, la tête couverte d'un chapeau à plumes, un mouchoir sur les yeux... La chaise à porteurs qui a amené sa femme le reçoit, et bientôt un cabriolet l'emporte jusqu'à la retraite sûre qui lui a été préparée. Quelques minutes après, le concierge de la prison ayant trouvé, à la place de la victime, l'héroïne qui s'est dévouée à son salut, l'alarme est donnée, mais toutes les perquisitions restent inutiles. De la mansarde qu'il habita, pendant quinze jours, à l'hôtel du ministère des affaires étrangères, sous le même toit que l'un de ses ennemis politiques (M. le duc de Richelieu), le comte de Lavalette entendit crier dans la rue les ordonnances de haute police qui prescrivaient de rechercher sa personne. Enfin, le 9 janvier 1816, à 8 heures du soir, il se rendit à pied, avec un ami, chez le capitaine anglais Hutchinson ; de là, sous l'uniforme de colonel de cette nation et le nom supposé de *Losak*, il fut emmené en calèche découverte par le général R. Wilson ; tous deux franchirent sans encombre la barrière; ils arrivèrent dans la plus grande hâte à Mons, où ils se séparèrent, l'un pour aller chercher asile en Bavière, et son généreux guide pour venir subir à Paris, avec deux autres de ses compatriotes, ce procès célèbre, dit *des trois Anglais*, auquel le talent et l'énergie du défenseur, M. Dupin aîné, assurent une place glorieuse dans les fastes judiciaires de la Restauration.

Des lettres de grâce, accordées en 1822 par Louis XVIII au comte de Lavalette, lui rouvrirent les portes de la France. Mais, ainsi qu'il l'écrivit au roi dans l'épanchement de sa juste douleur, *la puissance même du monarque ne pouvait, par ses bienfaits, égaler l'infortune* qui flétrissait à jamais les joies de son retour. Sa femme avait payé son salut par la perte de la raison. Elle a précédé son mari au tombeau. Leurs cendres sont réunies au cimetière du Père-Lachaise sous un même mausolée : un bas-relief rappelle le dévouement de cette femme héroïque.

Les *Mémoires et souvenirs du comte de Lavalette*, publiés sur ses manuscrits par sa famille, Paris, 1831, 2 vol. in-8°, précédés d'une notice par M. Cuvillier-Fleury, attestent un esprit orné, un bon jugement, et surtout un cœur droit. P. C.

LA VALLIÈRE (Louise-Françoise de La Baume Le Blanc de) naquit en 1644, d'une famille noble du Bourbonnais, établie en Touraine. Privée très jeune de son père, gouverneur du château d'Amboise, sa mère, remariée au baron de Saint-Remi, premier maître-d'hôtel de Gaston d'Orléans, la conduisit à la cour de ce prince, et la fit admettre au nombre des filles d'honneur d'Henriette d'Angleterre. Blonde, avec des yeux bleus d'une expression ravissante; gracieuse et élégante, quoique un peu boiteuse; timide, modeste, réservée entre toutes ses compagnes, elle plut à Louis XIV, pour lequel elle-même conçut presque aussitôt une vive admiration qui ne tarda pas à devenir un sentiment plus tendre. Longtemps elle voulut combattre cette affection qui la troublait; mais le moyen de résister au jeune roi qu'elle aimait véritablement pour ses qualités personnelles! Le monarque partageait cette passion; son cœur l'entraînait vers celle qui par sa tendresse, plus encore que par ses grâces, l'avait subjugué sans art et sans étude. C'était à Fontainebleau que l'intimité de leur liaison avait commencé, en 1661. Fouquet (*voy.*) s'était déjà épris de cette belle personne, et les moyens peu délicats qu'il employa, mais inutilement, pour la séduire, attirèrent plus tard la haine du souverain sur le surintendant. Le roi donnait des fêtes magnifiques pour rendre hommage à M^lle^ de La Vallière (*voy.* Carrousel) qui en jouissait, mais en secret. Des quatre enfants qu'elle eut de Louis XIV, deux seulement vécurent : Marie-Anne de Bourbon, nommée M^lle^ de Blois, et depuis princesse de Conti, qui était née en 1666, et le comte de Vermandois né en 1667. Dans la même année, le roi érigea en duché la terre de Vaujour et deux baronnies en faveur de M^me^ de La Vallière et de sa fille. Elle fut pourtant désespérée d'ap-

prendre la légitimation de ses enfants, car il lui semblait qu'on devait ignorer leur naissance, ce qui la fit appeler par Mme de Sévigné « une petite violette qui se cachait sous l'herbe, et qui était honteuse d'être maîtresse, d'être mère, d'être duchesse. » Sans ambition, sans cupidité, sans coquetterie, étrangère à l'intrigue, n'existant que par son amour, tout devait finir sur la terre pour Mme de La Vallière quand Louis cesserait de l'aimer. Plusieurs infidélités de son amant l'avaient déjà avertie du malheur qui la menaçait, lorsque Mme de Montespan devint maîtresse en titre de Louis XIV, et, par ses exigences, ses dédains, que seconda trop bien le roi, apprit à l'infortunée duchesse que les remords n'étaient pas l'unique douleur qui pouvait désoler un cœur délicat. Le triste plaisir de voir le prince qu'elle aimait retint pendant quelque temps Mme de La Vallière à la cour, où elle semblait être de la suite de sa rivale ; plus tard, elle s'imposa cette vie, comme le premier châtiment d'une faute, qu'elle se préparait à expier par les plus rudes austérités : « Pour trouver la vie douce aux Carmélites, disait-elle à Mme Scarron (*voy.* MAINTENON), je me rappellerai ce que ces deux personnes m'ont fait souffrir » ; et elle désignait le roi et Mme de Montespan. Le 20 avril 1674, n'ayant pas encore 30 ans, Mme de La Vallière quitta Versailles pour venir s'enfermer dans le couvent des Carmélites à Paris, où elle fit profession le 2 juin 1675, ayant obtenu que le temps de son noviciat fût abrégé. La reine lui donna le voile noir, et Bossuet prononça le discours de la prise de voile. Cloîtrée sous le nom religieux de sœur *Louise de la Miséricorde*, Mme de La Vallière vécut 36 ans dans les exercices d'une pénitence qui n'altéra jamais la douceur de son caractère, ni la sérénité de son visage. « Je ne suis point aise, dit-elle un jour à la reine, qui venait toujours la visiter, mais je suis contente. » Elle voulut se priver de la vue de ses enfants, mais le roi lui donna l'ordre de les recevoir; et lorsqu'en 1679, Mlle de Blois épousa le prince de Conti (*voy.* T. VI, p. 694), ce dernier témoigna à l'humble carmélite autant de respect que d'affection. Quand Bossuet, lui apprenant que son fils, le comte de Vermandois, venait de succomber à une maladie aiguë, l'engagea à ne point retenir ses larmes, elle lui répondit : *Je dois encore plus pleurer la naissance de cet enfant que sa mort.* Ayant toujours présent le souvenir de ses fautes, mais rassurée par la religion dont elle ne cessait de méditer les saintes vérités, Mme de La Vallière se soumit avec joie aux travaux pénibles de la vie qu'elle avait embrassée. Mme de Montespan (*voy.*), ayant perdu à son tour l'amour du souverain, vint rejoindre Mme de La Vallière aux Carmélites, et celle-ci l'aida à soutenir cette cruelle épreuve. Les douleurs dont elle souffrit dans sa dernière maladie s'étant calmées quelques heures avant sa mort, Mme de La Vallière expira paisiblement le 6 juin 1710, après avoir reçu les embrassements de sa fille, la princesse de Conti. Des *Réflexions morales*, attribuées à Mme de La Vallière, et un recueil authentique de ses lettres au maréchal de Bellefonds, ont été publiés avec sa *Vie pénitente*, par la comtesse de Genlis, en 1804. Mme de Genlis a aussi donné, dans la même année, un roman intitulé : *Mademoiselle de La Vallière.*

Le duc de La Vallière, petit neveu de Mme de La Vallière, mort en 1780, ne laissa qu'une fille, la duchesse de Châtillon, mère de la duchesse d'Uzès; en lui finit la branche masculine de cette famille. L. C. B.

LAVANDE. Ce genre, qui fait partie de la famille des labiées (*voy.*), se compose d'environ quinze espèces, toutes remarquables comme plantes aromatiques, et dont la plupart habitent l'Europe méridionale ou l'Orient. Les lavandes forment des arbustes bas et touffus, à feuilles entières ou pennatifides, à fleurs presque sessiles, agrégées aux aisselles des bractées, et disposées en épis terminaux; leur calice est tubuleux, strié, à cinq dents dont la supérieure plus grande et de forme différente; la corolle est tubuleuse, bilabiée, à lèvre supérieure voûtée, redressée, bilobée, et à lèvre inférieure trilobée ; les étamines, au nombre de quatre, sont déclinées et incluses : les deux inférieures plus longues; le style est à deux stigmates aplatis; les noix sont

glabres, lisses, oblongues, presque trigones.

L'espèce la plus intéressante de ce genre est la *lavande officinale* ou *lavande aspic* (*lavandula spica*, Linné; *lavandula vera*, De Cand.), qu'on appelle vulgairement *spic*, *aspic*, ou *faux-nard;* on la désigne aussi par le nom de *lavande*, sans autre épithète, mais ce nom se donne en outre à plusieurs autres espèces congénères. Cet arbuste, commun dans toute l'Europe méridionale, ne s'élève qu'à deux pieds au plus; ses rameaux floraux, qui se renouvellent chaque année, partent d'une souche ligneuse très ramifiée; ils sont simples, droits, effilés, herbacés, feuillus à la base, presque nus vers le haut, terminés par un épi court, multiflore, dense, interrompu à la base, garni de bractées présque membraneuses, brunâtres, striées, plus courtes que les calices; les feuilles sont assez petites, presque linéaires, obtuses, cotonneuses étant jeunes, puis glabres, à bords enroulés; la corolle est bleue, longue d'environ 6 lignes. Cette lavande a une saveur amère et une odeur aromatique très pénétrante; elle jouit, à un degré éminent, des propriétés toniques et stimulantes communes à tant d'autres labiées. C'est l'une des plantes les plus fréquemment employées pour des bains et des fumigations aromatiques; on en extrait l'huile essentielle connue sous les noms d'*huile d'aspic* ou *essence de lavande*, qui entre dans beaucoup de préparations cosmétiques, et qui contient, d'après les analyses de M. Proust, à peu près le quart de son poids de camphre. Ed. Sp.

LAVARDIN (famille de). Lavardin est un bourg à quelques lieues du Mans; un titre de marquisat y était attaché. On fait remonter l'origine de la famille de Lavardin à Philippe de Beaumanoir, dont nous avons parlé à ce nom et qui écrivit, vers l'an 1283, les *Coustumes de Beauvoisis*, imprimées à Bourges par les soins de la Thaumassière, en 1690, in-fol., l'un des monuments les plus précieux de notre ancien droit. Il mourut en 1296.

Un Jean de Beaumanoir eut la seigneurie de Lavardin du chef de sa femme. Son descendant à la quatrième génération, comme lui appelé de Jean de Beaumanoir, est celui que Henri IV fit maréchal de France et chevalier de ses ordres, en 1595, et en faveur duquel il érigea la terre de Lavardin en marquisat, en 1601. Il fut élevé auprès de Henri IV; mais son père, Charles de Beaumanoir, ayant perdu la vie au massacre de la Saint-Barthélemy, Jean embrassa la religion catholique. Cependant après avoir tué par jalousie le jeune Randan, il suivit le roi de Navarre dans sa fuite loin de la cour de France et lui resta quelque temps attaché. La reine-mère le ramena à son parti dans la *guerre des amoureux*. Jean combattit alors dans les armées catholiques. En 1589, il entra dans la Ligue; mais il fut un des premiers qui traitèrent avec Henri IV. Le roi acheta sa fidélité par toutes sortes de faveurs; en 1602, il l'envoya commander en Bourgogne à la tête d'un corps d'armée pour contenir cette province à la suite de la conspiration de Biron. Il se trouvait dans le carrosse du roi lors de l'assassinat de ce prince par Ravaillac. Le maréchal de Lavardin remplit les fonctions de grand-maître au sacre de Louis XIII, fut nommé ambassadeur extraordinaire en Angleterre, et mourut à Paris, en 1614.

Son arrière petit-fils, Henri-Charles de Beaumanoir, marquis de Lavardin, fut envoyé en ambassade à Rome, en 1687, dans le temps des démêlés de Louis XIV avec le pape (*voy.* Innocent XI). Il mourut à Paris, le 29 août 1701.

Un autre marquis de Lavardin périt au siége de Gravelines (1658), et la postérité masculine du maréchal de Lavardin s'éteignit, en 1703, dans la personne d'Emmanuel-Henri, marquis de Lavardin, tué à la bataille de Spire.

Les Beaumanoir du Maine étaient vraisemblablement une branche des Beaumanoir de Bretagne, auxquels appartenaient ce fameux chef du parti breton et français dans le combat des Trente. *Voy.* Beaumanoir (*Jean sire de*). L. L.

LAVATER (Jean-Gaspard), un des hommes les plus respectables de son temps, naquit le 15 novembre 1741, à Zurich, où son père exerçait la médecine. Timide, indocile, fuyant la société de ses camarades pour s'enfoncer dans ses rêveries solitaires, il ne montra guère dans son

enfance d'autre goût que celui des images, ni d'autre passion que celle des tours de gobelets. Cependant on observait déjà en lui ce penchant au mysticisme qui caractérise la plupart de ses productions littéraires. A peine eut-il atteint l'âge de l'adolescence, qu'il sentit la nécessité de quitter cette espèce de vie toute passive, et de se mettre en état de remplir les fonctions du ministère évangélique auquel il se destinait. Bientôt même l'occasion se présenta de donner une preuve d'activité et de courage qu'on n'aurait pas attendue de lui. Il osa, de concert avec son ami Henri Füssli (*voy.*), s'attaquer au bailli Grebel devant qui tout le monde tremblait, en dévoilant ses injustices dans un pamphlet plein de feu et d'énergie. Il est vrai qu'il eut d'abord la précaution de se cacher sous le voile de l'anonyme; mais il ne tarda pas à se reconnaître hautement l'auteur de cet écrit. Son père, effrayé d'une telle témérité, crut prudent de l'éloigner, et il l'envoya, en 1763, à Berlin, où le jeune Lavater eut l'occasion de connaître les premiers savants de cette époque.

Après avoir terminé ses études théologiques, il visita Spalding (*voy.*) à Barth, dans la Poméranie suédoise; puis il retourna dans sa ville natale, en 1764, et trois ans après, il débuta dans la carrière littéraire par ses *Chants helvétiques* (Berne, 1767) qui se distinguent autant par la verve et l'énergie des sentiments que par la simplicité et l'harmonie du style. Cette première publication fut suivie des *Vues sur l'éternité* (Zurich, 1768-73, 3 vol.; 3e éd., 1777-78, 4 vol.), ouvrage ascétique, plein d'idées poétiques et ingénieuses, qui obtint un brillant succès. Nommé, en 1769, diacre à l'église des orphelins de Zurich, il en devint pasteur en 1775; puis, en 1778, diacre à l'église de Saint-Pierre, et finalement pasteur de cette seconde église en 1786, après avoir refusé une place qu'on lui offrait à Brême. C'est à cette période de sa vie que se rapportent un nombre infini d'écrits théologiques, polémiques ou ascétiques, et surtout de sermons où l'onction n'exclut pas la vigueur du raisonnement. Cependant, ses adversaires lui reprochaient avec raison de s'arrêter souvent à des minuties, et de se complaire dans des propositions paradoxales. Ses poésies ne sont pas moins nombreuses que ses sermons. Il composait des vers avec une facilité étonnante, et c'est sans doute à cette facilité même qu'il faut attribuer les négligences qu'on remarque fréquemment dans la versification.

De 1775 à 1778, Lavater publia le plus célèbre de ses ouvrages, les *Essais physiognomoniques* (Leipz. et Winterthur, 4 vol. in-4°; trad. française avec de nombreuses additions de Lavater, La Haye, 1781-85, 3 vol. in-4°; abrégé de Armbruster, Wint., 1783-87, 3 vol.; 2e édit., 1829). Dans une langue qu'on pourrait comparer à celle des anciens prophètes, il analyse les traits des personnages les plus célèbres reproduits par le burin de Chodowiecki, de Lips, de Schellenberg et d'autres artistes distingués. Comme le titre l'indique, ce travail n'était point un système complet; ce n'était qu'un recueil de faits, d'observations ingénieuses, de matériaux, en un mot, mis à la disposition de ceux qui voudraient essayer après lui d'élever la physiognomonie (*voy.*) à la hauteur d'une science. Mais ses élèves n'héritèrent point de cette admirable sagacité qui permettait à leur maître de juger du caractère d'une personne par l'aspect des lignes de son visage, et le public eut bientôt lieu de se convaincre que la physiognomonie n'avait pas d'autre base que le talent d'observation de Lavater. Au reste, Lavater lui-même paraît avoir fini par reconnaître l'inanité de son système. Mais il ne renonça pas de même à ses opinions mystiques.

Lorsque la révolution éclata, Lavater la salua avec enthousiasme; cependant à mesure qu'il vit se développer le système de la terreur, il éprouva pour ses excès une horreur fondée sur ses principes religieux. Jamais il ne laissa échapper une occasion de plaider la cause de l'ordre et de la justice, et lui, qui dans sa jeunesse n'avait pas craint de s'attaquer à un bailli, n'hésita pas à adresser au directeur Rewbell de justes réclamations. Il ne fit que s'attirer ainsi la haine d'un parti puissant, et sous prétexte qu'il conspirait avec la Russie et l'Autriche, il fut déporté à Bâle,

au mois de mai 1796. Rendu à la liberté quelques mois après, Lavater retourna à Zurich, où il reprit ses fonctions avec le même zèle qu'auparavant. A la prise de Zurich par Masséna, en 1799, il sortait de chez lui pour aller porter des consolations aux blessés, lorsqu'il reçut un coup de feu. La balle le frappa au bas-ventre et lui fit une blessure dont il mourut au bout de 15 mois de souffrances, le 2 janvier 1801.

Se rendre digne du nom de chrétien, tel fut le but de toute la vie de Lavater. aussi fut-il l'objet d'une vénération profonde. Homme de pratique plutôt que savant, il ne manquait cependant pas de connaissances, mais il en profita peu; il aimait mieux lire dans son cœur que dans un livre. Son caractère était plein de loyauté et de noblesse; seulement sa vanité le rendait un peu trop sensible aux éloges et aux manifestations dont il fut l'objet dans ses voyages. Son activité était prodigieuse, et l'on a peine à comprendre comment il pouvait suffire à toutes ses occupations. Sa bienfaisance s'égara plus d'une fois, mais il n'en continua pas moins, comme sa fin le prouve, à se montrer bon et charitable. Il a publié lui-même ses *Mélanges* (Wint., 1774, 2 vol.) et le *Recueil de ses petits ouvrages en prose* (ibid., 1784-85, 3 vol.). Gessner s'est fait l'éditeur de ses *OEuvres posthumes* (Zurich, 1801-2, 5 vol. in-8°). *Voir* Gessner, *Vie de Lavater* (Zurich, 1802, 3 vol.), et les *Lettres de Gœthe à Lavater* pendant les années 1774-83, publiées par Hirzel (Leipz., 1833). E. H-G.

LA VAUGUYON (Antoine-Paul-Jacques de Quélen, duc de), issu, par les femmes et unique représentant de la branche royale des princes de Bourbon-Carency, et en cette qualité prince de Carency, naquit à Tonneins, le 17 janvier 1706. Il entra dans la carrière militaire et se distingua en plusieurs affaires, surtout à la bataille de Fontenoi. Il fut nommé lieutenant général le 1er janvier 1748. Le Dauphin, fils de Louis XV, lui confia l'éducation de ses quatre fils: l'un mourut à l'âge de dix ans, et les trois autres régnèrent sur la France sous les noms de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X. La Vauguyon fut élevé à la dignité de duc et pair de France. Le dauphin mourut entre ses bras, en lui recommandant de continuer à former ses enfants à la sagesse et à la vertu.

Le duc de La Vauguyon mourut le 4 février 1772, à Versailles, ne laissant qu'un fils, qui était né le 30 juillet 1746, et devint lieutenant général. Il succéda à la duché-pairie de son père, et fut envoyé, en 1776, comme ambassadeur en Hollande. Il parvint à détruire la prépondérance anglaise dans les États-Généraux des Provinces-Unies. En 1784, il reçut l'ordre du Saint-Esprit et fut nommé à l'ambassade d'Espagne, où il réussit encore à resserrer les liens qui unissaient les deux royaumes. En 1789, Louis XVI rappela le duc de La Vauguyon pour lui confier le ministère des affaires étrangères, qu'il ne garda que quelques jours. Il reprit son poste d'ambassadeur et retourna en Espagne; mais les plaintes du ministre anglais le firent remplacer par Bourgoing, le 1er juin 1790. Il continua pourtant de résider à Madrid et écrivit un mémoire justificatif qui fut lu à l'Assemblée constituante. Vers la fin de 1795, Louis XVIII l'appela à Vérone en qualité de ministre; de là le duc de La Vauguyon suivit le prince à Blankenbourg où il fixa sa résidence. Il rendit de grands services à la cause royale; mais, en 1797, des intrigues de courtisans lui firent quitter la cour du prétendant, et il revint en Espagne où il demeura jusqu'en 1805. A cette époque, il rentra en France et vécut, jusqu'à la Restauration, dans une retraite absolue. Élevé à la pairie lors de la promulgation de la Charte, il resta toute sa vie dévoué aux principes constitutionnels qu'elle avait proclamés. Il est mort à Paris, le 14 mars 1828, âgé de 82 ans.

Son fils entra au service de l'Espagne, et devint aide-de-camp du marquis de Saint-Simon, commandant un corps d'émigrés. Après le retour de sa famille en France, il s'enrôla comme volontaire dans l'armée française, et suivit Murat, en qualité d'aide-de-camp, dans le royaume de Naples; son avancement fut rapide. Les événements politiques de 1815 le ramenèrent en France avec le grade de lieutenant général. Il mourut à Paris en jan-

vier 1837. Le duc de La Vauguyon était le dernier de son nom. Il avait succédé à la pairie de son père; mais il paraît n'avoir jamais siégé, sans doute par suite des événements de juillet 1830. L. L.

LAVE. Ce nom, qui vient probablement du mot allemand *laufen* (couler), s'applique à toutes les substances minérales en *masse*, c'est-à-dire en roche, qui sont rejetées par les volcans dans un état de liquidité.

Les principales laves se divisent en six roches bien distinctes : la *téphrine*, l'*obsidienne*, la *leucostine*, la *pumite* ou la *ponce*, le *trachyte* et le *basalte*. Les cinq premières sont essentiellement composées de feldspath, et la dernière d'une substance minérale appelée pyroxène.

Les téphrines offrent toutes la texture poreuse, c'est-à-dire que les vacuoles y sont extrêmement nombreuses; très souvent leur texture est scoriacée : ce sont alors de véritables scories (*voy.* ce mot).

L'obsidienne est une roche compacte et tellement vitreuse, qu'elle a reçu le nom de *verre des volcans*. Elle se présente en grandes masses dans les volcans de l'Islande.

La leucostine est d'une texture grenue et compacte.

La pumite, plus connue sous le nom de *pierre ponce* ou *ponce* (*voy.*), est une roche à texture poreuse et fibreuse, tellement légère que dans l'eau elle surnage.

Le trachyte (*voy.*) est une roche légèrement poreuse, rude au toucher et d'un aspect terne et mat. Elle contient toujours des cristaux plus ou moins abondants de feldspath. Cette roche, qui en général est sortie du sein de la terre par des crevasses et non par des cratères, est cependant rejetée par quelques volcans modernes.

Le basalte (*voy.*) offre en général la texture compacte, mais il présente aussi les textures celluleuse et scoriacée. Il offre au plus haut degré de régularité la division prismatique; d'autres fois, il se divise en tables peu épaisses ou en rognons sphéroïdaux plus ou moins considérables.

Ces différentes roches ont affecté, à leur sortie des entrailles de la terre, des formes plus ou moins singulières et remarquables; elles ont donné lieu à des phénomènes plus ou moins curieux dont nous parlerons à l'art. Volcan.

Les laves ne sont pas sans utilité pour certaines branches d'industrie. On sait que leur décomposition forme un sol végétal tellement productif que plusieurs volcans, tels que le Vésuve (*voy.*), ont leurs flancs couverts de la plus riche végétation; ce qui explique pourquoi, malgré les dangers auxquels ils sont exposés, de beaux villages sont établis sur les pentes de ce volcan parfois si terrible.

Les téphrines ou les laves proprement dites ont souvent été utilisées : ainsi l'on a fabriqué des espèces de bouteilles soufflées avec la lave en fusion du Vésuve; la téphrine de Volvic, en Auvergne, est exploitée pour la bâtisse; on en fait aussi des dalles, des bornes, des colonnes, des chapiteaux, des ornements de tous genres et des tombeaux; les scories pulvérulentes entrent avec avantage dans la préparation des mortiers et des bétons; les leucostines et les basaltes en tables sont employés dans certains pays à couvrir les maisons; la ponce sert à polir et à d'autres usages; enfin, presque toutes les roches qui appartiennent au groupe des laves peuvent être utilisées dans les constructions. J. H-T.

LAVEMENT. Ce qui s'appelait du temps de Molière et de M. Purgon un *clystère*, ce que la pudeur trop timorée du père Le Tellier fit nommer un *remède*, n'est qu'une injection d'eau pure ou médicamenteuse dans la partie inférieure du canal digestif. Les appareils au moyen desquels on les administre, et qui, dans ces derniers temps ont été l'objet d'inventions hydrauliques plus ou moins compliquées, sont décrits aux mots Seringue et Clysoir. Les lavements servent, soit à débarrasser le gros intestin des matières fécales qui l'encombrent, soit à exercer sur lui une action directe, dans le cas de maladie locale, soit enfin à introduire dans l'économie des substances médicamenteuses que, par un motif quelconque, on ne veut pas confier à l'estomac.

Dans le premier cas, on emploie des liquides aqueux ou composés, le plus souvent tièdes, quelquefois froids ou même glacés, et en quantité variable. Une livre

est la mesure ordinaire; mais souvent on voit plusieurs lavements être gardés. La distension des intestins provoque leur contraction, qui expulse à la fois le liquide introduit et les matières fécales délayées ou ramollies. L'usage habituel des lavements est mauvais en ce qu'ils accoutument les intestins à l'inertie (*voy.* CONSTIPATION); mais ils constituent un moyen de remédier immédiatement à des accidents tels que le mal de tête, les douleurs de ventre, etc.

Souvent on ajoute au liquide injecté des médicaments propres à en assurer l'effet évacuant. Les uns sont des substances grasses ou mucilagineuses; les autres des sels, des acides, des matières résineuses ou extractives, etc., ce qui constitue les lavements laxatifs ou purgatifs.

Le second cas où l'on emploie les lavements est celui où, le gros intestin lui-même étant malade, l'injection qu'on y fait peut être considérée comme une fomentation. On peut, suivant les circonstances, la rendre émolliente, narcotique, astringente, irritante, etc.

Enfin, les lavements peuvent être employés comme véhicule de médicaments qu'on veut présenter à l'absorption, et même quelquefois de substances alimentaires qu'une maladie empêche d'introduire par les voies ordinaires.

Pour les lavements nutritifs, on se sert de lait ou de bouillon; mais ce mode d'alimentation, auquel on est forcé quelquefois d'avoir recours, est bien incomplet, puisque les opérations préalables et importantes de la digestion sont supprimées.

Cette raison rend justement préférable ce mode d'application des médicaments, qui parviennent dans le sang exempts de toute décomposition, et plus sûrement encore que quand on les confie à la peau soit saine, soit même dépouillée de son épiderme.

Dans l'une et l'autre circonstance, le mode d'administration exige des précautions particulières; car il n'y a pas de succès à espérer si le médicament ne reste pas en contact avec l'intestin pendant un certain temps, s'il se trouve mêlé à des substances étrangères, et s'il est étendu dans un véhicule trop abondant. Il faut donc, lorsqu'on veut administrer un lavement médicamenteux, commencer par donner un ou deux lavements d'eau pure, afin de vider l'intestin, et attendre même que tout le liquide qu'on a introduit soit évacué ou absorbé. Alors seulement on donnera le lavement destiné à être conservé et qui devra ne pas excéder le poids de 125 à 175 grammes ni la température de 25 à 30° centigrades. Le sujet restera dans l'immobilité pour éviter le déplacement du liquide et les contractions expulsives qui en seraient la suite.

Il n'est pas jusqu'au procédé opératoire, si l'on peut ainsi dire, qui n'ait son importance. L'introduction brusque et maladroite de canules dures et âpres peut blesser le rectum, surtout lorsqu'il est le siége d'un gonflement hémorroïdal, squirreux ou autre; une trop violente impulsion sollicite un spasme de l'intestin qui refuse d'admettre l'injection. C'est principalement chez les jeunes enfants qu'on observe ce dernier phénomène et qu'il convient d'employer des canules bien lisses et enduites de corps gras, et de pousser l'injection doucement et sans qu'ils s'en aperçoivent. F. R.

LAVINIE, fille du roi Latinus (*voy.* LATINS) et d'Amata. Sa main fut promise à Turnus, roi des Rutules, mais l'oracle la destinait à un étranger. Énée (*voy.*) débarqua en Italie et l'épousa, après avoir tué Turnus. Parvenu au trône de son beau-père, Énée donna le nom de sa femme à la capitale du Latium (*voy.*) qu'il avait fondée. Un fils posthume auquel Lavinie, réfugiée dans les bois (*sylva*), donna le jour, reçut le nom d'Énée ou Julus Sylvius. Z.

LAVIS. Le lavis est, en peinture, l'art d'employer sur le papier avec l'eau pure et des pinceaux, l'encre de la Chine et les couleurs gommées. Cette manière de peindre ou de dessiner prend son nom de ce qu'en opérant, l'artiste semble laver le papier avec son pinceau en le frottant de couleur à pleine eau.

Entre la miniature, l'aquarelle, l'enluminure (*voy.* ces mots) et le lavis, il y a cette différence, que, pour la première, les couleurs se piquent par points au pinceau; pour la seconde, elles s'étalent par couches et se mélangent comme dans la peinture à l'huile; pour la troisième, elles

s'appliquent par teintes plates sur un dessin ou une gravure, tandis que dans le lavis une seule couleur, étendue par teintes superposées, règne assez ordinairement partout. Les architectes, les ingénieurs emploient ce genre de peinture pour les plans des monuments d'architecture et pour les plans topographiques.

Pour *laver* un dessin, c'est-à-dire le *mettre à l'effet*, on commence par en établir les masses au moyen de teintes plates, successives et superposées, que l'on couche à grande eau, en ayant soin d'attendre qu'une teinte soit sèche avant de la couvrir d'une autre. Ces teintes se couchent avec promptitude, afin que la couleur n'ait pas le temps de sécher pendant qu'on l'applique. Après l'établissement des masses, on s'occupe des détails; avec le pinceau détrempé dans l'eau pure, on fond, on adoucit les teintes, puis on donne les touches aux endroits qui ont besoin de vigueur; quelquefois ces touches se font à la plume. Par une marche inverse, on arrive à des résultats à peu près semblables, et même, lorsqu'on établit d'abord les détails et qu'on glace ensuite les masses, le dessin acquiert du brillant et de la transparence dans les tons qui en rehaussent l'éclat. L. C. S.

Les lavis s'exécutent quelquefois sur du papier blanc avec du bistre, de la sanguine, de l'encre de Chine, de l'indigo, de l'outre-mer, et le plus fréquemment de la sépia; ou bien on emploie, sur du papier coloré et teinté, les mêmes couleurs rehaussées par le blanc et la gouache. Au premier aspect, ce genre de dessin paraît froid; mais d'un autre côté, il a cet avantage de rendre avec une extrême promptitude l'idée de l'artiste : aussi des peintres célèbres s'en sont-ils servis pour tracer les esquisses de leurs fresques. Nous possédons des cartons de Raphaël, Lebrun, Lesueur, Mignard qui sont exécutés ainsi. Quelques peintres hollandais, Van Ostade, Ruysdaël, ont aussi laissé des lavis qui ne sont pas moins remarquables.

Pour la gravure au lavis, *voy.* Gravure (T. XII, p. 804) et Acqua tinta. Z.

LAVOISIER (Antoine-Laurent) naquit à Paris, le 16 août 1743. La fortune que son père avait acquise dans le commerce lui permit de faire donner à son fils une éducation brillante. Placé au collége Mazarin, il prit rang parmi les élèves les plus distingués. « Arrivé à la philosophie, a dit Cuvier, il conçut tant de goût pour les sciences qu'il résolut de s'y consacrer tout entier; et son père, loin de l'asservir à l'usage général qui obligeait un jeune homme à prendre ce qu'on appelait un état, eut assez de courage pour le confirmer dans sa résolution. Ainsi le jeune Lavoisier, au sortir du collége, s'occupa aussitôt à approfondir les mathématiques et l'astronomie dans l'observatoire de l'abbé de La Caille, à pratiquer la chimie dans le laboratoire de Rouelle, et à suivre Bernard de Jussieu dans ses herborisations et dans ses démonstrations de botanique. Sa passion pour l'étude fut telle qu'il se mit au lait pour toute nourriture, et se dispensa des devoirs de société, ne vivant qu'avec ses maîtres et quelques condisciples. »

En 1763, l'Académie des Sciences mit au concours un mémoire sur le meilleur moyen d'éclairer Paris et les autres grandes cités en combinant ensemble la clarté, la facilité du service et l'économie. Un prix de 2,000 liv. était promis à l'auteur du mémoire qui remplirait le mieux les vues du gouvernement. A peine âgé de 20 ans, Lavoisier se mit sur les rangs pour travailler à la solution de ce problème. Jaloux de ne baser ses opinions que sur des observations exactes, sur des faits positifs, il fit tendre sa chambre de noir et s'y enferma pendant six semaines sans voir le jour, afin de rendre ses yeux plus sensibles aux divers degrés d'intensité de la lumière des lampes. En 1766, le prix lui fut décerné.

Quelque temps auparavant, il avait fait avec Guettard un voyage minéralogique dans lequel il avait recueilli, sur la structure du globe, des observations qui lui fournirent le sujet d'un *Mémoire sur les couches des montagnes*, imprimé ensuite parmi ceux de l'Académie des Sciences. Il avait adressé en outre à ce corps savant divers mémoires sur des sujets particuliers de chimie, et entre autres sur l'analyse des gypses des environs de Paris. Ce brillant début lui ouvrit les portes de l'Académie des Sciences, où il fut admis en 1768, à l'âge de 25 ans. Dès ce mo-

ment, il s'attacha exclusivement à l'étude de la chimie; mais ses recherches l'entraînant à des dépenses qui eussent absorbé sa fortune, il se décida à solliciter une place de fermier général, qu'il obtint en 1769.

Pour tout autre que Lavoisier, il eût été impossible de faire marcher de front les occupations de sa charge et ses travaux scientifiques, auxquels il trouvait cependant le moyen de consacrer la plus grande partie de son temps. Il s'en occupait pendant plusieurs heures le matin et le soir, et un jour de la semaine était employé en entier, au milieu d'une compagnie de savants, à constater par des expériences les découvertes qui étaient le fruit de ses méditations. Ce jour était pour Lavoisier celui du bonheur, dit Cuvier; et c'est dans ces conférences, où Lavoisier faisait part de ses plans aux assistants avec une grande netteté, où chacun proposait ses idées sur les moyens d'exécution, et où tout ce que l'on imaginait de plausible était aussitôt mis à l'épreuve, que naquit par degrés la nouvelle théorie chimique qui a fait de la fin du XVIII^e^ siècle une des époques les plus remarquables de l'histoire des sciences.

Nous avons déjà suivi Lavoisier dans ses immortels travaux, au mot CHIMIE (*voy.* T. V, p. 710 et suiv.); nous avons vu comment son nom se rattache à la découverte des gaz oxygène et hydrogène et à la composition de l'eau; nous avons dit encore quelle part notable il eut à la formation d'une nomenclature nouvelle qui fondait en même temps la science sur des bases plus solides. Ses *Opuscules de physique et de chimie*, qu'il avait présentés à l'Académie en 1773, parurent l'année suivante. A la même époque, Bayen ayant réduit des chaux de mercure sans charbon dans des vaisseaux clos, Lavoisier examina l'air que l'on obtenait ainsi, et le trouva respirable. Peu de temps après, Priestley reconnut que c'était précisément la seule partie respirable de l'atmosphère. « Aussitôt Lavoisier, dit son biographe déjà cité, conclut que la calcination et toutes les combustions sont le produit de l'union de cet air essentiellement respirable avec les corps, et que l'air fixe en particulier est le produit de son union avec le charbon; et combinant cette idée avec les découvertes de Blacke et de Wilke sur la chaleur latente, il considéra la chaleur qui se manifeste dans les combustions comme n'étant que dégagée de cet air respirable qu'elle était auparavant employée à maintenir à l'état élastique. Ces deux propositions constituent ce qui appartient absolument en propre à Lavoisier dans la nouvelle théorie chimique, et font en même temps la base et le caractère fondamental de cette théorie. La première fut nettement énoncée en 1775, dans un mémoire lu à l'Académie des Sciences; l'auteur développa par degrés la seconde pendant les deux années suivantes, et il les appliqua successivement l'une et l'autre à la théorie de la formation des acides et de la respiration des animaux. » Un autre combustible, l'air inflammable, attira ensuite son attention. Cavendish avait reconnu, en 1783, que la combustion de ce gaz produit de l'eau. Monge, qui avait eu la même idée, l'avait communiquée à Lavoisier et à Laplace, et ils en avaient conclu que l'eau devait pouvoir se décomposer en air inflammable et en air respirable. Lavoisier démontra ce fait, en 1784, par une expérience faite de concert avec Meusnier. *Voy.* HYDROGÈNE (T. XIV, p. 384).

Lavoisier s'aperçut aussi que les gaz étaient des fluides en expansion, le résultat de la dissolution d'une substance quelconque par le calorique, d'où il fut conduit à constater que la chaleur et la lumière qui se dégagent des corps en combustion ne proviennent pas des corps sur lesquels la combustion s'opère, mais de l'air ambiant au milieu duquel elle s'effectue. Ces expériences en amenèrent d'autres sur les détonations, qu'il reconnut être des combustions rapides dont les résultats se dégageaient sous forme de gaz. Des essais ultérieurs sur ce phénomène faillirent lui coûter la vie : appelé, en 1776, par le ministre Turgot à la direction générale des poudres et salpêtres, il fit à Essonne des expériences pour reconnaître la force et la portée des poudres; une détonation inattendue frappa de mort plusieurs des témoins de cette opération.

La nouvelle chimie créée, il s'agissait de la réunir en corps de doctrine : c'est pour cela que fut formée une no-

menclature (*voy.*) dans laquelle les divers composés chimiques sont désignés d'après la composition que la théorie nouvelle avait constatée. Lavoisier se concerta avec les chimistes les plus distingués pour établir et pour répandre le nouveau langage dont le dictionnaire parut en 1787, sous le titre de *Méthode de nomenclature chimique*. « Substituée, dit Cuvier, aux termes bizarres et mystérieux que la chimie ancienne avait empruntés de l'alchimie, cette terminologie simple, claire, et qui avait fondu en quelque sorte les définitions dans les noms, contribua puissamment à la propagation de la doctrine nouvelle : mais ce qui y contribua encore beaucoup plus, ce fut le *Traité élémentaire de chimie* que Lavoisier publia en 1789, en 2 vol. in-8°. » Le second volume, qui décrit en détail la manière de procéder à tant d'expériences aussi neuves que délicates, est accompagné de 13 planches dues au crayon et au burin de M^me^ Lavoisier, où les chimistes virent pour la première fois la représentation des instruments ingénieux qu'il avait fallu imaginer pour vérifier tant de vues et de conjectures nouvelles. L'invention de ces instruments eux-mêmes doivent encore compter parmi les services que Lavoisier a rendus à la science : tels sont la cuve pneumato-chimique, le gazomètre et le calorimètre (*voy.* ces mots).

Si les travaux de Lavoisier l'ont placé au premier rang parmi les fondateurs de la science chimique, ses qualités personnelles lui valurent plusieurs fois les témoignages de la confiance publique. Nommé, en 1787, membre de l'assemblée provinciale dans la généralité d'Orléans, il fit, l'année suivante, l'avance d'une somme de 50,000 livres à la ville de Blois pour acheter des blés, devenus si rares et si chers, et cette ville fut préservée par là des horreurs de la famine. Cette même année 1788, il fut choisi pour administrateur de la caisse d'escompte, et à cette époque où la France s'occupait des améliorations à apporter dans le gouvernement, Lavoisier publia un *Traité de la richesse territoriale de la France*. L'Assemblée constituante, à qui cet ouvrage fut présenté, en ordonna l'impression, en 1791. Appelé à la trésorerie nationale en qualité de commissaire, Lavoisier composa un mémoire sur les finances et établit dans les bureaux du ministère un ordre sévère. En même temps il prit une part active aux travaux de la commission, nommée par l'Académie, pour fixer les nouvelles mesures.

Malgré tant de services rendus à son pays, Lavoisier ne put échapper aux proscriptions. Sur le rapport d'un député, plusieurs fermiers généraux furent arrêtés, et entre autres Lavoisier, qui pourtant, dans l'exercice de ses fonctions, s'était toujours montré l'ennemi des taxes onéreuses, et avait même obtenu la suppression de plusieurs, telles que la décharge d'un péage à la fois vexatoire et humiliant auquel étaient soumis les Juifs de la ville de Metz. Traduit avec ses collègues devant le tribunal révolutionnaire, sous l'accusation de malversation dans la gestion des revenus de la ferme générale, et de falsification des tabacs, il fut condamné à mort. On pouvait encore espérer que sa haute réputation le sauverait. Hallé eut le courage de présenter au tribunal un rapport qu'il avait fait au Lycée des arts sur ce que les découvertes du grand chimiste avaient d'utile ; mais ses efforts furent vains.

Dans sa prison, Lavoisier avait suivi avec un calme imperturbable l'impression d'un ouvrage, où il se proposait de réunir ses différents mémoires publiés dans le recueil de l'Académie, pour en faire un travail d'ensemble qu'il aurait complété par des mémoires nouveaux sur les questions qu'il n'avait point encore traitées. L'ouvrage devait avoir 8 volumes : déjà les quatre premiers avaient été imprimés en partie. Cuvier nous apprend qu'on a retrouvé presque tout le premier, le second en entier, et quelques feuilles du troisième. M^me^ Lavoisier a fait répartir ces fragments précieux en 2 tomes, sous le titre de *Mémoires de physique et de chimie* (sans date ni lieu d'impression) et en a gratifié quelques amis des sciences. « Les bibliothèques ne possèdent point de monument plus touchant, ajoute le grand naturaliste ; ces dernières lignes d'un homme de génie écrivant encore à la vue de l'échafaud ; ces volumes mutilés, ces discours interrompus au milieu d'une

phrase, et dont la suite est perdue pour toujours, rappellent tout ce que les temps affreux dont nous parlons produisirent d'horreur et d'effroi. » Quoique résigné à la mort, Lavoisier demanda un sursis pour terminer son travail. « Je ne regretterais pas la vie, écrivait-il, j'en ferais volontiers le sacrifice à ma patrie; encore quelques jours, pour que je puisse m'acquitter envers elle. » A cette noble et généreuse résignation, on répondit : « La république n'a besoin ni de savants, ni de chimistes; le cours de la justice ne peut être interrompu. » L'arrêt rendu contre Lavoisier et ses collègues fut mis à exécution le 8 mai 1794. L. D. C.

LAW (JEAN) DE LAURISTON naquit à Édimbourg au mois d'avril de l'année 1671. Son père, William Law, avait acquis, comme orfévre et banquier, une fortune considérable, et avait acheté en Écosse les deux terres de Randleston et de Lauriston; il mourut fort jeune, laissant son fils aîné, Jean Law, à peine âgé de 14 ans. Sa mère, Jeanne Campbell, qui descendait de la célèbre maison ducale d'Argyle (*voy.* les deux noms), prit soin de son éducation, qui fut d'autant plus complète, que l'enfant montra une aptitude à tous les genres d'études.

A peine Law eut-il atteint sa 20e année, qu'il quitta sa mère et se rendit à Londres. Il était bien fait de sa personne, sa figure était noble, ses traits réguliers; ses manières séduisantes et sa fortune lui avaient conquis l'amitié des plus grands seigneurs de la capitale. Il employa son temps à jouer, à suivre des aventures galantes et à étudier les secrets du crédit et du commerce.

Il débuta dans le monde par un duel avec un gentilhomme, qu'il tua d'un coup d'épée. Ce duel, causé par une jeune dame de Londres, d'une grande réputation de beauté, fit une profonde sensation. Law, condamné à mort par les commissaires du roi, obtint sa grâce; mais la famille de son adversaire étant parvenue à le faire jeter en prison, il s'évada et passa sur le continent.

Jean Law avait alors 24 ans. Il visita la France et la Hollande. Pour mieux étudier le mécanisme de la banque d'Amsterdam, il entra en qualité de commis chez le résident anglais. Vers 1700, il retourna en Écosse, riche de nouvelles impressions et avec un système de crédit public : il adressa au parlement d'Écosse une brochure intitulée : *Proposition et motifs pour établir un conseil de commerce.* Plus tard, en 1705, il publia des *Considérations sur le commerce et sur l'argent;* il y indiquait l'établissement d'une banque pouvant émettre du papier-monnaie *jusqu'à la concurrence de la valeur de toutes les terres du royaume.*

Jean Law avait été frappé des résultats obtenus par la banque d'Amsterdam et par les banques d'Italie (*voy.* BANQUES). Confondant la valeur d'échange et la valeur intrinsèque de la monnaie métallique, Law s'imagina que multiplier le signe de la richesse c'était multiplier la richesse elle-même; sur cette maxime, il bâtit son système financier. Il exposa ses idées à Édimbourg, et eut un grand succès, mais sans réussir à faire adopter ses vues. Il retourna donc sur le continent, emportant avec lui le plan d'une banque de circulation et d'escompte. De Bruxelles, il se rendit à Paris, où il se lia avec les seigneurs les plus puissants et surtout avec le duc d'Orléans; il les entraîna peu à peu dans ses intérêts, en leur expliquant les avantages du crédit s'étendant par le moyen du papier dans tout le royaume. C'était chez la Duclos, célèbre courtisane de l'époque, que Jean Law démontrait le mérite de son système.

Les dernières années du règne de Louis XIV avaient pris une certaine teinte d'austérité religieuse : Law jouait beaucoup, et, grâce à ses calculs, il gagnait des sommes considérables; cela ne déplut pas moins au roi et à ses courtisans que les prodigalités et le faste de Law. Le lieutenant de police d'Argenson reçut l'ordre de lui signifier qu'il eût à quitter Paris dans les 24 heures.

Alors Law parcourut l'Italie et l'Allemagne, proposant à tous les gouvernements son plan de banque de circulation et d'escompte, mais sans succès. Le duc de Savoie, Victor-Amédée, depuis roi de Sardaigne, répondit à Law qui lui offrait son projet : « Je ne suis pas assez puissant pour me ruiner. » Les événements le rappelèrent bientôt en France.

Louis XIV venait d'expirer (1715); l'avénement du duc d'Orléans à la régence, l'état déplorable des finances, firent espérer à Law que la France se soumettrait à ses expériences. Il revint à Paris. Au milieu des embarras financiers les plus accablants, le gouvernement regardait la banqueroute comme imminente. « Repoussé sous le vieux roi, dit M. Thiers dans une notice très remarquable sur le financier, Law avait toute espérance sous le régent. Ce prince, ennemi des préjugés et des routines sous lesquels il avait été opprimé dans sa jeunesse, avait connu Law, apprécié son esprit, aimé sa personne et compris ses théories. Un système, en effet, dont les principes étaient sûrs et qui ne pouvaient pécher que par l'exécution, avait dû saisir le génie ouvert du prince et l'avait entièrement séduit. » Law présenta d'abord le projet d'une banque générale administrant tous les revenus, exploitant tous les monopoles, présentant à la fois une monnaie et des placements. Mais le conseil des finances rejeta ce projet : Law proposa donc tout simplement la fondation d'une banque privée, dont il offrit même l'établissement à ses frais. Son projet fut enfin adopté. Malgré l'opposition du parlement, il reçut, par édit du 2 mai 1716, l'autorisation d'établir une banque privée sous le nom de Law et C^ie^, et dont le fonds social était de 6 millions *divisés en 1,200 actions de 5,000 livres* chacune. Cette banque escomptait les lettres de change, se chargeait des comptes des négociants et émettait des billets payables au porteur. Ce nouvel établissement, d'après Dutot, l'auteur des Réflexions politiques sur les finances et sur le commerce de France, « réveilla l'industrie, rendit la valeur à tous les biens-fonds, mit le roi en état de libérer et de remettre à ses sujets plus de 52 millions d'impositions des années antérieures à 1716, et pour plus de 35 millions de droits éteints pendant la régence, fit baisser l'intérêt des rentes, écrasa l'usure et porta les terres au denier 80 et 100. » Un édit du 10 avril 1747 étendit les relations de la banque et la changea de banque particulière en banque générale, en introduisant l'usage de ses billets en province, et bientôt le succès de ses opérations fut tout-à-fait extraordinaire. « Avec un fonds qui n'était que de 6 millions, dit M. Thiers, elle put émettre jusqu'à 50 et 60 millions de billets, sans que la confiance fût le moins du monde ébranlée. La demande des billets s'élevait au contraire chaque jour, et les dépôts d'or et d'argent s'augmentaient à vue d'œil. Si Law s'en était tenu à cet établissement, il serait considéré comme un des bienfaiteurs de notre pays, et le créateur du plus beau système de crédit; mais son impatience, jointe à celle de la nation chez laquelle il opérait, amena un établissement gigantesque et désastreux. Law songeait toujours à réunir en un même ensemble la banque, l'administration des revenus publics et les monopoles. Il résolut, pour arriver à ce résultat, de constituer à part une compagnie de commerce à laquelle il rattacherait successivement différentes attributions, à mesure qu'elle réussirait, et qu'il finirait par réunir à la banque générale. Composant ainsi séparément chaque pièce de sa vaste machine, il se proposait de les réunir ensuite et d'en former le grand ensemble, objet de ses méditations. » Telle fut l'origine de la compagnie *des Indes occidentales* ou *d'Occident*, qui devait unir le commerce de la Louisiane (*voy.*), récemment découverte, et la traite du castor dans le Canada. Le capital fourni par les actionnaires dut être de 100 millions divisés en 200,000 actions de 500 livres, ayant la forme de billets au porteur. Pour relever le crédit de l'état, Law admit les *billets d'état*, bons du trésor qui perdaient 70 ou 80 p. %, pour trois quarts dans le paiement des actions de la nouvelle compagnie. A la vérité, le trésor devait payer l'intérêt de 4 p. % alloué aux billets d'état, ce qui assurait un revenu de 3 millions à la société. Law fit commencer les travaux d'établissement en Amérique; mais le conseil des finances et le parlement ne cessaient de montrer leur opposition aux plans de Law. Le régent tint un lit de justice dans lequel on cassa un arrêt du parlement contre la banque : le parlement se soumit, et Law put continuer ses opérations. Bientôt une compagnie rivale fut élevée par les quatre frères

Paris, de Grenoble, commerçants actifs et d'une probité éprouvée. D'Argenson, qui était à la tête du conseil des finances, s'entendit secrètement avec eux pour former ce qu'on appela l'*anti-système*, et l'exploitation des fermes générales leur fut adjugée : les actions de l'*anti-système* l'emportèrent bientôt sur celles de la compagnie d'Occident. Law ne se déconcerta pas. Le 4 décembre 1718, sa banque fut déclarée banque royale et établissement public. Le roi devint garant des billets; Law fut nommé directeur, et le capital fut remboursé en espèces aux actionnaires. Il réussit adroitement à augmenter les demandes des actions de la compagnie d'Occident, et enfin, au mois de mai 1719, le régent permit à Law de réunir le commerce des Indes orientales à celui des Indes occidentales. La compagnie prit le titre de Compagnie des Indes, et elle eut le privilége du commerce français en Amérique, en Afrique et en Asie. De nouvelles actions furent créées et montèrent bientôt au-dessus du pair, grâce aux facilités qui étaient accordées pour le paiement. En juillet 1719, Law fit attribuer à sa compagnie l'administration et la fabrication des monnaies, et il lui fut encore permis d'émettre 50,000 actions de 500 livres chacune, qui furent vendues le double de leur valeur nominale. La compagnie annonça qu'elle donnerait deux dividendes par an de 6 p. %. « Cette promesse était hardie, dit M. Thiers, mais elle n'était pas impossible à tenir. » La spéculation s'empara bientôt de ces marchés, et la rue Quincampoix, qui avait toujours été habitée par les banquiers, devint le rendez-vous des agioteurs. Une machination fut concertée contre Law : une grande quantité de billets lui furent présentés; mais, averti à temps, Law fit rendre un édit ordonnant une réduction dans la valeur des espèces, à partir d'un certain jour, et les accapareurs rapportèrent leurs espèces à la banque.

Pour compléter son projet, Law n'avait plus qu'à réunir les fermes générales à la compagnie des Indes, ce qui devait le mettre en état de rembourser la dette publique. « C'était, dit M. Thiers, la partie la plus grande et la plus difficile de son plan. » Il imagina de substituer la compagnie à l'état et de convertir toute la dette en actions des Indes. La compagnie devait, en effet, avancer les 15 ou 1600 millions dus par le trésor, en se contentant d'un intérêt de 3 p. %, et émettre la même somme d'actions. L'état devait gagner ainsi en intérêts 32 ou 33 millions; mais en retour, les fermes générales transportées à la compagnie devaient lui assurer 15 ou 16 millions de profit annuel, ce qui lui permettait d'offrir un intérêt de 4 p. % pour ses nouvelles actions. Un si beau plan n'échoua que par une faute dans l'exécution. Par édit du 27 août 1719, les fermes furent adjugées à la compagnie des Indes. L'émission trop vive des nouvelles actions alluma une fièvre de spéculation qui eut les suites les plus funestes.

Law était parvenu à l'apogée de la fortune : autour de lui une prospérité immense, point de résistance; toutes les oppositions avaient été comprimées. D'Aguesseau disgracié, le parlement exilé à Pontoise, témoignèrent de sa puissance; mais le momemt de la crise approchait : comment garantir un capital de plus de 10 millions, pour maintenir le système dans les limites où il l'avait placé? Law, converti au catholicisme par l'abbé de Tencin, avait été nommé contrôleur général des finances. Il prohiba à Paris la conversion des billets de banque contre des matières d'or et d'argent, en même temps qu'il ordonnait le paiement des impôts en billets, et concédait à chaque créancier le droit d'exiger en billets le paiement de leurs créances. Ces édits, dits de confiance, précipitèrent la chute du système. Une révolution subite et inattendue s'opéra dans le monde financier; les porteurs de billets s'empressaient de s'en débarrasser pour avoir des espèces. Law résista à ce mouvement de décadence en décrétant des mesures arbitraires et violentes. Ainsi, il était défendu d'avoir plus de 500 livres en espèces, sous peine d'une amende de 600 livres; aucun ouvrage d'or ne devait peser plus d'une once; on fixa le poids de tous les articles d'orfévrerie, celui des plats, des sucriers, des flambeaux; enfin l'édit du 5 mars 1720 fut le préambule de la

banqueroute de Jean Law. Cet édit assimilait les billets de banque aux actions de la compagnie des Indes. Ainsi des valeurs obtenues en échange de titres sérieux équivalaient à des valeurs fictives. Cette mesure déloyale excita l'indignation des porteurs de billets. Leur fureur était extrême; ils demandèrent la tête de Law. Le régent le protégea dans sa fuite; il partit n'emportant avec lui que 2,000 louis. Après avoir parcouru diverses contrées de l'Europe, Law se fixa à Venise où il mourut pauvre et oublié, en 1729. Sa veuve, qui avait reçu tant de brillants hommages à Paris, mourut dans la misère à Bruxelles. « De telles révolutions, dit Voltaire, ne sont pas les objets les moins utiles de l'histoire. »

Ainsi s'éteignit cette existence qui avait été remplie de tant de grandeurs et de vicissitudes. Jean Law a été remarquable par la supériorité de son intelligence, l'extrême diversité de ses aptitudes, la distinction de ses œuvres. Il possédait au plus haut degré le génie qui découvre, et beaucoup moins celui qui applique. Financier plus original que sûr, il n'en a pas moins été un organisateur du premier ordre, comme l'atteste suffisamment la part qu'il a prise au grand mouvement de son siècle; il est tombé, parce qu'il n'a pas su modérer sa course. Notre époque a pris ce qu'il y avait de vrai dans son système. Ce système n'est contestable qu'en devenant trop exclusif. Nos idées sur le crédit public, notre théorie sur les banques remontent à ce premier essai : à ce titre, Jean Law est un des pères de notre ordre financier. J. D. C-ZE.

LAWFELD (BATAILLE DE). Lawfeld est un petit village des Pays-Bas, auprès de Maëstricht, où les Français, sous les ordres du maréchal de Saxe (*voy.*), livrèrent, le 2 juillet 1747, une bataille aux alliés, commandés, les Anglais par le duc de Cumberland (*voy.*), les Autrichiens par le maréchal Battyani, et les Hollandais par le prince de Waldeck (*voy.*). Les préliminaires de paix proposés par Louis XV (*voy.*) n'avaient pas été acceptés: il fallait s'emparer de Maëstricht, clef de Nimègue, afin de forcer les Hollandais à traiter avant que les Russes eussent pu les joindre; mais, pour assiéger Maëstricht, il était nécessaire de livrer combat aux troupes qui couvraient cette place. Louis XV était à la tête de ses armées, il demanda la bataille. Le maréchal de Saxe, qui disait que la paix était dans Maëstricht, la prépara. Les alliés étaient campés entre l'armée française et la ville; vaincus, ils se replièrent sous Maëstricht, sans que le problème fût résolu. Les Anglais firent la plus énergique résistance; le maréchal de Saxe chargea lui-même à la tête de ses brigades. Les pertes furent à peu près égales; 5 à 6,000 hommes tués ou blessés de part et d'autre signalèrent cette journée. « Ne vaudrait-il pas mieux, dit Louis XV au général anglais Ligonier, né Français, qu'on lui amena prisonnier, songer sérieusement à la paix que de faire tuer tant de braves gens? » On mit le siége devant Berg-op-Zoom (*voy.*) qui succomba. Alors on put se présenter devant Maëstricht (*voy.*). Les Russes arrivaient; mais enfin le traité d'Aix-la-Chapelle (*voy.*) rendit la paix au monde (1748). *Voir* Voltaire, *Siècle de Louis XV*, etc. L. L.

LAWRENCE (sir THOMAS), célèbre peintre de portraits, naquit à Bristol, le 13 avril 1769. Dès l'âge le plus tendre, sa gentillesse, son talent précoce pour la déclamation et le dessin faisaient l'admiration des voyageurs qui s'arrêtaient à l'auberge de l'Ours noir, tenue par son père à Devizes, sur la route de Bath. On le plaçait sur une table pour l'entendre déclamer une scène de Shakspeare, ou pour lui faire crayonner quelqu'une des notabilités de passage. On a conservé deux de ces dessins, qui représentent Garrick et lady Kenyon ; le contour en est indécis, mais la ressemblance réelle. Bientôt la réputation du petit aubergiste-peintre se répandit dans les environs; son père, dont le commerce allait mal, songea à en tirer parti. Il s'établit à Bath, et les portraits au crayon de son fils, alors âgé de dix à douze ans, ne contribuèrent pas peu à rétablir ses affaires. Quelque temps après, le jeune Lawrence obtint de la Société des arts la grande médaille d'argent pour un dessin de la Transfiguration. A 17 ans, il n'avait pas encore peint à l'huile, et n'avait eu d'autre maître que Hoare, peintre au crayon à Bath. En-

fin, en 1787, il se rendit à Londres, et, muni d'un portrait qu'il choisit parmi ses meilleurs, il se présenta chez sir Josué Reynolds, alors chef d'école, qui sut deviner en lui son successeur. Ses avis, les cours de l'Académie, le séjour de la capitale développèrent bientôt le génie du jeune artiste. Après quelques essais médiocres dans le genre historique, il s'arrêta à celui qu'avaient illustré avant lui, en Angleterre, Kneller, Reynolds, et surtout Van-Dick (*voy.* ces noms). Le portrait en pied de miss Farren (1790) fut son premier chef-d'œuvre en ce genre. Cette même année, il fut nommé associé de l'Académie. Ses liaisons avec la famille Kemble (*voy.*) et avec les nobles hôtes de Carlton-House lui fournirent de nouveaux modèles. En 1815, le prince régent, le feldmaréchal Blücher, l'ataman comte Platof, le duc de Wellington posèrent tour à tour devant lui, et ces divers tableaux figurèrent à l'exposition de Somerset-House.

Mais les années 1818 et 1819 furent encore plus glorieuses pour l'artiste. Créé depuis peu chevalier par son souverain, sir Thomas Lawrence reçut alors de lui la mission de se rendre au congrès d'Aix-la-Chapelle, pour faire les portraits des souverains qui s'y trouvaient rassemblés. Dans ce voyage qu'il poussa jusqu'à Rome et Naples, le prince de Hardenberg, le comte Nesselrode, le duc de Richelieu, le cardinal Gonsalvi et le pape Pie VII se firent également peindre par lui. Nommé, pendant son absence, président de l'Académie à la mort de West (*voy.*), il vit croître désormais sa fortune *, qu'il prodiguait en véritable artiste, et sa réputation qui devint européenne. Chargé en 1823, par George IV, de peindre Charles X et le dauphin, il se rendit à Paris, dont Gérard lui fit les honneurs, et l'exposition française de cette année compta deux tableaux de lui qui n'eurent qu'un médiocre succès. Celle de 1827 lui fut plus favorable. Les portraits de la duchesse de Berry, et surtout celui du jeune Lambton, qu'il y envoya, popularisèrent en France son talent gracieux et distingué.

Coloriste habile, quoique parfois faux et prétentieux, dessinateur médiocre, excepté pour la figure et les mains ; mais peintre essentiellement anglais et aristocratique, Lawrence excellait à rendre cette grâce septentrionale, cette mélancolie mêlée de dignité et d'élégance qui respire surtout dans ses portraits de femmes et d'enfants. Il est mort à Londres, le 6 janvier 1830, et sa cendre repose dans l'église de Saint-Paul, à côté de West. Sa vie a été écrite par sir Thomas Campbell, son admirateur et son ami. R-Y.

LAXATIFS (du latin *laxare*, relâcher), *voy.* PURGATIFS.

LAXENBOURG, joli bourg situé à 2 milles sud-est de Vienne, et à l'extrémité duquel se trouve un château de plaisance, dont le parc passe à juste titre pour un des plus beaux de l'Europe. Cette demeure impériale se compose de trois parties distinctes : le vieux château, le château neuf et le parc avec le Franzenbourg ou château de l'empereur François. Le vieux château remonte à la fin du XIV^e^ siècle. Construit par le duc Albert III sur l'emplacement de l'antique manoir de Lassendorf ou Lachsendorf, c'est un petit bâtiment carré et irrégulier, dont les fossés, jadis remplis d'eau, ont été convertis en parterres, et dont l'intérieur a subi une métamorphose complète. Le château neuf, bâti en 1590, dévasté par les Turcs en 1683, et reconstruit en 1693 par Léopold I^er^, qui fit en même temps planter de tilleuls et d'ormes la belle route de Laxenbourg à Vienne, est un bâtiment à un seul étage, dont l'aspect n'a rien d'imposant. Le voyageur qui pénètre dans l'intérieur peut bien admirer la disposition commode des appartements, quelques beaux tableaux, quelques statues, entre autres le groupe de Méléagre, chef-d'œuvre de Beyer ; mais rien ne lui rappelle la demeure d'un puissant souverain. Le parc seul est vraiment digne de sa réputation, et par sa beauté et par son étendue, qu'on évalue à plus de 400 hectares. Coupé dans tous les sens d'allées magnifiques, de sentiers pittoresques, de canaux d'eau vive, on y marche d'enchantement en enchantement. Ici une cascade écumeuse, là un étang semé d'îles

(*) Ses portraits en pied se payaient de 500 à 700 guinées. Pour le portrait de la comtesse Gower et de ses deux enfants, il reçut 1,500 guinées.

verdoyantes, plus loin une grotte obscure, un ermitage, un village, un temple antique, ou une mosquée orientale. Mais rien de plus intéressant que le *Franzenbourg*, miniature d'un château gothique avec ses fossés profonds, ses ponts-levis, ses murs crénelés, ses mâchecoulis et ses tourelles. Voici la salle de réception avec ses tableaux, ses siéges et sa table du XVI^e^ siècle ; le salon de société avec son armoire antique à jolies colonnettes bleues ; dans la salle de parade, on admire un double trône à ciselures dorées; plus loin, les belles armures de la salle d'armes. Passez maintenant dans les chambres à coucher du châtelain et de la châtelaine, agenouillez-vous sur ce prie-Dieu de l'empereur Rodolphe II, ou sur celui de Charles IV, et terminez votre visite par la chapelle, vieil édifice de 1222, pris à Kloster-Neubourg, et qu'on a transporté là pierre par pierre. Non loin de là est *Baden* avec ses eaux thermales, ses belles promenades, son air salubre et ses nombreux visiteurs. E. H-G.

LAYBACH, *voy*. LAIBACH.

LAYETIER. Autrefois on donnait le nom de *layette* non-seulement aux vêtements destinés à un enfant nouveau-né, mais encore au coffre qui les contenait, et par extension à toute autre espèce de boîtes. De là le nom de *layetier* affecté à l'ouvrier qui fabrique spécialement des caisses, des boîtes, des malles, des cassettes, des valises, etc. A cette fabrication les layetiers joignent ordinairement l'emballage. *Voy*. EMBALLEUR. V. R.

LAYNEZ, *voy*. LAINEZ.

LAZARE, frère de Marthe et de Marie, *voy*. JÉSUS-CHRIST, T. XV, p. 375. Une tradition, qui ne mérite guère de confiance, porterait à croire que Lazare, jeté dans les Gaules par une violente tempête, serait venu s'établir à Marseille, dont il aurait été le premier évêque.

LAZARE (SAINT), pauvre mendiant dont parle l'Évangile (Luc, XVI, 20 et suiv.), dans la parabole du mauvais riche. Le contraste que présente cette touchante parabole de la sainte félicité du malheureux méprisé sur la terre et des souffrances éternelles de celui qui, comblé des biens de ce monde, n'avait point soulagé les maux de son semblable, caractérise bien l'esprit de l'Évangile. Toute une révolution morale était là. Il y avait plus que l'égalité des hommes, puisque l'affligé semblait trouver son salut dans ses propres afflictions : il y avait l'adorable charité, qui élève l'homme au-dessus de lui-même, en lui faisant voir l'image de Dieu dans son prochain. Aussi plus tard, non-seulement Lazare fut regardé comme un saint, parce que ce personnage *parabolique*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, avait été placé par Jésus-Christ dans le sein d'Abraham; mais encore on en fit le patron des lépreux, de ces malheureux abandonnés, dont le christianisme avait changé le sort, et qui, d'objets de mépris qu'ils étaient auparavant, allaient presque devenir des objets de vénération.

ORDRE DE SAINT-LAZARE. Dans le christianisme, les lépreux n'eurent pas seulement un patron, mais de pieuses confréries se vouèrent, dès l'origine de l'Église, au soin de ces malheureux. C'est ainsi que Pierre de Belloy (*Origine et institution de divers ordres de chevalerie*), fait remonter la fondation de l'ordre de Saint-Lazare à l'an 72 de l'ère vulgaire. Mais cela ne peut se rapporter à l'ordre religieux et militaire connu sous ce nom. Institué pour venir au secours des lépreux, il fut établi par les croisés à Jérusalem, au commencement du XII^e^ siècle, confirmé au milieu du XIII^e^ et mis sous la règle de saint Augustin. Les premiers croisés ayant été chassés de la Terre-Sainte, les hospitaliers de Saint-Lazare vinrent s'établir en France, où Louis VII leur donna la terre de Boigny, près Orléans, et, aux portes de Paris, une maison qu'ils convertirent en maladrerie*, où l'on n'admettait que les lépreux nés dans la ville, à l'exception pourtant des boulangers qu'on y recevait quelles que fussent leurs provinces, à cause de leur état, qui les exposait plus que tout autre à cette cruelle maladie.

L'ordre de Saint-Lazare tout entier suivit saint Louis à la croisade. Où pouvait-il, en effet, être plus nécessaire qu'à

(*) Les lépreux étaient appelés *ladres*, par corruption du nom de *Lazare* qui, prononcé à la manière italienne, faisait Ladzare : c'est de là que les hôpitaux destinés aux lépreux avaient pris le nom de *ladreries* ou *maladreries*. *Voy*. LÈPRE.

la suite de ces rassemblements d'hommes transportés sous un climat brûlant et exposés à toutes les privations et à tous les excès d'une guerre lointaine? A cette époque, grâce à la faveur des papes, il se répandit en Sicile, dans la Pouille et dans la Calabre. Innocent IV abrogea un des statuts de cet ordre qui voulait que le grand-maître fût un lépreux, afin de ne pas perpétuer parmi les chevaliers la contagion dont ils devaient au contraire chercher à arrêter les ravages.

La disparution de la lèpre devait mettre un terme à cette institution. La commanderie de Boigny devint un ordre purement civil, pendant que la maison de Paris, érigée en hôpital, s'enrichissait des biens des malades qui revenaient de droit à l'ordre après leur mort. Avec la richesse, les derniers liens de la discipline se relâchèrent, et à la suite de démêlés intérieurs, le prieur Adrien Lebon remit cette maison à saint Vincent de Paul, qui y établit les Lazaristes (*voy.*), pour travailler à guérir les maladies de l'âme.

En 1572, le pape Grégoire XIII avait réuni, en Savoie, l'ordre de Saint-Lazare à celui de Saint-Maurice. En France, Henri IV ayant institué l'ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel, approuvé par le pape, le 16 février 1607, il en nomma grand-maître Philibert de Nérestange, et, après avoir reçu son serment, le 30 octobre 1608, il réunit le lendemain cet ordre à celui de Saint-Lazare, réunion qui fut confirmée depuis par Louis XIV. Les chevaliers de Saint-Lazare avaient le privilége de pouvoir posséder des pensions sur toutes sortes de bénéfices. Ils étaient admis, par grâce du roi, à 30 ans, et par privilége à 25, en faisant preuve de quatre degrés paternels de noblesse. Leur nombre était fixé à 100, y compris les huit commandeurs ecclésiastiques.

La marque distinctive des ordres de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Mont-Carmel est une croix à huit pointes, émaillée de pourpre et de vert alternativement, bordée d'or, anglée de quatre fleurs de lis de même, ayant au centre, d'un côté, l'image de la Vierge, entourée de rayons d'or, et de l'autre l'image de saint Lazare, *sortant du tombeau*, dit l'Almanach royal de 1826, ce qui semblerait donner pour patron à l'ordre Lazare le ressuscité. Les chevaliers portent cette croix attachée à un large ruban vert moiré, passé au cou et pendant sur la poitrine. Les novices et les chevaliers de l'ordre du Mont-Carmel, qui ne portent pas sur la croix l'effigie de Lazare, portent cette croix suspendue à la boutonnière, avec un ruban ponceau. Suivant l'Encyclopédie Diderot, la couleur du ruban des ordres réunis était pourpre moiré, les chevaliers portant la croix à la boutonnière, les commandeurs la portant pendue au cou. Ces ordres avaient pour devise : *Dieu et mon Roi.* Dans un chapitre tenu, en 1774, par Louis XVIII, alors duc de Provence, grand-maître et chef général, il fut ordonné à tous les chevaliers et commandeurs de porter une croix verte à huit pointes, cousue sur l'habit, et dans les cérémonies sur le manteau; depuis 1778, cette croix fut en paillons d'or vert. Autrefois les chevaliers accolaient leurs armes du cordon de Saint-Lazare et du collier de Notre-Dame du Mont-Carmel, composé de quatre dizaines de chapelet. Sous la Restauration le collier était un chapelet entremêlé des chiffres S L et M A, entourés de palmes. La révolution avait aboli cet ordre : comme tous les autres, il reparut à la Restauration. On sait que la Charte de 1830 ne fait mention que de la Légion-d'Honneur. L. L.

LAZARET, du nom de saint Lazare (*voy.* l'art. précéd.), patron des personnes affectées de maladies contagieuses. C'est une enceinte fermée et gardée, pourvue de bâtiments d'habitation et de magasins, où l'on dépose les personnes et les marchandises provenant des pays où règne la peste, et par conséquent soumis à la quarantaine (*voy.*). Un hôpital y est nécessairement annexé pour traiter les voyageurs malades au moment de leur arrivée ou qui le deviennent pendant la durée de leur séjour. Les conditions hygiéniques d'un semblable établissement peuvent être déduites de ce qui a été exposé à l'article HOPITAUX; pour ce qui en concerne la police et l'administration, il faut se reporter au mot QUARANTAINE.

Comme il a été dit dans l'article précédent, on appelait aussi *lazarets* les

établissements désignés sous le nom de *ladreries* ou *maladreries*, et qui, à l'époque des croisades, étaient destinés au traitement de la lèpre ou plutôt servaient d'asile aux lépreux. F. R.

LAZARISTES. C'est le nom qu'on donne vulgairement aux prêtres de la congrégation de la mission instituée par saint Vincent de Paul (*voy.*), parce qu'ils occupaient à Paris la maison de Saint-Lazare (*voy.*). Le berceau de cette compagnie fut le collége des Bons-Enfants dont Vincent de Paul fut mis en possession, en 1624. Dès 1630, le prieur de Saint-Lazare, Adrien Lebon, offrit de lui céder sa maison (faub. Saint-Denis); mais Vincent n'accepta qu'en 1632 : alors elle devint le chef-lieu de l'ordre. La même année Urbain VIII approuva cette institution et les constitutions de son fondateur, publiées en 1658, à Paris, sous ce titre: *Regulæ seu constitutiones communes congregationis missionis*, in-16. La destination des lazaristes était de travailler à l'instruction des peuples de la campagne et à l'administration des paroisses, de former les jeunes ecclésiastiques aux fonctions de leur état, de faire des missions dans les pays non chrétiens, de s'employer au secours et au rachat des esclaves sur les côtes de Barbarie. L'utilité de ses travaux hâta les progrès de cette institution et la propagea dans les différents états de l'Europe, en Italie, en Pologne, en Espagne, en Autriche, etc. La révolution française dispersa les lazaristes et détruisit leur maison-mère; mais ils purent reparaître sous l'empire, et la Restauration leur permit de se rassembler en corps. A la faveur de legs pieux, ils se sont procuré le nouvel établissement qu'ils occupent à Paris, où ils célèbrent l'office suivant la liturgie de Rome dans une humble chapelle, sous l'invocation de leur saint patron dont elle renferme la dépouille mortelle. De jeunes élèves y sont instruits et promus aux ordres sacrés, puis envoyés dans les contrées plongées dans l'idolâtrie, où ils ne trouvent que trop souvent les palmes du martyre. L. L.

LAZES, peuple sauvage et pillard de la Turquie d'Asie, appelé par les Turcs *Laj*, et demeurant sur la côte de la mer Noire, depuis Trébizonde jusqu'à l'embouchure du Tchorokhi; cette côte s'appelait au moyen-âge la Lazie, ou côte Lazique. Procope croyait à tort les Lazes identiques avec les Colchiens; d'autres auteurs les confondent avec les Kourdes. Ce qu'il y a de certain, c'est que les Lazes font partie de la nation géorgienne (*voy.*), et que leur langue a beaucoup d'affinité avec celle qu'on parle dans la Mingrélie. *Voy.* ce nom. D-G.

LAZULITE, *voy.* LAPIS-LAZULI.

LAZZARONI. Ce nom, sous lequel on désignait à Naples les dernières classes du peuple, dont la misère, la paresse et l'insouciance étaient proverbiales, leur venait, soit de ce qu'ils étaient le plus souvent nus comme le Lazare de l'Évangile, soit du costume qu'ils portaient quelquefois, et qui était celui des malheureux sortant de l'hôpital de Saint-Lazare (*voy.* plus haut). Ce costume se composait, l'été, d'une chemise, d'un caleçon de toile et d'un chapeau de paille; l'hiver, d'un gilet long à manches et à capuchon, d'une grosse étoffe brune. A la fin du dernier siècle, on portait leur nombre à 40,000. Quelques-uns, habitants du port, vivaient du produit de leur pêche; d'autres étaient attachés à de grandes maisons en qualité de commissionnaires et quelquefois de *bravi*. Ils passaient la nuit dans de grands paniers d'osier, d'où ils sortaient le jour pour s'étendre au soleil sur la grève, ou sur les larges dalles de la rue de Tolède. Tous les ans, ils se choisissaient un chef nommé *capo lazzaro*. Cette élection se faisait un jour de fête, sur la place du marché, à la majorité, ou plutôt à l'intensité des voix : on ne comptait ni les votes ni les votants, mais on prenait celui dont le nom résonnait le plus fort. Au moment de sa révolte, Mazaniello (*voy.*) venait d'être élu *capo lazzaro*. Lors du siége de Naples par Championnet, les lazzaroni opposèrent pendant trois jours une héroïque résistance, et leur chef, Michel, dit *le fou*, fut créé colonel français.

Depuis ce temps, par suite des efforts du gouvernement napolitain pour leur inspirer le goût de la propriété et du travail, les lazzaroni ont perdu leur physionomie primitive, et les prolétaires de Naples ne diffèrent pas sensiblement de

ceux des autres capitales. Mais leur nombre n'a point diminué, et l'on frémirait ailleurs à l'aspect d'une classe si nombreuse d'hommes n'ayant ni feu ni lieu, et ne sachant le jour comment ils vivront le lendemain. Heureusement, sous le beau ciel de Naples, cette vie est moins dure; d'ailleurs le lazzarone, insouciant et sobre, se contente de peu et supporte les privations, souvent même les injustices, avec douceur et résignation. R-Y.

LAZZI. Ce terme, devenu français par l'usage, est, dans la langue italienne, le pluriel de *lazzo*, plaisanterie bouffonne, soit en paroles, soit en action. Il servit d'abord chez nous à désigner les jeux de scène d'un comique chargé, les traits de dialogue d'un genre burlesque, intercalés par les comédiens italiens dans leurs pièces, ou qu'ils semaient, à pleines mains dans leurs canevas improvisés.

Toutefois, le lazzi était principalement le domaine du personnage d'Arlequin. Dominique, Thomassin, et surtout Carlin (*voy.* ces noms), se distinguèrent dans ces saillies bouffonnes, et les recueils d'anecdotes nous en ont conservé plusieurs qui ont survécu au théâtre où elles prirent naissance.

Quelques acteurs aimés du public conservent encore de nos jours le privilége du lazzi, du moins sur nos petits théâtres. Parfois aussi, le lazzi se glisse dans la conversation, mais il y est difficilement toléré, et ce genre de lazzi est à peu près, pour nous, le synonyme de mauvaise plaisanterie. M. O.

LEADER (directeur des débats), *voy.* PARLEMENT BRITANNIQUE.

LÉÆNA, hétère athénienne, maîtresse d'Aristogiton (*voy.* HARMODIUS), qui, interrogée sur la conspiration contre les Pisistratides, se coupa la langue avec ses dents afin de garder plus sûrement le secret. Un monument lui fut érigé auprès de ceux qu'on avait élevés aux jeunes Athéniens qui s'étaient dévoués à la délivrance de leur pays. Ce monument représentait une lionne sans langue à côté d'une image de Vénus, dont Léæna était prêtresse. Z.

LÉANDRE, *voy.* HÉRO.

LEBAS (JACQUES-PHILIPPE), graveur célèbre, naquit à Paris en 1707, et mourut dans la même ville le 14 avril 1784. Il était membre de l'Académie de peinture depuis 1743, et le titre de graveur du roi lui avait été accordé en 1782. *Voy.* GRAVURE, T. XII, p. 798. X.

LEBAS (PIERRE), conventionnel du Pas-de-Calais qui se dévoua à la politique de Robespierre. Il se tua d'un coup de pistolet à l'Hôtel-de-Ville, dans la nuit du 9 thermidor. Z.

LEBEAU (CHARLES), né à Paris le 15 octobre 1701, devint, en 1748, membre associé de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dont il fut secrétaire perpétuel. En 1752, il remplit la chaire d'éloquence au collége de France, et il mourut le 13 mars 1778.

Lebeau débuta dans la carrière littéraire en publiant l'*Anti-Lucrèce* du cardinal de Polignac (*voy.*), poëme qu'il mit en ordre en y faisant quelques corrections. Ses poésies et discours en latin ont été recueillis, en 1782–83, sous le titre de *Carmina et orationes*, Paris, 3 vol. in-8°; la 2e édition sous le titre d'*Opera latina*, etc., 1816, 2 vol., a été beaucoup augmentée. Lebeau a écrit les éloges de Falconet, L. Racine, Caylus et autres, plusieurs mémoires dans le recueil de l'Académie, entre autres sur les médailles restituées et sur la légion romaine. Mais un seul livre a fait sa réputation, c'est l'*Histoire du Bas-Empire en commençant à Constantin-le-Grand*, Paris, 1756 et ann. suiv.; Lebeau étant mort pendant l'impression du 22e vol., Ameilhon l'acheva et continua ensuite l'ouvrage, dont le 27e et dernier tome, divisé en 2 parties, n'a vu le jour qu'en 1811.

« Lebeau est le premier, a dit son savant éditeur Saint-Martin, et même le seul qui ait songé à classer dans un ordre facile à saisir tous les faits contenus dans la vaste collection des auteurs byzantins (*voy.*); il y a joint tout ce que les écrivains grecs et latins, les ouvrages et les chroniques du moyen-âge, ont pu lui fournir, et il est résulté du tout un corps d'annales aussi complet qu'il était possible de le faire de son temps. Si d'autres, comme Gibbon (*voy.*), sont parvenus à donner à leur récit une forme quelquefois plus agréable, ils n'ont aucun avantage sur Lebeau pour la connaissance des

sources originales. » Saint-Martin (*voy.*) a donné une nouv. édition de l'*Histoire du Bas-Empire*, entièrement revue et augmentée d'après les historiens orientaux (Paris, 1824 et ann. suiv., 21 vol. in-8° et atlas). Malheureusement la mort arrêta l'éditeur au 12e volume (1832).

Le frère cadet de Lebeau, JEAN-LOUIS, né en 1721, mort en 1760, a donné quelques mémoires dans le recueil de l'Académie des Inscriptions. L. L.

LEBEAU (JEAN-LOUIS-JOSEPH), ancien ministre des affaires étrangères en Belgique, est né le 2 janvier 1794, à Huy, petite ville de la province de Liége, sur la Meuse. Il étudia le droit à Liége, y reçut le grade de docteur en 1819, et fut nommé avocat à la Cour d'appel. Il commença à se faire un nom en 1824, lorsqu'il se chargea, avec MM. Devaux et Rogier, de la direction du *Mathieu Lœnsberg*, journal politique sans influence jusqu'alors, et qui continua à se publier sous le nom du *Politique*. Ce journal contribua principalement à amener cette coalition des libéraux et des catholiques, connue sous le nom d'Union, qui devint si funeste au gouvernement néerlandais. M. Lebeau s'abstint néanmoins de toute démonstration d'opposition, et jusqu'en 1830, il se livra presque exclusivement à des études politiques et administratives, et publia deux ouvrages remarquables : le *Recueil politique et administratif pour la province de Liége* (Liége, 1829, in-12), et ses *Observations sur le pouvoir royal dans les états constitutionnels*.

A l'époque des premiers troubles de Bruxelles, au mois d'août 1830, on établit dans toutes les grandes villes des commissions de sûreté, et le gouverneur de la province de Liége nomma M. Lebeau membre de celle de cette dernière ville. Ce fut en cette qualité qu'il fut envoyé à Bruxelles avec une députation pour solliciter du prince d'Orange une séparation administrative des provinces du Nord et du Sud, qui devaient néanmoins rester sous le même sceptre et dans sa maison. On sait avec quel empressement le prince saisit cette idée à laquelle la révolution, qui ne tarda pas à éclater, ne permit pas de donner suite. Le gouvernement provisoire, établi à Bruxelles, nomma M. Lebeau avocat général à la Cour d'appel de Liége et l'appela à prendre part aux délibérations de la commission chargée de préparer un projet de constitution. Sa ville natale le choisit en même temps pour député au congrès national.

Dans la Chambre des représentants, M. Lebeau s'opposa constamment à toute espèce de réunion médiate ou immédiate avec la France. Pour empêcher l'élection du duc de Nemours, il proposa la candidature du duc Auguste de Leuchtenberg (*voy.* ces noms). Le second fils de Louis-Philippe ayant été élu, malgré ses efforts, à la majorité d'une voix, et son père ayant refusé pour lui cette couronne, M. Lebeau songea, dit-on, ainsi que plusieurs de ses amis, à élever au trône de la Belgique une des plus illustres familles du pays. Des démarches furent faites, à ce qu'on assure, auprès du prince de Ligne (*voy.*). Lorsque le régent, M. Surlet de Chokier, forma son premier ministère, il confia à M. Lebeau le portefeuille des affaires étrangères. Ce fut pendant qu'il administrait ce département que s'accomplirent les événements les plus importants pour la constitution du nouvel état. Il soutint l'élection du prince Léopold de tous ses efforts. Lors de la discussion du traité des 18 articles, qui contenait les conditions de l'acceptation de ce prince, son discours entraîna le plus de suffrages, et fit adopter ce projet. Pour preuve de son désintéressement dans ce vote, il se démit du ministère. On le choisit néanmoins à la presque unanimité pour membre de la députation chargée d'aller porter au nouveau roi, à Londres, le vœu de la Belgique. Lorsque le congrès fut dissous à l'arrivée de Léopold, M. Lebeau rentra dans la vie privée; mais il en fut bientôt tiré par l'élection de sa ville natale; et, le 20 octobre 1832, il rentra dans le ministère, au département de la justice.

C'est à ce ministère que la Belgique fut redevable de la convention du 21 mai 1833 et du *statu quo* qui en fut la suite. Elle sut profiter des six années de tranquillité dont elle jouit pour porter son industrie à un degré de prospérité presque sans exemple. On doit apprécier d'autant plus les services de M. Lebeau, qu'il

avait à combattre une opposition systématique et opiniâtre. Le parti du mouvement ne lui laissait pas un instant de répit. Les scènes de pillage du mois d'avril 1834 amenèrent, sinon immédiatement, du moins quelques mois plus tard, sa retraite du ministère; mais en récompense de ses services, il obtint le gouvernement de la province de Namur. Député de Bruxelles, en 1834, il employa son influence dans la chambre à soutenir le gouvernement. Il parla et vota en faveur du traité du 19 avril 1839, et bientôt après il partit pour Francfort-sur-le-Mein, avec le titre d'envoyé extraordinaire du roi des Belges auprès de la diète germanique. Il rentra au ministère des affaires étrangères, en 1840 (avril), par suite du rejet du budget qui allouait une solde au général Vandermissen, qu'une conspiration avortée a depuis (1841) mis en évidence; mais il dut se retirer de nouveau en août 1841, lorsqu'eut lieu le changement inattendu du dernier ministère. E. H-G.

LE BLANC (François), gentilhomme dauphinois, eut dès sa jeunesse le goût des médailles, et en forma une collection considérable. Il est auteur d'un ouvrage estimé et devenu rare, intitulé *Traité historique des monnaies de France, depuis le commencement de la monarchie jusqu'à présent*, Paris, 1690, in-4° avec fig. Cet ouvrage a été réimprimé avec une dissertation historique sur quelques monnaies de Charlemagne, de Louis-le-Débonnaire, de Lothaire et de leurs successeurs, frappées dans Rome, Amst., 1692, et Paris, 1703, in-4°. Le Blanc a encore écrit deux ouvrages: l'un intitulé *Traité et avis sur le désordre des monnaies, et diversité des moyens d'y remédier*, Paris, 1600; l'autre *Avertissements au Roi pour remédier au désordre et confusion qui s'exercent sur le fait des monnaies, avec l'évaluation des poids et trébuchets*, Paris, 1615, in-4°. Le Blanc avait été désigné pour enseigner l'histoire aux enfants de France lorsqu'il mourut en 1698 à Versailles. D. M.

LEBLOND (Christophe), *voy.* Gravure, T. XII, p. 804.

LEBON (Joseph), un des conventionnels les plus sanguinaires, naquit à Arras, en 1765. Oratorien et d'abord professeur de rhétorique à Dijon, puis curé constitutionnel de Neuville, il se lia, dès le début de la révolution, avec Guffroy, Robespierre, Saint-Just et Lebas, devint maire d'Arras et ensuite procureur syndic du département du Pas-de-Calais. Jusqu'au moment où il entra dans la Convention nationale, ce qui n'eut lieu qu'après la mort de Louis XVI, il fit preuve de modération. Mais alors, dénoncé comme modéré par son ami Guffroy, réprimandé par le Comité de salut public, on le vit se précipiter dans tous les excès, faire parade d'apostasie, de libertinage et de cruauté, établir dans son pays natal un tribunal révolutionnaire, et en nommer lui-même les juges et les jurés. Pour les tenir incessamment en haleine, il loge dans sa maison quelques-uns de ces juges, il les reçoit à sa table, où figure parfois aussi l'exécuteur lui-même! Il fait servir son pouvoir arbitraire à ses vengeances personnelles, et la guillotine en permanence fait couler le sang à flots. Après son dîner, on le voit, de compagnie avec sa femme, sur la place des exécutions, où il a fait construire un orchestre à côté de l'échafaud. Armé de pistolets à sa ceinture, Lebon parcourait les rues, agitant son sabre nu. Il s'établissait successivement dans les maisons des riches qu'il avait fait exécuter, vendait à l'encan ou distribuait à ses créatures le mobilier des hôtels et avait soin d'en garder pour lui la meilleure partie. Il poussa même si loin cette carrière de sang et de dilapidations, qu'au sein de la Terreur il fut dénoncé à la Convention comme un homme immoral et sanguinaire. Mais le Comité de salut public approuva sa conduite et prit fait et cause pour lui dans l'assemblée. Alors ses fureurs ne connurent plus de frein. Le 9 thermidor, ses fonctions de commissaire expirant, il revint prendre place aux séances de la Convention. Dès que cette assemblée cessa de se montrer sourde aux cris des victimes, une députation des habitants de Cambrai vint dénoncer Lebon à la barre (2 août 1794). Attaqué avec vigueur par quelques-uns de ses collègues, il balbutia de faibles et imprudentes réponses dont on se fit contre lui de nouvelles armes. Il fut jeté en prison et y resta plusieurs

mois. Le 19 juin 1795, il fut décrété d'accusation à la suite d'un rapport qui fit frémir d'horreur. Vint la discussion, le 2 juillet et les jours suivants. Sa défense vigoureuse, adroite, fut une longue et sanglante récrimination contre la plupart de ses juges ; mais le décret d'accusation n'en fut pas moins prononcé. Traduit au tribunal criminel de la Somme, il fut condamné à mort le 13 vendémiaire an IV (5 octobre 1795). Quand le bourreau vint le revêtir de la chemise rouge des assassins, il s'écria : « Ce n'est pas moi qui dois la porter, qu'on l'envoie à la Convention. » F. D. C.

LEBRUN (CHARLES), peintre célèbre, l'un des chefs de l'école française de peinture, naquit à Paris en 1619. Dès l'âge le plus tendre, il tirait les charbons du foyer paternel, et crayonnait sur l'âtre des linéaments qui avaient une signification. Son père, sculpteur obscur, jugea bien ces prémices d'une vocation innée. Il fit faire lui-même à l'élève de la nature le premier apprentissage de l'art; puis, l'emmenant dans les lieux où les commandes réclamaient sa présence, il le faisait dessiner à ses côtés; ou bien, il se servait de lui comme d'un compagnon pour l'aider dans ses travaux de sculpture. Lebrun n'avait pas douze ans, lorsqu'il peignit le portrait de son aïeul. Son père, occupé à réparer quelques figures à l'hôtel Séguier, présenta au chancelier, l'un des mécènes les plus éclairés des arts et des artistes, le tableau et son auteur. Ce magistrat, aussi satisfait que surpris, accueillit l'enfant, le plaça chez Simon Vouet (*voy.*), premier peintre du roi, dont l'école était la seule ouverte en France à cette époque, et l'aida de sa bourse.

La marche d'une éducation régulière rendit méthodiques les progrès de Lebrun et en assura la portée. Une copie de *la Sainte famille*, peinte par Raphaël, que le jeune homme exécuta à Fontainebleau dans des proportions réduites, fit sensation. A peine âgé de 22 ans, il peignit pour le Palais-Royal *Hercule terrassant les chevaux de Diomède;* le même héros fut encore représenté par lui en sacrificateur pour le même palais; double réussite qui le décida à se mettre sur les rangs comme candidat à l'Académie de Saint-Luc. Son morceau de réception était un grand tableau représentant *Saint Jean-Baptiste jeté dans l'huile bouillante.* Cette composition dut ajouter à l'intérêt que ses débuts avaient inspiré. Lebrun était né ambitieux, et les exemples de son maître, qui lui-même avait constamment fait de l'art un instrument d'ambition, durent fortifier chez l'élève ce penchant naturel.

En 1642, le chancelier l'envoya en Italie. Excédé par les tracasseries de ses envieux, le Poussin était déjà reparti pour cette terre classique. Lebrun, qui lui avait été vivement recommandé, fut assez heureux pour le rejoindre à Lyon; ils achevèrent le voyage ensemble. Le grand peintre lui témoigna une affection de père; il l'admit dans sa plus intime familiarité. A Paris, il avait eu occasion d'apprécier la rare aptitude du jeune Lebrun, et il avait prédit ses succès ; à Rome, il le logea dans sa propre maison, et l'initia dans tous les secrets de l'art avec tant de sollicitude, que plusieurs tableaux peints par Lebrun passèrent pour des ouvrages du Poussin.

Lebrun séjourna six années en Italie. Par les conseils de son sage guide, il s'occupa surtout de l'antiquité figurée. Les mœurs et les usages des anciens, leurs vêtements et leurs ustensiles, leurs armes, leurs combats, etc., étaient l'objet de ses études et de ses méditations. Il puisait dans les statues, les bas-reliefs et les autres monuments antiques, une connaissance approfondie de cet Olympe qui défraya l'art moderne après avoir alimenté l'art grec et romain. Mais le vieil axiome que la flatterie fut de tout temps le côté faible du cœur humain, l'avait fait s'exercer de préférence dans l'allégorie, moyen fécond d'une adulation ingénieuse et poétique. L'architecture et l'ornement devinrent pour lui accidentellement l'occasion de travaux pratiques, comme l'avait été la sculpture. Tandis que l'analyse des chefs-d'œuvre italiens complétait l'enseignement artiel que les graves leçons du Poussin transformaient en un cours d'histoire, de littérature et de philosophie, l'esprit du jeune homme se portait vers des considérations moins sévères : il admettait des tempéraments de doctrine; il allait même jusqu'à modifier la sienne, en présence

des exemples dont l'école bolonaise, l'école lombarde et quelques disciples dégénérés de l'école romaine avaient usé et abusé. Les Carraches surtout devinrent ses modèles.

Comme conclusion de son pèlerinage artistique, Lebrun parcourut les villes de l'Italie septentrionale, s'attachant au genre de peinture qu'on qualifie par la désignation de *grande machine* : c'était, suivant lui, l'application la plus usuelle dans les travaux commandés par les rois, et dès lors la principale affaire d'un peintre à la cour. S'il ne visita pas Venise, c'est que la création de l'Académie royale de Peinture et Sculpture, en janvier 1648, hâta son retour en France. D'accord avec tout ce qu'il y avait d'éclairé, Lebrun avait désiré cette institution; pendant sa résidence à Rome, il s'en était entretenu avec le chancelier, dont le crédit contribua beaucoup au succès, et il importait au jeune peintre d'être à Paris pour le moment de l'organisation. La même année, Lebrun fut nommé académicien.

Le patronage du chancelier l'attendait et lui procura, dès son début, tous les avantages d'une haute position sociale. Les occasions de se produire vinrent au-devant de son talent; bientôt il n'y eut pas un établissement public, religieux ou civil, qui ne fût tributaire de son pinceau; beaucoup de particuliers l'appelèrent aussi pour décorer leurs demeures. Les tableaux de Mai, dont les confréries d'artisans, et particulièrement celle des orfévres, faisaient présent, le 1^er^ mai de chaque année, à l'église de Notre-Dame, étaient des commandes fort recherchées, parce qu'elles procuraient aux ouvrages une publicité immédiate et très favorable. Deux de ces sujets, *la Lapidation de saint Étienne* et *le Crucifiement de saint André*, furent demandés en même temps à Lebrun. Peu après, deux autres peintures, *le Serpent d'airain*, pour le couvent de Picpus, et *le Frappement du rocher*, devinrent l'objet d'une nouvelle exposition. Annonces brillantes de son retour, ces peintures placèrent leur auteur hors ligne, et de fait, Lebrun n'avait en France qu'un seul rival, Eustache Lesueur. *Voy.* l'article.

L'année suivante, les deux émules se trouvèrent aux prises dans l'enceinte de l'hôtel Lambert. Lebrun peignit en six tableaux, sur le plafond de la galerie, une partie de l'histoire d'Hercule; *le Mariage d'Hercule avec Hébé* et *l'Apothéose d'Hercule* ont pris rang parmi ses meilleurs ouvrages. Il était de plus occupé à représenter, dans la chapelle du séminaire de Saint-Sulpice, *le Concile d'Éphèse*. Enfin, la tribune de l'église de la Sorbonne s'enrichissait d'une Gloire, animée par des chœurs d'anges. Tous ces morceaux, de styles divers et de dimensions colossales, étaient menés de front avec la plus grande aisance.

Sous la recommandation de ces grands travaux, le peintre fut présenté par le président Bellièvre de Pomponne à sa fille, M^me^ du Plessis-Bellièvre, mère de la maréchale de Créqui. La première lui commanda seize tableaux, représentant *les Mystères de la Passion* et *la Vie des Pères du désert*. Il fit aussi les portraits de plusieurs des seigneurs et des dames qui composaient cette société d'élite. Le surintendant Fouquet en faisait partie. Celui-ci choisit Lebrun pour décorer sa résidence de Vaux. C'est avec toute la richesse de son imagination que l'artiste y représenta *le Cours du soleil* et *les Quatre heures du jour*, peintures justement admirées, même dans leur état d'inachèvement. Pour ces commandes, une pension de 12,000 liv. lui fut allouée, indépendamment du prix de son travail, qui lui était payé à part.

Fouquet s'empressa de parler du peintre à Mazarin. Le cardinal était connaisseur; il avait visité les villes d'Italie les plus riches en objets d'art. Il voulut voir Lebrun, qui lui porta *le Christ au jardin des Olives*. Le cardinal en fut si satisfait qu'il le garda, ne doutant pas que la propriétaire, M^me^ du Plessis, ne se contentât d'une répétition par la même main. L'audience fut toute artistique. La conversation étant tombée sur les célèbres peintures faites au Vatican par Jules Romain (*voy.*), d'après les dessins de Raphaël, et dont Constantin est le héros, le cardinal demanda au peintre s'il se croyait en état de mener à fin une œuvre pareille. La réponse fut telle qu'il la faut

aux hommes en place. Dès le lendemain paraissaient sous les yeux du ministre deux dessins commandés par Fouquet sur les mêmes sujets, pour être exécutés en tapisserie dans les manufactures françaises, représentant, l'un, *la Défaite de Maxence*, l'autre, *le Triomphe de Constantin*. Mazarin, enchanté, conduisit l'auteur chez le roi, qui fut dès lors son protecteur direct. Bientôt parvenu à l'apogée de la faveur et jaloux de la justifier, Lebrun en vit l'heureuse possibilité dans un rapprochement historique qui était en même temps un moyen délicat de faire sa cour : il entreprit de retracer, dans une suite de tableaux, ce que pouvait offrir de plus saillant l'histoire d'Alexandre.

Le Passage du Granique est caractérisé par l'exaltation d'une armée triomphante, en contraste avec le sang-froid de son chef. Le trait significatif de *la Bataille d'Arbelles* est l'accomplissement de l'oracle qui avait prédit le succès des armes macédoniennes; cet aigle déployant ses ailes immenses sur la tête du héros, c'est la victoire qui plane au haut des airs; l'idée de la régularité s'associe à l'élan de l'enthousiasme, par l'unité d'intention dans les groupes; et le maintien sensible des distinctions hiérarchiques rappelle la puissance de l'ordre, même dans la confusion d'une mêlée. Dans *la Tente de Darius*, le génie du peintre a été soutenu à la hauteur du sujet par la dignité de la situation, qui lui a suggéré la nuance d'expression la mieux assortie au moral de chaque personnage. *La Défaite de Porus* est la dernière de ces grandes et fatales journées où les destinées du monde tiennent à l'issue d'un combat; le vainqueur, par le calme de sa pose et la noble simplicité de son geste, montre encore ici sa grandeur d'âme. Enfin, *l'Entrée triomphale d'Alexandre dans Babylone* était le seul épisode qui pût servir de dénouement à cette suite d'actions héroïques et de chefs-d'œuvre pittoresques.

Ces sujets furent choisis parmi les nombreuses études que Lebrun avait dessinées comme exercices ou comme projets. Car il avait mis à contribution la vie entière d'Alexandre, et les faits les mieux appropriés à la langue des arts avaient reçu pour la plupart, de son facile crayon, l'existence graphique. Deux de ces dessins non transformés en tableaux, *Alexandre couvrant de sa cotte de maille le corps de Darius* et *la Mort d'Alexandre*, font partie de la collection du Musée royal.

Il paraît que Lebrun s'adjoignit plusieurs habiles collaborateurs pour l'exécution des accessoires. On a même avancé que, par un scrupule d'exactitude, il avait envoyé des dessinateurs en Syrie, avec mission d'étudier d'après nature les chevaux d'Orient, dont les formes pouvaient différer des races européennes. Il a été reconnu depuis que dans les *Batailles d'Alexandre*, notamment dans *la Défaite de Porus*, la plupart des chevaux avaient été peints par Van der Meulen, d'après des modèles de races indigènes. Mais un fait bien constaté, c'est que, sur la demande de Louis XIV, *la Tente de Darius* fut peinte à Fontainebleau, en quelque sorte, sous ses yeux. Il suivait le progrès du travail avec tant d'intérêt qu'il se rendait à l'atelier presque tous les jours, et il n'était pas rare de l'y voir passer plusieurs heures. Dans ces visites intimes, Anne d'Autriche accompagnait souvent son fils. Un jour, elle demanda, pour l'ornement de son oratoire, un tableau à Lebrun, qui s'empressa de la contenter. Une heureuse réminiscence du Poussin lui fit faire pour cette princesse *Jésus-Christ servi par les anges dans le désert*, tableau connu sous le nom du *Christ aux anges*, lequel est demeuré, sous le rapport de l'ordonnance, du coloris et de l'expression, le chef-d'œuvre du peintre.

Pour un monarque aussi occupé, c'étaient de bien longues et bien fréquentes séances, si la curiosité seule en eût été l'objet; mais le roi s'attachait particulièrement à mesurer la portée intellectuelle de l'artiste. L'épreuve réussit, et bientôt, dans leurs entretiens, il put être question des magnificences de Versailles.

La paix régnait au dedans et au dehors. Le mariage du roi avec l'infante d'Espagne avait eu lieu sous de favorables auspices. Le génie de Lebrun fut appelé à concourir à la pompe des réjouissances publiques. Sur ses dessins, un arc-de-triomphe fut élevé à la porte de la

ville par où les époux devaient faire leur entrée; deux obélisques ornèrent les abords de la place Dauphine. Ces constructions, chargées de symboles, de chiffres, de trophées, et dont les principales lignes devaient être profilées par une brillante illumination, réunirent tous les suffrages; elles laissèrent même, quoiqu'elles ne fussent que de circonstance, un souvenir durable; car, dans la suite, toutes les fêtes célébrées à l'occasion des victoires ou des amours du prince, eurent Lebrun pour décorateur.

Après la mort de Mazarin et la disgrâce de Fouquet, Colbert avait succédé de fait à l'un et à l'autre. Il se fit bâtir à Sceaux une magnifique demeure. Attaché d'avance à la fortune du nouveau ministre, Lebrun eut à orner cette villa de deux compositions: l'une, dans la coupole de la chapelle, représentant le Père éternel environné d'un chœur d'anges; l'autre, au pavillon de l'Aurore, figurant la déesse qui se lève, escortée de ses nymphes; c'étaient, comme peintures décoratives, deux excellents morceaux. On voyait aussi, à l'escalier du grand château, un plafond orné d'une belle fresque.

Les preuves d'un talent supérieur étaient faites sous toutes les formes: les récompenses devaient enfin avoir leur tour. Le roi conféra à Lebrun le titre de premier peintre, et lui accorda des lettres de noblesse avec de glorieuses armoiries, qu'il s'était plu à composer lui-même; il le créa en outre chevalier de l'ordre de Saint-Michel, et lui donna son portrait enrichi de diamants. Dans cette libéralité rémunératrice, on ne doit voir ni précipitation ni excès: les services de Lebrun, tous importants, dataient de loin. Outre les nombreuses peintures dont il avait orné les résidences royales, la décoration de la galerie d'Apollon, au Louvre, était son ouvrage. La fameuse devise adoptée par Louis XIV, *Nec pluribus impar*, devait y être mise en action par des emblèmes. Brillante d'architecture, de sculpture et de dorure, tous ornements exécutés d'après les modèles de Lebrun, cette galerie faisait voir, dans les peintures du plafond, la marche d'*Apollon sur son char* et de sa lumineuse escorte, en parallèle avec d'autres cortéges mythologiques analogues, principalement de dieux marins. Après la mort du peintre, la versatilité administrative changea cette disposition monumentale; la plus belle pièce du palais, devenue d'abord une salle d'exposition, fut distribuée en logements et en ateliers, moins outragée par le temps que par les hommes.

Les ouvrages de Lebrun sont trop multipliés et trop divers pour se prêter à cette généralité d'analyse qui, de nos jours, a reçu le nom de revue. Beaucoup des plus importants ont péri avec les édifices dont ils faisaient partie; le seul élément que la gravure en ait pu conserver, la composition, ne suffit pas à une appréciation de détail, et le château de Versailles, si nationalement utilisé par Louis-Philippe, nous a rendus témoins de tout ce qu'il fallait de dévouement à une grande pensée, pour rétablir dans sa première splendeur l'œuvre capitale du peintre. Bornons-nous donc à quelques aperçus qui rapprocheront l'histoire de l'artiste et celle de ses travaux, comme se complétant l'une l'autre.

Deux fois la pécheresse Madeleine lui fit prendre le pinceau. *Madeleine pleurant les fautes de sa jeunesse*, déchirant et foulant aux pieds ses parures, est le sujet d'une composition touchante, qui servait de tableau d'autel à une chapelle de l'église des Carmélites; belle et expressive figure, qui, en dépit de la tradition, n'est pas le portrait de la sœur de la Miséricorde (*voy.* La Vallière): cette peinture orne aujourd'hui le Musée royal. On voyait autrefois dans la même galerie *Madeleine chez le Pharisien;* cette vaste toile a été cédée à l'empereur d'Autriche, en échange des *Noces de Cana*, par Paul Véronèse, tableau réclamé, en 1815, par ce souverain comme provenant de la ville de Venise, mais reconnu hors d'état de supporter le transport.

Au nombre des tableaux d'autel, nous mentionnerons : *la Résurrection du Christ*, donnée à l'église du Saint-Sépulcre, par Colbert, qui s'y était fait représenter à genoux et priant; *la Descente de Croix*, exécutée à la demande de l'archevêque de Lyon pour la cathédrale de cette ville, mais que Louvois, alors contrôleur général des bâtiments, eut occa-

sion de voir : comme les dépenses de la guerre n'avaient pas fait suspendre les travaux de Versailles, il la retint pour le maître-autel de la chapelle du château ; dans la chapelle du séminaire de Saint-Sulpice, *la Descente du Saint-Esprit sur les Apôtres*, plus connue sous le nom de *la Pentecôte*, où l'auteur s'est peint lui-même ; dans celle du château de Villeneuve-le-Roi, *Saint Louis, roi de France*, en habits royaux, agenouillé devant le crucifix ; enfin, dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et dans la chapelle dont Lebrun fit l'acquisition pour sa famille, *Saint Charles Borromée, archevêque de Milan*, le patron du peintre, en vêtements pontificaux, aussi à genoux, priant le ciel d'éloigner le fléau de la peste.

Parmi les tableaux de chevalet, nous signalerons : *Moïse défendant les filles de Jéthro* et *le Mariage de Moïse avec Séphora*, deux compositions de style poussinesque, c'est-à-dire, appartenant à la première manière de leur auteur ; *la Chute des mauvais anges*, scène grandiose sur une petite toile ; *le Massacre des Innocents*, qu'on voyait dans la galerie du Palais-Royal, inspiration puisée aux deux sources les plus pures de l'expression chez les modernes, Raphaël et le Poussin ; *la Vierge apprêtant le repas de l'enfant Jésus*, morceau connu sous le nom du *Benedicite*, commandé par la confrérie des compagnons charpentiers, dans l'église de Saint-Paul, et dont la gentillesse maniérée a donné lieu à quelques explications bizarres ; *le Silence*, ou le geste de sollicitude maternelle que fait la Vierge pour prévenir le bruit qui pourrait troubler le sommeil de son fils : même pensée que dans *le Sommeil de Jésus*, par Annibal Carrache, quoique l'imitateur français ne se soit pas élevé à la hauteur du modèle italien ; *la Charité* : elle est figurée sous les traits d'une femme qui présente dans un vase un breuvage à un vieillard, allaite un enfant, et fixe un regard de tendresse sur un autre enfant qu'elle soutient, groupe aussi gracieux que la combinaison est ingénieuse et la situation attachante ; enfin, *la Constance de Mutius Scévola* et *la Mort de Caton*, deux sujets dont la comparaison avec plusieurs productions postérieures montre combien l'école française, accoutumée alors aux types israélites, avait d'études à faire pour arriver au vrai caractère romain.

Parmi les portraits historiques, sortis en grand nombre du pinceau de Lebrun, citons, comme personnages politiques, Louis XIV, Colbert, Séguier, Lamoignon, Fouquet, Bellièvre-Pomponne ; comme artistes et littérateurs, Lebrun, peint par lui-même, Charles Perrault, Israël Sylvestre, Félibien, Alphonse Dufresnoy, dont le peintre n'a pas répugné à perpétuer les traits, quoique le modèle fût attaché par la plus étroite amitié à Mignard, alors revenu en France avec des dispositions peu bienveillantes pour Lebrun. Citons même, à cette occasion, le singulier encadrement d'allégories louangeuses dont Lebrun orna le portrait de Louvois peint par Mignard (c'étaient ses deux plus grands ennemis), condescendance à laquelle on ne peut guère supposer d'autre motif rationnel que le désir d'obliger le graveur.

Successivement et sans intervalle, Lebrun fut nommé recteur, chancelier et directeur de l'Académie de Peinture. Il lui était réservé de compléter cette institution, en appelant sur elle un nouveau bienfait royal. En 1666, il fit établir une seconde Académie à Rome, où devaient être envoyés et entretenus pendant cinq ans, aux frais de l'état, les jeunes gens qui auraient remporté à Paris les couronnes académiques. L'influence de Lebrun, comme premier peintre en France, s'étendait jusqu'en Italie. Son portrait lui fut demandé pour la galerie de Florence par le grand-duc de Toscane, qui continua d'être avec lui en correspondance. Absent et étranger, il obtint à Rome le titre de prince de l'Académie de Saint-Luc ; le roi fut personnellement flatté de cette nomination, disant que de la part d'une nation qui jusqu'alors s'était attribué la suprématie artielle comme une sorte de privilége indigène, un tel choix était une première reconnaissance du mérite exotique.

Dans la création de Versailles, Louis XIV était spécialement préoccupé de cette galerie déjà fameuse avant d'exister, où les merveilleux commencements de son

règne, depuis le moment où il gouverna par lui-même jusqu'au traité de Nimègue, devaient recevoir la consécration monumentale; plein-cintre immense, où le génie se disposait à retracer, à l'aide des arts graphiques et de l'inscription lapidaire, cette période de gloire; ou plutôt, espèce d'olympe qui, s'appuyant sur les salons de la Guerre et de la Paix, semblait montrer dans le jeune roi l'arbitre suprême de l'une et de l'autre. Ce n'était pas seulement chez lui un calcul d'amour-propre : le succès de sa politique en dépendait; là devaient expirer, au sein des plaisirs et des nobles enchantements, les restes de la féodalité abattue, mais encore menaçante. On arrivait à ce magnifique plain-pied par l'escalier des Ambassadeurs, où, rassemblés dans une tribune feinte, les différents peuples de l'Europe, sous leurs traits réels et dans leurs véritables costumes, assistaient aux pompes de la cour française, comme au congrès de la civilisation. L'escalier était surmonté d'un plafond peint à fresque, et les muses y enregistraient ou y célébraient les actions et les vertus du héros.

Convaincu que l'unité de caractère était la condition la plus essentielle à la grandeur du résultat, le roi mit l'exécution de sa pensée favorite sous la conduite d'une intelligence unique, et centralisa les travaux entre les mains d'un seul homme. Lebrun fut nommé directeur de la manufacture des Gobelins, et logé dans l'établissement. Une pension de 12,000 livres lui fut allouée, et il fut stipulé que le prix de chacun de ses tableaux lui serait en outre payé à part.

La manufacture des Gobelins n'était pas alors exclusivement destinée à reproduire avec la laine et la soie les œuvres du pinceau : elle constituait un atelier universel, où les plus habiles ouvriers en tout genre, réunis dans la même enceinte, étaient occupés à confectionner le mobilier de la couronne. La haute-main accordée au premier peintre faisait rentrer dans ses attributions toute cette industrie de luxe. Ainsi, dans les choses d'imagination et de goût, rien ne se faisait à la cour que par ses ordres; il donnait l'impulsion à tout, et comme son activité n'était jamais en défaut, tout marchait. La tapisserie étant le produit par excellence, on poussait à cette fabrication, qui s'exécutait sur ses cartons ou d'après ses dessins convertis en cartons par ses meilleurs élèves. Les *Batailles d'Alexandre* *, *la Défaite de Maxence* et *le Triomphe de Constantin*, *la Chasse du sanglier de Calydon* et *la Mort de Méléagre*, *les Traits choisis de l'histoire du Roi*, *les Résidences royales*, *les Quatre saisons*, *les Quatre éléments*, etc., se déroulèrent sous forme de tissus. Non-seulement le tapissier, le peintre décorateur, le statuaire, l'orfévre tenaient de lui leurs modèles; l'ébéniste, le menuisier, le serrurier, etc., travaillaient également sur ses patrons. Bronzes, vases de toute substance, mosaïques, marqueteries, candélabres, girandoles, horlogerie, etc., tout venait de lui, tout émanait de sa pensée; c'est-à-dire qu'en recevant la direction de Lebrun, tout subissait son empreinte.

Quatorze ans furent consacrés à la galerie de Versailles. Pendant cette longue attente, Louis XIV ne laissa pas échapper un mot d'impatience. Il est vrai qu'ici l'application de l'art se liait à une vue politique, point sur lequel rien n'égalait l'énergie et la tenue de sa volonté. Le monarque soutint l'artiste de son choix. Quand celui-ci, pour quelque cause imprévue, était forcé de suspendre momentanément son grand travail, il peignait un tableau de chevalet dans le style historique, jamais peinture de genre n'ayant occupé sa pensée ni sa main. Le roi voulait voir le premier ces productions improvisées; il n'admettait avec lui dans l'atelier qu'un petit nombre de spectateurs. Tantôt il cherchait lui-même les beautés de l'ouvrage et les faisait remarquer aux assistants; tantôt il engageait les connaisseurs à s'expliquer, après quoi il disait lui-même son avis, sans entêtement, sans prévention, n'imposant pas son jugement en souverain, mais le motivant en aristarque. Néanmoins, depuis quelque temps, sous ces dehors de la politesse royale, on entrevoyait, à l'égard du peintre, une faveur à son déclin.

(*) La visite solennelle de Louis XIV à la manufacture, pour voir l'exécution de *la Bataille d'Arbelles*, a donné lieu à un dessin de Lebrun, gravé par Bernard Picart.

Dans la sphère même des arts, la dictature de Lebrun suscita contre lui beaucoup d'animosités ; tous ses confrères étaient réduits au rôle de metteurs en œuvre. Le mécontentement de quelques-uns fit de l'éclat; plusieurs préférèrent une entière inaction à une telle dépendance. La postérité est allée plus loin : elle lui a reproché d'avoir abusé de sa position pour nuire à ses émules. Ce reproche n'aurait une base réelle qu'autant qu'il répondrait à l'époque où Lebrun, mis à la tête des arts, avait une part active à la distribution des travaux officiels; mais c'est seulement en 1662 qu'il fut nommé premier peintre et, d'un autre côté, parmi les sommités contemporaines, il n'y eut que trois noms qui aient pu rivaliser avec le sien, le Poussin, Mignard et Lesueur (*voy.* ces noms). Or, il y avait plus de vingt ans que le Poussin, retourné à Rome avec la ferme résolution de ne plus revenir en France, achevait sa carrière dans une glorieuse retraite. Mignard, même au temps de sa plus grande vogue, n'avait jamais été placé par l'opinion sur la même ligne que Lebrun; mais de puissants amis le prônaient sans cesse, et lui-même, courtisan adroit, avait supplanté son compétiteur dans les bonnes grâces du monarque, avant d'avoir succédé au titre qui en était la manifestation. Quant à Lesueur, enlevé aux arts dès l'année 1655, il n'avait pas pu être froissé par une omnipotence postérieure de sept ans à sa mort; mais Lebrun lui avait toujours porté envie et il ne s'en était pas caché; il ne pouvait ni se dissimuler la préférence dont son rival était généralement l'objet, ni lui pardonner son incontestable renommée. Quelques faits isolés envenimaient ces dispositions. Deux fois Lebrun s'étant trouvé conduit par le cours de ses travaux sur les données même de Lesueur, savoir, dans un *Saint Bruno en prières*, et dans un *Noli me tangere*, la supériorité de celui-ci ressortait avec une évidence désespérante. Dans une autre composition de la nature de celles où son concurrent excellait, dans une *Sainte Thérèse*, dont l'image ne pouvait revivre que dans un foyer d'amour séraphique, et devait, s'il est permis d'employer ici cette expression, brûler la toile, l'image se produisit froide et inanimée. De tels échecs, dans une telle rivalité, étaient décisifs; ils poussaient à la malveillance, sans la justifier. Lebrun eut le tort plus fondé de faire prévaloir dans l'Académie de Peinture une doctrine opposée à celle où Lesueur avait cherché la perfection. Il y réussit au point que deux tableaux de ce dernier, deux chefs-d'œuvre de l'école française, furent, par décision académique, éliminés des collections de la couronne, comme ne méritant pas d'en faire partie (*voy.* Lesueur). Académicien actif, laborieux et influent, Lebrun aimait à prendre part aux travaux communs, soit par des discours improvisés, soit par des lectures, et sa position personnelle, l'autorité de sa parole, exerçaient assez d'empire pour que cette décision ait été rendue de bonne foi par l'Académie.

L'application décorative sur une très grande échelle, si générale à cette époque et trop souvent allégorique, explique certaines erreurs. Lebrun abusa de l'allégorie. Devenue creuse et flasque sous son pinceau, elle le conduisit au lieu-commun par la vulgarité des emblèmes, ou à l'énigme par leur obscurité; car il lui arriva de substituer aux signes convenus des symboles de son invention et inintelligibles. Louis XIV comprit l'alternative. Dans un premier projet pour le plafond de la galerie de Versailles, il était représenté sous les traits d'Hercule, dont les exploits et l'apothéose fournissaient des comparaisons nombreuses et appropriées. Lebrun croyait l'avoir servi suivant son goût, en réalisant les similitudes que les courtisans n'avaient cessé de signaler entre le roi, depuis sa naissance, et le demi-dieu. Le projet avait été accepté, et les études étaient commencées. Louis XIV fit tout suspendre, et demanda un autre projet où les actes de son gouvernement fussent exprimés dans le langage historique. Le dessin fut refait en deux jours, et l'histoire remise à la place de la fable.

Le style de Lebrun a trop souvent une tendance à l'exagération, et il va quelquefois jusqu'au théâtral. Si ce défaut devait peu choquer la cour, étant un travers du souverain, qui eut toujours

quelque chose d'apprêté dans sa grandeur, le public l'avait remarqué; l'artiste avait même été surnommé, de son vivant, *le comédien;* mais on osait à peine en reporter la première cause au monarque. Le résultat n'en était pas moins nuisible à l'art, qui n'a pas de plus grand ennemi que le conventionnel, et à qui la seule obligation d'être vrai imposerait celle d'être varié. C'est dire que Lebrun est monotone. La coupole d'un temple, le plafond d'un palais, le lambris d'un hôtel, chez lui tout se ressemble. S'il accepte la tâche de décorer la demeure d'un ami, de son ami Mansart, par exemple, c'est toujours le même grandiose; Pandore, Hector, Louis XIV et la Renommée, voilà les personnages : c'est de la peinture monumentale.

Le dessin de Lebrun est indécis plutôt qu'incorrect. Sa main est douée d'une telle prestesse, que sa pensée n'a pas le temps d'imprimer un cachet à la forme; de là le manque de caractère; c'est encore un résultat de l'application décorative sur une très grande échelle : le contour s'énerve, l'expression se généralise et l'on arrive au remplissage, faconde pittoresque plus apparente peut-être chez Lebrun, quand elle s'y montre, que partout ailleurs; car elle n'y est ni rachetée par la poésie de la couleur, absente de sa palette, ni déguisée par les anachronismes de costume, qu'il s'interdit scrupuleusement. Le spectateur n'étant plus saisi et subjugué par l'effet des masses, ne cède plus à l'impression morale d'un ensemble significatif; il décompose les groupes, isole les personnages, et l'art perd de sa magie. Cependant, comme le besoin des procédés expéditifs et abréviatifs s'est fait sentir, on cherche à rendre l'art moins sévère; on voudrait même le rendre systématiquement facile; puis viennent les poétiques à l'appui de ces systèmes.

Parmi les communications faites par Lebrun à l'Académie de Peinture, le traité *De l'Expression des différents caractères des passions* et le traité *Sur la Physionomie ou sur les Rapports de la physionomie de l'homme avec celle des animaux*, sont au premier rang. Mais ces écrits, éclaircis par des planches, ont été renvoyés à la philosophie de l'art. A quoi peut en effet servir, dans la pratique, un répertoire d'expressions casées, étiquetées, en quelque sorte, et rangées comme des couleurs sur une palette? Lebrun savait bien l'impossibilité de réduire en règles les formes de l'expression; il ne pouvait même pas, adepte du Poussin, pécher par ignorance : la preuve en est dans ses propres jugements sur quelques-uns de ses ouvrages. Est-il dans le cas de désigner lui-même ce qu'il croit avoir fait de mieux? ce sont ses compositions expressives qu'il signale : c'est *le Christ au jardin des Olives*, *le Christ aux anges*, *la Tente de Darius*, peintures qui remontent à l'époque de ses débuts en France; une fois lancé dans la carrière de l'ambition, il semble avoir écarté ou perdu de vue le sentiment. Un de ses discours à l'Académie roule entièrement sur la manière de dessiner d'après le modèle; son *Livre de Portraiture pour ceux qui commencent* est une autre méthode de dessin. Mais, nulle part, dans ses traités, les exigences didactiques ne sont formulées avec assez de rigueur, et l'on ne conseillera pas plus, en théorie, ses principes de délinéation, qu'on ne recommandera, en pratique, l'étude de sa peinture.

Quant à rendre l'art facile, on aime à voir l'art lui-même s'inscrire en faux contre cette prétention. Gérard Audran (*voy.* ce nom et GRAVURE, T. XII, p. 796) est chargé de graver *la Bataille d'Arbelles:* savant dans le dessin, il prend sur lui d'interpréter le tableau, et sans rien changer au style, il fait de son estampe un chef-d'œuvre sous tous les rapports. Lorsque l'Italie vit les premières épreuves, elle craignit sérieusement que sa *Bataille de Constantin* ne fût détrônée par une œuvre française; elle ne se rassura que lorsqu'elle eut connaissance de ce que le peintre devait au graveur. Lebrun témoigna toujours à son traducteur beaucoup de reconnaissance pour ce courageux et inappréciable service.

Aucun peintre d'histoire n'a plus que Lebrun occupé la gravure. Son œuvre, tel qu'il est aujourd'hui à la Bibliothèque royale, renferme 786 pièces exécutées d'après lui, ce qui permet bien de supposer 600 compositions originales. Les graveurs les plus réputés de son époque,

Edelinck, Gérard Audran et son disciple Nicolas Tardieu, Sébastien Leclerc, Simonneau, Poilly, Van Schuppen, Masson, Nanteuil, etc., l'ont reproduit. Le plafond de l'hôtel Lambert a été gravé par Bernard Picart, et celui de la galerie d'Apollon par Saint-André. Massé a dessiné les peintures de la galerie de Versailles et des deux salons qui la terminent; la traduction chalcographique en a été faite en détail par l'élite du burin français. Gabriel Lebrun, frère et disciple de Charles, a gravé plusieurs planches d'après celui-ci. Charles s'était aussi exercé à la gravure : son recueil contient six planches à l'eau-forte qui sont de sa main, une, d'après son frère Gabriel, et cinq d'après lui-même. Plusieurs morceaux ont été reproduits, comme études, par des artistes allemands. Son portrait en pied, peint par Largillière, a été gravé par Edelinck.

L'éminence de sa position, ses relations à la cour et sa fortune, fruit honorable de ses travaux, lui donnaient aux Gobelins une grande existence. Il s'y était fait chérir par l'aménité de ses manières et par son obligeance; car il était le plus affable des hommes, quand son amour-propre d'artiste ou ce qu'il supposait être son devoir de premier peintre, n'était point en jeu. L'affection de Colbert avait été pour lui d'une constance à toute épreuve et constamment partagée. La mort du ministre, arrivée en 1683, laissa le champ libre aux envieux. Déjà, depuis plusieurs années, la faveur de Louis XIV s'était reportée sur Mignard, protégé par Louvois, qui ne laissait échapper aucune occasion de le mettre en avant. Mignard avait soin aussi de se pousser lui-même, et se montrait peu scrupuleux sur les moyens; car il concourut à raviver une rumeur de cour qui avait fait planer sur Lebrun le soupçon d'une injurieuse complicité. Un tableau peint par Jules Romain, *la Circoncision*, appartenant à la couronne *, serait passé, on ne sait comment, entre les mains d'un brocanteur, nommé Hérault; celui-ci l'aurait mis sous les yeux du roi, qui l'aurait payé 20,000 liv. La calomnie était évidente, et Louis XIV y avait d'abord fermé l'oreille; mais l'imputation s'étant réveillée, Mignard en entretenant Louvois, et Louvois Louis XIV, l'accueil fait par le roi à Lebrun devint de plus en plus froid. Ce fut pour ce dernier le signal de la retraite; d'ailleurs, son âge et sa santé chancelante ne lui permettaient plus de se rendre que rarement à la cour. Il y était allé présenter un tableau; la conversation étant tombée sur l'accroissement de prix que la mort des hommes de génie fait acquérir à leurs œuvres, Louis XIV lui dit : « Ne vous pressez pas de mourir; nous estimons dès aujourd'hui vos ouvrages autant que la postérité pourra le faire. » Ces paroles étaient bienveillantes; mais il y avait déjà dans le compliment quelque chose qui s'adressait à un homme dont on pouvait regarder la fin comme prochaine et à qui on semblait offrir une consolation autant qu'un éloge.

Consumé par une maladie de langueur, Lebrun s'était retiré à Montmorency, où il avait une maison de plaisance; chrétien fervent et plein de foi, auteur d'une composition dont *le Triomphe de la Religion* était le sujet *, il songeait sérieusement à la mort et s'y préparait. Il trouva un allégement à ses souffrances dans un projet de monument bien cher à son cœur, un mausolée pour Colbert, lequel fut exécuté sur ses dessins par Coysevox et Tuby, dans le chœur de l'église de Saint-Eustache (*voy.* Coysevox). C'était la troisième fois que son génie, accoutumé à célébrer les pompes de la gloire, était appelé à consacrer les conquêtes de la mort. Sur ses dessins et sous sa conduite avait eu lieu la décoration funèbre pour les obsèques du chancelier Séguier, dans l'église de l'Oratoire; mais ce catafalque, élevé jusqu'à la voûte du temple, orné de figures d'argent, des plus riches tentures et d'un luminaire immense, avait paru plus propre à exprimer le faste du deuil que les déchirements de la douleur. Depuis, avec le concours de Tuby et de Colignon, il avait érigé dans l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et dans la chapelle de sa famille, un tombeau en marbre à sa mère.

Un redoublement de souffrance l'ayant

(*) Il fait partie de la collection du Musée royal.

(*) Dessin circulaire faisant partie de la collection du Musée royal.

averti que sa fin approchait, il se fit ramener aux Gobelins. La sollicitude publique s'attacha à ses derniers moments. Le roi envoya savoir de ses nouvelles; le prince de Condé, qui avait pour lui de l'affection, le visita plusieurs fois. Il mourut le 12 février 1690, et fut inhumé dans la même chapelle, où sa veuve lui érigea un superbe mausolée, sur les dessins de Coysevox (*voy.*). Comme il n'avait point d'enfants, il fit à sa paroisse des legs importants et consacra des sommes considérables à des fondations pieuses; entre autres, il constitua à perpétuité le capital nécessaire pour marier tous les ans trois filles pauvres. Quand il repartit pour Paris, il venait de commencer un tableau de *la Cène*. Ainsi, jusqu'à son heure suprême, les arts lui offrirent des distractions et des consolations. Plusieurs de ses dernières productions ne furent pas les moins estimées.

Le nombre des ouvrages de Lebrun ne peut être comparé qu'à leur diversité: tableaux, cartons, dessins, modèles de toute espèce pour Versailles, l'imagination en est effrayée. Les demandes de la couronne ne lui font pas rejeter celles des particuliers. Ce sont des suites de saints, de personnages pieux, de faits, de mystères; des encadrements pour portraits, prières, livres d'heures, thèses académiques, poésies sacrées et profanes, épiques et dramatiques, Corneille et Racine à côté de Desmarets et de Scudéry; des frontispices de luxe, lettres ornées, armoiries, etc.; c'est, pour la multiplicité des publications, une sorte d'exubérance voltairienne; comme Voltaire, Lebrun ne laissait rien d'inédit, et il se faisait aider dans ses travaux par ses élèves. Deux de ceux-ci, Lafosse et Vivien, se sont distingués comme peintres.

Malgré l'écueil de ses traditions, Lebrun n'en fut pas moins, et comme chef de l'école française de peinture et comme contemporain du grand siècle, un de ces hommes supérieurs que la nature et la fortune groupèrent autour du grand roi, pour l'accomplissement des plus hautes destinées historiques. S'il n'a pas échappé aux périls dont toute substitution du factice au vrai est environnée, nul pinceau français, sous le point de vue décoratif, n'est le rival du sien. La tournure puissante et l'aspect imposant de sa peinture lui donnent une physionomie; le grandiose de Lebrun n'est pas moins caractéristique que la pensée de Poussin, l'expression de Lesueur et le goût de David. M-L.

LEBRUN (Charles-François), duc de Plaisance, né le 19 mars 1739, à Saint-Sauveur-Landelin, dans les environs de Coutances (Manche), d'une famille aisée, fit d'excellentes études à Paris, et les perfectionna par ses voyages en Hollande et en Angleterre. Il entreprit alors l'éducatiou des enfants de Maupeou (*voy.*) qui le prit pour secrétaire, lorsqu'il fut élevé à la dignité de chancelier. Lebrun passa à cette époque pour avoir rédigé les actes du ministère de son protecteur, et pour avoir publié divers pamphlets politiques contenant leur apologie. Aussi fut-il enveloppé dans la réprobation publique qui accueillit le licenciement de l'ancien parlement et la création du parlement nouveau qu'on stigmatisait en y attachant le nom de Maupeou. Son zèle fut payé successivement par les places de censeur royal, de payeur des rentes et d'inspecteur général des domaines de la couronne. A l'avénement du roi Louis XVI, il partagea la disgrâce du chancelier, et se retira dans sa terre de Grillon qui avait appartenu autrefois au poëte Regnard.

Il vivait depuis quinze ans dans la plus obscure retraite, lorsque la révolution de 1789 vint le replacer sur la scène politique. Il commença par attirer sur lui l'attention publique, à l'occasion d'un écrit intitulé *La voix du citoyen*, dans lequel il traitait les questions à l'ordre du jour, et où l'on remarque, entre autres particularités, une prédiction exacte des événements qui devaient bientôt amener le système républicain et le despotisme de l'empire. Cette brochure lui valut l'honneur d'être choisi par la sénéchaussée de Dourdan, pour représenter le tiers-état à l'Assemblée constituante.

Sa modération et son habileté en matière de police, de finances et d'administration le firent bientôt distinguer. Ses motions portaient l'empreinte d'un sens droit uni à de savantes études politiques.

Il demanda que la nation ne pût s'adjuger les biens du clergé qui lui appartenaient en propre ; il vota pour le maintien des Académies. Il se prononça hautement contre l'invasion des assignats ; mais sa voix fut étouffée par celle de Mirabeau. Après la session, le directoire du département de Seine-et-Oise le choisit pour membre et bientôt pour président ; et il sut encore déployer dans cette position difficile une prudence et un courage auxquels ses administrés durent le maintien de l'ordre. La journée du 10 août lui arracha sa démission ; mais il ne tarda pas à être arrêté et jeté dans la prison des Récollets de Versailles. Relâché une première fois, il fut de nouveau incarcéré, et ne dut définitivement sa liberté qu'à la réaction qui suivit le 9 thermidor. Le directoire de Seine-et Oise lui rendit alors sa présidence et lui fraya ainsi la route au conseil des Cinq-Cents. Il devint président de cette assemblée le 20 février 1796.

Au mois de novembre 1799, il se rangea parmi les partisans de Bonaparte, et chercha dans le conseil à appuyer la révolution du 18 brumaire. Est-ce à sa conduite en cette circonstance qu'il dut le choix qu'on fit de lui, un mois après, pour l'élever à la dignité de troisième consul? Est-ce plutôt à l'influence qu'il devait naturellement exercer en sa qualité de président du conseil des Cinq-Cents ? Quoi qu'il en soit, les services réels qu'il rendit en contribuant à la restauration des finances et en créant la Cour des comptes justifient le choix de Bonaparte, qui du reste ne rencontra jamais chez lui qu'une parfaite docilité pour l'exécution de ses projets politiques.

Devenu empereur, Napoléon le rémunéra largement par la dignité d'archi-trésorier de l'empire, et par le titre de duc de Plaisance. En février 1805, il reçut le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, et il fut nommé quelques mois après gouverneur général de la Ligurie. Chargé, en 1806, de l'organisation de l'état de Gènes en département français, il surmonta avec bonheur les difficultés qui s'opposaient à l'accomplissement de cette mission.

Lorsque Louis Bonaparte abandonna son royaume de Hollande, le duc de Plaisance fut encore choisi pour le gouverner ; il sut s'y faire aimer par sa modération et sa justice. Chassé par les alliés à la fin de 1813, il revint à Paris, et signa, le 6 avril 1814, la constitution qui rappelait la maison de Bourbon sur le trône. Envoyé à Caen en qualité de commissaire extraordinaire, il rendit à la Restauration des services qui lui valurent, le 4 juin suivant, le titre de pair de France. Mais Napoléon lui ayant conservé ce titre pendant les Cent-Jours en y ajoutant encore celui de grand-maître de l'Université, Lebrun encourut la disgrâce du roi à la seconde restauration. Ce ne fut que le 6 mars 1819 qu'il fut rappelé à la Chambre des pairs, où il vota constamment avec le parti constitutionnel. Retiré à sa terre de Saint-Mesme, près Dourdan, il mourut le 16 juin 1824, à l'âge de 85 ans, laissant après lui un fils, Anne-Charles, né en 1785, autrefois aide-de-camp de Desaix, et devenu lieutenant général et grand-officier de la Légion-d'Honneur, qui succéda à sa pairie.

Membre de presque tous les ordres étrangers, et président de la troisième classe de l'Institut, Lebrun joignait à tous ses titres politiques celui de traducteur de la *Jérusalem délivrée* (en prose, Paris, 1774, 2 vol. in-8° ; réimpr. en 1840, gr. in-18) et de l'*Iliade* (1776, 3 vol., et refaite en 1809, 2 vol. in-12). M. le marquis de Marbois, dont la fille unique avait épousé son fils, prononça, le 25 juin 1824, son éloge à la Chambre des pairs. Napoléon, qui a formulé à Sainte-Hélène, sur ses contemporains, tant de jugements ratifiés par la postérité, avait dit de lui : « Lebrun est un homme froid, sévère, insensible, combattant tous les abus et tous les préjugés, y cédant sans illusion, et tombant naturellement dans l'idéologie. » D. A. D.

Il ne faut pas confondre avec le duc de Plaisance un autre Lebrun qui fut ministre pendant la révolution. Pierre-Henri-Marie Lebrun-Tondu, né à Noyon en 1763, connu d'abord sous le nom d'*abbé Tondu*, parce qu'il avait porté le petit-collet, fut successivement imprimeur et journaliste, puis ayant obtenu une place dans les bureaux des affaires

étrangères, son patriotisme exagéré lui fit donner le portefeuille de ce ministère après le 10 août. Comme membre du conseil exécutif, il signa l'ordre du supplice de Louis XVI. La guerre étant devenue imminente avec l'Espagne et l'Angleterre, on l'accusa de l'avoir provoquée sans être en mesure pour la soutenir. Arrêté le 22 juin 1793, avec Clavière (*voy.*), il parvint à s'évader; mais il fut repris, le 24 décembre, et condamné à mort le 27, à l'âge de 30 ans. Z.

LEBRUN (Ponce-Denis Écouchard), célèbre poëte lyrique français, naquit le 10 août 1729, à Paris, dans la maison du prince de Conti, au service duquel son père était attaché. Élevé au collége Mazarin, il obtint dans ses études de brillants succès, et dès l'âge de 12 ans, il composa diverses pièces de vers dont plusieurs ont été jugées dignes de trouver place dans le recueil de ses œuvres. A peine sorti du collége, il devint secrétaire des commandements du prince de Conti. La bienveillance éclairée et les conseils de Louis Racine hâtèrent les progrès du jeune poëte, qu'une étroite amitié lia bientôt au fils de ce protecteur. Lebrun se fit connaître d'une manière avantageuse par les adieux qu'il adressa dans une ode à ce jeune ami qui, renonçant au culte des Muses, allait suivre en Espagne la carrière du commerce. En 1755, l'*Ode sur le Tremblement de terre de Lisbonne*, où il exprimait ses regrets sur la triste mort du jeune fils de Louis Racine, obtint un succès d'admiration. En 1760, Lebrun, ayant appris qu'une arrière petite-fille de Corneille languissait dans l'indigence, où l'avait laissée la mort de son cousin le philosophe Fontenelle, arrivée en 1757, plaça la descendante du père de la scène française sous le patronage de Voltaire, en adressant à celui-ci une ode où il s'élevait à la hauteur des grands noms qu'il avait à célébrer. On sait de quelle adoption, peut-être un peu trop fastueuse, fut suivi cet appel du talent à la bienfaisance du génie. La même année (1760) vit le mariage de Lebrun avec une femme d'une beauté remarquable et de l'esprit le plus distingué. C'est elle que, dans ses plus belles compositions élégiaques, il a célébrée sous le nom de Fanny. Pendant les premiers temps de cette union, qui en furent aussi les plus heureux, Lebrun travailla avec ardeur au poëme de *la Nature*, son œuvre de prédilection. Mais après 14 ans de bonheur, de dangereux conseils firent naître le trouble au sein de son ménage : sa femme plaida contre lui en séparation, et gagna son procès, d'abord au Châtelet, puis définitivement, en 1781, par un arrêt du parlement de Paris. En supposant même que les torts de Lebrun eussent provoqué cette rupture, il n'en est pas moins vrai, et ses poésies en offrent de fréquents témoignages, qu'il regretta vivement cette femme si longtemps adorée.

Les avantages que l'arrêt de séparation avait adjugés à M^me^ Lebrun et l'avidité scandaleuse qu'elle montra à en profiter détruisirent presque entièrement la fortune du poëte, qui reçut encore un nouvel échec par la mort du prince de Conti. Quoique Lebrun eût conservé provisoirement auprès du dernier prince de ce nom la position qu'il avait eue chez son père, il ne tarda pas à la perdre : une pension de 1,000 livres, qui lui avait été promise, ne fut pas même payée régulièrement; enfin, 18,000 livres, seul débris de sa fortune, qu'en 1778, il avait placés chez le prince de Rohan-Guémené, furent, quatre ans plus tard, engloutis dans la scandaleuse banqueroute de ce grand seigneur. Ces désastres, joints aux chagrins domestiques, exercèrent une fâcheuse influence sur les travaux poétiques de Lebrun. A l'abandon du poëme didactique de *la Nature* succéda celui du poëme épisodique, *les Veillées des Muses*, resté inachevé comme le premier. Sa verve lyrique ne se ralentissait pourtant pas, et plusieurs de ses plus belles odes, entre autres les deux adressées *à Buffon, sur sa maladie*, et *contre ses détracteurs*, datent de cette époque malheureuse.

Enfin, Lebrun rencontra dans le comte de Vaudreuil un protecteur dont l'amour pour les arts et le zèle aussi actif qu'éclairé rompirent la chaîne de disgrâces qui semblaient l'accabler. Au moment où Calonne arrivait au ministère, Vaudreuil mit Lebrun en rapport avec lui; le poëte gagna l'affection du ministre, qui

lui fit obtenir une pension de 2,000 liv. sur la cassette du roi. Une épître charmante où, sous l'enveloppe d'une ingénieuse flatterie, l'émule d'Horace donne à son Mécène les plus sages conseils; un fort beau *Discours en vers, à l'occasion de l'Assemblée des notables*, signalèrent noblement la reconnaissance de Lebrun à l'égard de Calonne.

La richesse n'est point aux rives de Golconde,
Elle est aux champs heureux que le travail féconde, etc.,

disait le poëte. Il fut alors accueilli à la cour avec distinction ; mais cette faveur lui échappa, ou plutôt il y renonça quand Vaudreuil, qui la lui avait procurée, fut lui-même tombé en disgrâce. La révolution, dont Lebrun avait salué l'aurore avec enthousiasme, le dépouilla de sa pension, sans lui faire rien perdre de son zèle patriotique. Il est à regretter que, dans l'expression, ce zèle ait parfois revêtu la couleur de l'ingratitude envers des bienfaiteurs tombés; cependant, malgré plus d'un trait dont l'exagération déplorable peut être attribuée à l'influence que la peur exerçait alors sur tant d'esprits distingués, Lebrun se contenta de son rôle de poëte, et ne rechercha jamais les dangereux honneurs du pouvoir. S'il ne craignit pas d'applaudir à la profanation des tombes royales, *le Vengeur*, l'un de ses chefs-d'œuvre, fut du moins un irréprochable monument d'enthousiasme patriotique. Lorsque la tourmente révolutionnaire eut fait place à un ordre de choses moins agité, à l'époque de l'organisation de l'Institut, sous le Directoire, Lebrun fut appelé à y siéger, dans la section de poésie. Après le 18 brumaire, il reçut de Bonaparte, premier consul, plusieurs gratifications très considérables : ces dons et une pension de 6,000 fr. qui lui fut accordée en 1800, et dont il jouit jusqu'à sa mort, mirent ses dernières années fort au-dessus du besoin. Il reçut, en 1804, la décoration de la Légion-d'Honneur.

Comblé de bienfaits par Napoléon, il n'en fut jamais le flatteur servile. D'une santé languissante et, comme son émule Delille, presque entièrement privé de la vue, il avait donné son nom à la femme dont, depuis longtemps, il recevait les soins. En guerre réglée d'épigrammes avec Baour-Lormian (*voy.*), Lebrun avait employé à ce combat des armes vraiment discourtoises. Sa mésalliance lui valut, de la part de son adversaire, une sanglante et cynique épigramme.

Lebrun mourut à Paris, âgé de 78 ans, le 2 septembre 1807.

En ajoutant aux odes déjà mentionnées dans cette notice, *l'Enthousiasme*, *le Triomphe de nos paysages* et *l'Exegi monumentum*, on aura l'élite des compositions lyriques de Lebrun, qu'on a surnommé à juste titre le *Pindare français*. «Souvent élevé, a dit Chénier, quelquefois ambitieux dans son style; cherchant la hardiesse, et ne fuyant point l'audace, il célébra tout ce qui donne les hautes pensées, Dieu, la nature, la liberté, le génie et la victoire. »

En 1811, Ginguené a publié une édition des *OEuvres complètes de Lebrun*, précédées d'une notice biographique, Paris, 4 vol. in-8°. Indépendamment des odes, des élégies, des épîtres, on y trouve le poëme de *la Nature*, en 4 chants intitulés : *la Sagesse*, *la Liberté*, *le Génie*, *l'Amour :* le troisième chant seul est complet; puis *les Veillées du Parnasse*, poëme en 4 chants (fragments); des traductions; des vers de la première jeunesse de l'auteur; des épigrammes; des poésies diverses; sa correspondance (avec Voltaire, Buffon, de Belloy, Thomas, Palissot, etc.), et enfin des mélanges en prose. On a publié un petit recueil d'*OEuvres choisies de Lebrun*, 1821, 2 vol. in-18. Les notes qu'il a laissées pour les œuvres de Boileau et de J.-B. Rousseau ont été souvent réimprimées. P. A. V.

LEBRUN (Pierre), membre de l'Académie-Française et pair de France, né à Paris, le 29 décembre 1785, annonça de bonne heure les dispositions les plus heureuses pour la poésie. Il n'avait pas encore 12 ans, que ses essais, communiqués à François de Neufchâteau (*voy.*), ministre de l'intérieur, le firent admettre au prytanée de Saint-Cyr. Il y obtint les plus brillants succès, et mérita, étant élève de rhétorique, de suppléer son professeur, pendant une maladie de celui-ci. Par le hasard le plus heureux, Napoléon vint à faire la visite de cette école.

Fort surpris de voir figurer dans la chaire un jeune homme revêtu de l'uniforme des écoliers, il lui demanda à quoi il se destinait? « A chanter votre gloire, » répondit le professeur imberbe. En 1805, une *Ode à la Grande Armée* (premier ouvrage imprimé de l'auteur); en 1806, une autre ode intitulée : *Sur la guerre de Prusse, le Départ*, commencèrent à réaliser brillamment l'engagement pris par le jeune poëte envers le grand homme. En lisant dans *le Moniteur* du 5 novembre 1806, l'ode sur la campagne d'Iéna et en trouvant au bas le nom de Lebrun, l'empereur l'attribua au Pindare français, dont elle était tout-à-fait digne; mais le grand lyrique, qui touchait à sa fin, fut vivement piqué de cette méprise, et passa de la bienveillance à la froideur envers l'heureux émule déjà appelé à continuer la gloire de son nom. Une pension de 1,200 fr. fut, en revanche, le témoignage de la faveur impériale. Un an après, la mort d'Écouchard Lebrun offrit au jeune héritier de sa lyre l'occasion de signaler à la fois et l'élévation de son talent et celle de son caractère. Il offrit à la mémoire de son prédécesseur un noble et poétique hommage, dans une ode publiée au commencement de 1808. On sait quelle protection active accordait alors aux gens de lettres le comte Français de Nantes (*voy.*), directeur général de l'administration des droits réunis. Le mérite de M. Lebrun et les regards favorables du chef de l'état, lui donnaient un double titre au patronage du Mécène financier : aussi ne tarda-t-il pas à obtenir la place avantageuse de receveur principal des contributions indirectes.

Dans l'été de 1814, la représentation d'*Ulysse*, tragédie en 5 actes, marqua le premier pas de M. Lebrun dans la carrière de l'art dramatique. Un succès d'estime très prononcé accueillit cette pièce, où Talma, M^lle^ Georges et M^lle^ Duchesnois parurent dans les rôles d'Ulysse, de Pénélope et de Télémaque. L'auteur tira à peu près le meilleur parti possible de ce sujet plutôt épique que scénique, et auquel il conserva avec un soin religieux la sévère pureté du style grec. En 1817, il partagea avec M. X. Saintine le prix de poésie de l'Académie-Française, pour un poëme intitulé *le Bonheur de l'étude* (*voy.* Delavigne). Mais, en 1820, la représentation de *Marie Stuart*, tragédie imitée de Schiller (*voy.*), valut à M. Lebrun un de ces succès qui font époque dans la vie d'un poëte et dans les fastes d'un théâtre. Sans doute, l'auteur dut au poëte allemand la donnée principale et quelques heureux détails de son ouvrage; mais il ne dut qu'à lui-même l'art judicieux avec lequel il sut approprier aux convenances de notre scène une action qui présentait tant d'écueils dangereux. Une mesure et une entente parfaites dans le choix et la distribution des effets, dans la couleur du style, naturel sans cesser d'être noble, touchant sans tomber dans la langueur, ont fait de la *Marie Stuart* de M. Lebrun un type presque irréprochable du drame tragique, modifié d'après les exigences actuelles de l'art et de la scène française. Il alla lui-même un peu plus loin dans *le Cid d'Andalousie*, pièce imitée du théâtre espagnol, et dont il paraît que le fond a été reproduit dernièrement dans l'opéra de *la Favorite*. Le nouveau *Cid*, représenté le 1^er^ mars 1828, offrit dans le dialogue un mélange de style tour à tour élevé et familier, dont, à cette époque, le public réprouva l'effet disparate; et, au bout de quatre représentations, la pièce disparut de l'affiche. On a, depuis, été bien plus loin dans une voie où M. Lebrun avait à peine fait le premier pas, et d'où, averti par le goût, il se hâta de se retirer. Mais, dès la même année, il obtint une brillante revanche, en publiant *le Voyage en Grèce*, poëme dithyrambique de la plus heureuse exécution, où l'auteur, inspiré par les souvenirs et l'aspect de cette terre classique, a célébré d'une manière digne de ses anciens poëtes les exploits de ses modernes héros.

Antérieurement à ces deux derniers ouvrages, le 22 février 1828, M. Lebrun avait été élu membre de l'Académie-Française, en remplacement de François de Neufchâteau, le protecteur de son enfance. Dans la séance du 22 mai, le discours du récipiendaire offrit au plus haut degré la réunion de toutes les qualités qui caractérisent le goût et le style acadé-

miques, justesse de vues, bonheur d'expression, finesse d'aperçus, urbanité de formes.

Nommé directeur de l'imprimerie royale, au mois de mars 1831, M. Lebrun a été promu aux honneurs de la pairie, par ordonnance du roi, en date du 7 novembre 1839. Parmi ses principaux ouvrages, nous devons encore mentionner *Pallas, fils d'Évandre*, tragédie en 3 actes, imprimée, en 1822, à un petit nombre d'exemplaires; *la Mort de Napoléon*, poëme, 1822, etc. P. A. V.

LÉCANOMANCIE, *voy.* DIVINATION, T. VIII, p. 333.

LECH, rivière bavaroise, l'un des affluents du Danube, sur sa rive droite, et qu'il ne faut pas confondre avec le Lech ou Leck (*voy.*) hollandais. Il a donné son nom au CHAMP DU LECH (*Lechfeld*), plaine de 10 lieues qui s'étend depuis Landsberg jusqu'à Augsbourg, entre la Wertach et le Lech. Cette plaine est célèbre dans l'histoire par la bataille qui s'y livra le 10 août 955, et où les Hongrois furent si complétement battus par Othon I^er^, qu'ils n'essayèrent plus depuis de pénétrer en Allemagne. Z.

LE CHAPELIER (ISAAC-RENÉ-GUY), avocat distingué, né à Rennes, en 1755, fils d'un père célèbre lui-même dans le barreau breton. Après de bonnes études, le jeune Le Chapelier se plaça bientôt, et par son éloquence et par la loyauté de son caractère, au-dessus de tous les jeunes avocats qui montraient le plus de talent, le plus d'activité. On le citait surtout pour la sagesse de ses conseils et sa droiture dans les affaires. La plus légère apparence de fraude lui faisait repousser ceux qui voulaient lui confier leurs intérêts dans une contestation.

Le Chapelier prit une part active dans les dissensions qui éclatèrent, en 1787, entre le gouvernement et les parlements. Il était à la tête du barreau de Rennes pour défendre les droits des citoyens, et s'opposer aux prétentions des ordres privilégiés. Le tiers-état envoya Le Chapelier comme son représentant à l'Assemblée constituante (*voy.* T. VI, p. 658). Dès les premières séances, il prit rang parmi les meilleurs orateurs, et fut chargé des commissions les plus graves. Il fit partie de la mémorable réunion du Jeu de paume. Le premier, il demanda la garantie de la dette publique; il s'opposa à la violation du secret des lettres qu'on sollicitait comme mesure de sûreté générale, et provoqua l'armement de tous les citoyens sous le titre de garde nationale. Il présidait l'assemblée nationale dans la nuit du 4 août 1789, qui renversa la féodalité, et frappa à mort les corporations fameuses par leur tyrannie. Plus tard, il fit abolir le partage inégal dans les successions comme attentatoire au repos, à l'honneur des familles et aux droits de tous les enfants d'un même père, d'une même mère. Lors de la discussion sur l'établissement des tribunaux, il demanda que la nomination des juges émanât du peuple, et que le pouvoir exécutif n'eût qu'à faire exécuter les sentences. Il ne voulait point, non plus, que l'on cumulât deux emplois à la charge du trésor public, ni qu'aucun fonctionnaire pût être appelé à siéger au corps législatif. Ce fut lui qui le premier éleva la voix pour garantir aux écrivains la propriété de leurs œuvres, et Le Chapelier est l'auteur de la loi du 28 juillet 1791, qui assure cette propriété pendant toute la vie de l'écrivain et quelques années après sa mort.

Toutes ces grandes pensées, expression d'une âme droite et sans ambition, furent en même temps développées dans les articles fournis par Le Chapelier à la *Bibliothèque de l'homme public*, publiée par Condorcet.

En 1793, il fut dénoncé au tribunal révolutionnaire par les agents d'un chef de parti dont il avait eu le courage d'attaquer les projets ambitieux, dans la séance de la Constituante du 25 août 1791. Le Chapelier quitta de suite l'Angleterre, où des affaires l'avaient conduit; il crut, par sa présence, empêcher le séquestre des biens de sa famille et répondre victorieusement aux attaques dirigées contre lui. Sa voix fut étouffée, on le condamna sans l'entendre; il se vit avec calme conduire à l'échafaud, et reçut la mort comme un dernier sacrifice fait à la cause de la liberté. Il mourut le 22 avril 1794, avec ses deux collègues Thouret et Duval d'Éprémesnil (*voy.* ces noms), en même temps que le vénérable Malesherbes (*voy.*

LAMOIGNON) et sa fille si belle et si courageuse.. A. T. D. B.

LE CHEVALIER (JEAN-BAPTISTE), né à Trelly (Manche), le 1^er^ juillet 1752, fut élevé par un oncle, chanoine de Saint-Brieuc, puis, après avoir perfectionné ses études dans un séminaire de Paris, il professa, de 1772 à 1778, dans les collèges du Plessis, d'Harcourt et de Navarre.

Quand le comte de Choiseul-Gouffier (*voy.*) fut nommé ambassadeur à Constantinople, il prit Le Chevalier pour secrétaire, et l'envoya d'abord à Londres. Dès qu'il put quitter l'Angleterre, il se rendit en Italie et visita Turin, Florence, Rome, Naples, etc. Après une maladie grave qui le retint sept mois à Venise, il partit pour la côte nord-ouest de l'Asie-Mineure, et se mit avec ardeur à la recherche des monuments de la ville et de la plaine de Troie. A force de persévérance et de sagacité, il constata le premier l'exactitude et la véracité d'Homère. Arrivé à Constantinople, Le Chevalier communiqua ses découvertes à l'ambassadeur. Les années suivantes, il étudia la Propontide et le Pont-Euxin; puis il eut à remplir de périlleuses missions en Moldavie, principauté d'où il revint en France pour un second voyage d'Italie.

En 1790, il retourna en Angleterre, où il fut reçu membre de l'Académie d'Édimbourg, qui ordonna l'impression du *Voyage à la Troade*. En 1791 et 1792, il parcourut l'Allemagne, fut nommé membre de l'Académie de Gœttingue, visita la Hollande, le Danemark, la Suède, et se rendit en Russie, où il était encore en 1794, lorsque Catherine II le chargea de la commission difficile et délicate de délivrer la princesse d'Esterhazy, prisonnière dans l'armée de Dumouriez.

En 1795, Le Chevalier, après avoir parcouru les états du Nord, alla pour la troisième fois à Londres, et par suite de ses liaisons avec Fox, y rendit de grands services aux prêtres émigrés. Là il eut pour élève sir Francis Burdett, et revint, en 1798, avec des dépêches pour l'échange des prisonniers. Bientôt il se rendit en Espagne, s'associa aux travaux astronomiques de Méchain, passa en Portugal, revint par la Sicile, et compléta les matériaux d'un *Voyage d'Europe*, qu'il n'a point publié.

Sa vie errante eut un terme : il entra, en 1806, à la bibliothèque de Sainte-Geneviève, et il en a été premier conservateur jusqu'à sa mort, arrivée le 2 juillet 1836.

Le Chevalier donna d'abord en 1 volume son *Voyage à la Troade*. La 3^e^ édition (an X) est en 3 volumes in-4°, consacrés le 1^er^ au voyage de l'Adriatique et de la Grèce, le 2^e^ à celui de la plaine de Troie, le 3^e^ à la traduction de l'ouvrage anglais de Morritt, qui défend les découvertes du voyageur français contre Bryant, autre Anglais qui les avait attaquées. Le *Voyage de la Propontide* parut en l'an VIII (1800), Paris, 2 vol. in-8°. La dernière publication de Le Chevalier est un in-fol. intitulé : *Ulysse-Homère, ou du véritable auteur de l'Iliade et de l'Odyssée, par Constantin Koliades, professeur dans l'université ionienne*. Sous le pseudonyme de Koliades, Le Chevalier soutient, avec une érudition ingénieuse, l'identité d'Ulysse et de l'auteur de l'Iliade et de l'Odyssée. Des articles de M. Letronne, dans le journal des Savants, ont fait justice de ce paradoxe. *Voy.* aussi l'art. HOMÈRE, dû à M. Guigniaut. J. T-v-s.

LECK ou LECH, bras gauche du Rhin (*voy.*) qui se divise, à Wykte Duurstade, pour la troisième fois depuis son entrée dans les Pays-Bas. Il se réunit à la Meuse au-dessus de Rotterdam, et a été déclaré la véritable continuation de ce fleuve, au mois d'octobre 1826, lorsque la Hollande reconnut la libre navigation du Rhin. *Voy.* LECH. X.

LECLERC (VICTOIRE-EMMANUEL), lieutenant général et beau-frère de Napoléon, naquit à Pontoise, près Paris, le 17 mars 1772, d'un riche marchand de farines. Dès l'année 1792, il se signala, par la ferveur de ses principes républicains, et il courut défendre sa patrie. Son courage et sa bonne éducation lui donnèrent d'abord une certaine influence sur ses camarades, qui l'élurent lieutenant dans un bataillon de Seine-et-Oise. Chargé, au siége de Toulon, du commandement de la colonne qui s'empara du fort Farni, il fut nommé adjudant général à la suite de

cette brillante action. C'est alors qu'il forma avec Bonaparte cette liaison qui lui procura plus tard un avancement si rapide. Leclerc eut l'honorable mission d'apporter à Paris la nouvelle de la prise de Toulon. Il fut ensuite envoyé à l'armée des Ardennes et prit part à la victoire de Fleurus. Ayant passé à l'avant-garde de l'armée des Alpes, il s'empara du Mont-Cenis et s'y maintint pendant le rigoureux hiver de 1794 à 1795, avec des soldats qui manquaient de tout, et parmi lesquels cependant il sut conserver la discipline la plus sévère. Appelé au commandement de Marseille, il fit connaissance dans cette ville de Pauline Bonaparte, et bientôt le général en chef de l'armée d'Italie appela Leclerc auprès de lui. Les affaires de Salo, du Mincio et de Roveredo lui fournirent l'occasion de se signaler. Nommé général de brigade en 1797, il vint retrouver Bonaparte à Milan, où il épousa Pauline (*voy.* BONAPARTE), née à Ajaccio, le 20 oct. 1780. Après le traité de Campo-Formio, il fut attaché, comme chef d'état-major, à Berthier, et fit en cette qualité la campagne de Rome, où il sut encore se faire remarquer. Il continua de servir sous Brune, et contribua à la pacification de l'Ouest. Puis, dans le commandement supérieur de Lyon, il réussit à réorganiser les restes de l'armée d'Italie qui rentraient en France. Quand le général Bonaparte revint d'Égypte, Leclerc aida puissamment au succès du 18 brumaire.

Il fut ensuite promu au grade de général de division et employé à l'armée du Rhin sous le général Moreau, où il commanda une division du centre. Il battit à Landshut l'archiduc Ferdinand. En 1801, il fut chargé de guider à travers l'Espagne l'armée française qui alla imposer au Portugal un traité aussi onéreux pour lui qu'avantageux pour la France et pour le général en chef en particulier; Lucien Bonaparte l'appuyait dans cette négociation. *Voy.* T. XV, p. 306.

Après la paix d'Amiens, Bonaparte ayant conçu le projet d'arracher aux noirs révoltés la riche colonie de Saint-Domingue (*voy.* HAÏTI), confia à son beau-frère le commandement de l'armée expéditionnaire avec le titre de capitaine général. Leclerc parut, le 1er février 1802, en vue du cap Samana avec son immense armement. En moins de trois mois, il battit et soumit l'armée noire, quoique ses troupes fussent décimées par les maladies. Cette pacification fut de courte durée. L'enlèvement de Toussaint-Louverture (*voy.*), l'exécution de plusieurs chefs, l'incorporation des troupes noires dans les troupes françaises préparèrent une nouvelle révolte qui éclata dès que la fièvre jaune eut fait périr une portion de l'armée. Ne recevant aucun renfort et la défection des bataillons noirs devenant générale, Leclerc concentra ses troupes, et se retira dans l'île de la Tortue où il établit son quartier-général. Le chagrin de voir échouer une entreprise aussi importante rendit mortelle la fièvre dont il était atteint. Il expira le 2 novembre 1802, laissant le commandement au général Rochambeau (*voy.*). Le corps du général Leclerc, transporté en France, fut enseveli dans sa terre de Montgobert, près de Soissons. Sa femme, qui avait montré le plus grand courage pendant cette expédition, revint en France et épousa peu de temps après le prince Borghèse (*voy.* ce nom). Napoléon regardait son beau-frère Leclerc comme un général du premier mérite, propre à la fois aux travaux du cabinet et aux manœuvres du champ de bataille.

Le général Leclerc avait deux frères qui devinrent, l'un préfet, et l'autre général de brigade. Ses deux sœurs épousèrent, l'une le maréchal Davoust, l'autre le comte Friant (*voy.* ces noms). D. A. D.

LE CLERC (JOSEPH-VICTOR), membre de l'Institut, officier de la Légion-d'Honneur, doyen de la Faculté des Lettres de Paris, est né dans cette ville, le 2 décembre 1789. Il dut le bienfait de l'éducation aux soins et au dévouement de sa mère, restée veuve de bonne heure, et dont la modeste fortune avait été presque détruite par les événements qui suivirent la naissance de son fils. Ses études furent brillantes : il mérita deux fois le prix d'honneur de rhétorique, en 1806 et 1807, et il y joignit ce qu'on appelait alors le grand prix de l'Institut pour les lettres. Ce prix, qui fut supprimé peu de temps après, était accordé à

l'élève qui avait eu le plus de succès en rhétorique au concours général. Admis, en 1808, comme maître d'études au Lycée Napoléon, qui le comptait au nombre de ses élèves, M. V. Le Clerc y fut chargé, en 1809 et 1810, d'un cours de langue grecque et de poésie latine. Nommé par M. de Fontanes, en 1810, professeur agrégé de troisième au même collége, et par M. Royer-Collard, en 1815, professeur agrégé de rhétorique, il succéda dans cette dernière classe à M. Villemain, son ancien condisciple, et soutint dignement ce difficile et dangereux héritage. Plus tard, il accepta la place importante, mais moins pénible, de maître de conférences à l'École normale. Cette école ayant été fermée en 1822, M. Le Clerc partagea cette honorable disgrâce, et ce fut pendant ses loisirs forcés qu'il commença ses travaux sur Cicéron. Deux ans après, il reprit des fonctions actives dans l'Université, et succéda à M. de La Place, son ancien professeur, dans la chaire d'éloquence latine à la Faculté des lettres de Paris, qu'il occupe encore aujourd'hui. Après avoir fait connaître au public les fragments tout récemment découverts d'auteurs latins, il exposa dans l'espace de six années toute l'histoire de l'éloquence, ou, pour mieux dire, de la prose latine jusqu'à la dissolution de l'empire romain, animant ses érudites leçons par les souvenirs que lui avaient laissés ses voyages en Italie. En 1832, il fut nommé doyen de la Faculté des lettres, et toute son influence fut employée à relever les grades que cette Faculté confère, sans dépasser, dans les examens, les bornes d'une juste et raisonnable sévérité. L'Institut (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres) l'admit dans son sein en 1834, et, en 1837, il fut promu au grade d'officier de la Légion-d'Honneur, dont il était membre depuis 1826.

M. V. Le Clerc a travaillé pendant près de 20 ans à une histoire complète de la littérature latine, ouvrage pour lequel il a visité deux fois l'Italie, en 1827 et en 1831, et recueilli d'immenses matériaux. Désespérant presque d'exécuter jamais dans son ensemble un si vaste plan, il se proposait de publier tour à tour les parties les plus neuves de ses recherches, et il avait déjà lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ses deux mémoires sur les *Annales des Pontifes* et sur les *Journaux des Romains*, mémoires réunis depuis (1838) en 1 vol. in-8°, lorsque cette Académie l'élut membre de la commission chargée de continuer l'*Histoire littéraire de la France*. Cette commission, après la mort de M. Daunou (*voy.*), en 1840, a nommé M. Le Clerc éditeur de l'ouvrage dont le 20e volume va paraître.

La plupart des publications de M. Le Clerc se rattachent à ses fonctions dans l'enseignement. Ce sont : *Éloge de Montaigne*, suivi de trois morceaux de poésie, dont les deux premiers, ainsi que l'éloge qui les précède, ont été mentionnés honorablement par l'Académie-Française (Paris, 1812, in-8°); *Chrestomathie grecque*, avec une traduction et des notes (1812; réimpr. avec des add. nombr. en 1827; le texte a été donné séparément en 1813 et 1822); *Lysis, poëme grec trouvé par un jeune Grec sous les ruines du Parthénon et traduit par l'éditeur* (Paris, 1814) : le poëme grec est l'œuvre de l'éditeur; *De officiis ad pueros tetrasticha* (1816) : c'est la traduction faite en 1809 des quatrains de Morel de Vindé, *La morale de l'enfance; Pensées de Platon*, grec-français, avec un commentaire (1818, in-8°; 2e éd. augm. d'une histoire abrégée du platonisme et de notes latines sur le texte, 1824); *Nouvelle édition de la grammaire latine de P. R.*, revue, corrigée et augmentée de l'indication des passages cités (1819, in-8°); *OEuvres complètes de Cicéron*, en latin et en français (1821-1825, 30 vol. in-8°; 2e éd., 1823-1827, 35 vol. in-18). Cette recension des textes de Cicéron, la seule alors qui renfermât tous les nouveaux fragments, y compris ceux de *la République*, a été adoptée depuis dans plusieurs éditions; *Nouvelle rhétorique*, extraite des meilleurs écrivains anciens et modernes (1823; 6e éd., 1841); édition des *Essais de Montaigne*, précédée d'un discours sur sa vie et ses ouvrages, et accompagnée de notes (1821; plus. fois réimpr. depuis); *Des journaux chez les Romains*, recherches précédées d'un mémoire sur les Annales des Pontifes, et suivies de fragments des journaux

de l'ancienne Rome (1838, in-8°). M. V. Le Clerc a donné, dans la *Biographie universelle*, les notices sur *Timée*, *Timon*, *Tullia*, etc.; dans l'*Encyclopédie des Gens du Monde*, les articles CALPURNIA, CLAUDIEN, CORNELIUS NEPOS, FABRICIUS, FORCELLINI, etc. Il a pris part à la rédaction de la *Revue Encyclopédique*, et, depuis 1823, à celle du *Journal des Débats*, où ses articles sont signés J. V. J. R.

LECLERQ (MICHEL-THÉODORE), né à Paris, le 1er avril 1777, d'une famille de négociants, entra dans l'administration des droits réunis et devint receveur principal à Paris, place qu'il occupa jusqu'en 1814. A cette époque, il donna sa démission. M. Th. Leclerq avait publié dans sa jeunesse un roman intitulé *le Château de Duncan*, qui resta ignoré; en 1814, il se mit à composer quelques *Proverbes dramatiques* (*voy.*), et ces premiers essais obtinrent dans les salons une vogue méritée. Cette réussite inattendue encouragea l'auteur qui, en 1823, en fit imprimer deux volumes. « J'ai aimé, disait-il dans une préface, à jouer des proverbes, et j'en ai fait : c'est toujours une nécessité d'en faire quand on aime à en jouer. » Dès lors, ces proverbes se multiplièrent d'année en année : M. Th. Leclerq en publia un septième volume en 1828, et depuis il n'a cessé d'accroître son répertoire. Dans ces dernières années, la *Revue de Paris* s'est mainte fois enrichie de ses petites compositions dramatiques.

Ces proverbes n'ont rien de commun avec la haute comédie : ce sont de petites scènes de mœurs bien observées, peignant la société, presque sans art, sans recherche. On n'y trouve point de caractères parfaitement développés, mais seulement des portraits esquissés avec talent et franchise. Dans cette peinture sans gêne, M. Leclerq a su montrer un esprit aussi fin qu'original, et la société qui se reconnaissait dans les *Proverbes dramatiques* en a assuré le succès. AL. D-I.

LEÇON, *voy.* INSTRUCTION. Leçon (*lectio*) s'entend encore du texte d'un auteur comparé à une autre copie du même texte; c'est une manière différente de lire un mot ou un passage dans un manuscrit. *Voy.* VARIANTES. X.

LECOURBE (CLAUDE-JOSEPH, comte), lieutenant général, né à Lons-le-Saulnier en 1759, s'engagea fort jeune dans le régiment d'Aquitaine, et, au bout de quelque temps, rentra dans sa famille. A l'époque de l'organisation des gardes nationales, il fut fait commandant de celle de Ruffey et ne tarda pas à rejoindre l'armée du Haut-Rhin, à la tête d'un bataillon du Jura. Son habileté et son courage lui valurent un rapide avancement. Il était déjà chef de brigade, lorsqu'à Fleurus, il soutint pendant 7 heures consécutives, avec 3 bataillons seulement, le choc d'une colonne de 10,000 Autrichiens. Il fut ensuite tour à tour employé aux armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, du Danube et de l'Helvétie. A la fin de 1795, à Mayence, se trouvant enveloppé par un ennemi supérieur en nombre, il parvint à se faire jour. En 1799, devenu général de division, il fut chargé du commandement de l'aile droite de l'armée en Suisse, mit les Autrichiens en déroute et enleva le corps entier de Loudon (*voy.*). Il s'était avancé vers le Tyrol, lorsque l'arrivée des Russes en Italie le fit rentrer en Suisse. Après une foule de combats contre l'archiduc Charles, Lecourbe arrêta Souvorof (*voy.*) qui paraissait dans l'Helvétie, pendant que Masséna, son général en chef, s'emparait enfin de Zurich (*voy.*) Le général Moreau, digne appréciateur d'un si rare mérite, lui confia l'aile droite de son armée. Il passa le Rhin près de Schafhouse, se signala à Hochstædt (*voy.*), et soumit le pays des Grisons.

Après la paix de Lunéville, il revint en France et vécut aux environs de Paris, dans la retraite et sans emploi.

Lors du procès de Moreau, il prit un si vif intérêt à la situation de son ancien général qu'il encourut la disgrâce du premier consul, qui l'exila d'abord à Lons-le-Saulnier, puis à Bourges, où il séjourna pendant toute la durée de l'empire.

En 1814, les souverains alliés lui firent à Paris un favorable accueil, et le roi lui donna le titre de comte, ainsi que celui de grand-officier de la Légion-d'Honneur. Pendant les Cent-Jours, retiré à sa terre de Ruffey, dans le Jura, il refusa d'abord de reconnaître Napoléon; mais,

cédant à de nouvelles instances, il accepta, vers la fin du mois de mai, le commandement d'un corps d'observation dont le quartier-général était à Béfort. La mort le surprit dans cette dernière place, le 23 octobre 1815 ; il emporta dans la tombe la réputation d'un des plus habiles généraux de la république. « Le général Lecourbe, qui fut soldat intrépide et officier très éclairé, né montagnard, ardent chasseur, avait particulièrement étudié la guerre des montagnes, dit M. Dumas. Il y portait, avec une rare sagacité, des connaissances locales, une audace peu commune et un tact admirable. » D. A. D.

LECOUVREUR (ADRIENNE), fille d'un chapelier de Fismes en Champagne, et née dans cette petite ville en 1690, fut amenée fort jeune à Paris. Logée chez une tante, blanchisseuse de son état, elle s'était destinée à cette humble profession, lorsque l'acteur-auteur Legrand, ayant eu l'occasion de la voir, remarqua son intelligence et lui trouva des dispositions précoces pour le théâtre. Après les avoir exercées à Paris dans quelques spectacles de société, il fit engager sa jeune protégée à Strasbourg, où elle perfectionna son éducation dramatique. En 1717, Adrienne vint débuter à la Comédie-Française par le rôle de Monime. Elle joua ensuite Électre, Bérénice, et avec un tel succès, qu'au bout d'un mois elle fut admise dans le double emploi des jeunes princesses et des reines, dans lesquels elle éclipsa bientôt toutes celles qui l'y avaient précédée.

Une sorte de révolution fut opérée dans l'empire tragique par le jeu plein de naturel et d'énergie, le débit vrai et chaleureux de M^lle^ Lecouvreur, succédant à l'emphatique et chantante déclamation, aux cris, aux gestes frénétiques de M^lle^ Duclos et de plusieurs autres. Pour la première fois on entendait *parler la tragédie*, et l'on voyait la scène constamment animée par une actrice qui joignait au talent de bien dire celui de savoir écouter. On assure que, sous tous les rapports, les conseils du célèbre grammairien Dumarsais lui furent d'une grande utilité.

D'une taille un peu petite, M^lle^ Lecouvreur savait se grandir par le talent, et c'est pour elle que fut dit ce mot si connu : « J'ai vu une reine parmi des comédiens ! » *Phèdre* surtout fut son triomphe : ni M^lle^ Dumesnil, ni M^lle^ Clairon ne l'y firent oublier. Sans avoir une figure très remarquable, son âme l'embellissait aussi ; et son esprit fin et gracieux, que des lettres bien écrites et de jolis vers avaient révélé, venait compléter ses séductions. Célébrée par toutes les muses de l'époque, elle fit naître une véritable passion chez un héros assez volage de son naturel, le maréchal de Saxe (*voy.*). On sait quelle preuve elle lui donna d'un amour désintéressé et même généreux, en vendant sa vaisselle d'argent pour lui envoyer 40,000 livr. destinées au paiement d'une dette d'honneur.

Après 13 années de succès constants, M^lle^ Lecouvreur fut enlevée au théâtre, le 20 mars 1730, par une très courte et très violente maladie. Le clergé lui ayant refusé la sépulture, elle fut enterrée, pendant la nuit, dans un terrain situé près la rue de Bourgogne. Voltaire voulut venger sa mort dans une élégie où l'on trouva que la douleur l'avait entraîné un peu loin quand il s'écriait :

Ils privent de la sépulture
Celle qui dans la Grèce aurait eu des autels,

et surtout quand il ajoutait, en parlant du lieu obscur où elle reposait : « *Voilà mon Saint-Denis !* » Et pourtant, quelques années après, Londres justifiait en quelque sorte l'exaltation du poëte en inhumant avec la plus grande pompe une autre comédienne, miss Olfields, à Westminster, au milieu des rois et des grands hommes de l'Angleterre.

Adrienne Lecouvreur laissa deux filles, dont l'une fut mariée à Francœur, musicien fameux de cette époque, et qui devint plus tard directeur de l'Opéra. S'il faut en croire un bruit assez généralement répandu dans le monde littéraire, la postérité de la célèbre actrice subsisterait chez nous en la personne d'une des femmes-auteurs les plus distinguées de nos jours. M. O.

LECTISTERNE (*lectisternium*, du mot *lectus*, lit, et *sternere*, dresser, préparer). C'était une cérémonie religieuse que l'on pratiquait à Rome, surtout en temps de calamités publiques, pour apaiser les dieux, et qui consistait dans un festin que l'on donnait, aux dépens de la ré-

publique, aux principales divinités, dans un de leurs temples. Les épulons présidaient à cette cérémonie. On dressait une table entourée de lits richement parés, sur lesquels on plaçait les statues des dieux invités au festin. Les déesses n'étaient placées que sur des siéges. La fête durait plusieurs jours, pendant lesquels on servait des repas magnifiques, que les prêtres avaient soin de desservir chaque soir. Le premier lectisterne eut lieu à Rome, vers l'an 356 de sa fondation, à l'époque d'une maladie contagieuse. La fête dura huit jours; on en trouve la description dans Tite-Live (*Hist.*, V, 13). Valère Maxime fait mention d'un lectisterne célébré en l'honneur de trois divinités seulement, Jupiter, Mercure et Junon : la statue de Junon fut seule couchée sur le lit. Arnobe parle d'un lectisterne préparé uniquement à Cérès. Les lectisternes étaient aussi en usage dans la Grèce, et Pausanias parle en plusieurs endroits du petit lit ou coussin (en latin *pulvinar*) qu'on mettait sous les statues des dieux et des héros. On a trouvé à Herculanum un *lectisternium* en bronze, qui avait servi dans ce but. On voit sur quelques bas-reliefs grecs et sur plusieurs médailles romaines des figures de divinités placées sur des lectisternes. D. M.

LECTOURE (VICOMTÉ DE). Lectoure, ville de France du département du Gers, en Gascogne (*voy.*), ancien chef-lieu du peuple *Lactorates* de l'Itinéraire d'Antonin, capitale de la LOMAGNE, eut des vicomtes particuliers de 990 à 1280. Le vicomté de Lectoure et Lomagne passa ensuite en différentes maisons jusqu'à sa réunion définitive au domaine de la couronne par Henri IV. On trouvera l'histoire de ce vicomté et de la maison de Batz qui s'y rattache, dans l'*Art de vérifier les dates*, édit. in-8°; 2e partie, t. IX, p. 330 et suiv. Z.

LECTURE, LECTEUR. Tout le monde apprécie les avantages et les plaisirs que peut procurer la lecture, cette source continuelle d'instruction et d'amusement par laquelle nous sommes, comme l'a dit un poëte,

> Contemporains de tous les hommes
> Et citoyens de tous les lieux.

Mais cette source n'est vraiment féconde que pour les esprits bien préparés. Trop souvent on ne cherche dans un écrit qu'un délassement frivole : on lit par désœuvrement et sans qu'il en reste rien. L'homme studieux donne un but à ses lectures : s'il aime que la forme du livre qu'il tient l'attache et l'intéresse, il veut aussi que le fond en soit solide, propre à le faire penser et plein d'une instruction réelle. Le savant analyse, discute, critique son auteur, le relit jusqu'à ce qu'il soit sûr d'en avoir saisi le sens le plus intime ou le plus abstrait; la plume à la main, il en note les points saillants, les idées originales, les grandes vues, les fautes même : c'est par ce moyen seulement qu'on parvient à s'approprier un écrit, à savoir tout ce qu'il contient. L'homme du monde pour lequel un livre ne peut pas être un objet de méditation, doit se montrer d'autant plus sévère dans le choix de ceux qu'il accueille en sa bibliothèque. Qui ne redoute en effet les dangers des mauvaises lectures? Les bons livres eux-mêmes exigent encore des lecteurs judicieux, car l'auteur le plus consciencieux est aussi sujet à l'erreur. L'homme instruit trouve dans la variété de ses lectures des aliments pour son esprit. En même temps qu'il puise dans les livres d'agrément des sentiments qui élèvent le cœur, ennoblissent la pensée, impressionnent l'âme, il demande aux livres sérieux des notions utiles, des connaissances exactes, des appréciations sincères, et il s'accoutume ainsi à porter des jugements plus sûrs. « Il faut aller à la chasse des idées quand on lit, dit un auteur anglais, et faire grand cas d'un livre dont on en rapporte un certain nombre. »

L'art de lire à haute voix devant un auditoire plus ou moins nombreux n'est pas un des moins difficiles, à en juger par le petit nombre des personnes qui savent *bien lire*. Pour mériter cet éloge, il faut, en effet, joindre à une prononciation nette et bien accentuée, la justesse de l'intonation, et une intelligence sûre et rapide qui se pénètre des intentions de l'auteur, et sache en indiquer les plus légères nuances. Il faut savoir ralentir ou précipiter son débit, éviter la monotonie des inflexions de voix, surtout dans la terminaison des phrases; s'il s'agit de

vers, ne point faire sentir trop pédantesquement la mesure et la rime, sans pourtant en détruire l'harmonie. Il faut, enfin, en tout genre de lectures, ne point chercher à faire valoir chaque mot ou chaque trait, et se tenir également éloigné de l'emphase et de la vulgarité. La lecture approche donc jusqu'à un certain point de la déclamation (*voy.*). Cependant l'acteur qui parle doit rendre à un plus haut degré les pensées de son auteur; il doit en être tout rempli, étaler les passions qui l'animent : ce n'est plus une image qu'il représente, c'est l'objet même. Dans l'action, tout est vivant, tout se meut; le son de la voix, la beauté du geste, tout concourt à donner de la grâce ou de la force au discours. Dans la lecture, au contraire, il faut plus de simplicité; les gestes ont besoin d'être modérés par le goût, et leur multiplicité ou leur trop grande énergie paraîtrait souvent ridicule.

Ces qualités à réunir, ces nombreux écueils à éviter, ont de tout temps rendu les bons lecteurs assez rares. Saint-Évremont disait qu'il n'en avait pas rencontré trois dans sa vie. On n'a guère cité comme tels, en effet, dans le XVII^e^ siècle, que l'abbé de Boisrobert, qui se rendit à lui-même ce témoignage :

Je suis, Conrart, un grand *dupeur d'oreilles*;

et l'abbé de Lavau, membre de l'Académie-Française, que Ménage appelait, pour cette raison, *ami lecteur*. Dans le siècle dernier, on a pu ajouter à ce petit nombre Letissier, ancien receveur des fermes, dont les lectures publiques eurent beaucoup de succès à Paris, en 1774; puis, de nos jours, le poëte Legouvé, l'abbé Delille qui lisait ses vers surtout d'une manière admirable, et le spirituel Andrieux, le *Monvel de la lecture*, qui, à force d'intelligence et de finesse, se faisait entendre sans voix. François de Neufchâteau a donné de bons préceptes dans son *Discours sur la manière de lire les vers;* mais la faiblesse de son organe, à laquelle il ne savait pas suppléer de même, ne lui eût guère permis de les mettre en pratique.

C'était autrefois une charge dans les maisons royales, et à peu près une sinécure, que l'emploi de *lecteur* d'un prince, ou de *lectrice* d'une princesse. De nos jours encore, Louis XVIII eut trois lecteurs en titre.

Une sorte de *lecture* très en usage chez les anciens était celle qui se faisait pendant les repas (*voy.* ANAGNOSTE). Un esclave instruit en était ordinairement chargé, et l'on dit que l'empereur Sévère ne dédaigna pas de remplir quelquefois lui-même ces fonctions dans son palais. Cet usage était généralement adopté autrefois dans les couvents et dans les colléges et pensions. Les Grecs avaient des anagnostes attachés aux théâtres pour y lire publiquement les ouvrages des poëtes.

Dans l'Église, on donnait le nom de *lecteurs* à des clercs revêtus d'un des quatre ordres mineurs, et dont les fonctions consistaient à servir de secrétaires aux évêques, et de lecteurs aux fidèles dans les cérémonies du culte. Les livres saints étaient aussi confiés à leur garde et à leurs soins.

Les professeurs du Collége de France avaient aussi le titre de *lecteurs royaux*.

Les *lectures* de salon devinrent fort à la mode vers la fin du siècle dernier : l'amour-propre des auteurs s'accommodait très bien de succès et d'éloges en quelque sorte obligés. C'était, en outre, un correctif de l'esclavage de la presse : ainsi Rulhière et La Harpe allaient lire de cercle en cercle, l'un sa *Révolution de Russie*, l'autre sa *Mélanie*, qu'il ne leur était pas permis de faire imprimer. Ce goût de lectures d'ouvrages et de pièces de théâtre se réveilla sous l'empire, et ce fut dans le salon d'une dame célèbre de cette époque que Picard lut sa comédie de *La grande ville*, placé entre M^me^ de Staël et le cardinal Caprara.

Un de nos plus illustres écrivains contemporains, M. de Chateaubriand, a aussi voulu, par une lecture de salon, anticiper sur la jouissance posthume qu'il nous prépare par ses *Mémoires d'outre tombe*; d'autres lectures intéressantes se font quelquefois à l'Athénée royal; mais aujourd'hui la politique a tout envahi; elle influe même, de jour en jour, d'une manière fâcheuse sur la lecture en général, et surtout sur celle des ouvrages de quelque étendue. Il n'est pas jusqu'aux

romans qui n'effraient notre paresse et qu'il ne faille découper pour elle en *feuilletons*. Si cet envahissement ne s'arrêtait pas, nous verrions arriver le moment où les journaux seuls auraient encore des *lecteurs*. M. O.

LECTURE (CABINET DE), COMITÉ DE LECTURE, *voy.* CABINET, COMITÉ.

LECTURE (MÉTHODES DE). Rien ne semble plus simple et plus facile que d'apprendre à lire, et rien ne serait en effet plus aisé, si le nom de chaque lettre en exprimait fidèlement la valeur phonique. Mais il n'en est pas ainsi. Notre alphabet donne souvent à ses caractères des noms tout-à-fait différents des sons qu'ils doivent représenter, en sorte que l'enfant, embarrassé par ces contradictions, se décourage et prend en dégoût la lecture. On doit reconnaître cependant que la réforme commencée, il y a plus d'un siècle, par les écrivains de Port-Royal, n'est pas restée stérile, et qu'aujourd'hui les meilleurs instituteurs n'ajoutent à la valeur d'une lettre que le minimum d'une valeur étrangère. Outre les vices de l'alphabet, les irrégularités de l'orthographe, dans certaines langues, sont la source d'une difficulté non moins grande. Nous indiquerons quelques-uns des moyens qui ont été proposés pour la surmonter, en passant rapidement en revue les principales méthodes de lecture.

Ces méthodes sont fondées sur deux principes entièrement opposés. Les uns procèdent, et c'est le plus grand nombre, par voie d'épellation, de composition; les autres par voie de séparation, de distinction; les unes vont du simple au composé, les autres du composé au simple; mais toutes, ou presque toutes, ont cela de commun, qu'elles cherchent à fixer l'attention mobile de l'enfance, à lui sauver les ennuis d'une fastidieuse étude, à l'enseigner en l'amusant. La méthode vulgaire consiste, comme on sait, dans l'ennuyeuse répétition des lettres, des syllabes et des mots contenus dans un abécédaire (*voy.*), jusqu'à ce que la mémoire s'en soit chargée. On a dû chercher à rendre ce travail plus attrayant.

C'est dans ce but qu'ont été inventés les dés taillés, l'un à 5 facettes, sur chacune desquelles est une voyelle, l'autre à 18 facettes, sur chacune desquelles est une consonne. L'enfant en jette un et nomme la lettre qui paraît en haut, puis il jette les deux dés à la fois, et, assemblant la voyelle et la consonne qu'il amène ainsi, il en forme une syllabe. Au lieu de ces dés, recommandés par Cherrier, ou des boules à facettes imaginées par Locke, Pluche propose des cartes et des fiches sur lesquelles sont tracés les lettres et des syllabes ou des mots. Il indique encore un autre moyen dans son *Spectacle de la Nature* : c'est un écran percé de deux ou trois trous, à travers lesquels on montre à l'enfant la lettre ou la syllabe qu'on veut lui faire lire, au moyen d'un carton mobile qu'on remplace par un autre, selon le besoin. Une méthode plus célèbre est celle de Dumas, l'inventeur du bureau typographique, espèce de coffret plat, de deux mètres de long sur un mètre de large environ, divisé en petites cases, dont chacune est destinée à recevoir, par ordre alphabétique, une espèce de lettres, et est étiquetée par la lettre qu'il contient. Le maître montre quelques phrases à l'élève, qui les copie au moyen des lettres qu'il choisit dans les cases et qu'il dispose sur une table adhérente au bureau. Cela fait, il lit son ouvrage avec le maître, après quoi il le décompose et replace chaque pièce dans sa case. Ces opérations répétées doivent nécessairement graver dans la mémoire les figures des lettres. Aussi cette méthode a-t-elle été appliquée avec succès dans quelques écoles publiques.

On sait que tous les enfants aiment les images. Les pédagogues ne pouvaient manquer de profiter de ce goût naturel. C'est ce qu'ont fait Basedow et Wolke, dans leur *Miroir de la Nature*, si fameux en Allemagne, Vallange, dans son *Alphabet historique*, et surtout Berthaud dans son *Quadrille*, où les sons de la langue sont représentés par des hiéroglyphes ou figures symboliques, au nombre de 160, en huit planches. Alexandre réduisit à 84 ces sons fondamentaux de la langue, et par conséquent les figures; mais en simplifiant ainsi la méthode de Berthaud, il n'y changea rien d'essentiel. Le maître montre à l'enfant une figure, par exemple celle du *bossu*, qui repré-

sente le son *u*, ou celle du *lit*, qui figure le son *i*, et lui fait répéter de mémoire les noms de ces objets. Il lui fait remarquer ensuite les lettres qui répondent aux figures, et lui apprend à les distinguer parfaitement, de manière à ce qu'en voyant l'*u* il dise tout bas *bossu* et tout haut *u;* ou qu'en voyant l'*i* il prononce tout bas *lit*, et tout haut *i*, etc. Cette méthode, qui a le mérite de parler à la fois aux yeux et aux oreilles de l'élève, obtint un succès prodigieux. Elle fut attaquée néanmoins par l'auteur anonyme de la *Méthode facile pour apprendre à lire correctement et agréablement*, qui n'inventa pourtant rien de nouveau, et qui se contenta de diminuer encore le nombre des hiéroglyphes, en choisissant de préférence pour ses emblèmes les parties de l'habillement et du corps humain. Ce fut ainsi qu'il prit le *bras* pour figurer la voyelle *a* ; la *jambe*, pour la consonne *b*; le *doigt*, pour la diphthongue *oi*, etc. Son ouvrage parut en 1769, et dix ans plus tard, N. Michel publia son *Plan méthodique des premiers principes de la Lecture française*, où le nombre des éléments est réduit à 34. C'était déjà une amélioration; mais il en introduisit une plus importante encore en choisissant 34 figures dont les échos ou derniers sons des noms représentaient les 34 sons pleins qu'il y a, selon lui, dans la langue française. Quelques années plus tard, Fenaigle chercha à donner à ses figures une ressemblance de forme avec la lettre : ce fut un nouveau progrès.

Le plan méthodique de Michel est terminé par une *pratique interlinéaire*, où il traduit l'orthographe ordinaire des mots dans celle de ses 34 sons pleins. Dumas avait déjà eu l'idée de simplifier ainsi l'orthographe, et l'on sait que d'autres faiseurs de méthodes, entre autres Sabbe dans *La première lecture de l'enfance*, ont suivi le même plan. Quelques pédagogistes ont préféré conserver l'orthographe ordinaire, en écrivant en plus petits caractères les lettres qui ne doivent pas être prononcées et en distinguant par un signe conventionnel celles qui sont susceptibles de changer de valeur. Ils pensent que les enfants s'habitueront à les regarder comme inutiles, de manière que quand les grandes lettres seront graduellement amenées au niveau des petites, ils ne tiendront aucun compte de ces dernières. C'est la méthode que l'auteur de cette notice a adoptée dans la 3e édit. de l'*Abécédaire français* (Paris et Leipz., 1835).

Les instituteurs allemands qui, comme Olivier de Dessau, Stephani, Krug et Zeller, sont auteurs de méthodes de lecture, n'ont point eu à s'occuper de la difficulté que présente l'orthographe, puisqu'en allemand, comme en italien, la langue écrite ne diffère en rien de la langue parlée. Les méthodes des deux premiers sont fondées sur ce même principe, que l'art de la lecture a pour base la connaissance exacte de la valeur phonique des lettres; mais elles diffèrent en ce que Olivier a recours à l'*e* muet pour la prononciation des consonnes, tandis que Stephani veut qu'on prononce chaque lettre d'après le son qui lui est propre et dans toute sa pureté. Krug et Zeller donnent, au contraire, aux lettres des noms tirés des organes de la voix que leur prononciation met en jeu. Chacune de ces méthodes a produit d'heureux résultats; cependant celle de Stephani paraît conduire plus promptement au but.

Il serait inutile de parler des signaux de Rollin, des murs et du pavé écrits de M. Philipon de la Madelaine, des *Vrais principes de la lecture* de Viard, qui conseille d'apprendre à lire par l'écriture, du système d'Arnaud, du syllabaire de Pain, et même de la méthode pratique de lecture de François de Neufchâteau, méthode qui, avec ses 34 sons élémentaires, son épellation sous la dictée, ses tableaux des principales difficultés mises en exemples, n'est au fond que la méthode si connue de Lancaster. Tous ces procédés, sans en excepter celui de Tracy, qui a trouvé la syllabe naturelle, et celui de Courtois, qui a eu l'heureuse idée de faire fondre d'une seule pièce toutes les lettres composées, peuvent se ramener sans peine à un de ceux que nous avons décrits. Nous n'avons donc plus à nous occuper que des méthodes qui veulent qu'on ne commence pas par montrer les lettres, pour passer des lettres aux syllabes, des syllabes aux mots, et des mots aux

phrases, mais qu'on suive l'ordre inverse.

La première idée de cette méthode d'apprendre à lire a été émise dans la *Vraie manière d'apprendre une langue quelconque, vivante ou morte, par le moyen de la langue française*, ouvrage anonyme qui a été publié à Paris, en 1790, et à la fin duquel se trouve un chapitre remarquable sur la *manière d'apprendre à lire aux enfants sans leur parler de lettres et de syllabes*. L'auteur propose d'écrire, sur des morceaux de papier, des mots familiers à l'enfant, tels que *papa*, *maman*, et de courtes phrases, comme *donnez-moi du pain*. Lorsqu'il sait lire 4 à 500 bulletins pareils, on commence à lui faire distinguer les mots, puis les syllabes, et enfin les lettres. Mais l'auteur ne donnait aucun moyen pour faciliter la décomposition des mots en syllabes et des syllabes en lettres. Cette lacune fâcheuse, qui est peut-être la cause pour laquelle cette méthode n'avait jamais été mise en pratique, a été comblée par le grammairien Lemare. Les moyens qu'il propose pour cela et qui nous semblent des plus ingénieux, sont développés dans son *Cours de lecture*. Ses figures, au nombre de 41, offrent sur celles de Fenaigle, et par conséquent de tous ses prédécesseurs, l'avantage d'être à la fois homonymes et homographes avec les lettres qu'elles représentent, et un atlas de seize tableaux présente, dans une graduation convenable, une suite de phrases préparées avec art, afin d'initier les enfants à toutes les difficultés de la lecture et de l'orthographe.

Telles sont les principales méthodes de lecture inventées jusqu'ici. La plupart, on doit le reconnaître, ne sont guère applicables qu'aux éducations privées ; mais, d'un autre côté, chacune d'elles a ses avantages particuliers et, entre les mains d'un maître habile, peut mener à d'heureux résultats. E. H-G.

LECZYNSKI (orthographe fautive pour Lescynski), *voy.* STANISLAS.

LÉDA, femme du roi de Sparte Tyndare, un des successeurs de Lacédémon, et contemporain d'Hercule. Elle était fille de Thestius, roi d'Étolie, ou de Glaucus, et de Laophonte ou de Leucippe. Jupiter, qui en était amoureux, prit la forme d'un cygne, et s'étant réfugié dans son sein, profita de son sommeil pour jouir de ses charmes. Léda accoucha d'un œuf d'où sortirent Pollux et Hélène (*voy.* ces noms). Suivant une autre version, Léda aurait été seulement chargé du soin de l'œuf de Némésis, sa mère, dont serait sortie Hélène. On dit encore que Léda accoucha de deux œufs, l'un de Jupiter, l'autre de Tyndare. Du premier naquirent Pollux et Hélène; du second, Castor et Clytemnestre. Cette riche donnée des amours de Jupiter et de Léda a inspiré délicieusement les pinceaux de Paul Véronèse, de Michel-Ange et du Corrège. Z.

LEE (NATHANIEL), poëte dramatique anglais du XVII^e^ siècle, est un des exemples, trop communs dans l'histoire des lettres, du génie aux prises avec l'adversité. Fils d'un ministre protestant, Lee fut élevé à l'école de Westminster, et acheva ses études à l'université de Cambridge. A la suite de quelques désappointements dans ses projets de fortune, il se lança sur la scène comme comédien ; mais ses débuts n'ayant pas été heureux, il se mit à écrire pour le théâtre. Sa première pièce, la tragédie de *Néron*, parut en 1675 : à partir de cette époque jusqu'en 1681, il donna régulièrement une tragédie chaque année, et toutes ces pièces paraissent avoir eu du succès. Cependant, l'exaltation naturelle de ses idées, jointe à une misère profonde, résultat de l'inconduite, altéra sa raison, et il fut, en 1684, renfermé dans l'hospice de Bedlam, où il resta quatre ans. Après en être sorti, en 1688, Lee fit encore jouer deux tragédies, *La princesse de Clèves* et *Le massacre de Paris*. Il mourut en 1691 ou 1692, dans un tel état de pauvreté, qu'il dut être enterré aux frais de la paroisse : il n'avait que 34 ans. Malgré son extravagance devenue proverbiale, Lee avait un esprit poétique et excellait surtout dans la peinture de l'amour et dans l'art de remuer le cœur. Trois de ses pièces, *Théodose*, *les Reines rivales* et *Alexandre-le-Grand*, sont restées longtemps au répertoire. A. B.

LEEDS, ville ancienne, populeuse et manufacturière du Yorkshire, en Angleterre, à 190 milles anglais (68 lieues) N.

de Londres, est située sur la rive gauche de l'Aire, au débouché du canal de Liverpool. Placé à peu de distance de la grande voie qui unit la métropole à l'Écosse, entre les deux ports de Liverpool et d'Hull, Leeds est dans une position extrêmement favorable à son développement. Le canal de Leeds et Liverpool lui sert de voie de communication avec la mer. Son ancien nom de *Loidis* est saxon, mais d'une étymologie incertaine. A côté de ses vieux quartiers avec leurs rues étroites et malpropres, Leeds renferme plusieurs quartiers neufs, bien bâtis et ornés de belles places publiques. On y trouve des édifices remarquables, entre autres deux ponts en pierre, de belles églises, la cour de justice et la prison, les hôpitaux, le collége et diverses institutions littéraires; mais surtout les deux halles aux draps, l'une pour les draps de couleur, l'autre pour les draps non teints. Leeds est le marché principal des laines filées et tissées dans la partie ouest du comté d'York : ces halles regorgent de draps fins, qui, le plus souvent, n'ont pas encore reçu de teinture et qu'on connaît sous le nom de *broad-cloth*. Leeds fait un grand commerce des produits de ses manufactures, consistant en étoffes de laine et de coton, tapis, toiles de toutes qualités, poterie fine et commune, verre à vitres, tabac et machines à vapeur : ce commerce est favorisé par de grandes lignes de navigation, qui mettent la ville en rapport avec les deux mers et la plupart des comtés de l'intérieur, où elles transportent aussi les houilles du Yorkshire. Leeds a deux foires par année; sa population, qui a plus que doublé en 30 ans, était, en 1831, avec la banlieue, de 123,393 habitants. A. B.

LEFEBVRE (François-Joseph), duc de Dantzic, maréchal de France, né à Rulfach (Haut-Rhin), le 25 octobre 1755, était fils d'un ancien hussard, qui commandait la garde bourgeoise de cette ville. Orphelin à l'âge de 8 ans, et élevé par les soins d'un de ses oncles, curé en Alsace, il prit du service dans les Gardes françaises, le 10 septembre 1773. Il était sergent dans ce corps, en 1789, lorsqu'il eut occasion de sauver la vie à ses officiers, attaqués dans leur caserne par la populace en fureur. Cette même année, il quitta les Gardes françaises pour être incorporé avec la moitié de sa compagnie, dans le bataillon parisien des Filles-Saint-Thomas, dont il dirigea l'instruction. Il fut blessé deux fois à la tête de ce bataillon, en protégeant la rentrée aux Tuileries de la famille royale et en facilitant le départ pour Rome de Mesdames, tantes du roi. En 1792, il eut encore le bonheur de sauver la caisse d'escompte du pillage.

Cette noble et courageuse conduite valut à Lefebvre le grade de capitaine au 13^{e} régiment d'infanterie légère, et c'est en cette qualité qu'il débuta dans les campagnes de la république, où de brillants faits d'armes lui procurèrent un avancement rapide. Nommé adjudant général le 3 septembre 1793, général de brigade le 2 décembre, et général de division le 10 janvier 1794, à la suite des combats de Lambach et de Giesberg, son nom se rattache à tous les faits glorieux de nos armées des Vosges, de la Sarre, de la Moselle et surtout de Sambre-et-Meuse, dont il commanda toujours l'avant-garde. A Fleurus (*voy.*), il commandait déjà la droite de l'armée, et décida, par son énergie, du sort de cette importante journée. L'année suivante, placé sous les ordres de Kléber, il prit une part active à tous les combats qui se livrèrent sur le Rhin. Employé, en 1796, à l'armée de Rhin-et-Moselle, il tint d'abord les Autrichiens en échec, puis, en reprenant l'offensive, il les poursuivit jusqu'à Altenkirchen (*voy.*), et il dirigea le centre de l'armée dans le combat de ce nom. Après la prise de Francfort, il passa à l'armée de Sambre-et-Meuse, sous les ordres du général Hoche, amena la capitulation de Kœnigshoffen, combattit glorieusement à Wurtzbourg et, en 1797, livra, devant le village de Bendorf, un combat qui lui valut une lettre de félicitations de la part du Directoire. A la fin de cette même année, après la mort de Hoche, Lefebvre fut nommé commandant provisoire de l'armée de Sambre-et-Meuse. En 1799, placé à l'armée du Danube, sous le commandement du général Jourdan, il soutint à Stockach, avec 8,000 hommes seulement, un

combat acharné contre 36,000 Autrichiens. Blessé grièvement au bras, dans cette glorieuse affaire, il obtint un congé, revint à Paris, et reçut du Directoire le don d'une armure complète avec le commandement de la 17e division militaire, dont le siége était dans la capitale.

Cette position importante lui valut l'honneur d'être porté sur la liste des candidats au Directoire. Au 18 brumaire (*voy.*), il servit Bonaparte dans ses projets. Il l'accompagna, le 19, à la fameuse séance des Cinq-Cents, à Saint-Cloud, et l'enleva du milieu de la salle de l'assemblée pour le soustraire aux poignards dirigés contre lui. Le premier consul le récompensa de ce service en lui conservant son commandement de la 17e division militaire. Admis au sénat, le 1er avril 1800, Lefebvre y resta, en qualité de *préteur*, jusqu'à la dissolution de ce corps, en 1814.

Le 19 mai 1804, l'empereur le fit maréchal et le nomma successivement chef de la cinquième cohorte, grand-officier, puis grand-aigle de la Légion-d'Honneur. Il reçut, en 1805, l'ordre d'Espagne du roi Charles III. Cette même année, il fut chargé du commandement des gardes nationales des départements de la Roër, de Rhin-et-Moselle et du Mont-Tonnerre. Mais, en 1806, il reprit son service actif, et rejoignit la Grande-Armée que l'empereur dirigeait contre la Prusse. Le 14 octobre, il commandait la garde à pied, à la bataille d'Iéna, et il protégea les derrières de l'armée jusqu'à Eylau (8 février 1807). L'empereur lui confia alors la conduite du siége de Dantzig (*voy.* l'art., T. VII, p. 537) et mit sous ses ordres l'armée polonaise, l'armée saxonne et le contingent de Bade; cette forteresse fut investie le 10 mars. Le général prussien Kalckreuth (*voy.*), qui y commandait, ne se rendit, avec sa garnison, qu'après 51 jours de tranchée ouverte, le 26 mai suivant. Ce brillant résultat valut, deux jours après, au maréchal Lefebvre, le titre de duc de Dantzig.

En 1808, il suivit Napoléon en Espagne et fut chargé du commandement du 5e corps. Le 31 octobre, il gagna la bataille de Durango, s'empara ensuite de Bilbao, et défit complétement, le 7 novembre, l'armée anglaise de Blake (*voy.*), sur les hauteurs de Guenès. Le 10, il livra la bataille d'Espinoza et, le 3 décembre, il occupa la ville de Ségovie. En 1809, il passa en Allemagne et, chargé du commandement de l'armée bavaroise, il soumit le Tyrol insurgé et prit part aux affaires de Tann, d'Abensberg, d'Eckmühl et de Wagram (*voy.* ces noms). La paix de Vienne, signée au mois d'octobre, le ramena en France, où il reçut, en 1811, la présidence du collége électoral de Rhin-et-Moselle. Dans la campagne de Russie, et pendant la désastreuse retraite de l'armée française, il commanda la garde impériale. Lorsque les alliés inondèrent la France de leurs troupes, Lefebvre, à qui l'empereur avait confié l'aile gauche de ses faibles débris, fit des prodiges de valeur à Montmirail, à Arcis-sur-Aube et à Champ-Aubert. *Voy.* ces noms.

Après l'abdication, il fit sa soumission à Louis XVIII et fut créé chevalier de Saint-Louis et pair de France, les 2 et 4 juin 1814. Ayant conservé cette dernière dignité pendant les Cent-Jours, cette circonstance le fit comprendre dans la liste d'exclusion que dressa la seconde Restauration. Mais, l'année suivante, le roi le confirma dans sa dignité de maréchal de France; et, le 5 mars 1819, il lui rendit son titre de pair. Le maréchal Lefebvre est mort à Paris, le 14 septembre 1820.

Quoiqu'il n'ait point brillé par les qualités de l'esprit, on cite de lui un mot piquant. Un jeune fat l'ayant impatienté, à force de rappeler ses ancêtres, le maréchal lui répondit : « Eh ! ne soyez pas si fier de vos ancêtres; moi, je suis un ancêtre ! » Sa gloire militaire est dignement appréciée dans ce peu de mots prononcés à la Chambre des pairs, le 12 juin 1821, par le maréchal Suchet, chargé de l'éloge de son frère d'armes : « Il sut profiter des leçons de Turenne et du maréchal de Saxe. Comme le premier, il fut sage et modeste; comme le second, il fut actif, audacieux et prudent. » D. A. D.

LEFÈVRE (Tannegui), en latin *Tanaquillus Faber*, un des bons humanistes du XVIIe siècle, était né à Caen en 1615. D'abord inspecteur de l'imprimerie du Louvre, il fut ensuite nommé professeur à l'académie de Saumur, après avoir

embrassé les principes de la réformation. Il remplissait cette place lorsque quelques démêlés qu'il eut avec le consistoire de cette ville le déterminèrent à accepter les offres de l'électeur palatin, qui désirait l'attacher à l'université de Heidelberg; mais la mort vint le surprendre, le 12 septembre 1672, au moment où il se disposait à partir. Lefèvre laissa trois enfants de son mariage avec Marie Olivier : un fils, du nom de Tannegui, qui, après avoir exercé pendant 30 ans les fonctions de pasteur en Hollande et en Angleterre, abjura, dit-on, le protestantisme, et mourut à Saumur en 1717; et deux filles, l'une mariée au savant Paul Bauldry, et l'autre, la célèbre M^me^ Dacier (*voy.*).

On a reproché aux traductions de Lefèvre de manquer d'élégance; mais elles sont, en général, accompagnées de savantes notes, et se recommandent par le mérite de la fidélité. Parmi ses nombreuses éditions d'auteurs grecs et latins, nous citerons le *Traité du Sublime* de Longin, avec le latin et des notes (Saumur, 1663, in-12), qui était celui de ses ouvrages dont il faisait le plus de cas; parmi ses traductions, nous indiquerons celle en français du premier *Alcibiade* de Platon, réimpr. en 1766, et sa trad. en vers latins des *Fables* de Lokman (1673, in-12), qu'il fit pendant la maladie à laquelle il succomba, et que publia André Dacier, son élève, et plus tard l'époux de sa fille. On a encore de Lefèvre : *Diatribe Fl. Josephi de Jesu Christo testimonium suppositum esse* (1655, in-8°); *Epistolarum partes II* (1659, 1665, 2 vol. in-4°); *Vies des poëtes grecs* (1665, in-12; réimpr. à Amst., 1700, in-12, avec notes, par A. Reland); *Méthode pour commencer les humanités grecques et latines* (impr. dans les *Mém. de littér.* de Sallengre, t. II, 2^e^ part., p. 62; nouv. éd. avec remarq., par Gaullyer. Paris, 1731, in-12), etc. Em. H-c.

LEFORT (François), ami et ministre de Pierre-le-Grand (*voy.*), généralissime et grand-amiral de Russie, naquit à Genève le 2 janvier 1656. La maison des Lifort, Liforti ou Lefort, originaire d'Écosse, s'était établie à Coni en Piémont; un de ses membres, Jean-Antoine Liforti, ayant embrassé la réforme, se réfugia à Genève en 1565; il obtint bientôt des lettres de bourgeoisie, et ses descendants furent appelés aux premières charges de la république. Jacques Lefort, père de François, était membre du Conseil des Deux-Cents. François montra dès son enfance un goût très vif pour la carrière des armes; envoyé à Marseille, à 14 ans, afin de s'y vouer au commerce, il ne put s'assujettir aux occupations qu'on exigeait de lui, s'engagea et porta les armes comme cadet pendant quelques mois. De retour dans sa patrie, il fit la connaissance d'un prince de Courlande, dont le frère commandait un régiment au service de Hollande, obtint, non sans peine, de ses parents la permission de profiter des offres qui lui étaient faites, et quitta sa famille au mois de juin 1674. Admis comme volontaire dans le régiment de Courlande, il assista au siége de Grave, où sa compagnie, forte de 80 hommes, fut réduite à 7; lui-même y fut atteint d'un éclat de grenade; il suivit ensuite son régiment devant Oudenarde et y perdit ses bagages. Peu de temps après, la paix ayant été conclue, il se trouva sans emploi: il s'engagea dans un corps de troupes levé en Hollande par un colonel allemand pour le service du grand-duc de Moscovie, et s'embarqua pour Arkhangel, le 25 juillet 1675. Après une traversée orageuse et un séjour forcé de 7 mois à Arkhangel, Lefort arriva enfin à Moscou, où il fit la connaissance du résident de Danemark, de Horn, dont il gagna promptement la confiance et l'affection, et qui le choisit pour son secrétaire. Puis il entra au service du tsar Fœdor. De 1676 à 1681, il fit, à la tête d'une compagnie d'infanterie, plusieurs campagnes contre les Turcs et les Tatars de Crimée. En 1682, il obtint la permission de se rendre à Genève pour revoir sa famille. Il retournait auprès de son protecteur, quand il apprit à Hambourg la mort de ce jeune prince et les troubles dont elle fut suivie. Admis de nouveau à l'audience des tsars Ivan ou Ioann et Pierre, il sut attirer leur attention sur lui. Dès lors, soutenu par son propre mérite, par son extérieur aimable et avantageux, appuyé par les ministres

le plus en crédit, Lefort s'avança rapidement dans la carrière des honneurs militaires et surtout dans la confiance du tsar Pierre. De 1683 à 1692, il s'éleva successivement du grade de major à celui de commandant du premier régiment des gardes. Il donna à Pierre, dont la jeunesse était entourée de piéges et de séductions, des preuves continuelles de son dévouement; en particulier, il le seconda avec autant d'habileté que de courage lors de la conspiration de 1690. Depuis cette époque, Pierre voulut que Lefort fût toujours auprès de sa personne; il lui confiait ses projets, et lui demandait son avis dans les affaires importantes, dans celles surtout qui se rapportaient à l'agrandissement et à l'affermissement de l'empire.

Lefort s'appliqua à persuader au tsar d'attirer dans sa capitale des étrangers de bonnes mœurs, habiles dans les divers métiers inconnus ou peu familiers aux Russes; de les protéger dans leurs personnes, dans l'exercice de leur religion, de favoriser leurs spéculations et leur industrie; il lui fit comprendre que c'était le moyen le plus efficace et le plus sûr d'introduire parmi ses sujets la culture de ces nouvelles branches d'industrie et d'exciter ainsi leur émulation. Pierre goûta tous ces avis : il chargea Lefort de faire venir en Russie des officiers, des ingénieurs, des artilleurs, des maîtres d'armes, des hommes habiles dans la construction des maisons et des navires. Lefort porta aussi l'attention de son maître sur la nécessité d'une bonne discipline militaire, sur le costume des troupes, sur la régularité du service et de la solde; il forma une compagnie de soldats étrangers habillés à l'allemande, l'exerça à différentes manœuvres et la présenta ensuite au tsar, qui, enchanté de la facilité et de la précision de ses évolutions, voulut aussitôt être admis dans cette compagnie comme simple tambour. Élevé au grade de général en 1693 *, Lefort organisa l'armée d'après ses vues et y introduisit plusieurs réformes utiles.

Mais l'objet auquel il attachait le plus d'importance, et qui devait le plus contribuer à augmenter la puissance russe, c'était la création d'une marine. Pour cet effet, il fallait vaincre non-seulement les préventions nationales, mais encore une répugnance instinctive du jeune tsar, qui avait horreur de l'eau : aussi l'habile conseiller déploya-t-il toute sa prudence et toute son adresse pour parvenir à son but : il fit construire quelques légers bâtiments sur un petit lac qui se trouvait auprès de son palais de la Slobode (faubourg), et les fit manœuvrer plusieurs fois sous les yeux de son maître; celui-ci conçut bientôt le désir d'en faire construire lui-même à Péreslavl; et, peu de mois après, cédant encore aux avis de Lefort, il se rendit à Arkhangel pour en visiter le port et la flotte; il y retourna l'année suivante (1694) pour recevoir un vaisseau construit par ses ordres en Hollande, armé de 50 canons, équipé avec le plus grand soin, pourvu de tout ce qui pouvait servir à l'agrément des passagers, et destiné à servir de modèle aux constructeurs russes. Le tsar, suivi de toute sa cour, s'embarqua sur ce navire, visita la mer Blanche et fit de nombreuses excursions, pendant lesquelles il s'instruisait des détails de la manœuvre et du service maritime.

La même année, Lefort lui donna le spectacle de l'attaque et de la défense d'une forteresse en rase campagne, et Pierre, charmé du zèle et des grands talents de son ami, le nomma grand-amiral et généralissime de ses troupes. Ils entreprirent aussitôt le siége d'Azof (*voy.*), sur la mer Noire, place forte et bien défendue, qui résista d'abord avec succès à toutes les attaques que les Russes dirigèrent contre elle; mais loin de se décourager, Pierre et Lefort firent construire 32 galères, rassemblèrent des troupes plus nombreuses, renouvelèrent leurs attaques dès l'année suivante et forcèrent la place à capituler, après un siége de 38 jours. Cette prise importante fut célébrée par de brillantes fêtes : Lefort entra en triomphe à Moscou, à la tête de son armée, et fut nommé gouverneur du grand-duché de Novgorod; on lui construisit, aux frais de l'empereur, un vaste palais de pierre, et il fut chargé de présider aux délibérations duc onseil im-

(*) Bergmann (*Pierre-le-Grand*, t. VI, p. 163 et suiv.) dit qu'il devint général major le 29 février 1690. Il y a beaucoup d'autres variantes, relativement aux dates, entre lui et l'auteur de cette notice. S.

périal. Ce fut par son influence que ce conseil prit alors plusieurs décisions remarquables : il ordonna, entre autres, la construction d'un grand nombre de vaisseaux sur la mer Noire; la mise sur pied de deux puissantes armées, l'une en Crimée, l'autre chargée de la défense d'Azof; la fondation d'un collége de marine destiné à former des matelots, des pilotes, des officiers de vaisseaux; l'envoi de plusieurs jeunes nobles russes en Hollande, en Angleterre, à Venise, pour y étudier le génie, l'architecture navale et militaire; enfin l'envoi d'une grande ambassade dans les diverses cours de l'Europe. Lefort, Golovine (*voy.* ce nom) et le secrétaire du conseil Procope Vosnikof (ou Vosnitsyne), furent choisis pour remplir cette importante mission, et le tsar déclara qu'il les suivrait incognito. Les ambassadeurs, accompagnés d'une suite nombreuse, et pourvus des équipages les plus magnifiques et les plus propres à faire briller la puissance et la richesse de leur maître, se mirent en route au mois d'avril 1697 et visitèrent successivement les états de l'électeur de Brandebourg, la Hollande et l'Autriche. Ils furent accueillis partout avec les marques de la plus grande déférence et par les fêtes les plus splendides; ils séjournèrent assez longtemps en Hollande, soit pour laisser au tsar le temps d'étudier tout ce que cette contrée industrieuse présentait de curieux et d'instructif, soit parce qu'il passa quelques semaines en Angleterre, où il s'était rendu sur l'invitation du roi Guillaume III. L'ambassade devait aussi visiter l'Italie, Venise, Rome, et revenir par le Danemark et la Suède; mais le tsar ayant reçu à Vienne, au milieu des fêtes et des réjouissances, la nouvelle d'une révolte des strélitz, il partit immédiatement, arriva en 35 jours à Moscou et surprit tout le monde par sa présence inattendue. Lefort avait accompagné son maître; il fut témoin des cruelles tortures ordonnées par lui pour la punition des coupables, et s'efforça de les adoucir; mais ni les mœurs ni le caractère du tsar ne comportaient des mesures plus humaines.

Les fatigues de corps et d'esprit que Lefort eut à supporter pendant la durée de la grande ambassade dont il était le chef, celles du voyage précipité qu'il fit avec le tsar, les travaux continuels et pénibles auxquels il devait se livrer, les fêtes mêmes qu'il donnait dans ses palais et celles où sa présence était nécessaire, contribuèrent puissamment à ruiner une santé déjà fortement ébranlée, et quinze mois après son retour, il succomba à une fièvre chaude, à l'âge de 42 ans, le 12 mars 1699. Pierre regretta vivement cet habile ministre, en qui sa jeunesse avait trouvé un guide éclairé, un ami sincère et fidèle, qui avait su plus d'une fois braver sa colère pour lui épargner des fautes. Il honora sa mémoire par de pompeuses funérailles, auxquelles il voulut assister. Lefort laissait un fils et un neveu : le premier se trouvait à Genève, lorsqu'il perdit son père, le neveu ferma les yeux de son oncle; ils jouirent l'un et l'autre de la faveur et de la protection du tsar, et se distinguèrent à son service; leurs descendants ne sont pas rentrés dans leur patrie : ils se sont établis en Allemagne; mais la famille Lefort subsiste toujours à Genève, et ses membres ont souvent fait partie de l'académie et du conseil d'état. L. V.

LÉGALISATION, attestation donnée par un fonctionnaire public qui a le pouvoir de *légaliser*, de la vérité de la signature apposée à un acte, et de la qualité de celui qui l'a fait ou expédié. Cette formalité a pour objet d'étendre d'un lieu à un autre l'authenticité d'un acte.

En France, les actes notariés sont légalisés, savoir : ceux des notaires d'une ville qui est le siége d'une Cour royale, lorsqu'on s'en sert hors de son ressort; et ceux des autres notaires, lorsqu'on en fait usage hors de leur département. La légalisation est faite par le président du tribunal de première instance de la résidence du notaire, ou du lieu où est délivré l'acte ou l'expédition (loi du 25 ventôse an XI). Les extraits des registres de l'état civil délivrés par les dépositaires de ces registres doivent être légalisés par le président du tribunal de première instance (Code civil, art. 45). Le greffier du tribunal perçoit 25 centimes pour chaque légalisation. Les actes des agents inférieurs de l'administration sont légalisés

sans frais par les préfets et sous-préfets.

La légalisation d'un acte ne constitue pas sa légalité. Cette formalité ne suppose de la part du magistrat qui la remplit aucune approbation de ce qui peut être contenu dans le corps de l'acte au bas duquel la légalisation est apposée. Il n'est pas même censé en avoir pris connaissance, et il lui suffit de s'assurer que la signature qu'il est appelé à certifier est véritable et non supposée (avis du conseil d'état du 26 nov. 1819).

Outre la formalité dont nous venons de parler, lorsqu'on veut se servir, dans les pays étrangers, d'un acte passé en France, on le fait encore légaliser par l'agent diplomatique de l'état dans lequel on veut faire valoir cet acte.

Une ordonnance du roi, du 25 oct. 1833, porte que les consuls de France ont qualité pour légaliser les actes délivrés par les autorités ou fonctionnaires publics de leur arrondissement. Les consuls doivent mentionner la qualité du fonctionnaire dont l'acte émane, et attester qu'il est à leur connaissance que ce fonctionnaire a actuellement, ou avait lorsque l'acte a été passé, la qualité qu'il y prend. La signature des consuls est légalisée par le ministre des affaires étrangères. E. R.

LÉGALITÉ. Ce mot, d'un usage si fréquent maintenant, est nouveau dans le vocabulaire politique de la France. Il a été introduit pour la première fois dans la dernière édition du Dictionnaire de l'Académie, où il est défini : « caractère, qualité de ce qui est *légal*. » C'est, à proprement parler, l'obéissance aux lois à laquelle tous les pouvoirs sont soumis dans un état bien constitué. Les insurrections illégitimes de la part des peupies, les coups d'état (*voy.* ces mots) de la part des gouvernements sont les mesures qui se mettent le plus franchement en opposition avec la légalité. Les pouvoirs qui savent se tenir dans la sphère que la constitution leur a tracée peuvent être sans doute attaqués par les factions, mais leur triomphe est d'autant mieux assuré, qu'ils ne se laissent aller à aucune violence, à aucune *illégalité*. Les coups d'état, au contraire, peuvent sauver pour un moment les gouvernements qui y ont recours, mais ils ne tardent pas à voir tourner contre eux l'arme extrà-légale dont ils ont cru pouvoir se servir impunément. La maxime *la légalité nous tue*, invoquée quelquefois, porte complétement à faux, et l'expérience de longues révolutions doit donner aux gouvernements et aux peuples la preuve que le respect pour tous les droits, que la rigoureuse observation des formes légales, est la meilleure garantie d'un long repos et d'une sécurité parfaite. A. T-R.

LÉGAT, LÉGATION. Les Romains donnaient le titre de *legati* aux officiers que l'empereur ou les premiers magistrats envoyaient dans les provinces pour y exercer, en leur nom, une juridiction. Quand ces *légats* ou délégués étaient tirés de la cour de l'empereur, on les nommait *missi de latere*, d'où l'on a sans doute aussi emprunté le titre de légats *à latere*.

Les premiers légats du pape dont l'histoire fasse mention sont ceux que les souverains pontifes envoyèrent dès le IV^e^ siècle aux conciles généraux ; puis ce nom s'étendit à certains envoyés ou délégués du pape, chargés de le représenter. Dès le XII^e^ siècle, on distinguait deux sortes de légats : les uns étaient des évêques ou abbés du pays où s'exerçait leur pouvoir ; d'autres étaient envoyés de Rome. On distinguait également les légats du premier genre en deux espèces : les uns étaient établis par commission particulière du pape ; les autres, par la prérogative de leur siége ; ces derniers s'appelaient *légats nés* (*legati nati*) : tels étaient les évêques de Reims et d'Arles, en France ; de Séville et de Tolède, en Espagne ; de Mayence, etc., en Allemagne. Les légats venant de Rome se nommaient légats *à latere*, pour marquer que le pape les envoyait d'auprès de sa personne. Ils tenaient le premier rang entre ceux que le Saint Siége honorait de la légation ; c'était ordinairement des cardinaux auxquels le pape conférait la plénitude du pouvoir apostolique. Ceux qu'il chargeait d'une légation sans être cardinaux, prenaient le titre de *nonces apostoliques* et d'*internonces*. Le pouvoir des légats cesse de fait à la mort du pape.

Il y avait à Avignon un légat spécial qui gouvernait cette ville et le comté qui en dépendait au nom du pape. Un cardi-

nal était ordinairement revêtu de cette dignité; il avait un subdélégué appelé *vice-légat*, qui remplissait les fonctions de cette légation dont les pouvoirs s'étendaient sur quelques évêchés voisins. Ce sont encore des légats qui gouvernent les Légations romaines. *Voy.* LÉGATIONS, ABLÉGAT, AMBASSADEURS, etc., etc.

Dans la diplomatie, le nom de *légation* s'applique aux diverses missions confiées à des agents diplomatiques. Toutes les parties du service y sont toujours réunies dans les mains des *secrétaires de légation*, qui prennent le titre de *secrétaires d'ambassade* lorsqu'ils appartiennent à une mission du premier ordre; leur degré d'avancement, lorsqu'ils sont plusieurs, leur assigne un rang particulier et les fait désigner par les noms de premier, second secrétaire, etc. En France, ce degré ne peut être dépassé. Ils sont fonctionnaires de l'état, et sous la protection du droit des gens. Leurs fonctions sont d'assister en tout l'envoyé, de lui faire des rapports détaillés et même de l'aider de leurs observations. Ils sont chargés des rédactions, tiennent un journal et surveillent les archives. En cas d'absence ou de maladie de l'envoyé, le premier secrétaire de légation, muni des pouvoirs nécessaires, le supplée en qualité de chargé d'affaires. Plusieurs cours du Nord ont coutume de joindre à leurs envoyés des *conseillers de légation*, mais aucun usage ne détermine leurs attributions. Des jeunes gens de distinction exercent souvent près des légations des fonctions honorifiques; ils sont qualifiés d'*attachés*, de *cavaliers* d'ambassade. En France, les attachés payés sont mis au rang des secrétaires de légation qu'ils suppléent en cas de besoin. Dans les légations importantes, un *chancelier* (*voy.*) dirige les affaires concernant les particuliers, et conserve les archives, etc. Quelques-unes ont en outre des *interprètes* ou *drogmans*. *Voy.* ce mot ainsi que AGENTS DIPLOMATIQUES, AMBASSADEUR, DIPLOMATIE. L. L.

LÉGATIONS (*legazioni*). On donne ce nom à quatre provinces des états de l'Église : la légation de Bologne (295,000 hab.), la légation de Ferrare (250,000 hab.), la légation de Ravenne (150,000 hab.), et celle de Forli (170,000 hab.). Les dix autres provinces dont se compose l'état du pape sont appelées délégations (*delegazioni*), à l'exception de la province de Rome, dite *Comarca*. D'après M. Balbi, ces nouvelles divisions sont établies depuis le 25 octobre 1824. Les légations sont administrées par des cardinaux revêtus du titre de *legati à latere* (*voy.* LÉGAT), tandis que les délégations le sont par des délégats. *Voy.* ROMAIN (*état*). EM. H-C.

LÉGENDES (numism.). Ce mot, dont l'étymologie latine indique la signification, *legendum* (gérondif du verbe *lego*), à lire, ou qui doit être lu, est le nom qu'on donne aux inscriptions placées sur les monnaies antiques que nous appelons médailles (*voy.*). Les légendes sont une des parties les plus intéressantes de la numismatique, et celle qui est le plus utile pour faciliter les recherches auxquelles nous conduit cette science. Elles nous indiquent les noms des pays et des villes dans lesquels ont été frappées les monnaies, les noms et les surnoms des divinités locales, ceux des rois, des empereurs et des magistrats, quelquefois ceux de personnages illustres dont les médailles nous ont conservé les traits. Les marbres et les pierres gravées étant presque toujours privés d'inscriptions, c'est par les légendes des médailles que les portraits ont pu être reconnus.

Dans les premiers temps où le monnayage fut pratiqué, la plupart des monnaies ne portaient aucune légende ni entière ni abrégée : quelques-unes se distinguaient par des types parlants. Il y a cependant des villes qui, dès l'origine de leurs monnaies, y ont inscrit leur nom; plusieurs se sont bornées à une lettre initiale ou au commencement du mot. Les légendes les plus simples sont celles des premiers âges. Peu à peu les légendes devinrent plus générales, plus complètes et moins abrégées. On y mit des noms de divinités, de héros, de fondateurs, de magistrats, des indications géographiques relatives à la situation des villes, telles que noms de montagnes ou de fleuves, etc. Les princes y firent ensuite placer leurs noms et les titres qu'ils prenaient. On a des exemples de pièces portant les noms de deux nations ou de villes

différentes, en signe d'alliance. Des lettres isolées, des monogrammes (*voy.*) furent placés dans le champ des pièces: leur signification est souvent difficile à expliquer; cependant on a trouvé le sens de beaucoup de monogrammes contenant des noms de villes ou de princes. Lorsque les villes grecques, soumises à la domination romaine, furent obligées de placer sur leurs monnaies les effigies impériales, les légendes portèrent tous les titres que l'adulation prodiguait aux maîtres du monde. Ces titres fastueux remplissent aussi les médailles des rois de Cappadoce, de Syrie et des Parthes. Les modules étant devenus plus grands, on put placer sur les pièces des légendes plus étendues : aussi ces inscriptions offrent-elles des indications relatives aux cérémonies, aux jeux, aux époques historiques et aux divisions géographiques.

Les légendes sont ordinairement tracées de gauche à droite; il y en a cependant qui le sont dans le sens opposé et qu'on nomme *rétrogrades :* on les trouve sur les plus anciennes monnaies des Grecs et sur celles des Étrusques, des Samnites, des Osques, frappées vers le VI^e^ siècle après la fondation de Rome. D'autres inscriptions anciennes sont dans le genre *boustrophédon* (*voy.*).

La connaissance des différents dialectes est indispensable à celui qui veut faire une étude approfondie de la numismatique; la forme plus ou moins ancienne des lettres (*voy.* PALÉOGRAPHIE) indique aussi la patrie et l'âge des médailles. Dans les médailles des peuples, villes et rois, les légendes sont placées, tantôt en lignes courbes suivant la rondeur de la pièce, tantôt en lignes droites, quelquefois séparées par le sujet du revers, quelquefois disposées carrément et en plusieurs lignes. Les légendes ou inscriptions sont dans certains cas inscrites sur des parties des types, sur un diadème, un autel, un vase ou un bouclier. Les noms des peuples et des villes sont quelquefois indiqués par le nominatif, plus souvent par le génitif, et par le nom des habitants de la ville. Sur les médailles romaines, les légendes sont généralement disposées avec régularité, soit circulairement, soit en lignes droites, et souvent avec une ligne inférieure placée sous le sujet du revers, et qu'on nomme *exergue* (*voy.* ce mot). Vers le Bas-Empire, les légendes devinrent irrégulières et vicieuses comme tout ce qui tenait à l'art monétaire.

La presque totalité des médailles des peuples, villes et rois, porte des légendes grecques, même au temps où la Grèce fut soumise aux Romains, et où sa monnaie dut être frappée à l'effigie des empereurs. La langue latine servit pour les légendes des monnaies romaines depuis leur origine jusqu'à la chute de l'empire d'Orient, sauf quelques exceptions dans les bas temps où la langue grecque fut adoptée. Les colonies romaines conservèrent le langage de la mère-patrie. La langue celtibérienne est employée sur les monnaies d'Espagne; les langues osque, samnite, étrusque, le furent sur les monnaies des peuples d'Italie; les caractères des langues hébraïque, samaritaine, sassanide *, persane, bactrienne sur les médailles de ces différents peuples. Les caractères phéniciens se voient sur les monnaies de diverses contrées, soit qu'elles eussent été asservies comme la Sicile, soit à cause de relations commerciales. On trouve des caractères koufiques sur les monnaies des premiers princes mahométans (*voy.* KOUFAH). Les légendes sont quelquefois *bilingues* (*voy.*), c'est-à-dire en deux langues. Les monnaies de la Bactriane, postérieures au temps d'Alexandre-le-Grand, ont des légendes en caractères du pays jointes à des légendes grecques; celles d'Espagne sont souvent, moitié en caractères celtibériens, moitié en caractères latins. Les monnaies romaines offrent dans certains cas le mélange des caractères grecs, comme dans l'indication des nombres. On classe parmi les légendes barbares, celles qui sont formées de caractères dont on ne retrouve pas l'analogie dans les langues connues, ou qui sont des imitations grossières des caractères de celles-ci. Les abréviations (*voy.*) et l'explication des lettres initiales demandent une étude particulière. Il arrive que les faussaires altèrent les légendes des médailles antiques, soit en changeant

(*) La langue qui est employée sur les médailles sassanides (*voy.*) paraît avoir le plus de rapports avec le zend (*voy.* ce mot). S.

quelques lettres, soit en les refaisant entièrement, afin de faire passer pour rare une médaille commune et lui donner l'importance d'un nouveau monument numismatique.

Lorsque l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres fut fondée en France, elle dut travailler aux *devises* (c'est ainsi qu'on nommait les *légendes*) pour les jetons du trésor royal et autres, et à celles de l'histoire du roi par médailles. Elle a conservé jusqu'à ce jour l'attribution primitive de composer les inscriptions et légendes des médailles que fait frapper le gouvernement; mais elle n'a pas celle de contrôler les légendes des médailles particulières, que tout le monde a le droit de faire frapper à la monnaie, avec l'autorisation ministérielle, et qui sont souvent vicieuses et incorrectes. Depuis la révolution de 1789, les légendes de nos monnaies sont toutes en français. On avait commencé à se servir de notre langue, vers la fin du XVI^e^ siècle, pour les monnaies de cuivre, plus particulièrement destinées au peuple. D. M.

LÉGENDE (relig.). Lorsque l'Église persécutée scellait sa foi du sang de ses martyrs, les chrétiens recueillaient avec soin tous les détails de la mort de ces héros. Chaque église particulière adressait des lettres aux autres églises lorsque quelqu'un de ses membres, confessant publiquement son culte, succombait aux tortures des bourreaux. Les procès-verbaux des persécuteurs, appelés *actes*, qui rapportaient toutes les paroles prononcées par les martyrs et par leurs juges, les observations des chrétiens qui assistaient au supplice de leurs frères, pour les encourager à la mort ou pour s'y préparer eux-mêmes, avec les lettres des églises, fournissaient les matériaux d'après lesquels on rédigeait les *passions* des martyrs, que chaque église conservait religieusement, pour les lire aux anniversaires du jour de leur mort. Dès le III^e^ siècle, le pape Anthère chargea des notaires d'écrire et de discuter les actes des martyrs.

Le temps des persécutions passa : l'Église n'avait plus de martyrs à offrir en exemple aux fidèles; mais elle avait des hommes pieux qui l'édifiaient par la sainteté ou l'austérité de leur vie publique ou ascétique, par leur science profonde, ou enfin par l'appui qu'ils prêtaient à la religion nouvelle. On dut mettre autant de soins à recueillir les détails de la vie des saints qu'on en avait mis à garder ceux de la mort des martyrs. L'Église universelle, les églises particulières, les communautés religieuses eurent bientôt leurs recueils de ces saintes vies qu'on *lisait* le jour de la fête du saint. De là le nom de *légendes* (*legendæ*, gérondif de *legere*) donné à ces recueils. On les lisait aux leçons de matines et dans les réfectoires des communautés religieuses.

Mais l'ignorance, le goût du merveilleux, et la cupidité ne tardèrent pas à changer l'esprit des légendes. « Quand on n'avait pas les actes d'un martyr pour lire au jour de sa fête, dit l'abbé Fleury (*Disc. sur l'hist. eccles.*, 3^e^ disc., art. 2), on en composait, les plus vraisemblables ou les plus merveilleux que l'on pouvait, et par là on croyait entretenir la piété des fidèles. Ces fausses légendes furent principalement fabriquées à l'occasion des translations des reliques, si fréquentes dans le IX^e^ siècle. »

Agostino Valerio, évêque de Vérone et cardinal du XVI^e^ siècle, donne une autre source à certaines légendes, dans son ouvrage intitulé *Rhetorica Christiana* : c'étaient, suivant lui, des amplifications latines auxquelles on exerçait les jeunes clercs, et où leur imagination devait naturellement chercher à briller. Quelques-unes de ces amplifications furent conservées dans les monastères, où elles se mêlèrent aux histoires véritables, et finirent par être regardées, longtemps après, comme des actes authentiques.

« Plusieurs des actes des martyrs, dit Fleury (*Mœurs des chrétiens*, art. 20), périrent dans la persécution de Dioclétien; et quoique Eusèbe de Césarée en eût encore ramassé un grand nombre, son recueil a été perdu. Dès le temps du pape saint Grégoire, il ne s'en trouvait plus à Rome; on avait seulement des catalogues de leurs noms avec les dates de leur bienheureuse mort, c'est-à-dire des martyrologes. » Il serait donc bien difficile de distinguer aujourd'hui les légendes dont l'origine remonte au saint dont elles

font connaître la vie. Les légendes postérieures ne sont sans doute pas le produit seulement de l'imagination de leurs auteurs : ces derniers avaient probablement sous les yeux des écrits qui rapportaient d'anciennes traditions, que quelques-uns même pouvaient bien encore retrouver dans les croyances populaires. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui que la religion a besoin de s'appuyer sur la raison, en même temps que sur la foi, une saine critique peut seule faire discerner le vrai du faux dans les légendes. Le christianisme n'a rien à y perdre; débarrassé des langes de la superstition, il n'en sera que plus sublime.

Nous avons déjà fait connaître les principaux *légendaires* au mot HAGIOGRAPHES (*voy.* aussi BOLLANDISTES); il nous reste bien peu de chose à ajouter sur le plus fameux de ces recueils au moyen-âge. Il appartient, comme on l'a dit, au premier légendaire latin, Jacques de Varase, ou de Varagio, ou *de Voragine*, qui dut son succès à la brièveté de ses légendes et au soin qu'il prit de les consacrer aux saints les plus connus. Ce succès fut tel que ses contemporains ne nommaient son livre que *Legenda aurea*, qu'on a traduit communément par *Légende dorée*. L'auteur lui avait donné le titre plus modeste de *Historia Lombardina seu Legenda sanctorum;* c'est du moins celui qu'on trouve dans les manuscrits et sur les éditions les plus anciennes, bien que la première partie de ce titre ne convienne qu'à un seul chapitre. Ce livre a été réimprimé plus de 50 fois dans le XV^e^ et le XVI^e^ siècle, et il a été traduit dans presque toutes les langues. La première édition avec date est de 1474, sans nom de ville ni d'imprimeur. Mais par une réaction trop commune, la *Légende d'or* fut tout à coup traitée avec un mépris égal à l'admiration qu'elle avait inspirée. Il serait peut-être plus juste de la regarder comme un monument vénérable des croyances de l'époque enthousiaste à laquelle elle appartient. L. L.

LEGENDRE (ADRIEN-MARIE), savant mathématicien, naquit à Paris le 18 septembre 1752. Élève de l'abbé Marie, il fut nommé professeur à l'école militaire en 1774. L'Académie des Sciences l'appela dans son sein en 1783, et lorsque, quatre ans plus tard, on s'occupa de vérifier la position des observatoires de Londres et de Paris, Legendre fut un des commissaires français chargés de ce travail; il rendit compte de cette opération dans un rapport intitulé : *Exposé des opérations faites en France, en* 1787, *pour la jonction des observatoires de Paris et Greenwich, par MM. Cassini, Méchain et Legendre; Description et usage d'un nouvel instrument propre à donner la mesure des angles à la précision d'une seconde.* En 1794, il publia des *Éléments de géométrie* souvent réimprimés depuis, et qu'il fit suivre plus tard de la *Trigonométrie* et de la *Théorie des parallèles.* Legendre s'est approprié la méthode des anciens qui lui semblait le plus à la portée des commençants, trop facilement rebutés par la sévérité des méthodes analytiques, dans lesquelles rien ne parle aux yeux des élèves. Ce livre, supérieur à tout ce qu'on avait alors, fut traduit dans presque toutes les langues, et il a eu l'honneur d'être choisi pour introduire la géométrie en Égypte, par la traduction arabe de Refah Effendi.

Pendant la Terreur, Legendre se tint prudemment à l'écart. En 1795, il fut nommé membre de l'agence temporaire des poids et mesures, chargée de l'organisation définitive du nouveau système métrique. Lorsque l'Institut fut créé, Legendre retrouva sa place dans la classe des sciences. En 1798, il fit paraître l'*Essai sur la théorie des nombres* (2^e^ éd., 1808, in-4°, avec deux suppl. impr. en 1816 et 1825; 3^e^ éd., 1830, 2 vol. in-4°). Cet ouvrage dont Legendre avait jeté les fondements dans différents mémoires lus à l'Académie, montra toute la science de l'auteur dans l'analyse la plus élevée. En 1805, il publia une *Nouvelle méthode pour la détermination des orbites des comètes*, in-8°. Enfin, on lui doit encore : *Exercices du calcul intégral sur divers ordres de transcendantes et sur les quadratures*, 1811-1819, 3 vol. in-4°.

Peu d'hommes ont su rendre leur vie plus fructueuse pour la science qu'ils cultivaient que ne l'a fait Legendre. Les nombreux mémoires qu'il a imprimés dans

le recueil de l'Académie contiennent une foule de découvertes, secondaires il est vrai, mais qui n'ont pourtant pas été sans influence sur les découvertes plus importantes de la même époque. Lorsque Lagrange (*voy.*) consentit à publier sa *Mécanique analytique*, ouvrage hérissé de calculs si difficiles, Legendre fut désigné comme le seul homme capable d'effectuer tous les développements que l'auteur n'avait fait qu'indiquer, et Legendre s'acquitta en effet de cette tâche avec une correction qui fait autant d'honneur à sa patience qu'à son habileté. Plus tard, il aida de Prony (*voy.*) dans ses calculs pour les tables trigonométriques décimales, et Laplace a pu déduire des recherches de Legendre sur l'attraction des sphères elliptiques des lois importantes pour son système du monde.

Legendre, qui n'avait d'autre ambition que celle du professorat, fut nommé, en 1808, conseiller à vie honoraire de l'Université et membre de la commission d'instruction publique. Plusieurs fois il remplit les fonctions d'examinateur des élèves de l'École Polytechnique, etc. Il était membre du Bureau des longitudes et de la Légion-d'Honneur. Il mourut à Paris, le 9 janvier 1833, en exprimant le désir que sa mémoire ne fût recommandée que par ses ouvrages aussi longtemps qu'on les jugerait utiles. Il fut enterré à Auteuil, lieu qu'il avait modestement choisi lui-même. L. L.

LEGENDRE (Louis), conventionnel, naquit à Paris, en 1756. Boucher dans cette ville, il se distingua toujours à la tête des mouvements insurrectionnels qui amenèrent la révolution. Dans la journée du 20 juin, il apostropha Louis XVI, en lui présentant le bonnet rouge. Élu membre de la Convention nationale, il vota la mort du roi. Le 2 juin, il arracha Lanjuinais de la tribune (*voy.* Girondins, T. XII, p. 496); il essaya d'abord de défendre Danton (*voy.*), puis se mit à la suite de Robespierre; cependant il fut l'un des plus actifs thermidoriens. « Le sang de Danton t'étouffe, » cria-t-il à Robespierre; et il fit fermer la porte du club des Jacobins (*voy.* T. XV, p. 215). Aux journées du 12 germinal, 4 prairial et 13 vendémiaire, il mit encore son courage au service de la Convention. Il fut ensuite élu membre du conseil des Cinq-Cents, et mourut en décembre 1797. Z.

LÉGÈRETÉ. Voilà encore un de ces mots qui, par suite des bizarreries de notre langue, sont, tour à tour, un éloge et une critique. Comme qualité physique, la légèreté a de tout temps été célébrée. La fable avait son Atalante, la poésie sa Camille, dont la course rapide faisait à peine courber les épis sous ses pas, et, de nos jours, la *légère* Taglioni pourrait encore inspirer de pareilles métaphores.

La légèreté se prend également dans une acception favorable, quand le terme s'applique à l'esprit, ou à la conversation dont elle est l'attrait le plus piquant, tandis que son opposé, la lourdeur, suffit pour en détruire tout le charme.

Mais lorsqu'il s'agit du caractère, c'est toujours un blâme que l'on exprime en parlant de la légèreté d'un individu. Plus d'une fois, on en fit un sujet d'accusation dirigé contre une nation entière. Les Athéniens dans l'antiquité, les Français dans les temps modernes, ont souvent essuyé ce reproche. On sait comme Démosthène foudroyait ce travers chez les premiers, et combien de graves moralistes l'ont censuré chez nous. Ajoutons que nos compatriotes non-seulement ont passé condamnation sur ce point, mais parfois se sont proclamés eux-mêmes frivoles et légers. Les autres peuples se sont empressés de nous prendre au mot.

De tout temps, un sexe entier a aussi été en butte à une imputation de cette nature. Il remonte à une haute antiquité ce fameux distique latin :

Quid levius plumâ? Pulvis. Quid pulvere? Ventus.
Quid vento? Mulier. Quid muliere? Nihil.

qu'un poëte français peu galant a traduit dans le quatrain suivant :

La plume veut le prix de la *légèreté* ;
La poussière avant elle à bon droit le réclame;
Le vent s'en dit plus digne; alors paraît la femme,
Et le prix n'est plus disputé.

C'est là une de ces médisances aussi anciennes que le monde, ou du moins que les aventures d'Ève et de Pandore (*voy.*), et fondées peut-être uniquement sur elles.

La légèreté du caractère est un défaut capital chez un homme, car elle suppose

une inconstance d'idées, une instabilité dans les projets et les résolutions qui font de lui un grand enfant, et ne permettent d'avoir aucune confiance dans ses promesses. Elle a chez une femme de plus graves conséquences encore. Sa réputation est fortement endommagée, si l'on a pu avec justice la taxer d'être *légère*, et elle est tout-à-fait détruite, si l'on en est venu à signaler ses *légèretés*. M. O.

LÉGION (*legio*). C'était un corps d'armée, composé d'infanterie et de cavalerie, qui différait des troupes auxiliaires en ce que tous ses membres étaient citoyens romains. Son nom lui vient du verbe *legere*, choisir, parce que la levée elle-même n'était qu'un choix, *delectus*. Varron dit formellement que Romulus institua la légion. Tite-Live et Denys d'Halicarnasse ne parlent point de son origine.

Il paraît que la légion était d'abord de 3,000 fantassins et de 300 cavaliers; il y a peut-être quelque puérilité dans cette assertion de Varron, que *miles* vient de *mille*, parce que chaque tribu fournissait 1,000 soldats. Il ne faut pas tenir davantage compte de ce que dit Plutarque qu'après la fusion des Romains et des Sabins en un seul peuple, Romulus porta sa légion à 6,000 hommes et 600 cavaliers; cela signifie seulement qu'au lieu d'une il y en eut deux. La légion cependant reçut un accroissement avant l'expulsion des rois. Saumaise avait conjecturé que ce changement remontait à Servius, et Niebuhr l'a démontré (*voir* t. IV de la trad. franc., remarque 583). Des 40 centuries de la 1re classe, 30 composaient les soldats du 1er rang appelés *principes*, et 10 servaient dans les *triaires*, ainsi appelés de ce qu'ils étaient formés des trois classes de citoyens pesamment armées. La 2e et la 3e classe donnaient aussi chacune 20 centuries : de ces 20, 10 étaient parmi les *hastaires* et 10 parmi les *triaires*. La 4e et la 5e classe fournissaient encore 40 centuries, savoir : la 4e, 10 (les *hastaires* à javelot sans bouclier), et la 5e les 30 centuries de *rorarii*. Niebuhr combine cette organisation avec le droit de suffrage. La 1re classe est celle des *hoplites* ou des hommes complétement armés; la 2e celle des hommes armés à demi; la 3e est formée des hommes qui ne sont pas armés. Niebuhr y voit la forme primitive, le cadre de la légion tel qu'il fut modifié par Servius Tullius selon le nombre des tribus alors existantes; il appuie cette opinion par des faits historiques fort curieux.

Jusqu'à la seconde guerre punique, Tite-Live donne constamment 4,000 hommes de pied à la légion. Dans ses 26 mémoires sur la légion, Lebeau a fort bien prouvé qu'il ne fallait pas tenir compte de quelques autorités dissidentes qui pourraient faire croire que dès la seconde année de la guerre d'Annibal la légion était de 5,000 fantassins. Polybe donne ce chiffre à chaque légion pour l'année de la bataille de Cannes, et quand Scipion passe en Afrique, il emmène deux légions, chacune de 6,200 fantassins; mais ce n'est là qu'une exception jusqu'à la guerre de Macédoine, où l'on envoya encore d'aussi fortes légions. Il paraît que depuis Marius le complet fut porté à 6,000 hommes. Hésychius est le seul auteur qui donne le chiffre bizarre de 6,666 hommes; mais il vivait à la fin du VIe siècle de notre ère, époque à laquelle il n'y avait plus de légion. Le changement introduit par Marius dans la composition est plus important que ses innovations par rapport au nombre : il y admit, en effet, les citoyens de la dernière classe qui n'y servaient pas d'après l'organisation de Servius. Il ne faut pas trop se préoccuper, dans les évaluations que l'on fait du chiffre de la légion, de ce que les auteurs nous disent du nombre d'hommes avec lesquels tel général est entré en campagne. Ne sait-on pas quelle différence il y a toujours entre l'effectif et les contrôles?

On a beaucoup disserté sur la question de savoir si les cavaliers de la légion étaient en effet les chefs des familles patriciennes; si, dès Romulus, cette organisation était politique; si les *sex suffragia*, centuries qui survécurent à l'organisation de Servius Tullius, avaient dès l'origine ce caractère, ou si Romulus, sans égard aux droits ou aux priviléges patriciens, n'avait fait qu'ajouter à son infanterie une cavalerie purement militaire. Ces points de controverse font déjà, dans notre ouvrage, l'objet d'autres articles (*voy.* CHEVALIERS, CEN-

TURIES, PATRICIENS, TRIBUS). Niebuhr fait toujours une différence entre les chevaliers patriciens de Romulus, qui avaient été portés à un nombre double par Tarquin, et les chevaliers de Servius que leur fortune obligeait au service de la cavalerie, et qui ne votaient qu'après la 1re classe. Lebeau croit qu'il y avait en tout 5,400 cavaliers pour 18 légions, toujours à 300 par légion : cet écrivain ne voit naître l'ordre équestre (*voy.*) que sous les Gracques. Pline dit en effet que ce furent eux les premiers qui firent de l'ordre équestre un ordre séparé, sous le titre de *iuges*, pour humilier le sénat. Tant que les chevaliers ne furent qu'une institution militaire, on les appela tantôt *celeres*, tantôt *flexumines*, tantôt *trossuli*.

Un point assez important serait de fixer le moment où les chevaliers, exclusivement juges et publicains, se dispensèrent du service de la cavalerie : il paraît que ce changement s'opéra peu à peu entre les lois des Gracques et la conquête de la Gaule. L'introduction de la populace dans les légions les éloigna de ce service qui fut abandonné aux Gaulois, aux Germains, aux Espagnols. Après cette époque, les alliés entrèrent dans la légion, la cavalerie cessa de faire corps avec elle et se confondit avec celle des alliés, qui s'appelait *ala*, parce qu'elle servait aux ailes. Les légions de César sont toujours séparées de la cavalerie. Tacite ne place jamais celle-ci qu'aux ailes.

Niebuhr remarque que la phalange (*voy.*) macédonienne fut le type de la légion, que l'armure des *centuries* de Servius est tout-à-fait grecque, sans qu'il y ait absolument rien du caractère qui distingue l'armure romaine. L'arme principale était la lance (*voy.*), dont la longueur était telle qu'on pouvait l'employer utilement même dans le 4e rang : l'on opposait ainsi à l'ennemi quatre fois autant de pointes qu'il y avait d'hommes au premier rang. Cela explique la différence des armes défensives des classes de Servius : la 2e manquait de cotte de mailles; la 3e n'avait ni cuirasse, ni même de cuissards (*voy.* ces noms). Leurs contingents formaient les derniers rangs qui étaient couverts par les corps et par les armes des premiers.

Suivant Lebeau, la légion se divisait en dix cohortes ; chaque cohorte en trois *manipules;* chaque *manipule* en deux *centuries:* ainsi elle avait 10 cohortes, 30 manipules, 60 centuries. Le chapitre sur la légion manipulaire dans l'*Histoire romaine* de Niebuhr n'est pas d'accord avec ces indications, et fait de la cohorte une division bien plus petite, à laquelle il donne 30 centuries de 30 hommes chacune (*voir* t. V, p. 137 de la trad. fr.). Il porte ensuite la légion à 4,500 hommes, dont 400 hastaires, 900 *principes*, 900 triaires, c'est-à-dire 2,200 hommes pesamment armés; il distribue le reste entre les hommes armés à la légère (*rorarii* et *velites*), selon son système de répartition du contingent des classes. Chaque manipule, à ce qu'il paraît, était de 100 hommes commandés par un *centurion*. Tous les auteurs parlent des *triaires* comme des vétérans de la légion; *pilus* signifiait un manipule de triaires; *primus pilus* a toujours désigné le premier manipule de ce corps. Marius donna les mêmes armes à tous les légionnaires, le même nombre de soldats à tous les manipules; il ne rangea plus les troupes par manipules, mais par cohorte. Contrairement à l'avis de beaucoup d'auteurs, Lebeau pense qu'à partir de ce moment, il ne fut plus question de hastaires, de princes ni de triaires. La cohorte (*voy.*) faisait la 10e partie de la légion. Sous les empereurs, le mot *numeri* devint très ordinaire pour désigner les cohortes; selon Végèce, la première est au-dessus des autres par le nombre et la qualité des soldats, qui doivent être tous gens bien nés et élevés dans les lettres; elle est en possession de l'aigle (*voy.*), et elle porte les images de l'empereur : elle est forte de 1,105 fantassins et de 132 cavaliers cuirassés. Les autres, appelées *cohortes quingentariæ*, sont seulement de 500 hommes.

Végèce dit que les anciens divisèrent les centuries en chambrées (*contubernia*) de 10 soldats logés sous la même tente. Lebeau pense que le manipule, composé de deux centuries réunies dans le même corps pour la marche et le campement, fut constamment en usage depuis Servius jusqu'à Marius; il y avait 60 centurions par légion. Selon lui, il n'y eut, jusqu'à

Marius, qu'une enseigne (*voy.*) par manipule, et plus tard chaque centurie eut la sienne. Les *vexilla* étaient des enseignes en étoffe, elles servaient aux anciens *triaires*, aux *rorarii* et aux *accensi;* quelquefois aussi le *vexillum* n'est que l'enseigne d'un détachement. Les *vexillarii* sont quelquefois des vétérans qui, déjà congédiés, attendent la récompense de leurs services. Le corps entier de la cavalerie attachée à une légion se divisait en 10 compagnies, appelées *turmæ*, et chacune d'elles en trois brigades de 10 hommes.

On peut lire dans le remarquable travail de Lebeau ce qui concerne le recrutement de la légion. L'âge du service commençait à 17 ans et finissait à 46, ce qui est loin de signifier que le citoyen romain était astreint à 30 ans de service continuel. Sous la république, il suffisait qu'on eût servi 20 ans dans des circonstances impérieuses. On n'a pas toujours tenu compte de la règle, et l'on enrôlait souvent des jeunes gens qui n'avaient pas encore l'âge voulu. Il y eut aussi des exceptions individuelles : Manlius (*voy.*), celui-là même qui sauva le Capitole, avait commencé sa carrière militaire à 14 ans. Nous avons déjà dit que le service était en rapport avec le droit de cité et la fortune : c'était un crime que de prétendre à servir sans en avoir le droit. On rejetait ceux qui s'étaient déshonorés, les repris de justice, etc. Dion rapporte que, du temps des triumvirs, on reconnut parmi les soldats un esclave, et qu'il fut précipité du haut de la roche tarpéienne, après avoir été affranchi, afin que la punition eût quelque dignité. Il arriva cependant que tantôt la nécessité, tantôt le désordre des guerres civiles fit admettre des esclaves dans la légion, par exemple après la bataille de Cannes, et dans la guerre entre César et Pompée. Quant aux affranchis, la coutume de les admettre s'établit pendant la guerre des alliés; on en forma dès lors 12 cohortes qui se distinguèrent par leur valeur. Les magistrats, les prêtres, les augures jouissaient de certaines exemptions, excepté en cas de *tumultus gallicus*, c'est-à-dire lorsque les Gaulois marchaient subitement sur Rome. Il y avait en outre l'exemption honoraire, qui se donnait à titre de récompense; par exemple aux soldats de Préneste qui s'étaient courageusement défendus contre Annibal, on leur remit 5 ans de leurs 20 années de service. Au moment de la levée, les soldats prêtaient le serment entre les mains des consuls; lors du départ et de la répartition dans les corps, on exigeait d'eux un second serment dont Tite-Live nous a conservé la formule. Un troisième serment se faisait dans le camp même; il était relatif à la discipline et au respect des propriétés. On ne trouve dans aucun auteur la formule du serment militaire tel qu'il était sous les empereurs.

Les exercices militaires se faisaient sous la direction des tribuns; les instructeurs étaient nommés *doctores armorum* ou *campidoctores*. Nous avons d'ailleurs dans les historiens de nombreux récits sur les manœuvres des soldats. En Afrique, on voit César apprendre à ses légions de quel pas il faut faire retraite, à quelle distance il faut s'arrêter et faire face à l'ennemi, etc.

L'armure complète était fort pesante : un casque, une cuirasse, une longue épée au côté gauche, une plus courte à droite, le *pilum* ou long javelot, un grand bouclier (*voy.* ces noms). Outre ces armes (*voy.* ce mot), le soldat portait des ustensiles de cuisine, une scie, un panier, une bêche, une cognée, une courroie, une corde, trois ou quatre pieux et des vivres pour 17 jours: cela passe véritablement toute croyance. Sur la colonne Trajane qui représente la marche, on voit le casque tombant de l'épaule droite sur la poitrine, le bouclier attaché à l'épaule gauche, qui soutenait également une pioche à laquelle était lié le bagage. Pendant la paix, on employait les légionnaires aux travaux publics; on les exerçait aussi à la course, à la natation, à la danse armée, qu'on appelait *pyrrhique*. Parmi les exercices de la cavalerie, nous citerons celui du poteau, qui consistait à jeter des dards contre un pieu fiché en terre.

La légion avait ses aigles (*aquilæ*); les cohortes avaient leurs vexilles pourvues d'étoffes à franges, et les centuries leurs enseignes (*signa*), quelquefois surmontées d'une lanterne pour éclairer la marche

de nuit; cependant il n'y avait rien de bien fixe à cet égard, et les troupes romaines prirent souvent pour enseignes diverses espèces d'ornements. Le dragon fut substitué au vexille: il avait la tête d'argent et le corps fait d'étoffe.

Les *tribuns* ou commandants de légion prirent ce titre de ce que chaque tribu fournissait 1,000 hommes. Dans la suite, leur nombre s'accrut avec la force de la légion elle-même. Ils furent nommés d'abord par les rois, puis par les consuls, par le peuple, et enfin le pouvoir fut partagé entre le peuple et les généraux, jusqu'à ce que les empereurs s'en emparèrent. Les tribuns organisaient la légion et la commandaient tour à tour; ils en étaient les juges. Les tribuns des quatre premières légions étaient supérieurs en dignité à ceux des autres. Tous avaient un poste d'honneur devant et derrière leurs tentes: ces tentes étaient rangées sur une même ligne à la tête du camp. Le *centurion* était le premier des officiers subalternes, immédiatement au-dessous du tribun. Du temps de Polybe, lorsqu'on mettait sur pied une légion, après avoir levé le nombre nécessaire des hastaires, des princes, des triaires, les tribuns choisissaient dans chacun de ces corps 10 hommes des mieux faits et des plus braves, puis encore 10 : c'étaient les 20 centurions de chacun de ces corps. Chacun de ces officiers choisissait lui-même un commandant de la queue. Ensuite, les tribuns, conjointement avec les centurions, divisaient chaque corps de hastaires, de princes et de triaires en 10 parties, et ils donnaient à chaque partie deux capitaines de la tête et deux commandants de la queue; ces parties réunies faisaient le manipule qui comprenait deux centuries. Il y avait encore entre les divers centurions des distinctions de rang qu'il serait trop long d'énumérer. Le cep de vigne était la marque de la dignité du centurion (*voy.*) et lui servait même de bâton pour punir ou gourmander le soldat paresseux à la marche ou au combat (*voy.* FUSTIGATION). Le *primipile* était le premier capitaine de la 1re cohorte, le plus considérable des centurions; l'aigle de la légion était confiée à sa garde; c'était lui qui la levait de terre quand l'armée se mettait en marche; il la déposait entre les mains du porte-enseigne (*aquilifer*) qui marchait devant lui. Tant que les légions furent temporaires, les grades s'évanouissaient à chaque licenciement; cependant il était contraire à l'usage de faire redescendre les officiers à un rang inférieur. Il y avait des officiers inférieurs au centurion: on appelait *optio* tout suppléant qu'on donnait à un fonctionnaire soit dans l'ordre civil, soit dans l'ordre militaire. Le *décurion* (*voy.*) commandait une chambrée de dix hommes ou *contubernium*. La cavalerie de la légion n'avait pas de commandant particulier.

Nous avons parlé plus haut des armes des légionnaires. On sait que l'habillement de guerre, qui s'appelait *sagum*, était fort différent de celui qu'on portait à la ville. Il ne paraît pas toutefois que dans les deux premiers siècles de Rome on ait changé d'habit pour combattre. Le *sagum* était de laine rousse, et comme il était emprunté aux Gaulois qui portaient des étoffes rayées, il se peut qu'il ait été à la mode de ces peuples (*virgatum*, *scutulatum*, *reticulatum*). La cotte d'armes du général comme celle du soldat se nouait sur l'épaule droite, ou s'attachait avec une agrafe. Sous la cuirasse était une tunique de laine qui descendait jusqu'aux genoux. Dans les marches, les soldats portaient aussi la *penula*, vêtement ou surplis ouvert par le haut pour y passer la tête, et pourvu d'une sorte de capuchon.

Chaque légion avait son médecin, et les lois romaines accordaient aux médecins militaires plusieurs priviléges; mais nous avons peu de détails sur le service de santé.

Pour ce qui concerne la nourriture du soldat, la manutention, les magasins, etc., nous renvoyons à Lebeau. Il est difficile d'établir la valeur de la paie pour les temps qui précèdent la seconde guerre punique, parce que César la doubla; ainsi le soldat reçut environ 10 as par jour, c'est-à-dire qu'elle s'éleva à un peu plus de 60 centimes; le centurion avait le double, le cavalier le triple. *Voir*, outre le Mémoire de Lebeau, celui de Joly de Maizeroi, tome XLI des Mémoires de l'Académie des Inscriptions.

C'était une punition ordinaire de faire distribuer de l'orge au lieu de blé aux soldats qui s'étaient comportés lâchement dans quelque affaire; le châtiment le plus sévère était d'être noté comme lâche à la face de l'armée, ou d'en être séparé et de camper hors du camp. On punissait aussi par la privation du butin, par un surcroît de travail, par la prolongation du service, ou bien par le changement de corps, ou la dégradation, ou même le congé ignominieux (*ignominiosa missio*), le tout sans préjudice des peines corporelles. Il y avait dans le camp une tente bien fermée qui servait de prison; les coups étaient administrés avec le cep de vigne, les verges (*voy.* Fouet) ou le bâton. La bastonnade était fort en usage du temps de la république, et Polybe décrit la manière dont on infligeait ce supplice. Quitter son rang, abandonner son poste ou son général, jeter ses armes pour fuir, étaient autant de crimes dignes de mort. Rome se montra toujours très sévère, témoin cette légion qui fut décapitée tout entière, à raison de 50 hommes par jour, pour avoir abandonné Rhegium qu'elle était chargée de défendre contre Pyrrhus. Polybe cependant dit qu'il ne restait que 300 hommes, et que les autres avaient péri dans divers assauts.

Telle fut la légion romaine. Le lecteur nous pardonnera d'avoir compris dans l'article qui la concerne quelques faits généraux relatifs au service militaire chez les Romains, dans son ensemble. P. G-y.

L'invasion des Barbares, dont les résultats furent si funestes aux progrès de la civilisation, eut aussi pour conséquence l'anéantissement des légions romaines. Mais lorsqu'enfin les ténèbres du moyen-âge se dissipèrent et que l'on revint à connaître les institutions des anciens, le mot *légion* reparut dans nos annales militaires. François I^er^ organisa l'infanterie en légions; il dut y avoir en France sept légions, fortes chacune de 6,000 hommes et partagées en six bandes de 1,000 hommes; il y avait dans chaque bande 200 arquebusiers, 600 piquiers et 200 arbalétriers. Ces légions subsistèrent jusque sous le règne de Charles IX, qui forma l'infanterie en régiments. *Voy.* ce mot.

De 1792 à 1793, on créa pour faire le service de troupes légères 18 légions; ces corps reçurent la dénomination de *légion*, parce que, à l'instar des Romains, on réunit sous le même commandement des troupes de toutes armes et même du canon. En 1794, on embrigada ces légions; dans cette même année, on forma une légion, destinée à combattre l'armée royale vendéenne, dans chacun des départements de la Vendée et de la Bretagne. Nous eûmes ensuite, dans l'armée française, les légions *italique*, *polonaise*, *portugaise*, *franche du Nord*, *de Saint-Domingue*, *du Cap*, *de la Vistule*, formées des réfugiés de tous pays; mais, en 1813, il n'y avait plus que la légion portugaise, forte de 3 régiments, et la légion de la Vistule, composée de 4 régiments.

En 1815, après les désastres des Cent-Jours, toute l'infanterie de ligne de la nouvelle armée française fut organisée en légions départementales, dont chacune avait deux bataillons de ligne, un bataillon de chasseurs à pied, une compagnie d'éclaireurs à cheval, une compagnie d'artillerie, et portait le nom du département où elle avait été formée. Cette organisation se maintint jusqu'en 1820.

Depuis la révolution de Juillet, on a formé en Afrique, avec les réfugiés de tous pays qui ont voulu prendre du service en France, une *légion étrangère*. Elle comptait 5,000 baïonnettes, lorsque, par suite de conventions, elle passa en Espagne, au service de la reine Marie-Christine; de cette belle légion, qui a rendu d'éminents services dans la guerre de Navarre, il n'est rentré en France que quelques débris. Une nouvelle légion étrangère, forte de deux régiments, à trois bataillons, chacun de 8 compagnies, fait actuellement partie de l'armée française, et se trouve employée en Afrique.

La gendarmerie (*voy.*) a été, en 1801, organisée en légions, composées de brigades à pied et à cheval; elle a conservé cette formation jusqu'à nos jours. Nous avons en France 26 légions de gendarmerie départementale, indépendamment de la légion de la garde municipale (*voy.*) de Paris.

La garde nationale (*voy.*) forme aussi

des légions à Paris et dans quelques autres localités. C. A. H.

LÉGION-D'HONNEUR. La Légion-d'Honneur a été instituée en France pour récompenser les services civils et militaires. Le roi est chef souverain et grand-maître de l'Ordre, composé de simples membres ou chevaliers, d'officiers, de commandeurs, de grands-officiers et de grand's-croix. Le nombre des chevaliers est illimité. Celui des officiers est fixé à 2,000, celui des commandeurs à 400, celui des grands-officiers à 160, celui des grand's-croix à 80. Néanmoins, ces nombres ont été dépassés; mais on cherche à rentrer dans les limites légales au fur et à mesure des extinctions. Les princes de la famille royale, les princes du sang et les étrangers auxquels le roi confère la décoration, ne sont pas compris dans les nombres fixés. Les étrangers sont *admis* et non *reçus*, et ne prêtent aucun serment.

La décoration de la Légion-d'Honneur consiste dans une étoile à cinq rayons doubles, surmontée de la couronne royale; le centre de l'étoile, entouré d'une couronne de chêne et de laurier, présente, d'un côté, l'effigie de Henri IV, avec la légende : *Henri IV;* et, de l'autre côté, deux drapeaux tricolores, avec cet exergue : *Honneur et patrie.* Cette décoration, émaillée de blanc, est en argent pour les chevaliers, et en or pour les grand's-croix, les grands-officiers, les commandeurs et les officiers. Les chevaliers portent la décoration, en argent, à une des boutonnières de leur habit, attachée par un ruban moiré rouge, sans rosette. Les officiers la portent aussi à la boutonnière, mais en or et avec une rosette. Les commandeurs portent la décoration en sautoir, autour du cou, attachée à un ruban moiré et de même couleur, un peu plus large que celui des officiers. Les grands-officiers mettent, sur le côté droit de leur habit, une plaque semblable à celle des grand's-croix, brodée en argent, mais du diamètre de $0^{m}.072$. Ils continuent, en outre, de porter la simple croix en or à la boutonnière gauche. Les grand's-croix ont un large ruban rouge en écharpe, passant de l'épaule droite au côté gauche, et au bas duquel est attachée une grande étoile en or; ils portent, en même temps, une plaque en argent, ayant, dans les angles, des drapeaux tricolores, et du diamètre de $0^{m}.104$, attachée sur le côté gauche des habits et manteaux, et au milieu de laquelle est l'effigie de Henri IV, avec l'exergue : *Honneur et patrie.*

Nul ne peut être admis dans la Légion-d'Honneur qu'avec le premier grade de chevalier, et après avoir exercé, pendant vingt ans, en temps de paix, des fonctions civiles ou militaires avec la distinction requise, sauf les dispenses accordées par le roi : en temps de guerre, pour les actions d'éclat et les blessures graves, et en tout temps, pour les services extraordinaires rendus au roi et à l'état dans les fonctions civiles ou militaires, ainsi que dans les sciences et les arts. Pour monter dans un grade supérieur, il est indispensable d'avoir passé dans le grade inférieur un certain nombre d'années : quatre ans dans celui de chevalier, pour devenir officier; deux ans dans celui-ci, pour le grade de commandeur; trois ans dans celui de commandeur, pour être grand-officier; et cinq ans dans le grade de grand-officier, pour celui de grand' - croix. Chaque campagne est comptée double aux militaires dans l'évaluation des années exigées, mais on ne peut compter qu'une campagne par année. Outre les cas extraordinaires, il peut y avoir une nomination et promotion dans l'année, à la fête du roi. Lorsque les promotions doivent avoir lieu, le roi détermine d'avance le nombre des décorations pour chaque grade, et la répartition s'en fait par le chancelier, entre les divers ministères, dans une proportion réglée d'avance; la moitié appartient au ministère de la guerre, un huitième au ministère de la marine, un autre huitième au ministère de l'intérieur, etc.

Les membres de la Légion-d'Honneur prêtent serment de fidélité au roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle et aux lois du royaume. Pour les honneurs funèbres et militaires, les grand's-croix et les grands-officiers de la Légion-d'Honneur sont traités comme les lieutenants généraux employés, lorsqu'ils n'ont pas un grade militaire supérieur; les commandeurs comme les co-

lonels; les officiers comme les capitaines; les chevaliers comme les lieutenants. On porte les armes aux commandeurs, officiers et chevaliers; on les présente aux grand's-croix et aux grands-officiers.

La qualité de membre de la Légion-d'Honneur se perd, de même que l'exercice des droits et prérogatives inhérents à cette qualité est suspendu, par les mêmes causes que celles qui font perdre la qualité ou suspendre les droits de citoyen français. Les procureurs généraux, auprès des cours royales, et les rapporteurs, auprès des conseils de guerre, ne peuvent faire exécuter aucune peine infamante contre un membre de la Légion, qu'il n'ait été dégradé. Pour cette dégradation, le président de la cour royale ou du conseil de guerre prononce immédiatement après la lecture du jugement la formule suivante : « Vous avez manqué à l'honneur; je déclare, au nom de la Légion, que vous avez cessé d'en être membre. »

L'administration de l'ordre est confiée à un grand-chancelier, choisi parmi les grands-officiers de la Légion. Il est dépositaire du sceau de l'ordre. Tous les ordres étrangers sont dans ses attributions. Un secrétaire général, nommé par le roi, est attaché à la grande-chancellerie : il a la signature, en cas d'absence ou de maladie du grand-chancelier, et le représente.

La Révolution avait aboli les cinq ordres équestres qui existaient alors en France *. Mais on s'aperçut bientôt de la lacune qu'ils laissaient dans les récompenses, et les assemblées voulurent y obvier en déclarant solennellement que tel citoyen ou tel corps avait bien mérité de la patrie. Parvenu à la direction des affaires avec le titre de premier consul, le général Bonaparte sentit le besoin d'organiser un système de récompenses dont le gouvernement fût la source. Il fit déclarer, par l'art. 87 de la Constitution de l'an VIII, qu'il serait décerné des récompenses nationales aux guerriers qui auraient rendu des services éclatants en combattant pour la république; et, par un arrêté du 4 nivôse de la même année, il fut décidé que ces récompenses seraient des armes d'honneur (*voy.*), différentes selon les grades des individus à qui elles seraient accordées.

Ce n'était pourtant qu'un acheminement vers une institution plus grande et plus utile. Si les soldats pouvaient se plaindre que la distinction conquise sur le champ de bataille fût un attribut inséparable de l'état et de l'habit militaires que l'âge et les blessures les forçaient de quitter, les citoyens qui exerçaient des fonctions civiles durent voir avec peine une exclusion pour eux. Les savants, les artistes partageaient cette espèce d'interdiction : eux aussi cependant rappelaient de nobles services rendus à la patrie. Bonaparte mûrissait donc dans sa pensée le plan d'une institution où tous les genres de mérite devaient venir se grouper en un brillant faisceau; où les talents, les vertus, le courage devaient former une seule famille, unie par le double lien de la même devise et d'une commune gloire, lorsqu'il fut appelé au consulat à vie.

La Légion-d'Honneur ne devait pas créer une nouvelle classe de citoyens; mais, en respectant l'égalité de tous, elle établissait une honorable distinction pour ceux qui avaient servi la patrie d'une manière signalée. Le projet en fut présenté au conseil d'état dans la séance du 14 floréal an X, et au Corps législatif le 25 floréal (15 mai 1802); on lisait dans l'exposé des motifs : « La Légion-d'Honneur doit être une institution auxiliaire de toutes nos lois républicaines, et servir à l'affermissement de la révolution. Elle paie aux services militaires, comme aux services civils, le prix du courage qu'ils ont tous mérité; elle les confond dans la même gloire, comme la nation les confond dans sa reconnaissance. Elle unit par une distinction commune des hommes déjà unis par d'honorables souvenirs; elle convie à de douces affections des hommes qu'une estime réciproque disposait à s'aimer. Elle met sous l'abri de leur considération et de leur serment nos lois conservatrices de l'égalité, de la liberté, de la propriété. Elle efface les distinctions nobiliaires qui plaçaient la gloire héritée avant la gloire acquise, et les descendants des grands hommes avant les grands hommes. C'est une institution morale qui ajoute de la force

(*) *Voy.* *Saint*-Esprit, *Saint*-Michel, *Saint*-Louis, *Saint*-Lazare et Mérite militaire.

et de l'activité à ce ressort de l'honneur qui meut si puissamment la nation française. C'est une institution politique qui place dans la société des intermédiaires par lesquels les actes du pouvoir sont traduits à l'opinion avec fidélité et bienveillance, et par lesquels l'opinion peut remonter jusqu'au pouvoir. C'est une institution militaire qui attirera dans nos armées cette portion de la jeunesse française qu'il faudrait peut-être disputer, sans elle, à la mollesse, compagne de la grande aisance. Enfin, c'est la création d'une nouvelle monnaie d'une bien autre valeur que celle qui sort du Trésor public; d'une monnaie dont le titre est inaltérable, et dont la mine ne peut être épuisée, puisqu'elle réside dans l'honneur français; d'une monnaie enfin qui peut seule être la récompense des actions regardées comme supérieures à toutes les récompenses. »

Vivement débattu au Tribunat, où Lucien Bonaparte fut chargé du rapport, le projet passa cependant dans cette assemblée, à la majorité de 56 voix contre 38. Au Corps législatif, le scrutin donna 166 boules blanches contre 110 boules noires.

La Légion-d'Honneur était donc créée. Elle devait se composer, indépendamment d'un grand conseil d'administration, de 15 cohortes, dont chacune avait son chef-lieu particulier. Chaque cohorte jouissait d'un revenu de 200,000 fr., constitué en domaines nationaux, et devait compter 7 grands officiers jouissant d'un traitement de 5,000 fr.; 20 commandants avec un traitement de 2,000 fr.; 30 officiers avec un traitement de 1,000 fr., et 350 légionnaires avec un traitement de 250 fr. Dans le chef-lieu de chaque cohorte, des hospices spéciaux devaient être établis pour offrir un asile à ceux des légionnaires que leurs blessures, leur vieillesse ou leur indigence mettraient dans la nécessité d'implorer les secours du gouvernement. Les rangs de la Légion furent ouverts à tous les militaires qui avaient reçu des armes d'honneur; aux citoyens qui, par leur savoir, leurs talents, leurs vertus, avaient contribué à établir ou à défendre les principes de la république, ou fait aimer et respecter la justice ou l'administration publique. Les grands services rendus à l'état dans les fonctions législatives, la diplomatie, l'administration, la justice ou les sciences étaient d'autres titres d'admission. Enfin, diverses restrictions étaient apportées à la nomination et au passage d'un grade dans un autre.

Un arrêté consulaire du 13 messidor an X (3 juin 1802), fixa l'organisation de la Légion-d'Honneur, qui allait devenir un puissant appui pour le trône que Napoléon relevait déjà dans sa pensée. Seize cohortes sont établies : Lacépède (*voy.*) est élu grand-chancelier de la Légion-d'Honneur. Les chefs des cohortes portent des noms illustres : ce sont Berthier, Mortier, Bessière, Soult, Lefebvre, Davoust, Ney, Bernadotte, Lannes, Decrès, Moncey, Murat, Bruix, Masséna, Augereau, Jourdan. L'impartialité, la justice qui présidaient au choix des légionnaires acquirent bien vite à cette institution d'éminents suffrages. Napoléon allait chercher partout le mérite, le talent, le courage éprouvé par des actions d'éclat.

Tous les légionnaires qui se trouvaient à Paris furent convoqués le 26 messidor an XII (14 juillet 1804), dans la chapelle des Invalides, pour déposer leur serment entre les mains de Napoléon *. Après une messe solennelle, le grand-chancelier Lacépède prononça un discours emphatique où il disait, en parlant de la Légion-d'Honneur : « Immense monument de gloire, elle montre... tous les hauts faits couronnés, toutes les vertus, tous les talents offerts à l'admiration des siècles; et au faîte de ce monument impérissable resplendissent ces mots sacrés, désormais inséparables et si chers à tous les vrais Français : Honneur, Patrie et Napoléon. Voilà ce que vous allez jurer de défendre, sur vos armes, sur votre renommée, sur vos vertus, sur l'autel du dieu des batailles, de la paix et de la liberté! » Napoléon remit lui-même les insignes aux légionnaires, et un *Te Deum* termina cette fête religieuse.

Un mois après, le 28 thermidor (17 août), Napoléon voulut distribuer à l'armée assemblée au camp de Boulogne (*voy.*) les croix de la Légion-d'Honneur.

(*) *Voir* le tableau de David au Musée de Versailles.

Après cette solennité militaire, l'occasion ne se fit pas attendre pour l'empereur d'éprouver le courage de ses soldats. La Légion-d'Honneur reçoit encore dans ses rangs les vainqueurs de tant de combats, et les limites fixées aux cadres de la Légion s'élargissent indéfiniment. Cependant les victoires ne sont achetées qu'au prix du sang des braves. Beaucoup de légionnaires ont trouvé un tombeau sous les lauriers qu'ils étaient appelés à cueillir, et le deuil de leurs familles réclame toute la sollicitude de Napoléon : le décret du 29 mars 1809, relatif aux maisons impériales d'Écouen et de Saint-Denis en est le gage. Là, les filles des légionnaires seront admises aux bienfaits d'une éducation complète, surveillée par le conseil de la Légion, présidé par Napoléon lui-même. Cette éducation embrassera et les arts utiles et les arts d'agrément ; la religion et la morale en formeront la base. Deux autres établissements destinés spécialement aux orphelines de la Légion-d'Honneur, sont créés par un décret impérial du 15 juillet 1810. La même adoption généreuse ne manquera pas aux orphelins des légionnaires : l'empereur les fait élever dans les lycées et dans les écoles militaires.

Cette noble institution avait si bien pris racine en France, qu'elle résista aux plus violentes révolutions. C'est en vain que le sceptre échappe de la main du créateur de la Légion - d'Honneur, le nouveau souverain s'empresse de déclarer dans l'art. 72 du pacte qu'il offre à la France, que *la Légion-d'Honneur est maintenue ;* seulement il se réserve d'en déterminer les règlements intérieurs et la décoration. De la Légion il fit un ordre de chevalerie. En même temps, le roi supprima les cohortes, afin d'ôter jusqu'à la pensée des apanages qu'avait rêvés Napoléon pour les principaux dignitaires de l'empire. L'effigie de l'empereur fut remplacée par celle d'un roi populaire ; la décoration à cinq branches, symbole de l'étoile heureuse qui semblait présider à la destinée de Napoléon, en dépit de sa forme, fut appelée la croix ; les grands-aigles devinrent des grand's-croix, les commandants devinrent des commandeurs, et les légionnaires des chevaliers. Avec ces anachronismes et ce retour aux vieilles dénominations de la chevalerie, la Restauration crut s'être suffisamment assimilé cette institution nouvelle. Par une ordonnance royale du 19 juillet 1814, le droit attaché aux membres de la Légion-d'Honneur de faire partie des colléges électoraux, cessa d'être exercé ; les maisons d'orphelines furent supprimées, tandis que l'institution d'Écouen fut réunie à celle de Saint-Denis. Toutefois des réclamations énergiques firent restituer plus tard à l'ordre les maisons de la rue Barbette, à Paris, et des Loges, près de Saint-Germain. L'abbé de Pradt remplaça Lacépède à la grande-chancellerie. Une nouvelle ordonnance ajoutait à la désorganisation de l'œuvre de Napoléon, lorsque son retour vint rendre à l'ordre tout son éclat. Ce ne fut pourtant pas pour longtemps. Indépendamment des produits assignés à la Légion-d'Honneur en rentes sur les chefs-lieux de cohortes, elle possédait des dotations en pays étrangers, sur quelques mines et canaux, sur plusieurs domaines, etc. Les événements de 1814 et de 1815 lui enlevèrent ces richesses, et sa dotation ne consiste plus depuis qu'en fonds accordés sur les budgets, en rentes sur le grand-livre, en actions sur quelques canaux, etc. Une ordonnance du 28 décembre 1816 réduisit provisoirement à moitié le traitement des membres de l'ordre, et n'en accorda plus aux nouveaux promus. Les sous-officiers et les soldats furent seuls exceptés de cette disposition. Les chevaliers nommés avant le 6 avril 1814 reçoivent intégralement leur traitement depuis quelques années; celui des autres grades doit s'accroître successivement à mesure des extinctions. Aucun changement ne fut apporté à la législation de la Légion-d'Honneur sous le règne de Charles X.

La révolution de 1830 lui rendit ses espérances. Les autres ordres ressuscités par la Restauration s'inclinèrent devant la Légion-d'Honneur; elle seule est aujourd'hui constituée; elle seule est donnée par le roi pour briller sur la poitrine du brave et du citoyen distingué. Un grand acte de réparation rétablit dans leurs grades (28 novembre 1831) tous

ceux qui, décorés pendant les Cent-Jours, avaient été dépossédés par la seconde Restauration. Les trois fleurs de lis qui avaient remplacé l'aigle au centre d'un côté de la croix, firent place à deux drapeaux tricolores, et l'exergue *Henri IV, roi de France et de Navarre* qui avait été substituée à celle de *Napoléon, empereur des Français*, autour de l'effigie, fut remplacée par la légende plus simple : *Henri IV*. « La Restauration, a dit M. Ch. Dupin, dans un discours à la Chambre des pairs, eut le malheur, surtout dans les premiers temps, de paraître prodigue de récompenses empruntées à la Légion, non pas, comme on l'a prétendu, pour l'avilir, mais pour multiplier le nombre de ses partisans, surtout dans l'armée. Le nouveau gouvernement a suivi la route ouverte par la Restauration, il a cru devoir, dans les premières années, fortifier son établissement par des promotions nombreuses dans l'ordre de la Légion-d'Honneur. » La prodigalité fut telle en effet * que la Chambre des pairs, sur la proposition de M. le baron Mounier, adopta un projet de loi (1839) pour limiter le nombre des membres de la Légion-d'Honneur. Cette loi passa également à la Chambre des députés (1840), mais elle ne reçut pas la sanction royale.

L'esprit nouveau de nos institutions ne pouvait pas être sans influence sur la Légion-d'Honneur: la nation avait moins à s'illustrer dans les armées, et la proportion entre les croix civiles et les croix militaires dut être changée. Les premières, qui faisaient autrefois à peine un vingtième du nombre total, en forment le quart aujourd'hui. N'est-il pas juste, en effet, que lorsque la France se place à la tête de la civilisation par les arts de la paix, après avoir étonné l'Europe par ses victoires, le signe de l'honneur distingue plus souvent celui qui ajoute à la gloire de son pays en le servant dans les carrières civiles? L. L.

LÉGION FULMINANTE. S'il fallait en croire la tradition chrétienne, ce surnom aurait été donné à la 12^e^ légion romaine à l'occasion d'un événement miraculeux que l'on raconte ainsi qu'il suit. En poursuivant les Marcomans et les Quades, après les avoir chassés de la Hongrie, l'an 174 de J.-C., Marc-Aurèle (*voy.*) se serait trouvé enfermé dans une vallée près de Strigonie avec une légion composée presque entièrement de chrétiens. Cerné de tous côtés par les ennemis, exposé à un soleil brûlant, dévoré par la soif, il allait périr, lorsque les prières de ses soldats chrétiens touchèrent le ciel. Une pluie bienfaisante vint rafraîchir les Romains, tandis qu'un orage mêlé de tonnerre et de grêle jetait la terreur parmi les Barbares.

Cet événement est raconté avec les mêmes circonstances, à peu de chose près, par les écrivains païens; seulement, selon Dion Cassius (*Excerpta Xiphil.*, LXXI, 8), l'empereur dut son salut et celui de son armée à un magicien égyptien, et, selon Capitolin (*Vita Marc Aurel.*, cap. 24), à ses propres prières. Tertullien (*Apologet.*, 5, *Ad Scopul.*, 4) et Eusèbe (*Hist. eccl.*, V, 5) prétendent, au contraire, que ce furent les prières des chrétiens qui le sauvèrent. Mais nous ferons remarquer que la 12^e^ légion portait le surnom de *legio fulminatrix* déjà du temps d'Auguste (Dio Cassius, LV, 23). La lettre de Marc-Aurèle qu'on lit dans la première apologie de Justin le martyr, et sur laquelle on s'appuie, est évidemment supposée. On ne peut rien conclure non plus de la colonne de marbre qui fut élevée en l'honneur de l'empereur, et sur laquelle on voit un guerrier à genoux; ce guerrier représenterait plutôt Marc-Aurèle que les soldats chrétiens et confirmerait le récit de Capitolin. *C. L.*

LÉGISLATEUR, *voy.* LÉGISLATION.

LÉGISLATIF (CORPS). On donne ce nom en général aux assemblées délibérantes qui votent les lois. *Voy.* ASSEMBLÉES, CHAMBRES LÉGISLATIVES, PARLEMENT, CORTÈS, STORTHING, ÉTATS, etc.

Dans notre histoire parlementaire, ces mots ont encore une acception spéciale. La constitution de l'an III formait le corps législatif de deux conseils, le conseil des Anciens et celui des Cinq-Cents (*voy.* ces mots). Celle de l'an VIII substitua à ces deux conseils le Tribunat (*voy.*), où les projets de loi étaient contradictoirement

(*) Au 1^er^ janvier 1831, on comptait 42,894 membres de la Légion-d'Honneur; le nombre s'en élevait à 50,398 au 1^er^ janvier 1838.

discutés, et le *Corps législatif*, qui votait au scrutin secret après avoir entendu les orateurs du Tribunat chargés de soutenir la loi. Le Corps législatif votait sans discussion. Le Tribunat ayant été supprimé, le Corps législatif continua de voter, toujours silencieusement (aussi fut-il qualifié de *muet*), les projets de loi qui lui étaient présentés par le pouvoir exécutif et élaborés dans le conseil d'état (*voy.*), au sein duquel étaient pris les orateurs qui devaient en exposer les motifs. Le sénat (*voy.*) formait l'autre branche du système parlementaire, sans franchise, que l'empereur laissa subsister. Le Corps législatif était composé de 380 membres élus par les départements. Il se renouvelait par cinquième tous les ans. A la Restauration, le Corps législatif prit le nom de Chambre des députés des départements. Son mutisme cessa alors, et les projets de lois y subirent l'épreuve d'une discussion contradictoire. *Voy.* EMPIRE FRANÇAIS, LÉGISLATION, etc. Z.

LÉGISLATIF (POUVOIR), autorité de qui émane la loi, *voy.* GOUVERNEMENT, LÉGISLATION, ASSEMBLÉES, CHAMBRES LÉGISLATIVES, CONSTITUTION, CHARTE, etc. *Voy.* aussi EXÉCUTIF et JUDICIAIRE.

LÉGISLATION, LÉGISLATEURS. Dans son acception la plus générale, la législation est l'ensemble des règles qui s'appliquent aux institutions politiques, civiles, administratives, criminelles, etc., d'un peuple. C'est ainsi que l'on dit la *législation romaine*, la *législation française*, pour qualifier le corps entier des lois qui régissaient autrefois l'empire romain, et qui régissent aujourd'hui la France. Dans un sens plus restreint, le mot *législation* s'entend d'une branche quelconque des institutions, par exemple la *législation civile*, la *législation criminelle*, etc.

Une bonne législation doit être en rapport avec l'état des mœurs de la nation qu'elle a pour but de régir. Il n'y a pas de principe absolu en cette matière; les meilleures lois, en logique et en théorie, peuvent produire les plus funestes effets, si elles sont imposées à un peuple qui ne peut les comprendre. Il faut toujours à cet égard se rappeler la réponse de Solon, lorsqu'on lui demandait si les lois qu'il avait données aux Athéniens étaient les meilleures : « Je leur ai donné, disait-il, les meilleures de celles qu'ils pouvaient souffrir. » Belle parole, ajoute Montesquieu, et qui devrait être entendue de tous les législateurs.

Nous présentons sous leurs noms particuliers des notions sur les diverses branches de la législation (*voy.* DROIT CIVIL, CRIMINEL, ADMINISTRATIF, CANON, COMMERCIAL, etc.), ainsi que sur les législations de différents peuples (*voy.* DROIT ROMAIN, DROIT FRANÇAIS, JUIF, etc.). On a écrit beaucoup de traités sur cette matière : nous nous contenterons d'indiquer, après l'immortel ouvrage de Montesquieu, la *Science de la législation*, de Filangieri; les *Traités de législation*, de Jérémie Bentham; le livre de Mably, intitulé *De la législation ou principe des lois*; l'*Histoire de la législation des anciens peuples*, par le marquis de Pastoret. *Voy.* tous ces noms.

L'art de faire des lois est le plus difficile de tous ceux qu'il est donné à l'homme d'exercer : aussi les noms des personnages qui ont été appelés à doter leur pays d'institutions durables ont-ils traversé les siècles et sont-ils arrivés jusqu'à nous environnés d'une gloire immortelle. Osiris chez les Égyptiens, Moïse chez les Juifs, Zoroastre chez le peuple zend, Confucius (Koung-Tseu) chez les Chinois, Minos chez les Crétois, Zaleucus chez les Locriens, Lycurgue à Lacédémone, Solon à Athènes, Romulus et Numa (*voy.* tous ces noms) à Rome, sont les législateurs de l'antiquité qui ont acquis le plus de célébrité par la sagesse de leurs lois et l'empire qu'ils ont exercé sur de nombreuses générations. Quelques-uns d'entre eux ont été considérés comme ayant reçu une mission divine; mais leurs lois n'ayant pas consisté seulement en institutions religieuses, ils peuvent figurer aussi parmi ceux qui ont été appelés à régir les destinées des nations, sous le point de vue purement humain. Dans des temps plus modernes Justinien, Mahomet*, Charlemagne, Jaroslaf de Russie, saint Louis, l'empereur Charles IV, Louis XIV, Napoléon (*voy.* tous ces noms), etc., ont

(*) On peut voir sur trois de ces législateurs l'ouvrage de Pastoret intitulé : *Zoroastre, Confucius et Mahomet* (1788, in-8°).

fondé de grandes institutions qui leur ont mérité aussi le nom de *législateurs*.

Nous n'entreprendrons pas de retracer ici les règles qui doivent guider le législateur dans l'accomplissement de son auguste et difficile mission. Nous l'avons déjà dit, ces règles ne sont pas absolues; elles dépendent de circonstances bien diverses. Les temps, les faits, les lieux, etc. viennent modifier à l'infini les principes sur lesquels les lois reposent. Il y a toutefois des maximes qui ne peuvent être transgressées impunément par les législateurs. Ainsi ceux qui ont méconnu les préceptes de l'équité naturelle, sous le vain prétexte de l'ignorance des peuples ou des circonstances qu'ils subissaient, ont encouru les reproches mérités de la postérité. Aucune cause ne peut motiver non plus des mesures empreintes d'inhumanité et d'injustice. Les proscriptions, les confiscations, les supplices ordonnés, soit pour honorer la Divinité, soit pour assurer le triomphe momentané d'une faction, ne peuvent trouver grâce devant les hommes éclairés. Les législateurs qui ont eu recours à de pareils moyens ont dû s'attendre au jugement sévère de l'histoire. Le fanatisme finit par s'éteindre, les circonstances qui avaient provoqué des mesures exorbitantes disparaissent, et la froide raison, ayant repris son empire, réprouve des actes qui ne sont plus à ses yeux que des assassinats et de la tyrannie.

La forme du gouvernement qu'il ne dépend pas, le plus ordinairement, du législateur d'établir, mais qui, pour qu'elle soit durable, doit prendre ses racines dans les mœurs de la nation à laquelle elle est destinée, agit aussi puissamment sur l'art de faire les lois. Les institutions sociales, en effet, ne sauraient être les mêmes dans une monarchie que dans une république. Un des principaux mérites des législateurs, c'est que leur style soit clair, précis, d'une intelligence facile. Les interprétations des jurisconsultes (*voy.*) ne sont propres qu'à engendrer des procès, et trop souvent à donner gain de cause à la mauvaise foi.

Dans les monarchies absolues, les rois sont les seuls législateurs; en eux seuls réside le *pouvoir législatif*. La plupart du temps, ils ne peuvent en remplir eux-mêmes les fonctions : leur plus grand mérite alors est de confier ce soin à des ministres ou des conseillers qui soient pénétrés des devoirs de cette haute mission et doués des lumières nécessaires pour la bien remplir. Les rois revêtent ensuite ces lois du sceau de leur autorité et la gloire qui peut en rejaillir leur revient presque tout entière.

Dans les états représentatifs, le pouvoir législatif est partagé. L'initiative (*voy.*) des lois peut y appartenir au pouvoir exécutif (*voy.*), mais la loi doit être délibérée et votée par une chambre des députés de la nation, et souvent par une autre chambre qui représente l'élément qu'on appelle conservateur. L'initiative peut aussi appartenir à l'une et à l'autre de ces chambres, comme l'autorise en France la Charte de 1830; mais il faut pour qu'une résolution ainsi adoptée devienne loi (*voy.*) qu'elle soit sanctionnée par le pouvoir exécutif, en sorte que ce dernier pouvoir participe de l'autorité législative. La Charte règle en France la manière dont s'exerce la puissance législative (art. 14 et suiv.).

Dans les démocraties pures, le pouvoir législatif réside dans le corps de la nation, qui ne l'exerce directement que dans de fort petits états, tels que certains cantons de la Suisse, et plus ordinairement par l'intermédiaire d'une assemblée de représentants nommés directement par le peuple.

En France, on appelait *législateurs* les membres du Corps législatif (*voy.*), organisé par la constitution de l'an VIII, et maintenu jusqu'à la Charte de 1814. Ces *législateurs* avaient seulement le droit d'adopter ou de rejeter les projets de lois qui leur étaient apportés par le gouvernement. Ils recevaient un traitement de 10,000 fr. et étaient nommés pour cinq ans par le sénat. C'était alors le conseil d'état qui était le véritable corps législatif de la France, et l'on sait que plusieurs des lois qu'il a préparées, telles que le Code civil, par exemple, lui ont valu un honneur qu'une postérité plus reculée encore ratifiera sans aucun doute. A.T-R.

LÉGISLATIVE (Assemblée). C'est le titre sous lequel est désignée par l'histoire contemporaine la deuxième de nos assemblées politiques, celle qui forme l'in-

termédiaire entre la Constituante et la Convention (*voy.* ces noms). Aux termes de la constitution de 1791, la session de cette assemblée, qui devait durer 2 ans, était continue. Elle ne pouvait être dissoute par le roi, et elle était renouvelée en totalité à l'expiration de la deuxième année. Elle se composait de 745 membres, à raison de 1 député par 17,262 électeurs ou citoyens actifs, dont le nombre total était, pour 1791, de 4,298,360. On sait que par un décret du 16 mai 1789, auquel on a attribué une puissante et funeste influence sur les destinées ultérieures de la Révolution, l'Assemblée nationale avait décidé, après une discussion mémorable, qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de la prochaine législature. La nouvelle assemblée se trouva donc, le premier jour de sa réunion qui fut le 1^er^ octobre 1791, composée d'hommes pour la plupart inconnus les uns aux autres, et parmi lesquels ne pouvaient plus dès lors exister cette expérience, cette autorité acquises dans des luttes précédentes, qui retiennent parfois le corps législatif sur la pente où tel mouvement de l'esprit public a pu accidentellement le placer. Le résultat, facile à prévoir, de cette sorte de solution de continuité entre les deux assemblées, fut que la seconde détruisit ou laissa détruire la monarchie constitutionnelle que la première venait d'édifier. Quoi qu'il en soit, la Législative, dès qu'elle fut constituée, fit tirer solennellement des archives et apporter dans son sein le livre de la constitution, et tous les députés, la tête découverte, le bras tendu et avec l'accent de l'enthousiasme, jurèrent de mourir pour la conservation de l'acte fondamental qui ne devait pas même avoir la durée d'une législature entière.

Les partis se dessinèrent dans l'assemblée dès la première réunion. Elle se composait, pour les cinq dixièmes environ, de légistes, avocats et magistrats des tribunaux des départements, que l'exaltation de leurs opinions avaient en général fait porter à la députation; des prêtres signataires de la constitution civile du clergé formaient au-delà d'un autre dixième; des littérateurs, d'anciens nobles qui avaient adhéré aux principes de 1789, des négociants, des propriétaires en petit nombre complétaient le reste. La grande majorité des membres n'avaient pas atteint trente ans. Ce fut parmi la dernière fraction que se recruta surtout la droite ou le parti des Feuillants (*voy.* ce mot), qui, tout en reconnaissant les nombreuses défectuosités de la constitution, s'y attachait comme à une ancre de salut et en voulait le fidèle accomplissement. Là figuraient Becquey, Stanislas de Girardin, de Jaucourt, Lemontey, Lacretelle aîné, Matthieu Dumas *, Bigot de Préameneu, Ramond; mais ce parti n'était pas assez fort pour opposer une digue suffisante aux entraînements révolutionnaires, et il ne tarda pas à être débordé par la gauche, qui se trouva bientôt confondue avec le parti auquel les célèbres orateurs de la Gironde, Vergniaud, Guadet, Gensonné ont attaché leur nom (*voy.* GIRONDINS). Ce parti, pendant l'existence de l'Assemblée législative, en dirigea d'une manière à peu près absolue toute la portion démocratique, soit les membres formant le centre et qui étaient déterminés à rester dans de certaines limites, tels que Pastoret, Vaublanc, Cerutti, Dumolard, François de Neufchâteau, Lacépède, etc.; soit ceux que leur ardeur rénovatrice devait pousser à les franchir toutes comme Bazire, Maille, Thuriot, Quinette, Merlin de Thionville, etc. Quant au parti jacobin (*voy.*) c'était au dehors qu'il envahissait peu à peu la presse et l'opinion : dans l'assemblée, il dut s'effacer presque constamment.

Un des premiers objets dont s'occupa l'assemblée fut l'émigration, qui de jour en jour s'étendait davantage et menaçait de devenir un si puissant auxiliaire pour l'Europe naturellement liguée contre la révolution. Un décret du 9 novembre, qui déclarait tous les Français rassemblés au-delà des frontières du royaume suspects de conspiration et punissables de mort s'ils étaient encore à l'état de rassemblement au 1^er^ janvier 1792, amena un premier dissentiment entre l'assemblée et le roi, qui y refusa sa sanction et

(*) La plupart des noms cités dans cette notice ont donné lieu, dans notre ouvrage, à des articles de biographie auxquels nous renvoyons le lecteur. S.

se contenta d'inviter de nouveau les émigrés, par une proclamation, à rentrer en France. Ce fut à l'occasion de ce *veto* qu'un message très pressant ayant été adressé par l'assemblée à Louis XVI, Vaublanc, président, rendant compte du résultat de son entrevue avec ce prince, eut soin de rappeler, aux applaudissements de la majorité, que le roi s'était *incliné le premier !* Un autre *veto* que le roi opposa peu de temps après au décret tendant à priver de tout traitement ou pension les prêtres réfractaires ou non signataires de la constitution civile du clergé, ajouta encore à la défiance que laissait déjà voir l'assemblée à l'égard du malheureux monarque.

Mais bientôt toute sa sollicitude dut se porter sur l'attitude des puissances étrangères, et notamment de la cour de Vienne. En effet, lorsque le roi, ayant reconnu la constitution, s'était vu réintégrer dans la plénitude de ses droits constitutionnels, l'Empereur avait suspendu l'accomplissement de ce projet de concert européen destiné à régler les affaires de France. Mais alors l'état des choses reprenait de sinistres apparences : une mésintelligence fâcheuse se manifestait entre le roi et l'assemblée ; autour des deux pouvoirs, la faction désorganisatrice semblait redoubler d'audace, et, de son côté, le parti de la cour excitait en secret, au dedans et au dehors, de coupables espérances contre-révolutionnaires. Le 14 janvier 1792, l'assemblée invita le roi, par un décret, à demander à l'Empereur, au nom de la nation, des explications sur ses dispositions envers la France. A partir de cette époque, la tribune ne cessa de retentir de déclamations fougueuses et de menaces propagandistes contre les rois. « Disons à l'Europe, s'écriait Isnard, que si les cabinets engagent les rois dans une guerre contre les peuples, nous engagerons les peuples dans une guerre à mort contre les rois ! » Dans de telles circonstances, le ministère choisi à une époque plus calme devint suspect ; le 10 mars, Delessart, chargé du portefeuille des affaires étrangères, accusé par les chefs du parti girondin, Brissot et Vergniaud, de négligence ou de dissimulation relativement aux préparatifs hostiles de l'Autriche, fut décrété d'accusation et entraina tous ses collègues dans sa chute. Alors parvint aux affaires le ministère girondin, celui où figuraient Dumouriez et Roland et qui devait ouvrir la longue et mémorable lutte de la révolution française avec l'Europe. Tout se préparait pour l'entamer. Déjà quatre armées occupaient les frontières du nord et de l'est sous les ordres des généraux La Fayette, Luckner, Rochambeau et Montesquiou. Des millions et des hommes avaient été votés avec enthousiasme. Le 20 avril, dans une séance du soir, à la suite d'un rapport de Condorcet et d'une discussion de deux heures, l'assemblée décréta, sur la proposition faite par le roi en personne, la déclaration de guerre à l'Autriche. Ce fut la réponse à l'*ultimatum* de cette cour relatif à des restitutions qu'elle exigeait en faveur des ecclésiastiques français pour leurs biens, des princes allemands pour des terres situées en Alsace, et du pape pour le comtat venaissin, déjà réuni à la France.

Cependant l'effervescence publique s'accroissait chaque jour, et quelques échecs qu'essuyèrent d'abord nos troupes la portèrent bientôt jusqu'à la fureur. Ce bruit que la cour était secrètement d'accord avec l'étranger pour asservir la France, s'accréditait de plus en plus parmi toutes les classes de la nation. L'assemblée crut devoir se mettre en permanence, et elle décréta la dissolution de la garde soldée du roi et la formation d'un corps de 20,000 hommes sous les murs de Paris. Ainsi le peuple se croyait trahi par le roi, et, de son côté, le roi se croyait trahi par son ministère. Un nouveau décret relatif aux prêtres réfractaires, devint le motif d'une scission formelle entre lui et les élus du parti girondin composant alors son conseil. Il avait consenti sans résistance à la dissolution de sa garde soldée, seul rempart qui pût encore mettre à l'abri d'un coup de main son trône et sa personne ; mais ses scrupules religieux ne lui permirent pas de sanctionner l'acte du 24 mai, par lequel l'assemblée autorisait les municipalités locales à déporter hors du territoire tout prêtre non assermenté que vingt personnes leur désigneraient comme dangereux pour l'ordre public. Sur le refus opiniâtre du roi d'adhérer

à cette mesure révolutionnaire, trois ministres se retirèrent, et l'assemblée décréta qu'ils emportaient les regrets de la nation. Dumouriez donna également, peu de jours après, sa démission, et le ministère se recomposa tout entier d'hommes de peu de valeur pris dans le parti feuillant. Alors (20 juin 1792) eut lieu cette première invasion du palais des Tuileries, que le parti girondin ne voulut pas empêcher, et qui dut en faire présager, aux esprits les moins clairvoyants, une prochaine et plus décisive. Quoi qu'il en soit, l'assemblée, après quelques hésitations, se détermina à envoyer une députation de 24 membres, qui mit fin à des scènes où venait de s'éteindre ce qui restait encore de l'antique vénération pour la royauté; deux jours après, elle rendit en termes généraux, contre les attroupements armés, un décret qui n'eut point de suites.

Cependant ce demi-succès devint un puissant encouragement pour le parti qui tendait ouvertement au renversement du trône; il redoubla d'audace à mesure que se rompirent les derniers liens qui avaient un moment rattaché les Girondins au pouvoir. Le danger devenait aussi de plus en plus imminent sur la frontière. Dans la séance du 3 juillet, Vergniaud, à la suite d'un éloquent discours sur la situation du pays, dont l'effet fut immense, proposa de déclarer la patrie en danger, et cette proposition fut convertie en décret le 11; dans le cours de cette discussion brillante, où Condorcet, Brissot, Hérault de Séchelles, marchant sur les traces de Vergniaud, accusèrent formellement Louis XVI de trahison, tous les ministres donnèrent leur démission et furent remplacés par six autres personnages aussi nuls, et qui devaient bientôt suivre leurs prédécesseurs. Les choses marchaient alors à pas rapides. Au milieu de l'effervescence où le fameux manifeste du duc de Brunswic vint jeter les esprits, l'assemblée se trouva saisie d'une proposition de déchéance sollicitée contre Louis XVI par des députations de fédérés; dans la séance du 26, Brissot, dans un rapport à ce sujet, demanda qu'une commission extraordinaire fût chargée d'examiner quels étaient en principe les actes qui pouvaient motiver cette déchéance, et si le roi avait mérité cette peine. Mais le bataillon des Marseillais, de triste mémoire, venait d'arriver et la force devait en décider. Le 3 août, le maire Pétion vint se présenter à la barre pour demander, au nom des sections de Paris, l'abolition de la royauté, qui n'existait plus que de nom. Peu de jours après, éclata la révolution qui amena le renversement, la captivité et enfin la mort ignominieuse du petit-fils de Louis XIV (*voy.* 10 Aout); l'assemblée, qui avait, pendant cette terrible journée, recueilli le malheureux prince avec sa famille dans son enceinte, pour le préserver des fureurs populaires, dut le livrer, quand son sort eut été accompli, à la commune de Paris (*voy.* l'art.), qui lui donna le Temple pour prison; puis elle organisa révolutionnairement le gouvernement de la France, en créant une commission exécutive de six membres, au nombre desquels figurait Danton, à côté des anciens ministres girondins du roi détrôné; enfin elle décréta qu'une Convention nationale serait immédiatement convoquée pour statuer sur le sort ultérieur du prince, dont elle avait déclaré simplement le pouvoir suspendu; car il est digne de remarque qu'elle ne rompit pas entièrement avec la monarchie, et crut même devoir faire choix d'un gouverneur pour le jeune prince royal.

Cependant cette décisive victoire de la faction démocratique sur le parti de la cour ne fit que modifier, sans y mettre fin, l'état de crise où se trouvait placée la France. La lutte était auparavant entre la cour et l'assemblée : elle s'établit alors entre l'assemblée et la commune de Paris; celle-ci avait reçu une irrésistible impulsion de la journée du 10 août, et toutes les chances étaient de son côté. Les succès de l'armée prussienne, en excitant au plus haut degré la fureur populaire, vinrent y ajouter encore et lui permirent d'accomplir les massacres de septembre, cette Saint-Barthélemy du XVIII^e^ siècle qui a déshonoré le fanatisme politique, comme l'autre avait déshonoré le fanatisme religieux. L'attitude de l'assemblée, en présence de ces affreuses scènes qui se prolongèrent, comme on sait, pendant

plusieurs jours, fut celle de l'abattement et de la faiblesse; elle se contenta d'enjoindre à la commune de Paris de lui rendre compte de la situation de la capitale et de prendre toutes les mesures propres à rétablir l'ordre. Ses orateurs les plus distingués, qui plus tard devaient, dans le sein de la Convention, éclater avec tant d'énergie contre ces massacres et en faire le motif d'une scission ouverte avec les jacobins, demeurèrent muets alors.

Au reste, l'assemblée n'avait plus alors que quelques jours de durée. Dans ce laps de temps, elle rendit un assez grand nombre de décrets, mais qui n'eurent de valeur qu'autant qu'ils obtinrent l'homologation de la commune de Paris. Dans les séances des 16 et 17, elle essaya de ressaisir, par quelques mesures dirigées contre les incroyables abus d'autorité que se permettait la commune, la souveraine puissance qui lui appartenait de droit; mais ce fut en vain : le torrent démagogique avait pris un cours qu'il n'était plus en son pouvoir d'arrêter, et elle s'éteignit sans éclat, le 21 septembre, après une session d'un an moins quelques jours, pendant laquelle elle avait porté 2,150 décrets, tant généraux que spéciaux. Dans le nombre se trouvent ceux qui organisaient les visites domiciliaires et les juridictions politiques qui acquirent un peu plus tard une si déplorable célébrité sous le nom de *tribunaux révolutionnaires*. A l'ensemble de ses actes se rattachent également les mesures qui complétèrent la désorganisation des finances et la révolte des colonies, suscitèrent la guerre civile et la guerre étrangère. Enfin elle laissa la France dans un état tel qu'il fallait un miracle pour la sauver: Ce miracle, Dieu permit à la Convention de l'accomplir. P. A. D.

LÉGISLATURE, expression anglaise qui est synonyme de puissance législative. Elle fut introduite dans le langage politique à l'époque de notre première révolution, et l'Académie-Française l'a admise dans la dernière édition de son Dictionnaire. Ce mot a chez nous trois significations différentes. Il désigne quelquefois les trois pouvoirs qui concourent à la confection des lois. Souvent il s'emploie dans le sens d'assemblée législative. Enfin, il signifie la période de temps qui s'écoule depuis la réunion d'une assemblée législative jusqu'à l'expiration de ses pouvoirs. C'est dans ce sens que l'art. 19 de la Charte porte que la liste civile est fixée, pour toute la durée du règne, par la première *législature* assemblée depuis l'avénement du roi, c'est-à-dire, que la liste civile est fixée par une loi qui doit être rendue avant l'expiration des pouvoirs de la première Chambre des députés élue depuis l'avénement du roi. *Voy.* CHAMBRES LÉGISLATIVES. E. R.

LÉGISTE, l'homme qui connait et étudie les lois, différent du législateur (*voy.*) qui les fait. *Voy.* JURISCONSULTE et JURISTE, ainsi que l'art. AUTEUR (droit), et FRANCE, T. XI, p. 534.

LÉGITIMATION, bienfait de la loi qui attribue à un enfant naturel les droits et les honneurs de la légitimité. *Voy.* ce ce mot et ENFANT (T. IX, p. 515).

Des divers modes de légitimation admis par les lois romaines, celui qui a lieu par le mariage subséquent des père et mère est seul conservé par le Code civil français.

Tous les enfants naturels peuvent obtenir les avantages de la légitimation, pourvu qu'ils aient été reconnus antérieurement au mariage des auteurs de leurs jours, ou tout au moins dans l'acte même de sa célébration. « Les enfants nés hors mariage, dit Bigot de Préameneu, n'ont point en leur faveur de présomption légale de leur naissance; ils n'ont qu'un témoignage : il doit être donné dans un temps non suspect. La loi ne peut laisser à des époux la faculté de s'attribuer des enfants par leur consentement mutuel. Les familles ne doivent pas être dans une continuelle incertitude. » Il faut en outre qu'ils soient nés *ex soluto et solutâ*, c'est-à-dire de deux individus également libres de leurs personnes et non engagés dans les liens du mariage; le bénéfice de la légitimation étant refusée par la loi aux enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. La légitimation peut du reste avoir lieu même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants; et dans ce cas, elle profite à ces descendants.

Les enfants *légitimés* par mariage subséquent ont les mêmes droits que s'ils

étaient nés de ce mariage. Ils acquièrent ainsi ceux de la parenté civile et ceux de la successibilité; mais ces droits ne sont ouverts pour eux qu'à partir de l'époque du mariage. En conséquence, s'il existait des enfants issus d'un mariage intermédiaire, ceux-ci, quoique plus jeunes que l'enfant légitimé, conserveraient leur droit d'aînesse.

La légitimation, que le droit canonique et l'ancienne jurisprudence française avaient adoptée, est rejetée par la loi anglaise, comme favorable à la licence.

Sous l'ancienne législation, les enfants naturels n'étaient point légitimés par le mariage *in extremis*, que la déclaration de 1639 et l'édit de 1697 avaient privé de tous les effets civils; mais il en est autrement aujourd'hui que les mariages contractés à l'extrémité de la vie sont valables.

La légitimation par *lettres du prince* ne conférait pas tous les droits de la légitimité: elle avait seulement pour effet de rendre ceux qui obtenaient cette faveur capables d'entrer dans les ordres, d'être élevés à des dignités ou de remplir des emplois publics.

Les bâtards légitimés par lettres du prince avaient le droit de porter le nom et les armes de leur père; ils étaient seulement obligés de mettre dans leurs armes une *barre*, pour se distinguer des enfants légitimes. E. R.

LÉGITIME. On appelait ainsi autrefois la portion de l'hérédité que la loi assurait à certains héritiers, et qui ne pouvait être diminuée par les donations ou les dispositions testamentaires du défunt, à moins qu'il n'existât des causes d'exhérédation (*voy.*). Le *légitimaire* était l'héritier qui avait droit à la légitime.

Dans notre législation moderne, la légitime a pris le nom de *réserve*. *Voy.* Succession. E. R.

LÉGITIMISTE. Ce mot sera expliqué à l'art. Légitimité. La chose est vieille, car les jacobites (*voy.*) anglais étaient déjà des légitimistes; mais le nom, servant à désigner un parti politique, ne date, à vrai dire, que de la révolution de 1830. Jusque-là, la doctrine du droit divin avait été soutenue en France par les *royalistes* et les *ultrà-royalistes* de la Restauration: une dénomination nouvelle ne devint nécessaire qu'au moment où la couronne royale passa, en vertu de la volonté nationale, de la tête des princes de la branche aînée des Bourbons sur celle des princes de la branche d'Orléans. Les partisans de la première ne virent plus dès lors dans le dépositaire de l'autorité souveraine qu'un usurpateur, et dans la monarchie de juillet (*voy.*) qu'un gouvernement *de fait* contre lequel ils protestaient en silence ou hautement, dans un exil volontaire ou simplement à l'écart des affaires et dans la retraite de leurs châteaux, continuant de reconnaître l'autorité *de droit*, la royauté *légitime* aux princes dépossédés. Dès l'origine, ce parti eut néanmoins de la peine à s'entendre sur la personne investie du droit divin: il y eut des *carlistes* et des *henriquinquistes*. — Les légitimistes d'Espagne reçoivent aussi la dénomination de *carlistes*, le roi légitime pour eux étant don Carlos, oncle de la jeune reine. Dans le Portugal, quelques légitimistes protestent encore contre les droits de la reine dona Maria, en faveur de son oncle don Miguel (*voy.* ces noms). Enfin, dans le Nord, il existe, assure-t-on, quelques défenseurs de la légitimité de la famille de Holstein-Gottorp (*voy.*), dépossédée du trône de Suède dans la personne de Gustave IV (*voy.*), dont l'héritier est le prince de Wasa.

Nous avons consacré des articles à quelques-uns des légitimistes français les plus célèbres. *Voy.* Berryer, Fitz-James, Valmy (*duc de*); *voy.* en outre les art. Gazette de France et Quotidienne. S.

LÉGITIMITÉ (droit civ.). Ce mot se dit en général de tout ce qui est conforme aux lois (*voy.* ce mot), quoique, dans ce sens, le terme de *légalité* ait prévalu; mais il désigne plus particulièrement l'état de l'enfant qui a reçu la naissance d'une manière légitime, c'est-à-dire approuvée par la loi. *Voy.* Enfant.

En France, comme chez tous les peuples civilisés, le mariage (*voy.*) est la source unique de la légitimité. En conséquence, lorsque le mariage est nul, les enfants qui en naissent sont *naturels*. Toutefois, le mariage nul produit les effets civils à l'égard des enfants, s'il a été contracté de

bonne foi, quand bien même la bonne foi n'aurait existé que de la part de l'un des époux. Ainsi, par exemple, si un homme condamné à une peine emportant mort civile se mariait avec une femme qui ignorât cette circonstance, les enfants nés de cette union seraient *légitimes*.

La présomption de légitimité qui résulte du fait du mariage n'est pas absolue: elle peut être détruite, dans certains cas, par le désaveu du père. *Voy.* DÉSAVEU.

Celui qui veut prouver qu'il est enfant légitime de deux individus, doit établir : 1° qu'il est né dans le mariage; 2° qu'il doit le jour aux deux époux dont il se dit l'enfant. La preuve du mariage se fait par la représentation de l'acte de célébration, si les père et mère, ou l'un d'eux, sont encore vivants. Mais si le père et la mère sont tous deux décédés, comme le lieu de la célébration du mariage peut être inconnu, il suffit alors d'établir qu'ils ont vécu publiquement comme mari et femme. La filiation, ainsi que nous l'avons dit à l'art. consacré à ce mot, peut se prouver, 1° par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil; 2° par la possession d'état; 3° par témoins. A défaut d'acte de naissance, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit. Cette possession s'établit par une réunion suffisante de faits indiquant le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il veut se rattacher. Les principaux de ces faits, suivant l'art. 321 du Code civil, sont que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir; que le père l'a traité comme son enfant, et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien, et à son établissement; qu'il a été constamment reconnu pour tel dans la société; qu'il l'a été aussi dans la famille. C'est ce que les jurisconsultes ont exprimé par ces mots : *Nomen*, *tractatus*, *fama*.

Celui qui a une possession d'état conforme à son titre de naissance ne peut réclamer un état contraire à ce titre, et de même, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

A défaut de titre et de possession constante, ou lorsque l'enfant a été inscrit sous de faux noms, ou comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins, pourvu qu'il y ait un commencement de preuve par écrit, ou que les présomptions et indices résultant des faits dès lors constants soient assez graves pour déterminer l'admission de témoins. On entend par *commencement de preuve par écrit*, un indice résultant des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, ou des actes publics, et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui, si elle était vivante, y aurait un intérêt opposé à celui du réclamant. La preuve contraire peut se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère (Code civ., art. 323, 324, 325).

La légitimité d'un enfant peut être contestée par tous ceux qui y ont un intérêt actuel. Les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur une réclamation d'état.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant. Elle ne peut être intentée par les héritiers de celui qui n'a pas réclamé, à moins qu'il ne soit mort en minorité, ou dans les cinq ans qui ont suivi sa majorité. Mais les héritiers peuvent suivre l'action intentée par l'enfant, s'il ne s'en est pas désisté, ou s'il n'a pas laissé passer trois ans sans poursuites, depuis le dernier acte de la procédure. E. R.

LÉGITIMITÉ (droit pol.), principe de droit public qui a été dès longtemps, et est encore de nos jours, l'objet d'interminables et souvent bien vaines controverses. En thèse générale, il s'applique à tout pouvoir quelconque institué conformément au *droit*, sa véritable origine; mais dans l'emploi usuel du mot, il s'entend seulement du titre en vertu duquel une dynastie exerce héréditairement la royauté, et c'est ici que naît le dissentiment selon le point de vue auquel on se place dans l'examen de la question. *Voy.* GOUVERNEMENT, T. XII, p. 672.

Pour l'école du *droit divin* (*voy.* DEI GRATIA), qui fait remonter jusqu'au créateur de toutes choses l'origine du

pouvoir royal, qui considère ce pouvoir comme une émanation du pouvoir de Dieu lui-même, le principe de légitimité prend une sorte de caractère religieux devant lequel s'abaisse la raison, auquel se soumet la conscience. Alors un peuple est indissolublement attaché à une race, et, dans aucun cas, il ne peut *en droit* s'affranchir de son joug, tant qu'il y a un front de cette race pour recevoir l'onction sainte, signe apparent de sa mission. Cette doctrine s'est produite dès qu'il y a eu des rois ; et, toutes les fois que les événements humains ont amené *en fait* la violation du principe, des partisans plus ou moins ardents de cette doctrine se sont présentés pour protester contre le fait accompli (*voy.* Légitimistes), et se vouer à sa défense souvent même au péril de leur fortune et de leur vie. Mais jamais peut-être elle n'avait été formulée avec autant de rigueur qu'à l'époque de la Restauration française de 1814. Il s'agissait surtout alors de foudroyer la doctrine de la souveraineté (*voy.*) du peuple, qui dominait virtuellement depuis 1789. D'un extrême, on tomba dans un autre ; des écrivains, dont M. de Bonald (*voy.*) peut être considéré comme le chef, appliquant à la question cette métaphysique absolue, guide si souvent trompeur dans les matières qui tiennent au gouvernement des sociétés, créèrent une théorie de la légitimité de droit divin, qui ne tendait à rien moins qu'à anéantir tous droits politiques émanés de la constitution.

Pour l'école opposée, le pouvoir royal, au contraire, a, comme tous les autres, son origine dans cette adhésion générale, expresse ou tacite, en vertu de laquelle il faut bien, en dernière analyse, qu'une société soit régie. Le titre héréditaire d'une dynastie a pour fondement une simple disposition constitutive, et il n'y a là aucune manifestation sensible des décrets providentiels. Cette théorie est évidemment plus conforme à la saine raison ; seulement, elle ôte à un principe, que les apologistes de la constitution monarchique maintiennent comme offrant à la société de précieuses garanties, une utile consécration. Mais l'histoire a-t-elle rien laissé faire au raisonnement sous ce rapport ? les révolutions qui se rencontrent à chaque pas dans les annales des peuples, ne présentent-elles pas constamment le renversement des principes qu'on prétendrait établir ? n'en sont-elles pas la complète annulation ? les défenseurs de la doctrine du droit divin ne se voient-ils pas sans cesse eux-mêmes obligés d'accepter des faits qui lui donnent un démenti formel ? quelles dynasties réputées légitimes, à commencer par celle qui régnait naguère sur la France, n'ont pas présenté à leur berceau un fait très illégitime ? Le temps, dit-on, a consacré le droit, a effacé le fait primitif ; mais prenez-y garde, si c'est ici une question de temps, ce n'est plus une question de principe. Allons plus avant : comment n'a-t-on pas vu, par exemple, que l'adhésion donnée à la plus ancienne de nos maximes monarchiques, au principe salique qui exclut les femmes de la couronne et a souvent été un sujet de graves débats pour nos aïeux, est l'aveu implicite qu'il n'y a là en réalité qu'un principe de droit national, qu'admet, rejette ou modifie la constitution, au gré des principes et des passions qui dominent tour à tour la société ?

Dans le fait, si nous scrutons attentivement autour de nous la valeur du titre en vertu duquel règnent les dynasties, nous reconnaissons qu'ici un testament, là un statut de famille, ailleurs un acte constitutionnel, plus loin des traités entre les puissances continentales sont la base sur laquelle repose leur pouvoir et le point de départ de leur légitimité. Sans nul doute, entre l'origine de la légitimité anglaise, russe, turque, prussienne, espagnole, autrichienne, française, suédoise, grecque, etc., il y a d'importantes distinctions sous le rapport historique ; mais au point de vue de droit divin ou humain, toute classification ne serait-elle pas ici, nous le demandons, absurde et chimérique ? P. A. D.

LEGOUVÉ (Gabriel-Marie-Jean-Baptiste), poëte tragique et membre de l'Académie-Française, naquit à Paris, le 23 juin 1764. Son père, Jean-Baptiste Legouvé, un des membres les plus distingués du barreau de Paris, auteur d'*Attilie*, tragédie non représentée, mais imprimée en 1750, lui transmit, avec le goût

de la poésie dramatique, une fortune assez considérable pour que le jeune Legouvé pût se livrer à ce penchant sans risquer de compromettre son avenir. A 18 ans, maître, par la mort de son père, de 30,000 livres de rente, Legouvé préluda à ses succès futurs par des travaux pénibles et longtemps infructueux, car il était dépourvu de toute facilité; mais, en même temps, doué d'une persévérance à toute épreuve et du plus sincère amour de l'art, il parvint à surmonter les obstacles dont, à l'entrée de la carrière, tout autre eût peut-être été rebuté.

Une héroïde sur *la mort des fils de Brutus*, publiée en 1786, avec deux pièces du même genre, de Laya, sous le titre collectif de *Essais de deux amis*, révéla au public le talent naissant de Legouvé. Dès l'âge de 20 ans, il avait composé une tragédie en 5 actes, *Polyxène*, qui a paru imprimée pour la première fois dans le recueil complet de ses œuvres, publié treize ans après sa mort. Plusieurs fragments traduits de la *Pharsale* de Lucain, attestèrent les progrès que Legouvé avait faits depuis sa première héroïde, et, le 6 mars 1792, la représentation au Théâtre-Français de *la Mort d'Abel*, tragédie en 3 actes, éleva fort haut tout à coup la réputation du jeune et heureux imitateur de Gessner et de Klopstock. Le talent dont M^lle^ Raucourt et Saint-Prix firent preuve dans les rôles d'Ève et de Caïn, ne contribua pas peu au succès de cette touchante pastorale tragique, qui n'a disparu de la scène que vers 1820, époque où Talma, ayant voulu essayer le rôle de Caïn, y échoua complétement. La critique amère de La Harpe troubla seule, en 1792, le triomphe de *la Mort d'Abel*, qui, en février 1793, fut suivie d'*Épicharis et Néron*. Cette pièce fut, de la part de Legouvé, un trait remarquable de courage patriotique, puisque la physionomie du tyran de Rome reproduisait d'une manière frappante celle de l'oppresseur de la France, de Robespierre, alors à l'apogée de son sanguinaire pouvoir. Cette heureuse hardiesse, des situations fortes, des traits énergiques, un 5^e^ acte d'un caractère neuf et d'un effet saisissant, procurèrent un succès d'enthousiasme à cette tragédie, le meilleur ouvrage de Legouvé. Talma fit une de ses plus belles créations du personnage de Néron, où, par un calcul bien entendu, le dictateur français ne jugea pas à propos de se reconnaître, ce qui mit l'auteur à l'abri du danger. *Quintus Fabius, ou la discipline romaine*, tragédie en 3 actes, jouée au mois d'août 1795, n'offrit qu'une faible reproduction de la donnée principale de *Brutus*, moins le jeu des passions et les mâles beautés du style: aussi la pièce n'eut-elle que peu de représentations. Quatre ans plus tard, Legouvé ne craignit pas d'engager une lutte avec la muse tragique de Racine; mais s'il fit ainsi acte de présomption, il fit en même temps acte de prudence en s'attachant au premier essai de la jeunesse du grand poëte, *la Thébaïde ou les frères ennemis*, dont il traita le sujet, sous le titre d'*Étéocle*. Dans cette concurrence à demi posthume, le poëte vivant eut de son côté l'avantage de la régularité du plan et d'un style moins inégal; mais il ne surpassa point son modèle dans la couleur tragique de l'ensemble et la sombre énergie de certains détails. *Étéocle*, joué à la fin de 1799, avait été précédé, en 1798, de *Laurence*, tragédie dont l'action transportée à Venise était fondée sur l'anecdote apocryphe de la passion de l'abbé de Châteauneuf pour sa mère Ninon de Lenclos. Quelques scènes empreintes de passion ne purent sauver ce qu'une pareille donnée avait d'invraisemblable et de révoltant. La parodie en fit bonne justice sous le titre de *Décence*, et cette pièce, qui disparut bientôt de l'affiche, n'obtint les honneurs de l'impression que dans l'édition posthume des œuvres complètes de Legouvé.

Ce fut de 1798 à 1800 que le poëte, mariant aux accents de sa muse tragique les accents plus suaves de la muse de l'élégie, fit paraître successivement trois essais dans ce genre, *la Sépulture*, *les Souvenirs*, *la Mélancolie*. Une douce sensibilité anime ces fragments élégiaques où l'expression poétique part du cœur: aussi obtinrent-ils beaucoup de succès. Un succès encore plus prononcé accueillit à son apparition *le Mérite des femmes*, poëme publié en 1801. L'heureux choix du sujet, l'intérêt des scènes qu'offrait un pa-

reil cadre, intérêt qui s'accroissait par les impressions récentes du grand drame révolutionnaire où tant de femmes avaient fait preuve d'un si héroïque dévouement, toutes ces causes donnèrent au poëme de Legouvé une vogue dont plus de 30 éditions attestent assez la réalité et la durée; et cette œuvre de quelques cents vers a plus fait pour la renommée de l'auteur que tout son théâtre. *Habent sua fata libelli.*

Dès le mois d'octobre 1798, admis dans la seconde classe de l'Institut (Académie-Française), successivement associé à la publication des *Veillées des Muses* et de la *Bibliothèque des romans*, Legouvé ne reparut qu'en 1806 au Théâtre-Français, où, le 25 juin, il fit représenter la *Mort de Henri IV*, sa dernière tragédie. Le nom du héros ayant fait craindre que la pièce ne fût pas autorisée, l'auteur obtint de Napoléon la permission de la lui lire. Cette démarche eut un plein succès: l'empereur offrit au poëte une pension que celui-ci refusa avec autant de dignité que de convenance, en motivant son refus sur l'état de sa fortune. De toutes les pièces de l'auteur la *Mort de Henri IV* est celle qui laisse le moins à désirer quant au plan, au style et à la gradation de l'intérêt. Elle réussit; mais de nombreuses critiques s'élevèrent contre le choix d'un sujet où, sans preuves historiques, le meurtre de Henri IV était imputé à Marie de Médicis; où la physionomie populaire et traditionnelle du Béarnais était dénaturée et rendue méconnaissable par l'énluminure de la tragédie classique. Legouvé ne répondit que très imparfaitement au premier de ces reproches dans une brochure intitulée *Observations historiques sur la mort de Henri IV.*

Chargé, en 1807, de la direction du *Mercure de France*, Legouvé ne la conserva que jusqu'en 1810. Nommé antérieurement suppléant de Delille, pour le cours de poésie latine, au Collége de France, il choisit pour sujet de ses leçons l'examen de la traduction de l'*Énéide* par le professeur titulaire. Des extraits étendus de ce travail très distingué sont insérés dans les OEuvres complètes. On y trouve aussi des fragments de l'*Énéide sauvée*, poëme en 5 chants, non achevé et resté inédit du vivant de l'auteur. Legouvé s'était mépris en voulant élever à la hauteur des formes de l'épopée un sujet qui n'offrait que la matière d'un discours; et quelques détails très brillants ne sauraient suffire pour couvrir la nudité du fond et la faiblesse de l'invention.

Vers la fin de 1810, des chagrins domestiques trop fondés altérèrent rapidement la santé de Legouvé, et même ses facultés intellectuelles. Cette disposition fut encore accrue par un accident fâcheux qu'il éprouva, le 25 août 1811, chez M^lle^ Contat, à sa maison d'Ivry. Tombé dans un saut de loup, il en fut relevé, au bout de deux heures, dans un état de torpeur morale qui ne fit qu'empirer jusqu'au moment de sa mort, arrivée le 20 octobre 1812. Il ne laissa qu'un fils âgé de cinq ans, qui suit aujourd'hui avec distinction la carrière des lettres. M. Ernest Legouvé a donné entre autres le drame intitulé *Louise de Lignerolles*, applaudi au Théâtre-Français.

Doué des qualités du cœur au même degré que des dons de l'esprit, Legouvé sut faire de sa fortune un généreux usage, qui ne fut peut-être pas inutile à ses succès. Sa maison était le rendez-vous des hommes de lettres les plus distingués, et, outre ses amis, sa table réunissait ses émules et ses rivaux. En mentionnant les ouvrages qui ont fondé sa réputation, nous avons omis quelques opuscules composés en société et quelques morceaux sans importance demeurés inédits. Écrivain rempli de goût et de sensibilité, littérateur instruit et laborieux, Legouvé manqua de ce qui fait les grands poëtes, de l'inspiration; le dieu n'habitait pas dans son sein. Ce fut donc un imitateur souvent heureux, mais qui ne doit point prendre place parmi les modèles. Au talent de faire des vers, Legouvé réunissait celui de les dire à merveille. M^lle^ Duchesnois n'avait pas eu d'autre maître que lui, lorsqu'elle parut avec tant d'éclat sur la scène française, en 1803.

Une édition complète des OEuvres de Legouvé a été publiée en 1826, par les soins de MM. Bouilly et Ch. Malo, 3 vol. in-8° avec fig. P. A. V.

LEGS, du latin *legatum*. On appelle

ainsi la disposition par laquelle un testateur donne tout ou partie de ses biens. Le *légataire* est celui au profit duquel un legs a été fait.

On distingue trois espèces de legs : le legs universel, le legs à titre universel, et le legs particulier.

Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes conjointement l'universalité des biens qu'il laissera à son décès. Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur dispose, soit en propriété, soit en usufruit seulement, d'une quote-part de ses biens, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier. Le legs particulier est celui par lequel le testateur dispose, en propriété ou en usufruit, soit d'une somme déterminée, soit d'un ou de plusieurs objets désignés et faisant partie de sa succession.

Nous allons exposer succinctement les règles qui sont communes à ces diverses espèces de legs, et celles qui sont propres à chacune d'elles.

On peut léguer non-seulement la propriété de ses biens, mais le simple usage, la simple possession ou jouissance des droits réels ou personnels sur eux, tels qu'une servitude, une hypothèque, un usufruit.

Le legs, en général, est pur et simple, à terme, ou conditionnel. Il est *pur et simple* quand le testateur n'a fixé ni terme ni condition pour l'exécution de sa disposition. Ce legs donne au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit qu'il transmet à ses héritiers. Le legs est *à terme*, lorsque le testateur a fixé un délai dans lequel sa disposition doit être exécutée. Le légataire ne peut exiger la délivrance de ce legs qu'à l'expiration du délai fixé, mais il a, comme dans le cas du legs pur et simple, un droit transmissible à ses héritiers. A l'égard du legs *conditionnel*, il existe une distinction importante : s'il est fait sous une condition dépendante d'un événement incertain et que, suivant l'intention du testateur, le legs ne doive être exécuté qu'autant que l'événement arrivera, le légataire n'a qu'un droit éventuel, une simple espérance, qu'il ne transmet pas à ses héritiers, s'il meurt avant l'accomplissement de la condition. Mais si le testateur a voulu simplement suspendre l'exécution de la condition, le droit du légataire passe à ses héritiers.

Toute disposition testamentaire est caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur, ou s'il est décédé avant l'événement de la condition. Elle l'est également par la répudiation ou l'incapacité du légataire. Le Code civil nomme *caduques* les dispositions qui sont privées de leur effet par d'autres causes que celles qui les annulent dans leur principe.

Les héritiers au profit desquels la loi réserve une partie de la succession sont saisis de tous les biens que le testateur laisse à son décès (*voy.* SUCCESSION); c'est pourquoi le légataire universel doit leur demander la délivrance de son legs. S'il n'y a pas d'héritiers à réserve, le légataire universel est saisi de plein droit par la mort du testateur. Il est néanmoins obligé de se faire envoyer en possession, par ordonnance du président du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, lorsque le testament est olographe ou mystique. Le légataire à titre universel et le légataire particulier doivent demander la délivrance de leur legs aux héritiers à réserve; à leur défaut, aux légataires universels; et à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre des successions.

Le légataire universel et le légataire à titre universel sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout. Le légataire particulier n'en est tenu qu'hypothécairement.

La chose léguée doit être délivrée avec ses accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouve au jour du décès du testateur. On entend par *accessoires nécessaires* d'une chose léguée, les choses qui sont indispensables à son usage ordinaire : ainsi le legs d'une terre comprend les bestiaux et les ustensiles qui servent à la faire valoir.

Le legs étant une libéralité, celui qui

se rapporte à un créancier n'est pas censé fait en paiement de sa créance, ni le legs fait à un domestique en paiement de ses gages. S'il en était autrement, le testateur n'aurait rien donné.

La loi romaine (Inst., § 4, *de legatis*) permettait au testateur de léguer la chose d'autrui, pourvu qu'il sût qu'elle n'était pas sa propriété à lui. L'héritier, s'il ne remettait point la chose léguée, devait en payer l'estimation. C'était au légataire à prouver que le testateur n'ignorait pas que la chose appartenait à autrui. Les rédacteurs du Code civil ont adopté des principes différents : l'art. 1021 déclare nul le legs de la chose d'autrui, soit que le testateur ait ou non connu qu'elle ne lui appartenait pas. Du reste, cette disposition n'est évidemment applicable qu'au legs d'un corps certain et déterminé, par exemple, la maison de tel ou tel, et non au legs d'une chose indéterminée, comme le legs d'une paire de bœufs.

Lorsque le legs est d'une chose indéterminée, l'héritier n'est pas obligé de la donner de la meilleure qualité, mais il ne peut l'offrir de la plus mauvaise. Le choix appartient à l'héritier, si le testateur n'en a pas ordonné autrement.

La révocation des legs est expresse ou tacite. Elle est expresse quand le testateur déclare par un testament postérieur ou par acte devant notaire, qu'il révoque son testament ou tel legs en particulier. Elle est tacite lorsqu'elle résulte d'une autre disposition du testateur, ou d'un fait qui suppose un changement de volonté. C'est ainsi que toute aliénation des choses que le testateur avait léguées, même l'aliénation par vente avec la faculté de rachat, ou par échange, emporte la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, quand bien même cette aliénation serait nulle. E. R.

LÉGUMINEUSES, Légumes. Les légumineuses forment une famille de plantes dicotylédones, qui comprend environ quatre mille espèces, et qui, eu égard au grand nombre de végétaux utiles qu'elle renferme, constitue un des groupes les plus remarquables du règne végétal. Les caractères essentiels des légumineuses sont les suivants : calice bilabié, ou quinquédenté, ou plus ou moins profondément quinquéfide, inadhérent; corolle insérée soit au fond, soit à la gorge du calice, soit sous l'ovaire, papilionacée, ou bien de cinq pétales (soit égaux, soit dissemblables) étalés : quelquefois la corolle est nulle, ou a moins de cinq pétales; étamines en nombre défini (ordinairement 10), ou en nombre indéfini, libres, ou monadelphes, ou diadelphes, ou triadelphes, insérées au calice ou sous l'ovaire (rarement à la corolle). Le pistil est formé d'un ovaire inadhérent, uniloculaire, surmonté d'un style simple, à stigmate terminal, indivisé; l'ovaire contient un nombre indéfini d'ovules, attachés en un seul rang sur un placenta sutural; moins souvent les ovules sont solitaires ou en nombre défini. Le fruit est en général une gousse sèche, plus ou moins allongée, bivalve, uniloculaire, ou divisée en compartiments superposés : c'est de ce fruit, appelé par les botanistes *légume* (*legumen*), que dérive le nom de la famille; dans un certain nombre d'espèces, la gousse reste close, et c'est ce qui arrive d'ordinaire lorsqu'elle ne contient qu'une seule graine; chez d'autres, elle se compose d'articles superposés, qui se séparent les uns des autres à la maturité, sans s'ouvrir; quelques-unes offrent des gousses charnues ou pulpeuses à la maturité; enfin, il en est plusieurs à fruit drupacé. Les graines sont solitaires ou superposées en une seule série, attachées à la suture supérieure du fruit, en général dépourvues de périsperme; embryon rectiligne ou à radicule inclinée sur les cotylédons. Le port des légumineuses est extrêmement varié : beaucoup d'espèces forment des arbres très élevés; d'autres sont des arbrisseaux ou des arbustes; un grand nombre sont herbacées. Assez souvent leurs tiges sont sarmenteuses ou volubiles. Les feuilles, simples ou composées, offrent ordinairement un pétiole à base articulée et accompagnée de deux stipules latérales. Les folioles des feuilles composées offrent d'ordinaire aussi deux petites stipules. Les fleurs sont hermaphrodites, ou moins souvent unisexuelles par avortement. La corolle de la plupart des légumineuses des contrées extra-tropicales est papilionacée.

Une foule de plantes alimentaires et

fourragères appartiennent à cette famille: telles sont notamment les haricots, les fèves, les pois, les lentilles, les pois-chiches, les lupins, les vesces, les gesses, les luzernes, les sainfoins, les trèfles (*voy.* tous ces noms), les mélilots, etc.; il faut pourtant faire remarquer que, généralement parlant, on appelle *légumes* non-seulement les denrées alimentaires provenant de la famille des légumineuses, mais aussi toutes les autres plantes potagères. *Voy.* ce mot et HORTICULTURE.

Beaucoup de légumineuses ont des propriétés médicales très prononcées. Les sénés, la casse, les baguenaudiers, les tamarins (*voy.* ces noms), etc., sont purgatifs; certaines espèces sont de violents drastiques, ou de dangereux narcotiques; d'autres sont fortement astringentes, ou bien amères et toniques; il en est qui fournissent des substances balsamiques, telles que le baume du Pérou, le baume de Copahu, le baume de Tolu, la fève de Tonka, ou des substances très mucilagineuses, comme la gomme arabique, et l'adragante. *Voy.* ces mots.

C'est aux légumineuses qu'appartiennent les indigotiers, le bois de campêche, le bois de Fernambouc, et beaucoup d'autres plantes tinctoriales. *Voy.* les articles.

Les légumineuses jouent un rôle important parmi les arbres exotiques qui peuplent nos jardins paysagers et autres plantations d'agrément. Les robiniers ou faux-acacias (*voy.*), l'arbre de Judée (*voy.*) ou *cercis*, les *gleditschia* ou féviers, le *sophora* du Japon sont de ce nombre. Enfin, une foule d'autres plantes, soit ligneuses, soit herbacées, de cette famille, se font remarquer par l'élégance de leurs fleurs, et contribuent puissamment à orner les bosquets, les parterres et les serres.

Plusieurs légumineuses, et notamment les sensitives (*voy.*), intéressent vivement le physiologiste, en raison des phénomènes d'irritabilité dont elles sont douées. ÉD. SP.

LEIBNITZ (GODEFROY-GUILLAUME, baron DE), un des plus grands génies des temps modernes, naquit à Leipzig, le 3 juillet 1646. Il n'avait que six ans lorsqu'il perdit son père, professeur à l'université de cette ville. Peu satisfait de l'instruction qu'il recevait à l'école, il s'enfermait, pour lire pendant des journées entières dans la bibliothèque paternelle. Le hasard fut son seul guide dans ses lectures aventureuses : il le servit bien, dit Leibnitz lui-même, en l'adressant d'abord aux anciens, dont son langage et ses sentiments prirent insensiblement l'empreinte. Les livres des modernes, qu'il lut ensuite, ne lui paraissaient auprès d'eux que des discours sans grâce et sans force, sans application à la vie réelle. Ces défauts frappèrent sa jeune raison au point, ajoute-t-il, que, de fort bonne heure, il s'imposa pour règle de rechercher toujours la clarté dans les paroles et l'usage dans les choses. Ces lectures si variées qui occupèrent les premières années de sa jeunesse et qui eussent été un danger pour un esprit ordinaire, furent pour Leibnitz la première source de ce vaste savoir et de ces vues encyclopédiques qui le distinguent, et lui firent comprendre dès lors l'unité et l'harmonie des sciences et des arts.

Un tel esprit ne pouvait se borner à cultiver une seule branche du savoir humain. Aussi quand, dès l'âge de 15 ans, il fut admis aux études supérieures, il se partagea entre le droit, la philosophie et les mathématiques, à Leipzig d'abord, puis à Iéna; et trois écrits qu'il publia vers la fin de son stage académique, prouvèrent qu'il s'était livré avec un égal succès à ces diverses études. Son premier dessein avait été cependant de se vouer à la carrière de jurisconsulte dans sa ville natale. Heureusement pour sa gloire et pour la science, la faculté de Leipzig refusa de l'admettre à l'épreuve du doctorat, sous prétexte qu'il était trop jeune. Ce refus lui laissant toute liberté de céder à son désir de voir le monde, et de rechercher une plus haute fortune, Leibnitz, à 20 ans, fit ses adieux à Leipzig, et alla demander la palme académique à l'université d'Altdorf, près de Nuremberg, qui la lui accorda avec empressement, et en même temps lui offrit une place dans son sein. Leibnitz avait d'autres projets; cependant il séjourna quelque temps à Nuremberg. Il existait dans cette ville une société d'alchimistes : par curiosité, il se fit initier à ses mystères, et la servit même

comme secrétaire. Ayant rencontré à cette époque le baron de Boinebourg, ex-chancelier de l'électeur de Mayence, homme politique d'une grande valeur, il le suivit à Francfort. Sous ses auspices, il entra au service de l'électeur, comme conseiller de justice. Il y demeura jusqu'en 1672, partageant son temps entre ses fonctions publiques et de grandes études de politique, de droit et de philosophie. C'est dans cet intervalle qu'il écrivit, en langue latine, un *Mémoire* (1669) destiné à persuader aux Polonais de choisir pour roi le prince de Neubourg, et une *Nouvelle méthode d'enseigner la jurisprudence* (1667), suivie bientôt d'un projet de *Réforme du corps de droit*. Il publia une nouvelle édition de l'ouvrage de Nizolius contre les scolastiques (1670), avec une dissertation fort remarquable sur le *style philosophique*. Vers le même temps, il prit la *défense du dogme de la Trinité* (1672) contre le socinien Wissowatius, et composa deux traités de physique générale, l'un sur le *mouvement abstrait*, adressé à l'Académie des Sciences de Paris, le second sur le *mouvement concret*, dont il fit hommage à la Société royale de Londres. Plusieurs mémoires de politique qui n'étaient pas destinés à la publicité, appartiennent également à cette époque.

Paris était alors, plus que dans aucun autre temps, la capitale du monde savant et lettré. Leibnitz dut désirer vivement de se produire sur ce théâtre. Boinebourg l'y envoya, en 1672, tant pour affaires que pour y accompagner son fils. Leibnitz s'y livra surtout à l'étude des mathématiques, sous la direction de Huygens. De Paris, il passa à Londres, en 1673. Il y reçut le même accueil qu'en France, et fut nommé membre étranger de la Société royale. L'Académie des Sciences de Paris lui offrit une place dans son sein, à condition qu'il embrasserait le catholicisme : Leibnitz refusa, et ne fut associé que plus tard à cette illustre compagnie.

Cependant le baron de Boinebourg étant mort ainsi que l'électeur de Mayence, le duc Jean-Frédéric de Brunswic-Lunebourg s'était empressé d'attacher Leibnitz à son service, en lui laissant la faculté de résider encore quelque temps à l'étranger. Il prolongea donc son séjour à Paris, visita Londres encore une fois, et se rendit enfin, en passant par la Hollande, à son poste à Hanovre, où il se fixa, en 1677, comme conservateur de la bibliothèque.

Ici commence une période nouvelle dans la vie de Leibnitz. Pour se faire une idée des travaux exécutés ou conçus par lui pendant cette première partie de sa carrière, il faut lire la lettre qu'il écrivit, sous la date du 26 mars 1673, au duc de Brunswic*. Rien de plus curieux que cette espèce d'inventaire des idées de Leibnitz à 27 ans : elles s'étendent presque à toutes les branches du savoir.

Pendant les dix années qu'il passa à Hanovre, il s'occupa surtout de physique et de mathématiques. Il eut une grande part à la fondation des *Acta eruditorum* (*voy.*), nouveau Journal des savants, dont la 1re livraison parut à Leipzig, en 1682. Le duc Ernest-Auguste, qui régnait depuis 1679, l'ayant chargé d'écrire l'histoire de la maison de Brunswic, il entreprit dans ce but un voyage en Allemagne et en Italie, qui dura de 1687 à 1690. Plusieurs ouvrages considérables furent le fruit de ses recherches. A son retour, il contribua, par les documents qu'il fournit, à faire élever le duc Ernest-Auguste à la dignité d'électeur de l'Empire, écrivit l'admirable esquisse intitulée *Protogæa*, et publia son grand *Recueil diplomatique du droit des gens*; puis revenant à la métaphysique, il exposa, dans les Actes de Leipzig, ses idées sur la *substance* et la *vraie nature* des choses, et dans le *Journal des savants* son système de l'*harmonie préétablie*, en même temps qu'il entretenait avec Bossuet cette belle et inutile correspondance qui avait pour objet d'amener la réunion des églises de la confession d'Augsbourg avec l'église catholique. Après avoir donné à sa patrie un journal des savants, il voulut encore la doter d'une Académie des sciences qui pût rivaliser avec celles de Londres et de Paris. Il fut le véritable fondateur et le premier président de l'Académie de Berlin (1700). En 1707, il publia le premier tome de sa collection

(*) M. Guhrauer vient de la publier dans son édition des OEuvres allemandes (*Deutsche Schriften*) de Leibnitz, t. I, p. 277.

des *historiens de Brunswic* tout en travaillant à sa *Théodicée*, qui parut en 1710. En 1711, il eut à Torgau une entrevue avec Pierre-le-Grand : ce souverain le consulta sur ses projets de civilisation, et lui accorda, avec un titre honorifique, une pension de 1,000 écus d'Empire. Dans la même année, l'empereur Charles VI le nomma conseiller impérial avec le titre de baron, et bientôt après, en récompense de la part qu'il avait prise au traité d'Utrecht, il lui donna une pension de 2,000 florins. Leibnitz s'était rendu à Vienne à la mort du roi Frédéric Ier de Prusse, pour y provoquer l'érection d'une Académie des sciences qui pût suppléer à celle de Berlin, dont l'existence était gravement compromise par l'esprit peu littéraire de Frédéric-Guillaume Ier. La peste qui éclata à Vienne empêcha l'exécution de ce projet, dans lequel il était secondé par le prince Eugène. D'ailleurs l'avénement de l'électeur de Hanovre au trône d'Angleterre le rappelait auprès de sa cour. La *Monadologie*, une brochure anti-jacobite, un *Traité sur l'origine des Francs*, enfin une correspondance avec Clarke (*voy.*) sur les plus hautes questions de métaphysique, remplissent les trois dernières années de sa vie. Il mourut le 14 novembre 1716. La cour, soit qu'elle fût mécontente de lui à cause de ses fréquentes absences, soit, comme le dit Fontenelle, qu'elle ne voulût pas rendre cet hommage au seul mérite, n'assista point à ses funérailles. Le monument qui lui fut érigé porta cette simple inscription : *Ossa Leibnitii*.

De tous les grands philosophes modernes, Leibnitz est celui qui fut le plus activement et le plus constamment mêlé à tous les intérêts de la vie publique, religieuse, politique, morale, littéraire. C'est là son caractère distinctif; ce fut là sa gloire et peut-être son défaut. Frappé de la stérilité des travaux de l'école, il s'était fait une loi de rechercher l'*usage* en toutes choses. Malgré la profondeur de ses spéculations et l'élévation de ses théories, c'est le point de vue pratique qui dominait chez lui, et il influait sur la solution qu'il donnait aux questions les plus hautes et les plus abstraites. Il était convaincu que la science pouvait devenir d'autant plus utile qu'elle était plus profonde; mais au lieu de poursuivre ses méditations théoriques sans se préoccuper de leur application, au lieu de faire découler la pratique de la théorie, plus d'une fois il réglait l'essor de celle-ci sur les besoins de celle-là. De là sans doute de grandes découvertes, mais de là aussi des hypothèses souvent plus brillantes que solides, des projets chimériques et des concessions qu'il fit à l'*usage* et qu'il eût peut-être refusées à la pure théorie; de là enfin tant de petits écrits étincelant de lumière sur presque tous les sujets, mais si peu d'ouvrages étendus et complets, soit pour le fond, soit surtout sous le rapport de la forme.

L'espace nous manque pour montrer en détail toute l'action que Leibnitz exerça sur les affaires de son siècle : elle fut presque aussi universelle que son génie et sa science. Elle s'agrandit avec sa renommée et son âge. Du service de l'électeur de Mayence, il passa à celui du duc de Brunswic, à qui la destinée réservait la couronne d'Angleterre; et plus tard il se vit admis dans le conseil du roi de Prusse, de Pierre-le-Grand, de l'Empereur. Son activité embrassait l'Europe, l'humanité tout entière. Il entretenait une immense correspondance, et ses lettres s'adressaient à ce qu'il y avait de plus illustre dans l'état et dans l'Église, dans la philosophie, les lettres et la science.

Comment caractériser brièvement tous les travaux de Leibnitz dans les diverses parties du domaine intellectuel, toutes les nouvelles méthodes qu'il proposa, toutes les découvertes, toutes les inventions qu'il exécuta ou qu'il tenta, toutes les pensées qui jaillirent incessamment de son génie, comme autant de *fulgurations*, et qui, faibles étincelles d'abord, selon l'expression d'un écrivain, devinrent sous le souffle public des flammes brillantes? Malgré la grande diversité des travaux qui la remplissent, la vie de Leibnitz fut *une*, et son universalité ne consistait pas seulement à tout savoir et à se mêler de tout, mais encore à voir ou à mettre partout de l'harmonie et de l'unité. Dans l'exposition succincte de ce qu'il fit, il ne serait pas possible de maintenir cette unité; lui seul l'aurait

pu s'il eût voulu, sur la fin de sa carrière, retracer la marche qu'avait suivie son esprit. Pour nous, nous sommes obligés de le considérer successivement suivant les divers aspects sous lesquels il apparut au monde.

Bien qu'il se soit principalement illustré comme philosophe et comme mathématicien, Leibnitz n'était étranger à aucune autre science digne de ce nom, et il a fait faire des progrès à la plupart d'entre elles. Physique et politique, droit et mathématique, philosophie et théologie, tout l'occupait en même temps, sans qu'il fût possible de dire quelle partie de la science l'intéressait davantage ou pour laquelle il avait le plus d'aptitude. Les qualités les plus opposées se réunissaient en lui : l'esprit théorique et l'esprit pratique, l'imagination du poëte et la réflexion du philosophe, l'œil microscopique de l'observateur et la plus haute puissance d'abstraction et de généralisation, la patience de l'érudit et de l'antiquaire et la hardiesse de l'inventeur et du réformateur. Son intelligence était servie par une mémoire prodigieuse, et sa mémoire n'était si fidèle que parce que tout ce qu'il lui confiait, il le savait comme s'il l'avait produit lui-même. Il faisait des extraits de tout ce qu'il lisait, et ce qu'il écrivait ainsi se gravait à jamais dans son esprit. « Deux choses, dit-il, qui le plus souvent sont un danger plutôt qu'un avantage, m'ont été d'une merveilleuse utilité : la première, c'est que j'ai presque tout appris de moi-même; la seconde, que tout d'abord et avant d'en avoir étudié la partie vulgaire, je recherchais en toute science quelque chose de nouveau. Par là j'ai évité de charger mon esprit de notions inutiles, admises plutôt d'autorité que sur des raisons, et puis je n'avais de repos que je n'eusse pénétré jusqu'aux principes de la science, d'où ensuite je pusse tout trouver par moi-même. » Jeune encore, il songea à refondre l'encyclopédie d'Altstedius (*voy.* T. IX, p. 498). Une encyclopédie complète devait, selon lui, définir tous les termes, exposer tous les procédés fondamentaux des arts, et offrir, avec le sommaire de l'histoire universelle, l'historique de chaque science. Il a déposé ses vues encyclopédiques dans le discours *touchant la méthode de la certitude et de l'art d'inventer*, dans le discours *sur le projet d'érection d'une Académie royale à Berlin*, et dans plusieurs petits écrits relatifs à ce qu'il appelait la *science générale*. Il invite les Académies à faire tourner le savoir à la félicité universelle, à provoquer la composition de bons livres élémentaires pour les écoles, de recueils substantiels avec des répertoires, de journaux et d'annuaires de médecine, à faire des tableaux pittoresques de la nature et de l'art. Il émit le vœu qu'un prince, ami des sciences, engageât une grande réunion de savants à dresser un inventaire exact et méthodique, avec un répertoire général, de toutes les vérités connues, mais éparses dans les livres, dans les cabinets des hommes studieux et dans les ateliers; à établir ensuite les vérités qui ne sont encore connues que confusément et à en rechercher de nouvelles. A celles-là, il faut appliquer la *Méthode de la certitude*, à celles-ci *l'art d'inventer*. C'est cette méthode qu'il poursuivait sous le titre de *science générale*. Il entendait par là une philosophie des sciences qui, en raisonnant leurs rapports et leur nature, indiquât un moyen de les confirmer et de les accroître. Une première partie aurait renfermé un précis des propositions les plus certaines, des principes incontestables au moyen desquels on pût donner à toute matière la certitude mathématique. La seconde partie eût présenté la *méthode d'invention* ou l'art des combinaisons, qui n'est autre chose au fond que cette alliance d'une analyse profonde et d'une synthèse puissante dont la réunion constitue peut-être le génie.

Il écrivait de préférence en latin et en français. Son style latin est en général peu élégant, mais clair et toujours convenable. Il s'efforçait d'écrire, disait-il, comme se serait exprimé un laboureur romain qui aurait pensé comme Leibnitz. Sa prose française présente quelques incorrections, mais peu de germanisme, et l'on y retrouve cette grande et noble simplicité qui distingue les écrivains du siècle de Louis XIV. Jeune encore, il se fit, sur le style didactique, des principes dont il ne s'est guère écarté. Il pensait qu'il faut

éviter avec soin les mots techniques inutiles et bien définir les termes; il déclare faux ou superflu tout ce qui ne se peut exprimer en langage ordinaire. Il a beaucoup plus écrit en allemand qu'on ne le croyait généralement, et il n'a pas tenu à lui que cette langue ne se relevât plus tôt de sa décadence; mais, pour celles de ses publications qui s'adressaient à toute l'Europe, il se servit avec raison d'un idiome plus perfectionné et plus universellement compris.

On sait que Leibnitz était un *mathématicien* de premier ordre. « Son nom est à la tête des plus sublimes problèmes qui aient été résolus de nos jours, dit Fontenelle, et il est mêlé dans tout ce que la géométrie moderne a fait de plus grand, de plus difficile et de plus important. Il n'a publié aucun corps d'ouvrages de mathématique ; mais seulement quantité de morceaux détachés, dont il aurait fait des livres s'il avait voulu, et dont l'esprit et les vues ont servi à beaucoup de livres. Il disait qu'il aimait à voir croître dans les jardins d'autrui des plantes dont il avait fourni les graines. » L'invention du calcul infinitésimal, si vivement disputée à Leibnitz par les amis de Newton (*voy.*), prouve toute la puissance de son génie en mathématiques. Nous avons déjà fait connaître au mot CALCUL DIFFÉRENTIEL l'histoire de cette découverte. C'est dans les Actes de Leipzig de 1684 que, sous le titre de *Nova methodus*, etc., ou de *Nouvelle méthode pour différencier toutes sortes de quantités rationnelles, fractionnelles et radicales*, Leibnitz exposa les principes, la notation et l'algorithme de ce calcul, en l'appliquant à la solution de différents problèmes rebelles aux méthodes connues. Quelque temps après, en 1685, dans deux petits écrits sur la quadrature des courbes, il émit les premières notions du calcul *intégral*, et les développa dans celui qui parut en 1686, sous le titre de *Geometria recondita*, ou *Analyse des indivisibles et des infinis*. Personne alors ne réclama pour Newton, et lorsqu'en 1687, ce grand homme publia ses immortels *Principes mathématiques de la philosophie naturelle*, où les problèmes les plus difficiles étaient résolus par la nouvelle méthode, loin de prendre aucune précaution contre les prétentions de Leibnitz, Newton lui rendit un éclatant témoignage en disant dans un scholie de son livre : « Dans un commerce de lettres que j'entretenais, il y a dix ans, avec le très savant géomètre M. Leibnitz, ayant mandé que je possédais une méthode pour déterminer les *maxima* et les *minima*, mener les tangentes, et faire autres choses semblables, laquelle réussissait également dans les quantités rationnelles et dans les quantités radicales, et ayant caché cette méthode sous des lettres transposées qui signifiaient : *Étant donnée une équation qui contienne un nombre quelconque de quantités fluentes, trouver les fluxions, et réciproquement*, cet homme célèbre répondit qu'il avait trouvé une méthode semblable, et il me communiqua sa méthode qui ne différait de la mienne que dans l'énoncé et la notation. » L'édition de 1714, ajoute : « et dans l'idée de la génération des quantités. » Cependant le géomètre allemand continuait à perfectionner sa découverte, en même temps qu'il soutenait, contre les cartésiens, une discussion relative à la mesure des forces vives; il établit contre eux qu'il fallait évaluer la force d'un corps en mouvement, non par le simple produit de la masse et de la vitesse, mais par celui de la masse et du carré de la vitesse. Pour vaincre ses adversaires, il leur proposa comme un défi de trouver la courbe isochrone (*voy.*), c'est-à-dire une courbe telle qu'un corps grave, en la parcourant, s'approche de l'horizon à des hauteurs égales en temps égaux. Les métaphysiciens cartésiens n'acceptèrent pas ce cartel ; mais Huygens et Jacques Bernoulli déterminèrent cette courbe, que Leibnitz développa lui-même en 1689. Il promettait un ouvrage qui, sous le titre de *Science de l'infini*, devait comprendre le calcul différentiel et le calcul intégral, mais qu'il ne trouva pas le temps d'exécuter. La correspondance de notre géomètre avec Jean Bernoulli montre que, dès l'année 1694, ils avaient découvert tous deux cette branche particulière de l'analyse infinitésimale qu'on nomme *calcul exponentiel*. « Leibnitz a la priorité de date pour la découverte, dit Bossut ; mais Bernoulli y est arrivé par lui-

même; il publia, en 1697, les règles et l'usage de ce genre de calcul, et on croit ordinairement qu'il en est l'inventeur » (*voy.* CALCUL EXPONENTIEL). Leibnitz résolut le problème proposé par Jean Bernoulli sur la courbe *brachystochrone* (*voy.*). Il développa aussi le calcul binaire (*voy.* ce mot et *système* DYADIQUE), perfectionna la machine à calculer (*voy.*) de Pascal, etc. Leibnitz et Newton jouissaient paisiblement de leur gloire, sans songer à se disputer l'invention du calcul de l'infini, quand un partisan du dernier (Fatio de Duiller), en parlant d'un premier et d'un second inventeur de la nouvelle méthode (1699), alluma la guerre entre les journalistes de Leipzig et les géomètres anglais. Leibnitz répondit d'une manière modérée et suffisante; mais il ne rendit jamais au livre immortel des *Principes* la justice qui lui était due. Keill l'accusa plus vivement de plagiat, et Leibnitz s'adressa à la Société royale de Londres pour obtenir une réparation; elle répondit que Keill ne l'avait pas calomnié et publia les pièces du procès. Plus justes et plus désintéressés, les savants français sont d'accord pour partager l'honneur de l'invention entre les deux compétiteurs, ou plutôt pour le laisser à chacun tout entier. Ils ont reconnu d'abord que la priorité de la conception appartenait à Newton, et celle de la publication à Leibnitz; ensuite que la nouvelle méthode avait été indiquée vaguement par Newton, dans des lettres publiques et dans des écrits tout confidentiels, réduisant ainsi la question à celle de savoir jusqu'à quel point Leibnitz avait pu profiter de ces indices. Tandis que les Anglais voyaient toute la méthode dans un écrit de Newton, daté de 1669, et dans une lettre à Collins (*voy.*), de 1672, des juges impartiaux ne reconnaissaient dans ces deux écrits qu'une indication vague de la méthode des *fluxions*, indication suffisante pour prouver que Newton possédait dès lors les principes de la méthode, mais trop obscure pour en donner l'intelligence au lecteur. Bossut a établi que Leibnitz n'eut pas connaissance de ces deux écrits avant d'avoir trouvé son calcul différentiel, ou que s'il les a connus, il n'en a tiré aucune lumière. Concluons donc, avec cet écrivain, que si Newton a trouvé le premier la méthode des fluxions, Leibnitz l'a découverte de son côté sans rien emprunter au géomètre anglais. Ajoutons avec lui que si Leibnitz n'a pas laissé d'ouvrage qui puisse, par son importance, être comparé au livre des *Principes* de Newton, le recueil de ses œuvres de mathématiques, et son commerce épistolaire avec Jean Bernoulli, portent au plus haut degré le caractère de l'invention; qu'il a semé partout des idées neuves, des germes de théories nouvelles; que si Newton a produit une plus grande quantité de vérités géométriques, Leibnitz a plus accéléré les progrès de la science par la notation simple et commode de son calcul, par les applications qu'il en fit et qu'il provoqua, enfin par les routes nouvelles qu'il ouvrit aux méditations des géomètres.

Leibnitz ne demeura étranger à aucune partie des *sciences naturelles*; il répandit de la lumière sur presque toutes les questions qui occupaient les savants de son temps. Parmi ses nombreux écrits relatifs à la physique, à la chimie, à la médecine, à la physiologie, à l'histoire naturelle, le plus curieux et le plus étendu est celui qui est intitulé *Protogæa*, ou de la forme primitive du globe, qui devait servir d'introduction à ses ouvrages historiques, et qui parut en 1693. A cette belle préface se rattachent tous les travaux ultérieurs sur les révolutions terrestres. Leibnitz recherche les commencements de l'histoire dans les monuments même de la nature, et s'applique à montrer l'accord de la science avec la cosmogonie sacrée. Le fait le plus primitif auquel, selon lui, on puisse remonter, soit à l'aide du raisonnement, soit avec le secours de la tradition, c'est la séparation de la lumière et des ténèbres, ou du principe actif et des principes passifs. Avant cette séparation, le globe étant encore en combustion, l'élément humide était à l'état de vapeur. Ensuite, à mesure que la terre se refroidit, par la séparation des principes passifs entre eux, la vapeur, en retombant sur le globe, entraîna le sel répandu à la surface et les parties molles: de là les montagnes, les vallées et les mers. Les révolutions secondaires furent pro-

duites par des inondations et des incendies partiels, par des éruptions volcaniques, des tremblements de terre. Telles sont les données sur lesquelles Leibnitz veut fonder une science nouvelle, qu'il livre sous le nom de *géographie naturelle* aux investigations de l'avenir, et qui depuis s'est appelée *géologie* et *géognosie*. Il cherche à expliquer, selon les lumières du temps et quelquefois en y suppléant, la génération des minéraux et des diverses couches de la terre, l'origine des sources, des volcans, celle des formes de poissons imprimées à l'ardoise, des pétrifications, et croit encore nécessaire de prouver que ces dernières ne sont pas de simples jeux de la nature ; puis la formation des cristaux et des pierres précieuses qu'il nomme une *géométrie de la nature inanimée*. Enfin, la loi de continuité lui fit deviner l'existence des zoophytes comme formant l'intermédiaire entre les deux règnes organiques. Quant à ses idées sur la physique générale, elles tiennent intimement à sa métaphysique, et c'est sous ce point de vue que nous les envisagerons.

Comme *philosophe*, Leibnitz appartient à cette noble famille de penseurs qui compte parmi ses chefs Pythagore, Platon et Descartes, et qui, voyant dans l'esprit autre chose qu'un sujet passif de la sensation et le produit de l'organisation physique, reconnaît à la raison une origine divine et une autorité supérieure à celle de l'expérience sensible, et subordonne les faits aux principes et les choses aux idées. Il relève historiquement de Descartes : aussi fut-il l'adversaire immédiat de Locke et de Gassendi (*voy.* ces noms). Il a exposé sa doctrine sur la logique et la méthode principalement dans ses *Méditations sur la connaissance, la vérité et les idées* (en latin), dans le *Discours touchant la méthode de la certitude et l'art d'inventer*. Dans une lettre allemande à Gabriel Wagner, il déclare qu'il doit infiniment à la logique ordinaire, bien qu'elle ne soit que l'ombre de ce qu'il voudrait qu'elle fût, et de ce qu'il en aurait voulu faire en l'enrichissant de sa double méthode de la certitude et de l'invention. Pour lui, la vérité logique équivalait à la vérité matérielle, la possibilité rationnelle à la réalité, tout ce qui est possible tendant nécessairement à l'existence. Une idée est *vraie* lorsqu'elle est possible; elle est fausse lorsqu'elle implique contradiction. Une chose est possible *à priori* lorsqu'il n'y a pas contradiction à la concevoir; *à posteriori*, lorsqu'elle existe actuellement. La raison domine en toute sorte de connaissances tant démonstratives qu'expérimentales, ainsi qu'elle règne en toutes choses. Les deux principes de toute certitude sont le principe de *contradiction* ou de l'identité, et le principe de la *raison suffisante*. Il faut pouvoir démontrer toute vérité qui n'est pas immédiate ou identique. Les vérités de fait sont contingentes et comme des nombres incommensurables : leur dernière raison est en Dieu. Tout faux raisonnement est une erreur de calcul, un solécisme du langage rationnel. Il faut qu'à l'aide d'une langue bien faite tout raisonnement puisse se vérifier comme un calcul; en toute controverse alors il suffira de dire : *calculons*. L'analyse est l'instrument de la recherche de la vérité; elle est le télescope et le microscope de l'intelligence. Une analyse parfaite est la réduction des notions à leurs plus simples éléments, aux *premiers possibles*, aux idées irrésolubles, ou, ce qui revient au même, aux attributs absolus de Dieu, causes premières des choses. Dieu, par sa pensée, a produit le monde : les choses sont donc identiques aux pensées divines, et l'analyse tend à remonter jusqu'à ces pensées. Leibnitz n'ose décider si une telle analyse est possible; toujours faut-il tâcher d'en approcher le plus près que l'on peut. La souveraine sagesse, écrit-il à Bayle, agit en parfait géomètre et suivant une parfaite harmonie. De là son principe général pour l'interprétation de la nature : la véritable physique doit être puisée à la source des perfections divines; il faut faire découler la philosophie des attributs de Dieu, et tout expliquer par les causes finales. Tout en modifiant la doctrine de Malebranche, Leibnitz admet que Dieu est la lumière de tous les hommes, qu'il y a un esprit universel présent en tous. La vérité qui parle en nous, lorsque nous reconnaissons les théorèmes d'une certitude éternelle, est la voix même de

Dieu. Leibnitz est loin cependant du panthéisme de Spinoza. Il le combat entre autres dans ses *considérations sur la doctrine d'un esprit universel*. Du reste, son idéologie, ainsi que sa psychologie et sa théologie, toute sa philosophie en un mot, dépend et découle de sa doctrine de la nature générale des êtres, connue sous le nom de *monadologie*.

Leibnitz imagina ce système pour échapper d'une part au panthéisme et à l'idéalisme, et de l'autre à la philosophie atomistique. Les *monades* sont des atomes spiritualisés. Son système est un réalisme spiritualiste, également opposé à l'idéalisme de Malebranche, au panthéisme de Spinoza et au sensualisme de Locke et de Gassendi (*voy.* tous ces noms). Jeune encore, dans sa dissertation *De principio individui*, se prononçant pour les nominalistes du moyen-âge, il déclara qu'il n'y avait de réel que les substances individuelles, mais qu'elles existaient en soi et indépendamment de tout sujet pensant. Depuis, à la substance unique, absolue, de Spinoza, il opposa des substances individuelles infinies, et à la notion de l'étendue comme attribut essentiel unique de la matière, la notion de force et de puissance *représentative*, effaçant ainsi en quelque sorte toute différence primitive entre les substances matérielles et les substances pensantes. Il développa ses idées là-dessus dans plusieurs écrits qui se succédèrent de 1694 à 1714. Dans celui qui a pour titre *De primæ philosophiæ emendatione et de notione*, il insiste sur la nécessité de bien définir l'idée de substance, parce que d'elle dépendent les vérités premières sur Dieu et les esprits, ainsi que sur la nature des corps. Il conçoit la substance comme douée d'une force active. La dernière raison de tout mouvement est la force primitivement imprimée à la création, qui est partout, mais qui, par là même qu'elle est dans tous les corps, est diversement limitée et contenue. Les substances créées ont reçu de la substance créatrice, non-seulement la force d'agir, mais encore leur propre manière d'exercer leur action. A cet écrit se rattache comme développement le *Nouveau système de la nature et de la communication des substances*, remarquable par les détails que le philosophe donne sur la marche de son esprit relativement à ces matières. Il rapporte comment, revenu du système du vide et des atomes, il comprit que, pour expliquer l'unité et la réalité des corps, il fallait admettre en eux la présence d'unités véritables quoique purement formelles; qu'il fallait par conséquent réhabiliter les *entéléchies* d'Aristote, les *formes substantielles* de la scolastique, en les concevant comme analogues aux âmes, comme formes constitutives des substances, comme créées avec le monde, et subsistant autant que celui-ci; atomes de substance, mais non de matière, unités réelles et absolues, derniers éléments de l'analyse, *points métaphysiques* pleins de vitalité, *exacts* à la fois comme des points mathématiques, et *réels* comme des points physiques. L'*espace* n'est pas un être réel absolu, mais quelque chose d'idéal et de relatif, ainsi que le *temps*. Le premier est l'ordre des choses co-existantes, le second l'ordre des successions. Mais comment expliquer la liaison des substances entre elles, surtout celle des âmes raisonnables ou des esprits avec leurs corps? Rejetant avec les cartésiens toute *influence* d'une substance sur une autre, mais non satisfait par le système des causes occasionnelles ou de l'assistance divine invoquée par eux, et que Leibnitz appelle un *Deus ex machinâ*, il dut recourir à l'hypothèse d'une *harmonie préétablie*. Selon cette hypothèse, la communication des substances, et spécialement celle de l'âme avec le corps, résulte de l'accord établi par avance entre elles. Grâce à cette harmonie, les substances, tout en se développant chacune pour soi, s'accordent si parfaitement entre elles qu'elles semblent se déterminer réciproquement. Ainsi, deux horloges ne marcheront parfaitement ensemble, sans l'intervention incessante de l'horloger, qu'autant qu'elles auront été fabriquées avec tant d'art, qu'elles ne pourront pas ne pas s'accorder. Cette opinion qui surprit d'abord Leibnitz lui-même par sa hardiesse et son étrangeté, finit par le satisfaire entièrement comme seule rationnelle, et comme assurant d'ailleurs l'immortalité personnelle de l'âme et l'existence

de Dieu. Quant à la liberté, qui paraît compromise par cette doctrine, Leibnitz la voit partout, en la confondant avec la spontanéité et l'indépendance extérieure. Il n'y a point de nécessité dans les choses individuelles, dit-il (*De libertate*), tout y est contingent; mais rien non plus n'y est indifférent, puisque tout y est déterminé : la liberté est la spontanéité intelligente.

La *Monadologie*, écrite en 1714 pour le prince Eugène, est un résumé de la *Théodicée* de Leibnitz et de toute sa philosophie sur Dieu, sur l'âme, sur l'univers. En voici à peu près la substance. Les monades, éléments des choses, sont des substances simples et incorruptibles, nées avec la création, différentes de qualité les unes des autres, inaccessibles à aucune influence du dehors, mais sujettes à des changements internes, lesquels ont pour principe l'*appétition*, et pour résultat la *perception*. Ce sont des atomes incorporels. Parmi les monades créées, il en est en qui la perception est plus distincte et accompagnée de conscience : ce sont les âmes proprement dites. Les âmes humaines se distinguent de celles des animaux par la connaissance des vérités nécessaires, d'où résulte la raison ou l'esprit. De là encore les *actes de la réflexion* qui nous donnent la conscience du *moi*. Il y a deux sortes de vérités, les vérités *nécessaires* ou de raisonnement, dont la raison se trouve par l'analyse, et les vérités *contingentes* ou de fait, dont la raison dernière ne peut se trouver qu'en dehors de la série des contingences, dans une substance nécessaire, en Dieu, en qui les choses n'existent qu'*éminemment* ou virtuellement. Cette substance divine est d'une perfection infinie. Les créatures tiennent leurs perfections de Dieu ; leurs imperfections ont leur source dans leur propre nature, nécessairement bornée. Dieu se démontre *à priori* par sa seule possibilité, et *à posteriori* par celle des êtres contingents. L'entendement divin est la région des vérités nécessaires et éternelles comme lui-même. Les vérités contingentes seules dépendent du libre arbitre de Dieu qui se détermine sur le principe de la *convenance*, ou le choix du *meilleur*. Les monades créées sont comme des *fulgurations* de la divinité. Les attributs essentiels de celle-ci sont la *puissance*, la *connaissance*, la *volonté* ; à ces attributs correspondent dans les âmes le sujet qui en est la base, la faculté de perception et celle d'appétition. La créature est *active* en raison de sa perfection, *passive* en tant qu'elle est imparfaite. Les mouvements des monades sont réglés les uns sur les autres, de manière à produire le meilleur des mondes possibles. En vertu de cette *harmonie préétablie*, chaque substance, par ses rapports, exprime toutes les autres; elle est un miroir vivant et perpétuel de l'univers, chacune le réfléchissant à sa manière et de son point de vue : de là, la plus grande variété en même temps que le plus grand ordre et la plus haute perfection possibles. Tout corps se ressent de tout ce qui se fait dans le monde, de sorte que celui qui verrait tout pourrait lire en chacun ce qui se fait et se fera partout. Mais une âme ne peut voir en elle-même que ce qui y est représenté distinctement. Elle se représente plus distinctement le corps qui lui est affecté, et par là même l'univers que celui-ci exprime par ses rapports. Tout corps organique est une machine divine qui est encore machine dans ses moindres parties, ce qui n'a pas lieu dans les ouvrages de l'homme et fait la différence entre l'art divin et le nôtre. Il n'y a rien d'inculte, de stérile, de mort dans l'univers, et dans la moindre partie de la matière il y a un monde de créatures. Il y a souvent métamorphose, jamais métempsycose dans les animaux; il n'y a point d'âmes sans corps : Dieu seul en est exempt. La génération est un développement avec accroissement, la mort un enveloppement avec diminution. Les âmes raisonnables ne peuvent jamais perdre leur personnalité. L'accord entre les mouvements du corps et ceux de l'âme est une conséquence de l'harmonie universelle. L'une étant naturellement *représentative* de l'univers, il doit y avoir identité parfaite entre le système des perceptions et le système des phénomènes. Les âmes raisonnables ne sont pas seulement des miroirs vivants du monde, mais encore des images de la divinité, et capables de s'élever à la connaissance du système de l'univers. Elles forment la cité

de Dieu, un monde moral dans le monde physique, dont Dieu est le roi et le père ; et comme le même Dieu est l'architecte de la machine de l'univers et le monarque de la cité des esprits, il doit y avoir de l'harmonie entre le règne physique de la nature et le règne moral de la grâce. Cette harmonie nous garantit une juste rémunération de nos actions, et doit nous inspirer une foi vive en la divine Providence.

Une des lettres de Leibnitz à Bossuet (du 8 avril 1692) expose sa philosophie de la nature d'une manière si nette que nous ne pouvons nous empêcher d'en citer au moins quelques traits: « Il n'y a de repos parfait nulle part, ni solidité ni fluidité absolues. Tout sans doute se fait mécaniquement dans la nature, sous la loi de continuité ; mais les principes de cette mécanique infinie dépendent d'une cause matérielle. La nature n'est pas, comme le dit Fontenelle, la boutique d'un simple ouvrier : il y a de l'infini partout, et toute cette variété infiniment infinie est animée par une sagesse architectonique plus qu'infinie. Il y a partout de l'harmonie, de la géométrie, de la métaphysique, et, pour ainsi dire, de la morale. Toute la nature est pleine de miracles, de merveilles de raison, où l'esprit se perd et ne comprend plus, bien qu'il sache que cela doit être ainsi. On admirait jadis la nature sans la comprendre ; les cartésiens ont commencé à la croire si facile qu'on est allé jusqu'au mépris. Il faut l'admirer avec intelligence et reconnaître que plus on l'étudie, plus on y découvre de merveilles, et que la grandeur et la beauté des raisons même est ce qu'il y a pour nous de plus grand et de plus incompréhensible. »

Dans les *Nouveaux essais sur l'entendement humain*, critique directe et à bout portant du grand ouvrage de Locke, Leibnitz oppose à l'axiome du sensualisme : *Il n'y a rien dans l'intelligence qui n'ait été auparavant dans les sens*, cette réplique si vive : Rien, si ce n'est l'intelligence elle-même avec sa nature propre et ses fonctions; et si Locke compare l'âme, à sa naissance, à une table rase ou à un bloc de marbre brut, dont l'expérience, aidée de la réflexion, fait une statue à sa guise, Leibnitz dit qu'elle est semblable à un marbre de Paros où sont marqués d'avance, par des veines naturelles, les contours de la future statue. Ainsi que tous les autres êtres, l'âme se développe organiquement selon sa nature et d'après une sorte de *prédélinéation*. Les idées des choses que nous n'avons pas actuellement sont virtuellement dans notre esprit, comme la figure d'Hercule est dans un bloc de marbre. Il y a des vérités innées virtuellement, mais non pas des pensées ou des propositions innées. La science morale est innée comme l'arithmétique ; elle a besoin de se développer par la pensée. Dieu nous y porte d'ailleurs par des instincts, et l'homme est naturellement enclin au bien avant de savoir lire avec facilité dans la loi que Dieu a gravée dans son cœur.

Du reste Leibnitz était encore, comme philosophe, plein de modération, éloigné de tout esprit absolu et exclusif. Il doute que l'homme soit capable d'une connaissance parfaitement adéquate. Il juge avec équité ses prédécesseurs et ses contemporains. Il est un des premiers qui aient apprécié philosophiquement l'histoire de la philosophie, et penchait vers l'éclectisme, si nous prenons ce mot dans son acception la plus haute et la plus philosophique. « La vérité, dit-il sur la fin de sa vie, est plus répandue qu'on ne pense ; mais elle est très souvent fardée ou enveloppée, affaiblie, mutilée, corrompue par des additions. En faisant remarquer ces traces de la vérité dans les anciens, ou plus généralement dans les *antérieurs*, on tirerait le diamant de sa mine, la lumière des ténèbres, et ce serait là en effet *perennis quædam philosophia*. »

Leibnitz s'est aussi placé parmi les *théologiens* proprement dits, notamment par son *discours de la conformité de la raison avec la foi* qui précède la *Théodicée*, et par sa *correspondance avec Bossuet et Pélisson*. Mais il n'est pas facile de le caractériser sous ce rapport. Ce n'est pas seulement une question de savoir s'il fut protestant ou catholique, mais encore s'il fut déiste ou chrétien. « On l'accuse, dit Fontenelle, de n'avoir été qu'un grand et rigide observateur du

droit naturel.» D'un autre côté, surtout depuis la publication posthume de son prétendu *système théologique*, on a soutenu qu'il était secrètement catholique romain. Tout récemment, tandis que M. Guhrauer nous le présente comme le philosophe chrétien par excellence, un autre écrivain grave, M. Ritter, soutient qu'il fut indifférent sur toutes les confessions chrétiennes et sur le christianisme lui-même. Mais on peut admettre une religion et même une église naturelles, comme le fait Leibnitz dans le passage cité par M. Ritter, sans nier pour cela le fait de la révélation. Si l'assertion de cet auteur était fondée, elle convaincrait notre philosophe d'une odieuse hypocrisie, puisque, dans ce cas, sa correspondance avec Bossuet et tous ses écrits contre les incrédules, les sociniens et les antitrinitaires ne seraient qu'autant de *factums* composés sans conviction et dans des vues purement politiques. Ce qui est vrai, c'est que Leibnitz était rationaliste, comme le furent les pères de l'Église grecque et la plupart des docteurs scolastiques, en ce sens qu'il s'appliquait à démontrer la possibilité rationnelle des vérités révélées, la conformité de la foi avec la raison. Quelquefois aussi il lui est arrivé de faire valoir les droits de la raison d'une manière absolue. Il a peine à croire à la damnation de ceux qui ont forcément ignoré le christianisme ou que le raisonnement en éloigne. Il ne lui est pas démontré que le *péché philosophique* soit une raison suffisante d'éternelle perdition. Dans sa correspondance avec Pélisson, à une époque où le mot *tolérance* était encore un néologisme malsonnant, il ose se déclarer pour la liberté religieuse, tout en faisant des vœux pour la paix et l'union de l'Église. Aux maximes intolérantes de l'ami de Fouquet, il se borne à répondre : « Ne prononçons pas si hardiment des sentences de condamnation contre *nos frères*, et contentons-nous de dire qu'il est dangereux d'être privé des voies ordinaires du salut.» Avec de pareils sentiments, on est au-dessus de tout esprit de secte et l'on n'en est que plus véritablement chrétien. On peut dire que Leibnitz fut protestant par le jugement, et catholique par l'imagination et par esprit de système. Dans sa correspondance même avec Bossuet, au milieu des concessions qu'il fait à l'Église romaine, on retrouve l'esprit protestant dans ce qu'il a de plus caractéristique ; et ce qu'on appelle son *système théologique* est moins l'expression de son opinion personnelle qu'un exposé raisonné de la doctrine catholique, destiné à servir de base aux négociations entamées pour la réunion des églises dissidentes. Le titre lui-même de *Systema theologicum* est une invention des éditeurs ; selon M. Guhrauer, le manuscrit devait être intitulé : *Exposition* par un protestant *de la doctrine de l'église catholique pour rétablir la paix de l'Église*. Leibnitz voyait quelquefois les choses de trop haut pour les bien voir. C'est ce qui explique pourquoi il ne comprit pas tout d'abord la vanité d'un pareil projet dans un temps où Louis XIV venait de révoquer l'édit de Nantes. La réunion projetée ne pouvait réussir sans de mutuelles concessions. Or Bossuet déclare formellement que son église ne se relâchera d'aucun point de doctrine défini. Leibnitz répond que la difficulté n'est pas d'amener les dissidents à reconnaître l'autorité de l'Église universelle, mais de leur prouver que certaines décisions sont réellement émanées d'elle. Il admet l'infaillibilité de l'Église, mais il demande où est l'Église? Il use d'ailleurs largement du droit de libre examen. Il nie formellement que l'Église n'ait jamais innové dans la foi.

Sans se placer au rang des historiens proprement dits, Leibnitz a mérité d'être cité avec honneur dans les annales des *sciences historiques*. Outre les grandes publications qu'il entreprit comme historiographe de la maison de Brunswic, le *Codex juris gentium diplomaticus* (Hanovre, 1693 et 1700, 2 vol. in-fol.), précédé d'une préface remarquable sur les principes du droit naturel, la suite du *Codex* qui parut sous le titre de *Mantissa*, etc., les *Accessiones historicæ* (1698), ouvrage plein de documents inédits aussi curieux que rares, enfin le *Recueil des écrivains de l'histoire de Brunswic* (Han., 1707-11, 3 vol. in-fol.), il faut encore lui tenir compte de ses recherches sur la religion et la philosophie des Chi-

nois, de sa dissertation sur l'*Origine des Francs* (1715), et de son essai pour expliquer l'*origine des nations* par le caractère des langues. Leibnitz est un des pères de la critique philosophique, appliquée surtout à l'histoire du moyen-âge, et un des pères de la philosophie du langage et de la philologie comparée. Il conçut le projet de faire une carte géographique d'après les langues. Le premier il émit le vœu, qui depuis a été renouvelé par Volney, de remplacer les alphabets des langues orientales par l'alphabet latin, afin d'en faciliter l'étude. Nous avons parlé à l'article Langue de ce qu'il appelait l'*art caractéristique*, ou *spécieuse générale*, sorte de langue ou plutôt d'écriture universelle, de pasigraphie, qui devait être l'organe de la *science générale*, un moyen de communication pour tous en même temps qu'un meilleur instrument de raisonnement*. Nous devons aussi faire mention ici de ses *Considérations sur la culture de la langue allemande* (en allem.), dans lesquelles il invite ses compatriotes à cultiver leur langue nationale; il y indique les causes de sa décadence depuis la réformation et les moyens de la perfectionner; il en vante la richesse naturelle et montre comment on pourrait l'enrichir encore.

Dans la *jurisprudence*, Leibnitz s'est également érigé en réformateur tant pour l'enseignement et la philosophie du droit que pour la codification et la procédure. Sa *nouvelle méthode d'enseigner le droit*, qu'il écrivit à 21 ans, contient sur l'enseignement en général, et en particulier sur celui de la jurisprudence, des vues toutes nouvelles et le plus souvent pleines de justesse. Il y expose les vrais principes de l'art didactique qu'il subdivise en *mnémonique*, *méthodologie* et *logique*. Tout en faisant la critique de l'ancienne méthode d'enseigner le droit, la *méthode impériale*, qui se bornait à charger les lois de commentaires et à accabler les juges de conseils, il demande qu'on y substitue la méthode synthétique. Il trace enfin une véritable encyclopédie des sciences juridiques fort supérieure à tout ce que l'on connaissait jusqu'alors en ce genre. Ses idées sur la philosophie du droit sont principalement exposées dans ses *Observations sur le principe du droit* et dans une critique de Puffendorf. Il admet que le droit naturel est le droit divin, à condition qu'on n'en recherche pas le principe dans la seule volonté ou la seule puissance de Dieu, mais dans son entendement et sa sagesse : la justice est une bienveillance intelligente. Elle est nécessaire et éternelle comme Dieu lui-même. Obéir à Dieu, c'est obéir à la raison souveraine; et agir selon la raison, c'est agir de telle sorte qu'il en résulte le plus grand bien possible. Dieu est l'auteur de tout droit, non par sa volonté arbitraire, mais par son essence même. Le bien et le mal sont tels nécessairement et en soi; c'est ce qui fait qu'un athée même pourrait croire à la justice comme en la géométrie. La sûreté publique n'est pas le principe souverain du droit, comme le veut Grotius, bien que ce qui est réellement utile à la société soit juste; car au-dessus de la société civile il y a la cité divine dont nous faisons également partie. La fin du droit naturel est le bien de ceux qui l'observent, son objet ce qui intéresse autrui et se trouve en notre pouvoir, sa source la lumière de l'éternelle raison divinement innée en nous.

Dans tous ses ouvrages de droit, Leibnitz invoque la réforme de la jurisprudence, et insiste sur la nécessité d'une codification plus rationnelle et d'un mode de procédure plus expéditif. Un article de la paix de Westphalie avait promis cette réforme. L'électeur de Mayence, comme directeur de la diète, s'en occupait, et Leibnitz consacra à cette œuvre plusieurs écrits, tels que *Ratio Corporis juris reconcinnandi* et la lettre *De nœvis etemendatione jurisprudentiæ romanæ*, dont M. Guhrauer a récemment publié l'original allemand. Il traite la même question d'une manière plus générale dans un mémoire écrit en allemand sur les *moyens d'assurer, dans les circonstances actuelles, la sécurité publique de l'Empire à l'extérieur et à l'intérieur*. C'était en 1670, au moment où la France victorieuse menaçait l'indépendance de l'Allemagne. Le jeune publiciste y pro-

(*) Voir *Historia et commendatio linguæ characteristicæ universalis*, et la lettre à Rémond de Montmort du 10 janvier 1714.

pose l'établissement d'un conseil, d'une armée et d'un trésor permanent de l'Empire, en un mot une confédération germanique avec un directoire fédéral siégeant à Francfort, à peu près ce qu'on a exécuté depuis 1815, plus l'Empereur. Il assigne son rôle et sa tâche à chaque nation: « La France, dit-il, est destinée par la Providence à guider les armes chrétiennes dans le Levant, à détruire les repaires de brigands de l'Afrique, à conquérir l'Égypte. » Peu d'écrivains ont décrit avec plus de verve tout ce que le gouvernement de Louis XIV fit de grand depuis la mort de Mazarin jusqu'à la guerre de Hollande. C'est autant par admiration pour ce prince que dans l'intérêt de l'Allemagne, qu'il voudrait tourner sa puissance contre l'Afrique, et c'est là le grand projet qu'il avait en vue lorsque, dans sa lettre au duc de Brunswic, il parlait d'une idée politique dont l'exécution devait à la fois assurer la paix de l'Europe et la grandeur de la France. En 1803, à la veille de la reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre, parut à Londres un pamphlet où il était question d'un mémoire que Leibnitz aurait adressé à Louis XIV pour l'engager à entreprendre la conquête de l'Égypte, mémoire que Carnot aurait retrouvé à Versailles, et qui aurait donné à Napoléon l'idée de son expédition en Égypte*. M. Michaud, dans son *Histoire des Croisades*, et M. Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, partagent l'opinion que Bonaparte avait eu connaissance de ce mémoire avant l'expédition. Mais M. Guhrauer, dans un ouvrage récent**, prouve que ce fut plus tard seulement que Napoléon connut les idées de Leibnitz, lorsque, en 1803, le général Mortier, commandant en chef de l'armée de Hanovre, envoya au premier consul une copie d'un mémoire manuscrit de Leibnitz conservé à la bibliothèque de Hanovre sous le titre de *Consilium ægyptiacum* (projet égyptien); que Napoléon remit cette copie à Monge qui la déposa, en 1815, dans la bibliothèque de l'Institut. Dans une autre pièce conservée à Hanovre, et qui a la forme d'une *lettre au roi de France*, Leibnitz raconte comment, dès l'âge de 20 ans, il avait conçu cette idée de *marier* ensemble la France et ce qu'il appelle la *Hollande de l'Orient*. Il la communiqua au baron de Boinebourg, qui, à son retour, la suggéra à l'électeur de Mayence, Jean-Philippe, comme un moyen de détourner la puissance de Louis XIV de l'Europe menacée. Leibnitz fut chargé d'élaborer ce projet et de le présenter à Paris au nom de son maître, en 1672. A ses yeux, ce projet conciliait l'intérêt de la France qu'il aimait avec celui de l'Allemagne et de l'Europe chrétienne. Il cultivait avec prédilection l'idée d'une paix européenne perpétuelle, surtout s'il pouvait s'établir entre les princes une société semblable à celle qu'avait imaginée Henri IV. Mais pour cela, selon lui, tous auraient à reconnaître pour chef spirituel le pape, et pour chef temporel l'Empereur. Du reste, il comprenait parfaitement toutes les difficultés que les événements accomplis et les passions des grands et des peuples opposaient à l'exécution d'un tel projet. Dans une lettre écrite vers les dernières années de sa vie, il reconnaît que l'inscription *paix perpétuelle* ne convient guère qu'à la porte d'un cimetière, et il qualifie de roman le plan du bon abbé de Saint-Pierre.

Leibnitz paraîtra grand dans tous les siècles, bien qu'il n'ait pas été en toutes choses supérieur au sien. Ainsi, dans une lettre à Bossuet, tout en convenant que la torture donne lieu aux plus graves abus, il ajoute qu'on aurait bien de la peine à s'en passer. Ailleurs il n'ose se prononcer qu'avec réserve contre l'astrologie, et n'excepte expressément de l'influence sidérale que les choses où intervient la volonté humaine, et que détermine évidemment le génie des grands hommes. Il est possible, selon lui, que les mouvements des astres soient les signes des choses du monde, ainsi que les lignes des mains représentent ce qui se passe dans le corps; toutefois, il n'admet pas cette correspondance pour les choses morales, et pour les choses naturelles il ne l'admet qu'en partie. D'un autre côté, le livre, si hardi pour le temps, que le jé-

(*) *Voir* Michaud, *Histoire des Croisades*, nouvelle éd., t. V, pièces justificatives, n° 11.

(**) *Kurmainz, in der Epoche von* 1672, Hambourg, 1839.

suite Spee publia, sous le titre de *Cautio criminalis*, contre les procès de sorcellerie, dès 1631, trois années avant l'exécution d'Urbain Grandier, eut toute son approbation.

C'est le privilége des hommes vraiment grands de briller à travers les siècles d'un éclat toujours nouveau. Leibnitz conserva des partisans même parmi les esprits progressifs, jusque sous le règne de Kant. En France, récemment M. Cousin a rendu à sa mémoire un hommage éloquent, tandis qu'en Allemagne on a commencé à s'en occuper avec une nouvelle ardeur. M. Erdmann de Halle a donné une bonne édition de ses œuvres philosophiques (Berlin, 1840); M. Guhrauer, qui lui a voué une sorte de culte, a publié ses écrits allemands (Berlin, 1838-40, 2 vol. in-8°), et a pris l'engagement de préparer, pour 1846, une édition critique et complète de tous ses ouvrages. Alors on pourra se passer des collections de Dutens (Genève, 1768, 6 vol. in-4°) et de Raspe (Amsterd., 1765, in-4°). On peut espérer aussi que M. Guhrauer y joindra une vie de Leibnitz plus vraie et plus complète que ce qu'en ont écrit Eckhardt, Fontenelle, Kæstner, Bailly et autres. Son système de philosophie a été exposé par Ludovici, par Condillac, par M. Maine de Biran dans la *Biographie universelle*, et dernièrement par M. Feuerbach (*Darstellung und Kritik der Leibnitzischen Philosophie*, 1837, in-8°). J. W-M.

LEICESTER (COMTÉ DE). Leicester est une ville d'Angleterre sur la rive droite de la Soar et au point de jonction des canaux d'Union et de Leicester, à 82 lieues N.-O. de Londres, avec une population de 39,306 habitants. On y fabrique surtout de la bonneterie, et particulièrement une grande quantité de bas de laine. Cette ville est le chef-lieu du comté de même nom, au centre de l'Angleterre. Le comté de Leicester, d'une forme triangulaire, a environ 106 lieues carrées de superficie et une population de 197,000 habitants.

Leicester a été le titre de plusieurs familles célèbres. Le Normand Robert de Beaumont l'obtint d'abord, en 1102, du roi Henri 1^er^. Son fils surnommé *le Bossu*, son petit-fils *Blanches-mains*, et son arrière-petit-fils Fitz-Parnell, le portèrent successivement après lui. Il passa ensuite aux Simon de Montfort (*voy.*), par suite du mariage du 1^er^ comte de ce nom avec la fille de Fitz-Parnell, Amicia, et de la cession que fit à leur fils, 2^e^ du nom, Amaury, son frère aîné, des biens qu'ils possédaient en Angleterre, du chef de leur mère. De là le nom de comte de Leicester, sous lequel il est plus connu dans l'histoire. Henri III l'accueillit avec empressement, lui donna le gouvernement de la Gascogne et lui permit d'épouser sa sœur Éléonore, comtesse douairière de Pembroke. Mais l'inconstance du roi et le caractère hautain du comte amenèrent entre eux des alternatives de faveur et de disgrâce qui se terminèrent par une hostilité ouverte. Leicester, quoique étranger, sut intéresser à sa cause le peuple et les barons qu'il appela pour la première fois à délibérer en commun sur les affaires publiques. A la tête de leurs forces qui s'intitulaient l'*armée de Dieu et de la sainte Église*, il remporta plusieurs victoires contre le parti du roi. Enfin il fut tué à la bataille d'Evesham, le 4 août 1265, avec son fils aîné Henri. Le peuple en fit un martyr et célébra sa mémoire par des chants et des hymnes, dont plusieurs sont parvenus jusqu'à nous. *Voir* sur ce personnage Mathieu Pâris, et surtout la *Chronique* de Rishanger, publiée récemment à Londres par la Société Camden.

Le comté de Leicester passa, avec les autres biens et dignités de Simon de Montfort, dans la maison de Lancaster, où il resta jusqu'au moment où la reine Élisabeth en fit un titre d'honneur pour son favori ROBERT DUDLEY. Né en 1532, fils de John Dudley (*voy.*), comte de Warwick, il avait embrassé avec toute sa famille la cause de Jane Grey (*voy.*), mariée à l'un de ses frères. Enveloppé dans la ruine de ce parti, il fut, en 1553, déclaré coupable de haute trahison et condamné à une mort infamante, lorsque la fortune, dont il devait être l'enfant gâté toute sa vie, lui rendit les bonnes grâces de la reine Marie. Séduisant et ambitieux, sans scrupule sur les moyens de parvenir, le jeune Dudley vit croître son crédit à l'avénement d'Élisabeth, prin-

cesse passablement coquette, dans une cour ouverte à toutes les intrigues de l'amour et de la politique. Il plut à sa souveraine et sut habilement exploiter cette inclination. Déjà maître de la cavalerie et conseiller privé, il crut pouvoir prétendre à de plus hautes faveurs. Si l'on en croit des rumeurs contemporaines, remises en crédit de nos jours par Walter Scott (*voy.* KENILWORTH), son premier soin aurait été de se débarrasser de sa femme Amy Robsart, qu'il avait épousée en 1550. Ce qu'il y a de certain, c'est que, dès les premières années de son règne, Élisabeth montra pour son jeune et beau favori une prédilection qui mécontentait ses sujets et qui n'échappait point aux étrangers*. Catherine de Médicis chargea même l'ambassadeur de Foix d'appuyer les prétentions de Leicester à la main de sa souveraine, sur le refus qu'elle avait fait du jeune Charles IX. Élisabeth se montra sensible à cette ouverture, mais la repoussa, en alléguant sa répugnance à élever un sujet au rang de son époux.

Vers la même époque, Élisabeth affectait de proposer Leicester pour mari à la reine d'Écosse. Ce fut à cette occasion qu'elle le nomma comte de Leicester et baron Dembigh, le 29 septembre 1564. Mais elle ne tarda pas à rompre les négociations entamées à ce sujet. De son côté, Leicester, tout en s'unissant aux instances officielles du parlement pour presser la reine de prendre un époux, ce qui lui valut une disgrâce momentanée, combattit constamment les prétentions des divers partis qui s'offrirent. Lorsque la malheureuse reine d'Écosse fut forcée de chercher un asile en Angleterre (1568), il sembla prendre intérêt à son sort, et entrer même dans le complot qui avait pour but de lui faire épouser le comte de Norfolk, mais il racheta bientôt les bonnes grâces d'Élisabeth en dénonçant ses complices. Dès lors, il s'associa aux vengeances de celle-ci, et entre autres à une intrigue dont le but était de livrer Marie Stuart au comte de Mar, régent d'Écosse, pour s'épargner l'odieux de sa mort.

Cependant la reine continuait à combler Leicester de ses faveurs. Elle lui en donna des témoignages publics dans ses tournées officielles (*progresses*) à Oxford, dont elle l'avait nommé chancelier, et à Kenilworth, où il la reçut avec une pompe toute royale. Sa colère à la nouvelle du mariage du comte avec la comtesse d'Essex, qu'il avait essayé de lui cacher, ne tint pas longtemps contre les flatteries de l'adroit courtisan, et, en 1587, les Provinces-Unies lui ayant demandé du secours contre l'Espagne, Élisabeth leur envoya un corps de troupes commandé par Leicester qui fut nommé, à son arrivée, gouverneur et capitaine général. Mais ses talents militaires ne répondaient pas à cette haute marque de confiance. Après deux campagnes assez malheureuses contre le duc de Parme, il fut rappelé en Angleterre, en 1588, à l'approche de l'*Armada* (*voy.*). La reine, persistant dans sa partialité à son égard, le créa lieutenant général de l'armée rassemblée à Tilbury. Leicester mourut peu de temps après, le 4 septembre, comme il se rendait à son château de Kenilworth. Il ne laissa qu'un fils naturel, aussi nommé Robert Dudley (*voy.* T. VIII, p. 602), qu'il avait eu de lady Douglas, avec laquelle on croit, malgré son désaveu, qu'il avait contracté un mariage secret. On accusa Leicester de l'avoir empoisonnée, ainsi que le comte d'Essex, père de celui auquel nous avons consacré une notice, dont il épousa la veuve. Le jésuite Parsons, dans son pamphlet intitulé *Leicester's Commonwealth*, et Camden qui écrivait sous l'inspiration de Cecil (*voy.*), ennemi personnel du comte, ont surtout contribué à propager ces imputations que l'historien ne doit admettre qu'avec réserve. R-Y.

LEININGEN, *voy.* LINANGES.

LEINSTER, *voy.* IRLANDE et FITZ-GERALD.

LEIPZIG, chef-lieu du cercle de même nom dans le royaume de Saxe, est une des villes les plus intéressantes de l'Europe, malgré son peu d'étendue et la faiblesse de sa population, par le rôle important qu'elle a joué dans les sciences, l'histoire et le commerce. Elle est située au milieu d'une vaste plaine couverte de riches villages, et coupée par les différents bras de l'Elster, par la Pleisse et la Parde,

(*) *Voir* les *Correspondances diplomatiques* publiées par MM. de Raumer et Ch.-P. Cooper.

qui la traversent elle-même en partie. Le nombre de ses maisons s'élève à 1,450. Elle est divisée en quatre quartiers, qui sont ceux de Grimma, de Pierre, de Ranstadt et de Halle. On cite parmi ses bâtiments les églises de Saint-Thomas et de Saint-Nicolas, l'*Augusteum*, le *Paulinum*, l'École bourgeoise, l'Hôtel-de-Ville, construit en 1599, l'École de Saint-Thomas, restaurée en 1829, la Pleissenbourg avec l'Observatoire, la Bourse, le Théâtre, la Halle aux draps, le *Georgenhaus*, les cours ou passages d'Auerbach, de Koch, de Hohenthal, de Stieglitz, la maison dite de Thomæ, etc. Les faubourgs de Pierre et de Grimma sont les plus grands et les plus beaux. On remarque dans le premier l'esplanade avec la statue de Frédéric-Auguste, par OEser, et la place aux Chevaux, ainsi que l'hôtel de Hærtel dans le style italien avec de belles fresques, le jardin de Reichel avec ses vastes bâtiments, ses bains chauds et ses nombreux pavillons, dans l'un desquels se trouve l'établissement d'eaux thermales factices de Struve, le jardin de Rudolf, etc. Le faubourg de Grimma offre à la curiosité du voyageur le grand cimetière avec ses monuments, parmi lesquels se distinguent ceux de Gellert, de Tzschirner, etc., et sa salle mortuaire, construite en 1833, le jardin d'hiver de Breiter et une foule de jolies maisons. Dans le faubourg de Halle, on remarque la Douane sur une grande place, où se trouve aussi la Balance publique, le jardin de Keil avec une belle serre et l'hôtel Gelpke. C'est dans le faubourg de Ranstadt qu'est le jardin de Reichenbach (aujourd'hui de Gerhard), où l'on voit la pierrre tumulaire du prince Poniatowski (*voy.*). Le nombre des habitants de Leipzig s'élève aujourd'hui à environ 44,000, dont près de 2,000 catholiques, 670 réformés, descendant en partie des anciens réfugiés français, une vingtaine de Grecs et environ 150 Israélites.

La foire de Leipzig (*voy.* T. XI, p. 185), quoique bien déchue de ce qu'elle était encore au commencement de ce siècle, est toujours une des plus importantes de l'Europe. Il s'y fait des affaires considérables en pelleteries, en coton et en toiles de coton, en laine, en denrées coloniales, en livres et en gravures, pour une valeur totale annuelle de 18 à 20 millions d'écus saxons. Leipzig est en effet le centre de la librairie (*voy.*) allemande; les libraires de toutes les parties de l'Allemagne y ont leur commissionnaire chargé de leurs intérêts. Le commerce des chevaux, la vente des marchandises anglaises et françaises ou des produits de l'Erzgebirge donnent lieu à des affaires non moins lucratives. Jusqu'à présent les manufactures et les fabriques de cette ville n'ont pas pris un bien grand développement; cependant le filage de l'or et de l'argent, la fabrication du tabac, de la toile cirée, des cartes à jouer, etc., occupent un grand nombre d'ouvriers. Il y a aussi deux filatures de laine, dont l'une est mue par la vapeur. La librairie, l'imprimerie et la fonderie de caractères mettent en circulation un capital de plusieurs millions d'écus. On imprime annuellement 40 millions de feuilles à Leipzig, et à la foire de Pâques, il arrive, terme moyen, 30,000 quintaux de feuilles imprimées. La bourse des libraires, fondée en 1834, est un des établissements les plus utiles pour le commerce de la librairie en Allemagne.

Sans compter l'université, dont nous parlerons tout à l'heure, Leipzig possède plusieurs sociétés savantes. La bibliothèque du conseil de magistrature (*Raths-bibliothek*), fondée en 1605, augmentée considérablement, en 1677, par un legs, contient aujourd'hui 40,000 volumes et est riche en ouvrages d'histoire et de droit. L'Académie des beaux-arts, créée en 1764, a rendu des services notables sous la direction d'OEser, de Tischbein et de Schnorr. MM. Speck, Keil et d'autres particuliers possèdent de belles galeries de tableaux. Les jeunes gens qui étudient le chant trouvent à Leipzig d'importantes ressources dans le chœur de Saint-Thomas, ainsi que dans les concerts publics, établis en 1741 et réorganisés en 1781, où s'exécutent les grands morceaux de la musique instrumentale moderne. Les deux écoles savantes de Saint-Thomas et de Saint-Nicolas citent avec orgueil parmi leurs professeurs Gesner, Ernesti, Fischer, Reiske et d'autres hommes cé-

lèbres. Le commerce de Leipzig a fondé une École de commerce*, qui a été ouverte en 1831. L'instruction de la classe moyenne a été favorisée par la fondation récente de l'excellente Ecole gratuite et de l'École bourgeoise qui ont servi de modèles à toutes les autres. Les enfants des basses classes reçoivent une instruction appropriée à leur état dans plusieurs écoles pour les pauvres, ou écoles particulières. Ceux qui apprennent un métier peuvent fréquenter l'école du dimanche. Une école bourgeoise, non moins bien tenue, est destinée spécialement à la jeunesse catholique. Il n'y a peut-être aucune ville en Allemagne, où les concerts et le théâtre soient plus fréquentés, et les artistes mieux accueillis. Aussi, tandis que les théâtres de villes beaucoup plus considérables ont de la peine à se soutenir, celui de Leipzig se trouve dans une situation assez prospère.

Parmi les promenades et autres lieux d'amusements publics, on doit citer la belle forêt de Rosenthal, les allées plantées d'arbres et d'arbustes qui entourent la ville, les parcs de Lützschena, d'Abtnaundorf, de Dœlitz, d'Eythra, etc.

Leipzig, récemment uni à Dresde par un chemin de fer, est, depuis 1835, le siége d'une direction de cercle, d'un tribunal d'appel, d'un bailliage de cercle et d'autres administrations qui ne sont pas encore complétement organisées. Le conseil de magistrature comprend le sénat formé d'un bourguemestre, 8 conseillers payés et 12 conseillers sans traitement, le tribunal de la ville subdivisé en quatre sections, le collége criminel uni, le bureau de la police, le présidial, etc. Tous les habitants, sans distinction, qu'ils soient bourgeois de la ville ou qu'ils aient seulement la permission d'y résider, sont soumis aujourd'hui à la même juridiction ; les étudiants eux-mêmes ne ressortissent plus du tribunal de l'université que pour les délits contre la discipline.

La ville de Leipzig (*Lipsia*) doit son origine à un village slave, situé au confluent de la Parde et de la Pleisse, et a sans doute reçu son nom des tilleuls (en slave *lip* ou *lipa*) qui l'entouraient. Henri I^er^ qui jeta, en 928, les fondements du château de Meissen, paraît en avoir construit un autre dans la plaine de Leipzig. Ce ne fut cependant qu'au XII^e^ siècle, sous le margrave Othon-le-Riche, que la ville fut ceinte de murs et de fossés. Elle comptait alors de 5 à 6,000 habitants. La turbulence de sa population obligea Thierry, fils d'Othon, à y élever, en 1218, trois châteaux, dont l'un, celui de la Pleisse, existe encore. Comme déjà, à cette époque, les juifs s'y étaient établis, on peut en conclure qu'il s'y faisait un commerce assez considérable, et il paraît que dès lors se forma la corporation des marchands. La première mention du tribunal des échevins se rapporte à l'an 1363 ; quelques-uns prétendent cependant qu'il fut établi dès 1291. Dans la bulle de confirmation de l'université, en date de 1409, Leipzig est qualifié de ville vaste et peuplée. Il est très vraisemblable que la ville proprement dite avait alors la même étendue qu'aujourd'hui, puisqu'en 1454, le fossé qui conduit à l'entour de la ville en marquait déjà la limite; mais les faubourgs ne se composaient encore que de misérables cabanes. La première pharmacie s'y établit en 1409. En 1458, il s'y tint un marché de nouvel an; les lettres-patentes qui l'autorisaient furent confirmées en 1466, et en 1507, l'Empereur reconnut comme foires publiques ses trois marchés. Leipzig est célèbre dans l'histoire de la réformation, par le *colloque* qui eut lieu, en 1519, entre Luther, Eck et Karlstadt, ainsi que par les secrètes menées de Tetzel, qui y mourut. Ce fut en 1545 qu'il s'y établit pour la première fois des libraires. La caisse du corps des marchands fut organisée en 1612. La guerre de Trente-Ans anéantit la prospérité de Leipzig; cependant le long repos dont cette ville jouit ensuite, et les richesses qu'elle acquit pendant la paix lui permirent de songer à ses embellissements. La plupart des jardins qui existent encore aujourd'hui et les allées de tilleuls de ses remparts datent de cette époque. La tranquillité

(*) On doit à son premier directeur, M. Schiebe de Strasbourg, un excellent Dictionnaire du commerce, fait, comme celui du libraire Guillaumin, sur le modèle de l'ouvrage de Mac-Culloch et intitulé *Universal-Lexicon der Handelswissenschaften*, Leipzig et Zwickau, 1837, 3 vol. in-4°. Ş.

rétablie après la guerre de Sept-Ans, on abattit les fortifications, et au lieu d'une ceinture de pierres, la ville s'entoura d'un jardin. Elle eut beaucoup à souffrir en 1813, à l'époque de la bataille sanglante qui porte son nom (*voy.* plus loin), et éprouva la douleur de voir le roi Frédéric-Auguste fait prisonnier dans ses murs. Mais sa prospérité ne tarda pas à se relever, et elle semble devoir atteindre un plus haut degré encore depuis que la Saxe est entrée dans l'association des douanes prussiennes et que les chemins de fer en facilitent l'abord. — *Voir* les ouvrages allemands suivants, tous imprimés à Leipzig : Vogel, *Histoire ou annales de Leipzig* (1714); Leonhardi, *Histoire et description de Leipzig* (1799); Dolz, *Essai d'une histoire de Leipzig* (1818); Gretschel, *Leipzig et ses environs* (1828).

L'Université de Leipzig, une des plus célèbres de l'Allemagne, fut fondée, en 1409, par l'électeur Frédéric-le-Belliqueux et son frère Guillaume, sur le modèle de celles de Prague et de Paris, et sa fondation fut confirmée, dans cette année même, par une bulle du pape Alexandre V. Une somme d'argent, plusieurs maisons de la ville, trois villages et des rentes de différentes espèces furent assignés pour le traitement des professeurs. Les papes Jean XXIII et Martin V y ajoutèrent six canonicats à Meissen, Zeitz, Naumbourg et Merseburg. A l'époque de la réformation, l'électeur Maurice augmenta cette dotation de cinq villages et de 325 arpents de forêts. Le *convictorium* (table d'étudiants) et un grand nombre de bourses furent fondés également en faveur des étudiants pauvres. Enfin, le roi Frédéric-Auguste I^er^ affecta au fonds des appointements les intérêts d'une somme de plus de 100,000 écus saxons.

L'université conserve dans ses annales les noms d'une foule de professeurs illustres dont la réputation y attirait de toutes parts un grand nombre d'étudiants. En 1834 encore, 11 à 1200 jeunes gens s'y firent immatriculer; mais le nombre a depuis diminué. L'institution a subi à différentes époques les modifications exigées par l'esprit du temps. Elle a été améliorée surtout en 1830, où la division en nations a été abolie, et où, tout en conservant le droit de s'administrer elle-même, elle a été placée sous le ministère des cultes. Jusqu'en 1834, ses revenus et ceux des établissements qui en dépendent se sont élevés annuellement à environ 50,000 thalers, sans compter les 24,000 thalers de subvention donnés par l'état et qui a été portée dans ces derniers temps à une somme beaucoup plus forte.

Le nombre des professeurs est de plus de 70, dont 23 d'ancienne fondation, savoir : 4 de théologie, 5 de droit, 4 de médecine et 10 de philosophie, lesquels seuls peuvent remplir les fonctions de recteur, de vice-chancelier et de doyen ; 11 professeurs ordinaires de nouvelle fondation, et plusieurs professeurs extraordinaires, environ 30 professeurs privés dans les quatre facultés, et des professeurs des langues vivantes et des beaux-arts. A la tête de chaque Faculté, est un doyen qui change tous les ans. Le recteur, dont les fonctions sont également annuelles depuis 1830, est le chef de l'université, et dans toutes les circonstances importantes, il consulte le sénat académique ou le collége de tous les professeurs ordinaires. En cas de partage des voix, c'est la sienne qui décide. Depuis 1829, un tribunal composé du recteur, du juge de l'université, de quelques assesseurs et d'un greffier, juge les cas de discipline et de juridiction. Diverses institutions, en partie fondées par des personnes bienfaisantes, où les élèves reçoivent soit une instruction générale, soit une instruction spéciale dans certaine branche de la science, contribuent puissamment au progrès des études. Tels sont le collége des prédicateurs, qui a célébré en 1824 le jubilé de sa fondation, et le séminaire philologique établi en 1784 par Beck (*voy.*), devenu école royale en 1809, réorganisé en 1834, et réuni avec la Société grecque fondée en 1794 par M. Hermann. A l'hôpital de Saint-Jacques est joint un excellent cours clinique avec dix salles pour les malades. La maison d'accouchement, fondée en 1810, a été réorganisée en 1828. Dans le jardin de Trier (Trèves?) se trouve un jardin botanique. Le laboratoire de chimie s'est beaucoup amélioré, et le cabinet anato-

mique a reçu un grand développement. L'établissement fondé, en 1820, pour les maladies des yeux, a été confirmé par le roi, en 1826, agrandi en 1828, et l'on y a joint une chaire spéciale. L'institut des sourds-muets est placé également sous la surveillance de l'université. Chaque professeur ordinaire est censeur de droit de tous les ouvrages qui se rapportent à la branche qu'il enseigne. Les membres de la Société Iablonovienne (*voy.* Iablonowski), sont choisis parmi les professeurs. La Bibliothèque, trop longtemps négligée, a, depuis 1833, un bibliothécaire en chef qui l'administre sous la direction du ministre des cultes. Elle compte environ 100,000 volumes imprimés, et plus de 4,000 manuscrits, provenant des couvents supprimés ou de dons des professeurs. Elle est riche surtout en ouvrages de philologie, de médecine et en anciens écrits théologiques. L'Observatoire de Pleissenbourg, établi en 1787, restauré en 1818, est situé par 50° 20 19″ de lat. N., et par 10° 1′ 30″ de long. or. de Paris. Enfin, à l'université se rattache encore l'*Augusteum*, ainsi appelé du nom de Frédéric-Auguste Ier. Ce beau bâtiment, achevé en 1835, renferme une vaste cour, des salles pour les élèves, pour la bibliothèque, pour les collections d'histoire naturelle, et le local nécessaire pour un cabinet de physique. *Voir* Gretschel, *L'université de Leipzig* (Dresde, 1830). *C. L.*

Batailles de Leipzig. Deux fois les destinées de l'Allemagne se décidèrent par le sort des armes dans les plaines de Leipzig, en 1631 et en 1813. Dans la bataille du 7 septembre 1631, le génie militaire de Gustave-Adolphe (*voy.*) fit triompher les principes protestants dans le nord de l'Allemagne. Tilly et Pappenheim, généraux des Impériaux, furent complétement battus dans la plaine de Breitenfeld : des 35 à 40,000 hommes qui composaient leur armée, 8,000 restèrent sur le champ de bataille et 3,000 furent faits prisonniers. — Onze ans plus tard, le 2 novembre 1642, ces mêmes lieux furent témoins d'une nouvelle victoire des troupes suédoises : le général Torstenson y défit les Impériaux commandés par l'archiduc Léopold-Guillaume et Piccolomini. Mais la bataille de 1813 est la plus remarquable de toutes, et par la durée du combat, et par le nombre des combattants, et par ses résultats décisifs.

Après 45 jours d'une lutte savante (*voy. bataille de* Dresde), Napoléon avait resserré le champ de ses opérations. A l'est, la Silésie et la Lusace étant abandonnées, Blücher n'était plus qu'à une dizaine de lieues de Dresde ; en communication, par le corps de Bubna, avec la grande armée de Bohême, il avait sur sa droite, à Elsterwerda, le corps de Tauenzien, qui faisait partie de l'armée du Nord ; celle-ci s'étendait sur le Schwarz-Elster, de Hetzberg jusqu'à Jerbot. Ces deux armées pouvaient se joindre en quelques marches et venir dans les plaines de Leipzig donner la main à la grande armée de Bohême, concentrée, sur la droite de l'Elbe, entre Aussig et Brux. Réunie aux armées du Nord et de Silésie, l'armée de Bohême avait la chance d'accabler Napoléon sous une masse de plus de 300,000 hommes. Si Napoléon restait sur l'Elbe, elle lui coupait ses communications avec la France ; si, pour prévenir ces dangers, il se repliait derrière la Saale, alors il abandonnait la Saxe sans coup férir, et perdait les avantages de sa position centrale sur l'Elbe avec l'appui de ses forteresses. En continuant à déborder ses deux ailes, les alliés espéraient le repousser bientôt vers le Rhin. La jonction des 60,000 hommes que Benningsen amenait de Pologne fut le signal de ce grand mouvement.

En même temps, Napoléon avait concentré environ 175,000 hommes sur les deux côtés d'un angle aigu, dont Dresde était le sommet, faisant intérieurement face aux alliés à l'est et au sud. Le côté E., marqué par le cours de l'Elbe, avait 35 à 40 lieues de Dresde à Wittenberg et Dessau ; le côté S., opposé aux montagnes de la Bohême, et marqué par la grande route de Dresde à Freyberg et Chemnitz, avait une étendue de 18 à 20 lieues. La base de ce triangle acutangle allait de Chemnitz à Dessau, en passant par Leipzig, sur une longueur d'environ 35 lieues. Dans cette position, Napoléon, les yeux attachés sur les trois armées alliées, épiait tous leurs mouvements, prêt

à fondre sur la première qui lui prêterait le flanc.

Le 3 et le 4 octobre, Blücher et Bernadotte franchirent l'Elbe; mais informés, le 9, que Napoléon accourait à eux, ils repassèrent précipitamment la Moldau, se couvrirent même de la Saale, abandonnant ainsi, avec leurs ponts sur l'Elbe, leur ligne d'opérations et toute la Prusse, où Napoléon prit la résolution de se jeter avec les 125,000 hommes qu'il avait amenés. Murat devait contenir Schwarzenberg, manœuvrer de manière à conserver Leipzig, et, s'il était forcé à la retraite, suivre le gros de l'armée vers l'Elbe. Déjà l'alarme était parmi les alliés, lorsque, le 13, vers 4 heures du matin, arriva, comme un coup de foudre, la nouvelle de la défection de la Bavière. Aussitôt, Napoléon changea de plan; car les troupes bavaroises, entraînant celles de Wurtemberg et de Bade, et réunies à une armée autrichienne, pouvaient, en quelques jours, franchir le Rhin; il précipita donc la marche de ses corps vers Leipzig, espérant y arriver assez à temps pour prévenir la jonction des trois armées alliées. Mais le brusque passage d'un système d'opérations à un système opposé ne s'exécute jamais sans de grandes difficultés : il en résulta des retards inévitables; Napoléon ne put attaquer le 15, et, dès lors, son succès devenait chanceux.

Le 16 au matin, l'armée de Bohême, forte de 136,000 hommes, décrivait, au sud de Leipzig, un arc de cercle d'environ 11,000 toises. Le principal front des alliés, à droite de la Pleisse, était à moins d'une lieue du front de Napoléon. A la droite de l'armée française était le village de Mark-Kleeberg, appuyé à la Pleisse; Wachau et son bois marquaient le centre, et, plus loin, dans la même direction, Liebertwolkwitz formait la limite de l'aile gauche. Derrière cette aile, point le plus faible, étaient concentrées les principales forces de Napoléon; la garde entière, forte de 24,000 hommes, se rassemblait en arrière de Liebertwolkwitz. « Le résultat évident de ces dispositions, dit le général Pelet, était d'étendre notre front sur la route de Grimma par le corps de Macdonald; de faire avancer Augereau pour lier ce maréchal avec Lauriston à Liebertwolkwitz; de former, avec les quatre divisions d'infanterie de la jeune garde (16,000 hommes), une seconde ligne; avec les quatre de la vieille garde (8,000 hommes, cavalerie et infanterie), une troisième. » Enfin, Marmont, avec 18,000 hommes d'élite, devait se porter du nord de Leipzig au sud, dans le cas où le maréchal Ney, chargé de la défense au nord n'apercevrait pas, le matin, d'armée ennemie débouchant par Halle.

Si rien n'était venu déranger ses plans, Napoléon aurait donc eu sous la main, au sud de Leipzig, une force d'environ 116,000 h. (96,000 d'inf. et 19,800 de cav.). Mais Marmont fut retenu au nord, et d'autres corps éprouvèrent du retard dans leur arrivée; si bien que Napoléon, qui comptait attaquer dès le point du jour, dut accepter la bataille au lieu de la livrer. Dès 9 heures, la canonnade avait commencé sur toute l'étendue de la ligne, et, à 10, elle était si vive qu'on ne distinguait plus les décharges qui se succédaient sans interruption. Vers 11 heures, les murs des villages qui servaient de parapets aux soldats français tombaient en ruines. L'assaut fut ordonné. « Les plus grands efforts, dit le général Pelet, furent faits surtout contre Liebertwolkwitz et Wachau. Quatre-vingts bataillons y furent employés. Six assauts furent repoussés. L'artillerie de Drouot placée entre ces deux villages, sur le revers du Galgenberg, écrasait les colonnes alliées et les battait d'écharpe... » Aussi, l'ennemi ne put s'y établir, et ces villages finirent par rester en notre pouvoir. Mark-Kleeberg seul, pris à dos et de flanc par le canon de Meerveldt, en même temps qu'il était attaqué de front par Kleist, resta à l'ennemi après quatre assauts. Sur le reste de la ligne, l'ennemi, comme consterné, reculait ses batteries démontées par les nôtres.

Jusque-là, Napoléon s'était borné à maintenir sa ligne. A 11 heures, la tête des corps qu'il attendait n'avait point encore paru. Vers midi seulement, l'approche du 11e corps fut annoncé, et les brouillards qui couvraient l'horizon se dissipèrent. A son tour, Napoléon allait prendre l'offensive. Avec la vieille garde, il s'avança sur le Galgenberg, où il forma

ses réserves conduites par Drouot. A la vue de l'empereur, l'infanterie du centre poussant des cris d'enthousiasme, s'élança hors des villages. Les ennemis, pliant de toutes parts, se retirèrent sous la protection de leur artillerie. Après s'être reformés sur une ligne de mamelons à 3 ou 400 toises en arrière, ils rétablirent le combat; mais leur droite ne tarda pas à être culbutée, et ils prirent une nouvelle position sur la crête en avant d'Auenhayn et sur le plateau de la forêt de l'université. Forcés encore une fois par l'artillerie de Drouot et par l'audace de nos jeunes soldats, ils se replièrent sur Mark-Kleeberg, Auenhayn et Gossa. Mais ils furent encore poursuivis. Les soldats de Dubreton, pénétrant enfin dans la bergerie d'Auenhayn et dans l'enceinte d'un étang desséché, y firent un horrible carnage. Sur les bords de la Pleisse, les Polonais, avec une brigade de Sémélé et l'appui d'Oudinot, emportaient Mark-Kleeberg. L'ennemi se repliait en désordre sur Grœbern; sa 3e position était perdue; il ne fallait plus qu'un nouvel effort des Français pour se porter au-delà du Gosel, se rendre maîtres des parcs, des défilés de la Pleisse, de la route de Chemnitz, principale ligne d'opérations des alliés, et couper ainsi la communication de Barclay avec Schwarzenberg et le corps de Benningsen.

A l'aile gauche, les progrès de l'armée française ne pouvaient être aussi rapides. Le Kolmberg, couvert d'ennemis et de canons, l'empêchait d'avancer. Vers 2 heures, Napoléon y parut: à sa vue, l'enthousiasme parcourt tous les rangs, et bientôt les Autrichiens culbutés abandonnent une partie de leur artillerie. A droite, la forêt de l'université tombe au pouvoir de la jeune garde. Un mouvement rapide pouvait compléter le succès des Français. Deux énormes masses de cavalerie se précipitent alors sur l'ennemi avec la rapidité d'une avalanche. Tout cède devant elles; la cavalerie de Pahlen est écrasée, la droite de l'infanterie alliée enfoncée, une batterie de 26 pièces enlevée. Mais surprise dans le désordre de la victoire et n'étant pas soutenue, la cavalerie française tourne bride et vient s'abattre en flots tumultueux sur les batteries de Drouot. Cependant la mitraille obligea l'ennemi à une prompte retraite.

A droite, Kellermann, ayant culbuté les cuirassiers de Lévaschef, les poursuivit avec ardeur; l'infanterie ployant allait abandonner le défilé du Gosel. De cette possession dépendait la victoire; mais, à 3 heures, la réserve autrichienne atteignit la tête du pont de Grœbern.

L'arrivée des grenadiers autrichiens et des réserves de la garde russe et prussienne permit à l'ennemi de relever, par des troupes fraîches, le corps de Kleist et les grenadiers russes, tandis que les conscrits français avaient de la peine à garnir leur front. Vers 4 heures, les généraux alliés, sentant l'extrême importance de Gossa et du plateau d'Auenhayn, dirigèrent tous leurs efforts de ce côté, mais inutilement. Napoléon, espérant pouvoir compléter son succès, disposa tout pour renouveler une attaque générale: l'ennemi fut encore une fois repoussé de ses positions. Il était plus de 5 heures lorsque, renonçant à un avantage plus décisif, Napoléon se borna à occuper le champ de bataille.

Le lendemain, 17 octobre, Napoléon, par les préparatifs d'un nouveau combat, frappa de crainte les souverains alliés. Au lieu de renforcer leurs corps qui étaient en mesure de couper ses communications avec la France, ceux-ci les rappelèrent à la droite de la Pleisse et de l'Elster, sur les bords du Gosel et de la Partha. « Les alliés voulaient combattre à 2 heures, dit l'historien russe Danilefski, mais la pluie continuelle et le mauvais état des chemins retardèrent l'arrivée de Colloredo, de Benningsen et de Charles-Jean... Du reste, sauf une attaque de cavalerie au nord, tout se passa dans une paix profonde en cette journée sombre et pluvieuse. » L'envoi du général autrichien Meerveldt, qui avait été fait prisonnier, à l'empereur d'Autriche, avec des propositions de paix, fut le seul indice par lequel Napoléon trahit l'embarras de sa position. Dans la nuit, les parcs furent dirigés vers le défilé de Lindenau, et les différents corps de l'armée reçurent l'ordre de se diriger sur Leipzig; mais on dissimula soigneusement les apparences d'une retraite.

A minuit, les postes français engagèrent une vive fusillade sur toute la ligne, et

vers 2 heures du matin seulement, le 18, par une pluie très forte, commença le mouvement rétrograde. Napoléon avait fixé à 1,500 toises environ plus près de Leipzig le nouveau front sur lequel il livrerait bataille, si l'ennemi ne se contentait pas d'occuper le terrain qu'il lui abandonnait. Probstheyda devint le centre de sa nouvelle position. Le maréchal Ney, dont le quartier-général était à Rendnitz, avait dans son commandement le front du nord et du nord-est, et se trouvait ainsi plus particulièrement chargé des préparatifs de la retraite. Ses corps faisaient face aux armées de Blücher et de Charles-Jean, qui bordaient la Partha. Après avoir pris toutes ses dispositions, Napoléon se porta, au point du jour, en avant de sa ligne pour reconnaître le mouvement de l'ennemi. L'armée de Schwarzenberg, forte de 145,000 hommes, était divisée en trois masses principales : l'aile gauche sous le prince de Hesse-Hombourg, l'aile droite sous Bennigsen, et le centre sous les ordres de Barclay de Tolly.

Bientôt le général Bertrand, qui se trouvait à Lindenau, reçut l'ordre de commencer son mouvement sur la route de Lützen à Weissenfels. Les 2^e^, 5^e^ et 11^e^ corps d'armée se replièrent sur la ligne de bataille qui leur avait été assignée au centre et à gauche, et la cavalerie française vint se ranger en arrière à l'abri des boulets.

Vers 11 heures, on entendit quelques coups de canon du côté de l'ouest, resté muet jusqu'alors. Bertrand, en débouchant de Lindenau, avait enlevé deux bataillons de la division Liechstenstein placée en observation; le reste s'était replié, et Bertrand ne rencontra plus d'autres ennemis. Dès que Napoléon en fut informé, il fit commencer sur Lützen le mouvement d'évacuation.

Depuis 10 heures, une épouvantable canonnade se faisait entendre. L'aile droite des Français, appuyée sur la Pleisse, se maintenait invincible malgré les efforts désespérés de Schwarzenberg. Depuis Konnewitz jusques en vue du Thomberg, on se battit avec un tel acharnement que les Autrichiens manquèrent pendant quelque temps de munitions.

A notre aile gauche, Macdonald et Sébastiani se retirèrent d'abord, conformément à leurs instructions, devant les colonnes de Benningsen; mais aux villages de Zuckelhausen, de Holzenhausen et de Baalsdorf, commença une résistance opiniâtre. A la fin, les deux généraux français durent céder et prendre position en arrière de ces villages, couvrant ainsi le flanc gauche de Probstheyda.

Depuis longtemps, Barclay dirigeait toutes les batteries du centre sur ce dernier point. Quand la droite des alliés eut terminé, vers 2 heures, sa longue évolution, l'attaque contre Probstheyda redoubla encore de violence; mais tous les efforts de l'ennemi vinrent échouer devant la bravoure de la défense. A la fin, les souverains coalisés, émus de l'énormité de leurs pertes, renoncèrent à tenter de nouveaux assauts et firent retirer leurs troupes à la distance de 600 pas. La canonnade continua jusqu'au soir sans autre incident. Dès lors, les efforts des alliés se portèrent du côté du nord.

Vers une heure, les têtes de colonnes du prince royal de Suède furent en vue. C'étaient 70,000 hommes de troupes fraîches qui venaient renforcer le corps de Blücher. La disproportion avec les forces de Ney était accablante; et pour comble de malheur, la défection se mit dans le camp de nos alliés. Toute l'infanterie et la cavalerie saxonnes, à l'exception d'un bataillon de la garde et de deux régiments de cuirassiers, passèrent à l'ennemi avec leurs quatre batteries en tête. Cette trahison ne tarda pas à être imitée par la cavalerie légère wurtembergeoise. Un vide fatal est ouvert sur ce point; l'ennemi en profite, redouble ses assauts. Napoléon, entendant notre feu se rapprocher, se porte au galop de ce côté. Le danger était imminent. Sellerhausen, appui de l'aile droite du maréchal Ney, venait d'être emporté par Bulow. Quelques progrès de plus le portaient sur notre grand parc, sur les derrières de Probstheyda. La présence de Napoléon produisit son effet accoutumé. Les troupes de Bulow, chargées de toutes parts, plièrent, tandis que, à Schœnfeld, appui et pivot de notre gauche, Marmont se sacrifiait pour arrêter Blücher devant ce vil-

lage que sept fois en ce jour il arracha à ses assauts furieux.

Il était près de 4 heures, lorsque Napoléon, revenu à Probstheyda où Schwarzenberg n'avait pas renouvelé ses attaques, donna l'ordre au 1er corps de cavalerie de traverser Leipzig pour s'établir à Schœnau avant la nuit. Les 3e et 5e corps de la même arme le suivirent ainsi que le grand parc. Tandis que ces premiers mouvements de la retraite s'effectuaient en bon ordre, une canonnade terrible dura jusqu'à la nuit sur toute la ligne. A Schœnfeld, le combat se prolongea jusqu'à 11 heures du soir; chaque parti garda une extrémité du village. L'armée française bivouaqua sur la ligne de Schœnfeld, Stœtteritz, Probstheyda, Lossnig, terrain défendu durant la bataille. Napoléon passa la nuit à Leipzig avec le roi de Naples.

Le 19 octobre, au point du jour, la retraite continua; Poniatowski et Macdonald (*voy.* ces noms) avaient ordre de la couvrir. Aussitôt que les alliés se furent aperçus que les Français avaient abandonné leurs positions, ils prirent leurs mesures pour attaquer Leipzig de tous les côtés, et, après une lutte acharnée, ils restèrent maîtres de deux portes. Il serait impossible de peindre la cruelle confusion de cette retraite à travers la ville et ses environs. Chaque moment augmentait le désordre de l'armée française; pour comble de malheur, on fit sauter trop tôt le seul pont qui existât sur l'Elster. Peu de temps auparavant, Napoléon, après avoir fait ses adieux au roi de Saxe et à sa famille, ayant trouvé ce pont encombré, avait dû passer l'Elster sur une passerelle formée de quelques planches. Une lutte terrible s'engagea alors dans les jardins et sur les quais environnants; les 15,000 hommes, restés sur la rive droite de l'Elster, se battirent en désespérés; un grand nombre d'entre eux périrent dans les eaux débordées de la Pleisse et de l'Elster, où Poniatowski lui-même, atteint de plusieurs blessures, trouva une mort glorieuse; mais les autres, comprenant l'inutilité d'une plus longue défense, mirent bas les armes. Les généraux Reynier et Lauriston furent pris; Macdonald parvint à s'échapper. Environ 300 pièces d'artillerie et 900 voitures de bagages restèrent au pouvoir de l'ennemi.

Nous terminerons cet article en citant le jugement que Jomini (*Vie politiqae et militaire de Napoléon*, t. IV, p. 496) met dans la bouche de Napoléon. « Aucun de nos corps n'avait été entamé;... c'était beaucoup pour la gloire,... mais dans la situation désespérée de nos affaires, un demi-succès équivalait à une défaite... Avec des troupes exténuées de fatigue et de faim, il devenait très difficile d'opérer la retraite dans la nuit... Il eût été indispensable de faire filer tous les équipages de l'armée le 18, sous la protection de Bertrand: on les laissa encombrés, au contraire, entre l'armée et Leipzig... J'avais bien ordonné qu'on jetât trois ponts supplémentaires sur la Pleisse, mais cet ordre donné à la hâte et un peu tard, fut encore mal exécuté... On n'en construisit qu'un mauvais qui se rompit. En retraite, à travers les rues d'une ville, il y a nécessairement un encombrement horrible; il ne faut que deux, trois voitures brisées pour tout arrêter. Le 19 nous trouva dans ces embarras. Il fallait recevoir encore une bataille pour opérer la retraite. Tactiquement, la position n'était pas mauvaise. On pouvait se défendre 24 heures dans Leipzig. Mais les moyens de passage manquant, et les Badois ayant livré la porte de Saint-Pierre, les corps de Poniatowski, Reynier, Macdonald et Lauriston, laissés pour la défense, n'eurent plus d'autre parti que de gagner le pont; dans cet espace étroit, affluant de tous côtés, croisés par les immenses parcs qui obstruaient tout, ils ne formèrent bientôt plus qu'une cohue. Elle se fût cependant écoulée peu à peu. Mais l'unique pont qui restait sauta en l'air avec fracas. A l'approche de quelques tirailleurs russes, un caporal de sapeurs avait pris l'alarme et mis le feu aux poudres. Cette fatalité nous coûta près de 15,000 hommes obligés de mettre bas les armes. » Jomini évalue à 50,000 hommes les pertes de l'armée française, tant en morts et en blessés qu'en prisonniers. Mais Danilefski les porte encore plus haut. D'après Plotho, les pertes des alliés se montent à plus de 46,000 hommes, dont

21 généraux et près de 1,800 officiers. EM. H-G. *

LEISEWITZ (JEAN-ANTOINE), tragique allemand, né à Hanovre, le 1er mai 1752, étudia le droit à Gœttingue, et s'y lia avec Boje, Burger, Hœlty, Miller, Stolberg, Voss, etc. Ses talents, son activité, son intégrité le firent employer de bonne heure par le gouvernement de Brunswic, et lui valurent un avancement rapide. Il venait d'être nommé président du collége supérieur de santé, lorsqu'il mourut, le 10 septembre 1806.—Comme écrivain, il s'est acquis une gloire durable par sa tragédie *Jules de Tarente* (Leipz., 1776), ouvrage extrêmement remarquable dans le genre de ceux de Lessing, qui concourut avec les *Jumeaux* de Klinger pour le prix fondé à Hambourg par Schrœder (*voy.* ces noms.). La même défiance de soi-même qui empêcha Leisewitz d'écouter les exhortations de ses amis à poursuivre une carrière où il avait débuté avec tant d'éclat, paraît l'avoir décidé à détruire quelque temps avant sa mort le manuscrit d'une Histoire de la guerre de Trente-Ans qu'il avait presque terminée. *C. L.*

LEKAIN (HENRI-LOUIS), célèbre acteur tragique dont Talma lui-même n'a point fait oublier la renommée, était né à Paris, le 14 avril 1728. Fils d'un orfévre, et destiné à la même profession, il fut mis au collége Mazarin où il fit de bonnes études. L'occasion qui se présenta de jouer sur un théâtre de société ne tarda pas à éveiller en lui le goût pour la scène; par un heureux hasard, Voltaire voulut l'entendre, et, malgré les défauts de son physique, de son organe, et malgré son inexpérience, il devina le talent du jeune artiste. Toutefois, Voltaire chercha d'abord, dans ce qu'il croyait l'intérêt du jeune homme, à le détourner d'une carrière alors si peu honorée, et, dans sa généreuse bienveillance, alla jusqu'à offrir de lui prêter 10,000 liv. pour former un établissement. Voyant enfin chez Lekain un de ces entraînements invincibles vers la scène qui annoncent les grands comédiens, il voulut en donner un à la France, le logea chez lui, pourvut pendant six mois à tous ses besoins, et le fit jouer divers rôles, avec ses nièces et quelques amateurs, sur un petit théâtre construit exprès dans son habitation. En même temps, l'auteur de *Zaïre* sollicitait pour Lekain un ordre de début au Théâtre-Français; mais ne l'ayant obtenu que quelques jours avant son départ pour Berlin, il ne put être témoin de cette soirée si importante pour l'avenir de son jeune protégé.

Le début de Lekain eut lieu, le 14 septembre 1750, dans Titus de la tragédie de *Brutus*. Au premier aspect, des préventions défavorables s'élevaient contre le nouvel acteur. Sa figure non-seulement n'était pas belle, mais avait quelque chose de commun; sa taille était peu élevée; sa voix, qu'il avait déjà beaucoup travaillée, paraissait encore voilée et peu agréable. Mais une âme de feu, une sensibilité profonde et communicative, une déclamation à la fois noble, imposante et naturelle firent bientôt oublier ces imperfections. Dans les débuts prolongés qu'on lui imposa, Lekain devint de plus en plus le favori du public, et ces femmes élégantes, qui d'abord l'avaient trouvé si laid, séduites plus tard par son jeu passionné, finissaient par s'écrier involontairement: *Comme il est beau!*

Cependant, 17 mois s'étaient écoulés et Lekain n'était point encore admis au Théâtre-Français. Il fallut, pour décider sa réception, un ordre formel de Louis XV qui, après l'avoir vu jouer Orosmane, avait dit: « Il m'a fait pleurer, moi qui ne pleure guère! »

Sa carrière ne fut dès lors qu'une suite de triomphes. Amoureux de son art et s'en occupant sans cesse, il parvint à faire de ses traits peu flatteurs la physionomie la plus expressive, de son organe disgracieux une voix qui remuait toutes les fibres du cœur. Outre les principaux rôles des tragédies de Voltaire, particulièrement Vendôme, Zamore et Orosmane, il jouait d'une manière admirable Ladislas, Man-

(*) Ce tableau d'une des plus mémorables batailles des temps modernes, de la bataille des nations (*Vœlkerschlacht*), comme l'ont surnommée les Allemands, a été rédigé sur les notes qui nous ont été communiquées par M. Derode, notre collaborateur, à qui nous sommes redevables de divers autres articles analogues, tels que FRIEDLAND, GROSS-BEEREN, DRESDE, FÈRE-CHAMPENOISE, etc. S.

lius, le Cid, Rhadamiste, etc., etc. Le premier, il fit sentir, dans *Britannicus*, les beautés du rôle de Néron, dont les autres acteurs n'avaient su faire qu'un personnage odieux et repoussant.

Lekain rendit en outre deux grands services à la scène française : d'abord il parvint, secondé par un don généreux du comte de Lauraguais (*voy.*), à la débarrasser de ces banquettes placées aux deux côtés du théâtre pour les *talons rouges*, les élégants de l'époque, usage absurde qui détruisait toute illusion; ensuite, d'accord avec M^lle^ Clairon (*voy.*), il réforma les ridicules costumes qui faisaient des héros grecs et romains des personnages vêtus à la mode et avec des perruques du siècle de Louis XIV. S'il ne put les ramener à une vérité complète, il eut du moins l'honneur de commencer cette œuvre utile que Talma (*voy.*) devait accomplir.

Lekain s'absentait souvent du théâtre. Il est toutefois un voyage qu'il faisait tous les ans et qu'on ne saurait blâmer : c'était un juste hommage de reconnaissance qu'il payait au poëte de Ferney, que d'aller jouer sous ses yeux ses tragédies. Une autre excursion dramatique qu'il fit en Prusse, où l'appelaient le grand Frédéric et le prince Henri, fut très fructueuse pour lui, grâce à la générosité du second.

Ce grand artiste succomba presque subitement à une maladie inflammatoire, le 8 février 1778. Il fut inhumé le jour même où Voltaire, son ancien protecteur, rentrait à Paris après une longue absence.

On a compris sous le titre trop fastueux de *Mémoires de Lekain* quelques fragments qui ne consistent guère que dans un récit écrit par lui de ses premières relations avec Voltaire, et une lettre où il rend compte d'une de ses visites à Ferney. Si ce ne sont pas là des titres littéraires pour sa mémoire, ce sont du moins de favorables témoignages pour son caractère et son cœur.

Lekain avait perdu, en 1775, sa femme, qui joua quelque temps et d'une manière assez médiocre les soubrettes à la Comédie-Française. Il en avait eu deux enfants, dont la destinée est restée obscure. M. O.

LÉLÈGES et **LÉLEX**. Tout ce qu'on sait des Lélèges et surtout de Lélex appartient à la fable plus qu'à l'histoire. Lélex, fils de Neptune et de la nymphe Libye, vint, dit-on, d'Égypte dans la Mégaride et y régna bien avant l'arrivée des Pélasges. Une autre tradition le représente comme autochthone ou indigène de la Laconie (*voy.*), dont il fut le premier roi, et qui de son nom s'appela *Lélégie*, en même temps que ses sujets prirent le nom de *Lélèges*. Il eut pour fille Thérapné et pour petit-fils Eurotas, qui lui-même eut pour fille Sparte. Il est probable que les Lélèges de la Laconie passèrent d'îles en îles, et comme colonies, jusque sur les côtes de la Carie; ils s'y emparèrent d'une grande partie du littoral et de l'intérieur même du pays. Éphèse et Milet (*voy.* ces noms), qui d'abord s'appela *Lélégéis*, leur appartenaient. Toujours à demi barbares, les Lélèges commencèrent à déchoir lors de l'arrivée des colonies ioniennes, plus civilisées, qui, vers l'an 1130 av. J.-C., s'emparèrent à leur tour de presque tout le territoire maritime de l'Asie-Mineure, et ils cessèrent de former une race distincte des Cariens, 360 ans environ av. J.-C., après que Mausole (*voy.*) les eut transportés, des six villes qu'ils habitaient encore, dans Halicarnasse, sa capitale, qu'il venait d'agrandir. F. D.

LELEWEL (JOACHIM) est né, le 21 mars 1786, à Varsovie, où son père était un des fonctionnaires les plus honorables de la commission d'éducation au ministère de l'instruction publique. Après avoir fait ses études dans sa ville natale et à Vilna et s'être voué surtout aux sciences philologiques et historiques, M. Lelewel devint successivement professeur suppléant d'histoire à l'université de Vilna, puis professeur et bibliothécaire à Varsovie, enfin de nouveau professeur à Vilna, où ses cours publics eurent un succès éclatant et où son influence patriotique lui valut une part dans les rigueurs que le gouvernement russe fit peser, en 1823 et 1824, sur la jeunesse lithuanienne. M. Lelewel fut du nombre des quatre professeurs de Vilna qu'on destitua à cette époque. De retour à Varsovie, et ne s'y occupant plus que de travaux littéraires, il fut élu nonce, en 1828, par le district de Zelechow. C'est en cette qualité qu'il débuta sur la

scène politique à la diète de 1830, où son discours sur la loi du divorce, vivement désirée par l'empereur et que la chambre des nonces rejeta, contribua à rendre son nom de plus en plus populaire.

Lorsque la révolution éclata, l'attention publique se tourna vers M. Lelewel. Quoiqu'il ne prît aucune part directe au mouvement, il n'en fut pas moins appelé, peu de jours après, à siéger dans le gouvernement provisoire comme membre du comité exécutif. M. Lelewel fut ensuite ministre de l'instruction publique, membre du gouvernement national des cinq, et président du club ou société patriotique, tout en conservant sa qualité de député. Savant du premier ordre, il connaissait médiocrement les hommes et les affaires; républicain par conviction, il ne sortit pas cependant d'une certaine réserve, et ne trouva pas l'énergie nécessaire pour diriger une insurrection. Investi d'une confiance morale qui pouvait l'armer d'un pouvoir immense, il resta indécis et incertain, et ne joua, dans tout le cours de la révolution polonaise, qu'un rôle bien au-dessous de la position qu'il paraissait occuper. Les événements du 15 août 1831, dont quelques-uns ont voulu rejeter sur lui la responsabilité, et qu'il n'eut pas du moins la force de maîtriser, lui firent perdre le reste de son influence. Pendant l'émigration, il fut appelé à la présidence d'un comité national polonais à Paris, et par sa proclamation adressée au peuple russe, il s'attira, en 1833, l'ordre de quitter la France. Depuis ce temps, il habite Bruxelles, s'occupant de travaux scientifiques; il a fait plusieurs cours publics à l'académie libre de cette ville, et il a publié dans cet intervalle un ouvrage remarquable sur la numismatique.

Les écrits de M. Lelewel sont très nombreux; ils consistent principalement en mémoires et dissertations sur divers points d'histoire, de géographie ancienne ou du moyen-âge, d'archéologie et de numismatique. Leur principal mérite est une vaste érudition qui aime patriotiquement à s'exercer dans le champ de l'histoire de son pays. Élève et émule des Albertrandy, des Czacki, des Ossolinski et autres grands érudits de la Pologne moderne, M. Lelewel comptera toujours honorablement parmi les auteurs à qui ce pays doit une connaissance plus profonde et plus éclairée de son passé. Ses ouvrages les plus remarquables dans ce genre sont : *Coup d'œil sur l'antiquité des nations lithuaniennes et sur leurs relations avec les Hérules*, Vilna, 1808, in-8°; *De la diplomatie russo-polonaise, depuis le* XIII^e^ *jusqu'au* XVII^e^ *siècle*, 1827, in-8°; *De la bibliographie polonaise ancienne*, Vilna, 1823 et suiv., 2 vol.; *Analyse et parallèle des trois constitutions polonaises de* 1791, 1807 *et* 1815, espèce de profession de foi politique de l'auteur, publiée en 1831, et traduite, en 1833, en français. M. Drake a traduit en allemand, sur les manuscrits de M. Lelewel, l'*Histoire de la Pologne sous Stanislas-Auguste*, Brunsw., 1831, in-8°. Parmi ses autres ouvrages, nous citerons les suivants : *Recherches sur la géographie ancienne*, avec atlas gravé par l'auteur, 1818, in-8°; *Découvertes des Carthaginois et des Grecs dans l'océan Atlantique*, Varsovie, 1821 (trad. allem., Berlin, 1831); divers opuscules aussi traduits en allemand, et formant 1 vol. in-8°, Leipzig, 1836; *Histoire ancienne, depuis les temps historiques jusqu'à la moitié du* XVI^e^ *siècle de l'ère vulgaire*, avec atlas, 1819, in-8°; *Histoire ancienne de l'Inde*, etc., Varsovie, 1820. C. M-cz.

LEMAIRE (JACQUES), navigateur hollandais, né à Amsterdam, était fils d'un négociant nommé Isaac, qui eut la première idée d'une expédition dans l'océan Pacifique, en passant au sud de l'Amérique. Lemaire s'associa pour cette entreprise, qui nous a valu la découverte du cap Horn (*voy.*), à un navigateur d'une grande expérience, Guillaume-Cornelis Schouten. Partis le 14 juin 1615, ils reconnurent le détroit qui sépare la Terre de Feu de l'île des États, et ayant doublé le cap Horn, ils célébrèrent, le 12 février 1616, une fête en l'honneur de leur découverte, en dressant un acte pour la constater, et pour déclarer que le passage entre la Terre de Feu et l'île des États porterait le nom de Lemaire. L'acte fut signé par les deux navigateurs, ainsi que par les contre-maîtres des deux navires de l'expédition,

l'Eendragt et *le Hoorn*. En continuant leur voyage et en pénétrant dans l'océan Pacifique, Schouten et Lemaire découvrirent l'île des Chiens, qu'ils nommèrent ainsi d'après une race particulière de ces animaux qu'ils y trouvèrent; puis l'île Basse, l'île des Mouches, celle des Cocos et des Traîtres, les îles de Hoorn, celles d'Ontong-Java, un archipel de 16 à 20 îles qu'ils nommèrent *Marken;* enfin ils aperçurent la partie de la Nouvelle-Guinée qui fut dans la suite appelée par les Anglais Nouvelle-Irlande et Nouveau-Hanovre (*voy. Nouvelle*-BRETAGNE). Se dirigeant ensuite plus au nord, ils visitèrent encore plusieurs îles, particulièrement celle qui reçut le nom de Schouten (par 43′ de lat. sud et 135° 17′ de long. or.), et se rendirent par les Moluques à Jâva.

On regarde avec raison ce voyage de recherches comme un des plus importants qui aient été faits au XVII^e^ siècle. Il faut dire pourtant que la priorité de quelques-unes de ces découvertes a été contestée par les nations étrangères. La relation du voyage de Lemaire et de Schouten, écrite par Aris Classen, commis de l'expédition, parut en hollandais sous le titre de *Journal*, etc., à Amsterdam, 1617, in-4°, avec fig. et cart. Elle a été plusieurs fois réimprimée et traduite en français, Amst., 1618-20. On la trouve en abrégé dans plusieurs collections de Voyages.

Chacun des deux voyageurs avait perdu un frère dans la traversée de la Hollande à Java. Loin d'être récompensés du service rendu par eux au commerce maritime, ils eurent le chagrin de voir leur principal bâtiment séquestré par le gouverneur de Batavia, qui se prévalut d'un privilége obtenu par la compagnie des Indes pour les expéditions dans ce pays, mais qui leur procura les moyens de retourner en Europe. Ils s'embarquèrent sur une escadre hollandaise au milieu du mois de décembre 1616; mais à la fin de ce mois Lemaire mourut dans ces parages. Schouten revit sa patrie en 1617; il exécuta encore d'autres voyages aux Indes, et mourut pendant une relâche forcée dans la baie d'Antongil à la côte orientale de Madagascar, en 1625. D-G.

LEMAIRE (NICOLAS-ÉLOI), éditeur d'une collection importante d'auteurs classiques latins, naquit à Triancourt (Meuse), le 1^er^ décembre 1767. Il se fit remarquer pendant la révolution par ses principes exaltés. N'ayant pas su plaire au premier consul, il quitta la France en 1805; mais en 1811, il fut nommé professeur de poésie latine à l'académie de Paris, et fit imprimer plusieurs pièces de vers latins pleines d'adulation pour le grand homme qui gouvernait la France. La Restauration modifia ses opinions, et bientôt il conçut l'idée de la vaste collection d'auteurs latins à laquelle son nom reste attaché et qui, si elle laisse à désirer sous le rapport du choix des matériaux et de leur ordonnance, a du moins nationalisé en France un grand nombre de monuments de l'érudition étrangère auxquels vinrent s'ajouter des travaux remarquables dus à des savants français. Cette importante publication dédiée au roi, et pour laquelle la bourse de M. Laffitte vint généreusement l'aider, a pour titre général : *Bibliotheca classica latina, sive collectio auctorum classicorum latinorum, cum notis et indicibus*, 1819 et ann. suiv., 142 vol. in-8° (dont plusieurs sont en deux parties) et index. Elle se compose de 34 auteurs. Lemaire est mort à Paris, le 3 octobre 1832. L. L.

LEMAITRE, *voy.* SACY.

LEMAITRE (FRÉDÉRICK), né au Havre, vers 1798, se voua de bonne heure à la scène, et vint à Paris, jeune et encore ignoré, jouer les confidents tragiques sur celle de l'Odéon. Son intelligence et son physique avantageux l'y firent remarquer : engagé à l'Ambigu-Comique, il sut y faire briller, dans des pièces assez faibles, les premières lueurs de son talent. Passant ensuite au théâtre de la Porte-Saint-Martin, il y trouva dans plusieurs productions du drame moderne, des rôles plus dignes de lui. On l'a vu, tour à tour, prêter une sombre et effrayante énergie au *Joueur* de Ducange, une caustique et infernale malignité au Méphistophélès de *Faust;* une noblesse sans emphase et une sensibilité vraie à Leicester et à l'Edgar de *La Fiancée de Lammermoor*. Là aussi, il commença, dans *l'Auberge des Adrets*, la bouffonne et singulière création de ce *Robert Macaire*, dont les

auteurs avaient fait à peine un rôle, et dont lui allait faire un *type*. *Voy.* MACAIRE.

Quittant la Porte-Saint-Martin pour retourner à l'Odéon, Frédérick y aborda avec succès les premiers rôles de la tragédie, surtout celui d'*Othello*; et le drame intéressant de *la Mère et la Fille* lui dut une partie de sa vogue. On eût regretté, de le voir, quelque temps après, faire une nouvelle migration vers la Porte-Saint-Martin, si elle ne nous avait valu la création de *Richard d'Arlington*, l'une des plus remarquables de sa carrière dramatique.

De nouveaux différends avec le directeur de ce théâtre, l'en ayant encore éloigné, il alla, pendant quelque temps, donner en province des représentations que sa renommée rendit fructueuses. De retour à Paris, une idée audacieuse se présente à son esprit. C'est au milieu d'un été brûlant (14 juin 1834) qu'il joue avec un succès surprenant, dans une petite salle du boulevard, cette hardie, incroyable extravagance de *Robert Macaire*, que Frédérick Lemaître, son père putatif, animait d'une verve si frondeuse, si désordonnée.

Le théâtre des Variétés appela plus tard Frédérick à son aide. *Le marquis de Brunoy* ne lui fournit pas un de ces rôles auxquels il savait mettre son cachet; mais il fut plus heureux dans *Kean*, personnage qu'il devait saisir et comprendre mieux. Toutefois, il ne tarda pas à se sentir trop à l'étroit dans ce petit cadre, où tout ce qui l'entourait s'harmonisait peu avec lui. Le théâtre de la Renaissance allait s'ouvrir, et Frédérick était pour lui un acteur obligé. Il y jeta, en effet, un vif éclat sur l'aventureuse conception de *Ruy-Blas*. La manière large et hardie dont il joua *l'Avare de Florence*, ne put rendre la vie à ce drame frappé de mort le premier jour de sa naissance. Frédérick Lemaître avait d'ailleurs indisposé le public en se préparant à ce nouveau rôle par des discussions d'intérêt avec l'administration du théâtre, refusant de jouer à la 1re représentation, au moment même de l'ouverture. Forcé par les tribunaux de paraître sur la scène de la Renaissance, ce fut pour peu de temps. Depuis il n'a plus rien créé : il donne maintenant des représentations sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin. Le public n'a pas pu voir sans douleur la fausse route dans laquelle cet artiste de mérite a engagé son talent. M. O.

LEMBERG ou LÉOPOL (et non pas *Léopold*), *voy.* GALICIE.

LEMERCIER (NÉPOMUCÈNE-LOUIS), poëte dramatique, membre de l'Académie-Française, naquit à Paris, le 21 avril 1771. Son père, d'origine bourguignonne, était gentilhomme et secrétaire des commandements de la princesse de Lamballe. Cette femme, si intéressante et si infortunée, fut la marraine de N.-L. Lemercier, et lorsqu'au sortir du collége, il eut composé la tragédie de *Méléagre*, ce fut Mme de Lamballe qui obtint de Marie-Antoinette un ordre pour la représentation de cette pièce au Théâtre-Français. Le poëte de seize ans y assista, dans la loge de la reine, qui donnait elle-même le signal des applaudissements; et, à la fin de l'ouvrage, l'auteur demandé fut présenté au public par Mme de Lamballe qui, pour se rendre au désir du public, embrassa son glorieux filleul. Ce précoce triomphe n'enivra pourtant pas le jeune lauréat au point de lui faire méconnaître les intérêts réels de sa gloire future, et, sorti vainqueur de l'épreuve redoutable de la scène, il eut le courage de retirer sa pièce, après la 1re représentation.

La révolution vint bientôt suspendre ou du moins détourner momentanément le cours de ses études et de ses travaux. Royaliste par sentiment autant que par position, Lemercier, cependant, fut l'un des plus assidus spectateurs des débats de la Convention nationale. Il y venait assister tous les jours, au milieu de ces mégères appelées *tricoteuses*; et la fixité inquiète de son regard, la stupeur dont son visage offrait l'expression, les exclamations, bientôt étouffées par la crainte, qui lui échappaient involontairement, lui avaient fait donner par elles le surnom de *l'idiot*. Après le 9 thermidor, Lemercier fit représenter, en 1795, *le Lévite d'Éphraïm*, tragédie en 3 actes, et *le Tartufe révolutionnaire*, comédie en 5 actes et en vers, où il vouait à l'exé-

cration publique les violences populaires et l'affreux système de la terreur. L'ennemi du despotisme révolutionnaire était cependant devenu le chaud partisan d'une sage liberté, et plus la conquête en avait coûté de sang et de larmes, plus elle lui semblait précieuse à conserver. L'intimité qui, à la fin de 1795, s'établit entre Lemercier et le général Bonaparte, âgé de deux ans plus que lui, prouve donc seulement qu'à cette époque le poëte croyait deviner dans le guerrier le futur héros et le soutien de cette liberté à laquelle il avait voué un culte d'amour et d'admiration. Les envieux détracteurs de l'un et de l'autre tournaient, au reste, en ridicule cette liaison entre deux jeunes hommes de génie, qu'ils appelaient M. Lemercier *Méléagre* et le petit général *Vendémiaire*. Lemercier se mit bientôt au-dessus de ces puériles attaques, par le pas de géant qu'il fit faire à sa réputation, en donnant, dans l'été de 1796, la tragédie d'*Agamemnon*, où les beautés empruntées à Eschyle, à Sénèque et à Alfieri, sont merveilleusement appropriées à la noble physionomie de la Melpomène française. Cet ouvrage est demeuré le chef-d'œuvre de la tragédie moderne, comme celui de son auteur. *Ophis*, joué le 22 décembre 1798, n'offrit pas moins de pompe et de richesse poétique dans la diction; de nombreuses allusions à la gloire du chef de l'expédition d'Égypte, qui était déjà au Caire, aidèrent au succès de ce nouvel ouvrage, auquel, d'un autre côté, nuisirent le romanesque de la fable et l'exagération de certains effets de théâtre.

Le génie du nouveau maître de la scène tragique se montra, en 1799, sous une autre face. Le poëme, érotique jusqu'à la licence, intitulé *Les quatre métamorphoses*, et dont la composition fut, dit-on, le résultat d'une gageure, révéla dans Lemercier une puissance de verve, une souplesse de tours, un éclat et une force de coloris qui le plaçaient, de prime abord, au niveau d'Ovide et de Pétrone. Cet essai en vers, où l'emploi du talent offre peut-être matière à reproche, n'en reste pas moins au nombre des œuvres capitales dont une seule suffit à la réputation de l'auteur, Beaumarchais, alors tout près de sa fin, se fit, dans le monde, l'introducteur et le patron de celle-ci, et il disait à cette occasion que « c'était un dernier service qu'il voulait rendre à la morale. » En cela sans doute il ne dérogeait point aux précédents. On peut se demander si l'amitié protectrice dont Beaumarchais couvrait alors les débuts de Lemercier aurait survécu à la rivalité que, un an plus tard, la représentation de *Pinto* devait élever entre l'auteur de cette pièce et celui du *Mariage de Figaro*; mais *Pinto* ne fut joué qu'après la mort de Beaumarchais. Cette nouvelle production de Lemercier, par un tour de force incroyable, écrite en 22 jours, offrait la peinture comique d'une usurpation. Elle déplut au consul Bonaparte, et, malgré l'immense mérite de *Pinto*, comme œuvre littéraire, le succès fut fort contesté *par ordre*, et le cours en fut arrêté au bout de vingt représentations.

A cette époque doit être rapportée l'espèce de transformation qui parut s'opérer dans le talent de Lemercier, et qui, si elle n'en altéra pas le principe, en compromit au moins fortement les résultats. Emporté par la vivacité trop féconde de son imagination et par l'étonnante facilité de sa plume, il se fit une manière expéditive, où l'abandon et la verve déréglée n'admettaient ni cette régularité dans l'ensemble ni cette perfection dans les détails par qui seules vivent les œuvres de l'esprit comme les productions de l'art. A *Homère*, à *Alexandre*, poëmes en 4 chants, publiés en 1800, succédaient, en 1803, *les Ages français*, autre poëme en 15 chants. Le néologisme, l'incorrection, les tournures forcées, en un mot les hardiesses les plus bizarres, dénaturaient alors le style de l'auteur d'*Agamemnon* et des *Quatre métamorphoses*. La poésie y vivait encore, le goût en avait disparu et la langue y devenait méconnaissable. Mais de plus graves erreurs vinrent bientôt s'ajouter à celles-ci : par la dégradation du goût, l'auteur s'acheminait à la destruction des règles. Le public qui attendait tout autre chose du talent de Lemercier, et que révoltaient ces monstrueuses innovations, après avoir, en 1803, écrasé sous les sifflets *Isule et*

Orovèse, tragédie où de grandes situations étaient effacées par le mauvais goût d'une versification tour à tour triviale et ampoulée, le public honnissait, en 1808, *les Voyages de Scarmantade*, comédie en prose, où l'action se passait dans les quatre parties du monde alors reconnues, et, en 1809, il faisait échouer au bruit d'une tempête élevée dans la salle, le vaisseau de *Christophe Colomb*, qui, au 1er acte, sorti des mers d'Espagne, se trouvait, au 3e, en vue des côtes d'Amérique. A la représentation de cette dernière pièce, le sang coulait dans le parterre de l'Odéon, et l'auteur prétendait que le public était dans son tort en sifflant une pareille infraction à l'unité de lieu, attendu que l'action tout entière se passait sur le même vaisseau. Entre ces deux chutes, Lemercier avait cependant fait une heureuse diversion en donnant au Théâtre-Français *Plaute, ou la comédie latine*, en vers et en trois actes, composition remplie de verve, d'originalité et de force comique.

Cependant, depuis plusieurs années, les rapports de Lemercier avec le chef de l'état avaient complétement changé de nature. L'un des premiers, l'auteur de *Pinto* avait reconnu les tendances ambitieuses du vainqueur de l'Italie, et lorsque, au mois de mai 1804, celui-ci s'apprêtait à ceindre enfin le diadème, le poëte ne craignit pas de lui dire : « Vous vous amusez à refaire le lit des Bourbons? eh bien ! je vous prédis que vous n'y coucherez pas pendant dix ans. » Nommé membre de la Légion-d'Honneur, à l'époque de l'institution de l'ordre et sous le gouvernement consulaire, Lemercier avait prêté serment de fidélité à la république. L'année suivante, on lui demanda un serment de fidélité à l'empereur. Il répondit à cette demande en renvoyant son brevet au grand-chancelier, en même temps qu'il écrivait à Napoléon une lettre où il disait que ses sentiments particuliers, plus que l'autorité du chef de l'état, lui faisaient, à dater de ce jour, une obligation de se taire. Cette lettre valut à son auteur l'épithète de fanatique, que Napoléon accola dès lors constamment à son nom. Lemercier répondit par le quatrain suivant :

Un despote persan appelait fanatique
Un sage Athénien soumis au seul devoir.
— Qui de nous l'est le plus? dit l'homme de l'Attique :
J'aime la liberté comme toi le pouvoir.

Lemercier, alors, refusait aussi de mettre au théâtre sa tragédie de *Charlemagne*, dont la représentation, désirée par l'empereur, aurait flatté son orgueil de conquérant. Ces attaques et cette opposition excitèrent au plus haut degré la colère du maître contre le poëte récalcitrant ; ses œuvres dramatiques furent mises à l'index de la censure, en même temps qu'une sourde persécution le poursuivit dans ses intérêts de fortune, et durant quelque temps, il fut réduit à vivre avec 17 sous par jour. Sa résistance, pourtant, ne plia point sous le fardeau d'une aussi accablante détresse. L'Académie-Française s'honora par le choix qu'en 1810 elle fit de Lemercier comme successeur de Naigeon; mais ce choix, pour être effectif, devait obtenir la confirmation de l'empereur. Il semblait indispensable que le nouvel élu fît une démarche conciliatrice; on le décida donc, quoique avec peine, à publier une pièce de vers où il célébrait allégoriquement le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, représentés par Hercule et Hébé. L'élection fut approuvée, mais le discours du récipiendaire n'offrit pas un seul trait à la louange du héros. En vain Cambacérès, Duroc, Junot, courtisans familiers de l'un et liés d'amitié avec l'autre, essayèrent-ils de mettre fin à leurs dissentiments : l'homme de lettres, surtout, fut inflexible. Il le fit bien voir en 1812. Dans une réception solennelle où l'Institut figurait en corps, Napoléon le démêlant dans la foule, lui dit : « Et vous, Lemercier, nous donnerez-vous bientôt quelque chose ? — Sire, j'attends ! » fut sa seule réponse.

Il n'eut pas longtemps à attendre; et les événements de 1814 trouvèrent en lui un zélé partisan, parce qu'il y vit le gage du retour de la liberté en France. Aussi, dans les Cent-Jours, et après la chute définitive du système impérial, manifesta-t-il d'abord une entière adhésion au nouvel ordre de choses. Quelques échecs d'amour-propre d'auteur et de nouvelles rigueurs censoriales ne tardèrent pas à

modifier puissamment ces dispositions, et Lemercier entra bientôt dans les rangs de l'opposition, mais de cette opposition sage et légale aussi éloignée de l'esprit de faction que du servilisme envers le pouvoir. Peut-être fut-ce à ce modérantisme libéral que Lemercier dut les deux ou trois échecs qu'il éprouva dans sa candidature à la députation de la Seine avant et depuis 1830.

Ses travaux littéraires avaient cependant repris un cours plus rapide que jamais, à dater de la Restauration. A *Charlemagne*, cette pièce si longtemps attendue et qui, jouée enfin en 1816 au Théâtre-Français, n'obtint qu'un succès quasi négatif, succéda, en 1821, à l'Odéon, la tragédie de *Frédégonde et Brunehaut*, œuvre tout-à-fait corneillienne, dont le 5e acte peut être comparé à celui de *Rodogune*, et qui fit reverdir sur le front vieillissant du poëte le laurier juvénile d'*Agamemnon*, bien qu'aucun des caractères tracés dans cette pièce ne soit digne d'inspirer de l'intérêt. *Louis IX en Égypte*, représenté dans la même année sur la même scène, offrit des beautés d'un autre genre. *La Démence de Charles VI*, autre tragédie de Lemercier, avait été mise en interdit le jour fixé pour la représentation (25 septembre 1820), par décision prise en conseil des ministres. Cependant elle fut jouée à l'Odéon, en 1831, et n'obtint que fort peu de succès. Une autre pièce, *Clovis*, présentée au Théâtre-Français la même année 1820, mais que l'auteur retira ensuite, reçut seulement les honneurs de l'impression. Le dernier ouvrage dramatique de Lemercier où il ait dignement soutenu sa grande réputation, fut *Richard III et Jeanne Shore*, drame historique en 5 actes et en vers, représenté en 1824, au Théâtre-Français, et où Talma fut admirable dans le rôle du Tibère anglais. C'est une intelligente et heureuse imitation de Shakspeare, où le système d'innovation n'emporte pas l'auteur au-delà des convenances quant à l'action, et ne substitue pas, dans le style, la barbarie triviale à l'élévation du dialogue tragique.

Il s'en faut que nous ayons mentionné toutes les pièces de théâtre de Lemercier, puisque, dans les deux genres, elles sont au nombre de plus de trente, presque toutes en cinq actes; mais nous sommes sûr de n'avoir omis aucune de celles que sa gloire peut avouer. Par le même motif, nous passerons sous silence la plupart des treize poëmes échappés de sa plume. Il en est deux, cependant, à l'égard desquels nous ne saurions garder le silence. Publié en 1812, le poëme de *l'Atlantiade, ou Essais poétiques sur la théogonie newtonienne*, est une œuvre non moins scientifique que littéraire. L'auteur avait pour but de substituer, dans l'épopée, au merveilleux de l'antique mythologie des Grecs un merveilleux fondé sur la personnification des agents de la nature physique, tels que nous les révèle l'état actuel de la science : stérile dépense de talent et d'érudition, et dont l'effet ne pouvait être que d'étonner et non pas de séduire ! En 1819, *la Panhypocrisiade, ou le spectacle infernal du* XVIe *siècle*, devait avoir, et eut bien plus de retentissement. L'attention fut vivement excitée à l'apparition de cette œuvre inqualifiable, débauche de génie et de mauvais goût, d'esprit philosophique et d'imagination déréglée, espèce de saturnale poétique, où sont aux prises toutes les facultés de la pensée humaine dans ce qu'elle a de meilleur et de plus défectueux, de plus bas et de plus élevé, et où le style suit, dans ses allures simples et bizarres, les caprices vagabonds de la pensée; œuvre dont Lucien, Rabelais et Voltaire semblent avoir fait en commun les frais; dont on peut dire cependant *proles sine matre creata*, et qui, si elle n'eut point de modèle, n'a trouvé que trop de mauvais imitateurs.

Quand même Lemercier n'aurait point donné dans ses pièces dramatiques l'exemple des témérités qui, sous ses successeurs, ont reculé si loin les bornes de la licence théâtrale, il eût, certes, suffi de la *Panhypocrisiade* pour consacrer ses droits au patriarcat de l'école dite romantique. Il a, cependant, dans son Cours de littérature, expressément désavoué les doctrines de cette école, et ses disciples lui ont obstinément refusé ce titre. Dans son discours de réception à l'Académie-Française, comme successeur de Lemercier, tout en rendant l'hommage le plus

éclatant à ses grandes qualités sociales, M. Victor Hugo (*voy.*) glissa très légèrement sur les titres et la valeur littéraire de l'auteur d'*Agamemnon* et de *Pinto*, des *Quatre métamorphoses* et de la *Panhypocrisiade*. On en trouve, au contraire, une appréciation aussi équitable que brillante, dans la réponse de M. de Salvandy, directeur de l'Académie, au discours du récipiendaire.

Atteint presque au sortir du berceau d'un asthme nerveux qui paralysait chez lui toute la partie droite du corps, Lemercier succomba, le 6 juin 1840, à une attaque foudroyante de cette maladie. Deux jours auparavant, il siégeait encore à l'Académie, et, fidèle jusqu'au bout à ses convictions, dans cette séance dernière, il fit rejeter la proposition de choisir, pour sujet de concours au prix de poésie, le retour en France des cendres de Napoléon. Lemercier laissait une veuve et une fille unique. Deux heures avant sa mort, il fit son épitaphe ; la voici : *Il fut homme de bien, et cultiva les lettres.* Il repose au cimetière du Père-Lachaise, sous un monument en marbre blanc sur lequel est sculpté son buste en médaillon. Malgré les erreurs de son talent, Lemercier fut un homme de génie. Il n'existe point d'édition de ses œuvres complètes. Son *Cours analytique de littérature*, professé avec succès en 1810 et 1811, à l'Athénée de Paris, a paru en 1817, Paris, 4 vol. in-8°. P. A. V.

LEMIERRE (ANTOINE-MARIN), poëte et académicien français, né à Paris, le 12 janvier 1723. Son père, simple artisan, s'imposa les plus grands sacrifices pour lui procurer le bienfait de l'éducation, et ses progrès récompensèrent les soins de la tendresse paternelle. Couronné plusieurs fois dans les concours universitaires, après avoir fini ses études, Lemierre entra en qualité de secrétaire chez Dupin, riche fermier-général, qui, à l'intelligence des affaires, unissait l'amour des lettres. De 1753 à 1757, son jeune protégé remporta quatre fois le prix de poésie décerné par l'Académie-Française. Les pièces auxquelles il dut des succès si remarquables étaient intitulées : *La Tendresse de Louis XIV pour sa famille*, *L'Empire de la mode*, *Le Commerce*, *Les hommes unis par les talents*. Nous devons mentionner encore le poëme sur *L'utilité des découvertes faites dans les arts et dans les sciences sous le règne de Louis XV*. Cet ouvrage, couronné par l'Académie de Pau, commence par ces deux vers, où une haute pensée philosophique revêt l'expression de la plus magnifique poésie :

Croire tout découvert est une erreur profonde;
C'est prendre l'horizon pour les bornes du monde.

Ces succès académiques ne furent pour Lemierre que le prélude de ceux qui l'attendaient au théâtre. Il y débuta, dès 1758, par *Hypermnestre*, et, malgré la bizarrerie et l'invraisemblance de la donnée fabuleuse, la pièce réussit complétement, grâce au pathétique entraînant des situations, à l'art qui présidait aux développements de l'action, et enfin, au mérite du style, où quelques incorrections et une recherche ambitieuse de vers à effet étaient bien rachetées par la vivacité, la couleur tragique et la coupe heureuse du dialogue. Jouée en 1761, la tragédie de *Térée* ne réussit point. L'aspect d'une princesse à qui son séducteur a arraché la langue devait révolter la délicatesse des spectateurs, et l'atroce vengeance de Progné, qui punit sur son fils innocent le crime de son époux incestueux, excita autant d'horreur que la muette Philomèle inspirait de dégoût. En 1764, *Idoménée* fut beaucoup mieux accueilli ; cette pièce, conçue d'une tout autre manière que celle de Crébillon sur le même sujet, beaucoup plus touchante et beaucoup mieux écrite, se serait sans doute maintenue avec avantage sur la scène, sans l'inévitable et écrasante rivalité d'*Iphigénie*, ce chef-d'œuvre de Racine. Lemierre avait plus beau jeu à lutter contre Crébillon, surtout en l'attaquant par ses côtés faibles, et sa tragédie d'*Artaxerce*, donnée en 1766, parut fort supérieure au *Xerxès* de l'auteur de *Rhadamiste*. Ce sujet, déjà mis au théâtre par Th. Corneille, sous le titre de *Stilicon*, sujet heureux quoique invraisemblable, venait d'être traité avec le plus grand bonheur par Métastase, quand Lemierre s'en empara, et l'opéra du poëte italien ne fut

pas moins utile au succès de la tragédie française, que celle-ci ne le fut, il y a trente ans, au succès, non moins grand, de l'*Artaxerce* de M. Delrieu.

Guillaume Tell, en 1766, *la Veuve du Malabar*, en 1770, présentèrent un trait d'assez fâcheuse analogie, dans le froid accueil que le public fit à ces deux tragédies, dont le genre s'écartait de celui des autres compositions dramatiques de Lemierre. Une âpreté affectée dans le style de la première fit dire à Voltaire *que la pièce était écrite en langue du pays*, et l'on ne tint compte que de ce qu'il y avait de défectueux à cet égard dans *Guillaume Tell*. On blâma aussi les disparates choquantes que la donnée principale de *la Veuve du Malabar* offrait avec nos mœurs. L'auteur, cependant, ne se tint pas pour battu. Il obtint, en 1780, une reprise de cette pièce, et il suffit d'un simple changement dans la mise en scène du 5e acte, pour procurer un succès d'enthousiame, constaté par trente représentations avec affluence du public, à l'ouvrage délaissé dix ans auparavant. A la remise, en 1786, le succès de *Guillaume Tell* surpassa encore celui de *la Veuve du Malabar*. A la veille de la révolution, le libérateur de la Suisse fut accueilli comme le précurseur de la liberté en France.

Nous ne mentionnons que pour mémoire *Céramis*, tragédie jouée en 1785, qui n'eut que trois représentations et n'a point été imprimée. Ce fut par *Barnevelt*, représenté en 1790, qu'eut lieu la clôture de la carrière dramatique de Lemierre. Cette tragédie politique, ouvrage froidement régulier, passa presque inaperçue à côté du succès frénétique de *Charles IX*. On n'a retenu de *Barnevelt* qu'un seul trait, mais il est sublime : à la fin du 4e acte, le fils de ce grand citoyen l'engage à se dérober au supplice par un trépas volontaire :

Libre au moins dans la mort.—Mon fils, qu'avez-vous dit?
— Caton se la donna. — Socrate l'attendit.

Lemierre avait encore composé une tragédie de *Virginie*, qu'il ne voulut jamais mettre au théâtre, dans la crainte de donner une nouvelle excitation aux passions révolutionnaires; le même sentiment lui dictait cette réponse aux reproches fréquents dont son silence était l'objet : *Que voulez-vous? maintenant, la tragédie court les rues.*

Aux lauriers de la scène tragique, Lemierre unit les palmes de la poésie didactique. *La Peinture*, poëme en trois chants, parut en 1769. Il y a beaucoup de mérite dans cet ouvrage, imité en partie d'un poëme latin de l'abbé de Marsy sur le même sujet. Le poëte y traite successivement du *dessin*, du *coloris* et de l'*invention*. Plusieurs fragments, et entre autres l'*invocation au soleil* et l'*origine de la chimie*, peuvent être placés parmi les morceaux d'élite dans le genre didactique et descriptif. *Les Fastes, ou les Usages de l'année*, autre poëme en 16 chants, publié en 1779, n'obtint pas autant de succès et ne jouit pas de la même estime que *la Peinture* : un sujet vague, un plan bizarre et une exécution peu soignée attirèrent de nombreuses critiques à ce dernier ouvrage, que recommandent cependant de très heureux détails, tels que *le Clair de lune*, *le Printemps*, *les Jardins anglais*; mais un trop grand nombre de vers négligés ou de mauvais goût firent méconnaître ces beautés clair-semées, et aujourd'hui encore, on accole constamment au nom de Lemierre l'épithète de *poëte rocailleux*. Avec le talent de la composition, il eut cependant à un haut degré le don de la pensée, et il y joignit souvent le mérite de l'exécution. Quand Voltaire eut disparu de la double scène du théâtre et du monde, aucun auteur dramatique de l'époque, si ce n'est Ducis, ne se montra supérieur à Lemierre, très supérieur lui-même à La Harpe et à Dubelloy. Admis, en 1781, à l'Académie-Française, comme successeur de l'abbé Le Batteux, son discours de réception fit reconnaître en lui un prosateur distingué. Essentiellement homme de bien, la dignité réelle de son caractère voilait les petits ridicules d'un amour-propre tout en dehors, dont les saillies burlesques sont dans la mémoire de tout le monde, et qu'il expliquait en disant : « Je n'ai point de prôneurs, il faut bien que je fasse mes affaires tout seul. »

Les catastrophes sanglantes de la révolution jetèrent Lemierre dans un état de

stupeur et d'atonie physique auquel il succomba, le 4 juillet 1793. Ses œuvres, précédées d'une notice sur sa vie et ses ouvrages, par M. René Perrin, ont été publiées en 1810, 3 vol. in-8. P. A. V.

LEMME (du grec λῆμμα, dérivé de λαμβάνω, j'admets). C'est, en philosophie, une proposition qu'on accepte pour vraie et qui prépare la démonstration d'une autre : telle est, en logique, la majeure d'un syllogisme qui, demeurant incontestée, conduit à établir la preuve de la proposition qu'on doit démontrer. L. D. C.

Le lemme est encore la démonstration préliminaire d'un fait scientifique nécessaire au développement de différentes propositions qu'il rend plus courtes et moins embarrassées. Le lemme a cela de particulier qu'il peut n'avoir qu'un rapport indirect avec le sujet de la proposition qu'il s'agit de démontrer et même appartenir à une autre branche de la science ; c'est ainsi qu'un lemme arithmétique peut servir à la démonstration d'une vérité géométrique. On ne l'emploie que subsidiairement, soit pour la démonstration d'un théorème, soit pour la solution d'un problème. L. L.

LEMNOS, que les marins de l'Archipel appellent Stalimène, est une ile de l'ancienne mer Égée (*voy.* Archipel), entre le mont Athos et les Dardanelles, d'une superficie de 7 milles carr. géogr. Étant très sujette aux tremblements de terre et ayant eu un ou deux volcans, on a prétendu que Vulcain (*voy.*) y avait été précipité du ciel et qu'il y avait établi ses forges. Outre Vulcain, les Lemniens honorèrent particulièrement Bacchus, sans doute à cause de l'excellence de leurs vins. Les Argonautes (*voy.*), dans leur voyage, s'arrêtèrent deux ans à Lemnos et y épousèrent les Lemniennes qui venaient d'assassiner leurs maris. Les descendants des Argonautes s'appelèrent Minyens et restèrent en possession de Lemnos jusqu'à l'arrivée des Pélasges qui s'y établirent à leur place. Dans la suite, ces mêmes Pélasges en furent chassés par Miltiade lorsqu'il fit la conquête de l'ile (l'an 488 av. J.-C.) et la soumit aux Athéniens. Après être longtemps restée sous la domination romaine et grecque, Lemnos tomba au pouvoir des Vénitiens, en 1204, et des Turcs, en 1464. Elle appartient encore à la Turquie, bien que la presque totalité de la population soit grecque de langage, de mœurs et de religion. Il y avait à Lemnos un des quatre fameux labyrinthes (*voy.*) de l'antiquité. C'est dans cette île que Philoctète (*voy.*), blessé par une des flèches d'Hercule, fut abandonné par les Grecs, et guéri au moyen d'une terre à laquelle les prêtres seuls avaient le droit de toucher. Aujourd'hui les moines grecs qui la vendent en forment des petits pains qu'ils marquent d'un sceau, d'où lui vient le nom de *terre sigillée* (*voy.* Bol) ; mais cette panacée contre les poisons et les blessures perd chaque jour de sa réputation, à mesure que la médecine réduit à une plus juste valeur les propriétés merveilleuses que l'ignorance et la superstition lui avaient attribuées. Le chef-lieu de l'île est Lemnos, l'ancienne *Myrina*, petite ville et port d'un millier d'habitants. *Voir* la monographie de Ch. Rhode, *Res Lemnicæ*, Bresl., 1829, in-8°. F. D.

LEMOINE (Jean), cardinal auquel Paris a dû la fondation d'un collége qui portait son nom, naquit à Cressi, dans le XIII^e^ siècle. Son commentaire sur le 6^e^ livre des *Décrétales* qu'il écrivit à Rome, lui valut la pourpre. Boniface VIII le nomma son légat en France, en 1302, et dans cette position, il chercha à rétablir la paix entre le roi de France et le Saint-Siége. Sa prudence lui concilia l'estime de Philippe-le-Bel sans lui faire rien perdre de son crédit à la cour de Rome. Lemoine suivit Clément V à Avignon, et mourut dans cette ville, le 22 août 1313. André, son frère, évêque de Noyon, l'aida de ses deniers pour la fondation du collége Lemoine. Il mourut en 1315, et tous deux furent réunis dans le même tombeau dans la chapelle de ce collége. Z.

LEMOINE (François), peintre de l'École française, surnommé le *Cortone français*, naquit à Paris, en 1688, de parents fort pauvres. A l'âge de 13 ans, il fut placé chez Galloche, peintre plus savant théoricien que praticien habile, et avec lequel Lemoine étudia de préférence les ouvrages du Guide, de Carle Maratte et de Piètre de Cortone. Ses progrès rapides firent obtenir à Lemoine le grand prix, en 1711 ; mais les malheurs de la

guerre ne lui permirent pas d'aller perfectionner ses talents en Italie. Son tableau d'*Hercule et Cacus* le fit recevoir à l'Académie en 1718, et, peu de temps après, il peignit *Persée délivrant Andromède*. Un riche amateur emmena Lemoine avec lui, en 1723, pour visiter l'Italie, et de ce voyage malheureusement trop rapide, le peintre rapporta l'un de ses meilleurs ouvrages, *Une femme entrant au bain*. L'*Assomption* qu'il peignit pour le plafond de la chapelle de la Vierge de l'église Saint-Sulpice vint accroître sa réputation. Ce plafond avait beaucoup souffert lorsqu'il fut restauré, en 1780, par Callet, qui fit à peu près disparaître l'œuvre de Lemoine. Celui-ci fut ensuite chargé de peindre le plafond du salon d'Hercule à Versailles. Cette composition, de 64 pieds de long sur 54 de large, contenant 142 figures, peinte à l'huile sur toile et entièrement de la main de Lemoine, lui coûta quatre ans de travail. C'est un mélange d'allégorie semi-païenne et semi-chrétienne en l'honneur du cardinal Fleury, protecteur de l'artiste. Il valut à Lemoine le titre de premier peintre du roi et une pension ; mais il excita contre son auteur la jalousie et la haine de ses émules. Lemoine en perdit la raison et se suicida à l'âge de 49 ans, le 4 juin 1737. L. C. S.

LEMONTEY (PIERRE-ÉDOUARD) naquit, le 14 janvier 1762, à Lyon, où son père faisait le commerce d'épiceries. Les succès de ses premières études le déterminèrent à préférer le barreau à la carrière commerciale, quoiqu'il ne fût pas doué d'une des qualités éminemment nécessaires à l'orateur, la facilité de l'élocution. Aussi dut-il plutôt ses succès à la noblesse de son caractère et à son amour du bien public. Reçu avocat à Lyon, à l'âge de 20 ans, il exerça cette profession jusqu'à l'époque de la révolution. Sans négliger les devoirs de son état, il se livrait à l'étude des lettres, qui avaient pour lui un puissant attrait. Par des recherches très variées, il acquit une instruction étendue dans toutes les branches de l'histoire, de l'économie politique et de la littérature. En 1785, il écrivit l'éloge de Fabry de Peiresc, contemporain de Malherbe, dont il célébra le zèle pour l'encouragement des lettres et les vastes connaissances. Ce sujet avait été mis au concours par l'Académie de Marseille. La même société proposa l'éloge de Cook, dont le prix fut décerné à Lemontey.

Lorsque la révolution éclata, il en adopta les principes. Il publia une brochure en faveur des droits politiques des protestants, et il fut chargé de rédiger le cahier de l'assemblée électorale de Lyon (*extrà muros*). A la formation des municipalités, sa ville natale lui confia les fonctions de procureur de la commune, et il coopéra à la rédaction de l'adresse que Lyon présenta au roi, pour le rappel du ministre Necker, et dans laquelle on disait : « Nous avons un Henri IV, il nous faut un Sully. » Lemontey fut ensuite envoyé par ses concitoyens à l'Assemblée législative (*voy.*), où il fit preuve de principes modérés.

Le 14 décembre 1791, Lemontey occupait le fauteuil de la présidence lorsque Louis XVI fit annoncer qu'il se rendrait au milieu des représentants. L'assemblée dicta à son président la réponse au discours du roi, et il lui fallut s'y conformer; mais le lendemain, il donna lecture d'un projet d'adresse au roi, dont le début témoignait des sentiments respectueux qui l'animaient. Le préambule fut supprimé et l'adresse passa avec quelques modifications. Dans sa carrière législative, Lemontey se prononça pour l'abolition de l'esclavage, pour la tolérance religieuse, l'égalité civile et l'enseignement populaire; il s'opposa aux mesures de rigueur et combattit les excès de la révolution ; néanmoins il proposa de répartir aux pauvres des départements les fonds alloués jusque-là aux prêtres non assermentés.

Après la clôture des travaux de l'Assemblée législative, Lemontey revint dans sa ville natale, où il prit une part active à la lutte engagée contre la montagne. Il avait vu périr la plus grande partie de sa famille pendant le siége de Lyon, et prévoyant le sort dont il était lui-même menacé, il se réfugia en Suisse, y resta durant le régime de la terreur, et composa dans le calme de cette solitude quelques-uns de ses ouvrages; puis, après avoir parcouru l'Italie, il revint à Lyon en 1795. Élu membre administrateur du district, il s'intéressa au rappel des émi-

grés, et sollicita la restitution des biens des condamnés. L'année suivante, époque des ravages de la disette, la ville de Lyon le députa auprès du gouvernement.

En 1797, Lemontey, s'étant fixé à Paris, ne s'occupa plus que de ses travaux littéraires. L'année suivante, il fit jouer au théâtre Feydeau *Palma, ou le voyage en Grèce*, opéra qui eut cent représentations. C'était une noble satire contre le vandalisme révolutionnaire qui avait spéculé sur la destruction des monuments élevés par les arts. Il publia, en 1801, *Raison, folie, chacun son mot; petit cours de morale mis à la portée des vieux enfants.* Dans ce recueil de contes, la gaîté des pensées et l'originalité du style ont fait pardonner à l'auteur la hardiesse avec laquelle il frondait les ridicules de l'époque.

En 1804, l'ordre des avocats ayant été rétabli, Lemontey fut inscrit sur le tableau des avocats de Paris. Dans le cours de cette même année, Français de Nantes, nommé directeur des droits-réunis, fit donner à Lemontey une place dans le conseil de cette administration; et plus tard, Fouché, ministre de la police, ayant établi un bureau de police littéraire, Lemontey, de concert avec Desfaucherets et M. Lacretelle jeune, fut chargé de la censure des ouvrages dramatiques, faveur que lui valut un ouvrage de circonstance intitulé : *Irons-nous à Paris, ou la famille du Jura,* écrit à l'occasion du couronnement de Napoléon; un autre, sous le titre de *Thibaut, ou la naissance du comte de Champagne*, poëme en prose, fut publié, en 1811, pour la naissance du roi de Rome, et lui attira de nouvelles marques de bienveillance de la part du chef de l'état. Si Lemontey se crut obligé de flatter le pouvoir dont il tenait sa place, il ne sut pas moins allier avec la sévérité de ses devoirs une très grande modération, et dans le monde il critiquait franchement la marche du gouvernement. Il en agit de même envers la Restauration.

Nommé membre de la Légion-d'Honneur à la rentrée des Bourbons, Lemontey perdit sa place aux droits-réunis; mais il conserva celle de censeur royal des pièces de théâtre. Au retour de Napoléon, Fouché ayant repris le portefeuille de la police, conserva à Lemontey l'emploi de chef de la librairie, qu'il perdit néanmoins l'année suivante; mais il resta pourvu de la censure dramatique. Élu membre de l'Académie-Française, en remplacement de l'abbé Morellet, il fut reçu dans la séance publique du 17 juin 1819.

En 1808, Napoléon avait invité Lemontey à écrire l'histoire politique du dernier siècle depuis la mort de Louis XIV, et ordonné de mettre à sa disposition les dépôts les plus secrets des Archives du royaume et des affaires étrangères. Pendant six années, Lemontey exploita cette mine si précieuse, dans laquelle il devait trouver tous les documents nécessaires à son travail. Il lut à l'Académie-Française quelques chapitres de cet ouvrage; mais sous la Restauration, le gouvernement, aussitôt après la mort de Lemontey, donna ordre de s'emparer de ses manuscrits, sous le prétexte de faire rentrer aux Archives les pièces prêtées à l'auteur. L'attention du gouvernement avait été éveillée par un ouvrage que Lemontey publia en 1818, à la suite de nouveaux Mémoires de Dangeau, sous le titre d'*Essai sur l'établissement monarchique de Louis XIV*, etc., et qui formait la première partie du grand ouvrage qu'il méditait depuis 1808, et lui servait d'introduction. Cette production se distingue par la nouveauté des vues et la hardiesse des pensées. En 1821, il fit paraître un autre chapitre de son grand ouvrage, intitulé : *De la peste de Marseille et de la Provence pendant les années* 1720-21. Ce n'est qu'après sa mort que parut l'*Histoire de la Régence et de la minorité de Louis XV jusqu'au ministère du cardinal de Fleury*, Paris, 1832, 2 vol. in-8°.

Lemontey a en outre publié divers petits écrits, parmi lesquels nous citerons : *Des bons effets de la caisse d'épargne, ou trois visites à M. Bruno*, etc. En 1818, il fit déposer sous le voile de l'anonyme une somme de 1,200 fr., destinée à faire les frais d'une médaille pour un prix de poésie sur les avantages de l'enseignement mutuel. Nous devons encore à Lemontey une *Étude littéraire sur la partie historique de Paul et Virginie* (1823). Il composa l'introduction à la traduction

des fables russes de Krylof (*voy.*), donnée par le comte Gr. Orlof, chez lequel Lemontey passait la belle saison, à sa maison de Passy; il a publié aussi divers opuscules de philosophie, de morale, quelques fables, et des notices biographiques sur des personnages marquants, Colbert, le cardinal de Retz, la duchesse de Longueville, l'historien de Thou, les célèbres actrices Clairon et A. Lecouvreur, Vicq-d'Azir, etc.

Lemontey mourut à Paris, le 26 juin 1826, et fut inhumé dans le cimetière du Père-Lachaise. Son éloge funèbre, écrit par M. Villemain, fut prononcé par M. Auger, au nom de l'Académie-Française. Une édition de ses œuvres a paru en 1829, 5 vol. in-8°; mais elle n'est pas complète. L. D. C.

LÉMURES, *voy.* LARVES, LARES, etc.

LÉNA, fleuve de la Sibérie orientale, ayant sa source dans les montagnes qui s'élèvent sur les bords du lac Baïkal. Son cours, généralement lent et sinueux, prend d'abord sa direction vers l'est, puis il tourne au nord, et enfin la Léna se jette, par un grand nombre de bouches, dans la mer Glaciale sous environ 73° de lat. sept. Elle reçoit le Vitim, l'Olekma et l'Allan à droite, le Vilouï et la Mouna à gauche. Des bas-fonds et des îles embarrassent la navigation sur ce fleuve, qui du reste est large et profond. Dans la partie supérieure de son cours, long de plus de 700 lieues, des roches escarpées hérissent ses rives; plus bas, la Léna traverse de vastes plaines d'un aspect monotone et presque sans végétation. Les Iakoutes (*voy.*) habitent auprès des embouchures de la Léna, et les Tongouses étendent leurs demeures jusqu'à sa rive gauche. Iakoutsk est le principal établissement russe sur ce fleuve. D-G.

LENCLOS (NINON DE), *voy.* NINON.

LENNEP (DAVID-JACQUES VAN), né à Amsterdam, le 15 juillet 1774, est un de ces érudits qui ont su conserver à l'école hollandaise la place distinguée qu'elle occupe encore dans les études philologiques. Il ne se consacra à la philologie que lorsqu'il eut obtenu le grade de docteur en droit, en 1796, et trois ans après, il fut nommé professeur à l'Athénée d'Amsterdam. Il y enseigna d'abord avec succès les langues anciennes et d'autres branches de l'archéologie, puis il accepta la place de professeur d'éloquence à l'université de Leyde. Il s'occupait surtout, avec une prédilection marquée, de l'étude de la langue latine, sous le rapport grammatical et historique, et il en acquit une connaissance si profonde que, depuis la mort de Wyttenbach (*voy.*), on le cite comme le meilleur latiniste de la Hollande. Il a publié un grand nombre d'écrits latins en prose et en vers, tous du style le plus pur et le plus classique. Parmi ses travaux purement philologiques, on remarque surtout l'édition des *Héroides* d'Ovide et de Sabinus (Amst., 1807; 2e édit., 1812) et l'*Anthologia Græca* qu'il a publiée avec de Bosch (Utrecht, 1795-1822, 5 vol.). M. Van Lennep a composé en outre, dans sa langue maternelle, plusieurs poëmes qui passent pour des chefs-d'œuvre, et a donné en vers hollandais une traduction des *OEuvres et Jours* d'Hésiode (Amst., 1823). On le regarde aussi comme un des meilleurs orateurs de la Hollande. Il était depuis longtemps membre de la 2e et de la 3e classe de l'Institut royal de la Néerlande, lorsqu'il fut nommé aux États-Généraux, en 1838.

Son fils JACQUES, né à Amsterdam, le 25 mars 1802, est un des poëtes les plus populaires de la Hollande. Dès sa jeunesse, il montra le goût le plus vif pour la poésie. Il débuta par la traduction de quelques-uns des poëmes de Byron et par des *Idylles académiques* où l'on remarque une grande habileté à manier la langue et une rare profondeur de sentiments. Les légendes encore peu connues de sa patrie offraient à son jeune talent un riche champ à exploiter : il sut les revêtir des formes les plus gracieuses. Trois grands poëmes, *Het huys ter Leede en Adegild*, *Jacoba en Bertha*, et *De strijd med Vlaanderen*, se succédèrent rapidement. On y reconnaît sans doute l'influence de Byron, le poëte favori de M. Van Lennep; mais il était lui-même trop richement doué pour se traîner servilement sur les traces de son modèle. Les événements politiques de 1830 lui inspirèrent des chants patriotiques qui furent reçus avec enthousiasme et lui acquirent une

grande popularité. Depuis quelques années, M. Van Lennep s'occupe aussi de poésie dramatique. Ses pièces, presque toutes de circonstance, se jouent souvent et sont applaudies; mais il est douteux qu'elles passent à la postérité. Il n'en est pas de même de quelques-uns de ses romans historiques, qu'on place à juste titre parmi les plus belles productions des Hollandais en ce genre. Nous citerons surtout *De Roos van Dekama* (Amst., 1837) et *Harlems Verlossing*. *C. L. m.*

LENORMAND (Marie-Anne), la pythonisse du XIX^e^ siècle, naquit à Alençon, en 1772, et entra à 7 ans, comme pensionnaire, dans le couvent des Bénédictines de cette ville. Née prophétesse, elle y commença, dit-on, ses prédictions sur l'avenir et acquit un grand crédit parmi ses compagnes et les religieuses. Persuadée, a-t-elle écrit plus tard, qu'elle était, comme on l'a dit de Jeanne d'Arc, une *somnambule éveillée*, M^lle^ Lenormand, quoiqu'ayant prévu, suivant ses récits, dès l'ouverture des États-Généraux, la destruction de l'ancienne monarchie, ne se sentit point, comme la vierge de Domremy, appelée à la sauver; mais seulement à venir dans la grande ville prononcer les oracles du destin. Or, pour les rendre, elle ne choisit point un bouge obscur et d'un aspect repoussant, comme les anciennes *devineresses;* elle descendit, en 1790, dans un élégant appartement de la rue de Tournon, qu'elle n'a pas cessé d'habiter depuis ce temps. M^lle^ Lenormand voulait sur-le-champ se poser en sorcière de bonne société.

Elle ne tarda pas, en effet, à acquérir une haute renommée dans son *art*. Les circonstances lui étaient favorables; à mesure que le présent devenait triste, on éprouvait un désir plus vif de recevoir des révélations sur l'avenir. On assure que celle qui s'en était déclarée l'interprète fut aussi consultée plus d'une fois par les terribles notabilités de cette époque, Robespierre, Marat, Saint-Just, etc. Il est probable que si leur destinée future n'eut point de voiles à ses regards, elle se garda bien de les soulever pour eux. En pareil cas, il eût été fort dangereux d'être *prophète en son pays!*

Toutefois, M^lle^ Lenormand qui avait laissé entrevoir ses affections pour les augustes captifs du Temple; qui même, dit-on, avait pris part aux projets de Michonis pour sauver la reine, se trouva compromise après l'arrestation de ce dernier, et fut elle-même enfermée à la Petite-Force, où ses prédictions consolantes ranimèrent l'espoir des prisonnières que le 9 thermidor devait enfin délivrer.

Le règne passager du Directoire avait été productif pour la prophétesse. Chaque jour, on avait vu à sa porte les voitures des nouveaux riches, des ignorants parvenus empressés de consulter chez elle le *grand jeu* et les *tarots*. Le consulat et l'empire portèrent son renom et sa fortune au plus haut degré. Elle dut ces avantages à la confiance que lui montra Joséphine. Ayant une impératrice pour cliente, M^lle^ Lenormand vit affluer chez elle la cour et la ville, et put fixer à son gré le prix de ses oracles.

Cette splendeur, cependant, ne fut pas sans quelques revers, dont la protection de Joséphine même ne suffit pas toujours à la garantir. Napoléon trouvant que la nécromancienne s'occupait beaucoup trop tantôt de sa politique, tantôt de ses affaires domestiques, à l'époque de son divorce, lui fit subir deux ou trois détentions momentanées. Mais un peu de persécution ne peut que servir les intérêts des prophètes: aussi M^lle^ Lenormand s'affecta peu de celle-ci. Un jour voyant encore arriver les gens chargés de son arrestation, elle leur montra, sur sa table, les cartes qu'elle venait d'y placer, et leur dit, avec la fierté du Molay de M. Raynouard : « Je le savais! »

Sous la Restauration, M^lle^ Lenormand ambitionna un nouveau genre de célébrité : elle se fit femme de lettres, et il faut dire, à l'éloge de ses sentiments, sinon de son style, qu'une partie de ses ouvrages fut consacrée à sa reconnaissance pour la mémoire de sa protectrice, la bonne Joséphine (*Anniversaire de la mort de l'impératrice Joséphine*, et *Mémoires historiques et secrets de l'impératrice Joséphine*, etc., 2^e^ édit., Paris, 1827, 3 vol. in-8°). Qu'elle l'eût prévu ou non, un autre de ses livres fut pour elle l'occasion d'une disgrâce, suivie d'une victoire. En 1818, elle s'était rendue en

Allemagne, près d'une célèbre réunion de monarques, dont les deux principaux, Alexandre et Frédéric-Guillaume III avaient donné une audience bienveillante à ses avis fatidiques. Les gens du roi des Pays-Bas ne se piquèrent point d'imiter ces grands exemples : ils poursuivirent à la fois, et sa brochure intitulée *La Sibylle au congrès d'Aix-la-Chapelle*, imprimée à Bruxelles, et l'auteur, qui avait donné dans cette ville des séances de divination. Condamnée à un an de prison, par le tribunal de Louvain, Mlle Lenormand fut acquittée par la Cour supérieure de Bruxelles, devant laquelle elle plaida elle-même sa cause avec esprit; et, à la gloire de l'art nécromancien, plus que du XIXe siècle, elle fut portée en triomphe dans les rues de cette cité.

De retour à Paris, Mlle Lenormand a continué de cumuler en tirant les cartes et écrivant des livres. Depuis la révolution de juillet, elle a encore fait paraître différents écrits sur les événements du jour et sur ceux qu'elle a prévus dans l'avenir. On assure qu'elle nous réserve un ouvrage qui peut avoir un grand succès : elle aussi veut publier ses *Mémoires*, et si elle les écrit sans réticences, ce sera, à coup sûr, la plus curieuse de ses révélations. L'auteur a d'ailleurs devant lui bien du temps, puisque dans ses *Souvenirs prophétiques d'une sibylle*, Mlle Lenormand a prédit qu'elle vivrait 24 *lustres et un peu moins d'une olympiade*, ce qui, en style moins classique, lui promet une modeste carrière de 124 ans! Comme elle n'en a guère que 70, ce n'est pas le cas de dire avec ce villageois naïf à qui l'on avait assuré que les corbeaux vivaient plus d'un siècle, et qui venait d'en acheter un : « Je veux *voir par moi-même* si cela est vrai. » Mais si nos enfants voient la prédiction s'accomplir, ils placeront sans doute un jour la moderne prophétesse au même rang que la sibylle de Cumes et les autres pythies de l'antiquité. M. O.

LE NÔTRE (André), fils d'un surintendant des jardins des Tuileries, naquit à Paris, en 1613. Placé chez Simon Vouet, il y étudia la peinture, et s'y lia d'une longue et solide amitié avec Lebrun. Les traditions de sa famille, les souvenirs de son enfance et par-dessus tout son imagination riante et féconde le portèrent à cultiver spécialement l'art de dessiner les jardins (*voy.* ce mot). Il introduisit dans leur ordonnance l'usage des portiques de verdure, des berceaux, des treillages, des grottes et des labyrinthes. C'est dans les jardins de Vaux qu'il commença à faire paraître son génie. Louis XIV lui confia ensuite la distribution du parc de Versailles (*voy.*). Malgré les obstacles que présentait le terrain, Le Nôtre se surpassa lui-même dans les plans de cette magnifique résidence. Un jour qu'il en soumettait au monarque les principales parties, le roi, émerveillé, l'interrompit trois fois, en disant : « Le Nôtre, je vous donne 20,000 livres. — Sire, interrompit à son tour avec une sorte de brusquerie l'artiste désintéressé, V. M. n'en saura pas davantage; je la ruinerais. » Ce fut lui qui eut l'heureuse idée de rassembler dans le magnifique canal qui termine si bien ce parc, les eaux d'un marais croupissant que l'on proposait de dessécher : Le Nôtre créa ou embellit encore les jardins de Clagny, de Chantilly, de Saint-Cloud, de Meudon, de Sceaux, des Tuileries; on lui doit aussi le parterre du Tibre à Fontainebleau, la terrasse de Saint-Germain et la belle promenade appelée l'*Autoi* à Amiens. En Angleterre même, d'où devait partir plus tard le signal de la révolution dans l'art qu'il avait sinon créé au moins perfectionné (*voy.* Jardin), il dessina les parcs de Greenwich et de Saint-James. Ayant obtenu du roi la permission de voyager en Italie, il se rendit à Rome, et y fut reçu par le pape Innocent XI de la manière la plus distinguée. A la fin d'une audience particulière, dans laquelle il avait montré au souverain pontife tous les plans de Versailles, Le Nôtre, transporté de l'accueil du pape, s'écria : « Je ne me soucie plus de mourir : j'ai vu les deux plus grands hommes du monde, Votre Sainteté et le roi mon maître. — Il y a une grande différence, répondit le Saint-Père : votre maître est un grand prince victorieux, je suis un pauvre prêtre; il est jeune et je suis vieux. » A cette réponse, l'artiste, oubliant à qui il parlait, frappa sur l'épaule du pape en lui

disant : « Mon révérend Père, vous vous portez bien, et vous enterrerez tout le sacré collége. » Innocent XI n'ayant pu s'empêcher de rire de cette saillie, Le Nôtre, ne contenant plus sa joie, se précipita au cou du pape et l'embrassa. Rentré chez lui, il écrivit l'aventure à Bontemps, valet de chambre de Louis XIV. La lettre fut lue au petit-lever, et comme le duc de Créqui voulait parier que l'enthousiasme de Le Nôtre n'avait pu aller jusqu'aux embrassements : « Ne gagez pas, dit le roi ! quand je reviens d'une campagne, Le Nôtre m'embrasse ; il a bien pu embrasser le pape. » En 1675, Le Nôtre, qui avait le titre d'architecte et dessinateur des jardins du roi, reçut des lettres de noblesse et la croix de Saint-Michel. Louis XIV voulut lui donner des armes ; il les refusa, disant qu'il avait les siennes : trois limaçons couronnés d'une pomme de chou. « Sire, ajouta-t-il, pourrais-je oublier ma bêche ? Combien elle doit m'être chère ! N'est-ce pas à elle que je dois les bontés dont V. M. m'honore ? » Parvenu à une extrême vieillesse, il demanda à se retirer, ce que le roi ne lui accorda qu'à la condition qu'il viendrait le voir de temps en temps. Quelques années après, Louis XIV voulut lui faire les honneurs des nouveaux jardins de Marly dessinés par Mansard ; il monta dans sa chaise couverte et obligea le vieillard à y prendre place : le surintendant des bâtiments les suivit. « En vérité, Sire, dit le noble artiste touché jusqu'aux larmes, mon bonhomme de père ouvrirait de grands yeux s'il me voyait dans un char, auprès du plus grand roi de la terre ; il faut avouer que V. M. traite bien son maçon et son jardinier ! »

Le Nôtre mourut, en 1700, à Paris ; il avait vécu 90 ans. Son buste a été sculpté par Coysevox. Le goût pittoresque est venu présider à la disposition des parcs et des jardins ; mais ceux des Tuileries et de Versailles n'en resteront pas moins des modèles de noblesse imposante et de somptueuse magnificence, merveilleusement assortis aux édifices qu'ils devaient accompagner et faire valoir. V. R.

LENTILLE (botan.). Cette légumineuse, connue des botanistes sous le nom d'*ervum lens*, est originaire de l'Orient et naturalisée dans une grande partie de l'Europe. C'est une herbe annuelle, dont la tige, faible, grêle et rameuse, s'élève rarement jusqu'à un pied. Les feuilles sont velues, pennées, terminées en vrille sétacée et souvent bifurquée, accompagnées de stipules lancéolées ou demi-ovales ; les folioles, au nombre de cinq ou six paires par feuille, sont elliptiques ou oblongues. Les pédoncules sont filiformes, solitaires aux aisselles des feuilles supérieures ; ils portent chacun une à quatre fleurs terminales. Le calice, aussi long que la corolle, est à cinq lanières égales. La corolle est papilionacée, d'un blanc bleuâtre. Le fruit est une gousse courte, comprimée, oblongue, acuminée, bivalve, contenant 2 ou 3 graines : celles-ci sont orbiculaires, comprimées, lisses, convexes aux deux faces.

L'usage alimentaire des lentilles, ainsi que le prouve l'histoire d'Ésaü, fut connu en Orient dès les temps les plus reculés, et ce légume est toujours un des mets favoris des habitants de ces contrées. Les anciens Romains avaient coutume de laisser germer les lentilles avant de les faire cuire, afin d'y développer le principe sucré.

Les lentilles réussissent mieux dans les sols secs et sablonneux, que dans les terres fertiles. On en possède plusieurs variétés, dont les plus notables sont la *lentille à la reine* ou *lentille rouge*, qui est petite, roussâtre et fortement bombée ; la *lentille blonde*, *lentille commune*, ou *grosse lentille*, est celle qu'on cultive le plus généralement aux environs de Paris, parce qu'elle est plus productive : la graine en est jaunâtre, plus grosse et moins bombée que la lentille rousse, mais d'une saveur moins recherchée ; enfin, le *lentillon*, qu'on ne cultive qu'à titre de fourrage, et dont la graine est plus petite encore que la lentille roussâtre.

Une autre espèce du même genre, l'*ervum monanthos*, L., qu'on appelle vulgairement *lentille d'Auvergne* et qui croit spontanément dans l'Europe méridionale, est recommandée par les agronomes comme un excellent fourrage, très productif même dans les sables les plus ingrats. Cette plante s'élève jusqu'à 3 pieds ; ses feuilles, terminées en vrille simple et accompa-

gnées de stipules dissemblables, sont composées de folioles linéaires, tronquées au sommet et mucronées; les pédoncules sont longs et toujours à une seule fleur; la corolle est violette, 3 ou 4 fois plus longue que le calice; la gousse, ovale, glabre et réticulée, contient 3 ou 4 graines d'un jaune pâle et ponctuées. ÉD. SP.

LENTILLE (opt.), morceau de verre doublement convexe, ainsi nommé de sa forme semblable à celle d'une lentille, et dont la propriété est de faire *converger* les rayons lumineux qui passent au travers, de manière à les réunir en un seul point, que l'on nomme *foyer* (*voy.*). Par extension, on a coutume d'appeler *lentilles* ou *verres lenticulaires* tous les verres taillés en formes sphériques dont on se sert en optique, et que l'on distingue en verres *plan-convexe* ou *plan-concave*, lorsqu'à une surface plane ils joignent une surface convexe ou concave, et *doublement convexe* ou *doublement concave*, lorsque les deux surfaces d'un même verre présentent une figure convexe ou concave (*voy.* CONCAVITÉ ET CONVEXITÉ). On emploie encore des verres dont les surfaces sont d'un côté convexe et de l'autre concave : ils prennent alors le nom de *ménisques*, à cause de la forme de leur profil, qui ressemble aux croissants de la lune (μήνη).

Les propriétés des verres lenticulaires sont fondées sur ce principe, que lorsqu'un rayon lumineux est reçu sur un prisme de verre, il se réfracte pour se rapprocher de la base du prisme. Or, on peut concevoir un système, un assemblage de prismes taillés et disposés de telle sorte que les rayons par eux réfractés concourent en un même point et y concentrent un grand nombre de rayons lumineux : telles sont en effet les lentilles sphériques. Les différentes formes qu'elles affectent peuvent donc se ranger en deux classes, selon que c'est la base ou la pointe des prismes dont elles semblent composées qui est tournée vers l'axe (ligne droite passant par le centre des deux faces lenticulaires) de la lentille; et, comme la réfraction se fait toujours vers la base du prisme, les premiers feront *converger* (réunir en un point), et les seconds *diverger* (écarter en tous sens) les rayons lumineux qui tomberont parallèlement sur leurs surfaces : aussi pourrons-nous appeler les uns verres *convergents*, et les autres verres *divergents*.

Verres convergents ou *lentilles convexes*. Lorsqu'on expose à la lumière du soleil un verre convergent, et que l'on reçoit sur une surface les rayons lumineux qui le traversent, ces rayons projettent sur la surface une image lumineuse dont la grandeur varie suivant la distance qui existe entre cette surface et le verre. Ainsi en supposant qu'on ait d'abord placé la surface très près de la lentille, et qu'on l'en éloigne ensuite peu à peu, on voit l'image lumineuse augmenter successivement d'éclat, tandis qu'elle diminue de grandeur, jusqu'à ce qu'elle occupe le moindre espace possible; au-delà, la lumière s'affaiblit et devient divergente. La distance à laquelle les rayons lumineux cessent de se concentrer se nomme *distance focale*.

Cette concentration des rayons de lumière ne produit pas seulement une augmentation d'éclat : on sait qu'ils dégagent en même temps une plus grande quantité de calorique, et qu'ils peuvent enflammer les matières combustibles exposées à leur action. Qui n'a, par exemple, allumé de l'amadou au foyer d'un verre de lunette soumis à l'action des rayons solaires? Pour se faire une idée de la quantité de chaleur qui résulte de cette réfraction, il suffit de comparer la surface de la lentille à celle du petit point lumineux qu'elle produit, en supposant cependant qu'à peu près la moitié des rayons se perd en traversant le verre. Une lentille de quatre pouces de diamètre peut donner un disque lumineux d'un dixième de pouce environ, c'est-à-dire d'une étendue 1,600 fois plus petite que celle de la lentille : on peut donc regarder ce foyer concentré comme 800 fois plus chaud que le simple rayon solaire.

De même que les rayons lumineux parallèles tombant sur la surface des lentilles convergent vers le foyer, réciproquement, si du foyer d'une lentille des rayons lumineux sont dirigés sur tous les points de sa surface, ils forment, à leur émersion, un faisceau parallèle. Cette propriété des lentilles a donné naissance à la construction des phares (*voy.*), qui

ne sont autre chose qu'un assemblage de quatre lentilles, au foyer commun desquelles est placée une lampe.

Dans certaines circonstances, les rayons émanés des divers points d'un objet peuvent converger après leur passage au travers d'une lentille et former une image renversée de cet objet.

L'effet le plus remarquable des verres convexes est de grossir les objets. Cet effet provient de la double réfraction que subit un rayon lumineux dans son passage au travers de la lentille, cette double réfraction réunissant sous des angles plus grands les rayons de tous genres, soit parallèles, soit convergents, soit divergents. Le grossissement des lentilles est d'autant plus considérable que la distance focale de ces verres est plus petite. On leur donne le nom de *loupe* quand la distance focale est au-dessus de 6 lignes et ne dépasse pas quelques pouces. Lorsque la distance focale est moindre que 6 lignes, on les appelle *microscopes simples* ou *lentilles microscopiques*.

Dans les instruments composés, nous voyons l'assemblage de plusieurs verres servir à ajouter à la force de l'un par l'autre, en recevant des rayons déjà réfractés pour les réfracter encore davantage.

Mais c'est principalement par leur usage pour corriger les défauts de la vue que les verres lenticulaires sont intéressants. Pour ne parler d'abord que des verres convexes, il est évident que leur propriété étant de rapprocher du foyer des rayons qui n'y seraient point dirigés, ils procureront à l'œil qui s'en servira une quantité de rayons d'autant plus grande qu'ils auront une sphéricité plus considérable. Il ne suffit pas cependant de réunir beaucoup de rayons: il faut encore que ces rayons arrivent à l'œil en faisant un angle propre à la vision distincte. Les dimensions apparentes d'un corps dépendent, en effet, de l'angle sous lequel il est vu, et cet angle varie en raison inverse de la distance de l'objet à l'œil de l'observateur. D'où il suit que, pour voir un objet avec de grandes dimensions, il suffirait de le mettre tout près de l'œil, si la vision pouvait alors s'opérer avec netteté; mais la divergence des rayons rend l'image confuse: une lentille convergente obvie à cet inconvénient en conservant le parallélisme des rayons. Un objet éloigné paraît donc plus loin, parce qu'il forme, dans l'œil, un plus petit angle, et cet angle peut diminuer au point que l'objet ne soit plus visible. C'est le moment de placer entre l'œil et lui un verre convexe qui reçoive les rayons de l'objet pour les réfracter sous un angle plus fort. Par une raison inverse, l'œil myope, condamné à ne voir les objets que de très près, se soulage en se servant de verres concaves, parce que ceux-ci, diminuant les angles, lui permettent de s'éloigner de l'objet.

Verres divergents ou *lentilles concaves*. Une lentille concave présentée au soleil transmet, sur une surface opposée, une image lumineuse qui paraît diverger, comme si elle provenait d'un point situé dans la concavité du verre. Ce point se nomme le *foyer négatif*, et sa plus grande distance à la surface qui reçoit cette lumière divergente prend le nom de *distance focale négative*. Les objets vus à travers une telle lentille paraissent plus petits et plus proches; et c'est pourquoi l'on s'en sert isolément pour les lunettes destinées à corriger le vice de l'organe de la vue nommé *myopie*. Ainsi, les lentilles viennent au secours des vues trop longues ou trop courtes, en corrigeant la convergence trop faible ou trop grande de l'œil, chez les presbytes et chez les myopes. *Voy.* ces mots et VUE.

Les lentilles, faisant arriver dans l'œil plus de rayons lumineux qu'il n'en serait entré sans elles, font voir les objets avec beaucoup plus de clarté, et offrent ainsi un moyen précieux de remédier à la faiblesse de la vue. Cependant, l'usage des lunettes (*voy.*) simples présente de graves inconvénients, qui ne peuvent être évités qu'en partie et en employant des verres bien purs et parfaitement taillés.

Comme chaque rayon solaire réfracté se décompose en rayons de diverses couleurs, il en résulte une coloration des images qui les rend confuses. Cet inconvénient est si grave, que Newton y voyait l'impossibilité de se servir des lunettes pour les opérations astronomiques; mais on a heureusement trouvé depuis le moyen de parer à cet inconvénient, en assemblant des lentilles de substances qui

réfractent inégalement la lumière. C'est en réunissant le *crown-glass* et le *flint-glass* (*voy.* ce mot) qu'on est parvenu à obtenir les objectifs achromatiques (*voy.*) dont on fait usage aujourd'hui. L. L.

LENTULUS, surnom (emprunté à la lentille) d'une des branches patriciennes de l'illustre *gens Cornelia* à Rome. La plupart de ceux qui sont mentionnés dans l'histoire portent, avec le nom de Cornelius, le surnom de Lucius ou de Publius. L'un d'eux, Lucius Cornelius, fut consul dès l'an 328 av. J.-C. Il partagea plus tard la honte des fourches caudines (*voy.* Caudium). Plusieurs autres arrivèrent également à cette suprême magistrature. Publius Cornelius Lentulus, surnommé *Sura* par suite d'une grossière insulte adressée aux censeurs qui avaient prononcé sa radiation du sénat, trempa dans la conspiration de Catilina (*voy.*) et fut étranglé dans la prison avec les autres conjurés. — P. Corn. Lentulus *Spinther* étala le luxe le plus fastueux pendant son édilité et sa préture. Ayant embrassé le parti de Pompée, il tomba entre les mains de César qui lui fit grâce; il rejoignit Pompée et prit la fuite avec lui à la bataille de Pharsale. — Cossus Cornelius Lentulus se distingua sous Tibère; il fut surnommé *Getulicus*, à cause de ses victoires sur les Gétules. — Enfin Cneius Lentulus, fils du précédent, exerçait un commandement dans la Haute-Germanie lorsqu'il fut accusé d'être complice de Séjan (*voy.*) : il confondit son accusateur; mais il périt victime d'une conspiration contre Caligula, dans laquelle il était entré. Z.

LÉO (Henri), professeur d'histoire à l'université de Halle, est né à Rudolstadt le 19 mars 1799. Lorsqu'il eut atteint sa 17e année, son père l'envoya étudier la médecine à Breslau; mais les conseils de Jahn le décidèrent bientôt à quitter cette carrière, et en 1817, il se rendit à Iéna avec le projet de se livrer préférablement à l'étude de l'histoire littéraire de l'antiquité. Étant ensuite passé à Gœttingue, il s'occupa, depuis 1819, de l'étude du moyen-âge, et prit le grade de docteur en philosophie. Il partit, en 1820, pour Erlangen, où il composa un traité *Sur la constitution des villes lombardes* (Rudolstadt, 1820), et, quelque temps après, une dissertation *Sur le culte d'Odin en Allemagne* (Erlang., 1822). Enfin sa tournée savante le conduisit à Berlin, où il devint un des disciples les plus zélés de Hegel (*voy.*), sans négliger toutefois ses études historiques, dont le fruit fut un ouvrage sur le *Développement de la constitution des villes lombardes* (Hamb., 1824), qu'il livra à l'impression au retour d'un voyage en Italie. M. Léo accepta, en 1826, une place à la Bibliothèque de Berlin, et pour améliorer sa position modeste, il entreprit toute sorte de travaux, entre autres une traduction des Lettres de Machiavel; mais ayant toujours à lutter contre la fortune, il quitta brusquement Berlin, visita Iéna, puis Halle, et fut enfin nommé, à cette dernière université, professeur extraordinaire en 1828, et deux ans après, professeur ordinaire d'histoire, chaire qu'il occupe encore.

Parmi ses ouvrages les plus remarquables nous citerons ses *Leçons sur l'histoire de l'état juif* (Berlin, 1828); son *Manuel de l'histoire du moyen-âge* (Halle, 1830); son *Histoire des états italiens*, composée pour faire partie de l'excellente collection de MM. Heeren et Ukert (*voy.* Historiographie, T. XIV, p. 90), et dont nous avons parlé au mot Italie (T. XV, p. 160); enfin ses douze livres de l'*Histoire des Pays-Bas* (Halle, 1832-35, 2 vol.). On remarque déjà dans le livre qui porte le titre bizarre d'*Études et esquisses pour servir à l'histoire naturelle de l'État* (Halle, 1833) une tendance bien prononcée à combattre les idées de l'époque; mais c'est surtout dans son *Cours d'histoire universelle* (1835-38, 3 vol.; 2e éd., 1838-39), dans son *Guide pour l'enseignement de l'histoire universelle* (Halle, 1838, 3 vol.), et dans divers écrits sur les universités et l'enseignement, qu'il manifesta les opinions piétistes qui ont exercé une si grande influence sur lui. Il alla plus loin encore dans sa *Lettre à J. Gœrres* (Halle, 1838), et bientôt, dans les *Hegeliens*, il n'hésita plus à se déclarer ouvertement contre la philosophie de Hegel. Cet abandon des principes qu'il avait professés dans sa jeunesse a soulevé contre lui une tempête terrible. Cependant, au milieu

même de ces luttes ardentes, M. Léo a continué de se livrer à ses travaux historiques, et dans ces dernières années, il a publié sur la langue des anciens Germains deux ouvrages remarquables, l'un intitulé : *Preuves de la langue des anciens Saxons et des Anglo-Saxons* (Halle, 1838), avec une liste explicative de mots anglo-saxons; l'autre *Beowulf, le plus ancien poëme qui nous soit parvenu en dialecte anglo-saxon, considéré d'après son contenu et ses rapports historiques et mythologiques* (Halle, 1839). Nous avons donné place dans cette Encyclopédie à un précis de l'histoire d'Italie, traduit du *Conv.-Lex.* allemand, et dont l'auteur, à ce qu'on assure, est M. Henri Léo. E. H-G.

LÉOBEN (PRÉLIMINAIRES DE). Après l'immortelle campagne d'Italie (1796), Bonaparte marchait sur Vienne lorsqu'il conclut à Judenbourg, le 7 avril 1797, un armistice avec les généraux autrichiens. Le 26 du même mois, les négociations s'ouvrirent à Léoben, ville autrichienne de la Haute-Styrie (cercle de Bruck), pour les préliminaires de la paix. Ils y furent signés le 29 et aboutirent au traité de Campo-Formio (*voy.*). Z.

LÉON, royaume d'Espagne de 940 milles carrés géogr. avec 1,200,000 habitants. Autrefois très puissant, il passa successivement sous la domination des Romains, des Goths, des Sarrazins et des Espagnols, et eut jusqu'à la fin du x^e^ siècle les comtes de Castille pour vassaux. Réuni, en 1065, à la couronne de Castille, il en fut séparé de nouveau par Ferdinand III, à la mort d'Alphonse VIII; mais cette séparation ne dura que jusqu'en 1218. Il est actuellement divisé en six provinces : Léon, Valladolid, Palencia, Toro, Zamora et Salamanque. La capitale de même nom, appelée par les Romains *Legio septima gemina*, à cause d'une légion qui y tint garnison, est située sur la Bernosja et le Torio. Sa population est évaluée à environ 8,000 âmes. Le grand nombre de ses tours lui donne un aspect imposant. C'est le siége d'un évêché, d'un séminaire, d'un lycée, etc. Parmi ses 13 églises, on remarque surtout sa belle cathédrale. Son Hôtel-de-Ville est magnifique. La ville de Léon possède encore 4 hôpitaux et 9 couvents, dont l'un, celui de Saint-Isidore, a servi longtemps de sépulture aux rois. Elle fait un important commerce de plantes médicinales. Z.

LÉON (ILE DE), *voy.* CADIX.

LÉON I-V, empereurs d'Orient. On en compte plus généralement six en y comprenant le petit-fils de Léon I^er^. Voici l'ordre dans lequel ils se rangent : LÉON I^er^, dit *le Grand*, mort en 474; LÉON II, fils de Zénon et d'Ariadne, la fille du précédent, mort au bout de trois ans de règne sous la tutelle de son père; LÉON III, *l'Isaurien*, mort en 741; LÉON IV (*Chazaras*), mort en 780; LÉON V, *l'Arménien*, tué l'an 820; LÉON VI, *le Philosophe*, mort en 911 (*voy. empire* BYZANTIN). D'après cet ordre, il faut, à l'article cité, augmenter d'un le chiffre des autres empereurs de ce nom. Pour Léon II ou III, surnommé l'*Isaurien*, soldat heureux qui s'éleva jusqu'au trône impérial, et dont le vrai nom était *Conon*, *voy.* ICONOCLASTES. Z.

LÉON I-XII, papes. Plusieurs de ces souverains-pontifes ont marqué par leur mérite personnel et par l'influence qu'ils ont exercée sur leurs siècles.

Saint LÉON I^er^, surnommé *le Grand*, naquit à Rome, selon l'opinion la plus commune, d'une famille originaire de la Toscane. Ses talents lui valurent de bonne heure la confiance de Célestin I^er^ et de Sixte III, qui l'employèrent dans les affaires les plus importantes et les plus épineuses. Son élévation sur le siége de Saint-Pierre eut lieu, d'un consentement unanime, l'an 440. Le premier soin du nouvel évêque fut d'expulser de Rome les manichéens (*voy.*), qui s'y étaient réfugiés d'Afrique; tous ceux qui ne voulurent pas abandonner leurs croyances furent livrés au bras séculier. Le pontife ne se montra pas moins inexorable envers les pélagiens et les priscillianistes (*voy.*). Saint Hilaire d'Arles ayant, de son autorité, déposé l'évêque Chélidoine, sous prétexte qu'il avait épousé une veuve, l'affaire fut portée à Rome, dans un concile tenu l'an 445. Hilaire s'y défendit avec hauteur; mais le crime imputé à Chélidoine n'ayant pas été prouvé, cet évêque fut rétabli. En même temps, le siége métropolitain fut transféré d'Arles à Vienne.

Dans la controverse sur les monophysites, Léon se déclara énergiquement contre Eutychès (*voy.*) et le concile d'Éphèse. Soutenu par la faveur de l'impératrice Pulchérie et par l'opinion publique, révoltée des excès de Dioscore, il eut la gloire de faire casser les décisions de ce concile, qu'on a qualifié de synode *de brigands*, par celui de Chalcédoine (451), auquel Léon présida par ses légats. Une seule chose le choquait dans les canons de cette célèbre assemblée, c'était la prééminence accordée au siége de Constantinople sur ceux d'Antioche et d'Alexandrie; mais toutes ses réclamations, toutes ses menaces, furent vaines, et le patriarche de la nouvelle Rome resta en possession du second rang.

Attila (*voy.*) ayant pénétré en Italie (452), Valentinien, hors d'état de lui résister, implora la médiation de saint Léon, et le roi des Huns consentit à se retirer au-delà du Danube. Si quelque temps après, ses efforts pour éloigner Genséric de Rome, où il avait été appelé par l'impératrice Eudoxie, ne purent décider le conquérant vandale à lâcher une proie trop facile à saisir, il obtint au moins de lui qu'il ne serait commis ni meurtres ni incendies, et que les trois principales basiliques seraient respectées. Au milieu de ces importantes négociations, Léon ne perdit pas de vue les intérêts temporels de son siége, comme le prouve la loi de Valentinien III, qui lui accordait le titre de chef suprême de l'Église et ordonnait à tous les autres évêques de lui obéir. Il mourut l'an 461.

Saint Léon-le-Grand est le premier pape dont il nous reste un corps d'ouvrages. Nous avons de lui 96 sermons, 141 lettres et quelques traités, parmi lesquels plusieurs savants placent les livres de la *Vocation des Gentils* et l'*Épître à Démétriade*. Ses ouvrages n'annoncent pas une science bien profonde, mais ils sont écrits d'un style élégant, quoique souvent affecté. Toutes ses périodes ont une certaine cadence qui surprend sans déplaire; et les épithètes, qu'il y sème à pleines mains, sont quelquefois très heureuses. La 1re éd. de ses œuvres est celle de Quesnel (Paris, 1675, 2 vol. in-4°; réimpr. à Lyon, 1700, 2 vol. in-fol.; puis avec des addit., à Venise, 1755-57, 3 vol. in-fol.); mais on regarde comme la meilleure celle de Rome (Propag.), 1753-55, 3 vol. in-fol., qui a été revue et corrigée sur les manuscrits du Vatican, par Cacciari. Les sermons de saint Léon ont été traduits en français par l'abbé de Bellegarde, Paris, 1701. — *Voir* Maimbourg, *Histoire du pontificat de saint Léon-le-Grand.*

Saint Léon II, Sicilien d'origine, succéda à Agathon, en 682. Il était éloquent, instruit dans les saintes lettres, et habile dans le chant ecclésiastique, qu'il perfectionna, dit-on. L'acte le plus important de son pontificat fut la confirmation par l'autorité de saint Pierre, comme il s'exprime, des décisions du 6e concile œcuménique, qui avait condamné comme hérétique monothélite son prédécesseur Honorius. Il rétablit aussi sur Ravenne l'autorité qu'il prétendait y exercer en sa qualité de patriarche de l'Occident. Il mourut l'an 683, et fut inhumé à Saint-Pierre. Nous n'avons de lui que quelques lettres qui ont été insérées dans les recueils de Conciles de Labbe et de Mansi.

Léon III, successeur d'Adrien Ier, était de Rome. Recueilli, dès son enfance, dans le palais patriarcal de Latran, il y fut instruit avec soin, et ses progrès, joints à la pureté de ses mœurs et à sa charité, lui méritèrent l'estime générale. Il fut donc élu pape tout d'une voix, en 795. Son premier soin fut d'envoyer à Charlemagne des légats, chargés de lui présenter les clefs de Saint-Pierre et l'étendard de la ville de Rome, en le priant d'envoyer un seigneur de sa cour recevoir le serment de fidélité des Romains. Peu de temps après, Pascal et Campule, neveux d'Adrien, formèrent une conspiration contre lui. Ils s'emparèrent de sa personne, au milieu d'une procession, le maltraitèrent horriblement et le laissèrent pour mort dans un monastère, d'où il parvint à se sauver en France. Charlemagne le fit rétablir sur son siége, et l'année suivante, en 800, il passa lui-même en Italie, où Léon le sacra Empereur. Une vive dispute s'étant élevée vers cette époque dans l'Église latine, au sujet du *Filioque*, qui avait été ajouté au symbole, Charlemagne consulta le pape

sur cette addition, et Léon, tout en condamnant l'interpolation, se déclara en faveur de ceux qui croyaient que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils. Une nouvelle conspiration ayant éclaté contre lui, en 815, Léon II, qui avait autrefois intercédé en faveur de ses premiers assassins et obtenu leur grâce, fit punir cette fois du dernier supplice et de sa propre autorité plusieurs des conjurés. Louis-le-Débonnaire trouva mauvais que l'évêque de Rome se fût arrogé ce droit; mais Léon parvint aisément à apaiser ce prince. Il mourut l'année suivante, le 11 juin 816. Nous avons de lui quelques lettres, qui ont été imprimées dans les collections de Conciles. On lui a attribué aussi, mais sans preuve suffisante, l'*Enchiridion Leonis papæ* (Rome, 1525, édition rare et recherchée des bibliophiles; Lyon, 1601 et 1607, in-24; Mayence, 1633; trad. en franç., Lyon, 1584, in-24), petit livre de prières, dont les alchimistes faisaient grand cas.

Léon IV succéda à Sergius II, en 847. Romain de naissance, il fut mis par ses parents dans le monastère de Saint-Martin, d'où il fut tiré par Grégoire IV, qui le prit à son service et l'ordonna diacre. Lorsqu'il s'assit sur le siége de Rome, l'église de Saint-Pierre venait d'être pillée par les Sarrazins. Il s'empressa de la faire enfermer de murailles, et poursuivit le plan de Léon III, qui avait conçu le dessein de bâtir une nouvelle ville auprès de cette église. Le nouveau quartier prit le nom de *cité Léonine* qu'il porte encore. En même temps les murs de Rome, qui tombaient en ruines, furent réparés avec soin, et deux tours furent construites sur le Tibre à la porte de Porto. Des chaînes, tendues de l'une à l'autre rive, devaient arrêter jusqu'aux moindres barques des ennemis. Léon eut bientôt à s'applaudir de ces sages précautions. En 849, les Sarrazins se présentèrent de nouveau à l'embouchure du Tibre: ils furent battus, grâce aux secours inespérés que les habitants de Naples, d'Amalfi et de Gaëte envoyèrent aux Romains. Cependant les Infidèles continuèrent à ravager les côtes. Les habitants de Centumcelles, qui avaient été obligés de se réfugier au milieu des bois, furent rassemblés par Léon et établis dans une ville nouvelle qu'il fit bâtir sur une montagne et à laquelle il donna son nom. L'amour de la patrie les ayant décidé bientôt à retourner à Centumcelles (aujourd'hui Civita-Vecchia), Léopolis ne tarda pas à tomber en ruines. Léon mourut le 17 juillet 855. « Le courage des premiers âges de la république revivait en lui, dit le président Hénault, dans un temps de lâcheté et de corruption; semblable à un de ces beaux monuments de l'ancienne Rome que l'on trouve quelquefois dans les ruines de la nouvelle. » On lui attribue une *Instruction* insérée dans le Pontifical romain.

Léon V, d'Ardée, succéda à Benoît IV. Élu pape le 28 octobre 903, il fut chassé presque aussitôt par Christophe, son chapelain, et jeté en prison, où il mourut de chagrin, le 6 décembre de la même année.

Léon VI, Romain, succéda le 6 juillet 928 à Jean X. Il ne siégea que sept mois.

Léon VII, Romain, fut élu pape en janvier 936, après la mort de Jean XI. Doux, affable et pieux, il mourut en juillet 939.

Léon VIII fut élu au concile de Rome, en 963, à la place de Jean XII, que l'empereur Othon avait fait déposer par ce même concile. Tant que les Allemands restèrent à Rome, il occupa paisiblement son siége; mais dès qu'il ne fut plus soutenu par leur présence, le peuple se souleva contre lui et il fut obligé de céder la place à son rival. A la mort de Jean XII, les Romains élurent un autre pape qui prit le nom de Benoît V. A cette nouvelle, Othon, auprès de qui Léon s'était refugié, marcha contre Rome. Léon VIII fut rétabli et Benoît fut dégradé et exilé en Allemagne. En même temps, une bulle, peut-être apocryphe, fut rendue qui accordait à Othon et à ses successeurs le droit d'établir le pape et de donner l'investiture aux évêques, et qui défendait, sous peine d'excommunication, d'exil et de mort, d'élire ni pape ni évêques sans leur consentement. Léon ne survécut que peu de temps à sa réintégration. Il mourut en avril 965.

Saint Léon IX, né en Alsace, le 21 juin 1002, portait le nom de *Brunon*. Il était fils de Hugues, comte d'Égisheim (Haut-Rhin), cousin-germain de l'em-

pereur Conrad-le-Salique. Sa mère, héritière des comtes de Daxbourg ou Dabo, le fit élever avec distinction. Il était évêque de Toul lorsque la diète de Worms le choisit, en 1049, pour succéder à Damase II. Il n'accepta la dignité pontificale que sous la condition expresse que le clergé et le peuple de Rome ratifieraient son élection. Les acclamations qui l'accueillirent à son entrée dans cette ville ne purent lui laisser aucun doute à cet égard. La même année, il réunit un concile dans l'intention de mettre un terme au scandale de la simonie, et fit un voyage en France. En 1050, il assembla à Rome un concile contre les erreurs de Bérenger (*voy.*), qu'il fit condamner une seconde fois au concile de Verceil. Léon IX repassa ensuite les Alpes, parcourut pendant près d'une année la Lorraine et l'Allemagne, et, de retour à Rome, tint un nouveau synode où il fut décidé que les femmes qui, dans l'enceinte des murs de Rome, se seraient prostituées à des prêtres, seraient à l'avenir adjugées comme esclaves au palais de Latran. En 1052, il se rendit de nouveau en Allemagne pour essayer de rétablir la bonne harmonie entre l'Empereur et le roi de Hongrie, et surtout pour obtenir des secours contre les Normands. Il en reçut en effet; mais une défaite complète qu'il essuya le 18 juin 1053, le livra entre les mains de ses ennemis. Retenu prisonnier à Bénévent jusqu'en 1054, il fut obligé, pour recouvrer sa liberté, de donner au comte Humfroi l'investiture de la Pouille. Ses vainqueurs le reconduisirent alors à Rome, où il mourut dès le mois suivant. On a loué sa science, sa piété, sa modestie et sa douceur; mais ses lettres à Michel Cérulaire et toute sa conduite dans ses disputes avec le siége de Constantinople, ne permettent pas d'admettre cet éloge sans restriction. Outre des lettres insérées dans les collections des Conciles, il a écrit une *Vie de saint Hidulphe* publiée dans le *Thesaurus anecdotorum* de dom Martène. *Voir* l'*Histoire littéraire de la France*, t. VII. E. H-G.

Léon X, de l'illustre famille de Médicis (*voy.*). Il était fils de Laurent-le-Magnifique, et naquit à Florence, le 11 décembre 1475. Son premier nom était *Jean*. Dans cette maison protectrice des arts et amie des lettres, le jeune Médicis ne pouvait manquer de recevoir une brillante éducation, et le soin de former son cœur et son esprit fut confié aux plus célèbres littérateurs de l'époque de la Renaissance, au nombre desquels on comptait Chalcondyle et Ange Politien (*voy.*). L'élève était digne des maîtres; quoique bercé dans l'orgueil des honneurs souverains et nourri parmi toutes les voluptés de la fortune, le jeune Médicis ne tarda pas à profiter des leçons qu'il recevait; il montra de bonne heure des inclinations studieuses, un esprit étendu et un caractère aimable. Il avait à peine 12 ans, lorsqu'il fut créé cardinal. Il ne reçut les ordres que 4 ans après.

L'invasion de Charles VIII en Italie (1494) commença pour cette contrée une série de calamités, qui n'épargnèrent pas la famille de Médicis. Alexandre VI (*voy.*) occupait alors la chaire de Saint-Pierre. Le cardinal de Médicis se retira d'abord dans la retraite que les Vitelli lui ouvrirent à Castello; et puis il visita une partie de l'Europe, mettant à profit, pour son instruction et son plaisir, cette espèce d'exil auquel il était condamné. De retour à Rome, il trouva sur le trône pontifical une famille ennemie de la sienne, celle de la Rovère; il comprit que son avenir dépendait d'une réconciliation, et il ne tarda pas à devenir l'ami de Jules II (*voy.*), qui lui donna le gouvernement de Pérouse. Pris à la bataille de Ravenne, le cardinal ne recouvra sa liberté que lorsque le sort des armes eut enlevé le Milanez à la France. Jules II mourut bientôt, et le cardinal de Médicis lui succéda (11 mars 1513). Un des premiers actes de son pontificat fut un trait de clémence; il accorda leur grâce aux auteurs d'une conjuration tramée à Florence, quelque temps auparavant, et dont il avait failli être victime. C'est le complot dans lequel Machiavel fut impliqué.

A peine élu, le pape voulut gouverner par lui-même, et traiter sans intermédiaire les affaires de l'Église, qui se mêlaient alors à celles du monde. Vettori, l'ambassadeur de Florence à Rome, écrivait à Machiavel ces paroles dignes de souvenir : « Autrefois il fallait voir et entre-

tenir une foule de cardinaux ; aujourd'hui cela n'est plus nécessaire, c'est de la bouche du pape lui-même que l'on apprend ce qu'il veut dire. » Ce pape, dont le règne devait être celui des arts et des lettres, mais qui succédait à un pontife à moitié soldat, et dont l'humeur belliqueuse avait mis l'Italie en feu, fut d'abord tout occupé lui-même de soins guerriers. Les conjonctures étaient pleines d'embarras et de périls. Louis XII (*voy.*) préparait une nouvelle invasion ; Léon X suscita contre lui les Suisses, en Italie ; en France, Henri VIII d'Angleterre. La conduite de Léon à l'égard de Louis fut conforme à la politique du temps, cauteleuse et perfide ; il sollicitait son alliance ou lui cherchait des ennemis, selon l'intérêt variable de son ambition ; et les affaires du roi de France furent bientôt ruinées dans la péninsule. Un nouveau traité se négocia entre la France, l'Autriche et l'Espagne ; le pape eut l'adresse d'en empêcher la conclusion menaçante pour l'Italie. Il portait sur cette contrée des regards avides, il songeait à placer la couronne de Naples sur la tête de Julien, son frère ; à joindre, pour son neveu Laurent, les duchés de Ferrare et d'Urbin à la Toscane ; tandis que lui-même était maître des États de l'Église, auxquels il avait secrètement résolu d'ajouter Parme et Plaisance, conquis par Jules II, mais qu'avait repris le duc de Milan. Dans cette combinaison, la famille des Médicis aurait réuni sous un triple sceptre une grande portion de l'Italie.

Les événements ne secondèrent point cette politique ; Julien de Médicis devait bientôt mourir, et Léon fut obligé de concentrer ses vues ambitieuses sur son neveu Laurent, bien peu digne d'en être l'objet, et qui d'ailleurs mourut aussi avant Léon X. François I^er^ (*voy.*) ayant succédé à Louis XII, au commencement de l'année 1515, ne tarda pas à rétablir la fortune de la France en Italie, Vainqueur à Marignan de la ligue formée sous les auspices du pape, entre les Suisses, la république de Florence, l'empereur Maximilien, Sforza duc de Milan, et Ferdinand V roi de Naples, mais dans laquelle le pape resta inactif, François I^er^ redevint maître de Parme et de Plaisance, et se fit céder le Milanez par François Sforza. Machiavel considère comme une faute capitale, dans la politique de Léon X, la neutralité que le pontife garda dans cette circonstance, et il explique avec sa lucidité accoutumée les raisons sur lesquelles il fonde son opinion (*Discours sur Tite-Live*, livr. II, ch. 22). Après la victoire de François I^er^, le pape se rapprocha de la France, et la célèbre entrevue de Léon X et de François I^er^ eut lieu à Bologne (9 novembre 1515). Dans cette conférence la paix fut signée, et on prépara le concordat qui fut conclu en 1516.

Le concordat fut un acte à peu près imposé à François I^er^. Malgré ses victoires, ce prince se trouvait dans une position difficile ; il était cité, avec toute l'Église gallicane, pour voir abolir la pragmatique, devant le concile de Latran (*voy.* ce mot, p. 267), dont le pape réglait les décisions ; et de plus il avait besoin de Léon X pour l'accomplissement de ses desseins politiques. Le concordat lui sembla un moyen de diminuer ses embarras ; mais il suffit de lire le préambule de cet acte pour se convaincre de la violence que subissait François I^er^ et du triomphe de Léon X. Ce concordat qui, en détruisant quelques abus, changeait la condition de l'Église de France et donnait au pape une influence et des droits que ne lui reconnaissait pas la pragmatique, fut repoussé à la fois par l'Église, par la magistrature, par l'Université. Le roi et le pape le maintinrent vigoureusement.

Quant à la paix, elle ne fut qu'une trêve et ne mit le frein à aucune ambition. François I^er^ médita la conquête de Naples ; Léon X provoqua l'invasion de l'empereur Maximilien, dans le Milanez, afin d'en expulser les Français ; et, en même temps, renouvelant auprès de François I^er^ la politique dont il avait usé envers Louis XII, il affectait les démonstrations de l'allié le plus fidèle. De son côté, le roi chevalier n'épargnait point au pape les faux semblants.

Deux points surtout sont saillants dans la politique de Léon X : l'ambition d'agrandir les domaines de l'Église ainsi que les possessions de la famille des Médicis, et le désir d'affranchir l'Italie de

la domination étrangère; mais, dans la pensée du pape, ce second dessein était évidemment subordonné au premier. Il dépouilla violemment La Rovère du duché d'Urbin, pour en donner l'investiture à son neveu (1516). Les historiens les plus modérés n'ont trouvé aucune excuse pour cette inique entreprise, qui coûta à l'Église des sacrifices énormes et jeta le pape dans un embarras dont il résulta des mesures désastreuses. Après la mort de Laurent (1520), Léon X réunit le duché d'Urbin, ainsi que ses dépendances, Pesaro et Sinigaglia, au domaine de l'Église. Il s'empara successivement de Pérouse, de Fermo, de la plupart des villes et des forteresses de la marche d'Ancône. Les souverains de ces petits états, quand Léon X les faisait prisonniers, ou quand il pouvait les attirer à Rome, étaient livrés au bourreau. L'Italie était alors accoutumée à ce code sanglant de la conquête, et en était d'autant moins émue, que tous ces petits tyrans étaient odieux, et que, si le supplice était infligé sans droit par le vainqueur, il n'était que trop bien mérité par le vaincu. Léon convoitait aussi le duché de Ferrare, et la conquête de ce duché se liait, dans ses projets, à son autre grand dessein, l'expulsion des étrangers.

Depuis l'invasion de Charles VIII, l'esprit de nationalité avait été cruellement froissé en Italie; les papes semblaient vouloir se constituer les représentants de cette nationalité, et se proclamaient les restaurateurs de l'indépendance italienne; mais pour arriver à ce but, ils prenaient une voie funeste, où, du reste, les jetait fatalement la faiblesse de leur puissance matérielle. L'Italie était devenue le champ de bataille des étrangers, et les papes ne pouvaient espérer de chasser un prince qu'en s'unissant à un autre. Léon X essaya d'abord de faire de François I^er^ l'instrument de la ruine des Espagnols; mais François I^er^, qui ne se fiait point au pape, n'accepta pas l'alliance que celui-ci lui offrait. Alors ce furent les Français, dont Léon X entreprit l'expulsion. Il conclut un traité avec l'empereur Charles-Quint (8 mai 1521), et la lutte s'engagea bientôt dans toute la Haute-Italie. Les succès et les revers se balancèrent d'abord; mais la prise de Milan commençait à donner l'avantage aux alliés du pape, quand la mort enleva Léon X, le 1^er^ jour de décembre 1521, à 46 ans, et après 8 ans et 8 mois de règne.

La maladie à laquelle succomba Léon X dura quatre jours à peine, et ne semblait qu'une indisposition sans gravité, lorsque la mort le frappa presque soudainement. Les médecins déclarèrent que la cause de cette mort était un rhume, dont le pape avait été saisi à Malliana, villa où il avait passé quelques jours; mais personne ne crut aux médecins, et le secret de cette fin si prompte n'a pas été dévoilé, quoiqu'il ait été l'objet de beaucoup de conjectures. Les uns ont fait mourir Léon X de la joie qu'il ressentit en apprenant le triomphe des coalisés, dans le Milanez; d'autres soupçonnèrent une cause moins innocente, et supposèrent un empoisonnement, imputé au duc d'Urbin ou au duc de Ferrare. S'il faut en croire le journal du major-dome du pape, Paris de Grassis, les médecins l'auraient ouvert et auraient déclaré qu'ils avaient trouvé des traces de poison. Cette opinion a prévalu chez les historiens les plus dignes de foi; mais cependant le fait n'est pas suffisamment démontré. L'échanson du pape, arrêté dans le premier moment, fut rendu à la liberté, rien ne prouvant qu'il fût coupable; et le cardinal de Médicis, parent de Léon X, qui devait bientôt porter la tiare sous le nom de Clément VIII, mit fin à toutes les poursuites.

Ce pape, dont le nom est resté illustre, ne doit cette célébrité ni à la politique, ni à la religion. Pontife, il ne siégea point sans éclat dans la chaire apostolique, mais il commit des fautes assez graves dans le gouvernement de l'Église; prince, il ne manqua pas de cette habileté qui met à profit quelques chances heureuses, mais il ne déploya, dans les grandes affaires où il fut mêlé, aucun talent supérieur, il ne mit en œuvre aucune de ces ressources qui révèlent le génie. On le voit en toute occasion obéir assez servilement aux règles de la politique de ce temps-là, prenant son intérêt pour mesure de sa loyauté, et professant la morale du succès. User de ruse, se croire habile, parce que l'on

est perfide, signer une alliance d'une main et de l'autre une trahison, c'est ce qu'on voyait presque partout à cette époque, et en Italie plus qu'ailleurs. A cet égard, Léon X fut de son temps et de son pays.

Toutefois, quelque sévérité qu'on puisse apporter dans le jugement de la politique de Léon X, il est juste de reconnaître que cette politique fut quelquefois généreuse et véritablement digne du chef de la chrétienté. La découverte récente de l'Amérique avait été l'occasion de bien des crimes commis au nom de la religion : Léon X prit en main la cause des pauvres indigènes contre les conquérants catholiques. Il condamna les persécutions atroces dont on faisait contre les Indiens un moyen de conversion. Malheureusement la décision du pape eut peu d'influence sur le sort des Américains; il était trop loin, et son règne fut trop court. Comme les prédécesseurs de Léon X avaient fait concession aux princes européens des terres découvertes dans le Nouveau-Monde par Christophe Colomb et Américic Vespuce, une ambassade solennelle d'Emmanuel-le-Grand vint demander à Léon X la donation des pays découverts depuis plusieurs années dans les Indes-Orientales par Vasco de Gama (*voy.* ces noms) et les navigateurs portugais. Ce fut là un de ces événements qui flattaient l'orgueil du pontife et qu'il ne manquait jamais de célébrer par quelqu'une de ces fêtes dont il aimait la magnificence.

Une des affaires les plus considérables du pontificat de Léon X, et qui eut sur les destinées du monde les plus vastes conséquences, c'est l'affaire des indulgences (*voy.*). Lorsque Léon X publia sa bulle, en 1517, il y avait déjà longtemps que les abus de l'Église avaient rencontré des adversaires redoutables, soit par la grandeur de leur nom, soit par l'adresse de leurs attaques. La pointe effilée du sarcasme, la raillerie aux allures légères avaient, plus que la gravité des censures, plus que les paroles ardentes de l'indignation, blessé profondément les prétentions injustes de l'Église romaine; Léon X ne vit point qu'il ne pouvait pas oser impunément ce qu'avaient osé ses prédécesseurs. Il ne vit point que, s'il y avait encore possibilité de moissonner des indulgences en Europe, le seul moyen d'y réussir c'était de dissimuler l'exaction sous un prétexte qui frappât l'imagination des populations, ou qui intéressât leur charité. On l'avait pu avec l'enthousiasme des croisades, on le pouvait encore peut-être avec la pensée de quelque grande fondation pieuse et utile à l'humanité. Léon X fit publier que le produit des indulgences servirait à achever de bâtir Saint-Pierre de Rome; d'imbéciles prédicateurs firent bien pis encore, ils inventèrent une échelle des peines du purgatoire, et un tarif proportionnel pour le rachat des âmes. Léon X ne songea pas à congédier ces ouvriers malhabiles, à brider ce zèle fougueux. Et puis, il eut le hasard de rencontrer en face de lui un de ces hommes comme on en rencontre rarement, et le malheur de ne pas soupçonner la puissance de ce redoutable adversaire. Léon X traita Luther (*voy.*) en pédant bavard, en argumentateur de collége, comme dit Roscoë, et commença par le dédaigner, à une époque où peut-être il eût été possible de s'entendre avec lui. Ensuite il procéda contre Luther avec une lenteur remarquable. Par une lettre du 7 août 1518, il le fait citer à Rome, et consent ensuite qu'il n'y comparaisse pas. Le 9 décembre de la même année, une bulle est lancée contenant menace d'excommunication, mais sans même que le nom de Luther y fût prononcé. Enfin, le 15 juillet 1520, furent condamnés les 95 articles de la doctrine de Luther; lui-même fut excommunié, ainsi que ses adhérents. Tandis qu'on brûlait les écrits de Luther, celui-ci faisait brûler les bulles du pape, et les anathèmes du moine répondaient aux anathèmes du pontife. Cependant on conseillait à Léon X de ne point s'en tenir à ces innocentes escarmouches, et d'employer contre l'hérésie du réformateur des armes plus efficaces que les armes spirituelles ; l'inquisiteur Hoogstraten (*voy.*) sollicitait le pape de confondre Luther avec le feu, la flamme et le fer. Si Luther n'est pas monté sur un bûcher, faut-il en faire honneur à la modération de Léon X? Nous ne savons. Toujours est-il que le pape s'adressa tour à tour, pour le faire arrêter, à l'électeur de Saxe,

qui éluda la sommation, et à Charles-Quint qui s'y refusa tout net, pour ménager l'électeur de Saxe, protecteur de Luther.

Mais si Léon X est couronné d'une auréole qui ne pâlira jamais, si son pontificat conserve, à quelque distance qu'on s'en éloigne, l'éclatante renommée qui le place au nombre des plus merveilleuses époques de l'histoire de l'esprit humain, c'est à la Renaissance (*voy.*) que ce pape doit cette gloire.

La Renaissance, qui succédait en Italie au moyen-âge, était apparue avec Dante, deux siècles auparavant ; mais la réunion, au temps de Léon X, des plus éminents génies, et la protection savante, affectueuse, passionnée que le pape leur accorda, ont fait de son règne le point culminant de cette éblouissante période des destinées du monde; Léon se montra digne d'une telle époque, et mérita d'en partager la gloire en lui donnant son nom.

La lumière sacrée de la Renaissance se propageait peu à peu. Parmi les populations qui l'entretenaient le plus religieusement en France, en Espagne, aussi bien qu'en Italie, la population de Florence tenait le premier rang, et, parmi les familles florentines, la famille des Médicis. Amateur passionné des lettres, doué du plus vif sentiment des arts, Léon X mit son bonheur et son orgueil à leur accorder de magnifiques encouragements. Les plus grands artistes, d'admirables poëtes, de profonds publicistes, des savants du premier ordre, se pressaient en foule dans ce siècle privilégié; et partout les largesses de Léon X les allaient chercher. Il n'était pas moins sensible aux charmes de l'art musical qu'à celui des lettres et des arts du dessin; la musique aussi fit de rapides progrès à cette époque. Quand on a nommé Michel-Ange, Raphaël, Arioste, Machiavel, Bembo (*voy.* ces noms), il faut placer, après ces grands noms, une foule de noms illustres dont la simple liste atteindrait les bornes d'un article. Il faut également renoncer à indiquer, même sommairement, tout ce que ce pontife a fait pour protéger la science, pour enrichir et honorer les savants, pour glorifier les arts et les lettres, et pour doter de cet éclatant héritage, non pas seulement Rome, mais Florence sa patrie, la ville de ses affections, mais l'Italie elle-même, mais l'univers entier. Un volume suffirait à peine à cette tâche immense. Léon X enrichit la bibliothèque du Vatican et fonda la Laurencienne à Florence, dont il confia l'exécution à Michel-Ange. Ces grands dépôts de livres, ainsi que les vastes collections d'objets d'arts, qui devaient être le témoignage de l'antique civilisation et l'enseignement de la civilisation nouvelle, furent remis par lui à la garde des hommes les plus dignes de conserver de telles richesses. Les bibliothèques fondées, rien n'était épargné pour les remplir des manuscrits les plus rares, des plus magnifiques imprimés. Léon X envoyait de savants explorateurs à la recherche de ces précieux restes de l'antiquité; il payait 500 sequins un manuscrit des cinq premiers livres de Tacite, qui passèrent de l'abbaye de Corvey (*voy.*) au Vatican; il encourageait de ses largesses les Alde-Manuce, les Calliergi, savants imprimeurs dont les belles éditions grecques et latines sont encore aujourd'hui des monuments remarquables de l'art typographique. Il créait d'illustres écoles où l'on apprenait à lire ces ouvrages rendus si prodigieusement difficiles par l'ignorance ou l'incurie des copistes, ainsi que par l'absence de tout commentaire. L'université de la *Sapience*, richement dotée par Léon, recouvra les biens qui lui avaient été enlevés par d'autres papes, et prit dès ce moment l'importance qui convenait à une école fondée pour l'enseignement du monde. Léon X y réunit des savants choisis dans toute l'Europe, et célèbres dans toutes les sciences; les maîtres étaient récompensés par de riches bénéfices et de hautes dignités ecclésiastiques; les étudiants étaient protégés par des priviléges. Tout ce qu'on savait alors était enseigné au collége de la Sapience : à l'étude de la théologie et du droit canon, on joignait l'étude du droit civil, des mathématiques et de la médecine; le progrès de l'astronomie accompagnait celui des sciences naturelles, et déjà le système de Copernic (*voy.*) fut presque deviné. La philosophie, la logique, la rhétorique, toutes les lettres humaines y trouvaient un enseignement nouveau, et les immor-

tels chefs-d'œuvre de la Grèce et de Rome, dont on recherchait, dont on découvrait les manuscrits, étaient révélés à une jeunesse avide et charmée. La langue grecque, qui était pour cette jeunesse une révélation plus complète, était aussi l'objet d'un plus vif enthousiasme; Jean Lascaris (*voy.*), appelé par Léon X à Rome, y vint accompagné d'un grand nombre de jeunes gens qui donnèrent à la littérature d'Athènes un nouveau droit de cité dans cette même ville de Rome où elle avait déjà reçu un si bel accueil, tant de siècles auparavant, au temps de Térence et de Virgile. La langue maternelle du christianisme, l'hébreu, était aussi enseignée par un savant traducteur des livres saints, Sante Pagnini; et en même temps les autres idiomes de l'Orient se propageaient à Rome où paraissait la traduction d'un manuscrit arabe, intitulé : *Philosophie mystique d'Aristote*. Platon était imprimé, commenté, et sa philosophie, déjà ressuscitée jadis dans l'école d'Alexandrie, ressuscitait pour la seconde fois à Rome et à Florence. Les élèves, qui se rendaient en foule à la grande école de la Sapience, puisaient à cet universel foyer de lumières des clartés qui se réfléchissaient ensuite sur l'univers catholique. Une foule de poëtes latins, à la tête desquels se présentent Bembo, Sannazar et Vida (*voy.*), rendaient une nouvelle voix aux muses de Catulle, de Virgile et d'Horace. Cette universelle prédilection pour les lettres antiques s'alliait avec l'amour et le culte des lettres modernes. Déjà brillait d'un vif éclat l'aurore du second âge de la poésie italienne; d'admirables génies faisaient entrer les faits et les sentiments modernes dans le domaine de l'imagination: Arioste donnait à la chevalerie une vie poétique, et bientôt Le Tasse allait chanter les croisades; Machiavel (*voy.* ces noms) créait la comédie nouvelle en dessinant, dans son chef-d'œuvre de *la Mandragore*, le premier tableau de mœurs, la première peinture de caractères qu'on ait mise au théâtre dans les temps modernes. Léon X protégeait l'*Orlando* en donnant au poëte un privilége portant excommunication, non, comme on l'a dit, contre ceux qui critiqueraient ce poëme, mais bien contre le pillage des contrefacteurs; il protégeait *la Mandragore*, cette comédie si remarquable par le mélange des mauvaises mœurs et des pratiques dévotes, en la faisant souvent représenter devant lui. A cette époque, il n'y avait pas encore de théâtres permanents en Italie, et, parmi ce peuple si sensible aux plaisirs de la scène, les productions dramatiques, qui commençaient à naître, étaient représentées par les lettrés et les académiciens. Léon X fit venir à Rome ceux qui avaient joué *la Mandragore* à Florence, ainsi que les décorations dont on s'était servi pour cette représentation; et lorsque le pape fit, en 1515, un voyage en Toscane, il voulut revoir encore cette comédie. Le plaisir que prenait Léon X à cette licencieuse satire des moines doit aussi être considéré comme un trait du caractère de ce pontife. Léon X avait l'humeur enjouée, l'esprit enclin à la bouffonnerie; il passait, avec une extrême facilité et un plaisir assez visible, des entretiens les plus sérieux aux plaisanteries les plus frivoles, et faisait contraster avec la dignité de ses hautes fonctions les légèretés d'un caractère tout mondain. Il se plaisait aux festins splendides, mais il savait être sobre parmi les délices des tables plantureuses. Il avait montré de bonne heure un goût si violent pour la chasse, que les vicissitudes de ce divertissement finirent par influer sur son humeur, et le pape était moins aimable les jours où le chasseur avait été moins adroit ou moins heureux. Aimant avec passion la société des hommes d'élite dont il s'entourait, il encourageait les lettres et les arts autant par l'affectueuse familiarité avec laquelle il accueillait les savants et les artistes, que par les largesses dont il les comblait. Si Léon X était loin d'avoir les vertus nécessaires au chef de la chrétienté, il était doué, à un degré éminent, du goût et des penchants qui font d'un prince le protecteur accompli des lumières et le puissant propagateur de tout ce qui peut contribuer à civiliser et embellir les sociétés. Les magnificences de son luxe enrichissaient l'industrie; le commerce devint florissant par la liberté, et le bien-être des populations produisit une telle prospérité que, sous le pontificat de ce pape, le

nombre des habitants de Rome fut presque doublé.

Parmi les beaux ouvrages de Raphaël, on compte un portrait de Léon X. Une tête un peu grosse, des yeux saillants, un teint fortement coloré, donnaient peu de distinction à cette physionomie ; mais les proportions et les habitudes du corps ne manquaient pas d'élégance. La voix de Léon X était douce et harmonieuse, et il y avait une dignité affable dans ses manières.

Léon X a été décrié outre mesure par les uns ; d'autres en ont parlé avec une indulgence qui semble plus impartiale; W. Roscoë, qui a résumé et balancé ces divers jugements, nous semble avoir exprimé une opinion à laquelle on peut croire, lorsqu'en blâmant, dans Léon X, des passe-temps peu conformes à la sainte dignité d'un pontife, il affirme qu'on n'en peut rien conclure contre la décence et la pureté des mœurs de Léon. La haine a d'ailleurs été si passionnée dans ses accusations, qu'il faudrait pour y croire être aussi aveugle qu'elle. La politique de Léon X fut perfide envers les autres souverains. Elle fut d'une sévérité quelquefois cruelle dans son gouvernement intérieur; mais les mœurs et les exemples de son temps ont sans doute fait violence à son naturel, car, dans les relations ordinaires de la vie, Léon X était rempli de douceur et d'aménité. Souverain politique assez médiocre, il fut un admirable souverain littéraire. Son esprit, son caractère et ses penchants se trouvèrent merveilleusement en harmonie avec les circonstances spéciales de cette grande époque; son règne, qui dura moins de neuf années, fut assez fécond en prodiges pour rester à jamais l'une des grandes périodes de l'histoire du monde, et ces seuls mots: *le siècle de Léon X*, seront un éternel honneur pour sa mémoire.

Tout le monde connaît l'ouvrage de l'Anglais William Roscoë (Liverpool, 1805, 4 vol. in-8°), qui a écrit l'histoire de ce pape avec autant de science que d'impartialité. Toutefois, ce livre estimé n'est pas exempt d'erreurs. Le comte Bossi en a publié une traduction italienne (Milan, 1818, 12 vol. in-8°), où les fautes de l'original sont souvent rectifiées. Ce traducteur a pu consulter des documents et fouiller dans des archives où la vérité se tenait encore cachée. Nous recommandons ce livre à ceux qui veulent faire une étude approfondie de ce grand règne. M. A.

Léon XI (*Alexandre-Octavien*), également de la maison de Médicis, légat en France sous le pontificat de Clément VIII, son prédécesseur, fut élevé sur le siége de Saint-Pierre le 1er avril 1605; mais il ne l'occupa que 26 jours.

Léon XII (*Annibal della Genga*) naquit, le 2 août 1760, au château de la Genga, sur le territoire de Spolète. Après avoir rempli les fonctions de nonce du Saint-Siége près de plusieurs cours de l'Allemagne, il fut chargé par Pie VII d'une mission particulière auprès de Louis XVIII. De retour à Rome, il fut nommé évêque de Sinigaglia et cardinal (8 mars 1816), puis vicaire général. Pie VII étant mort, le cardinal della Genga lui succéda, le 27 septembre 1823, sous le nom de Léon XII. Il s'occupa de la répression du brigandage et de la mendicité; il releva quelques monuments de sa capitale, protégea les lettres et encouragea l'instruction publique. Il avait à cœur la conservation des droits et prérogatives du Saint-Siége, et la manière ferme dont il les soutint lui attira quelques démêlés avec la France et l'Autriche, en 1824. Dans la même année, il annonça solennellement le jubilé (*voy.*) de 1825. Ennemi du fanatisme, Léon XII blâma certaines menées du jésuitisme et approuva les ordonnances que rendit le gouvernement français, en 1828, contre les Pères de la foi. Ses concordats avec les Pays-Bas et les États-Unis attestent son esprit conciliant. Ce pontife mourut le 10 février 1829. E. H-G.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE DU TOME SEIZIÈME.

ADDITIONS ET ERRATA.

Tome XV.

Pag. 69, col. 1, ligne 37, ajoutez qu'*Adjemi* signifie *étranger*.

p. 80, col. 1, ligne 49, *au lieu de* Gaule armoricaiaine, *lisez* armoricaine.

p. 126, col. 2, ligne 28, *au lieu de* verset 29, *lisez* 28.

p. 188, col. 1, ligne 36, *au lieu de* enterreé, *lisez* enterrée.

p. 195, col. 2, ligne 13, *après* un *d* avant le *j*, *fermez la parenthèse* : un *d* avant le *j*).

p. 197, col. 2, ligne 26, *au lieu de* Waksaw, *lisez* Warsaw.

p. 211, col. 2, ligne 54, *au lieu de* A la fin 1793, *lisez* A la fin de 1793.

p. 230, col. 1, ligne 2 de la note, au lieu de *sulphurca*, lisez *sulphurea*.

p. 255, col. 2, ligne 38, *au lieu de* 1677, *lisez* 1697.

p. 287, col. 1, ligne 35, *au lieu de* naissances, *lisez* connaissances.

p. 288, col. 2, ligne 47, *au lieu de* 20 août, *lisez* 20 avril.

p. 322, col. 1, ligne 33, *au lieu de* l'impression, *lisez* la traduction.

p. 323, col. 2, ligne 49, *au lieu de* (1595), *lisez* (1575).

p. 324, col. 2, ligne 54, *au lieu de* sur la fidélité, *lisez* sur sa fidélité.

p. 341, col. 2, ligne 25, *au lieu de* 1795, *lisez* 1799.

p. 355, col. 2, ligne 40, *après* Henri, *effacez* petit-fils de Thibaut IV, *et mettez* Henri II (*voy.* Champagne, T. V, p. 359).

p. 419, col. 2, ligne 39, 1779 est la date donnée par la plupart des biographies, nous trouvons ailleurs 1775.

p. 464, col. 2, ligne 23, *ajoutez* qu'il se publie en Suisse (1841), 65 journaux politiques, dont 11 en français.

p. 471, col. 2, ligne 45, *au lieu d'*Agnès, *lisez* Ogier.

p. 516, col. 1, ligne 48, *après* chez M. Bérard (*voy.*), *ajoutez* : rue du Helder.

p. 612, col. 2, ligne 31, *à l'article* Karmathes, *ajoutez un renvoi au mot* Khalifat, page 646.

p. 707, col. 2, ligne 33, *ajoutez* : M. Krug est mort à Leipzig, en janvier 1842.

p. 725, col. 2, ligne 21, *au lieu de* 8e. Il fut, *lisez* 8e, il fut.

p. 728, col. 2, ligne 12, *au lieu de* Willimet a publié à Calcutta, etc., *lisez* Willmet a publié à Rotterdam, etc., intitulé *Lexicon linguæ arabicæ in Coranum*, 1784, in-4°.

Tome XIII.

(*Voir* au commencement et à la fin du T. XIII ainsi qu'à la fin du T. XIV.)

Pag. 695, col. 1, ligne 3, *au lieu de* car le monde, *lisez* car Innocent.

— col. 2, ligne 33, *au lieu de* haute gravité, *lisez* haute probité.

SIGNATURES

DES AUTEURS DU TRENTE-ET-UNIÈME VOLUME.

MM.	
Allou	C. N. A.
Artaud (l'inspecteur général)	A-d.
Audiffret	H. A-d-t.
Avenel	M. A.
Baron (le capitaine), au Havre	Cap. B.
Bergmann (à Strasbourg)	F. G. B.
Borghers	A. B.
Bradi (Mme la comtesse de)	L. C. B.
Chamrobert (de)	P. C.
Croze (de)	J. d. C-ze.
Déaddé	D. A. D.
Dehèque	F. D.
Depping	D-g.
Dufaï	Al. D-ï.
Dufau	P. A. D.
Dumas (à Bolbec)	Ant. D.
Du Mersan	D. M.
Dupin (aîné)	D.
Feuillet de Conches	F. d. C.
Garnier	Jh G-r.
Golbéry (de)	P. G-y.
Haag (Eugène et Émile)	E. H-g.
Haillot (le commandant), à Lyon	C. A. H.
Hennequin	J. F. G. H-n.
Hittorff	J. H.
Huot	J. H-t.
Lafaye (à Marseille)	L-f-e.
Las Cases (le baron Emm. de)	L. C.
Leclerc-Thouin	O. L. T.
Le Roy de Chantigny	L. d. C.
Louvet	L. L.
Maury	A. M-y.
Miel	M-l.
Morozewicz	C. M-cz.
Ourry	M. O.
Paris (Paulin)	P. P.
Parisot	Val. P.
Pauthier	G. P.
Petit-Lafitte (à Bordeaux)	A. P. L.
Priou (à Nantes)	P.
Rathery	R-y.
Ratier (le docteur)	F. R.
Ratier (Victor)	V. R.
Regnard (Émile)	E. R.
Rinn	J. R.
Saucerotte (à Lunéville)	C. S-te.
Saunois	V. S.
Schnitzler	J. H. S. et S.
Schoenefeld (de)	S-f-d.
Soyer	L. C. S.

LISTE DES COLLABORATEURS.

MM.		MM.	
Spach (Édouard).	Éd. Sp.	Travers (à Caen)	J. T-v-s.
Spach (Louis), à Strasbourg	L. S.	Vaucher (à Genève) . .	L. V.
Taillandier	A. T-r.	Vieillard	P. A. V.
		Willm (à Strasbourg) . .	J. W-m.

Les lettres *C. L.* indiquent qu'un article est traduit du *Conversations-Lexicon* ou de son supplément intitulé *Conversations-Lexicon der Gegenwart*, le plus souvent avec des modifications (*m.*). *Enc. amer.* signifie *Encyclopædia americana.* Enfin la signature *Enc. autr.* se rapporte à l'*Encyclopédie nationale autrichienne.*